ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 3

Le jeudi 21 novembre 2024

à 16 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le vendredi 15 novembre 2024

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour le **jeudi 21 novembre 2024, à 16 h, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 3

Le jeudi 21 novembre 2024

à 16 h

Veuillez prendre connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 21 novembre 2024 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 14 novembre 2024.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 20.26 et 20.27, 30.12 et 41.05.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 21 novembre 2024

ORDRE DU JOUR

VERSION 3

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 21 novembre 2024

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 24 octobre 2024, à 17 h

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 - rapport et recommandations »

07 – Dépôt

07.01 *Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires* - 1246285002

Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) pour l'année 2023

Compétence d'agglomération : Acte mixte

07.02 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution CA24 20 0389 du conseil d'arrondissement de LaSalle - Dépôt d'une motion réitérant la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle

07.03 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution désignant le deuxième représentant de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157017

Exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2025, et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.02 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1248167002

Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurrents, à Université de Montréal, afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période du 15 février 2024 au 14 février 2029 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.03 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249633007

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de cinq ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1218703001

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, consent à la renonciation d'une servitude réelle temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'adresse civique est 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.05 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1249915005

Autoriser un changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre ce lot à des fins communautaires / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie, à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué des lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 mètres carrés, pour un montant de 624 000 $ / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000 $ au Service de l'habitation pour l'année 2024 / Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.06 *Service des technologies de l'information , Direction stratégies pratiques d'affaires et performance* - 1247655003

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.07 *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1249563009

Accorder un contrat à Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1249563010

Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.09 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1249569007

Autoriser la signature d'une entente de contribution financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.10 *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1248527004

Accorder un contrat à Xerox Canada ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.11 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1245372006

Approuver la troisième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 320 371,42 $ pour toute la durée du prêt des locaux

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.12 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1247019002

Accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $ à Société des arts technologiques (S.A.T.) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » pour la période du 1er décembre 2024 au 30 septembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.13 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1244681006

Accorder une contribution financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest pour la construction d'un immeuble de 11 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.14 *Service de la culture* - 1248781005

Accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.15 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157020

Accorder trois contrats à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 8 239 434,73 $, taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) - Appel d'offres public 24-20607 (1 soum. conforme)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.16 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157018

Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des contrats accordés à Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.17 *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1247428006

Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec TCED INTL inc. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.18 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation* - 1247157019

Exercer l'option de la première année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.19 *Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion* - 1245695001

Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux ententes-cadres intervenues entre la Ville et Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.20 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249286005

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465/705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au Service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.21 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1248682004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pieds carrés et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.22 *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1245942002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.23 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1248214005

Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque / Approuver la convention de contribution financière intervenue entre la Ville et Cité des arts du cirque

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.24 *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1248214006

Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.25 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249499003

Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.26 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249499002

Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030, rue Beaubien Est et 6469, rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière / Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer pour et au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.27 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1240029006

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2, à l'Addenda 3 ainsi qu'à l'Addenda 4, effectués par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023 / Approuver le projet d'addenda 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., (CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30 – Administration et finances

30.01 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1249780004

Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années 2025 à 2027, dans le cadre du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

30.02 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1246549005

Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

30.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449002

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.04 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1249569006

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.05 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1241024001

Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2025, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.06 *Service du développement économique* - 1248798004

Autoriser la modification à la répartition de 150 M$ reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de la compétence locale

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641005

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.08 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1249641006

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.09 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449004

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.10 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1247261001

Autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.11 *Service de l'habitation* - 1249174001

Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

30.12 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1248399001

Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports* - 1248168001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

41.02 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1245517003

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 25 386 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

41.03 *Service de la culture* - 1248021005

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

41.04 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245629002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

41.05 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1248399002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245548004

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

42.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1247245001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.03 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1242937003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

42.04 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1248994010

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.05 *Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires* - 1249587003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42.06 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245581005

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.07 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245581004

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.08 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1248080003

Adoption - Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1233422001

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

44.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1233422002

Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal* - 1245491002

Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe*

Nommer M. Alex Bottausci à titre de membre du conseil d'administration de la Communauté métropolitaine de Montréal, en remplacement de M. Beny Masella

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 24 octobre 2024 17 h

Séance tenue le jeudi 24 octobre 2024 – 17 h salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Alex Bottausci, M. Georges Bourelle, Mme Julie Brisebois, Mme Dida Berku, représentante de la Ville de Côte Saint-Luc, en remplacement de M. Mitchell Brownstein, M. Benoit Dorais, M. Marc Doret, Mme Heidi Ektvedt, M. Paul Dufort, représentant de la Ville de Kirkland, en remplacement de M. Michel Gibson, Mme Paola Hawa, M. Pierre Lessard-Blais, M. Alex Norris, M. Jocelyn Pauzé, Mme Marie Plourde, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, Mme Christina M. Smith, Mme Anne St-Laurent, M. Tim Thomas, Mme Tanya Toledano, M. Alain Vaillancourt et Mme Maja Vodanovic

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION* :

Mme Nancy Blanchet, M. Jeremy Levi, M. François Limoges, M. Peter Malouf, Mme Sophie Mauzerolle et Mme Émilie Thuillier

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION* :

M. Beny Masella

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Greffier adjoint
M. Simon Bélanger-Gagnon, Analyste-rédacteur

La présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, souhaite la bienvenue à toutes et à tous et invite les membres du conseil à se joindre à elle pour un moment de recueillement.

Puis, elle remercie les membres du conseil pour cette minute de silence et déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

À 17 h 05, la présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, appelle le point « Période de questions du public » et invite les personnes du public présentes à poser leurs questions.

Question de : M. Hassan Ridha Réponse de : *Aucun-e élu-e n'a pris la parole*	Est-ce que le maire Levi peut consentir au fait que certains propos concernant le conflit israélo-palestinien puissent alimenter un mouvement anti-palestinien chez la population? / Pourquoi est-ce que la position du maire Levi sur le conflit en Palestine est différente de celle du gouvernement canadien?

Question de : M. Marc Poulin Réponse de : Mme Valérie Plante (M. Alex Norris)	Est-ce que l'Administration considère qu'un code d'éthique devrait être élaboré pour guider les personnes élues dans leur utilisation des médias sociaux? / Est-ce que l'utilisation des médias sociaux par les personnes élues devrait être encadrée par le présent code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement?

_____

À 17 h 12, la présidente d'assemblée fait la lecture de 11 questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

1 Question de : Philippe Paré Réponse de : Mme Maja Vodanovic	The City of Montreal is planning to end water fluoridation by the end of 2024, without any public consultation. This decision has been made unilaterally, and demerged cities have not been consulted. Since 2020, Montreal has been working on this issue, and unfortunately, this reflects yet another instance of the lack of consideration within the Montreal agglomeration for the demerged cities. The demerged cities are now faced with a decision imposed by Montreal, which holds a majority of votes at the agglomeration council. The Regional Directorate of Public Health (DRSP) continues to recommend water fluoridation, calling it one of the few proven and universal preventive dental health interventions. Fluoridation supports oral health and helps reduce social health inequalities, as highlighted by both INSPQ (2022) and CADTH (2019) studies. The costs of fluoridation are largely subsidized by the Ministry of Health and Social Services, amounting to only $100,000 annually for all the water produced by the Pointe-Claire and Dorval plants. Why can Montreal have a monopoly on what happens outside it's territory on plants outside it's territory by the simple fact that the 2004 laws granted it monopoly by defacto and will you reinstate water fluoridation to those who asks it and can the city of Montreal stop trying to control everything outside of the administrative outreach of the boundaries set by borders with other cities?
2 Question de : Murray Levine Réponse de : Mme Valérie Plante (M. Luc Rabouin)	Based on scientific studies performed specifically in Dorval and Europe, I am justifiably concerned that the lives of ~775,000 Montrealers are at risk, due to the abundance of black carbon nanoparticles in aircraft exhaust over Ville St Laurent to RDP north of the 40. In Europe, a June study put the number of adversely affected people at 52 million. Montreal's pollution department is now aware of the nanoparticles having finally been able to detect them after spending $75,000 on a detector, over a year ago. Several weeks ago, Aeroports de Montréal confirmed to me that they still intend to spend $4 billion to increase the number of flights and thus the number of nanoparticles as well. In view of this, I strongly encourage the Ville de Montréal to look into filing for an injunction to limit the number of flights at PE Trudeau Airport as soon as possible. The limiting of flights at the airport was recommended by Professor Parisa Ariya, at McGill several years ago as a result of a study ordered by Transport Canada. Will you kindly communicate with Dr. Ariya and see if she still recommends what she did to Transport Canada several years ago? Thanks

3 Question de : Sandra MacPherson Réponse de : Élu-e responsable (Mme Maja Vodanovic)	Why is fluoridation being stopped in Baie d'Urfe without consultation of its citizens and when it goes against all the recommendations of the scientific community?
4 Question de : Louise Bergeron Réponse de : M. François Limoges (M. Jocelyn Pauzé)	J'aimerais vous faire part d'une situation dangereuse qui mets à risque les personnes qui utilisent cette intersection. Coin boulevard St Joseph et 16e avenue. Boulevard très passant ou se trouve une garderie, beaucoup de voitures, piste cyclable, piétons , poussettes . Il devrait y avoir un feu de circulation à cette intersection pour assurer la sécurité de tous. Les voitures et piétons doivent traverser le boulevard saint Joseph pour se rendre direction sud ou pour aller vers l'Est . Très dangereux . Merci d'intervenir avant qu'un incident malheureux se produise.
5 Question de : Anna Campagna Réponse de : Élu-e responsable (M. Alex Norris)	Le Conseil d'agglomération de Montréal: 1) a-t-il jamais adopté une résolution concernant les heures étendues de fonctionnement à l'aéroport Mtl- Trudeau ? 2) a-t-il adopté une résolution sur le Plan Sonore 2024 de l'aéroport de Montréal (ADM) soumis pour étude à Transport Canada et approbation par la nouvelle Ministre de Transport , Anita Anand? Pourrai-je recevoir des copies certifié conformes de ces résolutions si elles existent?
6 Question de : Deepak Awasti Réponse de : M. Mitchell Brownstein (Mme Dida Berku)	Last year, bilingual-status cities instituted legal action, against the provincial government, regarding Bill 96 and certain provisions that affect their status. However, the cities did not include therein questions related to theirs and other residents' of the agglomeration right of equal access to shared public and social services, and equal benefit of the law, in the language of their education, socialization and habitual use, per s. 6 Charter; and without consideration of administrative convenience. Nor have these cities raised the question of provincial jurisdiction regarding the regulation of individual language rights in relation to free and fair access to, and benefit of, administrative and social justice. As the central city of the agglomeration refuses to guarantee, to bilingual cities and their residents, free and fair access to shared services in the language of their choice and need; and, as its refusal undermines the right of residents to equal access and benefit of the law: Will the bilingual cities call upon the central city to fulfil its obligations to all residents of the agglomeration; failing which, will they institute court action to force the central city to do so?
7 Question de : Joseph Pugliese Réponse de : Mme Nancy Blanchet (Mme Julie Brisebois)	Without Prejudice, President Blanchet, Thank you for addressing our questions regarding the important topic of ethics and decorum during Montreal Agglomeration Council meetings. For the public record and reference, to whom should citizens address concerns or report potential ethical violations and other seemingly questionable practices arising from these Montreal Agglomeration Council meetings? A) Our President of the Agglomeration Council B) Our Ombudsman of Montreal C) Our Mayor of Montreal D) 311 E) Our Quebec Municipal Commission F) All of the above G) None of the above If none of the above is applicable, may you kindly advise citizens on the appropriate channels for lodging an official complaint under these

(suite)

circumstances?
President Blanchet, we thank you for your attention, the clarification, and your ongoing service.
Politely and respectfully.
DEMOCRATIQUE.CA INC.
Joseph Pugliese, President.

8

Question de :

Julien Paré

Réponse de :

Mme Valérie Plante
(M. Alex Norris)

La ville de Pointe-Claire a récemment réitérer leur désir de créer un pont aux dessus de la 40 pour rejoindre le REM avec leur PDI 2025-2026-2027, du côté du pont REV reliant la ville de Beaconsfield à la ville de Kirkland suivie par la ville de Montréal (Pierrefonds-Roxboro) de façon à ne pas avoir à utiliser une voie d'accès à l'autoroute 40 sans trotoires. Il n'y a pas eu de mise à jour et aucun changement aux fait que ce n'est qu'un "axes projetés" pour 2027 ou jamais... Pour rappeler la situation, le REM devrait ouvrir l'année prochaine et pour ce rendre sans char c'est une question de risquer de ce faire tuer par un char pour traverser l'autoroute 40... Pouvez vous S'IL VOUS PLAÎT accélérer votre promesse d'amenée le REV dans le West Island et de construire le pont pour qu'on n'aille pas peur de ce faire happer par un char pour ce rendre à la station du REM?

9

Question de :

Ray Belanger

Réponse de :

Élu-e responsable
(M. Alex Norris)

La chaussée fut changée, mais ils n'ont pas fait la ligne de la voie pour tourner vers le centre d'achat en direction sud ,ce qui occasionne plusieurs fois par jour des conducteurs frustrés qui klaxonnent a répétition, ce qui cause désagrément aux personnes vivants dans ce secteur, il faut corriger vôtre erreur et la situation dans les plus brefs délais

---

10

Question de :

Julie Marguerite

Réponse de :

Mme Valérie Plante
(Mme Maja Vodanovic)

La Ville de Montréal envisage, sans consultation publique préalable, de mettre fin à la fluoration de l'eau d'ici la fin de l'année 2024. Cette décision a été prise unilatéralement, sans que les villes défusionnées, comme Baie-D'Urfé, ne soient consultées.
Depuis 2020, Montréal travaille sur ce dossier, et malheureusement, cette démarche reflète une fois de plus le manque de considération envers les villes défusionnées au sein de l'agglomération de Montréal. La Ville de Baie-D'Urfé se retrouve devant un fait accompli et subira les conséquences d'une décision prise par Montréal, qui détient la majorité des voix au conseil d'agglomération.
La Direction régionale de la santé publique continue de recommander la fluoration de l'eau potable, la qualifiant comme l'une des rares interventions universelles et préventives en santé dentaire démontrée efficace. La fluoration contribue à la santé bucco-dentaire de la population et réduit les inégalités sociales en matière de santé, des conclusions appuyées par l'INSPQ (2022) et l'ACMTS (2019). Les coûts de la fluoration sont largement subventionnés par le ministère de la Santé et des Services sociaux et ne représentent que 100 000 $ annuellement pour toute l'eau produite par les usines de Pointe-Claire et Dorval.
La Ville de Baie-D'Urfé n'a jamais demandé l'arrêt de la fluoration de l'eau. Pourquoi est ce que quelquechose que la ville de Montréal aie décidé de faire affecte ma vie à baie-d'urfe quand j'ai clairement choisie de ne pas vivre à Montréal?

La question 11 n'a pas été lue.

---

12 Question de : Catherine Alain Réponse de : Élu-e responsable (M. Robert Beaudry)	Si « le logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri » fait partie de vos compétences, comment est-ce que le conseil d'agglomération s'implique dans la question? De ce que j'en comprend, c'est principalement les organismes communautaires qui offrent des services aux personnes en situations d'itinérance et ceux-ci sont principalement subventionné par le gouvernement du Québec. Le nombre de personnes en situation d'itinérance augmente rapidement et j'aimerais savoir, dans le cadre de vos compétences, quelle est votre part de responsabilités ? et avez-vous un plan mis en place pour soutenir les organismes communautaires et les personnes en situations d'itinérance ? Merci.

La question 13 n'a pas été lue.

_____

N'ayant plus d'autres questions, la présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, déclare la période de questions du public close à 17 h 35. Elle remercie les personnes présentes et les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d'agglomération.

_____

2 - Période de questions des membres du conseil

À 17 h 35, la présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Question de : M. Georges Bourelle Réponse de : Mme Maja Vodanovic / M. Luc Rabouin	Est-ce que la Ville de Montréal peut revoir sa décision concernant l'arrêt de la fluoration de l'eau potable et consulter la Direction régionale de la santé publique et toutes les parties prenantes dans le cadre de ce dossier? / Est-ce que les villes liées de l'agglomération de Montréal peuvent s'attendre à une augmentation des quotes-parts au même niveau que l'augmentation des taxes foncières de la Ville de Montréal, soit 1.8%?
Question de : Mme Dida Berku Réponse de : M. Robert Beaudry	Est-ce que la Ville de Montréal peut respecter le cheminement du projet de raccordement Cavendish-Cavendish comme soumis au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 2017? / Réitère sa question **DÉPÔT DE DOCUMENT**
Question de : Mme Heidi Ektvedt Réponse de : Mme Maja Vodanovic	En 2013, la décision a été prise à l'unanimité par le conseil d'agglomération de poursuivre la fluoration de l'eau potable dans les usines d'eau potable de Dorval et Pointe-Claire, pourquoi est-ce que la décision est maintenant renversée? / Est-ce que l'usine de Dorval arrêtera complètement ses opérations dès 2025?

_____

N'ayant plus d'autres questions, la présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 56 et remercie les élus-es pour leurs questions.

_____

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. Alex Norris, pour la suite de l'ordre du jour.

_____

CG24 0545

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG24 0546

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 19 septembre 2024, à 17 h

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 19 septembre 2024, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 10 octobre 2024 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, M. Alex Norris, dépose les documents suivants :

04.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), du 1er au 30 septembre 2024.

04.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 30 septembre 2024.

04.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*, du 1er au 30 septembre 2024.

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse n'est déposée.

CG24 0547

Dépôt du calendrier des assemblées ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération pour l'année 2025

Le porte-parole d'assemblée, M. Alex Norris, dépose le calendrier des assemblées ordinaires du conseil d'agglomération pour l'année 2025, et le conseil en prend acte.

07.01 1240310001

CG24 0548

Dépôt de la projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 - Volet agglomération et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023

Le porte-parole d'assemblée, M. Alex Norris, dépose la projection des résultats de l'exercice 2024 en date du 31 août 2024 - Volet agglomération, et l'état des revenus et des charges réels de la Ville au 31 août 2024 comparé avec le 31 août 2023, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.02 1246254004

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Aucune pétition n'est déposée.

À 17 h 57,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0549

Accorder un contrat à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 1 332 980,86 $, taxes incluses (contrat : 1 159 113,79 $ + contingences : 173 867,07 $) - Appel d'offres public 24-20587 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 septembre 2024 par sa résolution CE24 1448;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Distribution Maranda inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'aménagement de boîtes sur des camions fournis par la Ville pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 159 113,79 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20587;

2- d'autoriser une dépense de 173 867,07 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Distribution Maranda inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1247567028

CG24 0550

Accorder deux contrats à Distribution Maranda inc., pour la fourniture et l'installation d'aménagements à l'intérieur de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) - Dépense totale de 336 919,98 $, taxes incluses (contrat : 280 766,65 $ + contingences : 56 153,33 $) - Appel d'offres public 24-20604 (un seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 septembre 2024 par sa résolution CE24 1449;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Distribution Maranda inc., seul soumissionnaire, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour chacun des lots, les commandes pour la fourniture et l'installation d'aménagement à l'intérieur de fourgons utilitaires fournis par la Ville pour les activités du Service de police de la Ville de Montréal, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20604 :

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	Lot 1 - Devis 227E24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier reconstitutionniste	162 217,08 $
Distribution Maranda inc.	Lot 2 - Devis 227F24A11 Fourniture et aménagement pour fourgon allongé à essence fourni par la Ville - Métier serrurier	118 549,57 $

2- d'autoriser une dépense de 56 153,33 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1247567029

CG24 0551

Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 septembre 2024 par sa résolution CE24 1451;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1248444001

CG24 0552

Autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manSuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.), majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 792 146,25 $ à 1 027 592,06 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2024 par sa résolution CE24 1474;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 235 445,81 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville en vue de récupérer les sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics obtenus par Consultants Aecom inc. (anciennement Tecsult inc. et Aecom Tecsult inc.), majorant ainsi les crédits de 792 146,25 $ à 1 027 592 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1246684003

CG24 0553

Accorder un contrat de gré à gré à ICOR Technology inc. pour l'acquisition d'un robot de désamorçage d'engins explosifs pour le Groupe tactique d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal, pour une dépense totale de 348 159 $, taxes incluses - Avis d'intention 24-20626

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2024 par sa résolution CE24 1471;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure un contrat de gré à gré avec Icor Technology inc. pour la fourniture d'un robot de désamorçage d'engins explosifs et les équipements connexes pour le Service de police de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 348 159 $, taxes incluses, à la suite de l'avis d'intention 24-20626;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1247026002

À 17 h 59,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0554

Approuver l'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement cyclable sur le chemin Sainte-Marie, de la rue de Saint-Tropez à l'Allée Montrose - Dépense totale de 340 000 $, net de ristourne

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2024 par sa résolution CE24 1475;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Kirkland et la Ville de Montréal relativement à l'aménagement de la voie cyclable sur le chemin Sainte-Marie, de la rue de Saint-Tropez à l'allée Montrose;

2- d'autoriser à cette fin une dépense de 340 000 $, net de ristourne;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1248746001

CG24 0555

Approuver le projet d'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2024 par sa résolution CE24 1478;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver un projet d'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 907 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente;

2- de mandater le Service de la culture pour coordonner la mise en œuvre de cette Entente.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1248021003

CG24 0556

Accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026 pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) / Autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1509;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à Oracle Canada ULC, fournisseur exclusif, pour le service d'entretien des serveurs Exadata spécialisés en base de données, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 116 918,24 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1249834001

CG24 0557

Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses, pour divers travaux de pompage et de nettoyage à la station Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (CG22 0495), majorant ainsi la somme totale du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1525;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 738 015,33 $, taxes incluses, pour divers travaux de pompage ainsi que de nettoyage à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et sur le réseau des intercepteurs, dans le cadre du contrat accordé à EBI Envirotech inc. (CG22-0495), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 518 891,12 $ à 3 256 906,45 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1245472001

CG24 0558

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes de sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à GoSecure inc. (CG21 0564), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1510;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la première option de prolongation et d'autoriser une dépense additionnelle de 501 781,20 $, taxes incluses, pour la maintenance, le support ainsi que les licences d'utilisation du matériel installé ayant permis le rehaussement des systèmes sécurisation CheckPoint Software Technologies LTD réseautique vers les plateformes de nouvelle génération, dans le cadre du contrat accordé à Gosecure inc. (CG21 0564), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 293 899,65 $ à 2 795 680,85 $, taxes incluses;

2- d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1245942003

À 18 h 03,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0559

Conclure une entente-cadre avec Vincent Ergonomie inc. pour des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 657 040,73 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20514 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1523;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Vincent Ergonomie inc, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels d'ergonomie exclusifs au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 657 040,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20514;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Vincent Ergonomie inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du SPVM, et ce, au rythme des besoins à combler, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1240440001

CG24 0560

Exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1504;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 52 923,47 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 268 141,82 $ taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 5 292,35 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1247157013

CG24 0561

Autoriser une contribution financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles pour la construction d'un immeuble de 18 logements situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet de convention de contribution financière à cet effet / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1535;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une aide financière de 2 793 858,26 $ à Un toit pour elles provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Un toit pour elles, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution;

3- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer la convention de contribution financière pour et au nom de la Ville de Montréal;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1244681004

CG24 0562

Accorder deux contrats à Distribution Maranda inc., pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations (ARSO) du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau (Inspection-DRE) - Dépense totale de 1 220 306,02 $, taxes incluses (contrat : 1 016 921,68 $ + contingences : 203 384,34 $) - Appel d'offres public 24-20608 - (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1513;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Distribution Maranda inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme pour chacun des lots, le contrat pour l'aménagement de fourgons fournis par la Ville pour les activités du Service de l'eau pour l'équipe métier en analyse du réseau et soutien aux opérations du réseau d'aqueduc et de la Direction des réseaux d'eau, aux prix de ses soumissions, soit pour une somme maximale de 1 016 921,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20608;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Distribution Maranda inc.	Lot 1 - Fourniture et installation d'aménagements préfabriquées pour fourgons métier dans des camions fournir par la ville de Montréal pour métier DRE-Inspection selon le devis 217G24A22	336 711,77 $
Distribution Maranda inc.	Lot 2 - Fourniture et installation d'aménagement de fourgons métier par la Ville de Montréal pour métier ARSO - aqueduc selon le devis 227H24A22	680 209,92 $

2- d'autoriser une dépense de 203 384,34 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Distribution Maranda inc. pour le lot 2;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1245593001

CG24 0563

Autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1520;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser le transfert d'un montant de 90 000 $, taxes incluses, des dépenses incidentes vers les dépenses contingentes, pour le remplacement de systèmes énergétiques : démantèlement d'équipements existants au mazout et installation de systèmes de chauffage électrique de la caserne 44, dans le cadre du contrat accordé à Procova inc. (CG23 0109), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 1 525 948,20 $ à 1 615 948,20 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1248183001

À 18 h 04,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0564

Exercer la première option de prolongation du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élu-es municipaux, au personnel et aux retraité-es de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels pour la période de renouvellement du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1527;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'exercer l'option de la première prolongation, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, du contrat de services professionnels avec Desjardins Assurances, pour l'administration des régimes d'assurance collective offerts aux élues et élus municipaux, au personnel, aux retraitées et retraités de la Ville de Montréal, à l'exception des garanties en cas de décès et mutilations accidentels (CG18 0681), sans coûts additionnels, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16915 et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1248242001

CG24 0565

Autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750 $, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes et contingences incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1521;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 149 750 $, taxes incluses, à titre de dépenses contingentes, pour exécuter les travaux de réhabilitation environnementale des parcelles A et C de l'ancienne usine Solutia, dans le cadre du contrat accordé à Englobe Corp. (CG22 0273), provenant en partie du transfert d'un montant de 421 164 $, taxes incluses, du contrat de base aux dépenses contingentes du contrat, majorant ainsi le montant total du contrat de 16 695 803,99 $ à 17 424 389,99 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1245651002

CG24 0566

Autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 (lot 3 926 169) et 13 (lot 3 156 707), dans le cadre du contrat accordé à Loiselle inc. (CG24 0131), majorant ainsi la dépense maximale des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1529;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 288 417,45 $, taxes incluses, à titre d'incidences, pour couvrir les coûts additionnels liés aux activités de surveillance environnementale des travaux de réhabilitation environnementale des terrains 12 et 13 situés dans la région Est de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Loiselle inc. (CG 24 0131), majorant ainsi le montant total des incidences de 477 792,30 $ à 766 209,75 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1249861008

CG24 0567

Accorder un contrat à Procova inc. pour la réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord du Service de police de la Ville de Montréal et autres travaux connexes - Dépense totale de 17 413 193,69 $, taxes incluses (contrat : 13 246 269,75 $ + contingences : 2 649 253,94 $ + incidences : 1 517 670 $) - Appel d'offres public IMM-15933 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1522;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de la salle de tir du Centre Opérationnel Nord-SPVM et autres travaux connexes, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 246 269,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15933;

2- d'autoriser une dépense de 2 649 253,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 1 517 670 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Procova inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1245651001

CG24 0568

Accorder un contrat de gré à gré au Vitra Design Museum pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie » présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026 - Dépense totale de 468 165 euros (environ 698 876 $), taxes incluses (contrat : 407 100 euros (environ 607 719 $) + contingences : 61 065 euros (environ 91 157 $))

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1515;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à Vitra Design Museum pour la location, l'obtention des droits de diffusion, la mise en plan, la fabrication des caisses de transport, le transport et sa coordination et la supervision technique de l'installation et du démontage pour l'exposition itinérante « Transforme ! Concevoir l'avenir de l'énergie », présentée à la Biosphère de mai 2025 à septembre 2026, pour une somme maximale de 407 100 euros (environ 607 719 $), taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 61 065 euros (environ 91 157 $), taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1249433004

À 18 h 06,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0569

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1512;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée, fournisseur exclusif, pour l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 707 162,89 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1249633006

CG24 0570

Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1539;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour la migration vers le SaaS et le renouvellement du contrat du support et entretien du logiciel SIGMA-RH, pour la période du 3 février 2025 au 2 février 2030, pour une somme maximale de 2 754 755,01 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction solutions institutionnelles, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1247684005

CG24 0571

Accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1537;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier maximal et non récurrent de 135 000 $ à Antenne Créative pour la tenue de l'événement HUB Montréal du 21 au 23 octobre 2024;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1248180002

CG24 0572

Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1596;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le projet d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1245548002

CG24 0573

Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1597;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville de Montréal cède à l'Agence de mobilité durable, sans considération monétaire, des biens et marques pour la réalisation d'activités liées au transport rémunéré de personnes par automobile.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1245548003

À 18 h 08,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0574

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour l'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 15 822 391,18 $, taxes incluses (contrat : 12 265 419,52 $ + contingences : 1 839 812,93 $ + variation de quantités : 1 226 541,95 $ + incidences : 490 616,78 $) - Appel d'offres public 23-6112 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1587;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Bau-Québec ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'aménagement du secteur Boisé Ouest au parc Frédéric-Back, situé dans le Complexe environnemental de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 265 419,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-6112;

3- d'autoriser une dépense de 1 839 812,93 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 1 226 541,95 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

5- d'autoriser une dépense de 490 616,78 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

6- de procéder à une évaluation du rendement de Bau-Québec ltée;

7- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

20.26 1245561001

CG24 0575

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour les travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1 - Dépense totale de 56 008 299,43 $, taxes incluses (contrat : 47 870 341,39 $ + contingences : 5 744 440,97 $ + incidences : 2 393 517,07 $) - Appel d'offres public IMM-15922 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1588;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de démolition et construction du site principal des centres d'appels 9-1-1, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 47 870 341,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15922;

3- d'autoriser une dépense de 5 744 440,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 2 393 517,07 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de Pomerleau inc.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1249395001

CG24 0576

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de 24 ou 26 mois selon l'entente, avec la possibilité d'une prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 18 331 903,81 $, taxes incluses (contrats : 15 940 785,92 $ + variation des quantités : 2 391 117,89 $) - Appel d'offres public 24-20603 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1586;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, seuls soumissionnaires, ces derniers ayant présenté une soumission conforme pour chacun des lots 2, 5, 6 et 10, ainsi qu'avec les plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots 1, 3, 4, 7 et 9, d'une durée de 24 mois pour tous les lots excepté le lot 10 (durée de 26 mois pour le lot 10), lesquelles s'engagent à fournir et livrer à la Ville, sur demande, des produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval et l'usine d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte du Service de l'eau, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20603 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)	Nombre de soumissionnaires par lot
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 1: Mélange de sulfate ferrique et de sulfate d'aluminium	1 880 600,09 $	2
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 2: Aluminate de sodium	627 763,50 $	1
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 3: Sulfate d'aluminium acidifié 5%	503 866,44 $	2
Brenntag Canada inc.	Lot 4: Charbon actif en poudre	543 601,80 $	2
Kemira Water Solutions Canada inc.	Lot 5: Mélange de polyDADMAC et de chlorhydrate d'aluminium et	4 924 609,20 $	1

	polyDADMAC séparé		
Sel Windsor ltée	Lot 6: Chlorure de sodium (Sel NSF)	2 869 010,27 $	1
Univar Solutions Canada ltée	Lot 7: Silicate de sodium	627 818,69 $	2
Brenntag Canada inc.	Lot 9: Hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 %	2 979 462,15 $	3
Graymont (QC) inc.	Lot 10: Chaux	984 053,78 $	1

3- d'autoriser une dépense de 2 391 117,89 $, taxes incluses, à titre de budget de variation des quantités (lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9 et 10);

4- de procéder à une évaluation du rendement des adjudicataires Kemira Water Solutions Canada inc., Sel Windsor ltée, Univar Solutions Canada ltée, Graymont (QC) inc. et Brenntag Canada inc.;

5- d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, à même le budget du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1247100004

CG24 0577

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le lot 6 : travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat : 91 268 120,64 $ + contingences : 4 563 406,03 $ + incidences : 574 875 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1590;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux du « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte », aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 91 268 120,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP22031-189807-C-2;

3- d'autoriser une dépense de 4 563 406,03 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 574 875 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- de procéder à une évaluation du rendement de Pomerleau inc.;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1241219001

CG24 0578

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec AtkinsRéalis Canada inc. pour des services professionnels d'études géotechniques pour les services centraux, pour une durée de 36 mois ou jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire, selon la première des deux éventualités, avec une option d'une prolongation de 12 mois - Dépense estimée de 2 628 187,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20481 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1595;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle AtkinsRéalis Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final pour le lot 2 en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des études géotechniques pour les services centraux, pour une somme maximale de 2 628 187,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20481, jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou jusqu'au 23 octobre 2027, selon la première des deux éventualités, avec une option de prolongation d'un an reconductible une fois;

3- de procéder à une évaluation de rendement de AtkinsRéalis Canada inc.;

4- d'autoriser le directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger le contrat pour un maximum d'une prolongation de 12 mois, et ce, uniquement, si les dépenses autorisées du contrat n'ont pas été épuisées, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1247231063

À 18 h 10,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.31 à 20.34 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0579

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville de Montréal s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 mètres carrés, situés dans le Technoparc dans l'arrondissement de Saint-Laurent, constitués des lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1599;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver un projet de promesse bilatérale de vente par laquelle la Ville s'engage à acquérir d'Hypertec Immobilier inc. un ensemble de terrains vacants d'une superficie totale de 109 923,2 mètres carrés, situés dans le Technoparc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'agrandissement du parc-nature des Sources, moyennant le prix de 30 600 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, selon les termes et conditions stipulés au projet de promesse;

3- d'autoriser la signature de l'acte de vente entre Hypertec Immobilier inc. et la Ville portant sur les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en autant que cet acte soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, au projet de promesse bilatérale susmentionné;

4- de verser les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, au domaine public;

5- d'émettre le paiement requis pour l'acquisition du lot 6 386 715 du cadastre du Québec au nom du notaire fiduciaire en fidéicommis désigné par Hypertec Immobilier inc.;

6- d'autoriser la signature d'une convention d'entiercement à intervenir entre la Ville, Hypertec Immobilier inc. et le notaire désigné par ce dernier, pour gérer la détention et libération du prix de vente, conformément aux termes de la promesse portant sur le lot 6 386 715 du cadastre du Québec et de la promesse portant sur les lots 2 597 315, 4 916 789, 2 455 247, 3 178 143, 2 482 893, 2 482 889, 2 482 891 et 2 482 895 du cadastre du Québec, en autant que cette convention soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, aux projets de promesse bilatérale susmentionnés;

7- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1249652007

CG24 0580

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Demix Construction - une division de groupe CRH Canada inc. (groupe A1 : 6 409 293,15 $ et groupe A2 : 2 101 394,06 $), Construction DJL inc. (groupe A1 : 1 739 731,28 $ et groupe A2 : 1 207 693,09 $) et Construction & Pavage Portneuf inc. (groupe A1 : 586 396,37 $) pour la fourniture et livraison sur demande d'enrobés bitumineux à chaud pour une durée de trente-six mois, sans option de prolongation - Montant total estimé des ententes-cadres : 13 851 184,14 $, taxes incluses (ententes-cadres : 12 044 507,95 $ + variation des quantités : 1 806 676,19 $) - Appel d'offres public 24-20482 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1583;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des enrobés bitumineux à chaud pour les années 2024 à 2027, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20482 et au tableau des prix reçus;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada inc.	Groupe A1 (saison estivale)	6 409 293,15 $
Construction DJL inc.,	Groupe A1 (saison estivale)	1 739 731,28 $
Construction et Pavage Portneuf inc.	Groupe A1 (saison estivale)	586 396,37 $
Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada inc.	Groupe A2 (saison hivernale)	2 101 394,06 $
Construction DJL inc.	Groupe A2 (saison hivernale)	1 207 693,09 $

3- d'autoriser une dépense de 1 806 676,19 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Demix Construction – Une division de groupe CRH Canada inc., Construction DJL inc. et Construction et Pavage Portneuf inc;

5- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et de la ville liée participante, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1245437002

CG24 0581

Autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels dans le cadre du contrat accordé à Archipel architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730) pour le projet du site permanent principal des centres d'appels 9-1-1, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 832,05 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1589;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 641 953,19 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réalisation des plans et devis ainsi que l'accompagnement durant le chantier pour le centre d'urgence du 9-1-1, premier site permanent, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Archipel Architecture inc. et Bouthillette Parizeau inc. (CG23 0730), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 925 878,86 $ à 4 567 892,05 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1240805003

CG24 0582

Approuver un projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité du Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 4 140 596 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 34 ans, soit du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1601;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) pour la propriété sise au 660, rue De Courcelle, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connue et désignée comme étant le lot 4 140 596 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 2 265,3 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 34 ans, soit à partir du 25 octobre 2035 jusqu'au 24 octobre 2069, dont la rente annuelle sera de 4 200 $, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 4 510 000 $ pour la période de la prolongation;

2- d'autoriser la Ville à signer l'acte de modification de l'emphytéose conditionnellement à la confirmation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) à l'effet qu'elle consent à la Coopérative d'habitation Solidarité Sud-Ouest (Montréal) un prêt hypothécaire dont la période de l'amortissement est d'au plus 40 ans, tel qu'inscrit au projet d'acte, et que l'acte de modification de l'emphytéose final soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet d'acte joint au présent dossier décisionnel;

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1219220005

À 18 h 12,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0583

Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2019 à 2024;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1545;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

2- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2019-2024;

3- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux n° 5 et finale ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

4- s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations qui lui est imposé pour l'ensemble des années du programme;

5- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

6- atteste par la présente résolution que la programmation de travaux n° 5 et finale ci-jointe comporte des coûts réalisés véridiques.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1249569005

CG24 0584

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1541;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (119 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1249641003

CG24 0585

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1542;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc (45 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1249641004

CG24 0586

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1544;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits entre 1940 et 1975 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent (83 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1249641002

CG24 0587

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1543;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou (3 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1245449001

À 18 h 13,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.06 à 30.09 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0588

Accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $, en 2024, dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal / Autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder une contribution financière de 150 000 $ en 2024, dans le cadre d'un appariement budgétaire établi avec le Conseil des arts de Montréal;

2- d'autoriser un virement budgétaire de 150 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération, vers le budget des chapitres corporatifs pour le Conseil des arts en 2024;

3- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1248021008

CG24 0589

Adopter une résolution visant à autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (159 297 155,68 $)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1621;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser l'utilisation partielle des sommes accumulées à la réserve financière de paiement au comptant destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération (159 297 155,68 $).

Adopté à l'unanimité.

30.07 1246394004

CG24 0590

Adopter une résolution appuyant la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes

Considérant que :

- le gouvernement du Québec a introduit le statut de Paysage Humanisé comme un outil favorisant la protection de territoires habités en harmonie avec la nature dans la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre C-61.01);

- le Paysage Humanisé permet de réaliser plusieurs actions du Plan d'action pour la reconnaissance et la protection des collines Montérégiennes adopté par la CMM en 2022, suivant les travaux du groupe de travail créé à cette fin (résolution CE22-132);

- un statut de Paysage Humanisé pour la colline du mont Royal permettrait d'ajouter une superficie intéressante à la cible de 10 % de milieux naturels protégés;

- la colline du mont Royal fait déjà l'objet d'une désignation visant sa protection et sa mise en valeur en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (le Site patrimonial du Mont-Royal), dont la conformité est assurée par le ministère de la culture et des communications;

- le statut de Paysage Humanisé serait accordé par le MECCFLP, que la Ville souhaitera s'assurer de la compatibilité du double statut et que cette compatibilité ne pourra être confirmée qu'après la réception de l'admissibilité de la demande.

Attendu que :

- les gestes futurs en matière de conservation des collines Montérégiennes s'inscriront dans une vision commune et durable qui respecteront les spécificités propres à chacune des collines et qu'ils favoriseront la concertation entre les divers intervenants pour bien répondre aux enjeux globaux;

- la CMM dispose des ressources nécessaires à la réalisation des projets de conservation requis pour l'obtention du statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes;

- le ministère de la Culture et des Communications et le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs clarifieront l'application superposée des statuts de Paysage Humanisé et de Site patrimonial sur le territoire de la colline mont Royal.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1616;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'appuyer la Communauté métropolitaine de Montréal dans la démarche de reconnaissance en vue de l'obtention d'un statut de Paysage Humanisé pour les collines Montérégiennes :

- de prendre part aux travaux d'un comité de travail chargé de réviser le projet de demande de reconnaissance de la CMM pour la colline du mont Royal, notamment en vue d'obtenir la clarification des ministères sur l'application du double statut;

- de collaborer avec les instances de concertation requises pour favoriser la cohérence de la démarche.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1246689003

CG24 0591

Déléguer au conseil municipal, pour une période de deux ans, la mise en œuvre de certaines obligations qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération, conformément à l'article 48 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1626;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de déléguer au conseil municipal, en vertu de l'article 48 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, les responsabilités en matière linguistique pour une période de deux ans quant à la mise en œuvre des obligations suivantes qui incombent à la Ville de Montréal en vertu de la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11) dans le cadre de l'exercice des compétences d'agglomération :

- se doter d'objectifs d'exemplarité et mettre en place des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ces objectifs;
- prendre une directive précisant la nature des situations dans lesquelles la Ville de Montréal entend utiliser une autre langue que le français dans les cas où le permettent la Charte;
- adopter une procédure de traitement des plaintes relatives aux manquements aux obligations auxquelles la Ville de Montréal est tenue en vertu de la Charte et transmettre annuellement un rapport sur l'application de cette procédure.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Dida Berku en remplacement de M. Mitchell Brownstein
M. Alex Bottausci
M. Georges Bourelle
M. Marc Doret
M. Paul Dufort en remplacement de M. Michel Gibson
Mme Heidi Ektvedt
Mme Paola Hawa
Mme Christina M. Smith
Mme Anne St-Laurent
M. Tim Thomas
Mme Tanya Toledano

30.09 1245683003

CG24 0592

Avis de motion et dépôt - Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1245548004

CG24 0593

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1247245001

CG24 0594

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1242937003

CG24 0595

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1248994010

CG24 0596

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1249587003

CG24 0597

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1245581005

CG24 0598

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1245581004

CG24 0599

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.08 1248080003

À 18 h 22,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0600

Adoption - Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0536;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0536;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1379;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1249443001

Règlement RCG 13-005-8

CG24 0601

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Vu l'avis de motion donné du projet règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0537;

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024, par sa résolution CE24 1435;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires »;

3- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1243867003

Règlement RCG 24-033
Règlement RCG 21-020-1
Règlement RCG 24-029-1

CG24 0602

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0538;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 septembre 2024 par sa résolution CG24 0538;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 septembre 2024 par sa résolution CE24 1436;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 90 000 000 $ afin de financer les travaux des aménagements cyclables », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1248862002

Règlement RCG 24-034

À 18 h 23,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 50.01 à 50.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0603

Autoriser rétroactivement le projet d'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec et la Ville de Montréal pour l'affectation d'une ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027, avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410 $ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste policier pour la durée de l'entente / Autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 septembre 2024 par sa résolution CE24 1466;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser rétroactivement l'Entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 pour l'affectation d'une ressource policière du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), pour une durée de trois ans, avec la possibilité de renouvellement d'une année additionnelle;

2- d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 118 410 $ à cet effet, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

3- d'autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste policier pour la durée de l'entente;

4- d'autoriser le directeur du SPVM à signer l'Entente de prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal;

5- d'autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1245326009

CG24 0604

Autoriser rétroactivement le projet d'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF) / Autoriser le directeur du SPVM à signer le projet d'entente à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 2 octobre 2024 par sa résolution CE24 1487;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver rétroactivement l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal, pour la période du 23 octobre 2023 au 22 octobre 2024, pour l'affectation d'un maximum de deux ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) au Service des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers de la SQ (SESCCF), pour une période d'une année chacune;

2- d'autoriser le directeur du SPVM à signer l'entente de prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

50.02 1245326006

CG24 0605

Autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de trois ressources policières du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ, pour une période de trois ans, renouvelable pour une durée maximale d'une année, de même que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670 $ / Autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois postes policiers pour la durée de l'entente

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1573;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser l'entente de prêt de service entre la Sûreté du Québec (SQ) et la Ville de Montréal pour la période du 14 octobre 2024 au 13 octobre 2027 pour l'affectation d'un maximum de trois ressources policières du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) de la SQ pour une période de trois ans chacune, renouvelable pour une durée maximale d'une année, ainsi que les modalités et conditions pour l'exercice des activités de l'EIRVA à partir des locaux du SPVM mis à sa disposition;

2- d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2024 de 98 670 $;

3- d'autoriser un ajustement de la base budgétaire pour 2025 à 2028 selon les informations inscrites au dossier décisionnel;

4- d'autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé de trois postes policiers à partir de la date prévue du début du prêt de service;

5- d'autoriser le directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente de prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal;

6- d'imputer ces revenus et ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.03 1245326004

CG24 0606

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1572;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. (APM) concernant la modification de la clause 13.02 de la convention collective à l'égard du délai de comblement des postes vacants d'officiers et réglant le grief 23-CC-2020.

Adopté à l'unanimité.

50.04 1246404003

À 18 h 24, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée, Mme Julie Brisebois, remercie les membres du conseil pour leur collaboration, ainsi que les différentes équipes ayant participé à la tenue de ce conseil. Puis, elle souhaite une bonne soirée à tous et toutes et donne rendez-vous à la prochaine assemblée extraordinaire du 20 novembre 2024.

_____
Julie Brisebois
PRÉSIDENTE

_____
Domenico Zambito
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
21 NOVEMBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 OCTOBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2024 AU 31 OCTOBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES DE PROXIMITÉ	1244974001	APPROUVER L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DIFFUSION DE FORMATIONS ADMISSIBLES AINSI QUE POUR LA PARTICIPATION DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM) AU PROGRAMME DE FORMATION SUR LA DÉTECTION DE LA CAPACITÉ DE CONDUIRE AFFAIBLIE PAR LA DROGUE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024 / AUTORISER À CETTE FIN LA RÉCEPTION D'UNE SUBVENTION MAXIMALE DE 59 903 $ / AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE DÉPENSES ÉQUIVALENT AU REVENU ADDITIONNEL	CE24 1531	2024-10-11	59 903,00 $
RÉFÉRENCE MÉDIA (9190-690 QUÉBEC INC)	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION	1244974002	EXERCER L'OPTION DE PROLONGATION POUR UNE PÉRIODE D'UN AN POUR LA CONFECTION D'UNE REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À 9193-6690 QUÉBEC INC. (RÉFÉRENCE MÉDIA)(CE21 1849) ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 100 177,72$, TAXES INCLUSES, MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 300 533,15 $ À 400 710,87$, TAXES INCLUSES	CE24 1594	2024-10-18	100 178,00 $
DATAGLOBE CANADA INC.	DÉPENSE MIXTE D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES	DIRECTION - GESTION IMMOBILIÈRE ET EXPLOITATION	1247157015	EXERCER LA DEUXIÈME OPTION DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS, À COMPTER DU 1ER AVRIL 2025 ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 45 711,54 $ TAXES INCLUSES, POUR UN SERVICE D'ENTRETIEN DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION SANS COUPURE (UPS) DE DIVERS BÂTIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À LA FIRME DATAGLOBE CANADA INC. (CE21 0306), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 212 314,22 $ À 258 025,76 $ TAXES INCLUSES	CE24 1503	2024-10-11	45 712,00 $
JEAN-CLAUDE ALARY INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DE L'EXPÉRIENCE CITOYENNE	DIRECTION STRATÉGIE DES OPÉRATIONS D'ENTRETIEN DE LA VOIE PUBLIQUE	1248788009	EXERCER L'OPTION DE RENOUVELLEMENT ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 224 960,09 $, TAXES INCLUSES, POUR LA LOCATION D'ÉQUIPEMENTS AVEC OPÉRATEUR POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX À LA CARRIÈRE SAINT-MICHEL DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À « JEAN-CLAUDE ALARY INC. » (CE24 0522) MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 224 960,09 $ À 449 920,18$, TAXES, VARIATION DE QUANTITÉ ET CONTINGENCES INCLUSES.	CE24 1581	2024-10-18	224 960,00 $
AGENCE CRÉATIVE LEEROY	20% AGGLO 80% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BUREAU MARKETING ET COMMUNICATIONS	1248984002	ACCORDER UN CONTRAT À AGENCE CRÉATIVE LEEROY INC. POUR LA FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN COMMUNICATION-MARKETING POUR UNE PÉRIODE DE TROIS ANS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION D'UN AN - DÉPENSE TOTALE DE 448 459,99 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20638 - 12 SOUMISSIONNAIRES.	CE24 1528	2024-10-11	448 459,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2024 AU 31 OCTOBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ARI BAYUAJI	100% AGGLO	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BIOSPHÈRE	1249442002	APPROUVER UN PROJET D'ADDENDA À LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET ARI BAYUAJI AFIN DE PROLONGER L'EXPOSITION INTITULÉE « TISSER L'OCÉAN: DANS L'ATELIER D'ARI BAYUAJI » JUSQU'AU 3 MARS 2025 À LA BIOSPHÈRE - DÉPENSES DE 6 100 $ TAXES INCLUSES	CE24 1598	2024-10-18	6 100,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 6

TOTAL : 885 312,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
21 NOVEMBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 OCTOBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2024 AU 31 OCTOBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
COOPÉRATIVE LA GUILDE DU JEU VIDÉO DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION ENTREPRENEURIAT	1243715005	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER MAXIMAL ET NON RÉCURRENT DE 40 000 $ À LA COOPÉRATIVE LA GUILDE DU JEU VIDÉO DU QUÉBEC EN 2024 POUR LA RÉALISATION DU SOMMET INTERNATIONAL DU JEU DE MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE24 1605	2024-10-18	40 000,00 $
CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION ENTREPRENEURIAT	1247019001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER RÉCURRENT DE 15 000 $ À LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN POUR L'ORGANISATION DE LEUR FORUM SUR LES ARTS VIVANTS ET LA CULTURE QUI AURA LIEU LE 28 OCTOBRE 2024 À LA PLACE DES ARTS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE24 1611	2024-10-18	15 000,00 $
ANTENNE CRÉATIVE	100% AGGLO	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION ET EXPÉRIENCE CLIENT	1247106001	ACCORDER UNE CONTRIBUTION EN BIENS ET SERVICES À ANTENNE CRÉATIVE POUR LE PRÊT DE LA SALLE 7 DE LA BIOSPHÈRE LE 21 OCTOBRE 2024 DANS LE CADRE DE L'ÉVÉNEMENT HUB MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET / EDICTER UNE ORDONNANCE EN VERTU DE L'ARTICLE 92 DU RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2024) (RCG 23-028) AFIN D'AUTORISER L'ORGANISME À UTILISER GRATUITEMENT LA SALLE 7 DE LA BIOSPHÈRE À L'OCCASION DE CET ÉVÉNEMENT.	CE24 1610	2024-10-18	1 230,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 3

TOTAL : 56 230,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
21 NOVEMBRE 2024

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 OCTOBRE 2024
LISTE SIMON

1er AU 31 OCTOBRE 2024

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90005536octobre2024	2024-10-09	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	56 899 280,00 $	-
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	17114	2024-10-23	CHAN FAH, YANICK	Facture # 17114	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains	3 276 655,77 $	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	DEU57497	2024-10-15	GUIGNARD, ANNE	DEEU / Redevances pour l'élimination des matières résiduelles 2024	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	2 258 121,54 $	-
LES SERVICES EXP INC.	1681938	2024-10-15	RODI, SONIA	SGPI/ Surveillance des travaux projet pataugeoire du Chalet du Parc-Jeanne-	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	1 247 656,96 $	1639450
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP44559	2024-10-07	BLANCHARD, PIERRE	BCO2024-UPI-Mélange Sulfate ferrique et Sulfate d'aluminium ALS-	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	435 068,20 $	1627931
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44570	2024-10-07	BLANCHARD, PIERRE	BCO2024-UPI-Hypochlorite de sodium 12%- entente 1628235	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	340 684,44 $	1628235
HEBERGEMENT JEUNESSE LE TOURNANT	202141021	2024-10-22	BIENVENA, NADINE	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	300 000,00 $	-
FIDUCIE DU REGIME CUM	art14bcontconstfiducieregimecumsept2024	2024-10-08	BOULIANNE, JULIE	Montants à verser en vertu de l'article 14 B du contrat constitutif de Fiducie du	Police	Activités policières	264 221,61 $	-
VILAVI QUEBEC	1219286003202 40930	2024-10-01	BIENVENA, NADINE	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	249 517,50 $	-
LES SERVICES EXP INC.	1681938	2024-10-18	RODI, SONIA	SGPI/ Surveillance des travaux projet pataugeoire du Chalet du Parc-Jeanne-	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	187 148,54 $	1639450
CONSEIL DES ARTS DE MONTREAL	1248021008	2024-10-29	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Autres - activités culturelles	150 000,00 $	-
BETON BRUNET LTEE	DEP46633	2024-10-21	SEN, REAK SA	BCO2024 - ERP - Service d'interventions diverses en signalisation routière -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	146 706,89 $	1645842
GRAYMONT (QC) INC.	DEP44565	2024-10-11	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024-UPI-Chaux hydratée_entente 1373578 (remplace	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	128 295,07 $	1373578
ZÙ	1237952001241 010	2024-10-15	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Accompagnement de jeunes pousses dans les ICC. Appel	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	125 000,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON & CIE	1683825	2024-10-28	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	Étude de pertinence et de faisabilité sur le déploiement d'un réseau de marchés	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	121 260,56 $	-
LEMAY MICHAUD ARCHITECTURE DESIGN INC.	DEU60234	2024-10-10	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SC-168542-10-SURVEILLANCE DE CHANTIER PAR UN	Service de l'eau	Réseaux d'égout	106 037,37 $	-
STEFANIE VERMEERSCH	1680732	2024-10-07	ST-GERMAIN, ISABELLE	EPLV / Contrat de conception et de réalisation	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	85 500,00 $	-
J.N.A. LEBLANC ELECTRIQUE INC.	1679518	2024-10-10	SHARIFIAN, JABIZ	SGPI - AOI 24-20698 - Lot 1. Installation de bornes de recharge pour véhicules	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionneme	84 294,05 $	-
ENVIROSERVICES INC	1681939	2024-10-15	SHARIFIAN, JABIZ	SGPI/ - Caractérisation de sols et traçabilité_ Réfection et mise aux normes de la	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	81 766,62 $	1658427
J.N.A. LEBLANC ELECTRIQUE INC.	1681558	2024-10-10	SHARIFIAN, JABIZ	SGPI - AOI 24-20698 - Lot 2. Installation de bornes de recharge pour véhicules	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionneme	81 012,22 $	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1683576	2024-10-24	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM- DST- DM 24-0887/ Achat de bottes de combat. Entente 1639607.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	79 265,57 $	1639607
UNIVAR CANADA LTD.	DEP44568	2024-10-07	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024-UPI-Silicate de sodium-entente 1628231	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	78 750,07 $	1628231
LOCATION NATIONALE FOSS	1640004	2024-10-04	CARON, CHARLES	SMRA / BCO 2024 - Frais de carburant et cartes d'essence pour le SIM et	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	76 010,95 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	36501994059	2024-10-08	BEAUCHESNE, JULIE	Service téléphonie cellulaire pour le SPVM.	Police	Activités policières	75 959,24 $	-
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP44567	2024-10-07	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024-UPI-Aluminate de sodium SAX-23_Entente 1627934	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	75 855,57 $	1627934
CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE	1239575002241025	2024-10-28	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Accorder un soutien financier non récurrent de 300 000 $ à la Chambre de	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	75 000,00 $	-
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTREAL	1682317	2024-10-17	VILLENEUVE, SERGE	SSIM, Soutien Professionnel en psychologique aux	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	75 000,00 $	-
MARMEN INC.	DEU60245	2024-10-11	WITTY, MARIE-FRANCE	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de couronne à	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	70 677,57 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ASSOCIES FORWARD GLOBAL CANADA	1681573	2024-10-11	POULIN, VALERIE	louer un kiosque de 100 m2, 40 badges, 10 badges	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	70 341,62 $	-
SCALE AI	1241084002241010	2024-10-28	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Convention Ville de Montréal - Scale AI, ALL IN 2024, Versement 1	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	70 000,00 $	-
RX FRANCE	1682161	2024-10-16	POULIN, VALERIE	Location de l'espace pour le kiosque Montréal lors de la foire commerciale le	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	67 143,98 $	-
CHAINALYSIS CANADA INC.	1683049	2024-10-22	DA CUNHA GONCALVES, DANIEL	Paiement de la facture INV-CA-85651	Police	Activités policières	62 992,50 $	-
(ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE	factcotpatrsept2024	2024-10-22	BOULIANNE, JULIE	Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 30 septembre	Police	Activités policières	61 806,40 $	-
CENTRE DE SERVICES AUTOMOBILES	1635559	2024-10-31	ROCHON, JOSEE	SMRA / BCO 2024 - Immatriculations diverses des véhicules pour 2024 -	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	56 000,00 $	-
SHI CANADA ULC	DEP47578	2024-10-16	LARRIVEE, ALAIN	Renouvellement annuel de contrat de maintenance et de mise à jour du système	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	53 541,23 $	-
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	DEU60192	2024-10-08	MORISSETTE, CHANTAL	DPM / SJ-174415-3-CONCEPTION - MODIFICATION DU	Service de l'eau	Réseaux d'égout	52 652,44 $	1579488
LAFARGE CANADA INC	DEU60311	2024-10-24	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MD-185669-34-ACHAT ET LIVRAISON DE 3000 TONNES DE PIERRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52 510,55 $	1594243
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL	1246352001241001	2024-10-02	AVERY-MARTIN, TIFFANY	1246352001, Jeune Chambre de commerce de Montréal, zone	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	52 000,00 $	-
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON & CIE	1684083	2024-10-29	ESLAMI, PAYAM	Réaliser une analyse rigoureuse de la performance financière des	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	51 916,32 $	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP47871	2024-10-24	DEVEAU, DOMINIQUE	DEP / MAG UDB / REAPP / Vannes papillon	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	51 511,07 $	1646886
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9934171077	2024-10-09	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	47 544,56 $	-
GROUPE DE CONSULTATION POUR LE	1683243	2024-10-31	ESLAMI, PAYAM	Réalisation d'une étude sur le portrait de la gastronomie à Montréal - SDE-	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	45 921,53 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOIVIN & GAUVIN INC.	1683517	2024-10-24	WATERHOUSE, DAVE	SSIM- DST- MEPI DM 24-0876/ Achat de gant de pompier. Entente 1639607.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	42 719,42 $	1448843
ESRI CANADA LIMITED	1680266	2024-10-03	MALETTO, ANNICK	SSIM, Autoriser une dépense de 39 880$ + tx pour le renouvellement des	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	41 869,01 $	-
LEVIO CONSEILS INC.	1683670	2024-10-25	HAIDAR, GHAYATH	STI // Services professionnels en vue de	Technologies de l'information	Gestion de l'information	41 359,26 $	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	1653585	2024-10-09	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Acquisition d'un pont roulant de 5 tonnes (5000 kg) de type	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	41 326,83 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44603	2024-10-25	VINCENT, SIMON	BCO2024 - RÉS - Hypochlorite de sodium 10,8% - Entente 1628235	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	41 084,50 $	1628282
9522-7229 QUEBEC INC.	1680710	2024-10-07	FARIAS, DANIEL	Services du conseiller stratégique pour le Directeur du SPVM	Police	Activités policières	39 999,19 $	-
REFTECH INTERNATIONAL INC.	DEU60329	2024-10-23	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de briques à feu	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	39 818,03 $	-
HYDRO-QUEBEC	1682027	2024-10-15	DESSUREAULT, ANNIE	SGPI / FACTURE 827127. Travaux de remplacement des systèmes énergétiques	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	38 210,66 $	-
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1680439	2024-10-03	LECOURS, SYLVAIN	Déblocage de factures / SSIM - BND / Achat de produits sanitaires et	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	37 795,50 $	-
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	DEU59727	2024-10-03	FLEURY, CAROLE	DEEU / INGÉNIERIE / SA / ANALYSES DES COMPOSÉS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	37 335,64 $	-
ORGANISPORTS CONSULTANTS INC.	1678184	2024-10-24	DENIS, LUC	SGPMRS - Demande de prix 24-1678184 pour expertise d'estimation des	Grands parcs, mont Royal et sports	Autres - Activités récréatives	36 981,85 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1682344	2024-10-17	STRASBOURG, PIERRE	68315.06 - Windows 11 PTM - Acquisition de batteries et chargeurs pour	Technologies de l'information	Activités policières	36 884,63 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000034065	2024-10-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Roy Bélanger avocats-facture 0000034065	Affaires juridiques	Affaires civiles	36 761,37 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9935163465	2024-10-21	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	36 063,98 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GRAYMONT (QC) INC.	DEP47668	2024-10-09	VINCENT, SIMON	BCO2024_UPI_CHAUX HYDRATÉE_GRÉ À GRÉ_REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	35 942,89 $	-
GRAYMONT (QC) INC.	DEP47646	2024-10-02	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024_UPC_CHAUX HYDRATÉE_GRÉ À GRÉ_REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	35 942,89 $	-
FACTA GLOBAL INC.	1681748	2024-10-11	LALIBERTE, SIMON	Facta Global. Armurererie SPVM. Soumission 2202. Achat de silencieux	Police	Activités policières	35 879,48 $	-
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1684728	2024-10-31	LALIBERTE, SIMON	M.D. Charlton. SIS SPVM. Soumission 4062295. Achat de 2 boucliers balistiques	Police	Activités policières	35 050,06 $	-
LABORATOIRE DE PROTHESES AUDITIVES	DEU60240	2024-10-10	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Fourniture de bouchons d'oreilles moulés - type bouchon industriel	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	34 855,85 $	-
EQUIPEMENT QIP	DEP47934	2024-10-28	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Limitorque Carte de contrôle et d'alimentation, actuateur	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	34 619,62 $	-
MELS STUDIOS ET POSTPRODUCTIO	1684496	2024-10-30	RILLART, STEVE	SIM-RSMU-L | Câblage du groupe électrogène afin de permettre l'alimentation du	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	34 218,79 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1682337	2024-10-17	CADOTTE, ERIC	SMRA - RESERVER DES FONDS DE 32000$ POUR ARSENAL SELON ESTIMÉ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	33 596,00 $	-
HOME DEPOT	1682480	2024-10-17	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS // Acquisitions de divers appareils électroménagers pour	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	33 278,97 $	-
TECHNOLOGIES DIREXYON INC.	1680187	2024-10-02	HACHEY, NORMAND	Renouvellement du service demaintenance applicative pour le logiciel d'aide à la	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	33 274,21 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1682336	2024-10-17	CADOTTE, ERIC	SMRA - RESERVER DES FONDS DE 24500$ POUR ARSENAL SELON ESTIMÉ	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	32 546,12 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1683169	2024-10-23	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST-MÉPI-DM 24-0840 /// Achat de Cagoules Stanfield PL23.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	32 546,12 $	-
9437-4105 QUEBEC INC.	1683260	2024-10-31	LECAVALIER, MARC	GAG - Service d'entretien et acquisition de plantes intérieur pour	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	31 563,08 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	tr00157072024	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	31 496,25 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	tr00157052024	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	29 921,44 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEP44635	2024-10-11	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Service de nettoyage des chambres souterraines du réseau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	29 867,12 $	1411372
LAFARGE CANADA INC	DEU60311	2024-10-24	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / MD-185669-34-ACHAT ET LIVRAISON DE 3000 TONNES DE PIERRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	29 497,29 $	-
TOMI GRGICEVIC	1681890	2024-10-15	PAYETTE-HAMELIN, MATHIEU	Réalisation de cinq capsules vidéo pour célébrer les lauréats du	Urbanisme et mobilité	Autres - activités culturelles	28 372,87 $	-
ALUQUIP	1638275	2024-10-03	BILODEAU, MATHIEU	SSIM DST Section des équipements de combat incendie DM 24-0149 -	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	28 099,90 $	-
COMPUTATIONAL HYDRAULICS INT.	1679871	2024-10-01	BROSSAULT, STEPHANE	Licence pour le logiciel PCSWMM de "Computational Hydraulics	Service de l'eau	Réseaux d'égout	26 994,38 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9936076231	2024-10-25	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procedures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	26 732,91 $	-
DOMINIC BESSETTE INC.	1683657	2024-10-25	RILLART, STEVE	SIM - DIVOS | Achat 6 traineaux de sauvetage marsar pour intervenants	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	26 645,51 $	-
MESSER CANADA INC.	DEU56594	2024-10-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / USOC / BC OUVERT 2023 / REMPLACE LE BC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26 246,87 $	-
OOINFRASOLUTIONS INC.	1682563	2024-10-18	PART, CHRISTOPHE	Services pour vous accompagner dans	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	26 010,65 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9934190192	2024-10-09	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	25 513,76 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9933213440	2024-10-04	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procedures -	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	25 361,57 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	tr00157062024	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	25 197,00 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1134142	2024-10-11	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR FORD EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	25 134,01 $	1598678

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	1681166	2024-10-09	LEONG, CINDY	EPLV / BCO 2024 - Fourniture d'espaces publicitaires dans le réseau	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	25 000,00 $	-
HUGO POULET	1682802	2024-10-21	MATHIEU, DANIEL	DEV / Service professionnel - Créer une nouvelle base de données des terrains	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	24 950,00 $	-
JOHN CRANE CANADA INC.	DEU60337	2024-10-24	LAHAIE, DANIEL	DEEU / AS-202081-2-FOURNIR TROIS GARNITURES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 904,02 $	-
ESC-ENVIRONMENTAL SYSTEMS	DEU60180	2024-10-03	ARNOULD, GUY	DEEU / Renouvellement d'abonnement 2024 DASProtect Subscription	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 592,37 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1124384	2024-10-09	CADOTTE, ERIC	CAMION SIM ENVOYÉ À L'EXTERNE POUR INSPECTION ÉCHELLE &	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	23 816,08 $	1480505
ASSOCIES FORWARD GLOBAL CANADA	1681574	2024-10-11	POULIN, VALERIE	Organiser (4) ateliers thématiques, (1) activité de réseautage	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	23 622,19 $	-
SIEMENS CANADA LIMITED	DEP47659	2024-10-16	LARRIVEE, ALAIN	24G01 BS04 Logiciels pour la programmation des IPM et API SIEMENS des usines	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 611,58 $	-
HAZMASTERS INC.	DEP47922	2024-10-26	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / CAPTEUR DE GAZ MSA	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 202,24 $	-
VALMET LTEE	DEU60204	2024-10-07	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition toile filtrante	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	23 149,74 $	-
MGB ASSOCIES INC.	DEU60355	2024-10-30	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198057-27-MAN DES BASES D'ASSISE DES RAILS DES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 816,14 $	-
CIRCLE ECONOMY U.A.	1681625	2024-10-11	POULIN, VALERIE	DEV / Accompagnement technique pour	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	22 800,00 $	-
BURO DESIGN A.Q. INC.	1684665	2024-10-31	TABOR, ISABELLE	Buro Design A.Q. DRM SPVM. Soumission 17577C. Pour l'achat de 25 caissons	Police	Activités policières	22 782,29 $	-
ALMONT CONSULTING INC.	1684132	2024-10-29	BERECHID, MAHA	DEV / Services professionnel - Conception	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	22 729,79 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decssecomm24 037	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	22 708,20 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2024659	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	22 624,81 $	-
CIMA LTCI CORPORATION	1684218	2024-10-29	NADEAU, ALAIN	CIMA LTCI. Armurerie SPVM. Soumission 1001326. Pour l'achat de	Police	Activités policières	22 598,56 $	-
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1680740	2024-10-07	NADEAU, ALAIN	Rampart International. Armurerie SPVM. Soumission Q-34904. Achat	Police	Activités policières	22 594,36 $	-
IGUANE TECHNOLOGIES INC.	20241	2024-10-30	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Iguane Technologies Inc. -: Panagiotis Marinis contre	Dépenses communes	Autres - Administration générale	22 547,96 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1680739	2024-10-21	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- vêtements et accessoires Cadets Hiver	Bilan	Vêtement et équipement de travail	22 489,06 $	1643722
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1133438	2024-10-04	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	22 362,33 $	1598678
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1125988	2024-10-18	CADOTTE, ERIC	F0203647 RESERVER POUR REMPLACEMENT DU HOSING ET FREIN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	22 259,97 $	-
ITI INC.	DEU60237	2024-10-10	MAHER, NATHALIE	DEEU / Remplace BC DEU50928 / Paiement facture 492695 / Acquisition	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 668,81 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP47713	2024-10-07	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / CMRP Formation et atelier pour professionnels de la fiabilité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 401,70 $	-
FORMATEUR INDUSTRIELLE	DEU60156	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT DANS LA GESTION DU	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 364,96 $	-
9291-8713 QUEBEC INC.	DEP47126	2024-10-01	LARRIVEE, ALAIN	DEP / UAT / Solution IGEP | Renouvellement de contrat pour l'hébergement & la	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 144,48 $	-
VILLE DE POINTE-CLAIRE	DEP47847	2024-10-21	LARRIVEE, ALAIN	Demande de permis de travaux référence Ville Pointe-Claire: 2024-01588	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	20 903,20 $	-
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1683215	2024-10-23	LANDRY, ROBERT	Cooperative de l'Universite Laval. Technologie SPVM. Soumission 152226. Pour	Police	Activités policières	20 792,69 $	-
SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC.	1682234	2024-10-16	COTE, JEAN-FRANCOIS	Services sauvetage technique - Équipement entrée en espace clos	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	20 771,35 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INSTALLE-TECH	1682094	2024-10-16	ORTEGA, NATHALIE	SGPI/ Aménagement des bureaux des services du SUM et du SIRR aux RDC.	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	20 720,33 $	-
AGENCE GRAVEL INC.	1683189	2024-10-23	NADEAU, ALAIN	Agence Gravel. GTI SPVM. Soumission 42365. Munitions frangibles 300	Police	Activités policières	20 661,54 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1683108	2024-10-22	VILLENEUVE, SERGE	SSIM// Achat de rampes de sauvetages - NRS ASR 155 pour intervenants nautique.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	19 947,62 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1135899	2024-10-29	CADOTTE, ERIC	FOURNIR PO A KW MONTREAL REF FACTURE 03140399 (21	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	19 635,17 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsseobs24020	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	19 476,77 $	-
9333-4787 QUEBEC INC.	DEU60133	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	JS-198057-24-MAN DES ÉCHELLES D'ACCÈS AUX 2 PUITS D'EAU DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 370,19 $	-
GLT + INC	1684632	2024-10-31	DARCY, PENELOPE	ENTENTE 1567664 - Services pros d'économiste de la construction dans le	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	19 269,41 $	1567664
POMPACTION INC.	DEP47815	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	UDB 2024 / Pompe Grunfos et bloc DICE pour dosage 12% / D.Cam	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	18 987,30 $	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP47719	2024-10-08	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Acquisition de débitmètre pour l'aide au coagulant	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	18 614,30 $	-
ATELIER ROSEMONT INC	DEU60371	2024-10-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de poignées pour les décanteurs et les	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 425,31 $	-
LES SERVICES D'ENTRETIEN CAL INC.	1682770	2024-10-21	RICHARD, MARIE-PASCALE	SGPMRS // Services professionnels visant la	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	18 362,31 $	-
LA CENTRALE A IMAGES INC.	1681861	2024-10-15	LESSARD, DANNY	SSIM//Service de production imagerie et vidéos pour capsules de	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	18 069,18 $	-
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN	DEP47635	2024-10-01	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / BCO2024 / SERVICE DE NETTOYAGE DE BRIS DE LAMPE ET	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	18 021,09 $	1676321
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsseobs24029	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	17 453,21 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ARMSERV INC.	DEU60392	2024-10-29	LAHAIE, DANIEL	DEEU / INSTALLATION POMPE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 370,19 $	-
MANOREX INC.	1684297	2024-10-30	HUBERT, FRANCOIS	IN 504801 (GP) - Gré à gré - Travaux d'urgence au 404 St-Sulpice. Réso travaux	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	17 322,94 $	-
REMATECH DIVISION BREMO	DEU60011	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de reconditionnement de boisseaux de valves	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 284,27 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsseobs24031	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	17 200,26 $	-
LES CONTROLES ROGER HOGUES MONTREAL INC.	DEU60338	2024-10-23	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de manomètre	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 060,85 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2024759	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	16 955,48 $	-
SUSAN FRAME, JOELLE LECALLIER.	2241044006241018	2024-10-24	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subvention 5074-5078 rue Fabre	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	16 950,24 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1683247	2024-10-23	PART, CHRISTOPHE	Renouvellement des licences ARCGIS - EAU-DRE-DIV PLANIFICATION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	16 860,99 $	-
SECURMAX	1680366	2024-10-03	LANDRY, ROBERT	Caméras de rue	Police	Activités policières	16 801,15 $	-
VIDERUM INC.	1682956	2024-10-21	SANANIKONE, SANIT	STI - 70335 Refonte des données - Services professionnels pour l'ajout	Technologies de l'information	Gestion de l'information	16 786,92 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9935187557	2024-10-21	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	16 731,97 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1133427	2024-10-30	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	16 681,80 $	1598635
BELL CANADA	96270850	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	16 591,52 $	-
PSP	1684501	2024-10-30	NADEAU, ALAIN	PSP. Armurerie SPVM. Soumission 22096. Achat de grenade de gaz inerte et	Police	Activités policières	16 554,12 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TNT WORK & RESCUE	1682792	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat de matériels spécialisés chez Worknrescue pour pompiers	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	16 412,06 $	-
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE	1683926	2024-10-29	TABOR, ISABELLE	Global Upholstery. DRM SPVM. Soumission GGOS-1907 (R2). Achat de	Police	Activités policières	16 255,86 $	-
BELL CANADA	96255044	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	16 211,85 $	-
BELL CANADA	96289500	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	16 175,08 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1133427	2024-10-04	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	16 159,04 $	1598635
DHB VALVES INC.	DEU60132	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	JS-198057-23-MAN DES SOUPAPES DE SÉCURITÉ DES CHAUDIÈRES À LA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 088,32 $	-
LASALLE | NHC INC.	DEP47927	2024-10-28	AZZOUZ, KARIM	Production d'un rapport de modélisation des lignes de courant pour l'identification	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 078,84 $	-
DISTRIBUTION CRANE SUPPLY DIVISION DE	DEU60349	2024-10-24	LAHAIE, DANIEL	DEEU / commande victolic	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 008,72 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	tr00157082024	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	15 748,12 $	-
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	ROS1129341	2024-10-03	CADOTTE, ERIC	ESTIMATION D'ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	15 721,44 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1680737	2024-10-08	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE_Vêtements et accessoires spécialisé	Bilan	Vêtement et équipement de travail	15 721,42 $	1643722
BELL CANADA	96306215	2024-10-26	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	15 669,36 $	-
A & A VITRES ET MIROIRS INC.	1680270	2024-10-03	WAN, HOK	SGPI - Fournir et installer des vitres thermos et des éléments de quincaillerie	Gestion et planification des immeubles	Centres communautaires - Activités	15 511,90 $	-
BOULET LEMELIN YACHT INC.	1683615	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat de vestes flottaison SAR-770 pour intervenants nautiques .	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 354,42 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CLIMAT-CONTROL SB INC.	DEP47630	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Installation d'une thermopompe réservoir Poirier	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 328,17 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEP47843	2024-10-21	GODIN, DANIEL	BCO2024/2025 - ERP - Année 1 - Service de nettoyage des chambres de	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	15 223,80 $	1680696
TELUS	32487950092	2024-10-21	PERRI, VALENTINA	Paiement de la facture # 32487950092 en date du 16 octobre 2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	15 221,80 $	-
SECURITE LANDRY INC	1682788	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat différents matériels spécialisés chez sécurité landry pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 154,06 $	-
CONSULTANTS SOLUTIONS D'OUVERTURES	1676662	2024-10-21	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/GMR, Production de plans et devis pour remplacement des	Environnement	Matériaux secs - traitement	15 128,70 $	-
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1680930	2024-10-08	PIROG, MACIEJ	R900 RADIO PORTATIF NEPTUN - N-BELT -	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	15 118,20 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1679897	2024-10-01	MOUSSEAU, FRANCE	FIN DC / Paiement de la facture pour frais de poste pour l'envoi du rappel pour	Finances et évaluation foncière	Évaluation	15 020,44 $	-
PUBLICITE SAUVAGE INC.	1681353	2024-10-10	LEONG, CINDY	SEPLV // Service d'affichage par Publicité Sauvage - Projet créatif	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 004,00 $	-
UBA INC.	DEU57383	2024-10-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / OPERATIONS / PAIEMENT FACTURE UBA000000915 /	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 913,33 $	-
SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC.	1684694	2024-10-31	HOULE, STEPHANIE	SCONCA / RDP-R003-2425 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	14 866,23 $	-
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1661543	2024-10-30	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Contrat de services pour le GC-MS, volatiles. Maintenance annuelle et	Environnement	Traitement des eaux usées	14 814,32 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1679796	2024-10-01	MALLETTE, CHANTAL	SENV // Renouvellement annuel licence Esri	Environnement	Protection de l'environnement	14 803,23 $	-
CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'EAU	DEU60171	2024-10-08	DOUIDA, LYDIA	DPM / SL-200045-4-ÉPAISSISSEUR PILOTE (CTEAU)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 801,14 $	-
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	1683009	2024-10-22	BEAUCHESNE, JULIE	Numériseur pour la SAIA.	Police	Activités policières	14 652,06 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MISTRAS SERVICES INC.	DEP47506	2024-10-11	LEFEBVRE, PHILIPPE	UPC-Inspection-nettoyage automnale des prises d'Eau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 548,11 $	-
E.M.S. SEIMEC INC.	DEP45957	2024-10-25	VINCENT, SIMON	DEP / RÉS / Réparation et remise à neuf moteur U-10	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	14 367,54 $	-
COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1682194	2024-10-16	BORNAIS, LUC	SENV / Acquisition de la fourniture et la livraison sur demande de sel de	Environnement	Protection de l'environnement	14 330,79 $	1679957
ULINE CANADA CORP	1682269	2024-10-16	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS/ Achat des armoires de rangement mobile standard	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	14 094,51 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9929635618	2024-10-28	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	14 066,97 $	-
ACIER INOXYDABLE PINACLE INC.	DEU60216	2024-10-08	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de tuyauterie pour l'Entretien au secteur des boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 034,28 $	-
SECURITE LANDRY INC	1683613	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat de cordage de remorquage pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 984,33 $	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP47848	2024-10-26	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Tête de debitmetre siemens	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 960,74 $	-
HT SOLUTIONS INC.	1680758	2024-10-07	LEBLANC, VINCENT	SGPI/ Contrat pour la fourniture et l'installation d'un kit de vidéoconférence	Environnement	Matières recyclables - matières	13 669,37 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1135893	2024-10-29	CADOTTE, ERIC	RESERVER FOND ARSENAL SELON SOUMISSION 11782	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	13 574,35 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP47681	2024-10-04	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / Formation introduction à la maintenance de précision	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 287,22 $	-
VENTES INDUSTRIELLES LIQUITECK INC.	DEP47667	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Pièce de réparation pour pompe goulds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 225,02 $	-
C.I.L. ORION	1681776	2024-10-11	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- Inventaire DM 24-0804/ Achat de caisse de fusée éclairante.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 209,08 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1127976	2024-10-10	CADOTTE, ERIC	véhicule sim envoyé à l'externe pour réparation.	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	13 009,05 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CLAUDE BADET	1684224	2024-10-29	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS / Photographies du mont Royal et de ses	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	12 939,70 $	-
GROUPE SR ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1683481	2024-10-24	RAMY, DALIA	SGPI_ Production des documents nécessaires à la demande de permis de	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	12 860,97 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1674318	2024-10-29	MATELUS, GAMALIEL	SPVM-Reap - Achat de vêtements et accessoires	Bilan	Vêtement et équipement de travail	12 811,89 $	1643722
POMPACTION INC.	DEP47814	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	UDB 2024 / Pompe Grunfos pour dosage 12% / D.Cam	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 638,06 $	-
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3960 ST-	20241010	2024-10-10	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	12 516,56 $	-
BOUTIQUE TOUT POUR LE DOS	1681406	2024-10-10	TABOR, ISABELLE	Boutique tout pour le dos. DRM SPVM. Soumission S-3940. Achat de 10 tables	Police	Activités policières	12 493,51 $	-
911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC	1683610	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat coussins de casques tactique pour intervenants nautiques	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 491,41 $	-
ENTREPRISE ZIANI INC.	DEU60243	2024-10-11	ST-DENIS, HUGO	DPM / SJ-177690-18-CORRECTION DE PENTE NEGATIF PAR PLANAGE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	12 294,39 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9933285335	2024-10-04	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 144,75 $	-
INSTITUT INTERNATIONAL D'ETUDES	1238468002241010	2024-10-17	AVERY-MARTIN, TIFFANY	CdM 2023, Versement 3/3.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	12 000,00 $	-
ECHELLE CANADA INC.	DEP47915	2024-10-26	NEBACH, ABDELLAH	DEP / REP /SST / conception, fourniture et installation d`une ligne de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 922,01 $	-
TELUS	9702519783	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	11 810,79 $	-
MONTMORENCY FORD (1997) INC.	587328	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520936	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	11 803,12 $	-
NINON ROBILLARD	20241003	2024-10-03	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	11 637,12 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1682471	2024-10-17	STRASBOURG, PIERRE	Services techniques pour l'installation sur les 11	Technologies de l'information	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	11 548,62 $	-
9333-4787 QUEBEC INC.	DEP47742	2024-10-10	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UDB / Remplace le BC DEP47732 / Installation d'une echelle et d'une cage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 443,64 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1681757	2024-10-11	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- ÉLECT&COMM DM 24-0794 et DM 24-0838 / Achat de courroie	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 417,39 $	-
TENAQUIP LIMITED	1681248	2024-10-09	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM-DST-Inventaire DM 24-0916 à 24-0919/Achat de gants jetables.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 322,69 $	-
AREO-FEU LTEE	1681247	2024-10-09	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Hydraulique DM 24-0846/ Achat de pompe portative.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	11 310,30 $	-
MARIO BOUTIN	DEU60364	2024-10-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique/soutien pour aide à la ventilation de la Station	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 200,00 $	-
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1683974	2024-10-29	TABOR, ISABELLE	Groupe Ameublement Focus. DRM SPVM. Soumission TI -0632-2.	Police	Activités policières	11 184,28 $	-
BIO SERVICE MONTREAL INC.	DEU60255	2024-10-15	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 179,07 $	-
VIDEOTRON LTEE .	9906880041	2024-10-26	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	11 023,69 $	-
RENOVATION DRACO INC.	1683477	2024-10-24	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM// Paiement de facture pour les travaux de sécurisation.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 955,88 $	-
9073-3098 QUEBEC INC.	1681234	2024-10-09	MARTEL, DAVID	IN 466711 - Gré à gré - Remplacement de l'escalier de la Boulangerie Pain d'Épi	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	10 866,21 $	-
UBA INC.	DEU58245	2024-10-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Opérations / Paiement de plusieurs factures de livraison	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 860,95 $	-
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	8005653482	2024-10-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. - Ville de Montréal contre Tecsult -	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 661,82 $	-
PROTECTIVE CLOTHING SOLUTIONS	1682647	2024-10-18	VILLENEUVE, SERGE	SSIM// Achat de 6 combinaisons HazMat pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	10 659,62 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SABIO ENVIRONMENTAL	1681935	2024-10-15	DIB, JAMIL JIMMY	SENV / Achat d'un générateur d'air zéro protable pour réalisation de	Environnement	Protection de l'environnement	10 654,77 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU60408	2024-10-30	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition transformateur plage chauffante	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 567,12 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1133541	2024-10-07	CADOTTE, ERIC	REMANUFACTURED, ELECTRONIC, FUEL INJECTOR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	10 536,20 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	1684660	2024-10-31	PIROG, MACIEJ	K-30 CTS 3" ENS ADAPT/BRIDE CIUVRE - produit no. CTSK30 - EAU-	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 533,61 $	-
RESTO PLATEAU	1634581	2024-10-10	RENAUD, MARTIN	Détention Nord - Factures 2024 pour les frais de repas aux détenus	Police	Activités policières	10 498,75 $	-
GESTION CONSEIL STC INC.	DEU60318	2024-10-22	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Service rendu / Location d'un chargeur pour les travaux au canal 22-28	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 $	-
PUROLATOR COURRIER LTEE	DEU58537	2024-10-01	FLEURY, CAROLE	DEEU / BCO 2024 pour le transport pour le laboratoire de la Station d'épuration des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decsse24036	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	10 400,00 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60206	2024-10-07	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de vis sans fin (pièce	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 381,16 $	-
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1683242	2024-10-23	ROCHON, JOSEE	SMRA / Frais pour la livraison de 38 véhicules dont 33 Ford Transit et 5 F-	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	10 236,28 $	-
9403-0988 QUEBEC INC.	1673655	2024-10-10	LEBLANC, VINCENT	GAG - Services de numérisation tridimensionnelle (3D) pour	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	10 209,12 $	-
COMPUGEN INC.	1680805	2024-10-07	TANGUAY, JOHANNE	Achat de portable pour renflouer l'inventaire	Police	Activités policières	10 078,80 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47851	2024-10-22	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDO / Acquisition d'une sonde solitax-décanteur 2 / REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 046,13 $	-
V SPEC TECHNO INC.	8803	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521479	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	9 883,26 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1681720	2024-10-11	UMURAZA, MARIE-CLAIRE	STI - 5 ensembles de visioconférence Logitech Rally Plus ainsi que 5	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 864,90 $	-
THALIE BEAUMONT GAGNON	1681833	2024-10-15	ALLARD, FREDERICK	SEPLV Design d intérieur de la cuisine traiteur situé à	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 760,00 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP47951	2024-10-30	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Inspection des équipements EPI	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 719,02 $	-
MELANIE BAILLAIRGE	1681761	2024-10-11	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV // Contrat de service professionnel pour	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 700,00 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1134216	2024-10-13	CADOTTE, ERIC	11751 FOUNIR PO A L'ARSENAL REF 11751 (DLM ETE OUBLIE)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	9 636,76 $	1498106
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47702	2024-10-04	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Plomberie, piece courte, accouplement robar	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 627,97 $	-
BOURGAULT, RIVARD ET ASSOCIES INC.	1683459	2024-10-24	RICHER, VINCENT	Service conseil pour processus d'entrevue pour le grade d'inspecteur	Police	Activités policières	9 606,36 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	frailoc240930	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	9 597,50 $	-
CLIMAT-CONTROL SB INC.	DEP47804	2024-10-16	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / ***Achat*** Installation d'une thermopompe réservoir	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 553,86 $	-
DOMINIC BESSETTE INC.	1683611	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat de chemises tactique pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 553,85 $	-
COMPUGEN INC.	1680807	2024-10-07	TANGUAY, JOHANNE	Achat de portable et station d'accueil pour les interventionnistes	Police	Activités policières	9 548,74 $	-
COMPUGEN INC.	1680555	2024-10-04	DUPONT, MANON	Achats d'un ordinateur, 2 écrans Apple et d'autres produits pour notre	Police	Activités policières	9 544,60 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2872088394	2024-10-26	PROKO, ENTELA	Utilité publique - Rogers LTE - SIM du 24 sept. 2024	Technologies de l'information	Gestion de l'information	9 529,39 $	-
E.R.C.D. INDUSTRIES INC.	DEU60335	2024-10-23	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service de remplacement des valves de diesel défectueuses	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 477,07 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP47642	2024-10-08	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA : Interphone Audio/Vidéo. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 433,12 $	-
LES GRUES BELLERIVE INC.	DEU60308	2024-10-23	PAPILLON, EMILIE	DPM / JL-188996-3-DÉCHARGEMENT ÉQUIPEMENT LOX (LOT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 364,88 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71956	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520991	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	9 341,29 $	-
JULIE MARGOT DESIGN	1680909	2024-10-08	ARNAUD, CLEMENT	SGPMRS // Contrat octroyé pour l adaptation et la	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	9 206,09 $	-
MAIA DJAMBAZIAN	1682023	2024-10-15	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV - Contrat de service professionnel de recherche	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 180,26 $	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de241001dasresshum01	2024-10-01	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période : Octobre 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 089,22 $	-
MARK DAVID CANADA INC.	DEU60348	2024-10-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de tête de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 081,42 $	-
LES ATELIERS D'ANTOINE	1681261	2024-10-09	GARANDEL, CHRISTIAN	SGPMRS - Achat d'un comptoir de services à la Maison du Meunier au parc-	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	9 060,41 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529196	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521038	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	9 026,59 $	-
MICRO SYSTEMATION / MSAB INC.	1680913	2024-10-08	GAUTHIER, MYRIAM	EMAF: Licence MSAB XRY et caméra / 1 an	Police	Activités policières	8 960,68 $	-
MAGNUS 1946 PRODUITS CHIMIQUES	DEP47691	2024-10-04	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Service technique pour l'inspection de système d'eau grise et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 949,37 $	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1682791	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat différents matériels chez 1200 degrés pour pompiers GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 890,76 $	-
JML TOILES GR INC.	1681230	2024-10-09	GARANDEL, CHRISTIAN	SGPMRS // Achat de 20 tables à bistro destiné à l'offre alimentaire de la	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 792,70 $	-
NEDCO	DEU58886	2024-10-22	MAHER, NATHALIE	DEEU / AUTOMATISATION / CB-198054-35-SUITE DE L'ACTIVITÉ # 16 (REMISE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 786,49 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRESTON PHIPPS INC	DEU60146	2024-10-01	FLEURY, CAROLE	DEEU | LABORATOIRE | SR | ENTRETIEN ET CERTIFICATION DES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 759,11 $	-
COMPUGEN INC.	1680280	2024-10-03	FILION, DOMINIQUE	Deux (2) licences Autodesk Civil 3D 2025 - Nouvel Abonnement sous nouveau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 750,92 $	-
ASCENSEURS TK (CANADA) LIMITEE	DEP47628	2024-10-01	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Réparations obligatoire élévateur Batim.admin suite au dégât	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 639,42 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	95036944724062024	2024-10-26	SIMARD, MICHEL	Utilité publique - téléphonie -LTE-SIM- Rogers - Cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 564,03 $	-
LES BLUEBEAR (T.M.)	1679810	2024-10-01	BOUCHERIT, NASSIM	Renouvellement - Licence Lace principale ET Licence Lace secondaire pour la	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 399,00 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60229	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièce usinée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 338,57 $	-
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU60151	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Paiement facture 15468 / Service technique d'entretien / Appareils 668-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 331,97 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9936102528	2024-10-25	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 325,19 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1134769	2024-10-18	CADOTTE, ERIC	11769 FOURNIR PO A LARSENAL SELON SOUMISSION 11769	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8 311,49 $	-
GROUPE SMG DANIS BEAUVAIS INC.	DEP47725	2024-10-08	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / CDN - Pièces de tuyauterie de remplacement chlore	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 245,71 $	-
ENVIRONNEMENTS-AIR INC.	DEU57761	2024-10-11	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DPM / DESINFECTION / PB-188995-32-HYGIENISTE 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 236,27 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	280055592424042024	2024-10-26	SIMARD, MICHEL	Utilité publique - téléphonie - Abonnement Mensuel Modems LTE-SIM	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 221,90 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1680490	2024-10-04	LANDRY, ROBERT	Pour payer la facture 2604309	Police	Activités policières	8 193,73 $	-
REMATECH DIVISION BREMO	DEU60026	2024-10-11	LAHAIE, DANIEL	DEEU / AS-198054-66-REMISE À NEUF D'UNE PLAQUE DE FILTRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 176,95 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WSP CANADA INC.	DEP45229	2024-10-03	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	SP - 21A22 SP02 - Révision et suivi géotechnique - traverse voies ferrées CP	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 070,55 $	-
SERVICES TOITURES HOGUE INC.	1682149	2024-10-16	LAMBERT, ERLEND	GAG - Réalisation de huit ouvertures demandées au plan pour identifier les	Gestion et planification des immeubles	Approv. et traitement de l'eau potable	8 000,05 $	-
PR'EAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEP47489	2024-10-01	VINCENT, SIMON	EURE - Tamis auto nettoyants pour usines	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 987,44 $	-
MERCEDES BENZ RIVE SUD	339740	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521454	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 962,09 $	-
EVENEMENTS MARCHE BONSECOURS	1681718	2024-10-11	ESLAMI, PAYAM	DEV / Location des 3 salles du haut au Marché Bonsecours le 12 novembre	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	7 952,80 $	-
CONSULTCO INC.	1673754	2024-10-15	LANGLOIS, ETIENNE	Inspection Drone Elios 2	Service de l'eau	Réseaux d'égout	7 900,31 $	-
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEU60161	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'entretien trimestriel de compresseur au physico-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 842,31 $	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1683654	2024-10-25	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM- DST- Forge DM 24-0932 & 24-0936/ Achat de plaque, de sangles et de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 748,07 $	-
MODITECH RESCUE SOLUTIONS B.V.	1681768	2024-10-11	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Paiement de facture : Moditech: Crash Recovery System Standard Edition	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	7 714,06 $	-
ALAIN GREGOIRE	DEU60196	2024-10-07	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Paiement factures 116 - 117 / Service de formation pour la division de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 700,00 $	-
TELUS	9702476288	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	7 620,58 $	-
SP SOLUTION SECURISATION DES MACHINES	DEP47808	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPC/ Installer des gardes de corps sur des rampes d'accès. Said	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 611,60 $	-
POMPACTION INC.	DEP47751	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Kit valve et diaphragme pour pompe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 598,18 $	-
CORPORATION D'URGENCES-SANTE	1683788	2024-10-25	GUILBAULT, MARTIN	SSIM/ Paiement de facture pour la formation continue PR du 22 septembre au 19	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 590,22 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU60145	2024-10-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de pièces électriques pour l'éclairage de l'incinérateur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 583,38 $	-
MAHREZ MOUDJEBEUR	1683246	2024-10-23	PART, CHRISTOPHE	Service professionnel pour supporter les activités liées à la gestion des actifs et les	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 500,00 $	-
OUMI SALMATOU MBOUAGORE FOUAYIE	1683245	2024-10-23	PART, CHRISTOPHE	Service professionnel pour supporter les activités liées à la gestion des actifs et les	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 500,00 $	-
GAELLE LESTICIA NGATCHOU NANA	1683244	2024-10-23	PART, CHRISTOPHE	Service professionnel pour supporter les activités liées à la gestion des actifs et les	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 500,00 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	DIC1131564	2024-10-29	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS WILSON HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 334,43 $	1598678
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	05313	2024-10-15	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - S Angers Avocats- Harcelemnent à l'égard de Jennifer Auger .	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 220,52 $	-
OMNIFAB	DEU60282	2024-10-16	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition d'un cône de venturi	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 207,39 $	-
GEOSIG INC.	DEP47640	2024-10-09	LARRIVEE, ALAIN	23R02 SP05 Détection du mur de soutènement du réservoir Vincent d'Indy	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 162,25 $	-
ECHELLE CANADA INC.	DEP47938	2024-10-29	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / SST - Conception, fourniture et installation d`une échelle	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 146,59 $	-
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES	DEP47857	2024-10-23	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Pièces pour Réparation de la pompe de lavage C	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 145,43 $	-
MESSER CANADA INC.	DEU60417	2024-10-30	LAHAIE, DANIEL	DEEU / cylindres de calibration pour le SEC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 086,38 $	-
EMBALLAGE CODERRE	1671726	2024-10-25	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - SAC PAPIER FORMAT 12-1/2 X 6 X 26	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	7 084,90 $	-
LES SOUDURES DU FUTUR INC	DEP47260	2024-10-02	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-Appel de service-Hot-TAP 2" Usine et Réservoirs, Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 076,16 $	-
CONTENEURS S.E.A. INC.	DEU60272	2024-10-21	FORTIN, LUC	PB-190395-36-CONTENEUR RANGEMENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 068,81 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13133	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521287	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 039,46 $	-
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1634993	2024-10-11	ARBIC, DENISE	SENV / BCO 2024 - Location automobiles 2024 Laboratoires Crémazie et	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	7 011,23 $	1576368
REMORQUAGE METEOR INC.	1681303	2024-10-09	ABEL, STEEVE	Bon de commande pour 17 factures du mois d'août en lien avec le gré à gré en	Police	Activités policières	6 973,27 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60162	2024-10-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 952,69 $	1657298
REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1682493	2024-10-17	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Paiement de facture pour la formation désincarcération : 3 au 6	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 929,17 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1683837	2024-10-28	DERY, SIMON	SSIM// Achat de sous-vêtements Helly Hansen pour intervenants GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 889,28 $	-
LUC DETHIER BIOLOGISTE	1647997	2024-10-25	BUSQUE, EVE-LYNE	SGPI - GAG- Élaboration d'un rapport pour déterminer le type de	Gestion et planification des immeubles	Entretien et aménag. des parcs et terrains	6 836,79 $	-
ATELIER D'USINAGE INNOVA	DEP47910	2024-10-25	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Projet démontage de 2 bearing housing sur un arbre	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 824,19 $	-
ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION	DEP47717	2024-10-07	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / Formation ASP construction	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 824,18 $	-
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	1646760	2024-10-30	TABOR, ISABELLE	Les Transports Lacombe. DRM SPVM. Bon de commande ouvert 2024.	Police	Activités policières	6 771,69 $	-
VISION SECURITE INC.	1683498	2024-10-24	GAUTHIER, PHILIPPE	SSIM// Paiement de facture pour le service de gardiens de sécurité.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 670,33 $	-
GAGNON MOTEUR ELECTRIQUE INC.	DEU60319	2024-10-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de reconditionnement de moteur électrique, code	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 664,60 $	-
PACWILL ENVIRONMENTAL	DEP47970	2024-10-31	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Pompe diaphragme et filtre pour analyseur ozone	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 618,41 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decssecomm24 038	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	6 600,05 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BETON PROVINCIAL LTEE	1681039	2024-10-08	BORNAIS, LUC	SENV / Acquisition de produit pré mélangé 90/10 (granulat AB-10M & sel) -	Environnement	Protection de l'environnement	6 598,46 $	1675138
SOLSTICE CNC INC.	DEU60236	2024-10-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièce usinée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 564,99 $	-
SOLUSCAN 3D INC.	1682021	2024-10-15	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Offre de service #1255 : Relevé 3D et modélisation 3D des salles	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 553,00 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154102	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520980	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 540,59 $	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683785	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. MISE SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683776	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. Surveillance SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683753	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. PDQ 8 SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683744	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. SES SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683742	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. Communication SPVM. Entente 1664599.	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1683476	2024-10-25	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. SES SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
NORBEC COMMUNICATION	1679918	2024-10-01	LANDRY, ROBERT	Achat de NVR	Police	Activités policières	6 509,23 $	-
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE	1683926	2024-10-28	TABOR, ISABELLE	Global Upholstery. DRM SPVM. Soumission GGOS-1907 (R2). Achat de	Police	Activités policières	6 506,91 $	-
DATAGLOBE CANADA INC.	DEP44277	2024-10-25	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / URGENCE / REMPLACEMENT DE CONDENSATEURS CA DE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 414,74 $	-
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS	1681948	2024-10-15	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS - approvisionnement	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	6 396,58 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13513	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521842	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 377,59 $	-
9176-0769 QUEBEC INC.	1680764	2024-10-07	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/GMR, Fabrication et livraison des toiles sur mesure (côtés, facade et	Environnement	Matériaux secs - traitement	6 351,18 $	-
DOMINIC BESSETTE INC.	1683612	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat de pantalons 5.11 pour intervenants nautique.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 348,65 $	-
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE	1683520	2024-10-24	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Acquisitions de fourniture, sur demande, de manteaux et de salopettes	Environnement	Matériaux secs - traitement	6 341,24 $	1550215
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133474	2024-10-04	CADOTTE, ERIC	RESERVER FONDS CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 299,25 $	-
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU60207	2024-10-07	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'entretien pour le mono-rail dans le secteur 637-S14-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 289,34 $	-
INFO-CARREFOUR INC.	1683921	2024-10-28	COALLIER, RHEAUME	Achat d'équipement informatique pour la Section technologie en enquête	Police	Activités policières	6 278,78 $	-
AUTOMATISATION JACMAR INC	DEU60235	2024-10-10	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de sectionneur électrique pour un pont-roulant actif ME-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 270,50 $	-
SOLUTIONS MERKUR LTEE	1554558	2024-10-23	FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE	STI Projet 70250 - Renfonte des systèmes de gestion du processus décisionnel -	Technologies de l'information	Conseil et soutien aux instances politiques	6 253,99 $	-
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP47928	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Accouplement Robar	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 173,26 $	-
IMRICO LTEE	1682795	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat de chemises first tactical pour intervenants GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 151,23 $	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP47772	2024-10-11	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / Achat palan à chaine (Chambre Beauharnois)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 145,81 $	-
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEP47898	2024-10-25	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC / Location de compresseur électrique. Éric Apperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 131,79 $	-
PIECES INDUSTRIELLES - JOHN LEAHY INC.	DEP47905	2024-10-25	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UDO_2024_VARIATEUR POUR POMPE D'EAU DE SERVICE. Alexandra	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 094,06 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BODY GYM EQUIPEMENT	1682841	2024-10-21	LECOURS, SYLVAIN	SGPI / 0025. Achats d'équipements sportifs - soumission D0001926, et	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 080,82 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1133546	2024-10-07	CADOTTE, ERIC	ELECTRONIC CONTROL MODULE, ECM	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 056,09 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154631	2024-10-09	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521388	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 999,19 $	-
LE GROUPE MASTER INC.	DEP47696	2024-10-04	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Gaz de remplacement pour refroidisseur admin	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 982,46 $	-
MERCEDES BENZ RIVE SUD	338793	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521436	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 922,76 $	-
ALIA CONSEIL INC.	DEP47833	2024-10-18	FREVE, ALEXANDRA	DEP / FORMATION SUR LA COANIMATION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 867,90 $	-
LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC.	1681620	2024-10-11	LACASSE, PASCAL	Désinstallation et installation d'un abri protecteur pour les remorques radar photo	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 837,30 $	-
COMPUGEN INC.	1681535	2024-10-10	TANGUAY, JOHANNE	Achat d'adapteur pour renflouer l'inventaire	Police	Activités policières	5 826,81 $	-
AVIZO EXPERTS-CONSEILS INC.	DEU60246	2024-10-24	LAVOIE, PHILIPPE	DEEU / RD-191568-5-CAMPAGNE DE MESURE DÉBIT EFFLUENT EN	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 821,56 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU60248	2024-10-16	MAHER, NATHALIE	DEEU / SA-170285-40-ACHAT DES CYLINDRES DE CALIBRATION POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 811,13 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2024859	2024-10-16	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	5 774,31 $	-
STANTEC EXPERT CONSEILS LTEE	DEU59043	2024-10-15	ST-DENIS, HUGO	DRE / RA-200344-1-SERVICE PROFESSIONNEL -	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 755,41 $	1579488
CUMMINS CANADA ULC	DEU60189	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'une carte	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 744,56 $	-
ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA	DEP47104	2024-10-08	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-Plan d'entretien préventif - Compresseur-GA30 10bar 100/125psi-No	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 737,97 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba14934	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520811	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 735,03 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60247	2024-10-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-198607-16-ACHAT DE COMPOSANTES POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 694,50 $	-
ABDELFETAH DJELLAS ET TOURIA	2249363016241010	2024-10-23	AVERY-MARTIN, TIFFANY	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	5 636,43 $	-
ISOLATION ALGON (2000) INC	DEU60244	2024-10-10	LAHAIE, DANIEL	DEEU / COUVRIR COUT POUR REFAIRE ISOLATION THERMIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 632,78 $	-
TELUS	9702432151	2024-10-21	HADDAOUI, AMEL	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	5 553,69 $	-
DORSON LTEE	1682790	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat d'outils chez Dorson pour intervenants GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 553,47 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1680604	2024-10-04	THOMPSON, SONIA	SUM // Renouvellement de l'abonnement 110003774462 pour 12	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	5 548,59 $	-
LES TRANSPORTS LACOMBE INC	1681012	2024-10-08	RAMY, DALIA	SGPI/ Services de démontage de mobilier au 2580 boul. St-Joseph est	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	5 535,99 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1134199	2024-10-11	CADOTTE, ERIC	POMPE HYDRO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 527,25 $	-
HUMANCE INC.	1679777	2024-10-01	MALLETTE, CHANTAL	SENV // Inscriptions à la formation Proximité en action - leaders de proximité	Environnement	Protection de l'environnement	5 522,36 $	1590476
BATTERIES F.G. INC.	DEP47773	2024-10-11	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Généré par le réapprovisionnement 2024-10-07 4:10 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 518,52 $	-
TENAQUIP LIMITED	1682796	2024-10-21	DERY, SIMON	SSIM// Achat différents matériels et outillage TENAQUIP pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 486,79 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47807	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Acquisition matériel éclairage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 428,39 $	-
PAPIER & PASSIONS INC.	1683747	2024-10-25	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat de pochettes avec rabats - 16.10.723-8 pour Bureau de poursuite /	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 380,61 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MARINUS ANALYTICS	1674408	2024-10-24	DEHAES, JEAN-PHILIPPE	Renouvellement licence	Police	Activités policières	5 340,25 $	-
ECO-COMPTEUR INC.	1683798	2024-10-28	VAYSSIERES, FLORIANE	Changement de batteries - Automne 2024	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 322,87 $	-
SECURITE LANDRY INC	1683614	2024-10-28	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat de cordage et sac de transport pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 273,86 $	-
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	05311	2024-10-15	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Stephen Angers avocats- Harcelement à l'égard de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 250,69 $	-
FORMATIONS QUALITEMPS INC.	1680411	2024-10-03	MALLETTE, CHANTAL	SENV / Formation en gestion du temps pour l'équipe de la section CSD.	Environnement	Protection de l'environnement	5 249,37 $	-
LA COOP STE-MARTHE	1635353	2024-10-09	DORION, MARC ANDRE	Équipements pour écurie 2024 / Cavalerie SPVM	Police	Activités policières	5 249,37 $	-
LA COOP STE-MARTHE	1635353	2024-10-10	DORION, MARC ANDRE	Équipements pour écurie 2024 / Cavalerie SPVM	Police	Activités policières	5 249,37 $	-
MAINTENANCE FRANÇOIS LACHANCE INC.	DEP47730	2024-10-08	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - UPI / Service de déneigement réservoir DDO 2024-2025	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 249,37 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13520	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521841	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 222,81 $	-
9492-9734 QUEBEC INC	177198	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520961	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 213,28 $	-
ATS SCIENTIFIC INC.	1684326	2024-10-30	LAROCHE, LAURENT	SENV / Achat des tubes de digestion pour les analyses de cyanures pour le labo	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	5 196,88 $	-
CHEMLINE PLASTICS LTD	DEP47736	2024-10-09	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI-Acquisition-Pieces pour COAG. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 192,57 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60390	2024-10-29	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 185,21 $	-
LES INDUSTRIES POLY INC.	1684542	2024-10-31	MUNN, JONATHAN	MU_2024-170_Impression de dépliants Chaleur extrême_CCMU_Chaleur	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 154,89 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RECUBEC INC.	DEP47812	2024-10-17	DALLAIRE, DOMINIC	UDB 2024 / Récupération barils d'acide usagé / D.Cam	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 144,39 $	-
LINOVATI INC.	DEU60330	2024-10-23	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Inscription de Jennifer Elbaz à une formation Lean Six Sigma -	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 139,14 $	-
FRANCOIS SIMARD ENCADREUR INC.	1050	2024-10-03	SCHOEB, AMELIE	Service d'encadrement des oeuvres - L'oeil du Béluga.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 126,49 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP46838	2024-10-04	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPI_2024_DÉBIMÈTRE ET SERVICE D'INSTALLATION SUR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 122,34 $	-
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1640213	2024-10-28	BASSIGNOT, LAURE	SENV/ BCO 2024 pour l'achat d'accessoires, de pièces de remplacement et	Environnement	Réseaux d'égout	5 117,09 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015940	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521708	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 105,74 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529839	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521796	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 092,57 $	-
9499-0272 QUEBEC INC.	DEP47868	2024-10-29	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Projet FT-702300, coupe de béton	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 091,89 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72679	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521906	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 077,43 $	-
BODY GYM EQUIPEMENT	1682375	2024-10-17	LECOURS, SYLVAIN	SGPI / Achat de 3 Vélo de spinning commercial Hoist Lemond Revmaster Pro	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 076,15 $	-
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1682308	2024-10-17	THOMPSON, SONIA	Formation PF2: Évaluer et suivre la performance avec le tableau de bord PER-802.	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 065,65 $	-
MOTION CANADA	DEU59922	2024-10-10	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de roulements	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 048,82 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15360	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521638	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 040,67 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47880	2024-10-24	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Produits analyse d'eau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 036,66 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU60253	2024-10-15	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 036,21 $	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de241009dasresshum	2024-10-10	CHAN FAH, YANICK	Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période : 2024-09-01 au 2024-09-30	Police	Activités policières	5 033,96 $	-
LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1683506	2024-10-24	VILLENEUVE, SERGE	SSIM// Paiement de facture pour le service en ergonomie pour les	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 982,81 $	-
GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO	1680274	2024-10-03	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Paiement de facture pour la pose d une	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 951,81 $	-
LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC.	1681946	2024-10-15	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV, Fabrication, livraison et installation d'une nouvelle toile sur mesure de la	Environnement	Matériaux secs - traitement	4 880,87 $	-
TRANSELEC / COMMON INC.	DEP47862	2024-10-23	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Appel de service pour travaux dans la chambre A-1-1 (percer	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 871,42 $	-
BIOMERIEUX CANADA, INC.	1640593	2024-10-01	HAZOUME, DANIEL	SENV/ BCO 2024 - Consommables pour identification bactérienne	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 852,68 $	-
EMRN 2008	1682941	2024-10-21	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Achat d'articles divers pour les formations PR.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 806,36 $	-
KAHOOT! AS	1682499	2024-10-21	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Achat d'application Kahoot pour production de quiz de formation.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 788,83 $	-
ARMSERV INC.	1680771	2024-10-07	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Raccordement de deux cabinets à solvant pour le labo Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	4 775,88 $	-
LES SYSTEMES CYBERKAR	SPV1135795	2024-10-28	CARIGNAN, MARTIN	LUMIÈRES POUR VOITURE SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 758,32 $	-
KARINE GAUTHIER	1642330	2024-10-30	BEAUDIN, ALEXANDRE	SEPLV - Services de graphisme par Karine Gauthier (Kargo Grafik)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 750,00 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1681016	2024-10-08	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire (basé sur les besoins	Environnement	Inspection des aliments	4 748,63 $	1630353
LAMBERT THERRIEN	25353	2024-10-30	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Lambert Therrien s.e.n.c. - Steve Levasseur contre Ville de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 724,44 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EMONDAGE GABRIEL VAILLANCOURT	DEP47923	2024-10-28	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO / Émondage arbres. Said Annour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 724,44 $	-
RICOH CANADA INC	1683124	2024-10-22	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ / Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1683109	2024-10-22	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ / Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1682599	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions pour le remplacement de	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1682581	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante pour le remplacement de l'appareil	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1682569	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1681710	2024-10-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1681690	2024-10-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1681023	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1681015	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
RICOH CANADA INC	1681006	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 720,75 $	1569016
AEVITAS INC.	1683741	2024-10-25	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Récupération des lampes et diverses pièces électriques désuètes.	Environnement	Matières recyclables - autres	4 717,35 $	1508496
CHEM ACTION INC.	DEP47932	2024-10-28	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / ULA / Pompe doseuse	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 701,34 $	-
TM INDUSTRIES INC.	DEU60232	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 646,36 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60410	2024-10-30	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition accessoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 645,82 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133176	2024-10-02	ROY, PATRICK	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 644,66 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1684563	2024-10-31	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques pour	Environnement	Inspection des aliments	4 621,10 $	1630353
MAGASINS BEST BUY LTEE	DEU60191	2024-10-11	KOHLER, RODOLPHE	DEEU / PB-190395-33-TABLETTES CHANTIER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 621,09 $	-
UMANISA COACHING	1683468	2024-10-24	BIBEAU, CHANTAL	SSIM// BCO - Convention de services prof. relatifs au prog. de coaching de la	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 619,45 $	-
GFL SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	1682589	2024-10-18	ABEL, STEEVE	Service location de 5 remorques pour l'entreposage des matières	Police	Activités policières	4 612,81 $	-
COMPUGEN INC.	1680285	2024-10-03	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Achat d'ordinateur de bureau. Entente 1654697.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 603,96 $	1654697
SECURITE METALGARD	1610601	2024-10-09	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Gré à gré. Remplacement de l'escalier principal en fonte de la	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	4 598,45 $	-
MINISTRE DES FINANCES	1684070	2024-10-29	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de la facture 2123 du 28 octobre 2024 - Remboursement pour le	Police	Activités policières	4 554,32 $	-
9386-2704 QC INC	1683253	2024-10-23	DE MONTIGNY, SEBASTIEN	Paiement de la facture #330465 journée de formation poste PDQ23 et	Police	Activités policières	4 527,06 $	-
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1586605	2024-10-10	ST-PIERRE, DAVE	SMRA - Gré à gré - Fourniture et installation d'équipements sur des	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 523,50 $	-
GECOSEC INC.	DEU50343	2024-10-11	FORTIN, LUC	BS DEEU PB-182288-3-SERVICE PROFESSIONNEL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 500,00 $	-
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1680565	2024-10-04	LECOURS, SYLVAIN	SIM / 6150 Royalmount. Achat de mobiliers (panneaux, modules de	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 460,92 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133157	2024-10-02	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 449,77 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ULINE CANADA CORP	1684259	2024-10-30	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV // Achat de bureau, caisson et chariot pour l'animation à la Biosphère	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 425,96 $	-
GESTION PFB	1683912	2024-10-28	TABOR, ISABELLE	Gestion PFB. Cavalerie SPVM. Soumission SO-01594 REV. Modification	Police	Activités policières	4 423,25 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13506	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521714	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 417,51 $	-
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS1134686	2024-10-17	NEGRONI, ANTOINE	TURBO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 410,56 $	-
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE	1682849	2024-10-21	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/ GMR, Service clé en main de fauchage des deux zones identifiées (bassins	Environnement	Matériaux secs - traitement	4 409,47 $	-
GROUPE LOGIX INC.	DEU60383	2024-10-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de réfection/colmatage de dalle de béton au magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 409,47 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60365	2024-10-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de collet de garniture pour le mécanicien CVAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 407,33 $	1657298
LES PRODUCTIONS FUNAMBULES	202415pfm	2024-10-02	SCHOEB, AMELIE	Projection Cinéma sous les étoiles 2024 - Biosphère.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 400,00 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117418	2024-10-09	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521339	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 390,18 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13507	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521716	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 382,70 $	-
SANI-FONTAINES INC.	DEU60387	2024-10-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition d'une fontaine réfrigérée pour le bâtiment du traitement des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 337,23 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	depobs240928	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	4 330,35 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1681074	2024-10-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques -	Environnement	Inspection des aliments	4 323,53 $	1630195
TECHNO FEU INC	ROS1133067	2024-10-01	DESJARDINS, LOUISE	COMPRESSEUR A AIR MOTEUR. / HORLOGE COMPTEUR HEURES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 323,05 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9900a	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521415	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 317,18 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEP44635	2024-10-11	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Service de nettoyage des chambres souterraines du réseau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 305,01 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1133426	2024-10-04	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS POUR VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 304,49 $	1598678
PYROTECH BEI INC.	46267	2024-10-30	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Pyrotech BEI inc. - : Environnement Routier NRJ Inc. et Roval &	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 292,62 $	-
ELIANE CHAREST-BEAUCHAMP ET JEAN-FRANCOIS	20241017	2024-10-17	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	4 282,66 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1135744	2024-10-28	RAHMAT, JABRANE	PIECE POUR EXHAUST MANIFOLD ISM #349-09299	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 280,64 $	-
LEARNQUEST INC.	1682469	2024-10-17	BENTALEB, YASSINE	STI / Infrastructures des usines de l'eau - Formation pour l'équipe du projet pour	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 267,74 $	-
LES SOUDURES DU FUTUR INC	DEP47795	2024-10-16	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UPC-RPC-Service de soudure- Sous pression. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 262,48 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117261	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521472	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 228,39 $	-
GENERAL BEARING SERVICE INC.	DEP47852	2024-10-22	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Roulements	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 220,80 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15035	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521117	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 210,62 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9789a	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521526	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 204,47 $	-
POLE SUR LES DONNEES MASSIVES EN	1680251	2024-10-09	LEONG, CINDY	SEPLV - Service technique d analyse de provenance	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 200,00 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1135407	2024-10-24	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	349-07291 PO A LA DEMANDE DE MARTIN DESGAGNE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 199,50 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1135035	2024-10-22	CADOTTE, ERIC	349-11351 FOURNIR PO POUR REPARATIONS EXTERNE A LA DEMANDE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 199,50 $	-
ACCENT MEDIA SM CORP.	1682325	2024-10-17	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de la facture pour 4 journées de publicité	Police	Activités policières	4 199,50 $	-
SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC.	DEP47728	2024-10-08	GUILHEMJOUAN, SERGE	BS - UPI : Installer une base de potence pour accès au filtre 11. Said Annour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 189,60 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13524	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521844	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 182,73 $	-
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	MAD1126641	2024-10-25	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	384-12007 PO A LA DEMANDE DE MARTIN POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 181,95 $	-
DAMOTECH INC.	DEP47726	2024-10-08	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Réparation suite au rapport d'inspection des palettiers - V01 (66225)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 168,01 $	-
COMPUGEN INC.	1680856	2024-10-08	TANGUAY, JOHANNE	Achat de stations d'accueil	Police	Activités policières	4 157,50 $	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU60186	2024-10-03	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de transformateurs électriques pour la station de pompage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 126,00 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13526	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521846	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 115,53 $	-
DESJARDINS FORD LTEE	be70850	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521617	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 105,67 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60148	2024-10-01	MAHER, NATHALIE	DEEU / CG-198607-15-ÉQUIPEMENT POUR MISE À JOUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 103,58 $	-
GROUPE CLR INC.	DEU60220	2024-10-08	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de poste fixe pour radio portative dans la salle des	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 078,76 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9903a	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521405	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 076,00 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1680981	2024-10-08	TANGUAY, JOHANNE	Achat de moniteurs 22''	Police	Activités policières	4 062,70 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs09476	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520857	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 048,57 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEU60301	2024-10-18	LAHAIE, DANIEL	DEEU / POMPAGE RÉSERVOIR HUILE GARAGE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 033,64 $	-
LES SERVICES-CONSEILS OCTOPUSPRO	DEP47107	2024-10-04	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / FORMATION VOLET AST DE L'ACCUEIL SSME A LA DEP	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 031,52 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39269	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521710	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 998,00 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	comctr240821	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	3 992,65 $	-
GLOBAL MAGNETIQUE INC	1682583	2024-10-18	COALLIER, RHEAUME	Achat d'équipement informatique pour la Technologie en enquête	Police	Activités policières	3 989,32 $	-
PHARE MEDICA	1684131	2024-10-29	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - gants médicaux	Bilan	Vêtement et équipement de travail	3 968,52 $	-
PNEUS RATTE INC.	DIC1131572	2024-10-28	THIBAULT, MAXIME	PNEUS WILSON HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 951,15 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	126031	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520937	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 947,53 $	-
JESSEA INC.	2320	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521502	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 937,03 $	-
FORD LINCOLN GABRIEL	bh28218	2024-10-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521477	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 896,18 $	-
KOMUTEL INC	1681683	2024-10-11	LANDRY, ROBERT	Renouvellement contrat Komutel	Police	Activités policières	3 893,88 $	-
ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA	DEP47718	2024-10-08	LEFEBVRE, PHILIPPE	DEP / UPC /Acquisition et installation d'un module-Mk3toMk5s GA5-90UCA	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 890,21 $	-
SOLOTECH INC	1684146	2024-10-29	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat licence Endpoint Premium - Co-term avec 4 licences	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 881,77 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	comm240930	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	3 879,05 $	-
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA)	1680752	2024-10-07	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de consommables (lampe torche à quartz et support et	Environnement	Traitement des eaux usées	3 863,01 $	-
JALBEC INC.	1684781	2024-10-31	LACASSE, PASCAL	SUM // Paiement de facture - Deux prises électriques et raccordement dans la cour	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 858,29 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1133391	2024-10-03	NEGRONI, ANTOINE	VGT TURBO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 841,30 $	-
LOMBARDI HONDA	bh15086	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521790	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 832,22 $	-
IMK S.E.N.C.R.L.	50341	2024-10-04	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - IMK - Conditions des cadres - 50341	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 832,04 $	-
CONVAL QUEBEC	DEU60294	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'une soupape	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 832,04 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	093624	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521350	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 830,22 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9834a	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521133	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 829,91 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1136287	2024-10-31	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT UNE SIRENE COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 829,01 $	-
POMPACTION INC.	DEP47748	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Kit valve et diaphragme pour pompe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 814,84 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71740	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520963	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 783,30 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	126035	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520940	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 739,65 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU60414	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition ÉPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 736,18 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47655	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Pièces électriques variées	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 728,98 $	-
E.M.S. SEIMEC INC.	DEU60358	2024-10-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de moteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 727,06 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154237	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521027	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 726,73 $	-
GROUPE THOMAS MARINE INC.	134774	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521510	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 721,93 $	-
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	115050	2024-10-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:519091	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 701,25 $	-
JAS FILTRATION INC.	DEU60193	2024-10-04	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de filtres à air	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 699,16 $	-
TECHNOLOGIA FORMATION	1680287	2024-10-03	COLLETTE, NATHALIE	SSIM/ Service de formation de Technologia pour l'équipe de la Division	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 674,56 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	093608	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521322	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 639,28 $	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27422	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521599	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 634,91 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	a25240930	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	3 611,55 $	-
GROUPE REAL JEAN	1681249	2024-10-09	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-TUYAUX DM 24-0921/ Réparation pompe de test pression.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 600,40 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47755	2024-10-11	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Produits analyse d'eau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 599,71 $	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27403	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521285	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 590,01 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	DEU60288	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 583,94 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PL TECHNOLOGY SOLUTIONS INC.	1680412	2024-10-03	COURTEMANCHE, STEVEN	Achat de	Police	Activités policières	3 580,07 $	-
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP46408	2024-10-04	NEBACH, ABDELLAH	UAT / Service de location de génératrice pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 577,98 $	-
BMR DETAIL S.E.C.	1679960	2024-10-01	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST-Menuiserie DM 24-0832 & 24-0836/ Achat de bois et bois feuilles	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 573,77 $	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEU60403	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièces	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 571,78 $	-
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1681502	2024-10-10	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Paiement de facture - Formation admissible loi 90 - Les Consultants Verret -	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 569,57 $	-
LOCATION BATTLEFIELD QM	DEP47282	2024-10-01	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	DRE / ERP / Location d'une pompe et une génératrice pour la chambre à 1 million	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 562,32 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47912	2024-10-25	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Certification des équipements de mesure ateliers électrique et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 544,38 $	-
SANTINEL INC.	1684263	2024-10-30	TABOR, ISABELLE	Santinel. DRM SPVM. Soumission S-34390. Pour l'achat de 2 défibrillateurs	Police	Activités policières	3 540,28 $	-
JAS FILTRATION INC.	DEU60200	2024-10-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Acquisition de filtres de ventilation pour le bâtiment administratif	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 527,79 $	-
LALEMA INC.	DEU60172	2024-10-02	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition rouleau de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 520,07 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9559a	2024-10-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521440	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 488,61 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1135840	2024-10-29	LUSSIER, STEPHANIE	RÉPARATIONS DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 484,12 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9698a	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521142	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 472,64 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1119883	2024-10-13	NEGRONI, ANTOINE	F0201702 REMORQUER DE LA CASERNE 74 A CHEZ RESSORT IDEAL	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 470,11 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1136148	2024-10-30	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS POUR VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 465,64 $	1598678
CONCEPT CONTROLS INC.	DEP47694	2024-10-04	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Station d'étalonnage pour remplacer celle d'Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 459,92 $	-
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	DEP47953	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Valve pour réparer des by-pass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 451,41 $	-
REMATECH DIVISION BREMO	DEU60041	2024-10-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'inspection de la membrane élastomère	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 441,72 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47653	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Attache cable, lample fluo, conduit	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 435,17 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD1136146	2024-10-30	OUIMET, GUY	bhtcu078001 / RADIATEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 421,64 $	-
KOTMO INC.	4941	2024-10-04	ALTAMURA, JONATHAN	Marchandises pour fins de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 416,00 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529596	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521763	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 400,57 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47930	2024-10-28	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Gants, broche, sac clair, lampe frontale, cadenas,	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 390,42 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	126033	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520938	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 385,85 $	-
LES EQUIPEMENTS POLYCHEM INC.	DEP47059	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / BCO2024 / SERVICE DE NETTOYAGE DE BRIS DE LAMPE ET	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 370,10 $	-
ULINE CANADA CORP	DEU60369	2024-10-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition d'équipements de rangements pour le	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 365,62 $	-
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP47822	2024-10-18	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Ensemble de calibration et lampe / exclusivité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 365,34 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13523	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521840	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 363,40 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PNEUS RATTE INC.	br1529248	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521191	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 343,80 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154284	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521384	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 342,18 $	-
ELECTRON METAL A.I.G. INC.	DEU60380	2024-10-28	MAHER, NATHALIE	DEEU / Remplace le BC DEU59902 / Service technique de dépollution du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 335,45 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	depobs240930	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	3 320,00 $	-
TENAQUIP LIMITED	1680540	2024-10-04	LECOURS, SYLVAIN	SIM / 6000 Henri-Julien. Achat d'escabeaux, tables pliantes, chaises pliantes et	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 308,35 $	-
LES SERVICES D.L.	DEU60297	2024-10-18	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service professionnel d'attestation périodique RBQ pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 307,10 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117260	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521473	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 296,54 $	-
RIVE SUD CHRYSLER DODGE INC.	bs09987	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520929	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 296,27 $	-
COMPUGEN INC.	1681839	2024-10-15	PART, CHRISTOPHE	Dell CAG B106 CTO Latitude 5550, DLL-555016GB-B106-VDM	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	3 285,06 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc71960	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520989	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 272,96 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13525	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521843	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 268,91 $	-
BIDIBIDI INC	1680286	2024-10-03	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Achat de trousses PR pour formation à Royalmount- autorisé par	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 265,10 $	-
SEL WARWICK INC.	DEP47238	2024-10-09	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Sel crystal	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 263,02 $	-
CENTRE CASA (1997)	1681431	2024-10-10	LEMAY, LINE	Thérapie fermée parcours uniforme au centre CASA - réf. no THU 11032024-	Police	Activités policières	3 220,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15530	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521646	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 217,02 $	-
9492-9734 QUEBEC INC	176664	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521362	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 188,97 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131960	2024-10-22	RAHMAT, JABRANE	FOURNITURE P/O	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 164,65 $	-
PROTECTION INCENDIE MCI	DEP47770	2024-10-11	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / installation relais incendie bâtiment administratif	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 163,27 $	-
TENAQUIP LIMITED	DEU60324	2024-10-22	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Acquisition d'enseigne de sécurité pour la division des Opérations	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 160,58 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133173	2024-10-02	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 155,54 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47759	2024-10-10	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Acquisition de pièces pour installation les câbles tech pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 150,84 $	-
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1637554	2024-10-25	BORNAIS, LUC	SENV/Fourniture de produits électriques divers	Environnement	Protection de l'environnement	3 149,62 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1680078	2024-10-02	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM-DST- MEPI DM 24-0807 /// Achat DE 100 HOUSSES DE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 149,62 $	-
CHAUSSURES BELMONT INC	1682780	2024-10-21	RILLART, STEVE	SSIM//Achat de couvres chaussures Neos pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 141,06 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9794a	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521537	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 133,82 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9803a	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521138	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 120,57 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEU32251	2024-10-11	BELLEMARE, STEPHANE	MODIFICATION DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION ÉNERGIR -	Service de l'eau	Réseaux d'égout	3 119,11 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154575	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521326	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 097,99 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9885a	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521406	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 094,22 $	-
LOCATION BATTLEFIELD QM	DEP47282	2024-10-28	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	DRE / ERP / Location d'une pompe et une génératrice pour la chambre à 1 million	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 093,98 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP47761	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Casques, ruban, sac urinaire, chiffon, colle	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 087,68 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1136091	2024-10-30	LUSSIER, STEPHANIE	6382093RX VGT TURBO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 083,56 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1134124	2024-10-10	NEGRONI, ANTOINE	VGT DE TURBO + GASKET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 078,85 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154196	2024-10-09	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521140	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 056,59 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC. -	126034	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520939	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 055,14 $	-
EQUIPEMENT D'INCENDIE GLOBE INC	DEP45142	2024-10-04	DALLAIRE, DOMINIC	BCO2024 - ULA - INSPECTION ET REMPLISSAGE DES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 044,64 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	092871	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520645	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 031,79 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117236	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521523	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 030,08 $	-
MERSON AUTOMOTIVE INC.	146764	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521657	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 029,84 $	-
EMILE ROY	20240909	2024-10-03	SCHOEB, AMELIE	Diffusion du documentaire "Comment renversrer l'écoanxiété" - 2025-2027 -	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240517	2024-10-16	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 000,00 $	-
DAPHNE BLAIN	1684241	2024-10-29	LEMAY, LINE	Suivis psychologiques pour le PAPP (interne en psychologie)	Police	Activités policières	3 000,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRESTIGE SECURKEY INC	1681982	2024-10-15	DARCY, PENELOPE	GAG - Service remplacement et l'installation de cylindres	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionneme	2 995,56 $	-
YVENS BANATTE	1681778	2024-10-11	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Paiement de facture pour le service pour photographie pour la	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 994,77 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133162	2024-10-02	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 985,13 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9792a	2024-10-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521146	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 983,75 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1133394	2024-10-03	NEGRONI, ANTOINE	VGT TURBO	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 974,30 $	-
FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM	decssefrailoc24 034	2024-10-15	HADDAOUI, AMEL	Dépenses autorisées dans le cadre d'enquêtes policières	Police	Activités policières	2 960,45 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122945	2024-10-13	NEGRONI, ANTOINE	GYROPHARE ROUGE AVEC LENTS CLEAR / POMPE DE LEVAGE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 949,16 $	1480507
AUTOMATISATIO N CADENCE INC.	1679993	2024-10-02	BORNAIS, LUC	SENV // Remplacement du panneau d'affichage de la station #1 au CESM	Environnement	Protection de l'environnement	2 940,15 $	-
GROUPE L T I	DEP45196	2024-10-09	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / BCO2024 Service d'analyse de lubrifiant pour l'Usine Des	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 939,65 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9835a	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521134	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 939,29 $	-
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	MAD1133526	2024-10-07	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	337-07472 REFAIRE LE RADIATEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 923,14 $	-
ALBECO INC.	DEU60233	2024-10-10	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de roulement pour un ventilateur au bâtiment du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 908,15 $	-
RM ELECTRO DIESEL INC.	10003281	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521864	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 907,01 $	-
TECHNO FEU INC	MAD1130482	2024-10-18	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	349-111353 IMPUT SHAT SEAL ET BEARING	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 899,27 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1680738	2024-10-07	GODEFROY, FABRICE	SENV / Location d'une fourgonnette compact pour l'équipe AIR du 15 octobre	Environnement	Protection de l'environnement	2 889,73 $	1576369
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154565	2024-10-09	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521334	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 878,03 $	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27407	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521282	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 875,02 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1683731	2024-10-25	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Achat d'appareil de vidéoconférence.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 866,16 $	-
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU60402	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de disque de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 865,11 $	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP47887	2024-10-25	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Joint étanche pour bride percée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 860,91 $	-
TSI INCORPORATED	1647604	2024-10-17	LEE, MEI SHEUNG	SENV/ L'étalonnage de 3 instruments TSI 3783 (payable séparémment au	Environnement	Protection de l'environnement	2 856,46 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1681461	2024-10-10	AGO, CEDRIC	Renouvellement pour 12 mois de 04 licences AutoCAD LT Gouvernement	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 834,66 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15485	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521645	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 832,24 $	-
COMPUGEN INC.	DEP47394	2024-10-16	LARRIVEE, ALAIN	24G01 BS02 Achat de disques durs de capacité de 2T pour les postes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 818,62 $	1654697
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9826a	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521530	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 817,91 $	-
AV-TECH INC.	DEP47792	2024-10-15	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Entretien des guérites et Tourniquets - Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 813,66 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	093679	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521310	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 808,62 $	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13642	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520985	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 796,53 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN	DEP47708	2024-10-07	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Service d'évaluation de la contamination fongique à	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 791,62 $	-
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1651491	2024-10-08	DERY, SIMON	SSIM / Acquisition de chemises tactique noir de différentes grandeurs pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 788,99 $	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1684618	2024-10-31	NADEAU, ALAIN	Uniform Works. GTI SPVM. Soumission Q28OCT24-SPVM-AL-001. Pour l'achat	Police	Activités policières	2 787,42 $	-
MAISON LA VIGILE	1683006	2024-10-22	LEMAY, LINE	Frais de séjour pour v24-0033 du 29 mai au 27 juin 2024	Police	Activités policières	2 785,00 $	-
MAISON LA VIGILE	1683005	2024-10-22	LEMAY, LINE	Frais de séjour pour v24-0015 du 14 mars au 12 avril 2024	Police	Activités policières	2 785,00 $	-
GROUPE LD INC.	DEU60409	2024-10-30	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'isoring complet	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 770,97 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1130475	2024-10-14	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	381-95425 PO A LA DEMANDE MARTIN DESGAGNÉ TRAVAUX	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 764,89 $	-
BIRON SANTE EN ENTREPRISE S.E.C.	1678518	2024-10-09	CHARBONNEAU, MARC	Tests dépistage 2024 (EMAF) selon contrat	Police	Activités policières	2 755,92 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240911c	2024-10-16	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 750,00 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9869a	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521421	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 743,36 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131964	2024-10-11	RAHMAT, JABRANE	FOURNITURE P/O	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 735,50 $	-
GESTION CONSEIL STC INC.	DEU60318	2024-10-21	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Service rendu / Location d'un chargeur pour les travaux au canal 22-28	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 729,67 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117019	2024-10-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520987	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 725,50 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60269	2024-10-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de produit	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 713,14 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	116047	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521893	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 709,14 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1680804	2024-10-07	CLOUTIER, MARIE-JOSEE	Achats de moniteur 22 pouces	Police	Activités policières	2 708,47 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39253	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521007	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 707,96 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13521	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521839	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 704,95 $	-
CANADIEN NATIONAL	1681358	2024-10-10	CHAMPAGNE, BENOIT	SIRR / Paiement de facture trimestriel de l'entretien des passage à niveau du CN.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 692,85 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1683345	2024-10-23	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM// Achat de projecteur DLP laser.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 692,43 $	-
MECANIQUE INDUSTRIELLE HYDRAULEX INC.	ROS1135006	2024-10-25	LUSSIER, STEPHANIE	REPARATION DE CYLINDRES	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 690,49 $	-
TRAITEMENT POSTAL EXPRESS INC.	1682414	2024-10-17	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS // Service de publipostage pour les lettres de renouvellement de	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	2 690,00 $	-
LES SYSTEMES CYBERKAR	9539	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521004	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 681,20 $	-
MERSON AUTOMOTIVE INC.	146161	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521049	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 678,80 $	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU60258	2024-10-15	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Paiement facture q03037412 / Location de chariot-élévateur au	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 661,43 $	-
CONSULTAIR 2000 INC.	DEP47670	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / LUBRIFIANT DE GRADE ALIMENTAIRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 660,91 $	-
KATHY SIMARD, AVOCATE	fa2024052	2024-10-11	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Kathy Simard - : BEI-240518-002-FA20240523	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 657,50 $	-
COMPUGEN INC.	1683098	2024-10-22	VAYSSIERES, FLORIANE	SUM // Achat de 1 ordinateur portable 3591-Ultrabook Précision et 1	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 649,14 $	1654697

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13489	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521601	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 634,80 $	-
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	pc73406	2024-10-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521569	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 630,00 $	-
EATON INDUSTRIES (CANADA)	DEP32354	2024-10-21	LARRIVEE, ALAIN	Incidence au projet 18U16 TR01 Appel de service - Disjoncteur Usine des	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 624,69 $	-
COMPUGEN INC.	1680279	2024-10-03	THOMPSON, SONIA	SUM //Acquisition de 6 écrans Dell incurvés 32 pouces pour 3 employés :	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 614,19 $	-
GETINGE CANADA LIMITEE	1633904	2024-10-23	LAROCHE, LAURENT	SENV / Achat pièce de remplacement et main	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 600,98 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	DEU60261	2024-10-16	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Formation pour l'entretien et l'utilisation APR Scott	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 598,44 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72290	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521083	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 587,75 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47662	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Kit réactif pour analyse d'eau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 587,73 $	-
LALEMA INC.	DEU60333	2024-10-23	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de chiffon à	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 576,84 $	-
GROUPE CLR INC.	DEU60372	2024-10-28	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU - REPARATION RADIO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 563,69 $	-
CHEMLINE PLASTICS LTD	DEP47895	2024-10-25	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPC_2024_PIÈCES POUR POMPE HYPOCHLORITE.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 552,61 $	-
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU60322	2024-10-22	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition de valve de remplissage de bouteille pour fontaine d'eau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 551,58 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47811	2024-10-17	NEBACH, ABDELLAH	BS_UPC_2024_MÉLANGEUR DE RÉACTIFS POUR ANALYSEUR DE CHLORE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 551,20 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47765	2024-10-11	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Pièces électriques variées	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 533,13 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GCA SECURITE INCENDIE	1682486	2024-10-17	LECAVALIER, MARC	GAG - Service de conception et d'installation des plans d'évacuations	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	2 531,16 $	-
CAROLINE ARSENAULT (ME)	4	2024-10-17	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Poursuites pénales & criminelles - Me Caroline Arsenault - Facturation pour	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 519,70 $	-
CEGEP DE SAINT-LAURENT	DEP47068	2024-10-02	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / PAIEMENT FACTURE 240774 / FORMATION OPA	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 519,70 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1133606	2024-10-07	AUBIN, FREDERIC	PUMP, EASY FILL, POMPE, POUR REMPLISSAGE, SYSTEME	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 518,66 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	093605	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521349	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 518,43 $	-
SANIVAC	DEP45038	2024-10-01	VINCENT, SIMON	BCO2024 - UAT / Location toilettes chimiques pour GALT - Remplace	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 511,24 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1680737	2024-10-08	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE_Vêtements et accessoires spécialisé	Bilan	Vêtement et équipement de travail	2 510,85 $	-
LES EMBALLAGES CROWN	1684189	2024-10-29	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - SAC PLASTIQUE FORMAT	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 505,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240924	2024-10-16	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 500,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240826	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 500,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240802	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 500,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240711c	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 500,00 $	-
GARAGE DEGUIRE INC	29223	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520973	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 495,88 $	-
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.	1680358	2024-10-03	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Proposition pour l'analyse et le formatage des adresses dans SICOUR	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 493,45 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE VETERINAIRE AMBULATOIRE	1682426	2024-10-17	RIVARD, SIMON	Paiement facture vétérinaire la Cavalerie	Police	Activités policières	2 491,61 $	-
GIVESCO INC.	DEP47798	2024-10-16	VINCENT, SIMON	Généré par le réapprovisionnement 2024-10-15 2:10 PM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 480,33 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9852a	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521407	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 473,60 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47664	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Pièces plomberie variée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 468,85 $	-
NANUK PROTECTION D'EQUIPEMENTS	1682503	2024-10-17	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Achat de valise et d'équipement de valise.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 463,30 $	-
ENTREPRISES LARRY INC.	DEP47643	2024-10-02	DALLAIRE, DOMINIC	ULA : Sécheur refrigéré PURESTREAM ACT50-UP. Raffaele Di Maio	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 459,86 $	-
DIGI-KEY CORPORATION	DEP47661	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / UNITE UPS, SEMICONDUCTEUR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 445,18 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15191	2024-10-26	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521636	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 444,36 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60143	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 440,56 $	-
ELECTRON METAL A.I.G. INC.	DEU60379	2024-10-29	MAHER, NATHALIE	DEEU / REMPLACE LE BC DEU59864 / AS-138409-46-DÉCONTAMINATION DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 435,71 $	-
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27417	2024-10-19	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521564	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 431,96 $	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU58817	2024-10-03	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien / Location d'un chariot élévateur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 425,21 $	-
9502-2430 QUEBEC INC	1679852	2024-10-01	LANDRY, ROBERT	Achat de piles de cellulaire	Police	Activités policières	2 412,61 $	-
LES SYSTEMES CYBERKAR	9547	2024-10-12	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521006	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 405,61 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47810	2024-10-17	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_2024_OUTILS INSTURMENTATION POUR REPÉRANGE DES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 397,74 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133150	2024-10-02	AUBIN, FREDERIC	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR RESSORT IDEAL EN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 379,92 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60257	2024-10-15	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 378,63 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9841a	2024-10-17	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521430	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 372,78 $	-
911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC.	1682730	2024-10-18	DERY, SIMON	SSIM// Achat de lampes frontales pour intervenants GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 367,04 $	-
NADON SPORT ST-EUSTACHE INC.	108804	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521865	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 362,47 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1135361	2024-10-24	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS POUR VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 350,51 $	-
I.T.C. TECHNOLOGIES SOLUTIONS INC.	DEP47627	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Controleur pour le Refroidisseur administration	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 350,46 $	-
YVENS BANATTE	1681779	2024-10-11	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Paiement de facture pour un service d'imagerie - Projet d'art mural au CF.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 347,52 $	-
911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC.	1683617	2024-10-24	RILLART, STEVE	SSIM// Achat lampes frontales pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 319,80 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9774a	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521230	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 311,79 $	-
ADF DIESEL RIVE-SUD INC.	DEU60400	2024-10-29	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique de reconditionnement de la pompe diesel de la	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 309,72 $	-
9333-4787 QUEBEC INC.	DEP47742	2024-10-28	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UDB / Remplace le BC DEP47732 / Installation d'une echelle et d'une cage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 288,73 $	-
ENTREPRISES A.L.I. SNOWDON INC.	1681675	2024-10-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition de 2 Tables assis/debout 72" X 72"	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 286,62 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72014	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 278,47 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529395	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521173	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 261,59 $	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13651	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521010	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 254,94 $	-
TOTAL CANADA INC.	DEU59817	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	Généré par le réapprovisionnement 2024-08-21 1:32 AM.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 253,62 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1681674	2024-10-11	CLOUTIER, MARIE-JOSEE	Achat d'écrans incurvés	Police	Activités policières	2 251,98 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9898a	2024-10-30	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521787	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 233,03 $	-
BMR DETAIL S.E.C.	1682727	2024-10-18	DERY, SIMON	SSIM// Achat de scies onglets flexvolt pour intervenants GST.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 215,22 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529219	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521182	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 211,74 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1134668	2024-10-17	AUBIN, FREDERIC	HOSE, DEF, THROTTLE, VERSION 2016	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 201,68 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240611c	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 200,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240610c	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 200,00 $	-
WAJAX LTEE	DEU60359	2024-10-24	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 192,21 $	-
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1681542	2024-10-10	CADIEUX, ISABELLE	SIM Paiement de facture pour la formation RH 2024 - Participants : BONIN, Annie;	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 177,44 $	-
LES CONTROLES ROGER HOGUES MONTREAL INC.	DEU60431	2024-10-31	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Fournir deux kits de réparation pour le régulateur Rockwell	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 176,07 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MERSON AUTOMOTIVE INC.	146162	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521048	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 166,43 $	-
THOMSON REUTERS	1681518	2024-10-10	MASSE, ISABELLE	SAJ // Paiement de facture - Achat de livres Bibliothèque SAJ - Division Aff. policières	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 156,83 $	-
TECHNOLOGIE OPTIC.CA INC.	1683283	2024-10-23	NUNES, DEMIS	STI - Acquisition de modules SFP requis pour la connexion des câbles dans	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 156,55 $	-
9492-9734 QUEBEC INC	177261	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521360	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 149,92 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60256	2024-10-15	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'accessoire de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 146,78 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60140	2024-10-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réaprovisionnement / Acquisition accessoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 146,78 $	-
AV-TECH INC.	DEP47832	2024-10-18	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Entretien des guérites et barrières guillotines	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 141,74 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529499	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521187	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 133,11 $	-
RADIATEUR PLUS	66227	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521002	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 113,11 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1683616	2024-10-24	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM// Achat de vestes North Water pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 111,50 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117015	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521026	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 111,44 $	-
MP REPRODUCTIONS INC.	1677708	2024-10-18	DIB, JAMIL JIMMY	SENV // BCO pour le service de numérisation chez le fournisseur MP	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1135832	2024-10-29	LUSSIER, STEPHANIE	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133476	2024-10-04	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133475	2024-10-04	NEGRONI, ANTOINE	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1134572	2024-10-17	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	381-15079 PO A LA DEMANDE DE MARTIN DESGAGNE POUE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
ESPACE - STUDIO D'ARCHITECTURE INC.	1681529	2024-10-10	TABOR, ISABELLE	Espace - Studio d'Architecture. DRM SPVM. Factures 24008 et 24009.	Police	Activités policières	2 099,22 $	-
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	1680021	2024-10-02	BORNAIS, LUC	SENV/Chemline 1" type 21 True Union valve , pvc epdm et Chemline 3/4" type	Environnement	Protection de l'environnement	2 091,35 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47705	2024-10-07	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / Plèces plomberie variée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 084,55 $	-
LE GROUPE GUY INC.	MAD1133818	2024-10-09	BALTHAZAR, JAMES JONATHAN	349-11351 ROTULES DE DIRECTION ET AMORTISSEURS AV	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 076,20 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60416	2024-10-30	FLEURY, CAROLE	DEEU / Acquisition plaque chauffante agitatrice laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 072,54 $	-
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	431625	2024-10-08	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires civiles - Bélanger Sauvé avocats - Fraternité des policiers et policières de	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 066,94 $	-
CHENIER AUTO SERVICE INC.	13639	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520994	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 066,51 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529054	2024-10-03	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521051	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 065,47 $	-
LAPOINTE SPORTS	69825	2024-10-10	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521197	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 057,55 $	-
ALBECO INC.	DEU60178	2024-10-03	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de roulement	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 048,63 $	-
SYSTEM PLUS	1680454	2024-10-03	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat d'équipement d'échantillonnage pour Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	2 044,10 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1132756	2024-10-01	DESJARDINS, LOUISE	4326869RXCUM / CAPTEUR OXYDE D'AZOTE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 041,19 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
OXOID COMPAGNY	1667917	2024-10-02	LABONTE, FARAH	SENV / BCO - Achat de gélose TSA (sang de mouton et cheval) -	Environnement	Inspection des aliments	2 040,50 $	1632147
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1680374	2024-10-03	LANDRY, ROBERT	Achat d'accessoire pour kit camera	Police	Activités policières	2 037,08 $	-
EQUIFAX CANADA CO.	1635392	2024-10-08	DUFOUR, LOUIS	Factures 2024 / Compte 001VC00849	Police	Activités policières	2 033,70 $	-
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47750	2024-10-16	BEDARD, KIMBERLY	DEP / MAG UDB / REAPP / Pièces électriques variées	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 032,42 $	-
TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES	1681756	2024-10-11	DARCY, PENELOPE	SGPI_Paiement de factures /GAG - Service de réparation de gicleurs suite	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionneme	2 029,79 $	-
DATA CARTE CONCEPTS INC	1683119	2024-10-22	MARTEL, JEAN-PHILIPPE	Matériel pour la nouvelle imprimante à permis de chauffeurs, deux	Police	Surv. des activités de remorquage	2 024,90 $	-
KINEQUIP	1683724	2024-10-25	CUSSON, ERIC	Kinequip. DRM SPVM. Facture KIN45538. Réparation et entretien de la	Police	Activités policières	2 018,14 $	-
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	9816a	2024-10-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521535	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 014,13 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529228	2024-10-05	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521188	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 012,93 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1135854	2024-10-29	LUSSIER, STEPHANIE	RÉPARATION SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 003,82 $	-
RICARDO BOLIERE	2246684029	2024-10-28	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCicviles - Ricardo Bolière - Autoriser le paiement d'une somme 2	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 000,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240911d	2024-10-16	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 000,00 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240816	2024-10-10	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	2 000,00 $	-
IDENTIFICATION MULTI SOLUTIONS INC.	1681069	2024-10-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisitiond☞étiquettes	Environnement	Traitement des eaux usées	1 949,82 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOGISTIK UNICORP INC.	1680739	2024-10-21	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- vêtements et accessoires Cadets Hiver	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 945,89 $	-
CLAUDE BADET	1684224	2024-10-30	BILODEAU, AMELIE	SGPMRS / Photographies du mont Royal et de ses	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 940,96 $	-
GRADEN INSTRUMENTS INC.	DEU60254	2024-10-15	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de produit	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 863,52 $	-
IDENTIFICATION MULTI SOLUTIONS INC.	1681069	2024-10-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisitiond étiquettes	Environnement	Inspection des aliments	1 807,20 $	-
GESTION CONSEIL STC INC.	DEU60317	2024-10-22	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Service rendu / Location d'une pelle mécanique pour les travaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 748,04 $	-
SOLSTICE CNC INC.	DEU60236	2024-10-10	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de pièce usinée	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 731,23 $	-
GESTION CONSEIL STC INC.	DEU60317	2024-10-21	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / Service rendu / Location d'une pelle mécanique pour les travaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 469,82 $	-
GRADEN INSTRUMENTS INC.	DEU60254	2024-10-16	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de produit	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 469,82 $	-
RICOH CANADA INC	1683109	2024-10-22	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ / Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 191,07 $	-
RICOH CANADA INC	1682599	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions pour le remplacement de	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 191,07 $	-
RICOH CANADA INC	1682581	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante pour le remplacement de l'appareil	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 191,07 $	-
RICOH CANADA INC	1682569	2024-10-18	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 191,07 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1674318	2024-10-29	MATELUS, GAMALIEL	SPVM-Reap - Achat de vêtements et accessoires	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 143,44 $	-
RICOH CANADA INC	1681710	2024-10-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 030,97 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RICOH CANADA INC	1681690	2024-10-11	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 030,97 $	-
RICOH CANADA INC	1681023	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 030,97 $	-
RICOH CANADA INC	1681015	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 030,97 $	-
RICOH CANADA INC	1681006	2024-10-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	1 030,97 $	-
RICOH CANADA INC	1683124	2024-10-22	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ / Acquisition d'une imprimante Multifonctions IM C4510 pour le	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	925,98 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1122945	2024-10-13	NEGRONI, ANTOINE	GYROPHARE ROUGE AVEC LENTS CLEAR / POMPE DE LEVAGE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	865,73 $	-
MONTAGNE EXPLORE INC.	1683616	2024-10-30	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM// Achat de vestes North Water pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	755,08 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEU60301	2024-10-18	LAHAIE, DANIEL	DEEU / POMPAGE RÉSERVOIR HUILE GARAGE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	724,41 $	1680696
LOCATION NATIONALE FOSS	1640004	2024-10-04	CARON, CHARLES	SMRA / BCO 2024 - Frais de carburant et cartes d'essence pour le SIM et	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	500,00 $	1530485
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47750	2024-10-10	BEDARD, KIMBERLY	DEP / MAG UDB / REAPP / Pièces électriques variées	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	453,48 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEP47705	2024-10-07	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / Plèces plomberie variée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	297,88 $	1657298
MOTION CANADA	DEU59922	2024-10-11	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de roulements	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	253,33 $	-
TM INDUSTRIES INC.	DEU60232	2024-10-29	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	251,89 $	-
JAS FILTRATION INC.	DEU60193	2024-10-07	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Achat de filtres à air	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	152,49 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 31 OCTOBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TENAQUIP LIMITED	1680540	2024-10-16	LECOURS, SYLVAIN	SIM / 6000 Henri-Julien. Achat d'escabeaux, tables pliantes, chaises pliantes et	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	71,13 $	-
PR'EAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEP47489	2024-10-31	VINCENT, SIMON	EURE - Tamis auto nettoyants pour usines	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	29,40 $	-
MOTION CANADA	DEU59922	2024-10-17	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de roulements	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26,25 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1681074	2024-10-09	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques -	Environnement	Traitement des eaux usées	10,37 $	1630195
VWR INTERNATIONAL CO.	1681074	2024-10-23	ARBIC, DENISE	SENV / Acquisition de matériel de laboratoire et de produits chimiques -	Environnement	Inspection des aliments	8,00 $	1630195
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP47750	2024-10-31	BEDARD, KIMBERLY	DEP / MAG UDB / REAPP / Pièces électriques variées	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1,21 $	-
							73 993 839,05 $	

Commission sur les finances et l'administration

Étude du rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Rapport déposé au conseil municipal du 18 novembre 2024
et au conseil d'agglomération du 21 novembre 2024

Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes

S'abonner à l'infolettre des commissions
Visitez le site Internet des commissions permanentes : https://montreal.ca/sujets/commissions-permanentes
Suivez-nous sur les réseaux sociaux
@commissions.mtl
@Comm_MTL

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Président
M. Pierre Lessard-Blais
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents
M. Georges Bourelle
Ville de Beaconsfield

M. Laurent Desbois
Arrondissement d'Outremont

Membres
M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Lisa Christensen
Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Alan DeSousa
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

M. Benoit Gratton
Arrondissement de Verdun

Mme Vicki Grondin
Arrondissement de Lachine

Mme Virginie Journeau
Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray — Saint-Michel–Parc-Extension

Montréal, le 18 novembre 2024

Mme Martine Musau Muele
Présidente du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Présidente,

Nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les finances et l'administration, le rapport de l'étude sur le rapport annuel 2023 de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal, ainsi que les recommandations de la Commission adoptées le 15 octobre 2024, et ce conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre Lessard-Blais
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Virginie Harvey
Coordonnatrice — soutien aux commissions permanentes

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Président
M. Pierre Lessard-Blais
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidents
M. Georges Bourelle
Ville de Beaconsfield

M. Laurent Desbois
Arrondissement d'Outremont

Membres
M. Younes Boukala
Arrondissement de Lachine

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Mme Lisa Christensen
Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Alan DeSousa
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

M. Benoit Gratton
Arrondissement de Verdun

Mme Vicki Grondin
Arrondissement de Lachine

Mme Virginie Journeau
Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles

M. Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray — Saint-Michel–Parc-Extension

Montréal, le 21 novembre 2024

Madame Nancy Blanchet
Présidente du conseil d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Présidente,

Nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les finances et l'administration, le rapport de l'étude sur le rapport annuel 2023 de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal, ainsi que les recommandations de la Commission adoptées le 15 octobre 2024, et ce conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération* (RCG 06-024).

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre Lessard-Blais
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Virginie Harvey
Coordonnatrice — soutien aux commissions permanentes

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION....1
1. LE PROCESSUS DE L'ÉTUDE....1
2. RAPPORT 2023 DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE....2
3. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS....3
CONCLUSION....7
ANNEXE —Personnes-ressources en soutien à la Commission....8

INTRODUCTION

Suivant le programme d'activités des commissions permanentes pour l'année 2024[1], la **Commission sur les finances et l'administration** a procédé à l'étude du rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 (ci-après le rapport).

À l'occasion d'une séance de travail de la Commission, Mme Andrée Cossette, vérificatrice générale, a présenté les grandes lignes de son rapport et a répondu aux questions des commissaires. Elle était accompagnée de M. François Arbez, vérificateur général adjoint, Direction de l'audit des technologies de l'information, et de Mme Kim Tardif, vérificatrice générale adjointe, Direction de l'audit financier et administration.

Le présent document détaille les constats et les recommandations de la Commission, adoptés à la suite du processus d'étude. Ces recommandations sont déposées aux conseils municipal et d'agglomération.

1. LE PROCESSUS DE L'ÉTUDE

Le rapport de la vérificatrice générale a été déposé aux assemblées du conseil municipal du 17 juin 2024 et du conseil d'agglomération du 20 juin 2024, et ainsi rendu public.

La vérificatrice générale et son équipe ont présenté une nouvelle fois le rapport, cette fois à huis clos, lors d'une séance de travail de la Commission tenue le 4 octobre 2024.

Les commissaires se sont par la suite réunis et ont délibéré en deux séances. Ils ont pris connaissance des principaux constats du rapport, puis ont élaboré leurs recommandations qui ont été adoptées à l'unanimité, en séance, le 15 octobre 2024. Les constats et les recommandations de la Commission sont présentés à la partie 3 de ce rapport.

Le rapport 2023 de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal est accessible sur le site du Bureau du vérificateur général, à bvgmtl.ca.

[1] Résolutions CM24 0309 et CG24 0151.

2. RAPPORT 2023 DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

Le rapport de la vérificatrice générale a été préparé par le Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal (BVG). Il résume les vérifications et les audits menés par l'équipe du BVG en 2023 et se décline en sept parties :

1. Mot de la vérificatrice générale
2. Audits de performance et des technologies de l'information
   - 2.1 Gouvernance et cadre de gestion à l'Office de consultation publique de Montréal
   - 2.2 Accessibilité universelle des bâtiments de la Ville de Montréal
   - 2.3 Gestion des habitations à loyer modique de l'Office municipal d'habitation de Montréal
   - 2.4 Gestion des projets à la Société du parc Jean-Drapeau
   - 2.5 Gestion du système Qlik Sense
   - 2.6 Gestion de la désuétude des technologies de l'information
   - 2.7 Gestion des objets connectés
3. Tests d'intrusion logique
4. Audit des états financiers et autres rapports
5. Reddition de comptes
   - 5.1 Reddition de comptes relative aux personnes morales ayant bénéficié d'une subvention d'au moins 100 000$ de la Ville de Montréal
   - 5.2 Application des recommandations de la Ville de Montréal
6. Rapports de gestion
   - 6.1 Situation du Bureau du vérificateur général
   - 6.2 Suivi – Plan stratégique 2022-2024
7. Annexes
   - 7.1 Extraits de la *Loi sur les cités et villes*
   - 7.2 Relevé des comptes du Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal

Le rapport et la présentation peuvent être consultés sur le site du Bureau du vérificateur général.

3. CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

La Commission sur les finances et l'administration a étudié le rapport de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal, Mme Andrée Cossette, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Les commissaires soulignent la qualité des travaux du Bureau du vérificateur général de Montréal et rappellent que l'audit et la reddition de comptes transparents des activités de la fonction publique sont indispensables à une saine démocratie et contribuent à la confiance des Montréalaises et des Montréalais dans leur gouvernance municipale. Ils remercient la vérificatrice générale et son équipe pour leur disponibilité et leur diligence dans la présentation de leur rapport devant la Commission.

À l'issue de ses travaux, la Commission soumet ses constats et ses recommandations.

1. Considérations générales et mise en application des recommandations de la vérificatrice générale

CONSIDÉRANT les exigences élevées des Montréalaises et des Montréalais quant à la transparence et à la gestion rigoureuse des fonds publics par l'administration municipale et par les personnes élues;

CONSIDÉRANT que la mission du Bureau du vérificateur général (BVG) est d'offrir aux personnes élues du conseil municipal ainsi qu'aux citoyennes et citoyens une évaluation objective et indépendante de la gestion des fonds publics, incluant l'utilisation efficiente des ressources, la conformité aux lois et règlements, ainsi que la fiabilité des états financiers de la Ville de Montréal et des organismes sous son périmètre comptable;

CONSIDÉRANT les hauts standards de qualité des audits et la valeur ajoutée des travaux de vérification axés sur l'économie, l'efficience et l'efficacité, ainsi que sur des analyses de risques;

CONSIDÉRANT la rigueur méthodologique et la qualité du rapport 2023 de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal;

CONSIDÉRANT que le rapport 2023 de la vérificatrice générale de Montréal compile huit audits de performance et des technologies de l'information, quatre rapports d'audit financier, un test d'intrusion logique et deux redditions de comptes;

CONSIDÉRANT les plans d'action adoptés par les unités d'affaires en collaboration avec le BVG, ainsi que le suivi continu et stratégique effectué par le comité d'audit de la Ville de Montréal;

CONSIDÉRANT l'amélioration du taux de mise en œuvre des plans d'action issus des recommandations par les unités d'affaires, en progression depuis 2021, et qui s'établit à 68 % en 2023;

CONSIDÉRANT que le BVG fournit trimestriellement à la direction de la Ville de Montréal l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'action par les unités d'affaires, lui permettant ainsi d'intervenir au besoin;

CONSIDÉRANT que le fait de ne pas appliquer les recommandations de la vérificatrice générale peut exposer la Ville de Montréal à certains risques.

La Commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

R-1. Endosser les constatations et les recommandations du rapport de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et les mettre en œuvre dans un court délai.

R-2. Travailler conjointement avec le BVG pour poursuivre la progression du taux de mise en œuvre des plans d'action des unités d'affaires et y consacrer les ressources nécessaires.

R-3. À la réception des rapports trimestriels du BVG détaillant l'avancement des plans d'action par les unités d'affaires, évaluer le degré de risque que représentent les plans d'action non réalisés.

2. Auditeur indépendant de la Ville de Montréal

CONSIDÉRANT le travail effectué par l'auditeur indépendant quant à la vérification annuelle des rapports financiers de la Ville de Montréal, soit l'audit des comptes et affaires du BVG, l'audit des états financiers consolidés de la Ville ainsi que l'audit des états financiers d'autres organismes faisant partie du périmètre comptable de la Ville;

CONSIDÉRANT que la *Loi sur les cités et villes* (LCV) prévoit que le conseil municipal nomme un auditeur indépendant pour un maximum de cinq exercices financiers;

CONSIDÉRANT que, selon la LCV, une personne ne peut pas exercer les fonctions d'auditrice indépendante si, au cours de l'exercice concerné, elle ou son associé détient, directement ou indirectement, un intérêt ou une commission dans un contrat avec la municipalité;

CONSIDÉRANT qu'une firme est l'auditrice indépendante de la Ville depuis 2002 et l'unique soumissionnaire depuis 2017;

CONSIDÉRANT le rapport remis par la Commission sur l'examen des contrats lors du conseil municipal du 16 septembre dernier, dans lequel la Commission exprime ses inquiétudes devant la récurrence du contrat au même adjudicataire, et ce, depuis plus d'une vingtaine d'années;

CONSIDÉRANT la recommandation de la Commission sur l'examen des contrats demandant que « le Service [des finances et de l'évaluation foncière] étudie et mette en place des mesures pour favoriser et faciliter la rotation des contractants, qui effectuent l'audit des états financiers de la Ville, et qu'il s'adresse, au besoin, aux autorités compétentes »[2].

[2] Commission permanente sur l'examen des contrats, Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres — Mandat SMCE240029003, à la page 5.

La Commission formule la recommandation suivante à l'Administration :

R-4. Développer et appliquer une stratégie pour favoriser une rotation des firmes pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal, comme le veulent les bonnes pratiques, y compris l'extension des délais de l'appel d'offres, pour éviter une récurrence de la vérification externe des finances de la Ville par la même firme.

*****

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité lors d'une séance de travail de la Commission sur les finances et l'administration tenue le 15 octobre 2024, en visioconférence.

CONCLUSION

La Commission sur les finances et l'administration tient à remercier les personnes-ressources du Bureau du vérificateur général qui l'ont soutenue dans la réalisation de ce mandat, et en particulier les personnes dont les noms sont présentés en annexe.

Dans le respect du mandat qui lui a été confié, la Commission a choisi de formuler des recommandations confirmant son appui aux conclusions et aux recommandations de la vérificatrice générale.

Conformément au *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal* (06-009), le présent document peut être consulté à la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil, de même que sur la page internet des commissions permanentes : montreal.ca/sujets/commissions-permanentes.

ANNEXE —Personnes-ressources en soutien à la Commission

Bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal

Mme Andrée Cossette, vérificatrice générale

M. François Arbez, vérificateur général adjoint, Direction de l'audit des technologies de l'information

Mme Kim Tardif, vérificatrice générale adjointe, Direction de l'audit financier et administration

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

NOVEMBRE 2024

Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes

S'abonner à l'infolettre des commissions
Visitez le site internet des commissions permanentes : https://montreal.ca/sujets/commissions-permanentes
Suivez-nous sur les réseaux sociaux
@commissions.mtl
@Comm_MTL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.01

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1246285002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2023

Il est recommandé :
de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2023.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-25 09:13

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1246285002**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2023

CONTENU

CONTEXTE

Le 16 juin 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi 122 visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité. Cette loi augmentait à ce titre leur autonomie, leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) et redéfinissait les relations du Québec et les municipalités.
La Loi 122 stipulait également que la Politique de gestion contractuelle que toute municipalité doit adopter en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) (ci-après la LCV) devenait un Règlement sur la gestion contractuelle (ci-après le RGC) dès le 1er janvier 2018 (articles 278 et 282). Le 26 mars 2020, une version modifiée du RGC a été adoptée par les instances décisionnelles de la Ville (CG 20 0158).

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la LCV (RLRQ, c. C-19), la Ville de Montréal doit publier annuellement un rapport concernant l'application du RGC afin de rendre compte de l'application des mesures prévues au RGC, de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Ville et d'indiquer toute modification apportée au RGC au cours de l'année écoulée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0480 – 21 septembre 2023 (1236285001) : Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2022.
CM23 0942 – 21 août 2023 (1239587003) : Prolonger pour une période de 3 ans, la déclaration de compétence du conseil de la ville quant à l'adoption du Règlement sur la gestion contractuelle, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

CG22 0543 – 22 septembre 2022 (1228788001) : Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2021.

CG21 0660 – 3 décembre 2021 (1218788002) : Dépôt du rapport sur l'application du règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2020.

CG20 0352 – 27 août 2020 (1208788001) : Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2019.

CG20 0158 – 26 mars 2020 (1204184002) : Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) ; Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025).

CG20 0091 – 27 février 2020 (1204184002) : Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) ; Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025).

CG19 0499 – 21 novembre 2019 (1194990001) : Dépôt du rapport sur l'application du règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2018.

CG18 0387 – jeudi 21 juin 2018 (1184990002) : Adoption - Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle ; Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle.

CG18 0310 – jeudi 31 mai 2018 (1184990002) : Avis de motion et dépôt - Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle ; Avis de motion et dépôt - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour motivation le dépôt du rapport annuel de 2023 quant à l'application du RGC. Ce rapport évalue la conformité des processus contractuels, fournit des données sur les contrats attribués, et propose des recommandations pour améliorer l'application du RGC, notamment pour les contrats de gré à gré. Il traite aussi des infractions au RGC.

JUSTIFICATION

Le dépôt d'un rapport annuel concernant l'application du RGC est requis par la loi sur les cités et villes (article 573.3.1.2).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

L'article 34.1 du RGC suite au projet de loi 67 (Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions), en favorisant l'achat local, permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a donc une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par ce rapport, le conseil municipal et le conseil d'agglomération sont informés, conformément à la disposition de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), de l'application du RGC par la Ville de Montréal depuis son adoption.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Youness FAOUZI
Conseiller en approvisionnement

Tél : 514-872-6664
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

El Mostafa RAKIBE
Chef de division Gouvernance et normalisation

Tél : 514 868 0927
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yasmina BELLACHE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX

Directrice - Architecture et developpement d'affaires
Tél : 514-868-3422
Approuvé le : 2024-10-24

Directeur du Service de l'approvisionnement

Tél : 514-347-8516
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1246285002*
Unité administrative responsable : *Service de l'approvisionnement, Direction architecture et développement d'affaires, Division gouvernance et normalisation.*
Projet : *Déposer le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2023.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	Oui	Non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *L'article 34.1 au Règlement sur la gestion contractuelle, en favorisant l'achat local, permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a donc une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Contribuer à relancer l'économie du Québec en favorisant les biens et les services québécois et les établissements du Québec.* *Contribuer à réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, la pollution de l'air et les changements climatiques.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***Oui***	***Non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Rapport sur le Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) pour l’année 2023

Service de l'approvisionnement

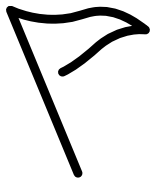
Martin Robidoux

24 octobre 2024



Crédit de la photo

Table des matières



1. Contexte
2. Portée du rapport
3. Faits saillants
4. Constats et Recommandation
5. Annexe

Contexte

1. Un rapport doit être préparé et déposé annuellement par le Service de l'approvisionnement aux instances de la Ville relativement au respect des dispositions du RGC tel qu'exigé par la Loi sur les cités et villes (Article 573.3.1.2.).
2. Le Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) porte sur les articles suivants :
    - Le truquage des offres, l’intimidation, le trafic d'influence et la corruption, le conflit d'intérêts, l’impartialité et l’objectivité.
    - Les contrats de gré à gré (dépense comprise entre 25 000 et 133 800 $).
    - La transparence et l’éthique en lien avec le respect des règles du lobbyisme.
    - La modification des contrats (Variation de quantité et contingence).

Portée du rapport

1. **Le rapport porte sur les articles du RGC relatifs aux éléments suivants :**
   - Les inscriptions et le retrait du registre des personnes inadmissibles qui ont contrevenu aux dispositions du RGC visant le truquage des offres, l'intimidation, le trafic d'influence et la corruption, le conflit d'intérêts, l'impartialité et l'objectivité.
   - Les contrats de gré à gré dont le montant est compris entre 25 000 $ et 133 800 $, la rotation des fournisseurs ainsi que l'achat local.

2. **Le rapport ne couvre pas sur les articles du RGC relatifs aux éléments suivants :**
   - La transparence et l'éthique en lien avec le respect des règles du lobbyisme, car il n'existe pas de mécanisme de suivi des contraventions en lien avec le lobbyisme. Celles-ci sont, par contre, disponibles sur le site du commissariat au lobbying du Canada.
   - La modification des contrats :
     - Contingences : Les données pertinentes sont inaccessibles, car elles sont gérées actuellement dans les unités d'affaires et aucun mécanisme ne permet de les collecter. Un outil corporatif de gestion des projets, en cours d'acquisition par le Service des technologies de l'information (STI), permettra d'obtenir des données en lien avec les contingences.
     - Variation des quantités : Les données pertinentes sont inaccessibles, car ils sont gérés actuellement dans les unités d'affaires et aucun mécanisme ne permet de les collecter. Un outil corporatif de gestion des projets, en cours d'acquisition par le Service des technologies de l'information (STI), permettra d'obtenir des données en lien avec les contingences.

Faits saillants

Contrats de gré à gré*

- **Baisse du nombre de contrats de gré à gré** de 27.5% pour s'établir à 1125 en 2023 par rapport à 1552 en 2022. Ces données **démontrent que les besoins des unités d'affaires sont comblés de plus en plus via des appels d'offres ainsi que la consommation sur les ententes existantes.**
- **Maintien d'un taux de conformité* élevé à 95.30 %** en 2023 (96,5% en 2022). Ces données **démontrent que les dispositions du RGC sont largement respectées,** et ce malgré la complexité des règles du RGC et leurs impacts opérationnels.

Registre des personnes inadmissibles

- **Légère augmentation du nombre de personnes inadmissibles** qui s'est établi à 29 personnes au 31 décembre 2023 à la suite :
  - de **l'inscription de 4 personnes** (Daniel Girard, Excavation Bromont Inc., Serge Mainville et Louis Victor Michon) et **3 personnes liées** (Gestion Serge Mainville, Gestion LV Michon inc. et Immeubles LV Michon Inc.)
  - du **retrait de 3 personnes** (Services environnementaux Richelieu Inc., Pascal Pesant et Les entreprises Pesant inc.)

Formation *(octroi de contrats de gré à gré)*

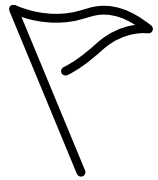
- **Augmentation importante du nombre de ressources ayant complété la formation** pour s'établir à 231 en 2023 par rapport à 127 personnes en 2022. Ces données démontrent qu'un **effort considérable est déployé par le Service de l'approvisionnement pour soutenir les intervenants dans le processus** d'octroi de contrats.

Documentation des démarches d'octroi

- **Bonne appropriation des outils développés par le Service de l'approvisionnement** par les intervenants dans le processus d'octroi de contrats :
  - Outil DPO (Demande de prix octroi) : 484 démarches.
  - Plateforme EDILEXPERT de rédaction des contrats de gré à gré : 49 démarches.

* *Délai de 90 jours respectés, 3 ou 2 offres de prix selon le cas ont été obtenues, ou une exception prévue par la LCV a été utilisée.*

Constats et Recommandation



Constats

- **Le bilan est très positif** pour ce qui est de l'application des règles de rotation, avec un niveau de conformité élevé et ce, malgré la complexité des règles de rotation.
- L'adhésion, des intervenants, aux outils développés par le Service de l'approvisionnement, est très bonne, ce qui facilite le respect des règles et la documentation du processus.
- Les efforts de formation et de partage d'informations déployés par le Service de l'approvisionnement ont contribué à atteindre les résultats présentés dans ce rapport.

Recommandation

- Proposer un assouplissement des règles de rotation des fournisseurs, une simplification du processus d'approvisionnement afin de pallier les difficultés et complexités opérationnelles rencontrées. (***Projet en cours d'exécution avec les modifications du RGC à la suite à l'arrivée du projet PL57***).

Annexe

Annexe - Démarche entreprise pour le volet Gré à gré

- Analyse de conformité des commandes effectuées par les unités d’affaires (services centraux et arrondissements) pour les dépenses comprises entre 25 000 $ et 133 800 $.
- Validation auprès des unités d'affaires.
- Synthèse et consolidation des résultats finaux.
- Rédaction du rapport et du dossier décisionnel.

RAPPORT SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE (RGC) POUR L'ANNÉE 2023

Service de l'approvisionnement

1. Introduction

Le Règlement sur la gestion contractuelle (ci-après le RGC) s'applique aux contrats relevant du conseil d'agglomération, du conseil municipal et du comité exécutif. Le RGC adopté par le conseil municipal s'applique également aux arrondissements, selon la résolution CM18 1016 adoptée en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. La déclaration de compétence adoptée en vertu de la résolution CM18 1016 a été prolongée pour une période de 3 ans lors de la séance du conseil municipal en date du 21 août 2023 selon la résolution CM23 0942.

En vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (LCV), la Ville est tenue de déposer, une fois l'an et lors d'une séance du conseil municipal et d'agglomération, un rapport concernant l'application du RGC.

2. Portée du rapport

Ce rapport présente une analyse de l'application du RGC pour l'année 2023. Il comprend une évaluation de la conformité des processus contractuels, des données sur les contrats attribués, ainsi que des recommandations pour améliorer la mise en application du RGC, en particulier les règles d'octroi des contrats de gré à gré.

Il porte également sur les infractions aux dispositions du RGC qui ont pour conséquence l'inscription des contrevenants dans le registre des personnes inadmissibles.

Cependant, en raison de l'absence d'un système centralisé, ce rapport ne présente pas une évaluation de l'application des règles du RGC pour les modifications des contrats (variation des quantités et contingence). De plus, le rapport ne porte pas sur les activités de lobbyisme car il n'existe pas de mécanisme de suivi des contraventions en lien avec le lobbyisme. Celles-ci sont disponibles sur le site du commissariat au lobbying du Canada.

3. Les mesures favorisant la rotation des cocontractants

Le RGC permet d'octroyer un contrat de gré à gré dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 $, mais inférieure au seuil de dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumission publique (133 800$), pourvu que le RGC comporte des mesures pour favoriser la rotation des cocontractants.

3.1. Évolution de la conformité des Contrats de gré à gré

Le tableau suivant indique l'évolution sur la période 2022-2023 de la conformité des contrats de gré à gré avec les dispositions visant à favoriser la rotation des cocontractants :

	Éléments	2022		2023	
		Nb de contrats	**%****	**Nb de contrats**	**%****
1	*Contrats de gré à gré* ***conformes**** *avec les dispositions du RGC* ***favorisant la rotation des fournisseurs***	1498	96,5%	1072	95.3%
2	*Contrats de gré à gré* ***non conformes*** *avec les dispositions du RGC* ***favorisant la rotation des fournisseurs***	54	3,5%	53	4.7%
3	***Nombre total des contrats de gré à gré***	**1552**	**100%**	**1125**	**100%**

** Un contrat de gré à gré est conforme aux* ***dispositions du RGC favorisant la rotation des fournisseurs*** *s'il respecte l'une des conditions suivantes :*
- *Aucun contrat n'est en cours ou terminé durant les 90 derniers jours précédant le moment d'octroi du contrat.*
- *3 offres de prix ont été reçues et le fournisseur retenu a présenté le prix le plus bas.*
- *2 offres de prix ont été reçues, le fournisseur retenu a présenté le prix le plus bas et le fournisseur non retenu a un établissement au Québec.*
- *L'octroi a été effectué en vertu d'une exception prévue par la LCV.*

*** % de la ligne 1 ou la ligne 2 par rapport à la ligne 3.*

3.2. Analyse de l'évolution de la conformité des contrats de gré à gré

L'analyse des données présentée dans le tableau ci-dessus permet de faire les constats suivants :

3.2.1. Stabilité de la Conformité

Le taux de conformité des contrats de gré à gré avec les dispositions du RGC visant à favoriser la rotation des fournisseurs est resté élevé, atteignant 95,3 %. Cela démontre une forte adhésion aux règles établies pour promouvoir la rotation des fournisseurs malgré la complexité de ces règles ainsi que leurs impacts opérationnels.

3.2.2. Réduction du Nombre de Contrats de gré à gré

Le nombre total de contrats octroyés de gré à gré a considérablement diminué, passant de 1552 en 2022 à 1125 en 2023, soit une baisse de 27,5 %. Cette tendance indique une réduction des contrats de gré à gré au profit de processus d'appel d'offres plus compétitifs.

En résumé, les données montrent une amélioration continue et une forte conformité aux règles du RGC, avec une diminution notable du nombre de contrats de gré à gré, reflétant une gestion des contrats plus rigoureuse et transparente.

4. Encadrements et autres documents de support

Il n'y a eu aucun changement apporté aux documents administratifs en 2023 en lien avec l'application du RGC, soit à :

- L'encadrement administratif C-RM-APP-D-22-001 « Règlement sur la gestion contractuelle : Dispositions sur l'application du mode d'octroi de contrats de gré à gré » (DIRECTIVE) ;
- L'encadrement administratif C-OG-DG-D-18-001 « Contingences, variations des quantités,

incidences et déboursés dans les contrats » (DIRECTIVE) ;

- L'encadrement administratif C-OG-CG-D-18-001 « Situations conférant un avantage indu lors d'un octroi de contrat » (DIRECTIVE).

5. Rapports, outils et formation

5.1. Rapports

Les rapports « *Validation du respect des règles de rotation pour un fournisseur dans les contrats de gré à gré* », et « *Contrats octroyés de gré à gré sans respect des règles de rotation par fournisseur* » générés à partir du système de gestion intégré de Montréal (SIMON) fournissent des informations permettant de respecter les mesures favorisant la rotation des fournisseurs au moment de l'octroi des contrats de gré à gré.

Au courant de l'année 2023, ces rapports n'ont pas été modifiés et continuent d'être utilisés par les responsables désignés pour octroyer les contrats de gré à gré.

5.2. Outils

5.2.1. Demande de prix et octroi (DPO)

L'outil informatisé "Demande de prix octroi" (DPO) permet de favoriser le respect des dispositions du RGC en automatisant certaines validations nécessaires. Il permet notamment :

- de valider le respect de la règle de rotation ;
- de procéder à des envois automatisés des demandes de prix ;
- de transférer l'information saisie dans le DPO en bon de commande SIMON ;
- de garder un historique de la démarche faite par les responsables des achats.

5.2.2. Module de contrat de gré à gré de la plateforme EDILEXPERT

Le module des contrats de gré à gré de la plateforme EDILEXPERT permet de rédiger des contrats de gré à gré selon des gabarits normalisés et approuvés par le Service juridique de la Ville de Montréal.

5.3. Formation sur l'octroi de contrats de 25 000 $ au seuil de l'appel d'offres public

Le service de l'approvisionnement fournit sur *l'Espace apprentissage* une formation sur l'*Octroi de contrats de 25 000$ au seuil d'appel d'offres public.* Cette formation de 20 minutes aborde les sujets suivants :

- Mise en contexte du projet de loi 67 ;
- Application des modalités de sollicitation de marché dans un processus d'appel d'offres sur invitation ;
- Application des modalités de sollicitation de marché dans un processus sans appel d'offres

(processus de gré à gré) ;
- Documentation à utiliser dans le processus sans appel d'offres (processus de gré à gré) ;
- Exceptions de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes.

Au courant de l'année 2023, 231 employés ont complété sur *l'Espace apprentissage* la formation *Octroi de contrats de 25 000$ au seuil d'appel d'offres public* par rapport à 127 en 2022.

L'augmentation de la participation à la formation est un signe positif d'engagement envers l'amélioration continue des compétences et des connaissances des employés en matière de gestion des contrats.

6. Registre des personnes inadmissibles

Le nombre de personnes inadmissibles a légèrement augmenté pour s'établir à 29 personnes au 31 décembre 2023 à la suite de l'inscription de 7 personnes et du retrait de 3 personnes du registre des personnes inadmissibles.

Ces données montrent une dynamique dans la gestion des sanctions, avec des ajustements réguliers pour refléter les nouvelles infractions et la fin des sanctions existantes.

7. Constats

Lors de l'élaboration du présent rapport, les constats suivants ont été observés :

1. **Bilan positif pour l'application des règles de rotation lors de l'octroi des contrats de gré à gré et ce, malgré la complexité des règles de rotation** : L'application rigoureuse des règles du RGC a permis d'atteindre un niveau de conformité élevé, favorisant la rotation des fournisseurs et renforçant la transparence du processus.
2. **Meilleure adhésion aux outils développés par le Service de l'approvisionnement : Les** intervenants dans le processus d'approvisionnement ont montré une adhésion accrue aux outils développés pour les aider à appliquer les règles.
3. **Effort significatif de formation et de partage de l'information du Service de l'approvisionnement** : Les initiatives de formation et de partage de d'information ont joué un rôle crucial dans l'atteinte des résultats positifs constatés. Ces efforts ont permis de sensibiliser et de former les intervenants dans le processus d'approvisionnement, augmentant ainsi leur compétence et leur engagement envers les directives établies.

8. Plan d'action

Le Service de l'approvisionnement a pour objectifs pour l'année 2024-2025 :

1. de renforcer la formation des employés sur les règles et les procédures du RGC.
2. de renforcer l'utilisation de l'outil DPO (Demande de prix et octroi) pour la vérification des règles

de rotation.

3. de mettre à jour les documents de référence afin d'intégrer les nouvelles modifications du RGC, à la suite de leur adoption par les instances de la Ville.

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 octobre 2024	Résolution: CA24 20 0389

Dépôt d'une motion réitérant la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle.

CONSIDÉRANT QUE depuis de nombreuses années, l'arrondissement de LaSalle et sa population ont constamment exprimé un fort désir pour l'implantation d'un transport collectif structurant lourd, notamment un prolongement du métro.

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle est enclavé par des barrières physiques et naturelles qui engendrent d'importantes problématiques de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'enclavement de LaSalle contribue à une augmentation de la dépendance à l'automobile, exacerbant la congestion routière, les émissions de gaz à effet de serre et les problèmes de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE la congestion routière dans la grande région de Montréal a coûté 6,13 milliards de dollars aux automobilistes en 2023, selon les calculs de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), soulignant l'urgence d'investir dans des infrastructures de transport collectif pour réduire cette pression économique et environnementale;

CONSIDÉRANT QUE les besoins de mobilité dans le grand Sud-Ouest de Montréal - un vaste secteur dont LaSalle constitue le centre géographique - sont documentés et reconnus, notamment dans le rapport de consultation déposé par l'ARTM en 2024;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un projet de transport structurant améliorerait l'accessibilité des résident(e)s à des services essentiels, tels que la santé, l'éducation et les loisirs, notamment vers des lieux comme l'hôpital de LaSalle, le Cégep André-Laurendeau, la bibliothèque L'Octogone et le centre-ville de Montréal.

CONSIDÉRANT QUE tout en renforçant les réseaux de transport métropolitains, un transport structurant améliorerait significativement les connexions et les liaisons inter-arrondissements, notamment entre LaSalle, Lachine, la ville de Dorval et le centre-ville de Montréal.

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle compte plus de 90 000 habitant(e)s, soit 5 % de la population totale de Montréal, et que sa population a connu une croissance soutenue au cours des dernières années (+11%), avec une augmentation prévue de 20 000 habitant(e)s d'ici 2035 (+22 %);

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle est l'un des principaux pôles commerciaux de l'île de Montréal et qu'il constitue également un secteur industriel majeur. Les deux secteurs abritant plus de 25 000 emplois.

CONSIDÉRANT QUE le développement du projet Canal de Lachine 4.0 accentuera la nécessité d'un transport collectif structurant pour répondre à la demande croissante en mobilité;

CONSIDÉRANT QUE la mise en place d'un réseau structurant de transport est essentielle pour soutenir l'essor économique et industriel de l'arrondissement, en facilitant les déplacements des travailleurs;

CONSIDÉRANT QUE le rapport de consultation publique de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) dans le cadre du projet du Grand Sud-Ouest indique que la population de LaSalle exprime une attente claire pour l'implantation d'un mode de transport lourd sur le territoire et qu'elle y est fortement favorable ;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2024, l'ARTM a rendu publics six scénarios de tracés et trois modes de transport collectif - le système rapide par bus (SRB), le tramway et le prolongement de la ligne verte du métro -, et que la consultation publique a révélé que l'option la plus favorisée par la population est le prolongement de la ligne verte;

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle doit composer avec une offre de transport collectif insuffisante et inadéquate, dont des parcours d'autobus qui sont 1,4 fois plus sinueux que la moyenne des parcours de la Société de transport de Montréal (STM);

CONSIDÉRANT QUE la potentielle suppression de la ligne de train de banlieue Candiac priverait les résidents de LaSalle d'une option essentielle de transport collectif, alors même que la population réclame depuis de nombreuses années un renforcement des services de transport collectif lourd ;

CONSIDÉRANT QUE l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) est actuellement en train de compléter le dossier d'opportunité pour un projet de transport collectif structurant, ce qui constitue une étape clé dans l'avancement de solutions de mobilité durable pour l'ouest de l'île de Montréal, incluant les arrondissements de LaSalle, Lachine et la ville de Dorval.

Il est proposé par Nancy BLANCHET

appuyé par Richard DESCHAMPS

et résolu :

QUE le conseil d'arrondissement de LaSalle réitère la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle;

QUE le conseil d'arrondissement de LaSalle presse l'ensemble des parties prenantes impliquées, dont l'ARTM, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, à déposer et étudier le dossier d'opportunité avec célérité;

QUE des copies de cette motion soient transmises aux institutions pouvant influencer la réalisation rapide de ce projet, notamment au conseil municipal de Montréal, à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), au ministère des Transports et de la Mobilité durable, à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), au député provincial de la circonscription de Marguerite-Bourgeoys, au député fédéral de la circonscription de LaSalle-Émard-Verdun, ainsi qu'au conseil d'agglomération.

Adoptée à l'unanimité.

15.01 1242484044

_____	_____
Nancy Blanchet	Diane Bibeau
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement substitut

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 15 octobre 2024

Motion réitérant la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle

CONSIDÉRANT QUE depuis de nombreuses années, l'arrondissement de LaSalle et sa population ont constamment exprimé un fort désir pour l'implantation d'un transport collectif structurant lourd, notamment un prolongement du métro ;

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle est enclavé par des barrières physiques et naturelles qui engendrent d'importantes problématiques de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'enclavement de LaSalle contribue à une augmentation de la dépendance à l'automobile, exacerbant la congestion routière, les émissions de gaz à effet de serre et les problèmes de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE la congestion routière dans la grande région de Montréal a coûté 6,13 milliards de dollars aux automobilistes en 2023, selon les calculs de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), soulignant l'urgence d'investir dans des infrastructures de transport collectif pour réduire cette pression économique et environnementale;

CONSIDÉRANT QUE les besoins de mobilité dans le grand Sud-Ouest de Montréal – un vaste secteur dont LaSalle constitue le centre géographique – sont documentés et reconnus, notamment dans le rapport de consultation déposé par l'ARTM en 2024;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation d'un projet de transport structurant améliorerait l'accessibilité des résident(e)s à des services essentiels, tels que la santé, l'éducation et les loisirs, notamment vers des lieux comme l'hôpital de LaSalle, le Cégep André-Laurendeau, la bibliothèque L'Octogone et le centre-ville de Montréal.

CONSIDÉRANT QUE tout en renforçant les réseaux de transport métropolitains, un transport structurant améliorerait significativement les connexions et les liaisons inter-arrondissements, notamment entre LaSalle, Lachine, la ville de Dorval et le centre-ville de Montréal.

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle compte plus de 90 000 habitant(e)s, soit 5 % de la population totale de Montréal, et que sa population a connu une croissance soutenue au cours des dernières années (+11%), avec une augmentation prévue de 20 000 habitant(e)s d'ici 2035 (+22 %);

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle est l'un des principaux pôles commerciaux de l'île de Montréal et qu'il constitue également un secteur industriel majeur. Les deux secteurs abritant plus de 25 000 emplois.

CONSIDÉRANT QUE le développement du projet Canal de Lachine 4.0 accentuera la nécessité d'un transport collectif structurant pour répondre à la demande croissante en mobilité;

CONSIDÉRANT QUE la mise en place d'un réseau structurant de transport est essentielle pour soutenir l'essor économique et industriel de l'arrondissement, en facilitant les déplacements des travailleurs;

CONSIDÉRANT QUE le rapport de consultation publique de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) dans le cadre du projet du Grand Sud-Ouest indique que la population de LaSalle exprime une attente claire pour l'implantation d'un mode de transport lourd sur le territoire et qu'elle y est fortement favorable ;

CONSIDÉRANT QUE le 15 janvier 2024, l'ARTM a rendu publics six scénarios de tracés et trois modes de transport collectif — le système rapide par bus (SRB), le tramway et le prolongement de la ligne verte du métro —, et que la consultation publique a révélé que l'option la plus favorisée par la population est le prolongement de la ligne verte;

CONSIDÉRANT QUE l'arrondissement de LaSalle doit composer avec une offre de transport collectif insuffisante et inadéquate, dont des parcours d'autobus qui sont 1,4 fois plus sinueux que la moyenne des parcours de la Société de transport de Montréal (STM);

CONSIDÉRANT QUE la potentielle suppression de la ligne de train de banlieue Candiac priverait les résidents de LaSalle d'une option essentielle de transport collectif, alors même que la population réclame depuis de nombreuses années un renforcement des services de transport collectif lourd ;

CONSIDÉRANT QUE l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) est actuellement en train de compléter le dossier d'opportunité pour un projet de transport collectif structurant, ce qui constitue une étape clé dans l'avancement de solutions de mobilité durable pour l'ouest de l'île de Montréal, incluant les arrondissements de LaSalle, Lachine et la ville de Dorval.

Il est proposé par _____
Appuyé par _____

QUE le conseil d'arrondissement de LaSalle réitère la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle

QUE le conseil d'arrondissement de LaSalle presse l'ensemble des parties prenantes impliquées, dont l'ARTM, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, à déposer et étudier le dossier d'opportunité avec célérité ;

QUE des copies de cette motion soient transmises aux institutions pouvant influencer la réalisation rapide de ce projet, notamment au conseil municipal de Montréal, à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), au ministère des Transports et de la Mobilité durable, à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), au député provincial de la circonscription de Marguerite-Bourgeoys, au député fédéral de la circonscription de LaSalle-Émard-Verdun, ainsi qu'au conseil d'agglomération.

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux tenue au 12001 boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, le 12 novembre 2024 à 19 h 30.

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux held at 12001 De Salaberry Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, on November 12, 2024, at 7:30 p.m.
---

24 1120

NOMINATION DU REPRÉSENTANT DE LA VILLE AU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

ATTENDU QUE le maire peut, en vertu de l'article 5 du décret no 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal, adopté le 8 décembre 2005, désigner un Conseiller qui représentera également la Ville lors des séances du conseil d'agglomération :

Il est
proposé par la Conseillère Toledano
appuyé par le Conseiller Vesely

QUE le Conseiller Ryan Brownstein soit désigné comme représentant de la Ville au Conseil d'agglomération pour la période du 16 novembre 2024 au 30 avril 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

APPOINTMENT OF THE CITY'S REPRESENTATIVE AT THE URBAN AGGLOMERATION COUNCIL

WHEREAS the Mayor may, in accordance with Section 5 of Decree No. 1229-2005 concerning the Montreal Urban Agglomeration, adopted on December 8, 2005, appoint a Councillor who will also represent the City at the Urban Agglomeration Council meetings:

It is
moved by Councillor Toledano
seconded by Councillor Vesely

THAT Councillor Ryan Brownstein be appointed to act as the City's representative at the Urban Agglomeration Council from November 16, 2024, to April 30, 2025.

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2024-200-2012

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Shawn Labelle
Greffier / City Clerk

COPIE CONFORME, le 13 novembre 2024.

Shawn Labelle, Greffier / City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1247157017

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $ taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à la firme 9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $ taxes incluses

Il est recommandé :
1- d'exercer l'option de la première option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 148 590,06 $, taxes incluses, pour le service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à la firme 9119-5867 Québec inc (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 à 629 322,77 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 14 859,01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-15 10:58

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157017**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $ taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à la firme 9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19068 pour un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers et de lavage des garages de certains bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).
Cet entretien est normalement effectué par une entreprise privée.

Le présent dossier vise donc à exercer la première option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2025 jusqu'au 30 avril 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0240 - 28 avril 2022 - Accorder un contrat à Entretien Avangardiste inc. (9119-5867 Québec inc.) pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, pour une période de trois ans, soit du 1er mai 2022 au 30 avril 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 480 732,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 22-19068 (3 soumissions)

DESCRIPTION

Ce contrat vise à effectuer le grand ménage printanier des casernes de pompiers et le lavage annuel des garages de certains bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).
L'adjudicataire devra fournir la main-d'oeuvre et le matériel pour effectuer son travail.

Le grand ménage des casernes consiste à dépoussiérer et à nettoyer les murs et les

plafonds de l'ensemble des pièces, les équipements mécaniques, la tuyauterie apparente, ainsi que le mobilier fixe.

JUSTIFICATION

Ce contrat ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours. La prolongation de ce contrat assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 pour un coût total de 163 449,07 $ taxes incluses, incluant des contingences de 14 859,01 $ taxes incluses également.

La firme 9119-5867 Québec inc (Entretien Avangardiste inc.) n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés de 2 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de ce contrat totalise la somme de 163 449,07 $ contingences et taxes incluses, et est répartie ainsi :

Centre de responsabilité n° 114152

Fournisseur	2025	Total
9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc.	148 590,06 $	**148 590,06 $**

Pour les contingences de 10 % (centre de responsabilité n° 114152)

Fournisseur	2025	Total
9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc.	14 859,01 $	**14 859,01 $**

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le service des incendies, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'exercer la première année de prolongation compromettrait la salubrité des

bâtiments ainsi que la poursuite des opérations. Pour pallier une telle interruption, la Ville devra alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, à des coûts plus élevés, afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la première prolongation : 1er mai 2025
Fin de la première prolongation : 30 avril 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-08

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division - gestion immobiliere exploitation a contrat

Tél : 514-891-4556
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157017*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers (1ère prolongation)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *L'utilisation de produits nettoyants sans COV ou produits toxiques, est un pas dans la bonne direction pour améliorer la qualité de l'air et de l'eau de la région montréalaise.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 6 septembre 2024

Monsieur Pedro Melo
9119-5867 Québec Inc / Entretien Avangardiste Inc.
657 avenue Meloche
Dorval (Qc) H9P 2T1

Courriel : p.melo@avangardiste.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 20-19068
Service de grand ménage des casernes et de lavage des garages du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont augmentés de **deux POUR CENT (2%)** pour la période visée par le renouvellement, tel que stipulé dans la clause 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 17 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Pedro Melo, _____ 12-09-2024
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157017

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Exercer la première option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $ taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à la firme 9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157017 - Prolongation entretien Avangardiste SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-10

Diane NGUYEN
conseiller(-ere) budgetaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248167002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurents, à l'Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période allant du 15 février 2024 au 14 février 2029. Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurrents, à l'Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier, rétroactivement pour la période allant du 15 février 2024 au 14 février 2029;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 77,7 % par l'agglomération et 22,3 % par la Ville-centre.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-21 11:56

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248167002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurents, à l'Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période allant du 15 février 2024 au 14 février 2029. Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'Université de Montréal (UdeM), en collaboration avec d'autres partenaires, a obtenu une subvention pour la réalisation du projet intitulé « PARCS en santé : Contrôler les agents pathogènes transmis par les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs-nature péri-urbains». La subvention provient du Conseil de recherches en sciences naturelles en génie du Canada (CRSNG), dans le cadre de son programme Alliance.
Le projet PARCS en santé a pour but de générer les connaissances scientifiques nécessaires au développement de stratégies d'intervention efficaces pour préserver la biodiversité tout en réduisant le risque de maladies transmises par les tiques.

La liste des partenaires compte quatre villes, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), le consortium Ouranos, ainsi que quatre agences ou institutions publiques œuvrant en santé. La demande d'appui concerne un soutien financier, technique et logistique pour appuyer l'équipe de chercheurs multidisciplinaires dans la réalisation des travaux de recherche.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le projet PARCS en santé se déroulera sur cinq ans (2024-2029) et comprend trois axes de recherche :

1. Évolution spatio-temporelle des tiques et de leurs agents pathogènes en fonction de différentes variables écologiques;
2. Déplacements des cerfs de Virginie et l'effet de ces populations sur l'intégrité écologique;
3. Mise en œuvre d'un projet test de science citoyenne sur l'amélioration de la surveillance des tiques et l'adoption de comportements préventifs.

Le projet se déroulera dans les parcs-nature péri-urbains des régions de Montréal, de la Montérégie et de l'Estrie, notamment dans les parcs-nature du Bois-de-l'île-Bizard et de la Pointe-aux-Prairies.

Le budget de PARCS en santé totalise 2 094 760 $ sur cinq ans. Lors du dépôt de la demande de subvention, dix organisations partenaires avaient manifesté leur intention de contribuer financièrement au projet à hauteur de 913 804 $, ce qui correspond à 43,6 % du budget. Au printemps 2024, l'UdeM se voyait accorder une subvention de 1 177 956 $ par le CRSNG, correspondant à 56 % du coût du projet.

Organismes partenaires	**Contribution financière ($)**	**Contribution financière (%)**
Agence de la santé publique du Canada	121 739 $	5,8 %
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	4 348 $	0,2 %
Consortium Ouranos	97 827 $	4,7 %
Mitacs - Accélération Québec	230 000 $	22,0 %
MELCCFP	65 215 $	3,1 %
SÉPAQ	134 935 $	6,4 %
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	13 044 $	0,6 %
Ville de Sainte-Julie	13 045 $	0,6 %
Ville de Longueuil	143 934 $	6,9 %
Ville de Montréal	89 717 $	4,3 %
Total	**913 804 $**	**43,6 %**

Deux unités administratives de la Ville de Montréal contribuent au projet, soit le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et le Service d'Espace pour la vie (EPLV).

JUSTIFICATION

La contribution financière octroyée à l'UdeM contribuera au corpus de connaissances sur différents sujets liés à la gestion des populations de cerfs de Virginie, la protection des écosystèmes et la santé humaine en lien avec les maladies transmissibles par les tiques. Les résultats permettront d'identifier des stratégies d'intervention pour préserver la biodiversité des parcs-nature et atténuer les risques pour la santé humaine dans un contexte de transmission de maladies par les tiques.

Le projet contribuera également aux connaissances sur l'impact du broutement sur la végétation qui serviront au développement de programmes de restauration et de suivis. Il se penchera également sur la question des déplacements de cerfs de l'est de Montréal et du niveau d'isolement géographique de cette population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur totale de la contribution financière non récurrente est de 103 174,55 $, soit :

- 89 717,00 $ de contribution financière au projet;
- 13 457,55 $ de frais indirects de l'Université (15 %).

Les taxes ne s'appliquent pas aux subventions ni aux activités de recherche de l'Université.

Le coût total de ce dossier sera assumé comme suit : un montant de 80 174,55 $ sera financé par le budget de fonctionnement (BF) du SGPMRS, et un montant de 23 000,00 $ par le BF du Service d'EPLV.

Cette dépense sera donc assumée à 77,7 % par l'agglomération et à 22,3 % par la Ville-centre. La portion du SGPMRS est de compétence d'agglomération puisqu'elle correspond aux travaux de recherche étant situés dans les parcs-nature.

La ventilation annuelle est décrite dans le tableau ci-dessous.

Unités administratives	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**Total**
SGPMRS	30 000,00 $	25 000,00 $	25 174,55 $	0,00 $	0,00 $	**80 174,55 $**
EPLV	0,00 $	5 750,00 $	5 750,00 $	5 750,00 $	5 750,00 $	**23 000,00 $**
Total	**30 000,00 $**	**30 750,00 $**	**30 924,55 $**	**5 750,00 $**	**5 750,00 $**	**103 174,55 $**

La Ville contribuera également en nature au projet pour une valeur estimée à 55 020,00 $ pour toute la durée du projet, sous forme de :

- Participation à la diffusion des résultats de recherche et outils de sensibilisation;
- Supervision d'étudiants au premier cycle universitaire et de participation à l'encadrement d'étudiants du 3e cycle;
- Participation aux réunions annuelles de suivi du projet ainsi qu'aux rencontres des comités directeurs des principaux axes de recherche;
- Collaboration à la coordination des activités de recherche au terrain;
- Prêt de locaux pour la tenue de réunions de travail et/ou d'ateliers de mobilisation citoyenne.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à atteindre les objectifs de Montréal 2030, plus particulièrement les priorités 2 « *Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision* ».

Il ne s'applique pas directement aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision défavorable entraînerait l'abandon de certaines activités de recherche dans les parcs-nature de Montréal. Elle pourrait aussi mettre à risque certaines activités prévues au

projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives. Un protocole de visibilité fait toutefois partie intégrante de la convention de contribution financière et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Début des activités de recherche : 15 février 2024;
- Premier versement de la contribution financière de la Ville : décembre 2024;
- Dernier versement de la contribution financière de la Ville : décembre 2028;
- Fin du projet : 14 février 2029.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maxim LARRIVEE, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

Maxim LARRIVEE, 11 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frederic BUSSIERE
Conseiller en aménagement, section biodiversité

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Marie-Pascale RICHARD
Cheffe de division, par intérim - Gestion des parcs-nature, de la biodiversité et des berges

Tél :	514-349-0451	**Tél :**	514 220-1255
Télécop. :		**Télécop. :**	-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - Gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 438 995-6030
Approuvé le : 2024-10-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 236-5925
Approuvé le : 2024-10-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248167001
Unité administrative responsable : Section Biodiversité | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : Services techniques de contrôle des populations de cerfs de Virginie dans les parcs-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Bois d'Anjou

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les résultats du projet PARCS en santé permettront d''identifier les stratégies d'interventions les plus efficaces pour préserver la biodiversité des parcs-nature et atténuer les risques pour la santé humaine dans un contexte de transmission de maladies par les tiques. En matière de biodiversité, la recherche aidera à trouver des solutions aux enjeux qui touchent plus spécifiquement aux impacts de la surabondance de cerfs et de l'effet synergique de l'envahissement par des espèces végétales exotiques envahissantes sur la biodiversité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

« **Annexe 1 ou Projet** »: Désigne le document intitulé « Demande de subvention - datée du 20 Octobre 2023 », déposée par l'Université pour son projet de recherche intitulé « *PARCS en santé : Contrôler les agents pathogènes transmis pas les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs nature péri-urbains* » et dûment accepté par le CRSNG; ledit Projet y est décrit plus amplement.

CONTEXTE ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Présentez les objectifs du partenariat et expliquez les résultats et les retombées escomptés.
- Décrivez l'importance que revêt le sujet pour le Canada et la façon dont le Canada bénéficiera des résultats escomptés.
- Expliquez les nouveaux concepts ou les nouvelles directions qui seront explorés dans le cadre de la recherche sur le sujet. Indiquez comment la recherche permettra de combler les lacunes dans les connaissances nécessaires pour élaborer des politiques, des normes, des produits, des services, des technologies ou des processus nouveaux et novateurs au Canada. Situez le projet en contexte, c'est-à-dire par rapport aux autres travaux des chercheurs participants, à ceux des organismes partenaires et à toute autre recherche connexe.
- Décrivez ce que feront les organismes partenaires une fois le projet terminé pour mettre à profit les résultats au Canada.

Le projet PARCS en Santé a pour but de générer les connaissances scientifiques nécessaires au développement d'une stratégie d'intervention intégrée, durable, et socialement acceptable qui vise à la fois à protéger la biodiversité des parcs-nature péri-urbains canadiens tout en réduisant le risque de maladies transmises par les tiques.

Les changements climatiques et autres perturbations environnementales affectent les écosystèmes, l'économie, la santé humaine et animale de toutes les régions du monde. Dans nos sociétés fortement urbanisées, les parcs-nature, soit les parcs naturels ouverts au public, contribuent à mitiger ces impacts. Les services écosystémiques associés aux parcs-nature incluent la conservation de la biodiversité, la présence d'îlots de fraîcheur et la régulation de la qualité de l'air [1,2]. Un nombre grandissant d'études démontre également les effets positifs de ces parcs sur la santé physique et mentale des humains [3–6]. La préservation de ces espaces naturels s'avère l'une des solutions à l'adaptation aux changements environnementaux et climatiques. Cependant, l'état des écosystèmes des parcs-nature est menacé par des changements globaux et d'ordre anthropique qui réduisent les services offerts par ces parcs. L'augmentation de la température moyenne, les changements dans l'utilisation du territoire et la fragmentation des habitats affectent la distribution, l'abondance et la santé des espèces végétales et animales qui y vivent, tout en favorisant la prolifération des espèces exotiques envahissantes. Par exemple, de nombreux parcs-nature du sud du Canada offrent un environnement favorable aux cerfs de Virginie (*Odocoileus virginianus*, ci-après « cerf »*).* Toutefois, lorsque l'espèce atteint de fortes densités, elle engendre un broutement excessif qui altère la composition et la structure végétale[7]. Ce phénomène amplifie aussi la susceptibilité de ces parcs à l'envahissement par des espèces végétales exotiques, contribuant à la perte de biodiversité locale[8].

Ces perturbations de l'écosystème engendrent également une augmentation de l'incidence des maladies transmises par les tiques (**MTT**) chez les humains et les animaux [9–11]. Les changements climatiques et la surabondance de cerfs favorisent l'établissement et l'expansion vers le nord des populations de tiques du genre *Ixodes*, qui sont les principaux vecteurs d'agents pathogènes en Amérique du Nord, notamment *Borrelia burgdorferi* sensu stricto (agent causal de la maladie de Lyme), *Anaplasma phagocytophilum*, *Babesia microti,* et le virus Powassan[11]. L'impact de ces maladies émergentes est bien démontré au Canada où le nombre de cas chez l'humain de la maladie de Lyme est passé de 144 à 2851 entre 2009 et 2021[12]. Les parcs-nature péri-urbains constituent le lieu principal d'exposition aux MTT chez les populations urbaines. Alors que 81% de la population canadienne vit dans les villes, il est primordial de s'intéresser aux dynamiques éco-épidémiologiques des MTT dans ces milieux de vie.

Préserver la biodiversité des parcs-nature péri-urbains tout en réduisant les risques de MTT s'avère complexe. Nous manquons de connaissances sur l'efficacité et la durabilité des différentes stratégies d'intervention utilisées pour à la fois réduire les populations de tiques infectées par des agents pathogènes [13] et contrôler la densité de cerfs dans les espaces péri-urbains[14,15]. Plus spécifiquement, les connaissances actuelles suggèrent que le contrôle des populations de cerfs permettrait de réduire la densité des tiques dans certains contextes[16]. Des corrélations entre la présence et l'abondance de ces espèces ont été documentées dans le nord-est de l'Amérique du Nord [17,18]. Toutefois, cette relation complexe demeure peu documentée et influencée par de nombreux autres facteurs écologiques[19], tels que la disponibilité d'autres espèces hôtes ou réservoirs de la tique, la connectivité des habitats [20,21], les conditions climatiques générales et microclimatiques locales[22,23] et certains éléments structurels de l'habitat local [22,24,25]. Une autre stratégie d'intervention prometteuse pour réduire les risques associés aux MTT consiste en l'application d'un traitement acaricide aux rongeurs qui sont les hôtes des stades immatures de la tique, en plus d'être les réservoirs principaux de plusieurs agents infectieux, dont *B. burgdorferi.* Diverses approches ont été testées et ont permis de réduire la prévalence d'infection bactérienne des tiques dans l'environnement [26], dont les travaux de notre équipe avec le fluralaner [27,28]. Toutefois, ces interventions ciblant les rongeurs sont difficiles à déployer à grande échelle, et leur portée spatiale, lorsqu'appliquées seules, demeure limitée[13].

Depuis un an, grâce à la réalisation de trois ateliers de co-construction et de multiples rencontres de travail, nous consolidons un partenariat entre une équipe de chercheurs interdisciplinaires et des organisations impliquées dans la gestion des parcs-nature, la conservation de la biodiversité, la gestion de la faune et la mitigation des risques liés aux agents pathogènes transmis par les tiques au Québec et au Canada. Sur un horizon de cinq ans, le projet permettra de soutenir les partenaires dans le développement d'un ensemble de mesures coordonnées et synergiques dans les parcs-nature et d'évaluer leurs impacts. Ces mesures intègreront des interventions de gestion de la faune (installation d'exclos ou contrôle de la population de cerfs) et des interventions visant à réduire le risque de MTT (traitement des rongeurs contre les tiques, aménagement pour réduire les habitats favorables aux tiques, mobilisation citoyenne).

Le projet PARCS en Santé innove en concrétisant l'approche Une Seule Santé[29] pour lutter conjointement contre la perte de biodiversité et l'émergence des MTT dans les parcs-nature péri-urbains canadiens. Ce projet d'envergure permettra de créer les bases d'un premier Observatoire de la santé des écosystèmes de ce type de parc au pays, qui permettra de suivre l'évolution des enjeux liés à la biodiversité urbaine et aux agents zoonotiques émergents dans un climat en changement. Une fois le projet terminé, l'approche développée dans les parcs à l'étude pourra être mise en œuvre par les partenaires dans les parcs à l'étude et dans d'autres parcs canadiens vivant des problématiques similaires, ce qui aura des retombées pour l'atteinte des objectifs de conservation de la biodiversité et de prévention en la santé publique pour le Canada, en cohérence avec la stratégie canadienne d'adaptation aux changements climatiques[30].

PARTENARIAT

- Énumérez tous les organismes partenaires qui joueront un rôle clé dans les activités ou apporteront des contributions en espèces ou en nature.
- Décrivez la raison d'être (activité principale) des organismes partenaires et l'expérience pertinente qu'ils ont en lien avec le projet de recherche, p. ex., tout ce qu'ils ont fait à ce jour pour résoudre le problème, les raisons pour lesquelles ils ont besoin de ce projet de recherche, en quoi le sujet est pertinent pour eux et comment il cadre avec leurs activités.
- Expliquez comment chaque organisme partenaire participera activement (au moyen de contributions en espèces ou en nature) à la conception et à la conduite de la recherche. Décrivez la valeur ajoutée des contributions en nature et précisez en quoi elles sont importantes pour obtenir les résultats escomptés.

- Présentez la stratégie que chaque organisme partenaire compte utiliser pour appliquer les résultats de la recherche (p. ex., toute activité prévue d'application des connaissances et l'intégration des résultats à ses activités) afin d'obtenir les résultats et les retombées escomptés et démontrez qu'ils ont la capacité de la mettre en œuvre.

Douze organisations partenaires contribueront au projet PARCS en Santé, et investiront un total de 761 478$ en espèce et 540 786$ en nature. Les activités de recherche se dérouleront principalement dans six parcs-nature péri-urbains des régions de Montréal, de la Montérégie et de l'Estrie (Tableau 1). Les organisations responsables de la gestion de ces parcs participent au projet et bénéficieront immédiatement des connaissances générées pour adapter leurs stratégies d'intervention afin de protéger l'écosystème des parcs et réduire les risques liés aux MTT. **La Ville de Montréal** est l'autorité responsable de la gestion du Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et du Parc-nature du Bois-de-l'île-Bizard. Le premier est lourdement affecté par la perte de biodiversité engendrée par divers facteurs, dont la surabondance des cerfs et un taux de fréquentation élevé. Ces deux parcs constituent également des zones où des populations de tiques *Ixodes* sont désormais établies. Le parc-nature du Bois-de-l'île-Bizard est situé dans la zone endémique de la maladie de Lyme à Montréal où le risque d'infection est considéré significatif[31]. **La Ville de Longueuil** est l'autorité responsable de la gestion du Parc Michel-Chartrand, lequel fait également face à la double problématique de la perte de biodiversité exacerbée par la surabondance de cerfs et l'augmentation de la densité de tiques. La réduction de la population de cerfs est envisagée à court terme. La **Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq)** est une organisation paragouvernementale qui gère 37 parcs nationaux et réserves fauniques, correspondant à une superficie de plus de 7 017km^2 de territoires protégés au Québec. Elle gère trois des six parcs concernés par le projet, soit les parcs nationaux du Mont-Saint-Bruno, des Îles-de-Boucherville et de la Yamaska. Tous sont fortement fréquentés et subissent une pression de broutement importante des cerfs. De plus, les parcs nationaux du Mont-Saint-Bruno et de la Yamaska subissent une augmentation de la densité de tiques et s'avèrent des sites confirmés d'expositions aux agents pathogènes transmis par les tiques (INSPQ, 2022). **Montréal, Longueuil et la Sépaq** contribueront activement à la réalisation du projet en offrant un soutien technique et logistique à la réalisation des activités de recherche dans les parcs, des ateliers portant sur les mesures de protection de la biodiversité, et du sous-projet de science citoyenne. De plus, les municipalités de **Sainte-Julie** et **Saint-Bruno-de-Montarville** partagent des frontières communes avec le Parc national du Mont-Saint-Bruno. Elles partagent également les responsabilités de conservation de la nature et de prévention des risques pour la santé avec la Sépaq. Ces deux municipalités participeront en mettant à contribution leur expertise, leurs ressources humaines et leur position stratégique en mobilisation des connaissances auprès des citoyens. Le projet PARCS en Santé générera des connaissances utiles à la prise de décision quant aux interventions à mettre en place dans l'ensemble des municipalités partenaires du projet.

Le **ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements Climatiques, de la Faune et des Parcs** (**MELCCFP**) constitue l'autorité provinciale responsable de la gestion de l'environnement, de la faune et des parcs au Québec. La conservation de la biodiversité et la gestion des risques associés à la faune comptent parmi leurs priorités. Par conséquent, le projet génèrera directement des connaissances originales, robustes et cruciales pour ce ministère, notamment au sujet des impacts des interventions de contrôle (réduction) des populations de cerfs, de la restauration de l'intégrité écologique dans les parcs-nature, et des impacts de ces aménagements anticipés sur les zoonoses (ex. maladie de Lyme). Le MELCCFP contribuera au projet en offrant soutien et expertise dans la capture et la contention des cerfs.

L'**Agence de la santé publique du Canada** constitue l'agence fédérale responsable de la prévention et du contrôle des maladies infectieuses à l'échelle canadienne. Les maladies émergentes transmises par les tiques sont actuellement au cœur des priorités de l'ASPC, et le projet PARCS en Santé contribuera à combler certaines lacunes dans les connaissances identifiées dans le Plan d'action fédéral sur la maladie de Lyme[32]. Les six parcs parcs-nature péri-urbains ciblés par le projet sont représentatifs des autres parcs

du sud-est du Canada et les résultats anticipés pourront être adaptés aux autres parcs canadiens ayant des problématiques similaires. L'ASPC contribuera de par son expertise scientifique en éco-épidémiologie et santé publique et sa capacité de diffusion des résultats à l'échelle canadienne.

Ouranos est un consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques. Il a pour mandat de soutenir des projets de recherche en partenariat avec le milieu scientifique et les acteurs de l'adaptation. PARCS en Santé répond directement aux objectifs d'OURANOS quant à l'adaptation des milieux de vie aux changements climatiques. La contribution en espèce d'Ouranos au projet sera de 172 500$ (conditionnellement à l'octroi de la subvention CRSNG Alliance et à l'approbation finale des instances décisionnelles de l'organisation). Ce montant non apparié par le CRSNG Alliance, sera alloué en totalité au développement et à l'évaluation du sous-projet de science citoyenne (Axe 3). Ouranos contribuera également en nature à la validation des contenus d'ateliers développés afin de mobiliser les citoyens, et des activités de transfert de connaissances.

Espace pour la vie (EPLV) est un complexe muséal en science naturelle affilié à la Ville de Montréal dont la mission comprend des activités de conservation, de recherche et d'éducation sur la nature, dans le but d'inciter l'adoption de comportements qui favorisent la transition socio-écologique. Avec plus de deux millions de visiteurs par année, EPLV constitue une plateforme de diffusion des connaissances d'envergure. Il jouera un rôle clé dans le développement et la mise en œuvre du plan de mobilisation des connaissances en augmentant le nombre et la diversité des citoyens ciblés par les activités.

Trois autres organisations contribueront en nature au projet en fournissant une expertise scientifique sur les MTT quant à la collecte de données, aux ateliers de science citoyenne et des produits de transferts de connaissances. Celles-ci incluent l**'INSPQ,** un centre d'expertise qui a pour mission de soutenir les autorités de santé publique dans l'accomplissement de leur mandat, le **CIUSSS de l'Estrie-CHUS** et le **CISSS de la Montérégie-Centre,** deux organisations responsables de la santé publique dans les régions où se situent les parcs impliqués dans le projet en Montérégie et en Estrie. Les résultats généreront des connaissances essentielles pour prioriser leurs actions en matière de prévention et de contrôle des MTT.

Tableau 1. Caractéristiques des parcs-nature péri-urbains participants au projet PARCS en Santé

Parc (région)	**Superficie**	**Densité de cerfs estimée** (2023)	**Risque de MTT**	**Perte d'intégrité écologique**	**Visiteurs par année**
Pointe-aux-Prairies (Montréal)	2,61 km^2	49 cerfs/km2 (n=127)	Faible	Très élevée	294 000[1]
Bois-de-l'île-Bizard (Montréal)	2,01 km^2	0 cerf/km2 (n=0)	Modéré	Faible à modérée	105 000[1]
Michel-Chartrand (Montérégie)	1,85 km^2	63 cerfs/km^2 (n=117)	Modéré	Très élevée	500 000[3]
Iles-de-Boucherville (Montérégie)	8,14 km^2	53,6 cerfs/ km^2 (n=436)	Faible	Élevée	537 474
Mont-Saint-Bruno (Montégérie)	8,9 km^2	39.7 cerfs/ km^2 (n=353)	Élevé	très élevée	1 875 000
Yamaska (Estrie)	13,5 km^2	Inconnue	Élevé	Modérée	170 000

PROPOSITION

- Présentez les objectifs de la recherche et donnez des détails sur les ressources et les activités nécessaires pour obtenir les résultats escomptés.
- Indiquez dans un graphique de Gantt, un tableau ou un diagramme le temps nécessaire (dates approximatives) pour réaliser les activités pour chaque étape jalon ou livrable.
- Expliquez comment les questions liées au sexe, au genre et à la diversité ont été prises en compte dans la conception de la recherche, s'il y a lieu.

- Indiquez les méthodes et les indicateurs prévus pour suivre les progrès tout au long du projet et évaluer les résultats. Vous pouvez inclure un diagramme ou un tableau.

Au cours des cinq prochaines années, PARCS en Santé concentrera ses efforts autour de trois axes de recherche (1. Tiques et agents pathogènes, 2. Cerfs de virginie et végétation, 3. Science citoyenne) dont les activités se dérouleront principalement dans six parcs-nature péri-urbains des régions de Montréal, de la Montérégie et de l'Estrie. Ce sont tous des parcs-nature péri-urbains fortement fréquentés et avec des profils variés (intégrité écologique, densité de cerfs, risque de MTT (Tableau 1).

AXE 1. TIQUES ET AGENTS PATHOGÈNES

Projet 1.1 (PhD1) Évaluation de l'effet de l'abondance relative des cerfs et d'autres variables écologiques sur le risque environnemental de MTT dans les parcs

Il est bien documenté que la distribution et l'abondance de cerfs peut avoir un impact direct sur l'abondance de tiques en milieu forestier[33,34], mais que la distribution de tiques au sein d'un parc demeure très hétérogène[22]. Dans ce projet nous testerons l'hypothèse que la variation d'abondance de cerfs dans l'espace (entre parcs et au sein d'un même parc) et dans le temps (réduction suite aux interventions de contrôle) a un impact direct sur le risque environnemental des MTT émergentes, modulée par les conditions écologiques locales (biodiversité animale, végétale et microclimat). Un devis d'étude observationnelle longitudinale sera mis en place à 60 sites d'échantillonnages de 2500 m^2 (50 x 50 m) répartis équitablement à travers les six parcs-nature, et à proximité des sentiers utilisés par les visiteurs. Un protocole de collecte de données éco-épidémiologiques standardisées sera utilisé afin de mesurer annuellement l'évolution de trois principaux indicateurs du risque environnemental des MTT sur chacun des sites (i.e. abondance de tiques *Ixodes*, prévalence d'infection des tiques par des agents pathogènes, présence d'autres espèces de tiques en émergence), des dynamiques de populations de cerfs (i.e. distribution et abondance relative des cerfs), de la biodiversité végétale (i.e. degré d'intégrité écologique du milieu, distribution d'espèces sentinelles), et du microclimat (i.e. température, humidité du sol)[22]. La collecte des tiques sera effectuée en appliquant la méthode d'échantillonnage à la flanelle, sur des transects de 250 m trois fois par année pendant les 5 années du projet, correspondant aux pics d'activité des tiques (nymphes : juin, larves : fin août, adultes : novembre). La détection des agents pathogènes infectant les tiques sera réalisée par PCR. Les méthodes d'échantillonnage déployées sur chaque site pour la collecte de données incluront le déploiement de trappes photographiques pour la détection des cerfs, l'installation de sondes pour enregistrer la température et l'humidité, et la caractérisation des espèces végétales par le biais de relevés écologiques[22]. Nous investiguerons l'évolution spatiale et temporelle de la distribution des tiques et de leurs agents pathogènes dans les parcs-nature en fonction de divers facteurs dont l'abondance relative des cerfs, l'aménagement du territoire et les conditions climatiques à l'aide de modèles statistiques multivariés. Le devis longitudinal sur cinq ans offrira une occasion unique d'investiguer ces éléments dans le contexte diversifié des parcs-nature péri-urbains canadiens. Il permettra de répondre à des lacunes persistantes dans les connaissances quant à la contribution des cerfs et des différents types d'aménagement du parc, aux risques de MTT à proximité des sentiers dans ce type d'environnement anthropisé. L'échantillonnage systématique des tiques dans les six parcs viendra également renforcer les opérations de surveillance et de détection précoce des espèces de tiques et d'agents pathogènes transmis par les tiques en émergence dans le sud du Canada et constituera un système d'alerte complémentaire important dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques.

Projet 1.2 (PhD2) Évaluation de l'effet d'une intervention intégrée combinant le contrôle des cerfs et le traitement acaricide des rongeurs sur le risque environnemental de MTT

Le risque environnemental de MTT est une fonction de l'abondance des tiques dans l'environnement et de la prévalence d'infection des tiques par des agents pathogènes. Jusqu'à présent, les interventions les

plus prometteuses pour minimiser le risque visent différentes cibles, incluant l'exclusion ou la réduction des populations de l'hôte définitif de la tique (le cerf) dans certaines zones, ou le traitement des hôtes amplificateurs des pathogènes (les rongeurs) à l'aide d'acaricide. Lorsqu'appliquées seules, ces interventions ne ciblent qu'une partie du cycle de transmission et s'avèrent généralement d'une efficacité limitée[26]. Nous testerons donc l'hypothèse qu'une application intégrée, combinant des interventions visant les cerfs et les rongeurs, aura un effet additif ou synergique sur la réduction du risque environnemental de MTT. Un protocole expérimental sera mis en œuvre afin d'évaluer les effets combinés de (1) exclusion des cerfs par l'installation de clôtures – ci-après "exclos" et (2) l'administration d'un acaricide oral (fluralaner) aux souris à pattes blanches (*Peromyscus leucopus*) par le biais de stations d'appâtage[27,28]. Quarante sites différents du projet 1.1 et éloignés des sentiers afin de préserver les perturbations anthropiques seront répartis à travers les quatre parcs où le risque lié à la maladie de Lyme est le plus élevé (St-Bruno, Yamaska, Michel Chartrand, Île-Bizard). Dans ces 40 sites, quatre combinaisons d'intervention seront mises en œuvre sur des parcelles de 50x50 m: (1) Exclusion des cerfs avec exclos seulement, (2) Exclusion des cerfs avec exclos et traitement des rongeurs, (3) Traitement des rongeurs hors exclos avec densité variable de cerfs entre les parcelles, (4) Aucune intervention (parcelle "témoin"). La sélection des sites sera basée sur les exclos existants ou planifiés dans les parcs ciblés, avec l'ajout d'exclos si nécessaire à l'atteindre du nombre de sites requis. Toutes les parcelles seront séparées d'un minimum de 150 m afin d'éviter les risques d'interférence entre les interventions. L'échantillonnage des tiques par la méthode de la flanelle trois fois par année permettra de comparer les densités de tiques infectées dans chaque type de parcelle. Ceci permettra d'évaluer l'effet de l'ajout du traitement de rongeurs au contrôle des cerfs, et de comparer l'efficacité du traitement des rongeurs en fonction de densité de cerfs variables entre les parcs. L'utilisation des exclos, bien qu'elle ne soit pas applicable à très grande échelle dans les parcs, est essentielle pour quantifier l'effet de variations importantes dans la densité de cerfs. Ce volet générera des connaissances essentielles au développement d'une stratégie de prévention des maladies transmises par les tiques dans les parcs-nature.

AXE 2. CERFS DE VIRGINIE ET RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES

Projet 2.1 (MSc1) Recherche et développement d'une méthode d'évaluation de la capacité de restauration des écosystèmes des parcs-nature à la suite des interventions de contrôle des cerfs

Le broutement intensif, chronique et sélectif des cerfs ainsi que la modification de la composition végétale des écosystèmes forestiers des parcs-nature réduisent la validité des indicateurs d'état de l'écosystème basés sur le suivi du cortège floristique en place [35]. En effet, l'altération des relations compétitives causées par la consommation sélective de certaines espèces végétales et la résistance au broutement des autres espèces végétales peut mener les écosystèmes sur des voies de succession alternatives difficilement réversibles[36,37]. Nous testerons l'hypothèse qu'un réseau expérimental de plantes sentinelles permettrait de détecter efficacement et plus rapidement des réponses de la végétation dans les parcs-nature et d'ainsi évaluer la capacité des écosystèmes forestiers à se régénérer naturellement ou à la suite d'un effort de restauration. Nous mettrons en place un dispositif quasi-expérimental misant sur la variation engendrée par le gradient de densité de cerfs entre les parcs (Tableau 1) et par les mesures actives de gestion des populations de cerfs envisagées dans certains. Avec nos partenaires, nous développerons un protocole standardisé de suivi de la végétation qui permettra de définir des indicateurs écologiques répondant aux changements de l'abondance de cerfs. Nous établirons ainsi une base de données commune permettant d'alimenter un tableau de bord composé d'indicateurs quantitatifs comme la survie, la reproduction et la croissance des plants. Nous évaluerons également l'effort d'échantillonnage requis pour détecter les variations d'abondance des cerfs au fil du temps.

Projet 2.2 (PhD3) Évaluation du taux de déplacement des cerfs dans une matrice d'habitat urbain et péri-urbain

Le cerf de Virginie est une espèce mobile qui peut parcourir plusieurs kilomètres par jour et nager sur plusieurs kilomètres en eau calme [38,39]. Leur déplacement en milieu urbain et péri-urbain demeure cependant moins bien connu, tout comme leur capacité de déplacement entre les îles du fleuve St-Laurent, où le courant peut parfois s'avérer important. Nous allons mettre en place un suivi du déplacement des cerfs en équipant 70 individus mâles et femelles de colliers GPS. Les cerfs seront capturés dans les parcs à l'étude (sauf le bois de l'Île-Bizard) et dans deux sites en périphérie de ces derniers (Ile St-Thérèse, boisé Du Tremblay). Ce dispositif nous permettra de quantifier les mouvements des cerfs pendant 30 mois dans des matrices d'habitat variées, urbain à agroforestier, et la probabilité de transition entre les îles du fleuve St-Laurent selon la distance à parcourir. Les données récoltées serviront à des analyses de sélection d'habitat (iSSF [40]) afin de paramétriser des simulations de déplacements des cerfs et d'obtenir une carte de connectivité du paysage du sud du Québec[41]. Ces cartes permettront d'informer localement les gestionnaires des parcs-nature sur la récurrence des interventions à mener sur les populations de cerfs afin de prévenir la détérioration des écosystèmes forestiers. De plus, ces données permettront d'estimer la dispersion naturelle des tiques attribuée aux déplacements des cerfs et d'améliorer des modèles de dispersion des risques de MTT dans le sud du Canada.

AXE 3. SCIENCE CITOYENNE

Projet 3.1 (PhD4) Évaluation de la science citoyenne comme outil de surveillance et d'amélioration des connaissances et comportements face à la conservation de l'écosystème et aux risques de MTT

La science citoyenne désigne l'engagement des citoyens à une ou différentes étapes de la recherche scientifique, incluant la formulation de questions de recherche, la collecte et l'analyse de données, ainsi que l'interprétation et la diffusion des résultats[42]. Cette approche se révèle efficace pour améliorer les efforts de conservation des écosystèmes en améliorant les connaissances et l'engagement de la population générale envers ces enjeux[43]. Toutefois, aucune étude n'a évalué l'efficacité de la science citoyenne dans un contexte d'adoption de comportements préventifs face aux tiques et aux MTT au Canada. Nous testerons l'hypothèse que la participation des citoyens à des activités de science citoyenne conçues dans le cadre du projet PARCS en Santé améliorera à la fois les connaissances sur les enjeux de conservation des parcs-nature péri-urbains et l'adoption de comportements préventifs face aux tiques et aux MTT. Des citoyens utilisateurs des parcs partenaires seront recrutés sur une base volontaire et divisés en deux groupes, soit un groupe « intervention » qui participera au projet de science citoyenne (n=150, soit 25 citoyens par parc), et un groupe « contrôle » formé de citoyens qui auront accès aux parcs mais qui ne participeront pas au projet de science citoyenne (n=150). Les participants du groupe « intervention » seront invités à participer aux rencontres scientifiques, activités d'échantillonnage sur le terrain, trois ateliers sur les thèmes des MTT, de la santé des écosystèmes et de l'adaptation aux changements climatiques. Un questionnaire sera administré avant et après l'intervention afin de comparer les connaissances et comportements chez les deux groupes de citoyens et évaluer l'effet de la participation aux activités de science citoyenne. Des entrevues individuelles semi-dirigées seront également réalisées auprès d'un sous-groupe d'environ 30 citoyens participants au projet de science citoyenne avant et après la mise en œuvre, afin de mieux comprendre comment leur participation a contribué à changer (ou non) les perceptions et attitudes des participants face à la santé de l'écosystème du parc et leur perception des interventions mises en œuvre. Ces entrevues semi-dirigées permettront ultimement d'identifier les éléments qui ont freiné ou facilité la participation des citoyens et l'atteinte des objectifs du projet. Cet axe sera financé par Ouranos.

Méthodes, indicateurs et progrès. La direction et la coordination du projet global sera réalisée par C. Aenishaenslin avec l'aide d'un coordonnateur qui sera recruté spécifiquement pour ce projet. Un comité

scientifique, composé de la candidate principale, des co-candidats, d'au moins un représentant de chaque partenaire, de trois citoyens et d'un étudiant, sera responsable du suivi des progrès réalisés à l'échelle du projet global. Il se réunira tous les six mois et aura comme mandat de: 1) suivre la progression des activités de recherche ; 2) émettre des recommandations quant aux orientations du programme scientifique et aux allocations budgétaires ; 3) approuver les rapports de gestion et de recherche ; et 4) identifier les résultats transférables aux partenaires et recommander des moyens de diffusion, s'il y a lieu. De plus, un comité de pilotage sera mis sur pied pour chacun des axes. Il sera composé des responsables d'axes, du coordonnateur du projet, des PHQ et des représentants des partenaires participants à l'axe (voir « Justification des contributions en nature »). Les comités de pilotage d'axe se rencontreront tous les quatre mois ou plus souvent selon les besoins. Pour chaque sous-projet, une rencontre de présentations et discussions des résultats sera organisée avec les membres invités des organisations partenaires, et le comité scientifique avant la publication des résultats dans des revues scientifiques. Les indicateurs de progrès pour chacun des sous-projets sont indiqués au Tableau 2.

Tableau 2. Échéancier (Diagramme de Gantt)

			Année1			Année 2			Année 3			Année 4			Année 5		
Projets et étapes	**Indicateurs de progrès**	**Resp/PHQ**	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Projet global		Aenishaenslin															
Rencontres comité scientifique	1 rencontre complétée tous les 6 mois	Aenishaenslin															
Rencontres des comités d'axes	1 rencontre complétée par axe tous les 4 mois	Resp d'axes															
Colloque annuel	1 colloque annuel réalisé	Aenishaenslin															
Mobilisation des connaissances	Ateliers (A1) et enfants (A3), Siteweb (A2), balado (A4)	Stagiaires BSc															
Sous-Projet 1.1		Aenishaenslin															
Échantillonnage	Échantillons recueillis pour les 60 sites chaque année	Coord/PhD1															
Analyse des échantillons	Tiques analysées pour détection agents pathogènes	Coord/PhD1															
Analyse/présentations résultats	1 rencontre avec partenaires réalisée	PhD1															
Publications scientifiques	3 publications, 3 présentations	PhD1															
Sous-Projet 1.2		Leighton															
Installation des sites	40 sites installés dans 4 parcs	Coord/PhD2															
Traitement des rongeurs	Appâts distribués dans les 20 sites traités	PhD2															
Échantillonnage	Échantillons recueillis pour les 40 sites annuellement	PhD2															
Analyse des échantillons	Tiques analysées pour détection agents pathogènes	Coord/ PhD2															
Analyse/présentations résultats	1 rencontre avec partenaires réalisée	PhD2															
Publications scientifiques	3 publications, 3 présentations	PhD2															
Sous-Projet 2.1		Tremblay															
Installation dispositif	Dispositif expérimental installé	Coord/MSc1															
Suivis de la végétation	Données de suivi recueillies	MSc1															
Développement base de données	Base de données finalisée	MSc1															
Analyse/présentations résultats	1 rencontre avec partenaires réalisée	MSc1															
Publications	1 publication, 1 présentation	MSc1															
Sous-Projet 2.2		Leclerc															
Capture et colliers GPS	70 colliers installés	Leclerc/PhD3															
Collecte et analyse des données	Données de déplacement analysées	PhD3															
Présentations des résultats	1 rencontre avec partenaires réalisée	PhD3															
Publications scientifiques	3 publications, 3 présentations	PhD3															
Sous-Projet 3.1		Aenishaenslin															
Développement du matériel	Matériel pour les ateliers finalisé	Coord															
Recrutement des citoyens	300 citoyens recrutés	Coord/PhD4															
Activités de science citoyenne	3 ateliers par parc réalisés	Coord															
Entrevues et questionnaires	30 entrevues et 300 questionnaires complétés (A1 et A3)	PhD4															
Analyse/présentations résultats	1 rencontre avec partenaires réalisée	PhD4															
Publications	1 publication, 1 présentation	PhD4															

ÉQUIPE

- Indiquez le nom du candidat, des cocandidats (s'il y a lieu) et des membres clés du personnel des organismes partenaires.
- Expliquez comment les connaissances, l'expérience et les réalisations de ces personnes forment l'expertise requise pour atteindre les objectifs du projet. Décrivez le rôle de chaque personne, y compris les membres du personnel des organismes partenaires, et dites comment elle contribuera au projet.
- Expliquer comment les considérations relatives à l'équité, la diversité et l'inclusion ont été prises en compte dans la composition de l'équipe universitaire.

Les quatre co-candidats principaux ont une excellente connaissance des enjeux liés à la surabondance des cerfs et aux agents pathogènes zoonotiques transmis par les tiques qui sont au cœur de ce projet. La candidate principale, Cécile Aenishaenslin (professeure agrégée, Faculté de médecine vétérinaire (FMV) de l'Université de Montréal (UdeM)) est une épidémiologiste vétérinaire ayant une expertise sur les zoonoses et les MTT, et sur la mise en œuvre de projets cohérents avec l'approche Une seule santé. Elle

dirigera l'ensemble du projet et sera responsable de l'axe 3. La demande est portée par trois autres cocandidats principaux, soient Patrick Leighton, Jean-Pierre Tremblay et Martin Leclerc. P. Leighton (professeur titulaire, FMV, UdeM) sera responsable de l'axe 1. Il est expert en écologie des maladies de la faune sauvage et dirige le Réseau canadien de recherche sur la maladie de Lyme au sein duquel il collabore depuis plusieurs années avec C. Aenishaenslin. J.-P. Tremblay (professeur titulaire, Département de biologie, Faculté des sciences et de génie, Université Laval) dirige un programme de recherche à l'interface de l'écologie animale, forestière et de la gestion de la faune portant sur les interactions trophiques impliquant les grands vertébrés terrestres en particulier les relations cerf-forêt. J.-P. Tremblay sera responsable de l'axe 2 avec M. Leclerc. M. Leclerc est professeur associé et sous-octroi à l'Université du Québec à Chicoutimi. Ancien boursier Banting, il se spécialise en écologie comportementale et évolutive de la grande faune. Comme co-candidats, Jacques Brodeur (professeur titulaire, Département de sciences biologiques, UdeM), contribuera aux travaux des axes 1 et 2 par son expertise sur le parasitisme et la lutte biologique; et Katrine Turgeon (professeure agrégée, Département des sciences naturelles, Université du Québec en Outaouais) contribuera à l'axe 3 grâce à son expertise sur les aspects socio-écologiques liés à la gestion des écosystèmes. L'équipe bénéficie également de collaborateurs académiques ayant des expertises complémentaires en sciences vétérinaires (Jean-Philippe Rocheleau), entomologie (Jade Savage), architecture des paysages (Heather Braiden), santé publique (Kate Zinszer, Lucie Richard) et mobilisation citoyenne (Sara Teitelbaum, Janie Houle).

Au niveau des organisations partenaires, le projet bénéficiera des compétences diversifiées des représentants impliqués. La section « Justification des contribution nature » présente une description complète des contributions. Pour Montréal, le conseiller en aménagement Frédéric Bussière possède une expertise en biologie et gestion de la faune et sera notre collaborateur principal. Pour Longueuil, la cheffe de service de la conservation, Christine Provost possède une expertise en conservation des parcs-nature et sera notre collaboratrice principale. Pour la SÉPAQ, Nathalie Rivard, responsable du service de conservation et d'éducation, et Marc-André Villard, biologiste, seront nos collaborateurs. Ils faciliteront la réalisation des travaux de terrain dans leurs parcs et participeront activement de par leur expertise en conservation et en mobilisation des connaissances. Pour Sainte-Julie et Saint-Bruno-de-Montarville, ce sont respectivement Pierre-Luc Blanchard et Marine Régnier, chargés de projet en environnement, qui contribueront au projet de par leur expertise en mobilisation des connaissances. Du côté du MELCCFP, Maxime Lavoie, Stéphane Lamoureux et Ariane Massé, tous trois biologistes, contribueront avec leur expertise respective en biologie de la faune terrestre et en maladies fauniques. À l'ASPC, Catherine Bouchard et Ariane Dumas, épidémiologistes à la division Science des risques en santé publique, et Nicholas Ogden, directeur de la division, contribueront avec leur expertise sur les MTT. À l'INSPQ, Marion Ripoche (vétérinaire épidémiologiste) contribuera grâce à son expertise sur les MTT au Québec. Finalement, François Milord (CISSS Montérégie-Centre) et Geneviève Baron (CIUSSS-Estrie-CHUS) contribueront au projet grâce à leur expertise sur les risques de MTT et la santé. Au sein d'EPLV, Marjolaine Giroux et André-Philippe Drapeau Picard, préposés aux renseignements entomologiques, seront nos principaux partenaires pour contribuer au développement du matériel de mobilisation des connaissances. Chez Ouranos, Nathalie Bleau, coordonnatrice scientifique et responsable de la priorité d'adaptation des milieux de vie, contribuera à l'axe 3 grâce à son expertise sur l'adaptation aux changements climatiques.

Finalement, le projet bénéficiera aussi du soutien de l'équipe du Laboratoire d'innovation de l'UdeM, avec la collaboration d'Yves Terrat, conseiller au consortium en santé numérique, pour la conception des bases de données, et de Manon Boiteux, coordonnatrice du projet « Construire l'avenir durablement », pour la mobilisation des connaissances. Les considérations relatives à l'équité, la diversité et l'inclusion ont contribué à définir la nature du projet et la composition de l'équipe universitaire. Les ateliers de co-construction menés en amont de cette demande de financement ont inclus des personnes de divers horizons de recherche et d'activité et favorisé l'adhésion d'une diversité de participant(e)s. Cela se reflète dans la diversité de genre et d'avancement dans le parcours universitaire des collaborateurs.

PLAN DE FORMATION

- Indiquez comment les connaissances et l'expérience acquises par les étudiants, les stagiaires postdoctoraux et les membres du personnel des organismes partenaires pourraient contribuer à l'avancement du domaine, à l'application des connaissances ou au développement des secteurs d'activité des partenaires.
- Décrivez comment le projet et le partenariat offrent des expériences d'apprentissage enrichissantes qui permettront aux étudiants et aux stagiaires postdoctoraux de développer leurs compétences techniques et professionnelles (p. ex., leadership, communication, collaboration et entrepreneuriat). Décrivez aussi la nature des interactions prévues avec les partenaires et les autres activités pertinentes.
- Expliquez comment les questions d'équité, de diversité et d'inclusion sont prises en considération dans le plan de formation.

Au cours des cinq prochaines années, le projet PARCS en Santé permettra de former 4 PhD, 1 MSc et 4 étudiants stagiaires de premier cycle. Tous les étudiants seront co-supervisés par des experts de disciplines complémentaires et, dans la mesure du possible, d'une autre institution ou des partenaires de cette demande de subvention. Les étudiants diplômés seront donc tous intégrés dans une équipe interdisciplinaire et multi-institutionnelle. Ils recevront une formation complète en épidémiologie vétérinaire (PhD1 et 2), en biologie (PhD3, MSc1), en socio-écologie (PhD4) ou en mobilisation des connaissances en sciences de la vie (4 étudiants du premier cycle). Ils devront également interagir et collaborer étroitement avec nos partenaires lors de la conception des protocoles de recherche, de la réalisation des activités de recherche et du transfert de connaissances et de technologies. Pour consolider ces collaborations, tous les PHQ auront l'occasion de réaliser une ou plusieurs unités de stage dans un milieu de travail (voir le formulaire de demande conjointe Mitacs Accélération). Dans tous les cas, les représentants des partenaires seront invités à siéger sur les comités d'encadrement des étudiants et à devenir co-auteurs des publications et produits de transferts de connaissances. Ces interactions seront essentielles pour développer le réseau professionnel de nos PHQs et leurs compétences comme collaborateur et communicateur.

En plus de ces PHQ, le projet offrira une opportunité de formation aux étudiants en architecture du paysage dans le cadre d'un cours offert à la Faculté de l'aménagement de l'UdeM (coordonné par Heather Braiden). À chaque année, les 15 étudiants qui suivent ce cours de 9 crédits sont appelé à développer un projet d'aménagement d'un espace public. Pour les années 1 et 2 du projet PARCS en Santé, les étudiants travailleront à l'aménagement des six parcs participants dans une perspective d'amélioration de la santé de l'écosystème, de la prévention des MTT et de la participation citoyenne. Les résultats seront partagés avec les parcs partenaires qui pourront directement en bénéficier.

L'équipe de recherche appliquera les meilleures pratiques de l'EDI à toutes les étapes du recrutement des étudiants et du personnel via l'expertise d'une ressource-conseil du Secrétariat Équité, Diversité et Inclusion de l'UdeM sur la formation d'un bassin diversifié de candidatures, sur une entrevue au questionnaire standardisé réalisé par deux chercheur(e)s de l'équipe et un partenaire, tous formés sur l'EDI et les biais inconscients, le tout afin de minimiser le risque de préjugés inconscients. Les nouveaux stagiaires, étudiants et employés seront rapidement mis en contact avec les ressources disponibles dans les universités partenaires et bénéficieront d'un soutien adapté dès leur entrée en fonction.

RÉFÉRENCES

- Utilisez cette section pour fournir la liste de vos références bibliographiques les plus pertinentes. Ne renvoyez pas les lecteurs à des sites Web pour obtenir plus de renseignements sur votre proposition. N'utilisez pas d'hyperliens dans votre liste de références.
- Ces pages n'entrent pas dans le calcul du nombre de pages.

1. Grote, R. *et al.* Functional traits of urban trees: air pollution mitigation potential. *Frontiers in Ecology and the Environment* **14**, 543–550 (2016).
2. Nowak, D. J., Hirabayashi, S., Doyle, M., McGovern, M. & Pasher, J. Air pollution removal by urban forests in Canada and its effect on air quality and human health. *Urban Forestry & Urban Greening* **29**, 40–48 (2018).
3. Cohen, D. A. *et al.* Contribution of Public Parks to Physical Activity. *Am J Public Health* **97**, 509–514 (2007).
4. Bratman, G. N. *et al.* Nature and mental health: An ecosystem service perspective. *Science Advances* **5**, eaax0903 (2019).
5. Kondo, M. C., Fluehr, J. M., McKeon, T. & Branas, C. C. Urban Green Space and Its Impact on Human Health. *Int J Environ Res Public Health* **15**, 445 (2018).
6. Saint-Onge, K., Coulombe, S., Philibert, M., Wiesztort, L. & Houle, J. How urban parks nurture eudaimonic and hedonic wellbeing: An explorative large-scale qualitative study in Québec, Canada. *Wellbeing, Space and Society* **3**, 100095 (2022).
7. Côté, S. D., Rooney, T. P., Tremblay, J.-P., Dussault, C. & Waller, D. M. Ecological impacts of deer overabundance. *Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics* **35**, 113–147 (2004).
8. Gorchov, D. L. *et al.* Differential and interacting impacts of invasive plants and white-tailed deer in eastern U.S. forests. *Biological Invasions* (2021).
9. LoGiudice, K., Ostfeld, R. S., Schmidt, K. A. & Keesing, F. The ecology of infectious disease: Effects of host diversity and community composition on Lyme disease risk. *Proceedings of the National Academy of Sciences* **100**, 567–571 (2003).
10. Kulkarni, M. A. *et al.* Major emerging vector-borne zoonotic diseases of public health importance in Canada. *Emerg Microbes Infect* **4**, e33 (2015).
11. Bouchard, C. *et al.* Increased risk of tick-borne diseases with climate and environmental changes. *Can Commun Dis Rep* **45**, 83–89 (2019).
12. Agence de la santé publique du Canada. Maladie de Lyme : Surveillance. (2015).
13. Eisen, L. & Stafford, K. C., III. Barriers to effective tick management and tick-bite prevention in the United States (Acari: Ixodidae). *Journal of Medical Entomology* **58**, 1588–1600 (2021).
14. Blossey, B., Curtis, P., Boulanger, J. & Dávalos, A. Red oak seedlings as indicators of deer browse pressure: Gauging the outcome of different white-tailed deer management approaches. *Ecology and Evolution* **9**, 13085–13103 (2019).
15. Aronson, M. F. *et al.* Biodiversity in the city: key challenges for urban green space management. *Frontiers in Ecology and the Environment* **15**, 189–196 (2017).
16. Martin, A. M. *et al.* Deer management generally reduces densities of nymphal *Ixodes scapularis*, but not prevalence of infection with *Borrelia burgdorferi* sensu stricto. *Ticks Tick Borne Dis* **14**, 102202 (2023).
17. Elias, S. P. *et al.* A generalized additive model correlating blacklegged ticks with white-tailed deer density, temperature, and humidity in Maine, USA, 1990-2013. *J Med Entomol* **58**, 125–138 (2021).
18. Levi, T., Kilpatrick, A. M., Mangel, M. & Wilmers, C. C. Deer, predators, and the emergence of Lyme disease. *Proc Natl Acad Sci U S A* **109**, 10942–10947 (2012).
19. Kilpatrick, A. M. *et al.* Lyme disease ecology in a changing world: consensus, uncertainty and critical gaps for improving control. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* **372**, 20160117 (2017).

20. Madhav, N. K., Brownstein, J. S., Tsao, J. I. & Fish, D. A dispersal model for the range expansion of blacklegged tick (Acari: Ixodidae). *Journal of Medical Entomology* **41**, 842–852 (2004).
21. Watts, A. G. *et al.* Host functional connectivity and the spread potential of Lyme disease. *Landscape Ecol* **33**, 1925–1938 (2018).
22. Dumas, A., Bouchard, C., Lindsay, L. R., Ogden, N. H. & Leighton, P. A. Fine-scale determinants of the spatiotemporal distribution of *Ixodes scapularis* in Quebec (Canada). *Ticks and Tick-borne Diseases* **13**, 101833 (2022).
23. Tardy, O. *et al.* Mechanistic movement models reveal ecological drivers of tick-borne pathogen spread. *J R Soc Interface* **18**, 20210134 (2021).
24. Ripoche, M. *et al.* Multi-scale clustering of Lyme disease risk at the expanding leading edge of the range of *Ixodes scapularis* in Canada. *International Journal of Environmental Research and Public Health* **15**, 603 (2018).
25. Talbot, B. *et al.* Landscape determinants of density of blacklegged ticks, vectors of Lyme disease, at the northern edge of their distribution in Canada. *Sci Rep* **9**, 16652 (2019).
26. Eisen, L. Rodent-targeted approaches to reduce acarological risk of human exposure to pathogen-infected *Ixodes* ticks. *Ticks and Tick-borne Diseases* **14**, 102119 (2023).
27. Pelletier, J. *et al.* Evaluation of fluralaner as an oral acaricide to reduce tick infestation in a wild rodent reservoir of Lyme disease. *Parasites & Vectors* **13**, 73 (2020).
28. Pelletier, J. *et al.* Fluralaner baits reduce the infestation of *Peromyscus* spp. mice (Rodentia: Cricetidae) by *Ixodes scapularis* (Acari: Ixodidae) larvae and nymphs in a natural environment. *Journal of Medical Entomology* **59**, 2080–2089 (2022).
29. One Health High-Level Expert Panel (OHHLEP) *et al.* One Health: A new definition for a sustainable and healthy future. *PLoS Pathog* **18**, e1010537 (2022).
30. Gouvernement du Canada. Stratégie nationale d'adaptation du Canada. (2022).
31. INSPQ. Cartographie du risque d'acquisition de la maladie de Lyme. (2022).
32. Agence de la santé publique du Canada. Plan d'action de l'ASPC sur la maladie de Lyme. https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/rapports-publications/releve-maladies-transmissibles-canada-rmtc/numero-mensuel/2014-40/rmtc-volume-40-5-6-mars-2014/rmtc-volume-40-5-6-mars-2014-2.html (2014).
33. Rand, P. W. *et al.* Deer density and the abundance of *Ixodes scapularis* (Acari: Ixodidae). *J Med Entomol* **40**, 179–184 (2003).
34. Stafford, K. C., III & Williams, S. C. Deer-targeted methods: a review of the use of topical acaricides for the control of ticks on white-tailed deer. *Journal of Integrated Pest Management* **8**, (2017).
35. Nuttle, T., Ristau, T. E. & Royo, A. A. Long-term biological legacies of herbivore density in a landscape-scale experiment: forest understoreys reflect past deer density treatments for at least 20 years. *Journal of Ecology* **102**, 221–228 (2014).
36. Hidding, B., Tremblay, J.-P. & Côté, S. D. A large herbivore triggers alternative successional trajectories in the boreal forest. *Ecology* **94**, 2852–2860 (2013).
37. De Vriendt, L., Lavoie, S., Barrette, M. & Tremblay, J.-P. From delayed succession to alternative successional trajectory: How different moose browsing pressures contribute to forest dynamics following clear-cutting. *Journal of Vegetation Science* **32**, e12945 (2021).
38. Steward, P. A. Long-distance swimming by a white-tailed deer. *American Midland Naturalist* **85**, 271 (1971).
39. Schemnitz, S. D. Marine island: Mainland movements of white-tailed deer. *Journal of Mammalogy* **56**, 535–36 (1975).
40. Avgar, T., Potts, J. R., Lewis, M. A. & Boyce, M. S. Integrated step selection analysis: bridging the gap between resource selection and animal movement. *Methods in Ecology and Evolution* **7**, 619–630 (2016).
41. Hofmann, D. D., Cozzi, G., McNutt, J. W., Ozgul, A. & Behr, D. M. A three-step approach for

assessing landscape connectivity via simulated dispersal: African wild dog case study. *Landsc Ecol* **38**, 981–998 (2023).
42. Haklay, M. (Muki) *et al.* What is citizen science? the challenges of definition. in *The Science of Citizen Science* (eds. Vohland, K. et al.) 13–33 (Springer International Publishing, 2021). doi:10.1007/978-3-030-58278-4_2.
43. McKinley, D. C. *et al.* Citizen science can improve conservation science, natural resource management, and environmental protection. *Biological Conservation* **208**, 15–28 (2017).

« **Annexe 2** »:Désigne une lettre datée du 12 février 2024 qui confirme l'attribution d’une subvention pour un montant maximal d’un million cent soixante-dix-sept mille neuf cent cinquante-six dollars canadiens (1 177 956$ CA) par le CRSNG à l’Université pour lui permettre de réaliser son Projet (Annexe 1).

2024/02/12

Dossier : ALLRP 588175 - 23
Année financière : 2023 – 2024

PROTÉGÉ B

Cécile Aenishaenslin
Faculté de médecine vétérinaire
Université de Montréal
3200 RUE SICOTTE
SAINT-HYACINTHE, QC J2S 2M2

Objet : Subventions Alliance (ALLRP), proposition intitulée « PARCS en Santé: Contrôler les agents pathogènes transmis par les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs nature péri-urbains », en collaboration avec l'institut national de santé publique, le consortium Ouranos, la société d'établissement de plein air du Québec, l'agence de santé publique du Canada, la ville de Montréal, Mitacs, Espace pour la vie Montréal, le CISSS de la Montérégie-Centre, le ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques, la faune et des parcs, la ville de Sainte-Julie, la ville de Longueuil, la ville de Saint-Bruno-de-Montarville et le CIUSSS de l'Estrie – CHUS

Bonjour,

Nous avons le plaisir de vous informer que le CRSNG a approuvé la demande de subvention mentionnée en objet, selon les modalités suivantes.

Le montant versé à l'appui du projet concerné est valide pour une période d'un an débutant le 2024/02/15.

La subvention entre en vigueur le : 2024/02/15

Année	Montant accordé	Exercice	Montant du versement	*Total pour l'exercice (à l'usage du CRSNG)*
1	453 743.00 $	2023	226 872.00 $	226 872.00 $
		2024	226 871.00 $	
2	127 450.00 $	2024	127 450.00 $	
3	183 833.00 $	2025	183 833.00 $	
4	237 840.00 $	2026	237 840.00 $	
5	175 090.00 $	2027	175 090.00 $	

Mitacs communiquera des renseignements sur les stages du programme Accélération sous pli séparé. Pour toute question relative au financement de Mitacs ou pour toute communication, veuillez vous adresser à votre conseiller en développement des affaires Mitacs. Vous devez continuer de satisfaire aux conditions de la subvention Alliance et des stages du programme Accélération. Tout manquement à cet égard pourrait entrainer la réduction ou l'annulation de la subvention.

Les versements subséquents (s'il y a lieu) seront effectués sous réserve de la disponibilité des fonds.

La procédure de versement de la subvention du CRSNG et les conditions qui s'appliquent à celle-ci sont énoncées dans le document **Modalités de la subvention**. Le **Sommaire de la subvention** indique les dates auxquelles vous devez remettre les rapports au CRSNG. Une note de rappel vous sera envoyée environ six semaines avant la date de remise des rapports. Nous vous invitons de plus à consulter **l'annexe** ci-après, qui porte sur le renforcement de la sécurité de la recherche au Canada.

Enfin, je joins à titre d'information une copie des commentaires reçus de la part des évaluateurs externes ainsi que les *Instructions aux évaluateurs externes*. La copie que nous vous transmettons ne contient aucun renseignement dévoilant l'identité des auteurs ou de tiers, conformément aux principes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Vous trouverez également ci-inclus les résultats de l'évaluation du mérite de votre demande. Si vous désirez recevoir une copie de ces commentaires dans l'autre langue officielle, veuillez en informer le CRSNG.

Nous vous invitons à transmettre toute décision relative à votre demande à vos cocandidats et à vos organismes partenaires, car nous ne communiquerons pas directement avec eux. Votre université sera informée de cette décision étant donné que les résultats sont affichés dans le site sécurisé d'administration des subventions et bourses (PASB) aux deux semaines, mais vous devez communiquer une copie de la présente lettre à son bureau des subventions de recherche et son service financier afin d'assurer la gestion adéquate et opportune de votre subvention.

Toutes nos félicitations, et je vous souhaite tout le succès possible dans votre projet de recherche.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.

(Signature non requise)

Lyanne Betit
Gestionnaire
Partenariats de recherche
Téléphone : (343) 552-9103
Courriel : Lyanne.Betit@nserc-crsng.gc.ca

Annexe : Renforcer la sécurité de la recherche au Canada

Le gouvernement du Canada prend très au sérieux sa responsabilité quant à la protection de la recherche canadienne. La recherche de pointe menée au Canada permet au pays d'être à l'avant-garde des découvertes à l'échelle mondiale, ce qui peut faire d'elle une cible attrayante aux yeux d'acteurs étatiques étrangers qui présentent un risque pour la sécurité nationale.

Conscients de l'évolution constante des menaces, l'honorable François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, l'honorable Jean-Yves Duclos, ministre de la Santé, et l'honorable Marco E. L. Mendicino, ministre de la Sécurité publique, ont publié en février 2023 une déclaration sur la protection de la recherche canadienne. Les organismes fédéraux de financement de la recherche au Canada ─ le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) ─ et la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) saluent cette déclaration.

Le gouvernement du Canada, les organismes fédéraux de financement de la recherche et la communauté de la recherche ont la responsabilité commune de protéger l'intégrité de notre écosystème de recherche et de le protéger contre les activités qui minent ses principes fondamentaux d'ouverture, de transparence, de mérite, de liberté académique et de réciprocité. Nous nous engageons à veiller à ce que la recherche ouverte et collaborative que nous finançons ne contribue pas à faire progresser les capacités militaires ainsi que les capacités de sécurité et de renseignement d'acteurs étatiques étrangers qui présentent une menace pour le Canada. Les chercheuses et chercheurs canadiens sont invités à faire preuve de diligence raisonnable dans la gestion de leurs travaux et dans l'établissement ou la poursuite de collaborations et partenariats internationaux.

Toutes les personnes titulaires d'une bourse ou d'une subvention doivent être conscientes que le CRSNG se réserve le droit de reporter ou d'annuler un versement de bourse et/ou de subvention :

- Si le gouvernement du Canada détermine que les travaux de recherche, la ou les personnes titulaires de la bourse ou de la subvention, ou les organismes partenaires présentent un risque inacceptable pour la sécurité nationale, le cas échéant;
- Si la ou les personnes titulaires de la bourse ou de la subvention ou les organismes partenaires, le cas échéant, font l'objet d'enquêtes criminelles, d'un acte d'accusation ou d'une déclaration de culpabilité qui sont liées à la recherche ou qui ont une incidence sur ceux-ci.

Le gouvernement du Canada donnera, dans les mois à venir, des orientations supplémentaires sur la sécurité de la recherche concernant les domaines de recherche sensibles et les affiliations avec une université, un institut de recherche ou un laboratoire rattaché à une organisation militaire ou à un organisme de défense nationale ou de sécurité d'État d'un acteur étatique étranger qui présente un risque pour notre sécurité nationale. Cette politique améliorée, qui s'appliquera aux futures demandes de subvention, s'appuie sur les efforts déjà en cours pour renforcer la sécurité de la recherche au Canada, tout en continuant à soutenir un environnement de recherche ouvert et collaboratif.

Tout en faisant preuve de vigilance dans la protection de la recherche canadienne, nous devons tous nous prémunir contre les préjugés conscients et inconscients qui pourraient entrainer des comportements discriminatoires. Il est primordial que les mesures de sécurité de la recherche

mises en œuvre par le gouvernement du Canada ne conduisent pas à la discrimination ni au profilage d'un membre de la communauté de la recherche. L'absence de discrimination est un droit fondamental de la personne, reconnu à l'échelle internationale, et un milieu de recherche équitable, diversifié et inclusif est essentiel à la réalisation de travaux de recherche inédits et de qualité exceptionnelle qui génèrent des retombées.

Le gouvernement du Canada, les organismes fédéraux de financement de la recherche et la Fondation canadienne pour l'innovation continueront d'appuyer la communauté de la recherche et de collaborer avec elle afin de protéger la recherche canadienne tout en maintenant nos engagements à l'égard de la science ouverte et de la collaboration internationale ainsi que de l'équité, de la diversité et de l'inclusion. Ensemble, nous pouvons développer au Canada un système de recherche et d'innovation solide et concurrentiel à l'échelle mondiale de sorte que les fruits de la recherche et développement au Canada soient récoltés par ceux et celles qui la mènent et au profit de la population canadienne.

Modalités de la subvention

Sommaire de la subvention

Dossier :	ALLRP 588175 - 23
Titre de la demande :	PARCS en Santé: Contrôler les agents pathogènes transmis par les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs nature péri-urbains
Titulaire de la subvention :	Cécile Aenishaenslin, Pathologie et microbiologie, Université de Montréal
Organismes partenaires :	A. Kimpton, Institut national de santé publique L. Crevier-Lapointe, Consortium Ouranos N. Rivard, Soc d'établissement de plein air du QC S.G. Guercio, Agence de Santé Publique du Canada M. Lafontaine, Ville de Montréal V. Ady, Mitacs M.L. Larrivée, Espace pour la vie Montréal H. Sissoko, CISSS de la Montérégie-Centre S. Tremblay, Min de l'Envir et de la Lutte contre les changements climatiques, la Faune et des Parcs G. Quirion, Ville de Sainte-Julie C. Provost, Ville de Longueuil S. Jinchereau, Ville de Saint-Bruno-de-Montarville I. Samson, CIUSSS de l'Estrie - CHUS
Cotitulaire(s) de la subvention :	J. Brodeur, Professeur, Sciences biologiques, Université de Montréal J.P. Tremblay, Professeur, Biologie, Université Laval K. Turgeon, Professeur adjoint, Sciences naturelles, Université du Québec en Outaouais A. Leighton, Professeur, Médecine vétérinaire, faculté de, Université de Montréal
Collaborateur(s) :	N. Bleau, Ouranos Consortium F.B. Bussière, Université de Sherbrooke A. Dumas, Université de Montréal S. Lamoureux, Min des Forêts, de la Faune et des Parcs M. Lavoie, Université Laval M. Leclerc, Université Laval A. Massé, Ministère des Ressources naturelles et de la Faune plus...

Date de début de la subvention :	2024/02/15	***Date de fin de la subvention :***	2029/02/14

Calendrier des rapports :	1er rapport d'étape	2025/12/15
	2e rapport d'étape	2027/12/15
	Rapport final	2029/04/14

Note : Conformément au *Guide d'administration financière des trois organismes*, le CRSNG accorde systématiquement une période de prolongation d'un an pour utiliser les fonds de la subvention. Cette période de prolongation vous permet de mener à bien les activités de recherche prévues pour la période de validité de votre subvention. La prolongation ne s'applique qu'à la partie de la subvention relevant du CRSNG. Le rapport final sera demandé autour de la date limite indiquée ci-dessus, mais pourra être remis que 14 mois après cette date.

Montant de la subvention :			***Contributions des organismes d'appui : (reconnues aux fins du partage des couts)***	
			EN ESPÈCES	**EN NATURE**
1/5	226 872 $	2024/02/15	148 766.00 $	204 720.00 $
2/5	354 321 $	2024/04/01	179 353.00 $	67 330.00 $
3/5	183 833 $	2026/02/15	136 848.00 $	67 330.00 $
4/5	237 840 $	2027/02/15	64 880.00 $	64 399.00 $
5/5	175 090 $	2028/02/15	59 130.00 $	55 579.00 $

Lyanne Betit
Gestionnaire
Partenariats de recherche
Téléphone : (343) 552-9103
Courriel : Lyanne.Betit@nserc-crsng.gc.ca

Subventions Alliance

MODALITÉS DE LA SUBVENTION

Le CRSNG a le plaisir de vous offrir une subvention à l'appui du projet de recherche proposé dans votre demande pour le montant et la durée indiqués dans le Sommaire de la subvention.

Lorsque vous vous prévalez des fonds accordés, vous confirmez que pendant la période de validité de la subvention, vous acceptez de respecter les modalités et conditions suivantes :

1. Vous utilisez les fonds de la subvention (y compris les contributions financières provenant du CRSNG et des organismes partenaires) uniquement pour atteindre les objectifs expressément visés par la subvention et pour couvrir les dépenses admissibles, conformément au Guide d'administration financière des trois organismes, à la documentation de programme qui s'applique aux subventions Alliance et à toute entente conclue avec l'organisme. Vous n'êtes pas tenu de respecter à la lettre le budget que vous avez présenté dans votre demande à condition d'utiliser les fonds de la subvention pour atteindre les objectifs de recherche et de formation pour lesquels la subvention vous a été accordée. Vous comprenez que vous devez dépenser les fonds provenant de la subvention du CRSNG et des organismes partenaires dans un délai raisonnable tout au long du projet.
2. Vous fournissez des renseignements justes, complets et exacts dans tous les documents liés à votre subvention et vous vous présentez et présentez vos travaux et vos réalisations conformément aux normes du domaine visé par la demande.
3. Vous vous assurez que les personnes qui sont nommées dans tous les documents liés à votre subvention ont accepté que leur nom y soit inclus et que leurs renseignements personnels y soient divulgués.
4. Si vous bénéficiez des fonds de la subvention à titre de cotitulaire, vous acceptez que le titulaire de la subvention administre la subvention au nom du groupe ou de l'équipe.
5. Vous n'avez pas été déclaré, à l'heure actuelle, non admissible à demander ou à détenir des fonds du CRSNG, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ou des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), ou de tout autre organisme voué à la recherche ou organisme de financement de la recherche, au pays ou à l'étranger, pour des motifs de non-respect des politiques sur la conduite responsable de la recherche comme des politiques en matière d'éthique, d'intégrité ou de gestion financière. Si, en tout temps, vous êtes déclaré non admissible pour l'une ou

l'autre des raisons susmentionnées, vous devez aviser immédiatement par écrit un représentant officiel de votre établissement et le CRSNG.

6. Vous respectez le Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche, y compris tout autre document pertinent comme le Guide d'administration financière des trois organismes, le Guide des programmes destiné aux professeurs et toute modification que le CRSNG pourrait apporter à ces documents.
7. Si vous êtes ou avez été (à n'importe quel moment au cours des 12 derniers mois) un fonctionnaire fédéral, vous avez respecté et continuez de respecter le Code de valeurs et d'éthique du secteur public.
8. Vous consentez au partage de tout renseignement concernant la demande et la subvention, y compris des renseignements personnels, avec les trois organismes subventionnaires fédéraux (le CRSNG, le CRSH et les IRSC) et tout établissement postsecondaire auquel vous êtes ou pourriez devenir affilié.
9. Vous consentez au partage de tout renseignement concernant la subvention, y compris des renseignements personnels, avec tout organisme de cofinancement indiqué dans le projet de recherche ou y participant.
10. Vous fournissez les coordonnées de tous les étudiants, stagiaires postdoctoraux et autres stagiaires de recherche payés à même la subvention et les informez que le CRSNG pourrait communiquer avec eux pour obtenir des renseignements à des fins de statistiques ou de rapports.
11. Vous informez immédiatement par écrit le CRSNG et les représentants officiels de votre établissement de tout changement à l'égard de votre statut d'admissibilité.
12. Vous informez les représentants de votre établissement de tout changement dans la nature de la recherche qui pourrait avoir une incidence sur la certification ou sur les approbations précisées à la section 2.4 Exigences des organismes concernant certains types de recherche, du Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche.
13. Vous informez le CRSNG et les représentants de votre établissement de tout changement dans la nature de la recherche qui peut exiger une évaluation environnementale ou l'utilisation de cellules souches pluripotentes humaines. Vous n'entreprenez pas ces activités de recherche exigeant une certification supplémentaire avant d'avoir obtenu l'approbation du CRSNG.
14. Vous informez les représentants de votre établissement si vos plans de recherche changent pour inclure de nouvelles activités utilisant des sujets humains ou exigeant l'utilisation d'animaux. Vous n'entreprenez pas ces activités de recherche avant d'avoir obtenu l'approbation de l'établissement.
15. Sur demande et à des intervalles établis par le CRSNG, vous transmettez des rapports qui contiennent tous les renseignements demandés.

16. Vous respectez les dates de début et de fin de votre projet, qui sont indiquées dans le sommaire de la subvention. Si vous souhaitez prolonger la période de validité de la subvention, vous devez communiquer avec le CRSNG.

17. Vous recevrez le prochain versement de la subvention à la date d'anniversaire du début du projet ou autour de cette date sous réserve des conditions suivantes :

    - les fonds sont disponibles;
    - les organismes partenaires ont respecté leur engagement de verser les contributions en espèces prévues au cours de la période visée par le dernier versement reçu;
    - les organismes partenaires continuent d'apporter un soutien financier au cours de la période visée par le prochain versement;
    - vous êtes en mesure de prouver que les fonds sont nécessaires, si le CRSNG vous demande de le faire.

    Le CRSNG se réserve le droit de réduire le montant du versement ou d'annuler le versement d'une subvention si le titulaire de la subvention ne parvient pas à démontrer que les fonds sont toujours nécessaires.

    Conformément à la Ligne directrice concernant la Directive sur les paiements de transfert du Conseil du Trésor, le CRSNG peut transférer les fonds à votre université en un seul versement ou sous forme de paiements échelonnés à intervalles réguliers au cours de l'année. En général, si le montant est supérieur à 250 000 $, les fonds sont transférés en plusieurs versements.

18. Vous avez l'obligation de faire état, dans toute communication (orale ou écrite) ayant trait à la recherche et aux résultats qui en découlent, de l'appui du CRSNG. En outre, en vertu de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*, le CRSNG est tenu de prendre des mesures favorables à la promotion de l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. Par conséquent, nous vous demandons de faire mention verbalement et par écrit, en français et en anglais dans la mesure du possible, de l'appui financier que vous avez reçu du CRSNG. Vous trouverez un exemple de texte et des renseignements supplémentaires à la page Mention et logos du CRSNG.

19. Conformément aux Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche, le cas échéant, vous mettrez en œuvre toutes les mesures d'atténuation des risques identifiées dans votre plan d'atténuation des risques et dans la lettre d'octroi

Autres considérations

1. Participation des organismes partenaires

Le titulaire de la subvention doit rappeler à tous les organismes partenaires qu'ils ont les obligations suivantes :

- respecter leurs engagements à l'égard du projet (contributions en espèces ou en nature), tel qu'il en a été convenu;
- fournir les évaluations périodiques demandées par le CRSNG pour aider celui-ci à évaluer l'état d'avancement des travaux de recherche;
- s'efforcer d'exploiter les résultats du projet pour créer des retombées économiques, sociales et environnementales pour le Canada et les Canadiens.

Le CRSNG peut demander au titulaire de la subvention de changer d'organismes partenaires ou de mettre fin à la participation de l'un d'eux :

- pour des raisons de sécurité nationale;
- en cas de sanctions pénales;
- pour assurer le respect des lois, des règlements, des politiques et des directives fédéraux.

Le titulaire de la subvention doit s'assurer d'insérer des dispositions en lien avec ce qui précède dans les ententes conclues avec les organismes partenaires.

2. Ententes de recherche – Propriété intellectuelle

Le titulaire et les cotitulaires de la subvention, les universités et les organismes partenaires acceptent de respecter la Politique sur la propriété intellectuelle du CRSNG. Celui-ci considère comme une bonne pratique la signature par toutes les parties qui collaborent au projet de recherche d'une entente décrivant les droits et les obligations relatifs à la propriété intellectuelle de tous les organismes partenaires.

3. Changement de situation (organismes partenaires)

Le titulaire de la subvention doit immédiatement aviser le CRSNG de tout changement relatif aux organismes partenaires, par exemple :

- la personne-ressource de l'un des organismes partenaires change;
- l'un des organismes partenaires est racheté ou change de propriétaire et le nom de l'organisme change à la suite de l'acquisition;

- l'un des organismes partenaires retire son soutien financier ou en modifie le montant;
- un ou des nouveaux organismes partenaires se joignent au projet.

4. Cessation de la subvention

Le CRSNG se réserve le droit de mettre fin à la subvention à tout moment :

- s'il juge que les progrès réalisés sont insatisfaisants;
- si les contributions de l'organisme partenaire sont considérablement moins élevées que les montants indiqués dans le Sommaire de la subvention ou si l'organisme retire complètement son appui et que le titulaire de la subvention ne trouve pas un autre organisme qui convient pour le remplacer;
- si le gouvernement du Canada détermine que les travaux de recherche ou encore le titulaire de la subvention, les cotitulaires ou les organismes partenaires présentent un risque inacceptable pour la sécurité nationale, le cas échéant;
- si le titulaire, les cotitulaires de la subvention ou les organismes partenaires, le cas échéant, font l'objet d'enquêtes criminelles, d'un acte d'accusation ou d'une déclaration de culpabilité qui sont liées à la recherche ou qui ont une incidence sur ceux-ci;
- pour assurer le respect des lois, des règlements, des politiques et des directives fédéraux;
- si d'autres problèmes non mentionnés ici surviennent.

S'il doit mettre un terme à la subvention avant le temps, le CRSNG négociera les dispositions nécessaires pour l'arrêt graduel des activités du projet afin de réduire au minimum les dérangements, notamment en ce qui concerne la formation de personnel hautement qualifié. À noter toutefois qu'en cas de manquement (allégué ou confirmé) aux politiques du CRSNG, ce sont les dispositions du Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche qui s'appliquent.

5. Communications publiques au sujet de votre subvention

Une fois par année, le CRSNG annonce le nom des personnes qui ont obtenu une subvention Alliance au cours de l'année précédente pour leur rendre hommage. Il informe le bureau des communications de l'établissement du titulaire de l'annonce à venir aussi longtemps d'avance que possible. Il n'y a pas d'interdiction de publication : dès le premier jour de la période de validité de la subvention Alliance, le titulaire et son établissement peuvent annoncer l'obtention de la subvention dans leur site Web, dans les médias et dans tout autre canal de communication. L'établissement doit toutefois consulter l'équipe des communications du CRSNG avant de faire une annonce publique officielle.

Consentement à la divulgation de renseignements personnels

Vous comprenez que le maintien de la confiance du public à l'égard de l'intégrité des chercheurs est essentiel à l'établissement d'une société axée sur le savoir. Lorsque vous acceptez le financement des IRSC, du CRSNG ou du CRSH, vous confirmez avoir lu toutes les politiques de ces organismes qui se rapportent à vos travaux de recherche et que vous acceptez de les respecter, y compris le Cadre de référence des trois organismes sur la conduite responsable de la recherche. Dans les cas de violation grave des politiques des organismes subventionnaires, ces derniers peuvent divulguer publiquement tout renseignement pertinent qui est d'intérêt public, y compris votre nom, la nature de la violation, le nom de l'établissement où vous travailliez au moment de la violation, le nom de l'établissement où vous travaillez actuellement et les recours pris à votre endroit. Vous acceptez qu'il s'agisse d'une condition pour recevoir des fonds des organismes et vous consentez à cette divulgation. Si vous refusez que vos renseignements personnels soient divulgués, vous ne pourrez pas participer à cette subvention.

Remarque : Si vous croyez ne pas pouvoir respecter les modalités susmentionnées, communiquez immédiatement avec les responsables officiels de votre établissement ou le personnel du CRSNG responsable du programme (dont le nom figure dans le Sommaire de la subvention). N'acceptez pas les modalités et n'utilisez pas les fonds qui vous ont été versés ou qui ont été versés à l'établissement d'accueil avant que vous soyez certain que vous pouvez respecter toutes les exigences.

« **Annexe 3** »:Désigne le document qui fixe les modalités et les conditions de la contribution en nature (en biens et en services) que doit effectuer la Ville dans le cadre de la présente convention; ladite contribution étant détaillée à la clause 6.3 de la présente convention.

ANNEXE 3

MODALITÉS ET CONDITIONS RELATIVES À LA CONTRIBUTIONEN NATURE (EN BIENS ET EN SERVICES) DE LA VILLE

1. La contribution en nature sera effectuée et comptabilisée par le Responsable au fur et à mesure de l'évolution des travaux, selon les critères de calcul qu'il détermine. La contribution en nature sera d'une valeur maximale de cinquante-trois mille quatre cent quarante dollars (55 020,00$) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, entre le 15 février 2024 et le 15 février 2029.

2. La contribution en nature comprend :

    2.1. les salaires du personnel scientifique et technique

    2.2. un soutien technique du personnel de la Ville (récolte de données, consolidation des données, contrôle de qualité, transfert de données; expertises en taxonomie);

    2.3. l'accès à des locaux d'Espace pour la vie, à raison de trois (3) jours par années.

3. La contribution en nature de la Ville se fera selon la condition suivante:

    3.1. lorsque la disponibilité du personnel et des équipements visés le permet, étant entendu qu'en aucun cas la Ville ne pourra être tenue d'offrir cette contribution au détriment de ses activités régulières.

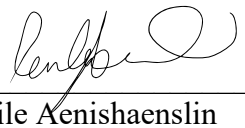
« **Annexe 4** »: Désigne le formulaire intitulé « Déclarations des chercheurs ».

Annexe 4

Déclarations des chercheurs

Je soussignée, Mme Cécile Aenishaenslin, professeure agrégée au Département de pathologie et microbiologie de la Faculté de médecine vétérinaire de l'UdeM, déclare ce qui suit :

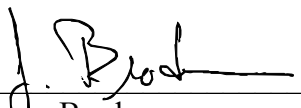
1- je suis la Chercheure principale du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'UdeM tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur toutes inventions, découvertes, améliorations ou réalisations reliées directement au Projet et conçues, développées, créées et obtenues dans la cadre de la réalisation de celui-ci afin que l'UdeM puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.



Cécile Aenishaenslin
Professeure agrégée

Je soussigné, M. Jacques Brodeur, professeur titulaire au Département de sciences biologiques de l'UdeM, déclare ce qui suit :

1- je suis l'un des Co-chercheur du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'UdeM tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur toutes inventions, découvertes, améliorations ou réalisations reliées directement au Projet et conçues, développées, créées et obtenues dans la cadre de la réalisation de celui-ci afin que l'UdeM puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.



Jacques Brodeur
Professeur titulaire

Je soussigné, M. Patrick Leighton, professeur titulaire au Département de pathologie et microbiologie de la Faculté de médecine vétérinaire de UdeM, déclare ce qui suit :

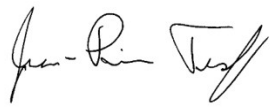
1- je suis l'un des Co-chercheur du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'UdeM tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur toutes inventions, découvertes, améliorations ou réalisations reliées directement au Projet et conçues, développées, créées et obtenues dans la cadre de la réalisation de celui-ci afin que l'UdeM puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.

Digitally signed by Patrick Leighton
Date: 2024.09.24 12:04:39 -04'00'

Patrick Leighton
Professeur titulaire

Je soussigné, M. Jean-Pierre Tremblay, professeur titulaire au Département de de biologie de ULaval, déclare ce qui suit :

1- je suis l'un des Co-chercheur du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'ULaval tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur toutes inventions, découvertes, améliorations ou réalisations reliées directement au Projet et conçues, développées, créées et obtenues dans la cadre de la réalisation de celui-ci afin que l'ULaval puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.



_____
Jean-Pierre Tremblay
Professeur titulaire

Je soussignée, Mme Katrine Turgeon, professeure adjointe au Département de sciences naturelles de l'UQO, déclare ce qui suit :

1- je suis l'un des Co-chercheur du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'UQO tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur toutes inventions, découvertes, améliorations ou réalisations reliées directement au Projet et conçues, développées, créées et obtenues dans la cadre de la réalisation de celui-ci afin que l' UQO puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.



Katrine Turgeon
Professeure adjointe

Je soussigné, M. Martin Leclerc, professeur associé au Département de biologie de l'UdeS, déclare ce qui suit :

1- je suis l'un des Co-chercheur du Projet;
2- j'ai lu la présente Entente, incluant ses annexes;
3- je m'engage à me conformer à toutes les dispositions de l'Entente qui me concernent, dont celles relatives à la confidentialité;
4- je cède à l'UdeS tous les droits que je détiendrais ou pourrais détenir sur les Résultats du Projet afin que l'UdeS puisse respecter ses obligations en vertu de l'Entente;
5- je m'engage à utiliser ou mettre à la disposition de quiconque exclusivement des biens, dont des éléments de Propriété intellectuelle, pour lesquels je détiens les droits nécessaires à leur utilisation sans contrevenir aux droits de tiers;
6- j'accorde gratuitement une licence non-exclusive d'utilisation aux Partenaires sur les Publications, comme indiqué à l'article 9.7 de l'Entente.
7- je m'engage à faire en sorte que toutes les personnes de mon équipe qui collaboreront aux travaux de recherche du Projet soient informées de leurs obligations en vertu de l'Entente.

Martin Leclerc UdS
Signé avec ConsignO Cloud (11/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.
Université de Sherbrooke

Martin Leclerc
Professeur associé

« **Annexe 5** ou **Protocole de visibilité** »: Document intitulé « Protocole de visibilité » de la Ville mentionné à l'article 12 (Promotion et publicité) de la présente convention.

ANNEXE 5

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

« **Annexe 6** » : Document intitulé « Communiqués de presse et communications publiques » de l'Université et mentionné à l'article 12 (Promotion et publicité) de la présente convention.

Annexe 6

Communiqués de presse et communications publiques

Chaque Partie convient qu'elle ne pourra participer à l'émission de communiqué(s) de presse ou de toute autre communication publique concernant la présente convention ou le Projet sans avoir obtenu, au préalable, le consentement écrit des autres Parties. De plus, l'obtention d'un consentement en lien avec l'émission d'un communiqué de presse ou d'une communication publique ne saurait être interprété comme un consentement à l'émission d'autres communiqués futurs ou d'autres divulgations publiques futures. Enfin, tout communiqué de presse et/ou communication publiques devra indiquer la contribution de chaque Partie, de la Chercheuse principale, de tout Co-chercheur et autre personnel impliqué dans la réalisation du Projet.

L'Université étant l'Institution gestionnaire de la subvention, tout tel communiqué de presse, avis médias et/ou communication publique liés au Projet devront être soumis par le Comité scientifique, avec un préavis raisonnable, à la Chercheuse principale pour approbation par le Bureau des communications et des relations publiques de l'Université, préalablement à toute diffusion.

Dans tous les cas, les Partenaires devront s'assurer que toute annonce publique ne laisse pas entendre que les Institutions accordent leur soutien à un produit, à un processus ou à une pratique quelconque des Partenaires ou endossent une quelconque opinion de ceux-ci et réciproquement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248167002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurents, à l'Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période allant du 15 février 2024 au 14 février 2029. Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2024-10-10 Aenishaenslin SAJ correction_contribution_EPV_20241009_edits_UdeM_20241009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : 514 820 9488

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-10

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : 514 820 9488
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

10 octobre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION DE LA VILLE DE MONTRÉAL À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ET LICENCE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissante et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée « **Ville** »

ET : **UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,** personne morale dûment constituée ayant son siège au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, Montréal, Québec, H3T 1J4, agissante et représentée par sa Directrice, Contrats et partenariats, M^{me} Martine Haviernick dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée l'« **Université** »

La Ville et l'Université sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Université, en collaboration avec l'université Laval, l'université du Québec en Outaouais, l'université de Sherbrooke (les « **Institutions** ») et d'autres partenaires ont soumis une demande de subvention au Conseil de recherches en sciences naturelles en génie du Canada (ci-après désigné le « **CRSNG** »), dans le cadre de son programme Alliance pour la réalisation du projet intitulé « PARCS en Santé : Contrôler les agents pathogènes transmis par les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs nature péri-urbains » et présenté en Annexe 1 des présentes (ci-après le « **Projet** »);

ATTENDU QUE le 12 février 2024, le CRSNG a confirmé à l'Université qu'il accepte la demande de subvention et qu'il investira un montant d'un million cent soixante-dix-sept mille neuf cent cinquante-six dollars canadiens (1 177 956 $ CA) sur une période de cinq (5) ans au financement des activités du Projet, le tout tel qu'indiqué dans l'avis de décision du CRSNG joint en Annexe 2 des présentes (la « **Subvention** »);

ATTENDU QUE le 19 mars 2024, Mitacs a confirmé à l'Université qu'il accepte la demande de subvention et qu'il investira un montant de quatre cent soixante mille dollars canadiens (460 000 $ CA) sous forme de bourses, tel qu'indiqué dans l'avis de décision Mitacs joint à l'Annexe 2 des présentes (le « **Financement Mitacs** »);

ATTENDU QUE des partenaires se sont engagés à collaborer au Projet et à soutenir ses activités en y faisant des contributions (i) en espèce pour un montant total avoisinant les cinq cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante-dix-sept dollars canadiens (588 977 $ CA) (les « **Contributions en espèce** ») et (ii) en nature estimées à quatre cent cinquante-neuf mille trois cent cinquante-huit dollars canadiens (459 358 $ CA), telles que détaillées dans la demande de subvention de l'Université (Annexe 1);

ATTENDU QUE les Parties conviennent qu'il est également possible d'ajouter des tiers comme Partie au Projet, suivant les termes et conditions expresses énoncés à la présente convention;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent publier les résultats issus du Projet en accord avec les principes directeurs du CRSNG, lesquels étant détaillés à l'Annexe B des présentes;

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent que les résultats issus du Projet seront d'intérêt pour les Parties et le grand public en général et qu'il est important que leur diffusion se fasse de façon concertée et structurée;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention, prévoir les modalités qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE, dans le cadre de la réalisation du Projet, l'Université s'est également associée à des Institutions et à des Partenaires, tels que définis ci-après à la clause 2.9, et a conclu avec ceux-ci des ententes de collaboration de recherche dont les dispositions relatives à la gestion de la propriété intellectuelle, la confidentialité, le processus de publication et de divulgations publiques, sont similaires à celles de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Université;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1 ou Projet** » : Désigne le document intitulé « Demande de subvention - datée du 20 octobre 2023 », déposée par l'Université pour son projet de recherche

intitulé « *PARCS en santé : Contrôler les agents pathogènes transmis par les tiques tout en protégeant la biodiversité des parcs nature péri-urbains* » et dûment accepté par le CRSNG; ledit Projet y est décrit plus amplement.

2.2 « **Annexe 2** » : Désigne une lettre datée du 12 février 2024 qui confirme l'attribution d'une subvention pour un montant maximal d'un million cent soixante-dix-sept mille neuf cent cinquante-six dollars canadiens (1 177 956 $ CA) par le CRSNG à l'Université pour lui permettre de réaliser son Projet (Annexe 1).

2.3 « **Annexe 3** » : Désigne le document qui fixe les modalités et les conditions de la contribution en nature (en biens et en services) que doit effectuer la Ville dans le cadre de la présente convention; ladite contribution étant détaillée à la clause 6.3 de la présente convention.

2.4 « **Annexe 4** » : Désigne le formulaire intitulé « Déclarations des chercheurs ».

2.5 « **Annexe 5** ou **Protocole de visibilité** » : Document intitulé « Protocole de visibilité » de la Ville mentionné à l'article 12 (Promotion et publicité) de la présente convention.

2.6 « **Annexe 6** » : Document intitulé « Communiqués de presse et communications publiques » de l'Université et mentionné à l'article 12 (Promotion et publicité) de la présente convention.

2.7 « **Chercheuse principale** » : Désigne la responsable de la direction scientifique et de la réalisation du Projet au sein de l'Université; laquelle est identifiée à la clause 4.1 de la présente convention, ainsi que des aspects administratifs et financiers liés aux différentes contributions pour la réalisation du Projet, incluant la correspondance entre les Partenaires, telle que cette expression est définie à la clause 2.9 des présentes.

2.8 « **Date de terminaison** » : Désigne le moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation (article 17 - Résiliation) ou à l'arrivée de son terme (article 8 – Durée).

2.9 « **Partenaire** » : Désigne, outre la Ville et l'Université, la Ville de Longueuil, la Société des établissements de plein air du Québec, la Ville de Sainte-Julie, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville, Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs du Québec, l'Agence de la santé publique du Canada, Ouranos, Institut national de santé publique du Québec, le Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie et du centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke, le Centre intégré de la santé et des services sociaux (CISSS) de la Montérégie-Centre et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Aux fins de la présente convention, ils sont individuellement ou collectivement appelés un « **Partenaire** » ou les « **Partenaires** ». Compte tenu de la nature des travaux ou services requis pour la réalisation du Projet (Annexe 1) dans le cadre de la présente convention, les Partenaires n'assument aucune obligation de résultat, mais plutôt une obligation de moyen.

2.10 « **Propriété intellectuelle antérieure** » : Signifie toute propriété intellectuelle conçue, développée, acquise ou autrement obtenue par l'une ou l'autre des Parties ou l'un ou l'autre des Partenaires antérieurement à la conclusion de la présente convention ou en dehors du cadre de la réalisation du Projet. Toute propriété intellectuelle antérieure au Projet, fournie par une Partie ou par un Partenaire dans le cadre de la réalisation du Projet, demeure sa propriété.

2.11 « **Rapport annuel** » : Document présentant le profil de l'Université, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan des activités et accomplissements dans le cadre du Projet pour chaque année de la présente convention.

2.12 « **Reddition de compte** » : Désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, les pièces justificatives, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais indirects , le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable, tel que défini ci-après à la clause 2.14, dans le cadre de la présente convention.

2.13 « **Renseignements confidentiels** » : désigne tous les renseignements ou toutes les informations techniques, quel que soit le support utilisé, échangés entre les Parties ou entre les Partenaires, identifiés comme étant confidentiels conformément aux modalités décrites à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention.

2.14 « **Responsable** »: Directeur du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et les conditions de la contribution accordée par la Ville à l'Université, laquelle contribution doit être dédiée exclusivement à la réalisation du Projet; lequel est décrit plus amplement à l'Annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 4
CHERCHEUSE PRINCIPALE

4.1 Désignation du Chercheur principal

Les Parties reconnaissent que madame Cécile Aenishaenslin, professeure agrégée au Département de pathologie et microbiologie de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université agira à titre de Chercheuse principale et sera responsable de la direction scientifique et de la réalisation du Projet ainsi que des aspects administratifs et financiers liés aux contributions des Partenaires. Elle assure également la coordination et les communications entre les Partenaires et dirige l'équipe du Projet qui participe à la réalisation du Projet.

4.2 La Chercheuse principale sera assistée par les co-chercheurs suivants : MM. Jacques Brodeur et Patrick Leighton, respectivement professeur titulaire au Département de sciences biologiques et professeur titulaire au Département de pathologie et microbiologie de l'Université de Montréal; M. Jean-Pierre Tremblay, professeur titulaire au Département de biologie de l'université Laval; M^{me} Katrine Turgeon, professeure adjointe au Département de sciences naturelles de l'Université du Québec en Outaouais et M. Martin Leclerc, professeur associé au Département de biologie de l'Université de Sherbrooke (ensemble, les « **Co-chercheurs** »).

4.3 Remplacement

Advenant que la Chercheuse principale ou l'un des Co-chercheurs n'est plus disposé à participer au Projet et doit être remplacé, une entente préalable entre les Partenaires est requise pour désigner un nouveau Chercheur principal, si le CRSNG et Mitacs le permettent. Dans un tel cas, tous les candidats au remplacement de la Chercheuse principale ou des Co-chercheurs seront évalués par les Partenaires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

En considération de la contribution financière et de la contribution en nature de la Ville, l'Université s'engage à :

5.1 Réalisation du Projet (Annexe 1)

5.1.1 réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention, sous la direction de la Chercheuse principale.

5.1.2 assurer :

a. l'engagement du personnel de recherche associé à la réalisation du Projet;

b. la mise en place des infrastructures et des espaces de laboratoire nécessaires aux activités et travaux permettant la réalisation du Projet;

c. la participation au Projet d'étudiants de maîtrise, de doctorat et post-doctorat le cas échéant.

5.1.3 utiliser les contributions de la Ville exclusivement et uniquement aux fins de la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

5.1.4 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention et assumer tout dépassement des coûts requis pour son entière réalisation, étant entendu que la contribution de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à celle décrite à l'article 6 (Obligations de la Ville) de la présente convention.

5.1.5 exécuter la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable.

5.1.6 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention.

5.1.7 informer le Responsable de toute situation particulière ou problématique liée à la réalisation du Projet ou au statut de la Chercheuse principale ou des Co-chercheurs, et ce, dans un délai raisonnable à compter de la connaissance de ladite situation ou problématique.

5.1.8 remettre au Responsable, au moins une fois l'an au plus tard le 31 janvier de chaque année ou sur demande de ce dernier, un rapport d'activités de l'année d'opération précédente indiquant les résultats ou produits issus des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet ou de la présente convention. Ce rapport doit notamment faire état de tout droit de propriété intellectuelle découlant du Projet et toute autre réalisation dans le cadre du Projet, dont notamment les rapports de recherche et les publications.

5.1.9 informer dans les meilleurs délais possibles le Responsable de toute situation problématique, modification significative des objectifs du Projet, etc., ou encore de l'ajout d'un nouveau Partenaire étant entendu qu'un tel ajout doit être préalablement approuvé par le Comité scientifique et, le cas échéant, remettre une copie de ladite convention au Responsable dans les dix (10) jours de sa signature.

5.2 Autorisations et permis

5.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention.

5.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention et les travaux ou les activités qui y sont reliés.

5.3 Respect des lois

5.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Responsable.

5.4 Aspects financiers

5.4.1 assurer une Reddition de compte constante et transparente et, sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment tenir, aux fins de la présente convention, des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des contributions versées ou fournies par la Ville.

5.4.2 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable

lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis écrit du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre 2024 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

5.4.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Université pour les contributions versées ou fournies par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces contributions ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Université qui sont, à son avis, en lien ou susceptible d'être en lien avec la présente convention, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Université accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention.

5.4.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier.

5.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions que la Ville verse à l'Université au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée, par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.4.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Université au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée, par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5.4.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

5.4.9 l'Université doit conserver les pièces justificatives originales et les registres afférents pour une période d'au moins sept (7) ans après la date de la fin de la présente convention.

5.5 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

Lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande écrite à l'Université, à l'adresse mentionnée à la clause 21.10 des présentes, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Contribution financière

En considération du respect par l'Université des obligations contenues à la présente convention et à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires soient effectivement versées ou fournies, la Ville convient de verser à l'Université une contribution financière maximale de cent trois mille cent soixante-quatorze dollars et cinquante-cinq cents (103 174,55 $) incluant tous les frais, y compris les frais indirects de l'Université applicables, qui sont de quinze (15 %) dans le cadre de la présente convention, et les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée exclusivement et uniquement à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention.

6.2 Versements de la contribution financière

6.2.1 La contribution financière sera remise à l'Université en cinq (5) versements :

6.2.1.1 un premier versement au montant de trente mille dollars (30 000 $), dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la signature de la présente convention.

6.2.1.2 un deuxième versement au montant de trente mille sept cent cinquante dollars (30 750 $), au plus tard le 1er décembre 2025.

6.2.1.3 un troisième versement au montant de trente mille neuf cent vingt-quatre dollars et cinquante-cinq cents (30 924,55 $), au plus tard le 1er décembre 2026.

6.2.1.4 un quatrième versement au montant de cinq mille sept cent cinquante dollars (5 750 $), au plus tard le 1er décembre 2027.

6.2.1.5 un cinquième versement au montant de cinq mille sept cent cinquante dollars (5 750 $), au plus tard le 1er décembre 2028.

6.2.2 L'Université ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

6.2.3 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Université ait respecté les modalités et conditions de la présente convention.

6.3 Contribution en biens et services (contribution en nature)

En sus de sa contribution financière et en considération du respect par l'Université des obligations contenues à la présente convention et à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires soient effectivement versées ou fournies, la Ville convient de verser à l'Université une contribution en bien et service d'une valeur en nature maximale de cinquante-cinq mille vingt dollars (55 020 $) incluant toutes les taxes applicables le cas échéant, pour la durée de la présente convention. La contribution en nature, telle que détaillée à l'Annexe 3 des présentes, sera effectuée et comptabilisée par la Ville au fur et à mesure de l'évolution de la réalisation du Projet de recherche selon les conditions et modalités de l'Annexe 1 de la présente convention, selon les critères de calcul qu'elle détermine. La contribution en nature sera effectuée selon la disponibilité du personnel et des équipements requis, étant entendu qu'en aucun cas la Ville ne pourra être tenue d'offrir cette contribution au détriment de ses activités.

6.4 Ajustements des contributions de la Ville

6.4.1 le Responsable peut suspendre, réduire ou annuler toute contribution si l'Université refuse ou néglige d'exécuter, en tout ou en partie, une de ses obligations à la présente convention et il peut également, en telle circonstance, exiger la remise de toute somme versée ou le remboursement en argent de toute contribution en bien et services fournis en vertu de la présente convention.

6.4.2 le Responsable peut exiger la remise par l'Université de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention. De plus, le Responsable pourra réduire les contributions de la Ville si la réalisation du Projet de recherche décrit à l'Annexe 1 de la présente convention ne requiert plus les contributions maximales prévues aux articles 6.1 (Contribution financière) et 6.3 (Contribution en biens et services - contribution en nature) de la présente convention.

6.4.3 le versement ou la fourniture des contributions de la Ville est effectué à la condition que les contributions à être versées ou fournies par les autres Partenaires pour la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention soient effectivement versées ou fournies. Le cas échéant, le Responsable peut suspendre, réduire ou annuler toute contribution de la Ville

ou encore, en exiger la remise, proportionnellement aux contributions effectivement versées ou fournies par les autres Partenaires à l'Université.

ARTICLE 7
COMITÉ COORDINATION

7.1 Un comité de gestion sera créé (« **Comité scientifique** ») notamment pour coordonner les travaux et la réalisation du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention ainsi que pour gérer (i) les relations entre les Partenaires et (ii) leur contribution respective.

7.2 Le Comité scientifique sera formé de la Chercheuse principale ainsi que d'un représentant désigné par chacun des Partenaires. Le cas échéant, un représentant pour chacun des nouveaux Partenaires peut participer à ce comité à compter de la date de la signature d'une convention analogue à la présente convention.

7.3 Le Comité scientifique doit se réunir régulièrement, au moins deux (2) fois par année et voit au bon déroulement du Projet. Le représentant de l'Université doit veiller à préparer et à transmettre à tous les autres Partenaires, un procès-verbal faisant notamment état de son déroulement, du contenu de la réunion et des observations formulées, et ce, dans un délai de trente (30) jours à compter de sa tenue.

7.4 Le mandat du Comité scientifique est le suivant :

a) Planifier les activités du Projet;
b) Suivre l'évolution scientifique et technique du Projet;
c) Accepter les Rapports du Projet;
d) Approuver les budgets annuels;
e) Réviser périodiquement les activités entreprises dans le cadre du Projet et apporter les modifications nécessaires pour s'assurer que les objectifs planifiés soient respectés;
f) Recevoir les projets de divulgation présentant les Résultats du Projet et s'assurer que toute divulgation, incluant les communiqués de presse, se fasse en accord avec les processus décrits aux présentes;
g) Approuver l'ajout de tiers au Projet;
h) Proposer, à l'expiration de l'Entente et au vu des résultats obtenus, des suites à donner au Projet.

7.5 Lorsque possible, les décisions du Comité scientifique doivent se prendre à l'unanimité.

En cas d'absence d'un ou de plus d'un Partenaire, pour quelque raison que ce soit, les décisions seront prises à l'unanimité des Partenaires présents.

7.6 Les pouvoirs du Comité scientifique reliés à l'accomplissement des responsabilités précipitées seront toutefois limités à la transmission de propositions et de recommandations aux autres Partenaires.

ARTICLE 8
DURÉE

8.1 Nonobstant la date de signature, la présente convention entre en vigueur rétroactivement au 15 février 2024 et se termine, sous réserve de l'article 17 (Résiliation et défaut) de la présente convention, lorsque toutes les obligations qui y sont prévues ont été complétées par les Parties, mais au plus tard le 14 février 2029.

ARTICLE 9
SURVIE DE LA CONVENTION

Nonobstant la Date de terminaison de la présente convention stipulée à l'article 8 (Durée) de la présente convention, les articles 5.4.2, 5.4.3, 5.4.4, 5.4.5, 5.4.6, 5.4.7 et 5.4.8 qui concernent la Reddition de compte, 10 (Confidentialité), 11 (Publication et divulgation par l'Université), 13 (Propriété intellectuelle et licence), 14 (Assurances et responsabilité) et 15 (Gouvernance et éthique) de la présente convention demeurent en vigueur et continuent à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
CONFIDENTIALITÉ

10.1 Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les Renseignements confidentiels échangés entre les Parties ou les Partenaires, formellement identifiés comme étant confidentiels ne peuvent être divulgués à quiconque, sauf aux personnes œuvrant au sein de chacune des Parties ou des Partenaires et qui ont besoin de les connaître aux fins de la présente convention. La Partie ou le Partenaire qui reçoit des Renseignements confidentiels ne se voit aucunement accorder de droit de propriété ou de licence sur ceux-ci, lesquels demeurent la propriété exclusive de la Partie ou du Partenaire qui les communique.

10.2 Chaque Partie doit veiller au respect de l'obligation de confidentialité et prendre toutes les mesures nécessaires afin que les Renseignements confidentiels qui lui sont communiqués ne soient révélés à aucune autre personne, sauf avec l'autorisation écrite préalable de la Partie ou, le cas échéant, du Partenaire les ayant communiqués. À cette fin, chaque Partie s'engage à informer toutes les personnes visées par cette obligation dont elle est en fait ou en droit responsable, et le cas échéant, à leur faire signer des engagements à la confidentialité dont les obligations ne sont pas moindres que celles contenues au présent Article 10.

10.3 L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux renseignements qui :

i. sont indépendamment crées par une Partie ou un Partenaire, sans avoir eu recours aux Renseignements confidentiels de la Partie et/ou du Partenaire qui les divulgue, le cas échéant la Partie et/ou le Partenaire qui les a reçus révélera sa connaissance des Renseignements confidentiels visés et si requis, en fournira la preuve écrite à la Partie et/ou au Partenaire qui les a divulgués;

ii. sont déjà connus, de façon légale ou sont déjà connus légitimement, de la Partie ou du Partenaire à qui ils sont communiqués;

iii. deviennent partie intégrante du domaine public sans transgresser les dispositions de la présente convention;

iv. ont été obtenus légalement par un tiers, de bonne foi, sans lien de dépendance;

v. dont la divulgation était nécessaire en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance d'un tribunal.

10.4 Ces obligations relatives à la confidentialité prennent fin lorsqu'une autorisation écrite de divulgation est donnée par la Partie ou le Partenaire propriétaire concerné, mais au plus tard, trois (3) ans après la terminaison (article 8 – Durée) ou la résiliation (article 17 – Résiliation et défaut) de la présente convention.

ARTICLE 11
PUBLICATION ET DIVULGATION PAR L'UNIVERSITÉ

11.1 La formation et la recherche font partie du rôle de l'Université. Dans le respect de cette mission, sous réserve des articles 10 (Confidentialité) et 11 (Publication et divulgation par l'Université) de la présente convention, l'Université peut utiliser les résultats des travaux de recherche effectués dans le cadre du Projet (Annexe 1) aux fins d'enseignement, de recherche et de publication dans le cadre normal de la diffusion des connaissances, y compris la publication de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorat, d'articles scientifiques, de séminaires et autres présentations orales ou écrites et le cas échéant, demander à des experts dont elle retient les services d'évaluer à titre de jury, les mémoires ou thèses.

11.2 En plus de son obligation de confidentialité stipulée à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention à l'égard des Renseignements confidentiels qui lui ont été communiqués par la Ville ou tout autre Partenaire, l'Université doit, avant de divulguer quelque texte que ce soit relatif aux travaux réalisés dans le cadre du Projet, aux résultats ou à toute propriété intellectuelle qui en découle, qui implique, vise ou concerne la Ville, en remettre une copie au Responsable afin qu'il puisse les réviser et s'assurer notamment :

i. que la publication ou la divulgation respecte l'obligation de confidentialité à l'égard des Renseignements confidentiels appartenant à la Ville telle que stipulée à l'article 10 (Confidentialité) de la présente convention;

ii. de prendre les moyens nécessaires pour protéger les Renseignements confidentiels de la Ville qui, s'ils étaient publiés ou divulgués, pourraient faire perdre son caractère confidentiel aux Renseignements confidentiels ou encore, leur valeur commerciale;

iii. que la contribution intellectuelle de la Ville soit reconnue tel qu'il est d'usage de le faire en matière de publication scientifique, soit à titre de co-auteur et\ou dans les remerciements.

11.3 Le Responsable dispose d'une période de trente (30) jours suivant la date de réception du projet de publication pour soumettre par écrit ses commentaires à l'Université. Si la Ville et l'Université ne parviennent pas à s'entendre sur une version acceptable pour tous dans un délai de quinze (15) jours de la date de réception des commentaires, l'Université produira la version finale de la publication en retranchant les Renseignements confidentiels de la Ville dont la publication ou diffusion est contestée par le Responsable.

11.4 À défaut de recevoir les commentaires du Responsable à l'intérieur du délai de trente (30) jours mentionnés à l'article 11.3 de la présente convention, l'Université peut considérer que la Ville est en accord avec le projet de publication tel que soumis et pourra procéder avec la publication sans autre délai.

ARTICLE 12
PROMOTION ET PUBLICITÉ

12.1 L'Université s'engage à faire état de la contribution accordée par la Ville, conformément au Protocole de visibilité (Annexe 5), dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces derniers reflètent, de façon équitable, l'importance de ladite contribution par rapport aux autres Partenaires. Aux fins de la présente disposition, l'un ou l'autre des documents énumérés précédemment doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable selon les dispositions de l'Article 11 des présentes.

12.2 Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser le nom ou le logo de l'autre Partie ni celui de l'un de ses membres à quelque fin que ce soit, sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie. Les Parties conviennent cependant qu'elles peuvent mentionner, sans autorisation préalable de l'autre Partie, le partenariat auquel elles sont parties, mais sans en divulguer la teneur sous réserve, le cas échéant, des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1).

12.3 L'Université s'engage à associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec la présente convention.

12.4 Dans le cadre de sa participation au Projet, la Ville s'engage également à respecter les modalités de divulgation de l'Université énoncées à l'Annexe 6 des présentes en lien avec les communiqués de presse et les communications publiques.

ARTICLE 13
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LICENCE

13.1 Aux termes de la présente convention, l'expression « **Propriété intellectuelle** » désigne toute forme de droit exclusif accordé sur des créations intellectuelles ou immatérielles, reconnu à travers le monde, de même que tout droit moral et autre droit et intérêt y afférents, incluant, sans s'y limiter, tout résultat de recherche, œuvre, invention, découverte, formule, procédé, réalisation, logiciel, donnée, algorithme,

matériel génétique et biologique, brevetable (ou non), protégeable (ou non) par le droit d'auteur ou tout autre droit, ainsi que tout secret commercial, dessin industriel, marque de commerce et demande de marque de commerce, brevet et demande de brevet, droit d'auteur, obtentions végétales.

13.2 Chaque Partie demeure titulaire des droits qu'elle détient sur tout élément de Propriété intellectuelle qui existait avant la Date d'entrée en vigueur ou qu'elle développe en dehors du Projet (« **Propriété intellectuelle antérieure** »). Les Parties s'accordent respectivement une licence non-exclusive, non commerciale, à des fins de recherche, gratuite et libre de redevances sur leur Propriété intellectuelle antérieure respective uniquement aux fins de la réalisation du Projet.

13.3 Aux termes de la présente convention, l'expression « **Résultats du Projet** » signifie toute Propriété intellectuelle qui a été obtenue, développée ou mise en pratique dans le cadre de la réalisation des activités prévues au Projet et inclut les Résultats individuels et les Résultats conjoints, tel que définis ci-dessous.

13.4 Les Parties conviennent que les modalités et conditions suivantes s'appliqueront pour les Résultats du Projet :

13.4.1 Chaque Partie sera propriétaire des Résultats du Projet qui auront été développés uniquement par elle dans le cadre du Projet (« **Résultat individuel** ») et sera seule habilitée, mais non obligée, à protéger ceux-ci et assumera seule tous les frais et honoraires encourus à cet égard;

13.4.2 Les Parties seront copropriétaires indivis des Résultats du Projet qu'elles développeront en collaboration dans le cadre du Projet, au prorata de leur contribution inventive respective (« **Résultat conjoint** »).

13.5 Sous réserves des articles 10 (Confidentialité) et 11 (Publication et Divulgation par l'Université), les Partenaires et les Institutions disposent chacun du droit non-exclusif d'utilisation des Résultats du Projet uniquement aux fins d'enseignement, de formation et de recherche non commerciale, y compris, pour les Institutions, pour la publication de mémoire de maîtrise ou de thèses de doctorat. Ce droit est gratuit, sans redevance, frais ou charge, mondiale, irrévocable, incessible, perpétuel, non transférable, sans droit de sous-licence.

13.6 Nonobstant ce qui précède, tout étudiant et tout chercheur participant au Projet conserve ses droits d'auteur sur son essai, son mémoire et/ou sa thèse, ses présentations et ses publications.

13.7 Sous réserve de l'article 10 (Confidentialité) et de l'article 11 (Diffusion des Résultats du Projet), les Institutions accordent aux Partenaires, dans le cadre de l'exercice de leurs mandats respectifs, un droit non exclusif, libre de redevance et perpétuel leur permettant de diffuser, traduire, reproduire et communiquer toute Publication à des fins de transfert des connaissances auprès des milieux preneurs et de la population en générale. Aux fins du présent article 13.7, le terme « **Publication** » signifie toute divulgation publique effectuée en accord avec les dispositions des présentes, incluant notamment les résumés de conférence, les publications scientifiques et les présentations par affiches, présentant les Résultats du Projet, préparée par la Chercheuse principale et les Co-Chercheurs.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

14.1 Chaque Partie s'engage à garantir et à tenir indemne l'autre Partie de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention et qui découlerait d'un acte de négligence grossière ou d'une faute grave de cette Partie. Chacune des Parties s'engage également à prendre fait et cause pour l'autre Partie, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et qui découlerait d'un acte de négligence grossière ou de faute grave de cette Partie.

14.2 L'Université doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement.

14.3 Chaque Partie déclare que l'utilisation qu'elle fera des Résultats du Projet décrit à l'Annexe 1 de la présente convention relèvera de sa seule responsabilité.

14.4 Les Parties doivent assurer, en tout temps, le respect des lois, des règlements ou des ordonnances en ce qui a trait à la sécurité des salariés et étudiants, à l'environnement et à toute autre matière semblable régissant l'exécution des activités se déroulant dans leurs installations et sites. Le cas échéant, chaque Partie s'assurera que les représentants de l'autre Partie qui seront présents dans ses installations et sites soient mis au fait des règles, politiques et pratiques en santé et sécurité alors en vigueur pour ces installations et sites.

14.5 L'Université s'engage d'ores et déjà, en cas de commercialisation des résultats, à inclure, dans toute entente avec une tierce partie, une clause de limitation de responsabilité en vertu de laquelle la Ville ne peut être tenue responsable ni de l'utilisation des résultats par un tiers, ni de dommages indirects incluant, de façon non limitative, toute perte de données, de profits ou de revenus.

14.6 Les Parties reconnaissent et acceptent que les Résultats du Projet ou la Propriété intellectuelle antérieure utilisée dans le cadre du Projet sont fournis tels quels et qu'aucune garantie expresse ou implicite à leur sujet n'est fournie et plus spécifiquement aucune garantie n'est donnée quant à la possibilité de commercialiser tout Résultat du Projet ou de les utiliser à des fins spécifiques, ou que leur utilisation n'enfreint aucun brevet, droit d'auteur, marque, ou autre droit de propriété.

ARTICLE 15
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

15.1 La Ville prend acte que la Chercheuse principale ainsi que toutes les personnes impliquées dans le Projet par l'entremise de l'Université sont soumises au code d'éthique en recherche et en création de l'Université.

15.2 L'Université doit, dans la réalisation de la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

15.3 L'Université doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Université doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Université.

15.4 L'Université s'engage à éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de son personnel ou de ses administrateurs et celui de l'un ou l'autre des Partenaires ou créant l'apparence d'un tel conflit.

15.5 L'Université doit utiliser la contribution octroyée par la Ville dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Université.

15.6 Les Parties confirment qu'aucun avantage n'a été promis, offert ou accordé à qui que ce soit en raison ou en vue de la conclusion de la présente convention et que personne n'a été employé pour solliciter ou obtenir la conclusion de la présente convention moyennant promesse d'une commission, d'un pourcentage, de frais de courtage ou d'une gratification éventuelle.

15.7 Chaque Partie s'engage à dénoncer à l'autre Partie, par écrit, toute situation de conflit d'intérêts potentiel ou réel touchant les membres de son personnel ou les autres personnes que la Partie concernée implique dans le Projet dès qu'une telle situation de conflit d'intérêts est connue.

ARTICLE 16
RÉSILIATION ET DÉFAUT

16.1 La Ville peut, à sa discrétion, résilier en tout temps la présente convention et dans ce cas, l'Université renonce expressément à toute réclamation, poursuite de quelque nature ou recours en dommages ou en indemnité quelconque à l'encontre de cette dernière en raison de l'exercice de ce droit à la résiliation.

16.2 Dans l'éventualité où la Ville décide de résilier la présente convention, elle doit envoyer un avis écrit de quarante-cinq (45) jours, à l'Université pour l'informer de sa décision. Dès l'envoi de cet avis, les Parties peuvent déterminer les meilleurs moyens pour protéger les Résultats du Projet acquis depuis le début des travaux de recherche effectués dans le cadre de la présente convention.

16.3 Dans l'éventualité où la Ville décide de résilier la présente convention :

16.3.1 la résiliation prend effet à l'expiration du délai de quarante-cinq (45) jours mentionnés à la clause 17.2 de la présente convention;

16.3.2 l'Université convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention;

16.3.3 Sous réserve de l'article 17.4.2, toute contribution non versée à l'Université cesse de lui être due. Le cas échéant, l'Université doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée selon les modalités édictées par la clause 17.4 (Résiliation et défaut) de la présente convention;

16.3.4 La Ville aura accès aux Résultats du Projet qui auront été générés jusqu'à la date de résiliation, mais ne pourra prétendre à aucun droit de Propriété intellectuelle sur la suite des travaux du Projet.

16.4 En cas de résiliation effectuée en vertu du présent article 17 (Résiliation et défaut), l'Université :

16.4.1 doit remettre au Responsable un rapport sommaire sur l'état d'avancement et les conclusions des travaux de recherche connus à cette date et permettre à ce dernier d'avoir libre accès à toutes les données et à tous les résultats de recherche disponibles à cette date;

16.4.2 pourra, à la condition de remettre les pièces justificatives pertinentes le justifiant, déduire, le cas échéant, de la somme à rembourser à la Ville en vertu de la clause 17.3.3 de la présente convention, et cela au prorata de la contribution de la Ville relativement à l'ensemble des autres Partenaires comme prévue à l'Annexe 1, les dépenses encourues par l'Université ainsi que les engagements financiers raisonnables et irrévocables pris en date de la transmission de l'avis de résiliation mentionné à la clause 17.2 de la présente convention, jusqu'à concurrence de la contribution financière de la Ville pour l'année au cours de laquelle survient la résiliation;

16.4.3 doit remettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation;

16.4.4 n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

16.5 Si l'une ou l'autre des Parties est en défaut au terme de la présente convention, l'une ou l'autre des Parties peut la résilier, si dans les trente (30) jours de la réception d'un avis écrit à la Partie en défaut, celle-ci n'a pas pris les mesures nécessaires pour remédier aux manquements reprochés; la présente convention est alors réputée résiliée.

16.6 Dans le cas d'une résiliation pour cause de défaut, les Parties doivent établir et régler, le cas échéant, le montant à être déboursé par la Ville ou remboursé par l'Université notamment en fonction des modalités édictées par l'article 17.4 de la présente convention en effectuant les adaptations nécessaires, le cas échéant.

16.7 Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, en aucun cas la Ville ne peut être tenue de verser une somme excédant la contribution prévue à l'article 6 (Obligation de la Ville) de la présente convention pour l'année au cours de laquelle

survient la résiliation. La Ville n'est pas non plus tenue de payer les engagements financiers pris au-delà de l'année au cours de laquelle survient la résiliation.

ARTICLE 17
FORCE MAJEURE

17.1 En cas de délais ou de retards significatifs dans l'exécution des travaux de recherche effectués dans le cadre de la présente convention, occasionnée par une force majeure, la Ville peut, à sa discrétion, choisir l'une ou l'autre des mesures suivantes :

17.1.1 prolonger raisonnablement tout délai prévu à la présente convention;

17.1.2 résilier la présente convention en transmettant un avis écrit à l'Université. Dans un tel cas, et sous réserve de l'article 17.4.2, la portion de sa contribution non encore versée cesse d'être due et l'Université doit également remettre, le cas échéant, à la Ville, la portion non utilisée de sa contribution à compter de la date de cette résiliation, et ce, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. Dans ce cas, l'article 9 (Survie de la convention) trouve application.

ARTICLE 18
CONVENTION COMPLÈTE – MODIFICATION

18.1 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'accord intervenue entre les Parties.

18.2 Aucun changement ou modification à la présente convention, ni aucune renonciation à l'égard de toute condition ou disposition de cette dernière, ne peut être fait, ni être considéré valide sans le consentement préalable et écrit des Parties.

ARTICLE 19
ÉQUIPEMENTS

Les équipements et le matériel acquis par l'Université aux fins de la réalisation du Projet (Annexe 1) demeurent la propriété exclusive de l'Université à moins qu'il en soit décidé autrement par les Parties.

ARTICLE 20
AVIS ET COMMUNICATION

20.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné par écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour l'Université :

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Téléphone: 514-343-6111, poste 36883

À l'attention de M^{me} Martine Haviernick, Directrice, Contrats et partenariats
Courriel : martine.haviernick@umontreal.ca

Pour de la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL

À l'attention de M^{me} Marie Lafontaine
Courriel : marie.lafontaine@montreal.ca

20.2 Toute modification relative aux coordonnées mentionnées à l'article 21.1 de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis écrit d'au moins trente (30) jours à l'avance à l'autre Partie.

ARTICLE 21
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

21.1 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

21.2 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

21.3 Conventions des Partenaires

L'Université doit transmettre au Responsable une copie signée de toute déclaration d'adhésion intervenue entre l'Université et tout partenaire éventuel dans les dix (10) jours de sa signature par ce nouveau partenaire. Ces autres conventions doivent être similaires à la présente convention à défaut de quoi la Ville doit, si elle en fait la demande à l'Université, obtenir ou bénéficier des mêmes droits ou conditions plus généreuses prévues dans lesdites conventions par rapport à la présente convention, et ce, dans les meilleurs délais.

21.4 Cession

La présente convention est incessible et aucun droit ni aucune obligation qui y sont contenus ne peuvent être cédés ou transférés de quelque manière que ce soit par une Partie sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie.

L'Université ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les contributions qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

L'Université doit informer le Responsable dans les plus brefs délais de toute cession que pourrait effectuer l'un ou l'autre des Partenaires.

21.5 Absence de Renonciation

Aucune omission de la part de l'une ou l'autre des Parties de faire-valoir des droits qui découlent du non-respect ou de la violation de la présente convention et aucune acceptation du versement d'une contribution ne peuvent être considérées comme une renonciation à des droits. Aucune disposition de la présente convention n'est présumée avoir fait l'objet d'une renonciation par une Partie à moins que cette Partie n'ait formulé cette renonciation par écrit.

21.6 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

21.7 Représentations des Parties

Une Partie n'est pas la mandataire de l'autre Partie et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

21.8 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Signatures volontairement reportées à la page suivante]

EN CONSIDÉRATION DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Le .....e jour de 2024

UNIVERSITÉ DE MONTREAL

Par : _____
Mme Martine Haviernick
Directrice Contrats et partenariats

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____e jour de _____ 2024 (Résolution n°_____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248167002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurents, à l'Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période allant du 15 février 2024 au 14 février 2029. Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248167002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

EPLV -1248167002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget

Tél : 514-872-0766

Achour Laouche

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Alpha OKAKESEMA
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-0766

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249633007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de 5 ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de 5 ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif) ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-24 07:50

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249633007**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de 5 ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La suite de logiciels z/OS est constituée du système d'exploitation et des utilitaires de gestion de l'ordinateur central de la Ville. Ce système, installé depuis plusieurs années, effectue quotidiennement au-delà de 30 millions de transactions et des milliers de traitements. Ces traitements sont reliés à des applications critiques pour le fonctionnement des institutions de la Ville incluant le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM). Parmi ces applications, nous trouvons notamment :

- Système de Taxation (Oasis);
- Système de gestion des offenses pénales (STOP+);
- Système de paie (PAIE);
- Système de gestion de l'assiduité (ASSIDUITÉ);
- Système de la cour municipale (GESCOUR);
- Systèmes Gestion des budgets (RECETTES, BUDGET);
- Système de gestion des effectifs policiers.

Ces systèmes sont l'objet de projets de modernisation au plan décennal d'investissement.

La planification de ces projets tient en considération la capacité d'adaptation aux changements des unités d'affaires de la Ville, ainsi que la stabilité des opérations afin de réduire les impacts sur le service à la population. Ainsi l'échéancier pour le retrait de la plateforme est constamment réévalué selon la cadence de réalisation des projets. En ce sens, le renouvellement du contrat pour l'acquisition des droits d'utilisation de la suite de logiciels z/OS est nécessaire afin d'assurer la continuité des opérations de la Ville jusqu'au remplacement complet des applications.

Les modalités d'utilisation des logiciels de la suite z/OS sont offertes par le manufacturier exclusivement en mode location (Monthly Licence Charge, MLC). Les clients sont facturés selon la consommation qui est calculée mensuellement selon l'utilisation des unités de traitement du processeur. La consommation annuelle est estimée par le manufacturier selon les tarifs courants et les prévisions de consommation pour l'année. Les tarifs du manufacturier sont révisés annuellement.

Le contrat actuel accordé à IBM Canada le 21 mars 2024 (CG24 0120), arrive à échéance le 30 avril 2025. Toutefois, étant donné que ce contrat est à tarification fixe, c'est-à-dire que nous payons un montant prédéterminé pour un nombre de MLC, le Service a jugé pertinent de conclure un nouveau contrat de 5 ans avec IBM incluant une tarification sur mesure qui détermine que les prix sont fixés par l'usage mensuel des licences. Cette offre personnalisée, qui comporte des coûts et des échelles variables, sera bénéfique dans le cadre de la variation anticipée de l'usage de notre ordinateur central en fonction des projets applicatifs de modernisation.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour la période du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0120 – 21 mars 2024 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée, fournisseur exclusif, pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période d'un an, soit du 1er mai 2024 au 30 avril 2025, pour une somme maximale de 839 538,86 $, taxes incluses.

CG23 0492 – 21 septembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 286 937,10 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à la firme IBM Canada ltée, en vertu de la résolution CG21 0118, pour l'acquisition des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central IBM z/OS, majorant ainsi la dépense maximale associée au contrat de 1 794 644,10 $ à 2 081 581,20 $, taxes incluses.

CG21 0118 – 25 mars 2021 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de trois ans, soit du 1er mai 2021 au 30 avril 2024, pour une somme maximale de 1 794 644,10 $, taxes incluses

CG20 0573 - 19 novembre 2020 - Accorder un contrat à Novipro inc., pour une période de trois ans, pour la fourniture d'un ordinateur central de la Ville - Somme maximale de 1 035 758,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18434 (1 soum.).

DESCRIPTION

La suite de logiciels z/OS contiennent essentiellement, le système d'exploitation qui gère les unités de traitement, de la mémoire du serveur et des périphériques matériels ainsi que des logiciels de compilation, d'interprétation des programmes et des interfaces utilisateurs. Le contrat des droits d'utilisations des logiciels zOS permet :

- d'utiliser de plein droit les logiciels installés sur l'ordinateur central ;
- d'obtenir le support de spécialistes en cas d'incidents ;
- d'obtenir les mises à jour certifiées ainsi que les correctifs de logiciels et de sécurité informatique.

JUSTIFICATION

Le manufacturier IBM est le seul qui détient tous les droits d'auteurs et de distribution des logiciels de l'ordinateur central IBM. Ces logiciels sont indispensables pour maintenir l'opération et l'exploitation de l'ordinateur central et pour assurer la compatibilité avec les applications de la Ville.

La Ville peut octroyer, de gré à gré à IBM Canada, le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels que les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, IBM Canada n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 4 611 949,24 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

	1er décembre 2024 au 31 décembre 2024	1er janvier 2025 au 31 décembre 2025	1er janvier 2026 au 31 décembre 2026	1er janvier 2027 au 31 décembre 2027	1er janvier 2028 au 31 décembre 2028	1er janvier 2029 au 30 novembre 2029	Total
Acquisition des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur	64 440,65 $	786 034,15 $	835 653,45 $	932 323,44 $	1 005 727,06 $	987 770,49 $	4 611 949,24 $

central							

La dépense de 4 611 949,24 $, taxes incluses (4 211 324,38 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

L'augmentation des montants d'acquisition des droits d'utilisation des logiciels correspond à la croissance anticipée du volume de traitement associé à l'extraction et la manipulation de données nécessaires à la transformation applicative des solutions visées par les projets de migration.

Cette dépense concerne des systèmes corporatifs tels que STOP+ et GESCOUR utilisés par la Cour municipale, GAAD et SIGEP utilisés par le SPVM, et OASIS utilisé par le Service de l'évaluation foncière, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le présent contrat remplacera le contrat actuel dès son entrée en vigueur (1er décembre 2024). La facturation est sur une base mensuelle.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement de cette entente permettra de continuer à offrir des services aux utilisateurs des applications corporatives et à la population montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin JACQUES
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438-864-5905
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Approuvé le : 2024-09-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249633007
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée (fournisseur exclusif) pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de cinq ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Cette acquisition permettra d'assurer la pérennité des applications et la continuité des services.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

8200 Warden Ave.
Markham, Ontario
L6G 1C7

Le 24 septembre 2024

Ville de Montréal
Att. Miguel Cobo
Directeur - Infrastructures et opérations TI (I&O)
Service des technologies de l'information
801 Brennan
Montréal, H3C 0G4

Objet : Manufacturer exclusif pour les produits mainframe IBM.

IBM Canada vous confirme les informations suivantes :

- IBM est le fournisseur/manufacturer unique des produits d'ordinateurs centraux (Système Z) mondialement.
- • IBM est le détenteur exclusif des droits d'auteur des licences de la plateforme centrale.

Enterprise Workstn Feature
z/OS V2 Base
z/OS V2 DFSMS dsshsm
z/OS V2 DFSORT
z/OSV2JES3
z/OS V2 RMF
z/OS V2 SDSF
IBM MQ for z/OS V9 CICS TS for z/OS V5

Nous demeurons disponibles pour toutes précisions additionnelles. Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs



Mark Squires
zSolution Leader / mark@ca.ibm.com / 4164528086

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249633007

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de 5 ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1249633007.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1218703001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, consent à la renonciation d'une servitude réelle temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, dont l'adresse civique est 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière. N/Réf. : 31H05-005-6970-06 / Mandat : 21-0225-T.

Il est recommandé :
1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, renonce à une servitude réelle temporaire de passage d'une conduite d'aqueduc, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, ayant pour adresse civique le 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière;

2. d'autoriser la signature de l'acte de renonciation de la servitude, conditionnellement :

2.1 - que la clause spéciale relative au délaissement et à l'abandon par la Ville des ouvrages ou constructions souterrains se rapportant à l'ancienne conduite d'aqueduc faisant l'objet de la renonciation soit mentionnée et acceptée par le CIUSSS;

2.2 - qu'il soit stipulé que le CIUSSS libère la Ville de toute responsabilité à cet effet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-23 11:44

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218703001**
Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, consent à la renonciation d'une servitude réelle temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, dont l'adresse civique est 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière. N/Réf. : 31H05-005-6970-06 / Mandat : 21-0225-T.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la stratégie immobilière (le SSI) a reçu de Me Sylvie Lafond, notaire et conseillère juridique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal (le CIUSSS), une demande afin que la Ville de Montréal (la Ville) renonce à une servitude réelle et temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 11 133 587 (la Servitude).

Le CIUSSS prévoyait d'agrandir le Centre Hospitalier de Verdun et préalablement aux travaux, une conduite principale d'eau potable de 600 mm de diamètre à proximité ou sous leur terrain, lot 6 382 093 (l'Immeuble), devait être relocalisée.

Aux termes d'une entente intervenue entre la Ville et la Société québécoise des infrastructures (la SQI), approuvée par le comité exécutif le 25 novembre 2020, la Ville accepte de renoncer à la servitude affectant l'Immeuble. L'ensemble des travaux d'agrandissement sont maintenant exécutés et l'ancienne conduite a été mise hors service à la suite de la démolition de sections inactives situées aux deux extrémités du site d'intervention. La partie centrale de la conduite demeurera toutefois enfouie en tréfonds de l'Immeuble. Quant à la nouvelle conduite, celle-ci est en fonction depuis le 20 août 2021 et se trouve désormais sous le boulevard Gaétan-Laberge.

Les travaux relatifs à la nouvelle conduite d'aqueduc (Annexe A) ont été autorisés par la Ville, aux frais de la SQI. Celle-ci a assumé également la conception, la construction ainsi que toutes les obligations et responsabilités qui découlent de cette nouvelle conduite principale. La Ville, pour sa part, a profité des travaux d'agrandissement du Centre hospitalier

de Verdun pour effectuer certains travaux de remplacement d'une partie de sa conduite d'eau potable et elle en a assumé les frais entièrement.

Comme la partie centrale de l'ancienne conduite d'aqueduc demeurera enfouie sous l'Immeuble du CIUSSS, une clause de délaissement et d'abandon des ouvrages ou constructions souterrains est incluse dans l'acte de renonciation avec une mention que le CIUSSS accepte cet abandon et délaissement et libère la Ville de toute responsabilité à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0219 – 22 avril 2021 - ''Autoriser une dépense maximale de 536 281,46 $, taxes incluses, en remboursement à la Société québécoise des infrastructures (SQI) du coût des travaux pour le remplacement d'une conduite d'eau principale de 600 mm de diamètre dans l'axe du boulevard Gaétan Laberge, entre la rue Hickson et la rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun.''

CE20 1854 – 25 novembre 2020 – ''Approuver le projet d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société québécoise des Infrastructures (SQI) visant la relocalisation d'une conduite d'eau principale de 600 mm dans l'axe du boulevard Gaétan Laberge, entre la rue Hickson et la rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun et autoriser une dépense de 59 914,62 $, taxes incluses, pour la conception et la surveillance des travaux.''

CM03 0814 - 27 octobre 2003 - ''Accepter un projet d'acte de vente de terrains municipaux au Centre hospitalier de Verdun pour son agrandissement - Immeubles ayant front sur le boulevard du Cerf-Volant en la Ville de Montréal, arrondissement Verdun, connus et désignés au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal comme étant les lots 2 580 712 et 2 580 714 - pour un montant total de 43 731$ (taxes comprises).''

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour but de faire approuver le projet d'acte de renonciation de la servitude réelle et temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc, en faveur de la Ville de Montréal, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587 relativement à la conduite d'eau principale grevant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, tel que montré au plan de localisation boulevard Gaétan-Laberge, joint en annexe et préparé par Maude-Émilie Landry, arpenteur-géomètre, le 2 juin 2022, sous le numéro 265 de ses minutes, dossier AMIR-200203-003.

La renonciation à la servitude est réalisée sans aucune contrepartie, considérant que la relocalisation était aux frais de la SQI.

Suite à des vérifications faites auprès du Service de l'eau, celui-ci a confirmé que la conduite a bel et bien été déplacée sous le boulevard Gaétan-Laberge et qu'il est favorable à la renonciation de ladite servitude.

JUSTIFICATION

Le SSI recommande d'approuver l'acte de renonciation de la servitude réelle et temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc pour les motifs suivants :

- La Direction de l’eau potable (le DEP) a confirmé la démolition des sections de l’ancienne conduite aux deux extrémités du site d’intervention, la mise hors service de

la section centrale de l'ancienne conduite depuis le 12 juillet 2021 et la fonctionnalité de la nouvelle conduite en date du 20 août 2021;

- Une copie des plans finaux démontrant la fin des travaux a été remise;

- La renonciation de la servitude permet de régulariser les titres de propriété du CIUSSS;

- L'ensemble des intervenants municipaux est favorable à cette renonciation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La renonciation se fait sans aucune contrepartie.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une résiliation d'une servitude.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus d'approuver le présent sommaire décisionnel aura comme conséquence que la Ville de Montréal conserve un droit pour une conduite d'eau principale inexistante sur le lot 6 382 093, car celle-ci a été relocalisée sous le boulevard Gaétan-Laberge.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication de l'acte de renonciation au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Helene CARRIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Fanny BOURSIER-BARBEAU, Service de sécurité incendie de Montréal
Noemie PLANTE, Service des infrastructures du réseau routier
Guillaume COURSOL TELLIER, Service de l'eau
Serge Martin PAUL, Service de l'eau

Lecture :

Fanny BOURSIER-BARBEAU, 8 juillet 2024
Guillaume COURSOL TELLIER, 17 avril 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine CLOUTIER UJHELJI
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 438-867-0337
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-04-17

Dany LAROCHE
Chef de division - Division des transactions immobilières

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - strategie immobiliere
Tél : 514-589-7449
Approuvé le : 2024-10-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 31H05-005-6970-06 Mandat 21-0225-T
Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière (« SSI »)
Projet : *Résiliation d'une servitude temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc affectant l'immeuble du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Aucune contribution**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **Aucune contribution**			

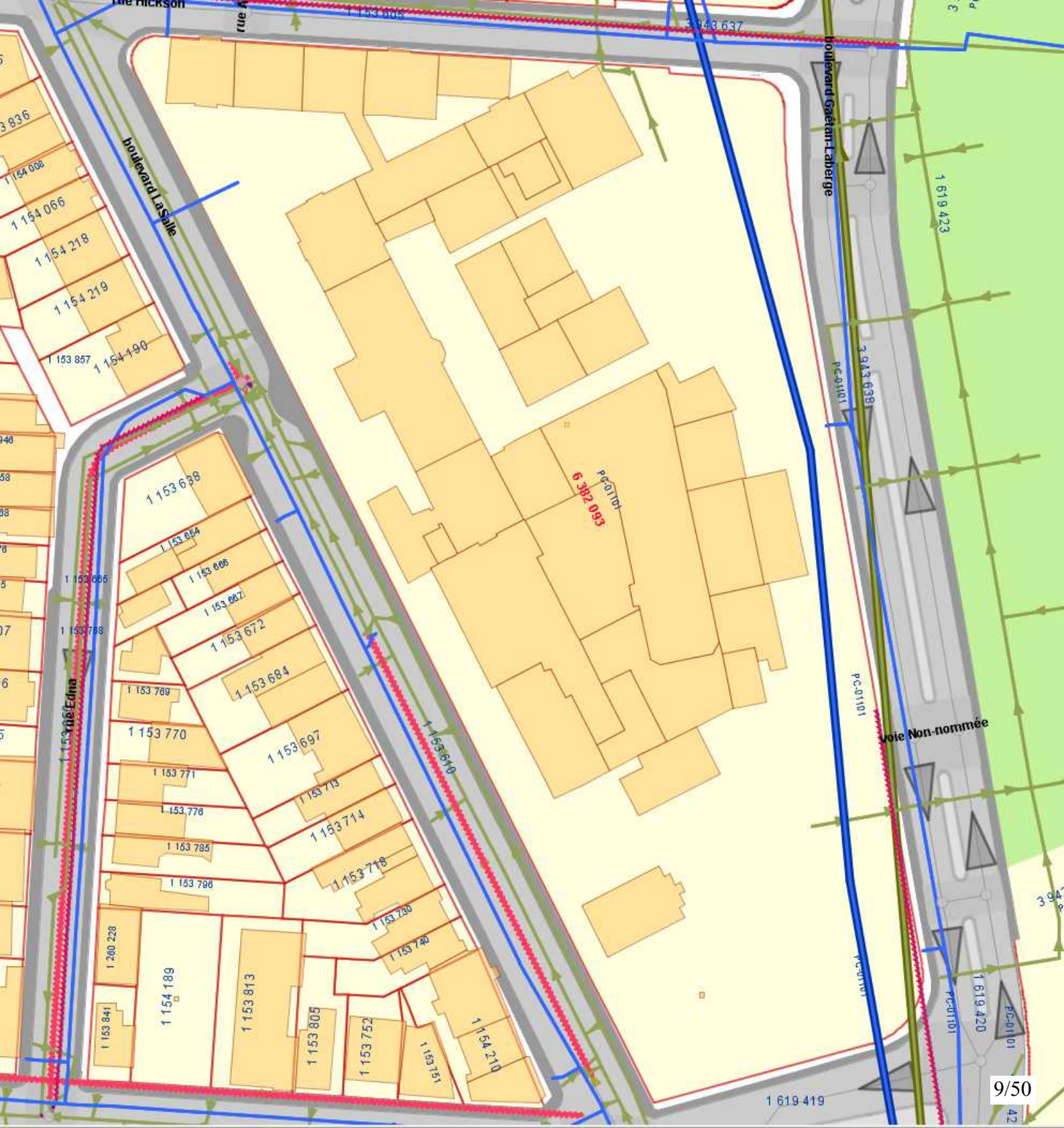
Section B - Test climat

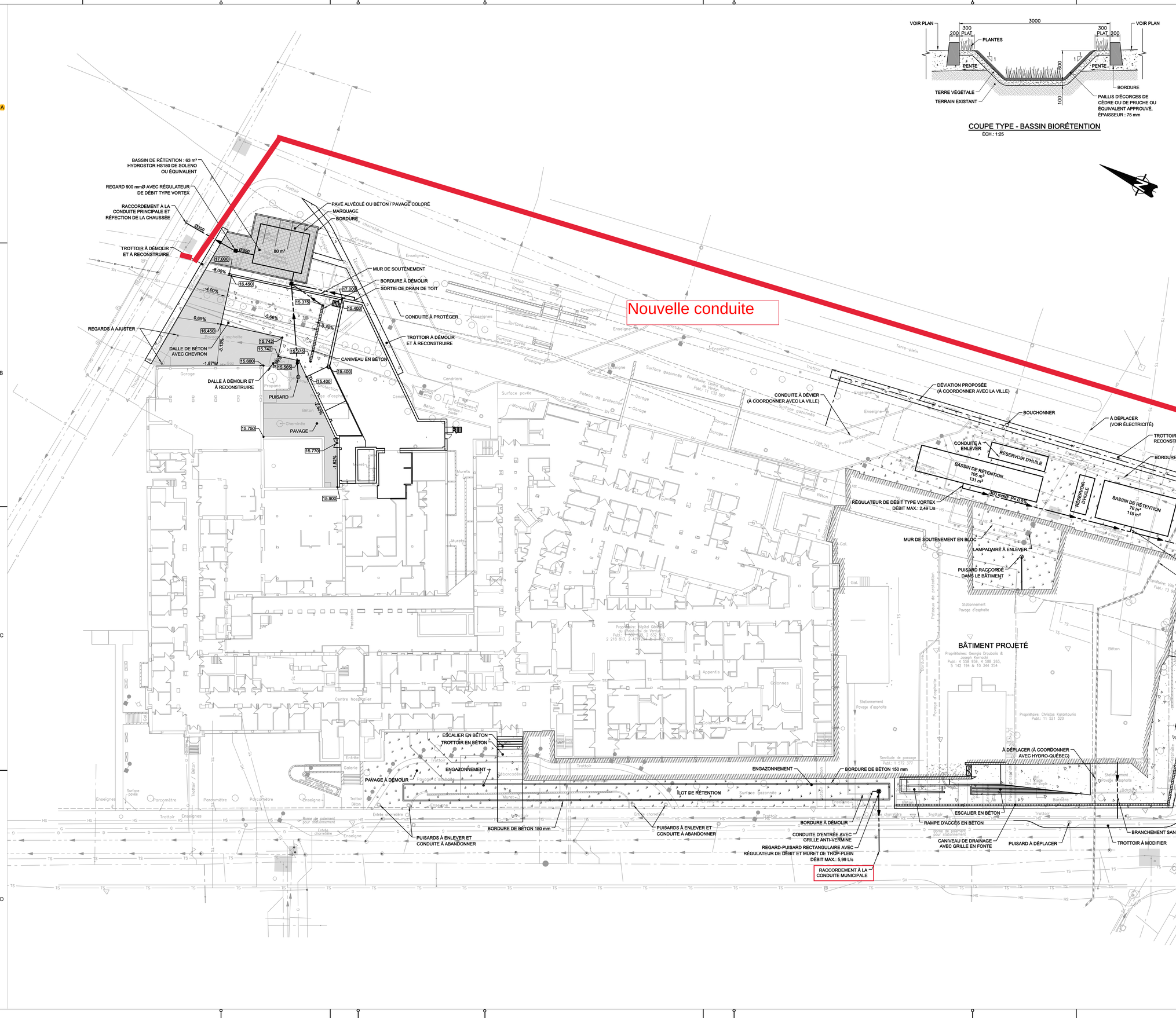
	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle


rue Hickson
boulevard LaSalle
boulevard Gaétan-Laberge
rue de Edna
Voie Non-nommée
PC-01101
6 382 093
1 153 638
1 153 654
1 153 666
1 153 667
1 153 672
1 153 684
1 153 689
1 153 770
1 153 697
1 153 771
1 153 713
1 153 778
1 153 714
1 153 785
1 153 718
1 153 798
1 153 730
1 153 740
1 154 189
1 153 813
1 153 805
1 153 752
1 153 751
1 154 210
1 260 228
1 153 841
1 154 066
1 154 218
1 154 219
1 153 857
1 154 190
1 619 423
1 619 420
1 619 419



COUPE TYPE - BASSIN BIORÉTENTION

ÉCH.: 1:25

LÉGENDE

	Existant	Proposé
Niveau de terrain	100.00 POA	100.00
Pente de drainage	PENTE	PENTE
Note au plan	X	X
Ligne d'emprise et de lot		
Mur		
Boisé, déboisement		
Haie		
Arbre feuillu, Conifère, Arbuste		
Poteau téléphonique / Électrique Électrique et téléphonique Avec transformateur Avec lampadaire / Lampadaire simple		
Poteau guide, Hauban		
Câble électrique aérien	HA	HA
Câble électrique souterrain	HS	HS
Conduite de gaz souterrain	G	G
Poteau enseigne		
Bord pavage		
Bord gravier		
Trottoir		
Bordure		
Ponceau		
Fossé		
Haut de talus		
Bas de talus		
Clôture		
Conduite d'aqueduc		
Entrée de service A= aqueduc (20mmØ sauf si indiqué) S= sanitaire (125mmØ sauf si indiqué) P= pluvial (150mmØ sauf si indiqué)		
Vanne d'aqueduc		
Bouche d'incendie		
Bouchon		
Réduit		
Conduite de refoulement		
Regard et égout sanitaire		
Regard et égout combiné		
Regard et égout pluvial		
Regard puisard		
Puisard		
Glissière de sécurité		
Puits d'exploration / Forage	PU-XX F-XX S-XX	PU-XX F-XX S-XX
Sondage géotechnique		
Élément à désaffecter		D
Élément à raccorder		R
Élément à conserver		C
Élément à enlever		E

Conseillers professionnels

Architectes en consortium: JOBOIN LAMARRE PRATTE MENKÈS SHOONER BABENAIS LETOURNEUX GBA

Bureau de projet :
3200, rue Rachel est, Montréal, Québec H1W 1A4

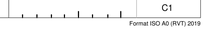
Structure / Civil:
NORDA STELO GÉNIE COLLECTIF
CONSORTIUM NORDA STELO - ELEMA
ELEMA créateurs de structures.
630, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 1500
Montréal, QC H3B 1S6, Canada
Téléphone : 514 393-9110
Télécopieur : 514 393-1511

Électricité, mécanique et technologie de l'information :
GBi Services d'ingénierie
514-284-4222
bouthillette parizeau
systèmes évolués de bâtiments
www.bpa.ca
9825 rue Verville
Montréal (Québec) H3L 5B9
514 383-3747

Autres:

Autres:

Plan clé:



Date	Rév.	Modification	Par
2019-07-19	A	ÉMISSION POUR CONCEPT	N.L.

A = Numéro de détail
B = Numéro de la feuille où apparaît le détail

Société québécoise des infrastructures Québec

Client:
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

Projet:
AGRANDISSEMENT ET MODERNISATION DE L'HÔPITAL DE VERDUN
Adresse : 4000 Boulevard Lasalle, Montréal, QC, H4G 2A3

Titre du dessin:
CONCEPT - CIVIL

D.A.O.:

Conçu par:	Dessiné par:	Vérifié par:
CAROLE-ANNE LÉCUYER ING.	SERGE TREMBLAY TECHN.	NORMAND LEBOEUF ING. M. Sc. A.

Date: A M J

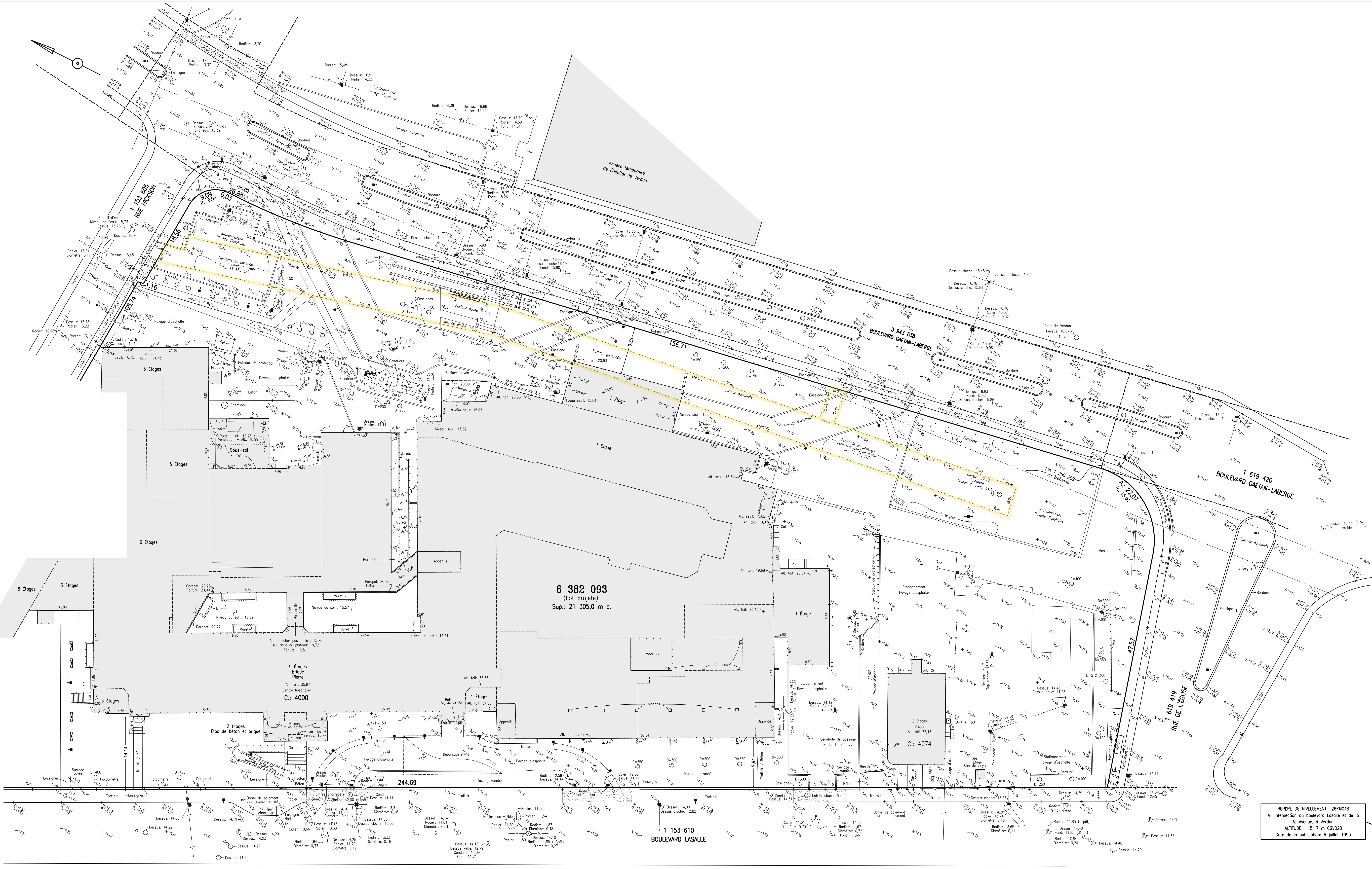
Projet n°: -

Rapport:

Édifice n°:

Feuille n°: C1

Format ISO A0 (RVT) 2019



NIVEAUX SPÉCIFIQUES

Sous-sol
Corridor GSS 500 – Alt.: 12,97
Local VSS 282-1 – Alt.: 12,88
Local VSS 272 – Alt.: 13,05
Palier escalier E8-S – Alt.: 12,74
Corridor BSS 417 – Alt.: 12,18
Corridor GSS 515 – Alt.: 12,97
Corridor JSS 330A – Alt.: 13,03
Corridor JSS 340-93 – Alt.: 12,93
Local JSS 341 – Alt.: 12,66
Devant JSS 415 – Alt.: 13,04
Emplacement "A" – Alt.: 12,98
Emplacement "B" – Alt.: 12,97
Emplacement "C" – Alt.: 12,98
Emplacement "D" – Alt.: 12,98
Emplacement "E" – Alt.: 13,02
Emplacement "F" – Alt.: 12,93
Emplacement "G" – Alt.: 12,97
Emplacement "J" – Alt.: 12,87
Emplacement "K" – Alt.: 13,03
Emplacement "O" – Alt.: 12,97
Emplacement "Q" – Alt.: 12,96

1er Étage
Local G1 501-10 – Alt.: 15,82
Local B1 437 – Alt.: 15,77
Local J1 305 – Alt.: 15,76
G1-500 – Alt.: 15,77
Corridor A-2 – Alt.: 15,76
Corridor A-5 – Alt.: 15,76
Corridor E5-R – Alt.: 15,76
Emplacement "G" – Alt.: 15,79
Emplacement "H" – Alt.: 15,76
Emplacement "I" – Alt.: 15,74
Emplacement "J" – Alt.: 15,77
Emplacement "K" – Alt.: 15,76
Emplacement "L" – Alt.: 15,76
Emplacement "M" – Alt.: 15,82
Emplacement "N" – Alt.: 15,78

2e Étage
Local J2 305 – Alt.: 19,45
Local V2 288-1 – Alt.: 19,45
Local M2 239 – Alt.: 19,45
Local V2 277 – Alt.: 19,45

3e Étage
Local J3 305 – Alt.: 23,35
Local V3 286 – Alt.: 23,33
Local M3 239 – Alt.: 23,34
Local M3 277 – Alt.: 23,33
Emplacement "A" – Alt.: 23,47
Emplacement "B" – Alt.: 23,42

4e Étage
Local J4 305 – Alt.: 27,02
Local V4 288 – Alt.: 27,02
Local M4 239 – Alt.: 27,04

6e Étage
Emplacement "A" – Alt.: 35,39

NIV. DES PLANCHERS – BLOCS 200 ET 300

Étage	Alt.	Alt. palier
6e Étage (Bloc 200)	Alt.: 34,57	
5e Étage	Alt.: 30,71	
4e Étage	Alt.: 27,01	Alt. palier: 29,06
3e Étage	Alt.: 23,32	Alt. palier: 25,36
2e Étage	Alt.: 19,46	Alt. palier: 21,55
1er Étage	Alt.: 15,77	Alt. palier: 18,02
Sous-sol	Alt.: 12,87	Alt. palier: 13,50

NIVEAUX DES PLANCHERS – BLOC 400

Étage	Alt.	Alt. palier
3e Étage	Alt.: 23,30	
2e Étage	Alt.: 19,45	Alt. palier: 21,49
1er Étage	Alt.: 15,77	Alt. palier: 17,88
Sous-sol	Alt.: 12,12	Alt. palier: 14,74

NIVEAUX DES PLANCHERS – BLOC 400

Étage	Alt.
2e Étage	Alt.: 20,51
1er Étage	Alt.: 15,83

LÉGENDE:
(SI APPLICABLE)

=POTEAU
=VALVE D'EAU
=PUISARD
=REGARD ÉGOÛTS
=CONDUITS MOTNRÉAL
=REGARD
=ARBRE
=BORNE FONTAINE
=ANCRAGE
=FEU DE CIRCULATION
=LAMPADAIRE SIMPLE
=LAMPADAIRE DOUBLE
=LAMPADAIRE MULTIPLE

H HAIE
X CLÔTURE
LIGNE ÉLECTRIQUE
A CONDUITE D'AQUEDUC
G CONDUITE DE GAZ
S ÉGOUT SANITAIRE
P ÉGOUT PLUVIAL
FOSSÉ
LIGNE SOUTERRAINE DE TÉLÉPHONE
BANC
ENSEIGNE

NOTES:

+ 15,43 INDIQUE L'ALTITUDE EN MÈTRES CGVD28.

LA LOCALISATION DES SERVICES DEVRA ÊTRE VÉRIFIÉE AVANT TOUTE CONSTRUCTION.

CETTE PROPRIETE DEVRA FAIRE L'OBJET D'UNE RECHERCHE NOTARIALE CONCERNANT LES TITRES DE PROPRIÉTÉ ET LES SERVITUDES.

D=700 INDIQUE LE DIAMÈTRE DES ARBRES EN MILLIMÈTRES.

LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS À PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

LE LOT 1 153 607 EST ASSUJETTI À UNE RETRICTION D'USAGE (RADIOLOGIE) EN FAVEUR DU LOT 1 154 613. – PUBL.: 11 521 320.

LES LOTS 1 153 606 ET 1 153 607 SONT ASSUJETTIS À UNE SERVITUDE RÉCIPROQUE DE VUE. – PUBL.: 2 831 338.

LE LOT 1 153 609 EST ASSUJETTI À UNE SERVITUDE VUE EN FAVEUR DU LOT 1 153 606 – PUBL.: 832 656.

LE LOT 2 280 713 EST ASSUJETTI À UNE SERVITUDE D'INSTALLATION D'ENSEIGNE EN FAVEUR DU LOT 1 153 609 – PUBL.: 3 137 708.

LES LOTS 1 153 606, 1 153 607, 1 153 608 ET 2 580 713 SONT ASSUJETTIS À UNE RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES EN FAVEUR DU CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL – PUBL.: 24 111 283, 24 111 259, 24 111 260 & 24 111 282.

LE LOT 1 153 609 EST SUJET À UN AVIS DE RESTRICTION D'UTILISATION – PUBL.: 13 456 171.

LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS À PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

LE LOT 6 382 093 EST PROJETÉ ET SERA ISSU DU REMPLACEMENT DES LOTS 1 153 606 À 1 153 606 ET 2 580 712 À 2 580 714.

PRÉPARÉ À LA DEMANDE DE M. MATHIEU LECLERC, INGÉNIEUR, AFIN D'ILLUSTRER LA TOPOGRAPHIE D'UNE PARTIE DE LA PROPRIÉTÉ, CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ POUR DES FINS AUTRES SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

PLAN TOPOGRAPHIQUE

LOT(S)	VOIR PLAN
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITE	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	VERDUN
ECHELLE	1=300 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHES	6 FÉVRIER 2020
TERRAIN	29 OCTOBRE 2020
DESSIN	1009-1

COPIE CONFORME LE

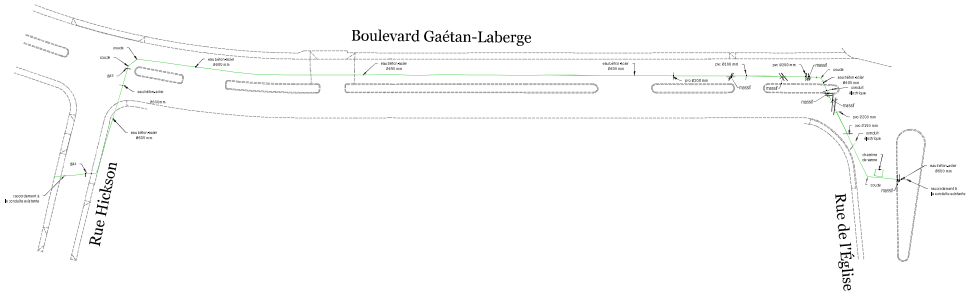
SIGNÉ À MONTRÉAL LE 9 NOVEMBRE 2020

Jean-Philippe Giguère, a.-g.

MINUTE : 2572 DOSSIER : 1805-23

JEAN-PHILIPPE GIGUÈRE ARPENTEUR-GÉOMÈTRE 2676

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com



PLAN DE LOCALISATION
BOULEVARD GAÉTAN-LABERGE
éléments souterrains
feuillet 1 de 2

Rue(s): Boulevard Gaétan-Laberge entre la Rue Hickson et la Rue de l'Église

Numéro de projet : 524514
Municipalité: Ville de Montréal
Arrondissement : Verdun

ÉCHELLE : 1:300

LEVÉ : 27 avril au 23 juillet 2021

Notes :
- Le repère géodésique MONUMO1 a été utilisé comme base pour l'établissement des stations d'ingénierie du projet.
- Les éléments apparaissant sur ce document sont en référence au système SCOPE, classe H: MAÎTRE SYNC.
- Le système de référence altimétrique est le CGVD 28.
- Toute reproduction, de ce plan et / ou rapport est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur.
- Ce plan, et le rapport qui l'accompagne le cas échéant, font partie du présent document et ne peuvent être utilisés ou livrés pour d'autres fins sans l'autorisation écrite de nos soins.

Requérant : LES ENTREPRISES COGNEX INC.

Fins :
ÉLABORATION DES PLANS D'INVENTAIRES OU FINAUX

CIVITAS
Nouvelle vision d'avenir
1-855-CIVITAS

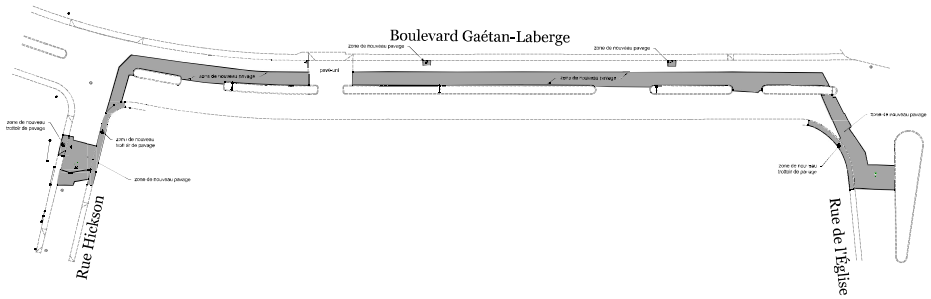
LÉGENDE :

Préparé à Montréal,
le 3 août 2022
Maude-Emilie Landry, a.-g.
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Rosa • Copie numérique
AUTORISÉ PAR L'OACIQ

Date : 2022-08-05

DOSSIER : AMIR-200203-003
MINUTE : 265



PLAN DE LOCALISATION
BOULEVARD GAÉTAN-LABERGE
éléments en surface
feuillet 2 de 2

Rue(s): Boulevard Gaétan-Laberge entre la Rue Hickson et la Rue de l'Église

Numéro du projet : 524314
Municipalité: Ville de Montréal
Arrondissement : Verdun

ÉCHELLE : 1 : 500
LEVÉ : 19 AOÛT 2021

Notes :
- Le repère géodésique 8268M005 a été utilisé comme base pour l'établissement des stations d'ingénierie du projet.
- Les éléments apparaissant sur ce document sont en référence en mètres (C.T.Q.R.), (fuseau 8) MAITRE SYRA.
- Le système de référence altimétrique est le CGVD 28.
- Toute reproduction de ce plan et / ou rapport est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur.
- Ce plan, et le rapport qui l'accompagne le cas échéant, font partie du présent document et ne peuvent être utilisés ou livrés à d'autres fins sans l'autorisation écrite de nos soins.

Exécutant : LES ENTREPRISES COURBES INC.

Plan :
ÉLABORATION DES PLANS D'INVENTAIRES DU PIMAUE

CIVITAS
Nouvelle ère d'ici
1-855-CIVITAS

LÉGENDE :
- Bâtie de vanne
- Regard égoutier
- Regard d'égout
- Poteau
- Lampadaire de rue
- Arrosoir
- Bouche

Préparé à Montréal,
le 7 juin 2022
Maude-Emilie Landry, a.-g.
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Zone : Degré nordique
ALTITUDE GÉODÉSIQUE

Date : 2022-06-07
DOSSIER : AMIR-200203-003
MINUTE : 265

13:43
2004 -03- 09 heure-minute
11133587

L'AN DEUX MILLE QUATRE
LE HUITIÈME
JOUR DU MOIS DE MARS

DEVANT Me ROBERT BEAULIEU,
Notaire en la Ville de Montréal,
Province de Québec.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1er janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), étant aux droits de VILLE DE VERDUN en vertu de l'article 5 de cette Charte, ayant son siège au numéro 275 rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Normand MOUSETTE, greffier adjoint par intérim, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et en vertu:

a) de la résolution numéro 01-05-0243 adoptée par le Conseil d'arrondissement de Verdun le vingt-neuf mai deux mille un (29/05/2001), dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné;

b) de la résolution numéro CM 03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit octobre deux mille trois (28 octobre 2003, dont copie de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

et

c) de la résolution numéro CM 03 0814, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-sept octobre deux mille trois (27 octobre 2003) dont copie de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

ci-après nommée "**le vendeur**";

ET:

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN, corporation constituée en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.R.Q., chap. S-4, art. 322, ayant son siège social à 4000 boulevard Lasalle, Verdun, Québec, H4G 2A3, agissant et représentée aux présentes par André MAISONNEUVE, directeur des ressources matérielles, dûment autorisé aux termes d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le vingt-sept octobre deux mille trois (27 octobre 2003), dont copie de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

ci-après nommée "**l'acquéreur**";

LESQUELS conviennent de ce qui suit:

OBJET DU CONTRAT

Le vendeur vend à l'acquéreur qui accepte l'immeuble dont la désignation suit ci-après nommé "**l'immeuble**", savoir:

D É S I G N A T I O N

Un immeuble ayant front sur le boulevard du Cerf-Volant, (Verdun), en la Ville de Montréal Province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du Québec, bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal comme étant les lots DEUX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT MILLE SEPT CENT DOUZE (2 580 712).et DEUX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT MILLE SEPT CENT QUATORZE (2 580 714).

SERVITUDE DE PASSAGE

Le vendeur et l'acquéreur, qui sont parties aux présentes créent par les présentes, une servitude réelle temporaire de passage en faveur du vendeur, tant et aussi longtemps que la conduite d'eau qui y est installée subsistera à l'endroit où elle est située et qu'elle sera utilisée, cette servitude étant pour l'implantation, l'installation et le maintien de la conduite d'aqueduc existante sur une largeur totale de VINGT PIEDS (20') ou SIX MÈTRES (6m) à raison de DIX PIEDS (10') ou TROIS MÈTRES (3m) de chaque côté de la conduite d'aqueduc.

La parcelle décrite comme "fonds servant" est plus particulièrement décrite comme une partie du lot DEUX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT MILLE SEPT CENT DOUZE (2 580 712) aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du Québec, bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal de forme irrégulière, bornée vers le nord une première partie, par le lot 1 619 476 (rue Hickson) et mesurant dans cette limite SIX MÈTRE ET TRENTE ET UN CENTIÈMES DE MÈTRE (6,31m); vers le nord-est, pour une première part, par une autre partie dudit lot 2 580 712 et mesurant dans cette limite suivant une ligne brisée des distances de SOIXANTE-HUIT MÈTRES ET SOIXANTE CENTIÈMES DE MÈTRE (68,60m) et SOIXANTE-SIX MÈTRE ET CINQUANTE-DEUX CENTIÈMES DE MÈTRE (66,52m); vers le nord, pour une deuxième partie, par une autre partie dudit lot 2 580 712 et mesurant dans cette limite SIX MÈTRES ET CINQUANTE-QUATRE CENTIÈMES DE MÈTRE (6,54m); vers le nord-est, pour une deuxième partie, par le lot 1 619 424 (boulevard du Cerf-Volant) et mesurant dans cette limite TROIS MÈTRES (3m); vers le sud, pour une première partie, par une autre partie dudit lot 2 580 712 et mesurant dans cette limite SIX MÈTRES ET SOIXANTE-NEUF CENTIÈMES DE MÈTRE (6,69m); vers le nord-est pour une troisième partie, par une autre partie dudit lot 2 580 712 et mesurant dans cette limite TRENTE-NEUF MÈTRES ET TRENTE ET UN CENTIÈMES DE MÈTRE (39,31m); vers le sud, pour une deuxième partie, par le lot 2 580 713 et mesurant dans cette limite SIX MÈTRES ET UN CENTIÈME DE MÈTRE (6,01m); vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot 2 580 712 et mesurant dans cette limite suivant une ligne brisée des distances de CENT HUIT MÈTRES ET SOIXANTE-QUATORZE CENTIÈMES DE MÈTRE (108,74m) et SOIXANTE-DIX MÈTRES ET DIX-SEPT CENTIÈMES DE MÈTRE (70,17m); contenant une superficie de MILLE QUATRE-VINGT-HUIT MÈTRES CARRÉS ET NEUF DIXIÈMES DE MÈTRE CARRÉ (1,088,9m.c.).

Le tout, mesure métrique et tel que montré sur la copie ci-jointe d'un plan minute numéro 25902 préparé par T.T. KATZ, arpenteur-géomètre, le six mai deux mille trois (6 mai 2003).

TEL que le tout se trouve présentement, cet immeuble étant ci-après appelé "le fonds servant".

L'immeuble ci-après est décrit comme fonds dominant.

DESIGNATION:

Un immeuble ayant front sur le boulevard du Cerf-Volant, (Verdun), en la Ville de Montréal, Province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du Québec, bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, comme étant le lot numéro UN MILLION SIX CENT DIX-NEUF MILLE QUATRE CENT VINGT-QUATRE (1 619 424).

CONDITIONS

1- Les frais d'entretien de l'aqueduc et du terrain le surplombant seront à la charge du vendeur lorsqu'il s'agira de travaux connexes à l'aqueduc;

2- Cette servitude limite l'implantation de pieux aux fins d'agrandissement de l'hôpital à TROIS MÈTRES (3m) de la conduite d'aqueduc et toute construction surplombant l'aire de la servitude doit offrir un dégagement entre le sol et la construction d'au moins TREIZE PIEDS (13') ou QUATRE MÈTRES (4m), à l'exception de la construction des accès servant au garage des ambulances.

SITUATION HYPOTHECAIRE:

Le vendeur déclare que ledit fonds servant est libre de toutes charges, privilèges et hypothèques quelconques.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le vendeur est propriétaire de l'immeuble pour l'avoir acquis par bons et valables titres.

GARANTIE

Cette vente est faite avec la garantie légale quant aux titres mais sans aucune garantie quant à la qualité du sol.

DOSSIER DE TITRES

Le vendeur s'engage à remettre à l'acquéreur tous les titres en sa possession.

POSSESSION

L'acquéreur devient propriétaire de l'immeuble à compter de ce jour avec possession et délivrance immédiates et occupation à compter de ce jour.

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

Le vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant:

1. L'immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;

2. Il est un résident canadien au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts*.

OBLIGATIONS

D'autre part, l'acquéreur s'oblige à ce qui suit:

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

2. Payer tous les impôts fonciers échus et à échoir, y compris la proportion de ceux-ci pour l'année courante à compter de ce jour, s'il y a lieu, et aussi payer, à compter de la même date, tous les versements en capital et intérêts à échoir sur toutes les taxes spéciales imposées avant ce jour dont le paiement est réparti sur plusieurs années;

3. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les parties.

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de TRENTE HUIT MILLE DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (38,018,69$) payé comptant, ce jour, par l'acquéreur au vendeur, dont quittance finale de la part du vendeur.

CLAUSE D'AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chap. S-4.2), la présente transaction est dûment autorisée par le Ministre de la Santé et des Services sociaux, agissant à la fois en sa qualité de Ministre de la Santé et des Services sociaux et comme Ministre à qui le Conseil du trésor a délégué une partie de ses pouvoirs relativement à l'autorisation du Conseil du trésor prévue à l'article 260 de la Loi précitée, aux termes d'une décision du Conseil du trésor (C.T. 187151 du 9 mai 1995) publiée à (1995) 127, Gazette Officielle du Québec, partie 2, numéro 22, à la page 2303, tel qu'il appert d'une

autorisation ministérielle en date du 5 février 2004, portant le numéro 2004 003 et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

La présente transaction a également fait l'objet d'un avis de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, tel qu'il appert d'une lettre de ladite Régie régionale en date du 19 septembre 2003, et dont copie de ladite lettre demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

DECLARATIONS DES PARTIES RELATIVEMENT A LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET A LA TAXE DE VENTE DU QUEBEC (T.V.Q.):

1. Le vendeur n'est pas un particulier.

En conséquence, la présente vente est taxable selon les dispositions de la Loi sur la taxe d'accise et de la Loi sur la taxe de vente du Québec.

Les parties déclarent que la valeur de la contrepartie aux fins de la Loi sur la taxe d'accise est de TRENTE HUIT MILLE DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (38,018,69$), et aux fins de la Loi sur la taxe de vente du Québec est de QUARANTE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT DOLLARS (40 680,00$).

La T.P.S. représente une somme de DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS ET TRENTE ET UN CENTS (2,661.31$), et la T.V.Q. représente une somme de TROIS MILLE CINQUANTE ET UN DOLLARS (3,051.00$).

ET

L'acquéreur déclare que ses numéros d'inscription sont les suivants: T.P.S.: 141690743, T.V.Q.:1019818833 et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

En conséquence, la responsabilité relative à la perception de la T.P.S. et la T.V.Q. est supportée par l'acquéreur.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties déclarent que:

1) l'immeuble présentement transféré est situé sur le territoire de la Ville de Montréal, Québec;

2) la résidence principale du cédant est:

275 rue Notre Dame Est,
Montréal, Québec,
H2Y 1C6

3) La résidence principale du cessionnaire est:

4000 boulevard Lasalle
(Verdun), Montréal, Québec
H4G 2A3

4) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble, selon le vendeur/cédant et l'acquéreur/cessionnaire est TRENTE HUIT MILLE DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (38,018,69$);

5) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le vendeur/cédant et l'acquéreur/cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base d'imposition qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 de cette loi est de TRENTE HUIT MILLE DIX-HUIT DOLLARS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (38,018,69$);

6) le montant du droit de mutation est de CENT QUATRE-VINGT-DIX DOLLARS ET NEUF CENTS (190.09$);

7) le présent transfert ne concerne pas des meubles tels que définis à l'article 1.0.1 de la Loi précitée.

DONT ACTE, en la Ville de Montréal, sous le numéro QUARANTE DEUX MILLE CENT SOIXANTE-DEUX (42,162)----------

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

Par: Normand Mousette
Normand MOUSSETTE

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Par: André Maisonneuve
André MAISONNEUVE

Me Robert BEAULIEU, notaire.

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

ENTENTE VISANT À AUTORISER
DES TRAVAUX POUR RELOCALISER UNE SECTION
D'UNE CONDUITE PRINCIPALE D'EAU POTABLE
ET DES TRAVAUX EN COMMUNS

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 OCT. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004,

(ci-après désignée comme étant la « Ville »)

ET: **SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES**, personne morale de droit public constituée par la *Loi sur les infrastructures publiques* (RLRQ, chapitre I-8.3), agissant ici pour et au nom du *Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal,* ayant son siège au 1075, rue de l'Amérique-Française, Québec, Québec, G1R 5P8, agissant et représentée par monsieur Dominic Lamarquis, vice-président à la Gestion des projets Ouest du Québec, dûment autorisé aux termes du *Règlement sur la signature de certains documents de la Société québécoise des infrastructures,* lequel est adopté en vertu de l'article 76 de ladite Loi,

(ci-après désignée comme étant la « Société »)

Ci-après individuellement ou collectivement appelées « Partie » ou les « Parties »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le *Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréa**l*** (« CIUSSS ») prévoit construire l'agrandissement du Centre Hospitalier de Verdun sur le site portant les numéros de lots suivants : 1 153 609, 2 580 712, 2 580 714 et 2 580 713 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après « l'Agrandissement du CHV »);

ATTENDU QUE le CIUSSS, propriétaire du terrain, a identifié une conduite principale d'eau potable de 600mm de diamètre à proximité ou sous le terrain prévu pour l'Agrandissement du CHV et qu'il souhaite relocaliser cette conduite;

ATTENDU QUE la *Société québécoise des infrastructures* (« Société ») est le gestionnaire de l'Agrandissement du CHV;

ATTENDU QUE le CIUSSS a mandaté la Société afin d'agir pour et en son nom dans le cadre de la présente Entente avec la Ville;

ATTENDU QUE la Société demande à la Ville d'être autorisée à effectuer, à ses entiers frais, les travaux de relocalisation de cette conduite principale, en incluant notamment à ses devis toutes les exigences techniques de la Ville pour que celle-ci puisse satisfaire aux normes de

cette dernière et qu'elle en assumera la conception et la construction ainsi que toutes les obligations et responsabilités qui découlent desdits travaux de relocalisation de cette conduite principale (ci-après les « Travaux »), ces termes étant définis à l'article 2.1;

ATTENDU QUE la Ville est disposée à permettre l'exécution des Travaux aux fins de relocaliser la conduite principale d'eau potable, sous réserve de la faisabilité technique, du respect de l'entièreté des conditions spécifiées par la Ville et, sans s'y limiter, de l'engagement de la Société à tenir indemne la Ville de tous les coûts directs et indirects reliés aux Travaux de relocalisation de la conduite principale d'eau potable comme il est plus amplement exprimé à la présente Entente;

ATTENDU QUE la Ville consent également à la radiation de la servitude de passage consentie par le CIUSSS pour l'entretien de la conduite sur le site actuel et s'engage à signer tout acte ou procédure à ce sujet;

ATTENDU QUE la Société reconnaît que la présente Entente ne dispense d'aucune façon d'obtenir auprès de la Ville les permis de construction, les autorisations requises aux fins de l'utilisation du domaine public et, de façon générale, de respecter l'ensemble des lois et règlements qui s'appliquent en l'espèce;

ATTENDU QUE la Ville souhaite profiter des travaux d'Agrandissement du CHV pour effectuer des travaux de remplacement d'une partie de sa conduite d'eau potable (ci-après « l'Ouvrage »), ce terme étant défini à l'article 2, et pour lesquels elle assumera les entiers frais;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt public que les travaux pour la réfection de cette conduite d'eau potable soient effectués en même temps que les travaux qu'entreprend le CIUSSS pour l'agrandissement du CHV;

ATTENDU QUE les Parties reconnaissent l'intérêt d'une entente spécifique entre elles relative à la réalisation de l'Ouvrage incluant les études et expertises techniques requises, ainsi que la répartition des obligations et des coûts en vue de la réalisation de l'Ouvrage;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 572.1 de la *Loi sur les cités et villes*, toute municipalité peut s'unir à un organisme public comme la Société dans le but d'exécuter des travaux;

ATTENDU QUE la Ville désire mandater la Société pour agir à titre de donneur d'ouvrage dans le cadre de la réalisation de l'Ouvrage, et ce, conformément aux conditions et modalités du partage des responsabilités prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la totalité des coûts relatifs à l'Ouvrage seront assumés par la Ville, selon les modalités prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a transmis une copie au CIUSSS;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ENTENTE VISANT À AUTORISER
DES TRAVAUX POUR RELOCALISER UNE SECTION
D'UNE CONDUITE PRINCIPALE D'EAU POTABLE
ET DES TRAVAUX EN COMMUNS

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1	« Ancienne Conduite » :	a le sens défini à l'article 4.1.2;
2.2	« CHV » :	désigne l'agrandissement du Centre Hospitalier de Verdun située sur les Lots;
2.3	« CNESST » :	désigne la « Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail »;
2.4	« Directeur » :	le directeur de l'eau potable du Service de l'eau de la Ville ou son représentant désigné;
2.5	« Entente » :	désigne la présente entente intitulée, « Entente visant à autoriser des travaux pour relocaliser une section d'une conduite principale d'eau potable et des travaux en commun »;
2.6	« Fournisseurs » :	désigne toute firme, toute entreprise, toute société privée ou toute compagnie de services publics mandatée par la Société pour dispenser les services professionnels et pour exécuter les travaux;
2.7	« Lots » :	les lots numéros 1 153 609, 2 580 712, 2 580 714 et 2 580 713, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à Montréal, province de Québec;
2.8	« Lot Q1 » :	réfère à l'appel d'offres de la Société qui comprend les travaux de construction pour l'exécution des Travaux et de l'Ouvrage
2.9	« LSST » :	réfère à la « Loi sur la santé et la sécurité du travail, **RLRQ,** c. S-2.1 »;
2.10	« Normes de la Ville » :	désigne notamment l'ensemble des exigences définies aux clauses techniques générales et spéciales contenues aux cahiers des exigences de la

Ville pour la construction de conduites principales d'eau potable incluant les travaux accessoires, telle la réfection des pavés et des trottoirs et pour les travaux relatifs à l'Ouvrage;

2.11 « Nouvelle Conduite » : a le sens défini à l'article 4.1.1;

2.12 « Ouvrage » : désigne les travaux de réfection de la conduite d'eau potable identifiés en bleu sur le croquis de l'Annexe C et dont le coût est assumé par la Ville;

2.13 « Phase 1 » : a le sens défini à l'article 4.1.1;

2.14 « Phase 2 » : a le sens défini à l'article 4.1.2;

2.15 « Phase 3 » : a le sens défini à l'article 4.1.3;

2.16 « Travaux » : désigne les travaux de démantèlement de l'ancienne conduite et de relocalisation de la nouvelle conduite et dont les coûts sont assumés par la Société;

ARTICLE 3
OBJET ET MANDAT

3.1 La présente Entente vise à confier à la Société la responsabilité des Travaux dans la mesure où cette dernière en accepte toutes les conditions ci-après exprimées.

3.2 La présente Entente a également pour objet d'établir les conditions et les modalités du partage des responsabilités des Parties pour la réalisation de l'Ouvrage, comprenant les services professionnels et les travaux requis pour réaliser l'Ouvrage.

3.3 Par la présente, la Ville mandate la Société, qui accepte, pour la représenter dans le cadre du processus contractuel, incluant l'octroi et l'exécution du contrat nécessaire à la réalisation de l'Ouvrage, et ce, aux frais de la Ville. Les Parties conviennent que les règles d'adjudication des contrats seront celles applicables au CIUSSS, incluant son Règlement sur la gestion contractuelle, de façon plus spécifique, les Parties conviennent que la Société sera également responsable de ce qui suit :

a) Effectuer l'analyse des plaintes et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre des appels d'offres et les traiter conformément à la procédure de réception des plaintes en vigueur au CIUSSS. Le représentant de la Ville devra collaborer avec la Société le cas échéant;

b) procéder à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire du contrat pour la réalisation de l'Ouvrage.

3.4 Après l'ouverture des soumissions pour les travaux requis pour la réalisation de l'Ouvrage,

la Société confirmera à la Ville le montant nécessaire pour les travaux relatifs à l'Ouvrage, soit un montant représentant 31,32 % de la valeur totale du prix de la soumission pour le Lot Q1. À la réception de cette information, la Ville s'engage à faire diligence pour demander à l'instance compétente de voter les crédits à ces fins conformément à l'article 5, lesquels seront alors considérés comme faisant partie intégrante des présentes.

3.5 Ce mandat de la Ville pour cette portion qu'est l'Ouvrage est donc conditionnel à l'obtention par la Ville, préalablement à l'octroi du contrat relatif à l'exécution de l'Ouvrage, d'une résolution de l'instance compétente autorisant les crédits nécessaires pour la réalisation des travaux relatifs à l'Ouvrage, aux fins de l'octroi du contrat par la Société pour cette portion qu'est l'Ouvrage.

3.6 La Ville reconnaît qu'une fois adoptée la résolution de l'instance compétente ci-dessus mentionnée, elle est liée à la Société concernant les travaux pour la conception et la réalisation de l'Ouvrage comme si elle était elle-même partie à tout contrat octroyé par la Société. Tout contrat pour la réalisation de l'Ouvrage, ce qui inclut tout appel d'offres, doit être soumis préalablement à la Ville pour vérification et acceptation. Toute modification subséquente à la vérification par la Ville doit faire l'objet d'une nouvelle vérification par la Ville.

ARTICLE 4
CONCEPTEUR-ENTREPRENEUR

A) Obligations de la Société concernant les Travaux

4.1 La Société s'engage à assumer la conception et la construction et à réaliser à ses entiers frais les Travaux, ce qui comprend notamment les travaux suivants :

4.1.1 Premièrement, concevoir et construire la nouvelle section de conduite principale d'eau potable de 600mm à être relocalisée et les équipements associés (ci-après la « Nouvelle Conduite »), localisée sous le boulevard Gaétan Laberge reliant à l'est, la rue Hickson et à l'ouest, l'avenue de l'Église, laquelle conduite doit se raccorder au réseau actuel de la Ville telle que représentée au plan préliminaire de localisation de la Nouvelle Conduite de l'annexe A (ci-après la « Phase 1 »);

4.1.2 deuxièmement, démanteler la section de l'ancienne conduite principale d'eau potable passant dans le sous-sol des Lots (ci-après l'« Ancienne Conduite »), telle que représentée au plan préliminaire de localisation de l'Ancienne Conduite de l'annexe B (ci-après la « Phase 2);

4.1.3 troisièmement, de remettre les lieux en état (ci-après la « Phase 3 »).

4.2 La Société est seule responsable des dommages découlant de l'exécution des Travaux et qui sont causés à la Ville et aux tiers par sa faute ou celle de son entrepreneur et sous-traitants, à compter de la date de début des Travaux, et ce, jusqu'à leur réception définitive.

4.3 La Société s'engage à intervenir et à assurer la défense de la Ville dans toute poursuite, toute action ou toute réclamation qui pourrait survenir dans le cadre des Travaux sous sa responsabilité.

4.4 La Société tiendra la Ville indemne et à couvert de toutes réclamations, toutes pertes ou tous dommages et de toutes actions, toutes poursuites ou toutes procédures de la part de tiers, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de la Société, de ses employés, fournisseurs, sous-traitants et sous-traitants de ces derniers, dans l'exécution des Travaux faisant l'objet de l'Entente. Aux fins du présent article, le terme « activités » comprend tout acte ou toute omission, de même que tout retard à accomplir un acte à l'exception de retards causés par la Ville et par ses employés en raison de son délai de réponse.

4.5 La Société doit également maintenir les biens de la Ville libres, en tout temps, de toute hypothèque ou autre charge de quelque nature que ce soit. La Société doit notamment faire radier, à ses frais et avec diligence, toute hypothèque légale de construction ou toute autre charge publiée, avec ou sans droit, sur un bien de la Ville, par un sous-traitant ou toute autre personne ayant participé aux Travaux. Elle doit, au besoin, entreprendre les procédures judiciaires requises à cette fin et mener ces procédures à terme avec diligence.

B) Obligations du mandataire concernant l'Ouvrage

4.6 D'autre part, pour la réalisation de l'Ouvrage, la Société s'engage à :

a. préparer ou à faire préparer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres conformément à la loi, les études, les plans, les devis et les cahiers de charges, de même que les estimations pour la réalisation de l'Ouvrage;

b. Indiquer aux documents d'appel d'offres que la Société est mandatée pour représenter la Ville dans le cadre de l'octroi et de l'exécution des contrats nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage;

c. réaliser ou à faire réaliser l'Ouvrage, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres conformément à la loi et aux termes du mandat plus spécifiquement détaillé à l'article 3 des présentes;

d. assumer ou à faire assumer, à titre de donneur d'ouvrage et à la suite d'appels d'offres, lorsque requis par la loi, la surveillance et le contrôle qualitatif et quantitatif des matériaux et de leur mise en œuvre pour la réalisation de l'Ouvrage;

e. la Société paiera directement le coût des expertises, des services professionnels et des travaux de l'Ouvrage que la Ville aura dûment approuvés et qui lui seront facturés par les Fournisseurs que la Société aura retenus à titre de donneur

d'ouvrage, et ce, dans les trente (30) jours de la réception de toute facture à cet effet;

f. la Société transmettra à la Ville toute facture représentant sa contribution financière en vertu des présentes avec les pièces justificatives à l'appui afin que la Ville puisse payer la Société conformément à l'article 5.1 des présentes;

g. faire approuver par la Ville:

i) tous les documents préparés en vertu du paragraphe a) du présent article;

ii) toutes les modifications ultérieures à l'acceptation des plans et devis initiaux préparés en vertu du paragraphe a) du présent article, et ce, préalablement à la mise en œuvre des travaux visés par ces modifications;

iii) les prix obtenus des Fournisseurs à la suite d'un appel d'offres lancé en vertu des paragraphes c) et d) du présent article, avant d'octroyer le contrat;

iv) les ordres de changements survenant en cours d'exécution des travaux, jusqu'à l'acceptation provisoire des travaux;

h. accorder en tout temps à la Ville un droit de regard et de surveillance sur les travaux de l'Ouvrage;

i. remettre à la Ville dans les quatre-vingt-dix (90) jours à la suite de l'acceptation finale des travaux :

i) une copie film 0,0035 (format A1) ainsi qu'une copie en document électronique (version modifiable et version non modifiable) des plans de construction révisés « Tel que construit », des dessins d'atelier et des plans finaux pour l'Ouvrage;

ii) une copie papier ainsi qu'une copie en document électronique (version modifiable et version non modifiable) des devis finaux ainsi que du rapport final de contrôle qualitatif et quantitatif de l'Ouvrage;

iii) une copie papier ainsi qu'une copie en document électronique (version non modifiable) des documents de chantier;

iv) une copie papier et une copie numérique des documents attestant son acceptation des travaux de l'Ouvrage;

j. présider un comité de coordination dont le mandat est d'assurer le suivi et le bon déroulement des travaux incluant les travaux de construction et l'ensemble des mesures d'atténuation et de gestion des impacts;

k. indiquer dans les documents d'appel d'offres que toutes les garanties et assurances demandées doivent être délivrées au nom de la Ville et du CIUSSS;

l. effectuer l'analyse des plaintes et des questions reçues des soumissionnaires dans le cadre des appels d'offres et les traiter conformément à la procédure de réception des plaintes en vigueur à la Société. Le représentant de la Ville devra collaborer avec la Société le cas échéant.

ARTICLE 5
CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Les Parties conviennent que la Ville assumera cent pour cent (100%) des coûts réels reliés à la réalisation de l'Ouvrage.

Aux fins de la présente entente, les coûts réels représentent le coût de tous les services professionnels, expertises et travaux requis pour la réalisation de l'Ouvrage.

Le coût réel pour les services professionnels et expertises pour la conception et la surveillance des travaux relatifs à l'Ouvrage sont les crédits autorisés par la Ville aux fins des présentes, lesquels correspondent à un montant forfaitaire basé sur les coûts estimés et acceptés par les Parties pour les contrats de services professionnels.

Le coût réel pour l'exécution des travaux relatifs à l'Ouvrage sont ceux qui auront été approuvés par l'instance compétente de la Ville à la suite de l'ouverture des soumissions pour les travaux du Lot Q1, conformément à l'article 3 des présentes et selon les modalités prévues au présent article.

Le remboursement du coût des travaux de l'Ouvrage, sera facturé en deux (2) versements (50% d'avancement et 100%) par la Société et la Ville paiera la Société dans les 45 jours suivant la réception de cette facture.

ARTICLE 6
REPRÉSENTANT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VILLE

6.1 La Société doit fournir à la Ville le nom et l'adresse complète d'un représentant dûment autorisé. La Société devra informer la Ville par avis transmis par courrier recommandé ou par courriel avec accusé de réception de tout changement d'identité ou d'adresse du représentant ainsi désigné.

6.2 La Société doit être représentée par une personne compétente et ayant la capacité de diriger les opérations durant les Travaux. Le Directeur peut exiger le remplacement du représentant s'il a un motif valable. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le représentant de la Société et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes de l'Entente ni relever la Société de ses obligations.

6.3 La Société fournira au Directeur, à la réunion de démarrage, le nom et le numéro de téléphone de la personne responsable du chantier, laquelle doit être joignable

en tout temps (24 heures sur 24).

6.4 Pour sa part, la Ville doit fournir à la Société le nom et l'adresse complète d'un représentant dûment autorisé. Le représentant de la Ville doit être joignable par la Société et le CIUSSS en tout temps (24 heures sur 24).

ARTICLE 7
MAÎTRE D'OEUVRE

La Société s'engage à faire assumer à l'entrepreneur général retenu pour l'ensemble du chantier, les responsabilités et obligations à titre de maître d'œuvre au sens de la LSST et de son règlement d'application. Si la CNESST refuse de reconnaître ou d'accepter l'entrepreneur général désigné à titre de maître d'œuvre à l'égard de l'ensemble du chantier, le CIUSSS s'acquittera pour la Ville, à titre d'agent délégué, de l'ensemble des obligations et responsabilités imposées à la Ville en vertu de la LSST et de son règlement d'application.

ARTICLE 8
ÉTUDE DE FAISABILITÉ

8.1 Avant le début des Travaux, la Société s'engage à réaliser une étude de faisabilité, dans laquelle étude, il sera précisé notamment :

8.1.1 la faisabilité de construire une Nouvelle Conduite pouvant être reliée au réseau actuel en identifiant la localisation de cette dernière qui devra se situer dans le domaine public de la Ville ou, à défaut, être en mesure d'obtenir, au bénéfice de la Ville, toutes les servitudes requises pour la Nouvelle Conduite;

8.1.2 les travaux de remise en état des lieux tant pour la Nouvelle Conduite que pour l'Ancienne Conduite;

8.1.3 les mesures d'atténuation des impacts sur la circulation urbaine, le bruit et les événements spéciaux anticipés tels que les festivals, spectacles ou autres activités similaires;

8.1.4 l'identification des risques et le plan de mitigation de ceux-ci;

8.1.5 l'échéancier des Travaux incluant, s'il y a lieu, la durée des interruptions de services prévues;

8.2 La Société reconnaît que la Phase 1 pourra commencer uniquement si l'étude de faisabilité démontre, à la satisfaction du Directeur, une pleine maîtrise des Travaux et de la mitigation des effets collatéraux.

ARTICLE 9
CONCEPTION - PLANS ET DEVIS

9.1 La Société s'engage à soumettre au Directeur les plans à 30%, 70% et 100% d'avancement et le devis à 70% et 100% d'avancement pour revue et commentaires en lui accordant un délai de quinze (15) jours ouvrables. Ceux-ci doivent être faits selon les Normes de la Ville. Une fois les commentaires émis par le Directeur, il revient à la Société d'apporter les corrections qui s'imposent auxdits documents pour obtenir l'approbation du Directeur.

9.2 La Société doit remettre au Directeur une estimation du coût de l'Ouvrage avant l'émission finale des plans et devis pour soumission, laquelle estimation doit être de classe A. L'estimation de contrôle de classe A comporte une précision entre 5% et 10% et repose sur une approche analytique précise pour chacun des postes du projet, avec consultation des fournisseurs et entreprises relativement aux coûts de fourniture et d'installation des équipements et matériaux requis pour le projet.

9.3 Une fois les plans et devis complétés et approuvés par le Directeur, la Société devra obtenir une approbation préalable du Directeur dans un délai de 15 jours ouvrables pour toute demande de changement affectant l'Ouvrage.

ARTICLE 10
TRAVAUX DE CONSTRUCTION

10.1 La Société doit obtenir l'autorisation du Directeur avant d'entreprendre la Phase 1 en s'assurant de fournir, à la satisfaction du Directeur, tous les documents nécessaires dont notamment :

10.1.1 les assurances de l'entrepreneur, telles que prévues à l'article 12;

10.1.2 un cautionnement d'exécution;

10.1.3 un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services;

10.1.4 un échéancier complet et détaillé en version MS Project;

10.1.5 une copie de tous les permis et autorisations conformément aux lois et règlements.

10.2 La Société doit donner accès au chantier aux représentants du Directeur, lesquels agiront à titre d'observateurs avec un libre accès à toutes les informations relatives aux Travaux, incluant celles en version numérique et, sans s'y limiter, ils pourront assister à toutes les réunions.

10.3 Pour toute demande d'interruption des services de la Ville, la Société doit obtenir au préalable l'autorisation de la Ville en suivant les procédures prévues à cette fin.

10.4 La Société s'engage à exécuter à ses frais tout avis, ordre, ou directive que le Directeur pourrait émettre sous peine que ce dernier ordonne à la Société de suspendre les Travaux, auquel cas la Société sera responsable des dommages découlant de cette suspension.

10.5 La Société doit mandater des ingénieurs en nombre suffisant pour assurer la surveillance, la sécurité et le contrôle de la qualité des Travaux. Ces derniers devront être présents chaque fois que des travaux sont en cours. Enfin, ils devront avoir au moins 8 ans d'expérience pour la surveillance de travaux dans le domaine des infrastructures municipales.

10.6 La Société assume le coût de toutes les inspections et de tous les tests nécessaires pour les Travaux ainsi que ceux que le Directeur jugera nécessaire d'effectuer en transmettant copie des résultats au Directeur.

10.7 La Société doit obtenir l'autorisation du Directeur pour mettre en exploitation la Nouvelle Conduite, en produisant au Directeur toute l'information nécessaire pour que ce dernier puisse s'assurer que celle-ci répond entièrement aux exigences de la Ville incluant notamment :

10.7.1 un rapport faisant suite à une inspection complète de la Nouvelle Conduite en présence du Directeur;

10.7.2 une attestation de conformité aux plans et devis incluant les directives de la Ville signée par un ingénieur chargé de la surveillance au chantier;

10.7.3 un plan de localisation géo référencée XYZ de la Nouvelle Conduite, signé par un arpenteur-géomètre;

10.7.4 une liste détaillée de tous les travaux à corriger et à parachever, y compris ceux différés, laquelle liste de travaux représente en valeur moins de 25 000 $ et n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point pour l'usage auquel il est destiné, tel qu'attesté par l'ingénieur responsable de la surveillance;

10.7.5 les manuels d'instructions et les garanties écrites des pièces ou équipements fournis; et

10.7.6 sans s'y limiter, tout autre élément que le Directeur estime requis pour procéder à la réception provisoire partielle de la Nouvelle Conduite.

10.8 Le Directeur peut autoriser le début de la Phase 2, sept (7) jours après ceux de la Phase 1, à la condition que la Ville puisse procéder à la mise hors service de l'Ancienne Conduite pour la durée exigée par la Société pour réaliser la Nouvelle Conduite.

10.9 Lorsque les travaux des phases 1, 2 et 3 sont entièrement réalisés, la Société



pourra demander à la Ville l'autorisation d'émettre le certificat de réception provisoire des Travaux et de l'Ouvrage. Pour ce faire, elle devra présenter une demande, accompagnée de tous les documents pertinents, incluant notamment :

10.9.1 un rapport faisant suite à une inspection des Travaux et de l'Ouvrage en présence du Directeur;

10.9.2 une attestation de conformité aux plans et devis, incluant les directives de la Ville, signée par un ingénieur chargé de la surveillance au chantier;

10.9.3 tous les plans et devis « tel que construit »;

10.9.4 une liste détaillée de tous les travaux à corriger et à parachever, y compris ceux différés, laquelle liste de travaux représente en valeur moins de 25 000 $ et n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point pour l'usage auquel il est destiné, tel qu'attesté par l'ingénieur responsable de la surveillance;

10.9.5 les manuels d'instructions et les garanties écrites des pièces ou équipements fournis; et

10.9.6 sans s'y limiter, tout autre élément que le Directeur estime requis pour procéder à la réception provisoire totale des Travaux et de l'Ouvrage.

10.10 La Société garantira les Travaux jusqu'à la réception définitive, laquelle correspond à la date la plus tardive entre celle où toutes les déficiences ont été corrigées ou douze (12) mois après la réception provisoire. Cette garantie doit couvrir également le bon état de fonctionnement de la Nouvelle Conduite incluant notamment l'obligation de corriger ou réparer tout défaut, bris et dysfonctionnement à celle-ci.

10.11 La Société reconnaît que les Travaux et l'Ouvrage seront assujettis aux garanties légales prévues au Code civil du Québec et que celles-ci seront automatiquement transférées à la Ville à la date de la réception définitive des Travaux.

10.12 À compter de l'autorisation de commencer les Travaux et l'Ouvrage, la Société est responsable de s'assurer de leur pleine réalisation et doit voir à ce qu'ils soient complétés de manière diligente et dans le respect des Normes et exigences de la Ville.

ARTICLE 11
REVUE, COMMENTAIRES ET APPROBATION

La Société reconnaît que la portée des revues, commentaires ou approbations effectués par le Directeur se limite à un suivi administratif de conformité générale sans que cela ait pour effet de décharger la Société des obligations et responsabilités qui lui incombent en vertu des présentes.

Nonobstant les plans et devis soumis par la Société, si les Travaux s'avèrent non conformes aux exigences de la Ville, la Société s'engage à les faire reprendre à ses entiers frais.

ARTICLE 12
ASSURANCES

12.1 La Société a pour responsabilité d'établir si les assurances exigées de l'entrepreneur général sont appropriées.

12.2 La Société reconnaît que les assurances exigées de l'entrepreneur général au présent article ne restreindront en aucun cas la responsabilité ou les obligations de la Société envers la Ville.

12.3 Les contrats d'assurance doivent être émis par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.

12.4 Les polices d'assurance ne doivent pas prévoir une franchise supérieure à 5% de la couverture ci-dessus exigée. Les polices d'assurance doivent couvrir tous les Travaux exécutés ou à exécuter en vertu de l'Entente.

12.5 Les polices d'assurance doivent prévoir un préavis de trente (30) jours avant que n'y soient apportées toutes réductions, suspensions ou résiliations des garanties, lequel préavis doit être accompagné d'une copie du certificat visé.

12.6 Dès le début de l'exécution des Travaux et de l'Ouvrage jusqu'à la réception définitive, la Société s'engage à exiger de l'entrepreneur général qu'il souscrive et maintienne les assurances suivantes :

12.6.1 Assurance responsabilité civile

12.6.1.1 La Société doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) jours calendrier avant le début des Travaux une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile de l'entrepreneur général qui exécutera les Travaux et l'Ouvrage pour la Ville d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement. Le contrat d'assurance doit offrir des garanties au moins équivalentes à celles offertes par le formulaire BAC 2100 du Bureau d'assurance du Canada.

12.6.1.2 La Ville de Montréal doit être désignée comme assurée additionnelle du contrat d'assurance, à l'exclusion de toute

autre personne, et la Société doit fournir le certificat d'assurance responsabilité civile de l'entrepreneur général à la Ville de Montréal.

12.6.2 **Assurance responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires**

12.6.2.1 Le certificat d'assurance que doit fournir l'entrepreneur général en vertu de l'article 12.6.1 doit inclure une garantie d'assurance automobile (formule des non-propriétaires, FPQ n°6) d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $).

12.6.3 **Assurance chantier tous risques**

12.6.3.1 La Société doit fournir au Directeur, au plus tard cinq (5) jours calendrier avant le début des Travaux, une copie du certificat d'assurance chantier tous risques formule étendue de l'entrepreneur retenu, pour la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences.

12.6.3.2 La Ville, les sous-traitants et les professionnels doivent être nommés comme assurés à ce contrat d'assurance.

12.6.4 **Assurance responsabilité professionnelle**

12.6.4.1 La Société doit fournir au Directeur, au plus tard cinq (5) jours calendrier avant le début des Travaux, une copie du certificat d'assurance de responsabilité professionnelle des professionnels retenus pour les Travaux, d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $).

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Le Directeur avise la Société du défaut et, le cas échéant, du délai imparti pour y remédier, si la Société fait défaut de respecter ses obligations contractuelles et, notamment, si elle :

13.1.1 ne remplace pas les matériaux refusés ou ne corrige pas les travaux déficients;

13.1.2 enfreint les lois, décrets, arrêtés en conseil et règlements, ou les directives du Directeur;

13.1.3 poursuit les Travaux sans la célérité et la diligence requises;

13.1.4 suspend les Travaux sans l'autorisation écrite du Directeur;

13.1.5 abandonne les Travaux.

13.2 Si la Société ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, la Ville peut faire exécuter les Travaux et remplir toutes les autres obligations prévues à l'Entente aux frais de la Société qui sera également responsable de tous les dommages subis par la Ville.

13.3 Si la Ville prend en charge l'exécution des Travaux, cette prise de possession du chantier n'a pas pour effet de libérer la Société d'une obligation quelconque en vertu de l'Entente ou de la loi. En conséquence, la Société sera responsable de toutes les dépenses engagées par la Ville, avec pièces justificatives à l'appui, pour remplir les obligations prévues à l'Entente et est réputée avoir renoncé à invoquer le fait qu'il aurait pu remplir ces obligations à un coût inférieur. De même, la Société sera également responsable de tous les dommages subis par la Ville.

ARTICLE 14
DOMICILE

Tout avis, communication ou correspondance entre les parties aux présentes, doit être transmis par courrier recommandé à l'adresse suivante :

POUR LA VILLE :

Monsieur Alain Larrivée
Directeur
Ville de Montréal - Service de l'eau - Direction de l'eau potable
999 rue Dupuis, Montréal (Québec) H4G 3L4
Téléphone: 514 872-5090
Courriel : alain.larrivee@montreal.ca

POUR LA SOCIÉTÉ :

Monsieur Mathieu Leclerc
Chargé de projets
Société québécoise des infrastructures
Téléphone (cellulaire): 514 991-1536
Courriel: lecm02@sqi.gouv.qc.ca

Tous avis ou toutes mise en demeure envoyés conformément au présent paragraphe sera réputés avoir été validement reçus le jour de sa réception, lorsque remis en mains propres ou signifiés par huissier, le troisième (3^{e}) jour ouvrable à la suite de sa mise à la poste, ou le jour ouvrable suivant celui apparaissant sur le bordereau de transmission, lorsque transmis par télécopieur.

Si une des Parties change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre Partie par écrit dans les meilleurs délais.

ARTICLE 15
INVALIDITÉ D'UNE CLAUSE

Une disposition de la présente Entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

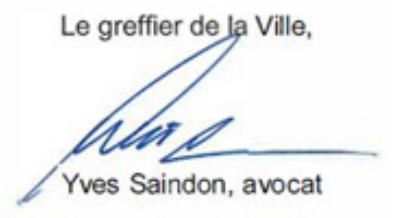
ARTICLE 16
LOIS APPLICABLES

La présente Entente est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN (1) EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

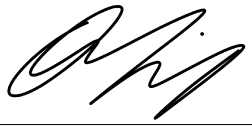
À Montréal, le 8 e jour de décembre 2020

VILLE DE MONTRÉAL



À Montréal, le 3e e jour de décembre 2020

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES, pour et au nom du CIUSSS
Par : Dominic Lemarquis



Saisissez du texte ici

Dominic Lamarquis, vice-président à la gestion de projets Ouest de Québec

Cette Entente a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le 25e jour de novembre 2020 (CE20 1854).

ANNEXE A

Plan préliminaire de localisation de la Nouvelle Conduite

ANNEXE B

Plan préliminaire de localisation de l'Ancienne Conduite

ANNEXE C

Croquis identifiant l'Ouvrage

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 25 novembre 2020	Résolution: CE20 1854

Il est

RÉSOLU :

1- d'approuver le projet d'entente à intervenir entre la Ville de Montréal et la Société québécoise des Infrastructures (SQI) visant la relocalisation d'une conduite d'eau principale de 600 mm dans l'axe du boulevard Gaétan Laberge, entre la rue Hickson et la rue de l'Église, dans l'arrondissement de Verdun;

2- d'autoriser une dépense de 59 914,62 $ taxes incluses, pour la conception et la surveillance des travaux;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1195946001
/mt

Benoit DORAIS
_____
Président du comité exécutif

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 25 novembre 2020

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

EXTRAIT

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCE 02-004

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

ATTENDU que le comité exécutif a le pouvoir de déléguer certains de ses pouvoirs à des fonctionnaires ou à des employés de la ville;

ATTENDU que le 19 décembre 2001, le comité exécutif a adopté un premier règlement de délégation de pouvoirs de ce comité à des fonctionnaires ou à des employés de la ville, lequel règlement est en vigueur depuis le 1er janvier 2002;

ATTENDU que la réorganisation administrative en cours justifie le directeur général de la ville, qui a notamment comme fonction de soumettre au comité exécutif ses recommandations sur tout sujet en vue de la saine administration des deniers publics, à recommander que des ajustements soient apportés en matière de délégation des pouvoirs du comité exécutif aux fonctionnaires ou employés de la ville;

ATTENDU qu'il y a lieu que certains pouvoirs du comité exécutif soient, dans un esprit de responsabilisation et d'imputabilité, délégués à des fonctionnaires ou à des employés de la ville et ce, afin d'atteindre une plus grande efficacité administrative et d'offrir un meilleur service aux citoyens;

ATTENDU que des mécanismes de reddition de compte et des encadrements administratifs seront mis en place;

ATTENDU qu'il vaut mieux, pour assurer plus de transparence et une meilleure compréhension du Règlement sur la délégation de pouvoirs du comité exécutif aux fonctionnaires ou employés de la ville, abroger le premier règlement et en adopter un nouveau;

VU l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

À la séance du 26 juin 2002, le comité exécutif décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :
« charte » : la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-14);
« fonctionnaire » : un fonctionnaire ou employé au sens de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

« fonctionnaire de niveau A », « fonctionnaire de niveau B », « fonctionnaire de niveau C », « fonctionnaire de niveau D » et « fonctionnaire de niveau E » : un fonctionnaire oeuvrant dans une unité administrative de la ville désigné comme tel à l'une ou l'autre des annexes jointes.

2. La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte la délégation de l'exercice de ce pouvoir à son supérieur hiérarchique, au supérieur hiérarchique de ce dernier et ainsi de suite jusqu'au directeur général de la ville.

3. Le directeur général de la ville et un fonctionnaire de niveau A ou B peuvent, dans tous les cas, se réserver l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire relevant de leur autorité directe.

4. Un fonctionnaire de niveau A transmet mensuellement au comité exécutif un rapport global sur l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu des articles 20 à 27 ainsi que sur ceux délégués à un fonctionnaire relevant de son autorité en vertu de ces dispositions. Le directeur général transmet un rapport semblable à l'égard de l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de ces dispositions ou qui sont délégués à un fonctionnaire de niveau B qui ne relève pas de l'autorité directe d'un fonctionnaire de niveau A.

Le directeur des Affaires juridiques transmet mensuellement un rapport semblable sur l'exercice des pouvoirs délégués en vertu des articles 34, 35 et 36.

Dans les autres cas, le comité exécutif peut exiger d'un fonctionnaire à qui un pouvoir est délégué en vertu d'une autre disposition du présent règlement tout rapport qu'il détermine concernant l'exercice de ce pouvoir.

5. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement doit être exercé conformément aux dispositions de la loi et des règlements applicables et conformément aux encadrements administratifs.

6. Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le greffier est également autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents relevant de la compétence du comité exécutif, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution ont été déléguées à un fonctionnaire en vertu du présent règlement.

CHAPITRE II
RESSOURCES HUMAINES

7. La création, la modification, l'évaluation ou l'abolition d'un emploi est déléguée :

1° au directeur général adjoint du Service des ressources humaines, pour un emploi dont le titulaire est visé au deuxième ou troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218703001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, consent à la renonciation d'une servitude réelle temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, dont l'adresse civique est 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière. N/Réf. : 31H05-005-6970-06 / Mandat : 21-0225-T.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet d'acte ci-joint préparé par Me Sylvie Lafond, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant exclusivement de la responsabilité de la notaire instrumentante, en l'occurrence, Me Sylvie Lafond. Nous avons eu la confirmation de cette dernière à l'effet que le CIUSSS approuve le projet et s'engage à le signer sans modification.

N/D 24-000988

FICHIERS JOINTS

2024-09-23 Renonciation servitude (projet final2-version propre).rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Helene CARRIER
Notaire, division droit notarial
Tél : 438-831-7411

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Caroline BOILEAU
Notaire et cheffe de division
Tél : 514-589-7571
Division : Droit notarial

Renonciation de servitude
21L02291103

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE
Le

DEVANT Me Sylvie LAFOND, notaire à Laval, province de Québec

COMPARAISSENT :

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, personne morale légalement constituée conformément à la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, chapitre O-7.2), ayant son siège au 1560, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H2L 4M1, étant aux droits de **CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**, représentée par _ dûment autorisé aux termes de l'article 169 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2)

« **CIUSSS** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée le premier janvier deux mille deux (1er janvier 2002) en vertu de la *Charte de la ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »), ayant son domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6 représentée par dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006) ; et

b) de la résolution numéro CG , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du , dont copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

« **Ville** »

Le CIUSSS et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, en vue de la renonciation à une servitude concernant les immeubles ci-après désignés, déclarent ce qui suit :

ATTENDU QU'aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le neuf (9) mars deux mille quatre (2004) sous le numéro 11 133 587, le CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN a créé, en faveur de la Ville, une servitude réelle temporaire de passage à des fins d'utilités publiques (« **Servitude** ») affectant les immeubles ci-après désignés.

ATTENDU QUE le Centre hospitalier de Verdun a été fusionné avec d'autres établissements pour former le Centre de santé et de services sociaux de Verdun/Côte Saint-Paul, Saint-Henri et Pointe Saint-Charles aux termes de lettres patentes délivrées par le Registraire des entreprises du Québec en date du quatorze juillet deux mille quatre (14 juillet 2004), conformément à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2), dont un avis a été publié dans la Gazette officielle du Québec, partie I, no. 32, du sept août deux mille quatre (7 août 2004).

ATTENDU QUE par la suite, le nom du Centre de santé et de services sociaux de Verdun/Côte Saint-Paul, Saint-Henri et Pointe Saint-Charles a été modifié pour devenir Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun aux termes de lettres patentes supplémentaires émises par le Registraire des entreprises du Québec le treize octobre deux mille cinq (13 octobre 2005) conformément à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2), dont un avis a été publié dans la Gazette officielle du Québec, partie I, no. 44, du cinq novembre deux mille cinq (5 novembre 2005).

ATTENDU QUE le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal est désormais aux droits du Centre de santé et de services sociaux du Sud-Ouest-Verdun aux termes de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, chapitre 0-7.2), depuis le premier avril deux mille quinze (1er avril 2015).

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de relocaliser la conduite d'aqueduc et qu'en conséquence, la Servitude à cet endroit n'est plus requise.

ATTENDU QUE le propriétaire du fonds servant, le CIUSSS, a demandé à la Ville de renoncer à cette Servitude.

ATTENDU QUE la Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique au CIUSSS;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. RENONCIATION DE SERVITUDE

La Ville, à titre de bénéficiaire de cette Servitude et propriétaire du fonds dominant, renonce expressément à cette Servitude publiée sous le numéro 11 133 587 et renonce, à toutes fins que de droit, à tous les droits dont elle était bénéficiaire en vertu de cette Servitude sur le fonds servant grevé, lequel est énuméré ci-après, le tout conformément aux dispositions de l'article 1191 (2) du *Code civil du Québec.*

2. DÉSIGNATIONS

2.1 Le fonds servant, appartenant au CIUSSS, est désormais désigné comme suit :

- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE QUATRE-VINGT-TREIZE (6 382 093)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 Le fonds dominant appartenant à la Ville est désormais désigné comme suit :

- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-SIX (3 943 636)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-SEPT (3 943 637)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-HUIT (3 943 638)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
- Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS NEUF CENT QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT TRENTE-NEUF (3 943 639)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. CONTREPARTIE

La présente renonciation à la Servitude est consentie sans considération monétaire, dont quittance réciproque, totale et finale.

4. DÉLAISSEMENT ET ABANDON DES OUVRAGES

La Ville abandonne et cède au CIUSSS, la conduite d'aqueduc et toutes autres installations servant ou ayant pu servir à l'exercice de la Servitude (collectivement les « Ouvrages ») dans leur état du moment. À cet égard, le CIUSSS libère la Ville de toute responsabilité quant aux Ouvrages et reconnaît qu'elle ne pourra pas tenir la Ville responsable pour tout dommage ou toute perte, réclamation, action, responsabilité ou frais qu'ils pourraient subir en raison de l'état des Ouvrages, de l'utilisation qui en a été faite et des Ouvrages comme tels.

5. FRAIS

Les frais des présentes, copies et publication sont à la charge du CIUSSS.

6. RÉQUISITION À L'OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES DROITS

Les Parties requièrent l'Officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal de bien vouloir faire mention, de cette renonciation à la Servitude de passage à des fins d'utilités publiques créée aux termes de l'acte publié sous le numéro 11 133 587, à l'index des immeubles des lots concernés et partout où besoin sera.

7. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations.

DONT ACTE à Laval sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, les Parties signent en présence de la notaire.

Ou

LECTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

_____
CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE
DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
Par :

_____
VILLE DE MONTRÉAL
Par :

_____
Sylvie LAFOND, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL DEMEURÉE EN MON ÉTUDE.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249915005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024. Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $. N/Réf. : 31H05-005-7570-14/Mandat 20-0230- T.

Il est recommandé :
1. d'autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage de compétence du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires;

2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non

lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigne comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout, selon les conditions stipulées au projet d'acte;

3. d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024;

4. d'autoriser le greffier ou le greffier adjoint à signer l'acte de vente conditionnellement :

- au dépôt officiel des lots au cadastre du Québec;
- à l'approbation, par le conseil d'agglomération, de la contribution financière de la Ville exigée dans le cadre du Décret gouvernemental pour la réalisation du Volet social;
- à ce que l'acte de vente dans sa forme finale, soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques, au projet d'acte joint au présent sommaire décisionnel;

5. d'approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $;

6. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-25 16:00

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249915005**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024. Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $. N/Réf. : 31H05-005-7570-14/Mandat 20-0230- T.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'habitation (le SH) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le SSI) afin de vendre à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie (l'OBNL), à des fins de logement social, un volume superficiaire, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec (l'Immeuble), situés au 1295, rue de Laprairie au sud de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest (l'Arrondissement), tels qu'illustrés sur les plans ci-joints.
Le projet vise la construction d'un immeuble de 6 étages (le Projet) comprenant un volet

résidentiel social (le Volet social) ainsi qu'un volet communautaire accueillant des organismes du quartier (le Volet communautaire). Le Projet à usage mixte sera implanté sur deux lots volumétriques imbriqués dans une seule construction. Le Volet social a été retenu initialement dans le cadre du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la SHQ et du Fonds municipal vert de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Compte tenu de la nature mixte du Projet, le Volet social a plutôt été approuvé le 2 octobre 2024 par Québec dans le cadre d'un décret gouvernemental spécial (le Décret).

À la suite de la publication officielle du Décret le 23 octobre 2024, une entente de subvention entre la SHQ et l'OBNL doit être à signée, laquelle prévoit que l'organisme doit obtenir une contribution municipale pour la réalisation du Volet social via une convention de contribution financière. Le SH soumet au conseil d'agglomération du 21 novembre 2024, un sommaire décisionnel pour approuver cette convention (GDD # 1249286005).

À titre informatif, le Volet communautaire est développé par l'organisme La Petite Maison sur Laprairie. Cet organisme a pour mission de soutenir des groupes d'action communautaire autonome de Pointe-Saint-Charles dans la réalisation de leurs objectifs et la mise en commun de leurs forces par l'établissement, le maintien et l'offre de locaux abordables. La vente par la Ville du volume superficiaire destiné à l'usage communautaire, a fait l'objet d'un autre dossier décisionnel de compétence d'arrondissement (GDD # 1249915011).

La Ville a acquis l'Immeuble à des fins de construction de logement social, selon les deux actes publiés respectivement au bureau de la publicité des droits le 11 novembre 2019 et le 21 novembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 22 0282 - 18 octobre 2024 - Adopter une résolution demandant au conseil d'agglomération le changement d'affectation afin de refléter le partage de compétence du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, La Petite Maison sur Laprairie, à des fins de développement communautaire, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 1 372 m², pour un montant de 1 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Autoriser l'affectation des surplus de gestion de l'arrondissement du Sud-Ouest au montant maximal de 520 854 $. Approuver la dépense de 520 854 $, plus les taxes applicables, le cas échéant.
CE19 1530 - 2 octobre 2019 : Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et Format Habitat inc. relativement à l'indemnité totale et finale au montant d'un million vingt-cinq mille dollars (1 025 000 $) payable suite à l'expropriation du lot 1 381 212 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, apparaissant au plan L-18 Saint-Gabriel, aux fins de logement social (GDD # 1197384002).

CG19 0373 - 22 août 2019 - Adopter une résolution approuvant l'acquisition d'un immeuble constitué du lot 6 294 730 du cadastre du Québec, à des fins de logement social.

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'OBNL, à des fins de logement social, un Immeuble connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, situés au 1295, rue de Laprairie, au sud de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour la somme de 624 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant.

L'Immeuble a été acquis par la Ville à des fins de logement social, une compétence qui relève de l'agglomération. Le Projet comporte aujourd'hui une portion vouée à un usage communautaire. Comme cet usage n'était pas connu au moment de l'acquisition et qu'il relève de l'Arrondissement, le changement d'affectation doit être effectué rétroactivement au moment de la revente de l'Immeuble pour refléter le partage des compétences.

Ainsi, par la résolution CA24 22 0282, l'Arrondissement a demandé au conseil d'agglomération le changement d'affectation du le lot destiné au Volet communautaire et a affecté les crédits comptables correspondants. L'imputation au règlement d'emprunt de l'agglomération a été corrigée afin de refléter le Volet communautaire du projet.

À titre indicatif, la valeur marchande de l'Immeuble a été estimée à 2 470 000 $ par la division des analyses immobilières du SSI en date du 10 mai 2023. Toutefois, il a été convenu entre le SH et le Service des finances que la vente de l'Immeuble se ferait à la valeur aux livres, selon la *Politique de vente des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires* (la Politique).

Selon les recommandations du Service des finances, cette valeur correspond au moindre du coût d'acquisition et de sa valeur de réalisation conformément à la Politique de vente en vigueur au moment de l'acquisition, soit, le moindre de 75% de la juste valeur marchande ou 12 000 $ la porte.

Selon les recommandations du Service des affaires juridiques, il importe de se reporter au moment de l'acquisition pour corriger la valeur comptable afin de refléter le partage de compétence. Conséquemment, la vente de l'Immeuble est donc consentie en vertu de la Politique qui était en vigueur au moment de l'acquisition.

En conséquent, le prix de vente est calculé de la manière suivante:

52 logements X 12 000 $ = 624 000 $

La comptabilisation de la perte attribuée à l'agglomération est calculée de la manière suivante:

Coût d'acquisition* - Volet communautaire - Prix de vente = **Perte de dévaluation corrigée**
2 170 225 $ 520 854 $ 624 000 $ **1 025 371 $**

*Le coût d'acquisition comprend le prix d'acquisition additionné aux coûts de déconstruction du bâtiment assumés par la Ville: (1 765 339 $ + 404 886 $ = 2 170 225 $).

Le Projet

Le Volet social du Projet comprend 52 unités de logement et occupe principalement les niveaux 2 à 6 du Projet, soit 76 % de la superficie de plancher totale du Projet.

Le Volet communautaire est situé au rez-de-chaussée et au niveau 1 du Projet et occupe environ 24 % de la superficie de plancher totale du Projet. Le Volet communautaire sera réalisé dans le cadre du programme *Bâtiments communautaires verts et inclusifs* de Logement, Infrastructures et Collectivités Canada qui finance la construction d'édifice communautaire visant l'atteinte des normes Bâtiment à Carbone Zéro. Ces normes seront appliquées à l'ensemble de la construction.

Situation environnementale

Le Service de l'environnement (SE) a évalué les coûts de décontamination au moment de l'acquisition et a procédé à une mise à jour de ce coût dans le cadre d'une demande de

subvention déposée par l'OBNL. Les coûts pour la réhabilitation des sols sont estimés à 923 000 $ pour l'ensemble de la propriété et la subvention estimée par le SE serait de 617 700 $ au total. La portion non subventionnée de 305 300 $, soit la différence entre 923 000 $ et 617 700 $, ne peut pas être défalquée du prix de vente de l'Immeuble conformément à la Politique, car le Volet social est vendu au prix plancher, soit à la valeur aux livres.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- Dans un contexte où les immeubles ont été acquis à des fins de revente à des organismes à but non lucratif, l'organisme Habitation Laprairie a été identifié pour l'acquisition de l'Immeuble et pour développer le Volet social du Projet;
- L'Arrondissement a confirmé son accord quant à la réalisation du Projet;
- Le conseil d'arrondissement a adopté une résolution lors de la séance du 18 octobre 2024 afin de demander au conseil d'agglomération le changement d'affectation afin de refléter le partage de compétence sur la portion rattachée au Volet communautaire du Projet et a approuvé le projet d'acte pour la vente du volume superficiaire en faveur de La Petite Maison sur Laprairie, à des fins de développement communautaire;
- La candidature de l'OBNL et le financement du Volet social par la Société d'habitation du Québec ont été formellement approuvés par décret gouvernemental le 2 octobre 2024;
- La vente de l'Immeuble à la valeur aux livres représente une opportunité pour l'OBNL lui permettant de développer un projet de 52 logements sociaux destinés à des familles ayant un revenu faible ou modeste et ainsi répondre à la démarche du Chantier Montréal abordable;
- Ultimement, ce projet générera des retombées fiscales annuellement au chapitre de la taxe foncière générale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Correction du financement de la portion communautaire

Au moment de l'acquisition, la portion dédiée au Volet communautaire étant inconnue, l'ensemble de la propriété a été financé par l'agglomération. Il est maintenant prévu de vendre une portion de la propriété (24 %) pour des fins communautaires à l'organisme La Petite Maison sur Laprairie. La vente du Volet communautaire étant autorisée par la résolution CA24 22 0282 (GDD 1249915011), la dépense de 520 854 $ est assumée par l'Arrondissement.

Correction du financement en provenance des fonds d'inclusion

Initialement, l'acquisition a été financée en partie par des règlements d'emprunt d'agglomération et en partie par les fonds d'inclusion. Ces derniers, étant destinés à financer uniquement du logement social, il convient de leur rendre, la portion du financement qui correspond au Volet communautaire de 24 %, soit 248 793 $.

Vente du Volet social

Le prix de vente du Volet social au montant de 624 000 $, établi selon la Politique, correspond à sa valeur aux livres, soit le moindre de 75 % de la juste valeur marchande ou 12 000 $ la porte.

Il convient d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000 $ au Service de l'habitation pour l'année 2024.

Correction de la perte de dévaluation

Au moment de la vente du Volet communautaire, il y aura lieu de corriger la dévaluation comptabilisée au moment de l'acquisition de l'ensemble de la propriété, et ce, conformément à la Politique en vigueur à ce moment-là. Comme la Politique ne s'appliquait qu'au Volet social, il y a lieu de réduire la dévaluation pour que celle-ci reflète le Projet actuel.

Coût d'acquisition* - Volet communautaire - Prix de vente de l'Immeuble = **Perte de dévaluation**
2 170 225 $ 520 854 $ 624 000 $ **1 025 371 $**

*Le coût d'acquisition comprend le prix d'acquisition additionné aux coûts de déconstruction du bâtiment assumés par la Ville.

Ainsi, la perte de dévaluation comptabilisée en 2019 devrait être diminuée pour prendre en considération le Volet communautaire.

Perte sur dévaluation comptabilisée lors de l'acquisition (projet 100 % social) 1 634 670,86 $
Perte sur dévaluation qui aurait dû être comptabilisée (projet 76 % social) 1 025 370,65 $
Écart net / correction à apporter 609 300,21 $

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Il contribue également aux engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus dans l'approbation du projet d'acte par les autorités compétentes nuirait à l'acquisition de l'Immeuble par l'OBNL et par conséquent, au développement du Projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente à l'automne 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Benoit GLORIEUX, Le Sud-Ouest

Lecture :

Benoit GLORIEUX, 23 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne LABROSSE
Conseillère en Transactions Immobilieres

Tél : 438-860-4386
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514-449-4842
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249915005*

Unité administrative responsable : Service de l'habitation

Projet :. Autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024. Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous le niveau de 1990 d'ici 2030 et devenir Carbo neutre d'ici 2050.

7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Priorité 1; Le groupe porteur du projet de construction du bâtiment projeté a obtenu un financement émanant du programme Bâtiments communautaires verts et inclusifs pour le volet communautaire pour l'atteinte des normes Bâtiment à Carbone Zéro – Design v2 (BCZ-Design). Le groupe porteur entend appliquer ces normes à l'ensemble du bâtiment afin d'en faire l'un des premiers bâtiments sociaux-communautaire Carbone Zéro. Priorités Montréal 2030*

- *Priorité 7; - Construction d'un immeuble de 52 logements et maintien de l'abordabilité des loyers sous le loyer moyen du secteur selon le barème de la SHQ.*

    - *L'augmentation du nombre de logements sociaux dans le parc immobilier locatif*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Gouvernement du Québec

Décret 1475-2024, 2 octobre 2024

CONCERNANT l'octroi d'une subvention maximale de 9 963 900 $ à HABITATION LAPRAIRIE, au cours des exercices financiers 2024-2025 à 2026-2027, afin de permettre la réalisation et l'exploitation d'un projet d'habitation de 52 logements pour des familles et des personnes seules

ATTENDU QU'HABITATION LAPRAIRIE est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission est de construire, acquérir, rénover, restaurer un ou plusieurs projets d'habitation à loyers modiques dans l'intention de fournir des logements à des personnes à revenus faibles ou modestes ou à une clientèle avec des besoins particuliers en habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) la Société d'habitation du Québec a pour objet de favoriser la construction, l'acquisition, l'aménagement, la restauration et l'administration d'habitations;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2° de l'article 3.2 de cette loi, pour la réalisation de ses objets, la Société peut accorder des subventions dans le domaine de l'habitation;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 $;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la Société à octroyer une subvention maximale de 9 963 900 $ à HABITATION LAPRAIRIE, au cours des exercices financiers 2024-2025 à 2026-2027, afin de permettre la réalisation et l'exploitation d'un projet d'habitation de 52 logements pour des familles et des personnes seules;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront prévues dans une entente à intervenir entre la Société et HABITATION LAPRAIRIE, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Habitation :

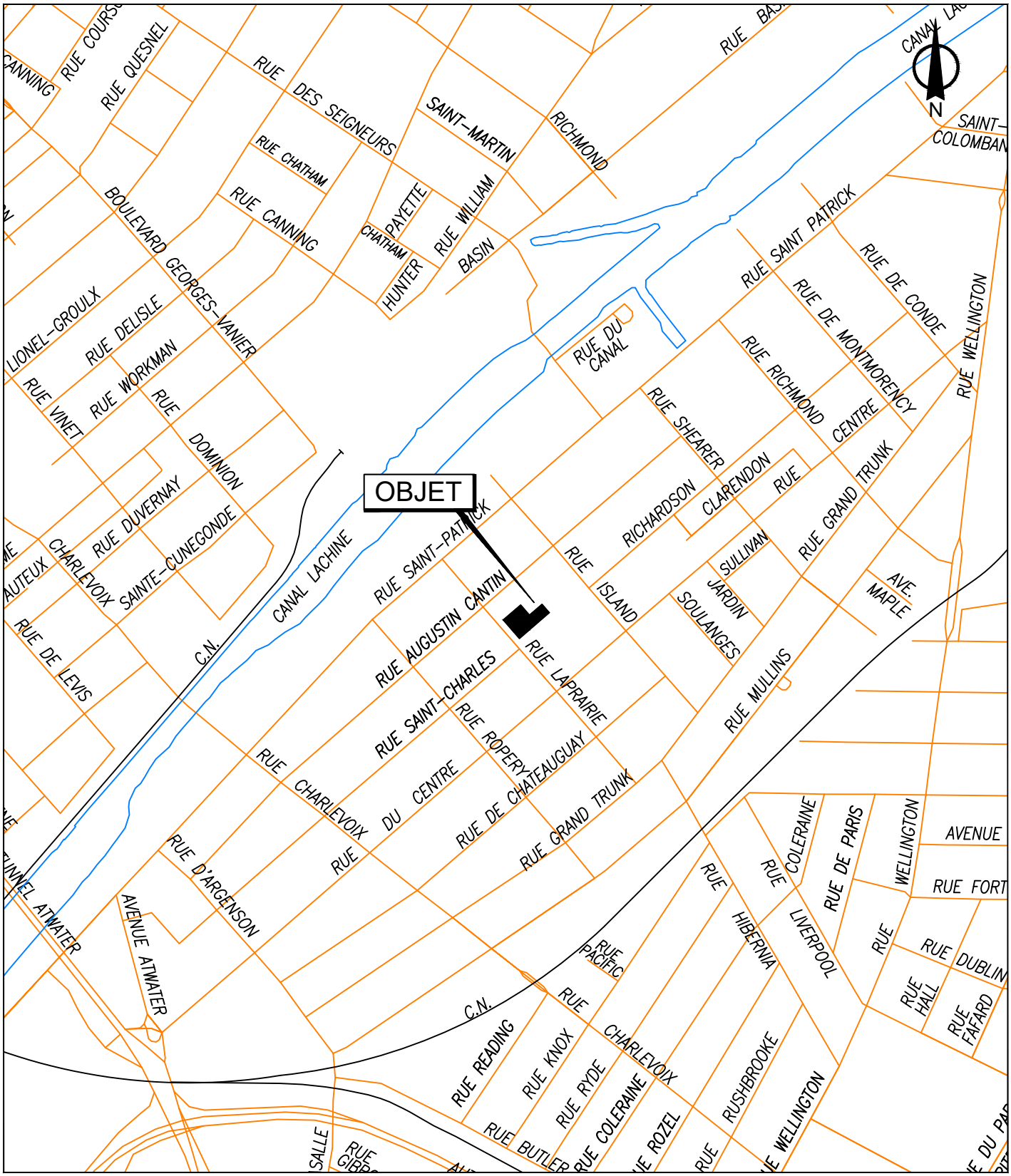
QUE la Société d'habitation du Québec soit autorisée à octroyer une subvention maximale de 9 963 900 $ à HABITATION LAPRAIRIE, au cours des exercices financiers 2024-2025 à 2026-2027, afin de permettre la réalisation et l'exploitation d'un projet d'habitation de 52 logements pour des familles et des personnes seules;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient prévues dans une entente à intervenir entre la Société et HABITATION LAPRAIRIE, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,
DOMINIQUE SAVOIE

84250

© Éditeur officiel du Québec, 2024

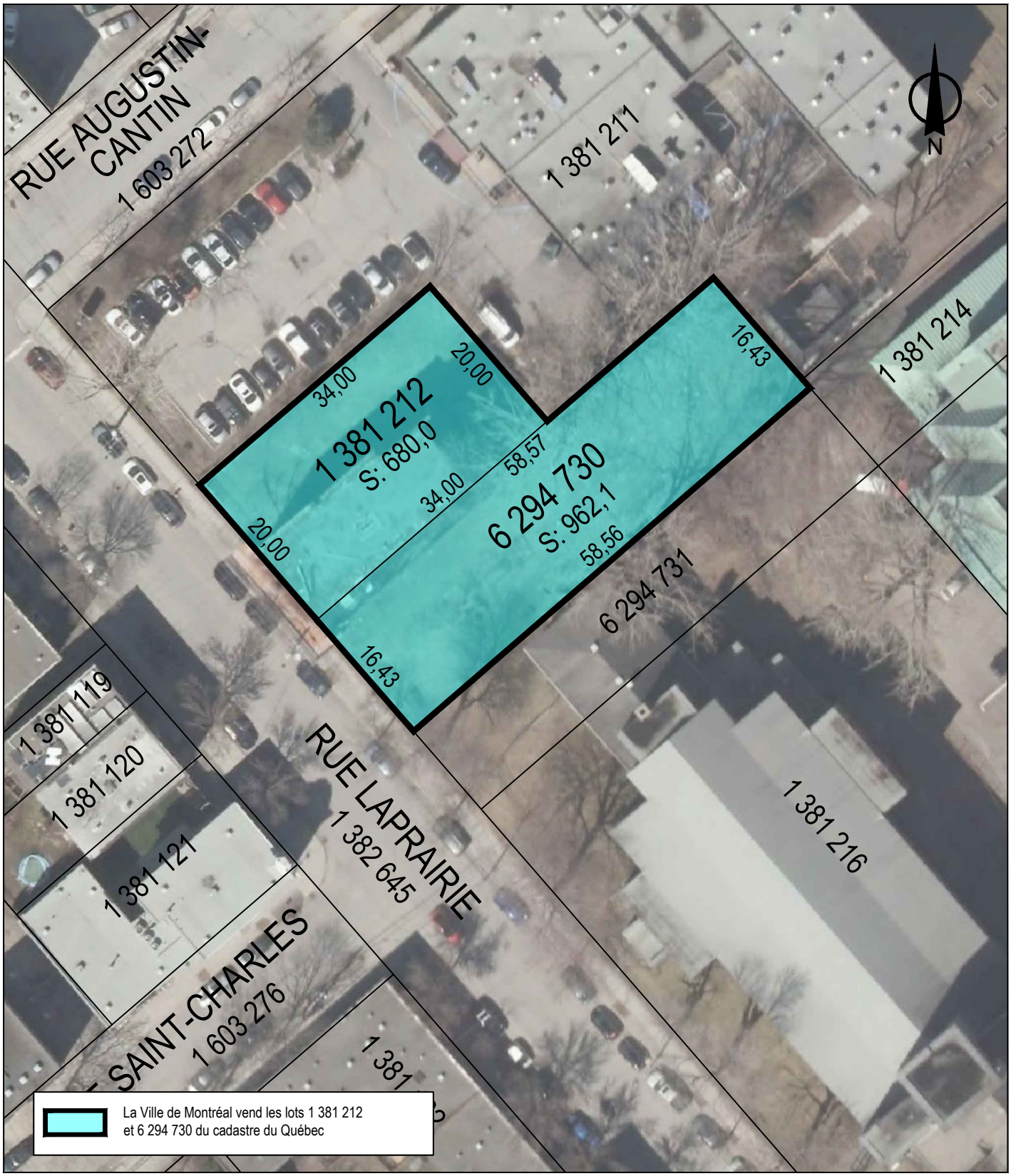


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7570-14
Mandat: 23-0230-T
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 7 juillet 2023

Le Sud-Ouest
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

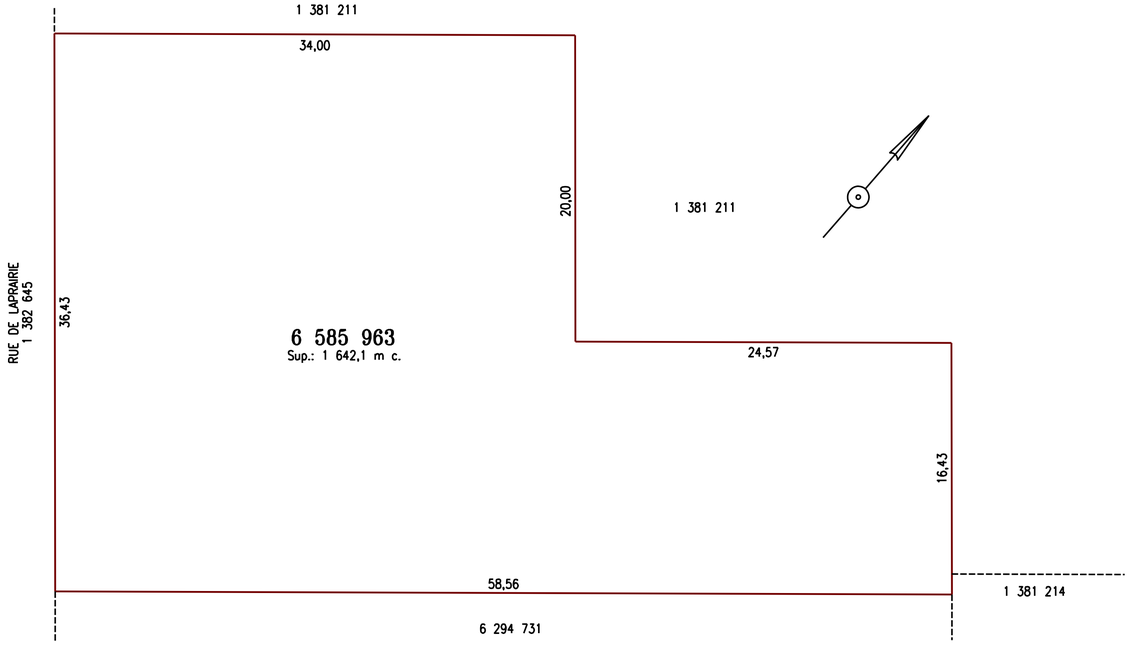


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

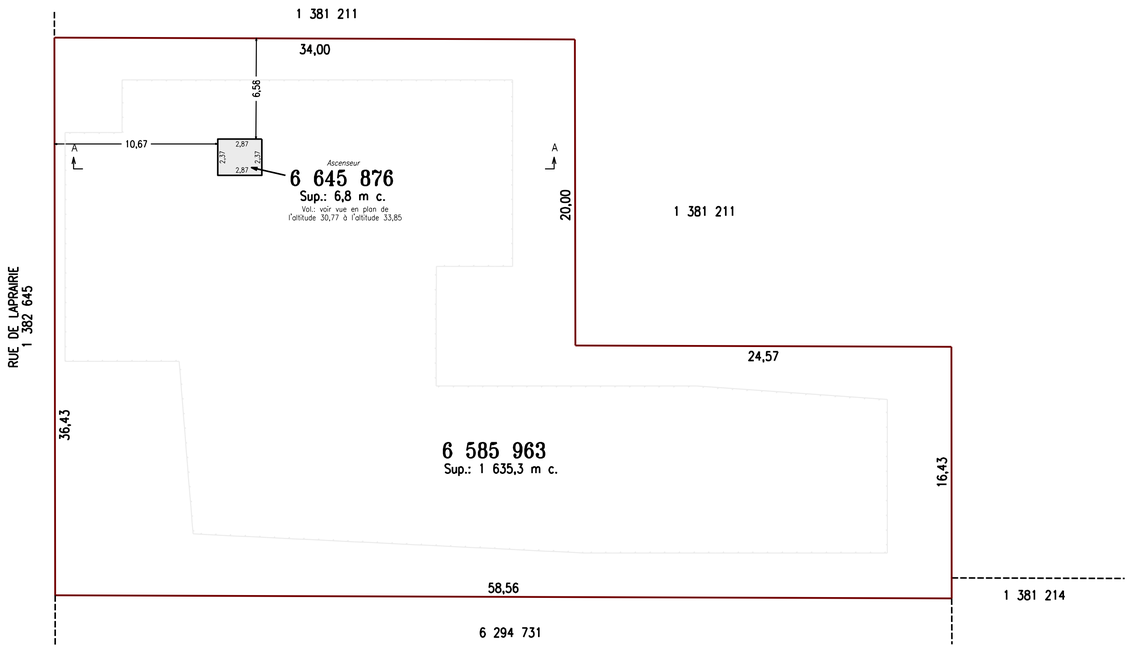
Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7570-14
Mandat: 23-0230-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:600
Date: 7 juillet 2023

Le Sud-Ouest
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

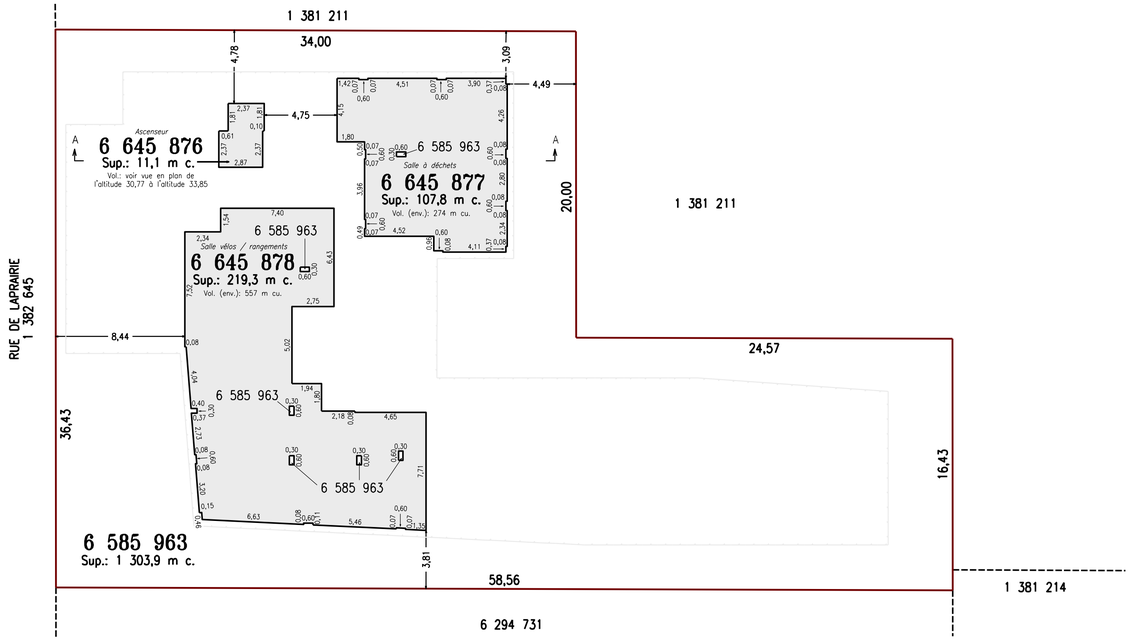


VUE EN PLAN DU LOT 6 585 963 DU NADIR À L'ALTITUDE 12,02 ET DE L'ALTITUDE 33,85 AU ZÉNITH



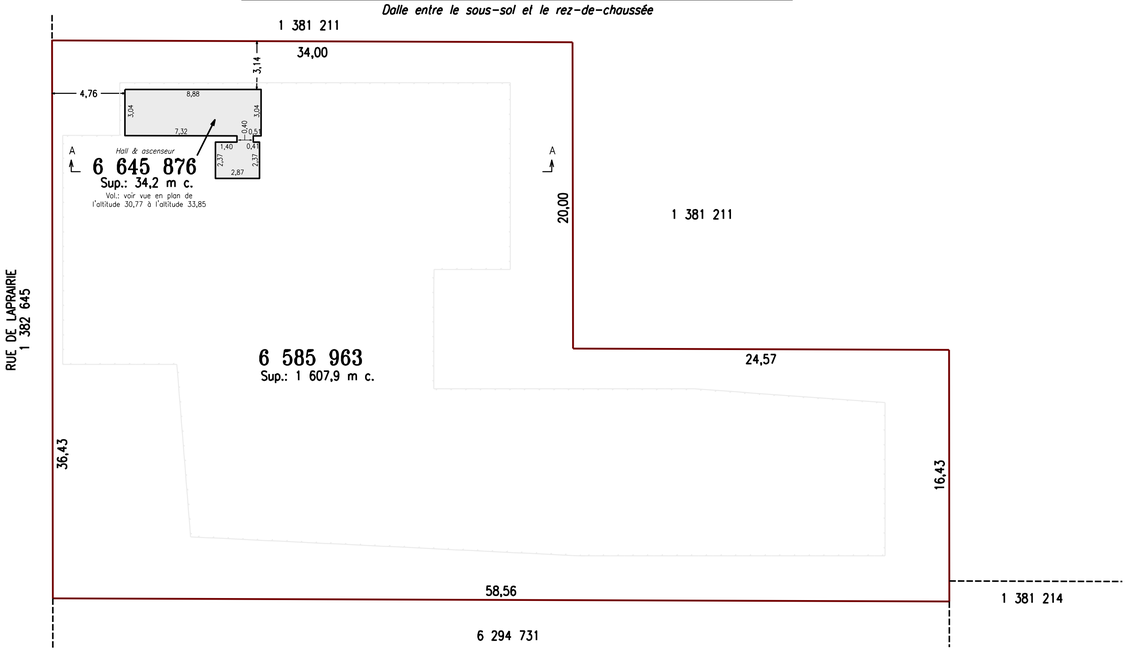
VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 14,56 À L'ALTITUDE 15,02

Dalle entre le sous-sol et le rez-de-chaussée



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 À 6 645 878 DE L'ALTITUDE 12,02 À L'ALTITUDE 14,56

Niveau du sous-sol



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 15,02 À L'ALTITUDE 18,06

Niveau du rez-de-chaussée

LÉGENDE:
(SI APPLICABLE)

POTEAU	H — HAIE	MÂT	
REPERE D'ARPENTAGE	X — CLÔTURE	ENSEIGNE	
VALVE D'EAU	CÂBLES AÉRIENS	BOLLARD	
PUISARD	A — CONDUITE D'AQUEDUC	REGARD	
ARBRE	G — CONDUITE DE GAZ	REGARD ÉGOÛT	
BORNE-FONTAINE	S — ÉGOUT SANITAIRE	REGARD D'AQUEDUC	
HAUBAN	P — ÉGOUT PLUVIAL	LIGNE SOUTERRAINE D'ÉLECTRICITÉ	
FEU DE CIRCULATION	FOSSE	BÂTIMENT	
LAMPADAIRE SIMPLE	LIGNE SOUTERRAINE DE TÉLÉPHONE	BORD BOISÉ	
LAMPADAIRE DOUBLE	BANC	LIMITE DE TALUS	
LAMPADAIRE MULTIPLE		LIGNE DE LOT	
		LIMITE DE PROPRIÉTÉ	

NOTES:

LES ALTITUDES INDIQUÉES SONT EN METRES CGVD28.

SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.

PREPARÉ SUR LA BASE DES PLANS CAD ET DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LA PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (PIIA) – DATANT DU 16 JUILLET 2024 ET PRODUIT PAR LA FIRME PIVOT.

LES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 À 6 645 878 SONT PROJETÉS ET SERONT ISSUS DU REMPLACEMENT DES LOTS 1 381 212 ET 6 294 730.

PREPARÉ À LA DEMANDE D'EMILIE LABONTÉ POUR UN PROJET DE PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE. CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À D'AUTRES FINS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

PROJET DE LOTISSEMENT

LOT(S)	1 381 212 & 6 294 730
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LE SUD-OUEST
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	14 JUILLET 2023
TERRAIN	31 AOÛT 2023
DESSIN	0909-49

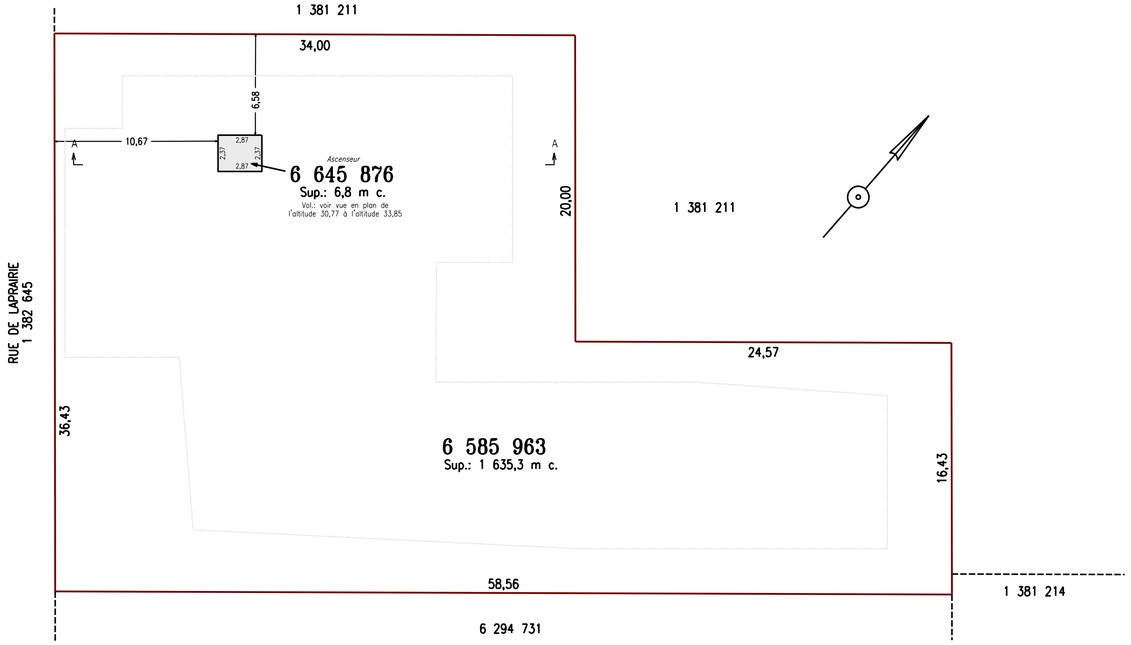
COPIE CONFORME LE 19 septembre 2024

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 23 AOÛT 2024

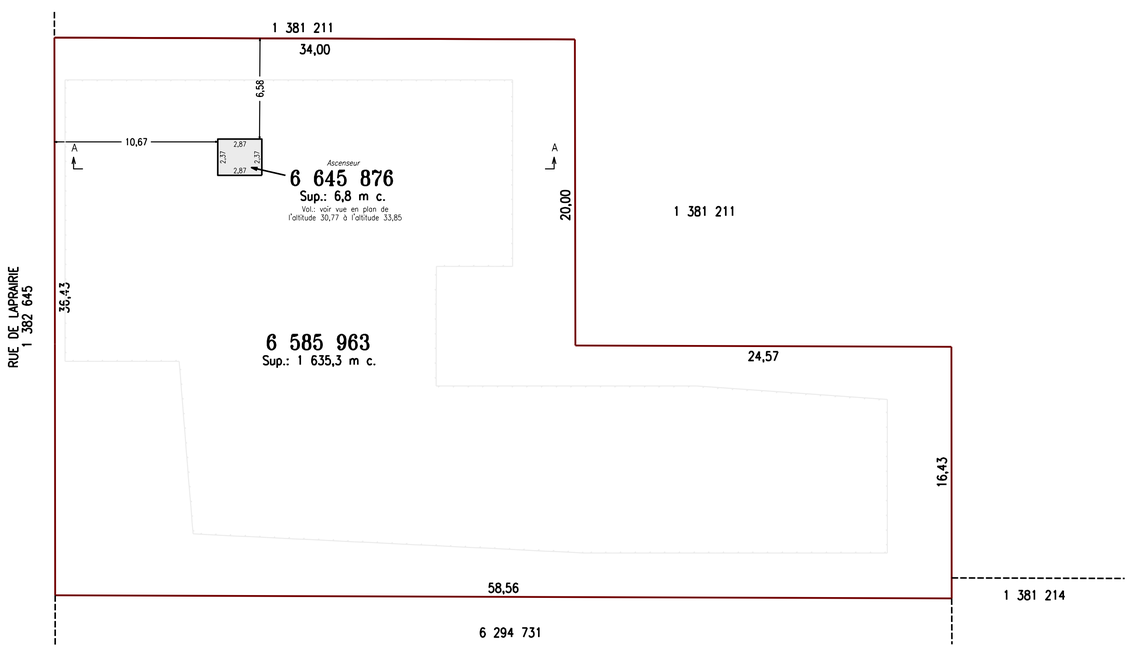
Jean-Philippe Giguère, a.-g.

MINUTE : 8466, F.: 1/4 DOSSIER: 2206-16

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
Tél.: 514 337-8141 Fax: 514 337-8142
Courriel: info@gasconag.com

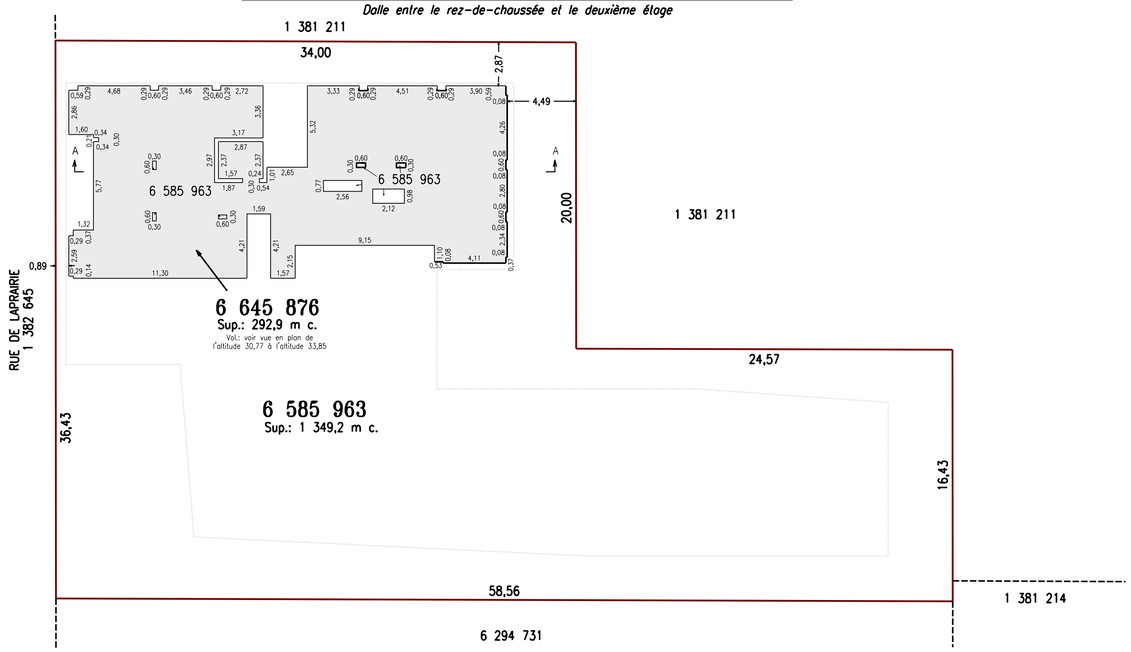


VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 18,06 À L'ALTITUDE 18,52



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 21,06 À L'ALTITUDE 21,52

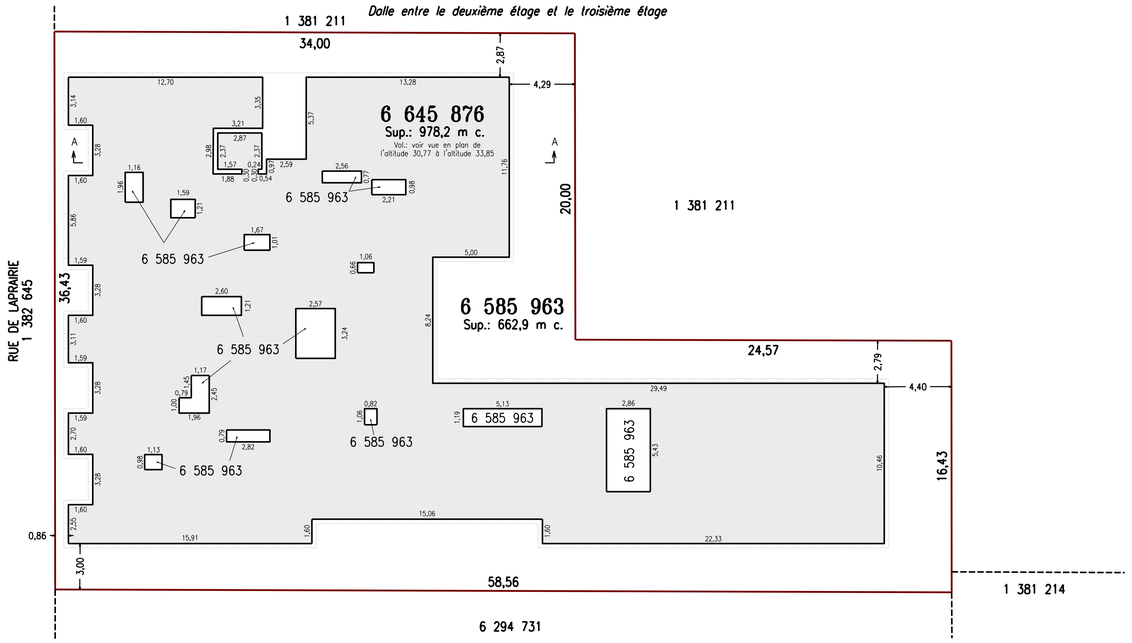
Dalle entre le rez-de-chaussée et le deuxième étage



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 18,52 À L'ALTITUDE 21,06

Niveau du deuxième étage

Dalle entre le deuxième étage et le troisième étage



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 21,52 À L'ALTITUDE 24,31

Niveau du troisième étage

LÉGENDE:
(SI APPLICABLE)

POTEAU	HAIE	MÂT	
REPÈRE D'ARPENTAGE	CLÔTURE	ENSEIGNE	
VALVE D'EAU	CÂBLES AÉRIENS	BOLLARD	
PUISARD	CONDUITE D'AQUEDUC	REGARD	
ARBRE	CONDUITE DE GAZ	REGARD ÉGOÛT	
BORNE-FONTAINE	ÉGOUT SANITAIRE	REGARD D'AQUEDUC	
HAUBAN	ÉGOUT PLUVIAL	LIGNE SOUTERRAINE D'ÉLECTRICITÉ	
FEU DE CIRCULATION	FOSSE	BÂTIMENT	
LAMPADAIRE SIMPLE	LIGNE SOUTERRAINE DE TÉLÉPHONE	BORD BOISÉ	
LAMPADAIRE DOUBLE	BANC	LIMITE DE TALUS	
LAMPADAIRE MULTIPLE		LIGNE DE LOT	
		LIMITE DE PROPRIÉTÉ	

NOTES:

LES ALTITUDES INDIQUÉES SONT EN MÈTRES CGVD28.

SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.

PRÉPARÉ SUR LA BASE DES PLANS CAD ET DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LA PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (PIIA) – DATANT DU 16 JUILLET 2024 ET PRODUIT PAR LA FIRME PIVOT.

LES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 À 6 645 878 SONT PROJETÉS ET SERONT ISSUS DU REMPLACEMENT DES LOTS 1 381 212 ET 6 294 730.

PRÉPARÉ À LA DEMANDE D'EMILIE LABONTÉ POUR UN PROJET DE PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE. CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À D'AUTRES FINS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

PROJET DE LOTISSEMENT

LOT(S)	1 381 212 & 6 294 730
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LE SUD-OUEST
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	14 JUILLET 2023
TERRAIN	31 AOÛT 2023
DESSIN	0909-49

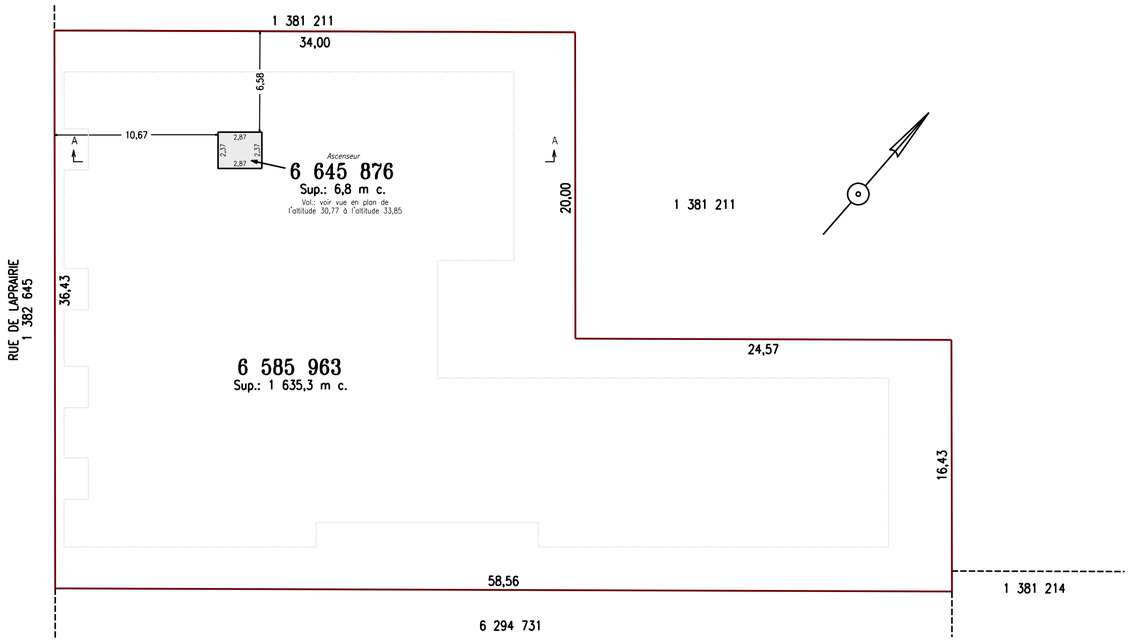
COPIE CONFORME LE 19 septembre 2024

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 23 AOÛT 2024

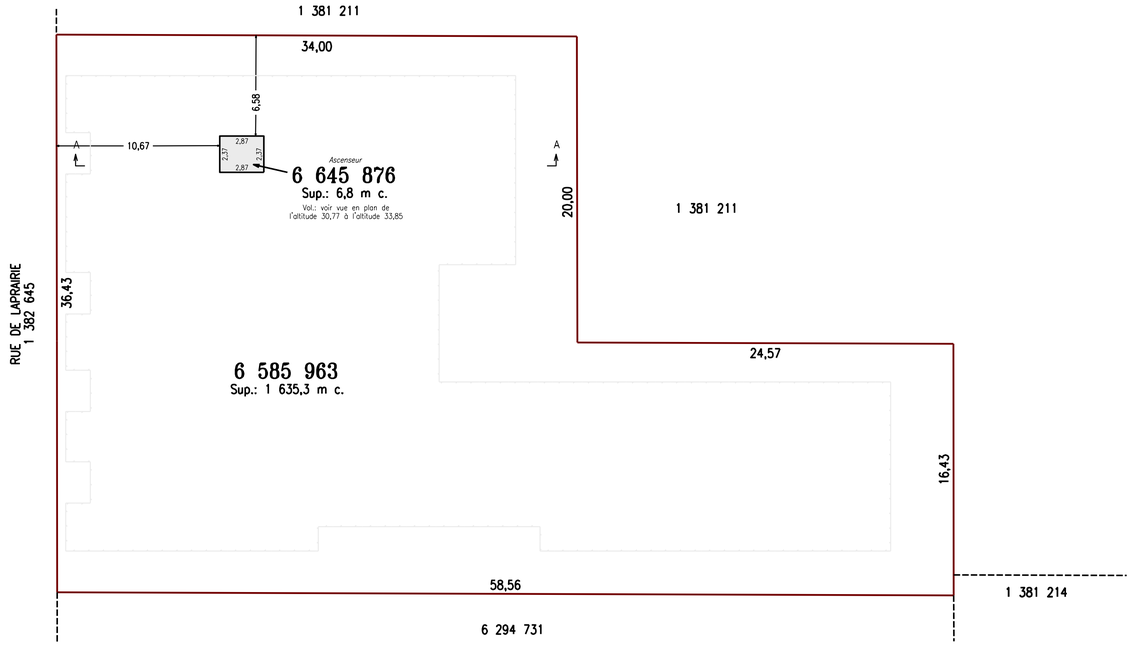
Jean-Philippe Giguère, a.-g.

MINUTE : 8466, F.: 2/4 DOSSIER: 2206-16

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
TÉL.: 514 337-6141 FAX: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com

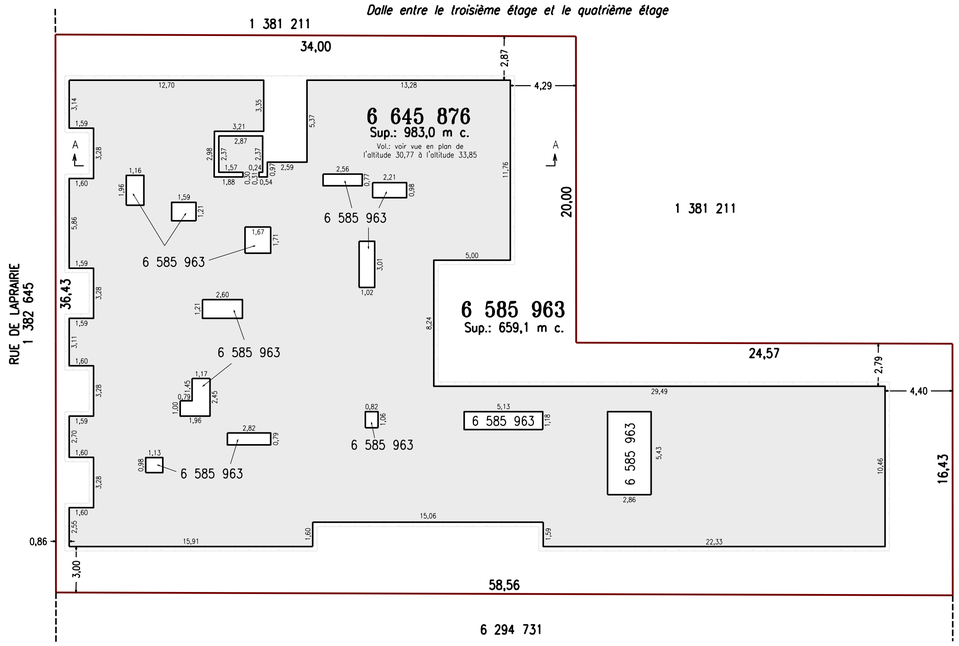


VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 24,31 À L'ALTITUDE 24,77



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 27,31 À L'ALTITUDE 27,77

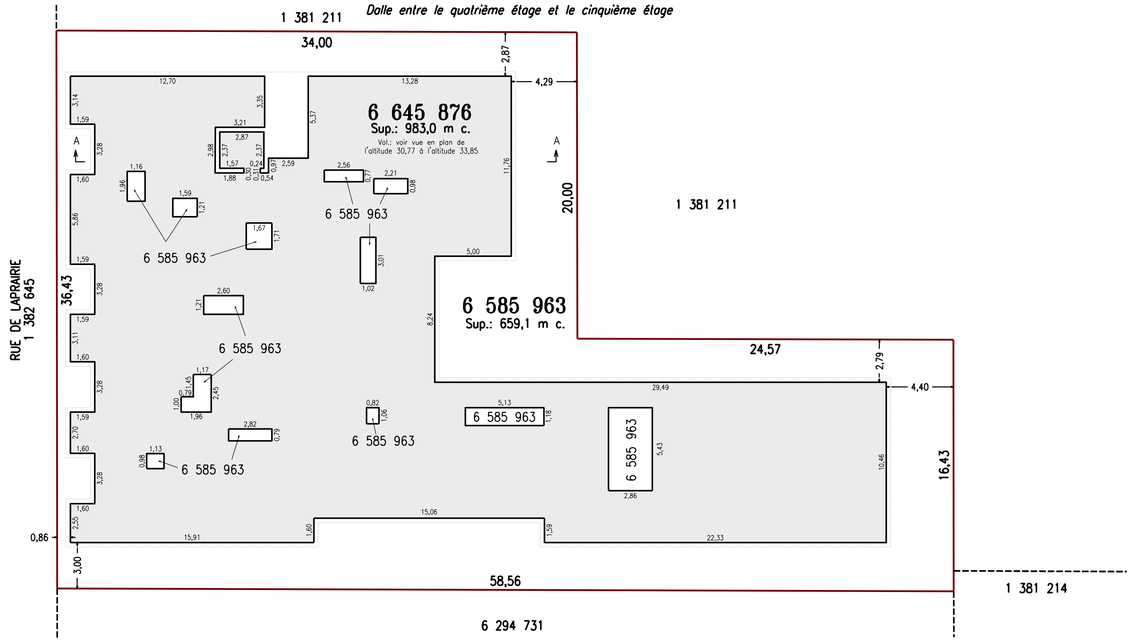
Dalle entre le troisième étage et le quatrième étage



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 24,77 À L'ALTITUDE 27,31

Niveau du quatrième étage

Dalle entre le quatrième étage et le cinquième étage



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 27,77 À L'ALTITUDE 30,31

Niveau du cinquième étage

LÉGENDE:
(SI APPLICABLE)

POTEAU	HAIE	MÂT	
REPÈRE D'ARPENTAGE	CLÔTURE	ENSEIGNE	
VALVE D'EAU	CÂBLES AÉRIENS	BOLLARD	
PUISARD	CONDUITE D'AQUEDUC	REGARD	
ARBRE	CONDUITE DE GAZ	REGARD ÉGOÛT	
BORNE-FONTAINE	ÉGOUT SANITAIRE	REGARD D'AQUEDUC	
HAUBAN	ÉGOUT PLUVIAL	LIGNE SOUTERRAINE D'ÉLECTRICITÉ	
FEU DE CIRCULATION	FOSSÉ	BÂTIMENT	
LAMPADAIRE SIMPLE	LIGNE SOUTERRAINE DE TÉLÉPHONE	BORD BOISÉ	
LAMPADAIRE DOUBLE	BANC	LIMITE DE TALUS	
LAMPADAIRE MULTIPLE		LIGNE DE LOT	
		LIMITE DE PROPRIÉTÉ	

NOTES:

LES ALTITUDES INDIQUÉES SONT EN MÈTRES CGVD28.

SUJET À L'APPROBATION MUNICIPALE.

PRÉPARÉ SUR LA BASE DES PLANS CAD ET DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LA PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (PIIA) – DATANT DU 16 JUILLET 2024 ET PRODUIT PAR LA FIRME PIVOT.

LES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 À 6 645 878 SONT PROJETÉS ET SERONT ISSUS DU REMPLACEMENT DES LOTS 1 381 212 ET 6 294 730.

PRÉPARÉ À LA DEMANDE D'EMILIE LABONTÉ POUR UN PROJET DE PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE. CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À D'AUTRES FINS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

PROJET DE LOTISSEMENT

LOT(S)	1 381 212 & 6 294 730
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LE SUD-OUEST
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	14 JUILLET 2023
TERRAIN	31 AOÛT 2023
DESSIN	0909-49

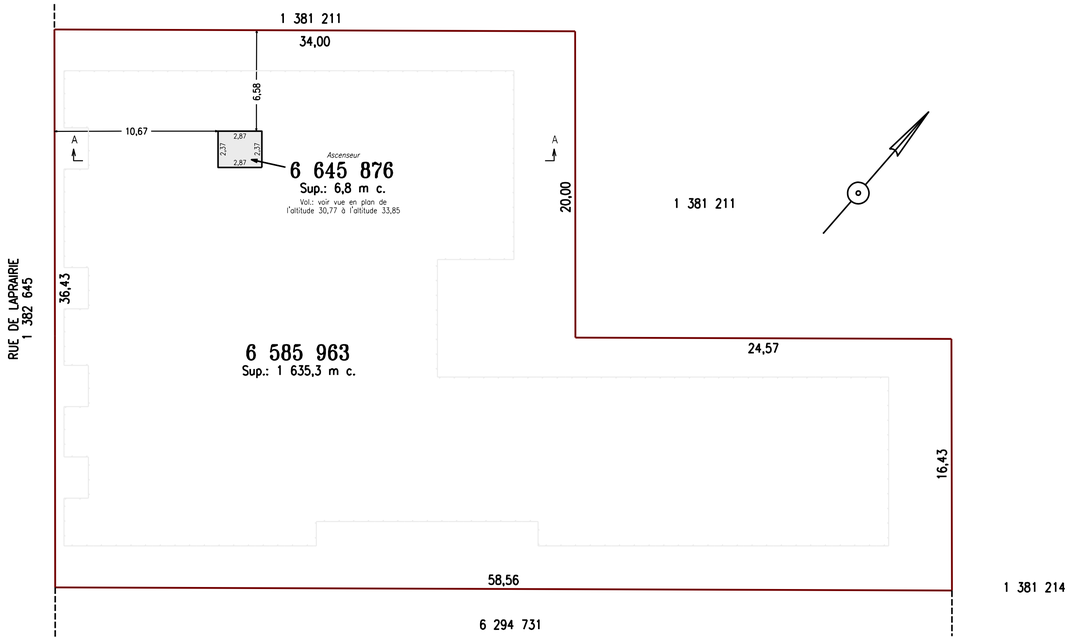
COPIE CONFORME LE 19 septembre 2024

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 23 AOÛT 2024

Jean-Philippe Giguère, a.-g.

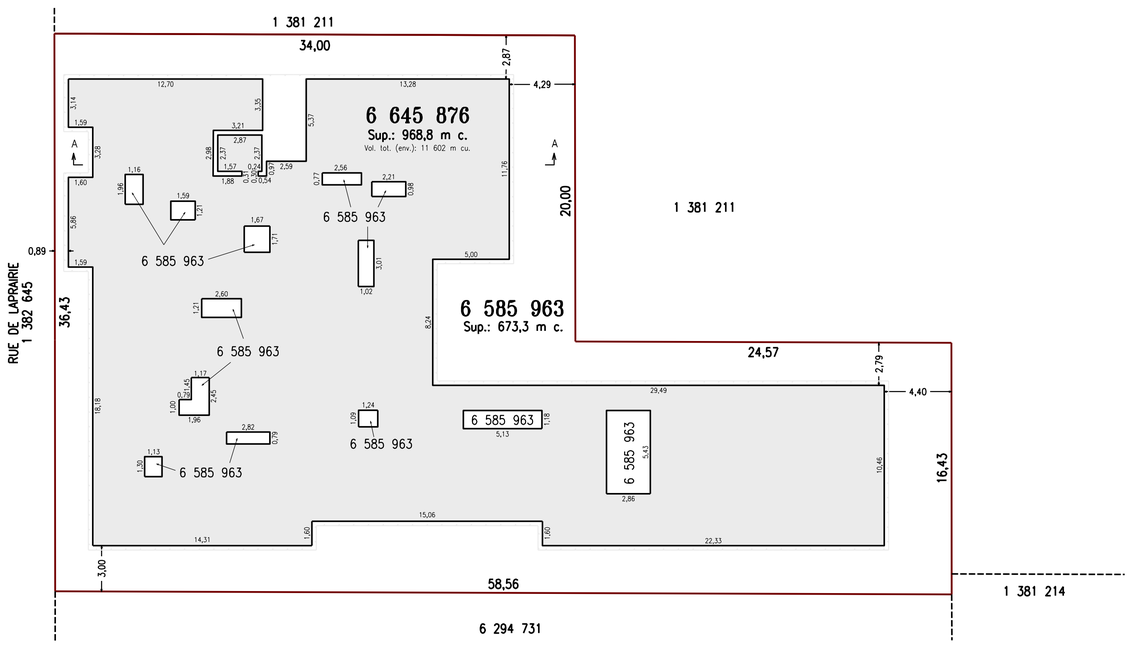
MINUTE : 8466, F.: 3/4 DOSSIER: 2206-16

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
TÉL.: 514 337-6141 FAX: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com



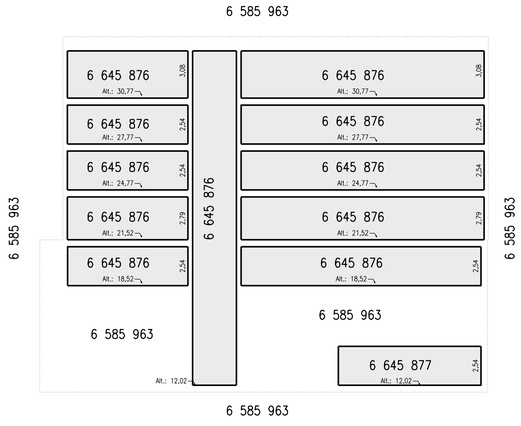
VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 30,31 À L'ALTITUDE 30,77

Dalle entre le cinquième étage et le sixième étage



VUE EN PLAN DES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 DE L'ALTITUDE 30,77 À L'ALTITUDE 33,85

Niveau du sixième étage



Coupe A-A

LÉGENDE:
(SI APPLICABLE)

POTEAU	H	HAIE	MÂT
REPERE D'ARPENTAGE	X	CLÔTURE	ENSEIGNE
VALVE D'EAU		CÂBLES AÉRIENS	BOLLARD
PUISARD	A	CONDUITE D'AQUEDUC	REGARD
ARBRE	G	CONDUITE DE GAZ	REGARD ÉGOÛT
BORNE-FONTAINE	S	ÉGOUT SANITAIRE	REGARD D'AQUEDUC
HAUBAN	P	ÉGOUT PLUVIAL	LIGNE SOUTERRAINE D'ÉLECTRICITÉ
FEU DE CIRCULATION		FOSSE	BÂTIMENT
LAMPADAIRE SIMPLE		LIGNE SOUTERRAINE DE TÉLÉPHONE	BORD BOISÉ
LAMPADAIRE DOUBLE			LIMITE DE TALUS
LAMPADAIRE MULTIPLE		BANC	LIGNE DE LOT
			LIMITE DE PROPRIÉTÉ

NOTES:

LES ALTITUDES INDIQUÉES SONT EN METRES COVO28.

SUJET A L'APPROBATION MUNICIPALE.

PRÉPARÉ SUR LA BASE DES PLANS CAD ET DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LA PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (PIIA) – DATANT DU 16 JUILLET 2024 ET PRODUIT PAR LA FIRME PIVOT.

LES LOTS 6 585 963 ET 6 645 876 À 6 645 878 SONT PROJETÉS ET SERONT ISSUS DU REMPLACEMENT DES LOTS 1 381 212 ET 6 294 730.

PRÉPARÉ À LA DEMANDE D'ÉMILIE LABONTÉ POUR UN PROJET DE PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE. CE PLAN NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ À D'AUTRES FINS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

PROJET DE LOTISSEMENT

LOT(S)	1 381 212 & 6 294 730
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	LE SUD-OUEST
ÉCHELLE	1=200 SYSTÈME INTERNATIONAL
RECHERCHÉS	14 JUILLET 2023
TERRAIN	31 AOÛT 2023
DESSIN	0909-49

COPIE CONFORME LE 19 septembre 2024

SIGNÉ À MONTRÉAL LE 23 AOÛT 2024

Jean-Philippe Giguère, a.-g.

MINUTE : 8466, F.: 4/4 DOSSIER: 2206-16

Gascon a.-g. inc.
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
4244, RUE DE SALABERRY
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4J 1H3
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142
Courriel: info@gasconag.com

- Image issue de la **PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (CCU / Art. 89.4) - 29 mars 2023.**

Vues 3d

Vue de la place publique et du passage piéton



Image issue de la **PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (CCU / Art. 89.4) - 29 mars 2023.**

Plans, élévations et coupes proposés

Élévation avant



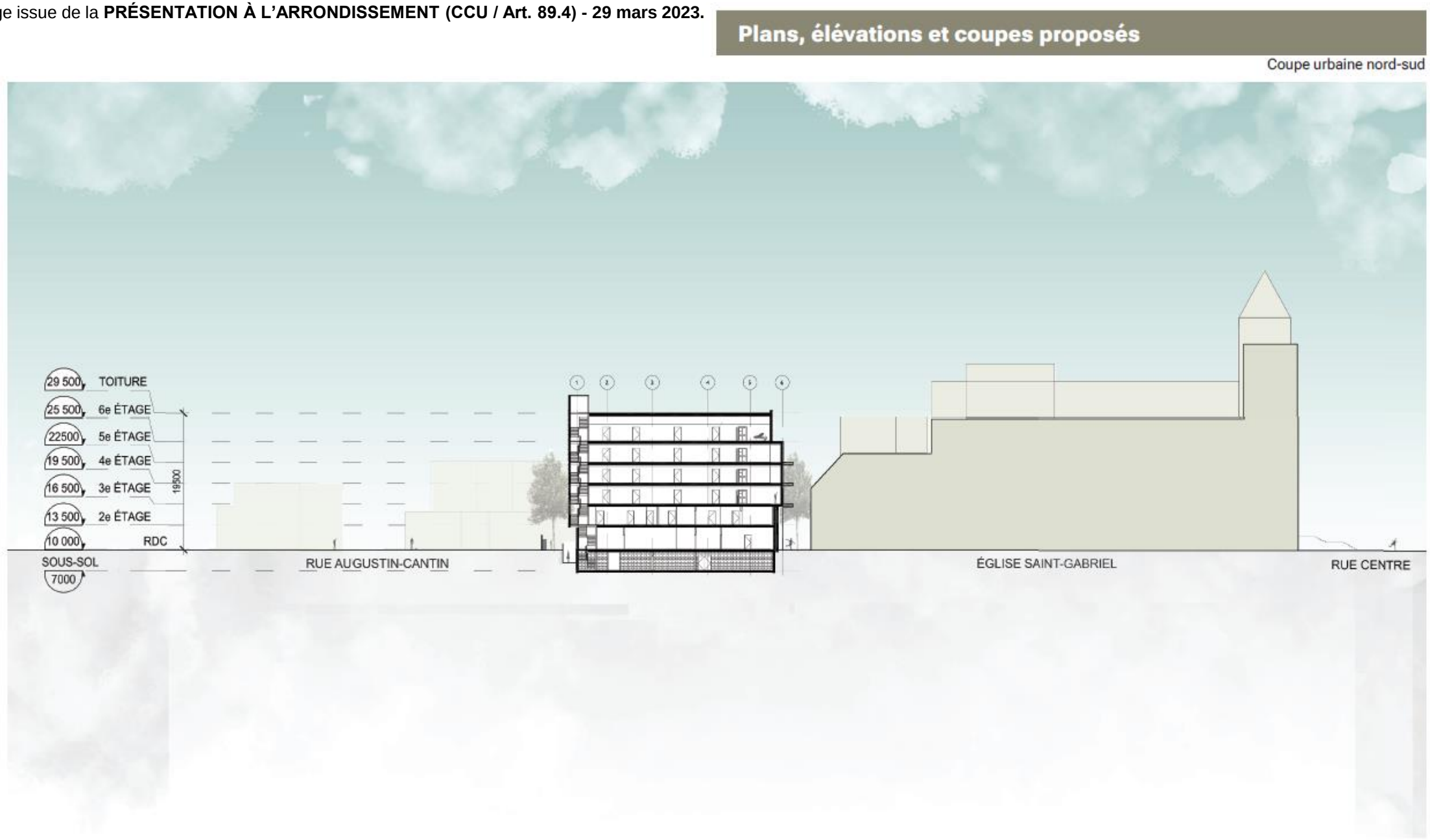
- Image issue de la **PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (CCU / Art. 89.4) - 29 mars 2023.**

Plans, élévations et coupes proposés

Élévation latérale droite



- Image issue de la **PRÉSENTATION À L'ARRONDISSEMENT (CCU / Art. 89.4) - 29 mars 2023.**



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249915005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024. Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $. N/Réf. : 31H05-005-7570-14/Mandat 20-0230- T.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité, sa forme et son contenu juridique, le projet d'acte de vente ci-joint, préparé par la notaire mandatée par l'acquéreur. Nous avons révisé ce projet d'acte conformément aux instructions du service client. Nous avons reçu de la part de la notaire instrumentant une confirmation écrite à l'effet que sa cliente approuve le projet d'acte de vente soumis. Advenant que des modifications doivent être apportées avant la signature de l'acte de vente, nous nous assurerons que le projet d'acte de vente, dans sa forme finale, demeure substantiellement conforme au projet d'acte ci-joint.

N/D: 24-002343

FICHIERS JOINTS

2024-10-16 Acte de vente Habitation Laprairie_ (Final).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick FLUET
Notaire,
Tél : 514-816-9435

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-816-9435
Division : Division du droit notarial, Direction des affaires civiles

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE
Le

DEVANT M[e] Marie-Eve BOUCHARD ANGERS, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1[er]) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier-adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19); et

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

c) de la résolution numéro CG24 ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ● deux mille vingt-quatre (2024).

Copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

E T :

HABITATION LAPRAIRIE, personne morale sans but lucratif régie par la *Loi sur les compagnies*, Partie 3 (RLRQ, c. C-38), immatriculée auprès du Registraire des entreprises sous le numéro 1176714229, ayant son siège social au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, représentée par **_, _**, dûment autorisée aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du _, laquelle n'est pas modifiée ni révoquée. Extrait de cette résolution est annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par ladite représentante et la notaire soussignée.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire d'un terrain vacant situé sur la rue de Laprairie, à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest;

ATTENDU QUE la Ville souhaite vendre le terrain à des organismes à but non lucratif pour la réalisation d'un projet mixte ayant une vocation principale de logement social et une vocation accessoire de développement communautaire;

ATTENDU QUE le terrain a fait l'objet d'une modification cadastrale afin que les lots correspondent aux besoins des organismes identifiés pour la réalisation des deux volets du projet;

ATTENDU QUE la propriété est maintenant connue comme étant composée des lots 6 585 963, 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant des lots en cadastre vertical;

ATTENDU QUE le lot 6 585 963 du cadastre du Québec sera vendu incessamment à des fins de développement communautaire à un organisme à but non lucratif;

ATTENDU QUE les lots 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec font l'objet de la présente vente à l'Acquéreur à des fins de logement social;

ATTENDU QUE l'Acquéreur est une personne morale sans but lucratif qui a pour mission de construire, acquérir, rénover, restaurer un ou plusieurs projets d'habitation à loyers modiques dans l'intention de fournir des logements à des personnes ayant des revenus faibles ou modestes ou à une clientèle avec des besoins particuliers en habitation;

ATTENDU QUE l'Acquéreur désire acquérir de la Ville les lots 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, pour y réaliser un projet d'habitation de 52 logements pour familles et pour personnes seules, dont le coût de réalisation sera d'environ 20 800 000 $ et ayant une superficie de plancher totale approximative de 4 346 mètres carrés (ci-après le « **Projet** »);

ATTENDU QUE l'Acquéreur a soumis une demande de subvention auprès de la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») pour la réalisation de son Projet et que sa candidature ainsi que son Projet ont été formellement approuvés par la SHQ;

ATTENDU QUE le décret numéro 1475-2024 du 2 octobre 2024 (ci-après le « **Décret** ») autorise la SHQ à verser une subvention pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'une entente de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ de cette subvention et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Acquéreur et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Entente de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QUE la vente par la Ville des lots superposés à des organismes distincts aura pour effet de créer une propriété superficiaire;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ., c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur qui accepte, à des fins de logement social, un immeuble vacant situé sur la rue de Laprairie, au sud de la rue Augustin-Cantin, à Montréal, province de Québec, connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

Un immeuble composé des lots numéros SIX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE (6 645 876), SIX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (6 645 877), et SIX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (6 645 878), tous du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal.

Sans bâtisse dessus construite.

Ci-après collectivement nommés l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

a) pour partie, de FORMAT HABITAT INC., aux termes d'un avis d'expropriation publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 24 781 430, et d'un avis de transfert de propriété publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 048 409; et

b) pour partie, de LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-GABRIEL, aux termes d'un acte de vente reçu par Me Caroline Boileau, notaire, le 8 novembre 2019, et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 25 025 371.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare :

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

c) Que l'Immeuble ne faisait pas partie de son domaine public avant la présente vente.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, à savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Réaliser le Projet sur l'Immeuble conformément aux lois et règlements en vigueur et conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ conclue dans le cadre du Décret;

c) Destiner l'Immeuble à des fins de logement social et abordable et maintenir cette destination, le tout conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ conclue dans le cadre du Décret;

d) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris les autorités municipales, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

e) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes;

f) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

g) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises, dont une (1) pour la Ville;

h) Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes.

PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

Les Parties conviennent de ce qui suit relativement à la propriété superficiaire créée par l'effet de la présente vente :

a) La perte totale des constructions effectuées dans l'Immeuble ne met pas fin à la propriété superficiaire résultant des présentes. En pareil cas, l'Acquéreur et ses ayants droit auront le droit de reconstruire. Les Parties renoncent, pour elles-mêmes ainsi que pour leurs ayants droit, à l'application du premier alinéa de l'article 1115 du Code civil du Québec à l'égard de la propriété superficiaire résultant des présentes.

b) La propriété superficiaire résultant des présentes est perpétuelle. Les Parties renoncent, pour elles-mêmes ainsi que pour leurs ayants droit, à l'application des articles 1116 à 1118 du Code civil du Québec à l'égard de la propriété superficiaire résultant des présentes.

c) Conformément à l'article 1111 du Code civil du Québec, tant que les propriétaires des lots 6 585 963, 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec n'auront pas convenu ensemble des servitudes requises pour la construction, l'exploitation et le maintien de leur propriété respective, les lots sont grevés des servitudes qui sont nécessaires à l'exercice des droits de propriété.

PRIX DE VENTE

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de SIX CENT VINGT-QUATRE MILLE DOLLARS (624 000,00 $), établi conformément à la *Politique de vente de terrains municipaux aux fins de logement social et communautaire*, que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes et DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 797205812RT0001;
T.V.Q. : 1228661895TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente relativement à la vente de l'Immeuble.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

**MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9
DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS
SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES**

L'Acquéreur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL;

b) le nom du cessionnaire est : HABITATION LAPRAIRIE;

c) le siège du cédant est au : 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6;

d) le siège du cessionnaire est au : 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : SIX CENT VINGT-QUATRE MILLE DOLLARS (624 000,00 $);

g) la valeur de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION TROIS CENT TRENTE ET UN MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-UN DOLLARS (1 331 581,00 $);

h) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : UN MILLION TROIS CENT TRENTE ET UN MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-UN DOLLARS (1 331 581,00 $);

i) le montant du droit de mutation s'élève à la somme de VINGT-TROIS MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT DOLLARS (23 237,00 $);

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, sauf à la représentante de la Ville qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée.

HABITATION LAPRAIRIE

Par : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito

_____
M^e^ Marie-Eve BOUCHARD ANGERS, notaire

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249915005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires. Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 m², pour un montant de 624 000 $. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000$ au Service de l'habitation pour l'année 2024. Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $. N/Réf. : 31H05-005-7570-14/Mandat 20-0230- T.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249915005 - Certification des fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Ariane LATOUR
Conseillère budgétaire

Service des finances et de l’évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l’évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1247655003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536 (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services en Oracle Forms et Reports, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20536 ;
2. de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc. ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-25 15:22

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247655003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

En mars 2022, une entente-cadre a été conclue avec la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG22 0152) pour la fourniture de services en Oracle Forms, (Report) (lot 1). Cette entente prendra fin en mars 2025. Afin de permettre au Service des TI de couvrir les besoins en ressources supplémentaires pour continuer la réalisation des projets prévus au PDI 2025-20234, une nouvelle entente-cadre est nécessaire.

Ce mandat s'inscrit dans l'ensemble des projets en intelligence d'affaires, répondant aux besoins de l'ensemble des services et arrondissements de la Ville de Montréal. Le mandat vise à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions informatiques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement. En effet, il permet d'ajuster la capacité momentanément et de complémenter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 24-20536, en date du 12 juin 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) ainsi que dans le Journal le Devoir.

Un délai de 43 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 61 jours, soit jusqu'au 13 août 2024.

Au total, sept addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée	Impact monétaire
1	19 juin 2024	Précisions suite à deux questions techniques	Non
2	21 juin 2024	Précisions suite à des questions administratives	Non
3	27 juin 2024	Report date d'ouverture des soumissions et précisions suite à une question technique	Non
4	4 juillet 2024	Précisions suite à des questions administratives	Non
5	12 juillet 2024	Précisions suite à une question technique	Non
6	24 juillet 2024	Report date d'ouverture des soumissions	Non
7	7 août 2024	Ajout formulaire d'intégrité	Non

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 13 août 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 6 décembre 2024.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Conseillers en gestion et informatique CGI inc., pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0152 - 24 mars 2022 - Conclure deux ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., d'une durée de 36 mois, (lot 1 au montant de 1 384 299 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 416 209,50 $, taxes incluses), pour la fourniture sur demande de prestations de services en Oracle Forms, Report et Oracle Application Express (APEX) - Appel d'offres public 21-19026 (3 soum. pour le lot 1 et 1 seul soum. pour le lot 2)

DA217684007 - 18 octobre 2021 - Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public pour la prestation de services en Oracle Forms, Report et Oracle Application Express (APEX).

DA214990001 - 29 septembre 2021 - Approuver une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations, qui sera utilisée par le Service des technologies

de l'information (STI), dans le cadre des appels d'offres en services professionnels inhérents aux prestations de service en technologie de l'information.

CG19 0433 - 19 septembre 2019 - Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 1 au montant de 896 805,00 $, taxes incluses et lot 2 au montant de 524 573,44 $, taxes incluses) et Cofomo inc. (lot 3 au montant de 2 479 148,44 $, taxes incluses) pour la fourniture sur demande de prestations de services de développement d'applications, de configuration et développement et d'évolution bureautique - Appel d'offres public 19-17600 - (4 soumissionnaires).

CG17 0500 - 28 septembre 2017 - Conclure des contrats de services professionnels avec Cofomo inc. (lot 1 au montant de 250 812,44 $, taxes incluses et lot 3 au montant de 455 301 $, taxes incluses), avec Conseillers en gestion et informatiques CGI inc. (lot 2 au montant de 3 302 587,89 $, taxes incluses, lot 4 au montant de 1 047 295,78 $, taxes incluses, lot 5 au montant de 589 614,80 $, taxes incluses et lot 6 au montant de 576 834,70 $, taxes incluses), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en analyses, configuration et développement de solutions d'affaires pour les services institutionnels de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 17-16216 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Report. La nature du service consiste à développer, intégrer et mettre à jour les applications utilisées par la Ville de Montréal. Cela inclut la création de nouvelles fonctionnalités, la résolution de problèmes techniques, et la réalisation de tests pour s'assurer que tout fonctionne correctement. Nous utilisons principalement la technologie Oracle Forms et Report, en version 11G, pour travailler sur ces applications.

Principaux projets consommateurs de cette entente :

- 68144 - Gestion des futures subventions en habitation : Évolutions du système de subventions pour répondre aux besoins du Service de l'habitation afin de gérer les subventions qu'il accorde;
- 71050 - Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne : Mise en place de nouvelles fonctionnalités pour répondre aux besoins des arrondissements en matière de gestion de permis du cadre bâti et des interventions sur le terrain.

JUSTIFICATION

Sur un total de 9 preneurs du cahier des charges, 6 preneurs (66,67%) ont déposé des offres alors que 3 (33,33%) n'ont pas soumissionné. De ces 3 firmes, 2 d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons des désistements invoquées sont :

- une firme indique que leurs engagements dans d'autres projets ne leur permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis ;
- une firme indique ne pas avoir des ressources qualifiées en ce moment ;
- l'autre firme n'a pas répondu.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001).

Sur un total de six soumissionnaires, les six soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif, alors qu'un soumissionnaire est déclaré non conforme techniquement, à savoir la firme Alithya Canada inc., n'ayant pas atteint le seuil minimal requis de 70% comme note intérimaire.

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	**81,5**	**1,06**	**781 462,08 $**		**781 462,08 $**
Systematix technologies de l'information inc.	77,0	1,02	768 216,96 $		768 216,96 $
Cofomo inc.	78,6	0,80	996 562,83 $		996 562,83 $
Momentum technologies Inc.	75,5	0,78	980 138,88 $		980 138,88 $
Technologies Renaps Canada inc.	71,1	0,78	926 363,69 $		926 363,69 $
Dernière estimation réalisée			1 140 404,83 $		1 140 404,83 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(358 942,75 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(31,48 %)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					(13 245,12 $)
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					(2,00 %)

Le prix de l'adjudicataire est 31,48 % plus bas que l'estimation. Cet écart s'explique par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation sur la moyenne des taux du profil avancé fournis par des prestataires conformes lors de l'appel d'offres précédent (21-19026), qui étaient plus élevés.

Il est pertinent de souligner que lors de l'appel d'offres précédent, contrat attribué à CGI (CG22 0152), la firme avait proposé un taux supérieur de 36% par rapport à leur proposition actuelle. Cet écart peut être attribué à la volonté de l'adjudicataire de remporter ce contrat.

Nous avons également constaté que tous les soumissionnaires ont proposé des prix inférieurs

à notre estimation, avec une moyenne des offres soumises de 22% plus bas que l'estimation. Certains soumissionnaires adoptent des stratégies de prix plus agressives pour gagner des parts de marché, ce qui semble avoir été la stratégie non seulement de l'adjudicataire de ce contrat, mais également d'autres participants.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de ce contrat.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Conseillers en gestion et informatique CGI inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, Conseillers en gestion et informatique CGI inc., n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PDI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins.

Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale ; ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :

- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Approche complémentaire avec les autres modes de livraisons, qui est mieux adaptée pour la livraison dans certaines situations ;
- Ajout de nouvelles fonctionnalités à valeur ajoutée par exemple : de nouvelles subventions dans le domaine de l'habitation, de nouvelles fonctionnalités dans un système de permis du cadre bâti et de demandes de permis en ligne, etc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Firdaous SBIAA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-5701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-07

Beatrice Anne M LEONARD
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 438-874-0573
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Liza SARRAF
Directirce - Engagement numérique

Tél : 514-239-3328
Approuvé le : 2024-10-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247655003
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction, Division Performance TI et sourçage
Projet : Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de prestations de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

11 - Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Mettre en place des solutions intégrées améliorant l'efficacité opérationnelle et l'expérience citoyenne;

- Permettre aux arrondissements et services centraux de respecter les nouvelles règlementations en vigueur ;
- Améliorer les processus d'affaires et la qualité de l'information de gestion;
- Renforcer la gouvernance des technologies d'information tout en encourageant l'innovation technologique des prestataires de services qui offrent leurs services pour la Ville.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**

b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247655003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20536 Resultats.pdf 24-20536 intervention.pdf

24-20536 Liste des commandes _ SEAO.pdf 24-20536 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Firdaous SBIAA
Agent d'approvisionnement II
Tél : firdaous

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-10

Hicham ZERIOUH
Chef de section
Tél : 4385051138
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20536 — No du GDD : 1247655003

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en Oracle Forms et Report

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 6 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 25 - 7 - 2024

Ouverture faite le : 13 - 8 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 7 - 8 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 61 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Alithya Canada inc.	seuil non atteint

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 6 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 6 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CGI	**781 462,08 $**	√	
COFOMO	996 562,83 $		
MOMENTUM	980 138,88 $		
RENAPS	926 363,69 $		
SYSTEMATIX	768 216,96 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des 3 preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné nous indique parmi les raisons de désistement:

- Une firme n'a pas les ressources qualifiés disponibles
- Une firme dont les engagements dans d'autres projets ne leur permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis

Préparé par : Firdaous Sbiaa — Le 25 - 9 - 2024

24-20536 - Prestation de services en Oracle Forms et Report

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Description du processus et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 15%	Expérience du coordonnateur des services 10%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Alithya Canada inc.	3,63	14,75	10,50	3,50	17,38	18,25	68,0			Non conforme
CGI	3,75	17,25	13,00	8,25	17,75	21,50	81,5	781 462,08 $	1,06	1
COFOMO	3,88	16,50	12,75	7,75	16,25	21,50	78,6	996 562,83 $	0,80	3
MOMENTUM	3,63	14,50	11,00	7,00	16,13	23,25	75,5	980 138,88 $	0,78	4
RENAPS	3,50	15,00	10,63	7,75	15,00	19,25	71,1	926 363,69 $	0,78	5
SYSTEMATIX	3,88	14,75	12,75	7,88	17,25	20,50	77,0	768 216,96 $	1,02	2
Agent d'approvisionnement	**Firdaous Sbiaa**									

Comité	
Date	mardi 10-09-2024
Heure	13 h 30
Lieu	Teams

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20536
Numéro de référence: 20000155
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Prestation de services Oracle Forms et reports
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

9 résultats **Résultats 1 à 9**

Trier par Sélection **Nombre par page** 2

MOMENTUM TECHNOLOGIES INC. 5600 Bd des Galeries Bureau 410 Québec QC CAN G2K2H6 http://www.momentumtechnologies.ca	Non diffusé	Vicky St-Germain Téléphone: 4186816363 Courriel: offre_service@momentum-tech.ca	**Transaction: (20006910)** 2024-06-20 07:43	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis Téléchargement 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 http://www.cgi.com	Publique	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: bos.gma@cgi.com	**Transaction: (20002326)** 2024-06-12 14:31	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis 2024-06-19 à 08:45 - Courriel

				20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Tehora inc. 1020, rue Bouvier, bureau 400 Québec QC CAN G2K0K9 https://www.tehora.ca/	Non diffusé	Emmanuelle Soudé Téléphone: 5817004740 Courriel: esoude@tehora.ca	**Transaction: (20005653)** 2024-06-18 12:15	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis 2024-06-19 à 08:45 - Courriel 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis

				2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3C3X6 http://www.systematix.com	Non diffusé	Pierre Lecavalier Téléphone: 5143931363 Courriel: seao@systematix.com	**Transaction: (20009035)** 2024-06-25 10:35	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis Téléchargement 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis Téléchargement 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC. 2000, boulevard Lebourgneuf, bureau 300 Québec QC CAN G2K0B8 http://fujitsu.com/ca	Non diffusé	Anne-Marie Deschênes Téléphone: 4188405100 Courriel: bos.qc@fujitsu.com	**Transaction: (20007351)** 2024-06-20 15:16	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis Téléchargement 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel

				20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 http://www.alithya.com	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	**Transaction: (20002337)** 2024-06-12 14:41	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis 2024-06-19 à 08:45 - Courriel 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier Bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 www.levio.ca	Non diffusé	Marie Pier Guillemette Téléphone: 4189143623 Courriel: marie.pier.guillemette@levio.ca	**Transaction: (20002774)** 2024-06-13 08:03	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis 2024-06-19 à 08:45 - Courriel 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis 2024-06-27 à 08:15 - Courriel 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R

				Devis 2024-07-04 à 14:05 - Courriel 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis 2024-07-12 à 09:10 - Courriel 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TECHNOLOGIE RENAPS CANADA INC. 101 Marcel-Laurin suite 300 Montréal QC CAN H4N2M3 http://www.renaps.com	Publique	PATRICK HAMOU Téléphone: 18889873627 Courriel: info@renaps.com	**Transaction: (20020141)** 2024-07-16 08:46	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis Téléchargement 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis Téléchargement 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR Devis Téléchargement 20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R Devis Téléchargement 20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR Devis Téléchargement 20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR Devis 2024-07-24 à 12:35 - Courriel 20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification Devis 2024-08-07 à 09:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFOMO INC 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Sophie Courchesne Téléphone: 5142293487 Courriel: gestiondeloffre@cofomo.com	**Transaction: (20003801)** 2024-06-14 11:26	20001591 - 24-20536 Addenda 1 QR Devis 2024-06-19 à 08:45 - Courriel 20002410 - 24-20536 Addenda 2 modification QR Devis 2024-06-21 à 12:45 - Courriel 20003024 - 24-20536 Addenda 3 Report QR

Devis
2024-06-27 à 08:15 - Courriel

20004204 - 24-20536_ADDENDA_4_Q&R
Devis
2024-07-04 à 14:05 - Courriel

20005523 - 24-20536 Addenda 5 QR
Devis
2024-07-12 à 09:10 - Courriel

20006999 - 24-20536 Addenda 6 Report QR
Devis
2024-07-24 à 12:35 - Courriel

20008502 - 24-20536 Addenda 7 modification
Devis
2024-08-07 à 09:45 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249563009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Novipro inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20620 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Novipro inc. ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-25 15:24

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249563009**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.
La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Depuis sa mise en place en 1998, la Ville utilise le système de gestion des dossiers décisionnel (GDD) comme outil corporatif de prise de décision. Ce système répondant aux besoins de la métropole repose sur une infrastructure informatique Notes et Domino et supporte le travail de l'ensemble des élus et de milliers d'employés municipaux. Par ailleurs, de nombreuses autres applications reposent sur cette même infrastructure informatique. L'ensemble de ces applications est utilisé sur une base régulière par plus de 6000 employés.

Le remplacement de ce système patrimonial est prévu dans le cadre de plusieurs projets TI dont celui de l'environnement de travail (70501) ainsi que celui de la refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel (70250). D'ici la migration vers des applications plus modernes et collaboratives, l'infrastructure logicielle Notes et Domino doit être maintenue opérationnelle.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé, en collaboration avec le Service de

l'approvisionnement, l'appel d'offres public n° 24-20620, en date du 7 août 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) ainsi que dans Le Devoir.

Un délai de 5 semaines a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 49 jours, soit jusqu'au 26 septembre 2024.

Au total, trois addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée	Impact monétaire
1	2024-09-05	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Aucun
2	2024-09-10	Report de la date d'ouverture	Aucun
3	2024-09-16	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Aucun

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 26 septembre 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 25 mars 2025.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0615 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Novipro inc. pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 944 832,36 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19425 (2 soum.)

CG20 0662 - 17 décembre 2020 - Accorder un contrat à Novipro inc. pour l'acquisition et l'entretien des logiciels HCL Notes et HCL Domino, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022, pour une somme maximale de 993 319,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18471 (1 soumissionnaire).

CG19 0598 - 19 décembre 2019 - Accorder un contrat à la firme Novipro inc. pour l'acquisition et le contrat d'entretien des logiciels HCL Notes et HCL Domino, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, pour une somme maximale de 639 834,63 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17905) - (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le contrat d'acquisition et d'entretien des logiciels Notes et Domino, par l'entremise d'un revendeur, permet à la Ville de prolonger l'abonnement aux logiciels et l'assistance technique offerte par l'éditeur HCL, ainsi que l'accès aux mises à niveau et aux correctifs de sécurité.

JUSTIFICATION

Une seule firme a déposé une offre dans le cadre de cette sollicitation du marché. Aucun formulaire de non-participation n'a été reçu, car un seul fournisseur a commandé les documents sur SEAO. À la suite de l'évaluation de la soumission, l'offre a été jugée conforme administrativement.
La proposition de cette firme après négociation se décline comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Novipro inc.	1 192 205,67 $		1 192 205,67 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 056 138,96 $		1 056 138,96 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			136 066,71 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			12,88 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			*N/A*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			*N/A*

L'écart de 12,88% entre l'estimation de la Ville et la soumission de l'adjudicataire s'explique par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur les prix unitaires obtenus lors des dernières sollicitations de marché en y appliquant une croissance estimée en fonction de l'évolution du marché des technologies dans des contrats similaires. Or la hausse des coûts des licences appliquées par l'éditeur de la solution (HCL) est plus élevée.

En vertu de l'article 573.3.3 de la L.C.V. dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Novipro inc. étant l'unique soumissionnaire conforme, et vu que le prix soumissionné initialement est de 14,2 % plus élevé que l'estimation de la Ville pour cette acquisition, le Service de l'approvisionnement a procédé à une négociation avec le soumissionnaire qui a accepté une révision de son prix de 1 205 833,66 $ $ à 1 192 205,67 $, soit une baisse de 13 627,99 $. Le tout a ramené l'écart à 12,88 % de l'estimation.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Novipro inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, la firme Novipro inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 1 192 205,67 $, taxes incluses et sera réparti comme suit:
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	2025	2026	TOTAL
Entretien, logiciels Notes et Domino	573 387,80 $	618 817,87 $	1 192 205,67 $

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 1 192 205,67 $, taxes incluses (1 088 642,69 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Période	Coût total de l'entente (selon soumission)	Coût moyen annuel	Écart annuel $	Écart annuel %
2021-2022	993 319,61 $	496 659,80 $	N/A	N/A
2023-2024	944 832,36 $	472 416,18 $	(24 243,62 $)	-4.9 %
2025-2026	1 192 205,67 $	596 102,83 $	123 686,66 $	26,2 %

En ce qui concerne le nouveau contrat 2025-2026, l'augmentation du coût moyen annuel du contrat d'acquisition des licences Lotus et Domino est de 596 102,83 $, ce qui représente une hausse de 26,2 % par rapport au contrat précédent. Cette hausse est explicable en partie par une croissance de 3,8 % du nombre d'utilisateurs à l'échelle de la Ville ainsi que par une hausse du coût des licences de la part de l'éditeur HCL plus élevée qu'anticipé.

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux options de prolongation de 12 mois :

la somme de 643 570,58 $, taxes incluses pour la première année de prolongation;

la somme de 669 313,41 $, taxes incluses pour la deuxième année de prolongation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat assurera la continuité opérationnelle de la plateforme Lotus et Domino qui supporte entre autres l'application GDD.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu LEGAULT, Direction générale
Emmanuel TANI-MOORE, Service du greffe

Lecture :

Mathieu LEGAULT, 18 octobre 2024
Emmanuel TANI-MOORE, 16 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514 434-8699
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs
Tél : 438-221-1706

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829

Approuvé le : 2024-10-21

Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249563009*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail*
Projet : Accorder un contrat à la firme Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soumissionnaire).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le système de gestion des dossiers décisionnels, basé sur Lotus Notes, permet de diffuser électroniquement les ordres du jour des instances décisionnelles de l'ensemble de la Ville de Montréal et de ses arrondissements. Les citoyennes et citoyens peuvent en prendre connaissance pour exercer leurs droits en matière de démocratie participative.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1249563009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Accorder un contrat à la firme Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20620_DetCah.pdf24-20620_PV.pdf24-20620_TCP.pdf24-20620 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Joanne FILION
Agente approvisionnement niveau II

Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Hicham ZERIOUH
Chef de section - approvisionnement statégique en biens
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20620 — No du GDD : 1249563009

Titre de l'appel d'offres : Acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	7 - 8 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	3
Ouverture originalement prévue le :	12 - 9 - 2024	Date du dernier addenda émis :	16 - 9 - 2024
Ouverture faite le :	26 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	49 jrs
Date du comité de sélection :	na - na - na		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	180 jrs	Date d'échéance initiale :	25 - 3 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	25 - 3 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Novipro Inc.	1192205,67	√	na

Information additionnelle

Une seule soumission a été déposée dans le cadre de cet appel d'offres. De plus, un seul preneur de cahier de charges qui résulte qu'aucun formulaire de non-participation a été fourni.

Par ailleurs, en référence à l'Art. 573.3.3 de la LCV, dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.

Le service des approvisionnements a donc procédé à une négociation:

Prix initial: 1 205 833.66$ (taxes incluses)
Prix négocié: 1 192 205,67$ (taxes incluses).

Ce qui représente une économie de 13 627,99$ (taxes incluses) et s'avère le meilleur prix compte tenu des augmentations significatives en 2024 de la part des manufacturiers de solutions logicielles.

Préparé par : Joanne Filion Le 16 - 10 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20620

Agent d'approvisionnement
Joanne Filion

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Novipro Inc.										
	LOT1								1 048 779,00 $	1 205 833,66 $
Total (Novipro Inc.)									**1 048 779,00 $**	**1 205 833,66 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20620
Numéro de référence: 20012017
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente de conclusion du contrat
Titre: Acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

1 résultats **Résultats 1 à 1**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1.

NOVIPRO Inc. 413 rue Saint Jacques bureau 700 Montréal QC CAN H2Y1N9 http://www.novipro.com	Publique Joanny Castonguay Téléphone: 5147445353 Courriel: ao@novipro.com	**Transaction: (20038828)** 2024-08-22 14:32	20013405 - 24-20620_Addenda 01 Devis 2024-09-05 à 09:35 - Courriel 20014039 - 24-20620_addenda 02_Report date Devis 2024-09-10 à 09:30 - Courriel 20015025 - 24-20620_ADDENDA 03 - QuestionsRéponses Devis 2024-09-16 à 15:40 - Courriel 20015028 - 24-20620 ADDENDA 03 -Annexe 1 - Rapport DLAU Devis 2024-09-16 à 15:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249563009

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Accorder un contrat à la firme Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249563009 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249563010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé :

1. de conclure un contrat de gré à gré, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, par laquelle Microsoft Canada inc. s'engage à fournir à la Ville, les services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 25 octobre 2024;

2. d'autoriser le directeur de la Direction - Espaces de travail et services aux utilisateurs, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-27 10:34

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249563010**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.
La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Les produits de l'éditeur Microsoft (produits infonuagiques, serveurs et solutions pour utilisateurs) jouent un rôle significatif dans les opérations de la Ville incluant le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Parmi les produits utilisés, on y retrouve notamment:

- de nombreux outils collaboratifs offerts dans la suite M365;
- des systèmes d'exploitation Windows pour la bureautique et pour les serveurs;
- des logiciels de productivité et de gestion de bases de données.

Le 23 décembre 2021, la Ville s'est dotée d'un contrat de type Unifié (CG21 0712) avec l'éditeur Microsoft afin d'obtenir principalement des services techniques et de support des divers produits utilisés à la Ville. Ce contrat comportait aussi l'accès dédié à des ressources techniques ainsi que des formations sur demande afin de répondre aux besoins de la Ville. Le support relié à ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0528 - 19 septembre 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 238 412,16 $, taxes incluses, pour acquérir des heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc. (CG21 0712) majorant ainsi le montant total du contrat de 677 516,80 $ à 915 928,96 $, taxes incluses
CG22 0601 - 27 octobre 2022 - Conclure une entente-cadre de gré à gré avec Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la fourniture et l'entretien des licences de la suite Office 365 requises pour les employés de la Ville de Montréal et du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois ans, soit du 1er novembre 2022 au 31 octobre 2025, pour une somme maximale de 27 975 413,10 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 86 231,25 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagiques pour le compte des organismes publics / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 4 956 900 $, à compter de 2023 et un ajustement récurrent de la base budgétaire 6 023 000 $, à compter de 2024

CG21 0712 - 23 décembre 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de Microsoft, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 677 516,80 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CG21 0324 - 17 juin 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour l'entretien, le support et l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels Microsoft, pour la période du 1er novembre 2021 au 31 octobre 2024, pour une somme maximale de 4 100 310,52 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'acquisition d'un contrat de support Unifié auprès de Microsoft Canada inc. afin de garantir la disponibilité en condition opérationnelle et la résilience des solutions informatiques supportées par des technologies Microsoft.
Les services de base offerts dans ce contrat de support assurent, pour la grande majorité, des produits Microsoft utilisés par la Ville :

- le soutien et l'assistance technique et fonctionnelle 24/7 (incluant la gestion des escalades pour les incidents majeurs);
- des ressources techniques assignées;
- des contenus de formations accessibles sur demande.

Les services mentionnés ci-haut sont bonifiés par l'ajout d'une banque d'heures ainsi que des "crédits proactifs" afin de maintenir le soutien aux travaux réalisés par le Service des TI pour la mise en place de solutions informatiques supportées par des technologies Microsoft.

JUSTIFICATION

Le maintien de la continuité opérationnelle et le développement des applications sous la technologie Microsoft sont essentiels pour assurer le maintien du service auprès de la clientèle du Service des TI.

Le contrat de type Unifié permet de rehausser le niveau de support minimum inclus dans le contrat avec le MCN pour la suite M365 ainsi que pour les autres produits de l'éditeur utilisés par la Ville. Ce niveau de support est essentiel pour une organisation de l'envergure de la Ville de Montréal. Cela comprend notamment l'assistance technique 24/7, la mise à disposition de contenus de formation technique et des offres de conseils et de services relatives à la bonne utilisation et administration de la solution. Microsoft est le seul prestataire à offrir ces services de support en lien avec le respect des droits d'auteurs pour l'accès au code source et de la garantie du manufacturier pour ses produits.

La valeur du présent contrat de support est calculée en fonction de la facturation de la dernière année. Pour la première année du présent contrat, le calcul a été fait selon la consommation de juillet 2023 à juillet 2024. Pour les années subséquentes un montant de 10 millions de dollars a été inscrit comme base de calcul afin de figer les taux dans le temps. En contrepartie, cette stratégie implique que, annuellement, un sommaire décisionnel sera soumis aux instances pour la révision du contrat en fonction de la consommation réelle. De plus, tout dossier décisionnel en lien avec l'acquisition de licences Microsoft comportera une évaluation de l'impact sur le présent contrat.

Cette stratégie, adoptée par le Service des TI, permet de figer les pourcentages de frais par famille de produits et ainsi se prévenir contre une hausse des taux pour la durée du contrat, sans risquer de payer des frais inutilement, car il n'est pas possible de revoir à la baisse la valeur de l'estimation en cours de contrat.

En parallèle, le Service des TI assurera une gestion des outils et forfaits au fur et à mesure de l'évolution des besoins du personnel et de l'offre du fournisseur.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Microsoft Canada inc. a obtenu son accréditation le 25 mai 2023 et cette dernière demeure valide.

Ce contrat a été octroyé de gré à gré à la firme Microsoft Canada inc. en vertu de l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes, car son objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs (licences).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Microsoft Canada inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 2 377 102,79 $, taxes incluses et sera réparti comme suit:

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses):

Description	2025	2026	2027	Total 3 ans
Total BF	645 355,50 $	859 236,54 $	872 510,75 $	2 377 102,79 $

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 2 377 102,79 $, taxes incluses (2 170 611,69 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Tableau comparatif, coûts d'acquisition et d'utilisation des années antérieures:

Période	Coût total de l'entente	Coût moyen annuel	Écart annuel $	Écart annuel %
2022-2024	677 516,80 $	338 758,40 $	N/A	N/A
2025-2027	2 377 102,79 $	792 367,60 $	453 609,20 $	133,9%

En ce qui concerne le nouveau contrat 2025-2027, l'augmentation du coût moyen annuel du contrat de support unifié est de 453 609,20 $, ce qui représente une hausse de 133,9 % par rapport au contrat précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'intégration de la suite M365 dans la liste des produits à supporter. La variation avait été estimée et annoncée, à la signature du contrat, dans la rubrique des aspects financiers du dossier d'acquisition via l'entente du MCN (CG22 0601).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le contexte actuel où les cyberattaques se succèdent, il est primordial de protéger adéquatement son environnement informatique. Les risques d'intrusion doivent être minimisés surtout lorsque les postes font partie du SPVM.
Le renouvellement du contrat de support auprès de Microsoft fait partie intégrante de la stratégie de réduction des risques et contribue ainsi à maintenir les actifs informationnels de la Ville de Montréal et du SPVM en condition opérationnelle.

Avec l'ajout des heures supplémentaires et "crédits proactifs", le personnel de la Ville aura accès à un support, une expertise de l'équipe des spécialistes en informatique de l'éditeur de la solution et une formation sur mesure afin de faire face aux différents défis rencontrés dans l'environnement Microsoft. L'expertise sera consolidée par nos équipes et permettra de livrer plus de valeur sur les projets informatiques développés autour des technologies de l'éditeur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514 434-8699
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs
Tél : 438-221-1706
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249563010*
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12: Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.* *17: Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *- Les employés de la Ville auront accès à un support et une formation sur mesure afin de faire face aux différents défis;* *- L'expertise sera consolidée par les équipes Ville, ce qui maximisera le rendement sur plusieurs projets informatiques développés autour des technologies de l'éditeur.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 25 mai 2023

MICROSOFT CANADA INC.
A/S MONSIEUR BENJAMIN OWEN ORNDORFF
1950, MEADOWVALE BLVD
MISSISSAUGA (ON) L5N 8L9

Nº de décision : 2023-DAMP-1797
Nº de client : 3000627705
Nº d'entreprise du Québec : **1168494905**

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. MICROSOFT CANADA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **24 mai 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

22 octobre 2024

DESCRIPTION DU PROGRAMME DES SERVICES DE SUPPORT TECHNIQUE MICROSOFT ENTERPRISE

Re : Support Unifié Microsoft

Cher Mihai Serbanescu

Microsoft a le plaisir de vous fournir les informations suivantes concernant son offre de Support Unifié dans le cadre des Services de Support technique Microsoft Enterprise pour aider la **Ville de Montréal** à prendre une décision relative à la justification du choix d'un fournisseur unique.

Les Services de Support technique Microsoft Enterprise constituent une solution d'assistance complète qui contribue à réduire les coûts, à améliorer la productivité et à utiliser la technologie à toutes les étapes du cycle de vie des actifs informatiques. Ils garantissent un accès direct, pratique et unique aux équipes de développement de produits Microsoft, aux développeurs de logiciels et au code source des produits actuels et futurs en offrant (a) une vision spécialisée au cœur de l'architecture des solutions actuelles qui peut faciliter des migrations transparentes vers des produits/versions existants et futurs non publiés ; (b) une résolution rapide et complète des problèmes de support produit, de dépannage et de correctifs ; et (c) un lien de commentaire immédiat et axé sur la technologie entre nos clients et les équipes de développement de produits Microsoft afin de contribuer à définir l'orientation, les composants et les fonctionnalités des produits futurs.

Une formation spécialisée du personnel Microsoft est assurée par les équipes de développement de produits Microsoft en matière d'optimisation par les entreprises clientes de la planification, du déploiement, de la gestion et de la productivité des produits Microsoft existants et futurs.

En outre, dans le cadre de l'offre unique de Services de Support technique Microsoft, les services suivants sont disponibles :

Les Services du Package de Base représentent une combinaison de services proactifs, de services réactifs et de services de gestion de prestation de services proposés dans le cadre du support Microsoft pour les Produits et/ou les Services en Ligne utilisés par votre entreprise.
Le Support réactif facilite la résolution des problèmes dans votre environnement Microsoft et comprend des services de résolution des problèmes classés par ordre de priorité afin d'apporter une réponse rapide et de minimiser les temps d'arrêt. Dans le cadre des services de support technique réactif, Microsoft propose l'offre suivante :

> **Support Technique (résolution d'incidents)**, qui propose une assistance pour la résolution de problèmes présentant des signes spécifiques, rencontrés lors de l'utilisation de produits Microsoft et dont on peut raisonnablement penser qu'ils sont causés par des produits Microsoft. Le Support Technique (résolution d'incidents) et les demandes d'assistance peuvent être soumis par téléphone ou par voie électronique via un portail d'assistance en ligne.

Support Conseil : assistance téléphonique apportant aux professionnels informatiques un support technique à court terme (limité à six (6) heures) sur des problèmes imprévus. Les Services de Conseil peuvent englober des conseils, des instructions et des transferts de connaissances destinés à vous aider à déployer et à mettre en œuvre les technologies Microsoft de façon à éviter les problèmes fréquemment rencontrés par les services d'assistance technique et à réduire le risque de pannes système. Les scénarios d'architecture, de développement de solutions et de personnalisation n'entrent pas dans le champ d'application de ces Services de Conseil.

Support Hotfix Étendu : Le Support Hotfix Étendu vous permet de demander des correctifs qui ne sont pas liés à la sécurité pour un logiciel Microsoft donné entré dans la Phase de Support Étendu du cycle de vie fixe, comme défini par la Politique sur le site http://support.microsoft.com/lifecycle.

Les activités de Gestion de Prestation de Services (SDM) vous aident à établir et à maintenir des relations avec votre équipe de gestion et de prestation de services, ainsi qu'à superviser la gestion de la remontée des informations et à gérer les éléments de votre offre de support technique pour répondre aux besoins de votre entreprise. Ces actions sont gérées par un Responsable de la Prestation Microsoft, coordonnées par une équipe de prestataires de services d'un groupe de ressources ou fournies numériquement via un accès à un portail de services en ligne.

Les services proactifs qui aident à maintenir et à améliorer l'intégrité de l'infrastructure et des opérations informatiques. Dans le cadre du support proactif, Microsoft offre des services proactifs individuels, disponibles et catégorisés comme services de maintenance, d'optimisation ou de formation. Des services proactifs non inclus dans les Services de Package de Base peuvent être achetés.

Les services de planification fournissent des évaluations et des études de votre infrastructure actuelle, de vos données, de votre environnement de sécurité et d'application pour vous aider à planifier vos corrections, mises à jour, migrations, déploiements ou mises en œuvre de solutions en fonction des résultats souhaités.

Les services de mise en œuvre fournissent une expertise technique et de gestion de projet pour accélérer la conception, le déploiement, la migration, la mise à niveau et la mise en œuvre des solutions technologiques Microsoft.

Les services de maintenance permettent de prévenir les problèmes au sein de votre environnement Microsoft. Ils sont généralement planifiés avant la prestation des services afin de garantir la disponibilité des ressources.

Les services d'optimisation sont axés sur les objectifs d'utilisation optimale des investissements technologiques du client. Ces services peuvent proposer des recommandations pour l'administration à distance de services de cloud, l'optimisation de

l'adoption de fonctionnalités des produits Microsoft par les utilisateurs finaux et l'assurance d'une sécurité renforcée et d'une posture d'identité.

Les services de formation offrent des formations spécialisées permettant à votre personnel d'assistance de renforcer ses compétences techniques et opérationnelles par des formations sur site, en ligne ou à la demande. Celles-ci englobent des ateliers spécialisés, qui contribuent à prévenir les problèmes, à améliorer la disponibilité système et à concevoir des produits et des solutions basées sur les technologies Microsoft, mais aussi des formations spécialisées, qui portent notamment sur l'optimisation par les clients de la planification, du déploiement, de la gestion et de la productivité des produits Microsoft existants et futurs. Ces sessions sont assurées sur votre site ou sur un site Microsoft, et peuvent comprendre des présentations exhaustives consacrées au développement technique, assorties d'ateliers pratiques visant à faciliter votre mise en œuvre des technologies Microsoft.

Les solutions améliorées comprennent des engagements de support personnalisés, centrés sur la relation, conçus pour résoudre les défis informatiques les plus complexes et garantir une disponibilité maximale. Outre les services fournis dans le cadre du Package de Base ou des services supplémentaires, les services et solutions améliorés facultatifs suivants peuvent être achetés.

Le Support Stratégique Vital fournit un niveau de support supérieur pour un ensemble défini de produits et de services en ligne Microsoft, contenus dans vos solutions critiques.

Les Ingénieurs Support Désignés fournissent une optimisation proactive d'une charge de travail technologique étendue. Les domaines d'intervention pour les Ingénieurs Support Désignés comprennent le maintien des connaissances des exigences commerciales afin d'optimiser la performance, documenter et partager des recommandations pour l'utilisation des livrables liés aux services d'assistance, fournir des recommandations pour améliorer la cohérence de vos implémentations prévues et actuelles des technologies Microsoft, améliorer les compétences techniques et opérationnelles de votre personnel informatique, développer et faciliter la mise en œuvre de stratégies pour prévenir les incidents futurs et augmenter la disponibilité du système des technologies Microsoft couvertes, déterminer la cause première des incidents récurrents et fournir des recommandations pour éviter d'autres perturbations dans les technologies Microsoft désignées.

La solution Azure Rapid Response (réponse rapide) offre un support réactif accéléré pour vos services de cloud en acheminant les incidents de support vers les experts techniques et en fournissant une procédure d'escalade jusqu'aux équipes opérationnelles des services de cloud si besoin.

La **Gestion des événements Azure** fournit une assistance améliorée avant, pendant et après les événements critiques pour le client.

Office 365 Engineering Direct offre une meilleure prise en charge pour les charges de travail fondamentales de vos tenants de production Microsoft Office 365 qui comprend un accès prioritaire à l'équipe technique Office 365.

Le Support pour Développeurs fournit une assistance technique basée sur des connaissances du cloud et du produit pendant le cycle de développement de l'application. Il s'adresse aux développeurs des clients qui créent, déploient et gèrent des applications sur une plateforme Microsoft.

Les services de support technique décrits ci-dessus sont assurés exclusivement par Microsoft Corporation ou ses affiliés (y compris des employés à temps plein et des prestataires de services sous-traités assurant le support technique conformément aux indications de Microsoft), même dans les cas où le support est vendu par un partenaire ou un tiers.

Si vous avez des questions concernant cette lettre, n'hésitez pas à me contacter.

Cordialement,

Najib Othmani
Directeur, Succès-Client
Najib Othmani

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249563010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD1249563010.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249569007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

Il est recommandé:
1- d'approuver le contenu du projet de convention d'aide entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal;

2- d'autoriser la Mairesse et le Greffier de la Ville de Montréal à signer l'entente pour et au nom de la Ville.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-25 15:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249569007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

CONTENU

CONTEXTE

Ces dernières années, plusieurs centaines de citoyens du quartier autour du parc Pierre-Bédard, à Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ont été affectés par des inondations lors des fortes pluies. En effet, ce quartier est une zone basse tributaire de la minéralisation des quartiers en amont. En 2019, une séance publique a été tenue par l'arrondissement et le Service de l'eau avec plusieurs centaines de citoyens spécifiquement pour adresser cette situation.
En avril 2020, le gouvernement du Québec dévoile son Plan de protection du territoire face aux inondations dans lequel on retrouve plusieurs mesures visant à soutenir le milieu municipal dans leur adaptation face aux inondations. Ce Plan est doté du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI), lequel prévoit quatre volets et d'une enveloppe totale de 479 M$ (Aménagements résilients (270 M$), Relocalisation (75 M$), Bureaux de projets (89 M$), Cartographie (8 M$)).

La Ville de Montréal a déposé une demande de contribution financière auprès du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. La convention d'aide financière en pièce jointe est relative à l'octroi à la Ville par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de l'aide financière dans le cadre du PRAFI et établit les droits et les obligations de la Ville relatifs aux travaux subventionnés.

Afin que le Ministère soit en mesure de maintenir les crédits réservés aux fins de cette aide financière, la convention d'aide financière doit être signée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM22 0504 – 25 avril 2022 - Autoriser le dépôt d'une demande de contribution financière déposée dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine.

DESCRIPTION

Le projet consiste à faire du parc Pierre-Bédard, un parc résilient modèle, avec des aménagements combinant les aménagements et fonctions attendues de ce lieu public (espace vert, lieu de loisirs, de socialisation, etc.) avec une nouvelle fonction de rétention (type water square). L'objectif étant de diriger les eaux de surface des rues en amont vers des infrastructures vertes et des zones aménagées en dépression pour un total de (4000 m3: récurrence de pluie 25 ans) (1500 m3: récurrence de pluie 10 ans) d'eaux pluviales qui n'iront plus inonder les résidences du secteur. Le concept actuel respecte les superficies protégées pour une pluie 10 ans avec les travaux suivants :

- Rehaussement des arrières-trottoirs sur les rues concernées pour assurer une hauteur d'eau dans la rue d'au moins 180 mm afin de retarder la fréquence d'inondation
- Réduction de la ligne piézométrique sur Cadillac avec l'ajout d'une conduite unitaire surdimensionnée sous Pierre Bédard entre Cadillac et Bossuet
- Noue raccordée au parc sur Bossuet pour diriger le ruissellement vers le parc
- Dévers unique sur Pierre Bédard le long du parc pour diriger l'eau accumulée sur la chaussée vers le parc
- Noue et bassin multifonctionnel dans le parc

JUSTIFICATION

Afin de satisfaire aux exigences administratives de la signature de la convention, une résolution de la Ville approuvant le contenu du projet de convention en pièce jointe et autorisant sa signature est requise.
Sur réception de la résolution, le MAMH rédigera une version finale de l'entente de contribution et le processus de signature sera par la suite enclenché. Les informations complétant la section représentants des parties et la Date de début et de fin des activités seront communiquées au MAMH.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La signature de la convention permettra à la Ville de Montréal de recevoir une contribution financière maximale pouvant atteindre un total de 7 958 453 $. La contribution financière couvre 75% des dépenses du projet admissibles au PRAFI.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs des priorités suivantes de Montréal 2030 :

- Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La résolution est requise afin de compléter les exigences administratives de la convention de contribution financière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Signature de l'entente

    - Remboursements des dépenses admissibles

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ouiam OUTMANI
Agente de recherche

Tél : 4388717681
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Etienne DRAPEAU
Chef de division- Planification stratégique et performance

Tél : (438) 824-6058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél :
Approuvé le : 2024-10-21

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249569007
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction, Division stratégies et pratiques d'affaires
Projet : Autoriser la signature d'une entente de contribution financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 2 : Le projet consiste à faire du parc Pierre-Bédard un parc résilient modèle et s'inscrit dans une démarche plus globale de gestion durable des eaux pluviales. Une augmentation de la biodiversité est attendue par la réalisation d'aménagements paysagers de qualité Priorité 19 : Le projet permettra de protéger plus de 140 habitations des inondations de surface			

Section B - **Test climat**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - **ADS+***

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

entre

La MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

et

La VILLE DE MONTRÉAL

Relative à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du volet - Aménagements résilients du
PROGRAMME DE RÉSILIENCE ET D'ADAPTATION FACE AUX INONDATIONS

Dossier 3000075

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE

PROGRAMME DE RÉSILIENCE ET D'ADAPTATION FACE AUX INONDATIONS (PRAFI)
Volet - **Aménagements résilients**

entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par madame Erika Desjardins-Dufresne, directrice générale de la fiscalité et de la transition climatique, dûment autorisée en vertu du *Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 3),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au (inscrire l'adresse de la municipalité) (Québec) (code postal de la municipalité), représentée par Choisissez un élément. prénom et nom du représentant, fonction (exemple: maire), dûment Choisissez un élément. en vertu de la résolution numéro (inscrire le numéro de la résolution) prise par son conseil le (inscrire la date de la résolution),

ci-après désignée, le « **BÉNÉFICIAIRE** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. La présente convention d'aide financière, ci-après la « Convention », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi par la **MINISTRE** d'une aide financière d'un montant maximal de **7 958 543 $** au **BÉNÉFICIAIRE**, en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les activités ou travaux prévus à l'Annexe A, ci-après nommés le « Projet ».

SECTION 2 ANNEXE ET INTERPRÉTATION

2. L'Annexe A - Description du Projet fait partie de la Convention.

3. En cas de divergence entre cette annexe et le corps de la Convention, cette dernière prévaut.

4. Aux fins de la Convention, le terme « organisme municipal » comprend les organismes municipaux au sens de l'article 5 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Versement de l'aide financière

5. La **MINISTRE** verse au **BÉNÉFICIAIRE** le montant maximal de l'aide financière prévu à la clause 1 selon les modalités suivantes :

5.1 jusqu'à un maximum de 90% de ce montant, établi en fonction des dépenses admissibles engagées et payées et celles projetées transmises par le **BÉNÉFICIAIRE** pour chaque année financière visée par la Convention, à la suite de la réception et de l'approbation par la **MINISTRE** du suivi d'avancement des travaux visé à la clause 20;

5.2 le solde, à la suite de la réception et de l'approbation par la **MINISTRE** de la réclamation finale du **BÉNÉFICIAIRE** accompagnée du rapport final, du bilan des indicateurs de suivi des résultats et des documents, lesquels sont visés aux clauses 22 et 23.

Conformément au PRAFI, la **MINISTRE** peut procéder à une vérification de tout Projet visé à l'annexe A incluant tous les documents et pièces justificatives à son soutien préalablement à tout versement.

6. La **MINISTRE** verse l'aide financière au **BÉNÉFICIAIRE** par virement de fonds à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

Modification au Projet prévu à l'Annexe A

7. Après avoir été avisée par le **BÉNÉFICIAIRE** qu'il veut procéder à des ajouts au Projet prévu à l'Annexe A ou qu'il veut en modifier la portée ou l'emplacement, la **MINISTRE** détermine l'admissibilité des modifications proposées, quels activités ou travaux ainsi ajoutés ou modifiés sont associés au Projet prévu à l'Annexe A ainsi que les impacts de ces modifications, notamment sur les dépenses admissibles et les coûts totaux originalement projetés aux fins de la révision du calcul de l'aide financière susceptible d'être versée au **BÉNÉFICIAIRE**.

Le montant de l'aide financière associé au Projet déterminé par la **MINISTRE** s'obtient en appliquant le taux d'aide visé à l'Annexe A à 50 % des coûts admissibles des activités ou travaux ajoutés ou modifiés. En aucun cas, le montant maximal de l'aide financière prévu à la clause 1 ne peut être dépassé.

8. La **MINISTRE** informe le **BÉNÉFICIAIRE** de sa décision qu'elle prend en application de la clause 7, émet une nouvelle annexe remplaçant l'Annexe A et ces dernières sont réputées faire partie de la Convention. Lorsqu'applicable, elle réduit l'aide financière en conformité avec les clauses 9 et 10.

Réduction de l'aide financière

9. La **MINISTRE** peut réduire le montant de l'aide financière si :

9.1 le **BÉNÉFICIAIRE** reçoit une somme d'un tiers, telle que définie à la clause 19, pour des dépenses admissibles du Projet qu'il a présentées à la **MINISTRE**

9.2 le cumul des aides financières publiques obtenues par le **BÉNÉFICIAIRE** dépasse la limite prévue à la clause 60.

10. Le cas échéant, la **MINISTRE** avise alors le **BÉNÉFICIAIRE** du montant ajusté de l'aide financière.

Disponibilité des crédits

11. Suivant l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Réalisation du Projet

12. Le **BÉNÉFICIAIRE** réalise le Projet dans le délai qui est prévu à l'Annexe A, et ce, conformément à la version du Guide du PRAFI - Volet Aménagements résilients et du Guide du demandeur au PRAFI, ci-après les « Guides », en vigueur au moment de la signature de la Convention.

Les Guides sont disponibles sur la page Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations/volet-amenagements-resilients

13. **Le BÉNÉFICIAIRE informe immédiatement la MINISTRE s'il a des raisons de** croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble du Projet dans ce délai. La **MINISTRE** peut alors convenir avec le **BÉNÉFICIAIRE** d'un délai supplémentaire pour le terminer.

Modification du Projet

14. Lorsque le **BÉNÉFICIAIRE** veut procéder à des ajouts au Projet prévu à l'Annexe A ou qu'il souhaite en modifier la portée ou l'emplacement, notamment à la suite de l'ouverture de

soumissions ou par des directives de changements liées à des imprévus de planification ou de chantier, il doit en aviser la **MINISTRE** sans délai.

Adjudication des contrats

15. Le **BÉNÉFICIAIRE** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation du Projet conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats.

16. Le **BÉNÉFICIAIRE** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables au Projet qu'il réalise telles que les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Surveillance et contrôle de qualité

17. Le **BÉNÉFICIAIRE** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation du Projet. Lorsque requis, le **BÉNÉFICIAIRE** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi pour assurer cette surveillance.

Utilisation de l'aide financière

18. Le **BÉNÉFICIAIRE** utilise l'aide financière prévue à la Convention, ainsi que les intérêts qu'elle génère le cas échéant, aux seules fins de payer des dépenses admissibles prévues au PRAFI et associées au Projet.

Sommes reçues d'un tiers

19. Le **BÉNÉFICIAIRE** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé en vertu, notamment, d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation ou d'un contrat d'assurance, et qui vise le Projet.

Cette déclaration vise également tout montant reçu dans le cadre d'un accord conclu entre le **BÉNÉFICIAIRE** et un tiers, incluant un organisme municipal, entre la date de la promesse d'aide financière de la **MINISTRE** et la fin de la période prévue à la clause 49, et qui a pour résultat le paiement de coûts admissibles associés au Projet prévu à l'Annexe A.

Attestation, rapports, réclamation finale et reddition de compte

20. À la demande de la **MINISTRE**, à chaque année financière visée par la Convention, le **BÉNÉFICIAIRE** transmet à la **MINISTRE** une attestation des dépenses réalisées conformément à l'avancement du Projet. Cette attestation comprend :

20.1 le détail des dépenses engagées et payées entre le 1er avril et le 31 mars, incluant les frais incidents et autres coûts liés à la réalisation du Projet;

20.2 une estimation des dépenses à venir pour les années à venir.

21. À la demande de la **MINISTRE**, le **BÉNÉFICIAIRE** transmet un rapport d'étape comprenant une description à jour du Projet visé à l'Annexe A, l'état d'avancement, les enjeux rencontrés et mesures d'atténuation prévues. Le rapport doit respecter la forme prescrite par le gabarit qui est accessible en ligne au lien suivant : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations/volet-amenagements-resilients

22. Au plus tard trois mois après la fin du Projet, le **BÉNÉFICIAIRE** présente à la **MINISTRE** une réclamation finale des dépenses admissibles engagées et payées signée par le directeur général, respectant la forme prescrite par le gabarit qui est accessible au lien suivant : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations/volet-amenagements-resilients

23. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit aussi accompagner sa réclamation des documents suivants :

23.1. un rapport final selon la forme prescrite par le gabarit qui est accessible en ligne au lien suivant : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations/volet-amenagements-resilients;

23.2. un bilan des indicateurs de résultats prévus dans le cadre du suivi et de l'évaluation du programme;

23.3. une attestation de son directeur général que les dépenses réclamées ont été payées pour le Projet prévu à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces dépenses demeurent disponibles à des fins de vérification;

23.4 une attestation de son directeur général que les contrats nécessaires à la réalisation du Projet ont été octroyés dans le respect des lois, règlements et normes en vigueur incluant le règlement de gestion contractuelle du **BÉNÉFICIAIRE**;

23.5. si les travaux ont été réalisés en régie :

23.5.1 une liste fournie par son directeur général des employés municipaux affectés à la réalisation du Projet prévu à l'Annexe A, en tout ou en partie, précisant pour chacun, son nom, son titre, les dates de début et de fin de sa participation, le registre des heures affectées spécifiquement au projet et réalisées par l'employé, son taux horaire simple et le salaire versé pour sa contribution au projet. Il doit également attester de l'exactitude des informations contenues dans cette liste et que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification ;

23.5.2 lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux en régie, un rapport de son directeur général, de son greffier-trésorier ou de l'un de ses ingénieurs ou de celui mandaté par l'un de ces derniers établissant les coûts des matériaux utilisés et basés sur le coût réel d'achat.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

24. À la demande de la **MINISTRE**, le **BÉNÉFICIAIRE** lui présente un rapport attestant de l'assujettissement des dépenses admissibles qu'il a payées, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information et tenue de registres

25. Le **BÉNÉFICIAIRE** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés au Projet.

26. Le **BÉNÉFICIAIRE** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue à la Convention, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser le Projet, pour une période de trois ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa réclamation finale.

27. Le **BÉNÉFICIAIRE** donne accès et permet aux représentants de la **MINISTRE** et du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux du Projet et les documents énumérés aux clauses 25 et 26.

28. Le **BÉNÉFICIAIRE** communique également aux représentants de la **MINISTRE** et du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application de la Convention qui lui est demandé ou tout renseignement en matière de suivi, de reddition de compte et d'évaluation du programme.

29. Le **BÉNÉFICIAIRE** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément aux termes et conditions que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **BÉNÉFICIAIRE** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants de la **MINISTRE** ou du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le **BÉNÉFICIAIRE** informe, sans délai, la **MINISTRE** de tout événement pouvant affecter la réalisation du Projet ou de la Convention, dont notamment et non limitativement s'il est visé, à quelque titre que ce soit, par une mise en demeure, une procédure judiciaire ou une action en justice.

Accès aux résultats du projet

32. À la demande de la **MINISTRE**, le **BÉNÉFICIAIRE** lui donne gratuitement accès, selon le format qu'elle indique, notamment à toute donnée, note technique, rapport, information, carte, ou tout résultat produit en application de la Convention.

33. Le **BÉNÉFICIAIRE** accorde à la **MINISTRE** sur ces documents une licence non exclusive transférable et irrévocable lui permettant de les reproduire, traduire ou communiquer à tout ministère ou organisme du gouvernement par quelque moyen que ce soit à des fins de consultation, de création de programmes ou pour toute fin jugée utile par la **MINISTRE** en lien avec le Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durable pour mieux protéger nos milieux de vie ou de toute mesure découlant de celui-ci. Cette licence est consentie sans limite de territoire et sans limite de temps. Toute considération pour la licence de droits d'auteur accordée en vertu de la Convention est incluse dans le montant de l'aide financière prévu à la clause 1.

34. Le **BÉNÉFICIAIRE** garantit à la **MINISTRE** qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder la licence de droits d'auteur et se porte garant envers la **MINISTRE** contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties. De plus, le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à prendre fait et cause et à indemniser la **MINISTRE** de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

Responsabilité

35. Le **BÉNÉFICIAIRE** est gestionnaire du Projet. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de celui-ci et il ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

36. Le **BÉNÉFICIAIRE** est responsable de tous les coûts du Projet qui excèdent le montant de l'aide financière accordée notamment en raison des modifications qui pourraient être apportées en application des clauses 7 et 8.

37. Le **BÉNÉFICIAIRE** est responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application de la Convention, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation du Projet.

38. Le **BÉNÉFICIAIRE** s'engage à prendre faits et cause pour le gouvernement du Québec ainsi que ses représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause précédente.

39. Le **BÉNÉFICIAIRE** assume, à l'achèvement du Projet, l'entière responsabilité de l'exploitation et du fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

40. Le **BÉNÉFICIAIRE** ne peut interpréter la Convention de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec.

Communications

41. Le **BÉNÉFICIAIRE** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature de la lettre de promesse de la **MINISTRE** que le Projet prévu à l'Annexe A fait l'objet d'une aide financière obtenue du PRAFI.

42. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **BÉNÉFICIAIRE** utilise pour la durée du Projet visé à l'Annexe A, et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle il est rattaché soit

pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que le projet a été réalisé avec l'aide du gouvernement du Québec.

43. Le **BÉNÉFICIAIRE** informe la **MINISTRE**, au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant l'un des projets visés à l'Annexe A, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

44. Le **BÉNÉFICIAIRE** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

45. Le **BÉNÉFICIAIRE** fait savoir, lors de tout événement d'information publique, que le Projet visé à l'annexe A est réalisé dans le cadre du PRAFI et à l'aide du soutien financier de ce programme.

46. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **BÉNÉFICIAIRE** installe et entretient, à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que le Projet a été réalisé avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec.

47. Tout moyen d'affichage utilisé par le **BÉNÉFICIAIRE** respecte les paramètres du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Entente intermunicipale

48. Si le Projet prévu à l'Annexe A requiert la conclusion d'une entente intermunicipale, le **BÉNÉFICIAIRE** s'assure qu'une telle entente demeure en vigueur pour une période minimale de dix ans suivant la date de la promesse d'aide financière de la **MINISTRE**.

Propriété des infrastructures ou des aménagements

49. Le **BÉNÉFICIAIRE** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins dix ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la réclamation finale du **BÉNÉFICIAIRE**.

50. Lorsque le **BÉNÉFICIAIRE** n'est pas propriétaire du terrain sur lequel repose l'infrastructure ou l'aménagement à réaliser, le **BÉNÉFICIAIRE** fournit à la **MINISTRE** avant d'entreprendre les travaux la preuve du consentement du ou des propriétaire(s), ou, le cas échéant, l'autorisation pertinente du ministère ou de l'organisme du gouvernement qui est responsable de ce terrain, à l'exécution du Projet visé à l'annexe A. De plus, il doit lui fournir l'engagement du propriétaire, pour la durée prévue à la clause précédente, à ne pas altérer l'infrastructure ou l'aménagement et à permettre au **BÉNÉFICIAIRE** d'y accéder, de le surveiller et de l'entretenir. La **MINISTRE** peut exiger du **BÉNÉFICIAIRE** la preuve de l'obtention d'un droit réel à cette fin.

51. Tant qu'il en est propriétaire, le **BÉNÉFICIAIRE** exploite, utilise et entretient l'infrastructure ou l'aménagement subventionné aux fins pour lesquelles il a fait l'objet de l'aide financière. La **MINISTRE** peut exiger du **BÉNÉFICIAIRE** qu'il réalise un plan d'entretien.

52. Le **BÉNÉFICIAIRE** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des trois clauses précédentes.

53. Si, à tout moment au cours de la période prévue à la clause 49, le **BÉNÉFICIAIRE** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure, l'aménagement ou le terrain, ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec, un mandataire de ce dernier ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **BÉNÉFICIAIRE** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'un de ceux-ci.

Transport des matériaux en vrac

54. Le **BÉNÉFICIAIRE** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports et de la Mobilité durable, (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, toute clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur, pour laquelle le **BÉNÉFICIAIRE** est assujetti, prévaut.

55. Le **BÉNÉFICIAIRE** est tenu à l'obligation prévue à la clause précédente à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention sauf s'il a procédé, avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation d'un projet prévu à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

56. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans le cadre de l'application de la Convention.

57. Si une **PARTIE** constate un manquement à la clause précédente, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

58. Sans limiter la généralité de la clause 56, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ni aucun élu municipal ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant de la présente Convention, ni en tirer un quelconque avantage.

59. Aucune personne assujettie au *Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec* (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r. 3) ne peut tirer avantage de la Convention, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

60. Le cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, des organismes et des sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada ainsi que des entités municipales pour le Projet est limité à 95 % des dépenses admissibles. Le calcul du cumul de ces aides exclut la contribution du **BÉNÉFICIAIRE** au Projet.

61. Le **BÉNÉFICIAIRE** doit contribuer au financement du Projet pour un minimum de 5 % des dépenses admissibles. Les contributions peuvent être constituées de ressources matérielles, humaines ou financières du **BÉNÉFICIAIRE**. Elles excluent toutes formes d'aide financière publique, à l'exception des contributions des entités municipales présentes sur le territoire du bénéficiaire.

SECTION 7 CESSION

62. Les droits et les obligations prévus à la Convention ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou autrement aliénés, en tout ou en partie sans l'autorisation de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

63. Toute dérogation à la clause précédente entraîne la résiliation de la Convention. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé. La **MINISTRE** se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière versée.

SECTION 8 DÉFAUT

Causes de défaut

64. Le **BÉNÉFICIAIRE** est en défaut lorsqu'il :

64.1. ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

64.2. ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses de la Convention;

64.3. octroie un contrat pour la réalisation d'un projet prévu à l'Annexe A ou débute celui-ci avant l'émission de la promesse d'aide financière signée par la **MINISTRE,** à l'exclusion d'un contrat couvrant des frais incidents et autres coûts permis en vertu du Guide;

64.4. ne se conforme pas à une directive qui lui est adressée par la **MINISTRE** ou ne prend pas les mesures qui lui sont demandées par cette dernière notamment en vertu de l'article 14 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales des Régions et de l'Occupation du territoire* (RLRQ, chapitre M-22.1);

64.5. fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

65. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 64 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **BÉNÉFICIAIRE**. L'avis de défaut :

65.1. indique le défaut constaté;

65.2. identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

66. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **BÉNÉFICIAIRE** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

67. En cas de défaut du **BÉNÉFICIAIRE**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

67.1. exiger que le **BÉNÉFICIAIRE** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

67.2. réviser à la baisse le montant maximal d'aide financière;

67.3. suspendre le versement de l'aide financière, étant entendu qu'aucun intérêt n'est versé pour la période de suspension;

67.4 suspendre le versement d'une aide financière autre que celle visée par la présente;

67.5. exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

67.6. résilier la Convention;

67.7. exiger du **BÉNÉFICIAIRE**, qu'il prenne à ses frais, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus à la Convention;

67.8. exclure des dépenses admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 24;

67.9. prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

68. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **BÉNÉFICIAIRE** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 9 RÉSILIATION POUR INTÉRÊT PUBLIC

69. La **MINISTRE** peut résilier la convention lorsqu'il se produit ou s'est produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles l'aide financière a été accordée. Elle se réserve alors le droit de mettre fin à son obligation financière, de réduire le montant de l'aide financière ou d'exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière versée.

70. La **MINISTRE** adresse un avis de son intention au **BÉNÉFICIAIRE** qui dispose alors de quinze jours ouvrables pour formuler ses observations ou porter à la connaissance de la **MINISTRE** des faits dont elle ignorerait l'existence et dont la connaissance pourrait éclairer sa décision. Lorsque la **MINISTRE** confirme sa décision, la résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **BÉNÉFICIAIRE**, lequel équivaut à une mise en demeure.

SECTION 10 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

71. Les clauses de la Convention qui créent des obligations qui, en raison de leur nature, vont au-delà de la fin de celle-ci, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

72. Aucune décision d'un tribunal selon laquelle l'une des dispositions de la convention est nulle, invalide ou non exécutoire ne rend nulles, invalides ou non exécutoires ses autres dispositions, à moins que ladite disposition soit essentielle à la bonne exécution de la convention ou à l'équilibre des prestations respectives des **PARTIES** et qu'une interprétation compatible avec les lois applicables ne puisse corriger cette déficience.

SECTION 11 MODIFICATION

73. Toute modification au contenu de la Convention doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature de la Convention et elle en fait partie intégrante.

SECTION 12 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

74. Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la Convention les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 13 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

75. Aux fins de l'application de la convention, les **PARTIES** désignent respectivement les personnes dont les coordonnées apparaissent à la clause suivante pour les représenter.

76. Tout avis, toute instruction, toute recommandation ou tout document exigé suivant la présente convention doit être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux représentants des **PARTIES** désignés ci-après et aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale de la fiscalité
et de la transition climatique
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
2e étage,
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2010

Courriel : changements.climatiques@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **BÉNÉFICIAIRE** :
Ville de Montréal
(numéro civique, nom de la rue)
(Nom de la municipalité) (Québec) (code postal)
Téléphone : (code régional numéro de téléphone)

Courriel : adresse de courriel

77. Tout changement de représentant ou de coordonnées doit être communiqué par avis à l'autre partie dans les plus brefs délais.

SECTION 14 DURÉE

78. La Convention entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature. Elle prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 15 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu la Convention, incluant ses annexes et, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES**,

_____ Québec, le _____
Agissant par madame Erika Desjardins-Dufresne date
Directrice générale de la fiscalité
et de la transition climatique

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

_____ _____
Agissant par Lieu et date
Fonction (exemple : maire)

_____ _____
Agissant par
Fonction (exemple : Directrice du Service du génie) Lieu et date

Annexe A

DESCRIPTION DU PROJET

Ville de Montréal	
Numéro de dossier MAMH	3000075
Titre du projet	Parc résilient Pierre Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

Description des activités admissibles

Cette description sommaire des activités a été produite à partir des renseignements transmis par la Ville de Montréal.

Le projet consiste à faire du parc Pierre-Bédard, un parc résilient modèle, avec des aménagements combinant les aménagements et fonctions attendues de ce lieu public (espace vert, lieu de loisirs, de socialisation, etc.) avec une nouvelle fonction de rétention (type water square). L'objectif étant de diriger les eaux de surface des rues en amont vers des infrastructures vertes et des zones aménagées en dépression pour un total de (4000 m3: récurrence de pluie 25 ans) (1500 m3: récurrence de pluie 10 ans) d'eaux pluviales qui n'iront plus inonder les résidences du secteur.

Le concept actuel respecte les superficies protégées pour une pluie 10 ans avec les travaux suivants :

- Rehaussement des arrières-trottoirs sur les rues concernées pour assurer une hauteur d'eau dans la rue d'au moins 180 mm afin de retarder la fréquence d'inondation
- Réduction de la ligne piézométrique sur Cadillac avec l'ajout d'une conduite unitaire surdimensionnée sous Pierre Bédard entre Cadillac et Bossuet
- Noue raccordée au parc sur Bossuet pour diriger le ruissellement vers le parc
- Dévers unique sur Pierre Bédard le long du parc pour diriger l'eau accumulée sur la chaussée vers le parc• Noue et bassin multifonctionnel dans le parc

Calcul de l'aide financière et admissibilité des coûts

1. Les coûts directs sont admissibles à partir du 19 juin 2024 suivant les conditions prévues à la Convention.

2. Les frais incidents, limités à un **maximum de 20% des coûts directs**, sont admissibles à partir du 31 mai 2022 suivant les conditions prévues à la Convention.

3. Les autres coûts sont admissibles à partir du 31 mai 2022 suivant les conditions prévues à la Convention.

Coût admissible et aide financière

Coût maximal admissible	10 446 000 $
Taux d'aide	75 % *
Aide financière maximale pouvant être versée	7 958 453 $

*L'octroi de l'aide financière du PRAFI équivaut à 75% des coûts maximaux admissibles, à l'exception la TVQ payable par la municipalité qui est entièrement remboursée.

Délai de réalisation des travaux

Début des activités : (inscrire la date de début)	**Fin des activités :** (Inscrire la date de fin)

Bonjour Monsieur,

Votre ville s'est récemment vu octroyer par la ministre des Affaires municipales, une aide financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI).

Afin de bénéficier de cette aide, une convention établissant les droits et les obligations du bénéficiaire et de la ministre, relatifs aux projets subventionnés doit être signée. À cet effet, nous vous invitons à nous transmettre, dans les 60 jours de la présente, une résolution du conseil municipal approuvant le contenu du projet de convention d'aide joint et nommant le maire ou un officier municipal pour sa signature par courriel, à l'adresse suivante : changements.climatiques@mamh.gouv.qc.ca.

Finalement, nous vous invitons à nous transmettre les informations afin de compléter la section 14. Représentants des parties, de nous confirmer la date de début et de fin des activités inscrites à l'Annexe A et de nous informer dans les plus courts délais si des modifications devaient être apportées à la description du projet (annexe A).

Sur réception de la résolution, une version finale sera rédigée et le processus de signature sera par la suite enclenché.

N'hésitez pas à nous contacter au besoin.

L'Équipe PRAFI

Direction de la transition climatique
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Aile Chauveau, 1er étage
Québec (Québec) G1R 4J3
Suivez-nous sur Facebook, LinkedIn et Twitter

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ
Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditrice ou l'expéditeur immédiatement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248527004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soumissionnaires)

Il est recommandé:

1. d'accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20471 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Xerox Canada Ltée ;

3. d'autoriser le directeur de la Direction - Sécurité publique et justice à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-27 10:20

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248527004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.
La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le Système d'émission de constats d'infractions (SÉCI) est au cœur des activités opérationnelles du SPVM. Il s'agit d'un ensemble de matériel/logiciel destiné à produire des constats électroniques et à les imprimer sur un papier spécial et pré imprimé.

Les imprimantes mobiles utilisées ont atteint leur fin de vie utile variant entre 5 et 7 ans, la Ville de Montréal souhaite donc les remplacer pour un modèle plus récent. Afin d'assurer la continuité des opérations et de minimiser les délais potentiels de remise en service de ces

composantes, la Ville désire faire appel à une firme spécialisée dans la vente, l'installation, l'entretien et la gestion des contrats de service d'équipements dans le domaine de la sécurité publique. Ces imprimantes devront être installées dans les véhicules de police de façon sécuritaire par une firme ayant réussi son accréditation du SPVM.

C'est dans ce contexte que le Service des TI de la Ville a publié l'appel d'offres public n° 24-20471 le 24 avril 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO) et le journal Le Devoir. Il s'agit de la deuxième publication pour cet appel d'offres, puisque le premier avait été annulé en raison de la non-conformité administrative du premier soumissionnaire et de la non-conformité technique des deux autres (suite à l'analyse du comité technique).

Un délai initial de 24 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission, mais compte tenu des reports de la date du dépôt demandés par les soumissionnaires, la durée réelle de la période d'appel d'offres s'est étendue à 76 jours, soit jusqu'au 9 juillet 2024.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 7 addenda ont été publiés. La majorité des questions sont d'ordre technique et administratif.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	3 mai 2024	Précisions à la suite de questions techniques	Non
2	17 mai 2024	Précisions à la suite de questions techniques et administratives Report de la date d'ouverture au 4 juin 2024	Non
3	30 mai 2024	Précisions à la suite de questions techniques et administratives.Report de la date d'ouverture au 25 juin 2024	Non
4	14 juin 2024	Précisions à la suite de questions techniques	Non
5	17 juin 2024	Modifications mineures aux documents d'appel d'offres	Non
6	18 juin 2024	Précisions à la suite de questions techniques et administratives.Report de la date d'ouverture au 2 juillet 2024	Non
7	28 juin 2024	Report de la date d'ouverture au 9 juillet 2024	Non

La réception et l'ouverture des soumissions ont donc été effectuées le 9 juillet 2024. La durée de la validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 6 novembre 2024. Une prolongation de validité de la soumission de Xerox, jusqu'au 30 décembre 2024, a été accordée.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à la firme Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0710 – 21 décembre 2023 - Approuver le renouvellement du contrat pour l'entretien du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe Techna

inc., une division d'ACCEO Solutions inc. (CG07 0102), pour une somme maximale de 374 931,41 $, taxes incluses. / Approuver l'addenda no 5.
CG20 0578 – 19 novembre 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour une somme maximale de 1 185 119,94 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

CG14 0529 - 27 novembre 2014 - Conclure une entente cadre de gré à gré, d'une durée de dix-huit mois, avec Groupe Techna inc. pour l'acquisition d'imprimantes et leurs accessoires pour le système d'émission de constats informatisés (SÉCI), ainsi que pour les services d'entretien d'une durée de cinq ans (fournisseur unique)

CG07 0102 - 26 avril 2007 - Octroyer un contrat à Groupe Techna Inc. pour la fourniture d'un système d'émission des constats informatisés (SÉCI) au montant total approximatif 7 269 188 $, taxes incluses, appels d'offres public 07-10329

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'acquisition, l'installation véhiculaire, et l'entretien des imprimantes mobiles du SPVM. Plus précisément :

- La fourniture d'un lot d'imprimantes et d'équipements connexes, tel que décrit au devis technique, soit des imprimantes, des stations d'accueil véhiculaire de type sans batterie, des adaptateurs électriques véhiculaires, des câbles USB véhiculaires, des imprimantes mobiles pour les vélos et motos, des batteries supplémentaires pour imprimantes mobiles, des chargeurs de batteries multiples et des batteries prévues dans le programme de remplacement;

- L'installation des équipements dans les véhicules du SPVM tel que définie au devis technique;

- Un contrat d'entretien et de support de cinq ans sur tous les équipements à l'exception des batteries. Le service de support consiste à maintenir et rétablir le service de toutes les composantes énoncées dans le devis pendant toute la durée du contrat. Il comprend le diagnostic, la correction des défauts de fonctionnement, la remise en marche des composantes, le nettoyage de l'équipement, leur remplacement et les mises au point des imprimantes et des stations d'accueil. Ce contrat comporte une clause de deux options de prolongation de 12 mois chacune, à la discrétion de la Ville.

Les imprimantes désinstallées et les batteries remplacées dans le cadre du programme de remplacement demeurent la propriété de la Ville. Elles seront récupérées et recyclées selon les procédures en vigueur.

JUSTIFICATION

Sur un total de douze preneurs du cahier des charges, six firmes ont déposé une soumission, soit 50% des preneurs, alors que six n'ont pas soumissionné (50%). De ces six firmes, une d'entre elles a transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. La raison de désistement invoquée est : le fournisseur de logiciel de billetterie électronique utilisé par la ville ne certifierait pas notre imprimeur sur le logiciel afin que nous puissions soumissionner. Sur un total de six soumissionnaires, l'ensemble d'entre eux ont été ont déclarés conformes d'un point de vue administratif par le Service d'approvisionnement de la Ville. L'évaluation des soumissions a été effectuée les 3 et 19 septembre (2 séances) par un comité technique du

Service des technologies de l'information. De ces six soumissions, deux soumissionnaires sont déclarés non conformes d'un point de vue technique, soit les firmes 9152-2458 Québec inc. et 911 Pro inc.

Les propositions des quatre autres firmes se déclinent comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Xerox Canada Ltée	1 023 290,20 $		1 023 290,20 $
Les Systèmes Cyberkar inc.	1 156 996,01 $		1 156 996,01 $
ACCEO Solutions inc.	1 492 260,53 $		1 492 260,53 $
OCR Canada Ltée	2 407 979,05 $		2 407 979,05 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 904 118,25 $		1 904 118,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(880 828,05 $) (46,26 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			133 705,81$ 13,07%

Le prix soumis par l'adjudicataire est de 46,26 % inférieur au prix de la dernière estimation. Cet écart s'explique par les efforts réalisés par la Ville visant à pré-certifier le bon fonctionnement de divers modèles d'imprimantes avec le logiciel SÉCI. Les constats pré-imprimés de la Ville sont uniques en termes de disposition, de marge, de saut de page et d'ajustements des caractères en lien avec le programme. Les efforts de certification d'imprimantes, comptent tenu de ces aspects, sont substantiels autant pour la Ville que pour l'éditeur du logiciel SÉCI. Nous avons donc bénéficié d'une concurrence du marché plus importante que lors du premier appel d'offres, ce qui explique que les offres sont plus compétitives.

Pour ce qui est de l'écart de 13,07 % entre la 2e soumission la plus basse et la soumission de Xerox, il s'explique par :

1. Xerox est un fournisseur de grand volume.
2. L'intérêt de percer un nouveau marché.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Xerox Canada Ltée sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-21-001.

Après vérification, la firme Xerox Canada Ltée n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale du contrat de 1 023 290,20 $, taxes incluses, sera répartie comme suit :

	2025	1er mars 2026 au 28 février 2027	1er mars 2027 au 29 février 2028	1er mars 2028 au 28 février 2029	1er mars 2029 au 28 février 2030	Total
Acquisition des équipements (PDI)	860 239,80 $					860 239,80 $
Travaux d'installation (PDI)	79 296,88 $					79 296,88 $
Sous-total (PDI)	939 536,68 $					939 536,68 $
Entretien/Support (BF)		20 938,38 $	20 938,38 $	20 938,38 $	20 938,38 $	83 753,52 $
Total (BF+PDI)	939 536,68 $	20 938,38 $	20 938,38 $	20 938,38 $	20 938,38 $	1 023 290,20 $

Dépenses capitalisables (PDI):

La dépense de 939 536,68 $, taxes incluses (857 922,22 $ net de taxes), sera imputée au PDI 2024-2033 du Service des TI dans le cadre du projet 68315 - Évolution des opérations policières du SPVM et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-006.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Dépenses non capitalisables (BF):

La dépense de 83 753,52 $, taxes incluses (76 478,13 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le SPVM, qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Estimation des années de prolongation

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour la somme de 181 660, 50$, taxes incluses pour l'année 6 et la somme de 181 660,50 $, taxes incluses pour l'année 7.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permet au SPVM de se doter des nouvelles imprimantes en s'arrimant aux nouvelles technologies présentes et ainsi assurer la sécurité des citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Erika Liliana AMADOR BONILLA)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdenour HASSAINE
Conseiller Analyste Contrôle de Gestion

Tél : 438-223-5693
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Pierre STRASBOURG
chef(fe) de division - services aux utilisateurs

Tél : 438-925-0267
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
directeur(-trice) solutions d'affaires

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de

		l'information	
Tél :	514-280-3456	**Tél :**	438-998-2829
Approuvé le :	2024-10-24	**Approuvé le :**	2024-10-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248527004
Unité administrative responsable : *Direction Sécurité Publique et Justice*
Projet : Accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 – (six soumissionnaires).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19: offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'octroi de ce contrat permet au SPVM de se doter des nouvelles imprimantes en s'arrimant aux nouvelles technologies présentes et ainsi assurer la sécurité des citoyens de la Ville de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1248527004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20471 PV révisé.pdf 24-20471 Détenteur_Cahier_Charges.pdf 24-20471 TCP.pdf

24-202471 - Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Erika Liliana AMADOR BONILLA
Agente d'approvisionnement niveua II

Tél : 514-000-0000-

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Hicham ZERIOUH
Chef de section Service de l'approvisionnement
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20471 — No du GDD : 1248527004

Titre de l'appel d'offres : Acquisition, installation et support des imprimantes thermiques du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 4 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 28 - 5 - 2024

Ouverture faite le : 9 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 28 - 6 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 76 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
9152-2458 QUEBEC INC - LGM	Non-conforme sur le plan technique
911PRO INC	Non-conforme sur le plan technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 11 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 6 - 11 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Xerox Canada ltee	$ 1 023 290,20	√	
Les Systemes Cyberkarbinc	$ 1 156 996,01		
ACCEO Solutions Inc.Gtechna	$ 1 492 260,53		
OCR CANADA LTEE	$ 2 407 979,05		

Information additionnelle

Douze (12) firmes ont acheté les documents d'appel d'offres, six (6) firmes se sont désistées.
Raison de non-participation: reçu : Un (1).
- le fournisseur de logiciel de billetterie électronique utilisé par la ville ne certifierait pas notre imprimeur sur le logiciel afin que nous puissions soumissionner.
Aucun autre formulaire de non-participation n'a été retourné et ce malgré une relance.

Note :Xerox Canada ltee : correction de la valeur totat : la valeur à l'ouverture était 1 023 300,65 $ et le prix apres la vérification est de 1 023 290,20$.

Préparé par : Erika Amador Le 16 - 10 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

Agent d'approvisionnement
Erika Amador

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
	option 1 sans batterie	0	0	(Modèle de type sans batterie)	1	0	1	890 011,05 $	890 011,05 $	1 023 290,20 $
Total (Xerox Canada ltee)									**890 011,05 $**	**1 023 290,20 $**
	option 1 sans batterie	0	0	(Modèle de type sans batterie)	1	0	1	1 006 302,25 $	1 006 302,25 $	1 156 996,01 $
Total (Les Systemes Cyberkarbinc)									**1 006 302,25 $**	**1 156 996,01 $**
	option 1 sans batterie	0	0	(Modèle de type sans batterie)	1	0	1	1 297 900,00 $	1 297 900,00 $	1 492 260,53 $
Total (ACCEO Solutions Inc.Gtechna)									**1 297 900,00 $**	**1 492 260,53 $**
	option 1 sans batterie	0	0	(Modèle de type sans batterie)	1	0	1	2 094 350,12 $	2 094 350,12 $	2 407 979,05 $
Total (OCR CANADA LTEE -)									**2 094 350,12 $**	**2 407 979,05 $**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20471
Numéro de référence: 1836151
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente de conclusion du contrat
Titre: Acquisition, installation et support des imprimantes thermiques du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

12 résultats **Résultats 1 à 12**

Trier par Sélection **Nombre par page**

2

911PRO INC. 1240 rue labadie Longueuil QC CAN J4N1C7 911pro.com	Non diffusé	maxime darmigny Téléphone: 450-655-9111 Courriel: james@911pro.com	**Transaction: (20005642)** 2024-06-18 12:03	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis Téléchargement

				66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis Téléchargement 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis Téléchargement 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Xerox	Non diffusé	Kim Sweeney Téléphone: 4384582684	0	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis

3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal QC CAN H3Z3G1	Courriel: kim.sweeney@xerox.com	2024-04-25 11:44	2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date

				Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
QRX TECHNOLOGY GROUP INC. 970 Montée de Liesse #309 Montréal QC CAN H4T1W7	Non diffusé	Jean Philippe Doucet Téléphone: 5143327328 Courriel: jpd@qrxtech.com	0 2024-05-01 14:10	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel

				20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Les systèmes Cyberkar 3026 rue Anderson 202 Terrebonne QC CAN J6Y1W1 http://www.cyberkar.com	Non diffusé	Jonathan Boivin Téléphone: 5142693352 Courriel: jboivin@cyberkar.com	0 2024-04-24 15:40	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05

				Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9152-2458 QUÉBEC INC. 1000, rue de la Gauchetiere, suite 2400 Montréal QC CAN H3B4W5	Non diffusé	Responsable SEAO Téléphone: 5142092665 Courriel: mdelarosbil@lgmsolution.com	0 2024-04-25 19:59	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix

				Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OCR CANADA LTD. 9300 boul. Cavendish Montréal QC CAN H4T1Z8 http://www.ocr.ca	Non diffusé	Cathy MacNeil Téléphone: 9054755505 Courriel: tenders@ocr.ca	0 2024-05-01 12:59	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel

				20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Ville de Montréal - Service des technologies de l'information 801, rue Brennan 9e étage - Bureau 9119.02 Montréal QC CAN H3C0G4	Donneur d'ouvrage	Mohamed Lamine Farhi Téléphone: 5555555555 Courriel: mohamedlamine.farhi@montreal.ca	**Transaction: (20004443)** 2024-06-17 08:15	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis

				Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis Téléchargement 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis Téléchargement 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Brother Mobile Solutions 282 Orsi Ave Bradford ON CAN L3Z1B7	Non diffusé	David Heath Téléphone: 6472293943 Courriel: david.heath@rogers.com	0 2024-04-30 13:45	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement

65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report
Devis
2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement

66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification
Devis
2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement

20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications
Devis
2024-06-14 à 15:40 - Courriel

20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique
Devis
2024-06-14 à 15:40 - Courriel

20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix
Devis
2024-06-14 à 15:40 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-14 à 15:40 - Courriel

20001375 - 24-20471 Addenda 05
Devis
2024-06-17 à 13:30 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-17 à 13:30 - Courriel
Bordereau numérique
2024-06-17 à 13:30 - Courriel

20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date
Devis
2024-06-18 à 15:40 - Courriel

20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date
Devis
2024-06-28 à 11:20 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
911PRO INC. 1240 rue Labadie Longueuil QC CAN J4B1C7 http://911pro.com	Non diffusé	James Dixon Téléphone: 4506559111 Courriel: jdixon@911pro.com	0 2024-04-25 12:24	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis

				2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
HONEYWELL LIMITÉE 2100 52e Avenue Montréal QC CAN H8T2Y5	Non diffusé	Raphael Dana Téléphone: 4389206289 Courriel: raphael.dana@honeywell.com	0 2024-04-25 10:39	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique

				2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ACCEO Solutions Inc. 7075 Place Robert-Joncas, #M101 Montréal QC CAN H4M2Z2 http://www.gtechna.com	Non diffusé	Umair Naushahi Téléphone: 4389944661 Courriel: umair.naushahi@gtechna.com	0 2024-04-24 13:48	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis 2024-05-30 à 13:25 - Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis 2024-05-17 à 15:42 - Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis 2024-05-03 à 13:34 - Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix Devis 2024-06-14 à 15:40 - Courriel Bordereau numérique

				2024-06-14 à 15:40 - Courriel 20001375 - 24-20471 Addenda 05 Devis 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-06-17 à 13:30 - Courriel 20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date Devis 2024-06-18 à 15:40 - Courriel 20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date Devis 2024-06-28 à 11:20 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
OCR CANADA LTD. 9300 boul. Cavendish Montréal QC CAN H4T1Z8 http://www.ocr.ca	Publique	Cathy MacNeil Téléphone: 9054755505 Courriel: tenders@ocr.ca	**Transaction: (20005682)** 2024-06-18 13:05	65101 - 24-20471 Addenda 03_Questions_réponses - Report Devis Téléchargement 65561 - 24-20471 Addenda 02_Questions_réponses_Report Devis Téléchargement 66181 - 24-20471 Addenda 01_Modification Devis Téléchargement 20001231 - 24-20471_ Addenda 04_ Q/R et modifications Devis Téléchargement 20001235 - 24-20471_Addenda 04_Devis technique Devis

Téléchargement

20001240 - 24-20471_Addenda 04_Bordereau de prix
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20001375 - 24-20471 Addenda 05
Devis
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement
Bordereau numérique
Téléchargement

20001747 - 24-20471 Add 06 - Report de date
Devis
2024-06-18 à 15:40 - Courriel

20003392 - 24-20471 Add 07 - Report de date
Devis
2024-06-28 à 11:20 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248527004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à Xerox Canada Ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1248527004_PDI.xlsx

Certification de fonds 1248527004_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1245372006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la 3e convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3e étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 320 371,42 $ pour toute la durée du prêt des locaux (Bâtiment 0300-101)

Il est recommandé :

d'approuver la 3e convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par laquelle la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3e étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-25 15:58

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245372006**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Approuver la 3e convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au 3e étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 320 371,42 $ pour toute la durée du prêt des locaux (Bâtiment 0300-101)

CONTENU

CONTEXTE

La caserne de pompier sise au 1041, rue Rachel a été construite en 1892, dans le secteur résidentiel du quartier La Fontaine. Le troisième étage est occupé depuis 2005 par l'organisme le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques (le CCFSA). La mission première de ce dernier, est l'intégration des femmes d'origine sud-asiatique à la société québécoise.
Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (le SDIS) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le SSI) afin de conclure une entente de prolongation de prêt de locaux pour un terme additionnel de 3 ans à compter du 1er janvier 2025.

Le présent sommaire vise à faire approuver ce projet de prolongation du contrat de prêt de locaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0682 – le 24 novembre 2022 - Approuver la deuxième prolongation du contrat de prêt par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2023.

CG19 0503 – le 21 novembre 2019 - Approuver la première prolongation du contrat de prêt par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2020.

CG14 0585 – le 18 décembre 2014 - Approuver le contrat de prêt par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, pour une durée de 5 ans, à compter du 1er janvier 2015.

DESCRIPTION

Le projet vise à faire approuver la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de 3 ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pi², situés au au 3e étage de l'immeuble sis au 1035, rue Rachel Est, utilisés à des fins communautaires, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux.
L'organisme a la responsabilité de voir lui-même à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes les réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SSI est en accord avec cette occupation puisque les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales et que les activités de l'organisme ne causent pas de préjudice aux activités des autres occupants.
Selon le SDIS, le CCFSA occupe ces locaux, à titre gratuit, depuis 2005. Sa mission est l'intégration à la société québécoise des femmes d'origine sud-asiatique, clientèle particulièrement vulnérable et parfois marginalisée. Partenaire régional, cet organisme est financé par le SDIS dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales au titre des Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024). La qualité de ses interventions est reconnue par les partenaires privés et publics.

Le taux de location, pour ce type d'immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 25 $ et 30 $/pi².

Le SDIS demeure favorable à la prolongation du contrat de prêt de locaux à titre gratuit et aux mêmes conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer est gratuit.
Le montant total de subvention pour cette occupation est de 320 371,42 $ incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² + 30 $/pi²) / 2 x 3 883,29 pi² x 3 ans = 320 371,42 $.

Pour l'année 2024, la dépense prévue par la Service de la gestion et de la planification des immeubles en frais d'exploitation (électricité, entretien courant et sécurité) pour ce local est d'environ 32 949 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion et accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques parce que les activités opérationnelles du

bâtiment ne permettent pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LOCAS, Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Eve GAUTHIER, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laila BENNAGHMOUCH
Conseillère en immobilier

Tél : 438 925-4055
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Nicole RODIER
Cheffe de division

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - strategie immobiliere
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245372006*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière – Division Locations*
Projet : *Contrat de prêt de locaux- Centre communautaire des femmes sud-asiatique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La localisation de l'organisme permet à celui-ci de poursuivre sa mission première soit l'intégration des femmes d'origine sud-asiatique à la société québecoise.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

TROISIÈME PROLONGATION DU CONTRAT DE PRÊT DE LOCAUX

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son bureau 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

(Ci-après appelée la « **Ville** »)

ET **CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE**, personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3ième étage, de l'immeuble situé au 1035, rue Rachel Est, à Montréal, province de Québec, H2J 2J5, agissant et représentée par madame Munawar Ghazala, sa coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'elle le déclare ;

(Ci-après appelée la « **Bénéficiaire** »)

OBJET : **3ième étage – 1 035 rue Rachel Est**

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville et la Bénéficiaire ont conclu un Contrat de Prêt de Locaux (le « Contrat Initial »), concernant des locaux situés au 3ième étage de l'immeuble sis au 1 035 rue Rachel Est, à Montréal (les « Lieux Prêtés »), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er janvier 2015 et se terminant le 31 décembre 2019 ;

ATTENDU QUE la Ville et la Bénéficiaire ont conclu deux Contrats de prolongation de prêt de locaux, soit pour un terme de trois (3) ans, débutant le 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 ; suivi d'un terme additionnel de deux (2), débutant le 1er janvier 2023 et se terminant le 31 décembre 2024 ;

ATTENDU QUE la Bénéficiaire désire prolonger la durée du Contrat aux termes et conditions stipulés ci-après et que la Ville y consent ;

ATTENDU QUE le Contrat Initial et les prolongations du Contrat sont collectivement nommés le « Contrat » ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE la Bénéficiaire déclare ne pas être une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes, la Bénéficiaire devra soumettre au bureau du vérificateur général de la Ville tous les documents visés par cet article.

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent Contrat.

ARTICLE 2
DURÉE

2.1 **Durée** : Le Contrat est prolongé pour une période additionnelle de trois (3) ans commençant le 1er janvier 2025 et se terminant le 31 décembre 2027.

ARTICLE 3
RÉSILIATION

3.1 L'article 8.1 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :

Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent Contrat, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de douze (12) mois à cet effet.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4.1 L'article 11.1 du Contrat Initial est modifié et est remplacé par ce qui suit :

Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Contrat devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes :

▶ Pour la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, la Bénéficiaire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à
immeubles.centreappels@montreal.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, la Bénéficiaire devra communiquer par courriel à immeubles.locations@montreal.ca

▶ Pour la Bénéficiaire:

CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE
1035, rue Rachel Est, 2e étage
Montréal, Québec, H2J 2J5

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**

Courriel : sawcc@sawcc-ccfsa.ca

3.2 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Contrat demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie du Contrat signée électroniquement.

Le 8 Octobre 2024

La BÉNÉFICIAIRE

Munawar

par : Munawar Ghazala

Le _____ 2024

La VILLE

_____

par : Domenico Zambito, greffier-adjoint

Paraphes	
La Ville	**La Bénéficiaire**
	GM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1247019002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $ à la Société des arts technologiques (SAT) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » pour la période du 1er décembre 2024 au 30 septembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $, à la Société des arts technologiques en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives »;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-25 15:57

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247019002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $ à la Société des arts technologiques (SAT) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » pour la période du 1er décembre 2024 au 30 septembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Société des arts technologiques (SAT) est un organisme à but non lucratif dédié au développement et au soutien de la culture numérique. Lieu d'innovation, d'expérimentation et d'apprentissage collectif, en plus de constituer un centre de recherche public et un lieu de diffusion, la SAT explore les intersections entre l'art, la science et la technologie. Depuis ses débuts, la SAT agit comme interface entre des artistes-chercheurs qui développent de nouvelles expressions créatives et des organisations qui valorisent ces nouvelles connaissances. Elle accompagne des projets d'expérimentation, ainsi que de recherche et développement (R&D), et de recherche-création en partenariat avec des organisations issues des industries créatives et d'autres secteurs économiques.
La Ville a financièrement appuyé la SAT dans le passé et un tableau récapitulatif des contributions est joint au présent dossier.

Le présent dossier porte sur une demande de contribution financière au Service de développement économique (SDÉ) pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » . Le projet de la SAT vise à mettre en place un espace permanent d'innovation ouverte et d'expérimentation afin d'accélérer l'adoption des technologies immersives dans divers secteurs d'importance pour Montréal, comme la santé, le tourisme, la culture et l'éducation. Sur une période de trois ans, le projet comprendra six initiatives d'innovation ouverte à déployer avec différents partenaires et milieux preneurs. Ces nouvelles opportunités d'affaires pour les entrepreneurs créatifs renforceront le rôle de Montréal comme pôle de la créativité numérique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1055 - 21 juin 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 247 785 $, aux organismes ci-après désignés, pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Initiatives collaboratives en créativité numérique 2022-2023 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2021-2024
CG21 0536 - 30 septembre 2021 - Accorder deux soutiens financiers non récurrents totalisant 750 000 $

à la S.A.T. Société des arts technologiques pour la réalisation d'activités structurantes et la mise à niveau de ses équipements

DESCRIPTION

Le présent projet de laboratoire vivant, qui se déploie sur trois ans, vise à implanter un nouveau pôle de service au sein de la SAT, soit un espace permanent dédié à l'accompagnement de projets d'innovation ouverte visant l'émergence et le développement de technologies immersives dans le cadre d'initiatives à fort potentiel d'impact social. Le soutien demandé à la Ville vise à financer l'aménagement de cet espace, ainsi que la mise en place des services d'accompagnement que la SAT offrira aux milieux preneurs, entreprises créatives, chercheurs et autres partenaires prenant part aux projets accompagnés. L'organisme accompagnera la réalisation de six projets d'innovation ouverte au sein du nouvel espace au cours des trois années. Plus concrètement, le projet comprend :

- An 1 : l'aménagement de l'espace permanent, la mise en place de la gouvernance du laboratoire vivant et de la méthodologie d'accompagnement, ainsi que la réalisation d'un premier projet pilote pour tester et affiner la méthodologie préconisée;
- An 2 : l'accompagnement et la réalisation de deux projets;
- An 3 : l'accompagnement et la réalisation de trois projets, ainsi que des activités visant la pérennisation du laboratoire vivant.

L'espace permanent consiste en une nouvelle salle dédiée aux activités du laboratoire vivant, incluant du mobilier et des équipements pour la tenue d'ateliers de co-conception (écrans interactifs, projecteurs, etc.), des logiciels propriétaires et des équipements liés aux technologies immersives permettant le développement, le prototypage et le test des solutions. Les services d'accompagnement de la SAT comprennent la coordination des différentes étapes des démarches d'expérimentation (de la définition des besoins au prototypage des solutions), des activités de formation et de coaching, ainsi que des activités de transfert technologique et de diffusion des résultats.

Chaque projet accompagné sera constitué sous forme d'un laboratoire vivant ad hoc avec des partenaires distincts. Bien que la structure organisationnelle de chacun puisse varier, il impliquera généralement au moins une entreprise ou un collectif d'artistes en créativité numérique, un milieu preneur et un partenaire du milieu de la recherche. Le niveau de maturité des solutions à développer pourrait aussi varier, d'un stade plus précoce (ex. : démarche à caractère exploratoire) à plus avancé (ex. : application d'une technologie proche de la commercialisation dans un contexte spécifique).

JUSTIFICATION

La SAT est un acteur important de l'économie montréalaise et un organisme phare dans le secteur culturel et créatif québécois, reconnu au niveau national et international pour son expertise en expériences immersives. Elle a récemment réalisé d'importantes rénovations pour mettre à niveau et bonifier ses installations (18 M$), lesquelles ont été financées en partie par la Ville. La SAT comporte aujourd'hui différents pôles de services complémentaires, comprenant la recherche et l'innovation; la formation; l'incubation artistique, ainsi que la diffusion et la médiation culturelle, en plus d'espaces ouverts tels qu'un restaurant et un café.
Depuis ses débuts et jusqu'en 2017, la SAT a réalisé plusieurs projets suivant l'approche du laboratoire vivant (living lab) en collaboration avec différents milieux preneurs, notamment le CHU Sainte-Justine, Espace Transition, les Bibliothèques de Montréal, ainsi que l'ÉTS et le CHUM. Le présent projet s'appuie sur cette expérience pour réinstaurer ce type d'activités au sein de la SAT, et ce, de façon plus structurée et pérenne afin de mettre son expertise à la disposition d'autres entreprises créatives et artistes, milieux preneurs, chercheurs et autres organisations de l'industrie souhaitant bénéficier de cette approche pour réaliser des démarches d'innovation. Le projet de la SAT se distingue d'autres initiatives d'accompagnement en innovation ouverte existant dans l'écosystème créatif montréalais, par le fait qu'il soit :

- dédié au développement des technologies et expériences immersives, industrie estimée à 5 G$ US

en 2019 et qui présente un fort potentiel de croissance (Habo, 2023);
- fondé sur la méthodologie du laboratoire vivant, qui implique une participation accrue des milieux preneurs et des autres partenaires dans le processus d'innovation, dans des conditions réalistes, maximisant les chances de succès et d'adoption des innovations;
- orienté sur des projets et des milieux à fort potentiel d'impact social.

La valeur stratégique du projet pour l'industrie et les entreprises du secteur de la créativité numérique repose notamment sur les points suivants :

- Pour les entreprises créatives, le projet permet d'avoir accès à des espaces de qualité et de bénéficier de l'expertise technique de la SAT pour mener des démarches de R&D et d'innovation, ce pour quoi les petits studios n'ont pas souvent les ressources à l'interne. Elles pourront le faire en collaboration avec leurs utilisateurs cibles et partenaires grâce à l'approche du laboratoire vivant, une valeur ajoutée du projet.
- Le projet contribuera à soutenir et favoriser l'innovation dans l'industrie, qui est essentielle pour maintenir la position de Montréal comme pôle et leader en créativité numérique. La compétitivité du secteur dépend de la capacité d'innover des entreprises. Les projets accompagnés dans le laboratoire vivant serviront de démonstrations pouvant susciter de nouveaux partenariats et davantage d'investissements en R&D dans l'écosystème.
- En servant de dispositif de maillage et en ciblant des secteurs clés où les expériences immersives ont un fort potentiel de création de valeur (santé et services sociaux, tourisme et gastronomie, formation et éducation, aménagement urbain, etc.), le laboratoire vivant stimulera à terme le transfert des technologies immersives vers ces secteurs, au-delà de l'industrie du divertissement, menant à de nouvelles opportunités commerciales et à une diversification des marchés et segments de clientèle pour les entreprises créatives.

Par ailleurs, il est cohérent que le projet se déploie et soit soutenu sur trois ans, compte tenu de la prise de risque et du temps requis pour mener des démarches d'innovation. De plus, il est nécessaire que la SAT puisse accompagner un nombre suffisant de projets au sein du laboratoire vivant afin d'avoir l'effet d'entraînement escompté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 700 000 $ à la SAT. Les crédits au montant de 180 000 $ sont prévus au budget de fonctionnement de la Direction de l'entrepreneuriat (SDÉ). Un montant de 520 000 $ sera conditionnel à la signature de la nouvelle entente Réflexe pour les années 2025, 2026 et 2027 (axe Stimuler l'innovation). Le tableau suivant illustre les soutiens accordés ces dernières années à l'organisme par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Versements				Soutien Ville / Global projet
		2021	2023	Soutien recommandé 2024	1er versement (2024)	2e versement (2025)	3e versement (2026)	4e versement (2027)	
Société des arts technologiques	Laboratoire vivant en expériences immersives			700 000 $	180 000 $	230 000 $	230 000 $	60 000 $	50 %
	ESPACE 4D ART: une nouvelle expérience de diffusion et de médiation d'art		50 000 $						

	numérique								
	Acquisition et remplacement d'équipements	750 000 $							

Les versements prévus en 2025, 2026 et 2027 sont conditionnels à la signature de la nouvelle entente d'aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal et ce ministère.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de l'orientation Stimuler l'innovation et la créativité de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien financier de la Ville permettra de mobiliser l'ensemble des partenaires nécessaires à la réalisation de ce projet d'envergure qui a comme objectif de positionner Montréal comme un laboratoire vivant pour les industries culturelles et créatives.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention financière inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier du projet est prévu à la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire

Tél : 438-368-4556
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Simon DÉCARY
Chef de division - Créativité et innovation p.i.

Tél : 438 368-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1247019002**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat, Division de l'innovation et de la créativité***
Projet : ***Laboratoire vivant en expériences immersives***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité* Priorité 16 : *Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 14 : L'objectif du projet présenté est d'offrir un espace, un accompagnement et tous les outils nécessaires pour que les entreprises créatives de Montréal aient l'opportunité de développer et tester des produits et projets innovants qui contribueront à l'essor de ce secteur d'importance pour Montréal, en plus de faire rayonner la métropole grâce à ces entreprises de pointe Priorité 16 : Le projet est un laboratoire vivant pour les industries culturelles et créatives qui pourront se servir de ce laboratoire comme un lieu d'innovation et ainsi assurer le développement économique et de savoir pour ces entreprises, qui pourront ensuite			

en faire bénéficier d’autres entreprises.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES (S.A.T),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1201, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2S6, agissant et représentée par Jenny Thibaut, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme lieu d'innovation, d'expérimentation et d'apprentissage collectif qui explore les intersections entre l'art, la science et la technologie;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 LCV --auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 LCV --et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci-.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement

pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres contributeurs au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 novembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er octobre d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une

copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 LCV--, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts

et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **sept cent mille dollars** (**700 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2024 :

5.2.1.1 une somme maximale de cent **quatre-vingt mille** dollars (**180 000 $**) à la signature de la Convention et au financement du projet par le ministère de la Culture et des Communications;

5.2.2 Pour l'année 2025 :

5.2.2.1 une somme maximale de **deux cent trente mille** dollars (**230 00 $**) dans les trente jours de la remise d'un rapport d'étape (rapport d'étape 1) et d'un plan d'action annuel pour la période suivante à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2026 :

5.2.3.1 une somme maximale de **deux cent trente mille** dollars (**230 000 $**) dans les trente jours de la remise d'un rapport d'étape (rapport d'étape 2) et d'un plan d'action annuel pour la période suivante à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2027 :

5.2.4.1 une somme maximale de **soixante mille** dollars (**60 000** $) dans les trente jours de la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les versements 2025, 2026 et 2027 sont conditionnels à la reconduction de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci-.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci- et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2027**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle--ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui--ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui--ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1201, boulevard Saint-Laurent, Montréal, Québec, H2X 2S6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 28-1001, boulevard Robert-Bourassa, Montréal, Québec, H3B 4L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 24e jour de octobre 2024

SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES

Par : _____

Jenny Thibaut, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2024 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

TITRE DU PROJET

LABORATOIRE VIVANT EN EXPÉRIENCES IMMERSIVES

DESCRIPTION DU PROJET

En exploitant l'opportunité croissante des expériences immersives, estimée à 5 G$ US en 2019, le laboratoire vivant accélère l'adoption des formats immersifs dans divers secteurs d'importance pour Montréal. Le laboratoire propose un espace permanent d'innovation ouverte et un terrain d'expérimentation pour des projets structurants en immersion. Ces nouvelles opportunités d'affaires créatives renforceront le rôle de Montréal comme pôle mondial de la créativité numérique.

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
Créer un espace permanent d'innovation ouverte pour les entreprises montréalaises qui assurent un rôle d'intermédiation entre les milieux académiques, artistiques et commerciaux	Mettre en place un Laboratoire vivant	1. Espace collaboratif à la SAT pour accueillir des projets d'innovation ouverte 2. Constitution et formation d'une équipe d'accompagnement du laboratoire vivant au sein de la SAT 3. Modèle d'affaires et de gouvernance pour le laboratoire vivant 4. Document regroupant le modèle d'affaires et la structure de gouvernance du laboratoire 5. Partenariats de co-développement avec des acteurs de l'industrie 6. Comité de gouvernance compétent et représentatif des parties prenantes 7. Stratégie de communication appropriée au contexte du laboratoire vivant et aux parties prenantes ciblées dans le cadre du projet 8. Communication à propos du	1. Local aménagé et équipé pouvant recevoir 15 participants à la SAT 2. Journées affectées au projet par semaine 3. Ateliers consultatifs réalisés 4. Document validé par les parties prenantes de l'écosystème 5. Ententes de partenariats signées entérinant la collaboration 6. Comité de gouvernance avec tous ses	1. 1 local 2. 5 journées 3. 2 ateliers 4. 3 parties prenantes 5. 5 ententes 6. 5 membres confirmés 7. 5 organisations 8. 18 000 personnes

		laboratoire pour faire connaître l'initiative à l'écosystème montréalais	membres confirmés 7. Plan de communication validé par les parties prenantes et leurs équipes de communication 8. Abonnés aux réseaux sociaux	
Formaliser une démarche d'accompagnement collaborative centrée sur les utilisateurs et axée sur l'expérimentation grâce à un projet pilote	Accompagnement d'un projet pilote	1. Cadrage de la problématique 2. Compréhension du contexte et des besoins 3. Ciblage des paramètres de conception 4. Conception d'une solution désirable, viable et faisable 5. Construction d'un prototype 6. Calibrage du dispositif au regard de la rétroaction reçue 7. Confirmation de la démarche d'accompagnement	1. Problématique validée par le porteur de projet et toutes les parties prenantes 2. Nombre d'entrevues réalisées 3. Cahier des charges validé 4. Validation de concepts 5. Prototype qui reprend toutes les exigences du concept et cahier de charges 6. Test utilisateur pour valider la qualité 7. Programme d'accompagnement entériné	1. 4 parties prenantes externes mobilisées au projet 2. 5 entrevues réalisées 3. 1 cahier des charges 4. 3 propositions de concept 5. 1 prototype validé 6. 1 test utilisateur 7. 1 programme d'accompagnement validé
Piloter des projets structurants réunissant plusieurs parties prenantes dans une démarche d'exploration participative, centrée sur l'humain et axée sur	Accompagnement de projets structurants	1. Recrutement des projets visant l'adoption de formats immersifs selon une approche de laboratoire vivant 2. Évaluation des projets et sélection de ceux qui seront accompagnés 3. Recrutement des parties prenantes pertinentes autour de chaque projet accompagné en étroite collaboration avec le porteur de projet	1. Appel publié sur les réseaux sociaux et plateformes de nos partenaires 2. Nombre de projets sélectionnés 3. Nombre de cohortes mises en place 4. Prototypes testés et	1. 5 publications 2. 4 projets 3. 4 cohortes 4. 4 projets x 3 5. 5 formations 6. 4 équipes

l'expérimentation		4. Projets accompagnés en collaboration avec un partenaire 5. Transfert technologique en mobilisant une approche de prototypage 6. Évaluation de la démarche d'accompagnement et raffinage du processus en continu	validés par les parties prenantes 5. Nombre de formations données à des équipes 6. Taux de satisfaction et d'engagement des participants	
Accélérer l'adoption des technologies immersives et la création d'expériences immersives des entreprises montréalaises afin de stimuler leur croissance et leur pérennité	Mise en œuvre des actions de pérennisation de la démarche du laboratoire vivant et des résultats de l'accompagnement	1. Développement de la capacité d'innovation des parties prenantes 2. Rayonnement des initiatives du laboratoire vivant 3. Production de la documentation sur les bonnes pratiques pour l'adoption et la conception d'expériences immersives durables 4. Vitrine pour les prototypes développés pour valider leur désirabilité auprès d'utilisateurs cibles 5. Soutien pour le développement d'un modèle d'affaires viable 6. Plan de pérennisation du laboratoire vivant 7. Consolidation du positionnement de la SAT comme spécialiste en immersion et de la démarche de laboratoire vivant	1. Nombre de personnes inscrites à la communauté de pratique 2. Nombre de présentations publiques 3. Nombre de présentations publiques 4. Exposition programmée dans un espace galerie 5. Nombre d'entrepreneurs accompagnés 6. Mandats signés pour un accompagnement pour l'année suivante 7. Certification Enoll octroyée	1. 15 personnes 2. 4 présentations 3. 3 communications écrites 4. 4 expositions 5. 5 entrepreneurs 6. 2 mandats signés 7. 1 certification Enoll
Soutenir le développement de projets valorisant la R&D et l'innovation en créativité numérique	Soutien à l'innovation et au développement de la propriété intellectuelle dans les ICC	1. Conception de solutions technologiques élaborés 2. Solutions technologiques prototypées et testées 3. Réalisation de tests utilisateurs 4. Implication de partenaires 5. Implication des membres de la communauté de pratique	1. Nombre de concepts élaborés 2. Nombre de solutions 3. Nombre de tests utilisateurs effectués 4. Nombre d'organisations partenaires impliquées dans les projets	1. 18 concepts 2. 6 prototypes 3. 6 tests utilisateurs 4. 12 organisations 5. 15 membres

			5. Nombre de membres impliqués dans la communauté de pratique	

BUDGET PRÉVISIONNEL

	Année 1 (nov 24-oct 25)	Année 2 (nov 25-oct 26)	Année 3 (nov 26 - oct 27)	Total Budgété
REVENUS	($)	($)	($)	($)
Subventions/Contributions financières				
Municipales	180 000	260 000	260 000	700 000
Provinciales (MCCQ)	149 000	180 000	145 000	474 000
Provinciales (MEIE)			50 000	50 000
Fédérales (CAC-FIS)		75 000	75 000	150 000
Autres (CALQ Rayonnement)			15 000	15 000
Sous total (1)	**329 000**	**515 000**	**545 000**	**1 389 000**
Revenus autonomes de la SAT				
Projet 2 : mirari		10 000		10 000
Projet 3 : à définir		20 000		20 000
Projet 4 : à définir			15 000	15 000
Projet 5 : à définir			15 000	15 000
Projet 6 : à définir			20 000	20 000
Contribution en argent des partenaires de recherche Obvia		20 000		20 000
Contribution en argent des partenaires de recherche Mozaic			20 000	20 000
Commandite privée en argent (Caisse de la culture)	30 000	30 000	30 000	90 000
Sous-total des contributions en argent	**30 000**	**80 000**	**100 000**	**210 000**
Contributions en nature				
Apport de l'organisme (SAT) : équipement, aménagement, entretien et charges	**50 000**	**35 000**	**50 000**	**135 000**
Contribution en nature - Projet 1 - Feuilles déchirées	5 000			5 000

Contribution en nature - Projet 2 - mirari		10 000		10 000
Contribution en nature - Projet 3		5 000		5 000
Contribution en nature - Projet 4			10 000	10 000
Contribution en nature - Projet 5			15 000	15 000
Contribution en nature - Projet 6			5 000	5 000
Contribution en technologie (Zú)	5 000			5 000
Contribution en technologie (Sonoself)		10 000		10 000
Contribution en technologie (Iregular)			20 000	20 000
Contribution en expertise d'accompagnement et de gouvernance (CRITAC)	10 000			10 000
Contribution en expertise d'accompagnement et de gouvernance (CitéID)	10 000	10 000		20 000
Contribution en expertise d'accompagnement et de gouvernance (MUTEK)		5 000		5 000
Contribution en expertise d'accompagnement et de gouvernance (Zu)			20 000	20 000
Contribution en expertise d'accompagnement et de gouvernance (BANAL)			5 000	5 000
Sous-total contributions en nature des partenaires	**30 000**	**40 000**	**75 000**	**145 000**
Sous-total part SAT (2)	**110 000**	**155 000**	**225 000**	**490 000**
Total des produits (sous total 1 + sous total 2)	**439 000**	**670 000**	**770 000**	**1 879 000**
DÉPENSES				
Salaires et avantages sociaux				
Salaires				
Gestion du Laboratoire vivant	58 240	89 600	92 960	240 800
Gestion projet	76 440	78 400	81 760	236 600
Recherche, méthodologie et analyse	43 680	61 600	68 320	173 600
Prototypage et intégration	72 576	152 880	178 577	404 033
Facilitation	34 944	78 778	90 442	204 164
Sous total (3)	**285 880**	**461 258**	**512 060**	**1 259 197**
Autres charges directes				
Achat ou location d'équipements				
Écrans interactifs (2)	7 732			7 732
Mobilier modulaire	5 700			5 700
Éclairage	1 000			1 000
Ordinateurs (2)	3 500			3 500
Projecteurs (2)	1 500			1 500
Système de son	1 500			1 500

Rangement	2 500			2 500
Matériel de facilitation	852	1 000	1 000	2 852
Logiciels propriétaires	3 000	3 000	3 000	9 000
Technologies immersives	14 276	16 000	16 000	46 276
Entretien et réparation	3 500	11 000	11 000	25 500
Honoraires professionnels	18 652	35 000	35 000	88 652
Dépenses des partenaires (contribution nature)	30 000	40 000	75 000	145 000
Compensation des participants	3 000	9 000	9 000	21 000
Traiteur	1 500	2 500	2 500	6 500
Publicité et promotion	6 000	9 000	12 000	27 000
Sous total (4)	**104 212**	**126 500**	**164 500**	**395 212**
Frais d'administration				
Assurances	1 000	2 000	3 000	6 000
Déplacements		4 500	4 500	9 000
Électricité	1 000	1 500	1 700	4 200
Fournitures de bureau	2 000	2 000	2 000	6 000
Frais de représentation	5 000	11 000	12 000	28 000
Autres frais de gestion (5% maximum)	19 955	30 438	34 988	85 380
Frais de contingence (5% maximum)	19 954	30 805	35 253	86 011
Sous total (5)	**48 908**	**82 243**	**93 441**	**224 592**
Total des charges (sous total 3 + sous total 4 + sous total 5)	**439 000**	**670 000**	**770 000**	**1 879 001**

DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir : ● des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris); ● des coûts de location d'équipement ou de locaux; ● des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable; ● des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels); ● des frais de déplacement; ● d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;	● Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet; ● La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme; ● Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville. ● La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.

• des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; • des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; • les dépenses liées à l'achat de certains équipements.	

SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Rapport d'étape 1	Au plus tard le **30 novembre 2025**
Rapport d'étape 2	Au plus tard le **30 novembre 2026**
Rapport final	Au plus tard le **30 novembre 2027**

Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :

1. **Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées**

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

Rapport d'étape	Rapport final
•	•

2. **Protocole de visibilité (Rapport d'étape et final)**

L'Organisme s’engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l’annexe 2.

Rapport d’étape	Rapport final
●	●

3. **Données et statistiques**

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l’occasion, demander à l’Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d’évaluation.

L’Organisme s’engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapport d’étape	Rapport final
●	●

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, l’organisme devra fournir à la Ville les indicateurs suivants :

Indicateurs	Cibles
Nombre de concepts de solutions technologiques élaborés	18 concepts
Nombre de solutions technologiques prototypées et testées	6 prototypes
Nombre de tests utilisateurs effectués	6 tests utilisateurs
Nombre d’organisations partenaires impliquées dans les projets	12 organisations
Nombre de membres impliqués dans la communauté de pratique	15 membres

4. **Aspects budgétaires**

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

Rapport d'étape	Rapport final
●	●

Évaluation du rendement du Projet par l'organisme

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

- **Montréal 2030**

Priorité 14	Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
Priorité 16	Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international

- Actions en développement économique 2023 - 2025

Orientation « Montréal économique INNOVANT »

Action 2.1	Renforcer le soutien à la commercialisation des innovations
Action 2.5	Stimuler l'innovation dans les organisations en misant sur la recherche

- Stratégie Centre-Ville 2030

Priorité « Miser sur une mixité urbaine vibrante »

Projet 5	Consolider le positionnement du centre-ville dans les secteurs des sciences de la vie et de la santé, des technologies et des industries culturelles et créatives

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

Rapport d'étape	Rapport final

•	•

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que **LA SOCICÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »).

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

- S’assurer de reconnaître équitablement l’ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l’une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l’insertion du logo n’est pas possible.

2.1.3 Inclure l’une des mentions suivantes, selon la nature de l’Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d’activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l’entente [nom de l’Entente] »;

- « [Nom de l’Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 **Relations médias et événements publics**

2.2.1 **Lors d’une annonce importante ou d’un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l’une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l’avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;

- advenant la participation d’un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

    - en informer la personne responsable de la Ville,

    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l’avance et valider les règles protocolaires en matière d’événements publics ;

- Assurer l’accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu’elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;

    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;

- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;

- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;

- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;

- une revue de presse couvrant le Projet ;

- des photos du Projet ;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

    - le nombre d'abonnés ;

    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;

    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;

    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;

    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;

    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247019002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $ à la Société des arts technologiques (SAT) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » pour la période du 1er décembre 2024 au 30 septembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1247019002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1244681006

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest pour la construction d'un immeuble de 11 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Les Colocs de l'Ouest; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé:

1. D'autoriser une aide financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);
2. D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et les Colocs de l'Ouest;
3. De déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal;
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-28 09:06

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244681006**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest pour la construction d'un immeuble de 11 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Les Colocs de l'Ouest; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet est réalisé dans le cadre du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ). L'objectif de ce programme est d'appuyer financièrement des projets qui offrent des logements locatifs abordables destinés à des ménages à revenu faible ou modeste ainsi qu'à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation.

Le projet est réalisé suite au deuxième appel à projets de la SHQ qui a eu lieu en septembre 2023. La SHQ a émis la lettre d'acceptation finale le 21 octobre 2024.

Les municipalités jouent un rôle important dans le programme puisque tous les projets sélectionnés doivent être appuyés par une contribution municipale équivalant à 40 % de la subvention de base de la SHQ. La part de la Ville est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et Les Colocs de l'Ouest (l'Organisme), laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Dans le cadre du programme PHAQ, l'Organisme Les Colocs de l'Ouest, a soumis un projet de construction neuve d'un bâtiment de trois étages avec un sous-sol comprenant 11 logements d'une chambre à coucher avec des espaces communautaires destinés au soutien d'adultes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience intellectuelle.

Le coût de construction de l'immeuble s'élève à 4 486 262 $. À ces montants s'ajoutent le coût d'acquisition, les honoraires professionnels, le coût des études et des dépenses connexes, ainsi que les taxes applicables. Le coût total de réalisation du projet est 5 319 048,82 $.

Coût total de réalisation : 5 319 048,82 $ financé par les contributions suivantes :

Subvention de base SHQ : 2 012 243,15 $
Subvention Ville (CMM) : 804 897,26 $
Initiative de création rapide de logements (ICRL 2)
volet projet de la Société canadienne d'hypothèque
et de logement (SCHL) (par l'entremise de la SHQ): 2 479 908,41 $
Subvention Novoclimat (Transition énergétique Québec): 22 000,00 $

Dans le cadre du PHAQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers des logements du projet admissible conformes aux loyers maximaux pour une période de 35 ans.

Une convention de réalisation, d'exploitation et de financement entre la SHQ et l'organisme est conclue à cet effet. La contribution de la Ville est conditionnelle à la signature de cette convention.

JUSTIFICATION

Le projet:

· Correspond à la volonté de la Ville de Montréal d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables sur le territoire montréalais;
· Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable;
· Le projet a reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre du programme PHAQ en date du 21 octobre 2024;
· Le projet a reçu la somme de 2 479 908,41 $ dans le cadre de l'initiative pour la création rapide de logement (ICRL) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), cette contribution est administrée par la SHQ;
· L'arrondissement Pierrefonds-Roxboro est favorable à la réalisation du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 804 897,26 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation. Puisque le PHAQ est un programme de la SHQ, cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM, tel que prévu dans la Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal.

La contribution de la Ville de Montréal a été calculée en tenant compte des normes du programme PHAQ. Elle correspond à 40% de la subvention de base versée par la SHQ.

Le calendrier de versement de la subvention sera fait tel que le prévoit la convention :

· Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la subvention
· Signature du contrat de l'entrepreneur : 20% de la subvention
· 50% d'avancement des travaux : 30% de la subvention
· À la fin des travaux, soit à l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux : 20% de la subvention

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* compte tenu que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un OBNL, que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans et que la CMM remboursera les contributions municipales dans le cadre de l'Entente PHAQ.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Tel qu'indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, ce projet de logements sociaux et abordables permettra de bonifier et d'offrir une continuité du cadre bâti en front du boulevard Saint-Charles en remplacement un stationnement utilisé ponctuellement. Au plan social, le projet constitue un apport au secteur pour permettre une mixité urbaine et sociale en créant un milieu de vie inclusif d'une population en situation de vulnérabilité près de services de proximité et d'infrastructures sociales.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication sont prévues conformément au protocole de communication prévu dans la convention de contribution entre la SHQ et l'organisme et entre la Ville et l'organisme. Ce protocole prévoit notamment que la SHQ fera le lien avec la municipalité. Une coordination sera aussi faite avec les autres partenaires financiers le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josee DION, Service de l'habitation
Isabelle PICHÉ, Service de l'habitation
Hafsa DABA, Service de l'habitation
Martin ALAIN, Service de l'habitation
René LAROCHE, Service de l'habitation
Marc GUIMOND, Service de l'habitation
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Carol-Anne LANGLOIS, Service de l'habitation
Yvette MUNEZERO, Service des finances et de l’évaluation foncière
Ariane LATOUR, Service des finances et de l’évaluation foncière
Christian BORYS, Service de l'habitation
Christelle LEMONNIE NAREZO, Direction générale
Sarra ZOUAOUI, Service de l'habitation
Éric LAPLANTE, Service de l'habitation

Lecture :

Sarra ZOUAOUI, 25 octobre 2024
Yvette MUNEZERO, 24 octobre 2024
Carol-Anne LANGLOIS, 24 octobre 2024
René LAROCHE, 24 octobre 2024
Martin ALAIN, 23 octobre 2024
Éric LAPLANTE, 23 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LAPLANTE
conseiller(ere) en developpement - habitation

Tél : 514-872-5482
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Hafsa DABA
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514-868-7688
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-10-23

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-10-27

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244681006
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Les Colocs de l'Ouest (PHAQ-82)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

Création de 11 logements sociaux destinés à des personnes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience intellectuelle.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'HABITATION ABORDABLE QUÉBEC (PHAQ)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'habitation dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG_____;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES COLOCS DE L'OUEST**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est 113, rue des Grives, Montréal, Québec, H9C 3B1, agissant et représenté par Jean-Rémi Mayrand, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 727032203
Numéro d'inscription TVQ :1228359536

Ci-après appelé(e) l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation et de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitation;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE le PHAQ prévoit l'octroi de subventions par la SHQ pour la réalisation de projets répondant aux exigences du programme;

ATTENDU QU'une contribution municipale complémentaire est exigée, laquelle doit correspondre à quarante pour cent (40 %) de la subvention de base versée par la SHQ pour la réalisation d'un projet;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis, dans le cadre du PHAQ, une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2), et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés dans le cadre du PHAQ, tel qu'il appert de la lettre jointe à l'Annexe 1 de la présente convention;

ATTENDU QU'une convention de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ des subventions prévues dans le cadre du PHAQ et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après la « **Convention de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir un milieu de vie stable, permanent et sécuritaire à des adultes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience intellectuelle et d'acquérir et d'exploiter des immeubles dans le but d'offrir en location des unités résidentielles à prix abordables pour personnes à revenu faible ou modeste vivant avec un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience intellectuelle.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville équivalente à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ (tel que ce terme est défini à l'article 2);

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant une contribution financière (ci-après la « **Contribution municipale** » et tel que ce terme est défini à l'article 2), comme exigée dans le cadre du PHAQ;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques ainsi que la lettre d'acceptation définitive du Projet émise par la SHQ;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.5.1 de la présente Convention;
2.3 « **Annexe 3** » :	la description des coûts admissibles et non admissibles dans le cadre du PHAQ;
2.4 « **Annexe 4** » :	les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;

2.5 « **Contribution municipale** » :	la contribution financière versée par la Ville prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, laquelle correspond à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ. La Subvention SHQ est plus amplement définie à l'article 2.13;
2.6 « **Coûts de réalisation admissibles** » :	les coûts admissibles dans le cadre du PHAQ engagés par l'Organisme dans le cadre du Projet, excluant les coûts non admissibles. Les coûts admissibles et les coûts non admissibles sont prévus à l'Annexe 3;
2.7 « **Logement** » :	un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location de manière temporaire ou permanente. N'est pas inclus un lieu occupé à des fins de villégiature ou situé dans un établissement hôtelier;
2.8 « **Logement abordable** » :	un Logement dont le loyer respecte le loyer maximum reconnu par la SHQ dans le cadre du PHAQ, le cas échéant, conformément à son cadre normatif;
2.9 « **Projet** » :	le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;
2.10 « **Rapport annuel** » :	le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
2.11 « **Reddition de compte** » :	les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du

Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de compte sont prévus à l'Annexe 4;

2.12 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.13 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention de base octroyée par la SHQ à l'Organisme dans le cadre du PHAQ conformément à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et à la lettre d'acceptation définitive du Projet émise par la SHQ jointe à l'Annexe 1;

2.14 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet dans le cadre du PHAQ, conformément à son cadre normatif.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément au cadre normatif du PHAQ, à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre du PHAQ, conformément à son cadre normatif et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissible afférents à celui-ci (Annexe 3). En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissible, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues à l'article 4.3 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprise en règle

4.3.1 s'assurer que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment;

4.3.2 dans le cadre de la réalisation du Projet, s'assurer qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s’assurer et exiger de l’entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu’il souscrive un contrat d’assurance chantier tous risques ainsi qu’un contrat d’assurance responsabilité civile auprès d’une compagnie d’assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l’Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l’Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l’affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l’article 58 de la *Charte de la langue française*, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l’autre langue en termes de visibilité.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité établi à la Convention de réalisation et d’exploitation SHQ (ci-après le « Protocole de visibilité ») et joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale par rapport à l’aide accordée par les autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 4, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix- (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la

Loi sur les cités et villes, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après un jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ, de la réception d'une contribution privée dans le cadre du Projet ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application de l'article 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles, mais

sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de huit cent quatre mille huit cent quatre-vingt-dix-sept dollars et vingt-six sous (804 897,26 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissible dans le cadre du Projet. Les Parties conviennent que la Contribution municipale de la Ville ne peut en aucun cas excéder quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

5.2.1 La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention.

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la signature de la présente Convention par les Parties, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée par la SHQ et l'Organisme;
- Conformément au cadre normatif du PHAQ, une preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;

- Une copie des documents exigés conformément à l'article 4.7.1 de la présente Convention;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention.

5.2.1.2 Un deuxième versement représentant vingt pour cent (20 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant les contrats d'assurances exigés conformément à l'article 4.3.3 de la présente Convention.

5.2.1.3 Un troisième versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %).

5.2.1.4 Un dernier versement représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet.

5.2.2 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale demeure en tout temps conditionnel à ce que :

- l'Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- conformément au cadre normatif du PHAQ, l'Organisme soit propriétaire de l'immeuble sur lequel est réalisé le Projet;
- La Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée entre l'Organisme et la SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l'Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.3 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus- incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention.

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale, notamment en raison des règles de cumul des aides financières publiques ou encore, si l'Organisme bénéficie d'une contribution privée dans le cadre du Projet conformément au cadre normatif du PHAQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l'Organisme, il s'engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale sera automatiquement réduite pour correspondre à quarante pour cent (40 %) de la Subvention SHQ réellement octroyée à l'Organisme par la SHQ dans le cadre du PHAQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit, notamment, informer le Responsable par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne

pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si, malgré une demande de la SHQ, l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens ou si la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention pourra être résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due et

l'Organisme devra dès lors cesser toute utilisation de la Contribution municipale. Ce dernier devra également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurances susmentionné doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme, ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, à chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits remis par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 113, rue des Grives, Montréal, Québec, H9C 3B1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Jean-Rémi Mayrand, Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4^{e} étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____ jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par :
Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'habitation

Le ____jour de _____2024

LES COLOCS DE L'OUEST

Par : _____
Jean-Rémi Mayrand, président

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG…….).

ANNEXE 1
Description du Projet et données spécifiques ainsi que la lettre d'acceptation définitive de la SHQ

Nom du bénéficiaire : Les Colocs de l'Ouest

Nom du Projet : Les Colocs de l'Ouest

Numéro du Projet : PHAQ - 00082

Adresse du Projet : 4945 Boulevard St-Charles, Pierrefonds, H9H 3E6.

Désignation cadastrale du Projet (immeuble(s) sur le(s)quel(s) est réalisé le Projet) : du cadastre du Québec

Droit de propriété : propriétaire

Type d'occupation : logement permanent

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : Construction neuve X Rénovation ☐

Description des Logements :

Typologie	Nombre sans service	Nombre avec services	Clientèle
Chambres			
Studios			
Logements de 1 c.c.	11	11	adultes vivant avec un trouble du spectre de l'autisme ou une déficience intellectuelle
Logements de 2 c.c.			
Logements de 3 c.c.			
Logements de 4 c.c.			
Logements de 5 c.c. et plus			
Total	**11**		

SERVICES OFFERTS AUX LOCATAIRES

Repas
Loisir X

Sécurité	X
Aide domestique	X
Soutien et assistance	X
Autre	

SUBVENTIONS PHAQ

Montant de la subvention de base (SHQ) : 2 012 243,15 $

Montant de la subvention pour prix d'acquisition du terrain élevé (SHQ) : 0 $

Montant de la Contribution municipale : 804 897,26 $

À_____, le _____

Les Colocs de l'Ouest

_____
Par : Jean-Rémi Mayrand, président

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

L'Organisme doit se conformer aux directives qui sont établies par la SHQ relativement à la visibilité qu'il donnera au Projet en respectant les exigences suivantes :

- Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer toute forme de communication : événement, conférence de presse, communiqué, site Web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.;
- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville;
- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentant(e) de la municipalité où le projet sera construit, la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques;
- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la *Charte de la langue française* (RLRQ, chapitre C-11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Prendre des photos ou faire des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés (au moins cinq (5)) et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :
  - Nom et numéro de référence du Projet (PHAQ-00019);
  - Date de la captation visuelle;
  - Phase du Projet.
- Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.)

Reconnaissance des contributions

Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle la Ville sur tous les outils de communication imprimés et électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter l'une des mentions suivantes :

- Dans le cas où la SHQ est la seule contributrice : Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière du gouvernement du Québec (SHQ).
- Dans le cas où la contribution de la SHQ s'ajoute à la participation du gouvernement du Canada et de la Ville (la valeur de la contribution détermine la préséance des deux gouvernements) : Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- **Message écrit officiel**

  Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

- **Annonce ou événement public**
  - Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;
  - Proposer un scénario de déroulement pour approbation;
  - Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;
  - Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3
Description des coûts admissibles et non admissibles dans le cadre du PHAQ

Coûts admissibles :

Les coûts suivants, liés à la réalisation de la partie résidentielle d'un projet sont admissibles :

- les coûts liés à l'acquisition de l'immeuble et les frais connexes ou les coûts liés à l'actualisation de la rente emphytéotique jusqu'à un maximum de la valeur de l'immeuble;
- les dépenses liées à la préparation et au développement du projet incluant les permis et les intérêts sur financement;
- les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports (étude environnementale, rapport d'inspection précisant les travaux à effectuer pour rendre conformes les installations, étude géotechnique, étude de faisabilité), de la conception et du suivi des travaux;
- les coûts de construction liés à la partie résidentielle du projet, soit les coûts des travaux et les frais connexes liés à ceux-ci (main d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) ainsi que les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain;
- l'acquisition de mobilier standard pour les espaces communs lorsque le projet est de typologie « studio et 1 chambre à coucher et plus » avec services ou de typologie « chambre » (avec ou sans services).

Les services destinés aux locataires ne sont pas financés dans le cadre du PHAQ. Ces services sont payés par les occupants et les locataires ou subventionnés par le réseau de la santé et des services sociaux ou d'autres partenaires.

Coûts non admissibles :

Les coûts suivants ne sont pas admissibles :

- les dépenses liées à l'acquisition de mobilier ou d'appareils ménagers à être installés dans des logements autres que ceux de la typologie « chambre »;
- les dépenses liées à l'acquisition de vaisselle, d'ustensiles, d'accessoires de cuisine et de literie, de produits de conciergerie et d'entretien;
- les coûts de travaux liés à l'adaptation d'un logement;

- les dépenses liées à la décontamination du terrain et du bâtiment;
- les coûts des travaux permettant d'amener les services d'aqueduc et d'égout jusqu'au terrain;
- les dépenses liées à des entrepreneurs inscrits au RENA.

ANNEXE 4
Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Copie de la Convention de réalisation et d'exploitation SHQ signée;
- Preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;
- Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet.

Aux fins du 2e versement – 20 % :

- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – couverture d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %.

Aux fins du dernier versement :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- Preuve que l'Organisme est devenu propriétaire du Projet et des immeubles sur lesquels il est réalisé;
- État audité des coûts de réalisation du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre du PHAQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244681006

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec, autoriser une aide financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest pour la construction d'un immeuble de 11 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Les Colocs de l'Ouest; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution pour et au nom de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1244681006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1248781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour l'année 2024, pour la réalisation de son projet hivernal d'animation;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-06 09:30

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248781005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Cité des arts du cirque - TOHU est un partenaire unique qui contribue depuis 20 ans à la revitalisation du quartier Saint-Michel et à la renommée de Montréal.
La Cité des arts du cirque (TOHU) a été créée en 2004 dans le but de consolider, par l'ajout d'un lieu de diffusion, un pôle culturel dédié aux arts du cirque comprenant de la création (Cirque du Soleil) et de la formation (École nationale de cirque). Sa position au coeur du Complexe environnemental Saint-Michel a été identifiée comme une opportunité d'élargir sa mission pour y intégrer le développement environnemental et social. Elle forme un exemple reconnu de développement durable par la culture, avec une mission à trois volets : Cirque - Terre - Humain.

Depuis 20 ans, la TOHU est soutenue dans sa mission et ses activités par la Ville de Montréal. Dans ce cadre, la TOHU sollicite la Ville pour obtenir un soutien financier exceptionnel pour le lancement d'un projet hivernal d'activités extérieures, en déployant, entre autres, une patinoire réfrigérée accessible pour les résidents du quartier et les visiteurs du parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0368 du 20 juin 2024 - Accorder un soutien financier non récurrent de 200 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue de la 3e édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 dans le cadre de l'entente Reflexe I / Approuver un projet de convention à cet effet.
CM24 0730 du 18 juin 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à La Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CA24 14 0161 du 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière de 5 000 $ à TOHU Cité des Arts du cirque, pour l'année 2024, pour le projet « Les lumières de Saint-Michel » et approuver le projet de convention à cette fin.

CM24 0539 du 14 mai 2024 - Accorder un soutien financier au montant total de 557 706 $ à la Cité des arts du cirque - TOHU pour l'année 2024, pour la réalisation de sa mission présentée dans son plan d'action Cirque - Terre - Humain.

CG24 0268 du 16 mai 2024 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la Cité des arts du cirque (TOHU) s'engage à fournir à la Ville les services requis pour contribuer à la mise en valeur du parc Frédéric-Back, le maintien en opération d'un pavillon d'accueil pour les visiteurs du Complexe environnemental de Saint-Michel et soutenir la tenue d'événements culturels initiés par des promoteurs locaux sur les terrains qui lui sont consentis, pour une somme maximale de 585 000 $, taxes incluses.

CE24 0498 du 3 avril 2024 - Accorder un soutien financier aux organismes ci-après désignés pour divers projets pour un montant total de 1 782 500 $ dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels (PSFEC) 2024 selon le détail suivant : 33 000 $ TOHU - Cité des arts du cirque Les lumières de Saint-Michel.

CM23 0559 du 15 mai 2023 - Accorder un soutien financier de 630 000 $ par année totalisant 1 890 000 $, ainsi qu'un soutien technique estimé à 55 000 $, à la Cité des arts du cirque pour les 14e, 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque / Approuver le projet de convention à cet effet.

CG22 0752 du 22 décembre 2022 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de gré à gré intervenue entre la Ville de Montréal et La Cité des arts du cirque (TOHU) afin d'en augmenter la durée jusqu'au 31 décembre 2023 et le montant maximal du contrat de 2 151 533, 23 $ à 2 711 013,25 $,
taxes incluses.

CE22 2024 du 7 décembre 2022 - Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et La Cité des Arts du Cirque (CG19 0147) afin d'en augmenter la durée jusqu'au 31 décembre 2023 et le montant maximal de la contribution de 2 045 228 $ à 2 577 149,50 $.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'approbation d'un projet de convention visant l'octroi d'une subvention au montant de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour l'année 2024, pour la réalisation de son projet. La présente contribution financière vise à soutenir les activités suivantes de l'organisme :
Une patinoire réfrigérée à la TOHU

Description du projet de patinoire : le soutien financier demandé est destiné à l'installation d'une patinoire réfrigérée saisonnière, citoyenne, écologique et équipée de gradins, en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre. Cette collaboration permettra non seulement à la TOHU de bénéficier de l'expérience de son partenaire pour la mise en place et les opérations de la patinoire, mais aussi des équipements nécessaires : surfaceuse, conteneurs d'entreposage, ceinture de banc de la patinoire, patins pour le prêt et la location, etc. Cette patinoire - théâtre multifonctionnelle offrira à la fois un espace de création et de diffusion pour le Patin Libre mais également une patinoire de qualité qui pourra accueillir le grand public et des groupes spécifiques (ex : scolaires).

La patinoire de la TOHU propose une offre aux résidents des quartiers Nord et Est de Montréal tout en s'insérant de façon cohérente et harmonieuse dans ses activités régulières : d'une part, la patinoire complète le pôle hivernal de la TOHU qui propose déjà des activités de ski de fond, de raquette et des trottinettes des neiges, permettant ainsi une journée entière d'activités hivernales diversifiées sur un seul site qui devient immédiatement unique dans la métropole. D'autre part, en tant que lieu de diffusion spécialisé en arts du cirque et autres formes d'arts du mouvement, l'ajout d'une programmation de spectacles extérieurs de

patin forme un tout cohérent.

Le projet de programmation

De manière générale, la patinoire sera accessible le vendredi, de 17 h à 21 h, et les samedis et dimanches, de 10 h à 22h. À l'exception de certaines activités ou représentations, l'accès à la patinoire sera gratuit pour tous. L'ouverture aura lieu le 20 décembre et la fermeture est prévue le 9 mars. Des patins seront offerts en prêt et en location. Un horaire prolongé est prévu pour la période du congé scolaire des Fêtes (26 au 31 décembre).

Les 20, 21 et 22 décembre 2024 : un week-end d'activités gratuites pour la fin de semaine d'ouverture.

Vendredi, 20 décembre:

- De 19 h à 22 h, soirée d'ouverture avec DJ (incluant un spectacle de la compagnie Le Patin Libre de 20 minutes).

Samedi, 21 décembre :

- De 13 h à 16 h : formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivies d'un atelier d'initiation de 20 minutes)
- De 19h à 22h, soirée dansante avec DJ (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivies d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

Dimanche, 22 décembre :

- De 13 h à 16 h, formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micro-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes, suivie d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

JUSTIFICATION

Dans le cadre de son engagement à revitaliser le quartier Saint-Michel, la TOHU sollicite un soutien financier de la Ville de Montréal pour la réalisation de son projet de ''patinoire - théâtre'' réfrigérée. Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'accès aux loisirs pour toutes et tous. De plus, ce projet contribue à la mise en valeur du caractère hivernal de la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière d'un montant total de 150 000 $ pour l'année 2024 sera octroyée à la Cité des arts du cirque - TOHU à même le budget du fonctionnement du Service de la culture. L'imputation budgétaire au montant de 150 000 $ reflétera les indications des intervenants au dossier pour les aspects financiers. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Le sommaire des contributions financières et de services qui ont été accordés par la Ville de Montréal à l'organisme la Cité des arts et du Cirque (TOHU) au cours des deux dernières années se trouve en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des priorités suivantes :

- 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les

industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet innovant complétera les activités hivernales de la TOHU, telles que l'offre de prêt de ski de fond, de raquette et de luge, créant ainsi un pôle d'activités diversifiées sur un seul site. En favorisant l'accès à des loisirs de qualité, il contribuera à renforcer l'attractivité du secteur, tout en répondant aux besoins des citoyennes et citoyens pour des activités culturelles et récréatives accessibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est planifiée avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Entrée en vigueur de la convention
- Événement d'inauguration du 20 au 22 décembre.
- Accès libre à la patinoire du 20 au 31 décembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Andréane LECLERC, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Andréane LECLERC, 6 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 294-5967
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-11-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248781005*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Accorder un soutien financier au montant total de 150 000$ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour, pour la réalisation de son projet hivenal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigéré .*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire; • 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- 15. Le projet hivernal TOHU, plus particulièrement l'offre d'une patinoire réfrigérée pouvant accueillir des performances artistiques contribue à soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;

- 20. En développant un nuveau pôle d'activité hivernal la TOHU contribue à accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 8 février 2023

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE
A/S MONSIEUR STÉPHANE LAVOIE
2345, RUE JARRY E
MONTRÉAL (QC) H1Z 4P3

Nº de décision : 2023-DAMP-1430
Nº de client : 3001611890
Nº d'entreprise du Québec : 1148923601

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CITÉ DES ARTS DU CIRQUE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **7 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS MONÉTAIRES OCTROYÉ PAR LA VILLE À L'ORGANISME - CITÉ DES ARTS DU CIRQUE -TOHU

ACTIVITÉS SUBVENTIONNÉES	Unité - Ville	2022 Contribution	2023 Contribution	2024 Contribution
MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CiRQUE	Bureau des Festivals	630 000 $	630 000 $	630 000 $
	Bureau des Festivals			69 300 $
Les 3GÉANTS (été 2022)	Bureau des Festivals	300 000 $	300 000 $	500 000 $
et Le GÉANT (été 2023)	Arr. Le Sud-Ouest	5 000 $		
La FALLA	Bureau des Festivals	30 000 $		
	Arr. VSMPE	5 000 $		
(et soutien employabilité locale)	Diversité sociale / MTESS	30 000 $		
Les Lumières de Saint-Michel	Bureau des Festivals		33 000 $	33 000 $
	Arr. VSMPE		5 000 $	5 000 $
(et soutien employabilité locale)	Diversité sociale / MTESS		30 000 $	
Projet de médation Contes de Marguerite	BINAM	10 000 $	- $	
Fresque du Climat	BTER	- $	25 000 $	
Convention de contribution - support à la mission	SGPMRS	523 545 $	50 550 $	
Convention de contribution - support à la mission	SC		481 371 $	547 706 $
	AVSMPE			10 000 $
Convention de services	SGPMRS + SC	550 669 $		
Convention de services	SGPMRS		58 458 $	113 659 $
	SC		501 022 $	471 341 $
	TOTAL	2 084 214 $	2 114 401 $	2 380 006 $

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1CS, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint de la Ville de Montréal, dûment autorisé aux fins des présentes en résolution CM03 0836 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE** - **TOHU,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée aux présentes par monsieur Stéphane Lavoie, co-directeur général et directeur de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS: 143 540 979
Numéro d'inscription TVQ : 102 349 0320

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de contribuer au développement du territoire à titre de destination culturelle d'envergure locale, nationale et internationale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme lieu de diffusion, de création, d'expérimentation et de convergence entre culture, environnement et engagement communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du projet – programmation et promotion;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : La directrice du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : Le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.3.3 l'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;*

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents, sauf documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville.

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme ci-après, le 30 avril 2025, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures

normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente jours (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), dans les 30 jours de la remise de la reddition de comptes au plus tard le 30 janvier 2025, à la satisfaction du Responsable

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 30 avril 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 , et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et de la programmation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H3Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 28e jour de .....octobre..... 2024

CITÉ DES ARTS DU CIRQUES - TOHU

Par : _____
Stéphane Lavoie, co-directeur général et directeur de la programmation

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2024 (Résolution CG ……).

ANNEXE 1

PROJET

CÔTOYER
L'EXTRA
ORDINAIRE

Montréal, 8 octobre 2024

Ville de Montréal
Service de la culture
À l'attention de M. Bruno Jobin

Objet : Demande de soutien financier pour la "patinoire-théâtre" réfrigérée de la TOHU

Monsieur,

Dans le cadre de son engagement à revitaliser le quartier Saint-Michel, la TOHU sollicite un soutien financier de la Ville de Montréal pour la réalisation de son projet de "patinoire-théâtre" réfrigérée. Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'accès aux loisirs pour tous.

La patinoire réfrigérée, écologique et multifonctionnelle, conçue en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre, sera ouverte de novembre à mars. En plus d'offrir un espace unique de création artistique, avec plusieurs dizaines de représentations, elle proposera une expérience accessible à la communauté locale, notamment aux jeunes et aux familles des quartiers Nord et Est de Montréal.

Ce projet innovant complétera les activités hivernales de la TOHU, telles que le ski de fond, la raquette et la luge, créant ainsi un pôle d'activités diversifiées sur un seul site. En favorisant l'accès à des loisirs de qualité, il contribuera à renforcer l'attractivité du quartier, tout en répondant aux besoins des résidents pour des activités culturelles et récréatives accessibles.

Pour mener à bien cette initiative, un soutien financier de 150 000 $ de la Ville de Montréal est nécessaire. Ce montant servira à couvrir en partie les coûts d'installation, d'équipement et de gestion, garantissant ainsi le succès du projet dès sa première année. Nous sommes convaincus que cet investissement renforcera non seulement la vitalité de notre quartier, mais aussi celle de l'ensemble de la ville de Montréal.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous remercions vivement pour l'attention portée à cette demande.

Mes salutations les plus distinguées,

Stéphane Lavoie
Directeur général et de la programmation

Une patinoire réfrigérée à la TOHU

Description du projet de patinoire

Le soutien financier demandé est destiné à l'installation d'une patinoire réfrigérée, citoyenne, écologique et équipée de gradins, en collaboration avec la compagnie de patinage chorégraphique Le Patin Libre. Ce partenariat avec Le Patin Libre, d'une durée de trois ans, permettra non seulement à la TOHU de bénéficier de l'expérience de son partenaire pour la mise en place et les opérations de la patinoire mais aussi des équipements nécessaires : surfaceuse, conteneurs d'entreposage, ceinture de banc de la patinoire, patins pour le prêt et la location, etc. Cette patinoire-théâtre multifonctionnelle et nouveau genre peut être accessible de novembre à mars. Elle propose à la fois un espace de création et de diffusion pour le Patin Libre mais également une patinoire de qualité qui peut accueillir le grand public et des groupes spécifiques (scolaires, corporatifs etc.).

La patinoire de la TOHU propose une offre aux résidents des quartiers Nord et Est de Montréal tout en s'insérant de façon cohérente et harmonieuse dans ses activités régulières: d'une part, la patinoire complète le pôle hivernal de la TOHU qui propose déjà ski de fond, raquette et trottinettes des neiges, permettant ainsi une journée entière d'activités hivernales diversifiées sur un seul site qui devient immédiatement unique dans la métropole ; et d'autre part en tant que lieu de diffusion spécialisé en arts du cirque et autres formes d'arts du mouvement, l'ajout d'une programmation de spectacles extérieurs de patin formant un tout cohérent.

La cible de fréquentation de la patinoire pour la première année d'opération est de 10 000 patineurs. Exception faite des quelques spectacles payants qui seront présentés, l'accès à la patinoire sera gratuit en tout temps. Seule la location de patins sera tarifée, accompagnée d'une politique favorisant les résidents du quartier St-Michel et les jeunes (politique à déterminer).

Le projet de programmation

De manière générale, la patinoire est accessible le vendredi, de 17h à 21h, et les samedis et dimanches, de 10h à 22h.

À l'exception des certaines activités ou spectacles payants, l'accès à la patinoire est gratuit pour tous. L'ouverture aura lieu le 20 décembre et la fermeture est prévue le 9 mars. Des patins seront offerts en location.

Les 20, 21 et 22 décembre 2024

Un week-end d'activités gratuites pour la fin de semaine d'ouverture.

Vendredi, 20 décembre:

- De 19h à 22h, soirée d'ouverture avec DJ (incluant un spectacle de Patin Libre de 20 minutes).

Samedi, 21 décembre :

- De 13h à 16h : formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)
- De 19h à 22h, soirée dansante avec DJ (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

Dimanche, 22 décembre :

- De 13h à 16h, formule Carnaval d'hiver (incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes)

De décembre à mars

Plusieurs activités et des spectacles payants sont à mettre au programme en fonction des spectacles en salle de la TOHU afin de créer une synergie entre l'offre de la patinoire et la programmation de la TOHU

- Deux soirées dansantes avec DJ et une formule Carnaval (chacune incluant 3 micros-performances de Patin Libre de 5 à 10 minutes suivi d'un atelier d'initiation de 20 minutes);
- Six représentations du spectacle *Vertical* de Patin Libre, suivi d'une soirée dansante avec DJ (durée 2h);
- Possibilités de 4 ateliers (workshop) d'une durée d'une heure pour les groupes scolaire, les événements privés ou corporatifs.

L’échéancier

Pour arriver à une ouverture le week-end du 20 décembre, certaines sont cruciales et doivent être complétées dans le bon ordre :

- Mi-novembre à fin novembre : mise à niveau du terrain et construction de la plateforme sur laquelle la patinoire sera posée;

- Première semaine de décembre : arrivée des équipements (groupes de réfrigération, conteneurs, surfaceuse, etc.) et installation de la patinoire;

- Deuxième et troisième semaine de décembre : démarrage de la patinoire, installation des éclairages, de la sonorisation, des bancs et gradins et formation du personnel;

- Vendredi 20 décembre : ouverture de la patinoire

Plan de communication

Mise en contexte :

Place à la patinoire de la TOHU à partir du 20 décembre 2024 jusqu'à fin de la semaine de relâche. Durant cette période, les visiteurs auront l’occasion de venir patiner avec leur propre matériel ou de profiter de nos prêts de patins. Ils pourront également assister à des spectacles payants.

Dates importantes :

- **Jeudi 21 novembre** - Communiqué de presse envoyés aux journalistes via notre agence Roy & Turner
- **Jeudi 21 novembre**
  - Infolettre TOHU hebdo tous les jeudis à partir du 21 novembre (mention de l’activité)
  - Infolettre spécifique contenu au lancement
  - Infolettre une semaine avant le 20 décembre en guise de rappel
  - Infolettre dans le cadre de la semaine de relâche pour présenter toutes les activités de la TOHU dont la patinoire – envoi la semaine du 17 février
- **Jeudi 21 novembre -** Mise en ligne de la page évènement sur le site web
- **Jeudi 21 novembre** – Premier push réseaux sociaux avec la page évènement sur Facebook
- **Du 25 novembre au 20 décembre** - Campagne sur les réseaux sociaux pour promouvoir les spectacles payants et le prêt de patins aux deux semaines.
- **Vendredi 20 décembre** - Ouverture de la patinoire

Publics cibles :

- Familles de la région métropolitaine
- Communauté locale : les résidents du quartier St-Michel
- Les habitués de la TOHU
- Écoles
- Amateurs d'événements culturels et d'activités hivernales
- Anciens spectateurs des activités gratuites de la TOHU

Stratégies de communication et moyens d'action :

Actions :

<u>In situ</u>

- Information sur le site web principal et billetterie
- Fiche évènement sur Facebook
- Présentation du projet au personnel de la billetterie pour anticiper les réservations de patins et les spectacles payants
- Publicité dans nos programmes de soirées des spectacles (spectacle du temps des fêtes)
- Publicité sur notre écran symbiose
- Flyers insérés dans notre brochure de saison
- Mention de la patinoire dans les messages de rappel de spectacle de cirque - activités à faire avant le spectacle !
- Pavoisement devant la future patinoire

<u>Plan média : en construction</u>

- *Publicité journaux*
  - Dans le Journal de St-Michel, Journal de Montréal, Montréal pour Enfants

- *Affichage*
  - Affichage abris-bus aux alentours de la TOHU

- *Distribution*
  - Distribution de flyers 5 x 7 réunissant toutes les infos avec code QR pour réserver les billets de spectacle - Distribués dans le quartier et les arrondissements voisins de la TOHU par Prestige Média et Pub Sauvage à partir de la mi-novembre.

- *Web :*
  - Campagne Google ads avec la nouvelle générale de l'activité patinoire puis décliner sur la location de patin et spectacles payants
  - Campagne Facebook et Instagram – une campagne générique + une campagne spectacle

        - Ciblées par intérêts
        - Ciblées par géo-localisation
    - Campagne La Presse + avec un diaporama qui présente toutes les activités

Réseaux sociaux

Organique seulement

- Publication avec patinoire en montage - timelapse
- Publication avec présentation de la patinoire et son lot d'activité (prêt de patin, spectacles, animation gratuite, etc.)
- Publication carrousel avec l'explication du prêt de patins
- Publication carrousel avec présentation des spectacles et lien vers les billets
- Promotion croisée avec nos partenaires
- Soutenez la TOHU et économisez lors de différents événements

Calendrier éditorial avec les dates précises des posts à venir

Site Web

- Page d'accueil : bannière de l'ouverture de la patinoire et des activités
- Page d'évènement globale avec sur celle-ci l'apparition des spectacles et la location de patins
- Page billetterie pour les spectacles et la réservation des patins

Infolettres

- Infolettre TOHU hebdo tous les jeudis à partir du 21 novembre (mention de l'activité)
- Infolettre en primeur pour les membres TOHU pour assister au lancement la semaine du 14 novembre
- Infolettre spécifique contenu au lancement de la patinoire envoyée à tous les acheteurs de spectacle de la TOHU (des deux dernières années)
- Vendredi 13 décembre, relance une semaine avant
- Jeudi 19 décembre, relance la veille de l'ouverture
- Mention avec photos prises lors du lancement dans toutes les infolettres Hebdo
- Infolettre dans le cadre de la semaine de relâche pour présenter toutes les activités de la TOHU dont la patinoire – envoi la semaine du 17 février

Infolettres hebdomadaires

- Petit point focus sur la patinoire tous les jeudis à partir du 21 novembre jusqu'au 20 décembre

Relations de presse

Rédaction faite par la TOHU mais envoyé par Roy & Turner

- Communiqué de presse prévu le 21 novembre

Campagne vidéo et photographie

- Vidéos pour les RS et photographe à prévoir le jour du lancement et durant la période pour promouvoir la patinoire

Une patinoire éco-responsable

Efficacité énergétique
Dans sa consommation électrique, notre projet est plus de 50 fois plus efficace par usager que les arénas municipaux.

Innovation éco-responsable
Des méthodes et technologies nouvelles rendent la réfrigération et l'entretien de nos patinoires plus écologiques et moins énergivores que les patinoires traditionnelles. Entre autres, nous développerons le premier vélo-zamboni!

Divertir les urbains en ville
Afin de diminuer leur empreinte carbone, les urbains chercheront de plus en plus des loisirs près de chez eux et ne nécessitant pas de déplacements polluant. Nos patinoires de proximité urbaine répondent parfaitement à ce besoin.

Carbo-neutralié
Nous mesurerons l'énergie consommée par la patinoire, calculerons sa génération de carbone gazeux et la compenserons par le reboisement.

Nous utiliserons donc la patinoire comme une opportunité pour parler d'éco-responsabilité. En amont de l'installation, nous partagerons du matériel vidéo et informatif documentant cette démarche écologique de façon inspirante.



Budget

Revenus	
Location patins	10 000 $
Fêtes dansantes nocturnes	6 000 $
Billetterie spectacle Verticale	26 250 $
Ville de Montréal	150 000 $
Développement économique Canada	170 000 $
Total	**362 250 $**

Dépenses	
Coût de la programmation	47 250 $
Coût d'opération	35 000 $
Location d'équipement	15 000 $
Coût partenariat Patin libre	130 000 $
Électricité	10 000 $
Aménagement terrain	40 000 $
Communication/marketing	40 000 $
Contingence	45 000 $
Total	**362 250 $**

Résultat	**0 $**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que
(ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »)

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - en informer la personne responsable de la Ville,
    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
    - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
    - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
    - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
    - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;

- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les

communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248781005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248781005 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire, Baulne inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de trente-six mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, les contrats pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, aux prix de ses soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20607;

Firme	Lot	Montant (taxes incluses)
Baulne inc.	1 A	2 711 539,91 $
Baulne inc.	2 A	2 232 167,56 $
Baulne inc.	3 A	1 922 488,14 $

2. d'autoriser une dépense de 1 373 239,12 $, taxes incluses, (lot 1 : 542 307,98 $ + lot 2 : 446 433,51 $ + lot 3 : 384 497,63 $), à titre de budget de contingences ;

3. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Baulne inc;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale

imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:41

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157020**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier consiste en l'octroi de trois (3) contrats pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal.
Ces contrats sont d'une durée de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

Un appel d'offres public n° 24-20607, d'une durée de cinquante-quatre (54) jours, a été tenu du 17 juillet au 10 septembre 2024 et publié le 22 juillet dans Le Devoir et SÉAO.

La durée de validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 8 janvier 2025.

Quatre (4) addendas ont été émis durant la période de soumission et la nature de ceux-ci est résumée dans le tableau suivant :

N° addenda	Date	Portée	Impact sur le prix
1	29 juillet	Modifications au bordereau	Oui
2	7 août	Ajout du formulaire d'intégrité	Non
3	22 août	Modification mineure au devis	Non
4	30 août	Report de date	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0608 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour 21 bâtiments de la Ville de Montréal faisant partie du lot 4, pour une période de 32 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 juin 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 695 810,31 $, taxes incluses (contrat : 1 541 645,74 $ + contingences : 154 164,57 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soum.)
CG22 0459 - 25 août 2022 - Accorder un contrat à Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 33 mois, soit du 1er septembre 2022 au 31 mai 2025 avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 518 100,06 $, taxes et contingences incluses (contrat : 1 380 090,96 $ + contingences : 138 009,10 $) - Appel d'offres public 22-19364 (3 soum.)

CG17 0357- 24 août 2017 - trois (3) contrats accordés à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans cinquante-huit (58) bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de soixante (60) mois à compter du 1er septembre 2017. Dépense de 3 933 750,51 $ taxes incluses. Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $ taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

CG17 0356 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à la firme « Honeywell Limitée » pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 17 bâtiments du SPVM pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 2 242 066,54 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 2 333 560,86 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15949 (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Ces trois (3) contrats, faisant suite à l'appel d'offres n° 24-20607, visent un service, sur demande, d'entretien d’équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour trente-huit (38) bâtiments de la Ville de Montréal. Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service. Ces contrats prévoient également un entretien préventif des équipements.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 22 juillet 2024, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Un (1) seul preneur du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 12,5 % du nombre total.

Des sept (7) preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- L'un (1) d'eux jugeait les demandes de l'appel d'offres restrictives;
- Les six (6) n’ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 9 octobre par visioconférence et en présence du Service de l'approvisionnement.

Le système de pondération et d’évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d’offres de services non professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note

finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Le seul soumissionnaire a obtenu un pointage supérieur à 70 % et ce, pour les trois (3) lots, ce qui a permis l'ouverture de l'enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection.

Lot n° 1 A

Le lot n° 1 A comprend treize (13) édifices du SPVM.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	**Note intérimaire (%)**	**Note finale**	**Prix soumissionnés (taxes incluses)**	**Autres contingences (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Baulne inc.	**70,33**	**0,44**	2 711 539,91 $	542 307,98 $	3 253 847,89 $
Dernière estimation réalisée			2 525 899,00 $	505 179,80 $	3 031 078,80 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					185 640,91 $ 7,35 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 2 711 539,91 $ taxes incluses, soit 7,35 % (185 640,91 $) supérieur à l'estimation.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 542 307,98 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 3 253 847,89 $ taxes incluses.

Lot n° 2 A

Le lot n° 2 A comprend treize (13) édifices du SPVM, du SIM et autres services de la Ville de Montréal.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	**Note intérimaire (%)**	**Note finale**	**Prix soumissionnés (taxes incluses)**	**Autres contingences (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Baulne inc.	**70,33**	**0,54**	2 232 167,56 $	446 433,51 $	2 678 601,07 $
Dernière estimation réalisée			2 441 989,47 $	488 397,89 $	2 930 387,36 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					-209 821,91 $ -8,59 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 2 232 167,56 $ taxes incluses, soit 8,59 % (-209 821,91 $) inférieur à l'estimation.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 446 433,51 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 2 678 601,07 $ taxes incluses.

Lot n° 3 A

Le lot n° 3 A comprend douze (12) édifices du SIM et autres services.

À la suite de l'appel d'offres public tenu par le Service de l'approvisionnement, huit (8) entreprises se sont procurées les documents d'appel d'offres, dont une (1) seule a présenté une soumission pour ce lot, soit 12,5 % d'entre elles.

La seule soumission conforme est celle de Baulne inc.

Soumissions conformes	Note intérimaire (%)	Note finale	Prix soumissionnés (taxes incluses)	Autres contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Baulne inc.	**70,33**	**0,63**	1 922 488,14 $	384 497,63 $	2 306 985,77 $
Dernière estimation réalisée			2 475 216,54 $	495 043,31 $	2 970 259,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100					-552 728,40 $ -22,33 %

Le coût total de la seule soumission conforme est de 1 922 488,14 $ taxes incluses, soit 22,33 % (-552 728,40 $) inférieur à l'estimation. Cet écart s'explique par une stratégie agressive de prix de la part de Baulne inc. afin d'obtenir le contrat, notamment au niveau des entretiens préventifs. Comme cette firme faisait l'entretien des bâtiments de ce lot dans le précédent contrat, elle avait donc une bonne connaissance de l'état des équipements.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 384 497,63 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 2 306 985,77 $ taxes incluses.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ces contrats de services étant d'une valeur supérieure à 500 000 $ chacun, ils devront faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses de ces contrats seront réparties ainsi :

Pour l'entretien préventif (Centre de responsabilité n° 114227)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne inc.	389 296,05 $	421 093,94 $	433 726,55 $	36 231,82 $	1 280 348,36 $
2 A	Baulne inc.	248 851,19 $	266 438,48 $	274 431,38 $	22 924,92 $	812 645,97 $
3 A	Baulne inc.	132 020,15 $	137 414,26 $	141 536,66 $	11 823,42 $	422 794,49 $

Pour l'entretien correctif (Centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne inc.	435 288,48 $	474 860,16 $	474 860,16 $	46 182,74 $	1 431 191,55 $
2 A	Baulne inc.	431 722,66 $	470 970,18 $	470 970,18 $	45 858,58 $	1 419 521,59 $
3 A	Baulne inc.	456 219,68 $	497 694,20 $	497 694,20 $	48 085,58 $	1 499 693,66 $

Le montant des contingences (20 %) sera réparti ainsi:
(Centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)	Total
1 A	Baulne Inc.	164 916,91 $	179 190,82 $	181 717,34 $	16 482,91 $	542 307,98 $
2 A	Baulne Inc.	136 114,77 $	147 481,73 $	149 080,31 $	13 756,70 $	446 433,51 $
3 A	Baulne Inc.	117 647,97 $	127 021,69 $	127 846,17 $	11 981,80 $	384 497,63 $

Ce contrat inclut deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat, le tout en tenant compte des augmentations de coûts liées à l'indexation annuelle des prix:

LOT	Prolongation #1 (2028-2029)	Prolongation #2 (2029-2030)
1 A	926 758,45 $	945 293,62 $
2 A	760 309,59 $	775 515,78 $
3 A	652 015,48 $	665 055,79 $

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

La dépense sera imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition

Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et sera révisée annuellement lors de la confection du budget.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report d'octroi ou un refus de conclure ces contrats obligerait la Ville de Montréal à faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel, et ce, à un coût plus élevé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : 1er février 2025
Fin du contrat : 31 janvier 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Garry DESSEJOUR)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - contrôle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division

Tél : 514-855-6000
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobilière
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157020*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20607 Intervention par lot.pdf 24-20607_Résultat global (Lot 1A).pdf

24-20607_Résultat global (Lot 2A).pdf 24-20607_Résultat global (Lot 3A).pdf

24-20607 PV.pdf 24-20607-Liste des commandes _ SEAO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Garry DESSEJOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1041

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Stéphanie MOREL
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-280-1994
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 1

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	2 711 540,11 $	√	LOT 1

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 2

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	2 232 167,53 $	√	LOT 2

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20607 — No du GDD : 1247157020

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal - LOT 3

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	17 - 7 - 2024	Nombre d'addenda émis durant la période :	4
Ouverture originalement prévue le :	29 - 8 - 2024	Date du dernier addenda émis :	30 - 8 - 2024
Ouverture faite le :	10 - 9 - 2024	Délai total accordé aux soumissionnaires :	54 jrs
Date du comité de sélection :	9 - 10 - 2024		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs :	1	Nbre de soumissions reçues :	1	% de réponses :	100
		Nbre de soumissions rejetées :	0	% de rejets :	0

Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs	Date d'échéance initiale :	8 - 1 - 2025
Prolongation de la validité de la soumission de :	0 jrs	Date d'échéance révisée :	8 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAULNE INC	1 922 487,92 $	√	LOT 3

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue au SOUMISSIONNAIRE conforme ayant obtenu le pointage le plus élevé conforfmément à la clause 1.12 de la Régie.
Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: BAULNE INC.
HUIT (8) firmes se sont procurées le cahier des charges sur le site SEAO.
Une (1) firme nous a fourni les raisons de non-participation.
Raison de désistement: Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : (spécifiez) l'expérience du chargé de projet avec 2 ans au Canada nous semble discriminatoire.
Les SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges n'ont pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Garry DESSÉJOUR — Le 17 - 10 - 2024

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 1A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité
BAULNE INC (Lot 1A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	2 711 540,11 $	**0,44**	**1**	
0						-		**-**		
0						-		**-**		

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**	**Date**	**mercredi 09-10-2024**
		Heure	**13h30**
			Multiplicateur d'ajustement
			10000
		Facteur «K»	**50**

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 2A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang	Comité
BAULNE INC (Lot 2A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	2 232 167,53 $	**0,54**	**1**	
0						-		**-**		
0						-		**-**		

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**	**Date**	**mercredi 09-10-2024**
		Lieu	**TEAMS**
			Multiplicateur d'ajustement
			10000
		Facteur «K»	**50**

24-20607 - Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal (Lot 3A)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 30%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
BAULNE INC (Lot 3A)	3,00	8,00	21,67	17,33	20,33	70,33	1 922 487,92 $	**0,63**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Agent d'approvisionnement	**Garry DESSÉJOUR**

Comité	
Date	**mercredi 09-10-2024**
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**50**

Québec

English
Nous joindre

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20607
Numéro de référence: 20009559
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services d'entretien préventif et de travaux sur demande en CVCA pour divers bâtiments de la Ville de Montréal
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

8 résultats **Résultats 1 à 8**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

CLIMATISATION MORRISON INC. 8285 MOUNTAIN SIGHTS AVENUE Montréal QC CAN H4P2B3 http://www.morrisonac.com	Publique	MARK DEANGELIS Téléphone: 5143422835 Courriel: mdeangelis@morrisonac.ca	**Transaction: (20024457)** 2024-07-24 14:33	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES INDUSTRIES GARANTIES LIMITÉE 5420 rue Pare Montréal QC CAN H4P1R3	Publique	Caterina Sciangula Téléphone: 5143423400 Courriel: cathys@gil1957.com	**Transaction: (20029258)** 2024-08-07 13:56	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis

				Téléchargement 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
2982897 CANADA INC. 2425, rue Michelin Laval QC CAN H7L5B9 http://www.epm-mecanic.com	Publique	Edward O'Leary Téléphone: 5143324830 Courriel: eoleary@epm-mecanic.com	**Transaction: (20024059)** 2024-07-23 14:06	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TECKSOL DGE INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4	Non diffusé	Valérie Pottier Téléphone: 5149826774 Courriel: developpement@groupehelios.com	**Transaction: (20024287)** 2024-07-24 09:22	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
av-tech inc. 101-2300 rue Léon-Harmel Québec QC CAN G1N4L2 globatech.ca	Non diffusé	William Tourniayre Téléphone: 514-493-1162 Courriel: wtourniayre@globatech.ca	**Transaction: (20025283)** 2024-07-26 09:33	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SÉGUIN MORRIS INC. 3455 rue Isabelle Local E Brossard QC CAN J4Y2R2	Publique	Catherine Nivoix Téléphone: 5148003939 Courriel: cnivoix@seguinmorris.com	**Transaction: (20030355)** 2024-08-09 11:40	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis Téléchargement 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis

				2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BAULNE INC. 1850 32ième Avenue Lachine Montréal QC CAN H8T3J7 http://www.baulne.ca	Non diffusé	Marianne Trudeau Téléphone: 5144220444 Courriel: mtrudeau@baulne.ca	**Transaction: (20024482)** 2024-07-24 15:29	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GESTION IMM-TECH INC. 7450 boul. des Galeries d'Anjou, bureau 140 Montréal QC CAN H1M1W5 https://www.gestionimmtech.com/	Non diffusé	Emily De la Torre Téléphone: 5149239915 Courriel: administration@gestionimmtech.com	**Transaction: (20024011)** 2024-07-23 12:17	20007309 - Addenda 1 avec annexes Devis 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-07-29 à 14:55 - Téléchargement 20008599 - Addenda 2 - Loi 107 Devis 2024-08-07 à 13:50 - Courriel 20011430 - Addenda 3 Devis 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-22 à 12:15 - Courriel 20012949 - 24-20607 Addenda 2 Devis 2024-08-30 à 13:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157020

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Accorder trois (3) contrats à la firme Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de trente-six (36) mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune – Dépense totale de 8 239 434,73 $ taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) – Appel d'offres public n° 24-20607 (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157020 - Entretien équipements de mécanique lot 1A 2A 3A.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1247157018

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des ententes-cadres conclues avec la firme Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 922 074,83 $ taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Mécanicaction inc. (CG22 2030), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 011,86 $ à 3 818 086,69 $ taxes incluses,

2- d'autoriser une dépense de 184 414,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:38

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157018**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des ententes-cadres conclues avec la firme Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2021, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 21-18947 pour un service sur demande de travaux de réparation et de fourniture de pièces, pour les systèmes de plomberie de divers immeubles de la Ville de Montréal. Cet appel d'offres comportait trois (3) lots distincts.
Le présent dossier vise donc à exercer la deuxième année d'option de prolongation des contrats avec Mécanication inc., à compter du 1er mai 2025 jusqu'au 30 avril 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0122 - 21 mars 2024 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 903 340,39 $, taxes et contingences incluses, pour la fourniture sur demande de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total de la dépense de 1 572 170,16 $ à 2 475 510,55 $, taxes incluses
CG22 0230 - 28 avril 2022 - Conclure une entente-cadre avec Mécanicaction inc. pour la fourniture sur demande de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois, du 1er mai 2022 au 30 avril 2024, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 572 170,16 $, taxes et contingences incluses, pour les lots 1 et 2 - Appel d'offres public 21-18947 (4 soum.)

CE22 0521 - 13 avril 2022 - conclure une entente-cadre avec Mécanicaction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour le lot 3, pour la fourniture d'un service de travaux en plomberie sur demande, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une durée de deux ans, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour la somme maximale

de 257 653,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18947

DESCRIPTION

Cette deuxième option de prolongation de l'entente-cadre vise à faire réaliser, sur demande, les travaux de réparation et d'entretien des systèmes de plomberie, ainsi que la fourniture des pièces, pour divers bâtiments de la Ville de Montréal à vocation administrative, industrielle, culturelle, communautaire et sportive, ainsi que les édifices de la sécurité publique.
Le fournisseur doit fournir un service "clé en main" ainsi qu'une disponibilité 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

JUSTIFICATION

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours. La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 pour un coût total de 1 106 489,80 $ taxes incluses, incluant des contingences de 184 414,97 $ taxes incluses également.

La firme Mécanicaction inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 3,78 % par rapport à l'année précédente. La dépense calculée sur la prolongation de l'ensemble de ces contrats totalise la somme de 1 106 489,80 $ contingences et taxes incluses, et est répartie ainsi :

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (8 mois) taxes incluses	2026 (4 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Mécanicaction inc.	190 914,79 $	95 457,40 $	**286 372,19 $**
2	Mécanicaction inc.	329 911,13 $	164 955,56 $	**494 866,69 $**
3	Mécanicaction inc.	93 890,64 $	46 945,32 $	**140 835,95 $**

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (8 mois) taxes incluses	2026 (4 mois) Taxes incluses	Montant total Taxes incluses
1	Mécanicaction inc.	38 182,96 $	19 091,48 $	**57 274,44 $**
2	Mécanicaction inc.	65 982,23 $	32 991,11 $	**98 973,34 $**
3	Mécanicaction inc.	18 778,13 $	9 389,06 $	**28 167,19 $**

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette deuxième prolongation de l'entente-cadre est sans imputation budgétaire. Les mandats seront attribués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Seule la Direction de la gestion immobilière et de l'exploitation du SGPI pourra faire appel à cette entente. Puisque ces services pourront être répartis sur divers bâtiments de l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, elle pourrait donc encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'exercer la deuxième année de prolongation de cette entente-cadre affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la deuxième prolongation : 1er mai 2025
Fin de la deuxième prolongation : 30 avril 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-04

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division - gestion immobiliere exploitation a contrat

Tél : 514-891-4556
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157018*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Entente *cadre pour la fourniture de service de plombier, sur demande, pour les bâtiments de la Ville de Montréal (2e prolongation)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En mettant en place une entente cadre pour des services de travaux en plomberie, le Service de la gestion et de la planification immobilière améliore la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières en réduisant, par exemple, l'utilisation de bons de commandes.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 septembre 2024

Monsieur Sylvain Pelletier
Mécanicaction Inc. Inc.
6660, avenue Paul-Émile-Lamarche
St-Léonard (Qc) H1P 1J7

Courriel : spelletier@mecanicaction.com

Objet : Renouvellement de contrat (2e prolongation)
Appel d'offres nº 21-18947 Lots 1, 2 et 3
Fourniture d'un service de travaux en plomberie sur demande, couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des **Lots 1, 2 et 3** serait effectif du 1er mai 2025 au 30 avril 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 20 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 2024-09-09
Nom en majuscules et signature : Sylvain Pelletier — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1247428006

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 270 784,40 $, taxes incluses, pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC., majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 54 156,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-30 11:27

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247428006**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

Pour assurer l'entretien des véhicules du parc motorisé et garantir leur bon fonctionnement, le SMRA doit se procurer des accumulateurs (batteries), en veillant à ce qu'ils soient adaptés aux spécifications techniques de chaque véhicule.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0012 – 26 janvier 2023 - Conclure une entente-cadre avec TCED INTL INC. pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation de douze (12) mois - (Montant estimé : 649 882,54 $, taxes incluses (contrat: 541 568,79 $ + contingences: 108 313,75 $)) - Appel d'offres public 22-19610 - (trois soumissionnaires)

CE22 2133 - 21 décembre 2022 - Résilier, de façon bilatérale, les ententes-cadres conclues avec Batteries Dixon inc., d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune, pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés du parc de la Ville – Appel d'offres public 18-16552 (2 soumissionnaires) (montant total des ententes 978 902,73 $, taxes incluses) (CE19 0449)

CE19 0449 - 20 mars 2019 - Conclure avec la firme Batteries Dixon inc. quatre (4) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune, pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés du parc de la Ville – Appel d'offres public 18-16552 (2

soumissionnaires) (montant total des ententes 978 902,73 $, taxes incluses)

CG18 0165 – 29 mars 2018 – Résilier l'entente-cadre de trente-six (36) mois avec Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés (CG16 0706)

CG16 0706 – 22 décembre 2016 – Résilier l'entente-cadre 846994 conclue avec Power Battery Sales ltée (East Penn Canada) pour la fourniture d'accumulateurs pour une durée de cinq ans (CG13 0066) / Conclure une entente-cadre, pour une durée de trente-six mois, avec une possibilité de prolongation de vingt-quatre mois, avec Uni-Select Québec inc. (Centre de pièces Gagnon) pour la fourniture d'accumulateurs pour véhicules et équipements motorisés - Appel d'offres public 16-15500 (2 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 1 143 199,11 $, incluant les taxes)

CG13 0066 – 21 mars 2013 – Conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq (5) ans, avec Power Battery Sales Ltd (East Penn Canada) pour la fourniture de batteries d'accumulateurs dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé - Appel d'offres public 12-12454 (8 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 1 021 370,35 $, incluant les taxes)

CG07 0273 – 30 août 2007 – Conclure avec Power Battery Sales ltée (East Penn Canada), une entente-cadre de cinq (5) ans pour la fourniture de divers accumulateurs pour véhicules et appareils du parc motorisé - Appel d'offres public 07-10322 (2 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente 533 219,22 $, incluant les taxes)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le présent dossier décisionnel vise à exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois prévue au contrat pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés.

Ce renouvellement vise l'acquisition de dix-neuf (19) modèles différents de batteries (accumulateurs) nécessaires à l'entretien et à la réparation des appareils du parc motorisé de la Ville de Montréal. Ces batteries sont les plus couramment utilisées par les ateliers mécaniques et sont codifiées par le service d'approvisionnement, ce qui permet d'avoir une meilleure visibilité de leur consommation.

Option de renouvellement:
Il est mentionné dans les documents d'appel d'offres du contrat qu'à son expiration, celui-ci peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois aux mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.05.02.

La firme TCED INTL INC a été avisée, par une lettre envoyée le 26 août 2024, de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ce renouvellement, en vertu des dispositions du contrat (copie de la lettre en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

Livraison:
Les batteries sont classifiées en deux catégories (A et B) selon leur disponibilité en inventaire dans les magasins des ateliers mécaniques. Les délais de livraison exigés sont de trois (3) jours ouvrables pour la catégorie A et un (1) jour ouvrable pour la catégorie B. Le tout suivant la réception du bon de commande.

Pénalité:
La Ville pourra appliquer une pénalité équivalente à trois pour cent (3%) de la valeur commandée par jour de retard.

Ajustement des prix:
Pendant la durée du contrat et pour le renouvellement, les prix peuvent être ajustés à la baisse ou à la hausse à chaque semestre compté à partir de la création du contrat. Le pourcentage des variations à la hausse sur le prix unitaire de chaque article ne devra pas dépasser cinq pour cent (5%) par période et ne jamais dépasser dix pour cent (10%) de variation annuelle. Lorsque le marché est à la baisse, l'adjudicataire a l'obligation de proposer une variation de prix à la baisse. S'il ne le fait pas, il s'expose à une pénalité de mille dollars (1 000 $) par événement.

Gestion des consignes:
Les ateliers mécaniques de la Ville retourneront à l'adjudicataire les accumulateurs usés et prêts à être disposés. Comme la Ville ne paiera pas les frais de consignes à l'achat initial, l'adjudicataire fera parvenir à la Ville une conciliation des factures à payer et les frais de consignes à récupérer, et ce, mensuellement. Par conséquent, dans certains cas, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) devra payer la différence des frais de consignes manquantes.

Tous les ateliers mécaniques de la Ville de Montréal peuvent bénéficier des prix et conditions de l'entente-cadre.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents d'appel d'offres 22-19610, le contrat permet (1) une option de renouvellement de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer ce renouvellement, et ce, selon les mêmes termes et conditions que le contrat initial.

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle;

- l'opportunité de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres;

- la qualité du service rendu par le fournisseur actuel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montants totaux incluant l'option de renouvellement :

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
TCED INTL INC.	649 882,54 $	324 941,27 $	**974 823,81 $**

L'adjudicataire, TCED INTL INC, s'engage à honorer le contrat pour douze (12) mois

supplémentaires générant une dépense de 270 784,40 $, incluant les taxes.

Une provision de 20 %, soit 54 156,88 $, incluant les taxes, a été ajoutée à titre de contingences pour l'ajustement de prix et les possibles variations de quantités.

La dépense totale à autoriser du renouvellement s'élève à 324 941,27 $, incluant les taxes et contingences.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation de crédit sur l'entente.

Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA).

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

Les accumulateurs usés seront récupérés par l'adjudicataire. L'adjudicataire s'engage à récupérer, à transporter, à recycler ou à disposer des accumulateurs usés selon les lois provinciales et fédérales en vigueur. Ce qui contribue à une valorisation responsable des matières résiduelles.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre obligerait la négociation de multiples commandes à la pièce en plus de faire perdre des économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette entente-cadre sera visible par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans le système Qlik Sense.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles CARON, Service des finances et de l’évaluation foncière
Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Charles CARON, 10 octobre 2024
Renée VEILLETTE, 9 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Leslie Guesley LOISEAU
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-08

Patrick VEILLETTE
chef(fe) de division - ateliers mecaniques

Tél : 514-872-2458
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél : N/A
Approuvé le : 2024-10-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247428006
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $ taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec la firme TCED INTL INC. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $ taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les accumulateurs usés seront récupérés par l'adjudicataire. L'adjudicataire s'engage à récupérer, à transporter, à recycler ou à disposer des accumulateurs usés selon les lois provinciales et fédérales en vigueur. Ce qui contribue à une valorisation responsable des matières résiduelles.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

RE: Recommandation de renouvellement de contrat - 22-19610 Acquisition de batteries pour véhicules et équipements motorisés

À partir de Marc-André Duchesne <marcandre.duchesne@tced.ca>
Date Ven 06/09/2024 08:53
À Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>
Cc Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>; Charlaine Turcot <charlaine.turcot@tced.ca>

ATTENTION: Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour M.Deshaies,

Steven ne travaille plus chez TCED. Charlaine Turcot a pris en charge le dossier depuis. De mon côté, je suis le directeur des ventes. Je quitte pour un voyage d'affaires alors je la mets en copie pour qu'elle puisse suivre le dossier efficacement.

Je confirme que nous acceptons le renouvèlement du contrat pour les deux prochaines années.

Pour ce qui est du cautionnement d'exécution au montant de 20 000$ je vois dans le contrat que nous devons en fournir un nouveau. Est-ce que celui que nous avons fait qui a été fait par traite bancaire si je me souviens bien nous sera retourné ou bien ce sera un total de 40 000$ en garantie d'exécution qui sera en votre possession? Merci de m'aider à éclaircir ce point pour notre VP Finances.

Nous attendons de vos nouvelles.

Merci et bonne journée.

- - -

TCED
60 ans d'énergie continue
years of continuous energy
Depuis 1964 Since 1964

Marc-André Duchesne
Directeur des Ventes TCED Canada
Canada TCED Sales Director

450-348-8720 / 1-800-661-3330 ext. 243
1-514-835-6334
marcandre.duchesne@tced.ca
tced.ca

Ce courriel pourrait contenir des renseignements confidentiels ou privilégiés. Si vous n'êtes pas le véritable destinataire veuillez nous en aviser immédiatement.
This email may contain confidential or privileged information. If you are not the intended recipient, please notify us immediately.

De : Marc-Andre DESHAIES <marc-andre.deshaies@montreal.ca>
Envoyé : 26 août 2024 09:45
À : Steven Carrier <steven.carrier@tced.ca>
Cc : Renee VEILLETTE <renee.veillette@montreal.ca>
Objet : Recommandation de renouvellement de contrat - 22-19610 Acquisition de batteries pour véhicules et

équipements motorisés
Importance : Haute

Vous ne recevez pas souvent de courriers de la part de marc-andre.deshaies@montreal.ca. Découvrez pourquoi cela est important

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au montant de 20 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

---

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement niv.2
Service de l'approvisionnement
Direction - Acquisition
Division - Acquisition
Section - Matériel Roulant, Concertation et Espace pour la vie

255, boul. Crémazie Est, Bureau 410.10
Montréal (Québec) H2M 1L5

marc-andre.deshaies@montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1247157019

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1- d'exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 22 mai 2025, et autoriser une dépense additionnelle de 1 705 698,94 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 6 800 839,74 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 209 218,90 $ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 09:39

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247157019**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19376 pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) de divers immeubles de la Ville de Montréal. Cet appel d'offres comportait cinq (5) lots distincts.
Cette prolongation vise seulement les lots 2B, 3B et 5B : les deux autres lots (1B et 4B) ne seront pas prolongés. En raison d'une consommation supérieure aux prévisions, le lot 4B a fait l'objet d'un nouvel appel d'offres public au cours de l'été. Le lot 1B vient à échéance le 21 mai 2025 et fera l'objet d'un appel d'offres au cours de l'hiver.

Le présent dossier vise donc à exercer la première année d'option des contrats, soit du 22 mai 2025 au 21 mai 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0608 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour 21 bâtiments de la Ville de Montréal faisant partie du lot 4, pour une période de 32 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 juin 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 695 810,31 $, taxes incluses (contrat : 1 541 645,74 $ + contingences : 154 164,57 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG22 0556 - 22 septembre 2022 - Accorder quatre contrats à Baulne inc. et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique

du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, pour une période de 32 mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes et contingences incluses (contrat : 4 631 946,18 $ + contingences : 463 194,62 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG17 0357- 24 août 2017 - Accorder 3 contrats à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 58 bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 3 933 750,51 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Ces contrats, faisant suite à l'appel d'offres n° 22-19376, visent un entretien planifié ainsi qu'un service, sur demande, d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour divers immeubles de la Ville de Montréal.
Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

JUSTIFICATION

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants. Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la première année d'option du contrat en cours.
La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 22 mai 2025 au 21 mai 2026 pour un coût total de 1 914 917,84 $ taxes incluses, incluant des contingences de 209 218,90 $ taxes incluses également.

La firme Baulne inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle, n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec, et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 3,78 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de l'ensemble de ces contrats totalise la somme de 1 914 917,84 $ contingences et taxes incluses et est répartie ainsi :

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114227)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	233 151,57 $	166 536,83 $	399 688,40 $
3B	Baulne inc.	132 258,16 $	94 470,11 $	226 728,27 $
5B	Baulne inc.	244 812,07 $	174 865,76 $	419 677,83 $

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	149 298,12 $	106 641,51 $	255 939,63 $

3B	Baulne inc.	88 425,69 $	63 161,21 $	151 586,90 $
5B	Baulne inc.	147 045,44 $	105 032,46 $	252 077,90 $

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

LOT	Fournisseur	2025 (7 mois)	2026 (5 mois)	Montant total Taxes incluses
2B	Baulne inc.	46 630,31 $	33 307,37 $	79 937,68 $
3B	Baulne inc.	26 451,63 $	18 894,02 $	45 345,65 $
5B	Baulne inc.	48 962,42 $	34 973,15 $	83 935,57 $

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

La dépense sera imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en changements climatiques.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus d'exercer la première année de prolongation de ce contrat affecterait la poursuite des opérations, la pérennité des équipements ainsi que des bâtiments tout en compromettant la sécurité des occupants.
Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels de firmes spécialisées afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la première prolongation : 22 mai 2025
Fin de la première prolongation : 21 mai 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438 925-1732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Ramdane BOUCHERK
chef(fe) de division

Tél : 514-855-6000
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

François BUTEAU
Directeur Gestion immobilière et exploitation

Tél : 514-770-0667
Approuvé le : 2024-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247157019*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Première prolongation pour fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 septembre 2024

Madame Marianne Trudeau
Baulne Inc.
1850, 32e Avenue
Montréal (Qc) H8T 3J7

Courriel : mtrudeau@baulne.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 22-19376 Lots 2B, 3B et 5B
Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des **Lots 2B, 3B et 5B** serait effectif du 22 mai 2025 au 21 mai 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 20 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Marianne Trudeau — Le 9 septembre 2024

Nom en majuscules et signature — Date

Marianne Trudeau

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247157019

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
Objet :	Exercer l'option de la première année de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247157019 - Entretien équipements de mécanique lot 2B 3B et 5B.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1245695001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion , Division talents_apprentissage et gestion du changement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux 3 ententes-cadres intervenues entre la Ville et les firmes Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne dans le cadre de 3 ententes-cadres avec Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses;

Firme	**Article**	**Montant option renouvellement an 2 (IPC et taxes incluses)**	**Montant total du contrat (taxes incluses)**
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 1	395 833,06 $	1 505 053,50 $
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 2	326 721, 32 $	1 299 853,56 $
Alia Conseil	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 3	225 798, 28 $	893 319,88 $
	Totaux	**948 352, 66 $**	**3 698 226,94 $**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-07 14:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245695001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction stratégie_talents_diversité_équité et inclusion , Division talents_apprentissage et gestion du changement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux 3 ententes-cadres intervenues entre la Ville et les firmes Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2021, le Service des ressources humaines a procédé à un appel d'offres public 21-18957 ayant pour objet la conclusion d'ententes-cadres pour la conception et production de solutions de formation en ligne. Trois contrats ont été octroyés à 2 fournisseurs (Novaconcept et Alia Conseil) pour une période de vingt-quatre (24) mois, en vigueur depuis le 27 janvier 2022. Les contrats prévoient deux options de renouvellement de douze (12) mois chacune. Ce dossier vise à exercer l'option de la deuxième prolongation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0029 - 25 janvier 2024 exercer l'option de première prolongation, et d'autoriser une dépense additionnelle de 919 213,60 $, taxes incluses, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne dans le cadre de trois ententes-cadres conclues avec Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des ententes-cadres de 1 830 660,69 $ à 2 749 874,29 $, taxes incluses

CG22 0040 - 27 janvier 2022 conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées, pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une durée de deux ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18957 :

Firmes et Montant (taxes et contingences incluses)
Contrat 1 Nova Concept formation inc. 798 104,71 $
Contrat 2 Nova Concept formation inc. 722 094,74 $

Contrat 3 Alia Conseil inc. 493 527,31 $

CG20 0667 - 17 décembre 2020 exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser les dépenses additionnelles pour les contrats 1, 2 et 3 pour des services professionnels, sur demande, de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne dans le cadre des contrats accordés aux firmes ci-après désignées et pour les montants indiqués en regard de chacune d'elles, majorant ainsi le montant total des contrats de 1 710 006,86 $ à 2 565 010,29 $, taxes incluses (CE19 0140 et CG19 0022)

CE 20 1918 - 2 décembre 2020 exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 124 733,51 $, taxes incluses, pour le contrat 4 pour des services professionnels, sur demande, de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne dans le cadre du contrat accordé à Nova concept (CE19 0140)

CG19 0022 - 31 janvier 2019 conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne avec les firmes Médial conseil santé sécurité inc. et Alia conseil inc. pour un montant total de 1 012 751,31$ taxes incluses (GDD 1184384001)

CE19 0140 - 23 janvier 2019 conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne avec la firme Novaconcept pour un montant total de 697 255,55$ taxes incluses (GDD 1184384001)

CE17 0886 - 31 mai 2017 conclure une entente-cadre pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne avec les firmes Médial et Edgenda pour un montant total maximal de 825 000$ taxes incluses (GDD 1176750001)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'utilisation de la deuxième option de prolongation de douze (12) mois incluse au contrat ayant pour objet la conception et la production de solutions d'apprentissage en ligne.

Les trois (3) contrats accordés en 2022 et majorés pour la première période de prolongation totalisent une somme de 2 749 874,29 $ (taxes incluses). Le montant total estimé pour la deuxième période de prolongation est de 948 352,66 $ (taxes incluses), majorant ainsi le montant total des ententes-cadres de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $. Il s'agit de montants prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue de consommer les services selon la valeur totale des contrats.

Le Service des ressources humaines et des communications souhaite prolonger ces ententes-cadres afin de bénéficier des mêmes termes et conditions des contrats actuels, ce qui réduira par le fait même les délais et coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs. Les contrats prévoient, lors d'un renouvellement, que les prix soient ajustés selon le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal. Ce taux est égal à 3.17%. La Ville bénéficiera tout de même d'un minimum d'augmentation des prix actuellement en vigueur, durant toute la période de prolongation, soit du 27 janvier 2025 au 26 janvier 2026.

Ces ententes-cadres seront à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Le tableau présentant les informations détaillées se trouve en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Conformément à l'appel d'offres 21-18957, le présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième prolongation qui y est prévue, pour une période de douze (12) mois, et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, comme précisé dans le tableau sommaire suivant:

Firme	**Article**	**Montant option renouvellement an 2 (IPC et taxes incluses)**	**Montant total du contrat (taxes incluses)**
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 1	395 833,06 $	1 505 053,50 $
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 2	326 721, 32 $	1 299 853,56 $
Alia Conseil	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 3	225 798, 28 $	893 319,88 $
	Totaux	**948 352, 66 $**	**3 698 226,94 $**

Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes-cadres sont principalement la satisfaction des services rendus par ces fournisseurs et l'intérêt des unités d'affaires de la Ville à utiliser ces services. Depuis le début de cette entente, près de cinquante (50) projets de formation ont été réalisés ou sont en cours de réalisation. En plus du Service des ressources humaines et des communications, dix (10) autres unités d'affaires se sont prévalues de ces ententes-cadres et certains d'entre eux, plus d'une fois.

Nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription des adjudicataires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de leur contrat. En date du 16 octobre 2024, les deux adjudicataires de ce dossier sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Le présent dossier décisionnel ne requiert pas la présentation d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Les adjudicataires des contrats ont confirmé leur intérêt de prolonger le contrat actuel par écrit. La copie de la lettre qui leur a été envoyée est incluse en pièce jointe du présent dossier décisionnel.

Les montants prévus à la prolongation des ententes-cadres n'engagent aucunement la Ville à utiliser la totalité des services prévus, mais représentent plutôt des sommes maximales. La Ville de Montréal ne garantit aucun volume de travail aux fournisseurs retenus et se réserve le droit d'attribuer chacun des mandats à venir selon son estimation du fournisseur le plus pertinent.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger les ententes-cadres existantes qui nous garantissent les conditions de prix pour une période additionnelle de douze (12) mois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Ville de Montréal déboursera uniquement pour les services professionnels qui seront effectivement réalisés par les fournisseurs à partir de l'évaluation (temps et coût) qui inclut toutes les dépenses. Il n'y aura pas d'autres frais à prévoir que ceux encourus sur une base horaire.

Enfin, la totalité des coûts sera répartie en fonction du principe de l'utilisateur-payeur à toutes les unités d'affaires. Ces ententes pourraient donc engager des dépenses d'agglomération.

Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de contrat-cadre.

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de deux priorités de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, mais il ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques car, il n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.
La grille d'analyse Montréal 2030 se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la décision d'octroyer les contrats était négative ou reportée, toutes les unités d'affaires qui désirent développer de la formation devraient elles-mêmes identifier des fournisseurs ou procéder à des appels d'offres. Plusieurs initiatives locales seraient mises de l'avant et il serait ainsi difficile d'assurer une cohérence de pratique. Par ailleurs, les coûts seraient plus élevés et plusieurs procédures administratives seraient requises par chacune pour octroyer des contrats.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les trois (3) ententes-cadres signées depuis 2017 ont permis de développer des partenariats de qualité entre les experts de l'apprentissage du Service des ressources humaines et des communications et les responsables de la formation des unités d'affaires. Un mode opérationnel pour tout développement de formations en ligne a été implanté. Il permet une collaboration très efficace et des échanges entre les partenaires de développement professionnel de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Shanti JODOUIN CHOPKA
conseiller(-ere) principal(e) (specialite)

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Yvonne HENKELMANN
chef(fe) de section - solutions et experiences d'apprentissage

Tél : 5142426168
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève BEAUREGARD
directeur(-trice) - strategie, talents, diversite, equite et inclusion
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
directeur(-trice) de service - ressources humaines
Tél :
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245695001
Unité administrative responsable : Service des ressources humaines et des communications
Projet : Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois de 3 ententes-cadres (CG22 0040) pour la conception et la production de solutions d'apprentissage en ligne

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Le dossier permet de contribuer aux priorités suivantes: #8: Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous #17: Développer un modèle de **gouvernance intelligente et une culture de l'innovation** reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en oeuvre de Montréal 2030:
  - Développement d'une offre révisée de contenu de formations en ligne sur l'équité, la diversité et l'inclusion, grâce à la collaboration entre 5 unités d'affaires qui mettent en commun leur champ d'expertise diversifié;

  - Poursuite du développement de l'offre de formations en vue d'améliorer l'accueil des nouveaux employés: Bienvenue à la Ville (pour tous), programme d'accueil d'intégration pour gestionnaires et un pour le personnel administratif; cohortes de nouveaux contremaîtres. Différents projets en cours pour la formation du personnel col bleu, avec la collaboration d'un chef de pratique, possédant une expérience de contremaître et en étroite collaboration avec d'autres centres de formation tels au MRA, Maxim'eau et le SCA.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Adjudicataires	Numéro de contrat	Montant contrats majorés 2023 (taxes incluses)	Montant engagé (taxes incluses)	% consommé au 16 octobre 2024	Option renouvellement an 2	Augmentation de l'IPC 3,17%	Option renouvellement an 2 incluant l'IPC
Nova Concept	1	1 109 220,44 $	724 515,31 $	65%	383 670,70 $	12 162,36$	395 833,06 $
Nova Concept	2	973 132,24 $	412 189,14 $	42%	316 682,49 $	10 038,83 $	326 721,32 $
Alia Conseil	3	667 521,60 $	60 123,89 $	9%	218 860,41 $	6 937,87$	225 798,28 $
TOTAL		**2 749 874,28 $**	**1 196 828,34 $**		**919 213,60 $**	**29 139,06$**	**948 352,66 $**

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 30 Septembre 2024

Monsieur Ghislain BÉLANGER
Novaconcept Formation inc.
7245 rue Alexandra, bureau 300
Montréal (Québec) H2R 2Y9

Courriel : gbelanger@novaconcept.com

Objet : **Recommandation 2e renouvellement de contrat**
Appel d'offres no 21-18957
Services professionnels de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne pour la Ville de Montréal LOTS 1 et 2

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 27 Janvier 2025 au 26 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, la copie certifiée de sa police ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques ainsi que l'avenant responsabilité civile, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.1 et une attestation de la police d'assurance responsabilité professionnelle, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.2

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

J'accepte le renouvellement :

GHISLAIN BÉLANGER	10 octobre 2024
Nom en majuscules et signature	Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature	Date

Danielle Dion
Agente d'approvisionnement II
Courriel : danielle.dion@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 30 Septembre 2024

Monsieur Hugo PRIVÉ
Alia Conseil inc.
230 chemin du Golf #305
Ile-des-Sœurs (Québec) H3E 2A7

Courriel : hprive@aliaconseil.com

Objet : **Recommandation 2e renouvellement de contrat**
Appel d'offres nº 21-18957
Services professionnels de conception et de production de solutions d'apprentissage en ligne pour la Ville de Montréal LOT 3

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 27 Janvier 2025 au 26 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, la copie certifiée de sa police ou le certificat d'assurance responsabilité civile générale tous risques ainsi que l'avenant responsabilité civile, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.1 et une attestation de la police d'assurance responsabilité professionnelle, selon les exigences prévues au Contrat, poste 10.15.2

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués

J'accepte le renouvellement :	Hugo Privé	2024-09-30
	Nom en majuscules et signature	Date
Je refuse le renouvellement :		
	Nom en majuscules et signature	Date

Danielle Dion
Agente d'approvisionnement II
Courriel : danielle.dion@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie;

1. Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;
2. D'autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie provenant du budget de fonctionnement du service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM) ;
3. Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994$
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-04 14:35

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a adopté le décret 1475-2024 le 2 octobre 2024 en vertu duquel la Société d'habitation du Québec (la « **SHQ** ») consentira une subvention à Habitation Laprairie (l'« **Organisme** ») pour son projet, via une entente de subvention pour la réalisation et d'exploitation signée entre l'Organisme et la SHQ (l'« **Entente SHQ** »).

L'Entente SHQ prévoit que le projet doit être appuyé par une contribution municipale de 3 465 705 $.

La part de la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (la « **CMM** »).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et l'Organisme, laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme a soumis un projet de construction neuve de 52 logements de 1 cc et de 2 cc destinés aux familles et personnes seules ayant des revenus faibles ou modestes.

Le coût prévu de la construction de l'immeuble s'élève à 16,7 M$. À ce montant s'ajoutent le coût d'acquisition, les honoraires professionnels, le coût des études et des dépenses connexes, ainsi que les taxes applicables.

Coût total de réalisation de 22 178 210 M$ est financé par les contributions suivantes :

Subvention SHQ : 9 963 900 $ incluant la subvention de base et 1 299 639 $ additionnels pour les mesures environnementales
Fonds logement abordable (SCHL): contribution de 3 775 065 $ et prêt de 4 800 960 $
Contribution Ville (CMM) : 3 465 705 $
Subvention Novoclimat : 117 380 $
Financement initial (SCHL) : 30 200 $
Fonds municipal vert : 25 000 $

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers des logements du projet conformes aux loyers maximaux pour une période de 35 ans. De plus, pour être admissible à la location d'un logement construit dans le cadre du projet, un ménage doit avoir un revenu égal ou inférieur au seuil de revenu maximal prévu à la grille des seuils de revenus maximaux admissibles rendue publique par la SHQ.

La contribution de la Ville est conditionnelle à la signature de l'Entente SHQ.

JUSTIFICATION

Le projet :

- Correspond à la volonté de la Ville d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables sur le territoire montréalais;
- Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable;
- A reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre de l'Entente SHQ en date du 2 octobre 2024;
- A reçu un avis favorable à sa réalisation de l'arrondissement du Sud-Ouest.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 3 465 705 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation.
Cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM.

Le calendrier de versement de la contribution financière sera fait tel que le prévoit la convention de contribution entre la Ville et l'Organisme:

- Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la contribution
- Signature du contrat de construction de l'entrepreneur : 20% de la contribution
- 50% d'avancement des travaux : 30% de la contribution
- À la fin des travaux, soit à l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux : 20% de la contribution

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, étant donné que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un OBNL, que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans, que le projet bénéficiera du programme de supplément au loyer (PSL) et que la CMM remboursera les contributions municipales.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Tel qu'indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de revitaliser le secteur par la construction d'un immeuble neuf à l'emplacement occupé depuis plusieurs années par un immeuble laissé à l'abandon. Cette revitalisation a aussi une bonne valeur environnementale et patrimoniale par la réutilisation des matériaux de l'ancien immeuble. Au plan social, le projet permettra de procurer une offre résidentielle répondant aux besoins du secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carol-Anne LANGLOIS
-

Tél : (514) 466-3622
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249286005*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Habitation Laprairie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

Création de 55 logements pour femmes en difficulté, avec ou sans enfants.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2024-10-31 - Convention Habitation Laprairie - VF - VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

31 octobre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **HABITATION LAPRAIRIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est située au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, agissant et représentée par Lucien Banga, secrétaire, et Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation et de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitation;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2) et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés par la SHQ;

ATTENDU QUE le décret numéro 1475-2024 du 2 octobre 2024 autorise la SHQ à verser une subvention maximale de 9 963 900 $ pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'une entente de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ de cette subvention et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Entente de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QU'une contribution municipale complémentaire d'un montant de 3 363 680 $ est exigée dans l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de construire, acquérir, rénover, restaurer un ou plusieurs projets d'habitation à loyers modiques dans l'intention de fournir des logements à des personnes ayant des revenus faibles ou modestes ou à une clientèle avec des besoins particuliers en habitation;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville, comme exigée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant la Contribution municipale (tel que ce terme est défini à l'article 2);

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

C. D.

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.5.1 de la présente Convention;
2.3 « **Annexe 3** » :	les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;
2.4 « **Contribution municipale** » :	la contribution financière versée par la Ville prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;
2.5 « **Coûts de réalisation admissibles** » :	dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement l'ensemble des coûts afférents à la réalisation de la partie résidentielle du Projet incluant les coûts liés à l'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et les frais connexes, les dépenses liées à la préparation et au développement du

C D.

Projet incluant les permis, les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports, à la conception et au suivi des travaux, les coûts de construction liés à la partie résidentielle du Projet (main-d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) et les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain. Il est entendu entre les Parties que le paiement de capital et d'intérêts pour des prêts engagés, ainsi que les frais de gestion et d'exploitation du Projet une fois réalisé sont expressément exclus des Coûts de réalisation admissibles.

Pour plus de certitude, les Parties conviennent que le Responsable peut exclure des Coûts de réalisation admissibles toute portion qu'il considère ne pas être liée, directement ou indirectement, au volet résidentiel du Projet.

2.6 « **Logement** » : un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location de manière temporaire ou permanente. N'est pas inclus un lieu occupé à des fins de villégiature ou situé dans un établissement hôtelier;

2.7 « **Logement abordable** » : un Logement dont le loyer respecte le loyer maximum reconnu par la SHQ dans le cadre du PHAQ, le cas échéant, conformément à son cadre normatif;

2.8 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;

2.9 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

C D.

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de compte sont prévus à l'Annexe 3;

2.11 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.12 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention octroyée par la SHQ à l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

2.13 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ,

C. D.

conformément à ses exigences et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissibles afférents à celui-ci. En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissibles, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues à l'article 4.3 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprises en règle

4.3.1 s'assurer et exiger que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.3.2 dans le cadre de la réalisation du Projet, s'assurer et exiger qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s'assurer et exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu'il souscrive un contrat d'assurance chantier tous risques ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l'Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la *Charte de la langue française*, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale par rapport à l'aide accordée par les autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

C D.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 3, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au

Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, de toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après un jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ, de la réception d'une contribution privée dans le cadre du Projet ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application de l'article 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers

C D.

tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles. Cela inclut, mais sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété, à l'exception d'une servitude d'utilité publique et d'une hypothèque.

4.12 Notaire

4.12.1 conclure, avec un notaire (ci-après le « **Notaire** »), un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera les engagements prévus à l'article 5.2.1 de la présente Convention, et en remettre une copie à la Ville;

4.12.2 le contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui mentionnés à l'article 4.12.1 devra être approuvé(e) par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa signature.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de trois millions quatre cent soixante-cinq mille sept cent cinq dollars (3 465 705 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissibles dans le cadre du Projet.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document ou renseignement pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention.

5.2.1 Premier versement :

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale, à être affecté au

C D.

paiement du prix d'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, des frais accessoires à l'acquisition (incluant les honoraires du Notaire) et des dépenses liées à la préparation et au développement du Projet, le tout s'inscrivant dans les Coûts de réalisation admissibles, conformément à l'article 5.2.1.2 de la présente Convention.

5.2.1.2 L'Organisme charge la Ville de remettre le premier versement de la Contribution municipale prévu à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention au compte en fidéicommis du Notaire instrumentant la vente des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, par chèque libellé au nom du Notaire en fidéicommis, dans les soixante (60) jours de la signature de la présente Convention. À cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le Notaire remette à la Ville, préalablement au dépôt dans son compte en fidéicommis, un engagement en faveur de la Ville à ne pas débourser les sommes avant de s'être assuré, notamment :

- que l'Organisme procède à la signature d'un acte de vente afin de devenir propriétaire absolu de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet par bon et valable titre, libre de toute charge, sauf celle(s) autorisée(s) par la SHQ, le cas échéant;

- qu'il a reçu une confirmation du Responsable à l'effet que l'Organisme a remis à ce dernier les documents suivants, laquelle sera délivrée dans les quinze (15) jours suivant la réception par le Responsable de ces documents qu'il aura jugé suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

    - Une copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée par la SHQ et l'Organisme;

    - Une copie des documents exigés conformément à l'article 4.7.1 de la présente Convention;

C D.

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention;

- Tout autre document demandé par le Responsable;

- que les sommes reçues soient utilisées pour le paiement du prix d'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et des frais accessoires à l'acquisition (incluant les honoraires du Notaire) et que le résidu du premier versement, le cas échéant, soit ensuite versé à l'Organisme.

5.2.2 Versements subséquents :

5.2.2.1 Un deuxième versement à l'Organisme, représentant vingt pour cent (20 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;

- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant les contrats d'assurance exigés conformément à l'article 4.3.3 de la présente Convention.

5.2.2.2 Un troisième versement à l'Organisme, représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %).

5.2.2.3 Un dernier versement à l'Organisme, représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par

C D.

l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet.

5.2.3 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale à l'Organisme demeure en tout temps conditionnel à ce que :

- l'Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- l'Organisme soit propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet;
- l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l'Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.4 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention.

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l'Organisme, il s'engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale pourrait être réduite proportionnellement à la Subvention SHQ réellement octroyée à l'Organisme par la SHQ dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente

(30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit, notamment, informer le Responsable par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

C D.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens;

7.1.3 si l'Organisme fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.4 si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.5 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.6 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.7 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit du

C D.

Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 ou 7.1.3, la Ville peut résilier la présente Convention sans délai, dès la survenance de l'événement, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.4, 7.1.5, 7.1.6 ou 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des paragraphes 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due et l'Organisme devra dès lors cesser toute utilisation de la Contribution municipale. Ce dernier devra également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile

accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurance susmentionnés doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme, ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, à chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits remis par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous

C D.

son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

C D.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de Murielle Sauvé, Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

C D.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____ jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le ____jour de _____2024

HABITATION LAPRAIRIE

Par : _____
Lucien Banga, secrétaire

Par : _____
Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier

Cette Convention a été approuvée par le par le conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG …….).

C D.

ANNEXE 1
Description du Projet et données spécifiques

Nom du bénéficiaire : Habitation Laprairie

Nom du Projet : Habitation Laprairie

Adresse du Projet : 1295, rue de Laprairie

Désignation cadastrale du Projet (immeuble(s) sur le(s)quel(s) est réalisé le Projet) : 6 645 876, 6 645 877, 6 645 878 (lots projetés)

Droit de propriété : Propriétaire

Type d'occupation : Logement permanent

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : Construction neuve ☒ Rénovation ☐

Description des Logements :

Typologie	**Nombre de logements**	**Clientèle**
Chambres		
Studios		
Logements de 1 c.c.	28	Personnes seules
Logements de 2 c.c.	24	Familles
Logements de 3 c.c.		
Logements de 4 c.c.		
Logements de 5 c.c. et plus		
Total	**52**	

SUBVENTION SHQ

Montant de la subvention SHQ : 9 963 900 $

Montant de la Contribution municipale : 3 465 705 $

À_____, le _____

HABITATION LAPRAIRIE

Par : _____
Lucien Banga, secrétaire

Par : _____
Patrick Mbisoni Fimbo, vice-président et trésorier

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

L'Organisme doit se conformer aux directives qui sont établies par la SHQ relativement à la visibilité qu'il donnera au Projet en respectant les exigences suivantes :

- Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer toute forme de communication : événement, conférence de presse, communiqué, site Web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.;
- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville;
- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentante de la Ville, la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques;
- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Prendre des photos ou faire des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés (au moins cinq (5)) et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :
    - Nom;
    - Date de la captation visuelle;
    - Phase du Projet.
- Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.).

Reconnaissance des contributions

Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle de la Ville sur tous les outils de communication imprimés ou électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter l'une des mentions suivantes :

- Dans le cas où la contribution de la SHQ s'ajoute à la participation du gouvernement du Canada et de la Ville (la valeur de la contribution détermine la préséance des deux gouvernements) :

  Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- **Message écrit officiel**
  Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

- **Annonce ou événement public**
  - Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;
  - Proposer un scénario de déroulement pour approbation;
  - Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;
  - Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3
Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

---

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Engagement unilatéral du Notaire (pour le versement au Notaire);
- Confirmation du Responsable au Notaire à l'effet que l'Organisme a remis à ce dernier les documents suivants (pour les versements effectués par le Notaire) :
  - Copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée;
  - Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
  - Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
  - Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet.

Aux fins du 2e versement – 20 % :

- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – couverture d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %.

Aux fins du dernier versement :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- État audité des coûts de réalisation du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons le projet ci-joint de contrat de services professionnels entre Me Marie-Ève Bouchard-Angers, notaire, et Habitation Laprairie, comprenant des stipulations en faveur de la Ville. (N.D: 24-001398)

FICHIERS JOINTS

2024-10-17 Contrat de services professionnels (final).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE

Me Marie-Ève Bouchard-Angers, notaire, ayant son domicile professionnel au 3750, boulevard Crémazie Est, bureau 425, Montréal, Québec, H2A 1B6

Ci-après nommé le « **Notaire** »

ET

HABITATION LAPRAIRIE, personne morale dûment constituée sous l'autorité de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c.C-38) dont l'adresse principale est le 2125 rue Saint-Patrick, Montréal (Québec) H3K 0B9, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024).

Ci-après nommée l'« **Organisme** »

1. PRÉAMBULE :

1.1 **ATTENDU** que l'Organisme s'apprête à acquérir, à des fins de logement social, un volume superficiaire connu et désigné comme étant les lots numéros 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après collectivement l'« l'**Immeuble** »), aux termes d'un acte de vente qui sera reçu sous peu par le Notaire.

1.2 **ATTENDU** que la Ville de Montréal (ci-après la « **Ville** ») a octroyé à l'Organisme, afin de soutenir son projet de construction, une contribution financière d'un montant de TROIS MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-CINQ MILLE SEPT CENT CINQ DOLLARS (3 465 705 $), (ci-après collectivement «**Contribution municipale**»), aux termes d'une convention de contribution financière signée le _____ 2024 (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, ci-après la « **Convention** »).

1.3 **ATTENDU** qu'un chèque représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale doit être déposé dans le compte en fidéicommis du Notaire (ci-après le « **Versement** ») relativement à l'acquisition de l'Immeuble, laquelle somme devra être affectée d'abord au prix d'acquisition de l'Immeuble et aux frais accessoires et dont le résidu, le cas échéant, devra être versé à l'Organisme.

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, L'ORGANISME ET LE NOTAIRE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. OBJET DU CONTRAT

L'Organisme retient les services professionnels du Notaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises pour :

2.1 Déposer, dans son compte en fidéicommis, le Versement.

2.2 Procéder à la préparation et publication de l'acte de vente de l'Immeuble afin que l'Organisme devienne propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de toutes charges, sauf celles autorisées par la Société d'habitation du Québec («**SHQ**»), le cas échéant.

2.3 Disposer du Versement de la façon suivante :

2.3.1 Acquitter le prix d'acquisition de l'Immeuble;

2.3.2 Payer les frais accessoires à l'acquisition dont notamment frais et honoraires du Notaire;

2.3.3 Verser le résidu, le cas échéant, à l'Organisme.

Le Notaire déclare et certifie ce qui suit :

1. Il est un notaire et membre de la Chambre des notaires du Québec.

2. L'Organisme détient ou détiendra un bon et valable titre de propriété sur l'Immeuble, libre de toute charge, sauf celles autorisées par la SHQ, le cas échéant.

3. Les taxes et autres charges foncières échues de l'Immeuble sont entièrement payées ou le seront au moment du déboursement des fonds.

4. L'Immeuble est couvert par un contrat d'assurance contre l'incendie et les risques jusqu'à concurrence de sa pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile d'une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$), et dans lequel Ville est désignée comme assurée additionnelle.

5. Il a procédé ou procédera à toutes les vérifications nécessaires ou pertinentes, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville.

6. Il a obtenu ou obtiendra du Responsable, tel que ce terme est défini à la Convention, toutes les confirmations requises prévues à l'article 5.2.1.2 de la Convention, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville.

7. Il s'engage à aviser la Ville de tout fait important qui pourrait avoir une incidence défavorable sur sa décision de débourser les fonds.

3. SIGNATURE

Le présent contrat de services professionnels peut être signé par les différentes parties en exemplaires séparés, dont chacun, lorsqu'exécuté, est réputé être un original mais qui, ensemble, sont réputés constituer une seule et même entente; laquelle entente prend effet lorsqu'un ou plusieurs exemplaires ont été signés par chacune des parties. Les parties aux présentes consentent à l'utilisation de la signature par voie électronique et conviennent que le présent contrat peut être signé soit par signature manuscrite ou par signature électronique et qu'il peut être livré par voie électronique (en format PDF) ou autrement. Les parties acceptant une telle signature électronique comme étant une signature originale des parties.

Signé électroniquement à Montréal, ce

_____

M^e^ ■, notaire

Signé à Montréal, ce

HABITATION LAPRAIRIE

_____

Par :

Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur et signe à Montréal ce _____ 2024.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par : Clotilde Tarditi

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249286005

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249286005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

Il est recommandé

1- d'approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.

2- d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière de la façon suivante : 2027 : 1 404 537,94 $, 2028 : 24 417,58 $, 2029 : 25 940,10 $, 2030 : 27 518,92 $, 2031 : 29 155,81 $, 2032 : 30 852,60 $, 2033 : 32 611,17 $, 2034 : 34 433,46 $, 2035 : 36 321,43 $ et 2036 : 38 277,16 $;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 69,9 % par la ville-centre et à 30,1% par l'agglomération tel qu'établi par le Service des finances, et ce, en fonction de l'occupation de l'édifice par les différents services de la Ville.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-11 12:55

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248682004**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2005, la Ville de Montréal (Ville) loue de la Société en commandite Brennan-Duke (Brennan) la presque totalité de l'édifice Louis-Charland (Édifice), afin de regrouper plusieurs services corporatifs sous un même toit. L'Édifice, construit en 2003 et ayant une superficie de bureaux de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement intérieures, est le plus important centre administratif de la Ville. Le bail viendra à échéance le 31 décembre 2026. En 2022, à la suite de l'implantation d'un modèle de travail en mode hybride, le projet pilote d'aménagement des espaces en mode collaboratif a débuté dans l'Édifice. Compte tenu des sommes investies dans les travaux afférents à ce projet de réaménagement dans l'Édifice, le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) a demandé au Service de la stratégie immobilière (SSI) de prolonger le bail pour ces espaces, et ce, pour un terme additionnel de 10 ans. La Ville exerce donc les deux premières options de renouvellement de 5 ans, aux mêmes conditions, prévues au bail conclu en 2005.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver cette prolongation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0608 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense maximale de 988 772,70 $, taxes incluses, afin de rembourser à la Société en commandite Brennan-Duke, le coût des travaux de réfection de la dalle de béton du stationnement intérieur, de l'édifice situé au 801, rue Brennan.

CG18 0277- 31 mai 2018 - Autoriser une dépense maximale de 76 058,62 $, taxes incluses, afin de rembourser la Société en commandite Brennan-Duke inc., pour l'installation de 7 stations de recharge pour véhicules électriques dans le cadre du Programme de remplacement du Matériel Roulant désuet. 2- Autoriser une dépense maximale de 49 450,75 $, taxes incluses, pour l'achat de 7 stations de recharge et d'accessoires en vertu de l'entente cadre avec Westburne, division de Rexel Canada Électrique inc., qui seront installées à l'intérieur du stationnement souterrain de l'édifice Louis-Charland. 3- À compter du 1er janvier 2019 et les années subséquentes, le SGPI assumera la dépense des frais d'exploitation telle que les informations financières inscrites au sommaire décisionnel pour les dépenses récurrentes.

CA13 240099 - 12 mars 2013 - Approuver une lettre d'entente avec la Société en commandite Brennan-Duke afin d'aménager une zone de jeu pour enfants sur le parvis de l'immeuble Louis-Charland.

CG08 0334 - 19 juin 2008 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Société en commandite Brennan-Duke et la Ville de Montréal conviennent de modifier le bail sous seing privé intervenu le 31 mars 2005 ainsi que la première modification intervenue le 28 février 2007 afin de prolonger le bail aux mêmes conditions et au même loyer durant dix ans, à compter du 1er janvier 2017.

CG06 0508 - 13 décembre 2006 - Approuver un projet de modification de bail aux termes duquel la Société en commandite Brennan-Duke et la Ville de Montréal conviennent de modifier le bail sous seing privé intervenu le 31 mars 2005, afin de diminuer la superficie du bail existante de 262 m² (2 820 pi²) pour un local situé au rez-de-chaussée du 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland) et de prolonger le bail aux mêmes conditions et au même loyer durant dix ans, à compter du 1er janvier 2007.

CM05 0104 - 21 février 2005 - Approuver le regroupement de services corporatifs au 31, rue Duke.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention de prolongation du bail.
La Ville de Montréal occupe 99,14 % de l'immeuble. Le bail prévoit que la Ville doit payer les travaux majeurs de l'immeuble inclus dans les frais d'exploitation. Après ce renouvellement, il ne restera qu'une seule option de prolongation de 5 ans aux mêmes termes et conditions.

JUSTIFICATION

Étant donné que la Ville entend réaliser plusieurs travaux dans l'Édifice permettant d'optimiser les aménagements et d'augmenter le nombre de postes de travail, il est requis de prolonger le bail pour une période additionnelle de 10 ans afin de protéger les investissements de la Ville. De plus, le taux locatif est très avantageux puisque la Ville rembourse les frais d'emprunt seulement comme loyer de base. À titre de comparaison, le loyer unitaire de base payé par la Ville est de 6,61 $/pi² alors que sur le marché normal le loyer de base marchand serait de 22,00 $/pi². Globalement le taux locatif moyen est de 33,80 $/pi² alors que le taux de location du marché varie de 43 $/pi² à 45 $/pi², tel que plus amplement détaillé aux aspects financiers.
En vertu du Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des

contrats, le dossier doit être soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant:

- le contrat comporte une dépense de plus de 20 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant présente la dépense totale pour une superficie de bureaux de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement.

	Loyer annuel antérieur	**Total du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036**
Superficie (pi²)	324 640,00	324 640,00
Loyer de base	2 145 000,00 $	21 450 000,00 $
Frais d'exploitation	4 330 826,01 $	49 732 894,60 $
Taxes foncières	3 357 236,62 $	38 552 713,75 $
Total avant taxes	9 833 062,63 $	109 735 608,35 $
TPS (5%)	491 653,13 $	5 486 780,42 $
TVQ (9,975%)	980 848,00 $	10 946 126,93 $
Total taxes incluses	**11 305 563,76 $**	**126 168 515,70 $**
Ristourne de TPS	(491 653,13) $	(5 486 780,42) $
Ristourne TVQ (50%)	(490 424,00) $	(5 473 063,50) $
Loyer net	10 323 486,63 $	115 208 671,78 $

Le taux locatif moyen pour la durée de l'entente est de 33,80 $/pi², avant taxes.

Cette location sera comptabilisée comme une location acquisition

Le loyer de base annuel est calculé à partir du remboursement d'un prêt consenti à la la Société de développement de Montréal pour l'acquisition de l'immeuble, par une institution financière ayant soumis le meilleur taux lors d'appels d'offres. Le loyer de base apparaissant aux présentes est basé sur un mode de financement corporatif garanti par la Ville selon un taux d'intérêt annuel de 5,25 % pour un terme de 5 ans. Les frais d'exploitation incluent les dépenses majeures et mineures de l'Édifice. Ces frais d'exploitation ainsi que les taxes foncières sont indexés de 2,5 % par année.

La Division des analyses immobilières du SSI a estimé une valeur locative pour les lieux loués. Un taux de location variant de 43 $/pi² à 45 $/pi². Cette fourchette de valeur est établie sur une base annuelle et entièrement brute. Ces taux locatifs comprennent les frais d'exploitation du local ainsi que les taxes foncières.

Cette dépense sera assumée à 69,9 % par la ville-centre et à 30,1% par l'agglomération tel qu'établi par le Service des finances, et ce, en fonction de l'occupation de l'édifice par les différents services de la Ville.

La base budgétaire du SSI devra être ajustée, de façon récurrente, selon les informations représentées dans le tableau suivant:

	Ajustement de la base budgétaire du SSI (récurrent)
2027	1 404 537,94 $

2028	24 417,58 $
2029	25 940.10 $
2030	27 518,92 $
2031	29 155,81 $
2032	30 852,60 $
2033	32 611,17 $
2034	34 433,46 $
2035	36 321,43 $
2036	38 277,16 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, l'atteinte des engagements en changements climatiques et en accessibilité universelle. Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des engagements en inclusion et en équité en raison de la nature du bail.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait la Ville à relocaliser l'ensemble des Services dans des nouveaux locaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie ORTEGA, Service de la gestion et planification des immeubles
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles
Janos COURVILLE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christyne PLANTE
conseillère en immobilier

Tél : 438-920-6412
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-18

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél :
Approuvé le : 2024-10-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248682004*
Unité administrative responsable : *SSI – Service de la stratégie immobilière – Division des locations immobilières*
Projet : *Location d'espaces à des fins bureaux administratifs de la Ville*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.* *Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *L'édifice Louis-Charland est certifié Leed-CI argent. La ville de Montréal occupe plus de 99% de l'immeuble Le renouvellement de l'entente contractuelle permet globalement via les dépenses des frais d'exploitation de favoriser la réduction des GES et des matières résiduelles.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

801 BRENNAN

1.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 FEV 2005
pour l' AVOCAT EN CHEF DE LA VILLE

0410

CONVENTION DE BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du *Code civil du Québec* et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité **9095-5139 Québec inc.**, une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 500, place d'Armes, bureau 1400, Montréal, Québec, H2Y 2W2, agissant et représentée aux présentes par Suzanne Deschamps, sa présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration de la corporation en date du 11 MARS 2005.

ci-après nommée le "Locateur"

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____
Colette Fraser, greffière adjointe par intérim _____
dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du 28 octobre 2003 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

ci-après nommée le "Locataire"

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici

présent et acceptant, un immeuble comprenant des espaces à bureaux et des aires de stationnement, portant le numéro 31, de la rue Duke, à Montréal, province de Québec, H3C 2L8, ci-après appelé "les Lieux Loués", lequel édifice est érigé sur le lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative d'espace à bureaux de 327 460 pi² et de stationnement intérieur de 223 espaces dont les dessins sont joints en annexe B; les parties acceptent cette superficie telle quelle et considèrent qu'aucun autre mesurage ne sera requis.

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans commençant le ou vers le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010.

3.2 Ce bail pourra, à échéance, être renouvelé par le Locataire pour trois (3) termes consécutifs additionnels de cinq (5) ans chacun, aux mêmes conditions, à l'exception du montant du loyer de base des Lieux Loués qui sera établi en fonction du plus bas taux de financement pour un terme de cinq (5) ans alors disponible obtenu par appel d'offres auprès d'institutions financières. Tout renouvellement est sujet à l'approbation des autorités compétentes au moment de ce renouvellement.

3.3 Pour exercer cette option de renouvellement, le Locataire devra aviser le Locateur de son intention de renouveler le bail, au moins douze (12) mois avant l'échéance du présent bail ou de tout renouvellement de celui-ci, à défaut de quoi l'option deviendra nulle et non avenue. Trois (3) mois avant le début du renouvellement du bail, le Locateur procédera à l'appel d'offres auprès d'institutions financières afin d'obtenir le taux de financement le plus bas qui servira au calcul du loyer de base.

4.0 HEURES D'OUVERTURE

Les heures d'ouverture sont de 7:00 heure à 18 :00 heure du lundi au vendredi sauf pour les jours normalement fériés.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à ses frais à:

5.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du présent bail;

5.2 maintenir et tenir, en tout temps au cours du présent bail, les Lieux Loués et leurs améliorations et modifications en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations;

5.3 durant les heures d'ouverture, ventiler et climatiser les Lieux Loués et maintenir les conditions de température et d'humidité suivantes :

5.3.1 conditions d'été : température minimale de 23 degrés Celsius et maximale de 25 degrés Celsius et pourcentage d'humidité relative maximal de 55 % ;

5.3.2 conditions d'hiver : température minimale de 21 degrés Celsius et maximale de 23 degré Celsius et pourcentage d'humidité relative minimal de 30 %;

5.4 en dehors des heures d'ouverture, maintenir la température ambiante et le niveau d'humidité nécessaire pour assurer une protection adéquate du mobilier, des documents, des aménagements et des équipements du Locataire ;

5.5 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire;

5.6 remplacer tout ballast, ampoule ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé;

5.7 entretenir les systèmes selon le devis intitulé "Exigences d'entretien d'équipements électromécaniques et de protection pour la location d'espaces à bureaux" ci-joint à l'annexe D;

5.8 faire exécuter l'entretien ménager des Lieux Loués selon le devis d'entretien ménager ci-joint en annexe C;

5.9 tenir libres de neige et de glace les entrées conduisant auxdits Lieux Loués;

5.10 fournir le service d'eau froide et d'eau chaude selon les besoins du Locataire;

5.11 permettre l'identification des locaux à l'extérieur et à l'intérieur incluant le pavoisement, selon les normes du Locataire et conformément à ses exigences et à sa satisfaction; toute identification à l'extérieur des locaux devra être soumise au Locateur pour approbation, laquelle ne peut être refusée sans motif sérieux;

5.12 voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux Loués et des espaces communs soit rédigé en français seulement;

5.13 accorder la permission au Locataire de sous-louer les Lieux Loués, le tout étant sujet aux conditions suivantes :

5.13.1 l'usage devra être conforme à l'usage mentionné à l'article 6.3;

5.13.2 le sous-locataire devra s'engager à respecter toutes les obligations du Locataire en vertu du bail;

5.13.3 le Locataire et le sous-locataire demeureront conjointement et solidairement responsables de

l'accomplissement de toutes les obligations du Locataire prévues au bail;

5.14 respecter en tout temps les lois et règlements en vigueur et produire à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, etc..);

5.15 souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée du bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du présent bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'immeuble accordant une protection pour une somme minimum de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Ladite police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Locataire et une copie de cet avenant devra être fournie au Locataire;

5.16 produire et fournir, à ses frais, un plan d'évacuation des Lieux Loués selon les règles et codes en vigueur;

5.17 assumer les frais d'exploitation ci-après mentionnés mais remboursés par le Locataire au Locateur, conformément aux conditions prévues à l'article 7.0 LOYER:

- o assurances;
- o taxes foncières, municipales, incluant la surtaxe, et scolaires;
- o énergie (pour l'éclairage, chauffage, ventilation, climatisation et autres);
- o entretien et réparations intérieurs tant majeurs que

mineurs;

- o entretien et réparations extérieurs tant majeurs que mineurs;
- o entretien ménager;
- o administration et gestion des activités immobilières.

Aucuns frais d'administration additionnels ne seront ajoutés aux factures soumises au Locataire pour paiement, considérant que celle-ci paie sa quote-part des frais généraux d'administration et de gestion.

Cependant, le Locateur s'engage et accepte d'avance d'assumer et de payer tous les autres frais d'exploitation non mentionnés ci-dessus mais qui pourraient être nécessaires aux activités du Locataire et exigés par ce dernier. Ces frais seront remboursés au Locateur par le Locataire.

Toute dépense additionnelle engendrée par une demande du Locataire pour de l'éclairage, du chauffage, de la ventilation, de la climatisation et autres en dehors des heures d'affaires sont à la charge du Locataire selon le coût réel de consommation.

Ces autres frais devront être remboursés par le Locataire au Locateur.

6.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

6.1 prendre à sa charge le coût du présent bail, de sa publication, s'il y a lieu, et des copies dont une pour le Locateur;

6.2 prendre à sa charge, à compter de la date d'entrée en vigueur du bail, les taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et

la taxe de vente du Québec (T.V.Q.) ou toute autre taxe pouvant être imposée au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire;

6.3 les espaces de stationnement des Lieux Loués seront utilisés exclusivement au stationnement des véhicules du Locataire et des employés du Locataire; les Lieux Loués, autre que le stationnement, ne seront utilisés qu'à des fins de bureaux ou d'autres usages complémentaires à la conduite des affaires du Locataire ou à la gestion de son personnel tel que, mais sans s'y limiter, un centre de la petite enfance, un casse-croûte, etc. Le Locataire bénéficie de l'exclusivité pleine et entière quant à la sélection et à la gestion des contrats de tous les fournisseurs offrant ce type de services. Sont expressément exclus les fournisseurs normalement affectés à la gestion et l'entretien de l'immeuble qui sont la responsabilité du Locateur tel que décrit à l'article 5. Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra, après entente avec le Locateur, prendre en charge l'entretien ménager de l'immeuble et les frais qui y sont rattachés.

6.4 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

6.5 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

6.6 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

6.7 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou dans les Lieux Loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'édifice ou de son équipement, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux, le cas échéant, soient complétés avec une diligence raisonnable;

6.8 permettre, pendant les trois (3) derniers mois du terme du présent bail ou de tout renouvellement de celui-ci, à toute personne intéressée à louer les Lieux Loués, de les visiter, les jours ouvrables, entre neuf heures (9:00) et dix-sept heures (17:00).

7.0 LOYER

Le loyer inclut le loyer de base plus le loyer additionnel.

7.1 Loyer de base pour les Lieux Loués :

Durant les deux (2) premières années du terme initial du bail, le Locataire paiera au Locateur toute portion de loyer de base, défini au présent article, correspondant à la superficie locative effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, à compter de la date apparaissant au certificat d'achèvement substantiel des travaux émis par les professionnels du Locateur.

Nonobstant ce qui précède, à compter du moment où quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la superficie locative sera effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, le Locataire paiera au Locateur et pour le reste du terme, le loyer de base annuel suivant, sujet à l'ajustement du taux de financement mentionné au présent article, pour les Lieux Loués, payable en 12 versements mensuels égaux:

	loyer annuel	versement mensuel
année 1 :	2 270 563.00 $	189 213.58 $

année 2 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $
année 3 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $
année 4 :	2 275 910.00 $	189 659.16 $
année 5 :	2 270 562.00 $	189 213.58 $

Le loyer apparaissant au présent article est basé sur un taux de financement de 5% selon la table d'amortissement jointe en annexe A. Avant le commencement du bail et lors de tout renouvellement de celui-ci, le Locateur devra procéder, par appel d'offres auprès d'institutions financières, à l'obtention du plus bas taux de financement pour un terme de cinq (5) ans. Ce taux ainsi obtenu servira au calcul du loyer de base.

Avant la date d'entrée en vigueur du bail et lors de tout renouvellement de celui-ci, le Locateur devra également soumettre au Locataire les taux du marché les plus avantageux pour des termes dont la durée est inférieure à cinq (5) ans. Le Locateur et le Locataire pourront alors convenir de conditions de financement à des taux les plus bas possibles en fonction du terme.

Le loyer de base sera ajusté annuellement à la date d'anniversaire du présent bail selon les coûts réels défrayés par le Locateur et appuyés par les pièces justificatives appropriées.

En conséquence, si ces coûts réels défrayés par le Locateur au cours d'une année sont supérieurs à ceux mentionnés au présent article, le Locataire remboursera cette différence au Locateur en même temps que son prochain versement mensuel de loyer.

Par contre, si ces coûts sont inférieurs à ceux mentionnés au présent article, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même son ou ses prochains versements mensuels de loyer jusqu'à pleine compensation.

À cet effet, le Locateur fournira au Locataire un rapport de vérification sur des informations financières autres que des

SB RC

états financiers.

7.2 Loyer additionnel des Lieux Loués

Le loyer additionnel des Lieux Loués inclut tous les frais d'exploitation mentionnés à l'article 5.17 et les taxes foncières, scolaires, surtaxes ou toute imposition gouvernementale normalement payée par le Locataire.

Durant les deux (2) premières années du terme initial du bail, le Locataire paiera au Locateur toute portion de loyer additionnel de l'année 1, défini au présent article, correspondant à la superficie locative effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, à compter de la date apparaissant au certificat d'achèvement substantiel des travaux émis par les professionnels du Locateur.

Nonobstant ce qui précède, dès que quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la superficie locative sera effectivement aménagée pour les besoins du Locataire, le Locataire paiera au Locateur et pour le reste du terme, le loyer additionnel pour les Lieux Loués, payable en 12 versements mensuels égaux.

Le loyer additionnel pour les Lieux Loués pour l'année 1 est estimé à 3 436 482.00 $ et est payable par versements mensuels égaux de 286 373.50 $ plus T.P.S et T.V.Q. le premier jour de chaque mois.

7.3 Les frais de gestion et d'administration chargés par le Locateur ou son mandataire n'excéderont pas cinq pour cent (5%) du coût réel des frais d'exploitation mentionnés à l'article 5.17. Nonobstant ce qui précède, le Locataire pourra, après entente avec le Locateur, prendre en charge la gestion de l'immeuble et les frais qui y sont rattachés.

7.4 Tous les frais d'exploitation, incluant les taxes foncières, scolaires ou autres, seront ajustés annuellement à la date d'anniversaire du présent bail selon les coûts réels défrayés par le Locateur et appuyés par les pièces justificatives

appropriées.

En conséquence, si ces coûts réels défrayés par le Locateur au cours d'une année sont supérieurs à ceux mentionnés à l'article 7.2 ci-devant, le Locataire remboursera cette différence au Locateur en même temps que son prochain versement mensuel de loyer.

Par contre, si ces coûts sont inférieurs à ceux mentionnés à l'article 7.2 ci-devant, le Locataire compensera ce surplus versé au Locateur à même son ou ses prochains versements mensuels de loyer jusqu'à pleine compensation.

À cet effet, le Locateur fournira au Locataire un rapport de vérification sur des informations financières autres que des états financiers, soit un relevé des frais d'exploitation conformément aux dispositions du bail.

7.5 La superficie des Lieux Loués au présent bail équivaut à cent pour cent (100%) de la superficie locative totale de l'édifice où ils sont situés.

7.6 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sous réserve des dispositions des articles 7.1, 7.4, 9.0 et 10.0, sans aucune réduction, compensation ni déduction.

8.0 TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

8.1 Travaux d'améliorations locatives :

8.1.1 Le Locateur s'engage à réaliser les travaux d'améliorations locatives selon les besoins du Locataire ;

8.1.2 Les professionnels requis pour la préparation des plans et devis seront choisis par un comité de sélection auquel participera le Locataire ;

8.1.3 Le Locataire pourra proposer des fournisseurs pour la sélection des professionnels pour la préparation

des plans et devis ;

8.1.4 Le Locateur devra requérir au moins trois soumissions par appel d'offres sur invitation auprès de professionnels pour la préparation des plans et devis et faire exécuter les plans et devis par le professionnel ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis.

8.1.5 Pour l'exécution des travaux de construction, le Locateur devra obtenir au moins trois soumissions par appel d'offres publiques et faire exécuter les travaux par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis.

8.1.6 Le Locateur sera entièrement responsable de la gestion de l'exécution des travaux et pourra majorer le coût des travaux d'au plus CINQ POUR CENT (5%), ce prix incluant les frais généraux d'administration et profits.

8.1.7 Le Locataire effectuera des paiements progressifs mensuels au Locateur selon l'avancement des travaux et sur présentation de factures.

8.2 Travaux sous la responsabilité du Locataire

Le Locataire pourra, à ses frais, et après en avoir avisé le Locateur par écrit, effectuer ou faire effectuer des travaux d'aménagement additionnels à ceux exécutés au début du bail dans les Lieux Loués. Dans son avis, le Locataire décrira la nature et l'étendue des travaux visés.

Toutefois, si ces travaux affectent la structure ou la mécanique des Lieux Loués, le Locataire devra obtenir, préalablement à l'exécution des travaux, la permission du Locateur, laquelle ne pourra être refusée ni retardée sans un motif sérieux.

Le Locataire retiendra les services des professionnels de son choix.

8.3 Travaux sous la responsabilité du Locateur

8.3.1 Si le Locataire demande au Locateur d'effectuer

ces travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Locateur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

8.3.2 À défaut d'entente sur le prix, le Locateur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être exécutés et à demander, pour ces travaux, des prix directement à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Locateur.

8.3.3 Dans tous ces cas, le Locateur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire exécuter les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis. Dans ce dernier cas, le Locateur pourra majorer d'au plus CINQ POUR CENT (5%) ce prix incluant les frais généraux d'administration et profits.

8.3.4 Le Locateur s'engage à réaliser ces travaux dans le délai demandé.

8.3.5 Il est entendu et convenu entre les parties que le coût total des travaux d'aménagement additionnels payé ou payable par le Locateur, incluant les coûts chargés par l'entrepreneur, et le coût de financement pour le coût total des travaux chargé par l'entrepreneur, seront payés sur demande par le Locataire.

8.4 <u>Remise en état</u>

À l'expiration du bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever en tout ou en partie, auquel cas il devra remettre les Lieux Loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou d'une force majeure. De plus, le Locateur devra remettre au Locataire, dans les dix (10) jours suivant la fin du bail, toute la signalisation de la VILLE DE MONTRÉAL, les serrures numériques, les chemins de clés

"ABLOY", ainsi que toutes les composantes du système d'alarme installées par le Locataire. Ces travaux d'enlèvement seront aux frais du Locataire.

9.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

9.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que, de l'avis du Locataire, les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes, savoir:

9.1.1 Destruction partielle

Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux Loués, le Locateur s'engage à procéder à la réparation des Lieux Loués avec toute la diligence nécessaire. De plus, le Locateur devra, entre-temps, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.1.2 Destruction totale

Si les Lieux Loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

9.1.2.1 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera, par écrit, le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

9.1.2.2 S'il décide de procéder aux

réparations, il devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de cette destruction jusqu'à la date de la relocalisation prévue ci-après.

Le Locateur devra, entre-temps, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux Loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.2 Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours la possibilité, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au bail et ne sera alors tenu de payer le loyer que jusqu'à la date de cette destruction.

10.0 <u>DÉFAUT PAR LE LOCATEUR D'ASSUMER SES OBLIGATIONS</u>

10.1 Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

10.1.1 dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit, ou

10.1.2 dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours du Locataire en droit, le Locateur doit assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte

pas ces frais lorsqu'il en est requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Locateur en vertu des présentes.

10.2 Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux Loués, l'espace loué, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur. Le Locateur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Locateur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Locateur en vertu des présentes.

10.3 L'encaissement par le Locateur d'un chèque, après telles déductions mentionnées aux articles 10.1 et 10.2, ne constituera pas en soi une acceptation par le Locateur d'une telle déduction.

10.4 Le droit du Locataire prévu à l'article 10.2 de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans le cas de "DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS " prévu à l'article 9.0.

10.5 Au lieu de remédier au défaut du Locateur tel que prévu en 10.1 ou de procéder aux réparations jugées urgentes et nécessaires tel que prévu en 10.2, le Locataire pourra décider de rendre les Lieux Loués et ne sera alors tenu de payer au Locateur le loyer que jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par ce dernier en vertu des présentes.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de

force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur:

- Pour le Locateur :

à compléter
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE
500 PLACE D'ARMES
BUREAU 1400
MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 2W2
TÉLÉCOPIEUR: (514) 872-1567

- Pour le Locataire :

Ville de Montréal
Service des immeubles
Gestion des baux
385, rue Sherbrooke Est, 5e étage
Montréal, Québec, H2X 1E3
Télécopieur : (514) 872-5279

12.2 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir

élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

12.3 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

13.0 CONDITIONS PARTICULIÈRES

13.1 Le Locateur déclare qu'il n'y a pas actuellement d'amiante dans le bâtiment.

13.2 Il s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans le bâtiment, à en informer le Locataire. Il devra dès lors fournir, selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST), un test d'air par année.

13.3 Le Locateur s'engage de plus, si les résultats de ces tests ne respectent pas ces normes, à apporter les correctifs nécessaires et à soumettre son plan d'action au Locataire.

13.4 Advenant le défaut du Locateur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au présent bail, sans aucun recours en dommage de quelque nature que ce soit de la part du Locateur. De plus, le Locataire pourra réclamer du Locateur tous les coûts inhérents à la relocalisation des occupants.

14.0 DROIT DE PRÉEMPTION

Le Locateur s'engage par les présentes à ne pas vendre, céder ou aliéner l'immeuble, en tout ou en partie, en faveur d'un

tiers, sans avoir préalablement offert au Locataire d'acquérir l'immeuble conformément au présent article.

Ce droit dont bénéficie le Locataire signifie qu'avant de procéder à la vente ou à l'aliénation de quelque manière que ce soit, à un tiers de bonne foi, le Locateur s'engage à soumettre au Locataire un avis écrit accompagné d'une copie de l'offre d'achat de tout tel tiers, et le Locataire aura le droit prioritaire d'acheter l'immeuble aux mêmes termes et conditions que ceux prévus à toute telle offre.

La décision du Locataire d'acheter devra se faire au moyen d'une résolution des autorités compétentes à cet effet remis au Locateur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la réception de l'avis dont il est fait état au paragraphe précédent, à défaut de quoi le Locataire sera réputé avoir refusé d'acheter.

Si le Locataire décide de ne pas acheter, ou ne donne pas la résolution requise dans le délai prescrit, le Locateur pourra donner suite à telle offre et si, pour quelque raison que ce soit il n'est pas donner suite à l'offre d'achat, il est entendu entre les parties que le droit de préemption du Locataire renaîtra.

15.0 CONVENTION COMPLÈTE

15.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

15.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties, à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

INTERVENTION

Aux présentes intervient :

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL, corporation constituée en vertu de la Loi révisant et refondant la Charte de la Ville de Montréal (1959-60) 8-9 Elizabeth II, C.102 des Statuts du Québec, ayant son siège au numéro 500, place d'Armes, Bureau 1400, à Montréal, province de Québec, H2Y 2W2, agissant aux droits de SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL DE MONTRÉAL et de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MONTRÉAL, à la suite de leur fusion, tel qu'il appert des Lettres Patentes émises par le gouvernement sous le grand sceau du Québec le deux juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), ici représentée par Me Suzanne Deschamps, directrice générale et secrétaire aux affaires corporatives, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la politique de délégation d'autorité adoptée par le conseil d'administration de la Société le 17 octobre 2000;

ci-après nommée "l'Intervenante"

LAQUELLE, après avoir pris connaissance du présent bail, déclare ce qui suit :

a) Elle est la seule commanditaire du Locateur.

b) Elle s'engage, par les présentes, à ne pas vendre, céder ou aliéner le fonds commun du Locateur sans avoir d'abord offert au Locataire la possibilité d'acquérir l'immeuble selon les modalités prévues à la section 14 «DROIT DE PRÉEMPTION» ci-dessus, à l'exception du prix de vente qui sera alors équivalent à la somme du solde en capital de tout emprunt hypothécaire grevant l'immeuble et de la valeur marchande du terrain.

À défaut d'entente entre les parties sur le prix de vente, celui-ci sera fixé par un arbitre désigné de concert par les deux (2) parties. Si les parties sont incapables de s'entendre sur la nomination de cet arbitre dans les dix (10) jours d'une demande d'arbitrage par l'une ou l'autre des parties, l'une de celles-ci pourra s'adresser à la Cour supérieure pour faire nommer cet arbitre. Sous réserve de la teneur du présent article, les dispositions pertinentes du *Code civil du Québec* et du *Code de*

procédure civile s'appliqueront à tel arbitrage. La sentence arbitrale devra être motivée et signée. Elle sera finale et sans appel et les parties, leurs successeurs et ayants droit seront tenus de s'y conformer. Les frais de l'arbitre seront assumés en parts égales entre les parties. Toutefois, chaque partie sera responsable de ses propres frais.

EN FOI DE QUOI, les parties et l'Intervenante ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 14 e jour du mois de MARS 2005
Le Locateur SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

par :

Le 31 e jour du mois de mars 2005
Le Locataire - VILLE DE MONTREAL

par : Colette Fraser, greffière adjointe par intérim

Le 14 e jour du mois de MARS 2005
L'intervenante SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

par :

Le bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal le 21 février 2005
(resolution CM05 0104)

RC

ANNEXE A

SCÉDULE D'AMORTISSEMENT

L'intérêt applicable lors de tout option de renouvellement du bail correspond au plus bas taux de financement disponible pour une période de 5 ans, obtenu par appel d'offres par le Locateur auprès d'institutions financières. À ce montant s'ajoute le financement du terrain dont la valeur est établie à 5 408 000.00 $.

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
0	01-12-2004				34,567,000.00	5,000000
1	01-01-2005	144,029.17	166,680.90	22,651.73	34,544,348.27	5,000000
2	01-02-2005	143,934.78	166,680.90	22,746.12	34,521,602.15	5,000000
3	01-03-2005	143,840.01	166,680.90	22,840.89	34,498,761.26	5,000000
4	01-04-2005	143,744.84	166,680.90	22,936.06	34,475,825.20	5,000000
5	01-05-2005	143,649.27	166,680.90	23,031.63	34,452,793.57	5,000000
6	01-06-2005	143,553.31	166,680.90	23,127.59	34,429,665.98	5,000000
7	01-07-2005	143,456.94	166,680.90	23,223.96	34,406,442.02	5,000000
8	01-08-2005	143,360.18	166,680.90	23,320.72	34,383,121.30	5,000000
9	01-09-2005	143,263.01	166,680.90	23,417.89	34,359,703.41	5,000000
10	01-10-2005	143,165.43	166,680.90	23,515.47	34,336,187.94	5,000000
11	01-11-2005	143,067.45	166,680.90	23,613.45	34,312,574.49	5,000000
12	01-12-2005	142,969.06	166,680.90	23,711.84	34,288,862.65	5,000000
	Total:	*1,722,033.45*	*2,000,170.80*	*278,137.35*		
13	01-01-2006	142,870.26	166,680.90	23,810.64	34,265,052.01	5,000000
14	01-02-2006	142,771.05	166,680.90	23,909.85	34,241,142.16	5,000000
15	01-03-2006	142,671.43	166,680.90	24,009.47	34,217,132.69	5,000000
16	01-04-2006	142,571.39	166,680.90	24,109.51	34,193,023.18	5,000000
17	01-05-2006	142,470.93	166,680.90	24,209.97	34,168,813.21	5,000000
18	01-06-2006	142,370.06	166,680.90	24,310.84	34,144,502.37	5,000000
19	01-07-2006	142,268.76	166,680.90	24,412.14	34,120,090.23	5,000000
20	01-08-2006	142,167.04	166,680.90	24,513.86	34,095,576.37	5,000000
21	01-09-2006	142,064.90	166,680.90	24,616.00	34,070,960.37	5,000000
22	01-10-2006	141,962.33	166,680.90	24,718.57	34,046,241.80	5,000000
23	01-11-2006	141,859.34	166,680.90	24,821.56	34,021,420.24	5,000000
24	01-12-2006	141,755.92	166,680.90	24,924.98	33,996,495.26	5,000000
	Total:	*1,707,803.41*	*2,000,170.80*	*292,367.39*		
25	01-01-2007	141,652.06	166,680.90	25,028.84	33,971,466.42	5,000000
26	01-02-2007	141,547.78	166,680.90	25,133.12	33,946,333.30	5,000000
27	01-03-2007	141,443.06	166,680.90	25,237.84	33,921,095.46	5,000000
28	01-04-2007	141,337.90	166,680.90	25,343.00	33,895,752.46	5,000000
29	01-05-2007	141,232.30	166,680.90	25,448.60	33,870,303.86	5,000000
30	01-06-2007	141,126.27	166,680.90	25,554.63	33,844,749.23	5,000000
31	01-07-2007	141,019.79	166,680.90	25,661.11	33,819,088.12	5,000000
32	01-08-2007	140,912.87	166,680.90	25,768.03	33,793,320.09	5,000000
33	01-09-2007	140,805.50	166,680.90	25,875.40	33,767,444.69	5,000000
34	01-10-2007	140,697.69	166,680.90	25,983.21	33,741,461.48	5,000000
35	01-11-2007	140,589.42	166,680.90	26,091.48	33,715,370.00	5,000000
36	01-12-2007	140,480.71	166,680.90	26,200.19	33,689,169.81	5,000000
	Total:	*1,692,845.35*	*2,000,170.80*	*307,325.45*		
37	01-01-2008	140,371.54	166,680.90	26,309.36	33,662,860.45	5,000000
38	01-02-2008	140,261.92	166,680.90	26,418.98	33,636,441.47	5,000000

Le tableau ci bas est basé sur un taux de financement de 5% fourni à titre indicatif.

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
39	01-03-2008	140,151.84	166,680.90	26,529.06	33,609,912.41	5,000000
40	01-04-2008	140,041.30	166,680.90	26,639.60	33,583,272.81	5,000000
41	01-05-2008	139,930.30	166,680.90	26,750.60	33,556,522.21	5,000000
42	01-06-2008	139,818.84	166,680.90	26,862.06	33,529,660.15	5,000000
43	01-07-2008	139,706.92	166,680.90	26,973.98	33,502,686.17	5,000000
44	01-08-2008	139,594.53	166,680.90	27,086.37	33,475,599.80	5,000000
45	01-09-2008	139,481.67	166,680.90	27,199.23	33,448,400.57	5,000000
46	01-10-2008	139,368.34	166,680.90	27,312.56	33,421,088.01	5,000000
47	01-11-2008	139,254.53	166,680.90	27,426.37	33,393,661.64	5,000000
48	01-12-2008	139,140.26	166,680.90	27,540.64	33,366,121.00	5,000000
	Total:	*1,677,121.99*	*2,000,170.80*	*323,048.81*		
49	01-01-2009	139,025.50	166,680.90	27,655.40	33,338,465.60	5,000000
50	01-02-2009	138,910.27	166,680.90	27,770.63	33,310,694.97	5,000000
51	01-03-2009	138,794.56	166,680.90	27,886.34	33,282,808.63	5,000000
52	01-04-2009	138,678.37	166,680.90	28,002.53	33,254,806.10	5,000000
53	01-05-2009	138,561.69	166,680.90	28,119.21	33,226,686.89	5,000000
54	01-06-2009	138,444.53	166,680.90	28,236.37	33,198,450.52	5,000000
55	01-07-2009	138,326.88	166,680.90	28,354.02	33,170,096.50	5,000000
56	01-08-2009	138,208.74	166,680.90	28,472.16	33,141,624.34	5,000000
57	01-09-2009	138,090.10	166,680.90	28,590.80	33,113,033.54	5,000000
58	01-10-2009	137,970.97	166,680.90	28,709.93	33,084,323.61	5,000000
59	01-11-2009	137,851.35	166,680.90	28,829.55	33,055,494.06	5,000000
60	01-12-2009	137,731.23	166,680.90	28,949.67	33,026,544.39	5,000000
	Total:	*1,660,594.19*	*2,000,170.80*	*339,576.61*		
61	01-01-2010	137,610.60	166,680.90	29,070.30	32,997,474.09	5,000000
62	01-02-2010	137,489.48	166,680.90	29,191.42	32,968,282.67	5,000000
63	01-03-2010	137,367.84	166,680.90	29,313.06	32,938,969.61	5,000000
64	01-04-2010	137,245.71	166,680.90	29,435.19	32,909,534.42	5,000000
65	01-05-2010	137,123.06	166,680.90	29,557.84	32,879,976.58	5,000000
66	01-06-2010	136,999.90	166,680.90	29,681.00	32,850,295.58	5,000000
67	01-07-2010	136,876.23	166,680.90	29,804.67	32,820,490.91	5,000000
68	01-08-2010	136,752.05	166,680.90	29,928.85	32,790,562.06	5,000000
69	01-09-2010	136,627.34	166,680.90	30,053.56	32,760,508.50	5,000000
70	01-10-2010	136,502.12	166,680.90	30,178.78	32,730,329.72	5,000000
71	01-11-2010	136,376.37	166,680.90	30,304.53	32,700,025.19	5,000000
72	01-12-2010	136,250.10	166,680.90	30,430.80	32,669,594.39	5,000000
	Total:	*1,643,220.80*	*2,000,170.80*	*356,950.00*		
73	01-01-2011	136,123.31	166,680.90	30,557.59	32,639,036.80	5,000000
74	01-02-2011	135,995.99	166,680.90	30,684.91	32,608,351.89	5,000000
75	01-03-2011	135,868.13	166,680.90	30,812.77	32,577,539.12	5,000000
76	01-04-2011	135,739.75	166,680.90	30,941.15	32,546,597.97	5,000000
77	01-05-2011	135,610.82	166,680.90	31,070.08	32,515,527.89	5,000000
78	01-06-2011	135,481.37	166,680.90	31,199.53	32,484,328.36	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
79	01-07-2011	135,351.37	166,680.90	31,329.53	32,452,998.83	5,000000
80	01-08-2011	135,220.83	166,680.90	31,460.07	32,421,538.76	5,000000
81	01-09-2011	135,089.74	166,680.90	31,591.16	32,389,947.60	5,000000
82	01-10-2011	134,958.12	166,680.90	31,722.78	32,358,224.82	5,000000
83	01-11-2011	134,825.94	166,680.90	31,854.96	32,326,369.86	5,000000
84	01-12-2011	134,693.21	166,680.90	31,987.69	32,294,382.17	5,000000
	Total:	*1,624,958.58*	*2,000,170.80*	*375,212.22*		
85	01-01-2012	134,559.93	166,680.90	32,120.97	32,262,261.20	5,000000
86	01-02-2012	134,426.09	166,680.90	32,254.81	32,230,006.39	5,000000
87	01-03-2012	134,291.69	166,680.90	32,389.21	32,197,617.18	5,000000
88	01-04-2012	134,156.74	166,680.90	32,524.16	32,165,093.02	5,000000
89	01-05-2012	134,021.22	166,680.90	32,659.68	32,132,433.34	5,000000
90	01-06-2012	133,885.14	166,680.90	32,795.76	32,099,637.58	5,000000
91	01-07-2012	133,748.49	166,680.90	32,932.41	32,066,705.17	5,000000
92	01-08-2012	133,611.27	166,680.90	33,069.63	32,033,635.54	5,000000
93	01-09-2012	133,473.48	166,680.90	33,207.42	32,000,428.12	5,000000
94	01-10-2012	133,335.12	166,680.90	33,345.78	31,967,082.34	5,000000
95	01-11-2012	133,196.18	166,680.90	33,484.72	31,933,597.62	5,000000
96	01-12-2012	133,056.66	166,680.90	33,624.24	31,899,973.38	5,000000
	Total:	*1,605,762.01*	*2,000,170.80*	*394,408.79*		
97	01-01-2013	132,916.56	166,680.90	33,764.34	31,866,209.04	5,000000
98	01-02-2013	132,775.87	166,680.90	33,905.03	31,832,304.01	5,000000
99	01-03-2013	132,634.60	166,680.90	34,046.30	31,798,257.71	5,000000
100	01-04-2013	132,492.74	166,680.90	34,188.16	31,764,069.55	5,000000
101	01-05-2013	132,350.29	166,680.90	34,330.61	31,729,738.94	5,000000
102	01-06-2013	132,207.25	166,680.90	34,473.65	31,695,265.29	5,000000
103	01-07-2013	132,063.61	166,680.90	34,617.29	31,660,648.00	5,000000
104	01-08-2013	131,919.37	166,680.90	34,761.53	31,625,886.47	5,000000
105	01-09-2013	131,774.53	166,680.90	34,906.37	31,590,980.10	5,000000
106	01-10-2013	131,629.08	166,680.90	35,051.82	31,555,928.28	5,000000
107	01-11-2013	131,483.03	166,680.90	35,197.87	31,520,730.41	5,000000
108	01-12-2013	131,336.38	166,680.90	35,344.52	31,485,385.89	5,000000
	Total:	*1,585,583.31*	*2,000,170.80*	*414,587.49*		
109	01-01-2014	131,189.11	166,680.90	35,491.79	31,449,894.10	5,000000
110	01-02-2014	131,041.23	166,680.90	35,639.67	31,414,254.43	5,000000
111	01-03-2014	130,892.73	166,680.90	35,788.17	31,378,466.26	5,000000
112	01-04-2014	130,743.61	166,680.90	35,937.29	31,342,528.97	5,000000
113	01-05-2014	130,593.87	166,680.90	36,087.03	31,306,441.94	5,000000
114	01-06-2014	130,443.51	166,680.90	36,237.39	31,270,204.55	5,000000
115	01-07-2014	130,292.52	166,680.90	36,388.38	31,233,816.17	5,000000
116	01-08-2014	130,140.90	166,680.90	36,540.00	31,197,276.17	5,000000
117	01-09-2014	129,988.65	166,680.90	36,692.25	31,160,583.92	5,000000
118	01-10-2014	129,835.77	166,680.90	36,845.13	31,123,738.79	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
119	01-11-2014	129,682.24	166,680.90	36,998.66	31,086,740.13	5,000000
120	01-12-2014	129,528.08	166,680.90	37,152.82	31,049,587.31	5,000000
	Total:	*1,564,372.22*	*2,000,170.80*	*435,798.58*		
121	01-01-2015	129,373.28	166,680.90	37,307.62	31,012,279.69	5,000000
122	01-02-2015	129,217.83	166,680.90	37,463.07	30,974,816.62	5,000000
123	01-03-2015	129,061.74	166,680.90	37,619.16	30,937,197.46	5,000000
124	01-04-2015	128,904.99	166,680.90	37,775.91	30,899,421.55	5,000000
125	01-05-2015	128,747.59	166,680.90	37,933.31	30,861,488.24	5,000000
126	01-06-2015	128,589.53	166,680.90	38,091.37	30,823,396.87	5,000000
127	01-07-2015	128,430.82	166,680.90	38,250.08	30,785,146.79	5,000000
128	01-08-2015	128,271.44	166,680.90	38,409.46	30,746,737.33	5,000000
129	01-09-2015	128,111.41	166,680.90	38,569.49	30,708,167.84	5,000000
130	01-10-2015	127,950.70	166,680.90	38,730.20	30,669,437.64	5,000000
131	01-11-2015	127,789.32	166,680.90	38,891.58	30,630,546.06	5,000000
132	01-12-2015	127,627.28	166,680.90	39,053.62	30,591,492.44	5,000000
	Total:	*1,542,075.93*	*2,000,170.80*	*458,094.87*		
133	01-01-2016	127,464.55	166,680.90	39,216.35	30,552,276.09	5,000000
134	01-02-2016	127,301.15	166,680.90	39,379.75	30,512,896.34	5,000000
135	01-03-2016	127,137.07	166,680.90	39,543.83	30,473,352.51	5,000000
136	01-04-2016	126,972.30	166,680.90	39,708.60	30,433,643.91	5,000000
137	01-05-2016	126,806.85	166,680.90	39,874.05	30,393,769.86	5,000000
138	01-06-2016	126,640.71	166,680.90	40,040.19	30,353,729.67	5,000000
139	01-07-2016	126,473.87	166,680.90	40,207.03	30,313,522.64	5,000000
140	01-08-2016	126,306.34	166,680.90	40,374.56	30,273,148.08	5,000000
141	01-09-2016	126,138.12	166,680.90	40,542.78	30,232,605.30	5,000000
142	01-10-2016	125,969.19	166,680.90	40,711.71	30,191,893.59	5,000000
143	01-11-2016	125,799.56	166,680.90	40,881.34	30,151,012.25	5,000000
144	01-12-2016	125,629.22	166,680.90	41,051.68	30,109,960.57	5,000000
	Total:	*1,518,638.93*	*2,000,170.80*	*481,531.87*		
145	01-01-2017	125,458.17	166,680.90	41,222.73	30,068,737.84	5,000000
146	01-02-2017	125,286.41	166,680.90	41,394.49	30,027,343.35	5,000000
147	01-03-2017	125,113.93	166,680.90	41,566.97	29,985,776.38	5,000000
148	01-04-2017	124,940.73	166,680.90	41,740.17	29,944,036.21	5,000000
149	01-05-2017	124,766.82	166,680.90	41,914.08	29,902,122.13	5,000000
150	01-06-2017	124,592.18	166,680.90	42,088.72	29,860,033.41	5,000000
151	01-07-2017	124,416.81	166,680.90	42,264.09	29,817,769.32	5,000000
152	01-08-2017	124,240.71	166,680.90	42,440.19	29,775,329.13	5,000000
153	01-09-2017	124,063.87	166,680.90	42,617.03	29,732,712.10	5,000000
154	01-10-2017	123,886.30	166,680.90	42,794.60	29,689,917.50	5,000000
155	01-11-2017	123,707.99	166,680.90	42,972.91	29,646,944.59	5,000000
156	01-12-2017	123,528.94	166,680.90	43,151.96	29,603,792.63	5,000000
	Total:	*1,494,002.86*	*2,000,170.80*	*506,167.94*		

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
157	01-01-2018	123,349.14	166,680.90	43,331.76	29,560,460.87	5,000000
158	01-02-2018	123,168.59	166,680.90	43,512.31	29,516,948.56	5,000000
159	01-03-2018	122,987.29	166,680.90	43,693.61	29,473,254.95	5,000000
160	01-04-2018	122,805.23	166,680.90	43,875.67	29,429,379.28	5,000000
161	01-05-2018	122,622.41	166,680.90	44,058.49	29,385,320.79	5,000000
162	01-06-2018	122,438.84	166,680.90	44,242.06	29,341,078.73	5,000000
163	01-07-2018	122,254.49	166,680.90	44,426.41	29,296,652.32	5,000000
164	01-08-2018	122,069.38	166,680.90	44,611.52	29,252,040.80	5,000000
165	01-09-2018	121,883.50	166,680.90	44,797.40	29,207,243.40	5,000000
166	01-10-2018	121,696.85	166,680.90	44,984.05	29,162,259.35	5,000000
167	01-11-2018	121,509.41	166,680.90	45,171.49	29,117,087.86	5,000000
168	01-12-2018	121,321.20	166,680.90	45,359.70	29,071,728.16	5,000000
	Total:	*1,468,106.33*	*2,000,170.80*	*532,064.47*		
169	01-01-2019	121,132.20	166,680.90	45,548.70	29,026,179.46	5,000000
170	01-02-2019	120,942.41	166,680.90	45,738.49	28,980,440.97	5,000000
171	01-03-2019	120,751.84	166,680.90	45,929.06	28,934,511.91	5,000000
172	01-04-2019	120,560.47	166,680.90	46,120.43	28,888,391.48	5,000000
173	01-05-2019	120,368.30	166,680.90	46,312.60	28,842,078.88	5,000000
174	01-06-2019	120,175.33	166,680.90	46,505.57	28,795,573.31	5,000000
175	01-07-2019	119,981.56	166,680.90	46,699.34	28,748,873.97	5,000000
176	01-08-2019	119,786.97	166,680.90	46,893.93	28,701,980.04	5,000000
177	01-09-2019	119,591.58	166,680.90	47,089.32	28,654,890.72	5,000000
178	01-10-2019	119,395.38	166,680.90	47,285.52	28,607,605.20	5,000000
179	01-11-2019	119,198.36	166,680.90	47,482.54	28,560,122.66	5,000000
180	01-12-2019	119,000.51	166,680.90	47,680.39	28,512,442.27	5,000000
	Total:	*1,440,884.91*	*2,000,170.80*	*559,285.89*		
181	01-01-2020	118,801.84	166,680.90	47,879.06	28,464,563.21	5,000000
182	01-02-2020	118,602.35	166,680.90	48,078.55	28,416,484.66	5,000000
183	01-03-2020	118,402.02	166,680.90	48,278.88	28,368,205.78	5,000000
184	01-04-2020	118,200.86	166,680.90	48,480.04	28,319,725.74	5,000000
185	01-05-2020	117,998.86	166,680.90	48,682.04	28,271,043.70	5,000000
186	01-06-2020	117,796.02	166,680.90	48,884.88	28,222,158.82	5,000000
187	01-07-2020	117,592.33	166,680.90	49,088.57	28,173,070.25	5,000000
188	01-08-2020	117,387.79	166,680.90	49,293.11	28,123,777.14	5,000000
189	01-09-2020	117,182.40	166,680.90	49,498.50	28,074,278.64	5,000000
190	01-10-2020	116,976.16	166,680.90	49,704.74	28,024,573.90	5,000000
191	01-11-2020	116,769.06	166,680.90	49,911.84	27,974,662.06	5,000000
192	01-12-2020	116,561.09	166,680.90	50,119.81	27,924,542.25	5,000000
	Total:	*1,412,270.78*	*2,000,170.80*	*587,900.02*		
193	01-01-2021	116,352.26	166,680.90	50,328.64	27,874,213.61	5,000000
194	01-02-2021	116,142.56	166,680.90	50,538.34	27,823,675.27	5,000000
195	01-03-2021	115,931.98	166,680.90	50,748.92	27,772,926.35	5,000000
196	01-04-2021	115,720.53	166,680.90	50,960.37	27,721,965.98	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
197	01-05-2021	115,508.19	166,680.90	51,172.71	27,670,793.27	5,000000
198	01-06-2021	115,294.97	166,680.90	51,385.93	27,619,407.34	5,000000
199	01-07-2021	115,080.86	166,680.90	51,600.04	27,567,807.30	5,000000
200	01-08-2021	114,865.86	166,680.90	51,815.04	27,515,992.26	5,000000
201	01-09-2021	114,649.97	166,680.90	52,030.93	27,463,961.33	5,000000
202	01-10-2021	114,433.17	166,680.90	52,247.73	27,411,713.60	5,000000
203	01-11-2021	114,215.47	166,680.90	52,465.43	27,359,248.17	5,000000
204	01-12-2021	113,996.87	166,680.90	52,684.03	27,306,564.14	5,000000
	Total:	*1,382,192.69*	*2,000,170.80*	*617,978.11*		
205	01-01-2022	113,777.35	166,680.90	52,903.55	27,253,660.59	5,000000
206	01-02-2022	113,556.92	166,680.90	53,123.98	27,200,536.61	5,000000
207	01-03-2022	113,335.57	166,680.90	53,345.33	27,147,191.28	5,000000
208	01-04-2022	113,113.30	166,680.90	53,567.60	27,093,623.68	5,000000
209	01-05-2022	112,890.10	166,680.90	53,790.80	27,039,832.88	5,000000
210	01-06-2022	112,665.97	166,680.90	54,014.93	26,985,817.95	5,000000
211	01-07-2022	112,440.91	166,680.90	54,239.99	26,931,577.96	5,000000
212	01-08-2022	112,214.91	166,680.90	54,465.99	26,877,111.97	5,000000
213	01-09-2022	111,987.97	166,680.90	54,692.93	26,822,419.04	5,000000
214	01-10-2022	111,760.08	166,680.90	54,920.82	26,767,498.22	5,000000
215	01-11-2022	111,531.24	166,680.90	55,149.66	26,712,348.56	5,000000
216	01-12-2022	111,301.45	166,680.90	55,379.45	26,656,969.11	5,000000
	Total:	*1,350,575.77*	*2,000,170.80*	*649,595.03*		
217	01-01-2023	111,070.70	166,680.90	55,610.20	26,601,358.91	5,000000
218	01-02-2023	110,839.00	166,680.90	55,841.90	26,545,517.01	5,000000
219	01-03-2023	110,606.32	166,680.90	56,074.58	26,489,442.43	5,000000
220	01-04-2023	110,372.68	166,680.90	56,308.22	26,433,134.21	5,000000
221	01-05-2023	110,138.06	166,680.90	56,542.84	26,376,591.37	5,000000
222	01-06-2023	109,902.46	166,680.90	56,778.44	26,319,812.93	5,000000
223	01-07-2023	109,665.89	166,680.90	57,015.01	26,262,797.92	5,000000
224	01-08-2023	109,428.32	166,680.90	57,252.58	26,205,545.34	5,000000
225	01-09-2023	109,189.77	166,680.90	57,491.13	26,148,054.21	5,000000
226	01-10-2023	108,950.23	166,680.90	57,730.67	26,090,323.54	5,000000
227	01-11-2023	108,709.68	166,680.90	57,971.22	26,032,352.32	5,000000
228	01-12-2023	108,468.13	166,680.90	58,212.77	25,974,139.55	5,000000
	Total:	*1,317,341.24*	*2,000,170.80*	*682,829.56*		
229	01-01-2024	108,225.58	166,680.90	58,455.32	25,915,684.23	5,000000
230	01-02-2024	107,982.02	166,680.90	58,698.88	25,856,985.35	5,000000
231	01-03-2024	107,737.44	166,680.90	58,943.46	25,798,041.89	5,000000
232	01-04-2024	107,491.84	166,680.90	59,189.06	25,738,852.83	5,000000
233	01-05-2024	107,245.22	166,680.90	59,435.68	25,679,417.15	5,000000
234	01-06-2024	106,997.57	166,680.90	59,683.33	25,619,733.82	5,000000
235	01-07-2024	106,748.89	166,680.90	59,932.01	25,559,801.81	5,000000
236	01-08-2024	106,499.17	166,680.90	60,181.73	25,499,620.08	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
237	01-09-2024	106,248.42	166,680.90	60,432.48	25,439,187.60	5,000000
238	01-10-2024	105,996.62	166,680.90	60,684.28	25,378,503.32	5,000000
239	01-11-2024	105,743.76	166,680.90	60,937.14	25,317,566.18	5,000000
240	01-12-2024	105,489.86	166,680.90	61,191.04	25,256,375.14	5,000000
	Total:	*1,282,406.39*	*2,000,170.80*	*717,764.41*		
241	01-01-2025	105,234.90	166,680.90	61,446.00	25,194,929.14	5,000000
242	01-02-2025	104,978.87	166,680.90	61,702.03	25,133,227.11	5,000000
243	01-03-2025	104,721.78	166,680.90	61,959.12	25,071,267.99	5,000000
244	01-04-2025	104,463.62	166,680.90	62,217.28	25,009,050.71	5,000000
245	01-05-2025	104,204.38	166,680.90	62,476.52	24,946,574.19	5,000000
246	01-06-2025	103,944.06	166,680.90	62,736.84	24,883,837.35	5,000000
247	01-07-2025	103,682.66	166,680.90	62,998.24	24,820,839.11	5,000000
248	01-08-2025	103,420.16	166,680.90	63,260.74	24,757,578.37	5,000000
249	01-09-2025	103,156.58	166,680.90	63,524.32	24,694,054.05	5,000000
250	01-10-2025	102,891.89	166,680.90	63,789.01	24,630,265.04	5,000000
251	01-11-2025	102,626.10	166,680.90	64,054.80	24,566,210.24	5,000000
252	01-12-2025	102,359.21	166,680.90	64,321.69	24,501,888.55	5,000000
	Total:	*1,245,684.21*	*2,000,170.80*	*754,486.59*		
253	01-01-2026	102,091.20	166,680.90	64,589.70	24,437,298.85	5,000000
254	01-02-2026	101,822.08	166,680.90	64,858.82	24,372,440.03	5,000000
255	01-03-2026	101,551.83	166,680.90	65,129.07	24,307,310.96	5,000000
256	01-04-2026	101,280.46	166,680.90	65,400.44	24,241,910.52	5,000000
257	01-05-2026	101,007.96	166,680.90	65,672.94	24,176,237.58	5,000000
258	01-06-2026	100,734.32	166,680.90	65,946.58	24,110,291.00	5,000000
259	01-07-2026	100,459.55	166,680.90	66,221.35	24,044,069.65	5,000000
260	01-08-2026	100,183.62	166,680.90	66,497.28	23,977,572.37	5,000000
261	01-09-2026	99,906.55	166,680.90	66,774.35	23,910,798.02	5,000000
262	01-10-2026	99,628.33	166,680.90	67,052.57	23,843,745.45	5,000000
263	01-11-2026	99,348.94	166,680.90	67,331.96	23,776,413.49	5,000000
264	01-12-2026	99,068.39	166,680.90	67,612.51	23,708,800.98	5,000000
	Total:	*1,207,083.23*	*2,000,170.80*	*793,087.57*		
265	01-01-2027	98,786.67	166,680.90	67,894.23	23,640,906.75	5,000000
266	01-02-2027	98,503.78	166,680.90	68,177.12	23,572,729.63	5,000000
267	01-03-2027	98,219.71	166,680.90	68,461.19	23,504,268.44	5,000000
268	01-04-2027	97,934.45	166,680.90	68,746.45	23,435,521.99	5,000000
269	01-05-2027	97,648.01	166,680.90	69,032.89	23,366,489.10	5,000000
270	01-06-2027	97,360.37	166,680.90	69,320.53	23,297,168.57	5,000000
271	01-07-2027	97,071.54	166,680.90	69,609.36	23,227,559.21	5,000000
272	01-08-2027	96,781.50	166,680.90	69,899.40	23,157,659.81	5,000000
273	01-09-2027	96,490.25	166,680.90	70,190.65	23,087,469.16	5,000000
274	01-10-2027	96,197.79	166,680.90	70,483.11	23,016,986.05	5,000000
275	01-11-2027	95,904.11	166,680.90	70,776.79	22,946,209.26	5,000000
276	01-12-2027	95,609.21	166,680.90	71,071.69	22,875,137.57	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal Base en jours: 360.00
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
	Total:	*1,166,507.39*	*2,000,170.80*	*833,663.41*		
277	01-01-2028	95,313.07	166,680.90	71,367.83	22,803,769.74	5,000000
278	01-02-2028	95,015.71	166,680.90	71,665.19	22,732,104.55	5,000000
279	01-03-2028	94,717.10	166,680.90	71,963.80	22,660,140.75	5,000000
280	01-04-2028	94,417.25	166,680.90	72,263.65	22,587,877.10	5,000000
281	01-05-2028	94,116.15	166,680.90	72,564.75	22,515,312.35	5,000000
282	01-06-2028	93,813.80	166,680.90	72,867.10	22,442,445.25	5,000000
283	01-07-2028	93,510.19	166,680.90	73,170.71	22,369,274.54	5,000000
284	01-08-2028	93,205.31	166,680.90	73,475.59	22,295,798.95	5,000000
285	01-09-2028	92,899.16	166,680.90	73,781.74	22,222,017.21	5,000000
286	01-10-2028	92,591.74	166,680.90	74,089.16	22,147,928.05	5,000000
287	01-11-2028	92,283.03	166,680.90	74,397.87	22,073,530.18	5,000000
288	01-12-2028	91,973.04	166,680.90	74,707.86	21,998,822.32	5,000000
	Total:	*1,123,855.55*	*2,000,170.80*	*876,315.25*		
289	01-01-2029	91,661.76	166,680.90	75,019.14	21,923,803.18	5,000000
290	01-02-2029	91,349.18	166,680.90	75,331.72	21,848,471.46	5,000000
291	01-03-2029	91,035.30	166,680.90	75,645.60	21,772,825.86	5,000000
292	01-04-2029	90,720.11	166,680.90	75,960.79	21,696,865.07	5,000000
293	01-05-2029	90,403.60	166,680.90	76,277.30	21,620,587.77	5,000000
294	01-06-2029	90,085.78	166,680.90	76,595.12	21,543,992.65	5,000000
295	01-07-2029	89,766.64	166,680.90	76,914.26	21,467,078.39	5,000000
296	01-08-2029	89,446.16	166,680.90	77,234.74	21,389,843.65	5,000000
297	01-09-2029	89,124.35	166,680.90	77,556.55	21,312,287.10	5,000000
298	01-10-2029	88,801.20	166,680.90	77,879.70	21,234,407.40	5,000000
299	01-11-2029	88,476.70	166,680.90	78,204.20	21,156,203.20	5,000000
300	01-12-2029	88,150.85	166,680.90	78,530.05	21,077,673.15	5,000000
	Total:	*1,079,021.63*	*2,000,170.80*	*921,149.17*		
301	01-01-2030	87,823.64	166,680.90	78,857.26	20,998,815.89	5,000000
302	01-02-2030	87,495.07	166,680.90	79,185.83	20,919,630.06	5,000000
303	01-03-2030	87,165.13	166,680.90	79,515.77	20,840,114.29	5,000000
304	01-04-2030	86,833.81	166,680.90	79,847.09	20,760,267.20	5,000000
305	01-05-2030	86,501.11	166,680.90	80,179.79	20,680,087.41	5,000000
306	01-06-2030	86,167.03	166,680.90	80,513.87	20,599,573.54	5,000000
307	01-07-2030	85,831.56	166,680.90	80,849.34	20,518,724.20	5,000000
308	01-08-2030	85,494.68	166,680.90	81,186.22	20,437,537.98	5,000000
309	01-09-2030	85,156.41	166,680.90	81,524.49	20,356,013.49	5,000000
310	01-10-2030	84,816.72	166,680.90	81,864.18	20,274,149.31	5,000000
311	01-11-2030	84,475.62	166,680.90	82,205.28	20,191,944.03	5,000000
312	01-12-2030	84,133.10	166,680.90	82,547.80	20,109,396.23	5,000000
	Total:	*1,031,893.88*	*2,000,170.80*	*968,276.92*		
313	01-01-2031	83,789.15	166,680.90	82,891.75	20,026,504.48	5,000000
314	01-02-2031	83,443.77	166,680.90	83,237.13	19,943,267.35	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
315	01-03-2031	83,096.95	166,680.90	83,583.95	19,859,683.40	5,000000
316	01-04-2031	82,748.68	166,680.90	83,932.22	19,775,751.18	5,000000
317	01-05-2031	82,398.96	166,680.90	84,281.94	19,691,469.24	5,000000
318	01-06-2031	82,047.79	166,680.90	84,633.11	19,606,836.13	5,000000
319	01-07-2031	81,695.15	166,680.90	84,985.75	19,521,850.38	5,000000
320	01-08-2031	81,341.04	166,680.90	85,339.86	19,436,510.52	5,000000
321	01-09-2031	80,985.46	166,680.90	85,695.44	19,350,815.08	5,000000
322	01-10-2031	80,628.40	166,680.90	86,052.50	19,264,762.58	5,000000
323	01-11-2031	80,269.84	166,680.90	86,411.06	19,178,351.52	5,000000
324	01-12-2031	79,909.80	166,680.90	86,771.10	19,091,580.42	5,000000
	Total:	*982,354.99*	*2,000,170.80*	*1,017,815.81*		
325	01-01-2032	79,548.25	166,680.90	87,132.65	19,004,447.77	5,000000
326	01-02-2032	79,185.20	166,680.90	87,495.70	18,916,952.07	5,000000
327	01-03-2032	78,820.63	166,680.90	87,860.27	18,829,091.80	5,000000
328	01-04-2032	78,454.55	166,680.90	88,226.35	18,740,865.45	5,000000
329	01-05-2032	78,086.94	166,680.90	88,593.96	18,652,271.49	5,000000
330	01-06-2032	77,717.80	166,680.90	88,963.10	18,563,308.39	5,000000
331	01-07-2032	77,347.12	166,680.90	89,333.78	18,473,974.61	5,000000
332	01-08-2032	76,974.89	166,680.90	89,706.01	18,384,268.60	5,000000
333	01-09-2032	76,601.12	166,680.90	90,079.78	18,294,188.82	5,000000
334	01-10-2032	76,225.79	166,680.90	90,455.11	18,203,733.71	5,000000
335	01-11-2032	75,848.89	166,680.90	90,832.01	18,112,901.70	5,000000
336	01-12-2032	75,470.42	166,680.90	91,210.48	18,021,691.22	5,000000
	Total:	*930,281.60*	*2,000,170.80*	*1,069,889.20*		
337	01-01-2033	75,090.38	166,680.90	91,590.52	17,930,100.70	5,000000
338	01-02-2033	74,708.75	166,680.90	91,972.15	17,838,128.55	5,000000
339	01-03-2033	74,325.54	166,680.90	92,355.36	17,745,773.19	5,000000
340	01-04-2033	73,940.72	166,680.90	92,740.18	17,653,033.01	5,000000
341	01-05-2033	73,554.30	166,680.90	93,126.60	17,559,906.41	5,000000
342	01-06-2033	73,166.28	166,680.90	93,514.62	17,466,391.79	5,000000
343	01-07-2033	72,776.63	166,680.90	93,904.27	17,372,487.52	5,000000
344	01-08-2033	72,385.36	166,680.90	94,295.54	17,278,191.98	5,000000
345	01-09-2033	71,992.47	166,680.90	94,688.43	17,183,503.55	5,000000
346	01-10-2033	71,597.93	166,680.90	95,082.97	17,088,420.58	5,000000
347	01-11-2033	71,201.75	166,680.90	95,479.15	16,992,941.43	5,000000
348	01-12-2033	70,803.92	166,680.90	95,876.98	16,897,064.45	5,000000
	Total:	*875,544.03*	*2,000,170.80*	*1,124,626.77*		
349	01-01-2034	70,404.44	166,680.90	96,276.46	16,800,787.99	5,000000
350	01-02-2034	70,003.28	166,680.90	96,677.62	16,704,110.37	5,000000
351	01-03-2034	69,600.46	166,680.90	97,080.44	16,607,029.93	5,000000
352	01-04-2034	69,195.96	166,680.90	97,484.94	16,509,544.99	5,000000
353	01-05-2034	68,789.77	166,680.90	97,891.13	16,411,653.86	5,000000
354	01-06-2034	68,381.89	166,680.90	98,299.01	16,313,354.85	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
355	01-07-2034	67,972.31	166,680.90	98,708.59	16,214,646.26	5,000000
356	01-08-2034	67,561.03	166,680.90	99,119.87	16,115,526.39	5,000000
357	01-09-2034	67,148.03	166,680.90	99,532.87	16,015,993.52	5,000000
358	01-10-2034	66,733.31	166,680.90	99,947.59	15,916,045.93	5,000000
359	01-11-2034	66,316.86	166,680.90	100,364.04	15,815,681.89	5,000000
360	01-12-2034	65,898.67	166,680.90	100,782.23	15,714,899.66	5,000000
	Total:	*818,006.01*	*2,000,170.80*	*1,182,164.79*		
361	01-01-2035	65,478.75	166,680.90	101,202.15	15,613,697.51	5,000000
362	01-02-2035	65,057.07	166,680.90	101,623.83	15,512,073.68	5,000000
363	01-03-2035	64,633.64	166,680.90	102,047.26	15,410,026.42	5,000000
364	01-04-2035	64,208.44	166,680.90	102,472.46	15,307,553.96	5,000000
365	01-05-2035	63,781.47	166,680.90	102,899.43	15,204,654.53	5,000000
366	01-06-2035	63,352.73	166,680.90	103,328.17	15,101,326.36	5,000000
367	01-07-2035	62,922.19	166,680.90	103,758.71	14,997,567.65	5,000000
368	01-08-2035	62,489.87	166,680.90	104,191.03	14,893,376.62	5,000000
369	01-09-2035	62,055.74	166,680.90	104,625.16	14,788,751.46	5,000000
370	01-10-2035	61,619.80	166,680.90	105,061.10	14,683,690.36	5,000000
371	01-11-2035	61,182.04	166,680.90	105,498.86	14,578,191.50	5,000000
372	01-12-2035	60,742.46	166,680.90	105,938.44	14,472,253.06	5,000000
	Total:	*757,524.20*	*2,000,170.80*	*1,242,646.60*		
373	01-01-2036	60,301.05	166,680.90	106,379.85	14,365,873.21	5,000000
374	01-02-2036	59,857.81	166,680.90	106,823.09	14,259,050.12	5,000000
375	01-03-2036	59,412.71	166,680.90	107,268.19	14,151,781.93	5,000000
376	01-04-2036	58,965.76	166,680.90	107,715.14	14,044,066.79	5,000000
377	01-05-2036	58,516.94	166,680.90	108,163.96	13,935,902.83	5,000000
378	01-06-2036	58,066.26	166,680.90	108,614.64	13,827,288.19	5,000000
379	01-07-2036	57,613.70	166,680.90	109,067.20	13,718,220.99	5,000000
380	01-08-2036	57,159.25	166,680.90	109,521.65	13,608,699.34	5,000000
381	01-09-2036	56,702.91	166,680.90	109,977.99	13,498,721.35	5,000000
382	01-10-2036	56,244.67	166,680.90	110,436.23	13,388,285.12	5,000000
383	01-11-2036	55,784.52	166,680.90	110,896.38	13,277,388.74	5,000000
384	01-12-2036	55,322.45	166,680.90	111,358.45	13,166,030.29	5,000000
	Total:	*693,948.03*	*2,000,170.80*	*1,306,222.77*		
385	01-01-2037	54,858.46	166,680.90	111,822.44	13,054,207.85	5,000000
386	01-02-2037	54,392.53	166,680.90	112,288.37	12,941,919.48	5,000000
387	01-03-2037	53,924.66	166,680.90	112,756.24	12,829,163.24	5,000000
388	01-04-2037	53,454.85	166,680.90	113,226.05	12,715,937.19	5,000000
389	01-05-2037	52,983.07	166,680.90	113,697.83	12,602,239.36	5,000000
390	01-06-2037	52,509.33	166,680.90	114,171.57	12,488,067.79	5,000000
391	01-07-2037	52,033.62	166,680.90	114,647.28	12,373,420.51	5,000000
392	01-08-2037	51,555.92	166,680.90	115,124.98	12,258,295.53	5,000000
393	01-09-2037	51,076.23	166,680.90	115,604.67	12,142,690.86	5,000000
394	01-10-2037	50,594.55	166,680.90	116,086.35	12,026,604.51	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal

Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00 Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
395	01-11-2037	50,110.85	166,680.90	116,570.05	11,910,034.46	5,000000
396	01-12-2037	49,625.14	166,680.90	117,055.76	11,792,978.70	5,000000
	Total:	*627,119.21*	*2,000,170.80*	*1,373,051.59*		
397	01-01-2038	49,137.41	166,680.90	117,543.49	11,675,435.21	5,000000
398	01-02-2038	48,647.65	166,680.90	118,033.25	11,557,401.96	5,000000
399	01-03-2038	48,155.84	166,680.90	118,525.06	11,438,876.90	5,000000
400	01-04-2038	47,661.99	166,680.90	119,018.91	11,319,857.99	5,000000
401	01-05-2038	47,166.07	166,680.90	119,514.83	11,200,343.16	5,000000
402	01-06-2038	46,668.10	166,680.90	120,012.80	11,080,330.36	5,000000
403	01-07-2038	46,168.04	166,680.90	120,512.86	10,959,817.50	5,000000
404	01-08-2038	45,665.91	166,680.90	121,014.99	10,838,802.51	5,000000
405	01-09-2038	45,161.68	166,680.90	121,519.22	10,717,283.29	5,000000
406	01-10-2038	44,655.35	166,680.90	122,025.55	10,595,257.74	5,000000
407	01-11-2038	44,146.91	166,680.90	122,533.99	10,472,723.75	5,000000
408	01-12-2038	43,636.35	166,680.90	123,044.55	10,349,679.20	5,000000
	Total:	*556,871.30*	*2,000,170.80*	*1,443,299.50*		
409	01-01-2039	43,123.66	166,680.90	123,557.24	10,226,121.96	5,000000
410	01-02-2039	42,608.84	166,680.90	124,072.06	10,102,049.90	5,000000
411	01-03-2039	42,091.87	166,680.90	124,589.03	9,977,460.87	5,000000
412	01-04-2039	41,572.75	166,680.90	125,108.15	9,852,352.72	5,000000
413	01-05-2039	41,051.47	166,680.90	125,629.43	9,726,723.29	5,000000
414	01-06-2039	40,528.01	166,680.90	126,152.89	9,600,570.40	5,000000
415	01-07-2039	40,002.38	166,680.90	126,678.52	9,473,891.88	5,000000
416	01-08-2039	39,474.55	166,680.90	127,206.35	9,346,685.53	5,000000
417	01-09-2039	38,944.52	166,680.90	127,736.38	9,218,949.15	5,000000
418	01-10-2039	38,412.29	166,680.90	128,268.61	9,090,680.54	5,000000
419	01-11-2039	37,877.84	166,680.90	128,803.06	8,961,877.48	5,000000
420	01-12-2039	37,341.16	166,680.90	129,339.74	8,832,537.74	5,000000
	Total:	*483,029.34*	*2,000,170.80*	*1,517,141.46*		
421	01-01-2040	36,802.24	166,680.90	129,878.66	8,702,659.08	5,000000
422	01-02-2040	36,261.08	166,680.90	130,419.82	8,572,239.26	5,000000
423	01-03-2040	35,717.66	166,680.90	130,963.24	8,441,276.02	5,000000
424	01-04-2040	35,171.98	166,680.90	131,508.92	8,309,767.10	5,000000
425	01-05-2040	34,624.03	166,680.90	132,056.87	8,177,710.23	5,000000
426	01-06-2040	34,073.79	166,680.90	132,607.11	8,045,103.12	5,000000
427	01-07-2040	33,521.26	166,680.90	133,159.64	7,911,943.48	5,000000
428	01-08-2040	32,966.43	166,680.90	133,714.47	7,778,229.01	5,000000
429	01-09-2040	32,409.29	166,680.90	134,271.61	7,643,957.40	5,000000
430	01-10-2040	31,849.82	166,680.90	134,831.08	7,509,126.32	5,000000
431	01-11-2040	31,288.03	166,680.90	135,392.87	7,373,733.45	5,000000
432	01-12-2040	30,723.89	166,680.90	135,957.01	7,237,776.44	5,000000
	Total:	*405,409.50*	*2,000,170.80*	*1,594,761.30*		

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
433	01-01-2041	30,157.40	166,680.90	136,523.50	7,101,252.94	5,000000
434	01-02-2041	29,588.55	166,680.90	137,092.35	6,964,160.59	5,000000
435	01-03-2041	29,017.34	166,680.90	137,663.56	6,826,497.03	5,000000
436	01-04-2041	28,443.74	166,680.90	138,237.16	6,688,259.87	5,000000
437	01-05-2041	27,867.75	166,680.90	138,813.15	6,549,446.72	5,000000
438	01-06-2041	27,289.36	166,680.90	139,391.54	6,410,055.18	5,000000
439	01-07-2041	26,708.56	166,680.90	139,972.34	6,270,082.84	5,000000
440	01-08-2041	26,125.35	166,680.90	140,555.55	6,129,527.29	5,000000
441	01-09-2041	25,539.70	166,680.90	141,141.20	5,988,386.09	5,000000
442	01-10-2041	24,951.61	166,680.90	141,729.29	5,846,656.80	5,000000
443	01-11-2041	24,361.07	166,680.90	142,319.83	5,704,336.97	5,000000
444	01-12-2041	23,768.07	166,680.90	142,912.83	5,561,424.14	5,000000
	Total:	*323,818.50*	*2,000,170.80*	*1,676,352.30*		
445	01-01-2042	23,172.60	166,680.90	143,508.30	5,417,915.84	5,000000
446	01-02-2042	22,574.65	166,680.90	144,106.25	5,273,809.59	5,000000
447	01-03-2042	21,974.21	166,680.90	144,706.69	5,129,102.90	5,000000
448	01-04-2042	21,371.26	166,680.90	145,309.64	4,983,793.26	5,000000
449	01-05-2042	20,765.81	166,680.90	145,915.09	4,837,878.17	5,000000
450	01-06-2042	20,157.83	166,680.90	146,523.07	4,691,355.10	5,000000
451	01-07-2042	19,547.31	166,680.90	147,133.59	4,544,221.51	5,000000
452	01-08-2042	18,934.26	166,680.90	147,746.64	4,396,474.87	5,000000
453	01-09-2042	18,318.65	166,680.90	148,362.25	4,248,112.62	5,000000
454	01-10-2042	17,700.47	166,680.90	148,980.43	4,099,132.19	5,000000
455	01-11-2042	17,079.72	166,680.90	149,601.18	3,949,531.01	5,000000
456	01-12-2042	16,456.38	166,680.90	150,224.52	3,799,306.49	5,000000
	Total:	*238,053.15*	*2,000,170.80*	*1,762,117.65*		
457	01-01-2043	15,830.44	166,680.90	150,850.46	3,648,456.03	5,000000
458	01-02-2043	15,201.90	166,680.90	151,479.00	3,496,977.03	5,000000
459	01-03-2043	14,570.74	166,680.90	152,110.16	3,344,866.87	5,000000
460	01-04-2043	13,936.95	166,680.90	152,743.95	3,192,122.92	5,000000
461	01-05-2043	13,300.51	166,680.90	153,380.39	3,038,742.53	5,000000
462	01-06-2043	12,661.43	166,680.90	154,019.47	2,884,723.06	5,000000
463	01-07-2043	12,019.68	166,680.90	154,661.22	2,730,061.84	5,000000
464	01-08-2043	11,375.26	166,680.90	155,305.64	2,574,756.20	5,000000
465	01-09-2043	10,728.15	166,680.90	155,952.75	2,418,803.45	5,000000
466	01-10-2043	10,078.35	166,680.90	156,602.55	2,262,200.90	5,000000
467	01-11-2043	9,425.84	166,680.90	157,255.06	2,104,945.84	5,000000
468	01-12-2043	8,770.61	166,680.90	157,910.29	1,947,035.55	5,000000
	Total:	*147,899.86*	*2,000,170.80*	*1,852,270.94*		
469	01-01-2044	8,112.65	166,680.90	158,568.25	1,788,467.30	5,000000
470	01-02-2044	7,451.95	166,680.90	159,228.95	1,629,238.35	5,000000
471	01-03-2044	6,788.49	166,680.90	159,892.41	1,469,345.94	5,000000
472	01-04-2044	6,122.27	166,680.90	160,558.63	1,308,787.31	5,000000

PAR: SDM

Phase 8

MONTANT INITIAL	DURÉE	# PMT/AN	# CAP/AN	Tx NOMINAL	VERSEMENT
34,567,000.00	480	12	12	5.000000 %	166,680.90

Méthode de calcul: CDN Normal
Premier versement: 01-01-2005 Échéance: 01-12-2044 Base en jours: 360.00
Fin d'exercice: 31 décembre

#	DATE	INTÉRÊT	VERSEMENT	CAPITAL	SOLDE	TAUX (%)
473	01-05-2044	5,453.28	166,680.90	161,227.62	1,147,559.69	5,000000
474	01-06-2044	4,781.50	166,680.90	161,899.40	985,660.29	5,000000
475	01-07-2044	4,106.92	166,680.90	162,573.98	823,086.31	5,000000
476	01-08-2044	3,429.53	166,680.90	163,251.37	659,834.94	5,000000
477	01-09-2044	2,749.31	166,680.90	163,931.59	495,903.35	5,000000
478	01-10-2044	2,066.26	166,680.90	164,614.64	331,288.71	5,000000
479	01-11-2044	1,380.37	166,680.90	165,300.53	165,988.18	5,000000
480	01-12-2044	691.62	166,679.80	165,988.18	0.00	5,000000
	Total:	*53,134.15*	*2,000,169.70*	*1,947,035.55*		
	Grand Total:	*45,439,830.90*	*80,006,830.90*	*34,567,000.00*		

0410-002

MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du code civile du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité 9095-5139 Québec inc., une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège 1555, rue Peel , bureau 1400, Montréal, Québec H3A 3L8, et représentée aux présentes par Carl Bond, son président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la corporation en date du 16 novembre 2006.

Ci après appelée Le Locateur

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c.C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Colette Fraser, greffière adjointe par intérim, dûment autorisée (e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance de 28 octobre 2003 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

LESQUELLES PARTIES PRÉALABLEMENT À LA MODIFICATION DU BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU qu'aux termes d'un bail sous seing privé en date du trente et un (31) mars deux mille cinq (2005) le Locateur a loué au Locataire, pour un terme commençant le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010, l'immeuble situé au 31, rue Duke et 801, rue Brennan, d'une superficie d'environ trois cents vingt-sept mille quatre cents soixante pieds carrés (327 460 pi^2) et de 223 espaces de stationnement intérieur, formé du lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, connu comme étant l' édifice Louis-Charland.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

ATTENDU QUE les parties désirent soustraire une partie de la superficie loué au rez-de-chaussée, tel que montré sur le plan ci-joint, d'une superficie utilisable de deux mille huit cent vingt (2 820) pieds carrés et ce, à compter du 1er janvier 2007, afin que le Locateur puisse louer l'espace à un tiers pour y installer un restaurant;

ATTENDU QUE les parties désirent modifier le Bail en vigueur pour tenir compte de la nouvelle superficie locative totale des Lieux loués résultant de la diminution de la superficie du Bail en vigueur.

ATTENDU QUE le Locateur pourra rétrocéder l'espace occupé par le restaurant à la Ville advenant l'annulation du bail entre le Locateur et le futur Locataire du Restaurant et ce, moyennant un avis de trente (30) jours.

ATTENDU QUE Le Locataire désire modifier la durée du bail en y ajoutant une période additionnelle de dix (10) ans débutant le premier janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2016.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

DÉFINITIONS

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent dans ce contrat ou dans toute documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

a) «**Bail**» désigne collectivement le Bail Initial, la Convention de Modification et l'Amendement, ainsi que leurs annexes, le cas échéant.

b) «**Contrat**» désigne le présent contrat incluant le préambule et ses annexes, le cas échéant, toute documentation subordonnée à celui-ci, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées à l'occasion par les parties ; les expressions «des présentes», «aux présentes», «en vertu des présentes» et «par les présentes» et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le Contrat font généralement référence à l'ensemble du Contrat plutôt qu'à une partie de celui-ci à moins d'indication contraire dans le texte.

c) «**Lieux Loués**» désigne les lieux faisant l'objet du Bail, soit les locaux d'une superficie approximative de TROIS CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENTS QUARANTE (324 640) pieds carrés de l'immeuble situé aux 31, rue Duke et 801, rue Brennan, connus comme étant l'édifice Louis-Charland.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE
	VEJ

L'article 2.0 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 2.0 **SUPERFICIE**

Les Lieux loués ont une superficie locative de 324 640 pieds carrés et 223 espaces de stationnement ; les parties acceptent cette superficie telle quelle et considèrent qu'aucun autre mesurage ne sera requis.

L'article 3.1 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 3.1 **DURÉE**

Ce bail est consenti pour un terme de dix (10) ans, commençant le 1er janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2016;

L'article 7.1 est modifié comme suit :

Article 7.1 **LOYER**

Le loyer de base annuel est réduit de 19 553 $ (2820 pi² X 6.934$ du pi²), ce qui représente un montant de loyer de 2 251 010,00 $ pour la première année pour tenir compte de la nouvelle superficie.

L'article 7.2 est modifié comme suit :

Article 7.2 **LOYER ADDITIONNEL DES LIEUX LOUÉS**

Le Loyer additionnel est réduit de 32 803 $, ce qui fixe le montant à 3 806 204 $ pour la première année, pour tenir compte de la nouvelle superficie et du prorata d'occupation tel qu'établi ci-après la l'article 7.5.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

L'article 7.5 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 7.5 **PRORATA D'OCCUPATION**

La superficie des Lieux Loués au présent bail équivaut à 99,14% de la superficie locative de l'immeuble où ils sont situés.

L'article suivant est à ajouter :

CLAUSE ADDITIONNELLE DE RÉTROCESSION

Le Locateur a pour objectif de louer l'espace résiduel, situé au rez-de-chaussée, à un tiers privé (concessionnaire) avec obligation pour ce dernier d'y exploiter un restaurant. Les parties aux présentes s'entendent sur le fait que le Locateur devra verser au concessionnaire un incitatif sous forme d'une allocation pour des améliorations locatives, allocation qui sera amortie sur la durée du bail. Advenant le cas que le concessionnaire cesse ses opérations avant la fin du bail et que le Locateur ne soit pas en mesure de trouver un second concessionnaire dans les trois (3) mois qui suivent la fermeture du restaurant, le Locateur pourra, à sa seule discrétion, céder l'espace du restaurant au Locataire. Celui-ci occupera dès lors 100% de l'immeuble et devra rembourser au Locateur cinquante pourcent (50%) du solde non amorti de l'allocation en améliorations locatives versée au concessionnaire. Advenant le cas ou le Locateur ne réussit pas à louer l'espace résiduel à un concessionnaire avant le 30 juin 2007, il pourra, à sa discrétion, appliquer la présente clause sans la notion d'un remboursement d'une partie de l'allocation en améliorations locatives.

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

RATIFICATION

Les parties confirment et ratifient toutes les autres clauses et conditions stipulées au Bail, le tout sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double (2) exemplaires à Montréal, province de Québec, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 16 NOVEMBRE 2006

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

Par : _____

Le 28 ième jour de février 2007 ~~2006~~

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Colette Fraser, greffière adjointe par intérim

Cette modification de bail a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal le 13 décembre 2006 (CG06 0508).

INITIALES	
LOCATEUR	LOCATAIRE

Montréal

SERVICE DES AFFAIRES CORPORATIVES
Direction du greffe
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR

DATE : 2 mars 2007

DESTINATAIRE : M. Serge Théroux

ORGANISME : Ville de Montréal

TÉLÉCOPIEUR : 514-280-3597

EXPÉDITRICE : Laure Marlie Gédéon

TÉLÉCOPIEUR : 514-872-5655 **TÉLÉPHONE :** 514-868-4366

MESSAGE

Voici la copie signée de l'entente pour votre dossier

N/D : CG06 0508

V/D : 1060259020

NOMBRE DE PAGES (incluant celle-ci) : 6

SI L'ENVOI N'EST PAS COMPLET, VEUILLEZ NOUS EN AVISER AUSSITÔT QUE POSSIBLE.

Note : Ce message peut contenir de l'information de nature privilégiée et confidentielle et est à l'usage exclusif du destinataire. Toute autre personne est avisée qu'il est strictement interdit de le divulguer, de le distribuer ou de le copier. Si ce message vous a été transmis par erreur, veuillez s'il vous plaît nous en aviser immédiatement. Nous vous remercions à l'avance pour votre collaboration.

PREMIÈRE CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE**, une société en commandite dûment constituée en vertu du Code Civil du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présente par son seul commandité 9095-5139 Québec Inc., une corporation dûment constituée en vertu la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 800 Boulevard de Maisonneuve Est, bureau 2200, à Montréal, province de Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Sophie Rousseau-Loiselle, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 23 avril 2024.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locateur et le Locataire ont conclu une Convention de bail le 31 mars 2005 (le « Bail Initial »), concernant des locaux dans l'édifice situé au 801, rue Brennan, (les « Lieux loués »), pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er avril 2005et se terminant le 31 mars 2010 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de modification signée le 28 février 2007 (la « Première convention de modification du Bail »), le Locateur et le Locataire ont convenu de modifier la superficie des Lieux loués et de prolonger le Bail Initial jusqu'au 31 décembre 2016 ;

ATTENDU QU'EN vertu d'une convention de modification signée le 27 octobre 2008 (la « Deuxième convention de modification du Bail »), le Locateur et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail Initial, se terminant le 31 décembre 2016, pour une durée additionnelle de dix (10) ans ;

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer deux options de renouvellement de cinq (5) ans tel que prévu à l'article 3.2 du Bail Initial, pour une période additionnelle totale de dix (10) ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036 selon les mêmes conditions ;

ATTENDU QUE le Bail Initial, la Première convention de modification du Bail, la Deuxième convention de modification du Bail et la présente première convention de prolongation du Bail sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et que le Locateur déclare en avoir pris connaissance ; et

Paraphes	
Locateur	Locataire

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente.

ARTICLE 2
DURÉE

2. **Durée** : Le Bail est prolongé pour une période de dix (10) ans commençant le 1er janvier 2027 et se terminant le 31 décembre 2036.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3. **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrits à l'article 1 du Bail Initial.

ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

4. À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, électroniquement, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie de la présente première convention de prolongation du Bail signée électroniquement.

Le 1er mai 2024

LOCATEUR

_____

par : Sophie Rousseau-Loiselle

Le _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Domenico Zambito

Paraphes	
Locateur	Locataire

9095-5139 QUÉBEC INC.

(la « Société »)

Résolution écrite des administrateurs

PROLONGATION DU BAIL ENTRE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LE 801, RUE BRENNAN

ATTENDU QUE la Société agit à titre de seule et unique commanditée de la Société en commandite Brennan-Duke (ci-après la « **SEC Brennan-Duke** »);

ATTENDU QUE la SEC Brennan-Duke, à titre de locatrice et la Ville de Montréal, à titre de locataire, ont conclu le 31 mars 2005 un bail de 5 ans, soit du 1er avril 2005 au 31 mars 2010, concernant des locaux dans l'édifice situé au 801, rue Brennan (ci-après le « **Bail** »);

ATTENDU QU' à la suite de la signature de deux conventions de modification, le Bail a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2016, puis du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2026;

ATTENDU QU' aux termes du Bail, le locataire bénéficie de 3 options de renouvellement de 5 ans chacune;

ATTENDU QUE le locataire désire exercer deux de ses options de renouvellement et ainsi prolonger le Bail pour une période additionnelle totale de 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036, selon les mêmes conditions, à l'exception du loyer de base qui sera ajusté conformément au Bail;

ATTENDU QUE la Société, à titre de seule et unique commanditée de la SEC Brennan-Duke, autorise la signature des documents permettant de prolonger le Bail;

IL EST RÉSOLU :

QUE la Société autorise la prolongation du bail pour une période additionnelle de 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036 pour le 801, Brennan, entre la Société en commandite Brennan-Duke à titre de locatrice et la Ville de Montréal à titre de locataire;

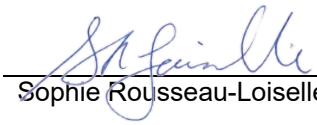
QUE Madame Sophie Rousseau-Loiselle, présidente de la Société soit et est, par la présente résolution, autorisée à signer pour et au nom de la Société, la première convention de prolongation de bail, ainsi que tous les autres actes et documents afférents à la convention, nécessaires aux fins de donner plein effet à la présente.

(Suite et signature à la page suivante)

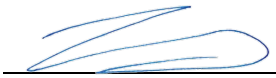
DÉCLARATION D'ADOPTION

Nous, soussignés, déclarons être les seuls administrateurs de la Société habile à voter sur la résolution susmentionnée. En conséquence, nous adoptons cette résolution et apposons notre signature aux présentes afin de conférer à cette résolution la même valeur que si elle avait été adoptée au cours d'une réunion du conseil d'administration, conformément à l'article 140 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

ADOPTÉE ET SIGNÉE CE 23 avril 2024.



Sophie Rousseau-Loiselle, présidente



Carl Bond, vice-président



Annie Léonard, secrétaire

MODIFICATION DU BAIL

ENTRE

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE, une société en commandite dûment constituée en vertu du code civile du Québec et immatriculée depuis le 16 novembre 2000 sous le numéro 3349700230, agissant aux présentes par son seul commandité 9095-5139 Québec inc., une corporation dûment constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies, ayant son siège 425, rue Sherbrooke Est , bureau 01, Montréal, Québec H2L 1J9, et représentée aux présentes par Jean-François Bertrand, son président et Carl Bond, son secrétaire, dûment autorisés en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la corporation en date du 5 mai 2008 ;

Ci après appelée « Le Locateur».

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Collette Fraser, greffière adjointe, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution ~~CM03 0836~~ CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes ;

Ci après appelée « Le Locataire».

LESQUELLES PARTIES PRÉALABLEMENT À LA MODIFICATION DU BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU qu'aux termes d'un bail sous seing privé en date du trente et un (31) mars deux mille cinq (2005) le Locateur a loué au Locataire, pour un terme commençant le 1er avril 2005 et se terminant le 31 mars 2010, l'immeuble situé au 31, rue Duke et 801, rue Brennan, d'une superficie d'environ trois cents vingt-sept mille quatre cent soixante pieds carrés (327 460 pi^2) et de 223 espaces de stationnement intérieur, formé du lot 2 611 356 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, connu comme étant l' édifice Louis-Charland.

19/27/2008 15:45 5148725655 GREFFIER PAGE 02/04

ATTENDU qu'aux termes d'une convention de modification publié par bordereau au bureau de la publicité des droits sous le numéro 14 483 836, le 31 juillet 2007, reçu devant Me Robert Coulombe , SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE et le Locataire ont convenu de modifier le Bail Initial (la «Convention de Modification»), de façon à prolonger le Terme Initial d'une période supplémentaire de dix (10) ans, débutant le premier (1er) janvier deux mille sept (2007) et se terminant le trente et un (31) décembre deux mille seize (2016) (le «Nouveau Terme»).

ATTENDU QUE Le Locataire désire modifier la durée du bail en y ajoutant une période additionnelle de dix (10) ans débutant le premier janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2026.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

DÉFINITIONS

Les mots et expressions qui suivent, lorsqu'ils apparaissent dans ce contrat ou dans toute documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent, à moins d'une dérogation implicite ou explicite dans le texte, en fonction des définitions qui leur sont attribuées ci-après :

a) «Bail» désigne collectivement le Bail Initial, la Convention de Modification et l'Amendement, ainsi que leurs annexes, le cas échéant.

b) «Contrat» désigne le présent contrat incluant le préambule et ses annexes, le cas échéant, toute documentation subordonnée à celui-ci, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées à l'occasion par les parties ; les expressions «des présentes», «aux présentes», «en vertu des présentes» et «par les présentes» et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le Contrat font généralement référence à l'ensemble du Contrat plutôt qu'à une partie de celui-ci à moins d'indication contraire dans le texte.

L'article 3.1 est annulé et remplacé par le suivant :

Article 3.1 DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme de vingt (20) ans, commençant le 1er janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2026;

RATIFICATION

Les parties confirment et ratifient toutes les autres clauses et conditions stipulées au Bail, le tout sans novation ni dérogation.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en ~~double~~ un (1) ~~(2)~~ exemplaire à Montréal, province de Québec, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 8 mai 2008

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BRENNAN-DUKE

Agissant par son commandité 9095-5139 Québec inc.

Par : _____
Jean-François Bertrand
Président

Par : _____
Carl Bond
Secrétaire

Le 27 octobre 2008

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Collette Fraser
Greffière adjointe

X:\Adm. imm. serv. Corporatifs\Services corporatifs 1\Locations\Ville-locataire\0410-001\Nouveau bail 801 Brennan.doc

Ce bail a été approuvé par le conseil d'agglomération de Montréal, le 19 juin 2008, résolution: CG08 0334.

27/11/2008 15:45 5148725655 GREFFIER PAGE 04/04

Tableau ajustement de la base budgétaire

	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
Base budgétaire index. estimée 2 %	9 120 736,31 $	9 303 151,03 $	9 489 214,05 $	9 678 998,33 $	9 872 578,30 $	10 070 029,87 $	10 271 430,46 $	10 476 859,07 $	10 686 396,26 $	10 900 124,18 $
Loyer net de taxe	10 525 274,25 $	10 732 106,56 $	10 944 109,68 $	11 161 412,88 $	11 384 148,66 $	11 612 452,83 $	11 846 464,60 $	12 086 326,67 $	12 332 185,28 $	12 584 190,37 $

	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
		1 428 955,53 $	1 454 895,63 $	1 482 414,55 $	1 511 570,36 $	1 542 422,96 $	1 575 034,14 $	1 609 467,60 $	1 645 789,02 $	1 684 066,19 $
Ajustement de la base budgétaire	1 404 537,94 $	24 417,58 $	25 940,10 $	27 518,92 $	29 155,81 $	30 852,60 $	32 611,17 $	34 433,46 $	36 321,43 $	38 277,16 $

Calcul annuel du loyer

Loyer pour la période du:	Loyer antérieur	01/01/2027 au 31/12/2027	01/01/2028 au 31/12/2028	01/01/2029 au 31/12/2029	01/01/2030 au 31/12/2030	01/01/2031 au 31/12/2031	01/01/2032 au 31/12/2032	01/01/2033 au 31/12/2033	01/01/2034 au 31/12/2034	01/01/2035 au 31/12/2035	01/01/2036 au 31/12/2036		
	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)	(12 mois)		
Loyer de base	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $	2 145 000,00 $		21 450 000,00 $
Frais d'exploitation	4 330 826,01 $	4 439 096,66 $	4 550 074,08 $	4 663 825,93 $	4 780 421,58 $	4 899 932,12 $	5 022 430,42 $	5 147 991,18 $	5 276 690,96 $	5 408 608,23 $	5 543 823,44 $		49 732 894,60 $
Taxes foncières	3 357 236,62 $	3 441 167,54 $	3 527 196,73 $	3 615 376,65 $	3 705 761,07 $	3 798 405,10 $	3 893 365,23 $	3 990 699,36 $	4 090 466,84 $	4 192 728,51 $	4 297 546,72 $		38 552 713,75 $
Total avant taxes	9 833 062,63 $	10 025 264,20 $	10 222 270,81 $	10 424 202,58 $	10 631 182,65 $	10 843 337,22 $	11 060 795,65 $	11 283 690,54 $	11 512 157,80 $	11 746 336,74 $	11 986 370,16 $		**109 735 608,35 $**
TPS	491 653,13 $	501 263,21 $	511 113,54 $	521 210,13 $	531 559,13 $	542 166,86 $	553 039,78 $	564 184,53 $	575 607,89 $	587 316,84 $	599 318,51 $		5 486 780,42 $
TVQ	980 848,00 $	1 000 020,10 $	1 019 671,51 $	1 039 814,21 $	1 060 460,47 $	1 081 622,89 $	1 103 314,37 $	1 125 548,13 $	1 148 337,74 $	1 171 697,09 $	1 195 640,42 $		10 946 126,93 $
Total	**11 305 563,76 $**	**11 526 547,51 $**	**11 753 055,86 $**	**11 985 226,92 $**	**12 223 202,25 $**	**12 467 126,97 $**	**12 717 149,80 $**	**12 973 423,20 $**	**13 236 103,43 $**	**13 505 350,67 $**	**13 781 329,09 $**	**=**	**126 168 515,70 $**
Ristourne de TPS	(491 653,13) $	(501 263,21) $	(511 113,54) $	(521 210,13) $	(531 559,13) $	(542 166,86) $	(553 039,78) $	(564 184,53) $	(575 607,89) $	(587 316,84) $	(599 318,51) $		(5 486 780,42) $
Ristourne TVQ (50%)	(490 424,00) $	(500 010,05) $	(509 835,76) $	(519 907,11) $	(530 230,24) $	(540 811,45) $	(551 657,19) $	(562 774,07) $	(574 168,87) $	(585 848,55) $	(597 820,21) $		(5 473 063,50) $
Loyer net	10 323 486,63 $	10 525 274,25 $	10 732 106,56 $	10 944 109,68 $	11 161 412,88 $	11 384 148,66 $	11 612 452,83 $	11 846 464,60 $	12 086 326,67 $	12 332 185,28 $	12 584 190,37 $		115 208 671,78 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248682004 - 801 Brennan.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-8914

Co- auteur: Nathalie Fillion
Directrice, direction du conseil et du soutien financiers.
Service des finances et de l'évaluation foncière.
Tél: 514-712-4378

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Dossier # : 1248682004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location-acquisition)

SMCE248682004.pdf

Dossier # :1248682004

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 21 novembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE248682004

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94$, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location- acquisition)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE248682004

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pi² et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94$, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $: (Bâtiment 0410-003) (Location- acquisition)

À sa séance du 30 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 20 M$

Le 6 novembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables du Service de la stratégie immobilière (SSI), Direction des transactions, Division des locations ont expliqué que la Ville a conclu, en 2005, une entente de location avec la Société en commandite Brennan-Duke au 801, rue Brennan. L'édifice est le plus important centre administratif de la Ville, qui occupe 99,14 % de l'espace, ce qui représente de 324 640 pi² de bureaux et 223 places intérieures de stationnement.

Il faut savoir que la Ville a entrepris, en 2022, un projet-pilote d'aménagement des espaces en mode collaboratif afin pour optimiser les espaces et d'augmenter le nombre de postes de travail. Le projet-pilote est désormais complété, mais les travaux

d’aménagement sont toujours en cours. Le bail arrivant à échéance le 31 décembre 2026, la Ville souhaite aujourd’hui exercer deux de ses trois options de renouvellement de 5 ans, aux mêmes termes et conditions, afin notamment de protéger ses investissements. D’après les personnes invitées, la Ville bénéficie de conditions favorables et le renouvellement permettra d’en jouir pour encore 10 ans, soit du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2036. Parmi les avantages figurent la protection des investissements, les places intérieures de stationnement et le prix du loyer, qui est inférieur au marché.

Les personnes invitées ont présenté les données financières du renouvellement du bail en précisant que le taux locatif moyen est de 33,80 $/pi² pour 10 ans. Afin de vérifier si le loyer payé par la Ville est conforme au marché, la Division des analyses du SSI a été mandatée pour procéder à une évaluation de la valeur locative de ces espaces. Elle estime que sa valeur se situe entre 43 $/pi² à 45 $/pi².

Pour terminer, les responsables ont conclu en recommandant d’approuver la convention de prolongation du bail par laquelle la Ville loue à la Société en commandite Brennan-Duke des espaces situés au 801, rue Brennan, et ce, pour une durée de 10 ans.

Durant la période de questions, la Commission a notamment demandé pourquoi la Ville s’y prenait si tôt pour entreprendre le processus de renouvellement, alors que le bail vient à échéance le 31 décembre 2026. Le Service convient qu’il est d’avance, mais précise que l’entente contractuelle prévoit que la Ville doit informer le bailleur de son intention de renouveler l’entente au minimum un an avant la fin du bail. Compte tenu des investissements et des travaux en cours, le Service préférait entreprendre les démarches plus tôt que tard. Les membres ont également voulu savoir si d’autres scénarios, en dehors de la location, avaient été étudiés. Les responsables ont confirmé avoir procédé à certaines vérifications, notamment en ce qui a trait au coût d’acquisition du bâtiment. Pour le moment, le scénario le plus économique demeure pour la Ville la location de locaux dans l’édifice Louis-Charland.

Conclusion

À l’issue de ses travaux, la Commission permanente sur l’examen des contrats remercie les ressources du Service de la stratégie immobilière, Direction des transactions, Division des locations pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l’examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l’occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE248682004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20523 :

-

Firmes	Descriptions	Montants
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	975 769,03 $
M3P Conseils inc.	Lot 2 : Architecture de sécurité TI	2 040 834,99 $
Bell Canada	Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	1 081 003,92 $

Levio conseils inc.	Lot 4 : Services d'analyse de marché TI	715 126,10 $
YRH inc.	Lot 5 : Architecture en radiocommunication	672 603,75 $
Levio conseils inc.	Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance	487 585,98 $

2. de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, Levio conseils inc. et YRH inc. ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-20 10:46

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245942002**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville désire être et rester à la fine pointe des technologies et des nouvelles tendances du marché. La Ville nécessite donc de faire appel à des fournisseurs de services en technologies de l'information visant des expertises spécialisées, de pointe et évolutives.

En novembre 2022, la Ville a conclu, suite à l'appel d'offres 22-19401 (résolution CG22 0685) des ententes-cadres avec plusieurs firmes pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information. Certains lots ont été consommés en totalité nécessitant ainsi un nouvel appel d'offres.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public 24-20523, en date du 6 mai 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 31 jours a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 66 jours, soit jusqu'au 11 juillet 2024.

Au total, sept addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2024-05-16	Précisions suite à des questions techniques et administratives
2	2024-05-21	Précisions portant sur le changement du lieu de dépôt des soumissions
3	2024-05-22	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives
4	2024-06-04	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives
5	2024-06-13	Précisions suite à des questions techniques et administratives
6	2024-06-20	Report de la date d'ouverture
7	2024-07-09	Précisions suite à des questions administratives

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 11 juillet 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture soit jusqu'au 7 janvier 2025.

Le présent dossier vise à conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lots 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lot 4 et 6) et YRH inc. (lot 5), pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication pour une dépense maximale de 5 972 923,77 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0685 – 24 novembre 2022 - Conclure des ententes-cadres avec In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lot 1), Levio Conseils inc. (lots 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Montant estimé des ententes : 4 647 010,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 : 6 soum.) - (lot 5 : 7 soum.) - (lot 6 : 5 soum.) - (lot 8 : 3 soum.)

CG19 0587 - 19 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 pour une somme de 64 386,00 $, taxes incluses, lot 2 pour une somme de 482 895,00 $, taxes incluses, lot 4 pour une somme de

216 153,00 $, taxes incluses et lot 6 pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Landry et associés (lot 3 pour une somme de 266 742,00 $, taxes incluses, lot 5 pour une somme de 409 885,88 $, taxes incluses et lot 9 pour une somme de 273 640,50 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7 pour une somme de 2 000 565,00 $, taxes incluses) et En toute confiance inc. (In fidem inc.) (lot 8 pour une somme de 190 398,60 $, taxes incluses) pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Appel d'offres public (19-17753) - (8 soumissionnaires)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne six lots de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication. Il permettra de soutenir les initiatives déjà prévues au PDI 2024-2033. Plus précisément, les éléments couverts seront les suivants :

Lots	Description
Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	La nature du service consiste à soutenir la Ville dans le développement d'une culture organisationnelle orientée vers une gestion efficace des risques TI. Elle vise à ce que les utilisateurs contribuent à la protection des actifs informationnels et qu'ils soient sensibilisés aux conséquences d'une atteinte à leur sécurité ainsi qu'à leur rôle et leurs obligations en la matière.
Lot 2 : Architecture de sécurité TI	La nature du service consiste en la réalisation de mandats de conception (architecture) de solutions technologiques performantes pour les besoins des initiatives de sécurité TI ou des besoins de sécurité des initiatives des autres unités d'affaires du Service, tout en permettant l'interopérabilité des solutions entre elles, en conformité avec l'architecture d'entreprise et les orientations du Service, ainsi que des normes et standards technologiques.
Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	Considérant la nature stratégique des opérations de sécurité et de l'évolution constante des menaces de l'industrie, la Ville désire se faire accompagner de ressources d'appoint pour les tâches ci-dessous qui pourront être confiées via cet appel d'offres, en partie ou en entier, pour certains environnements ou pour tous les environnements.
Lot 4 : Services d'analyse de marché TI	La nature du service consiste à réaliser des analyses de marché pour des solutions de

	sécurité TI pour la Ville, en suivant une méthodologie éprouvée par la Ville.
Lot 5 : Architecture en radiocommunication	La nature du service consiste à établir les architectures détaillées, élaborer les solutions techniques et définir les standards technologiques de systèmes de communications, en conformité avec les orientations de l'architecture d'entreprise et du service exploitant.
Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance	La nature du service consiste à configurer, optimiser et améliorer les services de surveillance déjà en place pour les besoins opérationnels en conformité avec l'architecture d'entreprise et les orientations du Service, ainsi que des normes et standards technologiques.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de 42 preneurs de cahier des charges. De ce nombre, neuf d'entre eux ont déposé une soumission sur un ou plusieurs lots, soit 21,43 % des preneurs, alors que 33 firmes n'ont pas déposé de soumission (78,57 %).

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que :

- quatre firmes ont des engagements dans d'autres projets les empêchant de répondre au présent appel d'offres ;
- deux firmes affirment que leur carnet de commandes est complet ;
- une firme affirme ne pas fournir les produits ou les services demandés
- une firme affirme ne pas offrir l'expertise demandée ;
- une firme affirme ne pas avoir de conseillers disponibles ;
- une firme affirme que la charge de travail demandée lui paraît très grande ;
- une firme affirme ne pas être en mesure d'offrir le meilleur prix possible ;
- trois firmes affirment manquer de temps ;
- une firme a acheté deux fois le cahier des charges ;
- une firme affirme être un manufacturier et un partenaire d'un soumissionnaire ;
- une firme affirme que les services demandés lui apparaissent restrictifs en raison des certifications demandées ;
- une firme a demandé le cahier de charges à titre indicatif ;
- Les autres firmes (15) n'ont pas retourné de formulaire de non-participation.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations préalablement approuvées par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 29 septembre 2021 (DA214990001) par un comité de sélection.

Les résultats de cette évaluation sont les suivants :

Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information

Sur un total de 4 soumissionnaires, les 4 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre, 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Conseillers en gestion et informatique CGI inc., puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	**0,884**	**975 769,03 $**		**975 769,03 $**
Levio conseils inc.	0,879	909 962,51 $		909 962,51 $
Services Eviden inc.	0,849	926 420,80 $		926 420,80 $
Dernière estimation réalisée		1 195 589,16 $		1 195 589,16 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				*(219 820,13 $)*
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(18 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)*				*(65 806,52 $)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*(7 %)*

On constate un écart de l'ordre de 18 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, ainsi que sur le pourcentage d'inflation prévue en lien avec le contexte socio-économique.

Lot 2 : Architecture de sécurité TI

Sur un total de 8 soumissionnaires, les 8 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 2 soumissionnaires sont déclarés non conformes d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme M3P Conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
M3P Conseils inc.	**0,37**	**2 040 834,99 $**		**2 040 834,99 $**
Levio conseils inc.	0,35	2 220 428,47 $		2 220 428,47 $
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,34	2 526 748,09 $		2 526 748,09 $

Services Eviden inc.	0,33	2 274 656,37 $		2 274 656,37 $
Les Solutions Victrix inc.	0,33	2 249 565,47 $		2 249 565,47 $
Bell Canada	0,33	2 459 108,98 $		2 459 108,98 $
Dernière estimation réalisée		2 590 443,19 $		2 590 443,19 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(549 608,20 $)* *(21 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*179 593,48 $* *9%*

On constate un écart de l'ordre de 21 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel. L'adjudicataire démontre une volonté de remporter le présent contrat et se positionner sur ce type de marché.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme M3P Conseils inc. a obtenu son accréditation le 30 mai 2022 et cette dernière demeure valide.

Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité

Sur un total de 6 soumissionnaires, les 6 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Bell Canada puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Bell Canada	**0,77**	**1 081 003,92 $**		**1 081 003,92 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,74	1 099 551,92 $		1 099 551,92 $
Levio conseils inc.	0,74	1 030 024,69 $		1 030 024,69 $
ESI Technologies de l'information inc.	0,66	1 088 445,33 $		1 088 445,33 $
Services Eviden inc.	0,65	1 170 856,19 $		1 170 856,19 $

Dernière estimation réalisée		910 925,08 $		910 925,08 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*170 078,84 $* *19 %*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*18 548,00 $* 2 %

On constate un écart de l'ordre de 19 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus bas. Le marché montréalais semble afficher un carnet de commandes bien rempli témoignant d'une forte demande pour ce type des services.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Bell Canada a obtenu son accréditation le 6 février 2023 et cette dernière demeure valide.

Lot 4 : Services d'analyse de marché TI

Sur un total de 3 soumissionnaires, les 3 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Levio conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio conseils inc.	**1,04**	**715 126,10 $**		**715 126,10 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	0,88	910 602,00 $		910 602,00 $
Dernière estimation réalisée		777 963,97 $		777 963,97 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(62 837,87 $)* *(8 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire				*195 475,90 $*

($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	*27 %*

Le prix de l'adjudicataire est 27 % plus bas que la 2ème meilleure note finale. Cet écart s'explique notamment par le fait que notre estimation se base sur un marché où les prix pratiqués sont disparates et traduisent une certaine volatilité. En effet, depuis la pandémie, il y a une volatilité des prix du marché non seulement au niveau de la main-d'œuvre, mais aussi pour le taux horaire qui a augmenté.

Lot 5 : Architecture en radiocommunication

Le seul soumissionnaire a été déclaré conforme autant d'un point de vue administratif que technique.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
YRH inc.	**1,29**	**672 603,75 $**		**672 603,75 $**
Dernière estimation réalisée		848 687,96 $		848 687,96 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(176 084,21 $)* *(21 %)*

On constate un écart de l'ordre de 21 % entre l'adjudicataire et l'estimation réalisée. Cet écart est expliqué par le fait que le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant notamment sur des profils similaires de contrats octroyés dernièrement, dont les taux horaires étaient plus élevés, ainsi que sur le pourcentage d'inflation actuel. L'adjudicataire démontre une volonté de remporter le présent contrat.

En référence à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) – Dans le cas où une municipalité, à la suite d'une demande de soumission, reçoit une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Il n'y a pas eu de négociation, car l'estimation établie par le requérant est supérieure au prix proposé à la soumission.

Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance

Sur un total de 3 soumissionnaires, les 3 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif.

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Levio conseils inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Levio conseils inc.	**1,61**	**487 585,98 $**		**487 585,98 $**
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1,60	509 626,69 $		509 626,69 $
Services Eviden inc.	1,39	542 118,62 $		542 118,62 $
Dernière estimation réalisée		530 429,98 $		530 429,98 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				*(42 844,00 $)* *(8 %)*
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				*22 040,71 $* *(5 %)*

L'écart de 8 % entre le prix soumis par l'adjudicataire et l'estimation interne est expliqué par le fait que l'estimation a notamment été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission et selon les taux horaires des anciennes ententes-cadres pour des services équivalents bonifiés à l'IPC.

Selon le Règlement de la commission permanente sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG23 0205, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant pour le lot 2 :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Une évaluation du rendement des adjudicataires Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, Levio conseils inc. et YRH inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, les firmes, Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, YRH inc. et Levio conseils inc., ne sont pas inscrites sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services professionnels seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou PDI du Service des TI pour la durée de l'entente et pourraient engendrer des dépenses d'agglomération.

Tous les besoins futurs de prestation de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale, ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cadre de la réalisation de chaque projet, ces ententes permettront au Service des TI de bénéficier des retombées suivantes :

- Responsabilisation des adjudicataires dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque ;
- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Frederic ALLARD, Service des technologies de l'information
Demis NUNES, Service des technologies de l'information
Francis DES GRANGES LANGEVIN, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

Tél : 438-350-4899
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2024-10-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-10-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245942002
Unité administrative responsable : Service des TI
Projet : Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lots 1), M3P (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lot 4 et 6) et YRH inc. (lot 5), pour une durée de 36 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication - Dépense maximale : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 - (lot 1 : 3 soum.) - (lot 2 : 6 soum.) - (lot 3 : 5 soum.) - (lot 4 : 2 soum.) - (lot 5 : 1 soum.) - (lot 6 : 3 soum.)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Dans le cadre de la réalisation de chacun de ces projets, la Ville veut bénéficier des retombées suivantes :

- Maintien de la cadence de réalisation de projets ;
- Possibilité de faire de la livraison "agile" avec cette approche, qui est historiquement réalisée à l'interne.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS — TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 30 mai 2022

M3P CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR MARTIN PAQUIN
1700-2001, BOUL ROBERT-BOURASSA
MONTRÉAL (QC) H3A 2A6

N° de décision : 2022-DAMP-1477
N° de client : 3000789291

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

M3P
M3P CONSULTING
M3P IT-EXPERTS
M3P RÉSEAUX
M3P SERVICES
M3P SOLUTIONS
MIRON & PAQUIN
MIRON-PAQUIN SERVICES-CONSEILS
M3P CONSEILS
M3P CONSULTING SERVICES
M3P NETWORKS
M3P SANTÉ-TI
M3P SERVICES-CONSEILS
M3PC
MIRON-PAQUIN CONSULTING SERVICES

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. M3P CONSEILS INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **29 mai 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 février 2023

LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA
A/S MONSIEUR MARTIN COSSETTE
1, CARREF ALEXANDER-GRAHAM-BELL
BUR. A-7
VERDUN (QC) H3E 3B3

N° de décision : 2023-DAMP-1398
N° de client : 2700007747
N° d'entreprise du Québec : 1172462849

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA OU BELL CANADA demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20523-Intervention - Lot-1.pdf
24-20523-Intervention - Lot-2.pdf
24-20523-Intervention - Lot-3.pdf
24-20523-Intervention - Lot-4.pdf
24-20523-Intevention - Lot-5.pdf
24-20523-Intervention- Lot-6.pdf
24-20523 PV.pdf
24-20523 Liste des commandes _ SEAO.pdf
_Tableau_CS_Lot 1.pdf
_Tableau_CS_Lot 2.pdf
_Tableau_CS_Lot 3.pdf
_Tableau_CS_Lot 4.pdf
_Tableau_CS_Lot 5.pdf
_Tableau_CS_Lot 6.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niveau 2

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Hicham ZERIOUH
Chef de section - approvisionnement

Tél : (514) 872-4542

strategique en biens
Tél : (438) 505-1138
Division : Division Acquisition - Section Informatique Et Grands Parcs

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 1)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 9,524

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI inc.	975 769,03 $	√	1
Levio conseils inc.	909 962,51 $		1
Services Eviden inc.	926 420,80 $		1

Information additionnelle

38 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (6) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges,

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 1)

Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,25	16,75	17,25	13,25	17,25	16,50	85,3	975 769,03 $	0,884	1
Levio conseils inc.	4,50	15,50	17,00	12,50	15,75	13,75	79,0	909 962,51 $	0,879	2
Services Eviden inc.	3,88	16,50	13,00	13,25	15,00	16,00	77,6	926 420,80 $	0,849	3
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,25	14,50	10,25	9,38	12,75	11,00	61,1			Non conforme
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité	
Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(Lot 2)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 19,05

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante
ESI Technologies de l'information inc.	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M3P	2 040 834,99 $	√	2
Levio conseils inc.	2 220 428,47 $		2
CGI inc.	2 526 748,09 $		2
Services Eviden inc.	2 274 656,37 $		2
Les Solutions Victrix inc.	2 429 565,47 $		2
Bell Canada	2 459 108,98 $		2

Information additionnelle

34 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (2) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 2)

Architecture de sécurité TI

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	16,25	16,25	13,50	16,75	16,50	83,8	2 526 748,09 $	0,34	3
Levio conseils inc.	4,50	15,75	17,25	12,50	15,50	12,25	77,8	2 220 428,47 $	0,35	2
Services Eviden inc.	4,00	16,50	13,75	13,50	13,75	12,75	74,3	2 274 656,37 $	0,33	4
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,25	14,75	13,75	10,00	12,50	10,25	64,5			Non conforme
Bell Canada	3,75	16,75	17,00	13,25	16,00	12,50	79,3	2 459 108,98 $	0,33	6
ESI Technologies de l'information inc.	3,25	17,50	11,75	11,00	14,50	10,25	68,3			Non conforme
M3P	3,38	15,00	13,25	12,63	15,50	15,00	74,8	2 040 834,99 $	0,37	1
Les Solutions Victrix inc.	4,38	17,25	17,25	11,50	12,00	16,00	78,4	2 429 565,47 $	0,33	5
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Badre Eddine Sakhi

Comité

Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(Lot 3)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 6

% de réponses : 14,29

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada	1 081 003,92 $	√	3
CGI inc.	1 099 551,92 $		3
Levio conseils inc.	1 030 024,69 $		3
ESI Technologies de l'information inc.	1 088 445,33 $		3
Services Eviden inc.	1 170 856,19 $		3

Information additionnelle

36 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (4) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges,

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 3)

Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,75	15,50	13,50	16,00	15,00	80,3	1 099 551,92 $	0,74	2
Levio conseils inc.	4,25	16,00	15,00	12,50	14,50	12,75	75,0	1 030 024,69 $	0,74	3
Services Eviden inc.	3,63	15,50	13,50	13,25	13,25	15,50	74,6	1 170 856,19 $	0,65	5
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,00	11,75	12,25	10,00	10,75	11,50	59,3			Non conforme
Bell Canada	4,00	15,50	17,25	13,25	16,25	16,50	82,8	1 081 003,92 $	0,77	1
ESI Technologies de l'information inc.	3,25	15,25	14,75	11,00	13,75	12,50	70,5	1 088 445,33 $	0,66	4
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité

Date	**mardi 17-09-2024**
Heure	**14 h 00**
Lieu	**Rencontre virtuelle**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	**1**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523 — No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 4)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 7,143

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	Administratif - la firme n'a pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Levio conseils inc.	715 126,10 $	√	4
CGI inc.	910 602,00 $		4

Information additionnelle

39 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (7) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 4)

Services d'analyse de marché TI

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,50	15,75	13,00	16,00	14,25	79,0	910 602,00 $	0,88	2
Levio conseils inc.	4,25	16,00	16,00	12,00	14,00	11,25	73,5	715 126,10 $	1,04	1
KPMG s.r.l/s.e.n.c.r.l	3,00	12,00	13,75	10,00	10,75	11,50	61,0			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi

Comité	
Date	mardi 17-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523 — No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI **(LOT 5)**

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 10 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 2,381

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
YRH inc.	672 603,75 $	√	5

Information additionnelle

41 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (9) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge de travail demandée nous paraissait très grande, (1) Achat deux fois cahier des charges.

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 5)

Architecture en radiocommunication

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
YRH inc.	3,88	16,00	18,75	13,50	16,50	17,00	85,6	672 603,75 $	1,29	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Badre Eddine Sakhi**									

Comité	
Date	mardi 10-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	1

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20523

No du GDD : 1245942002

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 6)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 - 5 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 6 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 11 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : 17 - 9 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 9 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 65 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 42

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 7,143

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 7 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 7 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Levio conseils inc.	487 585,98 $	√	6
CGI inc.	509 626,69 $		6
Services Eviden inc.	542 118,62 $		6

Information additionnelle

39 désistements : (1) à titre informatif, (15) pas de réponse, (3) manque de temps, (4) engagements dans d'autres projets, (1) partenaire d'un soumissionnaire, (1) demande restrictive, (7) nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés, (2) Carnet de commande complet, (1) Autre domaine d'expertise, (1) pas en mesure de vous offrir le meilleur prix possible, (1) La disponibilité de nos conseillers, (1) charge

Préparé par : Badre Eddine Sakhi

Le 2 - 10 - 2024

24-20523 - Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI (LOT 6)

Spécialiste en configuration des outils de surveillance

FIRME	Présentation de l'offre de services TI 5%	Description des processus et méthodologies et compréhension du mandat et de la problématique 20%	Expertise du soumissionnaire pour la réalisation de contrats similaires 20%	Expérience du coordonnateur des services 15%	Qualité du centre d'expertise 20%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CGI inc.	4,50	15,00	15,50	13,25	16,25	16,00	80,5	509 626,69 $	1,60	2
Levio conseils inc.	4,50	16,25	16,00	12,25	15,25	13,25	77,5	487 585,98 $	1,61	1
Services Eviden inc.	3,63	15,50	14,50	13,25	13,00	14,25	74,1	542 118,62 $	1,39	3
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi

Comité	
Date	mardi 17-09-2024
Heure	14 h 00
Lieu	Rencontre virtuelle

Multiplicateur d'ajustement	
	10000
Facteur «K»	1

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20523
Numéro de référence: 1845454
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Prestation de services spécialisés en sécurité de l'information et TI
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

42 résultats **Résultats 1 à 42**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1.

Alithya Canada Inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4 http://www.alithya.com	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186502866 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	0 2024-05-06 15:05	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
OKIOK DATA LTÉE 655 promenade du centropolis Bureau 230 Laval QC CAN H7T0A3 https://www.okiok.com	Non diffusé	Anderson Ortega Téléphone: 4506811681286 Courriel: aortega@okiok.com	0 2024-05-22 13:08	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9152-2458 QUÉBEC INC. 1000, rue de la Gauchetiere, suite 2400 Montréal QC CAN H3B4W5	Non diffusé	Responsable SEAO Téléphone: 5142092665 Courriel: mdelarosbil@lgmsolution.com	0 2024-05-21 20:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Services Eviden, inc. 415 rue Saint-Antoine Ouest 400 Montréal QC CAN H2Z2B9 http://www.infidem.biz/index.html	Non diffusé	Frédérique Châlon Téléphone: 4182676849 Courriel: chalfre@infidem.biz	0 2024-05-06 16:06	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TRANSITION Services Conseils inc. 1305, boul. Lebourgneuf Bureau 520 Québec QC CAN G2K2E4 http://www.transitionsc.ca	Non diffusé	Karine Roberge Téléphone: 4186263003 Courriel: soumission@transitionsc.ca	0 2024-05-07 08:46	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:43 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS 2875, boul. Laurier Édifice Delta 3, bureau D3-201 Québec QC CAN G1V2M2 http://www.lgs.com	Non diffusé	Véronique Verrier Téléphone: 4186536574 Courriel: soumissions-lgs@ibm.com	0 2024-05-07 13:25	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE 9680, boul. du Golf Anjou Montréal QC CAN H1J2Y7 http://www.ctmmobile.com	Non diffusé	Antonella Iannazzo Téléphone: 5145260221 Courriel: ventesmontreal@ctmmobile.com	0 2024-05-07 10:14	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SATORI INTERRÉSEAUTAGE INC. 4267, av. coloniale Montréal QC CAN H2W2C3 http://www.netsatori.com	Non diffusé	Mourad smaali Téléphone: 4506260836 Courriel: mourad.smaali@netsatori.com	0 2024-05-07 09:01	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9434-8257 Québec inc. 1929 rue Victor L Laurin L'Ancienne-Lorette QC CAN G2E5Z4 https://www.talonmba.ca	Non diffusé	Reine Victoire Kamyap Téléphone: 4184548724 Courriel: reine-victoire.kamyap@talonmba.ca	0 2024-05-23 13:59	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec QC CAN G2J0C4	Non diffusé	Josée Turcotte Téléphone: 4186506414 Courriel: bureau.propositions@alithya.com	0 2024-05-07 08:47	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal QC CAN H3G1T4 http://www.cgi.com	Non diffusé	Sophie Di Cienzo Téléphone: 5144153000 Courriel: bos.gma@cgi.com	0 2024-05-06 15:00	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
SERVICES CONSEILS PR2 INC. 430 Rue Sainte-Hélène 301 Montréal QC CAN H2Y2K7	Non diffusé	Valérie St-Laurent Téléphone: 5148337745 Courriel: vstlaurent@pr2.ca	0 2024-05-07 11:26	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LEVIO CONSEILS INC. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier, bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 http://www.levio.ca	Non diffusé	Marie-Pier Guillemette Téléphone: 4189143623 Courriel: offresdeservices@levio.ca	0 2024-05-06 15:02	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:43 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CHAPITRE TI INC. 204 Rue du Saint-Sacrement Suite 300 Montréal QC CAN H2Y1W8 http://www.itchapter.com	Non diffusé	Olivier Abecassis Téléphone: 5148682116 Courriel: rfp@itchapter.com	0 2024-05-07 21:56	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SOLUTIONS VICTRIX INC. 1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1900 Montréal QC CAN H3B4N4 http://www.victrix.ca/	Non diffusé	Mathieu Plamondon Téléphone: 5148791919 Courriel: bao@victrix.ca	0 2024-05-09 16:57	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFOMO INC. 1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1500 Montréal QC CAN H3B4W5 http://www.cofomo.com	Non diffusé	Sophie Courchesne Téléphone: 5142293487 Courriel: gestiondeloffre@cofomo.com	0 2024-05-07 11:33	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROCOM QUÉBEC INC. 2000 rue Peel Bureau 300 Montréal QC CAN H3A2W5 https://procomservices.com/fr-ca/	Non diffusé	Benoit Auclair Téléphone: 5147317224 Courriel: receptionmtl@procom.ca	0 2024-05-07 10:40	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PRÉCICOM TECHNOLOGIES INC. 233 Boulevard Frontenac Ouest, Suite#400 Thetford Mines QC CAN G6G6K2 http://www.precicom.com	Non diffusé	Marvin Huynh Téléphone: 4183342525 Courriel: marvin.huynh@precicom.com	0 2024-05-08 11:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Agence Sanitas Inc. 3055 Blvd. Saint-Martin Ouest 500 Laval QC CAN H7T0J3	Non diffusé	Sidi Mohamed Mohamed Sidy Téléphone: 5144434317 Courriel: info@agencesanitas.com	0 2024-05-21 19:16	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CIMA+ s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Non diffusé	Céline Roy Téléphone: 15143372462 Courriel: proposals.telecom@cima.ca	0 2024-05-27 09:52	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GFT Technologies Canada inc. 990 av. de Bourgogne Suite 510 Québec QC CAN G1W0E8	Non diffusé	Anne Renauld Téléphone: 5817800801 Courriel: anne.renauld@gft.com	0 2024-05-08 07:58	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
XEROX CANADA LTÉE 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal QC CAN H3Z3G1	Non diffusé	Kim Sweeney Téléphone: 4384582684 Courriel: kim.sweeney@xerox.com	0 2024-05-07 10:40	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. 1550 rue Metcalfe Suite 1100 Montréal QC CAN H3A1X6	Non diffusé	Marie-Pier Lemieux Téléphone: 5147453311 Courriel: seaoqbc@esitechnologies.com	0 2024-05-10 15:48	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal QC CAN H3A2A6 http://www.m3p.ca	Non diffusé	Martin Miron Téléphone: 5143128664 Courriel: martin.miron@m3p.ca	**Transaction: (20015146)** 2024-07-08 16:11	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis

				Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis Téléchargement 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis Téléchargement Ne pas recevoir
Systèmes de sécurité Hitachi 955 Michèle-Bohec Boulevard, Suite 244 Montréal QC CAN J7C5J6 https://www.hitachi-systems-security.com	Non diffusé	Owen Moody Téléphone: 5142454497 Courriel: owen.moody@hitachi-systems-security.com	0 2024-05-07 14:19	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Solutions Techso Inc. 60 St Jacques Suite 902 Montréal QC CAN H2Y1L5 https://www.techso.com	Non diffusé	Carl Fortin Téléphone: 5144026820 Courriel: cfortin@techso.com	0 2024-05-14 14:43	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Efficience TI CP 22 Stoneham-et-Tewkesbury QC CAN G3C2M2 https://www.efficienceti.com	Non diffusé	Sébastien Bédard Téléphone: 14188024585 Courriel: sbedard@efficienceti.com	0 2024-05-13 07:54	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS ACENSI INC. 261 rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal QC CAN H2Y1M6	Non diffusé	Julien ARMAND Téléphone: 4388314539 Courriel: julien.armand@acensi.ca	0 2024-05-15 15:39	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
EDGENDA CONSEIL INC. 1751, rue du Marais Bureau 300 Québec QC CAN G1M0A2 https://edgenda.com/	Non diffusé	Flora Gaffuri Téléphone: 4383206456 Courriel: flora.gaffuri@edgenda.com	0 2024-05-08 13:51	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal QC CAN H3A0A3 https://www.kpmg.ca	Non diffusé	Nada Atmeh Téléphone: 5148402568 Courriel: tapseao@kpmg.ca	0 2024-05-14 16:33	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES CONSEILS ABNA INC. 2875, bd laurier Edifice Delta 1 - Bureau 1350 Québec QC CAN G1V2M2 http://www.abnaconseils.com	Non diffusé	Anne Madeleine Kanoute Téléphone: 4189772262 Courriel: admin@abnaconseils.com	0 2024-05-08 10:09	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:45 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
onepoint Développement inc. 606 cathcart bureau 400 Montréal QC CAN H3B1K9 https://www.groupeonepoint.com	Non diffusé	Virginie Atoch Téléphone: 5149893116 Courriel: secteurpublic-canada@groupeonepoint.com	0 2024-05-07 10:49	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Québec QC CAN H3E3B3	Non diffusé	Philippe Robitaille Téléphone: 4186914039 Courriel: receptionao@bell.ca	0 2024-05-07 09:16	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CYBERSERENIT INC. 1676 Boulevard Bastien Québec QC CAN G2K1H2 www.cyberserenit.com	Publique	Marthe Anaïs KAMBOU Téléphone: 4182641419 Courriel: a.kambou@cyberserenit.ca	**Transaction: (20012711)** 2024-07-03 11:56	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis Téléchargement 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis Téléchargement 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Traxion Solutions Inc. 1065 rue de Dubuc Mascouche QC CAN J7K2Z7	Non diffusé	Francois-Pierre Rioux Téléphone: 5146868768 Courriel: francois-pierre.rioux@traxionsolutions.ca	0 2024-05-10 10:05	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
YRH INC. 424 rue Guy suite 102 Montréal QC CAN H3J1S6 https://www.yrh.com	Non diffusé	Frédérique Hamel Téléphone: 5149343024 Courriel: mfhamel@yrh.com	0 2024-05-06 16:26	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
M3P 2001, boul. Robert-Bourassa Bureau 1700 Montréal QC CAN H3A2A6 http://www.m3p.ca	Non diffusé	Martin Paquin Téléphone: 5143128664 Courriel: martin.paquin@m3p.ca	0 2024-05-06 16:20	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Ville de Marieville. 682 rue Saint-Charles Marieville QC CAN J3M1P9	Donneur d'ouvrage	Mélanie Calgaro Téléphone: 4504604444 Courriel: m.calgaro@ville.marieville.qc.ca	0 2024-06-06 09:53	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis Aucun 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis

				Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun
KYNDRYL CANADA LIMITÉE 275 avenue Viger Montréal QC CAN H2X3R7 https://www.kyndryl.com	Non diffusé	Louanne Corriveau Téléphone: 4164356497 Courriel: louanne.corriveau@kyndryl.com	0 2024-05-07 09:39	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel

				20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Fortinet Technologies (Canada) ULC 3386 Dalbé Viau Montréal QC CAN H8T3N2	Non diffusé	Stéphane Durand Téléphone: 5148167976 Courriel: sdurand@fortinet.com	0 2024-05-27 10:50	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis Aucun 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis Aucun 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique Aucun Bordereau numérique Aucun Devis Aucun 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6

				Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis 2024-07-09 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GOSECURE INC. 630 Boul.René-Lévesque 0., Suite 2630 Montréal QC CAN H3B1S6 https://www.gosecure.net	Non diffusé	Bid Desk Téléphone: 4189066132 Courriel: globalbiddesk@gosecure.net	0 2024-05-07 09:47	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:42 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:50 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:59 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis

				2024-06-20 à 12:35 - Courriel 20004772 - 24-20523 Devis Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NOVIPRO INC. 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal QC CAN H3B2N2 http://www.novipro.com	Non diffusé	Joanny Castonguay Téléphone: 5147445353 Courriel: ao@novipro.com	0 2024-05-08 09:38	61685 - 24-20523 - Addenda 2 Devis 2024-05-21 à 15:41 - Téléchargement 64980 - 24-20523 - Addenda 4 Devis 2024-06-04 à 11:49 - Téléchargement 65468 - 24-20523 - Addenda 3 Devis 2024-05-22 à 12:44 - Téléchargement 65669 - 24-20523 - Addenda 1 (Questions/Réponses) Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement Devis 2024-05-16 à 11:58 - Téléchargement 20000922 - 24-20523 - Addenda 5 Devis 2024-06-13 à 15:15 - Courriel 20002105 - 24-20523 - Addenda 6 Devis

2024-06-20 à 12:35 - Courriel

20004772 - 24-20523
Devis
2024-07-09 à 10:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Dossier # : 1245942002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division infrastructure et opération de sécurité
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

SMCE245942002.pdf

Dossier # :1245942002

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 21 novembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE245942002

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE245942002

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

À sa séance du 30 octobre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

<u>Lot 2</u>

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 6 novembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les responsables ont d'abord précisé que le Service des technologies de l'information souhaite avoir recours à l'expertise de firmes externes spécialisées en sécurité de l'information et en architecture afin de réaliser les projets prévus au PDI 2024-2033.

Un appel d'offres a donc été publié du 6 mai au 11 juillet 2024 afin de conclure six ententes-cadres. Durant cette période, sept addendas ont été émis pour donner des

précisions à la suite de questions techniques et administratives ainsi que pour reporter la date d'ouverture des soumissions. La réponse du marché à cet appel d'offres a été particulièrement forte avec 42 preneurs du cahier des charges, dont neuf ont déposé une soumission pour l'un ou l'autre des lots. Plus de la moitié des firmes qui n'ont pas présenté d'offres ont transmis un avis de désistement. Parmi les raisons évoquées, figurent entre autres le manque de temps, les engagements préalables, l'incapacité à fournir le service et les exigences en matière de certifications.

En ce qui a trait au lot 2, qui se qualifie aux critères de la Commission, huit firmes ont déposé une soumission. De ce nombre, deux ont été déclarées non conformes d'un point de vue technique, car elles n'ont pas obtenu la note de passage intérimaire de 70 %. La firme ayant récolté le plus haut pointage final pour ce lot est M3P Conseils inc., dont le prix présente un écart de (-21 %) avec l'estimation et de 9 % avec la firme ayant obtenu la deuxième meilleure note. Selon les invités, l'estimation a été préparée à partir de contrats récemment octroyés pour des services professionnels. La différence avec l'estimation serait probablement attribuable à la forte volonté de l'adjudicataire de remporter ce contrat et de se positionner dans le marché.

Les représentants du Service ont conclu en recommandant de poursuivre le processus d'octroi avec M3P Conseils inc. pour le lot 2.

Au terme de la présentation, le président a invité les commissaires à poser leurs questions. Devant le nombre élevé de soumissions reçu et leur prix favorable, la Commission a notamment voulu savoir si ce genre de mandat en architecture de solutions technologiques pouvait procurer un quelconque avantage à la firme adjudicatrice pour des contrats futurs. Également, est-ce que les résultats de l'appel d'offres constituent un bon présage et marquent une certaine stabilité dans le prix des contrats. Le Service s'est fait rassurant en indiquant que ce contrat n'offrait pas d'atout particulier à l'adjudicataire pour de prochaines ententes. Il faut dire que les mandats en cybersécurité sont découpés en silos pour garantir une meilleure protection. Les responsables ont aussi expliqué qu'il existe des cycles de marché qui sont influencés par différents facteurs, dont l'accès à des ressources professionnelles. Les invités croient que nous sommes probablement dans une bonne période pour permettre aux firmes locales et plus petites de percer le marché.

D'autre part, les commissaires ont demandé des clarifications au sujet de l'une des raisons de désistement invoquées par une firme qui est d'avis que les services sont trop restrictifs en raison des certifications demandées. Comme l'ont expliqué les représentants, la Ville exige, pour certaines ententes, que les firmes aient des certificats ISO 27001 ou SOC 2, qui démontrent un certain niveau de conformité en matière de gestion de la sécurité de l'information. Cela permet de s'assurer que les firmes ont mis en place les mesures de sécurité nécessaires pour maintenir la protection des données. De plus, sans ce genre de certifications, les firmes ne seraient pas autorisées à travailler sur certains dossiers, notamment avec le SPVM.

Enfin, la Commission a souhaité mieux comprendre le processus de désignation du comité de sélection et son fonctionnement. Les commissaires ont appris, entre autres, que les membres devaient d'abord évaluer individuellement les soumissions avant de se réunir en comité, où une décision consensuelle était prise, et que l'identité des soumissionnaires leur était révélée. Ne devrait-on pas caviarder le nom des firmes avant d'acheminer les documents aux membres afin d'éviter de biaiser les évaluations individuelles par les membres? a demandé la Commission. Selon le représentant du Service de l'approvisionnement, qui était en soutien au dossier, plusieurs contraintes s'opposent à l'application d'une telle pratique. D'abord, il serait difficile de conserver l'anonymat dans la mesure où des informations sont demandées sur la firme, son expérience, ses clients, la liste de références, etc. De plus, il faudrait beaucoup de temps pour caviarder les centaines de pages contenues dans chaque soumission et le risque d'erreurs est grand. Il a également tenu à préciser que tous les membres d'un comité de sélection doivent signer un engagement solennel qui rappelle les règles sur les conflits d'intérêts ainsi que les exigences de confidentialité entourant ce processus.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information, Direction sécurité de l'information, Division infrastructure et opération de sécurité pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

<u>Lot 2</u>

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ et répondant à la condition suivante :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE245942002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1248214005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

- d'approuver la Convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme Cité des arts du cirque;

- d'accorder un soutien financier de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ à Cité des arts du cirque pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-08 14:49

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248214005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque

CONTENU

CONTEXTE

La convention de contribution financière faisant l'objet du présent sommaire décisionnel a initialement été approuvée par le conseil de ville le 15 mai 2023 alors que l'approbation de cette convention et le financement qui en découle relèvent de la compétence exclusive du conseil d'agglomération en vertu de l'article 37 du Décret d'agglomération 1229-2005, la Cité des arts du cirque étant une activité d'intérêt collectif en vertu de ce décret.
Nous présentons le présent sommaire décisionnel au conseil d'agglomération afin de corriger la situation de manière à ce que la convention en titre et le soutien qui en découle soient approuvés par la bonne instance au sein de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 0559 - 15 mai 2023 - Accorder un soutien financier de 630 000 $ par année totalisant 1 890 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 55 000 $ à Cité des arts du cirque pour les 14^{e},15^{e} et 16^{e} éditions du festival Montréal Complètement Cirque / Approuver le projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

L'objet de la décision est d'approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 15 mai 2023 et d'approuver le soutien financier qui en découle pour les 15e et 16 éditions du festival Montréal Complètement Cirque.
En effet, le financement des dépenses de la Cité des arts du cirque, qui constitue une activité d'intérêt collectif en vertu du Décret d'agglomération 1229-2005, relève exclusivement de cette instance en vertu notamment de l'article 37 du décret précité. Il y a donc lieu de substituer en partie la décision prise par le conseil de ville le 15 mai 2023 dans le cadre de la résolution numéro CM23 0559 par celle du conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au moment de la signature de la convention en 2023, la contribution financière à la Cité des arts du cirque avait été financée par un budget de compétence locale.
La Cité des arts du cirque étant une activité d'intérêt collectif en vertu de l'article 37 du Décret d'agglomération 1229-2005, le financement de cette dépense relève du conseil d'agglomération. Il convient de corriger la dépense inscrite au budget pour l'imputer au budget d'agglomération.
Le détail sur l'imputation budgétaire se retrouve dans l'intervention du Service des finances et de l'évaluation foncière.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jean-Philippe GUAY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Philippe GUAY, Service des affaires juridiques

Lecture :

Jean-Philippe GUAY, 23 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COUPAL-SCHMIDT
Agente de développement culturel

Tél : 514-779-2114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Nathalie GOUDREAU
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - festivals et événements
Tél : 438-820-0182
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-25

CONVENTION – SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CITÉ DES ARTS DU CIRQUE,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal, du 6 au 16 juillet 2023, le festival Montréal Complètement Cirque (ci-après appelé l'« **Événement** », lequel est défini à l'article 1 de la présente convention);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par un soutien technique et une contribution financière devant être affectés exclusivement aux fins mentionnées à l'article 3;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Événement** » : l'événement de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 2 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

1.2 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement;

1.3 « **Responsable** » : le Directeur Cinéma-Festivals-Événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Site** » : les rues, les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville;

1.5 « **Unité administrative** » : Division festivals et événements, Direction Cinéma-Festivals-Événements, Service de la culture

1.6 « **Annexe 1** » : la description de l'Événement;

1.7 « **Annexe 2** » : le Protocole de visibilité mentionné à l'article 3.19 de la présente convention, le cas échéant;

1.8 « **Annexe 3** » : Conseil d'administration année 2023 ;

1.9 « **Annexe 4** » : Reddition de comptes;

1.10 « **Annexe 5** » : Règles d'occupation du domaine public;

1.11 « **Annexe 6** » : Invitations à l'Événement.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

2.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale d'un million huit cent quatre-vingt-dix mille dollars(1 890 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versements

2.2.1 Pour l'année 2023:

2.2.1.1 une somme maximale de cinq cent soixante-sept mille (567 000 $) dans les 30 jours de l'approbation du Dépôt de projet par le Responsable;

2.2.1.2 une somme maximale de soixante trois mille dollars (63 000 $) dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

2.2.2 Pour l'année 2024:

2.2.2.1 une somme maximale de cinq cent soixante-sept mille (567 000 $) dans les 30 jours de l'approbation du Dépôt de projet par le Responsable;

2.2.2.2 une somme maximale de soixante trois mille dollars (63 000 $) dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

2.2.3 Pour l'année 2025:

2.2.3.1 une somme maximale de cinq cent soixante-sept mille (567 000 $) dans les 30 jours de l'approbation du Dépôt de projet par le Responsable;

2.2.3.2 une somme maximale de soixante trois mille dollars (63 000 $) dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions du présent protocole. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

2.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

2.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

2.5 Site

Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.5.1 sous réserve du paragraphe 2.5.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents. Le Site déterminé aux fins de la présente convention peut être modifié par la Ville;

2.5.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire. Dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, il est toutefois entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.5.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.5.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics.

2.5.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément à la présente convention et à ses Annexes;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement, celui-ci pouvant être modifié par la Ville;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les cinq (5) jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que le montant de ces dommages a été établi par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagements requis trois (3) mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, notamment en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation, entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement », et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges comme le stationnement réservé sur rue pour résident, l'accès à leur résidence, des feuillets informatifs aux passants;

3.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'aux ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;

3.17 remettre à la Ville, quatre (4) mois après la tenue de l'Événement, pour chaque année de la convention, le cas échéant, une Reddition de comptes de celui-ci selon la forme et les paramètres indiqués par le Responsable et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la contribution financière de la Ville est de 100 000 $ et plus;

3.18 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur le Site et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

3.19 faire état de la contribution de la Ville à la tenue de l'Événement conformément au Protocole de visibilité joint à l'Annexe 2 de la présente convention, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

3.20 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Il y a défaut :

4.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

4.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

4.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 4.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2, 4.1.3 ou 4.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

4.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 4.2 ou 4.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme. L'Organisme n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 4.2 ou 4.3.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier la présente convention.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou à tout recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement

de ce qui fait l'objet de la présente convention. Il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède, à moins que les réclamations, demandes, recours, dommages et poursuites soient causés par la négligence de la Ville ou ses représentants.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme assurée additionnelle de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville.

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

8.2 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.3 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, il est toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.6 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

8.7 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

8.8 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

8.9 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 9
AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Les parties font élection de domicile comme suit :

9.1 L'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, H1Z 4P3, province de Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général et de la programmation, Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

9.2 La Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 30e jour de mai 2023

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 14e jour d'avril 2023

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par : _____
Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le 15e jour de mai 2023. (Résolution : CM23 0559).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE L'ÉVÉNEMENT

Pour l'édition 2023 qui se tiendra du 6 au 16 juillet, la Cité des arts du cirque, connue sour le nom de la TOHU, présentera la 14e édition du festival Montréal Complètement Cirque.

Comme chaque année, le festival se déploie à la fois par l'entremise d'une programmation en salle à la TOHU et sous son chapiteau adjacent, en plus d'offrir des activités gratuites, de 17h à 23h, dans le Quartier des spectacles:

- au Quartier Latin, sur la rue St-Denis, entre Sherbrooke et Sainte-Catherine avec une programmation de rue en continu
- à la place Pasteur (hub festif Cirqu'Easy)
- à la place Émilie-Gamelin avec des spectacles nocturnes de grande ampleur

Le festival Montréal Complètement Cirque poursuivra également l'intensification de sa scénographie immersive démarrée en 2021.

De plus, la programmation sera complétée par:

- une tournée des quartiers Complètement Cirque dans les arrondissements suivants: Le Plateau-Mont-Royal, Outremont, Saint-Léonard, Saint-Laurent, Anjou, Verdun et Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles
- le Marché international de cirque contemporain (MICC), qui s'est imposé comme l'un des grands rendez-vous professionnels annuels dédiés à la discipline et qui génère des retombées importantes autant d'un point de vue du tourisme d'affaires que du développement international de la discipline

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;

- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assure d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités <u>sur un site</u>** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Sur demande d'un représentant de la Ville, remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;

- le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que l'Événement est subventionné par le biais du Fonds des festivals et des événements majeurs (FFEM).

ANNEXE 3

CONSEIL D'ADMINISTRATION ANNÉE 2023

Nom	Genre	Origine culturelle	Poste occupé au sein du CA	Nombre d'année à ce poste	Nombre d'année au sein du CA	Profession(s)	Entreprise(s)
Diane Lemieux	Femme		Présidente	7 ans	7 ans	Présidente directrice générale	Commission de la construction du Québec
Kerlande Mibel	Femme	Afro-canadien	Vice-Présidente	1 an	4 ans	Présidente et conseillère en communications	Zwart
Maryse Vermette	Femme		Secrétaire	1 an	7 ans	Présidente directrice générale	Éco Entreprises Québec
Danick Lavoie	Homme		Trésorier	7 ans	7ans	Président et chef de la direction	Pelican International Inc.
Pierre-Luc Bisaillon	Homme		Administrateur	2 ans	2 ans	Chef de la direction, technologie de l'information (CIO)	AppDirect Montréal
Isabelle Boulanger	Femme		Administrateur	moins d'un an	moins d'un an	Vice-présidente Talent et culture	Mayrand
Philippe Bourbonnais	Homme		Administrateur	11 ans	11 ans	Associé	GxB Leadership
Caroline Couillard	Femme		Administrateur	1 an	1 an	Directrice en chef mondiale Relations publiques, affaires publiques et RSE	Le Groupe Cirque du Soleil
Paul Evra	Homme	Afro-canadien	Administrateur	moins d'un an	moins d'un an	Directeur général	Centre Lasallien
Stéphane Lavoie	Homme		Administrateur	5 ans	5 ans	Directeur général et de la programmation	TOHU
Marie-France Mayer	Femme		Administrateur	moins d'un an	moins d'un an	Directrice principale	Caisse de dépot Divulgations financières et partenariats d'affaires
Dre Marguerite Mendell	Femme		Administrateur	9 ans	9 ans	Directrice Institut Karl Polanyi	Université Concordia

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

L'Organisme qui bénéficie d'une aide financière s'engage à :

- Fournir, sur demande, un budget révisé en cours d'année avant la tenue de l'Événement
- Informer le Responsable des changements apportés à l'Événement pendant sa réalisation et des avancées et défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs
- Fournir, sur demande, une étude d'achalandage de l'Événement
- La Reddition de comptes devra obligatoirement inclure les éléments suivants:
    - Grille budgétaire détaillée selon le gabarit fourni
    - Nombre d'activités offertes au public (en chiffre)
    - Nombre de rencontres professionnelles offertes (en chiffre)
    - Nombre d'activités gratuites (en chiffre)
    - Résultats obtenus en terme d'achalandage pour les activités se déroulant sur le domaine public ainsi que pour les activités avec billetterie
    - Programmation et activités offertes: type d'activités gratuites offertes, partenaires de programmation, opportunités de participation du public montréalais
    - Importance culturelle et rôle distinctif de l'Événement dans la promotion de son secteur culturel: partage d'expertise et développement de la discipline, impacts sur le rayonnement des talents montréalais, impact sur le rayonnement de Montréal, etc.
    - Plan de communication: efforts consacrés à la promotion et la publicité de l'Événement au niveau local, national et international, promotion qui cible la clientèle touristique, promotion dédiée au développement de public
    - Partenariats: collaborations prévues avec des partenaires locaux et étrangers, efforts de mutualisation des pratiques faites avec les autres événements culturels
    - Toute autre retombée jugée bénéfique par l'Organisme
    - Grille d'autoévaluation Équité, diversité et inclusion (fournie par la Ville)
    - Grille d'autoévaluation en écoresponsabilité (fournie par la Ville)
    - Minimum 2 photos libres de droit

De plus, l'Organisme, *tel que visée par l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes,* s'engage à faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca.

ANNEXE 5

RÈGLES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'Organisme s'engage à respecter les normes suivantes :

- La durée de l'Événement ne peut excéder 14 jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique
- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'Organisme
- La programmation extérieure doit être innovante et primer les activités de vente et de marchandisation
- Les activités de vente, de marchandisation et d'activation de commandite doivent se tenir maximum 1 heure avant le début des activités de programmation et maximum 30 minutes après leur fin
- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population
- Le respect de la qualité de vie des riveraines et des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec eux ainsi que les propriétaires de commerces avoisinants
- L'Organisme doit en tout temps éviter la nuisance sonore pour le voisinage et respecter la réglementation à ce sujet
- L'Organisme doit s'assurer que la mention du commanditaire apparaît uniquement si elle est associée au nom de l'Événement : dans ce cas, le texte ou le message doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'Événement. Le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du Site
- L'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle

De plus, dans le cas où l'Événement se déploie sur le territoire du Quartier des spectacles, l'Organisme est tenu de respecter les Règles d'occupation des espaces publics émises par le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS), lesquelles lui seront remises directement par le représentant du PQDS.

ANNEXE 6

INVITATIONS À L'ÉVÉNEMENT

En tant que partenaire de l'Événement, des représentants de la Ville de Montréal doivent être invités aux activités de lancement telles que les conférences de presse et les soirs de première.

De plus, dans le cas d'un Événement se tenant sur le domaine public, un accès en tout temps aux sites extérieurs doit être prévu pour le Responsable de l'Événement à la Ville.

Les personnes suivantes doivent faire partie de la liste d'invités :

Mylène Nasser	Agent de développement culturel - Division festivals et événements	mylene.nasser@montreal.ca
Bianelle Legros	Chef de division - Division festivals et événements	bianelle.legros@montreal.ca
Kevin Donnelly	Directeur - Direction Cinéma - Festivals - Événements	kevin.donnelly@montreal.ca
Valérie Beaulieu	Directrice - Service de la culture	valerie.beaulieu@montreal.ca
Représentante politique	Mairesse: Valérie Plante ou membre du comité exécutif: Éricka Alneus	https://mairesse.montreal.ca/inviter-la-mairesse-votre-evenement ericka.alneus@montreal.ca

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 15 mai 2023 Séance tenue le 15 mai 2023	Résolution: CM23 0559

Accorder un soutien financier de 630 000 $ par année totalisant 1 890 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 55 000 $ à Cité des arts du cirque pour les 14e,15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque / Approuver le projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 3 mai 2023 par sa résolution CE23 0733;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 630 000 $ par année totalisant 1 890 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 55 000 $ à Cité des arts du cirque pour les 14e,15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et de ce soutien technique;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1231204003
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 18 mai 2023

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248214005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Les recommandations faisant l'objet du présent sommaire décisionnel sont conformes au cadre juridique applicable.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : 514-893-0302

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : 514-893-0302
Division : Droit public & législation

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248214005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1248214005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1248214006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

Il est recommandé au conseil municipal :

- d'abroger la résolution CM24 0730.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

- d'approuver la Convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme Cité des arts du cirque;
- d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Cité des arts du cirque pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024;
- de prendre acte que cette dépense doit être assumée par l'agglomération;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-08 13:16

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248214006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

CONTENU

CONTEXTE

La convention de contribution financière faisant l'objet du présent sommaire décisionnel a initialement été approuvée par le conseil de ville le 18 juin 2024 alors que l'approbation de cette convention et le financement qui en découle relèvent de la compétence exclusive du conseil d'agglomération en vertu de l'article 37 du Décret d'agglomération 1229-2005, la Cité des arts du cirque étant une activité d'intérêt collectif en vertu de ce décret.
Nous présentons le présent sommaire décisionnel au conseil d'agglomération afin de corriger la situation de manière à ce que la convention en titre et le soutien qui en découle soient approuvés par la bonne instance au sein de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 0730 - 17 juin 2024 - Accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

L'objet de la décision est d'approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024.
En effet, le financement des dépenses de la Cité des arts du cirque, qui constitue une activité d'intérêt collectif en vertu du Décret d'agglomération 1229-2005, relève exclusivement de cette instance en vertu notamment de l'article 37 du décret précité. Il y a donc lieu de substituer en partie la décision prise par le conseil de ville le 18 juin 2024 dans le cadre de la résolution numéro CM24 0730 par celle du conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au moment de la signature de la convention en 2024, la contribution financière de 300 000 $ à la Cité des arts du cirque avait été financée par un budget de compétence locale.
La Cité des arts du cirque étant une activité d'intérêt collectif en vertu de l'article 37 du Décret d'agglomération 1229-2005, le financement de cette dépense relève du conseil d'agglomération. Il convient de corriger la dépense inscrite au budget pour l'imputer au budget d'agglomération.
Le détail sur l'imputation budgétaire se retrouve dans l'intervention du Service des finances et de l'évaluation foncière.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Jean-Philippe GUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Philippe GUAY, Service des affaires juridiques

Lecture :

Jean-Philippe GUAY, 25 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine COUPAL-SCHMIDT
Agente de développement culturel

Tél : 514-779-2114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Nathalie GOUDREAU
chef(fe) de division - soutien aux evenements

Tél : 514-774-4100
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - festivals et événements
Tél : 438-820-0182
Approuvé le : 2024-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-11-04

CONVENTION – SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare

Ci-après, appelé(e) l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal, du 4 juillet 2024 au 14 juillet 2024 « la Géante » (ci-après appelé l'« **Événement** », lequel est défini à l'article 1 de la présente convention);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par un soutien technique et une contribution financière devant être affectés exclusivement aux fins mentionnées à l'article 3;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Événement** » : l'événement de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 2 de la

présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

1.2 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement;

1.3 « **Responsable** » : le direction Cinéma-Festivals-Événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Site** » : les rues, les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville;

1.5 « **Unité administrative** » : Service de la culture;

1.6 « **Annexe 1** » : la description de l'Événement;

1.7 « **Annexe 2** » : le Protocole de visibilité mentionné à l'article 3.19 de la présente convention, le cas échéant;

1.8 « **Annexe 3** » : Conseil d'administration année 2024;

1.9 « **Annexe 4** » : Reddition de comptes;

1.10 « **Annexe 5** » : Règles d'occupation du domaine public;

1.11 « **Annexe 6** » : Invitations à l'Événement.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

2.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois cent mille dollars (300 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux cent soixante-dix mille dollars (270 000 $) dans les trente (30) jours de l'approbation du présent protocole par les instances décisionnelles de la Ville;

- un deuxième versement au montant de trente milledollars (30 000 $) dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

2.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

2.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

2.5 Site

Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.5.1 sous réserve du paragraphe 2.5.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents. Le Site déterminé aux fins de la présente convention peut être modifié par la Ville;

2.5.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire. Dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, il est toutefois entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.5.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.5.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics.

2.5.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément à la présente convention et à ses Annexes;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement, celui-ci pouvant être modifié par la Ville;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (cinq) 5 jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que le montant de ces dommages a été établi par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagements requis trois (3) mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, notamment en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation, entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement », et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges comme le stationnement réservé sur rue pour résident, l'accès à leur résidence, des feuillets informatifs aux passants;

3.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'aux ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;

3.17 remettre à la Ville, quatre (4) mois après la tenue de l'Événement, pour chaque année de la convention, le cas échéant, une Reddition de comptes de celui-ci selon la forme et les paramètres indiqués par le Responsable et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la contribution financière de la Ville est de 100 000 $ et plus;

3.18 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur le Site et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

3.19 faire état de la contribution de la Ville à la tenue de l'Événement conformément au Protocole de visibilité joint à l'Annexe 2 de la présente convention, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la

Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

3.20 permettre, et par les présentes, il permet, à la Ville de collecter et d'utiliser tout renseignement nécessaire à l'analyse et au traitement de sa demande de contribution financière, ainsi qu'à discuter et à dévoiler lesdits renseignements ou partie de ceux-ci à toute personne ou entité, incluant toute entité gouvernementale et tout participant financier confirmé ou envisagé, à laquelle la Ville juge nécessaire de les transmettre dans le cadre de l'analyse et traitement de ladite demande de contribution financière. Ces personnes et entités sont autorisées à discuter et à dévoiler à la Ville tout renseignement se rapportant à l'Organisme et à sa demande de contribution financière. À ces fins, l'Organisme s'engage à obtenir les autorisations nécessaires de toute personne, entité, incluant toute entité gouvernementale et de tout participant financier confirmé ou envisagé.

3.21 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Il y a défaut :

4.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

4.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

4.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 4.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2, 4.1.3 ou 4.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

4.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 4.2 ou 4.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme. L'Organisme n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 4.2 ou 4.3.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier la présente convention.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou à tout recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention. Il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison des droits accordés à la Ville en vertu du paragraphe 3.20 de l'article 3 de la présente convention, et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède, à moins que les réclamations, demandes, recours, dommages et poursuites soient causés par la négligence de la Ville ou ses représentants.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au

Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme assurée additionnelle de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville.

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

8.2 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.3 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, il est toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.6 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

8.7 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

8.8 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

8.9 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 9
AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Les parties font élection de domicile comme suit :

9.1 L'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, H1Z 4P3, province de Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général et de la programmation, Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

9.2 La Ville

La Ville fait élection de domicile 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 8 e jour de mai 2024

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par :_____
Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …… e jour de …….. 2024 (Résolution CG……..…..).

ANNEXE 1
La Géante - 4 au 14 juillet 2024

Depuis l'été 2022, dans le contexte de relance touristique et culturelle post-pandémique du centre-ville de Montréal, la TOHU a développé un projet audacieux et unique : les GÉANTS, des infrastructures colossales à forme humaine, servant de scène temporaire à des compagnies de cirque contemporain parmi les plus prestigieuse au Québec.

Ainsi, en juillet 2024, pour une troisième année, un colosse d'acier de 52 pieds s'installera au pied de l'Anneau de Cormier sur l'Esplanade de la Place Ville-Marie et proposera pendant 2 à 3 semaines deux représentations par jour d'un spectacle circassien de haute voltige.

Pour cette édition, c'est la compagnie montréalaise Les 7 Doigts qui assurera la création artistique, et plus spécifiquement une metteure en piste, la très réputée Shana Caroll. D'ailleurs, pour une première année, son Géant sera... une GÉANTE et célèbrera l'audace et la créativité au féminin.

Le projet répond à plusieurs enjeux et besoins du milieu :

- relance ou plutôt consolidation / soutien à la vitalité du centre-ville de Montréal, dont l'activité autant économique que touristique a largement repris depuis 2022 mais qu'il faut désormais appuyer ;
- ajout d'un nouvel attrait touristique fort et résolument unique en saison estivale ;
- visibilité et retombées internationales.

Le projet bénéficie déjà d'un important potentiel attractif à l'international, avec des images spectaculaires de 2022 et 2023 que l'on continuera d'exploiter, ainsi qu'unecouverture de presse internationale de qualité en 2023.

Il s'agit donc d'un projet déjà activement positionné sur plusieurs marchés internationaux, tout en s'appuyant sur une œuvre nouvelle et inédite.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;

- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités <u>sur un site</u>** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Sur demande d'un représentant de la Ville, remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage,

quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que l'Événement est subventionné par le biais du Fonds des festivals et des événements majeurs (FFEM).

ANNEXE 3

CONSEIL D'ADMINISTRATION ANNÉE 2024

Nom	Genre*	Poste occupé au sein du CA	Nombre d'année à ce poste	Nombre d'année au sein du CA	Profession(s)	Entreprise(s)
LEMIEUX, DIANE	Femme	Présidente	8	8	Retraitée	s.o.
MIBEL, KERLANDE	Femme	Vice-présidente	2	4	Présidente et Conseillère en communications Zwart	Zwart
VERMETTE, MARYSE	Femme	Secrétaire	2	8	PDG	Éco Entreprises Québec
LAVOIE, DANICK	Homme	Trésorier	8	8	Président et chef de la division	Pelican International Inc.
BISAILLON, PIERRE-LUC	Homme	Administrateur	3	3	CIO	AppDirect Montréal
BOULANGER, ISABELLE	Femme	Administratrice	1	1	Vice-Présidente, Marketing, talent et culture	Mayrand
BOURBONNAIS, PHILIPPE	Homme	Administrateur	12	12	Associé	GXB Leadership
EVRA, PAUL	Homme	Administrateur	1	1	Directeur général	Centre Lasallien
LAVOIE, STÉPHANE	Homme	Administrateur	6	6	Directeur général et de la programmation	TOHU
MAYER, MARIE-FRANCE	Femme	Administratrice	1	1	Directrice principale	CDPQ
MENDELL, MARGUERITE	Femme	Administratrice	10	10	Professeure et Directrice de programme	Université Concordia
ST-AMAND, CLAUDÉRIC	Homme	Administrateur	4	4	Vice-Président	Agence Bob

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

L'Organisme qui bénéficie d'une aide financière s'engage à :

- ∉ Fournir, sur demande, un budget révisé en cours d'année avant la tenue de l'Événement
- ∉ Informer le Responsable des changements apportés à l'Événement pendant sa réalisation et des avancées et défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs
- ∉ Fournir, sur demande, une étude d'achalandage de l'Événement

La Reddition de comptes devra inclure les éléments suivants (à déposer par l'entremise d'un formulaire en ligne fourni par la Ville incluant un questionnaire à remplir) :

- ∉ Grille budgétaire détaillée selon le gabarit fourni
- ∉ Nombres d'activités offertes au public (en chiffres)
- ∉ Nombre de rencontres professionnelles offertes (en chiffres)
- ∉ Nombre d'activités gratuites (en chiffre)
- ∉ Résultats obtenus en termes d'achalandage
    - ○ pour les activités se déroulant sur le domaine public
    - ○ pour les activités avec billetterie
- ∉ Programmation et activités offertes : type d'activités gratuites offertes, partenaires de programmation, opportunités de participation du public montréalais
- ∉ Importance culturelle et rôle distinctif de l'Événement dans la promotion de son secteur culturel : partage d'expertise et développement de la discipline, impacts sur le rayonnement des talents montréalais, impact sur le rayonnement de Montréal)
- ∉ Plan de communication : efforts consacrés à la promotion et la publicité de l'Événement au niveau local, national et international, promotion qui cible la clientèle touristique, promotion dédiée au développement de public
- ∉ Partenariats : collaborations prévues avec des partenaires locaux et étrangers, efforts de mutualisation des pratiques faites avec les autres événements culturels
- ∉ Toute autre retombée jugée bénéfique par l'Organisme
- ∉ Formulaire d'auto identification de l'organisme (fourni par la Ville)
- ∉ Grille d'autoévaluation en écoresponsabilité (fournie par la Ville)
- ∉ 2 photos libres de droit

De plus, l'Organisme, tel que visé par l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, s'engage à faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca.

ANNEXE 5

RÈGLES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'Organisme s'engage à respecter les normes suivantes :

- La durée de l'Événement ne peut excéder 14 jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique
- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'Organisme
- La programmation extérieure doit être innovante et primer les activités de vente et de marchandisation
- Les activités de vente, de marchandisation et d'activation de commandite doivent se tenir maximum 1 heure avant le début des activités de programmation et maximum 30 minutes après leur fin
- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population
- Le respect de la qualité de vie des riveraines et des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec eux ainsi que les propriétaires de commerces avoisinants
- L'Organisme doit en tout temps respecter toute la réglementation en vigueur et collaborer avec les parties impliquées pour éviter les nuisances sonores en lien avec le règlement sur le bruit
- L'Organisme doit s'assurer que la mention du commanditaire apparaît uniquement s'il est associé au nom de l'événement. Ainsi, un commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site (incluant tous les aménagements dédiés aux activations, le pavoisement, les projections et autres structures temporaires). Le nom de l'événement et/ou son logo doit obligatoirement être visible au côté du visuel fait par un commanditaire, et ce, peu importe l'angle duquel la structure est observée
- L'équipe de production de l'Organisme doit tenir au courant par écrit ainsi que par téléphone l'équipe de la Division Festivals et événements (la Ville) dans les plus brefs délais dans le cas où il y aurait une intervention des services d'urgence (ambulanciers, policiers ou pompiers) ayant un impact significatif sur la sécurité du public ou sur les opérations de l'équipe de production

De plus, dans le cas où l'Événement se déploie sur le territoire du Quartier des spectacles, l'Organisme est tenu de respecter les Règles d'occupation des espaces publics émises par le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS), lesquelles lui seront remises directement par le représentant du PQDS.

ANNEXE 6

INVITATIONS À L'ÉVÉNEMENT

En tant que partenaire de l'Événement, des représentant.es de la Ville de Montréal doivent être invité.es aux activités de lancement telles que les conférences de presse et les soirs de première.

De plus, dans le cas d'un Événement se tenant sur le domaine public, un accès en tout temps aux sites extérieurs doit être prévu pour l' agent.e en charge de l'Événement à la Ville.

Les personnes suivantes doivent faire partie de la liste d'invité.es :

Catherine Coupal-Schmidt	Agent.e de développement culturel	catherine.coupal-schmidt@montreal.ca
Nathalie Goudreau	Commissaire festivals et événements	nathalie.goudreau@montreal.ca
Bianelle Legros	Chef de division - Division Festivals et événements	bianelle.legros@montreal.ca
Kevin Donnelly	Directeur - Direction Cinéma - Festivals - Événements	kevin.donnelly@montreal.ca
Valérie Beaulieu	Directrice - Service de la culture	valerie.beaulieu@montreal.ca
Représentant.e politique	Mairesse ou Éricka Alneus	https://mairesse.montreal.ca/inviter-la-mairesse-votre-evenemente ericka.alneus@montreal.ca

CONVENTION – SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CITÉ DES ARTS DU CIRQUE,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38) dont l'adresse principale est le 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 agissant et représenté par Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé(e) l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite l'aide de la Ville afin de tenir à Montréal, du 4 juillet 2024 au 14 juillet 2024 « la Géante » (ci-après appelé l'« **Événement** », lequel est défini à l'article 1 de la présente convention);

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par un soutien technique et une contribution financière devant être affectés exclusivement aux fins mentionnées à l'article 3;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Événement** » : l'événement de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 2 de la

présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

1.2 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre de l'Événement;

1.3 « **Responsable** » : le direction Cinéma-Festivals-Événements du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Site** » : les rues, les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville;

1.5 « **Unité administrative** » : Service de la culture;

1.6 « **Annexe 1** » : la description de l'Événement;

1.7 « **Annexe 2** » : le Protocole de visibilité mentionné à l'article 3.19 de la présente convention, le cas échéant;

1.8 « **Annexe 3** » : Conseil d'administration année 2024;

1.9 « **Annexe 4** » : Reddition de comptes;

1.10 « **Annexe 5** » : Règles d'occupation du domaine public;

1.11 « **Annexe 6** » : Invitations à l'Événement.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

2.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois cent mille dollars (300 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

2.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de deux cent soixante-dix mille dollars (270 000 $) dans les trente (30) jours de l'approbation du présent protocole par les instances décisionnelles de la Ville;

- un deuxième versement au montant de trente milledollars (30 000 $) dans les 30 jours de l'approbation de la Reddition de comptes par le Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

2.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

2.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

2.5 Site

Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :

2.5.1 sous réserve du paragraphe 2.5.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents. Le Site déterminé aux fins de la présente convention peut être modifié par la Ville;

2.5.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire. Dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, il est toutefois entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement;

2.5.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

2.5.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics.

2.5.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément à la présente convention et à ses Annexes;

3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;

3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement, celui-ci pouvant être modifié par la Ville;

3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les (cinq) 5 jours suivant la fin de l'Événement;

3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales);

3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que le montant de ces dommages a été établi par la Ville;

3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagements requis trois (3) mois avant la présentation de l'Événement;

3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application;

3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, notamment en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation, entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement », et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu;

3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges comme le stationnement réservé sur rue pour résident, l'accès à leur résidence, des feuillets informatifs aux passants;

3.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'aux ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable;

3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable;

3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement;

3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;

3.15 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement;

3.17 remettre à la Ville, quatre (4) mois après la tenue de l'Événement, pour chaque année de la convention, le cas échéant, une Reddition de comptes de celui-ci selon la forme et les paramètres indiqués par le Responsable et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la contribution financière de la Ville est de 100 000 $ et plus;

3.18 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur le Site et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité;

3.19 faire état de la contribution de la Ville à la tenue de l'Événement conformément au Protocole de visibilité joint à l'Annexe 2 de la présente convention, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la

Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable.

3.20 permettre, et par les présentes, il permet, à la Ville de collecter et d'utiliser tout renseignement nécessaire à l'analyse et au traitement de sa demande de contribution financière, ainsi qu'à discuter et à dévoiler lesdits renseignements ou partie de ceux-ci à toute personne ou entité, incluant toute entité gouvernementale et tout participant financier confirmé ou envisagé, à laquelle la Ville juge nécessaire de les transmettre dans le cadre de l'analyse et traitement de ladite demande de contribution financière. Ces personnes et entités sont autorisées à discuter et à dévoiler à la Ville tout renseignement se rapportant à l'Organisme et à sa demande de contribution financière. À ces fins, l'Organisme s'engage à obtenir les autorisations nécessaires de toute personne, entité, incluant toute entité gouvernementale et de tout participant financier confirmé ou envisagé.

3.21 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

ARTICLE 4
DÉFAUT

4.1 Il y a défaut :

4.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

4.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

4.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

4.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

4.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 4.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

4.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 4.1.2, 4.1.3 ou 4.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

4.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 4.2 ou 4.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme. L'Organisme n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 4.2 ou 4.3.

ARTICLE 5
RÉSILIATION

5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier la présente convention.

5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou à tout recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

6.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

6.2 qu'il est le propriétaire ou l'usager autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 7
INDEMNISATION ET ASSURANCES

7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention. Il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison des droits accordés à la Ville en vertu du paragraphe 3.20 de l'article 3 de la présente convention, et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède, à moins que les réclamations, demandes, recours, dommages et poursuites soient causés par la négligence de la Ville ou ses représentants.

7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au

Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme assurée additionnelle de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de cet avenant.

7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville.

7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.

7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police ou du certificat d'assurance et de l'avenant.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINALES

8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

8.2 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.

8.3 La présente convention lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, il est toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

8.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.6 Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

8.7 Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

8.8 Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

8.9 La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 9
AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Les parties font élection de domicile comme suit :

9.1 L'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, H1Z 4P3, province de Québec, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général et de la programmation, Stéphane Lavoie. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

9.2 La Ville

La Ville fait élection de domicile 275, rue Notre-Dame Est, Montréal. Québec à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 21 e jour de juin 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 8 e jour de mai 2024

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

Par : _____
Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation

Cette convention a été approuvée par le Conseil Municipal de la Ville de Montréal, le 17e jour de juin 2024. (Résolution: CM24 0730).

ANNEXE 1
La Géante - 4 au 14 juillet 2024

Depuis l'été 2022, dans le contexte de relance touristique et culturelle post-pandémique du centre-ville de Montréal, la TOHU a développé un projet audacieux et unique : les GÉANTS, des infrastructures colossales à forme humaine, servant de scène temporaire à des compagnies de cirque contemporain parmi les plus prestigieuse au Québec.

Ainsi, en juillet 2024, pour une troisième année, un colosse d'acier de 52 pieds s'installera au pied de l'Anneau de Cormier sur l'Esplanade de la Place Ville-Marie et proposera pendant 2 à 3 semaines deux représentations par jour d'un spectacle circassien de haute voltige.

Pour cette édition, c'est la compagnie montréalaise Les 7 Doigts qui assurera la création artistique, et plus spécifiquement une metteure en piste, la très réputée Shana Caroll. D'ailleurs, pour une première année, son Géant sera... une GÉANTE et célèbrera l'audace et la créativité au féminin.

Le projet répond à plusieurs enjeux et besoins du milieu :

- relance ou plutôt consolidation / soutien à la vitalité du centre-ville de Montréal, dont l'activité autant économique que touristique a largement repris depuis 2022 mais qu'il faut désormais appuyer ;
- ajout d'un nouvel attrait touristique fort et résolument unique en saison estivale ;
- visibilité et retombées internationales.

Le projet bénéficie déjà d'un important potentiel attractif à l'international, avec des images spectaculaires de 2022 et 2023 que l'on continuera d'exploiter, ainsi qu'unecouverture de presse internationale de qualité en 2023.

Il s'agit donc d'un projet déjà activement positionné sur plusieurs marchés internationaux, tout en s'appuyant sur une œuvre nouvelle et inédite.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;

- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités <u>sur un site</u>** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Sur demande d'un représentant de la Ville, remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage,

quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que l'Événement est subventionné par le biais du Fonds des festivals et des événements majeurs (FFEM).

ANNEXE 3

CONSEIL D'ADMINISTRATION ANNÉE 2024

Nom	Genre*	Poste occupé au sein du CA	Nombre d'année à ce poste	Nombre d'année au sein du CA	Profession(s)	Entreprise(s)
LEMIEUX, DIANE	Femme	Présidente	8	8	Retraitée	s.o.
MIBEL, KERLANDE	Femme	Vice-présidente	2	4	Présidente et Conseillère en communications Zwart	Zwart
VERMETTE, MARYSE	Femme	Secrétaire	2	8	PDG	Éco Entreprises Québec
LAVOIE, DANICK	Homme	Trésorier	8	8	Président et chef de la division	Pelican International Inc.
BISAILLON, PIERRE-LUC	Homme	Administrateur	3	3	CIO	AppDirect Montréal
BOULANGER, ISABELLE	Femme	Administratrice	1	1	Vice-Présidente, Marketing, talent et culture	Mayrand
BOURBONNAIS, PHILIPPE	Homme	Administrateur	12	12	Associé	GXB Leadership
EVRA, PAUL	Homme	Administrateur	1	1	Directeur général	Centre Lasallien
LAVOIE, STÉPHANE	Homme	Administrateur	6	6	Directeur général et de la programmation	TOHU
MAYER, MARIE-FRANCE	Femme	Administratrice	1	1	Directrice principale	CDPQ
MENDELL, MARGUERITE	Femme	Administratrice	10	10	Professeure et Directrice de programme	Université Concordia
ST-AMAND, CLAUDÉRIC	Homme	Administrateur	4	4	Vice-Président	Agence Bob

ANNEXE 4

REDDITION DE COMPTES

L'Organisme qui bénéficie d'une aide financière s'engage à :

- ∉ Fournir, sur demande, un budget révisé en cours d'année avant la tenue de l'Événement
- ∉ Informer le Responsable des changements apportés à l'Événement pendant sa réalisation et des avancées et défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs
- ∉ Fournir, sur demande, une étude d'achalandage de l'Événement

La Reddition de comptes devra inclure les éléments suivants (à déposer par l'entremise d'un formulaire en ligne fourni par la Ville incluant un questionnaire à remplir) :

- ∉ Grille budgétaire détaillée selon le gabarit fourni
- ∉ Nombres d'activités offertes au public (en chiffres)
- ∉ Nombre de rencontres professionnelles offertes (en chiffres)
- ∉ Nombre d'activités gratuites (en chiffre)
- ∉ Résultats obtenus en termes d'achalandage
    - ○ pour les activités se déroulant sur le domaine public
    - ○ pour les activités avec billetterie
- ∉ Programmation et activités offertes : type d'activités gratuites offertes, partenaires de programmation, opportunités de participation du public montréalais
- ∉ Importance culturelle et rôle distinctif de l'Événement dans la promotion de son secteur culturel : partage d'expertise et développement de la discipline, impacts sur le rayonnement des talents montréalais, impact sur le rayonnement de Montréal)
- ∉ Plan de communication : efforts consacrés à la promotion et la publicité de l'Événement au niveau local, national et international, promotion qui cible la clientèle touristique, promotion dédiée au développement de public
- ∉ Partenariats : collaborations prévues avec des partenaires locaux et étrangers, efforts de mutualisation des pratiques faites avec les autres événements culturels
- ∉ Toute autre retombée jugée bénéfique par l'Organisme
- ∉ Formulaire d'auto identification de l'organisme (fourni par la Ville)
- ∉ Grille d'autoévaluation en écoresponsabilité (fournie par la Ville)
- ∉ 2 photos libres de droit

De plus, l'Organisme, tel que visé par l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, s'engage à faire parvenir ses états financiers vérifiés au Bureau du vérificateur général, à l'adresse suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca.

ANNEXE 5

RÈGLES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'Organisme s'engage à respecter les normes suivantes :

- La durée de l'Événement ne peut excéder 14 jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique
- La programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'Organisme
- La programmation extérieure doit être innovante et primer les activités de vente et de marchandisation
- Les activités de vente, de marchandisation et d'activation de commandite doivent se tenir maximum 1 heure avant le début des activités de programmation et maximum 30 minutes après leur fin
- Les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population
- Le respect de la qualité de vie des riveraines et des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec eux ainsi que les propriétaires de commerces avoisinants
- L'Organisme doit en tout temps respecter toute la réglementation en vigueur et collaborer avec les parties impliquées pour éviter les nuisances sonores en lien avec le règlement sur le bruit
- L'Organisme doit s'assurer que la mention du commanditaire apparaît uniquement s'il est associé au nom de l'événement. Ainsi, un commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site (incluant tous les aménagements dédiés aux activations, le pavoisement, les projections et autres structures temporaires). Le nom de l'événement et/ou son logo doit obligatoirement être visible au côté du visuel fait par un commanditaire, et ce, peu importe l'angle duquel la structure est observée
- L'équipe de production de l'Organisme doit tenir au courant par écrit ainsi que par téléphone l'équipe de la Division Festivals et événements (la Ville) dans les plus brefs délais dans le cas où il y aurait une intervention des services d'urgence (ambulanciers, policiers ou pompiers) ayant un impact significatif sur la sécurité du public ou sur les opérations de l'équipe de production

De plus, dans le cas où l'Événement se déploie sur le territoire du Quartier des spectacles, l'Organisme est tenu de respecter les Règles d'occupation des espaces publics émises par le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS), lesquelles lui seront remises directement par le représentant du PQDS.

ANNEXE 6

INVITATIONS À L'ÉVÉNEMENT

En tant que partenaire de l'Événement, des représentant.es de la Ville de Montréal doivent être invité.es aux activités de lancement telles que les conférences de presse et les soirs de première.

De plus, dans le cas d'un Événement se tenant sur le domaine public, un accès en tout temps aux sites extérieurs doit être prévu pour l' agent.e en charge de l'Événement à la Ville.

Les personnes suivantes doivent faire partie de la liste d'invité.es :

Catherine Coupal-Schmidt	Agent.e de développement culturel	catherine.coupal-schmidt@montreal.ca
Nathalie Goudreau	Commissaire festivals et événements	nathalie.goudreau@montreal.ca
Bianelle Legros	Chef de division - Division Festivals et événements	bianelle.legros@montreal.ca
Kevin Donnelly	Directeur - Direction Cinéma - Festivals - Événements	kevin.donnelly@montreal.ca
Valérie Beaulieu	Directrice - Service de la culture	valerie.beaulieu@montreal.ca
Représentant.e politique	Mairesse ou Éricka Alneus	https://mairesse.montreal.ca/inviter-la-mairesse-votre-evenemente ericka.alneus@montreal.ca

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 17 juin 2024 Séance tenue le 18 juin 2024	Résolution: CM24 0730

Accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 juin 2024 par sa résolution CE24 0963;

Il est proposé par Mme Virginie Journeau

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier totalisant 300 000 $ ainsi qu'un soutien technique estimé à 48 000 $ à Cité des arts du cirque pour la tenue du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024;

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et de ce soutien technique;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.42 1248214003
/sb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Emmanuel TANI-MOORE
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 20 juin 2024

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248214006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Les recommandations faisant l'objet du présent sommaire décisionnel sont conformes au cadre juridique applicable.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : 514-893-0302

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Jean-Philippe GUAY
Avocat
Tél : 514-893-0302
Division : Droit public & législation

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248214006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_1248214006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

Il est recommandé:

- D'accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ à l'organisme à but non lucratif SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS;

- D'approuver le projet d'Addenda 2 modifiant la convention de contribution financière;

- De déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire du 1er rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, pourvu que le contrat de services professionnels ainsi que l'acte hypothécaire aient été approuvés préalablement par le Service des affaires juridiques avant leur signature

- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-11 10:30

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Exécutif du 17 août 2022 (CE22 1367) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 3 400 000 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (Organisme) pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble non résidentiel en 12 logements abordables dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL). Le 14 septembre 2022, une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière. Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la

Convention, un acte de garantie hypothécaire de 1er rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 3 400 000 $, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982.
Le 29 mars 2023, la Ville et la Société d'habitation du Québec (SHQ) ont signé une entente concernant le financement de projets d'habitation sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment un financement supplémentaire de quatre projets ayant bénéficié d'une contribution de la ville dans le cadre de la deuxième phase de l'ICRL. La signature de cette entente a été ratifiée par le conseil d'agglomération le 24 août 2023 (CG 23 0441).

Le projet de l'Organisme est l'un de ces quatre projets d'habitation et ce financement supplémentaire permet de combler une partie des dépassements de coûts entraînés par la réalisation du projet. Malgré ce financement supplémentaire, il reste tout de même un manque à gagner pour couvrir l'ensemble des coûts de réalisation du projet et pour lequel la Ville souhaite aussi appuyer l'Organisme.

- En ce sens, le présent sommaire a pour objectif d'octroyer une contribution financière supplémentaire à l'Organisme, d'approuver un deuxième addenda à la Convention et d'autoriser la directrice du Service de l'habitation, à signer un nouvel acte hypothécaire de 1er rang au montant de 4 582 888 $ représentant le montant ajusté de la contribution financière ainsi que la mainlevée de l'hypothèque initiale publiée sous le numéro 28 649 392.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0537 (10 avril 2024) Accorder une contribution financière supplémentaire de 137 000 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants /Approuver le projet d'Addenda 1 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les conditions de versement de ce soutien financier /Approuver l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal consenti par Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants et la mainlevée de l'hypothèque en faveur de la Ville créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982 /Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang, pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 579 982 /Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

- CG23 0441 - 24 août 2023 - Autoriser la ratification de l'entente bipartite entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et d'une entente tripartite avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la contribution financière attendue de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation le pouvoir spécifique de distribuer la contribution reçue pour verser des subventions à des projets de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE23 0437 - 29 mars 2023 - Autoriser le directeur général de la Ville de Montréal à signer l'entente bipartite, à être ratifiée par le conseil d'agglomération, entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal, relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement, en application de : (i) l'entente relative à l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL-2), conclue le 31 mars 2022 entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal et (ii) d'une entente tripartite

à venir avec la Société d'habitation du Québec, la Ville de Montréal et les organismes qui réalisent ces projets, et à recevoir la somme de 6 407 975 $ destinée à des projets d'habitation dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement;

- CE22 1367 (17 août 2022) Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 3 400 000 $ à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants pour la réalisation d'un projet de 12 unités dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL);

- CG22 0131 (24 février 2022) Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

Description

DESCRIPTION

Contribution financière supplémentaire

Depuis l'approbation du projet, l'écart entre l'estimation des coûts de réalisation du projet et les coûts de réalisation réelle s'élève à 1 182 888 $. Il s'explique par des imprévus en cours de chantier.

Une aide financière supplémentaire de 137 000$ a été octroyée au projet dans le cadre de l'entente signée le 29 mars 2023 entre la Ville et la SHQ et a fait l'objet du premier Addenda à la convention (CE24 0537). Cette contribution a permis de combler une partie de l'écart.

Pour couvrir les surcoûts supplémentaires, soit un écart entre les estimations de coûts des professionnels et la hausse des coûts réels, l'organisme a contracté un prêt de 1 005 654 $ auprès de la Caisse d'économie solidaire Desjardins pour lequel la ville a cédé son rang hypothécaire et ce qui a fait l'objet de l'Addenda 1 à la convention (CE24 0537). De plus, suivant sa compilation budgétaire de fin de projet, l'organisme avait également un manque à gagner de 40 234 $.

Ainsi, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire de 1 045 888 $ provenant de l'enveloppe des sommes récoltées pour la réalisation de logement social dans le cadre de l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) pour que l'organisme puisse rembourser son prêt de 1 005 654 $ et pour couvrir son manque à gagner de 40 234 $.

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la contribution initiale, soit 3 400 000 $ afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention, laquelle a été modifiée au montant de 3 537 000 $ lors de l'addenda 1. Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 4 595 167 $ représentant le montant total de la contribution. Cette nouvelle inscription hypothécaire permettra à la Ville d'accorder la mainlevée de l'hypothèque initiale en sa faveur au bénéfice d'une nouvelle hypothèque de premier rang.

Addenda 2 à la Convention

Un deuxième addenda à la convention est requis afin d'inclure:
- L'augmentation de la contribution financière d'un montant de 1 045 888 $;

- L'inscription d'une nouvelle garantie hypothécaire de premier rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 4 582 888 $;

JUSTIFICATION

Dans un contexte où l'Organisme a dû composer avec un coût de construction plus élevé que prévu, soit un écart entre les estimations de coûts des professionnels et la hausse des coûts réels, l'obtention d'une contribution financière supplémentaire permettra à l'Organisme de rembourser son prêt. De cette façon, la viabilité du projet n'est pas affectée par un endettement via des remboursements hypothécaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 1 045 888 $, provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM). Cette enveloppe fût constituée à partir des contributions de promoteurs, lesquels furent récoltés dans le cadre l'application du Règlement.

Cette dépense sera assumée par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ sera versée en compte en fidéicommis de la notaire suivant la signature de la convention.

Conformément au contrat de service professionnel, le notaire versera une première somme de 1 005 654$ pour rembourser le prêt garanti par Desjardins afin de permettre la radiation de l'hypothèque de 1er rang. Le résidu sera versé à l'organisme, sur approbation du Responsable, pour le manque à gagner résiduel de 40 234$.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d'analyse est jointe au sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide additionnelle permettra à l'Organisme de miser uniquement sur des subventions afin d'assurer la viabilité du projet.

Impacts liés à la COVID-19

N.A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est recommandée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joelle SIMARD
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 438-354-5191
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249499003*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : ICRLV-203 – SCRI – Lajeunesse

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet s'adresse aux jeunes hommes âgés de 18-25 ans, issus des centres jeunesse à l'atteinte de leur majorité, à risque de vivre un ou plusieurs épisodes d'itinérance invisible ou visible ou vivant des enjeux de toxicomanie ou de santé mentale, issus de différentes communautés culturelles (incluant canadiens noirs, autochtones …) ou appartenant aux communautés LGBTQ2S+. Le projet constitue un apport important dans un contexte où les ressources pour les jeunes en difficulté s'avèrent insuffisantes pour répondre aux besoins, notamment avec le contexte socio-économique résultant de la pandémie.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'Addenda 2 ci-joint est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2024-11-05 - Addenda 2_SCRI_V-F VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

5 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 2

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 100-35, rue de Port-Royal Est, Montréal, (Québec) H3L 3T1, agissant et représentée par Miguel Arévalo, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE22 1367 adoptée le 17 août 2022;

ATTENDU QUE ladite convention de contribution financière a été modifiée par les Parties dans le cadre de l'addenda 1, lequel a été approuvé par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE24 0537 adopté le 10 avril 2024 (ci-après l'« **Addenda 1** »);

ATTENDU QUE la convention de contribution financière modifiée conformément à l'Addenda 1 est ci-après désignée comme la « **Convention initiale** »;

ATTENDU QUE dans le cadre de la réalisation du Projet, il y a eu un dépassement des Coûts de réalisation;

ATTENDU QUE, pour assumer le dépassement des Coûts de réalisation, l'Organisme a contracté un prêt d'un montant maximal d'un million cinq mille six cent cinquante-quatre-dollars (1 005 654 $) auprès de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (ci-après le « **Prêt** ») garanti par une hypothèque immobilière de premier (1er) rang grevant l'Immeuble en faveur de cette dernière institution financière conformément à l'Addenda 1 (ci-après l'« **Hypothèque Desjardins** »);

ATTENDU QUE conformément à la Convention initiale, l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de deuxième (2ième) rang au montant de trois millions cinq cent trente-sept mille dollars (3 537 000 $) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention (tel que ce terme est défini ci-après) et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville qui y sont prévues;

ATTENDU QUE la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire totalisant un million quarante-cinq mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 045 888 $) pour lui permettre de rembourser le montant total dû en capital et intérêts du Prêt aux fins de la radiation de l'Hypothèque Desjardins, ainsi que de combler un manque à gagner de quarante mille deux cent trente-quatre dollars (40 234 $) dans le cadre du Projet;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 2 (ci-après l'« **Addenda 2** » et collectivement avec la Convention initiale, la « **Convention** »);

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 2.

1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 2, que le présent Addenda 2 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

2. MODIFICATIONS

2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

2.2 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

« **8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

- une garantie hypothécaire de premier (1er) rang de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après, l'« **Hypothèque** »), étant entendu que l'Hypothèque Desjardins inscrite contre l'immeuble avant la signature de l'Addenda 2 sera radiée suite à son remboursement par l'Organisme conformément aux modalités prévues à l'Addenda 2 et que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 2 sera radiée conformément aux termes de l'Hypothèque.

Sous réserve des modalités particulières prévues à l'Addenda 2 pour le versement de la Contribution supplémentaire (tel que défini à cet addenda), les Parties conviennent que tout versement de la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention est conditionnel à ce que l'Hypothèque grève l'Immeuble. »

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 La Ville s'engage à verser à l'Organisme une partie de la Contribution financière, soit la somme d'un million quarante-cinq mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (1 045 888 $) représentant la contribution financière supplémentaire prévue au présent Addenda 2 (ci-après la « **Contribution supplémentaire** ») conformément aux modalités prévues aux articles 3.6 et 3.7.

3.2 Nonobstant les articles 4.3.3 et 4.3.4 de la Convention, la Ville autorise l'Organisme à utiliser la Contribution supplémentaire comme suit :

a) pour rembourser le Prêt (capital et intérêts) aux fins de la radiation de l'Hypothèque Desjardins, tout autre frais (incluant les frais de pénalité, le cas échéant) étant à la charge de l'Organisme; et

b) pour permettre à l'Organisme de combler un manque à gagner de quarante mille deux cent trente-quatre dollars (40 234 $) dans le cadre du Projet, lequel n'était pas connu lors de la signature de la Convention initiale par les Parties.

3.3 L'Organisme s'engage à utiliser Contribution supplémentaire uniquement aux fins prévues à l'article 3.2 du présent Addenda 2 et à ce titre, il s'engage à rembourser tout montant dû en capital, intérêts et frais du Prêt contracté dans le cadre de la réalisation du Projet et garanti par l'Hypothèque Desjardins au plus tard quinze (15) jours suivant le versement de la Contribution supplémentaire.

3.4 L'Organisme s'engage à ce que l'Hypothèque Desjardins publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 589 218 soit radiée au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le remboursement du Prêt par l'Organisme.

3.5 L'Organisme s'engage à conclure, avec un notaire, un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera les engagements prévus aux articles 3.3, 3.6 et 3.7, préparera toute la documentation et fera toutes les démarches requises relativement à la garantie hypothécaire en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8 de la Convention, ainsi qu'au remboursement du Prêt et à la radiation de l'Hypothèque Desjardins comme prévu aux articles 3.3 et 3.4 du présent Addenda 2.

3.6 Nonobstant l'article 5.2.2 de la Convention, les Parties conviennent que la Contribution supplémentaire sera versée à l'Organisme par la Ville après la signature de l'Addenda 2 par les Parties et devra être affectée au remboursement du Prêt (capital et intérêts) et au comblement du manque à gagner identifié à l'article 3.2 b) de l'Addenda 2.

3.7 L'Organisme charge la Ville de remettre le versement prévu à l'article 3.6 au compte en fidéicommis du notaire ayant conclu un contrat de services avec l'Organisme conformément à l'article 3.5 de l'Addenda 2. À cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le notaire remettre à la Ville, préalablement au dépôt de toute somme par la Ville dans son compte en fidéicommis, un engagement en faveur de la Ville à ne pas débourser les sommes à l'Organisme avant de s'être assuré, notamment :

- que la Ville détienne une bonne et valable hypothèque de 1er rang sur l'immeuble d'un montant de quatre millions cinq cent quatre-vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-huit dollars (4 582 888 $);

- que l'Organisme soit le propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de tout charge, sauf celle autorisée par la Ville;

- que les sommes reçues soient utilisées pour rembourser le Prêt garanti par l'Hypothèque Desjardins, afin de permettre sa radiation conformément à l'article 3.4 du présent Addenda 2 et le résidu de la Contribution supplémentaire étant ensuite versé à l'Organisme sur réception d'une autorisation du Responsable, laquelle sera délivrée dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une confirmation écrite du notaire indiquant :

    - que le Prêt ait été entièrement remboursé et que l'Hypothèque Desjardins sera radiée conformément aux modalités prévues aux articles 3.3 et 3.4 de l'Addenda 2.

Nonobstant ce qui précède, tout versement demeure en tout temps conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions prévus à la Convention et au présent Addenda 2. De plus, tous les versements prévus ci-dessous incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

3.8 Toute disposition prévue au présent Addenda 2 fait partie intégrante de la Convention initiale.

3.9 Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 2 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Addenda 2 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 2 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Montréal, le .....e jour de 2024

SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS

Par : _____
Miguel Arévalo
Directeur général

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le …..e jour de …… 2024 (Résolution CG ……...…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249499003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) (l'Organisme) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249499003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Ibtissam ABDELLAOUI
Conseillère budgétaire

Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2024/11/21
16:00

(3)

Dossier # : 1249499002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) (l'Organisme) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

Il est recommandé:

- d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $ composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (L'ICRL-2 volet grandes villes) et un montant de 3 653 738$ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à

l’organisme à but non lucratif Société locative d’investissement et de développement social (SOLIDES) pour l'acquisition et la conversion d’un immeuble situés au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer, dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

- d’approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme;
- de déléguer à la directrice du Service de l’habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;
- D’autoriser la directrice du Service de l’habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l’objet de l’hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;
- d’imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera financée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-14 09:40

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249499002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) (l'Organisme) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

CONTENU

CONTEXTE

En réponse à l'accroissement du phénomène de l'itinérance dans les grandes villes canadiennes, aggravé par la pandémie de COVID-19, le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer une somme de 1 milliard $ (1 G$) pour la réalisation de projets destinés à cette clientèle dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL). Les détails de l'ICRL ont été rendus publics le 27 octobre 2020 par la Société canadienne d'hypothèques

et de logement (SCHL). Ce qui a constitué la première phase de l'ICRL volet grandes villes (ICRL1 Gr villes) dont l'entente entre la SCHL et la Ville de Montréal (Ville) a été convenue le 28 janvier 2021.

En juin 2021, la SCHL a annoncé une deuxième phase de l'ICRL volet grandes villes (ICRL2 Gr villes). Une entente entre la SCHL et la Société d'habitation du Québec (SHQ) a été convenue, mandatant la SHQ pour la gestion de l'ICRL2 Gr villes au Québec et attribuant une enveloppe de 46 313 597$ à la Ville.

Ainsi, une entente a été convenue entre la SHQ et la Ville le 31 mars 2022 (Entente ICRL2 Gr villes), confirmant le versement à la Ville d'une contribution d'un montant global de 46 313 597 $ pour six projets et permettant à la Ville de conclure, avec les organismes retenus pour la réalisation des projets, toute convention définissant les droits et obligations des parties. La signature de cette convention permet à la Ville de s'assurer du respect de l'ensemble de ses engagements dans le cadre de l'Entente ICRL2 Gr villes et permet aux organismes d'accéder aux fonds prévus pour la réalisation de leur projet.

Le présent sommaire décisionnel vise, en ce sens, à autoriser la signature de la convention avec l'Organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions pour l'ICRL 2 volet grandes villes

- CE23 0168 (8 février 2023) d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 7 000 000 $ à La Fondation du refuge pour femmes Chez Doris inc. pour l'acquisition et la conversion de deux immeubles situés au 1617 et 1619-1621 rue Saint-Hubert, dans l'arrondissement de Ville-Marie, afin d'y aménager une maison de chambres pour femmes en difficulté dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL), volet grandes villes;

- CE22 1367 (17 août 2022) d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 3 400 000 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants pour l'acquisition et la conversion en 12 unités d'un immeuble situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CE22 1093 (22 juin 2022) Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 10 300 000 $ à l'organisme à but non lucratif Hébergement jeunesse le Tournant pour la réalisation d'un projet de 28 unités dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)

- CE22 1047 (8 juin 2022) Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 4 800 000 $ à l'organisme à but non lucratif Afrique au Féminin pour la réalisation d'un projet de 9 chambres dans l'arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver un projet de convention à cet effet

- CE22 0424 (16 mars 2022) Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Société d'Habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du « volet 2 Grandes Villes » de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-2), phase 2, en vue de l'obtention d'une subvention totale de 46 313 597 $, conditionnellement à l'obtention du décret autorisant la SHQ à verser la subvention à la Ville et à signer la convention;
-

CG22 0131 (24février 2022) Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil

d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) (RCG 21-003).

DESCRIPTION

L'organisme

SOLIDES est un organisme à but non lucratif fondé en l'an 2000 dont la mission est d'offrir un milieu de vie abordable, sécuritaire, sain et ouvert au plus grand nombre de locataires et ce, afin de combattre les injustices sociales.

En près de 24 ans, SOLIDES a constitué un parc immobilier totalisant plus de 100 immeubles et comptant plus de 1000 logements. Une majeure partie du parc immobilier est située à Châteauguay et Drummondville. Le développement de nouveaux logements est de plus en plus significatif sur les territoires de l'agglomération de Longueuil de même que sur le territoire de la Ville de Montréal.

Mentionnons que la Ville de Montréal a déjà octroyé des aides financières à l'Organisme pour l'acquisition et la rénovation de projets dans Lachine et Verdun.

Le projet immobilier

L'immeuble est connu et désigné comme étant le lot 3 794 675 et dont l'adresse est le 1030 Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

Le projet consiste à l'acquisition de cet immeuble datant de 1910, d'usage non résidentiel, pour le convertir en 19 unités de logement abordables aux typologies variées.

L'Organisme a procédé à l'acquisition de l'immeuble en mars 2022 à l'aide d'un prêt du Fonds d'acquisition québécois, Société en commandite (FAQ).

Le projet a été développé en collaboration avec le Collectif des femmes immigrantes du Québec, un organisme communautaire montréalais fondé dans les années 80 qui offre des services, notamment en logement, à des personnes immigrantes. Les 19 unités de logements du projet seront destinées à la clientèle de cet organisme.

Zonage

À la suite d'une modification au plan d'urbanisme et au zonage, le projet peut se réaliser de plein droit.

La clientèle visée par le projet

Le projet vise à desservir en priorité la clientèle de l'organisme Collectif des femmes immigrantes du Québec. Ainsi la clientèle visée par le projet est celles de femmes immigrantes seules ou monoparentales.

Les coûts du projet et l'aide financière

Le coûts de réalisation du projet est estimé à un peu moins de 16 000 000 $, incluant notamment 3 900 000 $ pour l'acquisition.

Pour couvrir le coût de réalisation du projet. l'Organisme a recours à plusieurs sources de financement, dont :

- 10 143 167 $ contribution ICRL2 Gr villes;
- 3 653 738 $ contribution municipale (voir section Aspects financiers pour plus de détails);
- 2 130 593 $ prêt de premier rang – capital patient.

La convention

Les conditions applicables à l'obtention de la contribution financière sont inscrites dans une convention d'une durée d'un peu plus de 20 ans et sont garanties par une hypothèque de premier rang en faveur de la Ville au moment de la publication. Une cession de rang en faveur du prêteur de premier rang est prévue. À terme, la garantie hypothécaire de la Ville passera en 2e rang. Il est donc nécessaire d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir à la cession de rang requise.

Les principales conditions incluses dans la convention

Conditions liées à la saine gestion :

- Abordabilité des loyers : maintien de loyers inférieurs à 30% du revenu brut du ménage.
- Clientèle : maintien de la vocation pour personnes vulnérables (ayant des besoins graves en matière de logement).
- Réserve de remplacement immobilière et réserve de remplacement mobilière sont exigées pour le maintien en bon état de l'immeuble et pour atténuer les coûts de remplacement du mobilier.
- Inspections et travaux de rénovation : première inspection au plus tard cinq ans après la date d'achèvement du projet et au moins à tous les cinq ans par la suite et réalisation des travaux requis pour assurer le maintien en bon état de l'immeuble.

Conditions financières**:**

- La contribution financière sert exclusivement à la réalisation du projet et uniquement pour les coûts de réalisation afférents à celui-ci et ne peut servir pour l'exploitation ou pour la mission de l'Organisme. L'Organisme assume les dépassements de coûts de réalisation du projet.

- L'Organisme doit maintenir une viabilité financière équilibrée durant la période d'exploitation;

Conditions de vente de l'immeuble :

- L'Organisme ne peut pas aliéner ou céder l'immeuble sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville. Si la Ville autorise l'aliénation ou la cession de l'immeuble :

L'Organisme doit solliciter un organisme à but non lucratif (OBNL), à la condition que ce soit un OBNL dont la mission est compatible avec les termes de la convention conclue avec la Ville;

Si l'Immeuble ne peut pas être cédé à un OBNL de la manière décrite ci-dessus, l'Organisme pourra alors librement le vendre à une tierce partie, étant entendu cependant que l'Organisme doit, au préalable, offrir de vendre l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci à la Ville, à un prix correspondant à sa juste valeur marchande. La totalité de la contribution financière versée par la Ville sera déduite du prix de vente. Si la Ville ne s'est pas prévalue de son droit de préemption ou si elle ne s'est pas manifestée dans le délai imparti, l'Organisme sera libre de vendre l'Immeuble en faveur de tout tiers pourvu toutefois que les conditions offertes à ce tiers ne soient pas plus favorables ou avantageuses que celles dont la Ville pouvait se prévaloir en vertu de son droit de préemption. La totalité de la contribution financière sera alors remboursable à la Ville.

Reddition de compte :

Durant la période d'exploitation du projet, une reddition de compte annuelle est exigée et doit être déposée par l'Organisme au plus tard le 30 septembre de chaque année pour toute la durée de la convention et inclut notamment les états financiers audités, le rapport d'activités annuel, la vérification de l'index aux immeubles.

De plus, étant donné que l'immeuble est acquis et géré par l'Organisme avec une affectation sociale et communautaire et est financé par des fonds publics en matière d'habitation tel que prévu à la loi constitutive de l'Organisme, des exigences particulières devront être respectées par l'Organisme en application de cette loi, en sus des obligations qui s'imposent à lui dans le cadre de la convention de contribution financière.

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'ICRL2 Gr villes qui vise à offrir du logement à des populations vulnérables afin d'accroître l'offre de logements salubres et accessibles financièrement sur le territoire montréalais.

L'analyse préliminaire des risques

a. **Solidité de l'Organisme**

L'analyse des états financiers des 3 dernières années démontre que l'Organisme possède une bonne équité sur son parc immobilier en plus de poursuivre sa croissance.

Mentionnons que, depuis ses débuts, l'Organisme a développé une grande partie de son parc immobilier sans l'aide de programmes gouvernementaux (immeubles non-conventionnés) ce qui lui donne accès à son équité afin de se développer et de gérer son fonds de roulement. L'Organisme a donc une approche par portefeuille ce qui lui donne accès aux ressources financières nécessaires pour respecter ses engagements financiers.

b. **Viabilité du projet**

Le montage financier du projet permet de constater que le projet est viable pour la durée de la convention, notamment grâce à des revenus stables provenant des revenus locatifs.

Le projet est admissible au Programme de Supplément au Loyer (PSL) pour l'ensemble de ses 19 unités.

Par ailleurs, selon les prévisions établies pour une période de 20 ans et en présumant de l'obtention des PSL le projet dégagerait un léger surplus et serait financièrement viable malgré le remboursement des prêts.

c- Études environnementales

Des études environnementales de phase 1 et phase 2 ont été réalisées sur le site et ont révélé une contamination des sols en hydrocarbures supérieures aux limites prescrites pour un usage résidentiel. Des analyses ont également révélé une présence d'amiante dans plusieurs composantes du bâtiment.

Un budget pour la réalisation des travaux de décontamination et de désamiantage a été prévu dans les coûts de réalisation du projet.

En cas de dépassement, les frais supplémentaires seront pris à même le budget des

contingences inclus dans la subvention ou assumés directement par l'Organisme via ses liquidités, dons ou un emprunt.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de subvention non récurrente maximale de 13 796 905 $, composée comme suit:

- 10 143 167 $ provenant de l'ICRL2 Gr villes, dans le cadre de l'Entente ICRL2 Gr villes;
- 3 653 738$ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM). Cette enveloppe fût constituée à partir des contributions de promoteurs, lesquels furent récoltés dans le cadre de l'application du RMM.

Ces dépenses seront assumées par le budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Un premier versement de 6 500 000 $ de la contribution financière sera affecté au remboursement du prêt ayant servi à l'acquisition de l'Immeuble, au paiement de tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées ainsi que tout solde dû quant aux droits de mutation, aux frais d'honoraires du notaire et aux frais de pré-développement engagés par l'Organisme depuis le 27 octobre 2020, le cas échéant. Ce montant sera déposé dans le compte en fidéicommis du notaire lequel s'engage à verser le montant conformément aux conditions prévues au contrat de services professionnels.

Par ailleurs, une entente a été prise entre l'organisme et le Service des finances et de l'évaluation foncière pour le remboursement d'un solde dû auprès de la ville, au plus tard le 1er mars 2025.

Les versements subséquents de la contribution financière seront versés à l'Organisme sous forme d'avance sur la base des prévisions de trésorerie lesquelles seront mises à jour trimestriellement. La reddition de compte pour les débours est à effectuer trimestriellement sur la base des pièces justificatives remises par l'Organisme et si nécessaire des ajustements pour tenir compte des montants réellement dépensés sont effectués.

Une somme de 743 167 $, faisant partie de la contribution de 10 143 167 $ de ICRL2 Gr villes, sera versée conditionnellement à signature à venir de l'avenant no 2 entre la ville et la SHQ.
Les subventions rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d'itinérance, soit une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en accessibilité, inclusion et équité.

La fiche d'analyse est en pièce jointe du présent sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet permettra la conversion d'usage d'un bâtiment non résidentiel en un bâtiment résidentiel et la création de 19 nouvelles unités à proximité de nombreux services et du transport en commun.

Le projet constitue un apport important pour répondre aux besoins des clientèles en difficulté, particulièrement dans un contexte de crise du logement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Ville produira les attestations trimestrielles exigées par la SHQ afin de rendre compte de l'état d'avancement de la réalisation du projet.

Une fois la réalisation du projet complétée, la Ville produira une attestation annuelle exigée par la SHQ pour les 20 prochaines afin de rendre compte du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-08-07

Joelle SIMARD
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 438-354-5191
Télécop. :

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249499002*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : SOLIDES – 1030 Beaubien Est

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet permettra d'offrir 19 nouveaux logements abordables à des femmes immigrantes seules ou monoparentales. Le projet constitue un apport important dans un contexte où les ressources en logement pour les clientèles vulnérables s'avèrent insuffisantes pour répondre aux besoins, notamment avec le contexte socio-économique actuel.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249499002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) (l'Organisme) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme étant entendu que le Service de l'habitation se satisfait des échanges qu'il a eus avec la Société d'habitation du Québec relativement aux dates d'achèvement et d'occupation du projet. Les Annexes 1 à 3 à cette convention ne sont pas visées par la présente intervention et sont jointes par commodité.

FICHIERS JOINTS

2024-11-06 - Convention SOLIDES ICRL-2 - VF visée.pdf



ANNEXE 2 - Protocole visibilité ICRL_Juin 2022.pdf



ANNEXE 3 - Description besoins graves logement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

6 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)**, personne morale dûment constituée sous l'autorité de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c.C-38) dont l'adresse principale est le 311, rue McLeod, Châteauguay, Québec, J6J 2H8, agissant et représentée par Elie Gravel, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada, par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après, la « **SCHL** »), a lancé à l'automne 2020 l'Initiative pancanadienne pour la création rapide de logements (ci-après, l'« **Initiative pour la création rapide de logements** »), afin de soutenir une création rapide de logements abordables destinés aux personnes vulnérables;

ATTENDU QU'il est nécessaire de poursuivre la construction rapide de logements, afin de répondre de façon urgente aux besoins en matière de logement, lesquels ne cessent de s'accentuer, et que ce faisant, le gouvernement du Canada a annoncé le 30 juin 2021 les modalités applicables à une nouvelle phase de l'Initiative pour la création rapide de logements (ci-après, l'« **ICRL-2** »);

ATTENDU QUE pour la mise en œuvre des projets qui s'inscrivent dans le cadre de l'ICRL-2, la Ville et la Société d'habitation du Québec (ci-après, la « **SHQ** ») ont conclu une entente de financement, afin de soutenir des projets de construction rapide de logements abordables destinés aux personnes vulnérables réalisés sur le territoire de la Ville (ci-après, l'« **Entente ICRL-2** »);

ATTENDU QUE ces projets devaient également être acceptés et autorisés par la SCHL;

ATTENDU QUE l'ICRL-2 vise à répondre aux besoins urgents en matière de logements en offrant des Logements (tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention) abordables à des personnes vulnérables pour une période minimale de vingt (20) ans;

ATTENDU QUE les projets réalisés dans le cadre de l'ICRL-2 sont réalisés par des organismes à but non lucratif qui portent ces projets conformément à leur mission;

ATTENDU QUE l'Organisme est à but non lucratif et qu'il a pour mission d'offrir un milieu de vie abordable, sécuritaire, sain et humain aux plus grands nombres de locataires, et ce, afin de combattre les injustices sociales;

ATTENDU QUE l'Organisme a acquis, préalablement à la signature de la présente convention, aux termes d'un acte de vente reçu par M^{e} Rachel Couture, notaire, le 30 mars 2022, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 125 679, un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 3 794 675 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec une bâtisse érigée portant les numéros 1030, rue Beaubien Est, et 6469, rue Boyer, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie (ci-après, collectivement nommés, le « **Bâtiment** »). Le Bâtiment et le terrain sur lequel le Bâtiment est érigé sont collectivement ci-après appelés l'« **Immeuble** »;

ATTENDU QUE pour acquitter le prix de vente de l'Immeuble, l'Organisme a contracté un prêt d'un montant de deux millions neuf cent quarante-quatre mille neuf cent soixante-neuf dollars (2 944 969 $) garanti par une hypothèque immobilière grevant l'Immeuble en faveur du Fonds d'acquisition québécois, Société en commandite, aux termes d'un acte reçu par M^{e} Rachel Couture, notaire, le 18 mars 2022, et publié au bureau de la publicité des droits sous le numéro 27 095 616 (ci-après, l'« **Hypothèque FAQ** »). Ce prêt sera remboursé par la présente contribution financière et l'Hypothèque FAQ sera radiée incessamment, et ce, selon les conditions prévues à l'article 4.23 de la présente convention;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis à la Ville le Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention), lequel s'inscrit dans le cadre de l'ICRL-2 puisqu'il consiste à acquérir l'Immeuble et convertir le Bâtiment à l'usage non résidentiel en logements multi-résidentiels aux loyers abordables, lesquels seront destinés exclusivement à des personnes vulnérables;

ATTENDU QUE la Ville a soumis le Projet de l'Organisme et que celui-ci a été accepté et déclaré admissible à un financement par la SCHL dans le cadre de l'ICRL-2;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la part de la Ville pour financer les Coûts de réalisation (tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention) du Projet;

ATTENDU QU'en raison de la nature du Projet, l'Organisme déclare que l'Immeuble est un immeuble d'habitation dont l'affectation est sociale et communautaire et qu'il sera

C D.

financé par des fonds publics en matière d'habitation, tel que prévu à *la Loi sur les compagnies*, Partie III, dans le cadre de l'ICRL-2;

ATTENDU QUE l'Organisme déposera une demande de financement pour la réalisation du Projet auprès d'un prêteur ou d'une institution financière dûment autorisé(e) à faire affaires au Québec (ci-après, le « **Prêteur** »);

ATTENDU QUE l'Entente ICRL-2 prévoit que le montant de la portion de la contribution financière provenant de l'ICRL-2 dédiée à la réalisation du Projet est de neuf millions quatre cent mille dollars (9 400 000 $);

ATTENDU QU'il est prévu que l'Entente ICRL-2 soit modifiée via un avenant (ci-après, l'« **Avenant Entente ICRL-2** ») notamment pour augmenter ce montant de sept cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (743 167 $) (ci-après, le « **Montant ICRL-2 additionnel** ») pour le porter à dix millions cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (10 143 167 $), laquelle modification demeure sujette à approbation par les instances compétentes de la Ville et de la SHQ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant une contribution financière d'un montant maximal de treize millions sept cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinq dollars (13 796 905 $);

ATTENDU QUE trois millions six cent cinquante-trois mille sept cent trente-huit (3 653 738 $) de cette contribution financière proviendront des fonds de la Ville;

ATTENDU QUE dix millions cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (10 143 167 $) de cette contribution financière découleront de l'Entente ICRL-2, incluant la somme de sept cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (743 167 $) dont le versement demeure conditionnel à la signature de l'Avenant Entente ICRL-2;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autre, ci-après, la « **Convention** »), prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

C D.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.11 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : la description des besoins graves en matière de logement;

2.4 « **Contribution financière** » : la contribution financière de la Ville prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

2.5 « **Coûts de réalisation** » : dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement les coûts afférents à l'acquisition de l'Immeuble d'usage non résidentiel et à la conversion de celui-ci en logements abordables, y compris, sans limitation, les coûts afférents au pré-développement et à la pré-construction pour le développement de Logements abordables, pour autant que tous ces coûts soient encourus par l'Organisme à compter du 27 octobre 2020. Il est entendu entre les Parties que le remboursement du capital d'un prêt souscrit par l'Organisme pour couvrir les Coûts de réalisation qui excèdent le montant de la Contribution financière, le cas échéant, le paiement des intérêts afférents à un tel prêt, ainsi que les frais de gestion et d'exploitation du Projet une fois complété sont expressément exclus des Coûts de réalisation;

2.6 « **Critères d'abordabilité** » : le montant du loyer payable par un Ménage, lequel doit être inférieur à 30 % du revenu brut du Ménage;

2.7 « **Logements** » : logement permanent ou de transition loué pour une période minimale de plus de trois (3) mois, excluant les hébergements de type refuge;

2.8 « **Ménage** » : la ou les personnes physiques ayant conclu un contrat de location avec l'Organisme et lui permettant d'occuper un logement dans le cadre du Projet;

2.9 « **Personnes vulnérables** » : groupes suivants et personnes appartenant à ces groupes, lesquels ont des besoins graves en matière de logement : les femmes et enfants fuyant la violence domestique, les personnes âgées, les

C D.

jeunes adultes, les populations autochtones, les personnes handicapées, les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, les anciens combattants, la communauté LGBTQ2+, les groupes racisés, les canadiens noirs, les immigrants ou réfugiés récents, les itinérants ou les personnes à risque d'itinérance. Les besoins graves en matière de logement sont plus amplement décrits à l'Annexe 3;

2.10 « **Phase d'exploitation du Projet** » : période débutant à la Date d'achèvement du Projet (tel que ce terme est défini à l'article 4.3.1 de la présente Convention) et se terminant à la fin de la présente Convention, que celle-ci soit due à l'arrivée de son terme ou à sa résiliation;

2.11 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution financière. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.12 « **Reddition de comptes** » : les documents et les informations qui doivent être transmis annuellement au Responsable, durant les années de réalisation et d'exploitation du Projet ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable;

2.13 « **Réserve de remplacement immobilière** » : réserve constituée des sommes versées annuellement par l'Organisme afin de financer les travaux de réparation majeurs (tels le remplacement de la toiture, la structure et les fondations, les systèmes de chauffage, de plomberie ou d'électricité, etc.);

2.14 « **Réserve de remplacement mobilière** » : réserve constituée des sommes versées annuellement par l'Organisme pour atténuer les coûts de remplacement du mobilier lorsque celui-ci sera devenu désuet;

2.15 « **Responsable** » : la directrice du Service de l'habitation de la Ville ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution financière de la Ville à l'Organisme, dans le cadre de l'ICRL-2, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

C D.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Droits de propriété sur l'Immeuble

4.1.1 sujet aux termes des articles 4.18 et 4.19, demeurer le seul propriétaire de l'Immeuble acquis pour les fins du Projet.

4.2 Financement

4.2.1 s'il a recours à des sources de financement autres que la Contribution financière afin d'assurer la réalisation du Projet ainsi que son exploitation, à transmettre au Responsable tous les renseignements afférents à ce financement. Le Responsable se réserve le droit de requérir tout document justificatif à cet égard, lequel devra être transmis par l'Organisme sans délai;

4.2.2 sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage, au plus tard le 1er décembre 2024 ou à toute date ultérieure préalablement approuvée par écrit par le Responsable, à transmettre au Responsable tous les documents et les renseignements lui permettant de confirmer, à sa satisfaction, que l'Organisme a obtenu le financement externe nécessaire pour assurer la réalisation complète du Projet, incluant une copie des conventions signées avec le Prêteur. Le Responsable se réserve le droit de requérir tout document justificatif à cet égard, lequel devra être transmis par l'Organisme sans délai;

4.2.3 à ce titre, afin d'assumer les Coûts de réalisation qui excèdent le montant de la Contribution financière à la signature de la présente Convention et qui sont requis pour la réalisation du Projet, l'Organisme est autorisé par la Ville à :

- contracter un prêt d'un montant maximal de deux millions cent trente mille cinq cent quatre-vingt-treize dollars (2 130 593 $) auprès du Prêteur (ci-après, le « **Prêt** ») et à consentir une hypothèque immobilière de premier (1er) rang n'excédant pas ce même montant en faveur du Prêteur en garanti de ce prêt, sous réserve d'une hypothèque additionnelle d'au plus vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant (ci-après, l'« **Hypothèque Prêteur** »);

4.2.4 l'Organisme s'engage à ce que le Prêt soit utilisé par ce dernier uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet et uniquement pour les Coûts de réalisation afférents à celui-ci.

4.3 Réalisation du Projet

4.3.1 compléter le Projet et à s'assurer que les Logements réalisés dans le cadre du Projet soient en état de servir conformément à l'usage auquel ils sont destinés au plus tard le 30 juin 2026 ou toute autre date convenue préalablement avec l'accord écrit du Responsable (ci-après la « **Date d'achèvement du Projet** »);

C D.

4.3.2 informer le Responsable, dans les plus brefs délais, de toute modification substantielle envisagée au Projet;

4.3.3 utiliser la Contribution financière dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement pour les Coûts de réalisation afférents à celui-ci. Sans limiter la portée de ce qui précède, en aucun cas, la Contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.3.4 assumer tous les coûts et les risques associés à la réalisation du Projet et à assumer les Coûts de réalisation qui excèdent le montant de la Contribution financière ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution financière;

4.3.5 s'assurer que l'Immeuble sur lequel les Logements seront construits et exploités soit, en tout temps, conforme avec les lois environnementales applicables et le zonage municipal;

4.3.6 s'assurer que les Logements et le Bâtiment dans lequel les Logements sont situés rencontrent les exigences d'accessibilité locales et les normes d'efficacité énergétique telles qu'énoncées dans les normes et les standards locaux.

4.4 Reddition de comptes jusqu'à la Date d'achèvement du Projet

4.4.1 transmettre au Responsable l'ensemble des documents et des renseignements exigés pour le versement de la Contribution financière en conformité avec ce qui est prévu à l'article 5.2 de la présente Convention, étant entendu que la forme et les paramètres fixés par le Responsable quant à ceux-ci pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier.

Nonobstant l'alinéa ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.4.2 transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, une copie de ses états financiers annuels vérifiés au plus tard cent cinquante (150) jours après la fin de son exercice financier, et transmettre au Responsable une preuve de la transmission au Vérificateur général de la Ville.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.4.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville,

C D.

durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.4.4 autoriser le Responsable à communiquer et à transmettre l'ensemble des documents et renseignements qu'il aura reçus dans le cadre de toute Reddition de comptes à la SHQ, pour communication à SCHL. Ce faisant, l'Organisme consent et accepte que tout document ou renseignement relatif au Projet puisse être utilisé, collecté et communiqué par la Ville, la SHQ ou la SCHL pour évaluer ou administrer l'ICRL-2.

4.5 Autorisations et permis

4.5.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.6 Entrepreneurs et entreprises en règle

4.6.1 s'assurer et exiger que toute personne exécutant des travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment;

4.6.2 s'assurer et exiger qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.6.3 s'assurer et exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux sur l'Immeuble dans le cadre du Projet qu'il souscrive un contrat d'assurance chantier tous risques ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l'Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels. L'Organisme devra également s'assurer et exiger que tous les professionnels impliqués dans de tels travaux soient assurés dans le cadre d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers;

4.6.4 dans le cadre de tout contrat avec un entrepreneur ou tout autre contractant retenu pour effectuer des travaux sur l'Immeuble dans le cadre du Projet, l'Organisme s'engage à retenir, sur le prix du contrat, pendant les trente (30) jours qui suivent la fin des travaux, une somme suffisante pour acquitter les créances des ouvriers, de même que celles d'autres personnes qui peuvent faire valoir une hypothèque légale sur l'Immeuble et qui ont dénoncé leur contrat pour les travaux faits ou les matériaux ou services fournis. L'Organisme

C D.

pourra valablement libérer la somme retenue lorsqu'il aura reçu une quittance de toutes ces créances;

4.6.5 les Parties reconnaissent que l'article 4.6 est applicable pour tous les travaux devant être effectués sur l'Immeuble jusqu'à la Date d'achèvement du Projet et durant la Phase d'exploitation du Projet.

4.7 Surveillance des travaux

4.7.1 retenir les services de professionnels, incluant notamment un architecte, pour la surveillance des travaux de construction du Projet. L'Organisme devra s'assurer et exiger que les professionnels engagés à ce titre soient titulaires d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers;

4.7.2 s'assurer et exiger que tout professionnel retenu pour la surveillance des travaux de construction soit indépendant de tout entrepreneur retenu par l'Organisme pour la réalisation du Projet.

4.8 Maintien d'une offre locative abordable pour les Personnes vulnérables

4.8.1 sujet aux termes des articles 4.18 et 4.19, demeurer propriétaire de l'Immeuble acquis pour les fins du Projet et maintenir l'affectation de l'Immeuble conformément au Projet;

4.8.2 à compter du 30 juillet 2026, louer les Logements à des Personnes vulnérables et garantir que ceux-ci respectent les Critères d'abordabilité;

4.8.3 prendre tous les moyens pour assurer la viabilité du Projet, notamment en exploitant et en gérant l'Immeuble de manière à assurer la pérennité d'une offre de Logements qui respectent les Critères d'abordabilité au sein de celui-ci pour les Personnes vulnérables. L'Organisme s'engage à prendre tous les moyens requis afin d'obtenir le financement externe nécessaire, le cas échéant, pour assurer la viabilité du Projet, notamment puisque la Contribution financière ne peut être utilisée à d'autres fins que le paiement des Coûts de réalisation et soumettre ce plan de financement au Responsable conformément à l'article 4.2.1 de la présente Convention;

4.8.4 sans limiter la portée de l'article 4.8.3, advenant le cas d'un déficit annuel d'exploitation du Projet et afin de permettre à l'Organisme de maintenir un budget d'exploitation équilibré, à la satisfaction du Responsable, combler tout déficit en déposant annuellement une contribution correspondant au déficit annuel d'exploitation réel du Projet;

4.8.5 sur demande du Responsable, collaborer en tout temps avec celui-ci pour permettre à la Ville de respecter les obligations qu'elle a souscrites dans l'Entente ICRL-2 auprès de la SHQ dans le cadre de l'ICRL-2.

C D.

4.9 Travaux de rénovation durant la Phase d'exploitation du Projet

4.9.1 effectuer avec diligence les travaux qui s'imposent afin d'assurer le maintien en bon état du Bâtiment, notamment en retenant au besoin les services d'un architecte ou d'un ingénieur pour la planification et la surveillance des travaux de rénovation requérant l'intervention de ces professionnels. L'Organisme devra s'assurer et exiger que les professionnels engagés à ce titre soient titulaires d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers;

4.9.2 s'assurer et exiger que tout professionnel retenu pour la surveillance des travaux de construction requérant l'intervention de ce professionnel soit indépendant de tout entrepreneur retenu par l'Organisme pour la réalisation de tels travaux;

4.9.3 procéder, au plus tard à la cinquième année après la Date d'achèvement du Projet, puis au moins à toutes les cinq (5) années suivantes pendant la durée de la présente Convention, à une inspection du Bâtiment par un professionnel certifié afin de confirmer le bon état du Bâtiment (ci-après, l'« **Inspection** »). Selon l'état du Bâtiment constaté aux termes de toute Inspection, l'Organisme devra obtenir du professionnel certifié une confirmation du bon état du Bâtiment ou, le cas échéant, mandater un professionnel certifié afin de dresser un bilan complet de l'état du Bâtiment et d'identifier les travaux et réparations nécessaires. Toute Inspection devra porter notamment sur les principales composantes du Bâtiment, telles que la fondation, la toiture, l'enveloppe extérieure, les portes et fenêtres et les systèmes électromécaniques. Après chaque Inspection, l'Organisme devra transmettre au Responsable, selon le cas, une copie de tout document attestant le bon état du Bâtiment ou une copie du rapport certifié par le professionnel, lequel devra notamment :

- constater l'état du Bâtiment;
- le cas échéant, proposer un plan d'intervention et identifier les actions prioritaires devant être réalisées à l'égard du Bâtiment;
- faire état d'une estimation des coûts en ce qui concerne les interventions devant être réalisées à l'égard du Bâtiment.

4.9.4 aux termes de toute Inspection et selon le rapport certifié du professionnel, l'Organisme devra également transmettre au Responsable une planification budgétaire pour toutes les interventions à être réalisées sur le Bâtiment, le cas échéant.

4.10 Respect des lois

4.10.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, ainsi qu'aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville. À cet effet, l'Organisme s'engage notamment à respecter les critères du Règlement sur les critères de *fixation de loyer* (RLRQ, c. T-15.01, r. 2);

C D.

4.10.2 adresser toute communication à la Ville en français;

4.10.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente Convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.10.4 dans l'éventualité où l'Organisme communiquerait ou partagerait ces renseignements personnels à la Ville, avoir préalablement obtenu le consentement de la personne concernée par ceux-ci (ainsi que pour leur communication ou partage subséquent par la Ville à la SHQ et à la SCHL) ou y être autrement autorisé par la loi.

4.11 Promotion et publicité

4.11.1 faire état de la participation financière de la Ville, de la SHQ et de la SCHL, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution financière, notamment par rapport à l'aide accordée par les autres contributeurs au Projet. Toute Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et la SHQ, conformément au Protocole de visibilité;

4.11.2 associer et inviter la Ville, la SHQ et la SCHL aux différents événements en relation avec le Projet et respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

4.12 Reddition de comptes durant la Phase d'exploitation du Projet

4.12.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable au plus tard le 30 septembre de chaque année. Cette Reddition de comptes doit contenir l'ensemble des documents et renseignements exigés au présent article 4.12 et être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable. Le Responsable pourra aussi modifier la fréquence et le contenu de la Reddition de comptes, à sa discrétion, pendant la durée de la présente Convention;

4.12.2 fournir une copie de ses états financiers annuels vérifiés, lesquels devront minimalement répondre aux exigences suivantes :

- dans une annexe, fournir l'ensemble de l'information financière sur le Projet et ce, distinctement des autres projets et activités de l'Organisme, en incluant notamment un état des revenus et des charges (compte d'exploitation) du Projet pour l'année en cours;

C D.

- indiquer le nombre de Logements subventionnés par le programme de supplément au loyer (ci-après, le « **PSL** ») ou, en l'absence de PSL, indiquer le loyer mensuel exigé pour chaque Logement par rapport au revenu brut du Ménage;
- pour tous les travaux réalisés dans le cadre du Projet durant la Phase d'exploitation du Projet, le cas échéant, fournir un état des coûts pour l'ensemble des travaux réalisés;
- fournir les informations exigées sur les réserves comme prévu aux articles 4.13.4 et 4.13.5.

4.12.3 en plus de ce qui est prévu à l'article 4.12.2, les états financiers annuels vérifiés devront également inclure en annexe un état des Coûts de réalisation, lequel devra être certifié par le vérificateur ayant audité les états financiers annuels de l'Organisme;

4.12.4 fournir un rapport annuel, lequel devra minimalement présenter le nom des administrateurs et dirigeants de l'Organisme, un bilan de ses activités et accomplissements ainsi qu'une description du Projet permettant de confirmer que l'offre locative de l'Organisme aux Personnes vulnérables respecte les Critères d'abordabilité ainsi que les obligations de l'Organisme conformément à l'article 4.3.6 sont remplies;

4.12.5 fournir une copie de l'index aux immeubles du registre foncier du Québec, démontrant que l'Organisme n'a pas aliéné, transféré, transporté, cédé, grevé ou disposé de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci en contravention des termes de la présente Convention et que l'Immeuble n'est pas grevé d'une hypothèque légale;

4.12.6 transmettre tout autre document qui pourrait raisonnablement être requis par le Responsable pour vérifier le respect des obligations de l'Organisme en vertu de la présente Convention;

4.12.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, une copie de ses états financiers annuels vérifiés.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.12.8 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui

C D.

fournir, sur simple demande et sans frais additionnels, une copie de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.12.9 autoriser le Responsable à communiquer et à transmettre l'ensemble des documents et renseignements qu'il aura reçus dans le cadre de toute Reddition de comptes à la SHQ, pour communication à SCHL. Ce faisant, l'Organisme consent et accepte que tout document ou renseignement relatif au Projet puisse être utilisé par la Ville, la SHQ ou la SCHL pour évaluer ou administrer l'ICRL-2;

4.12.10 nonobstant l'article 4.12.1, suivant la Date de terminaison, l'Organisme devra transmettre au Responsable une Reddition de comptes contenant l'ensemble des documents et des renseignements exigés en vertu de l'article 4.12 dans les cent cinquante (150) jours de la Date de terminaison, autres que les états financiers qui pourront être remis par l'Organisme dans les cent cinquante (150) jours de la fin de son exercice financier.

4.13 Réserves

4.13.1 Réserve de remplacement immobilière

constituer une Réserve de remplacement immobilière à compter de la Date d'achèvement du Projet. Le montant annuel minimal devant être versé à cette réserve sera établi de concert avec le Responsable, étant toutefois entendu qu'en tout temps, ce dernier pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances particulières liées au Projet. Les intérêts produits sur les montants accumulés dans la Réserve de remplacement immobilière font partie de cette réserve.

4.13.2 Réserve de remplacement mobilière

constituer une Réserve de remplacement mobilière à compter de la Date d'achèvement du Projet. Le montant annuel minimal devant être versé à cette réserve sera établi de concert avec le Responsable, étant toutefois entendu qu'en tout temps, ce dernier pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances particulières liées au Projet. Les intérêts produits sur les montants accumulés dans la Réserve de remplacement mobilière font partie de cette réserve.

4.13.3 Autres réserves

constituer des réserves additionnelles pour assurer une saine gestion de l'Immeuble et la viabilité du Projet, et ce, à la demande du Responsable dans l'éventualité où il juge que la viabilité du Projet peut être compromise en raison de l'exploitation du Projet par l'Organisme. Le Responsable précisera alors les fins pour lesquelles les réserves additionnelles devront être établies. Le montant annuel minimal devant être versé à l'une ou l'autre de ces réserves sera établi par le Responsable, en collaboration avec l'Organisme, étant toutefois entendu qu'en tout temps, le Responsable pourra exiger un ajustement de ce montant annuel afin de tenir compte des circonstances

C D.

particulières liées au Projet. Les intérêts produits sur les montants accumulés dans ces réserves en font partie.

Il est entendu entre les Parties que le présent article ne doit toutefois pas être interprété comme une restriction pour l'Organisme de se constituer des réserves de son plein gré afin d'assurer la viabilité du Projet.

4.13.4 Information afférente aux réserves

dans le cadre de toute Reddition de comptes, s'assurer que les états financiers annuels vérifiés confirment la constitution des réserves prévues dans la présente Convention et la disponibilité des montants versés dans ces réserves.

4.13.5 Utilisation des réserves

advenant l'utilisation des montants disponibles dans l'une ou plusieurs réserves constituées par l'Organisme en vertu de la présente Convention, joindre à ses états financiers annuels vérifiés, dans le cadre de toute Reddition de comptes, tout renseignement afférent à l'utilisation de ces dernières, incluant notamment, mais sans y être limité, les montants retirés de ces réserves et les fins pour lesquelles ils ont été utilisés.

À moins d'une autorisation écrite émise par le Responsable, les montants accumulés dans les différentes réserves constituées par l'Organisme dans le cadre de la présente Convention ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été constituées.

4.14 Remise de documents

4.14.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.15 Inspection et visite de l'Immeuble

4.15.1 permettre en tout temps, sous réserve d'un avis préalable à cet effet de la part du Responsable, à un représentant de la Ville, de la SHQ ou de la SCHL de visiter et d'inspecter l'Immeuble afin de pouvoir s'assurer du respect par l'Organisme des obligations prévues à la présente Convention, et ce, tant en ce qui a trait aux travaux effectués jusqu'à la Date d'achèvement du Projet qu'à l'exploitation de l'Immeuble et des Logements ou à la gestion du Projet;

4.15.2 si une visite des Logements est requise par le Responsable, prendre toutes les dispositions requises auprès des Ménages de l'Immeuble pour permettre à un représentant de la Ville, de la SHQ ou de la SCHL d'y accéder;

4.15.3 la Ville se réserve le droit d'exiger, le cas échéant, un rapport sur le suivi des actions entreprises par l'Organisme pour corriger les problèmes identifiés lors de toutes inspections ou visites.

C D.

4.16 Responsabilité

4.16.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente Convention.

4.16.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente Convention.

4.16.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.17 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.17.1 lorsque la Contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.18 Interdiction d'aliéner et de grever l'Immeuble et les loyers

4.18.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer, transporter, hypothéquer ou grever l'Immeuble, en tout ou en partie, incluant les Logements, le montant des loyers à percevoir ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de tout contrat d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers, d'aucun droit, sous réserve de l'Hypothèque Prêteur et l'Hypothèque consentie en faveur de la Ville prévue à l'article 8 de la présente Convention, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toutes les conditions qu'elle jugera nécessaires et appropriées, selon les circonstances.

Pour l'application de l'article 4.18.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de l'Immeuble ou des Logements, incluant notamment, mais sans y être limité, une servitude (à l'exception d'une servitude d'utilité publique) ou tout autre démembrement du droit de propriété.

4.19 Aliénation de l'Immeuble

4.19.1 dans l'éventualité où l'Organisme est autorisé par la Ville à aliéner, à céder, à transférer ou à disposer de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci, pendant la durée de la présente Convention, solliciter des organismes à but non lucratif

C D.

(OBNL) ayant une vocation compatible avec ce qui est prévu dans le cadre de la présente Convention et qui pourront poursuivre le Projet de l'Organisme, et soumettre au Responsable, pour approbation par la Ville, la candidature de l'organisme souhaitant se porter acquéreur de l'Immeuble. L'Organisme devra obtenir de l'organisme un engagement formel par écrit aux termes duquel il accepte et assume toutes les obligations de l'Organisme consenties aux termes des présentes et assume l'Hypothèque existante en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8, et remettre cet engagement au Responsable. La Ville devra transmettre une réponse à l'Organisme dans les soixante (60) jours suivant la réception de la demande d'approbation et de l'engagement de l'organisme. Suivant l'approbation de la Ville quant à la candidature de l'organisme, l'Organisme pourra céder l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci à l'organisme acquéreur et les droits et obligations de l'Organisme aux termes de la présente Convention seront cédés à l'organisme acquéreur. Dans le cas d'une cession à titre onéreux de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci, la totalité de la Contribution financière devra être remboursée à la Ville par l'Organisme;

4.19.2 dans l'éventualité où l'Immeuble ne peut pas être cédé en faveur d'un organisme à but non lucratif ayant une vocation compatible avec ce qui est prévu dans le cadre de la présente Convention, ou que la candidature d'un tel organisme n'est pas approuvée par la Ville conformément à l'article 4.19.1, l'Organisme pourra alors librement négocier avec toute tierce partie, étant entendu cependant que l'Organisme devra, au préalable, offrir de vendre l'Immeuble ou ses droits dans celui-ci, à la Ville, par avis écrit, à un prix correspondant à sa juste valeur marchande établie par un évaluateur agréé mandaté par la Ville, sous réserve de toute autre entente intervenue entre les Parties. La totalité de la Contribution financière versée par la Ville sera déduite du prix de vente. Si le prix de vente est inférieur au montant de la totalité de la Contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à rembourser la différence entre ces deux montants, le tout sous réserve de toute autre entente intervenue entre les Parties. La Ville devra exercer ce droit de préemption dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de l'avis et devra aviser l'Organisme de ses intentions dans ce délai imparti. Si la Ville ne s'est pas prévalue de son droit de préemption ou si elle ne s'est pas manifestée dans le délai imparti, l'Organisme sera libre de vendre l'Immeuble en faveur de tout tiers pourvu toutefois que les conditions offertes à ce tiers ne soient pas plus favorables ou avantageuses que celles dont la Ville pouvait se prévaloir en vertu de son droit de préemption. La totalité de la Contribution financière sera alors remboursable à la Ville;

4.19.3 il est entendu que les articles 4.19.1 et 4.19.2 ne s'appliquent pas en cas d'exercice de recours hypothécaire par un créancier.

4.20 Conversion de l'Immeuble

4.20.1 ne pas convertir l'Immeuble en copropriété, incluant les Logements, ou en changer l'usage sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville.

C D.

Si une telle autorisation est donnée par la Ville, celle-ci se réserve le droit d'imposer toutes les conditions qu'elle jugera nécessaires et appropriées pour les fins de la conversion ou du changement d'usage.

4.21 Information continue

4.21.1 aviser la Ville sans délai de toute situation ou de tout événement qui pourrait mener à un défaut aux termes de la présente Convention, incluant notamment tout retard dans la réalisation du Projet, qui pourrait mettre en péril le Projet ou qui pourrait affecter la santé financière de l'Organisme;

4.21.2 fournir tout renseignement et tout document qui pourra être demandé par le Responsable, et ce, dans les quinze (15) jours d'une telle demande à cet effet, étant entendu que l'Organisme autorise le Responsable à transmettre à la SHQ, pour communication à la SCHL, tout renseignement ou document fourni au Responsable à ce titre;

L'Organisme consent et accepte que tout document ou renseignement relatif au Projet puisse être utilisé par la Ville, la SHQ ou la SCHL pour évaluer ou administrer l'ICRL-2.

4.22 Notaire

4.22.1 conclure, avec un notaire, un contrat de services professionnels ou toute autre convention contenant une stipulation pour autrui en faveur de la Ville à l'effet qu'il honorera les engagements prévus à l'article 5.2.1, préparera toute la documentation et fera toutes les démarches requises relativement à l'Hypothèque en faveur de la Ville, telle que décrite à l'article 8 des présentes, ainsi qu'au remboursement et à la radiation de l'Hypothèque FAQ, tel que prévu à l'article 4.23 de la présente Convention (ci-après, le « **Contrat de services professionnels** »).

Le Contrat de services professionnels devra être approuvé par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa signature par les Parties et une copie signée par toutes les Parties devra être remise à la Ville avant le dépôt du premier versement de la Contribution financière.

4.23 Remboursement et radiation de l'Hypothèque FAQ

4.23.1 l'Organisme s'engage à rembourser le montant dû en capital, intérêts et frais du prêt contracté pour l'acquisition de l'Immeuble aux fins de la réalisation du Projet et garanti par l'Hypothèque FAQ, au plus tard le 31 décembre 2024 ou toute autre date convenue préalablement avec l'accord écrit du Responsable.

4.23.2 l'Organisme s'engage à ce que l'Hypothèque FAQ soit radiée au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le remboursement du prêt contracté pour l'acquisition de l'Immeuble aux fins de la réalisation du Projet.

4.24 Compte bancaire distinct

4.24.1 déposer tout versement de la Contribution financière dans un compte bancaire spécifique au Projet. Ce compte bancaire devra être distinct des autres

C D.

comptes de l'Organisme et une preuve d'ouverture dudit compte devra être transmise au Responsable sans délai après son ouverture, mais au plus tard quinze (15) jours suivant la signature de la présente Convention par les Parties. Toute somme versée dans ce compte devra être utilisée par l'Organisme uniquement dans le cadre du Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de treize millions sept cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinq dollars (13 796 905 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2 Versement de la Contribution financière

La Contribution financière octroyée à l'Organisme sera versée selon les modalités suivantes, le tout conformément aux paramètres établis par le Responsable, étant toutefois entendu que ceux-ci pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier et que malgré toute autre disposition à l'effet contraire à la présente Convention (i) le versement de la somme de sept cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (743 167 $) demeure conditionnel à la signature de l'Avenant Entente ICRL-2 prévoyant le Montant ICRL-2 additionnel pour la réalisation du Projet et (ii) ce Montant ICRL-2 additionnel ne pourra pas non plus être inclus dans la somme retenue par la Ville pour le dernier décaissement prévu à l'article 5.2.2.1 tant que l'Avenant Entente ICRL-2 n'aura pas été signé :

5.2.1 Premier versement :

5.2.1.1 Un premier versement au montant de six millions cinq cent mille dollars (6 500 000 $) devant être affecté au paiement de la somme requise en capital, intérêts et frais pour rembourser le prêt garanti par l'Hypothèque FAQ ayant servi pour l'acquisition de l'Immeuble, au paiement de tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées ainsi que tout solde dû quant aux droits de mutation, au paiement des frais d'honoraires du notaire mandaté par l'Organisme conformément à l'article 4.22.1 des présentes (ci-après, le « **Notaire** ») et au remboursement des frais de pré-développement engagés par l'Organisme depuis le 27 octobre 2020, le cas échéant, conformément à l'article 5.2.1.2.

5.2.1.2 L'Organisme charge la Ville de remettre le premier versement de la Contribution financière prévu à l'article 5.2.1.1 de la présente Convention, au Notaire, par chèque libellé au nom du Notaire en fidéicommis, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention. À cet effet, l'Organisme s'engage à ce que le Notaire remette à la Ville, préalablement au dépôt dans

C D.

son compte en fidéicommis, un engagement en faveur de la Ville à ne pas débourser les sommes avant de s'être assuré, notamment :

- que la Ville détienne une bonne et valable Hypothèque sur l'Immeuble;
- que l'Organisme est le propriétaire absolu de l'Immeuble par bon et valable titre, libre de toute charge, sauf celle(s) autorisée(s) par la Ville, le cas échéant;
- qu'il ait reçu une confirmation du Responsable à l'effet que :
    - la présente Convention a été dûment approuvée par la Ville et l'Organisme par résolution ou autres procédures internes appropriées, nécessaires ou requises aux termes de leurs documents constitutifs, de leurs règlements ou autrement pour leur donner plein effet et pour rendre exécutoires les obligations qu'elle constate;
    - l'Organisme a remis au Responsable une copie conforme des documents constitutifs de l'Organisme et de tous les amendements qui y ont été apportés, le cas échéant;
    - l'Organisme a signé tout écrit qui peut raisonnablement être demandé par la Ville pour donner plein effet à la présente Convention;
    - l'Organisme dispose du financement nécessaire pour assurer la réalisation du Projet, et qu'il a transmis au Responsable les informations requises aux termes de l'article 4.2 de la présente Convention, le cas échéant;
    - l'Organisme ait remis au Responsable les factures et pièces justificatives relativement au paiement du capital, intérêts et frais du prêt garanti par l'Hypothèque FAQ et au paiement des frais d'honoraires du Notaire;
    - l'Organisme a remis au Responsable une copie des polices ou des certificats d'assurance, conformément à l'article 10 de la présente Convention;
    - l'Organisme ait remis au Responsable tout autre document ou renseignement demandé par le Responsable.
- que les sommes reçues soient utilisées pour (i) rembourser le capital, les intérêts et frais du prêt garanti par l'Hypothèque FAQ afin de permettre la radiation de l'Hypothèque FAQ (ii) le paiement de tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées ainsi que tout solde dû quant aux droits de mutation et (iii) le paiement des frais d'honoraires du Notaire, et que le résidu du premier versement prévu à l'article 5.2.1.1, le cas échéant, soit ensuite versé à l'Organisme sur réception d'une autorisation du Responsable, laquelle sera délivrée dans les quinze (15) jours suivant la réception par le Responsable des documents décrits à l'article 5.2.1.3, et ce, sous réserve de la satisfaction du Responsable.

C D.

5.2.1.3 Afin de permettre au Responsable d'autoriser le Notaire à débourser le résidu du premier versement à l'Organisme conformément aux termes de l'article 5.2.1.2, le cas échéant, l'Organisme s'engage à remettre au Responsable :

- Les factures et pièces justificatives relativement aux frais de pré-développement engagés depuis le 27 octobre 2020;
- Tout autre renseignement ou document demandé par le Responsable.

5.2.2 Versements subséquents :

5.2.2.1 La Ville versera à l'Organisme le solde de la Contribution financière, par chèque, sous la forme de décaissements progressifs, lesquels seront établis par le Responsable en fonction des particularités liées au Projet, des besoins communiqués par l'Organisme et des paramètres établis par le Responsable pour le versement de la Contribution financière conformément aux documents fournis par le Responsable et remplis par l'Organisme, étant entendu que le dernier décaissement représente un montant de 10 % des coûts des travaux et des contingences liées aux travaux inclus dans les Coûts de réalisation faisant l'objet de la Contribution financière, le tout incluant les taxes applicables, le cas échéant. Pour plus de certitude, les travaux comprennent ceux liés au pré-développement et à la pré-construction inclus dans les Coûts de réalisation.

5.2.2.2 Pour que la Ville puisse verser à l'Organisme les décaissements établis par le Responsable, l'ensemble des conditions suivantes devront être respectées par l'Organisme, en sus de ce qui est prévu à l'article 5.2.2.3 :

Conditions afférentes à tous les décaissements :

- L'Organisme doit soumettre au Responsable un budget mensuel de décaissements de la Contribution financière reflétant les besoins en financement du Projet. À cette fin, le Responsable communiquera à l'Organisme la forme et les paramètres devant être respectés pour la préparation du budget mensuel de décaissements. Sauf indication contraire de la part du Responsable, ce budget devra être mis à jour trimestriellement, et ce jusqu'à la Date d'achèvement du Projet;

- Le décaissement du solde de la Contribution financière se fera mensuellement sur la base des prévisions de trésorerie mises à jour trimestriellement par l'Organisme. L'Organisme devra également remettre au Responsable toutes pièces justificatives et les factures afférentes aux Coûts de réalisation, incluant notamment, mais sans y être limité, le certificat de paiement émis par l'architecte et la preuve de paiement pour toutes les dépenses engagées et payées par l'Organisme dans le cadre du Projet. L'ensemble de ces pièces justificatives et les factures devront être remises trimestriellement au Responsable. Il est bien entendu qu'un calendrier de remise trimestrielle des factures et justificatifs sera établi dès le début des travaux par le Responsable. Lors de la vérification des coûts trimestriels, si le Responsable constate que les décaissements du trimestre sur la base des prévisions de trésorerie dépassent les coûts réels justifiés par les factures, la différence sera déduite du prochain

C D.

décaissement et, si à l'inverse, les coûts réels du trimestre justifiés par les factures dépassent les décaissements du trimestre sur la base des prévisions de trésorerie, la différence sera ajoutée au prochain décaissement, sous réserve de tout autre ajustement à être effectué par le Responsable;

- L'Organisme doit aviser dans les plus brefs délais le Responsable de tout potentiel dépassement ou réduction des coûts requis pour la réalisation du Projet, et ce, quel qu'en soit le motif et fournir au Responsable tous les renseignements permettant d'expliquer ces changements. Advenant, une augmentation des coûts requis pour la réalisation du Projet, l'Organisme pourra se servir des contingences prévues pour le Projet dans les limites de la Contribution financière, pour autant que celles-ci servent uniquement à payer les Coûts de réalisation. Advenant l'insuffisance du budget des contingences ou l'impossibilité pour l'Organisme de s'en prévaloir considérant que les coûts additionnels requis pour la réalisation du Projet ne constituent pas des Coûts de réalisation, l'Organisme assumera par ses propres moyens financiers tout dépassement des coûts;

- En tout temps, l'Organisme devra démontrer qu'il dispose des fonds nécessaires pour réaliser le Projet;

- Remettre au Responsable, une preuve à l'effet que l'Organisme s'est conformé à l'article 4.6.4 de la présente Convention.

Conditions additionnelles afférentes au premier décaissement concernant les travaux :

- Confirmer la disponibilité de l'ensemble des sources de financement prévues pour la réalisation du Projet (subvention, équité, prêt, produit de vente d'actifs, etc.) et fournir au Responsable tout document justificatif à cet égard;

- L'Organisme devra avoir conclu un contrat de type prix fixe avec un entrepreneur couvrant l'ensemble des travaux du Projet et l'avoir transmis préalablement au Responsable. L'Organisme ne peut réaliser le Projet selon le modèle de contrat de gérance de construction à moins qu'il soit lui-même un entrepreneur général expérimenté et, le cas échéant, l'approbation préalable écrite du Responsable est requise. Dans tous les cas, le contrat de gérance de construction ne pourra en aucun cas être accepté par le Responsable s'il ne garantit pas la réalisation du Projet pour un prix maximum garanti.

- Sauf s'il est assujetti à la *Loi sur les cités et villes* en vertu de l'article 573.3.5 de cette loi, l'Organisme devra inviter minimalement trois (3) entrepreneurs à soumettre des prix pour la réalisation des travaux dans le cadre du Projet. L'Organisme devra avoir démontré au Responsable qu'il a respecté cette exigence en lui transmettant tout document pertinent et tout document pouvant être demandé par le Responsable à ce titre.

C D.

- Fournir une copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité professionnelle de l'architecte qui effectuera la surveillance des travaux et de tous les professionnels impliqués dans la réalisation du Projet ainsi qu'une copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance chantier tous risques et une copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'entrepreneur qui réalisera les travaux, conformément à la présente Convention.

Conditions additionnelles afférentes au dernier décaissement :

- L'Organisme doit soumettre au Responsable un certificat de l'architecte indiquant la fin des travaux ou un certificat de l'architecte indiquant que l'étape de l'achèvement substantiel des travaux permettant la réalisation du Projet a été atteinte et, le cas échéant, la liste des déficiences à corriger;

- L'Organisme doit démontrer au Responsable en produisant toute pièce justificative requise à cet égard, que les créances des ouvriers, de même que celles des autres personnes qui peuvent faire valoir une hypothèque légale sur l'Immeuble en raison de travaux exécutés sur celui-ci, ont toutes été acquittées. À défaut par l'Organisme de fournir cette preuve, la Ville retiendra le dernier décaissement tant que le délai prévu à l'article 2727 du *Code civil du Québec* pour publier un avis d'hypothèque ne sera pas écoulé. Si au cours de ce délai, un avis d'hypothèque est publié contre l'Immeuble, le dernier décaissement sera conservé par la Ville tant qu'il n'y aura pas eu règlement pour le paiement de cette créance. Le cas échéant, le dernier décaissement pourra être utilisé, à l'entière discrétion du Responsable, pour désintéresser ce créancier et dans la mesure où il subsiste un reliquat du dernier décaissement, il sera remis à l'Organisme.

  Les droits prévus à la présente clause sont au bénéfice exclusif de la Ville, qui pourra, à son entière discrétion, les exercer ou non. En aucun cas la présente clause ne peut être interprétée comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque à un créancier.

5.2.2.3 Afin de permettre au Responsable d'autoriser les versements par la Ville aux termes de l'article 5.2.2, l'Organisme s'engage à remettre au Responsable :

- une copie de l'index aux immeubles du registre foncier du Québec, démontrant que l'Organisme n'a pas aliéné, cédé, transféré, transporté, grevé ou disposé de l'Immeuble ou de ses droits dans celui-ci en contravention de la présente Convention et que l'Immeuble n'est pas grevé d'une hypothèque légale;

- tout autre document et tout autre renseignement demandé par le Responsable, incluant notamment toutes les pièces justificatives quant aux Coûts de réalisation engagés et/ou payés par l'Organisme dans le cadre du Projet ainsi que tout renseignement afférent aux réserves constituées par l'Organisme aux termes de la présente Convention, étant

C D.

entendu que la forme et les paramètres fixés par le Responsable à l'égard des documents et renseignements requis pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de ce dernier.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme soit propriétaire de l'Immeuble et qu'il ait respecté les autres termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution financière

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention;

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale, notamment si les Coûts de réalisation du Projet s'avèrent inférieurs à ceux initialement prévus par l'Organisme;

5.3.3 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution financière d'une somme équivalente au Montant ICRL-2 additionnel dès le moment où, le cas échéant, il juge raisonnablement que l'Avenant Entente ICRL-2 ne sera pas signé. Dans l'éventualité où l'Avenant Entente ICRL-2 est signé mais que le Montant ICRL-2 additionnel qui y est prévu est inférieur à sept cent quarante-trois mille cent soixante-sept dollars (743 167 $), le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution financière en conséquence.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution financière d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit dans la réalisation de ses activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

C D.

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 L'Organisme est en défaut :

7.1.1 s'il n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 sans limiter la généralité de l'article 7.1.1, s'il fait défaut de respecter les articles 4.18 et 4.19 de la présente Convention;

7.1.3 s'il fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.4 s'il n'a pas remédié à un défaut aux termes de l'Hypothèque définie à l'article 8 de la présente Convention;

7.1.5 s'il fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.6 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

C D.

7.1.7 s'il perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la Ville peut résilier la présente Convention sans délai, dès la survenance de l'événement, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.5, 7.1.6 et 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme versée par celle-ci, mais non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et qui ont été engagées dans le Projet. De plus, dès réception de l'avis du Responsable prévu à l'article 7.2 à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances de la Ville de résilier la présente Convention s'il n'est pas remédié au défaut dans le délai imparti, l'Organisme doit s'abstenir de conclure tout contrat ayant pour effet d'utiliser toute partie de la Contribution financière non encore engagée dans le Projet;

7.6 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
SÛRETÉS

8.1 Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues à la présente Convention, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :

- une garantie hypothécaire de premier (1er) rang d'un montant de treize millions sept cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinq dollars (13 796 905 $), assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et

C D.

grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de tout contrat d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autre, ci-après, l'« **Hypothèque** »);

8.2 L'acte de l'Hypothèque devra être approuvé par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa publication et être instrumenté par le notaire de l'Organisme aux frais de ce dernier;

8.3 La Ville s'engage à céder la priorité de rang pour l'Hypothèque Prêteur. Cette cession de rang hypothécaire sera accordée uniquement si l'Hypothèque Prêteur satisfait aux exigences de l'article 4.2.3 de la présente Convention. La demande de cession de rang doit être soumise par écrit à la Ville, à l'attention du Responsable. Pour être recevable, la demande de l'Organisme doit être accompagnée d'une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'Immeuble et l'Organisme ne doit être en défaut d'aucune de ses obligations en vertu de la présente Convention;

8.4 Dans l'éventualité où l'Organisme doit avoir recours à d'autres sources de financement afin d'assumer tout dépassement des Coûts de réalisation requis pour la réalisation du Projet, la Ville pourra céder son rang en faveur d'un prêteur ou d'une institution financière dûment autorisé(e) à faire affaires au Québec, sous réserve de toutes conditions qu'elle jugera nécessaires et appropriées. Pour être recevable, la demande de l'Organisme doit être accompagnée d'une copie de l'offre de financement hypothécaire pour l'Immeuble et l'Organisme ne doit être en défaut d'aucune de ses obligations en vertu de la présente Convention;

8.5 Pour les fins de l'article 8.4, si la Ville cède son rang hypothécaire, l'Organisme s'engage à utiliser ce financement dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement pour les Coûts de réalisation afférents à celui-ci (ci-après, le « **Financement** »). L'Organisme devra également s'assurer que le montant du Financement et de l'hypothèque consentie en garantie du Financement n'excède pas le montant requis pour pallier tout dépassement des Coûts de réalisation du Projet;

8.6 Tout acte de cession de rang devra être approuvé par le service des affaires juridiques de la Ville avant sa publication et être instrumenté par le notaire de l'Organisme aux frais de ce dernier.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et, sous réserve de l'article 7, demeure en vigueur pour une période de vingt (20) ans à compter du jour qui suit la Date d'achèvement du Projet ou de la date prévue à l'article 4.8.2, selon la date la plus tardive.

C D.

Il est toutefois entendu que la fin de la présente Convention, que celle-ci soit due à l'arrivée de son terme ou à sa résiliation, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour l'Immeuble (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de sa pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance pour sa responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle;

10.2 De plus, ces contrats d'assurance doivent contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de ces contrats d'assurance par l'Organisme ou l'assureur;

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, avant le premier versement de la Contribution financière prévu à l'article 5.2.1, une copie des polices ou des certificats d'assurance. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement des contrats d'assurance, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

11.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales, incluant, sans limitation, à les communiquer à la SHQ et à la SCHL.

C D.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

L'Organisme représente et garantit à la Ville que :

12.1 il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.2 sous réserve des délais prévus dans la présente Convention pour respecter certaines obligations, il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de donner son consentement conformément aux articles 4.4.4, 4.12.9 et 4.21.2 et de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.3 il est une entité validement constituée, immatriculée et organisée, en règle avec les lois qui la régissent, et il détient les pouvoirs, permis et licences nécessaires à l'exploitation de ses activités et à la possession, gestion et administration de ses biens;

12.4 il détient tous les permis, licences, marques de commerce, noms d'emprunt et brevets et autres droits et autorisations requis pour l'exploitation de ses activités;

12.5 il n'est impliqué dans aucune action en justice ou procédure judiciaire susceptible d'affecter de façon significative sa situation financière ou sa capacité d'exploiter ses activités;

12.6 il n'est pas en défaut en vertu des contrats auxquels il est partie ou de la législation et de la réglementation applicables à l'exploitation de ses activités ou à ses biens, incluant, sans limitation, toutes exigences environnementales;

12.7 toute taxe, cotisation, prélèvement, impôt, autre redevance ou créance dont le paiement est garanti par priorité ou hypothèque légale a été payé, sans subrogation ni consolidation;

12.8 il reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

12.9 il reconnaît qu'en raison de l'affectation sociale et communautaire de l'Immeuble et du fait qu'il s'agit d'un immeuble d'habitation financé par des fonds publics, l'Organisme est assujetti à des exigences particulières conformément à la *Loi sur les compagnies, Partie III*. Sans limiter la portée des obligations qui s'imposent à l'Organisme aux termes de la présente Convention, celui-ci s'engage également à respecter toute exigence en matière d'entretien, d'inspection et de préservation, afin d'assurer l'intégrité de l'Immeuble ainsi que le maintien de son affectation et à obtenir toutes les autorisations requises en vertu de cette loi, notamment en matière d'aliénation.

C D.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

C D.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 311, rue McLeod, Châteauguay, Québec, J6J 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de Elie Gravel. Pour le cas où il changerait d'adresse sans annoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

C D.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal

Le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le .....e jour de 2024

SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)

Par : _____
Elie Gravel
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2024 (Résolution CG …….).

C D.

ANNEXE 1

PROJET

Lot : 3 794 675

Adresse : 1030, rue Beaubien Est, et 6469, rue Boyer

L'Organisme a procédé à l'acquisition, au printemps 2022, d'un immeuble non-résidentiel afin de le convertir en logements aux loyers abordables.

Le bâtiment comprend 4 étages et un sous-sol. Suivant les travaux de rénovation et d'aménagement prévus au projet, l'immeuble offrira 19 unités. En plus des unités d'habitation, le bâtiment comprendra des espaces communs permettant de créer un milieu de vie en plus d'offrir des services adéquats à la clientèle visée par le projet.

Le projet permettra de loger des femmes immigrantes seules ou avec leurs enfants.

Les 19 unités seront réparties comme suit :

- 6 logements de type studio
- 6 logements avec 1 chambre
- 4 logements avec 2 chambres
- 3 logements avec 3 chambres

Le projet offrira des services d'intervention individuelle et de groupe, de référencement et d'accompagnement, d'accès aux ressources communautaires, de soutien dans différentes démarches (employabilité, juridiques, immigration, scolarisation), d'activités pour briser l'isolement et de soutien à la parentalité.

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Programme Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)

L'Organisme subventionné doit respecter les obligations en matière de communication qui lient la Ville de Montréal (la Ville), la Société d'habitation du Québec (la SHQ) et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la SCHL).

IMPORTANT : aucune communication ne peut être effectuée par l'Organisme sans l'accord du gouvernement du Québec. La SHQ est le mandataire du gouvernement du Québec à cet effet. Elle est également responsable d'assurer les liens avec la SCHL.

1. Engagements de l'organisme

1.1 Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance le responsable du Projet de la Ville de toute intention d'effectuer une communication, quel qu'en soit le support: activité (événement de levée de fonds, conférence de presse, etc.), communiqué de presse, site web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information;

1.2 Faire approuver toutes communications telles que définies en 1.1, selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus dans la présente Annexe;

1.3 Offrir aux gouvernements et à la Ville la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médiatiques, telles que définies au point 2.2;

1.4 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. Communications

2.1 Reconnaissance des contributions

2.1.1 Apposer les logos des deux gouvernements et de la Ville sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de la présente Annexe.

Dans le cas où l'insertion des logos n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter l'une des trois mentions écrites présentées en 2.1.2.

2.1.2 Mentionner les contributions des gouvernements et de la Ville dans l'une des mentions suivantes :

- **Mention complète** : Ce projet est réalisé grâce à la contribution financière du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec (SHQ) et au soutien de la Ville de Montréal.
- **Autre mention possible** : Ce projet est réalisé grâce au soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.
- **Mention minimale** : Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

2.2 Relations publiques et médiatiques

2.2.1 **Message écrit officiel** : proposer aux gouvernements et à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un-e représentant-e politique dans toutes communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins **vingt (20) jours ouvrables** avant la date limite de livraison du matériel pour impression;

2.2.2 **Annonce ou événement public** : lors d'une annonce importante ou d'un événement public organisé dans le cadre du Projet :

- Inviter un-e représentant-e politique de chaque palier gouvernemental et un-e représentant-e politique de la Ville à participer, au moins **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance;
- Une fois la participation d'un-e représentant-e politique confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et en faire la coordination;
- Proposer un scénario de déroulement pour approbation par toutes les parties;
- Assurer l'accréditation média des employé.e.s délégué.e.s par les gouvernements et la Ville ainsi que leurs collaborateurs (ex : relationnistes, photographes, vidéastes);
- Veiller à ce que les personnes pouvant apparaître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

2.3 Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du Projet de la Ville un bilan des activités de communication effectuées (ex. : revue de presse, copie imprimée ou numérique des outils de communication) ainsi que tout indicateur permettant d'évaluer les retombées du Projet.

3. Modalités

3.1 Normes graphiques

3.1.1 Respecter les règles d'utilisation des logos des gouvernements et de la Ville, telles que présentées dans les guides de normes de chaque instance.

Les trois logos doivent accorder une visibilité égale à la Ville, au gouvernement du Québec et au gouvernement du Canada. Ils doivent apparaître sur une même rangée horizontale, dans l'ordre suivant :

Québec (à gauche) + Ville (au milieu) + Canada (à droite)

Voici où trouver les guides de normes et les démarches pour obtenir les logos de chaque instance :

Gouvernement du Canada :
Programme de coordination de l'image de marque du Canada
Gouvernement du Québec :
Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec
Ville de Montréal :
Complément au Protocole de visibilité de la Ville de Montréal

3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou les logos des gouvernements ou de la Ville, ou une mention qui associerait l'Organisme à ces derniers, en dehors du contexte de la présente Annexe.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au **responsable du Projet** de la Ville, **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance :

- Toutes intentions d'effectuer une communication publique, telle que définie à la clause 1.1 de la présente Annexe.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la **Division des relations de presse** de la Ville (relationsmedias@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance :

- Les communiqués de presse et les avis médias.

3.2.3 Soumettre pour approbation à la **Division création et production** de la Ville (visibilite@montreal.ca), **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion :

- Toute communication imprimée ou numérique où apparaissent les logos ou les mentions requises.

3.3 Contacts

- **Gouvernements du Québec et du Canada**

  C'est la SHQ qui est responsable d'assurer les liens avec le gouvernement du Canada pour le respect du présent protocole de visibilité. Pour offrir à des représentant-e-s politiques des gouvernements la possibilité d'inclure un message officiel ou de participer à une annonce ou à un événement public, et pour prendre les dispositions protocolaires requises, veuillez contacter Sylvain Fournier à : sylvain.fournier@shq.gouv.qc.ca

- **Ville de Montréal**

  Responsable du Projet

  Pour proposer toutes communications publiques telles que définies en 1.1 de la présente Annexe, veuillez vous adresser au Responsable du Projet ou à la personne qu'elle aura désignée pour la représenter.

  Division des relations de presse

  Pour faire approuver les communiqués de presse et les avis médias ou pour tout élément lié à des activités médiatiques (ex. : demande d'entrevue), veuillez écrire à : relationsmedias@montreal.ca

  Division Création et production

  Pour offrir aux gouvernements et à la Ville l'un des éléments de visibilité mentionnés dans la présente Annexe, pour faire approuver le positionnement des logos ou pour toute question portant sur ces sujets, veuillez écrire à : visibilite@montreal.ca

Cabinet de la mairie de Montréal *

Pour offrir à un-e représentant-e politique de la Ville la possibilité d'inclure un message officiel ou de participer à une annonce ou un événement public, et pour prendre les dispositions protocolaires requises, veuillez compléter le formulaire approprié sur le site web du cabinet : https://mairesse.montreal.ca/

**** Assurez-vous de préciser que le Projet est subventionné dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) et qu'il doit respecter le Protocole de visibilité prévu.***

ANNEXE 3

DESCRIPTION DES BESOINS GRAVES EN MATIÈRE DE LOGEMENT

Sont considérées à « besoins graves de logement » a) des personnes en situation ou à risque d'itinérance, et b) des personnes vulnérables :

a. les personnes dont la situation correspond à la définition de l'itinérance retenue par la Politique québécoise en matière d'itinérance (2014)[1] et qui de ce fait reçoivent des services de, ou sont référées par, des organismes reconnus par la Ville et le Centre intégré universitaire de services sociaux et de santé du Centre-Sud de l'île de Montréal (CCSMTL) dans le cadre des plans d'action régionaux en itinérance[2];

b. les personnes et ménages, vivant sous le seuil de faible revenu[3], qui par leur condition physique ou mentale présentent des besoins particuliers de soutien et n'ont pas accès sur le marché à des logements répondant à ces besoins.

[1] https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-846-03F.pdf ; pages 29-30.

[2] Ces organismes comprennent notamment des centres de jour ou de soir, des ressources d'hébergement d'urgence ou de deuxième étape, des ressources jeunesse, des ressources de réinsertion, des organismes de travail de rue, etc.

[3] Sous le seuil de faible revenu : selon la définition et le barème retenus par la Société d'habitation du Québec.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249499002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) (l'Organisme) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'hypothèque immobilière ci-joint de premier rang en faveur de la Ville, préparé par Me Rachel Couture, notaire. Aucune vérification quant à la capacité de l'autre partie n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant. Nous approuvons également le projet de contrat de services professionnels ci-joint entre Me Couture et SOLIDES, comprenant des stipulations en faveur de la Ville. (N.D: 24-001754)

FICHIERS JOINTS

2024-11-01 Contrat de services professionnels (final).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE

Maître Rachel Couture, notaire, ayant son domicile professionnel au 3750 Boulevard Crémazie Est, Bureau 425, province de Québec, H2A 1B6.

Ci-après nommé le « **Notaire** »

ET

SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES), personne morale dûment constituée sous l'autorité de la Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c.C-38) dont l'adresse principale est le 311, rue McLeod, Châteauguay, Québec, J6J 2H8, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024).

Ci-après nommée l'« **Organisme** »

1. PRÉAMBULE :

1.1 **ATTENDU** que l'Organisme a acquis l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 3 794 675 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après l'« l'**Immeuble** ») aux termes d'un acte de vente reçu par le Notaire, le 30 mars 2022, et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 125 679.

1.2 **ATTENDU** que la Ville de Montréal (ci-après la « **Ville** ») a octroyé à l'Organisme, afin de soutenir son projet de construction, une contribution financière d'un montant de TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE NEUF CENT CINQ DOLLARS (13 796 905 $), aux termes d'une convention de contribution financière signée le _____ 2024 (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, ci-après la « **Convention** »).

1.3 **ATTENDU** qu'aux termes de la Convention, l'Organisme s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière de premier (1er) rang grevant l'Immeuble d'un montant de TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE NEUF CENT CINQ DOLLARS (13 796 905 $), afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville et l'accomplissement des obligations de l'Organisme découlant de la Convention.

1.4 **ATTENDU** que l'Immeuble est affecté de la charge suivante :

1.4.1 Hypothèque consentie en faveur du FONDS D'ACQUISITION QUÉBÉCOIS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE reçue devant Me Rachel Couture notaire, le 18 mars 2022 et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 095 616 (ci-après l'« **Hypothèque FAQ** »).

1.5 **ATTENDU** qu'un chèque au montant de SIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (6 500 000,00$) doit être déposé dans le compte en fidéicommis du Notaire (ci-après le « **Versement** »), laquelle somme devra être affectée d'abord au (i) remboursement de l'Hypothèque FAQ, (ii) au paiement de tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées ainsi que tout solde dû quant aux droits de mutation, (iii) au paiement des honoraires du Notaire et dont le résidu devra être versé à l'Organisme, sur réception d'une autorisation de la Ville, conformément à ce qui est prévue à l'article 5.2.1.3 de la Convention.

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, L'ORGANISME ET LE NOTAIRE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. OBJET DU CONTRAT

L'Organisme retient les services professionnels du Notaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises relativement aux garanties hypothécaires en faveur de la Ville, notamment :

2.1 Faire une demande d'état de compte au FONDS D'ACQUISITION QUÉBÉCOIS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE faisant état du total requis pour rembourser l'Hypothèque FAQ en capital, intérêts et frais, incluant le montant quotidien des intérêts.

2.2 Procéder à la signature d'un acte d'hypothèque immobilière de premier (1er) rang en faveur de la Ville, lequel doit avoir été préalablement approuvé par la Ville, et à sa publication au Registre foncier du Québec.

2.3 Payer au FONDS D'ACQUISITION QUÉBÉCOIS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE à même le Versement, toute somme requise pour rembourser l'Hypothèque FAQ en capital, intérêt et frais, au plus tard le 31 décembre 2024, ou toute autre date convenue avec l'accord du Responsable, conformément à ce qui est prévu à l'article 4.23.1 de la Convention.

2.4 Préparer, recevoir et publier un acte de quittance totale et finale radiant l'Hypothèque FAQ au registre des radiations du bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal, au plus tard dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant le remboursement, et émettre les copies dont une pour la Ville

2.5 Émettre les chèques et autres effets requis conformément aux instructions contenues aux présentes.

2.6 Disposer du Versement de la façon suivante :

2.6.1 Acquitter les dettes hypothécaires grevant l'Immeuble;

2.6.2 Payer à la Ville et au comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, tout solde dû en capital, intérêts et frais des taxes municipales et scolaires impayées ainsi que tout solde dû quant aux droits de mutation.

2.6.3 Payer les frais et honoraires du Notaire;

2.6.4 Verser le résidu à l'Organisme sur réception d'une autorisation de la Ville, conformément à ce qui est prévu à l'article 5.2.1.3 de la Convention.

Le Notaire déclare et certifie ce qui suit :

1. Il est un notaire et membre de la Chambre des notaires du Québec.

2. L'examen des titres de l'Immeuble n'a révélé aucun vice de titre ou autre risque couvert par une police d'assurance titre. Le cas échéant, il doit s'assurer d'obtenir une police d'assurance titre et que celle-ci est satisfaisante pour l'Organisme.

3. L'Organisme détient un bon et valable titre de propriété sur l'Immeuble, libre de toute charge, sauf celles autorisées par la Ville.

4. Le certificat de localisation a été préparé par un arpenteur-géomètre agréé et révèle l'état actuel de l'Immeuble. Ce certificat ne révèle aucune irrégularité qui soit de nature à affecter les garanties de la Ville. En présence d'une telle irrégularité, il doit alors aviser la Ville et proposer les solutions appropriées.

5. Les taxes et autres charges foncières échues de l'Immeuble sont entièrement payées ou le seront au moment du déboursement des fonds.

6. Le certificat de localisation ne révèle aucune irrégularité quant aux lois et règlements en vigueur.

7. L'Immeuble est couvert par une assurance contre l'incendie et les risques évoqués dans l'acte d'hypothèque, pour sa pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile d'une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00$). La police d'assurance contient la clause relative aux garanties hypothécaires et l'indemnité est payable aux créanciers hypothécaires, dont la Ville, à titre de créancier hypothécaire, en cas de sinistre.

8. La Ville détient une bonne et valable hypothèque de premier (1er) rang sur l'Immeuble.

9. Il a procédé ou procédera à toutes les vérifications nécessaires ou pertinentes, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville, notamment l'absence d'inscription pouvant affecter les droits et la garantie de la Ville.

10. Il a obtenu ou obtiendra du Responsable, tel que ce terme est défini à la Convention, toutes les confirmations requises prévues à l'article 5.2.1.2 de la Convention, avant de libérer les sommes qui lui ont été confiées par la Ville.

11. Il s'engage à aviser la Ville de tout fait important qui pourrait avoir une incidence défavorable sur sa décision de débourser les fonds.

Suite à la publication de l'acte d'hypothèque, sans entrées adverses, je suis d'opinion que :

1. L'Organisme est propriétaire absolu de l'Immeuble, par bon et valable titres.

2. L'hypothèque de premier rang consentie en faveur de la Ville est valide et exécutoire contre l'Immeuble.

3. Aucune inscription de nature à affecter les droits de la Ville n'a été faite contre l'Immeuble.

3. SIGNATURE

Le présent contrat de services professionnels peut être signé par les différentes parties en exemplaires séparés, dont chacun, lorsqu'exécuté, est réputé être un original mais qui, ensemble, sont réputés constituer une seule et même entente; laquelle entente prend effet lorsqu'un ou plusieurs exemplaires ont été signés par chacune des parties. Les parties aux présentes consentent à l'utilisation de la signature par voie électronique et conviennent que le présent contrat peut être signé soit par signature manuscrite ou par signature électronique et qu'il peut être livré par voie électronique (en format PDF) ou autrement. Les parties acceptant une telle signature électronique comme étant une signature originale des parties.

Signé électroniquement à Montréal, ce

_____
M^e^ Rachel Couture, notaire

Signé à Montréal, ce

SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)

_____
Par :

Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur et signe à Montréal ce _____ 2024.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

Hypothèque immobilière

DEVANT M^e^ Rachel Couture, notaire province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro CG24 ___, adoptée par le conseil d'agglomération du _____() _____deux mille vingt-quatre (2024), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Un avis d'adresse pour le Créancier a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal**, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée le « **Créancier** »

ET :

SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES), personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le dix-neuf (19) avril deux mille (2000), immatriculée sous le numéro 1149286446 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 311 rue McLeod, Châteauguay, Province de Québec, J6J 2H8, agissant et représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le

et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **Débiteur** »

Le Créancier et le Débiteur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».
LESQUELS en vue de l'hypothèque faisant l'objet des présentes, conviennent et déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'une convention de contribution financière est intervenue entre le Créancier et le Débiteur, le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024) (telle que celle-ci peut être amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, ci-après la « **Convention** ») aux termes de laquelle le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière au montant de **TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE NEUF CENT CINQ DOLLARS (13 796 905 $)**, une copie de la Convention demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné.

ATTENDU QU'aux termes de la Convention, le Débiteur s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière grevant l'immeuble ci-après désigné afin de garantir le remboursement de toute somme payable au Créancier et l'accomplissement des obligations du Débiteur découlant de la Convention.

1. PRÉLIMINAIRES

Dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par les présentes, les conditions et définitions contenues dans la Convention font partie intégrante du présent acte.

Les obligations du Débiteur et l'hypothèque qu'il constitue en vertu des présentes ne seront ni amoindries ni modifiées de quelque façon que ce soit par toute convention qui pourrait intervenir entre le Créancier et le Débiteur, notamment si la Convention est modifiée ou que le Créancier accepte des délais, ou si le Créancier s'abstient d'exercer ses droits et recours, quels qu'ils soient. De plus, l'hypothèque et les autres droits créés aux présentes subsisteront, et ce, tant et aussi longtemps que toute somme payable au Créancier en vertu de la Convention, le cas échéant, n'aura pas été remboursée dans son intégralité et que les obligations constituées aux termes de la Convention et des présentes n'auront pas été accomplies.

Le fait pour les Parties de remplacer la Convention n'opérera pas novation, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur et des droits du Créancier découlant de la Convention et des obligations souscrites aux termes des présentes et notamment afin de garantir (i) la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à la Convention, (ii) maintien d'une offre locative abordable (iii) toutes autres obligations consenties aux termes de la Convention (ci-après collectivement appelées les « **Obligations** »).

Si, de l’avis du Créancier, agissant raisonnablement, le Débiteur ne remplit pas les Obligations ci-dessus garanties par l’hypothèque, le Créancier pourra, en ses lieu et place et sous réserve de ses autres droits et recours, conclure les contrats et ententes, afin de corriger le défaut du Débiteur et remplir les obligations de ce dernier, et effectuer périodiquement des paiements aux entrepreneurs et autres personnes intéressées. Le Créancier pourra exiger le remboursement immédiat de ces sommes, avec intérêt sur celles-ci au taux ci-après stipulé, à compter de la date de leur décaissement.

Le Débiteur accomplira tous les actes et signera tous les documents nécessaires pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers.

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l’accomplissement des Obligations envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier pour la somme de **TREIZE MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE NEUF CENT CINQ DOLLARS (13 796 905 $),** l’immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUINZE (3 794 675)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro **1030, Beaubien Est**, et **6469, Boyer**, Montréal, province de Québec, H2S 1T4.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à l’Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à l’Immeuble.

L’hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes prendront effet à compter de la date des présentes afin de garantir l’accomplissement des Obligations.

4. ASSURANCES

Le Débiteur s'oblige à faire assurer contre l'incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts tous les bâtiments qui sont ou seront affectés par la présente hypothèque jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Créancier est désigné comme coassuré.

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Créancier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Débiteur ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Créancier.

Le Débiteur s'oblige par les présentes à faire insérer dans ces polices, à titre de mandataire du Créancier, la clause hypothécaire en faveur du Créancier, à dénoncer à l'assureur les droits hypothécaires de ce dernier, à remettre au Créancier ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à maintenir celles-ci en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations et à fournir au Créancier au moins quinze (15) jours avant leur échéance le certificat de leur renouvellement.

À défaut par le Débiteur de se conformer à ces diverses obligations, le Créancier, sous réserve de ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Débiteur toute nouvelle assurance et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal. Il pourra aussi, aux frais du Débiteur, notifier la présente hypothèque à toute compagnie d'assurances intéressée qui n'en aurait pas été avisée, copie ou extrait des présentes pouvant servir à cette notification au besoin.

Le Débiteur avisera sans délai le Créancier de tout sinistre et ne devra entreprendre aucun travail de réparation ou de réfection avant que ce dernier n'ait examiné les lieux et approuvé les travaux projetés au préalable et par écrit. En cas de perte de l'Immeuble, toute indemnité d'assurance devra être versée directement au Créancier, jusqu'à concurrence du montant de la contribution prévue aux termes de la Convention. Nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire, le Créancier pourra conserver l'indemnité ou la remettre, en totalité ou en partie, au Débiteur pour lui permettre de reconstruire ou réparer l'Immeuble, sans que, dans l'un ou l'autre cas, son hypothèque ou ses autres droits ne soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, si ce n'est par la signature d'une quittance notariée constatant la réduction du présent acte.

5. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, notamment les sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire, telles que, mais sans limitation, primes d'assurance, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble de même que tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers, en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

6. HYPOTHÈQUE DES LOYERS

Pour garantir davantage ses obligations, le Débiteur hypothèque par les présentes, jusqu'à concurrence de la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus ainsi que pour la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause intitulée « HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE » ci-dessus, tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sur demande, tous les baux affectant l'Immeuble ainsi que toute police d'assurance couvrant ces loyers.

Tant qu'il ne sera pas en défaut et que le Créancier n'aura pas avisé le Débiteur de son intention de les percevoir, le Créancier autorise le Débiteur à continuer à percevoir les loyers à leur échéance.

En cas de défaut, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, se prévaloir de cette hypothèque en la notifiant aux locataires, de même qu'en leur notifiant, ainsi qu'au Débiteur, qu'il percevra désormais les loyers exigibles. Il pourra renouveler les baux ou en consentir de nouveaux au nom du Débiteur aux conditions qu'il jugera convenables. Le montant des loyers perçus servira, à sa discrétion, à se payer une commission de cinq pour cent (5 %) des revenus bruts à titre de frais d'administration, à payer les taxes, le coût des réparations ainsi que toute autre dépense, le tout sans que ses droits ou ses hypothèques soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, ou, en tout ou en partie, au choix du Créancier, à payer les versements de

capital, les intérêts ainsi que les frais exigibles aux termes des présentes. Le Créancier pourra également exercer ces droits par l'entremise d'un mandataire et le Débiteur s'engage à collaborer avec le Créancier ou son mandataire pour faciliter la perception des loyers. D'avance, le Débiteur ratifie les actes d'administration du Créancier et accepte les états soumis par ce dernier comme équivalant à une reddition de comptes. Le Créancier ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage subi en raison de son administration.

7. CHARGES ET CONDITIONS

7.1. Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, d'évaluation et d'inspection de l'Immeuble, de vérification environnementale, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant. Le Créancier est autorisé à retenir, à même le produit de la contribution prévue aux termes de la Convention, les sommes suffisantes pour les acquitter. Le Débiteur paiera également, lorsque les Obligations auront été accomplies, avec ou sans subrogation, les frais et honoraires de quittance et mainlevée, le cas échéant, de la présente hypothèque.

7.2. Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

7.3. Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à moins que le Créancier y consente préalablement par écrit. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble.

7.4. Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, à même le produit de la Convention, toute inscription hypothécaire et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Au cas d'insuffisance de deniers, le Créancier est habilité à ne plus faire d'avance et à exiger, malgré le terme convenu, le remboursement des sommes déjà déboursées, sous réserve de ses autres droits et recours.

7.5. Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, le cas échéant, dans les trente (30) jours de l'échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

7.6. Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des primes d'assurance, taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Convention ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

7.7. Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur conservera en bon état, les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur l'Immeuble, ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés comme immeubles en vertu de la loi, de façon à ne pas diminuer la garantie du Créancier.

Si le Débiteur néglige de maintenir l'Immeuble en bon état, d'y faire les réparations nécessaires après en avoir reçu la demande du Créancier ou si l'Immeuble est laissé vacant ou à l'abandon, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, pénétrer dans les lieux pour y effectuer les travaux requis ou prendre toute autre mesure appropriée, aux frais du Débiteur.

Le Débiteur ne pourra faire aucune modification importante à l'Immeuble, ni en changer la destination, sans avoir obtenu le consentement préalable écrit du Créancier.

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s'engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l'Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7.8. Inspection de l’Immeuble

Le Débiteur consent à ce que le Créancier puisse inspecter ou faire inspecter l’Immeuble afin de s’assurer que les biens hypothéqués sont bien conservés et que l’Immeuble est conforme aux normes environnementales ainsi qu’à toute autre loi ou tout autre règlement pouvant l’affecter.

7.9. Remise de documents

Le Débiteur s’engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l’Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l’Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d’autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Il s'engage aussi à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l’accomplissement complet des Obligations.

7.10. Électricité et gaz

Le Débiteur s’engage à acquitter, au plus tard quarante-cinq (45) jours après leur expédition, tout compte d’électricité et de gaz naturel qui peut lui être transmis. Il autorise irrévocablement les fournisseurs d’électricité et de gaz naturel à fournir au Créancier tout renseignement qu’il pourra leur demander relativement au paiement de ces comptes.

8. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles à la Convention, à savoir :

a) l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque et charge quelconque, SAUF :

- Une hypothèque immobilière en faveur du FONDS D'ACQUISITION QUÉBÉCOIS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE reçu devant Me Rachel Couture, le 30 mars 2022, dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro **27 095 616, laquelle sera remboursée et radiée incessamment**.

b) aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours et le coût de celles qui auraient été

apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

c) toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

d) aucun accessoire permanent de l'Immeuble et, en particulier, aucun appareil de chauffage, de ventilation, de réfrigération, de nettoyage et d'éclairage, aucun ascenseur ou autre service de l'Immeuble n'a fait l'objet d'un contrat de vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou d'une hypothèque; tous ces accessoires sont la propriété du Débiteur et ont été entièrement payés et ceux d'entre eux qui n'ont pas été incorporés à l'Immeuble de façon à en faire partie intégrante ont été, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'Immeuble et sont eux-mêmes immeubles.

9. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

a) ne se conforme pas à l'une ou l'autre des Obligations;

b) fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

c) n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

d) n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

e) n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

f) fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

g) vend, cède, aliène tout ou partie de l'Immeuble, ou consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier;

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

a) d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque en capital, frais et accessoires;

b) d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

c) de percevoir les loyers provenant de la location de l'Immeuble;

d) d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

10. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à l'adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure du district de Montréal.

11. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui y sont stipulées.

12. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

13. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CRÉANCIER

Le Créancier a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Débiteur.

14. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, comprend le fonds de terre, les bâtisses y érigées ou qui pourront y être érigées, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

DONT ACTE à Montréal,

LE

SOUS le numéro

des minutes du (de la) notaire soussigné(e).

LESCTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence de la notaire soussignée, comme suit :

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

SOCIÉTÉ LOCATIVE D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SOLIDES)

_____
Par :

_____
M^e^ Rachel Couture

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249499002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) (l'Organisme) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030 rue Beaubien Est et 6469 rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie; Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme; Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière; Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds GDD 1249499002 final.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Mathieu PERRIER

Agente de gestion des ressources financière

Tél : (514) 872-0766

Pascal-Bernard Ducharme
Chef de section - conseil et soutien financiers
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Chef de division - conseil et soutien financiers - Division Brennan
Tél : 514 242-3789

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2024/11/21
16:00

(3)

Dossier # : 1240029006

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no 2, à l'Addenda no. 3 ainsi qu'à l'Addenda no. 4, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745, majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1.d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74$ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no.1, à l'Addenda no.2, à l'Addenda no.3, ainsi qu'a l'Addenda no.4, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023;

2. d'approuver le projet d'Addenda no.5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolution CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745, majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-14 10:12

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1240029006**
Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no 2, à l'Addenda no. 3 ainsi qu'à l'Addenda no. 4, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745, majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Une majoration du montant maximal permis au contrat pour l'audit financier 2023 est nécessaire pour des travaux supplémentaires en raison notamment de l'application de la nouvelle norme SP3280 Obligations liées à la mise hors service des immobilisations et SP3450 Instruments financiers qui ont nécessité des discussions, analyses et travaux liés à l'application du nouveau chapitre pour divers organismes, car plus de travaux et de temps ont été requis pour compléter l'audit de façon adéquate des états financiers de 2023 par la firme Deloitte. Les travaux supplémentaires comprennent des dossiers d'envergure tels que l'hippodrome, Champlain, REM et Turcot dont une évaluation par un expert pour le dossier de l'hippodrome.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0745 - **21 décembre 2023** - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 2 553 173,94 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no. 2 ainsi qu'à l'Addenda no. 3, à effectuer par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour les travaux d'audit de l'année financière 2023 / Approuver le projet d'addenda no 4 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491, CG23 0410, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 889 647 $ à 7 442 820,94 $, taxes incluses.
CG23 0410 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 268 901,22 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, ainsi qu'à l'Addenda no. 2, effectués par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de

leur audit des états financiers de l'exercice financier 2022 / Approuver le projet d'addenda no. 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (résolutions CG20 0694, CG21 0478 et CG22 0491) majorant ainsi le montant total du contrat de 4 633 794,78 $ à 4 902 696,00 $, taxes incluses

CG22 0491 - 22 septembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 98 209,35 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, ainsi qu'à l'Addenda no. 1, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2021. / Approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694 et CG21 0478, majorant ainsi le montant total du contrat de 4 535 585,20 $ à 4 633 794,55 $, taxes incluses.

CG21 0478 - 26 août 2021 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 96 615,45 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., (CG20 0694), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 438 969,75 $ à 4 535 585,20 $, taxes incluses

CG20 0694 - 17 décembre 2020 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal, pour les exercices 2020, 2021 et 2022, pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet / Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

DESCRIPTION

Afin de pouvoir exécuter ses travaux d'audit concernant les données financières consolidées de la Ville de Montréal et des organismes inclus dans le périmètre comptable de la Ville pour l'exercice financier 2023 et pouvoir ainsi produire son rapport d'auditeur indépendant, la firme Deloitte a dû effectuer certains travaux additionnels non prévus dans le plan initial d'audit, déposé au comité d'audit du 8 décembre 2023.

JUSTIFICATION

Une majoration du montant maximal permis au contrat pour l'audit financier 2023 est nécessaire pour des travaux supplémentaires en raison notamment de l'application de la nouvelle norme SP3280 Obligations liées à la mise hors service des immobilisations et SP3450 Instruments financiers qui ont nécessité des discussions, analyses et travaux liés à la l'application du nouveau chapitre pour divers organismes, car plus de travaux et de temps ont été requis pour compléter l'audit de façon adéquate des états financiers de 2023 par la firme Deloitte. Les travaux supplémentaires comprennent des dossiers d'envergure tels que l'hippodrome, Champlain, REM et Turcot dont une évaluation par un expert pour le dossier de l'hippodrome.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration du montant maximal permis au contrat pour l'audit financier 2023 est de 298 771,74 $ taxes incluses. Cette dépense sera assumée à même le budget de fonctionnement du Service des finances et de l'évaluation foncière. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise pour ce dossier tel que vu et approuvé par la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Patricia SANCHEZ)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kim-Phung HO QUAN
directeur(-trice)-comptabilite et informations financieres

Tél : 438 822-4011
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Kim-Phung HO QUAN
directeur(-trice)-comptabilite et informations financieres

Tél : 438 822-4011
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kim-Phung HO QUAN
directeur(-trice)-comptabilite et informations financieres
Tél :
Approuvé le : 2024-11-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-12

Deloitte.

Facture 8005154592

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	11 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00549
Associé de la mission :	Michel Rioux
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No Bon de Commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de la Société d'habitation et de développement de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

(Voir détails en annexe)

TPS et TVQ applicable(s)	30 840,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	1 542,00
TVQ à 9,975 %	3 076,29
Montant dû (CAD)	**35 458,29**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005154592

11 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005154592	35 458,29	Paiements pour facture 8005154592

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Éléments spécifiques

A	**SHDM** : Temps supplémentaire pour l'application de la nouvelle norme **SP3280** *Obligations liées a la mise hors service des immobilisations* ; discussions, analyses et travaux liés à la l'application du nouveau chapitre.

Associés / directeurs de service	491	6	2 946
Directeurs principaux	389	6	2 334
Directeurs / directeurs adjoints	264	30	7 920
Premier auditeur	196	90	17 640
			30 840

Deloitte.

Facture 8005154658

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	11 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00534
Associé de la mission :	Martin Granger
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No. Bon de commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

(voir détails en annexe)

TPS et TVQ applicable(s)	168 890,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	8 444,50
TVQ à 9,975 %	16 846,78
Montant dû (CAD)	**194 181,28**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005154658

11 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005154658	194 181,28	Paiements pour facture 8005154658

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Travaux non prévus à l'appel d'offre à facturer

A - **Salaires** : retard dans la réception de divers documents et pièces justificatives (gens en formation) principalement lors de l'intérimaire.

Premier auditeur	196	2	392
Auditeur adjoint 2	174	25	4 350
			4 742

B - **Écritures de journal** : liste obtenue non conforme aux demandes (TAE, userID, …), nous avons rencontré la même problématique au final les mauvais rapports nous ont encore été soumis malgré un rappel lors de l'extraction.

Premier auditeur	196	25	4 900
Auditeur adjoint 2	174	10	1 740
			6 640

C - **Écritures de journal** :Travail supplémentaire d'audit sur un volume exceptionnellement élevé de 130 écritures de journal en P13

Associé	491	5	2 455
Directeur	264	20	5 280
Premier auditeur	196	20	3 920
Auditeur adjoint 1	106	15	1 590
			13 245

D - **NCA 540** : tests de dénouement non effectués pour le PEPSC et CSST. Difficulté pour obtenir les informations et délais pour propriété destiné à la revente OMHS et Bureau des réclamations.

Associé	491	3	1 473
Directeur principal	389	10	3 890
Directeur	264	10	2 640
Premier auditeur	196	5	980
			8 983

E - Réception de documents non finaux/incomplets/avec erreurs doit refaire le travail ou redemander après avoir tout revu, explications incomplètes ou inadéquates (encaisse, obligations contractuelles, courus, contrôles au niveau de l'entité, SP3280, dette …)

Associé	491	10	4 910
Directeur principal	389	30	11 670
Directeur	264	30	7 920
Premier auditeur	196	20	3 920
			28 420

F - Anomalies/corrections/recherche d'écarts : obligations contractuelles, créditeurs - contentieux

Directeur principal	389	22	8 558
Directeur / directeur adjoint	264	25	6 600
Premier auditeur	196	15	2 940
			18 098

G - Travaux non conclus en début mai ; écritures de correction nécessitant le repointage de tous les livrables, nouvelle version des états financiers, inefficiences occasionnées, mise à jour du dossier, rencontres plusieurs fois par semaine avec BVG et BVG/SF...

Associé	491	15	7 365
Directeur principal	389	85	33 065
Directeur	264	80	21 120
			61 550

H - Travaux supplémentaires requis pour valider la juste valeur du terrain de l'hippodrome, incluant l'implication des experts en évaluation de Deloitte

Directeur principal	389	5	1 945
Directeur	264	15	3 960
			5 905

I -Travaux relatifs à la confirmation du jugement de la Loi 15 pour le traitement comptable approprié et travaux d'audit, incluant l'implication des actuaires de Deloitte

Associé	491	12	5 892
Directeur principal	389	10	3 890
Directeur	264	5	1 320
			11 102

J -Travaux supplémentaires de traduction par rapport au volume de changement prévu à l'offre de service

Directeur principal	389	9	3 501
Directeur	264	15	3 960
Premier auditeur	196	14	2 744
			10 205
	TOTAL Ville		**168 890**

Deloitte.

Facture 8005158513

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	12 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00541
Associé de la mission :	Roxane Cote
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No bon de commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de Conseil des arts de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Voir détails en annexe.

TPS et TVQ applicable(s)	6 578,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	328,90
TVQ à 9,975 %	656,16
Montant dû (CAD)	**7 563,06**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005158513

12 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005158513	7 563,06	Paiements pour facture 8005158513

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Éléments spécifiques

D	**Conseil des arts** : - Difficultés lors de la conciliation des écritures de journal et travaux supplémentaire liés au nombre d'écritures manuelles en fin d'année ainsi que la conciliation des subventions à payer.

Associés / directeurs de service	491	2	982
Directeurs / directeurs adjoints	264	16	4 224
Premier auditeur	196	7	1 372
			6 578

Deloitte.

Facture 8005158515

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	12 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00541
Associé de la mission :	Roxane Cote
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No bon de commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de la Société du Parc Jean-Drapeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Voir détails en annexe.

TPS et TVQ applicable(s)	24 544,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	1 227,20
TVQ à 9,975 %	2 448,26
Montant dû (CAD)	**28 219,46**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005158515

12 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005158515	28 219,46	Paiements pour facture 8005158515

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Éléments spécifiques

B

SPJD : - Retards importants dans la réception des documents prévus au calendrier autant lors de l'intérimaire que lors du final causant inefficiences, de multiples suivis et report de nos travaux.
- Documentation incomplète/inadéquate dans plusieurs sections (fichiers ne pointent pas avec sélections, explications manquantes ou incomplètes, erreurs de formules/calculs), suivis à faire.
- Discussion en lien avec transfert de fonds dans le surplus affectés et le bail du Casino.

Associés / directeurs de service	491
Directeurs / directeurs adjoints	264
Premier auditeur	196

4	1 964
15	3 960
95	18 620
	24 544

Deloitte.

Facture 8005158516

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	12 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00541
Associé de la mission :	Roxane Cote
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No bon de commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de Bixi pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Voir détails en annexe.

TPS et TVQ applicable(s)	5 030,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	251,50
TVQ à 9,975 %	501,74
Montant dû (CAD)	**5 783,24**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005158516

12 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005158516	5 783,24	Paiements pour facture 8005158516

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Éléments spécifiques

E

Bixi : - Discussion et travaux quand au remboursement par Bixi de la SSUC et SUCL et à leur renonciation à réclamer le déficit 2023 aux villes.

Associés / directeurs de service	491	4,5	2 210
Directeurs principaux	389	2,5	973
Directeurs / directeurs adjoints	264	7	1 848
			5 030

Deloitte.

Facture 8005167087

DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal QC H3B 0M7

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-393-7140
www.deloitte.ca

ATTN: Madame Kim-Phung Ho Quan, CPA
Ville de Montréal - Service des finances
C.P. 4500, SUCC B
Montréal QC H3B 4B5
Canada

Date :	16 septembre 2024
Numéro de client :	1133004
Numéro d'OTP :	VIL00554
Associé de la mission :	Brigitte Vachon
Numéro de TPS / TVH :	133245290RT0001
Numéro de TVQ :	1012314163TQ0001

Pour les services professionnels rendus

Honoraires

No bon de commande : 1638277

Facturation supplémentaire relativement à l'audit des états financiers de la Société de Transport de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Voir détails en annexe.

TPS et TVQ applicable(s)	23 976,00

Taxes de vente

TPS à 5,00 %	1 198,80
TVQ à 9,975 %	2 391,61
Montant dû (CAD)	**27 566,41**

Les comptes sont dus et exigibles à leur réception. Les intérêts seront calculés au taux quotidien simple de 0,0493 % (soit 18 % par année). Les intérêts seront imputés et payables à ce taux sur toute partie d'un compte qui demeure impayée à partir de trente (30) jours après la date de facturation, jusqu'à la date de paiement complet du compte.

Deloitte.

Numéro de facture 8005167087

16 septembre 2024

Employez les méthodes de paiement suivantes et assurez-vous que votre paiement contient les détails fournis dans l'exemple.

Nom du client	Numéro de client	Numéro de facture	Montant (CAD)	Commentaires
Ville de Montréal - Service des finances	1133004	8005167087	27 566,41	Paiements pour facture 8005167087

Personne-ressource :

** Si votre paiement ne contient pas les détails comme il est suggéré dans le tableau, veuillez nous envoyer un courriel à receivablesdebiteurs@deloitte.ca.

Modes de paiement :

1. Transfert électronique de fonds (confirmation par courriel obligatoire) :

MODE SOUHAITÉ

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1590219

Pour paiement en dollars américains ($) :

Nº de transit de l'institution : 47696-002

Numéro de compte : 1363514

2. Virement bancaire :

La Banque de Nouvelle-Écosse : 44, rue King Ouest, Toronto ON M5H 1H1

Pour paiement en dollars canadiens ($) :

Numéro de compte : 476961590219

Code SWIFT : NOSCCATT

Pour paiement en dollars américains ($), banque bénéficiaire (Banque de Nouvelle-Écosse) :

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : NOSCCATT

Code de compensation : CC000247696

Adresse : C. P. 4234, succursale A, Toronto ON M4W 5P6

Pour paiement en dollars américains ($), banque intermédiaire (Bank of America NA) :

Adresse : 222 Broadway, New York, NY 10038

Numéro de compte : 476961363514

Code SWIFT : BOFAUS3N

Code d'acheminement ABA : 026009593

Note : Les renseignements de la banque intermédiaire peuvent ne pas être requis pour les paiements provenant de l'extérieur des É.-U.

3. Paiement en ligne :

Veuillez sélectionner Deloitte LLP ou Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. sur la page de paiement de factures de votre institution financière et entrer les sept chiffres du numéro de client indiqué ci-dessus.

Veuillez noter que nous n'acceptons pas les paiements par virement Interac.

4. Paiement par chèque, SVP envoyez à :

Pour paiement en dollars canadiens ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459C
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

Pour paiement en dollars américains ($) :
GESTION DELOITTE S.E.C.
c/o M11459U
CP 11459 Succursale Centre-ville
Montréal QC H3C 5L6

ANNEXE 1

Éléments spécifiques

C

STM : Temps supplémentaire pour l'application de la nouvelle norme **SP3280** *Obligations liées a la mise hors service des immobilisations*; discussions, analyses et travaux liés à la l'application du nouveau chapitre.

Associés / directeurs de service	491	10	4 910
Directeurs principaux	389	28	10 892
Directeurs / directeurs adjoints	264	5	1 320
Premier auditeur	196	30	5 880
			23 002

STM : Anomalie sur la présentation des instruments financiers ; travaux et discussions.

Directeurs principaux	389	2	778
Premier auditeur	196	1	196
			974

total 23 976

ANNEXE 3

Éléments spécifiques

A

SHDM : Temps supplémentaire pour l'application de la nouvelle norme **SP3280** *Obligations liées a la mise hors service des immobilisations* ; discussions, analyses et travaux liés à la l'application du nouveau chapitre.

Associés / directeurs de service	491	6	2 946
Directeurs principaux	389	6	2 334
Directeurs / directeurs adjoints	264	30	7 920
Premier auditeur	196	90	17 640
			30 840

B

SPJD : - Retards importants dans la réception des documents prévus au calendrier autant lors de l'intérimaire que lors du final causant inefficiences, de multiples suivis et report de nos travaux.
- Documentation incomplète/inadéquate dans plusieurs sections (fichiers ne pointent pas avec sélections, explications manquantes ou incomplètes, erreurs de formules/calculs), suivis à faire.
- Discussion en lien avec transfert de fonds dans le surplus affectés et le b

Associés / directeurs de service	491	4	1 964
Directeurs / directeurs adjoints	264	15	3 960
Premier auditeur	196	95	18 620
			24 544

C

STM : Temps supplémentaire pour l'application de la nouvelle norme **SP3280** *Obligations liées a la mise hors service des immobilisations* ; discussions, analyses et travaux liés à la l'application du nouveau chapitre.

Associés / directeurs de service	491	10	4 910
Directeurs principaux	389	28	10 892
Directeurs / directeurs adjoints	264	5	1 320
Premier auditeur	196	30	5 880
			23 002

STM : Anomalie sur la présentation des instruments financiers ; travaux et discussions.

Directeurs principaux	389	2	778
Premier auditeur	196	1	196
			974

total 23 976

D

Conseil des arts : - Difficultés lors de la conciliation des écritures de journal et travaux supplémentaire liés au nombre d'écritures manuelles en fin d'année ainsi que la conciliation des subventions à payer.

Associés / directeurs de service	491	2	982
Directeurs / directeurs adjoints	264	16	4 224
Premier auditeur	196	7	1 372
			6 578

E

Bixi : - Discussion et travaux quand au remboursement par Bixi de la SSUC et SUCL et à leur renonciation à réclamer le déficit 2023 aux villes.

Associés / directeurs de service	491	4,5	2 210
Directeurs principaux	389	2,5	973
Directeurs / directeurs adjoints	264	7	1 848
			5 030

TOTAL POUR LES ENTITÉS **90 968**

Ville de Montréal
Le 31 décembre 2023
Avant taxes

Montant contractuel	2 220 634		
Honoraires supplémentaires	259 858	1,14975	298 771,74
Honoraires finaux	**2 480 492**		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1240029006

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no 2, à l'Addenda no. 3 ainsi qu'à l'Addenda no. 4, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745, majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2024-11-14 - Addenda 5 (2) (suivi modif.) (1) Propre.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : 514 820 9488

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Sandra PALAVICINI
avocate, droit contractuel
Tél : 514 820 9488
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

14 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA Nº 5

**À LA CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS (CG20 0694)
TELLE QUE MODIFIÉE PAR L'ADDENDA NO 1 (CG21 0478), L'ADDENDA NO 2 (CG22 0491), L'ADDENDA NO 3 (CG23 0410) ET L'ADDENDA NO 4 (CG23 0745)**

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l**, personne morale ayant une place d'affaires à la Tour Deloitte, 1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 500, Montréal, Québec, H3B 0M7, agissant et représentée par monsieur Martin Granger, déclarant lui-même être associé et être expressément et dûment autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Nº d'inscription TPS : 13324 5290 RT001
Nº d'inscription TVQ : 10123 14163 TQ0001

ci-après appelée le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également, individuellement ou collectivement désignés dans le présent Addenda no 5 comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE, suivant l'appel d'offres public 20-18496 et la résolution CG20 0694 du conseil d'agglomération de la Ville adoptée le 17 décembre 2020, la Ville a octroyé au Contractant un contrat de services professionnels pour l'audit externe de ses états financiers et des organismes compris dans son périmètres comptable, pour les exercices financiers 2020, 2021 et 2022, pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses, et que les Parties ont conclu une convention de services professionnels (les documents de l'appel d'offres 20-18496 et la convention de services professionnels sont ci-après collectivement désignés la « **Convention initiale** »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une première fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no 1) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2020, ladite Convention de modification ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 26 août 2021 en vertu de la résolution CG21 0478 (ci-après l'« **Addenda no 1** »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une deuxième fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no 2) pour ajouter

des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2021, ladite Convention de modification ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 25 août 2022 en vertu de la résolution CG22 0491 (ci-après l' « **Addenda no 2** »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une troisième fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no 3) pour ajouter des travaux supplémentaires d'audit non prévus effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2022, ladite Convention de modification ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 24 août 2023 en vertu de la résolution CG23 0410 (ci-après l'« **Addenda no 3** »);

ATTENDU QUE les Parties ont convenu de modifier une quatrième fois la Convention initiale par la conclusion d'une convention de modification (Addenda no 4) pour ajouter des travaux d'audit des états financiers de l'année 2023, ladite Convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 21 décembre 2023 en vertu de la résolution CG23 0745 (ci-après l'« **Addenda no 4** »);

ATTENDU QUE, conformément à l'article 108 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseil de la Ville doit nommer un vérificateur externe pour au moins trois et aux plus cinq exercices financiers;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 du Devis du Contrat, le mandat du Contractant visait les exercices financiers 2020, 2021 et 2022;

ATTENDU QU'en vertu de l'Addenda 4, les parties ont convenu d'ajouter au mandat du Contractant les services professionnels associés à l'exercice financier 2023, lesquels sont plus amplement décrits au Devis.

ATTENDU QUE les Parties conviennent, par la présente convention de modification (ci-après, l' « **Addenda no 5** »), de majorer deux cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent soixante et onze dollars et soixante-quatorze cents (298 771,74 $) incluant toutes les taxes applicables, la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 (Honoraires) de la Convention initiale, et ce, pour payer les services professionnels associés à l'exercice financier 2023, ce qui représente une somme maximale, incluant toutes les taxes applicables, de sept millions sept cent quarante et un mille cinq cent quatre-vingt-douze dollars et soixante-huit cents (7 741 592,68 $);

ATTENDU QUE les services professionnels associés à l'exercice financier 2023 seront facturés et payés conformément aux taux horaires stipulés au Bordereau de Prix tel que modifié par l'Addenda no 4;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1.1 Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
SERVICES PROFESSIONNELS SUPPLÉMENTAIRES

2.1 Des services supplémentaires non prévus à la Convention initiale ont dû être effectués pour l'audit 2023 par le Contractant et la réalisation desdits services supplémentaires nécessite une augmentation de la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 (Honoraires) de la convention d'une somme de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent soixante et onze dollars et soixante-quatorze cents (298 771,74 $), taxes incluses, à savoir :

1) Travaux supplémentaires requis pour valider la juste valeur du terrain de l'hippodrome, incluant l'implication des experts en évaluation de Deloitte (6 789,27 $ taxes incluses);
2) Travaux supplémentaires d'audit résultant de retard dans la réception de divers documents et pièces justificatives (gens en formation) principalement lors de l'intérimaire (5 452,11 $ taxes incluses);
3) Travaux supplémentaires d'audit résultant de liste obtenue non conforme aux demandes (7 634,34 $ taxes incluses);
4) Travaux supplémentaires d'audit résultant d'un volume exceptionnellement élevé de 130 écritures de journal en P13 (15 228,44 $ taxes incluses);
5) Travaux supplémentaires d'audit résultant de tests de dénouement non effectués pour le PEPSC et CSST relativement à la NCA 540 (10 328,20 $ taxes incluses);
6) Travaux supplémentaires d'audit résultant de réexécutions de travaux expliquées par la remise de nouvelles versions de documents (encaisse, obligations contractuelles, etc.) (32 675,90 $);
7) Travaux supplémentaires d'audit résultant d'anomalies, de corrections et de recherche d'écarts liées aux obligations contractuelle et aux créditeurs (20 808,18 $ taxes incluses);
8) Travaux supplémentaires d'audit résultant de délais et de la finalisation des travaux en juin au lieu de mai (70 767,11 $ taxes incluses);
9) Travaux supplémentaires relatifs à la confirmation du jugement de la Loi 15 pour le traitement comptable approprié et les travaux d'audit, incluant l'implication des actuaires de Deloitte (12 764,52 $ taxes incluses);
10) Travaux supplémentaires de traduction par rapport au volume de changement prévu à l'offre de service (11 733,21 $ taxes incluses);
11) Travaux effectués pour l'audit des différents organismes inclus dans le périmètre comptable de la Ville (104 590,46 $ taxes incluses), soit :

➢ Société d'Habitation de Montréal (SHDM)	35 458,29 $
➢ Société du Parc Jean-Drapeau (SPJD)	28 219,46 $
➢ Société de Transport de Montréal (STM)	27 566,41 $
➢ Conseil des arts de Montréal (CAM)	7 563,06 $
➢ Conseil des arts de Montréal (CAM)	5 783,24 $

ARTICLE 3
MODIFICATIONS

À compter de la date d'entrée en vigueur du présent Addenda no 5, les Parties conviennent de modifier la Convention initiale, telle que modifiée par l'Addenda no 1, l'Addenda no 2, l'Addenda no 3 et l'Addenda no 4, comme suit :

3.1 Le premier alinéa de l'article 8 (Honoraires) de la convention de services professionnels est remplacé par le suivant :

« En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant pour la durée de la convention, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale d'honoraires de sept millions sept cent quarante et un mille cinq cent quatre-vingt-douze dollars et soixante-huit cents (7 741 592,68 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. »

ARTICLE 4
ENTRÉE EN VIGUEUR

4.1 Nonobstant sa date de signature par les Parties, les Parties conviennent que le présent Addenda no 5 entre en vigueur le 5 septembre 2023.

ARTICLE 5
AUTRES DISPOSITIONS

5.1 Le Contractant reconnaît avoir été dûment et entièrement payé par la Ville pour l'ensemble des services professionnels prévus à la Convention initiale telle que modifiée par l'Addenda no 1, l'Addenda no 2, l'Addenda no 3 et l'Addenda no 4 et ce, pour une somme totale de sept millions quatre cent quarante-deux mille huit cent vingt dollars et quatre-vingt-quatorze cents (7 442 820,94 $).

5.2 Les services professionnels supplémentaires prévus au présent Addenda no 5 seront rémunérés selon les termes et conditions prévus à la Convention initiale telle que modifiée par l'Addenda no 1, l'Addenda no 2, l'Addenda no 3, l'Addenda no 4 et le présent Addenda no 5.

5.3 Les autres dispositions de la Convention initiale telle que modifiée par l'Addenda no 1, l'Addenda no 2, l'Addenda no 3 et l'Addenda no 4 demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le _____e jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, Greffier-adjoint

Le _____e jour de _____2024
DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Par : _____
Martin Granger

La présente convention de modification (Addenda no 5) a été approuvée par la résolution numéro _____ .

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1240029006

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $ taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda no. 1, à l'Addenda no 2, à l'Addenda no. 3 ainsi qu'à l'Addenda no. 4, effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023. / Approuver le projet d'addenda no 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., résolutions CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745, majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1240029006 - Deloitte.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia SANCHEZ
Préposée au budget
Tél : 514-872-6538

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-05

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2024/11/21 16:00

(1)

Dossier # : 1249780004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Modifier la répartition annuelle de l'enveloppe budgétaire du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010) conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin d'autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024 / Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027.

Il est recommandé au comité exécutif :
- d'autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024

Il est recommandé au conseil d'agglomération:
- d'autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-11 16:21

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249780004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Modifier la répartition annuelle de l'enveloppe budgétaire du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010) conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin d'autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024 / Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010) a été adopté le 28 mars 2019 par le conseil d'agglomération. Il consiste à offrir aux propriétaires de bâtiments occupés par des activités économiques visées la possibilité d'obtenir, chaque année pendant 5 ans, une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale reliée à la construction, la rénovation, l'agrandissement ou la démolition-reconstruction. Le bâtiment doit répondre à des exigences de technologies vertes du bâtiment.
La période d'admissibilité au programme se termine le 31 décembre 2024.

Les activités économiques visées sont :

- Fabrication en général
- Entretien, réparation et maintenance d'aéronefs
- Production de films, de vidéos et d'enregistrement sonore
- Architecture, génie et laboratoires d'essai
- Services spécialisés de design
- Conception de systèmes informatiques et services connexes
- Édition de logiciels de série
- Traitement et hébergement de données
- Services-conseils en environnement
- Recherche et développement en sciences physique, en génie et en sciences de la vie
- Sièges sociaux et sièges régionaux
- Culture en serre sur le toit d'un bâtiment
- Logistique à valeur ajoutée

Dans le but de libérer des sommes dans ce programme pour les années 2025 à 2027 qui permettront d'alimenter le programme de soutien aux sociétés de développement commercial situées dans des secteurs en chantier, il y aurait lieu de modifier l'enveloppe budgétaire de ce programme de la manière suivante:
-Autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024 par le CE.
-Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027 par le CG.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1024 - 7 juin 2023: Bonifier de 24 070 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme Bâtiments industriels durables / Financer l'augmentation de l'enveloppe budgétaire du Programme par le budget de fonctionnement du Service de développement économique de 2024 à 2033.
CG22 0078 - 27 janvier 2022: Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010)

CG21 0738 - 23 décembre 2021: Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010)

CE21 1491 - 18 août 2021: Édicter une ordonnance visant à fixer au 1er janvier 2025 la date avant laquelle toute demande de subvention visée au Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables doit être présentée; bonifier de 16 139 000 $ et de redistribuer annuellement l'enveloppe budgétaire du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables; autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin de financer le programme à compter de 2025 et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CG19 0162 - 28 mars 2019: Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables ».

DESCRIPTION

Le Service du développement économique (SDÉ) recommande de modifier la répartition annuelle de l'enveloppe budgétaire du programme Bâtiments industriels durables afin d'augmenter le montant prévu pour 2024 et libérer des sommes pour les années 2025 à 2027 qui permettront d'alimenter le programme de soutien aux sociétés de développement commercial situées dans des secteurs en chantier. L'enveloppe budgétaire du programme actuel de 83 807 000 $ est modifiée à 80 593 000 $.

JUSTIFICATION

Avec le Programme Bâtiments industriels durables, Montréal consacre présentement 83,8 M$ sur 13 ans au développement des secteurs industriels. En date du 5 août 2024, 30 projets ont été déclarés admissibles pour des subventions totales estimées de 72 445 016 $.
La subvention s'échelonne sur plusieurs années. Dans l'optique de dégager des fonds pour les années 2025 à 2027 afin de financer le programme de soutien aux sociétés de développement commercial situées dans des secteurs en chantier, il serait pertinent de réviser l'enveloppe budgétaire allouée à ce programme. Cette modification permettrait de mieux répondre aux besoins spécifiques des secteurs en transformation tout en optimisant l'utilisation des ressources disponibles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Compte tenu du besoin de répartition de l'enveloppe budgétaire du programme et en fonction des projets qui ont déjà fait l'objet d'un avis d'admissibilité depuis son lancement, il y a lieu d'établir une nouvelle stratégie de financement jusqu'en 2033. La nouvelle ventilation annuelle est présentée en pièce jointe sous le fichier « Aspects financiers GDD 1249780004 ».

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019). En conséquence, il y a lieu d'autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024. Il y a lieu également d'autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027 conformément à la nouvelle ventilation annuelle présentée en pièce jointe sous le fichier « Aspects financiers GDD 1249780004 » .

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus spécifiquement le point 20.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas modifier la répartition de l'enveloppe budgétaire du programme Bâtiments industriels durables aura pour effet que le Service du développement économique ne sera pas en mesure d'alimenter le programme de soutien aux sociétés de développement commercial situées dans des secteurs en chantier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue. Toutefois, le SDÉ, en collaboration avec le Service des communications, procédera à la mise à jour du site internet montreal.ca ainsi que des outils de communication existants.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du nouveau programme de soutien aux sociétés de développement commercial situées dans des secteurs en chantier.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ibrahim LARRE
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-0940
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-22

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-880-2217
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2024-09-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249780004
Unité administrative responsable : Service du développement économique, Direction Mise en valeur des pôles, Division Programmes et partenariats.
Projet : Modifier la répartition annuelle de l'enveloppe budgétaire du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le programme Bâtiments industriels durables consiste à offrir aux propriétaires de bâtiments occupés par des activités économiques visées la possibilité d'obtenir, chaque année pendant 5 ans, une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale reliée à la construction, la rénovation, l'agrandissement ou la démolition-reconstruction. Le bâtiment doit répondre à des exigences de technologies vertes du bâtiment.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	Total
Entente Reflexe 2018-2022	1001.0014000.105754.06501.66503.016990.0000.003521.052090.00000.00000	1,923,000.00 $	3,420,000.00 $												**5,343,000.00 $**
Entente Reflexe 2022-2025	1001.0014000.105859.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00001			6,859,000.00 $	7,167,000.00 $										**14,026,000.00 $**
Budget issu du Pram Industrie	1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000				166,000.00 $	8,702,000.00 $	11,853,000.00 $	10,761,000.00 $	10,996,000.00 $	8,722,000.00 $	6,459,000.00 $	4,157,000.00 $	2,384,000.00 $	238,000.00 $	**64,438,000.00 $**
TOTAL AVANT AJUSTEMENT		**1,923,000.00 $**	**3,420,000.00 $**	**6,859,000.00 $**	**7,333,000.00 $**	**8,702,000.00 $**	**11,853,000.00 $**	**10,761,000.00 $**	**10,996,000.00 $**	**8,722,000.00 $**	**6,459,000.00 $**	**4,157,000.00 $**	**2,384,000.00 $**	**238,000.00 $**	**83,807,000.00 $**
Ajustement - PRAM Industrie	1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000				3,100,000.00 $	(2,600,000.00) $	(2,144,000.00) $	(1,570,000.00) $							(3,214,000.00) $
Entente Reflexe 2018-2022	1001.0014000.105754.06501.66503.016990.0000.003521.052090.00000.00000	1,923,000.00 $	3,420,000.00 $												**5,343,000.00 $**
Entente Reflexe 2022-2025	1001.0014000.105859.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00001			6,859,000.00 $	7,167,000.00 $										**14,026,000.00 $**
Budget issu du Pram Industrie	1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000				3,266,000.00 $	6,102,000.00 $	9,709,000.00 $	9,191,000.00 $	10,996,000.00 $	8,722,000.00 $	6,459,000.00 $	4,157,000.00 $	2,384,000.00 $	238,000.00 $	**61,224,000.00 $**
TOTAL APRÈS AJUSTEMENT		**1,923,000.00 $**	**3,420,000.00 $**	**6,859,000.00 $**	**10,433,000.00 $**	**6,102,000.00 $**	**9,709,000.00 $**	**9,191,000.00 $**	**10,996,000.00 $**	**8,722,000.00 $**	**6,459,000.00 $**	**4,157,000.00 $**	**2,384,000.00 $**	**238,000.00 $**	**80,593,000.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249780004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Modifier la répartition annuelle de l'enveloppe budgétaire du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010) conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin d'autoriser un virement de crédit de 3 100 000 $ à l'intérieur du PRAM Industrie en 2024 / Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années subséquentes de 2025 à 2027.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1249780004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-05

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1246549005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cette fin

Il est recommandé :

1 - d'approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains;
2 - d'autoriser une dépense de 450 000 $ au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-25 15:55

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246549005**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) contribue aux efforts du milieu sportif dans la réalisation d'événements sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ce dossier décisionnel vise à renouveler ce programme. Adopté par le conseil d'agglomération en 2012, son renouvellement pour les années subséquentes doit être approuvé par la même instance.

En novembre 2016, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs, présentant des objectifs et des actions à déployer pour figurer parmi les meilleures destinations au monde en matière d'accueil d'événements sportifs. Depuis son adoption, le PSES contribue à l'atteinte de ces objectifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0665 - 23 novembre 2023
Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2024 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cet effet.

CG16 0634 - 24 novembre 2016
Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

CG12 0020 - 26 janvier 2012
Approuver le Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine et autoriser un budget de 250 000 $ à même l'enveloppe de 140 M$ de l'entente avec le gouvernement du Québec, pour le financement de ce programme pour l'année 2012.

DESCRIPTION

Le PSES 2025 vise le soutien aux événements à travers les quatre (4) mêmes volets qu'en 2024. Les montants maximums des 4 volets seront maintenus. Des critères d'admissibilité et d'évaluation sont prévus pour chaque volet. Le soutien maximal par volet pour les événements est présenté dans le tableau suivant :

		Soutien maximal/événement
Volet 1	Événements sportifs internationaux	25 000 $
Volet 2	Événements sportifs nationaux	10 000 $
Volet 3	Événements sportifs métropolitains	15 000 $
Volet 4	Candidatures aux événements internationaux	25 000 $
	Candidatures aux événements nationaux	10 000 $

Les grands jeux et les championnats majeurs, nécessitant une contribution exceptionnelle et ponctuelle de la Ville, ne seront pas visés par ce programme; ils seront traités indépendamment et présentés à l'administration municipale, le cas échéant.

Bilan sommaire du PSES 2024
Depuis la création du PSES en 2012, 513 événements ont été soutenus pour un montant total de 4 574 640 $ en soutien financier. La pandémie de la COVID-19 a grandement affecté le milieu sportif événementiel, réduisant considérablement le nombre d'événements qui ont pu avoir lieu depuis mars 2020. L'année événementielle sportive 2023 marque une stabilité pour la période post-pandémie en termes de nombre d'événements soutenus. L'année événementielle sportive 2024, avec 42 événements et 1 candidature soutenue, se rapproche du volume moyen de demandes déposées avant la pandémie. Cette année-ci, 2 événements ont été tenus dans 3 villes liées de l'agglomération (Beaconsfield, Sainte-Anne-de-Bellevue et Kirkland).

Événements soutenus et soutien financier octroyé en 2024
Un total de 450 000 $ a été octroyé pour 42 événements réalisés et 1 candidature :

- 14 événements internationaux;
- 14 événements nationaux;
- 14 événements métropolitains.

Représentation moyenne du soutien financier accordé par la Ville par rapport au budget prévisionnel de chaque événement :

- 6.72 % pour les événements internationaux;
- 12.46 % pour les événements nationaux;
- 11.57 % pour les événements métropolitains.

Recommandations de modification et ajustements à faire au PSES 2025 :

Recommandation 1
Retirer la 3ème date de dépôt du programme et proposer 2 dates de dépôts seulement.

Recommandation 2
Remplacer les anciennes dates de dépôt par les dates suivantes : 15 décembre 2024, 15 avril 2025
(Voir : Guide du PSES 2025, section 2.1 - L'échéancier, page 3)

Recommandation 3
Rendre obligatoire le dépôt d'un plan d'action écoresponsabilité, d'un plan d'action de pratiques inclusives et d'un plan de legs, soit en remplissant les gabarits vierges mis à la disposition ou selon un autre format choisi par le promoteur
(Voir : Guide du PSES 2025, section 2.4 - Les critères d'admissibilité, page 4)

JUSTIFICATION

Les événements sportifs sont une source de fierté ainsi que des occasions de mobilisation et d'enrichissement collectif. L'accueil d'un grand nombre d'événements démontre la créativité, le dynamisme et le savoir-faire d'une société sur le plan sportif. Ces événements stimulent l'activité économique de la région hôtesse. Ils favorisent la croissance de la pratique sportive chez les citoyennes et les citoyens, ainsi que le développement d'une élite sportive locale.

Les événements sportifs constituent des occasions de positionner stratégiquement les villes qui les accueillent. Le PSES contribue aux efforts du milieu sportif montréalais pour se positionner :

- Parmi les meilleures villes au monde pour la tenue d'événements sportifs majeurs;
- Comme un lieu de grands rendez-vous sportifs internationaux contribuant à l'enrichissement de la qualité de vie et à l'essor de la collectivité montréalaise.

Le PSES relève de la compétence de l'agglomération de Montréal et répond à des besoins maintes fois exprimés par les milieux sportifs montréalais, québécois et canadiens. De plus, il assure une équité dans le traitement des demandes et une analyse efficace de celles-ci. Le PSES est un outil clé pour planifier un portefeuille d'événements sportifs à l'image de Montréal.

Les partenaires en événements sportifs à Montréal ont identifié que le financement est l'un des cinq facteurs clés de la réussite d'un événement sportif. Le PSES est un atout pour Montréal qui contribue à aligner les efforts de soutien financier pour les événements sportifs entre le municipal, le provincial et le fédéral. En effet, il existe une cohérence avec les principes et paramètres des trois paliers de gouvernement. Le PSES a aussi largement contribué à développer l'expertise montréalaise en matière de financement d'événements sportifs, de même qu'a développer une bonne connaissance des facteurs de contingence et des incidences financières liés aux événements sportifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 450 000 $ est prévu au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) en 2025.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, car l'aide aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains est une compétence d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Tout en contribuant à l'estime collective, les événements sportifs favorisent le développement de la pratique sportive, de l'essor d'une élite sportive et du maintien de l'expertise spécialisée en sport. Le SGPMRS encourage fortement les promoteurs à organiser des événements écoresponsables, inclusifs et dont les legs et retombées sont concrets; ces derniers éléments figurent dans le guide du PSES. Des critères d'évaluation spécifiques à cet

égard sont aussi considérés lors de l'analyse de la demande de soutien.
Suivant le plan stratégique de la Ville de Montréal, Montréal 2030, le présent dossier décisionnel est en lien avec les priorités suivantes :

- Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
- Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
- Priorité #20 | Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Il est aussi en adéquation avec le volet Montréal active du Plan nature et sports du SGPMRS, soit d'encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le renouvellement du PSES est approuvé,

- un grand nombre d'événements sportifs de qualité et diversifiés seraient soutenus sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal;
- le balisage du soutien octroyé aux organisateurs d'événements sportifs faciliterait la prise de décisions par les dirigeants et les instances décisionnelles.

Si le renouvellement du PSES est retardé ou refusé,

- les organisateurs tenant leurs événements sportifs au printemps ou en début d'été risqueraient de perdre des opportunités de financement dans la mesure où ce soutien leur sert de levier pour en obtenir d'autres;
- certains organisateurs, ne sachant pas si le PSES sera renouvelé, pourraient être réticents à déposer la candidature de Montréal pour y tenir des événements sportifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les promoteurs des événements soutenus par le PSES doivent appliquer un protocole de visibilité, en accord avec la Direction Communications Corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les octrois seront soumis au comité exécutif pour approbation selon le calendrier administratif prévu suivant les dates de dépôt de l'année 2025 :

- **Dépôt 1 :** 15 décembre 2024. Présentation au CE des demandes de soutien admissibles en mars 2025.
- **Dépôt 2 :** 15 avril 2025. Présentation au CE des demandes de soutien admissibles en juillet 2025.
- **Automne 2025 :** Renouvellement du PSES pour l'année 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jamal Tarek EL-KURDI
Agent de Recherche

Tél : 438 376 6116
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514 557 7235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2024-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246549005
Unité administrative responsable : Service des grands Parc, du Mont-Royal et des sports, Direction des sports, Division des sports de l'activité physique (SGPRMS)
Projet : Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événement sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité #4 | Développer une économie plus verte et inclusive
Priorité #5 | Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles
Priorité #20 | Accroître l'attrait, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #4 et #5 : Augmentation du nombre d'actions et d'initiatives déployées par les promoteurs d'événement afin de:

- réduire l'empreinte écologique de leur événement
- d'inclure des sphères sous représentées de la société à leur événement

Priorité #20 : Dans le respect du protocole de visibilité du Programme, les promoteurs d'événements élaborent différentes stratégies de communication, de promotion et de diffusion (par exemples : utilisation des différents médias sociaux, diffusion en directe sur les médias sociaux ou sur des chaînes de télévision, relations de presse, etc.) afin d'assurer une couverture médiatique satisfaisante de leur événement, d'augmenter le taux de participation tout en assurant à la Ville de Montréal une visibilité suffisante.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



International Gymnix 2024
Crédit photo : Antoine Saito

Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains

Guide du programme | Année 2025

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports Direction des sports (SGPMRS)

Montréal

1. Préambule

L'accueil d'un grand nombre d'événements sportifs illustre la créativité, la mobilisation de même que l'engagement et le dynamisme d'une société. Ces événements sont une source de fierté et constituent de formidables occasions de rapprochement tout en favorisant le développement de la pratique sportive au sein de la population et l'essor d'une élite sportive locale.

Montréal occupe une place de choix dans le monde du sport. Notre ambition est de faire de la métropole **une ville physiquement active, inclusive et universellement accessible**.

La Ville de Montréal souhaite que les promoteurs posent des gestes concrets pour organiser **des événements écoresponsables et/ou zéro déchet.**

Le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains a été créé en conformité avec la compétence d'aide aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale du conseil d'agglomération de Montréal[1]. Le formulaire est disponible sur la page internet montreal.ca.

1.1 Les objectifs du programme

Le but du programme est d'apporter un soutien financier aux organisateurs et aux organisatrices d'événements, afin d'atteindre les objectifs suivants

- augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité;
- maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal;
- positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale;
- soutenir le sport montréalais de haut niveau;
- développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs;
- accroître le sentiment d'appartenance et de fierté de la population et des athlètes;
- encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise;
- offrir un nombre accru d'occasions à la population de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public;
- optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

1.1.1 Intention de dépôt d'une demande de soutien

Afin que le SGPMRS puisse anticiper le volume de demande pour cette édition du programme, chaque promoteur devra annoncer son intention de déposer une ou plusieurs demandes, en remplissant le formulaire d'intention de demande Microsoft prévu à cet effet, avant le 15 Décembre 2024.

[1] L'agglomération de Montréal est composée des 15 villes liées de l'île de Montréal et des 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

1.2 La description du programme

Le programme offre deux types de soutien :

- Le soutien aux événements
  - Volet 1. Événements sportifs internationaux
  - Volet 2. Événements sportifs nationaux
  - Volet 3. Événements sportifs métropolitains
- Le soutien aux candidatures
  - Volet 4. Candidatures aux événements sportifs



Celebration Fillactive 2024
Crédit photo: Compte Instagram Fillactive Spirit

2. Le soutien aux événements

Le programme s'adresse aux disciplines sportives reconnues par le Comité international olympique, par Sport Canada ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il s'adresse également aux parasports. En ce qui concerne la reconnaissance de la discipline, une exception peut être considérée pour les disciplines sportives dites "à fort potentiel d'attractivité"[2]. Par ailleurs, il vise aussi bien les événements établis que les événements en phase de démarrage (première ou deuxième édition d'un événement récurrent).

2.1 L'échéancier

Seuls les événements se tenant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025 sont admissibles aux trois premiers volets du programme. L'organisme doit déposer sa demande dûment remplie, accompagnée des documents exigés, au plus tard aux dates et aux heures mentionnées ci-dessous, via le formulaire de dépôt en ligne :

15 décembre 2024 - 16 h **15 avril 2025 - 16 h**

Il faut prévoir un délai de 90 jours entre la date limite de dépôt des demandes et la réponse de la Ville.

2.2 Le soutien financier maximal

Volet 1	Événements sportifs internationaux	**25 000 $**
Volet 2	Événements sportifs nationaux	**10 000 $**
Volet 3	Événements sportifs métropolitains	**15 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- de l'enveloppe budgétaire totale disponible;
- de la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets;
- du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du programme est épuisée.

[2] La Ville de Montréal déterminera le potentiel d'attractivité en fonction du nombre de participants, du nombre de spectateurs, de l'organisation du réseau de compétition, ainsi que des retombées sociales, économiques et sportives pour la Ville.

2.3 Les exclusions

Sont exclus du programme :

- les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matchs de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.;
- les événements sportifs de très grande envergure nécessitant des ressources considérables de la part des villes hôtes tels que les Jeux olympiques et paralympiques, les Jeux panaméricains, les Universiades, certains championnats du monde, la Coupe du monde de la FIFA, les Jeux du Canada, les Jeux de la francophonie, etc.;
- les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière;
- les congrès, les conférences, les cliniques, les salons, les expositions et les assemblées liées au sport;
- les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matchs et les combats amateurs organisés (*sparring*);
- les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens;
- les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds pour financer des causes ou des organismes de bienfaisance non liés au sport.

2.4 Les critères d'admissibilité

Pour qu'une demande soit admissible, l'organisme qui dépose un dossier doit :

- présenter une demande par événement, à un seul des trois volets;
- organiser un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du programme;
- tenir l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- tenir l'événement durant l'année prévue par le programme;
- être constitué en corporation à but non lucratif (personne morale);
- se conformer aux lois, aux normes et aux règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur, notamment en matière de sécurité;
- être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées;
- détenir toutes les polices d'assurance requises pour la tenue de l'événement;
- déclarer par écrit tous les partenariats et toutes les ententes de soutien (financier, biens, services, etc.) avec les arrondissements, les villes de l'agglomération de Montréal, les gouvernements québécois et canadien et les instances parapubliques (Tourisme Montréal, STM, etc.);
- présenter un budget équilibré et présenter ses états financiers;
- présenter un plan d'action en éco-responsabilité
- présenter un plan d'action en pratiques inclusives
- présenter un programme de legs (sportifs, sociaux, etc.);
- respecter le protocole de visibilité;

Pour tenir compte des contraintes liées à la pandémie de la COVID-19, la Ville de Montréal pourrait accepter de soutenir par son Programme, des événements de manière adaptée selon les disciplines.

Les critères spécifiques pour les volets 1, 2 et 3

Deux types d'exception peuvent s'appliquer :

a) s'il s'agit de la première ou de la deuxième édition de l'événement, les cibles minimales d'athlètes ou de participantes et participants sont réduites de moitié;
b) si l'événement concerne un sport adapté ou émergent, le nombre et la provenance des participant.e.s seront ajustés en fonction de deux critères :
   - ✓ le bassin potentiel d'athlètes ou de participant.e.s et leur provenance;
   - ✓ la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables.

- **Le volet 1 – Événement international**

  Événement international sanctionné

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement;
  b) accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
  c) accueillir des athlètes provenant d'au moins deux pays.

  Événement international invitation

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive internationale, par la fédération sportive continentale ou par la fédération sportive canadienne du sport concerné;
  b) accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
  c) accueillir des athlètes provenant d'au moins quatre pays, incluant le Canada;
  d) accueillir au moins 40 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que trois pays, incluant le Canada;
  e) accueillir au moins 50 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que deux pays, incluant le Canada.

- **Le volet 2 – Événement national**

  L'événement doit :

  a) être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement;
  b) être ouvert à minimum 6 provinces ou territoires canadiens.

- **Le volet 3 – Événement métropolitain**

  L'événement doit :

  a) regrouper plus de 1 000 participant.e.s;
  b) prévoir des opérations de communication et de promotion auprès de l'ensemble des clientèles visées de l'agglomération de Montréal;
  c) s'assurer d'avoir des participant.e.s provenant d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

2.5 L'admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées à la réalisation de l'événement[3] pour lequel l'aide financière est octroyée. Seule la partie de la dépense consacrée exclusivement à cette fin pourra être admissible.

Les listes de dépenses ci-dessous ne sont pas exhaustives. La Ville de Montréal se réserve le droit de juger si une dépense est considérée comme admissible ou inadmissible.

Les dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et/ou du domaine public;
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'événement;
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'événement;
- Les coûts de promotion, de communication et de marketing;
- Les frais d'assurances, les frais d'études et d'évaluation (faisabilité, impacts, etc.) liés à la tenue de l'événement;
- Les frais des officiels (salaires, repas, déplacements);
- Les frais du personnel technique, médical et les honoraires professionnels requis pour la tenue de l'événement (physiothérapeute, etc.);
- Les frais liés à la formation des bénévoles et à leurs dépenses;
- Les frais liés à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'événement;
- Les salaires et les charges sociales (principalement les divers congés payés et vacances) associés exclusivement au temps consacré à la réalisation de l'événement par le personnel ou une ressource embauchée spécifiquement à cette fin.

Les dépenses non admissibles

- Toute dépense liée à l'événement qui entre dans la gestion quotidienne de l'organisme (loyer, téléphone, matériel de bureau, équipements, frais de comptabilité, frais juridiques, etc.);
- Le salaire du personnel permanent rémunéré pour des activités courantes de l'organisme;
- Les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou autres avantages de ce type;
- Les cachets, les cadeaux, les prix, les bourses, les récompenses, les rétributions ou les remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participant.e.s, aux bénévoles, aux expertes et experts, aux déléguées et délégués ou aux organismes sportifs;
- Les coûts liés aux visites des expert.e.s ou des délégué.e.s des fédérations détentrices des droits de l'événement;
- Les dépenses liées à l'hébergement, au transport et aux repas des participant.e.s (membres des délégations des pays participants et représentantes et représentants des organismes impliqués);
- Les frais de représentation (incluant les frais afférents) des personnes payées par l'organisme;
- Les dépenses liées aux boissons alcoolisées, au tabac, au cannabis, au permis d'alcool et au permis de réunion;

[3] Dans le cas où l'événement se déroule en plusieurs lieux dont certains sont à l'extérieur de l'agglomération de Montréal, seules les dépenses pour la portion montréalaise de l'événement sont admissibles.

- Les dépenses reliées à la vente de produits ou services (services alimentaires, kiosque de vente de souvenirs, etc.) et le coût des produits destinés à la revente (produits dérivés, produits alimentaires, etc.);
- Les frais et coûts déjà remboursés (ou financés) par un autre bailleur de fonds ou par le secteur privé;
- La perte de revenus attribuables à l'utilisation des plateaux sportifs;
- Les dépenses liées aux immobilisations (acquisition de terrains ou de propriétés et autres immobilisations, rénovation de bâtiments, aménagement d'infrastructures externes, remboursement de prêts, financement de la dette ou remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir);
- Les dépenses non reliées à la compétition (réception des dignitaires);
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé;
- Les dépenses allouées en dehors de la période couverte par la convention d'aide financière;
- Les taxes applicables.



La classique d'athlétisme 2024
Crédit photo : Raynald Morand

2.6 Les critères d'évaluation

Seules les demandes respectant la date d'échéance et comprenant le formulaire dûment rempli et tous les documents exigés avant la tenue de l'événement (section 9.1. du formulaire) seront évaluées.

Si plusieurs organisations souhaitent tenir un événement similaire à des dates rapprochées, la Ville de Montréal se réserve le droit de décider lequel d'entre eux elle soutiendra.

À la suite de l'analyse, les événements retenus seront soumis aux autorités compétentes pour leur approbation quant à l'ampleur du soutien à accorder.

Les critères retenus pour l'évaluation quantitative

- Le nombre d'objectifs du programme atteints par l'événement;
- Le nombre d'athlètes, de participant.e.s, d'équipes ou de clubs;
- Le nombre prévu de spectatrices et de spectateurs ;
- Le nombre de provinces et/ou territoires à qui la compétition est ouverte;
- Le nombre d'arrondissements et de villes de l'agglomération de Montréal, de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants;
- La provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participant.e.s (en pourcentage) : Montréal, Québec, Canada, autres pays;
- La durée de l'événement (nombre de jours);
- La télédiffusion et/ou webdiffusion de l'événement : cotes d'écoute prévues et nombre de pays rejoints;
- La contribution globale requise de l'Administration montréalaise en ressources financières, humaines, matérielles, en expertise, en communication, etc.;
- Les avantages, les legs et les retombées de l'événement;
- La contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées;
- La diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes;
- La réussite financière de l'événement;
- La tenue de l'événement dans les quartiers périphériques est un élément de plus-value.

Les critères retenus pour l'évaluation qualitative

- La reconnaissance du sport;
- Le caractère récurrent ou ponctuel de l'événement;
- La catégorie des athlètes : espoir, junior, senior, maître;
- Le calibre de la compétition;
- Les retombées médiatiques attendues;
- Les opérations de marketing, de promotion et de communication;
- L'historique de l'événement et de l'organisatrice ou l'organisateur;
- La qualité de l'organisation (déroulement, logistique, comité organisateur, sécurité, etc.);
- La qualité du plan d'affaires et du budget prévisionnel;
- Le caractère inclusif de l'événement (pratiques inclusives : volet para, féminin, jeunesse, accessibilité universelle, équité, inclusion, etc.);[4]
- La qualité du programme de legs (sportifs, sociaux, etc.);[4]
- La qualité du plan de gestion écoresponsable de l'événement (actions mises en place à différents niveaux : ressources humaines, alimentation, gestion des matières résiduelles et des sources d'énergie, sensibilisation et éducation à l'environnement, transports, déplacements et émission de gaz à effet de serre (GES), etc.);[4]
- Les éléments d'innovation;
- Le respect du protocole de visibilité.[5]

2.7 Les modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en deux versements :

- un premier versement correspondant à 80 % du montant accordé lorsque tous les documents exigés avant l'événement (section 9.1. du formulaire) seront remis;
- un deuxième versement correspondant à 20 % du montant accordé lors de l'évaluation satisfaisante de la reddition de compte (section 9.2 du formulaire) incluant notamment le rapport complet de l'événement[6], le bilan financier, les preuves des dépenses admissibles, etc.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- l'événement est annulé;
- l'organisation de l'événement lui porte préjudice;
- un ou des documents exigés sont manquants;
- un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par celui-ci sont faux ou inexacts;
- les documents exigés à la suite de la tenue de l'événement (section 9.2. du formulaire) ne sont pas tous remis dans les délais prescrits;
- un ou plusieurs critères d'admissibilité ne sont pas respectés.

[4] Des gabarits de plan d'action sont disponibles à même le formulaire de demande.
[5] Lorsque la demande de soutien est effectuée à posteriori de l'événement, le comité organisateur devra démontrer la visibilité qui a été accordée à la Ville durant l'événement (photo, programme, vidéo, articles de journaux, mentions, etc.).
[6] Un gabarit de rapport d'événement est disponible à même le formulaire de demande.

3. Le soutien aux candidatures

Ce volet du programme s'adresse aux organismes à but non lucratif s'engageant dans un processus de dépôt d'une candidature pour accueillir à Montréal un événement sportif sanctionné, d'envergure nationale ou internationale.

3.1 L'échéancier

L'organisme soumet sa demande dûment remplie, accompagnée des documents exigés, **entre le 1er janvier et le 1er novembre 2025**. Il n'y a pas de date fixe pour le dépôt des demandes de soutien. Il faut prévoir un délai de 60 jours entre la date de dépôt et la réponse de la Ville.

3.2 Le soutien financier maximal

Volet 4	Candidature pour les événements sportifs internationaux :	**25 000 $**
Volet 4	Candidature pour les événements sportifs nationaux :	**10 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- de l'enveloppe budgétaire totale disponible;
- de la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets;
- du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du programme est épuisée.

3.3 Les exclusions

Sont exclus du programme :

- les événements sportifs liés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.;
- les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière;
- les congrès, les conférences, les cliniques, les salons, les expositions et les assemblées liées au sport;
- les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*);
- les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens;
- les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds pour financer des causes ou des organismes de bienfaisance non liés au sport;
- les événements internationaux invitation;
- les événements métropolitains.

3.4 Les critères d'admissibilité

3.4.1 Les critères généraux

La candidature doit concerner :

- un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du programme;
- un événement qui aura lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- un événement écoresponsable.

L'organisme doit :

- présenter une demande par candidature;
- être constitué en corporation à but non lucratif (personne morale);
- être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées;
- détenir les polices d'assurance responsabilité civile spécifiées à la section 9.1. du formulaire;
- déclarer, pour le projet de candidature, toutes les contributions en argent, en biens et en services des instances publiques et parapubliques, des organisations sportives et du secteur privé;
- présenter un budget prévisionnel de candidature équilibré.

3.4.2 Les critères spécifiques

Les candidatures d'événement international sanctionné

L'événement doit :

- être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement;
- accueillir au moins 30 % d'athlètes provenant de l'extérieur du Canada;
- accueillir des athlètes provenant d'au moins deux pays.

Les candidatures d'événement national

L'événement doit :

- être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement;
- être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

3.5 L'admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés du budget de la candidature.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont directement liées à la candidature pour l'accueil d'un événement sportif à Montréal pour laquelle l'aide financière est octroyée. Seule la partie de la dépense consacrée exclusivement à cette fin pourra être admissible.

Les listes de dépenses admissibles et non admissibles énumérées à la page suivante ne sont pas exhaustives. La Ville de Montréal se réserve le droit de juger si une dépense est considérée comme admissible ou inadmissible.

Les dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être liés à la production :

- du plan d'affaire;
- des études de faisabilité et de marché;
- de l'étude d'impacts économiques;
- du dossier de candidature;
- d'autres outils équivalents qui réduisent
- significativement les risques associés à la tenue de l'événement.



Champ. Can. LCBFR 2024
Crédit Photo: Julie Marcotte
- Mission Photographie

Les dépenses non admissibles

- Les dépenses matérielles, administratives et en ressources humaines;
- Les cachets, les cadeaux, etc., offerts aux délégué.e.s et organismes sportifs;
- Les coûts des visites des représentant.e.s de l'organisme détenant les droits de l'événement;
- Les frais de représentation (incluant les frais afférents);
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé;
- Les taxes applicables;
- Les dépenses déjà remboursées (ou financées) par un autre bailleur de fonds ou par le secteur privé.

3.6 Les critères d'évaluation

Seules les demandes présentant le formulaire dûment rempli et tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire seront évaluées.

À la suite de l'analyse, les demandes de soutien retenues seront soumises aux autorités compétentes pour approbation.

Les critères retenus pour l'évaluation quantitative du potentiel du projet de candidature

- Le nombre d'objectifs du programme atteints par le projet;
- Le nombre potentiel d'athlètes, de participant.e.s, d'équipes ou de clubs;
- Le nombre potentiel de spectateurs et de spectatrices;
- Le nombre de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants;
- La provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participant.e.s (en pourcentage) : Montréal, Québec, Canada, autres pays;
- La durée de l'événement (nombre de jours);
- La télédiffusion et/ou webdiffusion potentielle de l'événement : cotes d'écoute et nombre de pays rejoints;
- La contribution globale attendue de l'Administration montréalaise en argent, en biens et en services;
- La contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées;
- La diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.

Les critères retenus pour l'évaluation qualitative de l'organisme et du type d'événement

- La pertinence de l'événement dans le développement du sport concerné à Montréal;
- La pertinence de l'événement pour chacun des objectifs du Programme;
- Les avantages, les legs et les retombées de l'événement envisagés pour Montréal;
- La reconnaissance du sport;
- Le caractère récurrent ou ponctuel de l'événement;
- Le calibre des athlètes et de la compétition;
- Les retombées médiatiques potentielles pour Montréal à l'échelle nationale et internationale;
- Le rayonnement et l'envergure de l'événement;
- L'historique de l'organisateur ou de l'organisatrice et de l'événement;
- Les appuis obtenus de la communauté sportive concernée.

3.7 Les modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire auront été reçus et analysés.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- le projet de candidature est annulé par l'organisme ayant déposé la demande;
- la fédération québécoise ou l'association canadienne du sport concerné refuse d'appuyer la candidature de l'organisme;
- le gouvernement du Canada ou le gouvernement du Québec refuse d'appuyer ou de soutenir financièrement la tenue de l'événement à Montréal;
- le processus d'appel de candidatures de l'organisme détenant les droits de l'événement est annulé par ce dernier ou celui-ci avait signifié préalablement son refus de tenir l'événement à Montréal;
- un ou plusieurs documents devant être remis à la Ville à la section 9.2. du formulaire sont manquants;
- un ou plusieurs renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par ce dernier sont faux ou inexacts.



Championnat Canadien ouvert 2024 Crédit photo : Antoine Saito

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Direction des sports

montreal.ca

Modifier un projet

Demandeur

- Sélectionner -

Statut

Nouveau

Programme de soutien

- [ ] OBNL - Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

1. Identification du répondant

NOTE :

Le nom du répondant correspond à la personne responsable mentionnée dans la résolution. Vous devez utiliser ses coordonnées pour créer un nouveau projet. Le nom, le prénom ainsi que le courriel que vous utilisez dans ce compte seront automatiquement copiés dans les informations du répondant du projet.

Le nom de l'organisme doit correspondre à celui enregistré au Registraire des entreprises du Québec et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

Organisme

Nom légal

Statut juridique

Date d'incorporation

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Numéro d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada)

Numéro de la société (Industrie Canada)

Numéro d'entreprise (Industrie Canada)

Nom du répondant

Fonction du répondant

Siège social

Adresse

Ville

Province

Code postal

Correspondance (si différente)

Adresse

Ville

Province

Code postal

Communication

Téléphone

Cellulaire

Courriel

Site Internet

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres)

2. Identification de l'événement / l'activité

Événement / activité

Nom

Discipline sportive / Activité

✖

✚ Ajouter une discipline sportive

Date (du)

Date (au)

Localisation de l'événement

Site de l'événement

Adresse | Ville | Code postal

✚ Ajouter une localisation

3. Volet du programme

Volet

Date limite de dépôt

- Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $
- Événements sportifs nationaux - max. 10 000 $
- Événements sportifs métropolitains - max. 15 000 $
- Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $
- Soutien aux candidatures - National - max. 10 000 $

- Dépôt 2 PSES - 2025 (Date limite de dépôt : **2025-04-15 16:00:00**)
- Dépôt 1 PSES - 2025 (Date limite de dépôt : **2024-12-15 16:00:00**)

4. Objectifs mesurables

4.1 Objectifs généraux

Participation prévisionnelle

Nombre d'athlètes/participants attendus

Durée de l'événement (nombre de jours)

Nombre de spectacteurs attendus

Télédiffusion (auditoire prévu)

Webdiffusion (auditoire prévu)

Récurrence de l'événement

- ○ Annuel
- ○ Ponctuel
- ○ Récurrent

Nombre de récurrences / éditions

Année de la première édition

Description de l'événement

Niveau de sanction

- ☐ International
- ☐ National
- ☐ Provincial
- ☐ Aucune

Âge des athlètes

- ☐ Senior
- ☐ Maître
- ☐ Junior
- ☐ Cadet
- ☐ Autre

Calibre de la compétition

- ○ Mondiale

- ○ Internationale
- ○ Invitation
- ○ Continentale

Adéquation avec les objectifs du Programme

Objectifs du Programme

- ☐ Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
- ☐ Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
- ☐ Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
- ☐ Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
- ☐ Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
- ☐ Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
- ☐ Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
- ☐ Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
- ☐ Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

Nombre d'objectifs atteints du Programme

0

Type d'événement

- ☐ Compétitif
- ☐ Participatif
- ☐ Homme
- ☐ Femme
- ☐ Mixte
- ☐ Unisport / Unidisciplinaire
- ☐ Multisport / Multidisciplinaire
- ☐ Sport émergent

Parasport

4.2 Objectifs spécifiques

Pays

- Aucun -

Nombre de pays participants

0

Nombre d'équipes ou de clubs participants

Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (%)

Joindre la liste des participants démontrant la proportion selon le pays, la province ou l'état, en fonction des critères spécifiques d'admissibilité

Téléverser un fichier

5. Description de l'événement / des activités

Veuillez joindre le plan d'affaires de l'événement

La Ville de Montréal pourrait accepter de soutenir par son Programme, des événements de manière adaptée selon les disciplines si de nouvelles contraintes reliées à la pandémie de COVID-19 étaient mises en place. Si la formule de l'événement doit être adaptée dû au contexte de la pandémie, veuillez également l'expliquer dans le plan d'affaires.

Téléverser un fichier

Pour compléter les prochaines questions, vous pouvez utiliser les gabarits de plan d'action proposés ci-dessous (pratiques inclusives, legs et écoresponsabilité) ou tout autre format de document de votre choix pour décrire et expliquer vos intentions et actions en terme d'inclusion, de legs et d'écoresponsabilité. Les 3 gabarits se trouvent dans un seul document mais dans des onglets différents.

Plan d'action (pratiques inclusives, legs et écoresponsabilité) PSES - gabarits (https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/gss/uploads/PlanActionGabarits.xlsx) *à télécharger. Veuillez enregistrer le document contenant tous les gabarits sur votre poste de travail, les compléter, puis les téléverser dans les sections ci-dessous prévues à cet effet.*

Veuillez joindre la description du caractère inclusif de l'événement

Téléverser un fichier

Veuillez joindre le programme de legs prévu de l'événement

Téléverser un fichier

Veuillez joindre le plan écoresponsable de l'événement

Téléverser un fichier

6. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Détail des ressources

Veuillez détailler, **en fichier joint ou en commentaire**, toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) consenties ou en voie d'être consenties par l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

Téléverser un fichier

Autres commentaires

B I U S X^2 X_2 13 A </> ?

7. Demande de soutien

Soutien demandé

Nom du volet

Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $

Soutien demandé de l'événement ou de la candidature

0,00 $

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé

8. Prévisions budgétaires

Revenus

Contributions anticipées

	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Fédéral			
Sport Canada	○	○	0,00 $
Fédération sportive canadienne	○	○	0,00 $
Développement économique Canada	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $
Provincial			
MEES	○	○	0,00 $
Tourisme Québec	○	○	0,00 $

Contributions anticipées

	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Secrétariat à la région métropolitaine	○	○	0,00 $
Fédération sportive	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $
Municipal			
Arrondissements			
- Aucun -	○	○	0,00 $
Ville de Montréal	○	○	0,00 $
Tourisme Montréal	○	○	0,00 $
Autre	○	○	0,00 $
Total partiel			**0,00 $**
Revenus autonomes			
Vente - billeterie et entrées			0,00 $
Vente - concessions alimentaires (boissons, nourriture, etc.)			0,00 $
Vente - produits dérivés (t-shirts, casquettes, programmes, etc.)			0,00 $
Campagne de financement			0,00 $
Inscriptions			0,00 $

Contributions anticipées

	Prévues	Confirmées	Revenus ($)
Dons			0,00 $
Commandites en argent			0,00 $
Commandites en biens et services			0,00 $
Autre			0,00 $
Autre			0,00 $
Total partiel			**0,00 $**
Total des revenus anticipés			**0,00 $**

Dépenses

Dépenses admissibles

	Dépenses ($)
Utilisation d'un (de) plateau(x) sportif(s), de salles et du domaine public (La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs n'est pas admissible)	0,00 $
Assurances, frais d'études et frais d'évaluation	0,00 $
Permis, autorisations et sanctions	0,00 $
Marketing (communication, promotion, publicité)	0,00 $
Opérations (administration et logistique de l'événement, aménagement, santé, sécurité, bénévoles, personnel technique)	0,00 $
Achat et location de matériel et équipements	0,00 $
Frais des officiels	0,00 $

Dépenses admissibles	
	Dépenses ($)
Autre	
	0,00 $
Autre	
	0,00 $
Total partiel	**0,00 $**

Dépenses non admissibles	
Administration (comptabilité, juridique, etc.)	0,00 $
Ressources humaines (employé.e.s permanent.e.s), les assurances collectives ou individuelles, les REER, les CELI ou autres avantages de ce type.	0,00 $
Protocole (accueil de dignitaires / experts / délégués), prix, récompenses, cadeaux, frais de représentation, retributions ou remboursements offerts ou décernés, coûts reliés aux visites des experts et délégués des fédérations.	0,00 $
Frais d'hébergement, frais de déplacement, frais de repas, bourses, retributions ou remboursements offerts ou décernés aux athlètes et participants.	0,00 $
Achat de nourriture, de boissons et de biens destinés à la revente, dépenses liées à la vente de produits et services.	0,00 $
Frais d'opérations quotidiennes (loyer, téléphone, matériel de bureau, etc.)	0,00 $
Autre	
	0,00 $
Autre	
	0,00 $
Total partiel	**0,00 $**
Total des dépenses anticipées	**0,00 $**

Solde (revenus - dépenses)

0,00 $

9. Documents à remettre à la Ville de Montréal

9.1 Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire

***** Lettres patentes de l'organisme**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »)**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration ou écrit officiel du détenteur des droits désignant l'organisme comme organisateur de l'événement**

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations, les équipements, le matériel et les lieux utilisés sont disponibles, adéquats, sécuritaires et aptes à la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Prévisions budgétaires de l'événement (si non présentées dans le formulaire)

Téléverser un fichier

Preuve d'assurance applicable à la tenue de l'événement, incluant un avenant désignant la Ville de Montréal comme co-assurée

Téléverser un fichier

Le bilan financier ou les états financiers de l'édition précédente de l'événement

Téléverser un fichier

9.2 Le rapport d'événement doit être envoyé au Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports à l'adresse courriel evenements.sportifs@montreal.ca, au plus tard 60 jours après la tenue de l'événement.

Le rapport d'événement doit contenir au minimum les éléments suivants :

- Rapport annuel des activités : faits saillants, résultats obtenus aux objectifs mesurables, opérations de communication et de promotions réalisées, difficultés rencontrées, problèmes survenus, photos libres de droit à l'usage de la Ville, etc.
- Bilan financier ou états financiers de l'événement
- Factures pour les dépenses admissibles : sanctions, permis, assurances, location d'installations, matériel promotionnel, achat d'équipements, etc.

Vous pouvez utiliser le gabarit de rapport d'événement proposé ci-dessous ou un autre format de rapport d'événement de votre choix. Si vous décidez d'utiliser un autre format de rapport d'événement, veuillez vous assurer qu'il contient les éléments minimum nommés ci-dessus.

Rapport d'événement - PSES - gabarit (https://servicesenligne2.ville.montreal.qc.ca/gss/uploads/RapportEvenementGabarit.xlsx) à télécharger. Veuillez enregistrer le gabarit sur votre poste de travail, le compléter, puis l'envoyer à l'adresse evenement.sportifs@montreal.ca au maximum 60 jours après la tenue de l'événement.

10. Obligations et engagements

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à

- Utiliser cette somme pour réaliser l'événement pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le site Internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/sujets/ententes-de-partenariat-et-visibilite.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité de la Ville concernant les événements sportifs soutenus par le Programme, lequel est disponible sur la page web du Programme : montreal.ca/programmes/soutien-aux-evenements-sportifs-internationaux-nationaux-et-metropolitains.
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Organiser l'événement en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle et sportive.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement

- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal : montreal.ca/fournisseurs
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile offrant la protection indiquée par les représentants de la Ville de Montréal pour les blessures corporelles et les dommages matériels. Cette police d'assurance doit provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. La police d'assurance doit être en vigueur durant les 10 jours précédant l'événement, pendant la tenue de l'événement ainsi que pendant les 10 jours suivant la fin de l'événement. Elle doit aussi comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de l'événement. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement, des copies de la police d'assurance et de l'avenant.
- Souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurances ayant leur siège social ou un bureau au Québec, toutes les autres polices d'assurance nécessaires à la tenue de l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, accordant la protection indiquée par les autorités qui les exigent. Ces polices doivent comporter un avenant stipulant qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. L'organisme doit remettre une copie de ces polices d'assurance et des avenants au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur le site internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7eebefd653158035a5a91
- Assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Représentant, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Représentant et divulgués à l'organisme, pour la tenue de l'événement et des activités organisées par l'organisme à Montréal et qui y sont liées.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.
- Fournir le bilan financier et l'état des dépenses et revenus de sa dernière année fiscale.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville, à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, des états financiers vérifiés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

11. Renseignements

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante :

evenements.sportifs@montreal.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Calendrier des événements

La ville produit un calendrier annuel des événements sportifs prévus à Montréal.

Si vous souhaitez publiciser votre événement, veuillez compléter la fiche événement ci-jointe.

Fiche événement

Nom de l'événement

Année de création (édition)

Thème

Type d'événement

Brève description

Date de début de l'événement

Date de fin de l'événement

Lieu de l'événement

Clientèle

Coût d'entrée

Renseignements complémentaires

Numéro de téléphone (info ou réservation)

Site Internet

Organisme responsable

Personne-ressource et coordonnées

12. Engagement de l'organisme

Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme,

certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L’organisme s’engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L’organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s’engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu’elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande. Le montant du soutien financier accordé à l’organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l’instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l’instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l’entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l’organisme a signé à Montréal

Nom de l'organismeNom du Répondant de l'organisme

☐ J'accepte l'engagement

Informations

ID

426

Création

2024-09-30 17:12:50

Modification

Supprimé

Not deleted

Modifier un projet

Demandeur

- Sélectionner -

Statut

Nouveau

Programme de soutien

OBNL - Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES)

1. Identification du répondant

NOTE :

Le nom du répondant correspond à la personne responsable mentionnée dans la résolution. Vous devez utiliser ses coordonnées pour créer un nouveau projet. Le nom, le prénom ainsi que le courriel que vous utilisez dans ce compte seront automatiquement copiés dans les informations du répondant du projet.

Le nom de l'organisme doit correspondre à celui enregistré au Registraire des entreprises du Québec et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

Organisme

Nom légal

Statut juridique

Date d'incorporation

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Numéro d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada)

Numéro de la société (Industrie Canada)

Numéro d'entreprise (Industrie Canada)

Nom du répondant

Fonction du répondant

Siège social

Adresse

Ville

Province

Code postal

Correspondance (si différente)

Adresse

Ville

Province

Code postal

Communication

Téléphone

Cellulaire

Courriel

Site Internet

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres)

2. Identification de l'événement / l'activité

Événement / activité

Nom

Discipline sportive / Activité

✖

✚ Ajouter une discipline sportive

Date (du)

Date (au)

Localisation de l'événement

Site de l'événement

Adresse

Ville

Code postal

✚ Ajouter une localisation

3. Volet du programme

Volet

Date limite de dépôt

- Événements sportifs internationaux - max. 25 000 $
- Événements sportifs nationaux - max. 10 000 $
- Événements sportifs métropolitains - max. 15 000 $
- Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $
- Soutien aux candidatures - National - max. 10 000 $

- Soutien aux candidatures - Dépôt entre le 1er janvier et le 1er novembre 2025 (Date limite de dépôt : **2025-11-01 16:00:00**)

4. Objectifs mesurables

4.1 Objectifs généraux

Participation prévisionnelle

Nombre d'athlètes/participants attendus

Durée de l'événement (nombre de jours)

Nombre de spectacteurs attendus

Télédiffusion (auditoire prévu)

Webdiffusion (auditoire prévu)

Récurrence de l'événement

- ○ Annuel
- ○ Ponctuel
- ○ Récurrent

Nombre de récurrences / éditions

Année de la première édition

Description de l'événement

Niveau de sanction

- ☐ International
- ☐ National
- ☐ Provincial
- ☐ Aucune

Âge des athlètes

- ☐ Senior
- ☐ Maître
- ☐ Junior
- ☐ Cadet
- ☐ Autre

Calibre de la compétition

- ○ Mondiale

- ○ Internationale
- ○ Invitation
- ○ Continentale

Adéquation avec les objectifs du Programme

Objectifs du Programme

- ☐ Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
- ☐ Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
- ☐ Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
- ☐ Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
- ☐ Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
- ☐ Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
- ☐ Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
- ☐ Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
- ☐ Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

Nombre d'objectifs atteints du Programme

0

Type d'événement

- ☐ Compétitif
- ☐ Participatif
- ☐ Homme
- ☐ Femme
- ☐ Mixte
- ☐ Unisport / Unidisciplinaire
- ☐ Multisport / Multidisciplinaire
- ☐ Sport émergent

Parasport

4.2 Objectifs spécifiques

Pays

- Aucun -

Nombre de pays participants

0

Nombre d'équipes ou de clubs participants

Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (%)

5. Description de l'événement / des activités

Veuillez joindre une description de l'événement

Téléverser un fichier

6. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Estimation des ressources

Veuillez détailler, **en fichier joint ou en commentaire**, l'estimation préliminaire de toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) attendues de l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

Téléverser un fichier

Autres commentaires

7. Demande de soutien

Soutien demandé

Nom du volet

Soutien aux candidatures - International - max. 25 000 $

Soutien demandé de l'événement ou de la candidature

0,00 $

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé

8. Budget prévisionnel du projet de candidature

Veuillez annexer le budget prévisionnel du projet de candidature (revenus et dépenses)

Téléverser un fichier

9. Documents à remettre à la Ville de Montréal

9.1 Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire

***** Lettres patentes de l'organisme**

Téléverser un fichier

***** Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »)**

Téléverser un fichier

Police d'assurance en responsabilité civile générale et police d'assurance en responsabilité civile des administrateiurs et dirigeants de l'organisme

Téléverser un fichier

Cahier des charges de l'événement

Téléverser un fichier

Structure du comité de candidature

Téléverser un fichier

Description de l'échéancier et du processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement

Veuillez inclure le calendrier de travail de l'organisme

Téléverser un fichier

Inventaire des autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement

Téléverser un fichier

Contrat type que l'organisme hôte doit signer avec le détenteur des droits de l'événement (facultatif)

Ce document sera toutefois exigé dans le cadre d'une demande de soutien financier à l'événement, advenant la candidature obtenue.

Téléverser un fichier

Rapport final, budget final et résultats de l'édition la plus récente de l'événement (si disponibles)

Téléverser un fichier

9.2 Les documents suivants doivent être envoyés au Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports à l'adresse courriel evenements.sportifs@montreal.ca, avant que la Ville de Montréal n'autorise officiellement par écrit le dépôt de la candidature auprès du détenteur des droits de l'événement.

Livrables pour lesquels la contribution de la Ville a été accordée (plan d'affaires, dossier de candidature, montage financier de l'événement (revenus et dépenses), étude d'impacts économiques, études de faisabilité et de marché, etc.

Téléverser un fichier

Rapport final, bilan financier final ou états financiers du projet de candidature.

Téléverser un fichier

Appui des fédérations québécoises et canadiennes du sport concerné pour l'événement.

Téléverser un fichier

Appui des gouvernements du Québec et du Canada pour l'événement.

Téléverser un fichier

Appui de Tourisme Montréal pour l'événement.

Téléverser un fichier

Factures pour la production des livrables remis à la Ville.

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations et les lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement sont adéquats, sécuritaires et aptes à sa tenue.

Téléverser un fichier

Confirmation écrite des gestionnaires ou propriétaires des installations et/ou des lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement à l'effet qu'ils seront disponibles pour l'accueillir.

Téléverser un fichier

10. Obligations et engagements

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à

- Utiliser cette somme pour réaliser l'événement pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le site Internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/sujets/ententes-de-partenariat-et-visibilite.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité de la Ville concernant les événements sportifs soutenus par le Programme, lequel est disponible sur la page web du Programme : montreal.ca/programmes/soutien-aux-evenements sportifs-internationaux-nationaux-et-metropolitains.

- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Organiser l'événement en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle et sportive.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal : montreal.ca/fournisseurs
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile offrant la protection indiquée par les représentants de la Ville de Montréal pour les blessures corporelles et les dommages matériels. Cette police d'assurance doit provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. La police d'assurance doit être en vigueur durant les 10 jours précédant l'événement, pendant la tenue de l'événement ainsi que pendant les 10 jours suivant la fin de l'événement. Elle doit aussi comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de l'événement. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement, des copies de la police d'assurance et de l'avenant.
- Souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurances ayant leur siège social ou un bureau au Québec, toutes les autres polices d'assurance nécessaires à la tenue de l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, accordant la protection indiquée par les autorités qui les exigent. Ces polices doivent comporter un avenant stipulant qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. L'organisme doit remettre une copie de ces polices d'assurance et des avenants au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur le site internet de la Ville de Montréal : montreal.ca/reglements-municipaux/recherche/60d7eebefd653158035a5a91
- Assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec le Représentant, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par le Représentant et divulgués à l'organisme, pour la tenue de l'événement et des activités organisées par l'organisme à Montréal et qui y sont liées.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.
- Fournir le bilan financier et l'état des dépenses et revenus de sa dernière année fiscale.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville, à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca, des états financiers vérifiés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à

- Utiliser cette somme pour produire les livrables pour lesquels la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.

- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'intention relatif au projet de candidature, ainsi qu'au processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans le projet de candidature pour l'événement dans le respect des normes en vigueur.
- Se conformer en tout temps, à toutes les directives et exigences du détenteur des droits de l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou du projet de candidature de l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison du projet de candidature et de la tenue éventuelle de l'événement à Montréal.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile générale et une police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants. Ces polices d'assurance doivent provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville copie de ces polices d'assurance en même temps que le formulaire.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, laquelle est disponible sur la page web du Programme : montreal.ca/programmes/soutien-aux-evenements-sportifs-internationaux-nationaux-et-metropolitains.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour produire les livrables de la présente entente.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifiés, approuvés et signés quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'organisme. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.
- Obtenir une autorisation écrite officielle de la Ville de Montréal avant de déposer, auprès du détenteur des droits de l'événement, la candidature qu'il a préparée afin de tenir l'événement à Montréal. La contribution financière de la Ville dans la préparation de la candidature de l'organisme ne constitue pas un appui officiel de la Ville au dépôt de la candidature de l'organisme auprès du détenteur des droits de l'événement ni une intention de la Ville à soutenir éventuellement l'organisation et la tenue de l'événement à Montréal.

11. Renseignements

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante :

evenements.sportifs@montreal.ca

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

12. Engagement de l'organisme

Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme,

certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organismeNom du Répondant de l'organisme

☐ J'accepte l'engagement

Informations

ID

426

Création

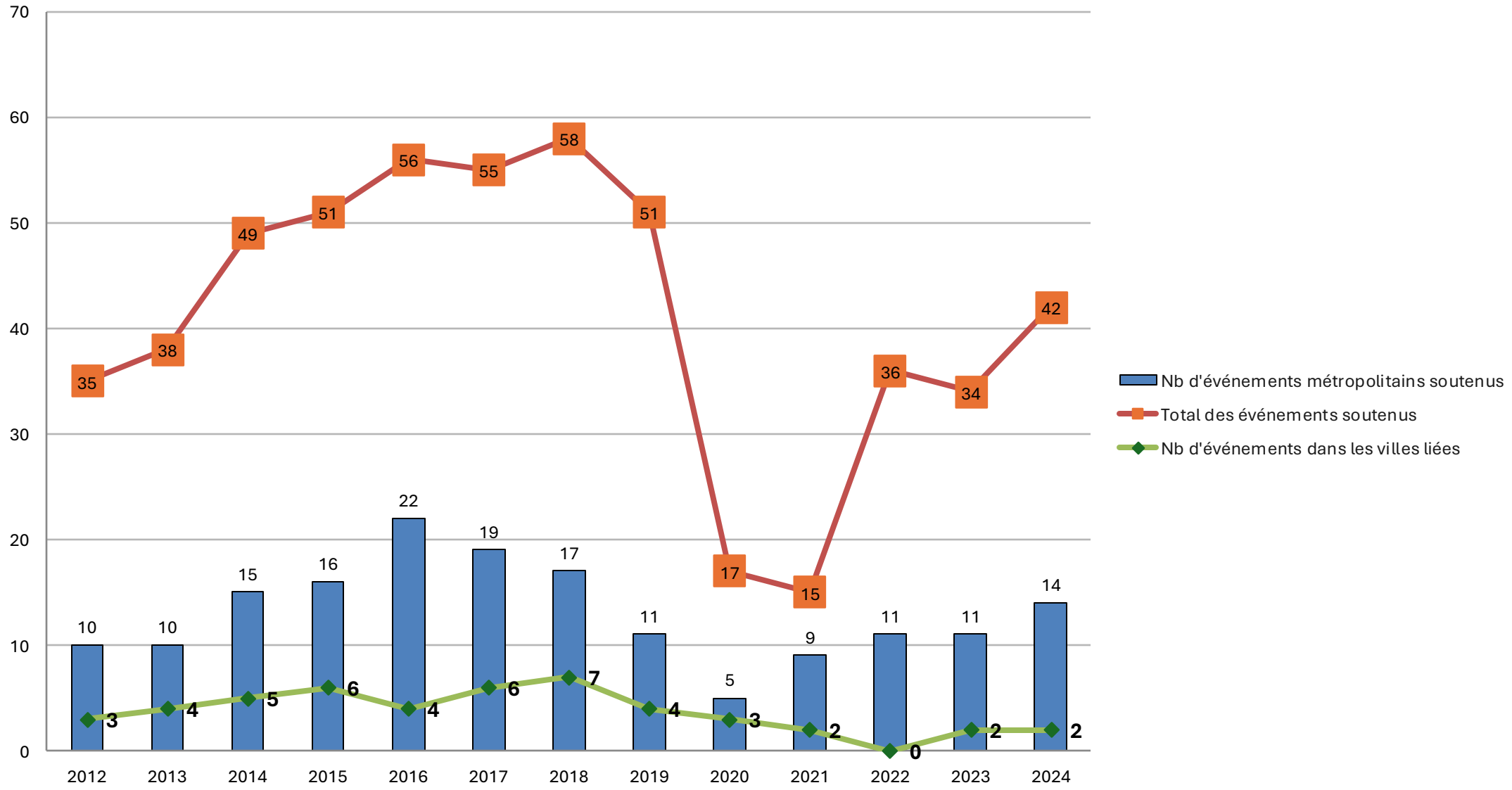
2024-09-30 17:12:50

Modification

Supprimé

Not deleted

PSES | nombre d'événements tenus dans les villes liées parmi ceux soutenus



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246549005

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1246549005 Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Valérie LAVIGNE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245449002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé (49 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-25 09:56

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération s*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé (49 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 49 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et appuyant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de Baie-D'Urfé a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur*

l'aménagement et l'urbanisme. Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-16
Soraya BASSIL conseiller(-ere) en amenagement	Seraya SPEER cheffe de section
Tél : 514-872-0352 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-8200 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-23

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449002*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la ville de Baie-D'Urfé, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE BAIE-D'URFÉ, TENUE À L'AUDITORIUM DU CENTRE WHITESIDE TAYLOR, SITUÉ AU 20551, CHEMIN LAKESHORE, BAIE-D'URFÉ, ET TÉLÉDIFFUSÉE SUR LE SITE WEB DE LA VILLE, LE MARDI 8 OCTOBRE 2024, À 19 H 30

EXTRACT OF THE MINUTES OF THE REGULAR MEETING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE TOWN OF BAIE-D'URFÉ HELD AT THE WHITESIDE TAYLOR CENTRE'S AUDITORIUM, LOCATED AT 20551 LAKESHORE ROAD, BAIE-D'URFÉ, AND BROADCASTED ON THE TOWN'S WEBSITE, ON TUESDAY, OCTOBER 8, 2024, AT 7:30 P.M.

Approbation - liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940

ATTENDU QUE selon le projet de loi 69 modifiant la *Loi sur le patrimoine culturel*, RLRQ, c. P-9.002, prévoit qu'une ville doit adopter un inventaire des immeubles, sur son territoire, qui ont été construits avant 1940;

ATTENDU QUE la Ville a collaboré avec la Ville de Montréal aux fins de la réalisation de l'inventaire des immeubles, sur son territoire, construits avant 1940;

ATTENDU QUE cet inventaire a été présenté au conseil et il qu'il est entendu que cette liste est préliminaire;

ATTENDU QUE la Ville s'engage à obtenir la classification des immeubles de cet inventaire;

2024-10-163

Il est proposé par la conseillère Chartrand, appuyé par le conseiller Gruber

D'APPROUVER l'inventaire des immeubles construits sur son territoire avant 1940, sous réserve de la classification des immeubles visés par cette liste.

D'APPUYER la recommandation faite au conseil d'agglomération pour l'adoption de cet inventaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Approval - inventory list of buildings constructed before 1940

WHEREAS according to Bill 69 amending the *Cultural Heritage Act*, RLRQ, c. P-9.002, a town must adopt an inventory of buildings on its territory that were built before 1940;

WHEREAS the Town collaborated with the City of Montreal to produce an inventory of buildings on its territory built before 1940;

WHEREAS this inventory has been presented to Council and this list is intended to be preliminary;

WHEREAS the Town commits to obtain the classification of the buildings in this inventory;

2024-10-163

It is moved by Councillor Chartrand, seconded by Councillor Gruber

TO APPROVE the inventory of buildings built on its territory before 1940, with the classification of the buildings concerned by this list.

TO SUPPORT the recommendation made to the Agglomeration Council to adopt this inventory.

UNANIMOUSLY RESOLVED

Copie certifiée conforme le 9 octobre 2024

Marie-Hélène Brunet
Greffière / Town Clerk

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM[2]
i663-BDU-4063878-001	15	15	rue		Cambridge	X		
i663-BDU-4064272-006	20726	20726	rue		Gay Cedars	X		
i663-BDU-4064272-003	20726	20726	rue		Gay Cedars	X		
i663-BDU-4064272-004	20726	20726	rue		Gay Cedars	X		
i663-BDU-4064077-001	20746	20746	rue		Gay Cedars	X		
i663-BDU-4065637-001	19992	19992	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065458-001	20010	20010	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-5028194-001	20094	20094	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065294-001	20122	20122	chemin		Lakeshore	X		Maison Rangé
i663-BDU-4065294-003	20122	20122	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065219-001	20154	20154	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065219-002	20154	20154	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-5026181	20180	20180	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065177-001	20237	20237	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065177-002	20237	20237	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065077	20270	20270	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065074-001	20285	20285	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065070-001	20329	20331	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065070-002	20329	20331	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064908	20358	20358	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064909	20360	20360	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064801-001	20389	20389	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064801-002	20389	20389	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064799	20410	20410	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064709-002	20475	20475	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064709-001	20477	20477	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064440	20625	20625	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064281	20684	20684	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064284-001	20690	20690	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4064092	20713	20713	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4063845	20758	20758	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4063841-001	20790	20790	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4063841-002	20790	20790	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4063991-001	20799	20799	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4063839	20802	20802	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-5028197-002	20826	20826	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-5028197-001	20826	20826	chemin		Lakeshore	X		
i663-BDU-4065697	41	41	rue		Magnolia	X		

[1]Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.

[2] Nom historique ou usuel de l'immeuble.

i663-BDU-4065225-001	211	211	rue	Oakridge	X
i663-BDU-4063984	32	32	rue	Oxford	X
i663-BDU-4063943	41	41	rue	Oxford	X
i663-BDU-4063945	43	43	rue	Oxford	X
i663-BDU-4063969	64	64	rue	Oxford	X
i663-BDU-4063963	84	84	rue	Oxford	X
i663-BDU-4065224-002	20	20	rue	Picardy	X
i663-BDU-4063905	47	47	rue	Saint-Andrew's	X
i663-BDU-4063911	63	63	rue	Saint-Andrew's	X
i663-BDU-4065599-001	20026	20026	place	Wilson	X

[1]Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.

[2] Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249569006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ) pour les années 2024 à 2028;
Attendu que la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Il est recommandé que la Ville de Montréal :

1- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

2- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, aux exigences, aux pertes, aux dommages et aux coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2024-2028;

3- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux ci-jointe et de tous les autres documents

exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

4- s'engage à déposer annuellement une mise à jour de sa programmation de travaux durant la période du 1er octobre au 15 février inclusivement;

5- s'engage à réaliser les investissements autonomes qui lui sont imposés pour l'ensemble des cinq années du programme;

6- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvés par la présente résolution.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-25 10:17

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249569006**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CONTENU

CONTEXTE

Les gouvernements du Québec et du Canada octroient plus de 3,2 milliards de dollars aux municipalités sur 5 ans pour assurer la pérennité des infrastructures essentielles au bien-être de la population et à la qualité de leur milieu de vie. Ce financement provient d'un investissement de plus de 2,2 milliards de dollars du gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour le développement des collectivités du Canada, auquel s'ajoute une contribution de 1 milliard de dollars du gouvernement du Québec.
Le programme TECQ 2024-2028 offre un soutien financier aux municipalités pour la réalisation de travaux en matière d'eau potable, de traitement des eaux usées, de résilience face aux changements climatiques, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures. Au cours de cette période, la Ville recevra 552 131 821 $ pour la réalisation de travaux d'infrastructures municipales admissibles selon la lettre en pièce jointe. Une bonification allant jusqu'à 10% de l'aide gouvernementale, soit un montant de 55 213 182 $, pourra être accordée à la Ville si elle respecte les critères d'écoresponsabilités prévus au programme.

Les travaux admissibles concernent quatre priorités:

1. Les travaux d'installation, de mise aux normes et de mise à niveau des équipements et ouvrages d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. Les études et les activités qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. Les travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'eaux usées.
4. Les travaux de résilience aux changements climatiques, de voirie locale, ceux sur les

infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, ceux sur les infrastructures visant le déploiement d'un réseau Internet haute vitesse, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, les travaux sur les casernes d'incendie ainsi que sur les infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive, de loisir et touristique.

Dans le cadre du Programme, chaque municipalité doit déposer au Ministère durant la période du 1er octobre au 15 février inclusivement une programmation de travaux constituée de la liste des travaux et des coûts admissibles réalisés ou prévus, accompagnée d'une résolution du conseil municipal entérinant ces travaux et ces coûts admissibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0583 - 24 octobre 2024 - Approuver la programmation finale des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)
CG23 0522 - 21 septembre 2023 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2024) pour l'année 2023 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CG22 0515 - 25 août 2022 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2022 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CG21 0501 - 26 août 2021 - Adopter une nouvelle résolution conformément aux exigences du MAMH pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 / Autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) / Abroger la résolution CG21 0154

CG21 0154 - 25 mars 2021 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2021 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

CG20 0215 - 23 avril 2020 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023) pour l'année 2020 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1207814001

CM19 1213 - 18 novembre 2019 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de
compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2019-2023), pour l'année 2019, et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH) - 1197814001

CM19 0200 - 26 février 2019 - Approuver la programmation révisée des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe

sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - 1198020001

CM18 1011 - 21 août 2018 - Adopter une nouvelle résolution pour approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) / Abroger la résolution CM18 0677- 1188020002

CM18 0677 - 28 mai 2018 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)- 1181158004

CE17 1974 - 20 décembre 2017- Attester de la valeur des travaux admissibles réalisés et prévus en 2017 dans le cadre du programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018)

CG17 0277 - 15 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence d'agglomération admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158003

CM17 0792 - 13 juin 2017 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) et autoriser le Service de l'eau à soumettre la programmation au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - 1171158004

DESCRIPTION

La programmation finale TECQ de compétence locale et d'agglomération élaborée en 2024 se décline comme suit :

SOMMAIRE								
Direction	Projet Investi	Priorité	2024	2025	2026	2027	2028	**Total**
4908 - Eau,Dir.Projets Majeurs	56530 - Désinfection de l'effluent	1	15 028 000 $					15 028 000 $
BF	Auscultation	2	3 191 000 $					3 191 000 $
4903 - Eau,Dir.Gestion.Actifs	18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts	3	80 170 000 $					80 170 000 $
SUM et SIRR	Voirie	4	17 481 166 $	10 769 285 $				28 250 451 $
								126 639 451 $

Ces travaux admissibles réalisés concernent les quatre priorités du programme.

La présente programmation est la première du programme TECQ 2024-2028 qui sera présentée au MAMH pour approbation.

JUSTIFICATION

Le programme TECQ 2024-2028 exige la présente approbation. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme également.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention globale du programme TECQ 2024-2028 allouée à la Ville de Montréal est de 552 131 821 $ sachant que 80 % de l'enveloppe disponible (441,7 M$) seront utilisés pour des projets en lien avec les infrastructures de l'eau de compétence locale ou d'agglomération et 20 % (110,4 M$) pour des projets en voirie de compétence locale.
Le revenu estimé de la subvention, suite à la réalisation des travaux admissibles en 2024, est estimé à 126 639 451 $

MONTRÉAL 2030

Les travaux inscrits à la programmation contribuent au maintien et à l 'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles à la population de l 'agglomération de Montréal. (voir la grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas déposer cette programmation de travaux priverait la Ville du revenu de la subvention et aurait un impact sur la capacité financière de la Ville à réaliser ces travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2024 - Transmission de la programmation et résolution au MAMH;
Après novembre 2024 - Approbation de la programmation finale des travaux par le MAMH;
Mars 2025 - Versement de l'aide financière associée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ouiam OUTMANI
Agente de recherche

Tél : 4388717681
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-16

Etienne DRAPEAU
Chef de division- Planification stratégique et performance

Tél : 438 824-6058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél :
Approuvé le : 2024-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249569006
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction, Division Planification stratégique et performance
Projet : Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 19 : Les travaux inscrits à la programmation contribuent au maintien et à l'amélioration de la fiabilité et de la résilience d'infrastructures essentielles à la population de l 'agglomération de Montréal.			

Section B - **Test climat**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - **ADS+***

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Québec
Gouvernement du Québec
La ministre des Affaires municipales
La ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Québec, le 18 juillet 2024

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Madame la Mairesse,

Le 12 juin 2024, le ministre des Finances du Québec, Eric Girard et moi-même, en collaboration avec le ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, l'honorable Sean Fraser et le ministre des Transports et lieutenant du Québec, l'honorable Pablo Rodriguez, avons annoncé une nouvelle entente de dix ans, relative au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (FDCC), soit de 2024 à 2034.

Avec un investissement de 2,2 milliards de dollars du FDCC, auxquels s'ajoutent 1 milliard de dollars de notre gouvernement, le programme de Transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ) 2024-2028 offre une aide totale de 3,2 milliards de dollars, sur cinq ans, aux municipalités du Québec.

Au cours de cette période, la Ville recevra 552 131 821 $ pour la réalisation de travaux d'infrastructures municipales admissibles.

Souhaitant soutenir les municipalités avec un réseau d'eau, et en conformité avec les récents engagements de la Déclaration de réciprocité pris en concertation avec le milieu municipal pour assurer les investissements en infrastructures d'eau et mieux planifier leur renouvellement, une bonification allant jusqu'à 10 % de l'aide gouvernementale, soit un montant de 55 213 182 $, pourra être accordée à la Ville si elle respecte les critères d'écoresponsabilités prévus au programme.

Je vous rappelle que les travaux doivent se réaliser selon l'ordre de priorité suivant pour être admissibles :

1. installation, mise aux normes et mise à niveau des équipements et ouvrages d'eau potable et d'assainissement des eaux;

... 2

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2050
ministre@mam.gouv.qc.ca
www.quebec.ca/gouv/affaires-municipales-habitation

Montréal
Édifice Loto-Québec, 9e étage
500, rue Sherbrooke Ouest, bur. 944
Montréal (Québec) H3A 3C6

2. études et activités visant à améliorer la connaissance des infrastructures municipales, reliées;

   - au plan d'intervention pour le renouvellement de conduites;
   - au plan de gestion des actifs (PGA) réalisé en régie ou à contrat;
   - à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable;
   - à l'inventaire et au relevé sanitaire des installations septiques individuelles.

3. renouvellement des conduites d'eau potable et d'eaux usées;

4. travaux de résilience aux changements climatiques, la voirie locale, les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les infrastructures visant le déploiement d'un réseau d'internet haute vitesse, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, les casernes de pompiers ainsi que les infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive, de loisir et touristiques.

Je vous informe également qu'une portion équivalente à 20 % de la somme allouée à la Ville pourra être utilisée pour réaliser des travaux admissibles de son choix, et ce, sans tenir compte de l'ordre de priorité établi. Cette portion est calculée sur la somme allouée à la base, en excluant la bonification pour infrastructures d'eau accessible aux municipalités possédant un réseau d'eau.

De plus, je confirme l'admissibilité des dépenses au programme TECQ 2024-2028 à compter du 1er janvier 2024.

Afin de respecter l'entente conclue avec le gouvernement du Canada, aucune annonce publique ne pourra être faite sans mon autorisation préalable. Le Ministère communiquera avec vous, si nécessaire.

Si vous désirez obtenir plus d'information, je vous invite à communiquer avec la Direction générale des infrastructures d'eau à TECQ2024-2028@mamh.gouv.qc.ca.

Veuillez agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre,

ANDRÉE LAFOREST

Priorité 3 – Renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts								
NoProjet	**Arrondissement**	**Localisation**	**Travaux**	**Actif**	**2024 Travaux**	**2024 Services professionnels**	**NoSimonSP**	**NoSimonTV**
15-MTN-PTI-013	Montréal-Nord	Saint-Vital, boulevard, (Sabrevois, rue à Fleury, ru	Réhabilitation	Aqueduc	545 207 $	5 723 $	196912	196913
16-VSM-PTI-024 AQ	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Christophe-Colomb, avenue, (Jean-Talon est, rue à	Reconstruction	Aqueduc	2 719 345 $	110 970 $	198616	198615
16-VSM-PTI-024 ÉG	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Christophe-Colomb, avenue, (Jean-Talon est, rue à	Reconstruction	Égout unita	3 314 543 $	125 841 $	198614	198613
17-AHU-PTI-83 AQ	Ahuntsic-Cartierville	De Salaberry, rue, (Acadie, boulevard de l' à Bois-d	Reconstruction	Aqueduc	792 090 $	40 793 $	193341	193340
17-AHU-PTI-83 ÉG	Ahuntsic-Cartierville	De Salaberry, rue, (Acadie, boulevard de l' à Bois-d	Reconstruction	Égout unita	1 681 027 $	106 659 $	193339	193338
17-LAC-PTI-048-AQ	Lachine	47e Avenue, (Victoria, rue à Sherbrooke, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	520 261 $	4 293 $	196918	196919
17-SDO-PTI-016	Le Sud-Ouest	Notre-Dame Ouest, rue, (Monk, boulevard à Carill	Réhabilitation	Aqueduc	312 484 $	2 578 $	196918	196919
17-VMA-PTI-058-ÉG1	Ville-Marie	Saint-Hubert, rue, (Ontario Est, rue à Sherbrooke	Réhabilitation	Égout unita	105 741 $	1 683 $	200833	200834
17-VMA-PTI-058-EG2	Ville-Marie	Saint-Hubert, rue, (Ontario Est, rue à Sherbrooke	Reconstruction	Égout unita	8 207 $	135 $	200833	200834
18-AHU-PTI-096-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Legendre Ouest, rue, (Meilleur, rue à Verville, rue	Réhabilitation	Aqueduc	335 354 $	3 520 $	196912	196913
18-AHU-PTI-137-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Legendre Ouest, rue, (Tolhurst, rue à Meunier, ru	Réhabilitation	Aqueduc	434 108 $	4 557 $	196912	196913
18-CDN-PTI-060-AQ1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	De Maisonneuve Ouest, boulevard, (West Broadw	Réhabilitation	Aqueduc	1 020 939 $	18 713 $	196915	196916
18-RDP-PTI-007	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	43e Avenue, (Victoria, rue à Albéric-Gélinas, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	421 764 $	4 427 $	196912	196913
18-SDO-PTI-043-AQ	Le Sud-Ouest	Saint-Antoine Ouest, rue, (Sainte-Marguerite, rue	Reconstruction	Aqueduc	549 061 $	29 398 $	197468	197467
18-SDO-PTI-043-EG1	Le Sud-Ouest	Saint-Antoine Ouest, rue, (Sainte-Marguerite, rue	Reconstruction	Égout unita	908 653 $	46 135 $	197472	197471
18-SDO-PTI-044-AQ	Le Sud-Ouest	Saint-Antoine Ouest, rue, (De Courcelle, rue à Len	Reconstruction	Aqueduc	4 576 $	245 $	197468	197467
18-SDO-PTI-044-EG1	Le Sud-Ouest	Saint-Antoine Ouest, rue, (De Courcelle, rue à Len	Reconstruction	Égout unita	5 553 $	282 $	197472	197471
18-SDO-PTI-072-AQ1	Le Sud-Ouest	Émard, avenue, (Laurendeau, rue à Eadie, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	303 977 $	2 508 $	196918	196919
18-VMA-PTI-13-AQ1	Ville-Marie	Gascon, avenue, (Rouen, rue de à Hochelaga, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	464 600 $	8 516 $	196915	196916
19-AHU-PTI-001-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Chambord, rue, (Fleury Est, rue à Prieur Est, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	520 519 $	5 464 $	196912	196913
19-ANJ-PTI-002-AQ1	Anjou	Galeries-D'Anjou, boulevard des, (Fontevrault, ave	Réhabilitation	Aqueduc	586 355 $	6 155 $	196912	196913
19-LAC-PTI-005-AQ1	Lachine	Eastern, avenue, (Limite Ouest à Saint-Jacques, ru	Réhabilitation	Aqueduc	91 618 $	756 $	196918	196919
19-LAC-PTI-031-AQ1	Lachine	Saint-Antoine, rue, (23e Avenue à Holon, croissan	Reconstruction	Aqueduc	1 475 152 $	19 151 $	186584	186583
19-LAC-PTI-031-EG1	Lachine	Saint-Antoine, rue, (23e Avenue à Holon, croissan	Reconstruction	Égout unita	874 972 $	35 975 $	186586	186585
19-PMR-PTI-032-AQ1	Le Plateau-Mont-Royal	De Brébeuf, rue, (Rachel Est, rue à Marie-Anne Est	Reconstruction	Aqueduc	252 059 $	9 984 $	198167	198166
19-PMR-PTI-032-AQ2	Le Plateau-Mont-Royal	De Brébeuf, rue, (Rachel Est, rue à Marie-Anne Est	Reconstruction	Aqueduc	1 033 444 $	40 935 $	198167	198166
19-PMR-PTI-032-EG1	Le Plateau-Mont-Royal	De Brébeuf, rue, (Rachel Est, rue à Marie-Anne Est	Réhabilitation	Égout unita	101 251 $	4 394 $	198165	198163
19-PMR-PTI-032-EG2	Le Plateau-Mont-Royal	De Brébeuf, rue, (Rachel Est, rue à Marie-Anne Est	Réhabilitation	Égout unita	414 520 $	17 987 $	198165	198163
19-VMA-PTI-033-EG1	Ville-Marie	De Longueuil, rue, (Saint-Paul Ouest, rue à Saint-M	Réhabilitation	Égout unita	354 336 $	20 823 $	198224	198223
19-VMA-PTI-036-AQ2	Ville-Marie	De Maisonneuve Est, boulevard, (De Lorimier, ave	Reconstruction	Aqueduc	838 648 $	87 308 $	199905	198274
20-MHM-PTI-028-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Des Groseilliers, rue, (Faradon, rue à Davis, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	467 875 $	5 804 $	196909	196910
20-MHM-PTI-044-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Desautels, rue, (Souligny, avenue à Hochelaga, ru	Réhabilitation	Aqueduc	707 450 $	8 776 $	196909	196910
20-MHM-PTI-055-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Sainte-Catherine Est, rue, (Darling, rue à Aylwin, r	Réhabilitation	Aqueduc	660 944 $	8 199 $	196909	196910
20-MHM-PTI-065-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Saint-Donat, rue, (Ontario Est, rue à Brouage, rue	Réhabilitation	Aqueduc	533 547 $	6 619 $	196909	196910
20-MHM-PTI-071-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Granby, avenue de, (Marseille, rue de à Sherbrool	Réhabilitation	Aqueduc	897 137 $	11 129 $	196909	196910
20-MTN-PTI-004-AQ1	Montréal-Nord	Henri-Bourassa, boulevard, (Sainte-Colette, boule	Réhabilitation	Aqueduc	220 140 $	2 311 $	196912	196913
20-PIR-PTI-014-AQ1	Pierrefonds-Roxboro	17e Avenue, (10e Rue à 9e Rue)	Reconstruction	Aqueduc	147 423 $	7 500 $	194552	194553
20-PIR-PTI-014-EG1	Pierrefonds-Roxboro	17e Avenue, (10e Rue à 9e Rue)	Reconstruction	Égout sanit	324 497 $	16 508 $	194555	194556
20-PIR-PTI-014-EG2	Pierrefonds-Roxboro	17e Avenue, (10e Rue à 9e Rue)	Construction	Égout pluvi	222 224 $	11 305 $	194557	194559
20-SDO-PTI-007-AQ1	Le Sud-Ouest	De La Vérendrye, boulevard, (D'Arcy-McGee, rue à	Réhabilitation	Aqueduc	390 851 $	3 225 $	196918	196919
20-SDO-PTI-009-AQ1	Le Sud-Ouest	De La Vérendrye, boulevard, (Woodland, avenue à	Réhabilitation	Aqueduc	440 750 $	3 637 $	196918	196919
20-VER-PTI-003-AQ	Verdun	1re Avenue, (Verdun, rue de à Bannantyne, rue)	Reconstruction	Aqueduc	788 850 $	14 155 $	199946	162736
20-VMA-PTI-085-EG1	Ville-Marie	De Maisonneuve Est, boulevard, (De Lorimier, ave	Reconstruction	Égout unita	1 591 862 $	183 963 $	199904	198272
21-ANJ-PTI-001-AQ1	Anjou	Curé-Clermont, avenue, (Cholet, avenue à Église,	Réhabilitation	Aqueduc	479 371 $	5 032 $	196912	196913
21-ANJ-PTI-002-AQ1	Anjou	Arundel, (Talcy à Arundel)	Réhabilitation	Aqueduc	269 517 $	2 829 $	196912	196913
21-CDN-PTI-046-AQ1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Dupuis, avenue, (Macdonald, avenue à Clanranalc	Reconstruction	Aqueduc	831 419 $	31 969 $	197948	197947
21-CDN-PTI-046-AQ2	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Clanranald, avenue, (Dupuis, avenue à Van Horne	Entrées service	Aqueduc	919 413 $	29 397 $	197951	197950
21-CDN-PTI-046-EG1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Dupuis, avenue, (Macdonald, avenue à Clanranalc	Reconstruction	Égout unita	934 912 $	34 174 $	197946	197945
21-LAC-PTI-110-AQ1	Lachine	41e Avenue, (Broadway, rue à Victoria, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	351 749 $	2 902 $	196918	196919
21-LAC-PTI-111-AQ1	Lachine	56e Avenue, (Victoria, rue à Sir-George-Simpson,	Réhabilitation	Aqueduc	626 113 $	5 166 $	196918	196919

21-LAC-PTI-114-AQ1	Lachine	52e Avenue, (Saint-Joseph, boulevard à 53e Aven	Réhabilitation	Aqueduc	320 664 $	2 646 $	196918	196919
21-MHM-PTI-037-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Saint-Clément, rue, (Notre-Dame Est, rue à Sainte	Réhabilitation	Aqueduc	343 860 $	4 266 $	196909	196910
21-MHM-PTI-040-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Bossuet, rue, (Pierre-Bédard, rue à Rosemont, bo	Reconstruction	Aqueduc	473 378 $	12 709 $	199575	195093
21-MHM-PTI-041-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Pierre-Bédard, rue, (Lacordaire, rue à Du Quesne,	Reconstruction	Aqueduc	4 730 $	142 800 $	199572	199573
21-MHM-PTI-041-EG4	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Pierre-Bédard, rue, (Louis-Veuillot, rue à Bossuet,	Construction	Égout sanit	226 180 $	4 900 $	199567	199566
21-MHM-PTI-041-EG5	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Pierre-Bédard, rue, (De Cadillac, rue à Du Quesne,	Reconstruction	Égout sanit	473 628 $	94 726 $	199570	199569
21-RDP-PTI-002	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	57e Avenue, (Limite sud à Notre-Dame Est, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	298 321 $	3 131 $	196912	196913
21-RPP-PTI-033-AQ1	Rosemont–La Petite-Patrie	Mozart Est, avenue, (Saint-Laurent, boulevard à D	Réhabilitation	Aqueduc	628 531 $	7 797 $	196909	196910
21-RPP-PTI-059-EG1	Rosemont–La Petite-Patrie	Augier, rue, (Érables, avenue des à Écores, rue de	Réhabilitation	Égout unita	237 373 $	31 530 $	199785	194283
21-SDO-PTI-011-AQ1	Le Sud-Ouest	Hamilton, rue, (Saint-Patrick, rue à Jacques-Hertel	Réhabilitation	Aqueduc	584 722 $	4 825 $	196918	196919
21-VMA-PTI-005-AQ1	Ville-Marie	Côte-des-Neiges, chemin de la, (Cedar, avenue à [	Réhabilitation	Aqueduc	177 008 $	3 244 $	196915	196916
22-AHU-PTI-009-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Robert-Giffard, avenue, (Dudemaine, rue à D'Aigu	Réhabilitation	Aqueduc	522 576 $	5 485 $	196912	196913
22-AHU-PTI-018-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Christophe-Colomb, avenue, (Crémazie est, boule	Réhabilitation	Aqueduc	273 632 $	2 872 $	196912	196913
22-AHU-PTI-031-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Durham, avenue, (Sauvé est, rue à Sauriol est, rue	Réhabilitation	Aqueduc	528 748 $	5 550 $	196912	196913
22-AHU-PTI-032-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Tanguay, rue, (Prieur ouest, rue à Henri-Bourassa	Réhabilitation	Aqueduc	536 978 $	5 637 $	196912	196913
22-ANJ-PTI-004-AQ1	Anjou	Seuilly, place, (La Roche-Sur-Yon, avenue de à Seu	Réhabilitation	Aqueduc	224 255 $	2 354 $	196912	196913
22-CDN-PTI-035-AQ1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	4 334 274 $	81 384 $	196932	196933
22-CDN-PTI-038-AQ1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Coolbrook, avenue, (Snowdon, rue à Queen-Mary	Reconstruction	Aqueduc	1 117 140 $	56 000 $	198969	195088
22-CDN-PTI-038-EG1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Coolbrook, avenue, (Snowdon, rue à Queen-Mary	Reconstruction	Égout unita	1 865 340 $	93 800 $	198970	195090
22-CDN-PTI-038-EG2	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Snowdon, rue, (Earnscliffe, avenue à Coolbrook, a	Construction	Égout sanit	93 729 $	18 746 $	198435	198434
22-LAC-PTI-010-AQ1	Lachine	56e Avenue, (René-Huguet, rue à Victoria, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	443 040 $	3 656 $	196918	196919
22-LAC-PTI-011-AQ1	Lachine	39e Avenue, (Broadway, rue à Dixie, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	409 501 $	3 379 $	196918	196919
22-LAC-PTI-012-AQ1	Lachine	51e Avenue, (Saint-Joseph, boulevard à René-Hug	Réhabilitation	Aqueduc	876 919 $	7 236 $	196918	196919
22-LAS-PTI-001-AQ1	LaSalle	Salley, rue, (Dollard, avenue à Carignan, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	315 756 $	2 605 $	196918	196919
22-MTN-PTI-002-AQ1	Montréal-Nord	Sainte-Colette, boulevard, (Jean-Paul-Cardinal, av	Réhabilitation	Aqueduc	380 616 $	3 995 $	196912	196913
22-OUT-PTI-009-AQ1	Outremont	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	2 199 793 $	36 359 $	196935	196936
22-PMR-PTI-022-AQ1	Le Plateau-Mont-Royal	Duluth est, avenue, (Saint-Hubert, rue à Mentana	Réhabilitation	Aqueduc	336 697 $	6 171 $	196915	196916
22-RDP-PTI-003-AQ1	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	346 705 $	7 217 $	196938	196939
22-RPP-PTI-027-AQ1	Rosemont–La Petite-Patrie	Louis-Hémon, rue, (Augier, rue à Bélanger, rue)	Reconstruction	Aqueduc	2 188 776 $	76 000 $	199783	194277
22-RPP-PTI-027-EG1	Rosemont–La Petite-Patrie	Louis-Hémon, rue, (Augier, rue à Bélanger, rue)	Reconstruction	Égout unita	4 884 591 $	63 060 $	199784	194280
22-SDO-PTI-006-AQ1	Le Sud-Ouest	Saint-Patrick, rue, (Hamilton, rue à Briand, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	434 860 $	3 588 $	196918	196919
22-SDO-PTI-011-AQ1	Le Sud-Ouest	Island, rue, (Centre, rue du à Saint-Patrick, rue)	Réhabilitation	Aqueduc	429 134 $	3 541 $	196918	196919
22-SDO-PTI-032-AQ1	Le Sud-Ouest	Saint-Antoine ouest, rue, (Lenoir, rue à Sainte-Ma	Reconstruction	Aqueduc	3 212 $	172 $	197468	197467
22-SDO-PTI-035-AQ1	Le Sud-Ouest	Wellington, rue, (Congrégation, rue de la à Sucrer	Réhabilitation	Aqueduc	217 594 $	1 795 $	196918	196919
22-SDO-PTI-047-AQ1	Le Sud-Ouest	Laprairie, rue, (Augustin-Cantin, rue à Saint-Patric	Réhabilitation	Aqueduc	134 155 $	1 107 $	196918	196919
22-VSM-PTI-003-AQ1	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	14e Avenue, (Louvain est, rue de à Champdoré, ru	Réhabilitation	Aqueduc	628 531 $	7 797 $	196909	196910
22-VSM-PTI-039-AQ1	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	10e Avenue, (Legendre est, rue à Louvain est, rue	Réhabilitation	Aqueduc	775 095 $	9 615 $	196909	196910
23-AHU-PTI-017-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Green Lane, rue, (Maple, rue à Gouin ouest, boule	Reconstruction	Aqueduc	675 876 $	31 537 $	199530	199529
23-AHU-PTI-017-EG1	Ahuntsic-Cartierville	Green Lane, rue, (Maple, rue à Gouin ouest, boule	Reconstruction	Égout unita	1 103 194 $	50 809 $	199533	199532
23-AHU-PTI-021-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	1 223 829 $	20 228 $	196935	196936
23-AHU-PTI-037-AQ1	Ahuntsic-Cartierville	Gouin est, boulevard, (Prairies, rue des à De Mart	Reconstruction	Aqueduc	650 022 $	54 595 $	198296	198297
23-AHU-PTI-037-EG1	Ahuntsic-Cartierville	Gouin est, boulevard, (Prairies, rue des à De Mart	Reconstruction	Égout unita	590 575 $	54 595 $	198298	198299
23-CDN-PTI-003-AQ1	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Saint-Jacques, rue, (Hingston, avenue à Belgrave,	Réhabilitation	Aqueduc	456 796 $	8 373 $	196915	196916
23-LAS-PTI-001-AQ1	LaSalle	Centrale, rue, (Latour, avenue à 66e Avenue)	Réhabilitation	Aqueduc	195 998 $	1 617 $	196918	196919
23-MHM-PTI-007-AQ1	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	3 075 125 $	64 007 $	196938	196939
23-OUT-PTI-016-AQ1	Outremont	ESP voirie Arron., (à)	Entrées service	Aqueduc	636 532 $	5 593 $	200650	196876
23-RDP-PTI-006-AQ1	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	16e Avenue, (Perras, boulevard à Louis-Darveau, r	Réhabilitation	Aqueduc	489 658 $	5 140 $	196912	196913
23-RPP-PTI-004-AQ1	Rosemont–La Petite-Patrie	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	3 326 887 $	72 502 $	196941	196942
23-RPP-PTI-087-EG1	Rosemont–La Petite-Patrie	Jean-Talon est, rue, (Boyer, rue à De La Roche, rue	Réhabilitation	Égout unita	121 482 $	8 010 $	198620	198617
23-SDO-PTI-006-AQ1	Le Sud-Ouest	Saint-Philippe, rue, (Sainte-Émilie, rue à Tourville,	Réhabilitation	Aqueduc	283 853 $	2 342 $	196918	196919
23-SDO-PTI-009-AQ1	Le Sud-Ouest	Gladstone, rue, (Angers, rue à Dunn, avenue)	Réhabilitation	Aqueduc	170 148 $	1 404 $	196918	196919
23-VER-PTI-006-AQ1	Verdun	Valiquette, rue, (Beurling, rue à Champlain, boule	Réhabilitation	Aqueduc	609 917 $	5 033 $	196918	196919
23-VMA-PTI-033-EG2	Ville-Marie	Ontario est, rue, (Sanguinet, rue à Atateken, rue)	Réhabilitation	Égout unita	116 856 $	1 860 $	200833	200834

23-VSM-PTI-008-AQ1	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Contrat RESP DI, (à)	Entrées service	Aqueduc	2 308 234 $	38 151 $	196935	196936
22-SDO-PTI-033-AQ1	Le Sud-Ouest	Barré, rue, (Guy, rue à Montagne, rue de la)	Reconstruction	Aqueduc	0 $	8 000 $	194534	194535
22-SDO-PTI-033-EG1	Le Sud-Ouest	Barré, rue, (Guy, rue à Montagne, rue de la)	Reconstruction	Égout unita	0 $	8 000 $	194536	194537
22-SDO-PTI-033-EG2	Le Sud-Ouest	Barré, rue, (Guy, rue à Montagne, rue de la)	Construction	Égout sanit	0 $	6 000 $	194538	194539
24-RDP-PTI-003-EG1	Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	48e Avenue, (Forsyth, rue à De Montigny, rue)	Raccordements ég	Égout sanit	50 000 $	1 000 $	199702	199701
17-VMA-PTI-084-EG1	Ville-Marie	De Champlain, rue, (De Maisonneuve Est, bouleva	Reconstruction	Égout unita	0 $	108 206 $	200177	176242
23-RPP-PTI-047-EG1	Rosemont–La Petite-Patrie	De Gaspé, avenue, (Marmier, rue à Bellechasse, r	Réhabilitation	Égout unita	0 $	9 662 $	201705	201706

Priorité 4 – Voirie Locale														
Service	**Numéro de dossier**	**Numéro de soumission**	**Numéro PGAMR**	**Description de dossier**	**Description des travaux**	**Arrondissements**	**Type d'intervention**	**Type d'ouvrage**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**Total Réel 2024-2028**
SIRR	1237231090	509803	1	Travaux de voirie dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de l'Ile-Bizard-Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (PCPR et PRCPR 2024)	Planage et revêtement	AHU, IBG, PRR, RPP. VSM	Remise en état	Chaussée et ouvrages connexes	6 384 037					6 384 037
SIRR	1247231009	509805	2	Travaux de voirie (réhabilitation de chaussée) dans l'arrondissement de Saint-Laurent (PCPR/PRCPR 2024)	Planage et revêtement	SLA	Remise en état	Chaussée et ouvrages connexes	3 917 606					3 917 606
SIRR	1247000001	440730	3	Travaux de réfection du pont de la Concorde (81-05086) (projet 20-06) situé au-dessus du fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement Ville-Marie	Réfection de structures	VM	Remise en état	Ponts et ouvrages d'art	7 179 523	10 769 285				17 948 808
Total									17 481 166 $	10 769 285 $	0 $	0 $		28 250 451 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1241024001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2025, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

ATTENDU QU'il y a lieu d'assurer la continuité des activités exercées actuellement par les conseils d'arrondissement en regard des éléments mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);
VU l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001);

Il est recommandé :

1. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024, des droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté.

2. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024 :

a) des droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal;
b) relativement au parc Jeanne-Mance, en outre de la délégation prévue à l'article 1:

i) la gestion des activités culturelles, sportives, récréatives et événementielles d'envergure locale incluant, notamment, l'octroi des contrats, leur suivi et toute autre autorisation, les activités d'opération, les communications avec les citoyens ainsi que la gestion des requêtes;
ii) la conclusion d'une entente relative à l'exploitation d'un établissement de restauration, de service d'accueil, récréatif ou sportif;
iii) l'établissement du tarif aux fins de l'exercice des pouvoirs délégués.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-10-22 13:15

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1241024001**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2025, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

CONTENU

CONTEXTE

Les matières énumérées à la résolution de délégation visée par le présent sommaire décisionnel sont énumérées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (ci-après, le « Décret ») comme des équipements, infrastructures et activités considérés d'intérêt collectif et qui relèvent de ce fait de la compétence du conseil d'agglomération.
Lors de l'adoption du Décret en décembre 2005 pour faire de ces équipements, infrastructures et activités des matières relevant du conseil d'agglomération, les arrondissements exerçaient déjà certains droits, pouvoirs et obligations à l'égard de ces matières.

Afin d'assurer la continuité des opérations au moment de la mise en place du conseil d'agglomération, l'article 70 du Décret prévoyait une disposition transitoire stipulant qu'un conseil d'arrondissement pouvait, à l'égard d'un équipement, infrastructure ou activité d'intérêt collectif mentionné en annexe, continuer d'exercer les droits, pouvoirs et obligations qu'il exerçait au 31 décembre 2005, et ce, jusqu'au 1er janvier 2008.

Comme l'article 70 du Décret assurant la période de transition cessait d'avoir effet au 1er janvier 2008, afin d'assurer la continuité des opérations quant à ces équipements, infrastructures ou activité d'intérêt collectif, le conseil d'agglomération et le conseil de ville ont périodiquement adopté, depuis 2008, des résolutions dites « similaires » ayant pour but de maintenir la délégation de ces droits, pouvoirs et obligations au conseil de la ville. Ces résolutions sont dites similaires puisqu'elles sont adoptées en vertu de l'article 48 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations qui prévoit que :

« le conseil d'agglomération et le conseil ordinaire de la municipalité centrale peuvent, par des résolutions similaires, prévoir la délégation, pour une période déterminée, de l'exercice d'une compétence d'agglomération à l'égard de la municipalité ou sur son territoire».

Les matières visées par la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville ont évolué, selon le besoin, au fil des modifications apportées au Décret pour ajouter ou retirer des équipements, infrastructure ou activité d'intérêt collectif.

Il est à noter que suivant l'adoption de la résolution de délégation du conseil d'agglomération et son renouvellement successif depuis 2008, le conseil de la ville, ayant également accepté cette délégation depuis 2008, a pour sa part adopté le Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (07-053) pour subdéléguer certains des pouvoirs en question aux conseils d'arrondissement.

Afin de maintenir ce régime de délégation, il est requis d'adopter les résolutions similaires proposées. À défaut d'adopter lesdites résolutions, de nombreuses activités présentement sous la responsabilité des arrondissements se retrouveraient au 1er janvier 2025, sous la responsabilité des services corporatifs de la Ville qui ne sont pas actuellement dotés des ressources pour les assumer.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 1465 (19 décembre 2023) et CG23 0749 (21 décembre 2023) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2024, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1238471002)
CM22 1330 (22 novembre 2022) et CG22 0699 (24 novembre 2022) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2023, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1221024002)

CM21 1293 (29 novembre 2021) et CG21 0668 (2 décembre 2021) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2022, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1218471008)

CM20 1177 (16 novembre 2020) et CG20 0610 (19 novembre 2020) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2021, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1206407037)

CM19 1133 (22 octobre 2019) et CG19 0483 (24 octobre 2019) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1196407001)

CM18 1268 (22 octobre 2018) et CG18 0557 (25 octobre 2018) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2019, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les

équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1180643003)

CM17 1384 (11 décembre 2017) et CG17 0566 (14 décembre 2017) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2018, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1176407002)

CM16 1401 (19 décembre 2016) et CG16 0733 (22 décembre 2016) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407002)

CM16 1454 (20 décembre 2016) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2017, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1166407003)

CM16 0561 (16 mai 2016) et CG16 0351 (19 mai 2016) visant à déléguer au conseil de la Ville, jusqu'au 31 décembre 2016, certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et à abroger le paragraphe d) de la résolution CG15 0782. (1164073001)

CM16 0612 (16 mai 2016) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) et d’abroger le paragraphe d) de la résolution CM15 1495. (1164073002)

CM15 1456 (14 décembre 2015) et CG15 0782 (17 décembre 2015) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021001).

CM15 1495 (14 décembre 2015) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2016, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1152021002)

CM14 0633 (17 juin 2015) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2016, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741002).

CM14 0584 (16 juin 2014) et CG14 038 (19 juin 2014) visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2015, la délégation du conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les

équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1143741001).

CM13 0593 (17 juin 2013) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235003).

CM13 0550 (17 juin 2013) et CG13 0244 (20 juin 2013) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2014, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1134235004).

CM12 1112 (17 décembre 2012) visant à accepter, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235004).

CM12 1085 (17 décembre 2012) et CG 12 0491 (20 décembre 2012) visant à maintenir, jusqu'au 30 juin 2013, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (1124235003).

CM12 0372 et CG12 0155 (17 mai 2012) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1124235001).

CM11 0979 et CG11 0458 (22 décembre 2011) visant à maintenir jusqu'au 31 décembre 2012 la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005). - Modification apportée lors de l'adoption au conseil d'agglomération : "de modifier la proposition principale afin de remplacer la date de fin de prolongation de la délégation au conseil de la Ville de Montréal de certains pouvoirs prévue au 31 décembre 2012, par celle du 30 juin 2012" (GDD : 1114235001).

CM11 1032 (19 décembre 2011) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2012, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD : 1114235002).

CM10 0096 et CG10 0459 (16 décembre 2010) visant à prolonger, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation au conseil de la ville de Montréal, de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923008).

CM10 0952 (14 décembre 2010) visant à accepter, jusqu'au 31 décembre 2011, la délégation de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt

collectif mentionnés en annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD: 1102923007).

CM10 0438 et CG10 0205 (20 mai 2010) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923002).

CM10 0166 et CG10 0079 (25 février 2010) visant la délégation, jusqu'au 30 juin 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1102923001).

CG09 0514 (17 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 28 février 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923002).

CM09 1048 (15 décembre 2009) visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2010, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1092923005).

CG08 0599 et CM08 1019 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1082923004).

CM08 0974 (24 novembre 2008) visant à accepter la délégation, jusqu'au 31 décembre 2009, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) .

CG07-0412 et CM07-0732 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430001).

CM07 0693 visant la délégation, jusqu'au 31 décembre 2008, de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) (GDD 1073430002).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2024. Il est ainsi recommandé :

1. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024, les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :

i) le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
ii) le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel.

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté.

2. De déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024:

a) des droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal;
b) relativement au parc Jeanne-Mance, en outre de la délégation prévue à l'article 1:

i) la gestion des activités culturelles, sportives, récréatives et événementielles d'envergure locale incluant, notamment, l'octroi des contrats, leur suivi et toute autre autorisation, les activités d'opération, les communications avec les citoyens ainsi que la gestion des requêtes;
ii) la conclusion d'une entente relative à l'exploitation d'un établissement de restauration, de service d'accueil, récréatif ou sportif;
iii) l'établissement du tarif aux fins de l'exercice des pouvoirs délégués.

Le point # 1 maintient les délégations qui sont adoptées de façon ponctuelle depuis 2008. Le point # 2 maintient au point (a) la délégation relative au réseau cyclable introduite en mai 2016 et ajoute, au point (b), des pouvoirs particuliers relativement au parc Jeanne-Mance, en plus de ceux délégués au point # 1. Cette délégation de pouvoirs additionnels du conseil d'agglomération au conseil de la ville permettra à celui-ci de subdéléguer ces pouvoirs additionnels en arrondissement. Ainsi, suivant l'adoption des résolutions similaires et la subdélégation à venir, le conseil d'arrondissement pourra exercer les mêmes pouvoirs à l'égard du parc Jeanne-Mance qu'il exerce par rapport aux parcs visés par le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs à des parcs et d'équipements ainsi qu'à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur du centre-ville (08-056).

JUSTIFICATION

Cette modification est nécessaire pour assurer la continuité des opérations relatives aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnées à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) au-delà du 31 décembre 2024 et permettre au conseil de la ville de subdéléguer certains pouvoirs additionnels relativement au

parc Jeanne-Mance.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La délégation de ces droits, pouvoirs et obligations est prise en considération aux fins de la préparation du budget. Cette délégation n'a, par ailleurs, aucun impact quant à l'imputation des dépenses liées à l'exercice des activités qui y sont liées.

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Hélène LEFEBVRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-10-18
Julie FORTIER	Alexandre AUGER	

avocat(e) 1

Tél : 514 872-6396
Télécop. : 514 872-2828

Avocat et chef de division par intérim du droit public et de la législation

Tél : 514 872-1436
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle BUREAU
directeur(-trice) - affaires civiles et avocat(e) en chef adjoint(e)
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2024-10-21

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248798004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de compétence locale

Il est recommandé :
- d'autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergiepour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de la compétence locale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-25 15:59

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248798004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de compétence locale

CONTENU

CONTEXTE

En 2023, la Ville et le MEIÉ ont approuvé la planification économique conjointe (PEC) pour la période 2022-2025. Celle-ci a été entérinée par le conseil des ministres le 1er février 2023. Ce même conseil des ministres a également approuvé une convention qui précise les modalités de versement de la subvention de 150 M$.
La répartition des budgets en fonction des compétences a été déterminée lors de la confection budgétaire annuelle selon les besoins du Service dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'action en développement économique.

Le présent dossier décisionnel vise à autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie et de l'Innovation et de l'Énergie du Québec pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 millions de dollars soit de la compétence locale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0081 - 23 février 2023 **-** Approuver la Planification économique conjointe (PEC) pour la période 2022-2025 entre la Ville de Montréal (Ville) et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) du Québec / Approuver le projet de convention de subvention de 150 M$ entre le MEIÉ et la Ville / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel de l'aide financière attendue de 150 M$ pour la mise en œuvre de la stratégie ou du plan de développement économique de la Ville de Montréal pour la période 2022-2025.

DESCRIPTION

La somme de 5,15 M$ sera attribuée au programme de soutien financier visant l'amélioration des affaires et la consolidation des sociétés de développement commercial pour l'année 2025;

JUSTIFICATION

Le projet soutenu étant de compétence locale, il y a lieu d'ajuster la répartition locale-agglomération de la somme reçue du MEIE dans le cadre de l'entente de 150 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 150 M$ (2022-2025) reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de la compétence locale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'approbation de ce dossier décisionnel, l'opérationnalisation du programme pourra débuter.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronica PINZON
Conseillère en planification

Tél : 514 872-4114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Valérie BOCHET
Cheffe de section - soutien aux opération économiques

Tél : 438-869-6249
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248798004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction
Objet :	Autoriser la modification à la répartition de 150 millions reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de compétence locale

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1248798004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.07

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1249641005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (12 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-28 15:50

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249641005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (12 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 12 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard ainsi qu'une résolution du conseil de cet arrondissement appuyant l'adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de l'arrondissement de Saint-Léonard a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan LAROUCHE, Saint-Léonard

Lecture :

Jonathan LAROUCHE, 22 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-11

Erick DUPUIS
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

Seraya SPEER
Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S. O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S. O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 octobre 2024	Résolution: CA24 13 0218

DEMANDER AU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION D'ADOPTER L'INVENTAIRE DES IMMEUBLES CONSTRUITS AVANT 1940 SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 120 DE LA LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL.

Il est proposé par Dominic Perri

appuyé par Suzanne De Larochellière

et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter l'inventaire des immeubles construits avant 1940 situés sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

40.04 1249867018

Guylaine CHAMPOUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 octobre 2024

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-SLE-2076105	7920	7920	rue	des	Forges	X		
i663-SLE-2076109	7970	7972	rue	des	Forges	X		
i663-SLE-2077136	5125	5125	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077145	5345	5347	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077149	5475	5475	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077150-001	5505	5525	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077150-002	5505	5525	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077152	5555	5555	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077247-001	6240	6240	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077172	6255	6255	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077187-001	6695	6695	rue		Jarry	E		
i663-SLE-2077190	6795	6795	rue		Jarry	E		

Dernière modification : 2024-06-11
Liste adoptée le :
Total : 12 immeubles

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.08

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1249641006

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval (38 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-28 16:02

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249641006**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente (1940 à 1975). La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval (38 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 38 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de L'Île-Dorval ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et recommandant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de L'Île-Dorval a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, au même titre que les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-10-17
Erick DUPUIS	Seraya SPEER	

Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-4024
Télécop. :

Cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249641006*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval, conformément à l'article 120 de la* Loi sur le patrimoine culturel

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**x**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ville de L'Île-Dorval
Town of Dorval Island
C.P. 53061, Dorval, (Qc), H9S 5W4

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de L'Ile-Dorval tenue le 9 octobre 2024, à 19h30

SONT PRÉSENTS :
Gisèle Chapleau, mairesse
Renée Beauvais, Huw Griffiths, Tim Fleizser, Michael Hayes, Jennifer McMorran, conseillers, formant quorum dudit conseil.

Résolution 24/60

Considérant que la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel, et d'autres dispositions législatives*, prévoit que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur leur territoire;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

Considérant que la Ville de L'Île-Dorval a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

Considérant que les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

SUR PROPOSITION DE LA CONSEILLÈRE RENÉE BEAUVAIS, APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE JENNIFER MCMORRAN, IL EST RÉSOLU :

Que le conseil municipal approuve la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur son territoire et recommande son adoption au conseil d'agglomération. »

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme

_____
Catherine Péloquin, greffière

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMERO CIVIQUE (DE)	NUMERO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPERE GEOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IDV-4068802-001	22	22	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068802-002	22	22	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068805-001	23	23	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068805-002	23	23	avenue		Cedar	X		
i663-IDV-4068822	31	31	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068854	46	46	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068859-001	48	48	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068863-001	50	50	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068863-002	50	50	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068864	51	51	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068866	52	52	chemin		Crescent	X		
i663-IDV-4068798-001	20	20	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068798-002	20	20	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068800-001	21	21	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068850	44	44	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068861-001	49	49	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068861-002	49	49	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068869	53	53	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068871-001	54	54	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068871-002	54	54	avenue		Danceil	X		
i663-IDV-4068794	18	18	avenue		Edwin	X		
i663-IDV-4068776-001	10	10	rue		Ile Dorval	X		
i663-IDV-4068844-001	41	41	avenue		Louis	X		
i663-IDV-4068844-002	41	41	avenue		Louis	X		
i663-IDV-4068809	25	25	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068811	26	26	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068816-001	28	28	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068816-002	28	28	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-001	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-002	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068818-003	29	29	avenue		Maple	X		
i663-IDV-4068789	16	16	avenue		Oak	X		
i663-IDV-4068837-001	38	38	avenue		Pine	X		
i663-IDV-4068771	5	5	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068774-001	9	9	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068774-002	9	9	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068778-001	11	11	chemin		Tower	X		
i663-IDV-4068778-002	11	11	chemin		Tower	X		

Dernière modification : 2024-10-04
Liste adoptée le :
Total: 38

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.09

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1245449004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield

Il est recommandé :
d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield (131 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-29 15:36

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield (131 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 131 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de Beaconsfield ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et appuyant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de Beaconsfield a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-10-28
Soraya BASSIL	Seraya SPEER	

conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

BEACONSFIELD

EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville de Beaconsfield, tenue à l'Hôtel de Ville, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, le lundi 21 octobre 2024 à 20 h

---

RÉSOLUTION NO 2024-10-376

Approbation de la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de la Ville de Beaconsfield et recommandation d'adoption au conseil d'agglomération de Montréal

CONSIDÉRANT que la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel*, et d'autres dispositions législatives prévoient que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur leur territoire;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

CONSIDÉRANT que la Ville de Beaconsfield a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

Il est proposé par le conseiller Robert Mercuri, appuyé par la conseillère Dominique Godin et RÉSOLU À L'UNANIMITÉ d'APPROUVER la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de la Ville de Beaconsfield et recommander son adoption au conseil d'agglomération de Montréal

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk

BEACONSFIELD

EXTRACT from the minutes of the City of Beaconsfield's regular Municipal Council meeting, held at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, Québec, on Monday, October 21, 2024, at 8:00 p.m.

RESOLUTION NO. 2024-10-376

Approval of the inventory list of buildings built before 1940 on the territory of the City of Beaconsfield and recommendation of adoption to the Montreal Agglomeration Council

CONSIDERING that the *Act to amend the Cultural Heritage Act*, and other legislative provisions, requires Quebec agglomerations and MRCs to adopt an inventory of heritage buildings constructed before 1940 on their territory;

CONSIDERING that, under the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations*, the City of Montreal, as central municipality, is responsible for coordinating the inventory for the entire territory of the Montreal agglomeration, and for submitting it to the Agglomeration Council for adoption;

CONSIDERING that the City of Beaconsfield has collaborated with the Heritage Division of the City of Montreal on the inventory of pre-1940 buildings on its territory;

CONSIDERING that the members of Council have examined the said inventory of buildings;

It is moved by Councillor Robert Mercuri, seconded by Councillor Dominique Godin and UNANIMOUSLY RESOLVED
to APPROVE the inventory list of buildings built before 1940 on the territory of the City of Beaconsfield and recommend its adoption to the Montreal Agglomeration Council.

CERTIFIED TRUE EXTRACT

Me Nathalie Libersan-Laniel
Greffière / City Clerk

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054620-001	487	487	rue		Basswood	X		
i663-BCF-4062477-001	1	1	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062234	43	43	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062232-001	45	45	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4062231	47	47	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4058835-001	61	61	cours		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4058806	69	69	cours		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054515	480	480	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054519-001	489	489	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054411-001	505	505	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4054411-005	505	505	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4053453	545	545	boulevard		Beaconsfield	X		
i663-BCF-4055012	470	470	allée		Beaurepaire	X		
i663-BCF-4054669	450	450	rue		Church	X		
i663-BCF-4053569-001	544	544	avenue		Cypress	X		
i663-BCF-4054747	104	104	avenue		Elm	X		Gare de Beaconsfield
i663-BCF-4053653-001	545	545	avenue		Elm	X		
i663-BCF-4054502-001	28	28	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054502-002	28	28	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054559-001	88	88	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054570	94	94	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4054798	135	135	avenue		Fieldfare	X		
i663-BCF-4059268	28	28	rue		Gables	X		
i663-BCF-4056994-001	18	18	place		Harrow	X		
i663-BCF-4056982-001	21	21	place		Harrow	X		
i663-BCF-4062702	2	2	avenue		Jasper	X		
i663-BCF-4062712-001	12	12	avenue		Jasper	X		
i663-BCF-4061432	7	7	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061698-001	50	50	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061698-002	50	50	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061455-001	52	52	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061459	56	56	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061463-001	58	58	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061474-001	77	77	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4061471	80	80	avenue		Kirkwood	X		
i663-BCF-4062667-001	1	1	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062668	5	5	chemin		Lakeshore	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4062662	10	10	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062674	11	11	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062617-001	15	15	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062476	17	17	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062626-001	19	19	chemin		Lakeshore	X		Maison Paul-Lefebvre
i663-BCF-4062293-001	26	26	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062253-001	29	29	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062251	31	31	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062247	33	33	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062243	37	37	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061751-001	39	39	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061753-001	41	41	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061757-001	43	43	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061759	45	45	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-5028107	45	45	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4062211	49	49	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4061425	55	55	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4056506	383	383	chemin		Lakeshore	X		Maison Pascal-Pilon
i663-BCF-4055191	430	430	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4055200-001	431	431	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4055200-002	431	431	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054387-001	460	460	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054373-001	476	476	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054366-001	498	498	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054366-002	498	498	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054341-001	516	516	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4054341-002	516	516	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053772-001	530	530	chemin		Lakeshore	X		Maison Mary-Garbutt-Angell
i663-BCF-4053768-001	538	538	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053768-002	538	538	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053466	547	547	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4052928	590	590	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053060-001	591	591	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4052923	597	597	chemin		Lakeshore	X		
i663-BCF-4053559-001	63	63	boulevard		Lakeview	X		
i663-BCF-4053595	111	111	boulevard		Lakeview	X		
i663-BCF-4053623	154	154	boulevard		Lakeview	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054682-001	473	473	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054676-001	474	474	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054673-001	476	476	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054680	477	477	rue		Lord	X		
i663-BCF-4054694-001	471	471	rue		Pine	X		
i663-BCF-4054691-002	479	479	rue		Pine	X		
i663-BCF-4060697	200	200	boulevard		Saint-Charles	X		
i663-BCF-4054953	107	107	avenue		St. Andrew	X		
i663-BCF-4054955	111	111	avenue		St. Andrew	X		
i663-BCF-4054818	472	472	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054810-001	480	480	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054801-001	481	481	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054608-001	483	483	chemin		St. Lawrence	X		
i663-BCF-4054767-001	10	10	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054767-002	10	10	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4055061	15	15	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054876-001	17	17	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054759-001	20	20	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054885-001	57	57	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054847-001	76	76	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054893-001	83	83	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054896	89	89	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054898-001	93	93	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054899-002	95	95	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054838-001	98	98	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054838-002	98	98	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054900-001	99	99	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054900-002	99	99	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054835-001	102	102	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054902-001	103	103	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054903-001	109	109	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054828	114	114	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054825	116	116	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054790	124	124	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054788	128	128	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4055050	132	132	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054909	133	133	avenue		St. Louis	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-BCF-4054969-001	137	137	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054969-003	137	137	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054783	138	138	avenue		St. Louis	X		
i663-BCF-4054732	13	13	rue		Thompson	X		Maison Beaurepaire
i663-BCF-4058809	192	192	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058773-001	224	224	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058866-001	231	231	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4058850	250	250	rue		Westcroft	X		
i663-BCF-4054534-001	63	63	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054417-001	64	64	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054423	78	78	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054438-001	110	110	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054596	111	111	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054598-001	115	115	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054600	117	117	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054615	121	121	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054613	123	123	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054622	125	125	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054631-001	135	135	avenue		Woodland	X		
i663-BCF-4054453	136	136	avenue		Woodland	X		

Dernière modification : 2024-10-08
Liste adoptée le :
Total: 131

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.10

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1247261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire

Il est recommandé:

· d'autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-25 10:18

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247261001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire

CONTENU

CONTEXTE

Au Québec, 1% de la population est actuellement desservie par de l'eau fluorée. Un mouvement graduel d'abandon de cette pratique est observé depuis plusieurs années puisque la fluoration de l'eau potable rejoignait 12% de la population en 1995. En plus des usines Pointe-Claire et Dorval, seule la municipalité de Saint-Georges-de-Beauce pratique la fluoration.
Montréal compte six usines de production d'eau potable, dont les usines Pointe-Claire et Dorval. En 2022, la production d'eau potable à Montréal s'élevait à 505 millions de mètres cubes d'eau. De façon générale, il est estimé que 1% de cette production est destinée à la consommation humaine réelle et 99% aux autres usages, tels la sécurité incendie, les commerces et industries, la lessive, la préparation des repas, l'hygiène personnelle, etc.

Pour l'agglomération de Montréal, environ 85% de l'eau potable est produite par les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets. Un peu plus de 100 000 citoyens des villes liées de Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, Kirkland, Baie d'Urfé et d'une partie (< 10% de la population) de Dollard-des-Ormeaux reçoivent de l'eau fluorée, ce qui représente 5% de la population de l'agglomération de Montréal.

Les six usines de production d'eau potable de l'agglomération participent au Programme d'Excellence en Eau Potable - Traitement (PEXEP-T) de Réseau Environnement qui vise à produire une eau de qualité qui dépasse les normes établies par la réglementation québécoise. Année après année, les usines Dorval et Pointe-Claire sont reconnues comme des leaders du domaine. À la cérémonie de remise des Étoiles tenue le 22 octobre 2024, l'usine Dorval a reçu l'attestation phase 2 - 3 étoiles et l'usine Pointe-Claire a reçu pour la 11e fois l'Attestation phase 3 - 5 étoiles (la plus haute reconnaissance du programme).

La fluoration de l'eau potable consiste à ajouter un produit à base de fluor (accrédité pour

usage dans l'eau potable) afin de prévenir la carie dentaire, particulièrement chez les enfants. Ce procédé n'est pas obligatoire et est indépendant des étapes requises pour le traitement d'une eau potable qui réponde aux exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP), auquel sont soumises les municipalités québécoises.

La fluoration de l'eau est pratiquée aux usines de production d'eau potable Pointe-Claire et Dorval depuis 1955 et 1957 respectivement. Jusqu'en 2014, ces usines ont été opérées par ces municipalités en vertu d'un décret (1229-2005) qui leur conférait exceptionnellement l'exploitation des usines. Lors du transfert de l'exploitation au Service de l'eau, ce dernier s'est alors engagé à poursuivre le dosage de fluor à l'eau potable produite aux deux usines sous réserve d'une décision autre du conseil d'agglomération et du bon état de fonctionnement des équipements présents au moment du transfert.

Après validation, il revient au Conseil d'agglomération de prendre une décision quant à l'arrêt ou la poursuite de la fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA03 05 0313 - 2 juillet 2003 - Donner un mandat à CIMA + pour une étude préliminaire sur la fluoration à l'usine de production d'eau potable de Pointe-Claire
CA03 070205 - 7 juillet 2003 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres sur invitation de services professionnels pour la réfection du système de fluoration de l'usine de production d'eau potable de Dorval / Montant maximum brut de 36 000$ / Subvention de 100% par le Ministère de la Santé et des Services sociaux / Coût net pour la Ville de 0$

CG13 0481 - 19 décembre 2013 - Approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Pointe-Claire concernant le transfert à l'agglomération des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable de Pointe-Claire

CG13 0480 - 19 décembre 2013 - Approuver une entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Cité de Dorval concernant le transfert à l'agglomération des activités liées à l'exploitation de l'usine de production d'eau potable de Dorval

DESCRIPTION

Suite à une évaluation rigoureuse des données probantes de nature technique, opérationnelle et économique, le Service de l'eau, recommande l'arrêt du procédé de fluoration aux usines de production d'eau potable Pointe-Claire et Dorval.
Suite à l'acceptation de cette recommandation, la fluoration se poursuivra jusqu'à l'épuisement des stocks de fluorosilicate de sodium à l'usine Pointe-Claire et d'acide fluorosilicique à l'usine Dorval. Ceci afin d'éviter des coûts associés à la disposition hors site de la balance des produits inutilisés.

JUSTIFICATION

Un positionnement du Service de l'eau s'avère nécessaire compte tenu de:
- la nécessité d'une mise à niveau des procédés de traitement de l'usine Pointe-Claire et de l'identification des travaux à réaliser d'ici la fin 2024 pour la production des plans et devis;
- l'espace intérieur disponible à l'usine Pointe-Claire et des travaux de mise aux normes requis; l'espace actuellement dédié au procédé de fluoration permettra d'améliorer l'accès, la sécurité et l'opération des équipements de chaux;
- des problèmes d'approvisionnement depuis plusieurs années en produits de fluoration qui ont engendré de multiples arrêts principalement à l'usine Dorval mais également à l'usine Pointe-Claire;
- des considérations en santé et sécurité au travail (SST) pour les opérateurs des usines Pointe-Claire et Dorval en lien avec la corrosivité élevée des produits de fluoration; l'objectif

du Service de l'eau en SST étant d'éliminer à la source ce type de risque;
- des impacts peu documentés des rejets de fluor sur la faune et la flore du milieu récepteur, sachant que le fluor se retrouve dans les eaux usées et ultimement dans le fleuve Saint-Laurent;
- la réception d'une pétition citoyenne et d'une mise en demeure demandant l'arrêt de la fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval; et
- la volonté d'offrir une eau potable uniforme à l'ensemble de la population sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Les grandes agences de santé (Organisation Mondiale de la Santé, Center for Disease Control aux États-Unis, Santé Canada, Directeur de la Santé publique du Québec) sont favorables à la fluoration de l'eau potable. Le Service de l'eau a d'ailleurs impliqué la Direction Régionale de Santé Publique (DRSP) de Montréal dans ses discussions initiales relatives aux scénarios de fluoration étudiés. La DRSP a exprimé son avis favorable à la fluoration de l'eau à Montréal dans un avis intérimaire publié en novembre 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les usines Pointe-Claire et Dorval participent au Programme québécois de fluoration de l'eau potable géré par le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Elles bénéficient d'un programme d'aide financière qui couvre certains coûts liés à la fluoration. D'après les informations obtenues du MSSS, les ententes pour la participation au Programme de fluoration de l'eau potable ont débuté en 2002 pour l'usine Dorval et en 2008 pour l'usine Pointe-Claire. Typiquement, ces ententes ont une durée de 20 ans, une municipalité pouvant être sujette à une pénalité monétaire si le procédé est arrêté définitivement à l'intérieur de cette période. Par conséquent, seule l'entente de l'usine Pointe-Claire serait encore en vigueur jusqu'en 2028. Des pourparlers devront être amorcés avec le MSSS en lien avec la rupture de l'entente.
Par année, l'arrêt de la fluoration de l'eau des usines de Pointe-Claire et Dorval permettra de rediriger environ 100 000 $ en coût d'exploitation vers des efforts d'entretien sur d'autres équipements nécessaires à la production de l'eau potable et de réduire le déficit d'entretien d'actifs. Des économies annuelles de l'ordre de 25 000 $ pourraient être réalisées pour l'achat d'autres produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau (chaux et chlore) dû à une légère réduction des propriétés corrosives de l'eau traitée.

MONTRÉAL 2030

L'arrêt de la fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en contribuant à la réduction des émissions de GES associés à l'ajout de produit de fluoration (production, transport) (priorité 1) et en favorisant l'équité territoriale par l'uniformisation de la qualité de l'eau distribuée pour l'ensemble des citoyens de l'agglomération de Montréal (priorité 18).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'arrêt du procédé de fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval implique que les citoyens des villes liées de Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, Kirkland, Baie d'Urfé et d'une partie de Dollard-des-Ormeaux recevront une eau exempte de fluorure ajouté. Ils recevront toutefois une eau d'excellente qualité, comme toute la population de l'agglomération de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à la décision du Conseil d'agglomération, la fluoration se poursuivra jusqu'à l'épuisement des stocks de fluorosilicate de sodium à l'usine Pointe-Claire et d'acide fluorosilicique à l'usine Dorval. Les équipements pourront ensuite être démantelés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain LARRIVÉE, Service de l'eau
Simon VINCENT, Service de l'eau
Philippe LEFEBVRE, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude B BESNER
Cheffe de section - Innovation, recherche et information

Tél : 438-871-7664
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Etienne DRAPEAU
Chef de division- Planification stratégique et performance

Tél : 438-824-6058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél : 438-229-0801
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247261001*
Unité administrative responsable : *Direction Stratégies et performance, Service de l'eau*
Projet : *Autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *- Réduction de l'empreinte environnementale associée à l'ajout de produits de fluoration : Une quantification détaillée de l'empreinte carbone (GES associés à la fabrication, au transport, etc.) de l'acide fluorosilicique utilisé à l'usine Dorval et du fluorosilicate de sodium utilisé à l'usine Pointe-Claire n'a pas été réalisée. À quelques exceptions près, la majorité des producteurs d'acide fluorosilicique certifiés NSF 60 ainsi que les distributeurs sont localisés aux États-Unis. Le transport du produit se fait habituellement par camion à partir d'un site de transbordement où le produit a été livré par train. Nous avons également pu remarquer que le fluorosilicate de sodium utilisé à l'usine Pointe-Claire est produit en Chine (du moins pour les bons de livraison accessibles entre 2019-2021). Un survol rapide de la base de données des manufacturiers accrédités NSF 60 indique effectivement que les seuls producteurs accrédités, peu nombreux, sont localisés dans ce pays. – Priorité 1*			

- Uniformisation de la qualité de l'eau distribuée pour l'ensemble des citoyens de l'agglomération : Comme la Ville de Montréal exploite six usines de production d'eau potable et que seulement deux d'entre elles ajoutent du fluorure à l'eau distribuée, cela soulève la question de l'uniformisation de cette pratique pour l'ensemble du territoire desservi. – priorité 18

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'eau Montréal

RAPPORT

Usines de production d'eau potable de l'agglomération de Montréal et procédé de fluoration : Analyse des scénarios possibles

Rédigé par : Marie-Claude Besner, ing., Ph.D., Direction Stratégies et performance
Elise Deshommes, ing., Ph.D., Direction des réseaux d'eau
Daniel Thibault, ing., M.Sc.A., Direction de l'eau potable
André Lajeunesse, Chimiste, Ph.D., Direction de l'épuration des eaux usées
Pierre Juteau, Ph.D., Direction Stratégies et performance
Avec la collaboration de : Michèle Prévost, Ph.D., Professeure titulaire, Polytechnique Montréal (sections 10.2-10.3)

Date : Mars 2024

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF 10
1. INTRODUCTION 14
1.1 Élément déclencheur de la réflexion 15
1.2 Portée de la réflexion 16
2. COMMENT EST RÉGIE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE AU QUÉBEC? 18
2.1 Loi sur la santé publique, Règlement sur la qualité de l'eau potable et Programme québécois de fluoration de l'eau potable 18
2.2 Objectifs québécois de santé publique concernant la fluoration de l'eau potable 20
3. QUELLES SONT LES SOURCES D'EXPOSITION AU FLUORURE POUR LA POPULATION? .. 23
4. QUELLE PROPORTION DE L'EAU DU ROBINET EST CONSOMMÉE PAR LES CITOYENNES ET CITOYENS DE MONTRÉAL? 26
4.1 Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal 26
4.2 Utilisation de dispositifs de traitement de l'eau aux points d'utilisation et consommation d'eau embouteillée 28
5. QUELS SONT LES ASPECTS RELATIFS À LA SANTÉ À PRENDRE EN CONSIDÉRATION LORSQU'IL EST QUESTION DE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE? 30
5.1 État de santé buccodentaire de la population montréalaise 30
5.2 Impact de la fluoration de l'eau potable sur la santé 30
6. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE COMPORTE DES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT? 33
7. QUELLES SONT LES IMPLICATIONS ASSOCIÉES À LA PRÉSENCE DU PROCÉDÉ DE FLUORATION AUX USINES DORVAL ET POINTE-CLAIRE? 36
7.1 Fluorure et autres composés associés à l'utilisation de produits de fluoration dans l'eau distribuée 38
7.2. Historique des investissements associés à la fluoration et investissements futurs prévus pour les procédés de traitement aux usines Dorval et Pointe-Claire 44
7.3 Coûts directs et indirects associés au procédé de fluoration 46
7.4 Impacts opérationnels 47
7.5 Impacts associés à une décision qui mènerait à l'arrêt permanent du procédé 50
7.6 Concentrations de fluorure à l'affluent et à l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte 50
8. EST-CE QUE LA VILLE DE MONTRÉAL POURRAIT ÉTENDRE L'AJOUT DE FLUORURE À L'ENSEMBLE DES USINES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE L'AGGLOMÉRATION? ... 52
8.1 Historique des décisions relatives à la fluoration de l'eau potable aux différentes usines de l'agglomération de Montréal 52
8.2 Caractéristiques des populations desservies par les usines de production d'eau potable de l'agglomération de Montréal 54

8.3 Scénario d'ajout d'un procédé de fluoration aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds avec maintien de la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire ... 57

8.4 Impact d'un scénario de fluoration aux 6 usines de l'agglomération de Montréal sur la quantité de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent ... 64

9. LA VILLE DE MONTRÉAL DÉPLOIE UN PLAN D'ACTION AFIN DE RÉDUIRE LES CONCENTRATIONS DE PLOMB DANS L'EAU DU ROBINET. EST-CE QUE L'AJOUT/L'ARRÊT DU PROCÉDÉ DE FLUORATION POURRAIT AVOIR UN IMPACT SUR LES CONCENTRATIONS MESURÉES? ... 67

9.1. État des lieux - Corrosion du plomb et du cuivre ... 67

9.2 Variations de dosage en fluorure et concentrations de plomb dans l'eau du robinet dans les réseaux fluorés ... 68

9.3 Impact d'un scénario d'ajout de la fluoration sur les concentrations en plomb/cuivre dans les réseaux non fluorés ... 69

9.4 Scénario d'ajout de la fluoration et programme de distribution de pichets filtrants dans le cadre du plan d'action pour réduire le plomb ... 72

9.5 Impact d'un scénario d'arrêt de la fluoration sur les concentrations en plomb/cuivre dans les réseaux actuellement fluorés ... 73

10. L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE EST-ELLE UN ENJEU DANS LA PRISE DE DÉCISION? ... 76

10.1 État de la fluoration de l'eau potable au Québec ... 76

10.2 État de la fluoration de l'eau potable au Canada ... 79

10.3 État de la fluoration ailleurs dans le monde ... 81

10.4 Le débat clivant de la fluoration de l'eau potable ... 82

11. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE S'INTÈGRE À LA MISSION DU SERVICE DE L'EAU? ... 84

12. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE S'INTÈGRE AUX ORIENTATIONS ENCADRANT LA PRISE DE DÉCISION À LA VILLE DE MONTRÉAL ET AU SERVICE DE L'EAU? ... 86

13. QUE PEUT-ON TIRER DE CETTE ANALYSE? ... 89

14. RECOMMANDATION ... 95

RÉFÉRENCES ... 98

Annexe I : Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration - Programme québécois de fluoration de l'eau potable ... 104

Annexe II : Valeurs des critères de qualité de l'eau de surface au Québec pour les fluorures en fonction de la dureté de l'eau (MELCCFP, 2023) ... 110

Annexe III : Impact d'un scénario de fluoration aux six usines de l'agglomération de Montréal sur la quantité de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent - Analyse détaillée ... 112

Annexe IV : Sources de plomb et de cuivre et concentrations mesurées dans l'eau potable ... 117

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Actions du Service de l'eau suite au dépôt d'une pétition citoyenne visant l'arrêt de la fluoration. 15
Tableau 2 - Experts ayant participé à la réflexion de Service de l'eau sur la fluoration de l'eau potable. 16
Tableau 3 - Stratégies provinciales mises en place depuis 2006 en lien avec la fluoration de l'eau potable. 20
Tableau 4 - Sources de fluorure dans les eaux de surface (Santé Canada, 2010). 23
Tableau 5 - Consommation quotidienne moyenne (en grammes) de certaines boissons, selon le sexe et le groupe d'âge, population à domicile de 1 à 18 ans, Canada, territoires non compris, 2004 (tiré de Garriguet, 2008). 27
Tableau 6 - Produits de fluoration utilisés. 36
Tableau 7 - Raisons et nombre de jours sans fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire (2021-2022). 41
Tableau 8 - Coûts de réfection du procédé de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire (PDI). 45
Tableau 9 - Plan décennal d'investissement - usines Dorval et Pointe-Claire. 46
Tableau 10 - Coûts d'opération annuels du procédé de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire. 47
Tableau 11 - Concentrations moyennes mesurées (mg/L) de fluorure dans les eaux usées de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte entre 2020 et 2022. 51
Tableau 12 - Actions associées à la fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable de l'agglomération. 52
Tableau 13 - Population desservie par les usines dans chaque arrondissement et ville liée de l'agglomération. 55
Tableau 14 - Paramètres de conception pour le dosage du fluor. 58
Tableau 15 - Coûts des travaux de construction (PDI). 62
Tableau 16 - Coûts d'opération annuels du procédé de fluoration aux six usines de l'agglomération de Montréal. 62
Tableau 17 - Calendrier conjectural de réalisation des travaux en fonction de la planification actuelle des projets en usine. 64
Tableau 18 - Impact de la fluoration sur les indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée par les usines Atwater/Des Baillets, Pierrefonds et Lachine. 71
Tableau 19 - Résultats des essais d'ozonation et d'ajout d'hypochlorites et de fluorure effectués en laboratoire en 2007 pour prédire l'impact des changements sur le pH et l'indice de Langelier à l'eau finie des usines Atwater/Des Baillets (Nour et Prévost, 2009). 72
Tableau 20 - Impact de l'arrêt de la fluoration sur les indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée par les usines Pointe-Claire et Dorval. 74
Tableau 21 - Villes du Québec possédant un système de fluoration par ordre chronologique de mise en opération (AQTE, 1970). 76
Tableau 22 - Municipalités participantes au Programme de fluoration de l'eau potable en 2012 (tiré de Réseau Environnement (2012)) et mise à jour 2023. 78

Tableau 23 - Fluoration de l'eau dans les dix plus grandes villes canadiennes. 81
Tableau 24 - Arguments pro- et anti-fluoration de l'eau potable. 83
Tableau 25 - Coûts de la situation actuelle et des scénarios étudiés. 94

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Territoire desservi par les usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal...14
Figure 2 - Contribution de différentes sources à l'ingestion journalière de fluorure selon la tranche d'âge, l'analyse considère une eau fluorée à 0,87 mg/L (USEPA, 2010). 25
Figure 3 - Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal en 2021 (Ville de Montréal, 2022a). 26
Figure 4 - Pourcentage des ménages alimentés en eau potable par une municipalité utilisant un filtre ou un purificateur d'eau lorsque l'eau est fournie par la municipalité (Statistique Canada, 2023a). 28
Figure 5 - Schéma de procédés à l'usine Dorval et localisation du point d'injection de fluorure. 37
Figure 6 - Schéma de procédés à l'usine Pointe-Claire et localisation du point d'injection de fluorure. 37
Figure 7 - Résultats du suivi réglementaire pour le fluorure dans l'eau distribuée (2014-2022). 38
Figure 8 - Concentrations de fluorure à (A) l'usine Dorval, (B) l'usine Pointe-Claire pour la période 2021-2022. 40
Figure 9 - Résultats des analyses de fluorure réalisées par le LSPQ dans l'eau distribuée (A) de l'usine Dorval, (B) de l'usine Pointe-Claire. 42
Figure 10 - Concentrations moyennes d'arsenic à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme d'arsenic est fixée à 10 microgrammes/L. 43
Figure 11 - Concentrations moyennes d'antimoine à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme d'antimoine est fixée à 6 microgrammes/L. 44
Figure 12 - Concentrations moyennes de plomb à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme de plomb est fixée à 5 microgrammes/L. 44
Figure 13 - Fréquence du faible revenu fondée sur la Mesure de faible revenu après impôts pour les arrondissements et villes liées de l'agglomération de Montréal (Recensement 2021, sans l'Île-Dorval et Charlemagne). 56
Figure 14 - Arrangement type des équipements de fluoration. 59
Figure 15 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Atwater (rectangle bleu). 60
Figure 16 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Charles-J.-Des Baillets (rectangle bleu). 60
Figure 17 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Pierrefonds (rectangle bleu). 61
Figure 18 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Lachine (rectangle bleu). 61
Figure 19 - Localisation des points à 300 m, 1 km et 2 km en aval du point de rejet de la station Jean R. Marcotte et concentrations estimées de fluorure. 66
Figure 20 - Dépassements réglementaires de la norme sur le plomb dans l'eau potable en vigueur du RQEP et concentrations en plomb moyenne (min-max) mesurée dans l'eau du robinet entre 2014 et 2022. 69
Figure 21 - Évolution du pH (axe de gauche) et de l'indice de Langelier (IL, axe de droite) sur le réseau desservi par les usines Atwater/Des Baillets entre 2007 et 2021. 72

Figure 22 - Pourcentage de la population québécoise ayant accès à de l'eau fluorée au fil du temps (Vezeau et Casavant, 1987; INSPQ, 2011; Agence de la santé publique du Canada, 2022). 77
Figure 23 - Couverture de la fluoration au Canada en 2022 (tiré de : Agence de la santé publique du Canada (2022)). 80
Figure 24 - Ampleur des besoins d'investissements dans les infrastructures de l'eau à Montréal (Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration, 2023). 85

LISTE DES ACRONYMES

ACMTS : Agence des Médicaments et des Technologies de la Santé au Canada
ANSI : American National Standards Institute
AQTE : Association québécoise des techniques de l'eau
AWWA : American Water Works Association
C.-B. : Colombie-Britannique
CCME : Conseil canadien des ministres de l'Environnement
CE : Communauté Européenne
CHSLD : Centre d'hébergement de soins longue durée
CMA : Concentration maximale admissible
CVAA : Critère de qualité pour la protection de la vie aquatique (toxicité aiguë)
CVAC : Critère de qualité pour la protection de la vie aquatique (effets chroniques)
DEP : Direction de l'eau potable
DNSP : Directeur National de Santé Publique
DRSP : Direction Régionale de Santé Publique
ECCC : Environnement et Changement climatique Canada
GES : Gaz à effet de serre
INSPQ : Institut National de Santé Publique du Québec
LSPQ : Laboratoire de santé publique du Québec
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MELCCFP : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux
NASEM : National Academies of Science, Engineering, and Medicine
N.-B. : Nouveau-Brunswick
NOEC : No Observed Effect Concentration
NSF : National Sanitation Foundation
NTP : National Toxicology Program (U.S. Department of Health and Human Services)
OMS : Organisation mondiale de la santé
PDI : Plan décennal d'investissement
PFAS : Substances per et polyfluoroalkylées
PNEC : Predicted No-Effect Concentration
QI : Quotient intellectuel
RQEP : Règlement sur la qualité de l'eau potable
SAJ : Service des affaires juridiques (de la Ville de Montréal)
SST : Santé et sécurité au travail
UAT : Usine de production d'eau potable Atwater
UDB : Usine de production d'eau potable Charles-J.-Des Baillets
UDO : Usine de production d'eau potable Dorval

ULA : Usine de production d'eau potable Lachine
UPC : Usine de production d'eau potable Pointe-Claire
UPI : Usine de production d'eau potable Pierrefonds
USEPA : United-States Environmental Protection Agency
VAFe : Valeur aiguë finale à l'effluent

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal opère six usines de production d'eau potable desservant une population de près de deux millions de personnes dans l'agglomération de Montréal. La fluoration de l'eau potable est pratiquée aux usines Pointe-Claire et Dorval depuis 1955 et 1957 respectivement. Les usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds ne possèdent pas ce type de procédé. Par conséquent, dans l'agglomération de Montréal, un peu plus de 100 000 personnes reçoivent de l'eau fluorée tandis que 1 950 000 personnes sont alimentées par de l'eau sans fluorure ajouté.

À la suite de la réception d'une pétition citoyenne en 2020 visant l'arrêt de la fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval, une réflexion a été entamée par le Service de l'eau afin de pallier l'absence d'uniformisation quant à l'application de ce procédé au niveau de l'agglomération. Les scénarios suivants ont été étudiés et comparés à la situation actuelle :

- de par l'existence de craintes chez une partie de la population quant aux effets potentiels de la fluoration sur la santé des enfants et à l'absence de liberté de choix (raisons évoquées dans la pétition), devrait-on mettre à l'arrêt le procédé de fluoration des usines Pointe-Claire et Dorval?
- à l'opposé, si l'innocuité du produit est établie par le milieu scientifique et dans un contexte d'équité sociale, est-il justifié que seule une fraction de la population de l'agglomération de Montréal (celle desservie par les usines Pointe-Claire et Dorval) ait accès à de l'eau fluorée? L'ajout d'un tel procédé aux quatre autres usines de l'agglomération est-il faisable?

Toute décision relative au procédé de fluoration de l'eau potable doit prendre en compte les **aspects techniques, opérationnels et économiques** associés au procédé, mais également les considérations associées à la **santé**, à **l'environnement** et à **l'acceptabilité sociale**. Dans le présent rapport, les orientations suivantes ont été établies :

- **la recommandation offerte dans le présent rapport est basée sur des considérations techniques, opérationnelles et économiques, issue du point de vue d'un propriétaire d'actifs et d'exploitant, soit le Service de l'eau;**
- les considérations associées à la santé dépassent le champ de compétences des experts du Service de l'eau. Par conséquent, seules les conclusions récentes des grandes agences de santé sont ici rapportées. Un avis intérimaire sur la fluoration de l'eau a été produit par la Direction régionale de santé publique (DRSP) de Montréal et couvre ces aspects de façon plus détaillée. La DRSP se positionne pour la fluoration de l'eau potable à Montréal. Cette mesure étant jugée bénéfique à la santé globale de la population et permettant la réduction des inégalités sociales.
- les considérations associées à l'environnement dépassent le cadre purement opérationnel. Ainsi, une revue sommaire des impacts du fluorure sur l'environnement, principalement en lien avec le rejet de fluorure au cours d'eau à l'effluent des eaux usées, a été réalisée. Le but visé était principalement d'identifier les valeurs seuils établies pour la protection des organismes aquatiques;

- les considérations associées à l'acceptabilité sociale dépassent également le champ de compétences des experts du Service de l'eau. Pour cette raison, seule une liste des arguments favorables et défavorables couramment identifiés quant à la fluoration de l'eau est intégrée au présent rapport.

Afin d'émettre des recommandations quant aux deux scénarios étudiés, les auteurs ont analysé les aspects suivants :

- le cadre réglementaire entourant la fluoration de l'eau potable au Québec;
- les sources d'exposition au fluorure pour la population;
- la fraction d'eau du robinet consommée par les citoyennes et citoyens de Montréal;
- les conclusions récentes des grandes agences de santé quant à l'impact de la fluoration sur la santé buccodentaire et systémique;
- les risques du rejet d'eaux usées traitées contenant du fluorure dans les cours d'eau;
- l'état de la situation actuelle en lien avec l'opération du procédé de fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval (suivi réglementaire, investissements requis, coûts, impacts opérationnels, concentration de fluorure dans les eaux usées) et l'impact d'une décision qui mènerait à l'arrêt du procédé;
- les éléments requis pour l'ajout du procédé aux usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds (paramètres de conception et localisation des installations, produits chimiques et livraisons, investissements et coûts d'opération, horizon de mise en service) et l'impact d'un tel scénario sur les quantités de fluorure déversées par la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte au fleuve Saint-Laurent;
- l'impact des deux scénarios étudiés sur les concentrations de plomb à l'eau distribuée puisqu'une modification de la qualité de l'eau distribuée par les usines de production d'eau potable pourrait influencer ce paramètre normé qui fait l'objet d'un plan d'action de la Ville de Montréal;
- l'acceptabilité sociale et l'état de la fluoration au Québec et ailleurs;
- la mission du Service de l'eau et les besoins d'investissements;
- les orientations encadrant la prise de décision à la Ville de Montréal, dont Montréal 2030.

Recommandations

À la suite de l'analyse, **le Service de l'eau, en tant que propriétaire d'actifs et exploitant, et sur la seule base de considérations techniques, opérationnelles et économiques,** émet les recommandations suivantes. Le détail de l'argumentaire est disponible à la section 13 – Que peut-on tirer de cette analyse?

Concernant le scénario d'ajout de la fluoration aux usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds tout en maintenant la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire de telle sorte que l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal reçoive de l'eau fluorée :

Considérant que la gestion de l'eau est en premier lieu régie par le cadre légal et réglementaire;

Considérant que la fluoration de l'eau potable n'est pas encadrée par le Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) et que la Loi sur la santé publique (S-2.2) recommande, mais n'exige pas la fluoration de l'eau potable;

Considérant que l'ensemble des actions du Service sont guidées par le respect des différentes réglementations relatives à l'eau potable et aux eaux usées;

Considérant qu'il est nécessaire d'investir en moyenne 1,3 G$ par année pour les dix prochaines années pour assurer le maintien des actifs, rattraper le déficit de maintien de ces actifs, améliorer le service et mettre aux normes et construire de nouvelles infrastructures;

Considérant que les besoins en investissement actuellement financés par année n'atteignent que près de 40 % des besoins réels;

Considérant que la mise en service du procédé de fluoration aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets, qui desservent plus de 1,7 M de personnes, ne pourrait être réalisée que dans l'horizon 2035-2036 du fait de la réalisation d'autres travaux prioritaires et de la capacité de l'exploitant à opérer une usine en présence de travaux;

Considérant qu'à terme, la fluoration aux six usines représenterait des coûts d'opération de l'ordre de 330 000 $/année (après subvention) et que le budget de fonctionnement du Service de l'eau est soumis à d'importantes restrictions, notamment en lien avec l'augmentation du coût des autres produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau potable;

Considérant que l'ajout d'un procédé de fluoration engendre des considérations supplémentaires relatives à la SST des opératrices et opérateurs;

Considérant que des problèmes d'approvisionnement sont actuellement observés à l'échelle de l'usine Dorval;

Nous recommandons, sur une base exclusivement technique, opérationnelle et économique de ne pas envisager l'ajout du procédé de fluoration aux quatre usines de production d'eau potable qui n'en possèdent pas.

Concernant le scénario d'arrêt de la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire :

Considérant que des investissements de 1,16 M$ devront être planifiés pour la réfection à venir des équipements de fluoration;

Considérant que la fluoration aux deux usines engendre des coûts d'opération de l'ordre de 100 000 $/année (après subvention) et que le budget de fonctionnement du Service de l'eau est soumis à d'importantes restrictions, notamment en lien avec l'augmentation du coût des autres produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau potable;

Considérant que des investissements de plus de 108 M$ sont déjà prévus au plan décennal d'investissement du Service de l'eau pour ces deux usines pour l'amélioration de service et la mise à niveau;

Considérant que le procédé de fluoration est source de risques SST pour les opératrices et opérateurs de l'usine;

Considérant que l'arrêt de la fluoration ne serait pas associé à des effets secondaires néfastes du point de vue de la qualité physico-chimique de l'eau distribuée (plomb, cuivre);

Considérant que la fluoration de l'eau potable n'est pas encadrée par le Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) et que la Loi sur la santé publique (S-2.2) recommande, mais n'exige pas la fluoration de l'eau potable;

Nous recommandons, sur une base exclusivement technique, opérationnelle et économique d'envisager l'arrêt du procédé aux usines Dorval et Pointe-Claire et de contacter le MSSS, responsable du programme de fluoration au Québec, afin de discuter des pénalités monétaires engendrées par l'arrêt du procédé à l'usine Pointe-Claire, le délai de 20 ans de la signature de l'entente arrivant à terme en 2028, selon les informations disponibles.

Au-delà de ces aspects, toute décision prise en lien avec la fluoration de l'eau se doit d'inclure les considérations associées à la santé, à l'environnement et à l'acceptabilité sociale. Ce rapport d'analyse fait la démonstration, au moyen de données probantes, qu'une solution à large déploiement et au moindre coût à un problème de santé publique ne peut reposer sur des infrastructures d'eau. Les impératifs techniques, opérationnels et économiques sont significatifs et tout investissement sur ces infrastructures doit viser prioritairement la protection de l'approvisionnement et la qualité de l'eau.

1. INTRODUCTION

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal opère six usines de production d'eau potable desservant une population de près de deux millions de personnes dans l'agglomération de Montréal. La fluoration de l'eau potable est pratiquée aux usines Pointe-Claire et Dorval depuis 1955 et 1957 respectivement.

Le 1er janvier 2014, les activités liées à l'exploitation de ces deux usines, jusqu'alors opérées par les villes de Pointe-Claire et Dorval, ont été transférées au Service de l'eau. Ce dernier s'est alors engagé à poursuivre le dosage de fluorure à l'eau potable produite aux deux usines sous réserve d'une décision autre du conseil d'agglomération et du bon état de fonctionnement des équipements présents au moment du transfert. Ces deux usines desservent une population d'un peu plus de 100 000 personnes résidant dans les villes de Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, Kirkland, Baie d'Urfé et une petite portion de Dollard-Des-Ormeaux (Figure 1). Les usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds ne possèdent pas de procédé de fluoration de l'eau.

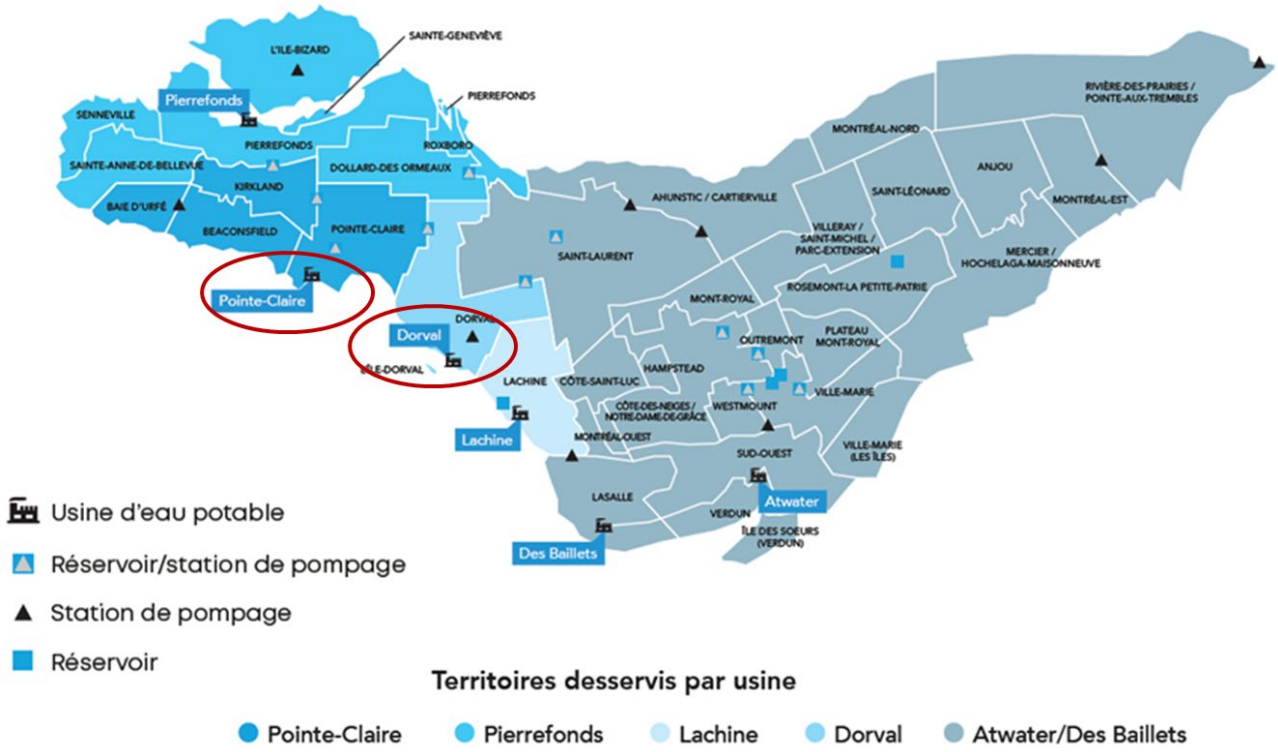


Figure 1 - Territoire desservi par les usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal. Les usines de Dorval et Pointe-Claire utilisent la fluoration.

1.1 Élément déclencheur de la réflexion

La fluoration consiste à ajouter un produit à base de fluor accrédité pour usage dans l'eau potable afin de prévenir la carie dentaire, particulièrement chez les enfants. Parce qu'elle consiste en une étape supplémentaire, indépendante des étapes de traitement de l'eau potable, la fluoration a depuis longtemps soulevé les débats. À la suite de la réception, en décembre 2020, d'une pétition d'un citoyen de Pointe-Claire contenant plus de 1 000 signatures visant l'arrêt de la fluoration aux usines de Pointe-Claire et Dorval, le Service de l'eau a mis en place certaines actions, décrites au Tableau 1.

Tableau 1 - Actions du Service de l'eau suite au dépôt d'une pétition citoyenne visant l'arrêt de la fluoration.

Action	Résultat
Janvier 2021 : Demande d'un avis de santé publique à la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) quant aux actions à poser en réponse à cette demande citoyenne.	La DRSP conclut - qu'il n'y a pas lieu d'intervenir immédiatement, sur la base des risques à la santé, dans la prise de décisions des pratiques de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire. - qu'elle interpellera le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en vue d'envisager une mise à jour de la position québécoise sur la fluoration de l'eau potable, en regard aux dernières études scientifiques publiées sur le sujet.
Janvier 2021 : Demande d'un avis juridique au Service des affaires juridiques (SAJ) de la Ville de Montréal quant aux compétences du Service de l'eau en matière de fluoration de l'eau potable. Trois questions ont été posées : - Est-ce que la décision d'ajouter du fluor dans l'eau potable relève des municipalités? - Quelle instance décisionnelle a le pouvoir d'arrêter ou de conserver la fluoration dans l'eau potable pour les usines de Pointe-Claire et Dorval? - Si les études démontraient un impact néfaste de la fluoration sur la santé, qui en serait responsable?	Le SAJ a analysé les questions soumises. Toutefois, les renseignements contenus dans l'avis préparé par le SAJ sont considérés comme confidentiels. Ils pourront être fournis sur demande, après analyse.
2022 : Amorce d'une réflexion au Service de l'eau sur le procédé de fluoration de l'eau potable, des experts internes et externes (milieu académique et de la santé) participent à la discussion.	Rédaction du présent rapport.

1.2 Portée de la réflexion

La présente réflexion, entamée à la suite de la réception de la pétition citoyenne visant l'arrêt de la fluoration, met en évidence l'absence d'uniformisation quant à l'application de ce procédé au niveau de l'agglomération. Il apparaît donc important, à ce moment, d'étudier les deux scénarios suivants afin de les comparer à la situation actuelle :

- de par l'existence de craintes chez une partie de la population quant aux effets potentiels de la fluoration sur la santé des enfants et à l'absence de liberté de choix (raisons évoquées dans la pétition), devrait-on mettre à l'arrêt le procédé de fluoration des usines Pointe-Claire et Dorval?
- à l'opposé, si l'innocuité du produit est établie par le milieu scientifique et dans un contexte d'équité sociale, est-il justifié que seule une fraction de la population de l'agglomération de Montréal (celle desservie par les usines Pointe-Claire et Dorval) ait accès à de l'eau fluorée? L'ajout d'un tel procédé aux quatre autres usines de l'agglomération est-il faisable?

Afin d'évaluer ces différents scénarios, des experts du Service de l'eau, de Polytechnique Montréal et de la DRSP de Montréal ont participé à la discussion (Tableau 2). Des rencontres se sont tenues de l'automne 2022 au printemps 2023.

Tableau 2 - Experts ayant participé à la réflexion de Service de l'eau sur la fluoration de l'eau potable.

Organisation	Nom	Affiliation
Service de l'eau Ville de Montréal	Marie-Claude Besner, ing., Ph.D.	Cheffe de section (*par intérim*) Innovation, recherche et information Direction Stratégies et performance (DSP)
	Elise Deshommes, ing., Ph.D.	Ingénieure Section intervention Division expertise d'entretien Direction des réseaux d'eau (DRE)
	Daniel Thibault, ing., M.Sc.A.	Ingénieur de procédés Section expertises et projets Division infrastructures, usines et réservoirs Direction de l'eau potable (DEP)
	André Lajeunesse, Ph.D.	Chimiste organicien Division de l'ingénierie d'usine et procédés Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU)
	Pierre Juteau, Ph.D.	Conseiller scientifique Section Innovation, recherche et information Direction Stratégies et performance (DSP)
Polytechnique Montréal	Michèle Prévost, Ph.D.	Professeure et titulaire principal Chaire Industrielle CRSNG en Eau Potable Génies civil, géologique et des mines

Direction régionale de santé publique CIUSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Ba Thong Nguyen, DMD	Dentiste-conseil Service développement des jeunes Secteur jeunesse 0-25 ans

En vue de rédiger le présent rapport, les orientations suivantes ont été établies :

- **la recommandation offerte dans le présent rapport est basée sur des considérations techniques, opérationnelles et économiques, issue du point de vue d'un propriétaire d'actifs et d'exploitant, soit le Service de l'eau;**
- au-delà des aspects techniques et opérationnels associés au procédé de fluoration de l'eau potable, toute analyse en lien avec la fluoration se doit d'inclure les considérations associées à la santé, à l'environnement et à l'acceptabilité sociale;
- les considérations associées à la santé dépassent le champ de compétences des experts du Service de l'eau. Par conséquent, seules les conclusions récentes des grandes agences de santé sont ici rapportées. Un avis intérimaire sur la fluoration de l'eau a été produit par la Direction régionale de santé publique de Montréal et couvre ces aspects de façon plus détaillée;
- les considérations associées à l'environnement dépassent le cadre purement opérationnel. Ainsi, une revue sommaire des impacts du fluorure sur l'environnement, principalement en lien avec le rejet de fluorure au cours d'eau à l'effluent des eaux usées, a été réalisée. Le but visé était principalement d'identifier les valeurs seuils établies pour la protection des organismes aquatiques;
- les considérations associées à l'acceptabilité sociale dépassent également le champ de compétences des experts du Service de l'eau. Pour cette raison, seule une liste des arguments favorables et défavorables couramment identifiés quant à la fluoration de l'eau est intégrée au présent rapport. La professeure Michèle Prévost a contribué à la rédaction de l'état de la situation sur la fluoration de l'eau potable au Canada et ailleurs dans le monde. L'avis intérimaire de la DRSP couvre également certains de ces aspects.

Pour la réalisation de ces travaux, il a été spécifiquement demandé aux experts de laisser de côté toute opinion personnelle relative à la fluoration de l'eau potable. Les constats et autres éléments présentés dans ce rapport sont donc le fruit d'un travail neutre, visant à rapporter tout autant les informations favorables que celles défavorables à ce procédé.

Afin d'en faciliter la lecture, ce rapport est rédigé sous forme de questions-réponses.

2. COMMENT EST RÉGIE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE AU QUÉBEC?

2.1 Loi sur la santé publique, Règlement sur la qualité de l'eau potable et Programme québécois de fluoration de l'eau potable

Au Québec, la fluoration de l'eau potable est actuellement encadrée par les articles 57 à 60 de la Loi sur la santé publique (S-2.2) :

> ***SECTION II***
> *FLUORATION DE L'EAU POTABLE*
>
> ***57.*** *Tout propriétaire d'une station de traitement de l'eau potable qui procède à la fluoration de l'eau qu'il distribue doit surveiller la qualité de cette fluoration de manière qu'elle atteigne la concentration optimale en fluor fixée par règlement du ministre pour prévenir la carie dentaire.*
>
> ***58.*** *Le ministre peut, par règlement, fixer des normes sur la façon de surveiller la qualité de la fluoration de l'eau potable.*
>
> ***59.*** *Le programme national de santé publique doit inclure des actions pour inciter à la fluoration de l'eau.*
>
> ***60.*** *Le ministre peut, dans la mesure qu'il estime appropriée, verser une subvention à tout propriétaire d'une station de traitement de l'eau potable qui lui en fait la demande, afin de couvrir les coûts d'achat, d'aménagement, d'installation ou de réparation d'un appareil de fluoration, de même que le coût du fluorure utilisé.*
>
> *Il peut assujettir l'octroi de cette subvention aux conditions qu'il estime appropriées.*

En 1975, la loi sur la protection de la santé publique obligeait l'analyse de la teneur naturelle en fluorure dans l'eau et exigeait, le cas échéant, d'ajouter des fluorures pour atteindre un seuil jugé optimal pour prévenir la carie dentaire (alors fixé à 1,2 mg/L). Toutefois, tel que rapporté par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ, 2011), cette loi s'avérait difficile à appliquer, principalement parce que le MSSS n'en possédait pas concrètement les moyens. En 2001, la loi levait l'obligation de fluoration tout en maintenant les mesures de promotion et de soutien. En 2004, un règlement vient réduire la concentration optimale en fluor de 1,2 mg/L à 0,7 mg/L dans le but de prévenir la carie tout en minimisant le risque de fluorose dentaire. Le changement vise uniquement à diminuer l'apport total en fluorures provenant de toute source, tout en maintenant les effets bénéfiques de la fluoration comme mesure de prévention de la carie dentaire.

Le Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) (Q-2. r.40), qui établit les normes de qualité de l'eau potable et l'obligation de satisfaire à ces dernières pour tous les systèmes de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, contient une norme relative à la concentration maximale de fluorures dans l'eau

potable fixée à 1,5 mg/L. Par ailleurs, ce règlement n'indique pas de norme minimale à respecter. Il n'y a donc pas d'exigences réglementaires québécoises exigeant la fluoration de l'eau potable.

La fluoration de l'eau potable est promue par le MSSS via son Programme québécois de fluoration de l'eau potable (MSSS, 2023). Ce programme est encadré par la Loi sur la santé publique (S-2.2) et vise les stations de production d'eau potable des municipalités de 5 000 habitants et plus. Comme décrit sur le site web du programme, sur la base d'une entente administrative, le MSSS offre un programme d'aide financière aux municipalités qui pratiquent la fluoration en couvrant les coûts d'achat, d'aménagement, d'installation ou de réparation d'un appareil de fluoration, de même que le coût du fluor utilisé. En contrepartie, la municipalité s'engage à déployer et maintenir la fluoration sur une base continue sur l'ensemble du territoire desservi. Selon l'énoncé web, le gouvernement du Québec est notamment responsable des conséquences de la fluoration et s'engage à assumer toute responsabilité de santé publique inhérente à la fluoration de l'eau potable. D'après les informations obtenues du MSSS, les ententes pour la participation au Programme de fluoration de l'eau potable ont débuté en 2002 et en 2008 pour les usines de Dorval et Pointe-Claire respectivement. Toutefois, nous n'avons pu récupérer, à ce jour, les versions originales de ces ententes entre le MSSS et les villes de Dorval et Pointe-Claire (une relance au MSSS a été faite en novembre 2023). Le libellé de l'entente quant à l'étendue de responsabilité de santé publique du MSSS devra être vérifié.

Toute municipalité participant au Programme québécois de fluoration de l'eau potable doit respecter les Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration, émises par l'INSPQ et le MSSS (voir Annexe I). L'approvisionnement en produits de fluoration est géré par le Centre d'acquisitions gouvernementales du Québec et non directement par les municipalités. Afin de s'assurer de la qualité des produits de fluoration utilisés, le gouvernement exige des municipalités de fournir au Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ) un échantillon des produits pour chacune des livraisons, afin de procéder à des analyses de conformité (teneur en fluorure, granulométrie, matières insolubles, présence d'humidité et de métaux lourds). Les produits utilisés doivent respecter les normes établies par le gouvernement du Québec qui s'appuient sur les standards reconnus de l'American Water Works Association (AWWA), l'American National Standards Institute (ANSI) et la National Sanitation Foundation (NSF). Les produits utilisés doivent également respecter la norme ANSI/NSF 60 «Drinking Water Treatment Chemicals Health Effects», tel qu'exigé par le RQEP.

Les Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration exigent également un contrôle journalier du dosage effectif de fluorure à l'usine, le prélèvement et l'analyse d'échantillons d'eau fluorée à l'usine et sur le réseau de distribution, un contrôle analytique externe réalisé par le LSPQ et un contrôle de la qualité des analyses produites par la municipalité. Sur une base mensuelle, le LSPQ produit un rapport qu'il transmet ensuite au responsable de la fluoration au MSSS et au directeur régional de santé publique de la région concernée.

Les municipalités qui s'engagent dans le programme sont sujettes à des pénalités monétaires si elles décident de mettre fin, unilatéralement, au procédé de fluoration avant la fin de la durée de l'entente, soit 20 ans. Selon les informations obtenues du MSSS, l'entente pour la participation au Programme de fluoration de l'eau potable de l'usine Dorval serait échue depuis 2022 et celle de l'usine Pointe-Claire viendrait à échéance en 2028.

2.2 Objectifs québécois de santé publique concernant la fluoration de l'eau potable

Au fil du temps, diverses stratégies et actions ont été réalisées au niveau provincial en lien avec la fluoration de l'eau potable (Tableau 3).

Tableau 3 - Stratégies provinciales mises en place depuis 2006 en lien avec la fluoration de l'eau potable.

Année	Action	Détail
2006	Plan d'action de santé dentaire publique 2005-2012 (MSSS, 2006)	Deux objectifs : • d'ici 2008, que 100 % des propriétaires de stations de traitement de l'eau potable des municipalités de 5 000 habitants et plus soient contactés afin de les inviter à procéder à la fluoration selon les dispositions prévues dans la Loi sur la santé publique; • d'ici 2012, que 50 % de la population du Québec ait accès à de l'eau potable avec une concentration en fluorure optimale de 0,7 mg/l.
2007	Publication par l'INSPQ d'un avis scientifique sur la fluoration de l'eau : analyse des bénéfices et des risques pour la santé (INSPQ, 2007)	Revue scientifique : • effets des fluorures sur les dents; • effets systémiques des fluorures sur la santé; • impacts de la fluoration de l'eau sur l'environnement; • portrait actuel de la fluoration de l'eau au Québec; • coûts et bénéfices de la fluoration de l'eau; • constats et recommandations. Conclusion : les données scientifiques ne permettent pas de démontrer (i) des effets nocifs chez l'humain, (ii) des effets néfastes sur l'écosystème. Il est nécessaire de continuer les recherches et améliorer les méthodologies.
2008	Mise à jour du Programme national de santé publique 2003-2012 (MSSS, 2008).	Deux objectifs : • réduire de 40 % les caries chez les moins de 18 ans; • réduire la prévalence des maladies parodontales chez les 18 ans et plus. Moyens à déployer pour les atteindre : • activités visant à modifier les facteurs environnementaux : promotion de la fluoration de l'eau potable auprès des municipalités; • activités visant à agir sur les facteurs individuels : (i) application d'agents de scellement dentaire en milieu scolaire auprès des enfants de 5 à 15 ans présentant un risque de carie dentaire et (ii) suivi préventif individualisé

		en milieu scolaire afin que les enfants de la maternelle à la 2e année qui répondent aux critères concernant le risque de carie dentaire puissent bénéficier de deux applications topiques de fluorure par année et participer à des activités d'éducation à la santé buccodentaire.
2008-2009	Tournée des municipalités par le Directeur National de Santé Publique (DNSP)	• *Les maires expriment le souhait de ne pas avoir à porter politiquement la décision de fluorer leur eau;* • *Pression efficace des groupes organisés contre la fluoration (Villes de Québec, Gatineau).*
2011	Le DNSP évalue l'option de modifier le RQEP pour y inclure une norme minimale obligatoire de fluorure à 0,7 mg/L pour toutes les municipalités québécoises de 5000 habitants ou plus. Le projet s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à promouvoir la fluoration de l'eau (INSPQ, 2011)	Trois objectifs : • *à court terme : fluoration de l'eau potable dans les 10 plus importantes villes du Québec (100 000 habitants et plus), de manière à atteindre 47 % de l'ensemble de la population;* • *à moyen terme : fluoration de l'eau potable dans les 10 villes suivantes en importance (50 000 habitants et plus), de manière à atteindre 56 % de l'ensemble de la population;* • *à long terme : fluoration de l'eau potable dans les villes de 5 000 habitants et plus, de manière à atteindre 75 % de l'ensemble de la population.* La demande reçoit un avis favorable du Comité d'éthique de santé publique de l'INSPQ qui a étudié la question : par souci de santé publique, peut-on imposer, à l'encontre de la volonté d'une partie de la population, la fluoration de l'eau potable dans les municipalités québécoises de 5 000 habitants ou plus, afin de réduire la carie dentaire dans l'ensemble de la population, notamment auprès des enfants et des populations les plus défavorisées de notre société? Toutefois, il n'y a pas eu de suite dans le RQEP.
2012	Le Gouvernement du Québec publie l'énoncé de position du DNSP (MSSS, 2012)	Le DNSP est en faveur de la fluoration de l'eau potable. La fluoration de l'eau de consommation est une mesure de prévention populationnelle sécuritaire, peu coûteuse et efficace. Il n'existe aucune solution équivalente à la fluoration afin de prévenir la carie dentaire et d'améliorer la santé buccodentaire et la santé globale de la population.

Malgré les efforts du MSSS et de la santé publique, une pétition est déposée à l'Assemblée nationale du Québec (2013) demandant aux élus de faire la lumière sur les aspects scientifiques, sanitaires, économiques et légaux de la fluoration et statuer sur la nécessité d'abolir le programme de fluoration de l'eau potable. Dans le cadre des travaux, 31 mémoires ont été déposés et 10 organismes/individus ont été entendus par la Commission de la santé et des services sociaux, les 22 et 23 avril 2013. Des positionnements individuels ont été exprimés et parmi les associations représentées, l'INSPQ et l'Ordre des dentistes du Québec ont exprimé leur accord à la fluoration tandis qu'Eau Secours!-Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau et Réseau Environnement se sont positionnées "contre".

À la suite de l'étude de la pétition, la Commission de la santé et des services sociaux (Assemblée nationale du Québec, 2013) a émis les cinq recommandations suivantes :

1. Que la fluoration de l'eau potable ne soit ni une mesure obligatoire ni interdite;
2. Que le programme québécois de fluoration de l'eau potable soit maintenu;
3. Que les municipalités soient encouragées à rendre disponible la fluoration de l'eau potable, tout en favorisant une plus grande acceptabilité sociale de cette mesure par l'éducation;
4. Que soit assurée une veille afin de suivre l'évolution des données scientifiques en ce domaine;
5. Qu'une mise à jour régulière des données probantes soit effectuée et que ces données soient rendues disponibles auprès de la population et de tous les groupes intéressés.

Finalement, en 2015, le MSSS publie son Programme national de santé publique 2015-2025 (MSSS, 2015). Le document y contient une seule mention de la fluoration de l'eau potable, dans son axe d'intervention relatif à l'adoption de modes de vie et la création d'environnements sains et sécuritaires. La pratique est relevée comme étant mondialement reconnue, éprouvée et rentable pour prévenir la carie dentaire, mais peu répandue dans les municipalités québécoises. En 2022, l'INSPQ a publié une synthèse des informations scientifiques contemporaines concernant les effets buccodentaires et systémiques de l'eau potable fluorée à 0,7 ppm (correspondant à 0,7 mg/L).

L'organisme conclut que la fluoration sous 0,9 ppm a des effets positifs sur la prévention de la carie et que les données actuellement disponibles ne permettent pas de soutenir une association avec des effets néfastes sur la santé systémique. L'organisme juge qu'il est nécessaire de continuer les activités de veille scientifique sur ce sujet (voir section 5).

3. QUELLES SONT LES SOURCES D'EXPOSITION AU FLUORURE POUR LA POPULATION?

L'exposition de la population au fluorure peut provenir de plusieurs sources. En ce qui concerne l'eau, même sans la présence d'un procédé de fluoration, de faibles concentrations de fluorure peuvent se retrouver de façon « naturelle » dans les sources d'eau potable. Ces dernières peuvent être influencées par des éléments naturels ou des activités humaines (Tableau 4). À titre indicatif, nos suivis réglementaires indiquent que la concentration naturelle de fluorure dans le fleuve Saint-Laurent est d'environ 0,1 mg/L et qu'elle se situe sous les 0,05 mg/L dans la rivière des Outaouais (voir section 7).

Tableau 4 - Sources de fluorure dans les eaux de surface (Santé Canada, 2010).

Éléments naturels	**Éléments liés à l'activité humaine (rejet dans l'environnement)**
Dépôt de particules provenant de l'atmosphère	Usines de fabrication de produits chimiques
Altération atmosphérique de roches et de sols contenant du fluorure	Étangs d'eaux résiduaires
Lixiviation provenant de formations rocheuses (eaux souterraines)	Fabrication d'aluminium, d'acier, de verre, d'émail, de briques, de tuiles, de poterie et de ciment
	Production d'engrais phosphaté et de substances chimiques contenant du fluor
	Moulage, soudage et brasage des métaux

L'exposition au fluorure peut donc provenir de l'eau potable (naturellement fluorée ou avec fluorure ajouté), mais également des aliments et breuvages, des produits dentaires (dentifrice, rince-bouche), des suppléments, des émissions industrielles, des produits pharmaceutiques et des pesticides. Les jeunes enfants peuvent également être exposés au fluorure en ingérant du sol qui en contient (USEPA, 2010). Cet organisme américain a fait une revue exhaustive relative aux concentrations de fluorure détectées dans différentes sources d'exposition pour la population :

- le lait maternel (concentration influencée par l'exposition de la mère à de l'eau fluorée ou non);
- les préparations commerciales pour nourrisson (concentration influencée par mélange avec de l'eau fluorée ou non);
- les aliments pour enfants (purées, céréales);
- différents aliments et breuvages (en comparaison, les breuvages incluant thé, café, boissons gazeuses et eau représentent habituellement une contribution plus élevée que les aliments). Le thé est habituellement le breuvage en contenant le plus (selon le type de thé, sa source et l'âge des feuilles). Pour les aliments, ce sont les poissons;

- les résidus de pesticides sur les produits alimentaires (ex. cryolite sur raisins → jus de raisins, vin; fluorure de sulfuryle);
- l'eau potable;
- l'eau embouteillée (fluorure généralement sous les concentrations retrouvées dans les eaux artificiellement fluorées, mais les concentrations peuvent varier substantiellement. Certaines eaux embouteillées contiennent des concentrations similaires aux eaux fluorées, certaines eaux minérales ou de source (spring water) dépassent la concentration maximale admissible (CMA) de 4,0 mg/L de l'USEPA);
- les dentifrices;
- les applications topiques et rince-bouches;
- l'air (émissions de volcans, centrales électriques au charbon, usines de production d'aluminium, usines d'engrais phosphaté, usines de fabrication de produits chimiques, aciéries, usines de magnésium, manufacturiers de briques et de produits de construction en argile);
- les suppléments de fluorure;
- l'ingestion de sol par les jeunes enfants;
- les produits pharmaceutiques (ex. Prozac, Lipitor, Ciprobay);
- l'exposition professionnelle en milieu de travail;
- la cigarette.

À partir de ces informations (et malgré plusieurs limites et incertitudes), l'USEPA (2010) a réalisé une analyse de la contribution relative de différentes sources d'exposition (eau, aliments, breuvage, pesticide ex. fluorure de sulfuryle, dentifrice et sols) à l'ingestion journalière de fluorure pour différentes tranches d'âge pour la population (Figure 2). Une valeur de 0,87 mg/L de fluorure était utilisée pour l'eau potable (concentration moyenne dans les réseaux publics américains via l'*Information Collection Rule* qui est en fait plus élevée que la concentration optimale au Québec de 0,7 mg/L). En proportion, l'apport journalier de fluorure provient principalement de l'eau potable, suivi de la diète (aliments et breuvages, influencés par l'utilisation d'eau fluorée ou non pour la préparation des aliments, et résidus de pesticides), du dentifrice (l'ingestion diminue avec l'âge associé à un meilleur contrôle de la déglutition et le réflexe de cracher), et dans une faible mesure des sols et des poussières.

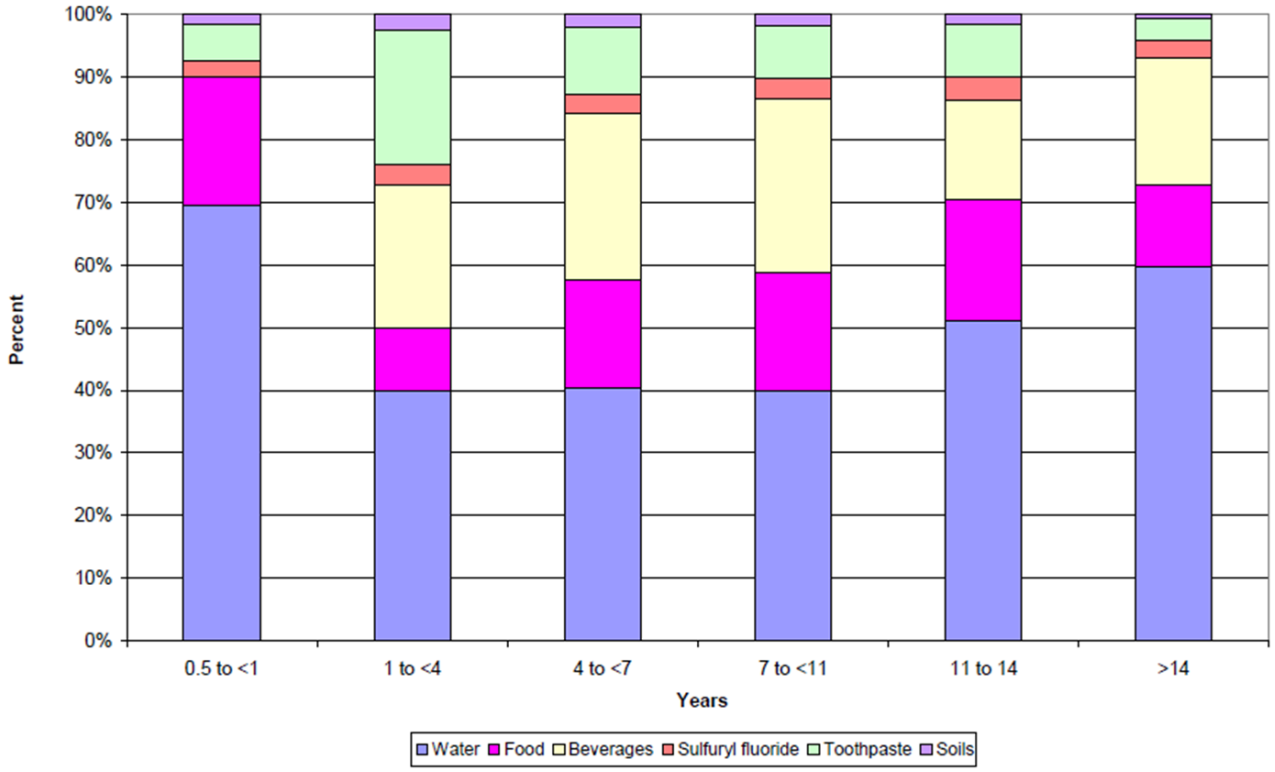


Figure 2 - Contribution de différentes sources à l'ingestion journalière de fluorure selon la tranche d'âge, l'analyse considère une eau fluorée à 0,87 mg/L (USEPA, 2010).

4. QUELLE PROPORTION DE L'EAU DU ROBINET EST CONSOMMÉE PAR LES CITOYENNES ET CITOYENS DE MONTRÉAL?

4.1 Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal

En 2021, pour le seul territoire de la Ville de Montréal (ne comprenant pas les villes liées de l'agglomération), la consommation d'eau potable s'est établie à 469 Mm^3 (Ville de Montréal, 2022a). Sur la base des mesures disponibles et des estimations réalisées, 70 % de cette eau potable est effectivement consommée et 30 % est associée aux surconsommations inconnues et pertes. La répartition de l'utilisation de l'eau distribuée/consommée est illustrée à la Figure 3. 62 % de l'eau potable consommée (soit 203 Mm^3) est associée à la consommation résidentielle. Ce volume correspond donc à 43 % du volume total distribué.

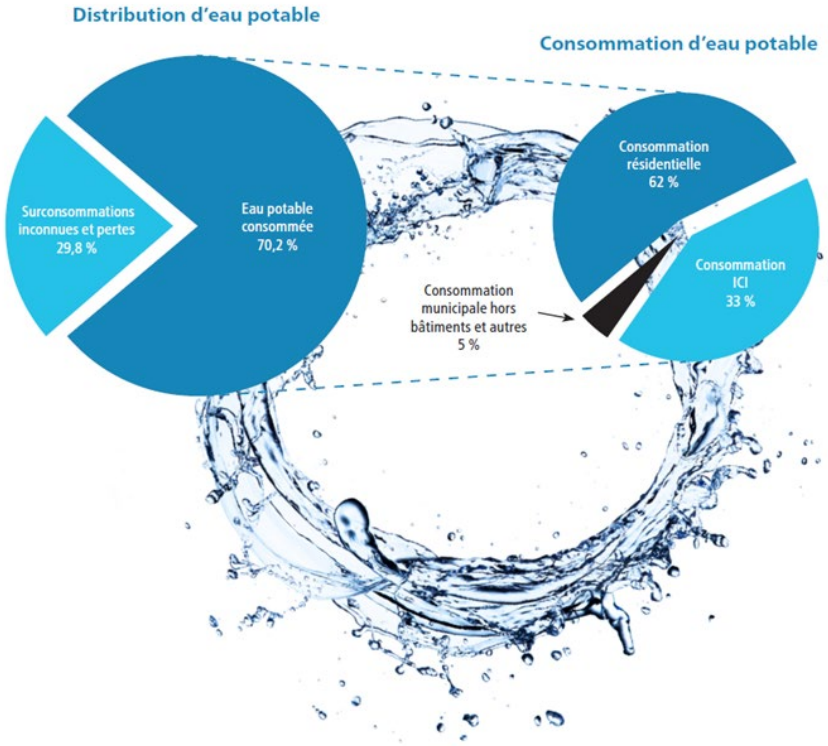


Figure 3 - Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal en 2021 (Ville de Montréal, 2022a).

La consommation résidentielle est composée de différents usages, tel que détaillés par Statistique Canada (2019) :

- consommation et préparation des repas;
- bain et douche;
- brossage des dents;

- chasse d'eau;
- lavage des mains;
- lessive;
- lavage de la vaisselle;
- lavage des planchers, etc.;
- lavage des voitures et d'autres articles;
- arrosage des pelouses et des jardins pendant les mois chauds;
- entretien des piscines et des spas;
- autres utilisations diverses (arrosage plantes intérieures, aquariums, etc.);
- humidificateurs;
- appareils et tuyaux qui fuient;
- eau de ruissellement pour empêcher les conduites de geler en hiver.

Bien que Statistique Canada ne fournisse pas de pourcentage détaillé pour chaque type d'utilisation, il est généralement admis que moins de 1 % de l'eau distribuée est directement utilisée pour la consommation. Dans le domaine de l'eau potable, l'établissement de valeurs guides sanitaires pour les contaminants chimiques est généralement basé sur une consommation de 2 L/jour pour un adulte de 70 kg. Avec une production d'eau estimée à 720 L/p/j en 2021, l'ingestion directe d'eau potable correspondrait donc à 0,28 % de l'eau distribuée. L'INSPQ (2021) utilise un taux de 0,035 L/kg-jour, qui appliqué à ce même adulte correspond à 2,45 L/jour soit 0,34 %.

D'un autre point de vue, les résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes - Nutrition réalisée en 2004 a montré qu'au cours d'une journée typique, au moins 70 % des enfants et des adolescents (1 à 18 ans) buvaient de l'eau et que la quantité consommée augmentait de façon constante avec l'âge (Garriguet, 2008). Comme indiqué au Tableau 5, les enfants de 1 à 3 ans boivent moins d'eau que de lait, de 4 à 8 ans, ces quantités sont égales et de 14 à 18 ans, les adolescents boivent plus d'eau que tout autre boisson. Les résultats de cette enquête menée il y a près de 20 ans montrent que l'eau représente entre 23 % (1 à 3 ans) à 42 % (14-18 ans) du total des boissons consommées de façon quotidienne par les enfants canadiens. La fluoration de l'eau distribuée peut donc rejoindre une partie de la population visée.

Tableau 5 - Consommation quotidienne moyenne (en grammes) de certaines boissons, selon le sexe et le groupe d'âge, population à domicile de 1 à 18 ans, Canada, territoires non compris, 2004 (tiré de Garriguet, 2008).

	Total des boissons		Eau		Lait		Jus de fruits		Boissons gazeuses ordinaires		Boissons aux fruits	
Groupe d'âge	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	grammes											
1 à 3 ans	1 069*	994	248	238	459	450	200*	168	18[E]	13[E]	96	81
4 à 8 ans	1 184*†	1 022	337†	337†	338*†	272†	194*	157	68*†	47†	161*†	134†
9 à 13 ans	1 505*†	1 299†	509†	483†	332*	267	171	147	152*†	109†	211†	192†
14 à 18 ans	2 121*†	1 666†	780*†	694†	323*	222†	192	165	376*†	179†	198	175

* valeur significativement différente de l'estimation pour les filles du même âge ($p < 0,05$)
† valeur significativement différente de l'estimation pour le même sexe dans le groupe d'âge précédent ($p < 0,05$)
[E] à utiliser avec prudence (coefficient de variation de 16,6 % à 33,3 %)
Source : Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Nutrition, 2004.

Au Québec, l'Enquête sur la santé de la population 2020-2021 (ISQ, 2023) a montré qu'un peu plus de la moitié de la population québécoise de plus de 15 ans boit quotidiennement au moins 4 verres d'eau. De 3 % à 4 % de la population ne consommerait pas d'eau ou moins d'un verre par jour. Des informations sur la consommation des enfants de moins de 15 ans ne sont pas disponibles dans cette étude. En 2019, le MSSS a élaboré un plan d'action pour réduire la consommation de boissons sucrées et promouvoir l'eau (MSSS, 2019).

4.2 Utilisation de dispositifs de traitement de l'eau aux points d'utilisation et consommation d'eau embouteillée

Des statistiques spécifiques à la Ville de Montréal quant à l'utilisation de dispositifs de traitement d'eau aux points d'utilisation et à la consommation d'eau embouteillée ne sont pas, à notre connaissance, disponibles. Cependant, Statistique Canada collige certaines de ces informations mais à l'échelle de territoires plus larges. En 2021, 38 % des ménages de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal auraient utilisé un filtre ou un purificateur d'eau pour traiter l'eau du robinet fourni par leur municipalité avant de la consommer. Cette proportion est en hausse depuis 2013 (Figure 4) (Statistique Canada, 2023a). Parallèlement, 21 % de la population de la région métropolitaine de recensement de Montréal affirmait consommer principalement de l'eau embouteillée en 2021 lorsque le type d'approvisionnement incluait de l'eau fournie ou non par la municipalité (ex. puits privés) (Statistique Canada, 2023b). Cette valeur est sensiblement la même pour la population québécoise et canadienne.

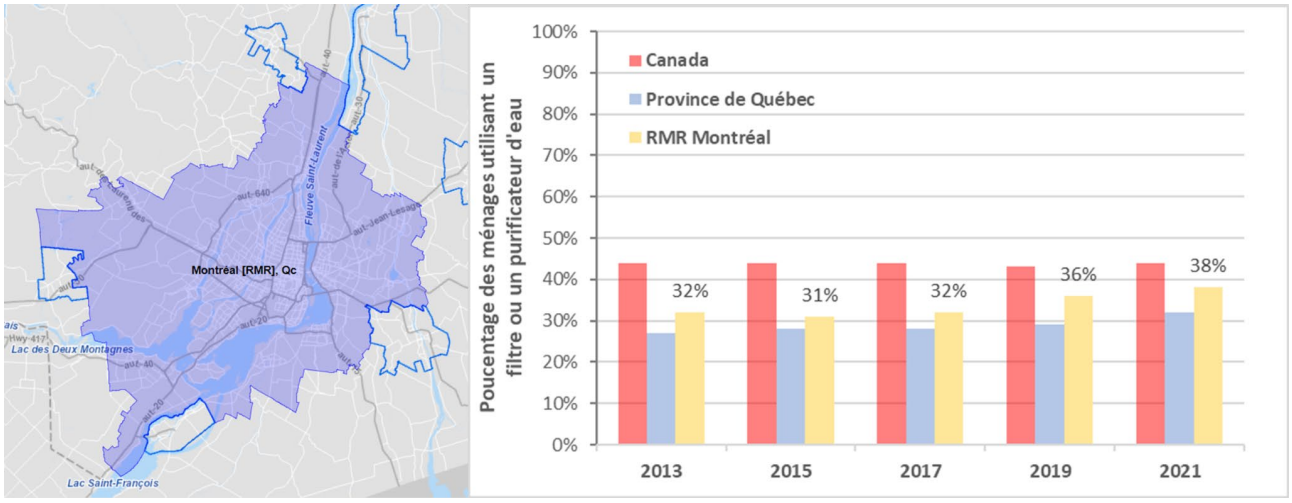


Figure 4 - Pourcentage des ménages alimentés en eau potable par une municipalité utilisant un filtre ou un purificateur d'eau lorsque l'eau est fournie par la municipalité (Statistique Canada, 2023a).

Ce ne sont pas tous les dispositifs de traitement d'eau aux points d'utilisation qui peuvent enlever le fluorure de l'eau potable, les dispositifs certifiés s'appuient sur des procédés d'osmose inverse et de distillation (normes NSF/ANSI 58 et 62). La norme NSF/ANSI 53 s'applique aussi à la réduction des concentrations de

fluorure dans l'eau potable, mais aucun dispositif n'est certifié conforme à cette norme pour la réduction du fluorure (Santé Canada, 2010). Toutefois, certains pichets filtrants certifiés NSF/ANSI 53 (pour l'enlèvement du plomb), dont ceux distribués par la Ville de Montréal dans le cadre de son programme visant la réduction de l'exposition au plomb des populations vulnérables résidant dans des bâtiments avec entrées de service en plomb, peuvent effectivement contribuer à l'enlèvement du fluorure (Section 9.4). Il est également possible que l'utilisation de dispositifs de traitement d'eau résidentiels augmente avec la médiatisation des enjeux de qualité d'eau associés aux contaminants émergents. Ces mêmes pichets filtrants peuvent en effet réduire l'exposition à certains contaminants comme les PFAS.

5. QUELS SONT LES ASPECTS RELATIFS À LA SANTÉ À PRENDRE EN CONSIDÉRATION LORSQU'IL EST QUESTION DE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE?

Comme mentionné précédemment, les considérations associées à la santé dépassent le champ de compétences des experts du Service de l'eau. Par conséquent, seules les conclusions récentes des grandes agences de santé sont ici rapportées. Pour une analyse détaillée, le lecteur est invité à consulter l'avis intérimaire de la DRSP de Montréal sur la fluoration de l'eau.

5.1 État de santé buccodentaire de la population montréalaise

Afin d'établir ce portrait, plusieurs éléments doivent être pris en compte dont :

- la prévalence de la carie dentaire chez les enfants montréalais;
- le nombre de chirurgies concernant la carie de la petite enfance;
- les informations relatives aux visites chez le dentiste (fréquence et raison de la consultation);
- le niveau de défavorisation, puisqu'il est reconnu que le fardeau des maladies buccodentaires est inégalement réparti dans les populations, affectant de façon plus significative les populations vulnérables et plus défavorisées;
- les différents programmes complémentaires de santé buccodentaire mis en place par le MSSS ou la DRSP dans la région de Montréal (ex. : programme de brossage supervisé des dents avec un dentifrice fluoré en service de garde éducatif à l'enfance et à l'école primaire, programme québécois de scellants dentaires à l'école primaire et secondaire, programme québécois de soins buccodentaires et de soins d'hygiène quotidiens de la bouche en centre d'hébergement de soins longue durée (CHSLD), programme québécois de fluoration de l'eau potable aux usines de Pointe-Claire et Dorval).
- les autres enjeux spécifiques à la région de Montréal.

5.2 Impact de la fluoration de l'eau potable sur la santé

Au Québec, le MSSS et le DNSP s'appuient sur l'expertise scientifique de l'INSPQ pour émettre leurs recommandations au sujet de la fluoration de l'eau potable. Cette dernière assure une veille scientifique continue sur les effets sur la santé de la fluoration à 0,7 mg/L. À la suite de certaines études contemporaines soulevant des questionnements quant à un effet négatif potentiel de la fluoration de l'eau sur la santé, une revue actualisée des connaissances scientifiques sur l'ensemble des effets possibles sur la santé buccodentaire et systémique a été publiée par l'INSPQ en novembre 2022. Cette revue recense des études scientifiques récentes (2018-2021) et prend assise tout en actualisant les connaissances rapportées dans une

revue de littérature réalisée par l'Agence des Médicaments et des Technologies de la Santé au Canada (ACMTS) publiée en 2019.

5.2.1 Santé buccodentaire

Les conclusions du document de l'INSPQ (2022) indiquent que :

- « *L'exposition à une eau fluorée est associée à une diminution de la carie dentaire et des inégalités sociales de santé buccodentaire liées à l'expérience de la carie.*
- *L'examen des études portant sur des effets de la fluoration sur la santé buccodentaire autre que la carie ne permet pas de soutenir une association en ce qui concerne les défauts de l'émail.*
- *Les résultats des études sur la fluorose dentaire sont plus mitigés. Les études recensées spécifiquement pour cette synthèse ne permettent pas de se prononcer sur la possibilité d'une association avec l'eau fluorée à la concentration cible de 0,7 partie par million. Cependant, l'ACMTS (2019) avait constaté, dans une revue de la littérature antérieure, des preuves cohérentes d'une association entre l'exposition à une eau fluorée et l'augmentation de la prévalence de la fluorose à des concentrations en fluorures au-delà des niveaux canadiens actuels.* »

5.2.2 Santé systémique

Les conclusions du document de l'INSPQ (2022) indiquent que :

- « *En général, la synthèse met en évidence le peu d'études scientifiques de qualité ou pertinentes au contexte québécois sur lesquelles s'appuyer pour déterminer s'il existe un lien entre la fluoration de l'eau à une concentration cible québécoise de 0,7 partie par million et le risque d'apparition d'effets nuisibles à la santé*
- *Les preuves scientifiques actuellement disponibles ne permettent pas de soutenir une association entre l'eau fluorée sous 0,9 partie par million et les effets néfastes examinés sur la santé systémique, soit le quotient intellectuel et la fonction cognitive, le déficit de l'attention et l'hyperactivité, la néphrotoxicité, les altérations de la fonction thyroïdienne, les troubles du sommeil, l'ostéosarcome, les altérations osseuses, les effets sur la reproduction et les issues de grossesse, la perturbation des hormones sexuelles et parathyroïdiennes, le surpoids et l'obésité.* »

Dans l'ensemble, la revue des connaissances de l'INSPQ (2022) aboutit au même constat que celle de l'ACMTS (2019) : « *la fluoration de l'eau à des concentrations sous 0,9 partie par million, telle que pratiquée par certaines municipalités québécoises, a des effets positifs sur la prévention de la carie. Cependant, en lien avec les effets potentiels sur la santé systémique, les données disponibles ne permettent pas de soutenir une association avec des effets néfastes sur les autres systèmes physiologiques.*
À la lumière de ces constats, il appert que des études supplémentaires de meilleure qualité sont nécessaires pour bâtir un corpus scientifique plus robuste. La poursuite de la veille scientifique à l'INSPQ sur le sujet est

donc nécessaire pour rester à l'affût de l'évolution des connaissances et tenir informées les autorités de santé publique. »

Il est d'intérêt de mentionner, qu'en ce moment aux États-Unis, une certaine controverse existe quant à un document préparé par le National Toxicology Program (NTP) du U.S. Department of Health and Human Services. En 2019, le NTP a publié une première ébauche d'une revue de la littérature scientifique sur les effets de l'exposition au fluorure sur la santé neuro-développementale et cognitive chez les humains. Ce document a fait l'objet de multiples révisions par les pairs, dont deux par le National Academies of Science, Engineering, and Medicine (NASEM). Malgré cela, des révisions additionnelles ont été demandées et la publication finale est toujours en attente.

Basé sur l'ébauche 2022 du document en question (le *State of the Science Monograph,* NTP 2022), les auteurs présentent la conclusion suivante :

"This review finds, with moderate confidence, that higher fluoride exposure (e.g., represented by populations whose total fluoride exposure approximates or exceeds the World Health Organization Guidelines for Drinking-water Quality of 1.5 mg/L of fluoride) is consistently associated with lower IQ in children. More studies are needed to fully understand the potential for lower fluoride exposure to affect children's IQ."

Dans sa revue, l'INSPQ (2022) rapporte la conclusion similaire présentée dans une version préliminaire (2020) du rapport du NTP, mais également la suggestion du NASEM à la suite de ses révisions du document à l'effet que « *le NTP devrait préciser que son document ne peut pas être utilisé pour tirer des conclusions concernant de tels niveaux d'exposition au fluorure, y compris aux concentrations généralement associées à la fluoration de l'eau potable aux États-Unis (concentration cible de 0,7 ppm).* » Cette recommandation du NASEM n'apparaît pas dans l'ébauche 2022 du NTP.

Un rapport publié en janvier 2024 par Santé Canada rapportant les conclusions d'un panel d'experts tenu en juin 2023 mentionne également que des questions demeurent quant à savoir si le poids de la preuve actuelle peut supporter une relation causale entre la fluoration de l'eau potable (aux concentrations actuellement recommandées) et les effets neurocognitifs.

6. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE COMPORTE DES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT?

D'un point de vue physico-chimique, l'ion fluorure possède des propriétés particulières qui lui confèrent le statut d'élément le plus électronégatif des halogènes. Il est considéré hautement réactif (capacité d'attirer les électrons, parfois les céder sous forme de doublet) et forme aisément des liaisons de type « ponts hydrogène » qui augmentent de façon considérable sa polarité ainsi que sa solubilité dans l'eau. Pour cette raison, on ne s'attend pas à ce que les fluorures puissent être interceptés par le traitement primaire de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte qui a peu d'effet sur les espèces chimiques dissoutes. Autre caractéristique importante, le petit rayon ionique du fluorure rend possible une dénaturation des protéines et autres molécules biologiques essentielles (Wallis et al., 1996). Le rejet de fluorure pourrait donc représenter un certain risque envers quelques organismes aquatiques à cause d'un stress oxydatif induit sur leurs systèmes enzymatiques.

Outre cette problématique, d'autres effets toxiques ont été observés chez divers organismes aquatiques exposés à de relativement faibles concentrations en fluorure : diminution du niveau de chlorophylle produit par les feuilles des plantes (chlorosis) avec changement de perméabilité des membranes cellulaires, effets sur la reproduction des daphnies, changements physiologiques (croissance, système reproductif) et de comportement (déplacement, reproduction) de plusieurs poissons d'eau douce (Wallis et al., 1996; Singh et Tripathi, 2015; Kaur et al, 2017).

Cela dit, selon quelques études disponibles dans la littérature sur les impacts d'une fluoration de l'eau potable pour l'environnement, le niveau de toxicité serait faible pour les écosystèmes et les organismes aquatiques. En avril 2013, un mémoire abondant dans ce sens a été déposé par l'INSPQ à la Commission de la santé et des services sociaux lors d'un exercice de consultation auprès de la population québécoise (INSPQ, 2013). Sur la base de quelques études répertoriées par l'INSPQ, il est mentionné qu'aux concentrations recommandées de fluoration, le fluorure demeure sécuritaire pour l'environnement et qu'il n'existe aucun risque pour les animaux ou les plantes. Notons tout de même que Wallis et al. (1996) ont avancé qu'une augmentation de fluorure au point de rejet de la station d'épuration de Montréal pourrait représenter un certain risque envers quelques organismes aquatiques à cause du phénomène de stress oxydatif mentionné précédemment, mais que ce risque est minimal puisqu'il n'y a pas d'espèces très sensibles à cet endroit. En effet, la force du courant et le trafic maritime dans ce secteur du fleuve Saint-Laurent réduisent le nombre d'organismes présents pouvant potentiellement être mis en contact avec ces concentrations augmentées de fluorure.

Le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux de l'Union européenne a aussi revu les risques environnementaux de la fluoration de l'eau potable (SCHER, 2011). Il propose une valeur de concentration estimée sans effet ("Predicted No-Effect Concentration", PNEC) de 0,29 mg/L basée sur la plus faible valeur de concentration sans effet observable ("No Observed Effect Concentration", NOEC), soit celle établie pour les invertébrés du genre *Grandidierella* (NOEC de 2,9 mg/L à laquelle on applique un facteur d'évaluation ou "Assessment factor" de 10 pour obtenir la PNEC de 0,29 mg/L). Cependant, cette valeur peut

paraître trop sévère sachant que des effets positifs du fluor ont aussi été rapportés pour ces invertébrés dans cette gamme de concentrations. Les auteurs proposent donc une autre valeur, soit 0,50 mg/L, établie pour des larves de trichoptères (une mouche) et pour des saumons migrateurs, ces deux organismes étant considérés comme les plus sensibles. En prenant ces valeurs, et considérant que les concentrations de fluorure rejetées par les stations d'épuration devraient se situer entre 0,8 et 1,5 mg/L tout en étant rapidement diluées, le comité arrive à la conclusion que la fluoration de l'eau n'engendre pas de risque inacceptable pour les organismes aquatiques.

Notons aussi que plusieurs paramètres contribuent à la biodisponibilité du fluorure dans les milieux récepteurs et son devenir (pH, température, dureté et alcalinité, matières en suspension). Parmi les paramètres énumérés, il est reconnu que la dureté de l'eau joue un rôle important dans le transport du fluorure. Lorsque la concentration en $CaCO_3$ est élevée, les ions de fluorure peuvent complexer avec ceux de calcium et former des espèces CaF_2 insolubles dans l'eau qui tendent à sédimenter. Cela dit, la dureté de l'eau du fleuve Saint-Laurent autour de Montréal est modérée.

Malgré d'autres complexations possibles du fluorure avec divers substrats (matières en suspension, composés organiques, particules d'argile), cela implique qu'une certaine quantité de fluorure demeure biodisponible aux organismes aquatiques. De plus, une charge additionnelle de fluorure dans l'eau pourrait induire de la toxicité par synergie avec l'aluminium déjà présent sous différentes formes chimiques (Wallis et al., 1996). Ce dernier aspect de synergisme a très peu été documenté jusqu'à présent et requerrait d'autres études pour approfondir le niveau de connaissance de l'écotoxicité du milieu et des équilibres bio-inorganiques régissant chez les espèces sensibles à ce type de toxicité.

Au Québec, le MELCCFP (2023) a établi des critères de qualité de l'eau de surface pour le fluorure (Annexe II) qui tiennent justement compte de la dureté puisque plus la dureté d'une eau est faible, plus la biodisponibilité de l'ion fluorure sera élevée. Selon Environnement et Changement climatique Canada (ECCC, 1996), la masse d'eau des Grands Lacs dans le fleuve Saint-Laurent a une dureté d'environ 120 mg/L de $CaCO_3$, celle de la rivière des Outaouais est d'environ 30 mg/L alors que celle du mélange des Outaouais–rive nord du fleuve est de l'ordre de 60 mg/L de $CaCO_3$. Dans le même ordre d'idée, Wallis et al. (1996) rapportait une dureté variant de 52 à 105 mg/L dans le secteur du fleuve recevant le rejet de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte. Pour cette gamme de valeurs de dureté, les critères à respecter à l'effluent de la station sont donc :

- un critère de valeur aiguë finale de fluorure à l'effluent (VAFe) de l'ordre de 14,5 à 17 mg/L;
- un critère de qualité pour la protection de la vie aquatique de 7,5-8,5 mg/L pour la toxicité aiguë (CVAA);
- un critère de qualité pour la protection de la vie aquatique de 2,0-2,3 mg/L pour les effets chroniques (CVAC).

Le MELCCFP n'a pas établi de critère pour (i) la prévention de la contamination (organismes aquatiques seulement), (ii) la protection de la faune terrestre piscivore et (iii), la protection des activités récréatives et de l'esthétique.

Les valeurs des critères québécois sont donc supérieures à la valeur de 0,5 mg/L proposée par le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux de l'Union européenne (SCHER, 2011). Il est à noter que cette valeur représente l'opinion de scientifiques indépendants, membres de ce comité. Cela ne représente donc pas une norme et ne reflète pas nécessairement la vision de la Commission Européenne. D'ailleurs, le fluorure ne fait pas l'objet d'une norme de qualité environnementale dans le domaine de l'eau par la Commission Européenne.

Le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) a également établi une recommandation provisoire pour le fluorure dans les eaux pour fins de protection de la vie aquatique (CCME, 2002). Cette limite proposée de 0,12 mg/L semble être la plus sévère au monde (Camargo, 2024). Elle est d'ailleurs très près de la concentration du fluorure déjà présente dans les eaux du fleuve à la hauteur de Montréal (valeur maximale de 0,107 mg/L mesurée en 2022 à la hauteur des îles de Boucherville [station QU02OA0206]). Le CCME est arrivé à cette valeur en prenant la concentration létale 50 (causant la mort de 50 % de la population) après 144 heures d'exposition (CL_{50}-144 h) des larves de trichoptères et en appliquant un facteur de sécurité de 100.

7. QUELLES SONT LES IMPLICATIONS ASSOCIÉES À LA PRÉSENCE DU PROCÉDÉ DE FLUORATION AUX USINES DORVAL ET POINTE-CLAIRE?

Seules les usines Dorval et Pointe-Claire sont munies de procédés de fluoration, installés à la fin des années 1950. Jusqu'en 2014, ces usines ont été opérées par ces municipalités en vertu d'un décret (1229-2005) qui leur conférait exceptionnellement l'exploitation des usines. Lors du transfert de l'exploitation au Service de l'eau, ce dernier s'est alors engagé à poursuivre le dosage de fluor à l'eau potable produite aux deux usines sous réserve d'une décision autre du conseil d'agglomération et du bon état de fonctionnement des équipements présents au moment du transfert. Selon le plan de gestion des actifs du Service de l'eau, il faudrait prévoir le remplacement de ces équipements dans un horizon de 10 à 12 ans.

Les produits chimiques utilisés pour le dosage de fluorure aux usines Dorval et Pointe-Claire sont indiqués au Tableau 6.

Tableau 6 - Produits de fluoration utilisés.

Usine	**Produit utilisé pour la fluoration**	**Principaux synonymes (français)[1,2]**	**Pourcentage typique d'ion fluorure disponible dans le produit**
Dorval	Acide fluorosilicique (H_2SiF_6 - sous forme liquide)	Acide fluosilicique Acide hydrofluorosilicique	18 %
Pointe-Claire	Hexafluorosilicate de sodium (Na_2SiF_6 - sous forme sèche)	Disodium hexafluorosilicate (2-) Fluorosilicate de sodium Fluosilicate de sodium Hexafluorosilicate (2-) de disodium Silicate (2-), hexafluoro-, disodium Silicofluorure de sodium Sodium silicofluorure	60 %

[1] https://reptox.cnesst.gouv.qc.ca/pages/fiche-complete.aspx?no_produit=51276

[2] https://reptox.cnesst.gouv.qc.ca/pages/fiche-complete.aspx?no_produit=11577

L'acide fluorosilicique est un acide fort et très corrosif. Même si l'hexafluorosilicate de sodium est un acide plus faible, l'utilisation de ces deux produits dans une usine de production d'eau potable peut présenter certains enjeux, notamment pour la santé et la sécurité des opératrices et opérateurs (voir section 7.4).

Les Figures 5 et 6 illustrent le point d'injection du fluorure dans la chaîne de procédés de traitement de l'usine Dorval et Pointe-Claire respectivement.

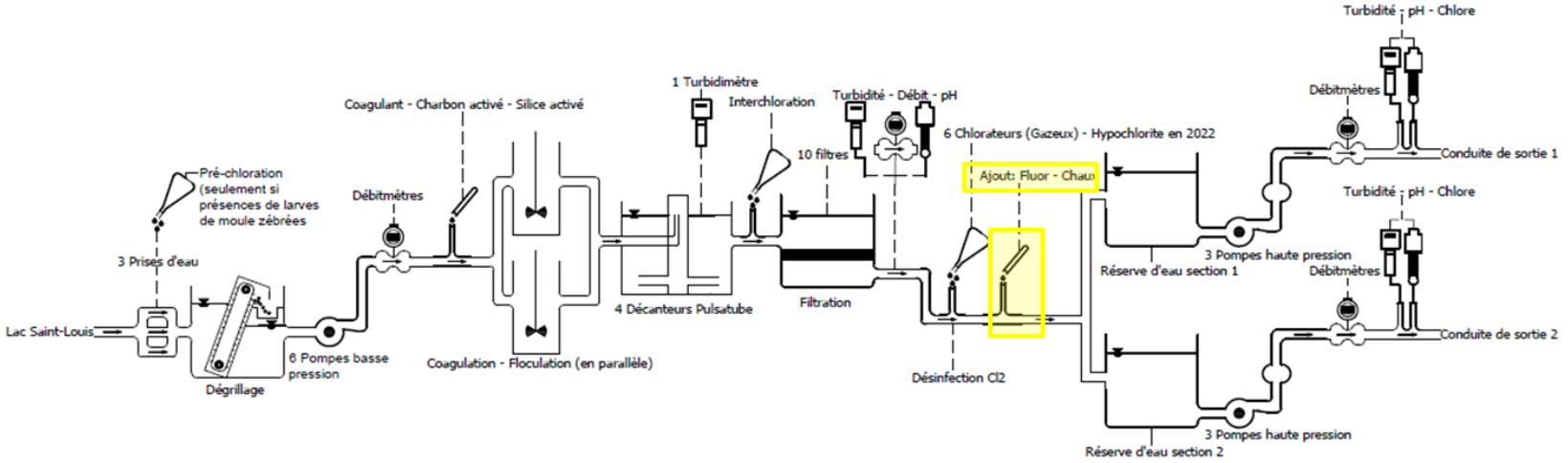


Figure 5 - Schéma de procédés à l'usine Dorval et localisation du point d'injection de fluorure.

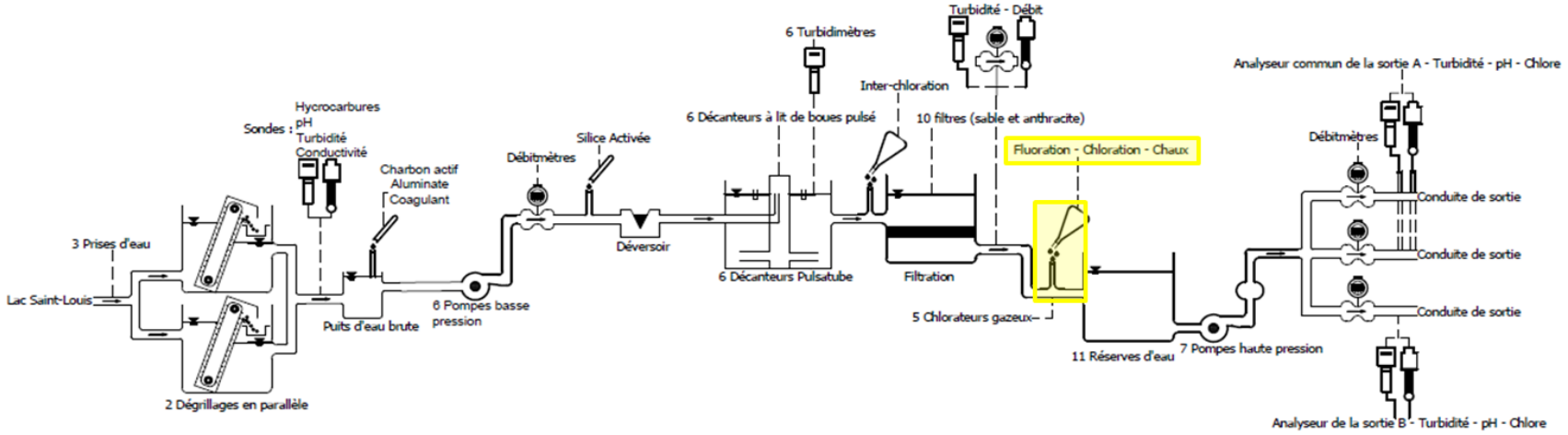


Figure 6 - Schéma de procédés à l'usine Pointe-Claire et localisation du point d'injection de fluorure.

7.1 Fluorure et autres composés associés à l'utilisation de produits de fluoration dans l'eau distribuée

7.1.1 Suivi du fluorure requis par le RQEP

Indépendamment de la présence, ou non, d'un procédé de fluoration dans une usine de production d'eau potable, un échantillon d'eau doit être prélevé dans le réseau de distribution desservi par cette usine entre le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année. Cet échantillon est alors analysé pour déterminer la concentration de fluorure dans l'eau distribuée. La Figure 7 illustre les résultats de ce suivi depuis 2014 pour les six usines de l'agglomération de Montréal. Pour le réseau desservi par les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets (réseau Montréal), deux échantillons sont prélevés.

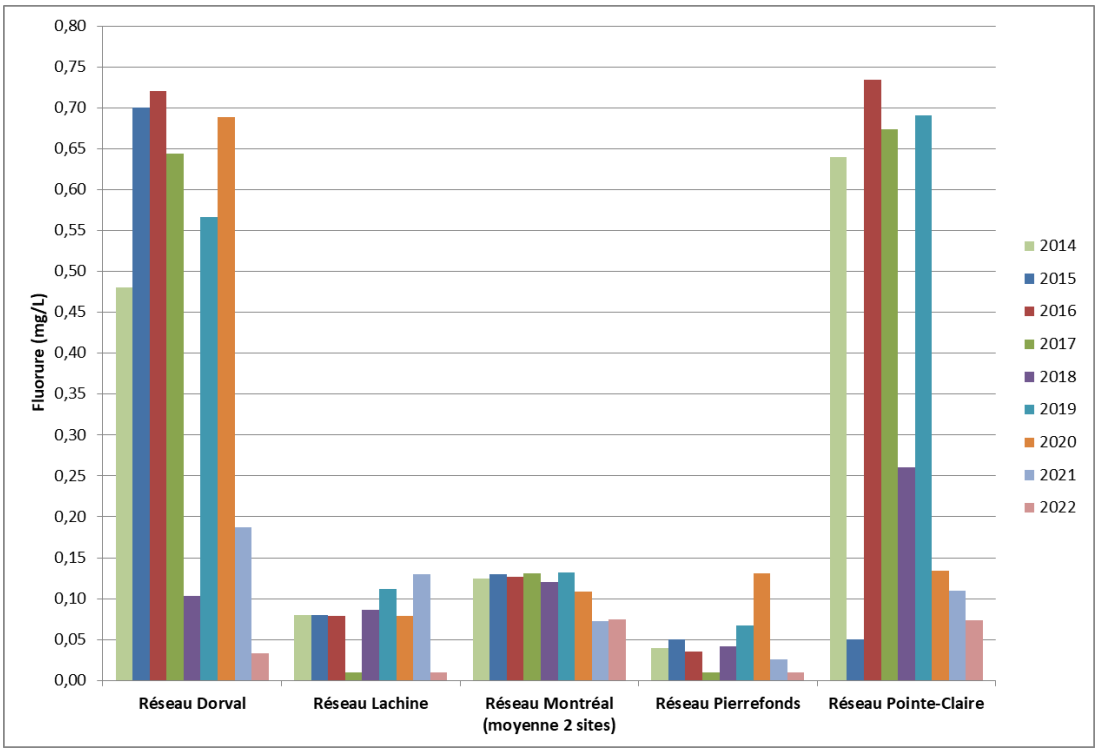
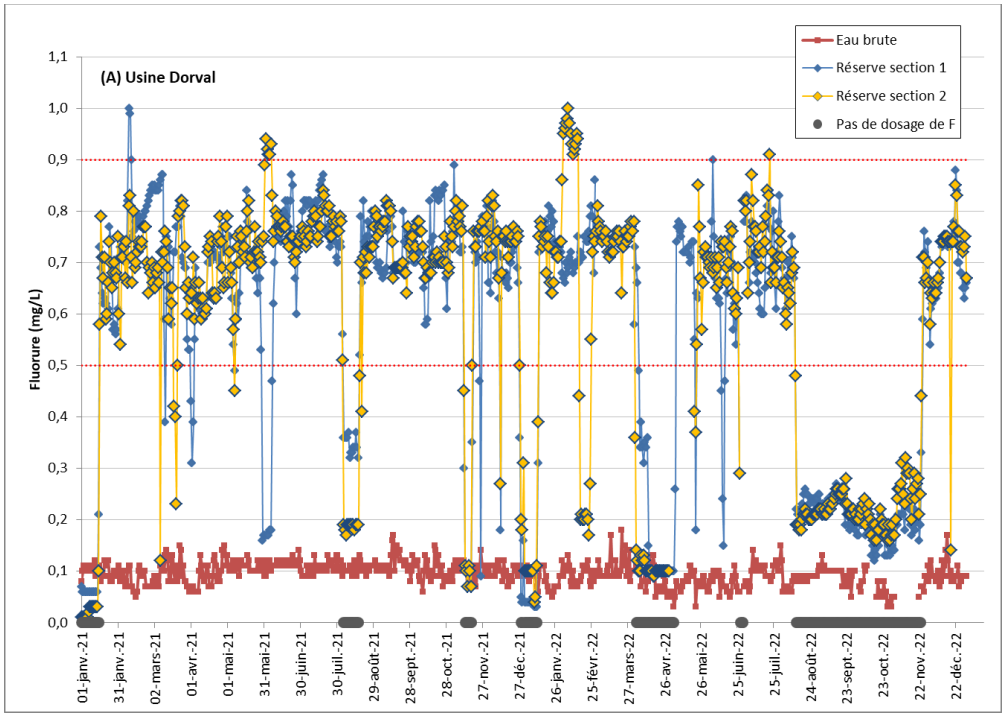


Figure 7 - Résultats du suivi réglementaire pour le fluorure dans l'eau distribuée (2014-2022).

Sur la base de ces résultats, il peut être observé (i) que la concentration de fluorure dans l'eau distribuée des usines Dorval et Pointe-Claire correspond parfois à la concentration de fond de la source d'eau causé par un arrêt du procédé de fluoration au moment de l'année où l'échantillon réglementaire du RQEP est prélevé, (ii) que la concentration naturelle de fluorure dans le fleuve Saint-Laurent est d'environ 0,1 mg/L et se situe sous les 0,05 mg/L dans la rivière des Outaouais qui alimente l'usine Pierrefonds. Pour cette dernière, la valeur de 0,13 mg/L mesurée en 2020 pourrait indiquer une période où le réseau était alimenté par le réseau de l'usine Pointe-Claire (via des interconnexions), qui ne fluorait pas à ce moment.

7.1.2 Suivi requis selon les Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration du LSPQ

Les données des années 2021 et 2022 ont été utilisées pour obtenir un portrait récent de l'état de la fluoration de l'eau aux usines Dorval et Pointe-Claire. La Figure 8 illustre les concentrations de fluorure à l'eau brute, à l'eau traitée (en sortie d'usine), ainsi que les périodes d'arrêt du procédé pour (A) l'usine Dorval et (B) l'usine Pointe-Claire. La concentration optimale visée pour la fluoration de l'eau potable est de 0,7 mg/L avec un écart acceptable de ±0,2 mg/L selon les Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration du LSPQ. Pour les deux usines, une certaine variabilité est observée dans les concentrations à l'eau traitée. Les arrêts de procédé sont également fréquents. À noter que pour l'usine Pointe-Claire, certaines données étaient manquantes. Des analyseurs de fluorure en continu de marque Eagle™ sont installés aux deux usines mais l'exploitant de l'usine Dorval rapporte certaines difficultés de contrôle, les analyseurs étant sujets à des interférences occultes (ex. environnement ambiant, départ d'équipement). Auparavant, des analyseurs HACH® étaient installés, mais demandaient énormément d'entretien.



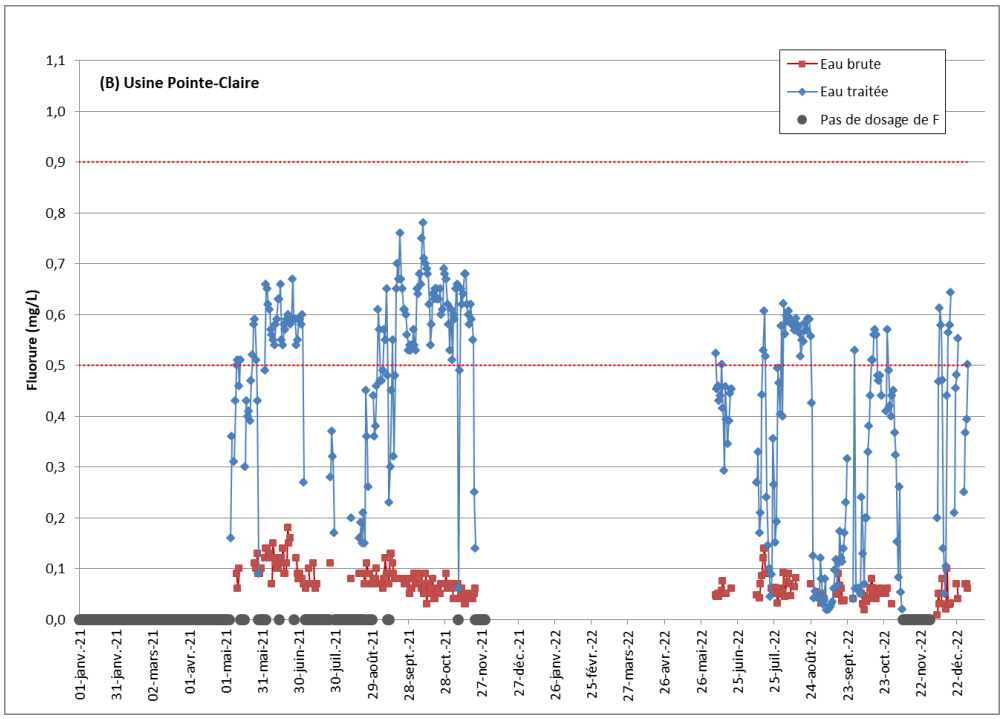


Figure 8 - Concentrations de fluorure à (A) l'usine Dorval, (B) l'usine Pointe-Claire pour la période 2021-2022.

Les principales raisons associées à l'arrêt du dosage de fluorure ainsi que le nombre de jours par mois sans dosage sont indiqués au Tableau 7. Pour l'usine Dorval, le problème d'approvisionnement en acide fluorosilicique est une préoccupation qui a mené à un total de 163 jours d'arrêt en 2021-2022, soit 88 % du temps pour lequel le procédé n'était pas en fonction. À l'usine Pointe-Claire, l'entretien du doseur compte pour 30 % du temps d'arrêt tandis que des travaux dans l'usine et sur le réseau expliquent près de 70 % du temps pour lequel le procédé n'était pas en fonction durant cette période (sur la base des données disponibles, les cellules vides du Tableau 7 (Nombre de jours) indiquent des données manquantes). Les travaux relatifs à la mise à niveau du système de contrôle de l'usine (SCADA) et la mise en place d'un système antiretour sur l'eau de service, ont par ailleurs nécessité l'arrêt du procédé de la fin novembre 2019 jusqu'à la fin avril 2021, ne permettant pas l'opération adéquate du système.

Tableau 7 - Raisons et nombre de jours sans fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire (2021-2022).

	Usine Dorval		Usine Pointe-Claire	
Mois	Nombre de jours sans dosage de fluor	Raison	Nombre de jours sans dosage de fluor	Raison
Janvier 2021	15	Problème appro H2SiF6	31	Travaux - Projet de modernisation du Scada
Février 2021	0		28	Travaux - Projet de modernisation du Scada
Mars 2021	0		31	Travaux - Projet de modernisation du Scada
Avril 2021	0		30	Travaux - Projet de modernisation du Scada
Mai 2021	0		12	Entretien du doseur
Juin 2021	0		1	Entretien du doseur
Juillet 2021	0		23	Entretien du doseur
Août 2021	13	Problème appro H2SiF6	21	Entretien du doseur
Septembre 2021	0		0	
Octobre 2021	0		0	
Novembre 2021	6		9	Entretien du doseur
Décembre 2021	2			
Janvier 2022	11	Fuite sur pompe de transfert		
Février 2022	0			
Mars 2022	0			
Avril 2022	28	Problème appro H2SiF6		
Mai 2022	4	Problème appro H2SiF6		
Juin 2022	3	Manque réactif pour tests labo		
Juillet 2022	0			
Août 2022	19	Problème appro H2SiF6		
Septembre 2022	30	Problème appro H2SiF6		
Octobre 2022	31	Problème appro H2SiF6		
Novembre 2022	23	Problème appro H2SiF6	23	Baisse de production de l'usine en lien avec travaux en réseau, débit trop faible pour utilisation adéquate du doseur
Décembre 2022	0			

Du fait des Directives du LSPQ, les exploitants des usines transmettent au LSPQ des échantillons d'eau prélevés dans le réseau de distribution afin que ce dernier puisse en faire l'analyse. Le LSPQ achemine ensuite les résultats de ces analyses à la municipalité. Une compilation des résultats de ces échantillons dans les deux réseaux a été réalisée (seuls les rapports du LSPQ facilement accessibles, c'est-à-dire, numérisés et disponibles sur le serveur de la Ville ont été compilés) (Figure 9). Pour l'usine Pointe-Claire, il est possible d'observer un historique remontant à la fin de l'année 1998 et le moment du passage de la valeur optimale de fluoration de 1,2 mg/L à 0,7 mg/L en avril 2004. Parmi les résultats disponibles, aucun échantillon ne dépasse la limite supérieure acceptée par le LSPQ, soit 0,9 mg/L.

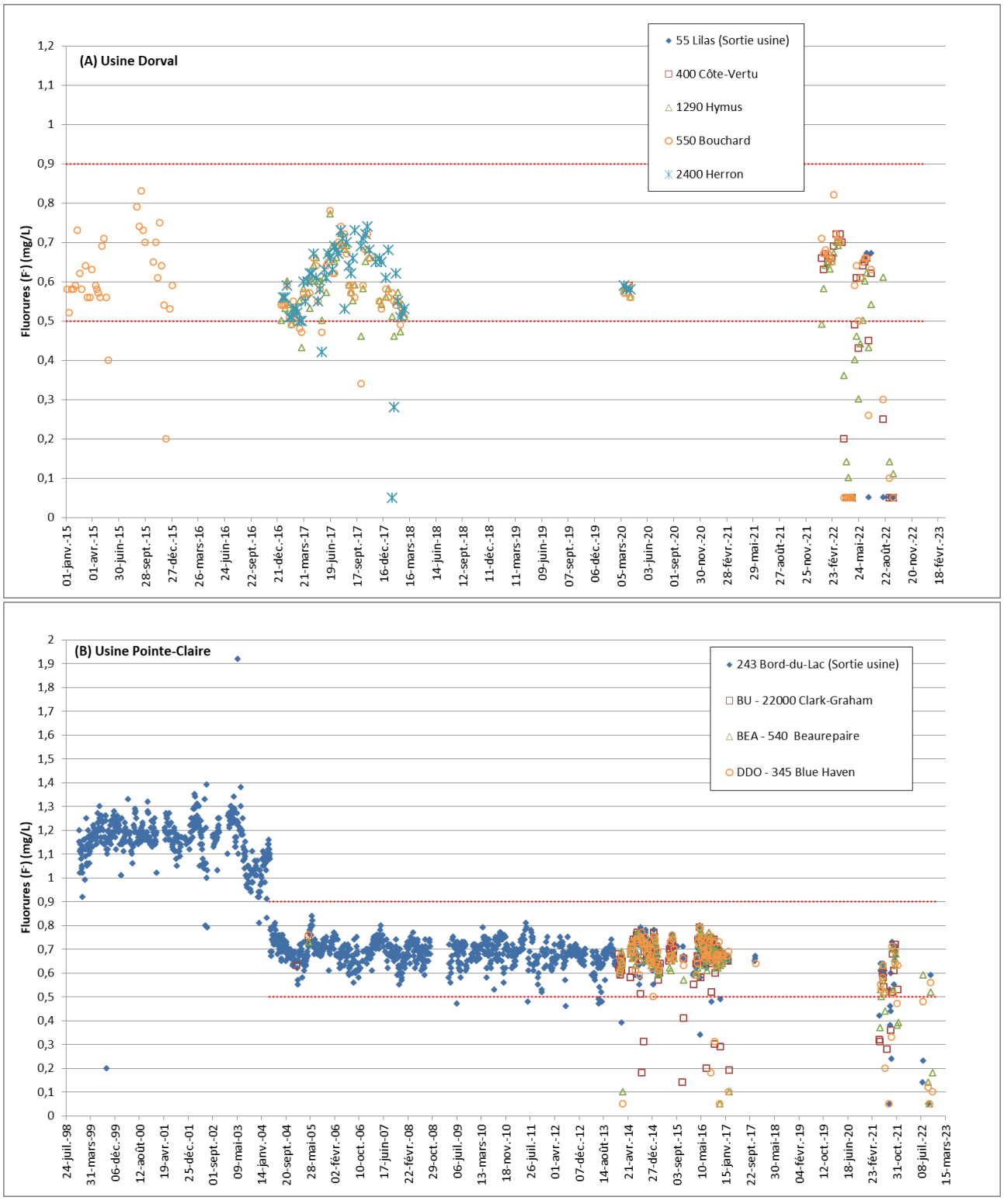


Figure 9 - Résultats des analyses de fluorure réalisées par le LSPQ dans l'eau distribuée (A) de l'usine Dorval, (B) de l'usine Pointe-Claire.

7.1.3 Concentrations d'arsenic, d'antimoine, de cadmium et de plomb dans l'eau distribuée

Par leur procédé de fabrication, les produits de fluoration utilisés peuvent contenir des impuretés comme des métaux tels que l'arsenic, l'antimoine, le cadmium ou le plomb. Toutefois, les produits de fluoration utilisés se doivent de respecter la norme ANSI/NSF Standard 60 intitulée *Drinking Water Treatment Chemicals Health Effects* qui établit des concentrations maximales acceptables pour une série de contaminants. Pour chaque lot de produits reçus aux usines de production d'eau potable, un échantillon est prélevé et transmis au LSPQ pour analyse. Afin de déterminer si l'utilisation de produits de fluoration a une influence sur la qualité de l'eau produite, les moyennes des concentrations d'arsenic, d'antimoine, de cadmium et de plomb à l'eau brute et traitée de chaque usine ont été comparées pour la période 2018-2022. Les résultats pour l'arsenic, l'antimoine et le plomb sont illustrés aux Figures 10 à 12. Les résultats de cadmium ne sont pas illustrés car ils se trouvent sous la limite de détection de 0,03 microgramme/L pour l'ensemble des usines. La norme de cadmium est fixée à 5 microgrammes/L.

L'utilisation de produits de fluoration ne semble pas influencer la concentration d'arsenic, d'antimoine et de plomb à l'eau traitée. Qu'il y ait fluoration ou non dans une usine, les concentrations d'arsenic et de plomb sont plus faibles à l'eau traitée qu'à l'eau brute et sont similaires à l'entrée et à la sortie des usines pour l'antimoine. Les concentrations les plus élevées d'arsenic et d'antimoine se retrouvent en sortie des usines Charles-J.-Des Baillets et Atwater, leurs concentrations étant légèrement plus élevées dans l'eau brute (fleuve Saint-Laurent). Les concentrations moyennes de plomb à l'eau traitée sont les plus faibles aux usines Pointe-Claire et Dorval. Toutes les valeurs détectées se trouvent bien en-deçà de la norme de 10 microgrammes/L pour l'arsenic, de 6 microgrammes/L pour l'antimoine et de 5 microgrammes/L pour le plomb.

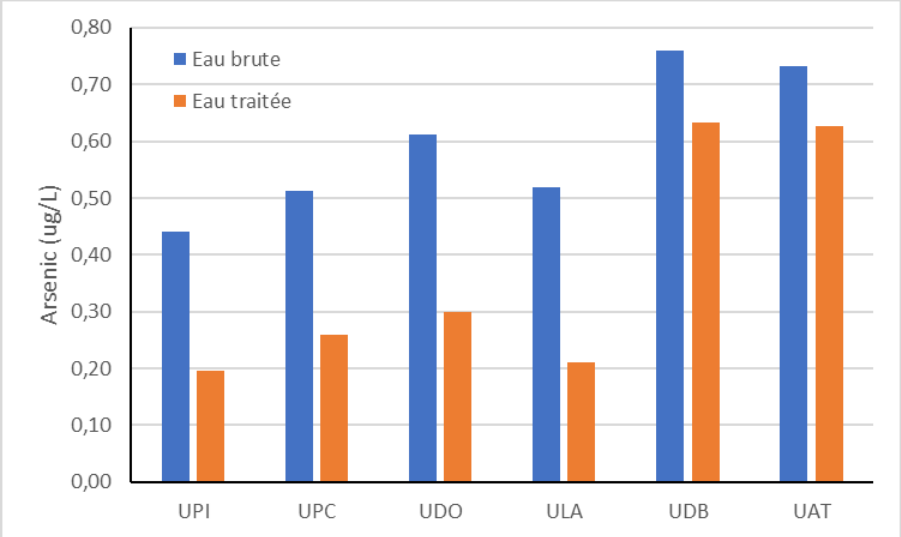


Figure 10 - Concentrations moyennes d'arsenic à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme d'arsenic est fixée à 10 microgrammes/L.

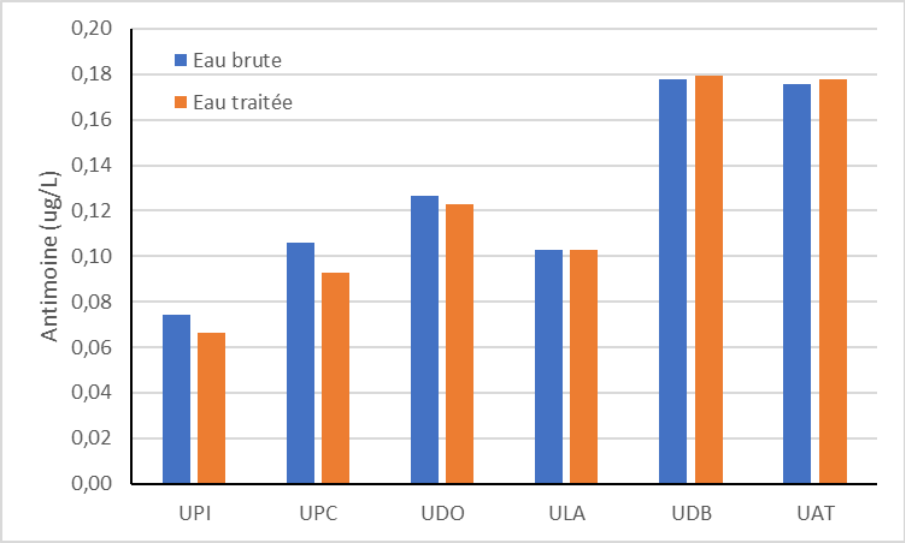


Figure 11 - Concentrations moyennes d'antimoine à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme d'antimoine est fixée à 6 microgrammes/L.

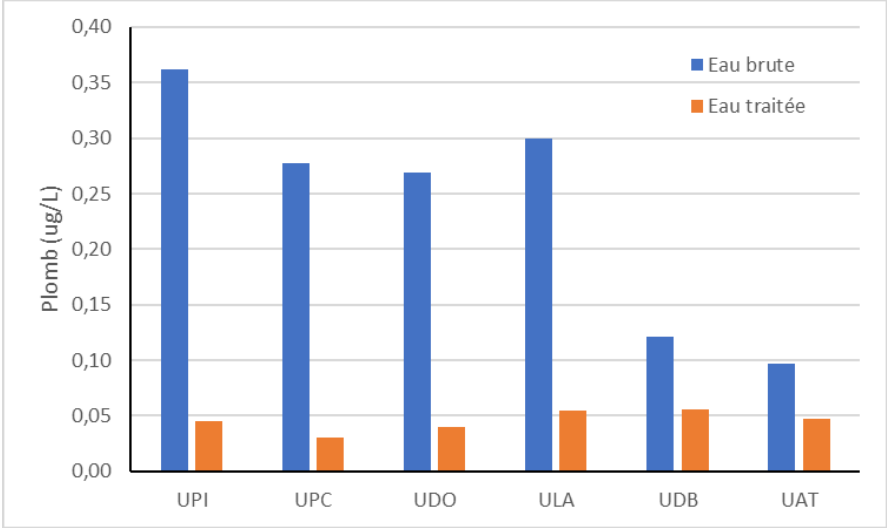


Figure 12 - Concentrations moyennes de plomb à l'eau brute et traitée pour les six usines de l'agglomération de Montréal pour la période 2018-2022. La norme de plomb est fixée à 5 microgrammes/L.

7.2. Historique des investissements associés à la fluoration et investissements futurs prévus pour les procédés de traitement aux usines Dorval et Pointe-Claire

À l'usine Dorval, l'installation servant à la fluoration a été refaite en 2008 afin de la rendre conforme aux normes. Une extension de bâtiment a été construite pour loger les équipements. Les travaux, au montant de 400 000 $, ont permis d'installer un nouveau réservoir avec réservoir journalier et système de dosage. Un

réservoir de catastrophe souterrain a été installé à l'extérieur près de la nouvelle salle. Depuis, les pompes doseuses ont été remplacées en 2012, et de nouveau en 2020. Leur durabilité semble limitée.

À l'usine Pointe-Claire, l'installation d'origine a été refaite en 2008 également, au coût de 500 000 $. Le système de fluoration a été ajouté dans l'espace déjà exigu de la salle des produits chimiques, par la Ville de Pointe-Claire. Il en résulte que la configuration de la salle des produits chimiques est loin d'être idéale. Elle est le fruit de plusieurs transformations depuis la construction originale de l'usine. Une étude en cours sur la modernisation de l'usine se penchera sur la possibilité de réaménager ailleurs la salle de produits chimiques pour la rendre plus fonctionnelle et conforme aux critères de conception modernes.

La mise à jour des équipements de fluoration doit éventuellement être prévue dans les deux usines qui utilisent déjà ce procédé. Selon le plan de maintien des actifs du Service de l'eau, une réfection partielle du procédé devrait être réalisée dans un horizon de 10 à 12 ans, moment où certains des équipements atteindront la fin de leur vie utile. Un résumé de l'évaluation des coûts[1] est fourni au Tableau 8.

Tableau 8 - Coûts de réfection du procédé de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire (PDI).

EMPLACEMENT	RÉFECTION (avant subventions)	SUBVENTIONS RÉFECTION	RÉFECTION (après subvention)
Usine Dorval	800 000 $	- $	800 000 $
Usine Pointe-Claire	360 000 $	- $	360 000 $
TOTAL	**1 160 000 $**	**- $**	**1 160 000 $**

Ces coûts de réfection devront s'ajouter aux autres investissements déjà prévus au plan décennal d'investissement (PDI) du Service de l'eau afin de maintenir les actifs, de sécuriser les installations et de remplacer les équipements désuets dans ces deux usines. Ces investissements sont indiqués au Tableau 9 avec les principaux projets planifiés (la liste n'est pas exhaustive). L'usine Pointe-Claire sera la dernière des six usines de la ville à profiter de travaux de modernisation. Une large étude est en cours pour déterminer les besoins de l'usine.

Fait à noter, en 2018, la Ville de Montréal annonçait un projet majeur d'optimisation de ses usines d'eau potable qui incluait la fermeture des usines Dorval et Lachine dans un horizon de 10 ans. Quoique les travaux de réaménagement du réseau d'eau potable aient débuté (le réseau de Dorval sera, dans le futur, alimenté par l'usine Pointe-Claire et celui de Lachine par les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets), le moment précis de leur fermeture n'est pas disponible. Pour l'usine Dorval, les projets indiqués au Tableau 9 serviront à maintenir l'usine en fonction d'ici sa fermeture.

[1] Le gouvernement du Québec, via son Programme québécois de fluoration de l'eau potable, défraie une partie des coûts directs du procédé de fluoration. Les équipements de base, tels que le système de dosage et le réservoir sont subventionnés par le programme, mais non renouvelables. C'est-à-dire que le remplacement des équipements à la fin de leur vie utile est à la charge de la Ville. Tous les autres aménagements reliés à l'implantation du procédé sont à la charge de la municipalité dont, par exemple, la construction d'un bâtiment pour abriter les équipements, si requis.

Tableau 9 - Plan décennal d'investissement - usines Dorval et Pointe-Claire.

Usine	Investissement prévu	Détail des projets
Dorval	8,2 M$	-travaux de réfection phase 2 et 3 -aménagement des locaux; -ventilation dans la salle des doseurs de chaux; -centralisation des charges critiques sur UPS; -réfection du béton de la réserve 1; -réfection maçonnerie et remplacement des fenêtres.
Pointe-Claire	>100 M$	-projet de modernisation*; -ajout redondance du dosage de chaux; -remplacement de la toiture; -aménagement des locaux; -mise en place d'un SCADA de test; -réhabilitation des génératrices; -remplacement des démarreurs des pompes haute pression; -ajout de redondance sur le transformateur de la salle haute pression.

* Élaboration en cours, scénarios de modernisation non-finalisés, pourraient comprendre le remplacement de la prise d'eau au coût estimé de 75 M$

7.3 Coûts directs et indirects associés au procédé de fluoration

Les frais d'exploitation sont à la charge de la Ville, à l'exception du produit chimique qui est fourni par le Centre d'acquisitions gouvernementales du Québec. Donc les frais de main-d'œuvre, les pièces de rechange, les produits d'entretien, les analyses, les équipements de sécurité et les coûts d'électricité sont à la charge de la Ville et sont couverts par le budget de fonctionnement de l'usine. Un résumé des coûts se trouve au Tableau 10.

Tableau 10 - Coûts d'opération annuels du procédé de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire.

EMPLACEMENT	EXPLOITATION (avant subventions)	SUBVENTIONS EXPLOITATION	EXPLOITATION (après subvention)
Usine Dorval	110 000 $	60 000 $	50 000 $
Usine Pointe-Claire	120 000 $	70 000 $	50 000 $
TOTAL	**230 000 $**	**130 000 $**	**100 000 $**

Des coûts indirects sont engendrés par l'ajustement du pH à la sortie de l'usine Dorval en lien avec l'utilisation de l'acide hydrofluorosilicique. Plus difficile à chiffrer, il peut être observé une augmentation de la corrosion des équipements en périphérie des installations de dosage de fluor. Les vapeurs d'acide peuvent attaquer les surfaces de verre, de béton, la plomberie, les appareils de contrôle et les analyseurs, nécessitant un renouvellement plus fréquent de ces équipements.

7.4 Impacts opérationnels

Le stockage des produits, autant sous forme sèche que liquide, doit obéir à plusieurs critères spécifiques aux produits de fluoration. L'hexafluorosilicate de sodium (produit sec), utilisé à l'usine Pointe-Claire, peut être obtenu en format super sacs (1 000 kg) pour réduire les manipulations. Une livraison typique à l'usine Pointe-Claire est généralement de 5 000 kg. Le produit doit être stocké dans une pièce à part et non directement au sol pour éviter de l'humidifier. Il ne doit pas pouvoir entrer en contact avec aucun autre produit. La pièce doit être ventilée adéquatement en pression négative pour éviter la propagation des poussières vers d'autres espaces. La station de vidange de super sacs doit être munie d'un dépoussiéreur approprié. Étant donné la nature sèche du produit, il est possible de mettre le lot reçu lors d'une livraison en attente jusqu'à la réception des résultats d'analyse de conformité du produit par le LSPQ. Pour la période 2016-2022, huit rapports d'analyse du LSPQ ont été consultés (numérisés et disponibles sur le serveur de la Ville) :

- un cas de non-conformité du produit a été observé en 2016 (matières insolubles = 0,56 %). Selon la norme B702 de l'ANSI/AWWA (2018), ce paramètre ne devrait pas dépasser 0,5 % par poids.
- trois cas rencontraient la norme B-702 pour le paramètre de granulométrie < 45 microns (< 25 %), mais ne rencontraient pas les critères spécifiques du devis fixé à ≤ 10 % (moins de 10 % du bien doit traverser un tamis de 45 microns). Les valeurs analysées indiquaient 17 %, 11,7 % et 14,3 %. Dans de tels cas, le produit peut être utilisé pour la fluoration en toute sécurité mais il est plus poudreux et il peut occasionner une augmentation des poussières dans l'air et affecter la mécanique des équipements.

L'hexafluorosilicate de sodium est visé par le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses (classe 6.1 - Matières toxiques).

Le stockage de l'acide hydrofluorosilicique (forme liquide) implique une protection du produit contre le gel. Lorsque les réservoirs sont installés à l'intérieur d'un bâtiment, comme cela est le cas à l'usine Dorval, ils doivent être ventilés vers l'extérieur car une faible volatilisation de fluorure d'hydrogène peut survenir.
Ce gaz a une odeur piquante et est très corrosif pour la structure interne du bâtiment. Il faut idéalement maintenir la concentration dans l'air sous le seuil de 2,5 mg/m³ et porter une protection respiratoire adéquate. La silice présente dans le verre peut se dissoudre au contact de l'acide et entraîner le dégagement d'un gaz toxique, le tétrafluorure de silice. L'acide hydrofluorosilicique ne doit jamais être entreposé à proximité d'acides puissants, de bases fortes ou de produits comburants. Ce réactif réagit fortement avec les matériaux métalliques. L'aire d'entreposage doit comporter un bassin de confinement de 110 % du volume du produit entreposé. Les surfaces de béton doivent être recouvertes de membranes anticorrosives de type époxy ou polyuréthane. Toute connexion à partir du réseau d'eau de service doit être protégée par un dispositif antiretour approuvé. En cas de fuite du produit, un réservoir de catastrophe est enfoui dans le sol à l'extérieur de la salle de fluoration. Le produit serait donc drainé vers ce réservoir. Dans un tel cas, la disposition subséquente du produit est extrêmement dispendieuse selon l'exploitant.

Comme pour tout produit chimique, la manipulation des composés fluorés nécessite de prendre des mesures de sécurité spécifique au produit et les opératrices et opérateurs doivent être formés adéquatement. L'AWWA (2016) indique que les équipements de protection personnels requis pour les produits fluorés sont similaires aux autres produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable. En revanche, dans son argumentaire contre la fluoration de l'eau potable, Réseau Environnement (2012) insiste sur la forte corrosivité de l'acide fluorosilicique, les répercussions majeures pouvant être liées à un déversement et les réactions avec certains produits entreposés pouvant générer des vapeurs toxiques et un dégagement de chaleur importante pouvant augmenter le risque d'explosion. Les membres du secteur Eau de Réseau Environnement, comptant plusieurs exploitants d'usine de production d'eau potable, jugeait peu judicieux d'ajouter de tels additifs, de surcroit non-requis pour rendre l'eau potable.

Comme l'usine Dorval ne possède qu'un seul réservoir de stockage, il n'est pas possible de mettre en attente un nouveau lot de produit lors d'une livraison et d'attendre les résultats du LSPQ sur la conformité du produit sans mettre à l'arrêt le procédé. Un délai d'une vingtaine de jours est généralement observé entre la livraison du produit et la réception du rapport du LSPQ par l'exploitant de l'usine.

Pour le personnel d'opération, la manipulation et la présence du produit lors des travaux d'entretien, d'analyse, d'échantillonnage ou de transbordement comportent des risques. Des mesures de sécurité doivent être observées :

- porter les équipements de protection individuels appropriés et des vêtements protecteurs en néoprène;
- se laver avec de l'eau et du savon à la suite de la manipulation du produit;
- nettoyer les vêtements contaminés avec soin avant de les réutiliser;
- une douche averse avec douche oculaire doit être installée à proximité des aires de manipulation.

Du fait de la nature du produit, le personnel de l'usine Dorval est donc réticent à travailler sur le système. Toutefois, aucun accident de travail, ou quasi-accident « passé proche », n'est répertorié depuis les six dernières années en lien avec ce procédé.
Quelques éléments s'avèrent également problématiques à l'usine Dorval en terme de SST, soit : (i) les tuyauteries de dosage de fluorure qui sillonnent le secteur des filtres, (ii) une sortie de secours qui passe par la salle de fluoration et (iii) la pente qui est inversée au point de déchargement de la citerne lors de la livraison du produit qui nécessite que le camionneur doive décrocher la citerne et la surélever avec des blocs de bois pour la vider complètement. Ce dernier élément présente un risque SST mais également un risque pour l'environnement. En cas de déversement, de faibles quantités de produit pourraient ruisseler sur le chemin d'accès jusqu'au regard pluvial.

L'acide hydrofluorosilicique n'est pas visé par le Règlement sur les urgences environnementales. Dans ce sens, il ne pose pas une menace directe à la population avoisinante. Cette substance est toutefois visée par le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses (classe 8 - Matières corrosives). Plusieurs exigences sont formulées pour encadrer son transport. À cet effet, un accident mortel est survenu près de Kingston en Ontario, alors qu'un camion de transport en provenance de Montréal s'est renversé sur l'autoroute 401 en 2017 (Ottawa Citizen, 2017).

Pour fonctionner selon les attentes et les tolérances prévues, le procédé requiert un suivi routinier. Dans le manuel M4 *Water fluoridation - principles & practices* de l'AWWA (2016), on recommande une inspection quotidienne des équipements de fluoration, pour peu que cette inspection nécessite quelques minutes par jour. Aux États-Unis, on rapporte une vingtaine de surdosages de fluor en réseau depuis le début des années 2000, souvent avec des concentrations dépassant 20 mg/L. Le procédé de fluoration doit donc être bien conçu et opéré par du personnel qualifié.

Selon les Directives du LSPQ, le personnel qualifié doit également analyser la concentration de fluorure à l'eau traitée (minimalement 1 échantillon / jour) ainsi que des échantillons prélevés à un certain nombre de sites à chaque semaine sur le réseau de distribution. Ces analyses sont réalisées à même le laboratoire des usines et non au laboratoire accrédité de l'Expertise technique du Service de l'environnement (Laboratoire Des Baillets) qui est chargé de l'échantillonnage réglementaire pour le Service de l'eau. Cette pratique est en place depuis bien avant la prise en charge des usines Dorval et Pointe-Claire par le Service de l'eau et permet une validation du dosage et un meilleur suivi des concentrations en réseau par les opératrices et opérateurs. En 2018 et 2019, les deux usines ont fait l'objet d'un audit du LSPQ sur la procédure de mesure des ions fluorure par électrode spécifique (« Ion specific electrode », ISE). Certaines non-conformités ont été observées et un plan d'action a été développé et appliqué par l'exploitant. Cependant, certaines recommandations se sont avérées dignes de laboratoires accrédités, ce que ne sont pas les laboratoires d'usine (plus opérationnels) et ce qui ne correspond pas à la réalité et l'expertise de l'exploitant.

Plusieurs ruptures de service ont été expérimentées à l'usine Dorval ces dernières années en lien avec des problèmes d'approvisionnement en acide hydrofluorosilicique. Des délais inattendus entre la commande et la livraison ont été observés. Parce que le processus d'approvisionnement est complètement géré par le

centre d'acquisitions gouvernementales et que la capacité de réserve est minimale (l'usine de Dorval ne possédant qu'un réservoir de stockage), la Ville est donc vulnérable à des bris de service.

7.5 Impacts associés à une décision qui mènerait à l'arrêt permanent du procédé

Dans l'optique ou une décision d'arrêt définitif du procédé de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire était prise, cette décision entraînerait les impacts suivants :

- La Ville pourrait avoir à rembourser la subvention qu'elle a obtenue du gouvernement du Québec dans le cadre du programme de fluoration de l'eau potable. Pour les deux usines, les ententes administratives conclues avec le ministère de la Santé et des Services sociaux ont une durée de 20 ans. L'entente pour l'usine de Dorval date de 2002, et est donc arrivée à terme tandis que celle de Pointe-Claire, signée en 2008 vient à échéance en 2028. Une subvention d'environ 500 000 $ a été octroyée à cette usine, et les coûts annuels d'achat de fluorure sont couverts par le MSSS. Quoique nous n'ayons pu récupérer, à ce jour, les versions originales de ces ententes entre le MSSS et les villes de Dorval et Pointe-Claire (une relance au MSSS a été faite en novembre 2023), une entente-type mentionne que pour une municipalité souhaitant mettre fin à l'entente entre 10 à 20 ans suivant le début de cette dernière, une municipalité pourrait être tenue de rembourser 25 % de la subvention. Dans le présent cas, cela pourrait représenter un montant minimal de l'ordre de 125 000 $ plus (hypothétiquement) 25 % des coûts des produits chimiques utilisés depuis 2008 (dont le montant ne nous est pas connu). Des discussions seraient à prévoir avec le MSSS pour confirmer ces aspects.
- L'arrêt du procédé de fluoration entraînerait la mise à l'arrêt complet des équipements de stockage et de dosage de fluor dans les deux usines. Il pourrait être envisagé de doser le produit jusqu'à écoulement des réserves plutôt que de payer pour la disposition hors site de la balance des produits inutilisés. On pourrait ensuite procéder au rinçage des équipements et des lignes de dosage, puis mettre à l'arrêt des systèmes en procédant au cadenassage des équipements.

Éventuellement, les équipements pourraient être démantelés pour récupérer les espaces afin de les affecter à un autre usage, avec les coûts associés à cette opération.

7.6 Concentrations de fluorure à l'affluent et à l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

La station d'épuration Jean-R.-Marcotte est la troisième plus grande usine d'épuration des eaux usées au monde. Elle traite quotidiennement 2,3 millions de m^3 d'eaux usées à l'aide d'un traitement primaire comportant un procédé chimique avec coagulations à l'alun et au chlorure ferrique. L'eau usée déversée dans les réseaux d'égouts est acheminée vers la station via deux intercepteurs parcourant les axes nord et sud de l'île de Montréal.

Au cours des dernières années, des concentrations en fluorure ont été déterminées à la station de façon hebdomadaire aux quatre jours par une méthode analytique validée de chromatographie ionique.

Pour les années comprises entre 2020 et 2022, les résultats des dosages ont démontré des concentrations moyennes en fluorure respectivement de 0,28 mg/L pour les affluents (nord, sud) et de 0,30 mg/L pour les effluents (Tableau 11).

Ces données indiquent que le procédé physico-chimique en place ne permet pas d'enlever de façon satisfaisante ce type de contaminant des eaux usées, tel que supporté par les travaux de Gehr et Leduc (1992). Historiquement, une concentration moyenne en fluorure de 0,44 mg/L a été rapportée plusieurs années auparavant (1992-1993) pour les affluents par une équipe de chercheurs universitaires (Béron et Gehr, 1994). Bien que comparable aux récentes données, cette concentration plus élevée pourrait s'expliquer en partie par le taux de fluoration des usines d'eau potable de Pointe-Claire et Dorval établi à l'époque à 1,2 mg/L, mais également par l'amélioration de l'état des infrastructures limitant désormais les sources d'infiltrations de fluorure dans le réseau d'égout.

Les concentrations de fluorure actuellement déversées au fleuve par l'effluent de la station sont inférieures au seuil de 0,5 mg/L proposé par le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux de l'Union européenne (SCHER, 2011). Elles sont aussi inférieures aux critères de qualité de l'eau de surface établis par le MELCCFP (2023) pour cette substance, le critère le plus restrictif étant celui pour la protection de la vie aquatique fixé à 2,0-2,3 mg/L pour les effets chroniques. En revanche, elles ne respectent pas la très sévère recommandation provisoire du CCME (2002) fixée à 0,12 mg/L, qui correspond pratiquement à la concentration de fond retrouvée dans le fleuve Saint-Laurent. Cette valeur de concentration de fluorure (0,12 mg/L) est actuellement rencontrée à 1 800 m du point de rejet de l'effluent au fleuve si on considère la concentration moyenne de l'effluent à 0,30 mg/L.

Tableau 11 - Concentrations moyennes mesurées (mg/L) de fluorure dans les eaux usées de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte entre 2020 et 2022.

Année	**Concentration fluorure (mg/L)**			
	Affluents nord	**Affluents sud**	**Affluents (nord, sud)**	**Effluents**
2020	0,16	0,18	0,17	0,19
2021	0,35	0,35	0,35	0,38
2022	0,31	0,31	0,31	0,33
			Moyenne : 0,28	**Moyenne : 0,30**

8. EST-CE QUE LA VILLE DE MONTRÉAL POURRAIT ÉTENDRE L'AJOUT DE FLUORURE À L'ENSEMBLE DES USINES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE L'AGGLOMÉRATION?

8.1 Historique des décisions relatives à la fluoration de l'eau potable aux différentes usines de l'agglomération de Montréal

En 2004, dans la foulée de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (E-20.001), l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux est devenue une compétence d'agglomération. La Ville de Montréal, qui opérait les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets sur le territoire de la Ville est éventuellement devenue responsable de l'opération des cinq autres usines de l'agglomération de Montréal, soit les usines Pierrefonds, Lachine, Sainte-Anne-de-Bellevue (fermée en 2011), Dorval et Pointe-Claire. Tel que mentionné précédemment, seules les usines de Dorval et Pointe-Claire pratiquent la fluoration de l'eau.

Même si la fluoration n'a jamais été installée aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets, diverses études et discussions ont pris place au fil des ans (Tableau 12). Le maire Jean Drapeau, qui a dirigé la Ville de Montréal dans la période 1960 à 1986 était défavorable à la fluoration de l'eau potable, considérant que cette mesure *forçait la personne humaine à absorber des médicaments sans son consentement, pour prévenir un mal physique qui n'est pas contagieux* (Chevrette, 1969). C'est ce qui explique que Montréal, contrairement à plusieurs municipalités québécoises et nord-américaines ayant débuté la fluoration dans les années 1960, n'a jamais emboîté le pas. C'est sous l'administration du maire Jean Doré (1986-1994) que la fluoration de l'eau de Montréal a été proposée.

Tableau 12 - Actions associées à la fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable de l'agglomération.

Année	Action
1986	Rédaction du rapport « Étude de faisabilité pour la fluoration de l'eau potable à Montréal » par Guy Casavant, ing. (Casavant, 1986).
1987	Rédaction du « Rapport sur la fluoration de l'eau à Montréal » par Maurice Vezeau, ing., surintendant et Guy Casavant, ing. (Vezeau et Casavant, 1987).
1988	Février : le comité exécutif de la ville de Montréal dépose un projet de fluoration de l'eau de consommation basé sur des motifs de santé publique. Il donne également le mandat, à la Commission du développement communautaire, de tenir une consultation publique sur le projet.
	Juin : la commission dépose son rapport au conseil municipal. La réponse du public à la consultation a dépassé les attentes. Les principaux constats sont : - l'état de la santé dentaire de la population montréalaise est désastreux;

	- un consensus est établi sur la nécessité de poser des actions rapides et efficaces pour améliorer la santé dentaire des Montréalais; - l'efficacité de la fluoration de l'eau comme mesure préventive de la carie dentaire est confirmée; - les données sont insuffisantes pour valider l'impact de la dilution des fluorures dans les eaux du fleuve.
	Septembre : avant de prendre une décision finale, le comité exécutif souhaite faire réaliser une étude sur l'impact du fluorure dans le fleuve Saint-Laurent (Ville de Montréal, 1988).
1989	À la suite de la production du rapport d'un groupe de recherche de l'université McGill, réalisé de février à avril 1989, sur l'effet du fluor dans le fleuve, l'Administration montréalaise considère qu'elle ne possède pas toutes les données lui permettant de mesurer les effets du fluor dans l'eau du fleuve et annonce le report de sa décision sur la fluoration de l'eau jusqu'en 1991 (Ville de Montréal, 1989).
1992	La Ville de Montréal confie conjointement à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill le mandat d'étudier pendant un an les variations de concentrations de l'ion fluorure dans les eaux usées déversées par la station d'épuration. Le suivi sur le terrain s'est déroulé de juin 1992 à mai 1993.
1994	L'étude commandée en 1992 (Béron et Gehr, 1994), conclut que la fluoration de l'eau, à une concentration de 1,2 mg/L, de toutes les usines de production d'eau potable sur l'île de Montréal ferait augmenter de 300 à 530 tonnes la quantité de fluor déversée annuellement dans le fleuve Saint-Laurent. Le rapport ne précise toutefois pas l'impact de cette augmentation sur l'eau du fleuve Saint-Laurent et sur le milieu aquatique.
1996	Dans la lignée des études précédentes, une équipe de l'Université McGill et Concordia publie une revue de littérature dans la revue *Water Quality Research Journal of Canada* (Wallis et al., 1996). Les chercheurs concluent que la fluoration de l'eau de consommation de la ville de Montréal ne devrait pas entraîner un risque additionnel significatif à la communauté aquatique des eaux réceptrices du fleuve Saint-Laurent. L'étude recommande que dans le cas d'une fluoration des eaux de consommation, un programme de surveillance biologique soit mis sur pied.
2002	Mise à jour du tableau (de 1987) des coûts d'installation, d'entretien et d'opération d'un procédé de fluoration aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets par Guy Casavant, ing. (Casavant, 2002).
2006	Note technique préliminaire et évaluation des investissements requis pour la fluoration dans les sept usines de l'agglomération de Montréal par Robert Millette, ing. (Millette, 2006).
	Août : le ministre de la Santé et des Services sociaux (M. Philippe Couillard) écrit au maire de Montréal (M. Gérald Tremblay), et réitère l'appui et la collaboration de son Ministère afin de mettre en œuvre la recommandation de la DRSP de Montréal (Dr. Richard Lessard) visant à assurer le maintien et le déploiement de la fluoration à l'ensemble du territoire de la ville de Montréal (Couillard, 2006).
	Septembre : lettre du maire de Montréal au ministre de la Santé et des Services sociaux. La Ville partage les préoccupations du Ministère envers la santé publique, mais considère qu'il n'est pas de sa juridiction d'imposer la fluoration de l'eau. Le principe de précaution face à la fluoration de l'eau potable est évoqué. La Ville demande au Ministère d'adopter une législation en ce sens, s'il le juge bénéfique et approprié, pour indiquer aux municipalités la marche à suivre (Tremblay, 2006).
2016	L'opposition officielle (M. Sylvain Ouellet) dépose une motion au conseil municipal pour que Montréal devienne une Communauté bleue, qui demande aux municipalités d'adopter un cadre communautaire sur l'eau en : 1) reconnaissant l'eau comme un droit de la personne;

	2) faisant la promotion de services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées financés et exploités par le secteur public et lui appartenant; 3) interdisant la vente d'eau embouteillée dans les établissements publics et lors d'événements municipaux; 4) interdisant la fluoration de l'eau potable. Au Québec, ce programme est coordonné par l'organisme Eau Secours. Cette motion est rejetée à la majorité des voix. *Résolution CM16 1510*
2019	La Ville de Montréal est officiellement membre de la Communauté bleue, mais le programme ne contient plus l'item relatif à l'interdiction de la fluoration de l'eau potable qui se trouvait dans la définition de 2016. *Résolution CM19 0256*

8.2 Caractéristiques des populations desservies par les usines de production d'eau potable de l'agglomération de Montréal

Selon le décret de population 2023 du MAMH, les six usines de production d'eau potable de l'agglomération de Montréal desservent les populations suivantes (Tableau 13) :

Tableau 13 - Population desservie par les usines dans chaque arrondissement et ville liée de l'agglomération.

Usine	Arrondissement/Ville liée desservi	Décret pop 2023	Commentaire
UDO	Dorval	19 993	
	L'Île-Dorval	75	
TOTAL UDO		**20 068**	
UPC	Baie-D'Urfé	3 889	
	Beaconsfield	19 755	
	DDO	3 394	7% de la pop. totale de DDO
	Kirkland	19 930	
	Pointe-Claire	34 548	
TOTAL UPC		**81 516**	
UPI	Arr. Pierrefonds-Roxboro	73 194	
	Arr. L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	18 012	91% de la pop. totale de IBSG
	DDO	46 514	93% de la pop. totale de DDO
	Sainte-Anne-de-Bellevue	5 026	
	Senneville	1 003	
TOTAL UPI		**143 749**	
ULA	Arr. Lachine	41 804	89% de la pop. totale de Lachine
TOTAL ULA		**41 804**	
UAT+UDB	Arr. Outremont	26 505	
	Arr. Anjou	45 288	
	Arr. Verdun	72 820	
	Arr. Saint-Léonard	80 983	
	Arr. Saint-Laurent	104 366	
	Arr. Montréal-Nord	86 857	
	Arr. LaSalle	82 933	
	Arr. Ville-Marie	103 017	
	Arr. Le Sud-Ouest	86 347	
	Arr. Le Plateau-Mont-Royal	110 329	
	Arr. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	142 753	
	Arr. Ahuntsic-Cartierville	138 923	
	Arr. Rosemont-La-Petite-Patrie	146 501	
	Arr. Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	144 814	
	Arr. Lachine	5 167	11% de la pop. totale de Lachine
	Arr. Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	113 869	
	Arr. Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	173 729	
	Côte-Saint-Luc	35 419	
	Charlemagne	6 357	
	Hampstead	7 372	
	Montréal-Est	4 456	
	Montréal-Ouest	5 389	
	Mont-Royal	21 439	
	Westmount	19 938	
TOTAL UAT+UDB		**1 765 571**	

En utilisant les données du recensement 2021, il est possible d'établir la population âgée entre 0 et 14 ans (la plus susceptible de bénéficier des effets de la fluoration de l'eau potable sur la santé buccodentaire) qui est desservie par un réseau distribuant de l'eau fluorée et celle qui ne l'est pas.

Un total de 15 127 enfants entre 0 et 14 ans reçoit de l'eau fluorée provenant des usines Dorval et Pointe-Claire, ce qui correspond à 15 % de la population totale desservie par ces deux usines (la population de l'Île-Dorval n'est pas comptabilisée car saisonnière). Les quatre autres usines alimentent 295 198 enfants entre 0 et 14 ans, ce qui correspond également à 15 % de la population desservie par de l'eau non-fluorée (1 910 195 personnes).

La fluoration de l'eau est souvent avancée comme ayant un impact plus significatif chez les populations défavorisées et qui contribue à réduire les inégalités de santé. La fréquence du faible revenu fondée sur la Mesure de faible revenu après impôts est illustrée à la Figure 13 pour chaque ville liée et arrondissement recevant de l'eau fluorée ou non. Les villes liées desservies par les usines Dorval et Pointe-Claire sont parmi celles ayant les plus basses fractions de population avec faible revenu.

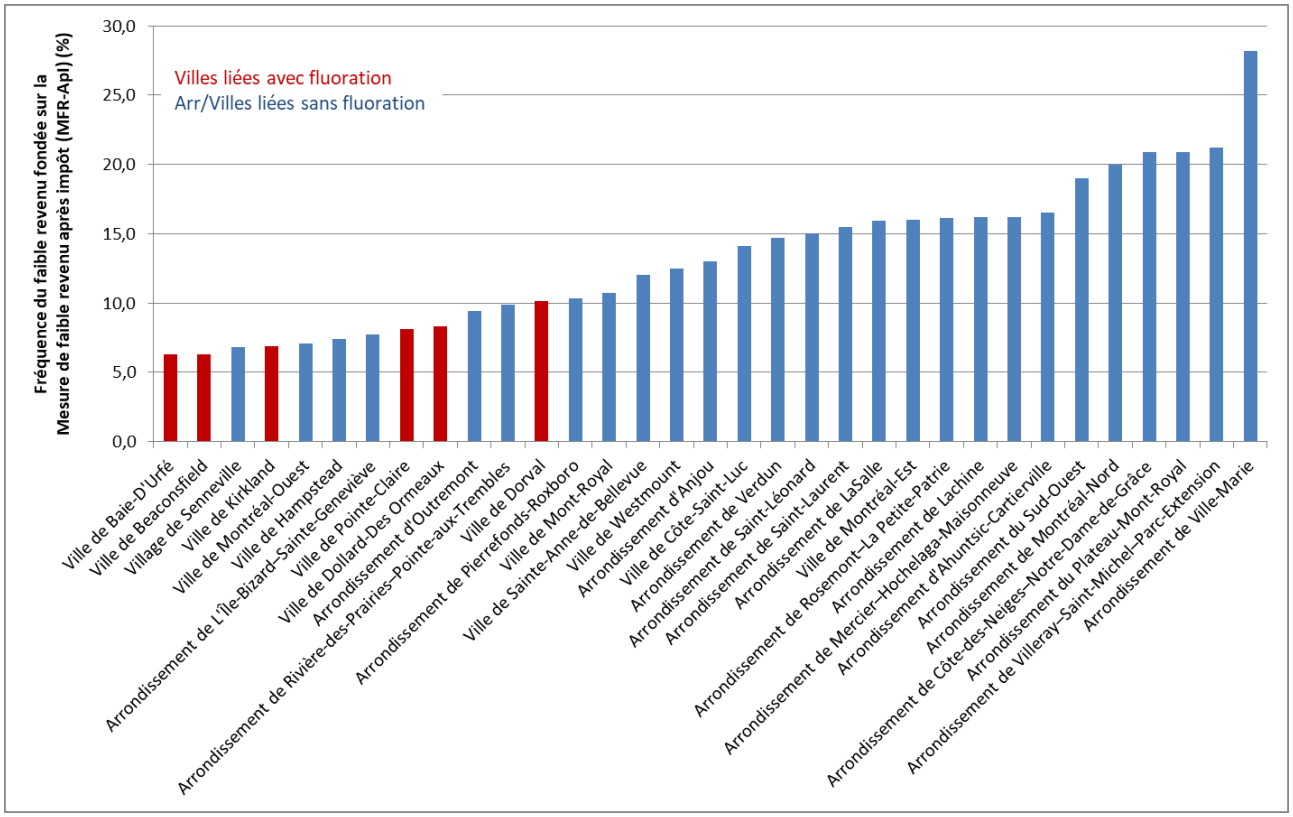


Figure 13 - Fréquence du faible revenu fondée sur la Mesure de faible revenu après impôts pour les arrondissements et villes liées de l'agglomération de Montréal (Recensement 2021, sans l'Île-Dorval et Charlemagne).

8.3 Scénario d'ajout d'un procédé de fluoration aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds avec maintien de la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire

Les principales implications techniques à considérer pour ajouter un procédé de fluoration dans les usines qui en sont dépourvues sont :

- choisir le produit chimique le plus approprié pour l'installation;
- analyser l'effet sur le pH de l'eau produite;
- trouver l'espace nécessaire pour faire l'aménagement.

Trois produits chimiques sont principalement utilisés pour la fluoration de l'eau potable : deux sous forme sèche, le fluorure de sodium et l'hexafluorosilicate de sodium, un autre sous forme liquide, l'acide hydrofluorosilicique. Ce dernier est utilisé dans plus de 80 % des installations aux États-Unis qui pratiquent la fluoration. Nous avons retenu ce produit pour les nouvelles installations. C'est un bon choix pour l'utilisation de grands volumes. La dureté assez élevée des eaux brutes rend plus difficile la dissolution des produits secs. Le fait que l'acide soit disponible sous forme liquide diminue les manipulations requises à l'usine. Toutefois, ce produit est un acide fort et demeure très corrosif. Des procédures strictes doivent être observées pour la santé et la sécurité du personnel. De plus, le produit doit être approuvé NSF 60 pour utilisation en eau potable.

Le système de dosage doit être précis, calibré et entretenu avec soins, par du personnel possédant les compétences requises. La plage de dosage requise est plutôt étroite. Le point de consigne visé est de 0,7 mg/L (avec un écart acceptable de ±0,2 mg/L), alors que le maximum prévu au règlement est de 1,5 mg/L. Cette concentration maximale sert à protéger le consommateur contre la fluorose dentaire et osseuse. L'utilisation d'un débitmètre est recommandée en supplément d'un analyseur de fluor en continu pour prévenir la dérive accidentelle des pompes doseuses.

L'acide hydrofluosilicique est très réactif avec les métaux, le verre et les produits électriques. Il doit être stocké à l'écart des substances basiques. Typiquement, une salle dédiée est aménagée avec une ventilation indépendante à l'épreuve de la corrosion. Il n'est pas souhaitable d'entreposer une grande quantité du produit directement au-dessus d'une réserve d'eau potable, ou au-dessus d'une salle où une fuite pourrait causer des dommages importants ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Il est très important d'analyser l'impact de l'ajout d'acide hydrofluorosilicique sur le pH de l'eau, puisque dans les deux grandes usines, Atwater et Charles-J.-Des Baillets, il n'existe pas de procédé pour corriger le pH en sortie d'usine, contrairement aux usines de plus petite taille. En effet, à l'usine Lachine, le pH peut être ajusté avec de la soude caustique, et à l'usine Pierrefonds avec de la chaux. On peut noter toutefois que l'adoucissement à la soude peut éliminer une partie du fluor. L'ajout d'un procédé de fluoration a effectivement pour effet d'acidifier légèrement l'eau traitée comme le montre le Tableau 18 (de la section 9.3). Aux usines Lachine et Pierrefonds, le pH peut être ajusté à la sortie de l'usine, en revanche, aux usines

Atwater et Charles-J.-Des Baillets, le pH modifié sera le pH final de l'eau distribuée. Cette modification de pH n'est toutefois pas défavorable tel que discuté à la section 9.3.

Ajouter un procédé complet dans une usine existante pose toujours un défi pour l'aménagement, l'espace requis y étant limité. La nature du produit à entreposer, en l'occurrence l'acide hydrofluorosilicique, exige certaines précautions. Ainsi, certains espaces libres aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets ne satisfont pas les critères de conception. Pour cette raison, des bâtiments attenants devront être construits pour loger le procédé de fluoration. Aux usines Pierrefonds et Lachine, l'espace requis n'est tout simplement pas disponible à l'intérieur des usines. Des bâtiments extérieurs devront également être prévus.

Les données de conception préliminaire sont illustrées au Tableau 14. Le débit journalier moyen produit à l'usine Lachine a diminué depuis 2018. L'usine alimentait alors une partie de l'arrondissement LaSalle qui est maintenant desservie par l'usine Charles-J.-Des Baillets. Le débit journalier moyen retenu pour la conception est celui de l'année 2022. À noter que même s'il est prévu de fermer l'usine Lachine à l'horizon 2030-2031, cette usine est quand même considérée dans l'analyse afin d'obtenir une vision globale de la situation.

Les sources d'alimentation des usines contiennent une faible concentration de fluorure. Cette valeur est encore plus faible pour l'usine Pierrefonds, la seule alimentée par la rivière des Prairies. Le dosage requis de fluorure est donc calculé en soustrayant à la valeur cible la quantité déjà présente dans l'eau brute. Le dosage moyen est calculé à partir du débit moyen distribué en 2022. Le dosage maximal est calculé à partir de la capacité nominale de l'usine. La capacité de stockage est déterminée en visant une autonomie minimale de 30 jours. Les réservoirs de stockage sont raccordés à des bassins de catastrophe enfouis en cas de fuite. Le nombre de livraisons par année (futur) correspond à l'opération de l'usine à sa capacité nominale.

Tableau 14 - Paramètres de conception pour le dosage du fluor.

	Atwater	Des Baillets	Pointe-Claire	Pierrefonds	Lachine	Dorval
Débit journalier moyen 2022	479 660 m³/d	736 208 m³/d	55 693 m³/d	66 979 m³/d	25 419 m³/d	21 065 m³/d
Capacités nominales des usines	1 364 000 m³/d	1 136 000 m³/d	182 000 m³/d	168 600 m³/d	100 000 m³/d	40 883 m³/d
Concentration naturelle fluor	0,10 mg/L	0,10 mg/L	0,10 mg/L	0,02 mg/L	0,10 mg/L	0,10 mg/L
Valeur cible fluor	0,70 mg/L	0,70 mg/L	0,70 mg/L	0,70 mg/L	0,70 mg/L	0,70 mg/L
Dosage fluor - point de consigne	0,60 mg/L	0,60 mg/L	0,60 mg/L	0,68 mg/L	0,60 mg/L	0,60 mg/L
Dosage moyen H2SiF6 (25%) - poids	1 439 kg/d	2 209 kg/d	----------	228 kg/d	76 kg/d	63 kg/d
Dosage max H2SiF6 (25%) - poids	4 092 kg/d	3 408 kg/d	----------	573 kg/d	300 kg/d	123 kg/d
Réservoir de stockage H2SiF6	100,0 m³	92,0 m³	----------	20,0 m³	15,5 m³	20,0 m³
Autonomie de stockage (d)	30,0 d	33,2 d	----------	42,9 d	63,5 d	200,4 d
Nombre de livraisons par année (débit moyen)	18	27	----------	3	1	1
Nombre de livraisons par année (débit nominal)	49	41	----------	7	4	2
Dosage moyen Na2SiF6 - poids	----------	----------	56 kg/d	----------	----------	----------
Dosage max Na2SiF6 - poids	----------	----------	182 kg/d	----------	----------	----------
Capacité de stockage à l'usine - poids	----------	----------	6,0 tonnes	----------	----------	----------
Autonomie de stockage (d)	----------	----------	33,0 d	----------	----------	----------
Nombre de livraisons par année (débit moyen)	----------	----------	5	----------	----------	----------
Nombre de livraisons par année (débit nominal)	----------	----------	14	----------	----------	----------

Le scénario d'ajout de la fluoration aux deux plus grandes usines de l'agglomération implique entre 18 et 49 livraisons par camion (volume de 25 m^3) par année à l'usine Atwater et entre 27 à 41 livraisons par année à l'usine Charles-J.-Des Baillets. Cela vient augmenter le transport de matières dangereuses en zones fortement urbanisées.

Depuis quelques années, le Service de l'eau a adopté une approche préventive visant à diminuer les risques associés à l'exploitation de ses usines de production d'eau potable, autant pour la santé et la sécurité de ses employés que pour la population environnante (ex. conversion du chlore gazeux à l'hypochlorite de sodium dans toutes les usines de l'agglomération afin de réduire les risques associés au produit). Le scénario d'ajout de fluoration apparaît, à priori, contraire à cette philosophie du Service de l'eau.

De façon préliminaire, des emplacements ont été retenus pour localiser les équipements de fluoration (des études de faisabilité seront requises pour confirmer ces hypothèses). L'arrangement typique à l'intérieur des bâtiments est illustré à la Figure 14. Une salle comprend deux réservoirs de stockage. L'autre salle contient les pompes de transfert et le réservoir journalier, de même que les équipements de dosage de fluor et les contrôles. Dans chacune des salles nous retrouvons des douches d'urgence. Des analyseurs en continu et un réservoir journalier monté sur une balance sont recommandés pour éviter les surdosages accidentels.

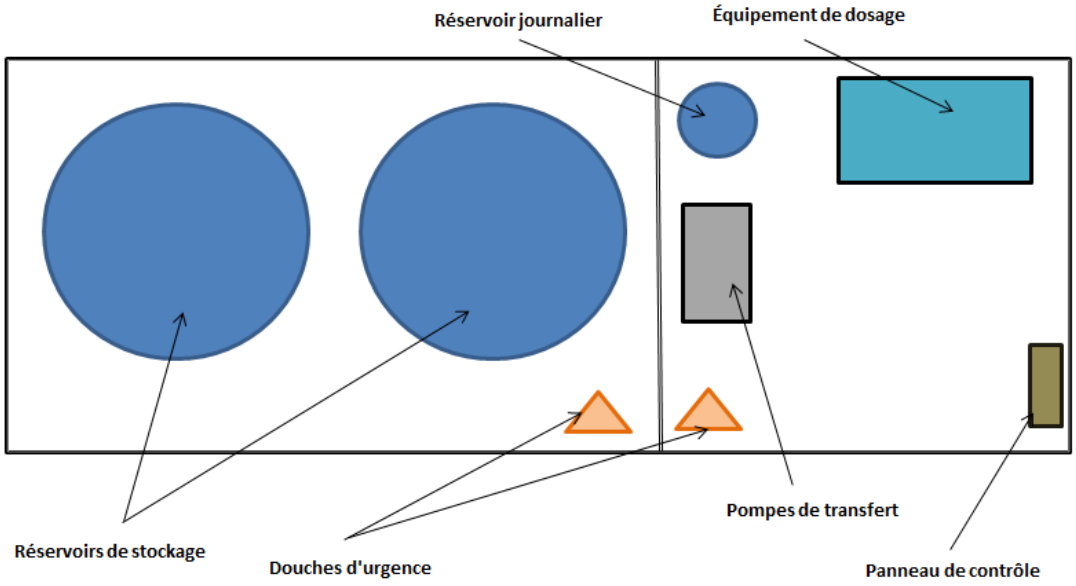


Figure 14 - Arrangement type des équipements de fluoration.

À l'usine Atwater, le bâtiment de fluoration (superficie 10 m x 22 m) pourrait être localisé à proximité du bâtiment des réacteurs UV. Cet emplacement est près du point d'injection qui serait à la sortie des canaux UV. Voir Figure 15.



Figure 15 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Atwater (rectangle bleu).

À l'usine Charles-J.-Des Baillets, le bâtiment de fluoration (superficie 10 m x 21 m) pourrait être localisé dans le fond du stationnement, au nord du bâtiment des UV. Le fluor serait injecté à l'entrée des réserves d'eau claire. Voir Figure 16.

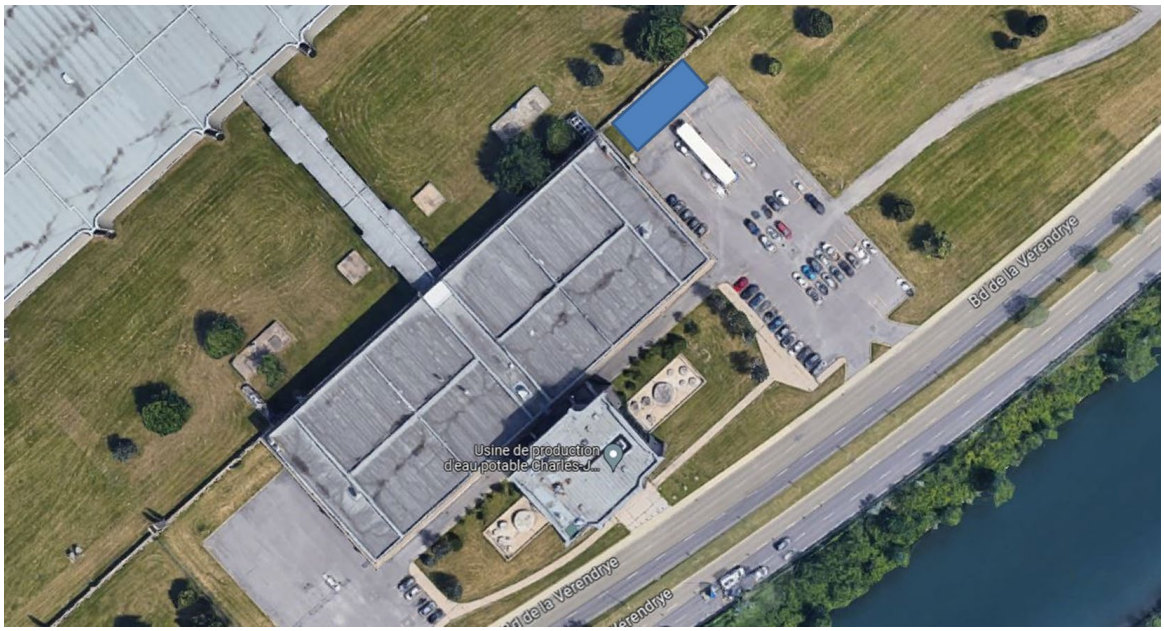


Figure 16 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Charles-J.-Des Baillets (rectangle bleu).

À l'usine Pierrefonds, l'emplacement visé (superficie 9 m x 19 m) serait derrière le bâtiment annexe, à proximité du réservoir 1. Voir Figure 17.



Figure 17 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Pierrefonds (rectangle bleu).

À l'usine Lachine, l'espace est très restreint, même sur les terrains extérieurs. En 2018, un réservoir de diésel a été installé en bordure de la 28e avenue, au coin sud-est du bâtiment. Un aménagement semblable est proposé au coin nord-est pour installer les équipements de fluoration (superficie 7 m x 18 m). Voir Figure 18.

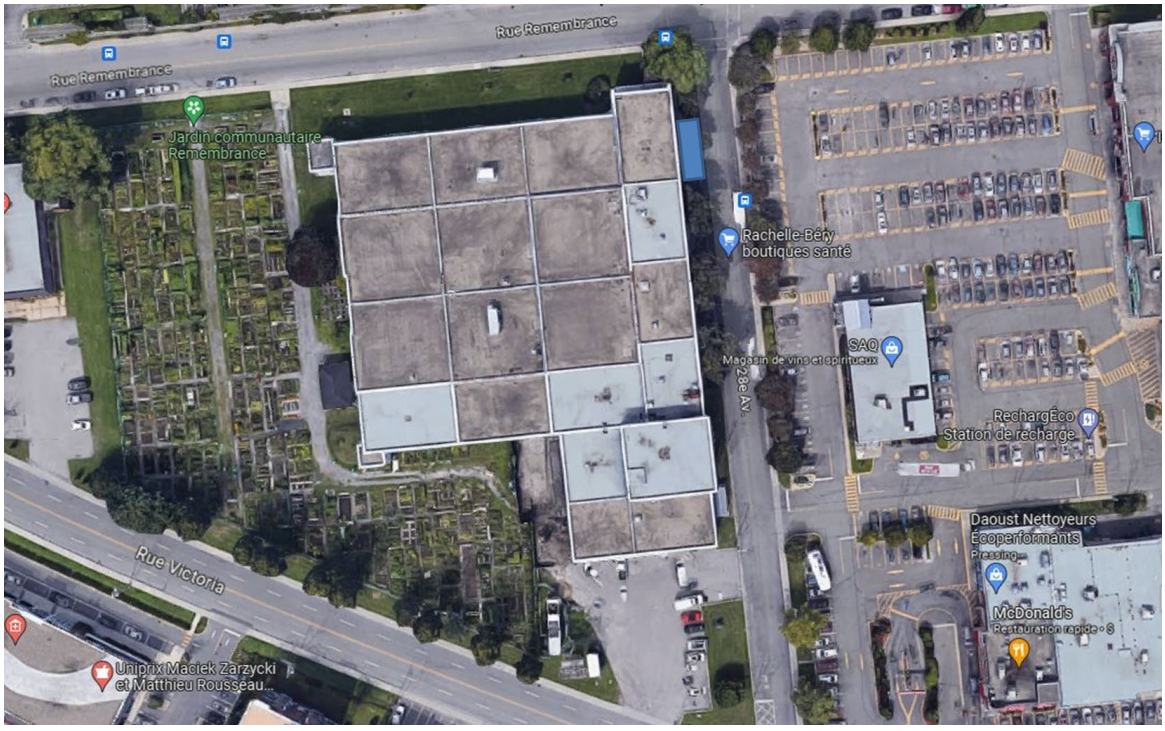


Figure 18 - Implantation du bâtiment pour la fluoration à l'usine Lachine (rectangle bleu).

Les coûts pour ajouter le procédé d'injection de fluor aux usines, qui n'en possède pas à l'heure actuelle, sont illustrés au Tableau 15.

Tableau 15 - Coûts des travaux de construction (PDI).

EMPLACEMENT	CONSTRUCTION (avant subventions)	SUBVENTIONS CONSTRUCTION	CONSTRUCTION (après subvention)
Usine Atwater	6 870 000 $	1 290 000 $	5 580 000 $
Usine Charles-J.-Des Baillets	6 610 000 $	1 260 000 $	5 350 000 $
Usine Pierrefonds	4 620 000 $	670 000 $	3 950 000 $
Usine Lachine	3 640 000 $	620 000 $	3 020 000 $
TOTAL	**21 740 000 $**	**3 840 000 $**	**17 900 000 $**

Le montant des subventions est à valider. La politique du gouvernement du Québec n'a pas changé par rapport au programme de fluoration, mais aucun projet n'a été réalisé par une municipalité au cours des dernières années. En essence, la subvention vise les équipements de dosage et les réservoirs, tel que mentionné à la section 7.2. Les coûts de réfection des procédés aux usines Dorval et Pointe-Claire (1,16 M$) devront également s'ajouter à ces investissements (section 7.2).

Par ailleurs, nous avons également établi les coûts d'exploitation annuels du procédé pour les quatre usines, en plus de ceux déjà évalués pour les usines Dorval et Pointe-Claire. Ces coûts sont rapportés dans le Tableau 16. La subvention se limite aux coûts des produits chimiques injectés dans l'eau. Les autres frais d'exploitation sont à la charge de la ville. Voir la section 7.3

Tableau 16 - Coûts d'opération annuels du procédé de fluoration aux six usines de l'agglomération de Montréal.

EMPLACEMENT	EXPLOITATION (avant subventions)	SUBVENTIONS À L'EXPLOITATION	EXPLOITATION (après subvention)
Usine Atwater	1 290 000 $	1 230 000 $	60 000 $
Usine Charles-J.-Des Baillets	1 950 000 $	1 880 000 $	70 000 $
Usine Pierrefonds	250 000 $	200 000 $	50 000 $
Usine Lachine	120 000 $	70 000 $	50 000 $
Usine Dorval	110 000 $	60 000 $	50 000 $
Usine Pointe-Claire	120 000 $	70 000 $	50 000 $
TOTAL	**3 840 000 $**	**3 510 000 $**	**330 000 $**

En considérant les contraintes d'opération et les travaux en cours dans les différentes usines, nous avons établi un échéancier de réalisation pour les travaux requis pour doter les quatre usines d'un procédé d'ajout de fluorure. L'échéancier est présenté au Tableau 17.

Dans chacun des cas, une étude d'avant-projet sera nécessaire pour confirmer l'emplacement des équipements de fluoration.

À l'usine Atwater, les travaux de réaménagement du site, du remplacement des soufflantes d'air de lavage des filtres et d'installation d'un système de mitigation des variations de pression dans les bassins de contact d'ozone, se termineront en 2025. Une série de travaux de réfection mineurs, mais prioritaires sont prévus en 2024 et 2025. Ne considérant que ces travaux, les travaux pour l'installation d'un nouveau procédé de fluoration pourraient être terminés en 2027-2028 avant la réfection des réservoirs R1 et R3. En revanche, des travaux importants sont prévus et déjà priorisés pour un autre secteur de l'usine (Interconnexion 1 et les trois collecteurs à la haute pression). Même si les travaux sur l'ajout d'un procédé de fluoration seraient indépendants et localisés dans un secteur différent, il n'en demeure pas moins que l'exploitant possède une capacité limitée d'accueillir une multitude de projets en plus de faire l'opération normale de l'usine. Il serait alors plus réaliste de retarder les travaux pour une période minimale de huit ans. Ceci se traduirait par une mise en service pour 2035-2036.

À l'usine Charles-J.-Des Baillets, des travaux urgents de remplacement des réservoirs d'hypochlorites et des lignes de dosage sont en cours, parallèlement aux travaux de séparation des lignes de 25 kV alimentant l'usine. À court terme, divers travaux sont programmés pour mettre à niveau la salle des serveurs, remplacer le panneau des génératrices, le transformateur du groupe moto-pompe 5 et les bassins de toiture dans la section basse pression. En parallèle débuteront les travaux de réfection des 60 filtres de l'usine (72 M$). Les travaux d'installation du système de fluoration pourraient débuter lorsque la majorité des filtres auront été mis à niveau avec une mise en service finalisée en 2031-2032.

Les travaux de modernisation de l'usine Pierrefonds se termineront en 2024. Parallèlement, les travaux de réfection des réservoirs R1, R2 et R3 finiront en 2025. De 2026 à 2028, des travaux de sécurisation sont prévus (accès aux filtres 15 à 17, alimentation électrique), de même que la réfection des vannes murales au pompage basse pression, le remplacement des fenêtres et la mise à niveau des systèmes incendie. Les travaux d'installation de la fluoration pourraient être programmés pour une mise en service en 2031-2032.

Les travaux de la deuxième phase de réfection sont en cours à l'usine Lachine; ils se termineront à l'hiver 2025. Ces travaux sont requis pour maintenir l'usine fonctionnelle d'ici sa fermeture. En tenant pour acquis que l'étude préliminaire se fait en parallèle, les travaux pour installer les équipements de fluoration pourraient se terminer en 2027-2028. En revanche, si l'échéancier de fermeture est maintenu (pour 2030-2031), il ne serait pas raisonnable d'ajouter un tel procédé.

Tableau 17 - Calendrier conjectural de réalisation des travaux en fonction de la planification actuelle des projets en usine.

EMPLACEMENT	DÉBUT AVANT-PROJET/ CONCEPTION	FIN DES TRAVAUX/ MISE EN SERVICE	HORIZON MISE EN SERVICE*
Usine Atwater	2032-2033	2035-2036	12-13 ans**
Usine Charles-J.-Des Baillets	2028-2029	2031-2032	8-9 ans**
Usine Pierrefonds	2028-2029	2031-2032	8-9 ans
Usine Lachine	2024-2025	2027-2028	4-5 ans

* à compter de 2023

** Horizon de mise en service pour réseau Atwater-Des Baillets = 12-13 ans (voir paragraphe ci-dessous)

Parce que les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets desservent le même réseau de distribution par un mélange de l'eau des deux usines, la mise en service du procédé devrait se faire au même moment. L'usine Des Baillets ne pourrait surdoser pour compenser l'absence du procédé à Atwater, car certains secteurs du réseau sont alimentés seulement par cette usine (ex. : secteur alimenté par le réservoir Châteaufort). L'horizon de mise en service du procédé de fluoration pour le plus grand réseau de l'agglomération, desservant plus de 1,7 million de personnes, s'établirait donc à 12-13 ans.

8.4 Impact d'un scénario de fluoration aux 6 usines de l'agglomération de Montréal sur la quantité de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent

Une évaluation de la charge de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent (tonne/année) a été déterminée à partir de diverses données cumulées pour l'année 2021. Cet exercice a permis d'estimer la quantité de fluorure produite par les stations d'eau potable de Dorval et Pointe-Claire lorsque le processus de fluoration était opérationnel. De plus, une autre estimation a pu être complétée en supposant une fluoration à 0,7 mg/L des six usines d'eau potable à Montréal.

Selon l'analyse réalisée (Annexe III), en 2021, les usines d'eau potable de Dorval et Pointe-Claire auraient contribué au déversement de 14,6 tonnes de fluorure au fleuve Saint-Laurent. Cela correspond à 6,3 % de la charge totale de fluorure déversée durant l'année. C'est donc dire que 93,7 % du fluorure dans les eaux usées provient d'autres sources que la fluoration de l'eau potable. À titre de comparaison, Béron et Gehr (1994) ont évalué qu'en 1992-1993, la contribution en fluorure provenant de la fluoration de l'eau aux usines Pointe-Claire et Dorval et transitant par la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte s'élevait alors à 3,4 %. Les autres sources incluaient :

- industries et lessivage des superficies par les eaux de ruissellement (51,2 %);
- eaux de surface (13,2 %);
- infiltration (13,8 %);
- habitudes de vie de la population (produits alimentaires, rince-bouche, dentifrice) (14,2 %);

- précipitations (4,2 %).

L'implantation de la fluoration de l'eau potable à une concentration de 0,7 mg/L aux quatre usines qui ne le font pas actuellement ajouterait 311 tonnes/an de fluorure aux eaux usées de Montréal, pour un total de 326 tonnes/an attribuable à cette pratique aux six usines. Avec les autres sources, c'est 559 tonnes de fluorure par an qui sortirait au point de rejet de la station de l'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Par rapport à la situation de 2021 (où 248 tonnes ont été déversées au total), ceci représente une augmentation de 125 %. Cet apport de 326 tonnes/an de fluorure dû à la fluoration contribuerait à une augmentation de 1,2 % de la quantité déjà présente dans le fleuve. Cette valeur est la même que celle calculée par Gehr et Leduc (1992), bien que les paramètres considérés dans leur étude étaient différents (fluoration de l'eau potable à une concentration de 1,2 mg/L à quatre des six usines [Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe Claire, Dorval], intercepteur sud-est non considéré).

En termes de concentration, le fluorure passerait de 0,30 à 0,86 mg/L dans l'effluent de la station. La dilution du fluorure dans le panache de dispersion du rejet de la station est illustrée à la Figure 19.

La concentration de fluorure dans l'effluent serait donc inférieure au critère de qualité d'eau le plus sévère du MELCCFP présenté à la section 6, soit 2,0 mg/L pour la protection de la vie aquatique pour les effets chroniques (MELCCFP, 2023). Elle serait cependant supérieure aux autres critères plus sévères proposés par d'autres organisations. Cela dit, il est pertinent de tenir compte de la dilution rapide lorsque l'effluent de la station se mélange à l'eau du fleuve Saint-Laurent.

Selon notre estimation, la concentration à 300 m du point de rejet serait de 0,31 mg/L, ce qui est inférieur au seuil de 0,5 mg/L proposé par le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux de l'Union européenne (SCHER, 2011). La valeur plus sévère de la PNEC (0,29 mg/L) serait, elle, atteinte à environ 419 m. Finalement, la très sévère recommandation de 0,12 mg/L du CCME (2002) ne serait pas respectée à 2 km du point de rejet, distance au-delà de laquelle nous n'avons pas de valeurs expérimentales de dilution nous permettant de produire un estimé fiable.

L'analyse détaillée de ce scénario est disponible à l'Annexe III.

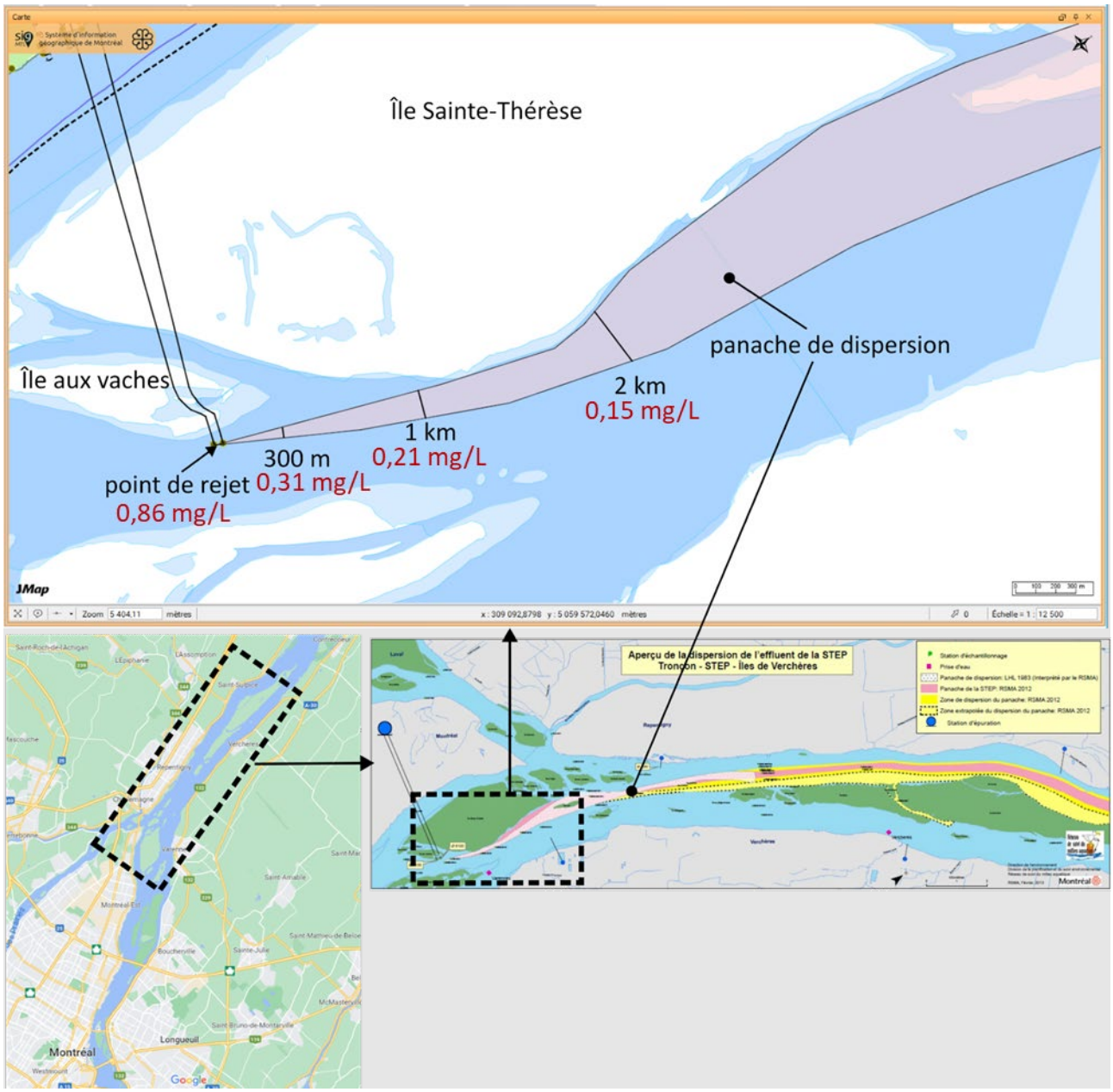


Figure 19 - Localisation des points à 300 m, 1 km et 2 km en aval du point de rejet de la station Jean R. Marcotte et concentrations estimées de fluorure.

9. LA VILLE DE MONTRÉAL DÉPLOIE UN PLAN D'ACTION AFIN DE RÉDUIRE LES CONCENTRATIONS DE PLOMB DANS L'EAU DU ROBINET. EST-CE QUE L'AJOUT/L'ARRÊT DU PROCÉDÉ DE FLUORATION POURRAIT AVOIR UN IMPACT SUR LES CONCENTRATIONS MESURÉES?

9.1. État des lieux - Corrosion du plomb et du cuivre

Les branchements d'eau en plomb alimentant les bâtiments, les éléments composant la tuyauterie interne de ces bâtiments et leur robinetterie sont les principaux contributeurs aux concentrations de plomb mesurées dans l'eau du robinet (Santé Canada, 2019). En présence d'un branchement d'eau en plomb, ce dernier contribue à hauteur de 50 à 75 % des concentrations en plomb mesurées dans l'eau du robinet et représente à ce titre le plus fort contributeur (Sandvig et al., 2008). Les sources de plomb identifiées dans les cinq réseaux desservis par les six usines de l'agglomération sont les suivantes :

- Les branchements d'eau en plomb et la tuyauterie interne pour les réseaux desservis par les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets et par l'usine Lachine. On répertorie pour ces réseaux un total de 47 000 branchements d'eau en plomb. La proportion de ces branchements varie selon les arrondissements et les villes liées desservis (Annexe IV).
- La tuyauterie interne des bâtiments pour les réseaux desservis par les usines Pierrefonds, Dorval et Pointe-Claire. Aucun branchement d'eau en plomb n'est à l'heure actuelle répertorié dans le territoire desservi par ces usines.

Aucun contrôle de corrosion spécifique au plomb ou au cuivre n'est actuellement effectué aux usines, la ville s'étant dotée d'un plan d'action visant à éliminer les branchements de service en plomb d'ici 2032.

La présence de branchements d'eau en plomb sur le territoire desservi par les usines Atwater/Charles-J.-Des Baillets et Lachine génère des dépassements réglementaires de la norme de 5 µg/L de plomb du RQEP : en 2021, 37 % de dépassements ont été mesurés sur le territoire de la Ville de Montréal alimenté par les usines Atwater/Des Baillets. En revanche, pour la même année, seulement 2 % de dépassements réglementaires ont été mesurés sur les réseaux de Pierrefonds, Dorval et Pointe-Claire (voir Figure A4(A) de l'Annexe IV).

Dans le cas du cuivre, les principaux contributeurs se trouvent dans la tuyauterie interne des bâtiments. Malgré l'absence de dépassement de la norme de 1000 µg/L de cuivre, on constate des concentrations plus élevées dans le territoire desservi par les usines Atwater/Des Baillets par rapport au territoire desservi par les autres usines.

La capacité d'une eau à corroder le plomb et le cuivre peut être déterminée par des indicateurs de corrosion incluant l'indice de Langelier (IL), le pH et l'alcalinité, l'indice d'agressivité (Aggressivity Index ou AI) et le ratio des concentrations de chlorure sur les concentrations de sulfate dans l'eau distribuée (Chloride to Sulfate Mass Ratio ou CSMR). Le détail de ces indicateurs est disponible à l'Annexe IV ainsi que leurs valeurs pour l'eau distribuée dans les cinq réseaux alimentés par les six usines de l'agglomération. On peut dès lors constater que :

- l'eau distribuée par les usines Atwater/Des Baillets est la moins agressive pour le plomb et le cuivre tous indicateurs confondus, exception faite du ratio CSMR plus propice à la corrosion galvanique du plomb dans la tuyauterie interne des bâtiments;
- l'eau distribuée par l'usine Lachine est la plus agressive tous indicateurs confondus, pour le plomb et le cuivre. L'agressivité variant pour cette usine sur une base saisonnière (plus agressive en hiver);
- les usines classées en ordre d'agressivité de l'eau, de la plus agressive à la moins agressive, sont telles que : Lachine (hiver) > Dorval - Pierrefonds > Pointe-Claire – Lachine (été) > Atwater/Des Baillets.

9.2 Variations de dosage en fluorure et concentrations de plomb dans l'eau du robinet dans les réseaux fluorés

La Figure 20 présente l'évolution des dépassements réglementaires et les concentrations en plomb associées aux réseaux Pointe-Claire et Dorval entre 2014 et 2022. On constate que les concentrations mesurées sont très stables dans le temps (Figure 20, C et D), et ce, peu importe la dose de fluorure ajoutée à l'usine durant l'année complète ou durant la période d'échantillonnage réglementaire pour le plomb dans l'eau du robinet (du 1er juin au 30 septembre). Une légère hausse des concentrations est mesurée en 2020 et elle peut être expliquée par le changement de protocole d'échantillonnage réglementaire en 2020 (volume de prélèvement 250 ml, stagnation 30 minutes) par rapport aux années précédentes (1 litre après 5 minutes d'écoulement). Les dépassements diminuent l'année suivante avec l'ajustement du volume de prélèvement à un litre (30 minutes de stagnation). Après investigation, les dépassements mesurés étaient tous attribuables à des sources de plomb présentes dans la tuyauterie interne (note : le dépassement de 2021 pour Pointe-Claire n'a pas été réinvestigué pour le confirmer).

En conclusion, les variations de dosage de fluorure aux usines Pointe-Claire et Dorval ne sont pas associées à des changements significatifs des concentrations de plomb dans l'eau du robinet. Ces concentrations demeurent faibles en lien avec les sources de plomb présentes dans le territoire desservi.

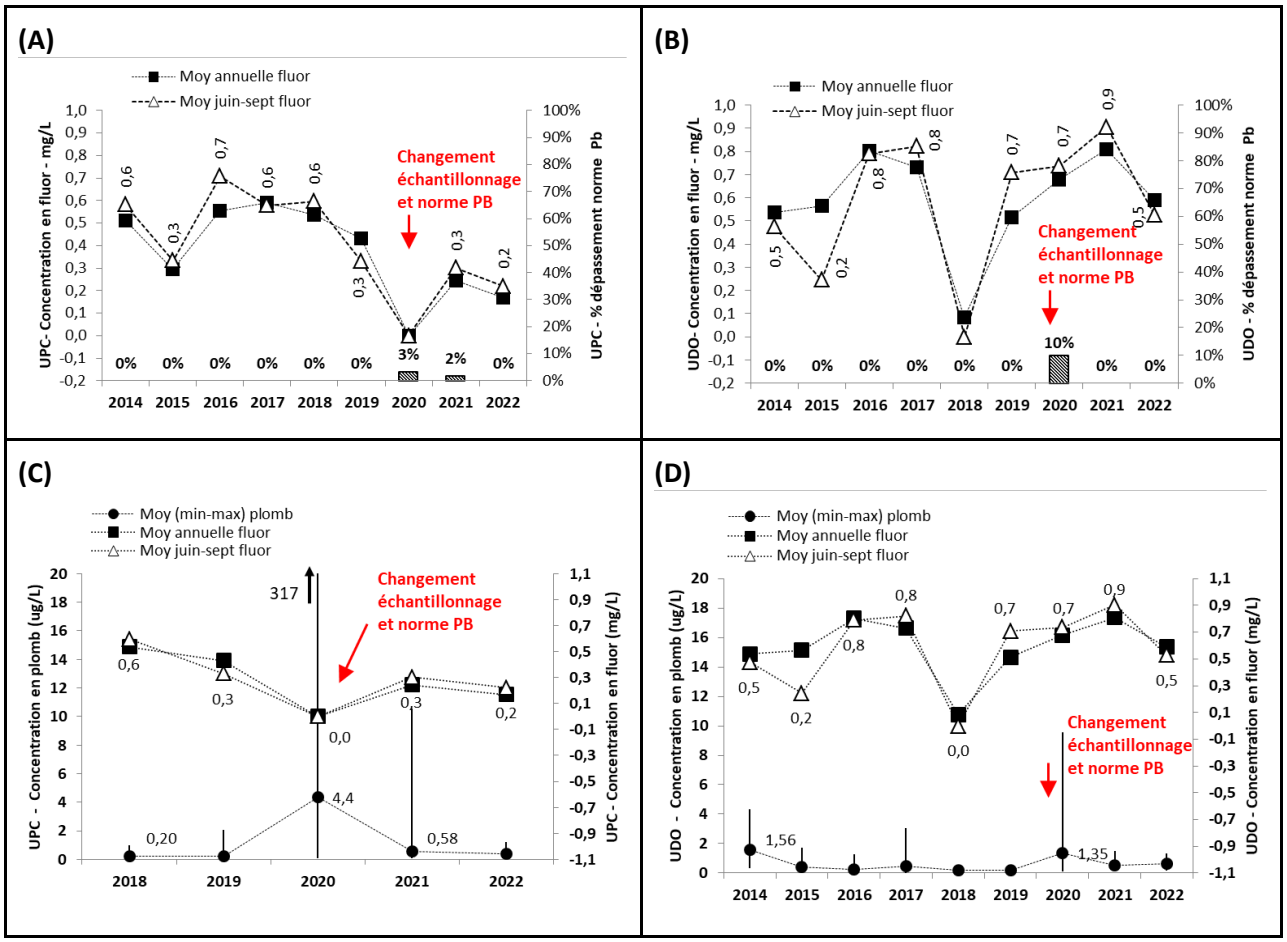


Figure 20 - Dépassements réglementaires de la norme sur le plomb dans l'eau potable en vigueur du RQEP et concentrations en plomb moyenne (min-max) mesurée dans l'eau du robinet entre 2014 et 2022 (2014-2019 : échantillonnage après 5 minutes de rinçage, 2020-2022 : échantillonnage après 30 minutes de stagnation) et dosage de fluorure correspondant pour (A) (C) Pointe-Claire (2014-2021, n=60 échantillons par an; 2022, n =44) et (B) (D) Dorval (2014-2021, n=10 échantillons par an; 2022, n=4 échantillons).

9.3 Impact d'un scénario d'ajout de la fluoration sur les concentrations en plomb/cuivre dans les réseaux non fluorés

Le Tableau 18 ci-après détaille l'impact de l'ajout d'un dosage d'acide fluorosilicique aux usines Atwater/Des Baillets, Lachine et Pierrefonds ne pratiquant pas la fluoration actuellement (dose de 0,7 mg/L). Deux scénarios sont évalués soit :

- l'ajout de 0,7 mg/L de fluorure dans le contexte actuel des procédés en fonction dans les usines;
- l'ozonation à un dosage de 1-3 mg/L aux usines Atwater/Des Baillets, où cette dernière est installée, mais n'est pas encore effective, couplée à l'ajout de 0,7 mg/L de fluorure. Les usines Pierrefonds et Lachine possèdent déjà un procédé d'ozonation en fonction.

Lorsque l'ozonation sera en fonction aux usines Atwater/Des Baillets (prévu pour 2024-2025), celle-ci sera a priori effectuée à une dose de 1 mg/L. L'effet de l'ozonation sur le pH a été testé par le passé et celui-ci était comparable peu importe la dose d'ozone injectée entre 1 et 3 mg/L (Nour et Prévost, 2009).

Il est constaté que l'ajout de la fluoration causerait une baisse de l'indice de Langelier et du pH. Aux usines Atwater/Des Baillets, cet effet est accentué avec l'ajout de l'ozonation dans la chaîne de traitement (Tableau 18).

Dans le cas du réseau Atwater/Des Baillets desservant la majorité des résidences avec branchement d'eau en plomb :

- l'indice de Langelier, actuellement positif, diminuerait et fluctuerait autour de 0.
- le pH baisserait en moyenne de 0,1 unités, et dans le pire des cas de 0,2 et 0,28 unités selon l'application de l'ozonation ou non.

Les mêmes effets sont constatés pour les réseaux desservis par les usines Pierrefonds et Lachine. Ces deux réseaux présentent déjà à l'heure actuelle un indice de Langelier fluctuant autour de zéro (Pierrefonds) ou négatif (Lachine). La baisse de pH varierait entre 0,1 et 0,3 unités de pH. La baisse de ces deux indices accentuerait le caractère agressif de l'eau distribuée par ces deux réseaux.

Un tel changement pourrait augmenter les concentrations de plomb mesurées dans l'eau du robinet, en particulier dans le cas du réseau Atwater/Des Baillets présentant un grand nombre de branchements de service en plomb. Toutefois, le pH résultant de ce changement se trouve dans la gamme des variations historiques mesurées sur ce réseau entre 2007 et 2021 (Figure 21). En effet, l'ajout de la fluoration ramènerait l'agressivité de l'eau (indice de Langelier et pH) à ce qu'elle était avant la conversion du chlore gazeux pour les hypochlorites de sodium aux deux usines (Tableau 19). Par ailleurs, Nour et Prévost (2009) ont observé que le modèle RTW, utilisé dans le cadre de leur analyse surestimait la baisse de pH pour les usines Atwater/Des Baillets par rapport aux valeurs mesurées en laboratoire. Il faut noter que c'est ce même modèle qui a été utilisé pour la présente analyse. Aussi, les échantillonnages réglementaires de plomb dans l'eau avant et après conversion du chlore gazeux aux hypochlorites n'ont pas été associés à des changements notables en termes de concentrations mesurées et de dépassements réglementaires. Par ailleurs, les études pilotes menées par Cartier (2012) et Doré (2018) avec des conduites de plomb excavées sur le réseau de la ville de Montréal ont montré l'absence d'impact significatif du changement de pH (7,7 à 8,3) sur les concentrations en plomb mesurées dans l'eau du robinet (pas d'amélioration ni de détérioration). En réalité, un pH de 7,7 serait même plus favorable (vs pH de 8,3) pour la stabilité des dépôts formés en surface interne des conduites (cérusite vs hydrocérusite) (Cartier, 2012).

Dans le cas des usines Pierrefonds et Lachine, l'impact d'une baisse de pH même faible pourrait être plus dommageable compte tenu de l'alcalinité faible de l'eau distribuée sur ces réseaux. Néanmoins, l'absence de branchements de service en plomb sur le territoire desservi limite le risque d'augmenter les dépassements de norme.

En contrepartie, l'eau plus corrosive distribuée dans ces deux réseaux pourrait accentuer les épisodes d'eau colorée associés au fer (conduites de fonte). Le fer n'est associé à aucune norme de santé, mais un objectif esthétique est recommandé par Santé Canada (1987) à 0,3 mg/L. Cet objectif est actuellement en révision, la nouvelle recommandation proposée étant de 0,1 mg/L (Santé Canada, 2023). Il est à noter que les plaintes des consommateurs associées à des aspects esthétiques de l'eau (goût, odeur, couleur) sont les plus fréquentes parmi les plaintes associées à l'eau et peuvent causer une perte de confiance des consommateurs dans l'eau du robinet. Les épisodes d'eau rouge sont aussi associés à la mobilisation du personnel de la ville pour effectuer des rinçages curatifs et des analyses de l'eau du robinet, de façon à éliminer la couleur et rassurer le consommateur dans la qualité de l'eau de son robinet. À long terme, on pourrait observer une dégradation de l'état des conduites (nodules et dépôts de fer) plus précoce qu'à l'heure actuelle, et une occurrence accentuée d'épisodes d'eaux rouges sur le réseau.

Tableau 18 - Impact de la fluoration sur les indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée par les usines Atwater/Des Baillets, Pierrefonds et Lachine.

Indicateur corrosion	ATWATER/DES BAILLETS			PIERRFONDS		LACHINE	
	sans fluoration	+0,7 mg/L fluorure[5]	1-3 mg/L O_3 + 0,7 mg/L fluorure[5, 6]	sans fluoration	+0,7 mg/L fluorure	sans fluoration	+0,7 mg/L fluorure
IL[1]	+0,14 à +0,52	Δ_{min} = -0,33 Δ_{max} = -0,36[5]	Δ_{min} = -0,41 Δ_{max} = -0,46[5]	-0,96 à +1,44	Δ_{min} = -0,10 Δ_{max} = -0,31[5]	-1,91 à +0,24	Δ_{min} = -0,13 Δ_{max} = -0,3[5]
pH[2]	7,97 (7,81-8,11)	Δ_{moy} = -0,08 Δ_{min} = -0,02 Δ_{max} = -0,2[5]	Δ_{moy} = -0,14 Δ_{min} = -0,03 Δ_{max} = -0,28[5]	7,40 (7,05-7,84)	Δ_{min} = -0,06 Δ_{max} = -0,30[5]	7,17 (7,0-7,23)	Δ_{min} = -0,11 Δ_{max} = -0,28[5]
Alcalinité (mg $CaCO_3$/L)[2]	94 (90-104)	effet négligeable	effet négligeable	20-35	effet négligeable	20-80	effet négligeable
AI[3]	11,8	effet négligeable	effet négligeable	10,4	effet négligeable	10,7	effet négligeable
CSMR[4]	0,91 à 1,03	sans effet	sans effet	0,14 à 1,3	sans effet	<0,2 à max 0,5	sans effet

Note : [1]indice de Langelier, calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau brute et de dosages aux usines; [2] Valeurs 2021-2022 à l'eau distribuée; [3]indice d'agressivité calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau distribuée; [4]ratio des concentrations de chlorures sur sulfates, évalué à partir des concentrations en chlorures et sulfates de l'eau brute et des doses de coagulant dans les usines; [5]Δ est la différence calculée pour les conditions limites pour la température (4-20°C) et de dosage aux usines des produits chimiques ayant un impact; [6]une baisse de pH de 0,1 unité a été considérée suite à l'ajout de l'ozonation pour Atwater/Des Baillets en lien avec les essais effectués par Nour et Prévost (2009).

Tableau 19 - Résultats des essais d'ozonation et d'ajout d'hypochlorites et de fluorure effectués en laboratoire en 2007 pour prédire l'impact des changements sur le pH et l'indice de Langelier à l'eau finie des usines Atwater/Des Baillets (Nour et Prévost, 2009).

Usine	Paramètres	RÉEL 2007 : Eau finie usine (25-01-2007, chlore gazeux)	ESSAI 1 : O_3 (1 mg/L) + NaOCl (1,6 mg/L)	ESSAI 2 : O_3 (1 mg/L) + NaOCl (1,6 mg/L) + H_2SiF_6 (1,1 mg/L)	Écart entre ESSAI 2 et RÉEL 2007
UDB	pH	7,79	8,26	8,02	+0,23
	IL	-0,08	0,39	0,09	+0,17
UAT	pH	7,75	8,27	7,90	+0,15
	IL	-0,12	0,38	-0,05	+0,07

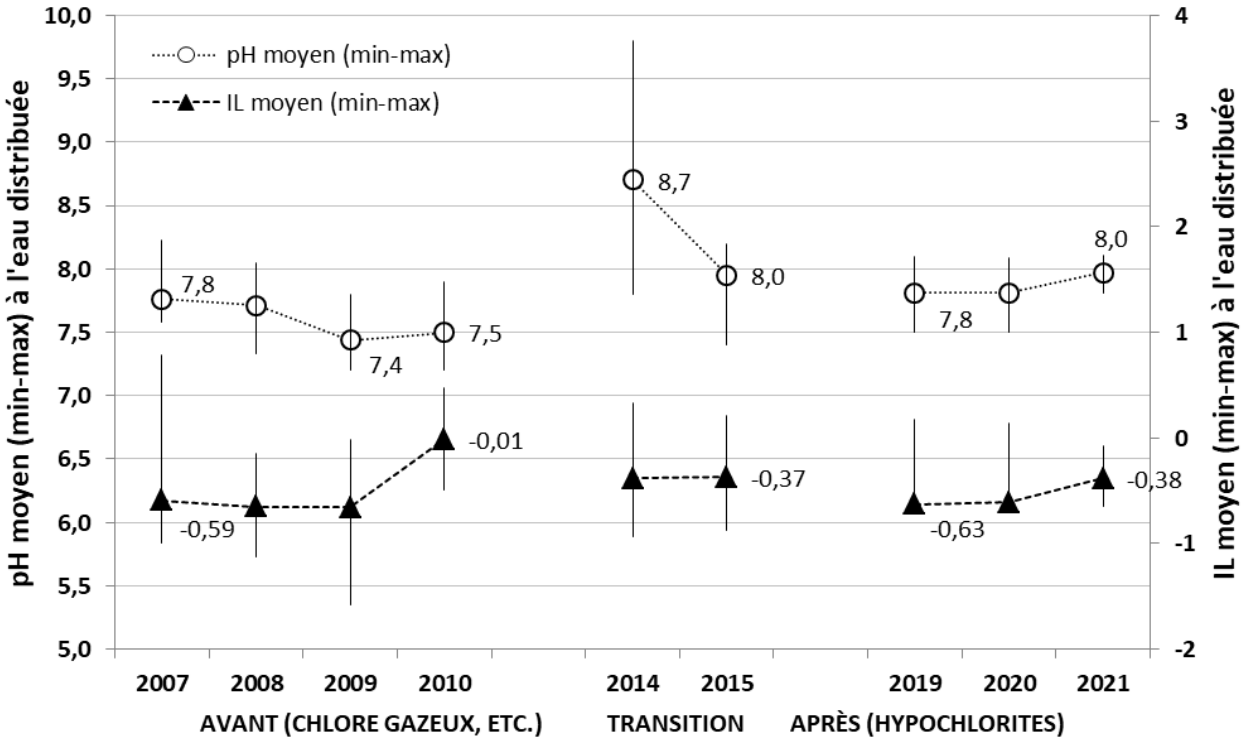


Figure 21 - Évolution du pH (axe de gauche) et de l'indice de Langelier (IL, axe de droite) sur le réseau desservi par les usines Atwater/Des Baillets entre 2007 et 2021. Données extraites des rapports annuels de qualité de l'eau de la Ville de Montréal, l'indice de Langelier et le pH peuvent être en dessous des valeurs prédites par le modèle RTW.

9.4 Scénario d'ajout de la fluoration et programme de distribution de pichets filtrants dans le cadre du plan d'action pour réduire le plomb

Dans le cadre de son plan d'action sur le plomb, la Ville de Montréal s'est engagée à dépister puis remplacer l'ensemble de ses branchements de service en plomb d'ici 2032, et ce, dans un objectif de santé publique. Dans l'attente de ces remplacements, et avec l'objectif de diminuer l'exposition au plomb des citoyennes et citoyens pendant cette période, la Ville offre un programme de distribution de pichets filtrants à la population

résidant (locataires ou propriétaires) dans des immeubles alimentés par des branchements de service en plomb confirmés ou suspectés (estimés à 47 000, soit environ 25 % des branchements sur le territoire).

Si l'on considère le nombre de personnes moyen par logement sur le territoire de la Ville de Montréal (2,4 personnes par logement), cela correspond à 112 800 personnes. Comme nous avons préalablement identifié que 15 % de la population desservie par de l'eau non-fluorée était composée d'enfants de 0 à 14 ans, on peut utiliser ce pourcentage pour grossièrement estimer que 16 920 enfants seraient visés par le programme de distribution de pichets. Sur un total de 295 198 enfants desservis par de l'eau non-fluorée, ceci représenterait près de 6 % des enfants visés par la fluoration.

La DRSP recommande l'usage d'un filtre certifié pour la réduction du plomb dans l'eau du robinet ou le recours à l'eau embouteillée pour les populations à risque (les enfants de moins de 7 ans, les femmes enceintes et leur fœtus). Les dispositifs de filtration certifiés pour l'enlèvement du plomb n'enlèvent pas nécessairement le fluorure dans l'eau, mais le pichet filtrant distribué depuis le début du programme montréalais (de marque ZeroWater®) comprend un filtre combinant le charbon actif et une résine échangeuse d'ions, entre autres, qui a pour effet d'éliminer le fluorure de l'eau. Le fabricant de ce dispositif est le seul soumissionnaire conforme ayant répondu aux appels d'offres de la Ville depuis 2020. Les citoyennes et citoyens à faibles revenus peuvent également bénéficier de plus de cartouches de remplacement, et ce, jusqu'à ce que le branchement en plomb soit remplacé.

Dans l'hypothèse où les pichets filtrants distribués dans le cadre de ce programme sont utilisés par les ménages ciblés, la proportion d'enfants visés qui pourrait ne pas avoir accès au fluorure via l'ingestion d'eau potable est donc estimée à un peu plus de 5 %, ce qui inclut des enfants de familles à faible revenu.

9.5 Impact d'un scénario d'arrêt de la fluoration sur les concentrations en plomb/cuivre dans les réseaux actuellement fluorés

Le Tableau 20 ci-après détaille l'impact de l'arrêt du dosage de fluorure aux usines Dorval et Pointe-Claire. À noter qu'il est considéré pour cette évaluation que le dosage des autres produits chimiques ajoutés à l'usine est inchangé. L'arrêt de la fluoration permettrait une légère amélioration de l'indice de Langelier et du pH à l'eau finie de l'usine Pointe-Claire, en particulier pour les cas les plus défavorables à la corrosion du plomb (conditions menant à un IL = -1,30). Cependant, cette amélioration de la qualité de l'eau pourrait être surestimée par le modèle. Dans le cas de l'usine Dorval, l'impact est peu notable (+0,1 unité de pH à l'eau finie). Les autres indicateurs seraient inchangés par un tel arrêt, notamment les indicateurs associés à la corrosion de la tuyauterie interne (CSMR) et au cuivre (AI). Ces simulations sont cohérentes avec les concentrations de plomb variant peu avec les arrêts et reprises de la fluoration aux usines entre 2014 et 2022 (Figure 20, section 9.2).

Tableau 20 - Impact de l'arrêt de la fluoration sur les indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée par les usines Pointe-Claire et Dorval. Hypothèse : le seul dosage changé à l'usine est celui du produit de fluoration.

Indicateur de corrosion	Pointe-Claire		Dorval	
	0,7 mg/L fluor	arrêt fluoration	0,7 mg/L fluor	arrêt fluoration
IL[1]	-1,30 à +1,57	Δ = +0,6[5]	-1,13 à -0,92	Δ = +0,1[5]
pH[2]	7,21 (7,0-7,38)	Δ = +0,5[5]	7,08 (6,88-7,24)	Δ = +0,1[5]
Alcalinité (mg $CaCO_3$/L)[2]	42 (26-71)	effet négligeable	63 (45-85)	effet négligeable
AI[3]	9,8-10,9	effet négligeable	10,5	effet négligeable
CSMR[4]	<0,2 à 0,5	pas d'effet	<0,2	pas d'effet

Note : [1]indice de Langelier, calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau brute et de dosages aux usines avec le modèle RTW (à noter que les valeurs obtenues avec le modèle peuvent surestimer les valeurs réelles); [2] Valeurs 2021-2022 à l'eau distribuée; [3]indice d'agressivité calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau distribuée; [4]ratio des concentrations de chlorures sur sulfates, évalué à partir des concentrations en chlorures et sulfates de l'eau brute et des doses de coagulant dans les usines; [5]Δ est la différence calculée pour les conditions où l'indice de Langelier ou le pH sont les plus défavorables, sachant que dans les simulations, l'acide fluorosilicique est utilisé comme produit de fluoration.

La source de plomb et de cuivre identifiée dans les réseaux Pointe-Claire et Dorval est la tuyauterie interne des bâtiments. Aussi, bien que des branchements de service en plomb n'aient pas été observés sur ces territoires, leur présence (en nombre limité) reste possible compte tenu de la date de construction de certains bâtiments et de leur taille. Or, les résultats de simulation indiquent que l'arrêt de la fluoration rendrait l'eau moins agressive en termes de pH et d'indice de Langelier, en particulier pour Pointe-Claire. Dans le cas des indices plus spécifiques à la corrosion galvanique (CSMR) et à la corrosion des conduites de cuivre (AI) dans la tuyauterie interne, il n'y a pas d'impact. Ces changements ne sont pas de nature à favoriser le relargage de plomb ni de cuivre.

Un autre paramètre à considérer est la possibilité de relargage de fluorure à partir de dépôts après l'arrêt de la fluoration. Or, la grande solubilité du fluorure rend la présence de composés solides contenant du fluorure peu probable. D'ailleurs, des analyses effectuées par l'USEPA sur des dépôts formés à l'intérieur de branchements de service en plomb de multiples réseaux nord-américains n'a pas permis d'y détecter de fluorure, même dans ceux dont l'eau était fluorée (Urbansky et Shock 2002; Schock, 2004; Schock, 2022 - communication personnelle).

Par conséquent, un arrêt de la fluoration aux usines Pointe-Claire et Dorval permettrait de diminuer légèrement l'agressivité de l'eau, et ne serait pas associée à des effets secondaires néfastes du point de vue de la qualité physico-chimique de l'eau. De plus, cela aurait pour effet de réduire les besoins en chaux utilisée

pour l'ajustement du pH, qui se refléterait sur une baisse de la demande en chlore. Selon un estimé grossier, cela permettrait des économies de l'ordre de 4 500 $/année à l'usine Dorval et de 21 000 $/année à l'usine Pointe-Claire.

10. L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE EST-ELLE UN ENJEU DANS LA PRISE DE DÉCISION?

Le procédé de fluoration de l'eau potable a été introduit pour la première fois en 1945 à Grand Rapids, au Michigan (É-U). À la même période, c'est la ville de Brantford en Ontario (Canada) qui a été la première à fluorer son eau potable. Les premiers référendums citoyens sur le sujet de la fluoration se sont tenus en 1950. Le débat sur les bénéfices et les inconvénients de la fluoration demeure toujours d'actualité aujourd'hui.

10.1 État de la fluoration de l'eau potable au Québec

Les villes de Pointe-Claire (1955) et Dorval (1957) ont été parmi les premières municipalités québécoises à introduire la fluoration de l'eau potable. En 1967, le ministère de la Santé du Québec établit un programme de subventions pour venir en aide aux municipalités qui désirent instaurer la fluoration (AQTE, 1970). Le Tableau 21 indique les municipalités ayant mis en opération un procédé de fluoration entre 1955 et 1969.

Tableau 21 - Villes du Québec possédant un système de fluoration par ordre chronologique de mise en opération (AQTE, 1970).

Année	Municipalité	Année	Municipalité
1955	Pointe-Claire	1967	Danville
1957	Dorval		Beauharnois
	Joliette		Crabtree
1958	Laval - Chomedey	1968	Mont-Joli
	Laval - Pont-Viau		Farnham
1960	Berthierville		Schefferville
	Acton Vale		Contrecoeur
1961	St-Joseph-de-St-Hyacinthe		Lavaltrie
1962	Trois-Rivières		Brownsburg
	St-Lambert		Maskinongé
	Ste-Anne-de-Bellevue	1969	St-Eustache
	Laval - Ste-Rose		Ste-Adèle
1964	Pierrefonds		Louiseville

1965	Sorel		Kénogami
1966	Sept-Îles		
	Lachute		
	L'Assomption		
	Montmagny		

Depuis la fin des années '70s, le pourcentage de la population québécoise ayant accès à de l'eau fluorée n'a fait que diminuer (Figure 22). Depuis 2022, seul 1 % de la population boit de l'eau fluorée.

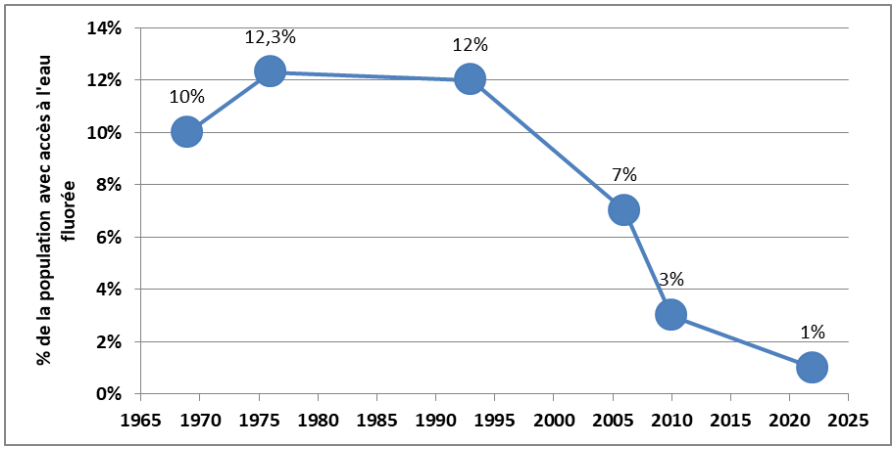


Figure 22 - Pourcentage de la population québécoise ayant accès à de l'eau fluorée au fil du temps (Vezeau et Casavant, 1987; INSPQ, 2011; Agence de la santé publique du Canada, 2022).

Ces faibles pourcentages reflètent le positionnement des cinq plus grandes villes du Québec concernant la fluoration de l'eau potable :

- Montréal : statu quo sur la non-fluoration aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets en 2006 (voir section 8.1);
- Québec : cessation de la fluoration en 2008 à la suite d'un moratoire établi à la demande des citoyens. Les élus estiment que c'est le gouvernement qui doit légiférer sur cette question;
- Laval : cessation de la fluoration en 2000 pour cause de problème de fonctionnement de l'équipement de fluoration;
- Gatineau : rejet de la fluoration en 2010 à la suite d'un vote du conseil municipal;
- Longueuil : statu quo sur la non-fluoration en 2009.

En 2012, Réseau Environnement a présenté un tableau des municipalités québécoises participant au programme de fluoration de l'eau potable (Tableau 22). Ce tableau a été mis à jour pour refléter la situation en 2023, lorsque l'information était disponible. Force est de constater que parmi ces usines de production d'eau potable, il ne reste que les usines de Dorval et Pointe-Claire qui ajoutent du fluorure à l'eau distribuée.

Quoique non indiquée dans le tableau initial de Réseau Environnement, une troisième usine, soit celle de Saint-Georges-de-Beauce a débuté la fluoration en 2010 et est toujours active. Un média local (EnBeauce.com, 2019) a rapporté la mobilisation d'un comité citoyen appuyé par Eau Secours qui aurait réussi à convaincre le maire de la municipalité d'arrêter la fluoration mais la pénalité monétaire ayant été jugée trop importante en 2019, le procédé a été maintenu.

Tableau 22 - Municipalités participantes au Programme de fluoration de l'eau potable en 2012 (tiré de Réseau Environnement (2012)) et mise à jour 2023.

Municipalité	Usine de filtration	Statut 2012	Statut 2023	Raison de l'arrêt
Bécancour	St-Grégoire-Bécancour	Actif	Arrêt (2012)	• Demande des citoyens • Décision du conseil municipal
Châteauguay	Station Chevrefils Station Marchand	Actif	Arrêt (2019)	• 8 ans de mobilisation du Comité de Citoyen(ne)s Châteauguay Sans Fluor et Eau Secours • Résolution du conseil de Ville - Manque d'informations sur les effets potentiels sur la santé et l'environnement
Dorval	Dorval	Actif	Actif	
Fermont	Service technique de Fermont	Actif	Arrêt (2012)	
Montmagny	Montmagny	Actif	Arrêt (2014 ou 2018)	• Résolution du conseil municipal - la mission de la Ville ne comprend pas l'ajout d'additifs, ni d'assurer la responsabilité des soins dentaires de la population
La Prairie	La Prairie	Actif	Arrêt (2014)	• Mobilisation d'un comité de citoyens et Eau Secours • Décision du conseil municipal - question d'acceptabilité sociale

Lévis (Quartier St-Romuald)	St-Romuald	Actif	Arrêt (2020)	• Bris de l'équipement en fin de vie utile. Les investissements requis et le souci d'uniformiser le contenu de l'eau distribuée sur le territoire de la Ville ont justifié l'arrêt définitif.
Pointe-Claire	Pointe-Claire	Actif	Actif	
Richmond	Richmond	Actif	Arrêt (2015)	
Saint-Georges-de-Beauce			Actif	
Trois-Rivières	Trois-Rivières	Arrêt temporaire pour travaux (depuis 2008)	Arrêt (2016)	• Coalition trifluvienne pour une eau très saine a milité pendant plusieurs années pour que le procédé ne soit pas redémarré • Alors que la municipalité s'apprêtait à installer l'équipement, le maire décide d'arrêter - manque d'engagement du MSSS et de la santé publique pour s'assurer de l'acceptabilité sociale
Windsor	Windsor	Actif	Arrêt (?)	

10.2 État de la fluoration de l'eau potable au Canada

L'Agence de la santé publique du Canada (2022) a produit des estimations provinciales et territoriales de la couverture de la fluoration au Canada (Figure 23). Environ 38,8 % de la population a reçu de l'eau fluorée traitée en 2022. De plus, environ 1 % de la population canadienne fut exposée à des fluorures par leur présence naturellement dans les eaux souterraines. La fluoration de l'eau potable est davantage pratiquée dans les provinces du Manitoba, de l'Ontario et les territoires du Nord-Ouest (68-73 %), que dans les provinces de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick et du Québec (1-1,5 %).

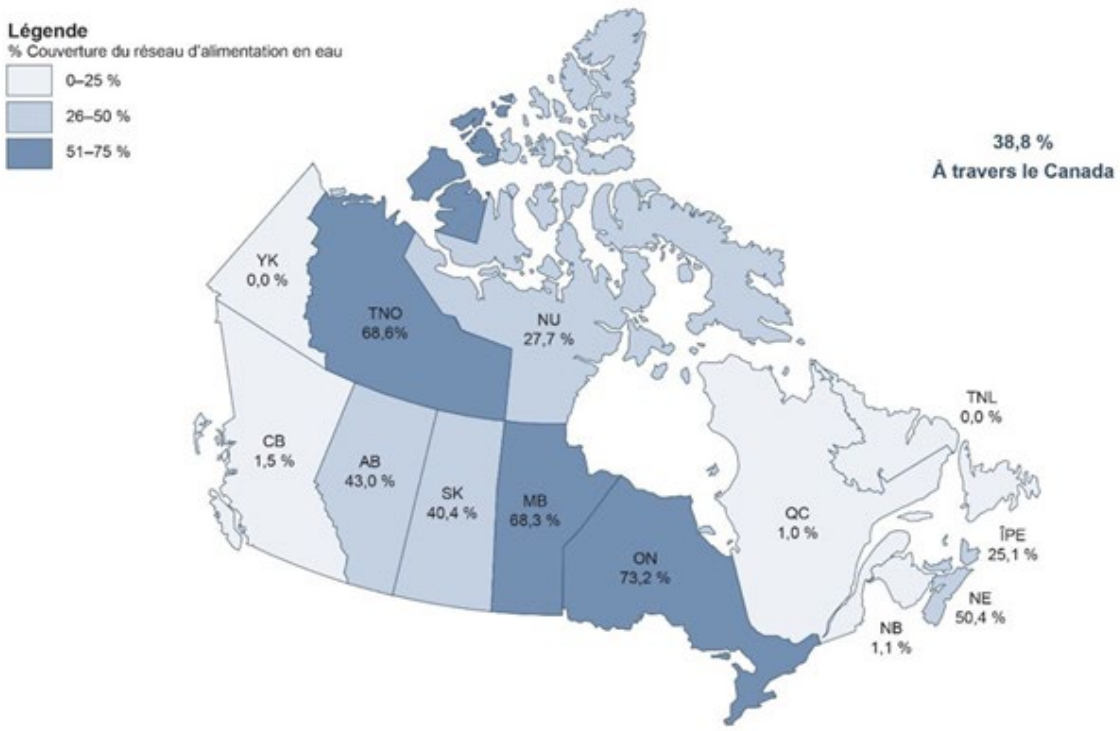


Figure 23 - Couverture de la fluoration au Canada en 2022 (tiré de : Agence de la santé publique du Canada (2022)).

La mise à jour en 2022 de la couverture de la fluoration au Canada suggère qu'elle aurait diminué depuis l'estimation de 42,6 % en 2007 (Agence de la santé publique du Canada, 2022). Les arrêts d'installations de fluoration auparavant en fonction sont particulièrement marqués au Québec et en Colombie-Britannique (C.-B.). Des référendums répétés ont démontré le peu d'appui à la fluoration de l'eau en C.-B. et plusieurs villes ont interrompu cette pratique. Quatre collectivités au Manitoba ont cessé la fluoration depuis 2018. De même, la ville de Moncton (N.-B.) qui avait discontinué la fluoration en 2011 a maintenu sa position en 2017.

Certaines villes ayant interrompu la fluoration l'ont depuis remise en service. Certaines villes ontariennes, comme Windsor, Tecumseh et LaSalle ont rétabli la fluoration après l'avoir interrompue. La fluoration continue de progresser en Saskatchewan avec 10 nouvelles collectivités depuis 2017. La question de la fluoration à Calgary a été introduite en 1957 et réévaluée par plébiscite à six reprises. La fluoration a été interrompue à la suite d'un plébiscite en 2011, mais sera remise en service en 2024. Cette décision a été prise en raison d'une étude préliminaire suggérant une augmentation apparente de caries de la dentition primaire après l'arrêt de la fluoration (McLaren et al., 2016), confirmée par une analyse plus complète publiée en 2021 (McLaren et al., 2021). Ces observations sont cohérentes avec celles de McLaren et Singhal (2016) qui ont effectué une revue de l'évidence disponible sur l'incidence de la cessation de la fluoration sur le taux de carie dentaire à partir de huit études.

Ces auteurs concluent qu'une augmentation est généralement observée, mais qu'elle n'est pas uniforme et qu'elle est évitable. Le Tableau 23 indique l'état de la fluoration dans les dix plus grandes villes canadiennes.

Tableau 23 - Fluoration de l'eau dans les dix plus grandes villes canadiennes.

Ville	Province	Population (2021)	Fluoration
Toronto	Ontario	2 794 356	Oui
Montréal	Québec	1 762 949	Non
Calgary	Alberta	1 306 784	En processus
Ottawa	Ontario	1 017 449	Oui
Edmonton	Alberta	1 010 899	Oui
Winnipeg	Manitoba	749 607	Oui
Mississauga	Ontario	717 961	Oui
Vancouver	Colombie-Britannique	662 248	Non
Brampton	Ontario	656 480	Oui
Hamilton	Ontario	569 353	Oui

Il est à noter qu'aucune province canadienne n'oblige à la fluoration et plusieurs provinces précisent l'obligation de consulter (plébiscite) la population si demandée, comme par exemple, précisé dans le Fluoridation Act de l'Ontario (1990).

10.3 État de la fluoration ailleurs dans le monde

De nombreux pays pratiquent activement la fluoration de l'eau pour la majorité de leur population dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Brésil, le Chili, les États-Unis, Singapour, la république d'Irlande, l'Égypte, la Corée du sud et la Malaisie. La fluoration est pratiquée pour une fraction de la population (moins de 15 %) en Espagne et au Royaume-Uni. À noter que la présence de fluorure peut être associée à des concentrations naturellement présentes ou ajoutées à l'usine de traitement.

La grande majorité des pays de la Communauté Européenne (CE) ne pratiquent pas la fluoration à l'exception de l'Irlande, d'une partie de l'Angleterre et de l'Espagne. L'Irlande du Nord oblige la fluoration de l'eau potable et fait face à des contestations par plusieurs municipalités. Il est estimé que moins de 3 % de la population de la CE est alimentée par l'eau fluorée. Des pays comme le Japon ont pratiqué la fluoration pendant des périodes prolongées, mais ont cessé cette pratique.

L'arrêt a été consenti à la suite de l'implantation des programmes ciblés de santé dentaire chez les écoliers de niveau préscolaire. Dans le cas des Pays-Bas, la fluoration a cessé en 1973 pour donner suite à une évaluation juridique affirmant que l'État n'avait pas l'autorité pour ajouter des additifs dans l'eau potable.

Lorsque la fluoration est obligatoire ou fortement encouragée, des valeurs maximales dosées et des valeurs maximales acceptables en tout temps sont fixées. Par exemple, aux États-Unis, une concentration de 0,4-0,8 mg/L est visée, alors que les concentrations maximales acceptables varient de 2,2 à 4 mg/L.

En termes de réglementation, la nouvelle directive sur la qualité de l'eau potable de la Communauté Européenne révisée en 2020 n'interdit pas la fluoration, mais fixe une norme de 0,7 mg/L comme un niveau maximal. Dans certains pays, la fluoration est obligatoire (ex. Nouvelle-Zélande, République d'Irlande), alors que dans d'autres, elle est de juridiction locale (ex. Corée du sud). À noter que plusieurs de ces pays font face à des excès de fluorure dans l'eau en raison de la présence de fluorure dans les sources d'eau potable, souvent en excès et reliés à l'occurrence de fluorose dentaire. Plusieurs pays ayant pratiqué la fluoration et même adopté des règlementations l'obligeant, ont depuis reculé sur cette obligation depuis 2008, avec ou sans l'appui de la santé publique (ex. Israël, République Tchèque, Pays-Bas, Suisse).

Plusieurs pays ont pris et maintiennent des positions officielles contre l'ajout de fluor dans l'eau potable, dont, entre autres, la France, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Suède, la Finlande, les Pays-Bas, l'Irlande du Nord, l'Écosse, la Norvège, la Suisse et la république Tchèque, etc. Pour justifier cette position, on se réfère à (i) l'obligation de ne pas ajouter de produits chimiques dans l'eau, (ii) la difficile justification de doser un produit dans l'eau potable alors que moins de 1 % est utilisé pour la consommation, (iii) la préférence de mettre en place des programmes ciblés efficaces de prévention, et (iv) la prise de position de la prévention au niveau des individus. Aussi communément évoquées, sont les comparaisons de taux de carie dentaire faibles chez les jeunes enfants semblables observées dans des pays de la CE qui n'utilisent pas la fluoration et aux États-Unis qui utilisent la fluoration dans la grande majorité des villes. Une autre mesure de remplacement fréquemment mise en place est la fluoration du sel de table. Appuyés par l'OMS, plusieurs de ces pays autorisent la fluoration du sel comme mesure alternative, dont l'Autriche, la France, l'Espagne et la Suisse, à la suite d'études montrant son efficacité.

10.4 Le débat clivant de la fluoration de l'eau potable

Le débat sur la fluoration de l'eau potable peut être qualifié « d'émotif », opposant deux groupes généralement bien campés sur leur position et entre qui le dialogue s'avère habituellement difficile, voire impossible. À la lecture de multiples documents sur le sujet (les sources précises ne seront donc pas mentionnées), nous présentons ici les principaux arguments apportés par les intervenants, que ceux-ci soient validés ou non par des faits (Tableau 24).

Tableau 24 - Arguments pro- et anti-fluoration de l'eau potable.

Arguments POUR
La carie dentaire est un important problème de santé publique
L'eau fluorée permet de prévenir la carie dentaire de façon efficace, conclusion supportée par de multiples études scientifiques
L'eau fluorée est sécuritaire et n'a pas d'effets néfastes sur la santé en général
La fluoration est un moyen peu coûteux de prévenir la carie, permettant de facilement rejoindre les groupes à risque (enfants, populations plus défavorisées)
Mesure qui participe à la réduction des inégalités sociales de santé
La fluoration n'a pas d'impact sur l'environnement
Ailleurs dans le monde, un grand nombre de personnes ont accès à l'eau fluorée
Arguments CONTRE
Forme de médication imposée sans le consentement éclairé des individus
Privation de la liberté de choix de consommer une eau à faible teneur de fluorure
Aberration de vouloir ajouter un produit à l'eau de consommation
Moins de 1 % de l'eau distribuée est utilisée pour la consommation, la fluoration de l'eau potable n'est donc pas un moyen efficace de véhiculer les fluorures
La consommation d'eau du robinet est extrêmement inégale dans la population
Les produits de fluoration sont des produits de qualité industrielle classés comme des substances dangereuses
Les produits de fluoration sont contaminés avec de l'arsenic et du plomb
Les produits de fluoration ne sont pas couverts par la Loi sur les aliments et drogues et ne peuvent être utilisés à des fins thérapeutiques (prévention de la carie dentaire)
D'autres moyens sont plus rentables et plus efficaces que l'eau pour distribuer le fluorure
Il faut appliquer le principe de précaution quant aux effets possibles sur la santé
Problèmes de gestion des produits fluorés dans les usines de filtration, enjeux de santé et sécurité pour les opératrices et opérateurs

11. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE S'INTÈGRE À LA MISSION DU SERVICE DE L'EAU?

La mission du Service de l'eau est définie comme suit :

Fournir l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.

La gestion de l'eau est en premier lieu régie par le cadre légal et réglementaire. L'ensemble des actions du Service sont donc guidées par le respect des différentes réglementations relatives à l'eau potable et aux eaux usées. En tout temps, il est requis de produire de l'eau potable respectant les normes de qualité et en quantité suffisante pour répondre aux besoins des utilisateurs. Il est donc de la responsabilité du Service de traiter et d'acheminer l'eau potable vers les consommateurs pour ensuite collecter les eaux usées et les traiter, tout en gérant les eaux pluviales pour minimiser les débordements d'eaux usées non traitées aux cours d'eau.

La mission du Service de l'eau de fournir l'eau potable à la collectivité montréalaise pour assurer la santé publique peut être interprétée comme l'action de traiter l'eau par divers moyens, dont l'ajout de produits chimiques, pour permettre une réduction des contaminants dangereux pour la santé des individus. Est-ce que l'ajout de produits chimiques non nécessaires à la potabilisation mais bénéfiques pour la santé (ex. : buccodentaire) fait partie de cette mission? Cela peut être sujet à interprétation. Ce qui est clair cependant, c'est que la pratique de la fluoration n'est pas essentielle pour remplir la mission du Service de l'eau.

Propriétaire d'un parc d'infrastructures dont la valeur est estimée à 33 G$, le Service de l'eau a la responsabilité d'assurer la pérennité du service en s'assurant de bien :

- exploiter les actifs;
- maintenir leur capacité fonctionnelle;
- réduire le déficit de maintien des actifs;
- améliorer l'offre de service, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques.

Dans les 10 prochaines années, 1,3 G$ seront nécessaires sur une base annuelle pour assurer l'approvisionnement en eau potable, le traitement des eaux usées et la gestion des eaux de pluie. Ces investissements représentent des centaines de projets d'infrastructures qui sont priorisés en fonction de la durée de vie utile des équipements. Tel qu'illustré à la Figure 24, un écart annuel d'un peu plus de 800 M$ est observé entre les investissements réels (2022) et la moyenne annuelle des besoins estimée pour la période 2023-2032.

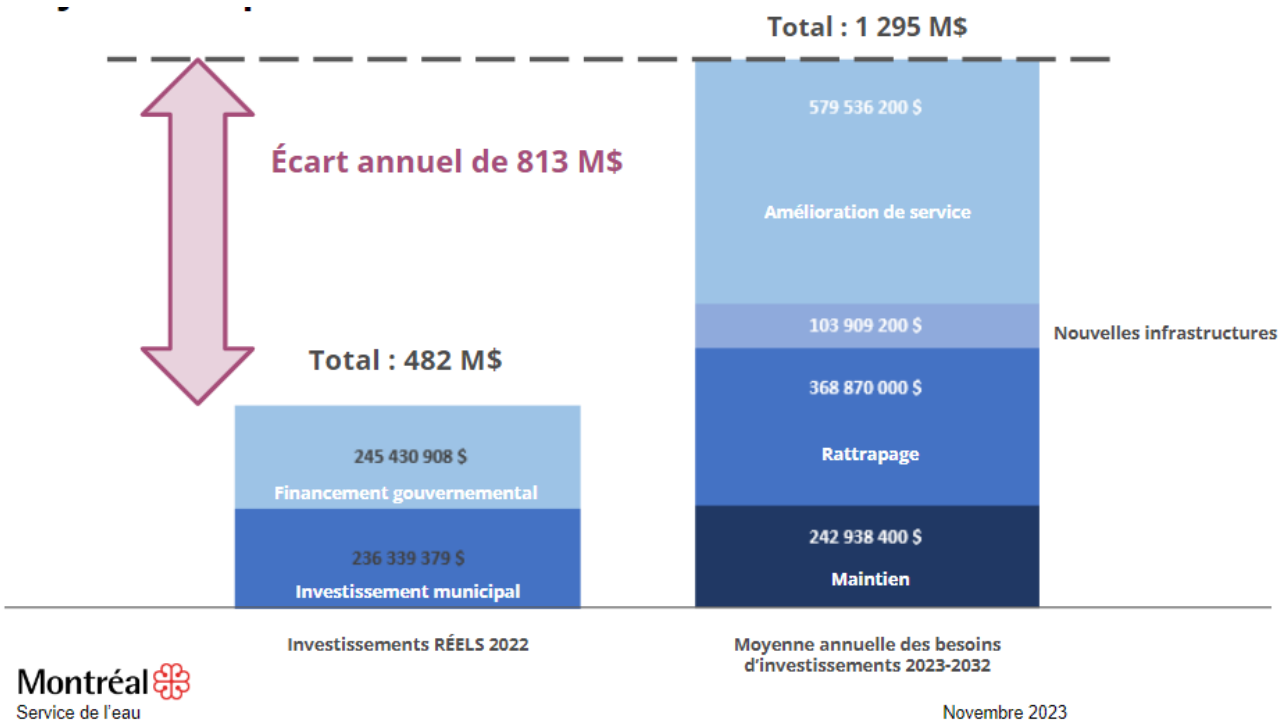


Figure 24 - Ampleur des besoins d'investissements dans les infrastructures de l'eau à Montréal (Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration, 2023).

En plus des divers travaux planifiés aux usines d'eau potable (sections 6.2 et 7.3), le personnel du Service de l'eau est déjà activement impliqué dans des projets majeurs, identifiés comme prioritaires au programme décennal d'immobilisations 2024-2033. Ces projets couvrent les ouvrages de rétention d'eaux usées et les infrastructures vertes, la station d'épuration et les intercepteurs, les réservoirs d'eau potable ainsi que les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Les priorités d'investissement permettant d'assurer la pérennité du service et de respecter les exigences réglementaires sont déjà nombreuses. Du point de vue d'un propriétaire d'actifs, cela restreint la capacité du Service à s'engager dans l'ajout de la fluoration pour l'ensemble de l'agglomération considérant les budgets réduits et les ressources professionnelles insuffisantes pour répondre à la planification actuelle.

12. EST-CE QUE LA FLUORATION DE L'EAU POTABLE S'INTÈGRE AUX ORIENTATIONS ENCADRANT LA PRISE DE DÉCISION À LA VILLE DE MONTRÉAL ET AU SERVICE DE L'EAU?

En 2021, la Ville de Montréal a publié son plan stratégique *Montréal 2030*. Quatre orientations incontournables ont été choisies pour guider le développement de la Ville. Tous les plans, politiques, programmes et services municipaux doivent être conformes aux quatre orientations suivantes :

1. Accélérer la transition écologique;
2. Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion;
3. Amplifier la démocratie et la participation;
4. Stimuler l'innovation et la créativité.

Toute décision relative à la fluoration de l'eau potable vient toucher aux orientations 1 à 3 tel que détaillé ci-après.

1. *Accélérer la transition écologique*

L'accélération de la transition écologique (objectif n°1) implique la réalisation d'efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Deux côtés de la médaille sont à considérer ici soit l'empreinte environnementale du secteur de la santé et de la médecine bucco-dentaire versus l'empreinte environnementale associée à l'ajout d'un produit de fluoration.

(i) Empreinte environnementale du secteur de la santé et de la médecine bucco-dentaire :
Il est de plus en plus établi que le secteur de la médecine bucco-dentaire présente un impact environnemental potentiellement significatif par son utilisation d'énergie, de matériaux et autres ressources et par la production de déchets biomédicaux. Dans cette ligne de pensée, l'application d'actions préventives, telles que la fluoration de l'eau permet de réduire l'impact environnemental de ce secteur. En permettant une réduction des interventions dentaires requises, cela signifie moins de visites en cabinet, des interventions moins complexes et moins de déchets (voir section 8 de l'Avis intérimaire de la DRSP de Montréal sur la fluoration de l'eau).

En Irlande, des analyses de cycle de vie ont été réalisées par Duane et al. (2022) afin de comparer l'impact environnemental global de trois types de programmes sociaux visant la santé dentaire des enfants, soit l'application de scellant fluoré sur les dents, la supervision du brossage de dent dans les écoles et la fluoration de l'eau à une concentration de 0,7 mg/L. L'impact le plus faible a été attribué à la fluoration de l'eau. Toutefois, dans ce dernier cas, c'est le transport de l'acide fluorosilicique qui contribuait le plus à l'impact (48 %; transport en bateau de Bilbao en Espagne jusqu'à Shannon en Irlande et distribution par camion aux usines de production d'eau potable).

(ii) Empreinte environnementale associée à l'ajout d'un produit de fluoration :
Une quantification détaillée de l'empreinte carbone de l'acide fluorosilicique (GES associés à la fabrication, au transport, etc.) n'a pas été réalisée, mais cela viendrait immanquablement s'ajouter au bilan actuel des

GES de la Ville dans un scénario d'ajout de ce produit chimique aux quatre usines de production d'eau potable de l'agglomération.

À quelques exceptions près, la majorité des producteurs d'acide fluorosilicique certifiés NSF 60 ainsi que les distributeurs sont localisés aux États-Unis. Le transport du produit se fait habituellement par camion à partir d'un site de transbordement où le produit a été livré par train. Au total, pour les cinq usines qui utiliseraient le produit, entre 50 à 103 livraisons seraient requises par année (au débit moyen et à la capacité nominale des usines respectivement). Le scénario de dosage moyen aux usines résulterait en une utilisation de 4 tonnes par jour du produit et au dosage maximal de 8,5 tonnes par jour. Par année, cela se traduit par 1 460 à 3 100 tonnes d'acide fluorosilicique. Par ailleurs, nous avons pu remarquer que le fluorosilicate de sodium utilisé à l'usine Pointe-Claire est produit en Chine (du moins pour les bons de livraison accessibles entre 2019-2021). Un survol rapide de la base de données des manufacturiers accrédités NSF 60 indique effectivement que les seuls producteurs accrédités, peu nombreux, sont localisés dans ce pays.

2. *Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion*

Les effets positifs de la fluoration de l'eau, résumés par l'INSPQ (2011), indiquent (i) que la fluoration est un des moyens les plus sécuritaires, efficaces, économiques et justes de réduire la carie dentaire, (ii) que son impact est plus significatif chez les populations défavorisées et, (iii) qu'elle contribue à réduire les inégalités de santé. En ce sens, l'instauration d'une telle pratique à la grandeur de l'agglomération vient rejoindre la seconde orientation de *Montréal 2030* qui consiste essentiellement à ne laisser personne derrière. En revanche, la distribution de pichets filtrants réalisée dans le cadre du plan d'action pour la réduction du plomb, et qui vise à protéger les populations vulnérables d'un contaminant avéré, vient empêcher l'exposition au fluorure à une certaine fraction de ces mêmes populations (un peu plus de 5 % des enfants de 0-14 ans), tel que présenté à la section 9.4.

3. *Amplifier la démocratie et la participation*

En parallèle, il est aussi important de considérer l'orientation n° 3, qui consiste à amplifier la démocratie et la participation. En accord avec ce principe, une décision sur un enjeu aussi clivant que la fluoration de l'eau potable devrait être soumise à la population par un quelconque mécanisme. Tel que mentionné dans *Montréal 2030* : « *La participation citoyenne est le mécanisme privilégié pour s'assurer que les programmes, projets et investissements reflètent les besoins et les aspirations de la population* ».

Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire est également l'objet de l'objectif n° 18 de *Montréal 2030*. Comme la Ville de Montréal exploite six usines de production d'eau potable et que seulement deux d'entre elles ajoutent du fluorure à l'eau distribuée, cela soulève la question de l'uniformisation de cette pratique pour l'ensemble du territoire desservi. Cela pourrait aller d'un côté (arrêt aux deux usines qui fluorent), comme de l'autre (ajout aux quatre usines qui ne pratiquent pas la fluoration).

En 2022, La Ville de Montréal s'est aussi engagée à accomplir 15 actions concrètes pour protéger la biodiversité (Ville de Montréal, 2022b). Elle s'est prononcée en faveur d'une réduction des menaces face à

cet enjeu en réduisant la pollution de toutes les sources à des niveaux qui ne nuisent pas à la biodiversité, aux fonctions des écosystèmes et à la santé humaine (action n° 6).
Quoique l'analyse du scénario de l'impact de la fluoration aux six usines de l'agglomération sur les concentrations de fluorure rejetées au fleuve Saint-Laurent semble indiquer un risque de toxicité relativement faible pour l'environnement, il n'en demeure pas moins que l'ajout de ce procédé contribue à l'augmentation de la charge de fluorure au fleuve.

Finalement, le Service de l'eau a lancé, en août 2023, une consultation sur l'avenir de l'eau de Montréal (Ville de Montréal, 2023). Les conclusions serviront de base au développement de la future stratégie montréalaise de l'eau. Cette stratégie vise à préparer l'avenir avec une gestion durable de l'eau pour assurer le bien-être et la qualité de vie des citoyennes et citoyens montréalais. Parmi les mémoires reçus, seul l'organisme Eau Secours a soulevé l'enjeu de la fluoration de l'eau potable. L'organisme recommande à la Ville de Montréal d'interdire de façon définitive la fluoration de l'eau potable à l'ensemble des installations d'eau potable dont l'usine de Pointe-Claire.

13. QUE PEUT-ON TIRER DE CETTE ANALYSE?

Depuis 2014, le Service de l'eau est propriétaire-exploitant des six usines de production d'eau potable desservant le territoire de l'agglomération de Montréal. Par des différences historiques dans les décisions municipales relatives à la fluoration, le Service opère actuellement deux usines possédant un procédé de fluoration tandis que les quatre autres usines ne fluorent pas. La présente réflexion, entamée à la suite de la réception d'une pétition citoyenne visant l'arrêt de la fluoration, met en évidence l'absence d'uniformisation quant à l'application de ce procédé au niveau de l'agglomération. Par conséquent, l'analyse réalisée cherche à évaluer les deux scénarios suivants :

- Arrêt de la fluoration aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire;
- Maintien de la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire et ajout de la fluoration aux usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds de telle sorte que les six usines de production d'eau potable de l'agglomération fourniraient de l'eau fluorée.

La dernière prise de position de l'administration montréalaise quant à la fluoration de l'eau dans les usines de la ville de Montréal remonte à 2006. Cette dernière considérait alors qu'il n'était pas de sa juridiction d'imposer la fluoration de l'eau.

En tant que propriétaire d'actifs et exploitant, et d'un point de vue purement technique, opérationnel et économique, nous avons identifié les arguments suivants quant au scénario d'ARRÊT DE LA FLUORATION aux usines Dorval et Pointe-Claire :

ARGUMENTS FAVORABLES AU SCÉNARIO D'ARRÊT
Légère diminution de l'agressivité de l'eau, l'arrêt de la fluoration ne serait pas associé à des effets secondaires néfastes du point de vue de la qualité physico-chimique de l'eau distribuée (plomb, cuivre).
La réduction de l'agressivité de l'eau estimée aux usines Dorval et Pointe-Claire pourrait mener à des économies sur d'autres produits chimiques (chaux et chlore). Selon un estimé grossier, cela permettrait des économies de l'ordre de 4 500 $/année à l'usine Dorval et de 21 000 $/année à l'usine Pointe-Claire.
Élimination des risques SST associés à la fluoration pour les opératrices et opérateurs.
Récupération des espaces par le démantèlement des équipements (coût à évaluer).
Économie subséquente de 100 000 $/année en coût d'opération aux deux usines. En termes de ressources humaines, cela ne permettrait pas de coupures de postes mais permettrait au personnel existant de concentrer leurs efforts d'entretien sur d'autres équipements nécessaires à la production de l'eau potable et de réduire le déficit d'entretien d'actifs. Dans certaines situations, la libération des heures actuellement

dédiées au procédé de fluoration éviterait de soit rajouter un opérateur ou une opératrice ou encore de les employer en temps supplémentaire.
Économie de 1,16 M$ pour la réfection à venir des équipements de fluoration. Les derniers travaux majeurs sur les systèmes de fluoration aux deux usines remontent à 2008.
Des périodes d'arrêt de la fluoration de plus ou moins longue durée sont déjà courantes (travaux, approvisionnement des produits, etc.).
ARGUMENTS DÉFAVORABLES AU SCÉNARIO D'ARRÊT
Remboursement d'une partie de la subvention reçue pour l'usine Pointe-Claire puisque le délai de 20 ans de la signature de l'entente n'est pas terminé (fin 2028). Ce montant pourrait être de 125 000 $ plus 25 % des coûts associés à l'approvisionnement des produits chimiques depuis 2008. Le tout serait à discuter avec le MSSS.
La loi sur la santé publique, le Programme national de santé publique 2015-2025 ainsi que l'avis intérimaire sur la fluoration de l'eau produite par la Direction régionale de santé publique de Montréal recommandent la fluoration de l'eau potable.

Si la fluoration se poursuivait jusqu'à la fin de vie des équipements (estimée entre 10 à 12 ans), l'analyse a démontré que les données disponibles ne permettent pas de distinguer une influence significative des produits de fluoration sur la qualité de l'eau distribuée par les usines Dorval et Pointe-Claire. Il n'est pas possible de distinguer une influence des produits de fluoration sur les concentrations d'arsenic, d'antimoine et de plomb à l'eau traitée. Ces contaminants pouvant se retrouver dans les produits de fluoration à l'état de trace, mais sous les seuils de la norme ANSI/NSF 60, et sont souvent présentés par les opposants à la fluoration comme un risque important. Même si le procédé connaît parfois des variations du dosage de fluorure induites par les arrêts de procédé, ces dernières ne sont pas associées à des changements significatifs des concentrations de plomb dans l'eau du robinet. Les deux réseaux alimentés par ces usines présentant de faibles concentrations de plomb et de cuivre.

En tant que propriétaire d'actifs et exploitant, et d'un point de vue purement technique, opérationnel et économique, nous avons identifié les arguments suivants quant au scénario d'AJOUT DE LA FLUORATION aux quatre autres usines de l'agglomération :

ARGUMENTS FAVORABLES AU SCÉNARIO D'AJOUT
Impact limité sur les concentrations de plomb et sur les dépassements réglementaires malgré une augmentation de l'agressivité de l'eau (pH et indice de Langelier) : - Pour les usines Charles-J.-Des Baillets et Atwater, dont le territoire desservi est déjà associé à des enjeux significatifs de dépassements réglementaires des concentrations de plomb dans l'eau du

robinet (dû au grand nombre de branchements de service en plomb), les valeurs de l'indice de Langelier et du pH seraient similaires à celles prévalant avant la conversion du chlore gazeux pour les hypochlorites de sodium à ces deux usines. Les échantillonnages réglementaires de plomb dans l'eau durant cette période n'ont pas été associés à des changements notables en termes de concentrations mesurées et de dépassements réglementaires. - Pour les usines Pierrefonds et Lachine, l'impact d'une baisse de pH même faible pourrait être plus dommageable compte tenu de l'alcalinité faible de l'eau desservie sur les réseaux. Néanmoins, l'absence de branchements de service en plomb sur le territoire desservi limite le risque d'augmenter les dépassements de norme. Le cuivre dans l'eau du robinet ne représente pas un enjeu réglementaire pour les réseaux desservis par les six usines.
La loi sur la santé publique, le Programme national de santé publique 2015-2025 ainsi que l'avis intérimaire sur la fluoration de l'eau produite par la Direction régionale de santé publique de Montréal recommandent la fluoration de l'eau potable.
ARGUMENTS DÉFAVORABLES AU SCÉNARIO D'AJOUT
La pratique de la fluoration n'est pas essentielle pour remplir la mission du Service de l'eau.
Ajout du procédé aux quatre usines nécessiterait la construction de bâtiments indépendants, l'espace n'étant pas disponible actuellement.
Ajout d'un procédé impliquant des risques de SST pour les opératrices et opérateurs, nécessitant la prise de mesures de sécurité spécifiques à la manipulation et à l'entreposage du produit et leur formation. Il ne serait pas requis d'engager du nouveau personnel pour entretenir et opérer les nouveaux équipements. Cependant, le temps dédié au procédé de fluoration par le personnel existant impliquerait la réduction de l'entretien associé aux autres procédés nécessaires à la production de l'eau potable.
Augmentation significative du transport d'acide fluorosilicique (acide fort et très corrosif) en milieu densément urbanisé. En contradiction avec la philosophie du Service de l'eau de diminuer les risques associés à l'exploitation de ses usines de production d'eau potable. Entre 50 à 103 livraisons par camion par année (au débit moyen et à la capacité nominale des usines respectivement) sont estimées.
Problèmes d'approvisionnement observés à l'usine Dorval pour quantité de fluorure relativement peu élevée. La transposition de tels problèmes à l'échelle des quatre autres usines pourrait devenir problématique.
L'augmentation de l'agressivité de l'eau sur les réseaux desservis par les quatre usines pourrait accélérer la dégradation des actifs d'aqueduc, et accentuer l'occurrence d'épisodes d'eaux rouges (causés par le relargage de fer) sur le réseau.

Ajout du procédé aux quatre usines requiert des investissements estimés à 17,9 M$ (après subvention), des investissements de mise à niveau de 1,16 M$ pour la réfection des équipements de fluoration à Pointe-Claire et Dorval et des coûts d'opération annuels de 330 000 $ (après subvention). À noter que même s'il est prévu de fermer les usines Lachine et Dorval à l'horizon 2030-2031, ces usines sont quand même considérées dans l'analyse afin d'obtenir une vision globale de la situation.
Horizon de mise en service du procédé pourrait s'étendre sur près de 12-13 ans pour l'ensemble du territoire (2035-2036). Une série de travaux d'amélioration et de mises à niveau sont prévus à court terme dans toutes les usines. L'horizon de mise en service du procédé de fluoration serait de 4 à 5 ans au plus tôt à l'usine Lachine, en revanche, ces travaux pourraient ne pas se réaliser si l'horizon de fermeture de cette usine (2030-2031) est maintenu. Il faudrait attendre 2031-2032 pour les usines Pierrefonds et Charles-J.-Des Baillets et 2035-2036 pour l'usine Atwater. Cependant, parce que les usines Atwater et Des Baillets desservent le même réseau de distribution par un mélange de l'eau des deux usines, la mise en service du procédé devrait se faire au même moment, c'est-à-dire dans un horizon de 12-13 ans pour le plus grand réseau de l'agglomération (desservant plus de 1,7 M de personne). L'usine Charles-J.-Des Baillets ne pourrait surdoser pour compenser l'absence du procédé à Atwater, car certains secteurs du réseau sont alimentés seulement par cette usine (ex. secteur desservi par réservoir Châteaufort).
Réalisation requise à court-terme de travaux, estimés à plus de 472 M$ pour l'amélioration et la mise à niveau des six usines de l'agglomération.
Moins de la moitié des besoins annuels en investissements requis pour rencontrer la mission du Service sont financés. Pour l'ensemble des besoins d'investissements du Service de l'eau, un écart annuel d'un peu plus de 800 M$ est observé entre les investissements réels (2022) et la moyenne annuelle des besoins estimée pour la période 2023-2032.

Finalement, considérant les autres aspects de l'analyse qui se situent hors des paramètres opérationnels ou du champ d'expertise direct du Service de l'eau, nous remarquons :

- que le scénario d'arrêt de la fluoration à Dorval et Pointe-Claire mènerait à une légère réduction de la quantité de fluorure rejetée au fleuve, la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ne permettant pas l'enlèvement du fluorure (qui provient de la fluoration de l'eau mais d'autres sources également). La fluoration de l'eau potable aurait contribué au rejet de près de 15 tonnes de fluorure au fleuve en 2021 sur un total de 248 tonnes.
- que le scénario d'ajout mènerait à une augmentation de la concentration de fluorure à l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (passerait d'une moyenne de 0,30 mg/L à 0,86 mg/L). Cette concentration serait inférieure au critère de qualité de l'eau de surface le plus sévère établi par le MELCCFP pour cette substance, soit le critère de qualité pour la protection de la vie aquatique fixé à 2,0-2,3 mg/L pour les effets chroniques. Cette concentration s'avère supérieure au seuil de 0,5 mg/L proposé par le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux

de l'Union européenne mais atteindrait 0,31 mg/L à 300 m du point de rejet. La très sévère recommandation provisoire du CCME (2002) fixée à 0,12 mg/L, qui correspond pratiquement à la concentration de fond retrouvée dans le fleuve Saint-Laurent, ne serait pas respectée, comme c'est d'ailleurs la situation actuellement. L'ajout de la fluoration aux quatre usines ajouterait 311 tonnes/an de fluorure aux eaux usées de Montréal, pour un total de 326 tonnes/an attribuable à cette pratique aux six usines. Avec les autres sources, c'est 559 tonnes de fluorure par an qui sortiraient au point de rejet de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte versus 248 tonnes mesurées en 2021, ce qui représente une augmentation de 125 %.

- qu'il y aurait une réduction des GES associés à l'arrêt de l'approvisionnement en produits de fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire mais une augmentation de ces derniers dans le scénario d'ajout, en contradiction aux orientations de Montréal 2030. Une quantification des GES n'a pas été réalisée.
- qu'une faible quantité de l'eau distribuée est effectivement consommée pour le breuvage et l'alimentation. En 2021, pour une production d'eau potable par personne par jour à l'échelle de l'agglomération de Montréal de 719 litres, il est estimé que moins de 0,5 % de l'eau distribuée est directement utilisée pour la consommation. En revanche, même si la fraction d'eau consommée est minuscule par rapport à l'eau produite, l'eau serait consommée par au moins 70 % des enfants (selon des données canadiennes de 2004) et représenterait entre 23 à 42 % de leur apport quotidien en boisson.
- que l'utilisation de dispositifs de filtration de l'eau du robinet par une certaine partie de la population pourrait réduire l'exposition au fluorure. Selon les recommandations de la DRSP, le Service de l'eau a lui-même mis en place un programme de distribution de pichets filtrants aux citoyennes et citoyens résidant dans des immeubles alimentés par des branchements de service en plomb confirmés ou suspectés. Ce programme ciblerait quelque 112 800 personnes dont 6 % des enfants de 0-14 ans visés par l'ajout de la fluoration. Le dispositif distribué depuis le début du programme permet l'enlèvement complet du fluorure (ce qui n'est pas le cas de tous les pichets filtrants).
- que depuis 2022, seul 1 % de la population du Québec boit de l'eau fluorée. Les usines de Dorval, Pointe-Claire et Saint-Georges-de-Beauce sont les seules usines où le procédé de fluoration est encore en fonction.
- qu'au Canada, environ 38,8 % de la population recevait de l'eau fluorée traitée en 2022, une valeur qui atteignait 42,6 % en 2007. L'usage de plébiscites est courant dans les municipalités canadiennes pour la prise de décision.
- que les usines Dorval et Pointe-Claire alimentent en eau fluorée une population d'un peu plus de 100 000 personnes résidant dans les villes de Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire, Beaconsfield, Kirkland, Baie-D'Urfé et une petite portion de Dollard-des-Ormeaux. Dans l'optique d'un scénario d'arrêt de la fluoration, ces résidents devront être informés.
- que la population de l'agglomération de Montréal consommant une eau fluorée passerait d'un peu plus de 100 000 à plus de 2 millions de personnes si la fluoration de l'eau potable était appliquée aux six usines de production. Cela correspondrait à 22% de la population québécoise.
- qu'au Québec, le directeur national de santé publique est « pour » la fluoration de l'eau potable (comme plusieurs organismes de référence en santé dans le monde). À la suite de certaines études

contemporaines soulevant des questionnements quant à un effet négatif potentiel de la fluoration de l'eau sur la santé, une revue actualisée des connaissances scientifiques sur l'ensemble des effets possibles sur la santé buccodentaire et systémique a été publiée par l'Institut National de Santé Publique du Québec en novembre 2022. Dans l'ensemble, l'INSPQ a abouti au même constat que l'Agence des Médicaments et des Technologies de la Santé au Canada dans sa revue publiée en 2019 soit que la fluoration de l'eau à des concentrations sous 0,9 mg/L, a des effets positifs sur la prévention de la carie. Cependant, les données disponibles ne permettant pas de faire un lien entre la fluoration et les effets potentiels sur la santé systémique, la poursuite de la veille scientifique est nécessaire à ce sujet.

- qu'une controverse existe actuellement aux États-Unis concernant la publication d'un rapport du National Toxicology Program du U.S. Department of Health and Human Services sur les effets de l'exposition au fluorure sur la santé neuro-développementale et cognitive chez les humains.
- que la fluoration de l'eau est souvent avancée comme ayant un impact plus significatif chez les populations défavorisées et qui contribue à réduire les inégalités de santé. Pourtant, les villes liées desservies par les usines Dorval et Pointe-Claire sont parmi celles ayant les plus basses fractions de population avec faible revenu.

Un résumé des coûts associés à chacun des scénarios est fourni au Tableau 25.

Tableau 25 - Coûts de la situation actuelle et des scénarios étudiés.

Montants	Situation actuelle	Scénario d'arrêt	Scénario d'ajout
Construction			21 740 000$
Subvention*			3 840 000$
Construction net (PDI)			**17 900 000$**
Réfection			1 160 000$
Subvention*			0$
Réfection net (PDI)			**1 160 000$**
Mise à l'arrêt		**125 000$ + 25% $ fluor depuis 2008?**	
Total Investissements	**--**	**125 000$ + 25% $ fluor depuis 2008? À valider avec MSSS**	**19 060 000$**
Exploitation / an	230 000$		3 840 000$
Subvention*	130 000$		3 510 000$
Exploitation / an net (BF)	**100 000$**		**330 000$**
Total Exploitation	**100 000$ / an**	**(-100 000$) + (-25 000$) / an**	**330 000$**

*Montants des subventions à valider

14. RECOMMANDATION

La recommandation offerte dans le présent rapport est basée sur des considérations techniques, opérationnelles et économiques, issue du point de vue d'un propriétaire d'actifs et d'exploitant, soit le Service de l'eau. Au-delà de ces aspects, toute analyse en lien avec la fluoration se doit d'inclure les considérations associées à la santé, à l'environnement et à l'acceptabilité sociale, qui sont toutefois hors du champ d'expertise du Service. La consultation d'experts dans ces domaines est suggérée pour obtenir un portrait global de la situation.

Concernant le scénario d'ajout de la fluoration aux usines Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Lachine et Pierrefonds tout en maintenant la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire de telle sorte que l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal reçoive de l'eau fluorée :

Considérant que la gestion de l'eau est en premier lieu régie par le cadre légal et réglementaire;

Considérant que la fluoration de l'eau potable n'est pas encadrée par le Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) et que la Loi sur la santé publique (S-2.2) recommande mais n'exige pas la fluoration de l'eau potable;

Considérant que l'ensemble des actions du Service sont guidées par le respect des différentes réglementations relatives à l'eau potable et aux eaux usées;

Considérant qu'il est nécessaire d'investir en moyenne 1,3 G$ par année pour les dix prochaines années pour assurer le maintien des actifs, rattraper le déficit de maintien de ces actifs, améliorer le service et mettre aux normes et construire de nouvelles infrastructures;

Considérant que les besoins en investissement actuellement financés par année n'atteignent que près de 40 % des besoins réels;

Considérant que la mise en service du procédé de fluoration aux usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets, qui desservent plus de 1,7 M de personnes, ne pourrait être réalisée que dans l'horizon 2035-2036 étant donné la réalisation d'autres travaux prioritaires et la capacité de l'exploitant à opérer une usine en présence de travaux;

Considérant qu'à terme, la fluoration aux six usines représenterait des coûts d'opération de l'ordre de 330 000 $/année (après subvention) et que le budget de fonctionnement du Service de l'eau est soumis à d'importantes restrictions, notamment en lien avec l'augmentation du coût des autres produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau potable;

Considérant que l'ajout d'un procédé de fluoration engendre des considérations supplémentaires relatives à la SST des opératrices et opérateurs;

Considérant que des problèmes d'approvisionnement sont actuellement observés à l'échelle de l'usine Dorval;

Nous recommandons, sur une base exclusivement technique, opérationnelle et économique de ne pas envisager l'ajout du procédé de fluoration aux quatre usines de production d'eau potable qui n'en possèdent pas.

Concernant le scénario d'arrêt de la fluoration aux usines Dorval et Pointe-Claire :

Considérant que des investissements de 1,16 M$ devront être planifiés pour la réfection à venir des équipements de fluoration;

Considérant que la fluoration aux deux usines engendre des coûts d'opération de l'ordre de 100 000 $/année (après subvention) et que le budget de fonctionnement du Service de l'eau potable est soumis à d'importantes restrictions, notamment en lien avec l'augmentation du coût des autres produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau potable;

Considérant que des investissements de plus de 108 M$ sont déjà prévus au plan décennal d'investissement du Service de l'eau pour ces deux usines pour l'amélioration de service et la mise à niveau;

Considérant que le procédé de fluoration est source de risques SST pour les opératrices et opérateurs de l'usine;

Considérant que l'arrêt de la fluoration ne serait pas associé à des effets secondaires néfastes du point de vue de la qualité physico-chimique de l'eau distribuée (plomb, cuivre);

Considérant que la fluoration de l'eau potable n'est pas encadrée par le Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r.40) et que la Loi sur la santé publique (S-2.2) recommande mais n'exige pas la fluoration de l'eau potable.

Nous recommandons, sur une base exclusivement technique, opérationnelle et économique d'envisager l'arrêt du procédé aux usines Dorval et Pointe-Claire et de contacter le MSSS, responsable du programme de fluoration au Québec, afin de discuter des pénalités monétaires engendrées par l'arrêt du procédé à l'usine Pointe-Claire, le délai de 20 ans de la signature de l'entente arrivant à terme en 2028, selon les informations disponibles.

Au-delà de ces aspects, toute décision prise en lien avec la fluoration de l'eau se doit d'inclure les considérations associées à la santé, à l'environnement et à l'acceptabilité sociale. Ce rapport d'analyse fait la démonstration, au moyen de données probantes, qu'une solution à large déploiement et au moindre coût à un problème de santé publique ne peut reposer sur des infrastructures d'eau. Les impératifs techniques, opérationnels et économiques sont significatifs et tout investissement sur ces infrastructures doit viser prioritairement la protection de l'approvisionnement et la qualité de l'eau.

RÉFÉRENCES

ACMTS, 2019. Community water fluoridation programs: A health technology assessment—Review of dental caries and other health outcomes. Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé. 478 p.

Agence de la santé publique du Canada, 2022. L'état de la fluoration de l'eau potable au Canada - Rapport de 2022. 23 p.

ANSI/AWWA, 2018. Sodium Fluorosilicate, ANSI/AWWA B-702 Standard. 28 p.

AQTE, 1970. Fluoration des eaux de consommation. Rapport final d'un comité ad hoc de l'Association québécoise des techniques de l'eau. 24 p.

Assemblée nationale du Québec, 2013. Commission de la santé et des services sociaux - Étude de la pétition portant sur la fluoration de l'eau potable. https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/csss/mandats/Mandat-22599/index.html

AWWA, 2016. Manual of Water Supply Practices M4 - Water Fluoridation Principles & Practices. Sixth Edition. 145 p.

Béron, P. et Gehr, R. 1994. Étude sur la teneur en fluorure des eaux de Montréal - Effets des variations saisonnières. Rapport final à la Ville de Montréal. 84 p.

Camargo, J.A. 2024. A comparative analysis of water quality guidelines for fluoride in Canada and Spain. Limnetica, 43:2.

Cartier, C. 2012, Identification et traitements des principales sources de plomb en eau potable. Thèse de doctorat, Polytechnique Montréal. 273 p.

Casavant, G. 1986. Étude de faisabilité pour la fluoration de l'eau potable à Montréal. Ville de Montréal, Service des travaux publics. Rapport interne. 16 p.

Casavant, G. 2002. Étude sur l'implantation de la fluoration de l'eau - Usines Atwater et Charles-J. Des Baillets. Ville de Montréal, Service de l'Environnement, de la Voirie et des Réseaux, Direction des usines de production de l'eau potable. Rapport interne. 169 p.

CCME, 2002. Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux : protection de la vie aquatique. Fluorures inorganiques. 5p.

Chevrette, F. 1969. La fluoration de l'eau à Montréal et les libertés civiles. Le Journal dentaire du Québec, novembre 1969. 25-30.

Couillard, P. 2006. Déploiement de la fluoration de l'eau potable à l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. Lettre transmise au Maire Gérald Tremblay. Document interne. 2 p.

Doré, E. 2018. Impacts of building sampling protocol, service line characteristics, and supply water quality on dissolved and particulate lead and copper in drinking water. Thèse de doctorat, Polytechnique Montréal. 260 p.

Duane, B., Lyne, A., Parle, R. et Ashley, P. 2022. The environmental impact of community caries prevention - part 3: water fluoridation. British Dental Journal, 233:4. 303-307.

ECCC, 1996. Rapport-synthèse sur l'état du Saint-Laurent. Volume 1 - L'écosystème du Saint-Laurent. 736 p.

EnBauce.com, 2019. La pénalité trop importante pour cesser la fluoration à St-Georges. https://www.enbeauce.com/actualites/municipal/366300/la-penalite-trop-importante-pour-cesser-la-fluoration-a-st-georges

Garriguet, D. 2008. Consommation de boissons par les enfants et les adolescents - Santé en bref. Statistique Canada, n° 82-003-XPF au catalogue, Rapports sur la santé, vol. 19, n°4, décembre 2008.

Gehr, R. et Leduc, R. 1992. Assessing effluent fluoride concentrations following physicochemical wastewater treatment. Can. J. Civ. Eng., 19. 649-659.

INSPQ, 2007. Fluoration de l'eau : Analyse des bénéfices et des risques pour la santé - Avis scientifique. 56 p.

INSPQ, 2011. Avis sur un projet de fluoration de l'eau potable - Comité d'éthique de santé publique. 22 p.

INSPQ, 2013. La fluoration de l'eau potable : révision des plus récentes données scientifiques. Mémoire déposé à la Commission de la santé et des services sociaux dans le cadre de la consultation particulière sur l'étude de la pétition portant sur la fluoration de l'eau potable. 51 p.

INSPQ, 2021. Méthodologie d'élaboration de valeurs guides sanitaires chroniques pour les contaminants chimiques de l'eau potable. 45 p.

INSPQ, 2022. Effets buccodentaires et systémiques de l'eau potable fluorée à 0,7 ppm - Synthèse des connaissances. 143 p.

ISQ, 2023. Enquête québécoise sur la santé de la population 2020-2021. 328 p.

Kaur, R., Saxena, A. et Batra, M. 2017. A Review Study on Fluoride Toxicity in Water and Fishes: Current Status, Toxicology and Remedial Measures. Int. J. of Environment, Agriculture and Biotechnology. 2:1. 456-466.

MAMH, 2023. Décret de population. https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

McLaren, L., Patterson, S., Thawer, S., Faris, P., McNeil, D., Potestio, M. et Shwart, L. 2016. Measuring the short-term impact of fluoridation cessation on dental caries in Grade 2 children using tooth surface indices. Community Dent Oral Epidemiol., 44. 274-282.

McLaren, L. et Singhal, S. 2016. Does cessation of community water fluoridation lead to an increase in tooth decay? A systematic review of published studies. J. Epidemiol Community Health, 70. 943-940.

McLaren, L., Patterson, S.K., Faris, P., Chen, G., Thawer, S., Figueiredo, R., Weijs, C., McNeil, D., Waye, A. et Potestio, M. 2021. Fluoridation cessation and children's dental caries: A 7-year follow-up evaluation of Grade 2 schoolchildren in Calgary and Edmonton, Canada. Community Dent Oral Epidemiol., 00. 1-13.

MELCCFP, 2023. Critères de qualité de l'eau de surface - Fluorures. https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/criteres_eau/details.asp?code=S0259

Millette, R. 2006. La fluoration de l'eau à Montréal. Ville de Montréal, Note technique préliminaire, document interne. 9 p.

MSSS, 2006. Plan d'action de santé dentaire publique 2005-2012. 58 p.

MSSS, 2008. Programme national de santé publique 2003-2012 - Mise à jour 2008. 101 p.

MSSS, 2012. Fluoration de l'eau potable - Position du directeur national de santé publique. 12 p.

MSSS, 2015. Programme national de santé publique 2015-2025. 88 p.

MSSS, 2019. Plan d'action pour réduire la consommation de boissons sucrées et promouvoir l'eau. 26 p.

MSSS, 2023. Programme québécois de fluoration de l'eau potable. https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/sante-dentaire/activites-et-services-sante-dentaire/programme-quebecois-de-fluoration-de-l-eau-potable/

Nour, S. et Prévost, M. 2009. Impacts secondaires des hypochlorites, de la fluoration et de l'ozonation sur les eaux filtrées des usines de Montréal. Rapport de la Chaire Industrielle CRSNG en eau potable, Polytechnique Montréal. 24 p.

NTP, 2022. DRAFT NTP Monograph on the State of the Science Concerning Fluoride Exposure and Neurodevelopmental and Cognitive Health Effects: A Systematic Review. U.S.Department of Health and Human Services. 1 573 p.

Ontario, 1990. Fluoridation Act, R.S.O. 1990, c. F.22. https://www.ontario.ca/laws/statute/90f22

Ottawa Citizen, 2017. Victim identified, 401 reopens as investigation into crash continues. https://ottawacitizen.com/news/local-news/mass-casualty-response-after-chemical-spill-pile-up-closes-highway-401

Québec, 2020. Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration. Programme québécois de fluoration de l'eau potable. 5 p.

Réseau Environnement, 2012. Mémoire sur la fluoration de l'eau potable. Mémoire présenté à la Commission de la santé et des services sociaux. 25 p.

Santé Canada, 1987. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada. Document technique - Le fer. 5 p.

Santé Canada, 2010. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada. Document technique - Fluorure. 115 p.

Santé Canada, 2019. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada. Document technique - Le plomb. 127 p.

Santé Canada, 2023. Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada : Fer. Document technique pour consultation publique. 89 p.

Sandvig, A., Kwan, P., Kirmeyer, G., Maynard, B., Mast, D., Rhodes Trussel, R., Trussel, S., Cantor, A., et Prescott, A. 2008. Contribution of Service Line and Plumbing Fixtures to Lead and Copper Rule Compliance Issues. Awwa Research Foundation Report. 523 p.

Singh, N. et Tripathi, M. 2015. Fluoride toxicity in freshwater fishes and aquaculture: A review. Ind. J. L. Sci., 4:2. 115-124.

SCHER, 2011. Critical review of any new evidence on the hazard profile, health effects, and human exposure to fluoride and the fluoridating agents of drinking water. 59 p.

Schock, M.R. 2004. Can Fluoridation Affect Water Pb(II) Levels. New England Water Works Association Annual Conference.

Statistique Canada, 2019. Utilisation de l'eau potable au Canada - Infographie 1. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190611/g-b001-fra.htm

Statistique Canada, 2023a. Traitement de la principale source d'eau du logement par les ménages, Canada, les provinces et les régions métropolitaines de recensement (RMR). https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3810027701&pickMembers%5B0%5D=1.1&cubeTimeFrame.startYear=2013&cubeTimeFrame.endYear=2021&referencePeriods=20130101%2C20210101

Statistique Canada, 2023b. L'Enquête sur les ménages et l'environnement, le principal type d'eau potable consommée. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3810027501&pickMembers%5B0%5D=1.1&cubeTimeFrame.startYear=2013&cubeTimeFrame.endYear=2021&referencePeriods=20130101%2C20210101

Santé Canada, 2024. Expert Panel Meeting on the Health Effects of Fluoride in Drinking Water: Summary report. June 8-9, 2023. 12 p.

Tremblay, G. 2006. Programme de fluoration de l'eau potable de Montréal. Lettre transmise au Ministre Philippe Couillard. Ville de Montréal, document interne. 2 p.

Urbansky, E.T. et Schock, M.R. 2000. Can Fluoridation Affect Water Lead Levels and Lead Neurotoxicity? AWWA Annual Conference Proceedings, Denver, CO. June 11-15, 2000.

USEPA, 2010. Fluoride: Exposure and Relative Source Contribution Analysis. 820-R-10-015. Health and Ecological Criteria Division, Office of Water. Washington, DC. 210 p.

Vezeau, M. et Casavant, G. 1987. Rapport sur la fluoration de l'eau à Montréal. Ville de Montréal, Division ingénierie. Rapport interne. 169 p.

Ville de Montréal, 1988. Projet de fluoration de l'eau de consommation de la Ville de Montréal - Rapport du Comité exécutif au Conseil de Ville de Montréal à la suite du rapport de la Commission du développement communautaire déposé le 20 juin 1988. 5 p.

Ville de Montréal, 1989. Montréal reporte sa décision sur la fluoration de l'eau potable. Communiqué, Ville de Montréal, Cabinet du Comité exécutif. 3 p.

Ville de Montréal, 2021. Montréal 2030 - Plan stratégique. 39 p.

Ville de Montréal, 2022a. Bilan de l'usage de l'eau potable 2021. 27 p.

Ville de Montréal, 2022b. L'engagement de Montréal - Les villes unies et en action pour la biodiversité. 2 p.

Ville de Montréal, 2023. Consultation sur l'avenir de l'eau de Montréal. https://www.realisonsmtl.ca/avenirmtleau

Wallis, P., Gehr, R. et Anderson, P. 1996. Fluorides in Wastewater Discharges: Toxic Challenges to the St.Lawrence River Biological Community. Water. Qual. Res. J. Canada, 31:4. 809-838.

Annexe I : Directives sur le contrôle de la qualité de la fluoration - Programme québécois de fluoration de l'eau potable

Québec

PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE FLUORATION DE L'EAU POSTABLE

DIRECTIVES SUR LE CONTRÔLE DE LA *QUALITÉ* DE LA FLUORATION

Toute municipalité adhérant au *Programme québécois de fluoration de l'eau potable* **munie d'un système de fluoration AVEC ALARME**[1] doit respecter et appliquer les directives suivantes :

1. **CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DU PRODUIT DE FLUORATION (produit chimique source d'ion fluorure)**

   1.1. Prélever et acheminer au Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ) un échantillon de chaque nouveau lot de livraison du produit de fluoration.

   Précisions supplémentaires :

   Le LSPQ procède à l'analyse de l'échantillon reçu et transmet à la municipalité un rapport de conformité aux normes de qualité du produit de fluoration analysé. Selon les résultats obtenus, le LSPQ peut demander à la municipalité de ne pas utiliser ou d'arrêter l'utilisation du produit.

2. **CONTRÔLE DU DOSAGE EFFECTIF À L'USINE (distributeur de fluorure)**

   2.1. Effectuer, chaque jour et toujours à la même heure, un relevé sur le compteur d'eau servant à contrôler l'appareil de fluoration et donnant le débit d'eau fluorée.

      2.1.1. Calculer, à partir des relevés quotidiens du compteur d'eau, la quantité d'eau qui a été fluorée durant chaque période de 24 heures écoulées.

      Précisions supplémentaires :

      Cette quantité qui correspond au débit d'eau fluorée par période de 24 heures doit être inscrite à la colonne 1 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

      Les petites municipalités n'ayant pas de personnel opérationnel requis à l'usine sont exemptées de cette mesure les fins de semaine ou les jours fériés, mais doivent prévoir des disponibilités d'intervention sur signal d'alarme.

   2.2. Déterminer, chaque jour, le poids de fluorure utilisé durant la dernière période de 24 heures.

   Précisions supplémentaires :

   La lecture requise pour cette détermination doit toujours être prise à la même heure et surtout en même temps que la lecture du débit d'eau fluorée. Cette quantité de fluorure utilisée doit être inscrite à la colonne 2 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

[1] Ces directives s'appliquent aux municipalités dotées d'un système de fluoration avec alarme permettant une lecture et un enregistrement en continu de la concentration d'ion fluorure dans l'eau traitée.

Les petites municipalités n'ayant pas de personnel opérationnel requis à l'usine sont exemptées de cette mesure les fins de semaine ou les jours fériés. Les relevés pour le calcul du dosage effectif doivent couvrir toute la période en question.

2.3. Calculer, avec le volume d'eau fluorée et le poids de fluorure utilisé chaque jour (période de 24 heures), la concentration moyenne de fluorure ajoutée dans l'eau pour ladite période à l'aide de l'une des formules apparaissant sur la version électronique du formulaire « Contrôle de la fluoration » ou au verso de la copie papier.

Précisions supplémentaires :

Le choix de la formule est fait en fonction des unités de mesure utilisées. Ce calcul doit être fait chaque jour sans exception et le résultat doit être inscrit dans la colonne 3 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

Cependant, les petites municipalités n'ayant pas de personnel opérationnel requis à l'usine sont exemptées de ce calcul les fins de semaine ou les jours fériés, mais doivent prévoir des disponibilités d'intervention sur signal d'alarme. Les relevés pour le calcul du dosage effectif doivent couvrir toute la période en question.

3. CONTRÔLE ANALYTIQUE À L'USINE

3.1. Prélever, au minimum, un échantillon par jour à l'usine de traitement d'eau ou à la sortie de la station de pompage pour en déterminer la teneur en ion fluorure.

Précisions supplémentaires :

Le résultat de l'analyse du ou des échantillons prélevé(s) doit être conservé dans un registre et la moyenne quotidienne des résultats obtenus doit être inscrite dans la colonne 5 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

La distance entre le point d'injection du fluorure et l'endroit de prélèvement à l'usine de traitement d'eau ou à la sortie de la station de pompage doit être assez grande afin que l'homogénéité du mélange soit réalisée. Si l'injection du fluorure se fait dans une conduite sous pression, l'échantillon devra alors être prélevé à une distance d'au moins 50 mètres du point d'injection de la solution de fluorure.

3.2. Prélever, chaque semaine, des échantillons sur le réseau de distribution pour en déterminer la teneur en ion de fluorure.

Précisions supplémentaires :

Le nombre d'échantillons à prélever varie selon la population desservie par le réseau de distribution (voir annexe 1). Il est recommandé de bien répartir et de changer régulièrement les points de prélèvement sur l'ensemble du territoire afin d'assurer des résultats représentatifs de tout le réseau de distribution.

Les résultats de l'analyse des échantillons prélevés doivent être inscrits dans les colonnes 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

3.3. Réaliser l'analyse des échantillons prélevés le plus rapidement possible afin de signaler au responsable de l'usine de fluoration toute variation marquée de la teneur en fluorure afin de respecter la dose optimale de 0,7 mg/L.

3.4. Établir, au besoin, la teneur naturelle en ion fluorure sur échantillon d'eau brute.

Précisions supplémentaires :

L'échantillon d'eau brute (non fluorée artificiellement) doit être prélevé le plus près possible en amont du point d'application du fluorure. Le résultat de cette détermination est inscrit dans la colonne 4 du formulaire « Contrôle de la fluoration ».

3.5. Transmettre, au plus tard le 15e jour du mois suivant, une copie papier ou électronique du formulaire « Contrôle de la fluoration » dûment remplie au LSPQ.

4. CONTRÔLE ANLYTIQUE EXTERNE (réalisé par le LSPQ)

4.1. Expédier deux fois par mois (1re et 3e semaine complète du mois courant) au LSPQ des échantillons d'eau prélevés sur réseau de distribution aux fins d'analyse externe.

Précisions supplémentaires :

Le nombre d'échantillons à prélever et à acheminer au LSPQ varie selon la population desservie par le réseau de distribution (voir annexe 1).

Les résultats d'analyse de ces échantillons sont acheminés à la municipalité par le LSPQ. Une compilation mensuelle de ces données permet une surveillance de l'état de la fluoration des eaux de consommation pour chaque usine de fluoration. Une copie de cette compilation fait partie du rapport mensuel que le LSPQ transmet au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

5. CONTRÔLE DE QUALITÉ DES ANALYSES PRODUITES PAR LA MUNICIPALITÉ

5.1. Déterminer la teneur en ion fluorure des trois échantillons d'eau fluorée (à concentration prédéterminée) transmis par le LSPQ.

5.2. Retourner, dans les sept jours suivant la réception des échantillons, les résultats des analyses au LSPQ.

Précisions additionnelles :

Chaque mois, le LSPQ expédie trois échantillons d'eau fluorée (à concentration prédéterminée) à chaque usine effectuant des analyses quotidiennes de la teneur en fluorure dans le cadre du Programme québécois de fluoration de l'eau potable.

La compilation mensuelle des résultats obtenus permet au MSSS, par l'entremise du LSPQ, de prendre les actions nécessaires pour aider les municipalités qui éprouveraient des difficultés avec leur méthode d'analyse. Un écart maximal de 0,1 mg/L est toléré entre le résultat obtenu et celui attendu.

6. RAPPORT MENSUEL DE LA SURVEILLANCE DE LA FLUORATION

Mensuellement, le LSPQ produit un rapport à partir des données suivantes :

- Résultats des analyses de contrôle effectuées par la municipalité sur les échantillons prélevés à l'usine et sur le réseau de distribution.
- Résultats des analyses de contrôle effectuées par le LSPQ sur les échantillons transmis et prélevés sur le réseau de distribution par la municipalité.
- Résultats des analyses effectuées par les municipalités sur des échantillons d'eau fluorée à concentration prédéterminée transmis par le LSPQ.

Une copie du rapport mensuel regroupant l'ensemble des municipalités est acheminée au responsable de la fluoration au MSSS.

Chaque municipalité ainsi que le directeur régional de santé publique concerné, reçoit une copie des données du rapport mensuel se rapportant à sa municipalité ou à sa région.

Document produit par :

France Corbeil
Adjointe aux directeurs et chef d'unité Qualité
Institut national de santé publique du Québec
Laboratoire de santé publique du Québec
Téléphone : 514 457-2070, poste : 2220
Courriel : France.corbeil@inspq.qc.ca

Stéphanie Morneau
Dentiste-conseil
Responsable national de santé dentaire publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Direction générale de la santé publique
Téléphone : 418 266-6795
Courriel : Stephanie.morneau@msss.gouv.qc.ca

Personne à contacter pour plus d'information sur les modalités d'application des directives de contrôle de la qualité :

Marcello Manocchio
Responsable du secteur Physico-chimie
Institut national de santé publique du Québec
Laboratoire de santé publique du Québec
Téléphone : (514) 457-2070, poste : 2230
Courriel : Marcello.manocchio@inspq.qc.ca

Mise à jour : 21 juillet 2020

ANNEXE 1 : NOMBRE MINIMAL D'ECHANTILLONS REQUIS

NOMBRE D'ÉCHANTILLONS BIMENSUELS À PRÉLEVER EN FONCTION DE LA POPULATION DESSERVIE

Population desservie par le réseau de distribution (personnes)	Nombre minimal d'échantillons à prélever
1 – 10 000	2
10 001 à 100 000	4
100 001 et plus	8 + 1 par tranche de 100 000 personnes excédant 100 001

Note : La municipalité doit aviser le Laboratoire de santé publique du Québec de toute modification quant à sa population desservie par de l'eau fluorée pour chacun de ses systèmes.

Annexe II : Valeurs des critères de qualité de l'eau de surface au Québec pour les fluorures en fonction de la dureté de l'eau (MELCCFP, 2023)

VAFe : Valeur aiguë finale à l'effluent
CVAA : Critère de qualité pour la protection de la vie aquatique (toxicité aiguë)
CVAC : Critère de qualité pour la protection de la vie aquatique (effet chronique)

* Dureté : mg/L $CaCO_3$
** Les valeurs sont en mg/L.

Dureté *	VAFe**	CVAA**	CVAC**
10	11	5,5	1,5
20	12,4	6,2	1,7
30	13,3	6,7	1,8
40	14	7,0	1,9
50	14,6	7,3	2,0
60	15,1	7,5	2,1
70	15,5	7,7	2,1
80	15,9	7,9	2,2
90	16,2	8,1	2,2
100	16,5	8,2	2,3
110	16,8	8,4	2,3
120	17,0	8,5	2,3
130	17,3	8,6	2,4
140	17,5	8,8	2,4
150	17,7	8,9	2,4
160	17,9	9,0	2,5
170	18,1	9,1	2,5
180	18,3	9,2	2,5
190	18,5	9,2	2,5
200	18,7	9,3	2,5
250	19,4	9,7	2,6
300	20,0	10,0	2,7
400	21,1	10,5	2,9

Annexe III : Impact d'un scénario de fluoration aux six usines de l'agglomération de Montréal sur la quantité de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent - Analyse détaillée

Une évaluation de la charge de fluorure rejetée au fleuve Saint-Laurent (tonne/année) a été déterminée à partir de diverses données cumulées à la Ville de Montréal pour l'année 2021. Cet exercice a permis d'estimer la quantité de fluorure produite par les stations d'eau potable de Dorval et Pointe-Claire lorsque le processus de fluoration était opérationnel. De plus, une autre estimation a pu être complétée en supposant une fluoration à 0,7 mg/L des six usines d'eau potable à Montréal.

Étant donné les concentrations variables de fluorure dans les affluents, les estimations ont été réalisées à partir des charges massiques calculées en tenant compte des différents débits mesurés aux stations d'eau potable et de traitement des eaux usées. Les sources inconnues de fluorure transitant dans le réseau d'égout jusqu'à la station d'épuration (ex. habitudes de vie, usines et manufacturiers, infiltrations, précipitations) ont dû également être considérées dans le calcul des estimations de charges en fluorure émises par les usines d'eau potable. Pour ce faire, un pourcentage de retour d'égout a été estimé pour l'eau potable, puis intégrés dans les calculs. Cette valeur a été déterminée grâce à une certaine relation de proportionnalité entre le débit moyen mesuré de production d'eau potable versus celui de l'affluent observé à la station d'épuration par temps sec (Plan de gestion des débordements, Ville de Montréal, 2021). Le retour à l'égout est estimé à (17,5 m^3/s) / (20,1 m^3/s) x 100 = 87,1 % (Figure A.1). Cette valeur utilisée dans les calculs d'estimation des charges en fluorure rend possible une « normalisation » des résultats en éliminant la contribution des eaux de pluies. De plus, le pourcentage permet de diminuer la portion d'une autre source potentielle provenant des dépôts secs à la surface; ces derniers pourraient relâcher du fluorure par ruissellement qui serait ensuite intercepté par les égouts (Béron et Gehr, 1994).

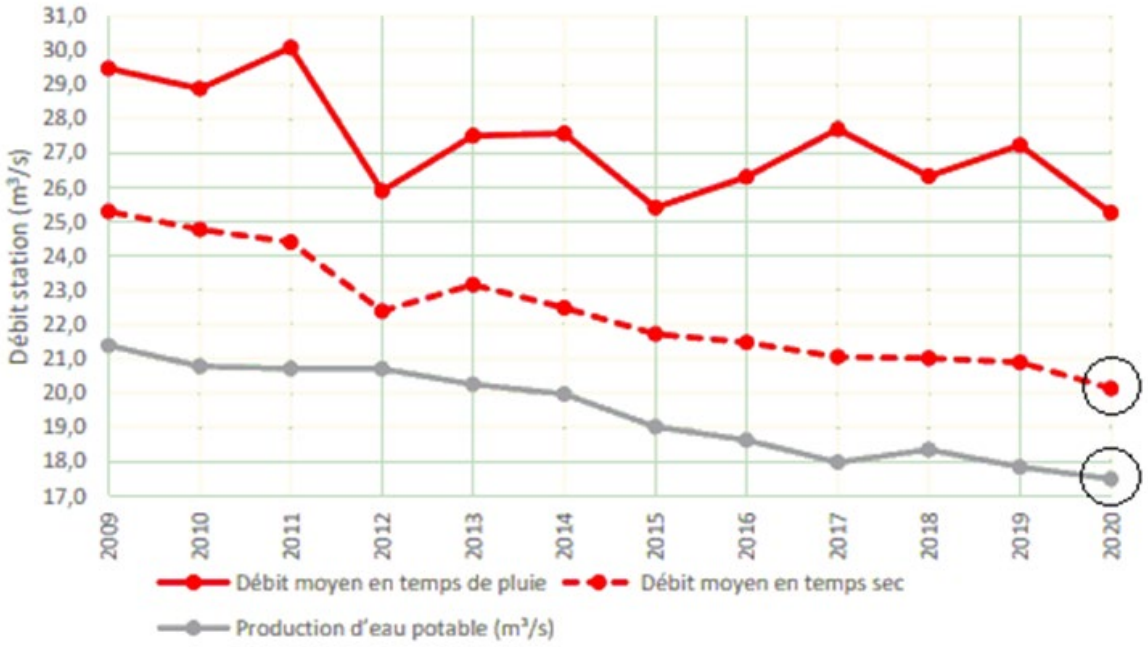


Figure A.1 - Évolution sur 10 ans du débit total de la station d'épuration et du débit par temps sec par rapport à la production d'eau potable. Estimation du pourcentage de retour à l'égout (tiré du Plan de gestion des débordements, Ville de Montréal (2021)).

Entre mai et octobre 2021, les usines d'eau potable de Dorval et Pointe-Claire ont déversé en moyenne 39,9 kg / jour de fluorure, soit une quantité extrapolée de 14,6 tonnes / année. Pour cette même période de l'année (mai-octobre 2021), selon la charge moyenne de fluorure observée à la station d'épuration de 637 kg / jour (extrapolée à 233 tonnes / année), la contribution en fluorure provenant des activités de fluoration a été estimée à 6,3 %. C'est donc dire que 93,7 % du fluorure dans les eaux usées provient d'autres sources que la fluoration de l'eau potable. À titre de comparaison, Béron et Gehr (1994) ont évalué qu'en 1992-1993, la contribution en fluorure provenant de la fluoration de l'eau aux usines Pointe-Claire et Dorval et transitant par la station Jean-R.-Marcotte s'élevait à 3,4 %. Les autres sources incluaient :

- industries et lessivage des superficies par les eaux de ruissellement (51,2 %);
- eaux de surface (13,2 %);
- infiltration (13,8 %);
- habitudes de vie de la population (produits alimentaires, rince-bouche, dentifrice) (14,2 %);
- précipitations (4,2 %).

L'implantation de la fluoration de l'eau potable à une concentration de 0,7 mg/L aux quatre usines qui ne le font pas actuellement ajouterait 311 tonnes/an de fluorure aux eaux usées de Montréal, pour un total de 326 tonnes/an attribuable à cette pratique aux six usines. Avec les autres sources, c'est 559 tonnes de fluorure par an qui sortirait au point de rejet de la station Jean-R.-Marcotte. Par rapport à la situation de 2021 (rejet de 248 tonnes), ceci représente une augmentation de 125 %. En termes de concentration, le fluorure passerait de 0,38 à 0,86 mg/L dans l'effluent de la station.

La concentration de fluorure dans l'effluent serait donc inférieure au critère de qualité d'eau le plus sévère du MELCCFP présenté à la section 6, soit 2,0 mg/L pour la protection de la vie aquatique pour les effets chroniques (MELCCFP 2023). Elle serait cependant supérieure aux autres critères plus sévères proposés par d'autres organisations, également présentés à la section 6. Cela dit, il est pertinent de tenir compte de la dilution rapide lorsque l'effluent de la station se mélange à l'eau du fleuve Saint-Laurent. Tout d'abord, selon les données de suivi de la qualité de l'eau à long terme du Bassin du fleuve Saint-Laurent réalisé par Environnement et Changement climatique Canada, la valeur maximale de fluorure mesurée en 2022 dans l'eau du fleuve à la hauteur des îles de Boucherville (station QU02OA0206), donc en amont du point de rejet de la station, était de 0,107 mg/L (ECCC, 2024). En utilisant cette valeur de même que la concentration anticipée de 0,86 mg/L dans l'effluent et en appliquant les facteurs de dilution connus de l'effluent de la station à différentes distances en aval du point de rejet, on peut calculer la concentration résultante en fluorure à ces endroits (Tableau A.1 et Figure A.2). Selon cette estimation, la concentration à 300 m du point de rejet serait de 0,31 mg/L, ce qui est inférieur au seuil de 0,5 mg/L proposé par le comité scientifique sur la santé et les risques environnementaux de l'Union européenne (SCHER, 2011). La valeur plus sévère de la PNEC (0,29 mg/L) serait, elle, atteinte à environ 419 m (estimation faite par interpolation avec l'équation de régression linéaire [R^2 = 0,99] des facteurs de dilution du Tableau A.1). Finalement, la très sévère recommandation de 0,12 mg/L du CCME (2002) ne serait pas respectée à 2 km du point de rejet, distance au-delà de laquelle nous n'avons pas de valeurs expérimentales de dilution.

Extrapoler linéairement les données du Tableau A.1 au-delà de 2 km semble hasardeux puisque le panache de la station ne s'élargit plus en aval de l'île Sainte-Thérèse. À titre indicatif, en le faisant, on obtiendrait une distance de 7,3 km pour atteindre un facteur de dilution nécessaire (58).

Tableau A.1 - Estimation des concentrations en fluorure dans le panache de dispersion du rejet de la station d'épuration dans le fleuve Saint-Laurent.

Distance (m)	Facteur de dilution	Concentration en fluorure (mg/L)	Augmentation	
			(mg/L)	(%)
-0	-	0,107	0	0
0	1,0	0,86	0,75	704
300	3,7*	0,31	0,20	190
1000	7,5*	0,21	0,10	94
2000	17,0**	0,15	0,04	41

* Facteur de dilution minimal selon l'étude de Fleury (2016)

** Facteur de dilution utilisé par Osterman (1990)

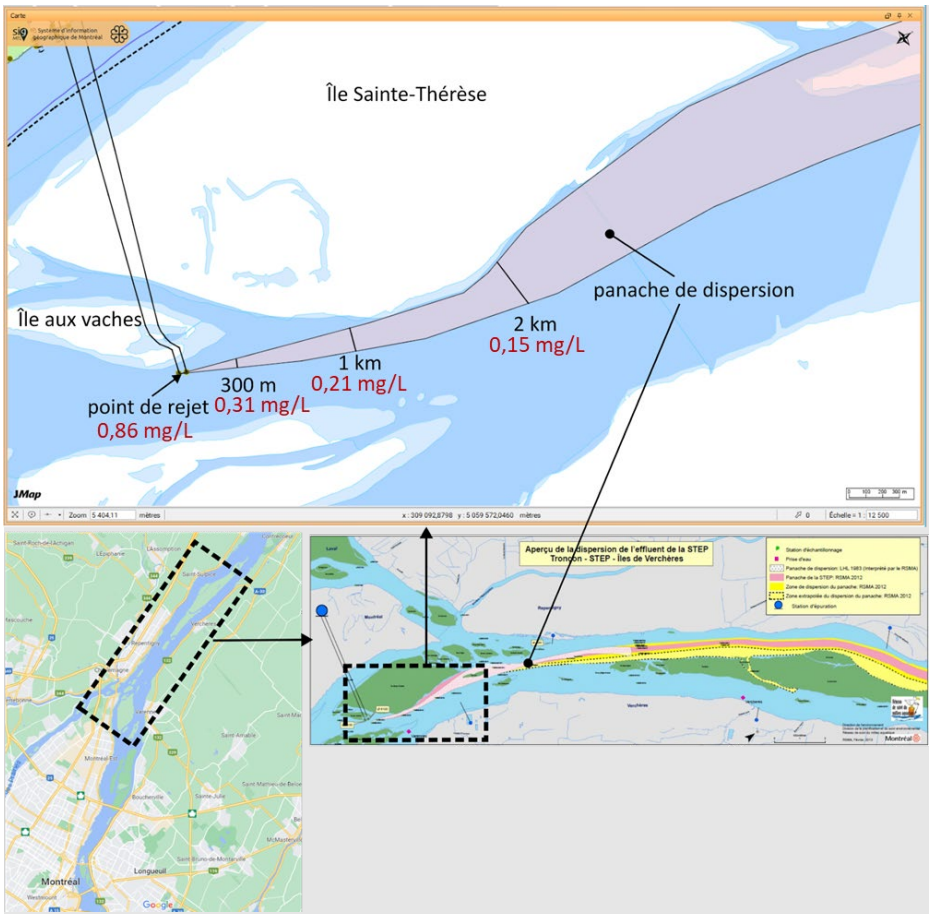


Figure A.2 - Localisation des points à 300 m, 1 km et 2 km en aval du point de rejet de la station J-R. Marcotte et concentrations estimées de fluorure.

Il est aussi possible de calculer ce que représente cet apport excédentaire de fluorure par rapport à la quantité déjà présente dans le fleuve. En utilisant la concentration maximale de fluorure relevée en 2022 par ECCC à la hauteur des îles de Boucherville (0,107 mg/L) et le plus petit débit du fleuve enregistré lors de l'étude d'établissement des facteurs de dilution dans le panache de la station d'épuration (7772 m^3/sec) (Fleury, 2016), l'apport de 326 tonnes/an de fluorure dû à la fluoration contribuerait à une augmentation de 1,2 % de la quantité déjà présente dans le fleuve. Cette valeur est la même que celle calculée par Gehr et Leduc (1992), bien que les paramètres considérés dans leur étude étaient différents (fluoration de l'eau potable à une concentration de 1,2 mg/L à quatre des six usines [Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe Claire, Dorval], intercepteur sud-est non considéré).

RÉFÉRENCES

Béron, P. et Gehr, R. 1994. Étude sur la teneur en fluorure des eaux de Montréal - Effets des variations saisonnières. Rapport final à la Ville de Montréal. 84 p.

CCME, 2002. Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux : protection de la vie aquatique. Fluorures inorganiques. 5p.

ECCC, 2024. Données de monitoring de la qualité de l'eau à long terme du Bassin du fleuve Saint-Laurent. Version du 5 janvier 2024. https://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/10cf9528-6761-4ece-ad63-f60698ff9d51

Fleury, C. 2016. Évaluation de la dilution de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. Ville de Montréal, Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées. Rapport interne. 45 p.

Gehr, R. et Leduc, R. 1992. Assessing effluent fluoride concentrations following physicochemical wastewater treatment. Can. J. Civ. Eng., 19. 649-659.

MELCCFP, 2023. Critères de qualité de l'eau de surface - Fluorures. https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/criteres_eau/details.asp?code=S0259

Osterman, J.W. 1990. Evaluating the Impact of Municipal Water Fluoridation on the Aquatic Environment. American Journal of Public Health. 80:10. 1230-1235.

SCHER, 2011. Critical review of any new evidence on the hazard profile, health effects, and human exposure to fluoride and the fluoridating agents of drinking water. 59 p.

Ville de Montréal, 2021. Plan de gestion des débordements. Division Études et plan directeur, Direction de l'Épuration des eaux usées. 127p.

Annexe IV : Sources de plomb et de cuivre et concentrations mesurées dans l'eau potable

1. Sources de plomb et de cuivre dans les réseaux

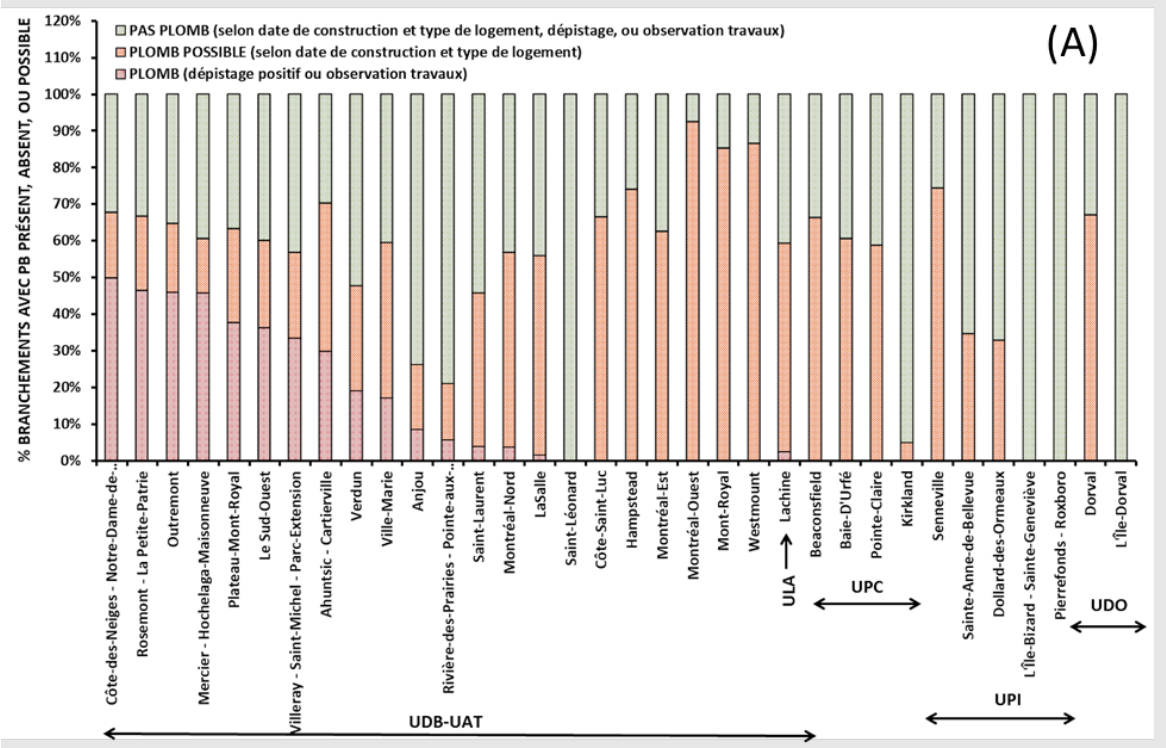
Les sources contribuant au plomb dans l'eau du robinet sur l'île de Montréal incluent : les branchements de service en plomb et les éléments de la plomberie et robinetterie interne des bâtiments contenant du plomb (laiton, acier galvanisé).

Les branchements de service en plomb peuvent typiquement alimenter des immeubles construits avant 1970, et de moins de huit logements. Des branchements de service en plomb sont répertoriés dans 16 des 19 arrondissements de la ville de Montréal, leur proportion variant d'un arrondissement à un autre parmi le parc d'immeubles de moins de 8 logements construit avant 1970 (Figure A.3 (A)). Les 16 arrondissements concernés sont desservis par UDB-UAT et ULA. Sur un total de 79 000 branchements de service en plomb estimés, 32 000 ont été remplacés (estimé février 2023). De ce fait, on estime à 47 000 le nombre de branchements de service en plomb encore présents sur le territoire desservi par UDB-UAT et ULA. Certaines villes liées alimentées par UDB-UAT (exemple : Montréal-Est) présentent aussi des branchements de service en plomb sur leur territoire. Malgré un pourcentage relativement élevé d'immeubles présentant une possibilité de plomb dans les villes liées localisées dans l'ouest de l'île (Figure A.3 (A)), les échantillonnages réglementaires n'ont pas permis de détecter la présence de branchements de service en plomb sur les territoires alimentés par UDO, UPC et UPI.

Les éléments de plomberie et de robinetterie en laiton installés avant 2020 (jusqu'à 8 % de plomb), et les soudures datant d'avant 1990 (environ 50 % de plomb) dans la tuyauterie interne des immeubles contribuent additionnellement (en présence d'un branchement de service en plomb) ou principalement (en l'absence d'un tel branchement) aux concentrations en plomb mesurées dans l'eau du robinet. Les branchements de service en cuivre, la tuyauterie interne, les raccords de plomberie et autres éléments de robinetterie contribuent aux concentrations de cuivre mesurées dans l'eau du robinet. Considérant l'usage intermittent de l'eau dans les grands bâtiments et leur volume important de tuyauterie interne, ces derniers présentent des enjeux particuliers en lien avec les concentrations en plomb et en cuivre mesurées dans l'eau du robinet. Selon les arrondissements et les villes liées sur le territoire de l'agglomération de Montréal, 60 à 99 % des immeubles présentent une possibilité de soudures au plomb (Figure A.3 (B)).

En conclusion, les sources de plomb connues et identifiées sur l'île de Montréal incluent :

- des branchements de service en plomb et la tuyauterie interne des immeubles pour les réseaux desservis par UDB-UAT et ULA, et
- seulement la tuyauterie interne des immeubles pour les réseaux UPI, UDO et UPC.


(A)
% BRANCHEMENTS AVEC PB PRÉSENT, ABSENT, OU POSSIBLE
PAS PLOMB (selon date de construction et type de logement, dépistage, ou observation travaux)
PLOMB POSSIBLE (selon date de construction et type de logement)
PLOMB (dépistage positif ou observation travaux)
120%
110%
100%
90%
80%
70%
60%
50%
40%
30%
20%
10%
0%
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-...
Rosemont - La Petite-Patrie
Outremont
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Plateau-Mont-Royal
Le Sud-Ouest
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Ahuntsic - Cartierville
Verdun
Ville-Marie
Anjou
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-...
Saint-Laurent
Montréal-Nord
LaSalle
Saint-Léonard
Côte-Saint-Luc
Hampstead
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Mont-Royal
Westmount
Lachine
Beaconsfield
Baie-D'Urfé
Pointe-Claire
Kirkland
Senneville
Sainte-Anne-de-Bellevue
Dollard-des-Ormeaux
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Pierrefonds - Roxboro
Dorval
L'Île-Dorval
ULA
UPC
UDO
UPI
UDB-UAT

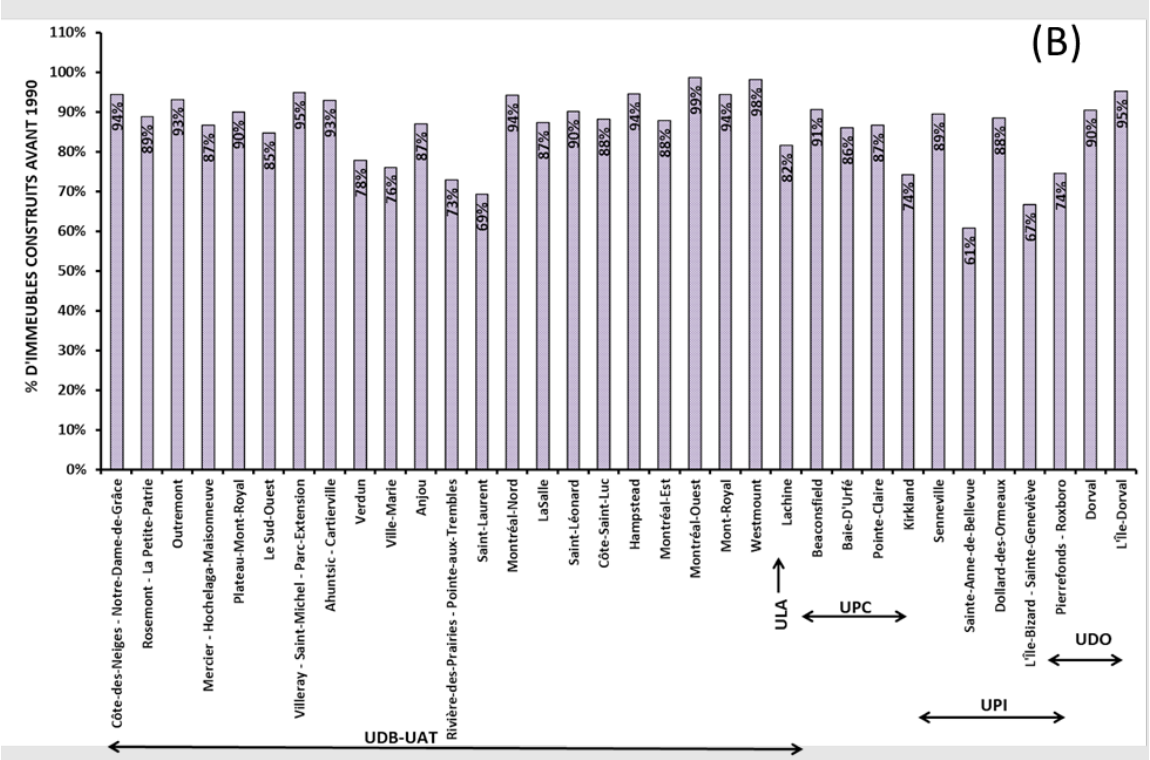
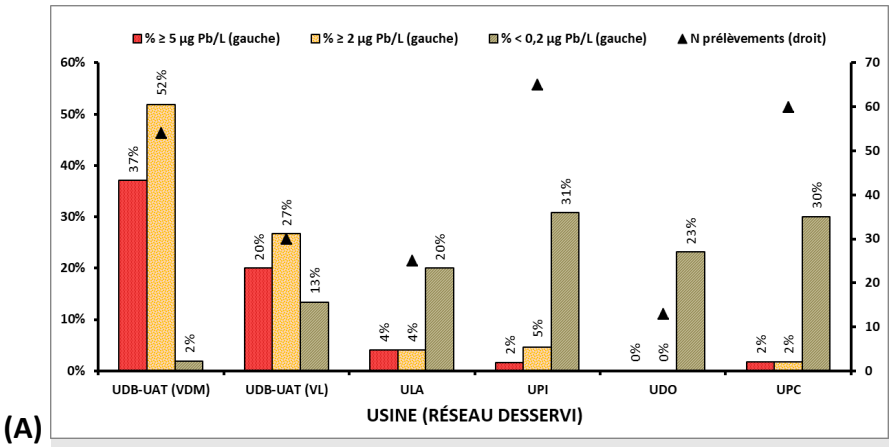

(B)
% D'IMMEUBLES CONSTRUITS AVANT 1990
110%
100%
90%
80%
70%
60%
50%
40%
30%
20%
10%
0%
94%
89%
93%
87%
90%
85%
95%
93%
78%
76%
87%
73%
69%
94%
87%
90%
88%
94%
88%
99%
94%
98%
82%
91%
86%
87%
74%
89%
61%
88%
67%
74%
90%
95%
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Rosemont - La Petite-Patrie
Outremont
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Plateau-Mont-Royal
Le Sud-Ouest
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Ahuntsic - Cartierville
Verdun
Ville-Marie
Anjou
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Saint-Laurent
Montréal-Nord
LaSalle
Saint-Léonard
Côte-Saint-Luc
Hampstead
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Mont-Royal
Westmount
Lachine
Beaconsfield
Baie-D'Urfé
Pointe-Claire
Kirkland
Senneville
Sainte-Anne-de-Bellevue
Dollard-des-Ormeaux
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Pierrefonds - Roxboro
Dorval
L'Île-Dorval
ULA
UPC
UDO
UPI
UDB-UAT

Figure A.3 - (A) pourcentage d'immeubles ayant une possibilité de présence de plomb (basé selon la date de construction et le type de logement inscrit au rôle foncier mars 2023), du plomb confirmé (dépistage positif ou observation lors de travaux), ou aucun plomb (dépistage négatif ou observation lors des travaux, ou basé sur la date de construction et le type de logement inscrit au rôle foncier mars 2023) au niveau du branchement de service par arrondissement et/ou ville liée et par usine; (B) Pourcentage d'immeubles construits avant 1990 (probabilité de présence de soudure au plomb) par arrondissement et/ou ville liée et par usine (basé sur le rôle foncier consulté en mars 2023).

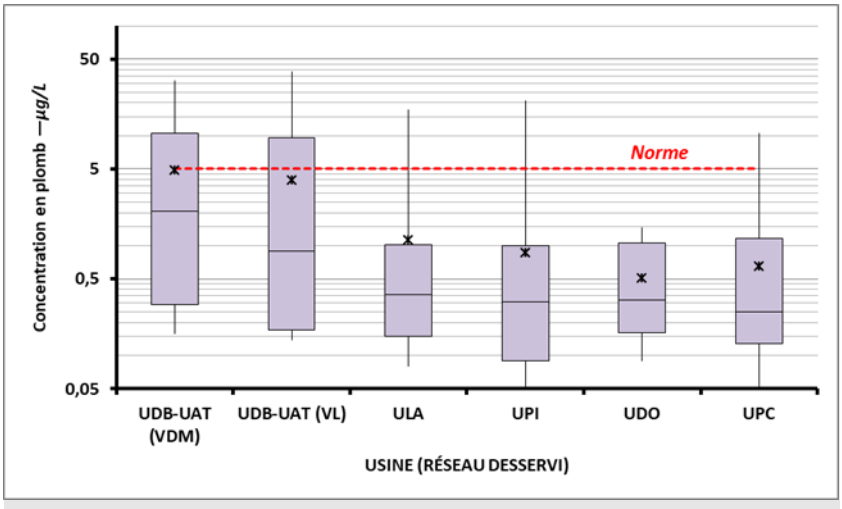
2. Concentrations mesurées de plomb et de cuivre dans les réseaux

Les concentrations de plomb et de cuivre sont mesurées au robinet du consommateur chaque année sur les cinq réseaux de l'agglomération selon le protocole du MELCC (2020). L'échantillon est prélevé dans des résidences alimentées par un branchement de service en plomb confirmé ou possible (avant 1970; moins de 8 logements), ou, en l'absence de branchements de service en plomb, dans des résidences avec soudures au plomb. La concentration de plomb est normée à 0,005 mg/L (5 µg/L), la concentration de cuivre à 1 mg/L (1000 µg/L) dans le RQEP.

Les concentrations de plomb et de cuivre mesurées sur l'ensemble des réseaux sur l'île en 2021 sont présentées aux Figures A.4 et A.5. Brièvement, l'année 2021 a été préférée à 2022 pour l'analyse car plus de résultats étaient disponibles qu'en 2022. Sur un total de 84 échantillons prélevés au robinet d'immeubles avec possibilité de plomb sur le réseau UDB-UAT (ville de Montréal et villes liées), plus de 30% dépassent la norme en vigueur au Québec de 5 µg/L (90^{e} percentile de 11 et 10 µg/L pour la ville de Montréal et les villes liées respectivement). Dans le cas des autres réseaux, seulement un échantillon par réseau dépasse la norme de 5 µg/L (21, 17, et 11 µg/L pour UPI, ULA et UPC respectivement) et aucun dépassement n'a été observé pour UDO. Finalement, 95 à 100 % des prélèvements effectués dans ces réseaux sont en dessous de 2 µg/L, tandis que ce taux est de l'ordre de 40 % pour les prélèvements effectués sur le réseau UDB-UAT. Les mêmes constats s'appliquent aux concentrations de cuivre mesurées sur les cinq réseaux, exception faite qu'aucun échantillon ne dépasse la norme en vigueur de 1 mg/L. Les concentrations en cuivre mesurées sur le réseau UDB-ATW varient majoritairement entre 100 et 200 µg/L, tandis que celles mesurées sur le réseau UPC et UDO sont majoritairement (90 %) en deçà de 100 µg/L. À noter que les concentrations mesurées sont généralement typiques de bâtiments résidentiels, puisque le RQEP actuel ne prévoit pas ou peu d'échantillonnage dans les grands bâtiments présentant des enjeux associés au plomb et au cuivre dans la tuyauterie interne.



(A)



(B)

Figure A.4 - Résultats d'échantillonnage de plomb dans l'eau du robinet (2021) par réseau desservi. (A) Taux de dépassement des concentrations de plomb dans l'eau de 2 µg/L et de 5 µg/L (norme) et pourcentage d'échantillons en deçà de 0,2 µg/L; (B) Concentrations de plomb dans l'eau du robinet mesurées en 2021 pour chaque réseau desservi (boîte à moustache : 10-90e percentile; barre verticale : min-max; barre horizontale : médiane).

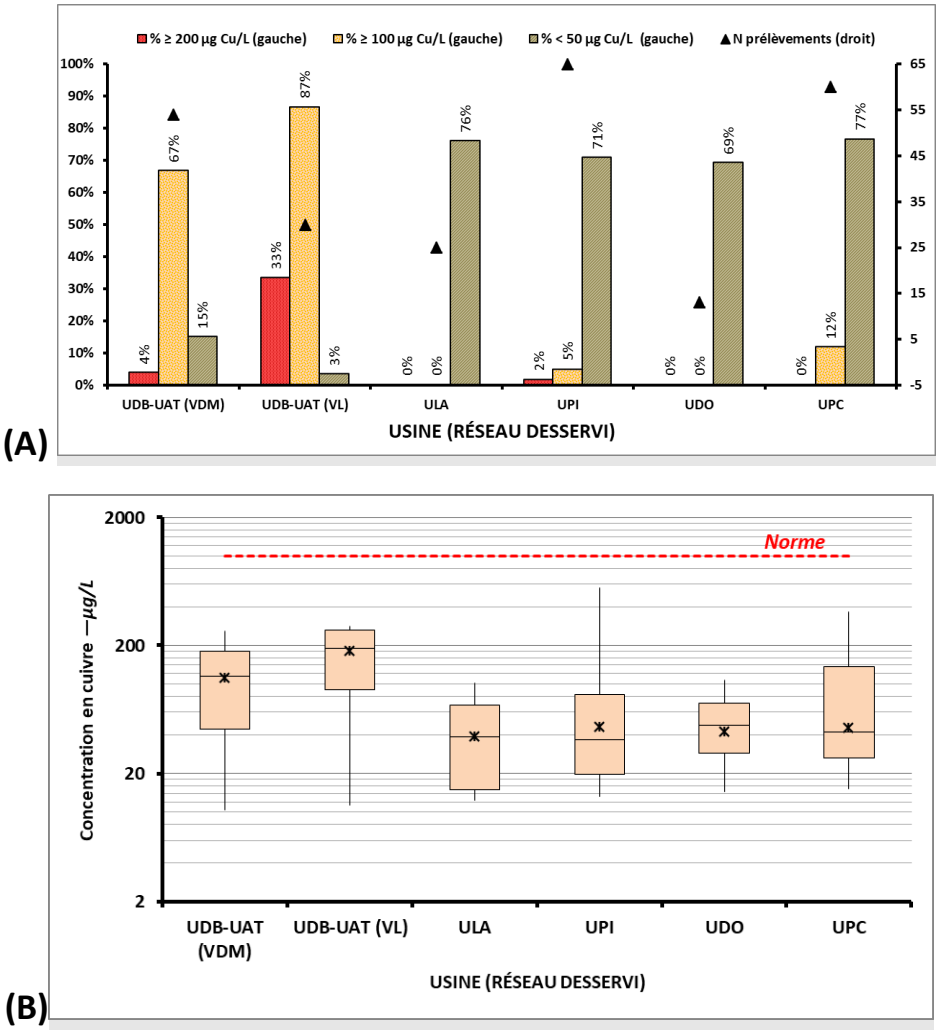


Figure A.5 - Résultats d'échantillonnage de cuivre dans l'eau du robinet (2021) par réseau desservi. (A) Taux de dépassement des concentrations de cuivre dans l'eau de 100 µg/L et 200 µg/L (aucun échantillon au-dessus de la norme de 1000 µg/L) et pourcentage d'échantillons en dessous de 50 µg/L; (B) Concentrations de cuivre dans l'eau du robinet (boîte à moustache : 10-90e percentile; barre verticale : min-max; barre horizontale : médiane)

Le territoire desservi par UDB-UAT est donc associé à des enjeux significatifs de dépassements réglementaires des concentrations de plomb dans l'eau du robinet, tandis que de tels dépassements ne sont pas ou très rarement mesurés dans les territoires desservis par les autres usines. Le cuivre dans l'eau du robinet ne représente pas un enjeu réglementaire pour les cinq réseaux de l'agglomération.

3. Indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée

Les indicateurs de corrosion associés au plomb et au cuivre dans les réseaux sont présentés pour les différentes usines dans le Tableau A.2. Parmi ces indicateurs, on compte

- L'indice de Langelier (IL) comme un indicateur de corrosion général, un indice négatif étant associé à une eau corrosive (agressive) et un indice positif étant associé à une eau entartrante (protecteur);
- Le pH et l'alcalinité, une combinaison d'un pH et d'une alcalinité faible étant un facteur aggravant pour la corrosion du plomb et du cuivre (Dudi et al., 2005; Schock et Gardels, 1983);
- L'indice d'agressivité (Aggressivity Index ou AI) comme indicateur de la corrosion du cuivre dans les réseaux internes de plomberie (Doré et al., 2018), sachant qu'un AI inférieur à 10 correspond à une eau agressive, un AI supérieur à 12 correspond à une eau non agressive, et un AI entre 10 et 12 correspond à une eau modérément agressive;
- Le ratio des concentrations de chlorure sur les concentrations de sulfate dans l'eau distribuée (Chloride to Sulfate Mass Ratio ou CSMR) comme indicateur de potentiel de corrosion galvanique dans la tuyauterie interne (ex : soudures) des bâtiments, sachant qu'un CSMR élevé (> 0,2, > 0,5; > 1 selon les cas) favorise la corrosion galvanique (Cartier, 2012; Doré, 2018).

Selon les indicateurs, on constate que :

- l'eau distribuée par UDB/UAT est la moins agressive pour le plomb et le cuivre tous indicateurs confondus, exception faite du ratio CSMR plus propice à la corrosion galvanique du plomb dans la tuyauterie interne des bâtiments;
- l'eau distribuée par ULA est la plus agressive tous indicateurs confondus, pour le plomb et le cuivre. L'agressivité variant pour cette usine sur une base saisonnière (plus agressive en hiver);
- les usines classées en ordre d'agressivité de l'eau, de la plus agressive à la moins agressive, sont telles que : ULA (hiver) > UDO - UPI > UPC - ULA (été) > UDB/UAT.

Par conséquent, parmi les six usines présentes sur l'île de Montréal, les usines UDB et UAT desservent l'eau la moins agressive en termes de corrosion du plomb et cuivre, sur un territoire présentant environ 47 000 branchements de service en plomb. Les usines desservant une eau plus agressive alimentent des territoires avec moins de sources de plomb (laiton et soudures dans la tuyauterie interne des bâtiments).

Tableau A.2 - Indicateurs de corrosion associés à l'eau distribuée par chacune des usines sur l'île de Montréal. Code couleur : vert = peu agressif, jaune = modérément agressif, orange = agressif.

Indicateur de corrosion	USINE (RÉSEAU)				
	UDB/UAT	ULA	UPI	UPC	UDO
IL[1]	+0,14 à +0,52	-1,91 à +0,24	-0,96 à +1,44	-1,30 à +1,57	-1,13 à -0,92
pH[2]	7,97 (7,81-8,11)	7,17 (7,0-7,23)	7,40 (7,05-7,84)	7,21 (7,0-7,38)	7,08 (6,88-7,24)
Alc. (mg $CaCO_3$/L)[2]	94 (90-104)	20-80	20-35	42 (26-71)	63 (45-85)
Ca (mg $CaCO_3$/L)[2]	80	45 (23-64)	16 (13-20)	23 (14-37)	26 (19-33)
CID (mg C/L)[3]	20	6-22	6-9	7-18	13-24
AI[4]	11,8	10,7	10,4	9,8-10,9	10,5
CSMR[5]	0,91 à 1,03	<0,2 à max 0,5	0,14 à 1,3	<0,2 à 0,5	<0,2

Note : [1]indice de Langelier, calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau brute et de dosages aux usines avec le modèle RTW (à noter que les valeurs obtenues avec le modèle peuvent surestimer les valeurs réelles); [2] valeurs 2021-2022 d'alcalinité (alc) et de dureté calcique (Ca) à l'eau distribuée; [3]carbone inorganique dissous (CID) évalué selon le guide de contrôle de corrosion de l'USEPA 2003; [4]indice d'agressivité calculé à partir des données 2020-2022 à l'eau distribuée; [5]ratio des concentrations de chlorures sur sulfates, évalué à partir des concentrations en chlorures et en sulfates dans l'eau brute et des doses de coagulant ajoutées dans les usines.

RÉFÉRENCES

Cartier, C. 2012, Identification et traitements des principales sources de plomb en eau potable. Thèse de doctorat, Polytechnique Montréal. 273 p.

Dudi, A., Schock, M., Murray, N. et Edwards, M. 2005. Lead leaching from inline brass devices: a critical evaluation of the existing standard. Journal of the American Water Works Association, 97:8, 66-78.

Doré, E. 2018. Impacts of building sampling protocol, service line characteristics, and supply water quality on dissolved and particulate lead and copper in drinking water. Thèse de doctorat, Polytechnique Montréal. 260 p.

Doré, E., Deshommes, E., Andrews, R.C., Nour, S. et Prévost, M. 2018. Sampling in schools and large institutional buildings: Implications for regulations, exposure and management of lead and copper. Water Research, 140. 110-122.

MELCC, 2020. Plomb dans l'eau : un guide pour les municipalités - Partie 2.2 Échantillonner chez le citoyen. https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/potable/plomb/guide-evaluation-intervention.htm

Schock, M.R. et Gardels, M.C. 1983. Plumbosolvency reduction by high pH and low carbonate - solubility relationships. Journal of the American Water Works Association, 75:2, 87-91.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.11

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1249174001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Il est recommandé :
d'adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-08 07:08

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249174001**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 a) prendre des mesures adéquates afin que les logements soient conformes aux normes de salubrité lorsque la santé et la sécurité sont mises en cause et offrir des mesures de relogement lorsque l'évacuation ou la fermeture d'un bâtiment ou d'un logement est rendue nécessaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2022, la Ville a cessé d'appliquer les modalités prévues à la "Politique de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires" (Résolution CE22 1737), en vigueur depuis 2002, en raison du nouveau contexte gouvernemental d'intervention et de financement des projets. En effet, la multiplication des programmes, l'élargissement des acteurs admissibles et l'utilisation des nouveaux pouvoirs associés au droit de préemption ont entraîné la nécessité pour la Ville de revoir les moyens par lesquels elle met à disposition ses immeubles, afin de continuer à faciliter la réalisation des projets.
Ainsi, la Ville a élaboré une nouvelle Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché (ci-après « la Politique »).
Cette Politique s'inscrit dans les suites des travaux du Chantier Montréal abordable, dont le rapport final a été publié le 28 mai dernier et constitue une des mesures de Loger +.
L'élaboration de cette Politique a aussi bénéficié d'une consultation spécifique auprès des acteurs du milieu et des 19 arrondissements, lesquels ont participé en deux temps, tant administrativement que politiquement.
Le présent sommaire vise l'adoption, par le Conseil d'agglomération, d'une nouvelle Politique adaptée aux nouveaux paramètres des programmes gouvernementaux de financement de projets hors marché pour accélérer leur réalisation et mieux répondre aux besoins des ménages montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE22 1737 (1229174005) Mettre fin à l'application des modalités prévues à la « Politique

de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires », associée à l'Opération 5 000 logements pour tout immeuble acquis par la Ville dont le transfert est inscrit au registre foncier après le 19 octobre 2022.

CE02 0095 (1020642001) Approuver le plan de mise en œuvre de l'Opération 5000 logements à réaliser dans le cadre du programme AccèsLogis et du programme Logement Abordable Québec - (volet social), tel que proposé par la Direction de l'habitation.

DESCRIPTION

La Politique est un document qui présente les principes de la nouvelle approche municipale en matière de cession d'immeubles municipaux à des fins de logements hors marché, c'est-à-dire des logements détenus par une entité à but non lucratif qui ne vise pas à réaliser des profits. Elle établit les objectifs, les organismes et projets ciblés, les moyens de mise à disposition et les modalités de cession privilégiés.
Les programmes et initiatives des gouvernements en matière d'habitation sont multiples et en constante évolution, ce qui nécessite une certaine souplesse dans l'application de la Politique. Ainsi, afin d'assurer cette souplesse nécessaire tout en donnant des balises connues, la Politique offre un encadrement prévisible et transparent, mais n'a pas de portée règlementaire.

Portée de la Politique

La Politique s'applique aux immeubles de propriété municipale réservés à des fins de logement social ou abordable.

Les immeubles concernés se répartissent en deux grandes catégories : les sites à développer et les bâtiments résidentiels existants.

Les sites à développer se composent essentiellement de terrains vacants, de stationnements et de terrains comportant un ou des bâtiments désuets, destinés au redéveloppement. Ces sites peuvent provenir de la réserve foncière municipale, d'acquisitions effectuées dans le cadre de la *Stratégie d'inclusion* ou du *Règlement pour une métropole mixte* , d'acquisitions de gré à gré, ou à la suite d'expropriations ou de l'exercice du droit de préemption.

Les bâtiments résidentiels existants se composent, notamment, de maisons de chambres et de conciergeries acquises en vertu de l'exercice du droit de préemption de la Ville, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation.

La Politique établit les moyens de mise à disposition et les modalités de cession des immeubles en question.

Elle établit aussi, pour une première fois, les rôles et les responsabilités des unités administratives impliquées, notamment les arrondissements.

La Politique ne s'applique pas aux sites municipaux faisant l'objet d'une démarche de planification particulière.

Organismes et projets ciblés

La Politique s'adresse aux coopératives d'habitation et aux OBNL d'habitation.

Les organismes acquéreurs doivent s'engager à réaliser un projet de logement hors marché sur le site en question ou à préserver l'abordabilité des logements ou des unités de maisons de chambres dans les cas d'acquisitions de bâtiments résidentiels existants.

SHDM et OMHM

La Ville s'appuie sur l'expertise de la Société d'habitation et de développement de Montréal et de l'Office municipal d'habitation de Montréal pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement résidentiel. En tant que partenaires privilégiés de la Ville, ils pourront conclure des ententes particulières avec celle-ci pour le développement des sites et pour la gestion des bâtiments, en complémentarité avec la présente Politique.

Moyens de mise à disposition

Elle privilégie deux approches de mise à disposition :

- La publication en ligne des sites disponibles afin que les organismes puissent obtenir du financement pour la réalisation de leur projet, avant de faire une demande d'acquisition du site visé ;
- Des appels de candidatures pour les bâtiments résidentiels existants et certains sites à développer.

Modalités de cession

La Politique stipule que la Ville privilégie la cession de ses immeubles à des fins de logement hors marché à leur valeur comptable, c'est-à-dire sans profit ni perte. Considérant qu'un bon nombre de ces immeubles sont de propriété municipale depuis longtemps, cela constitue un rabais important par rapport à la valeur marchande, ce qui aidera la viabilité des projets. Dans les cas où le prix de cession ne permettrait pas d'assurer la viabilité d'un projet hors marché, une aide financière pourrait être accordée en fonction, notamment, des caractéristiques du projet et des budgets disponibles.

JUSTIFICATION

Le contexte gouvernemental d'intervention et de financement des projets de logement hors marché a beaucoup évolué ces dernières années. On assiste notamment à une multiplication des programmes de financement et à un élargissement des acteurs admissibles. De plus, grâce aux nouveaux pouvoirs associés au droit de préemption, la Ville a accéléré l'acquisition d'immeubles à des fins de logement social et abordable. Dans ce contexte, la Ville doit adapter ses pratiques et se doter d'une nouvelle Politique pour la mise à disposition de ses immeubles destinés à l'habitation, afin de continuer à soutenir adéquatement la réalisation des projets.
Bien que l'arrêt, en 2022, de l'application des modalités prévues à l'ancienne "Politique de cession des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires" n'ait pas empêché les ventes d'immeubles municipaux à des fins de logement social et abordable, la nouvelle Politique offrira aux promoteurs communautaires un cadre prévisible et facilitant, condition nécessaire pour atteindre les objectifs du Chantier Montréal abordable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La nouvelle Politique prévoit que les immeubles municipaux seront vendus à leur valeur comptable. Dans les cas où le prix de cession ne permettrait pas d'assurer la viabilité d'un projet hors marché, une aide financière pourrait être accordée en fonction, notamment, des caractéristiques du projet et des budgets disponibles.
Pour 2025, des sommes seront prévues au budget de fonctionnement du Service de l'habitation afin de permettre le versement de cette aide financière pour les reventes en lien avec la réalisation de projets de logements abordables ainsi que pour des projets de logements sociaux.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La grille d'analyse est incluse en pièce jointe.
Ce dossier contribue également à l'atteinte des engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle (ADS+), notamment en agissant activement sur le manque de logements sociaux et abordables ; en assurant une offre en habitation qui soit accessible et diversifiée ; et en favorisant l'accès à un logement convenable pour toutes et tous.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Politique permettra de fournir des immeubles selon des conditions avantageuses pour accélérer la réalisation de logements hors marché répondant aux besoins des Montréalais et Montréalaises. Elle contribuera aussi au maintien de l'abordabilité des logements locatifs et des unités de maisons de chambres existantes, en facilitant leur acquisition par des organismes à but non lucratif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en ligne des immeubles disponibles : Novembre 2024

- Mise à jour de la carte des immeubles disponibles progressive : En continu
- Entrée en vigueur de la Politique : 1er janvier 2025
- Appels à candidatures pour la cession de certains immeubles existants : En continu, selon les opportunités

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nicolas DUFRESNE, Service des affaires juridiques
Pascal-Bernard DUCHARME, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Pascal-Bernard DUCHARME, 7 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève LAFORTUNE
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : 438-354-5177
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Philippe RIVET
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249174001
Unité administrative responsable : Service de l'habitation
Projet : Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Vendre des immeubles municipaux selon des conditions avantageuses pour faciliter la réalisation de projets de logements hors marché.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Logements hors marché

Politique de cession d'immeubles municipaux



9/18

Table des matières

Contexte **3**

Objectifs **3**

Portée de la Politique **3**

Organismes et projets ciblés 4

Moyens de mise à disposition **5**

Principes 5

Approche privilégiée 5

Sites à développer 5

Bâtiments résidentiels existants 5

Modalités de cession **6**

Principes 6

Approche privilégiée 6

Sites à développer et bâtiments résidentiels existants 6

Gouvernance **6**

Service de l'habitation 6

Service de la stratégie immobilière 7

Arrondissements 7

Entrée en vigueur **7**

Glossaire **8**

Crédits **9**

Contexte

La Politique de cession d'immeubles à des fins de logement hors marché (ci-après, la « **Politique** ») vise à répondre aux besoins des organismes porteurs de projets d'habitation, dans un contexte de pluralité des programmes et initiatives des gouvernements.

La Politique permet à la Ville de Montréal (ci-après, la « **Ville** ») d'offrir à ses partenaires une agilité et une prévisibilité accrues, et d'accélérer la réalisation des projets de logement hors marché.

Elle s'inscrit dans les priorités du plan stratégique Montréal 2030 de la Ville, et contribuera à l'atteinte des cibles mises de l'avant dans les travaux du Chantier Montréal abordable et dans le futur Plan d'urbanisme et de mobilité 2050, qui visent notamment un parc résidentiel composé de 20 % de logements hors marché en 2050.

Logement hors marché : Tous les logements locatifs détenus par une entité à but non lucratif qui ne vise pas à réaliser des profits. On y inclut aussi les propriétés qui restent abordables à long terme grâce à un contrôle du prix de revente.

Logement social : Logement locatif destiné aux ménages à revenu faible ou modeste ou ayant des besoins particuliers de logement, détenu et géré par une entité à but non lucratif qui assure sa vocation sociale de manière pérenne. Le logement social constitue une **forme de logement hors marché**.

Logement abordable : Logement pour lequel un engagement quant à l'abordabilité a été pris auprès de la Ville, d'un gouvernement ou d'un de leurs mandataires. Les logements abordables peuvent être offerts à la location ou à la vente. Ils peuvent être détenus par tout propriétaire, y compris une entreprise privée. **Lorsqu'ils sont détenus par une entité à but non lucratif, ils sont considérés comme des logements hors marché**. Dans le contexte de la présente Politique, seuls les logements abordables hors marché, donc détenus par une entité à but non lucratif, sont ciblés.

Objectifs

- Mettre à disposition des immeubles selon des conditions avantageuses pour soutenir la réalisation de logements hors marché répondant aux besoins de la population montréalaise;
- Soutenir le maintien de l'abordabilité des logements locatifs et des unités de maisons de chambres existantes, en facilitant leur acquisition par des organismes à but non lucratif.

Portée de la Politique

La Politique concerne l'ensemble des immeubles de propriété municipale qui sont réservés à des fins de logement social et abordable[1], à l'exclusion de certains sites municipaux faisant l'objet d'une planification particulière.

Les immeubles ciblés se répartissent en deux grandes catégories :

i. Les sites à développer

   Les sites à développer se composent essentiellement de terrains vacants, de stationnements et de terrains comportant un ou des bâtiments désuets, destinés au redéveloppement. Ces sites peuvent provenir de la réserve foncière municipale, d'une acquisition effectuée dans le cadre de la Stratégie d'inclusion ou du Règlement pour une métropole mixte, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation, ou en vertu de l'exercice du droit de préemption.

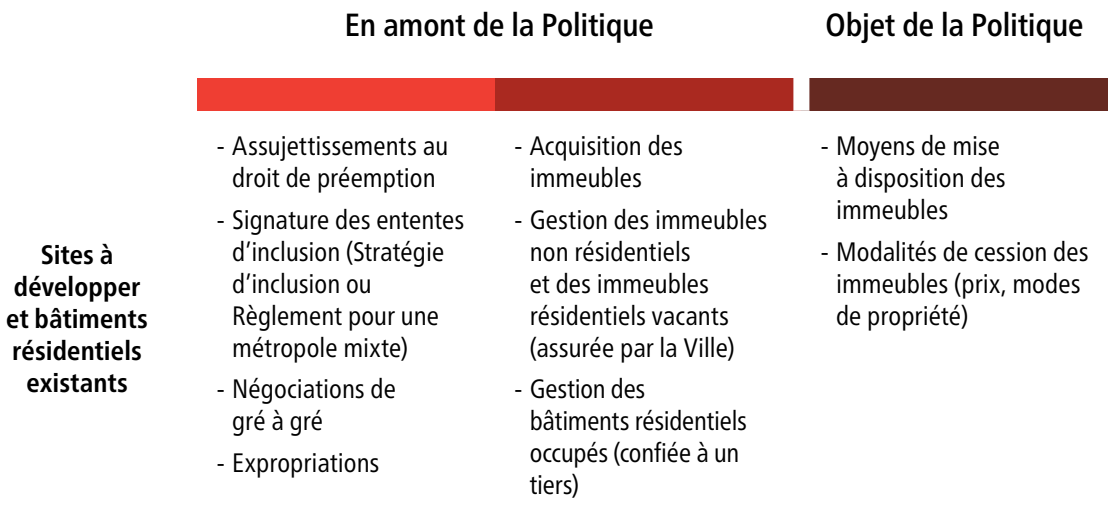
1. Cela inclut les immeubles acquis par le biais du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis à des fins d'habitation, de même que les immeubles issus de la réserve foncière, acquis en vertu de la Stratégie d'inclusion ou du Règlement pour une métropole mixte, acquis de gré à gré ou par expropriation et identifiés à des fins de logement social et abordable.

ii. Les bâtiments résidentiels existants

Les bâtiments résidentiels existants se composent notamment de maisons de chambres et de conciergeries acquises en vertu de l'exercice du droit de préemption de la Ville, d'une acquisition de gré à gré ou par expropriation.

Pour chacune de ces catégories, la Politique établit les moyens de mise à disposition et les modalités de cession privilégiées.

La figure ci-dessous détaille les actions posées par la Ville pour l'acquisition des immeubles visés par la Politique et précise l'objet de celle-ci :



Notons que la Politique n'est pas un programme réglementaire. Par conséquent, elle n'oblige pas la Ville à céder un immeuble. La Politique présente des balises pour offrir un encadrement qui soit le plus prévisible et transparent possible quant à la cession des immeubles municipaux à des fins de logement hors marché.

Organismes et projets ciblés

La Politique s'adresse aux coopératives d'habitation et aux OBNL d'habitation. Les organismes qui ne sont pas spécialisés en habitation, mais qui souhaitent acquérir un immeuble municipal afin d'offrir des logements à des ménages avec des besoins particuliers doivent s'associer à un autre organisme, spécialisé dans ce type d'activité.

Les organismes acquéreurs doivent s'engager à réaliser un projet de logement hors marché sur le site en question ou à préserver l'abordabilité des logements ou des chambres dans les cas d'acquisition de bâtiments résidentiels existants.

La Ville s'appuie sur l'expertise de la Société d'habitation et de développement de Montréal (ci-après, la « **SHDM** ») et de l'Office municipal d'habitation de Montréal (ci-après, l'« **OMHM** ») pour contribuer à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement résidentiel. En tant que partenaires privilégiés de la Ville, ils pourront conclure des ententes particulières avec celle-ci pour le développement des sites et pour la gestion des bâtiments, en complémentarité avec la présente Politique.

Moyens de mise à disposition

Principes

La Ville se doit d'agir en accord avec les principes suivants :

- Équité et transparence dans l'accès à l'information concernant les sites municipaux disponibles;
- Prévisibilité quant aux conditions de développement des sites;
- Arrimage avec les différents processus d'octroi des subventions gouvernementales pour la réalisation de projets de logement hors marché, en privilégiant les projets pour lesquels un financement est déjà autorisé.

Approche privilégiée

Sites à développer

La Ville met à disposition ses sites à développer au moyen de deux processus complémentaires :

i. Les dépôts en continu;
ii. Les appels de candidatures.

Dépôts en continu

La Ville publie sur son site Internet les renseignements pertinents concernant les sites municipaux réservés à des fins de logement social et abordable et pour lesquels des demandes d'acquisition peuvent être présentées en tout temps.

Les organismes qui souhaitent acquérir un site municipal disponible doivent d'abord déposer leur demande de financement dans le cadre des programmes de subvention gouvernementaux en vigueur ou auprès d'autres bailleurs de fonds. Ils doivent informer le Service de l'habitation de ce dépôt.

Les organismes ayant en main un document officiel du bailleur de fonds confirmant le financement conditionnel de leur projet peuvent déposer une demande d'acquisition du site municipal ciblé, et ce, en continu.

Appels de candidatures

La Ville peut aussi mettre à disposition certains sites à développer visés par la Politique par le biais d'appels publics de candidatures.

La Ville sélectionne un ou plusieurs sites à mettre à disposition dans le cadre de ces appels. Les sites sont sélectionnés en fonction notamment de leur potentiel constructible, de la complexité de leur développement et de leur localisation (p. ex., secteur stratégique ou secteur prioritaire selon l'indice d'équité des milieux de vie).

Bâtiments résidentiels existants

Les bâtiments résidentiels existants que la Ville acquiert sont offerts à des fins d'acquisition dans le cadre d'appels publics de candidatures ou peuvent faire l'objet de ventes de gré à gré.

Modalités de cession

Principes

- Pérennité de l'abordabilité des logements;
- Équilibre entre la viabilité des projets et les capacités financières de la Ville.

Approche privilégiée

Sites à développer et bâtiments résidentiels existants

Prix de cession

La Ville privilégie la cession de ses immeubles à des fins de logement hors marché à leur valeur comptable.

Modes de propriété

Le mode de propriété privilégié est déterminé pour chaque site en fonction du prix de cession de l'immeuble, des nécessités de suivi de l'abordabilité et des particularités du projet. À titre indicatif et de manière non limitative, les modes de propriété qui pourraient être envisagés sont la pleine propriété, la pleine propriété avec servitude de conservation d'usage, l'emphytéose et la propriété superficiaire.

Gouvernance

Service de l'habitation

Le Service de l'habitation est responsable de l'application de la Politique, avec l'appui des autres unités de la Ville, notamment le Service de la stratégie immobilière et les arrondissements.

Le rôle du Service de l'habitation inclut :

- l'identification des immeubles municipaux réservés à l'habitation et destinés à la cession, en collaboration avec le Service de la stratégie immobilière et les arrondissements;
- l'estimation du potentiel de réalisation de logements sur les immeubles identifiés, en collaboration avec les arrondissements concernés;
- la mise en ligne de la carte des immeubles municipaux offerts à des fins de logement hors marché, ainsi que sa mise à jour, en collaboration avec les arrondissements et avec l'appui de la Direction des communications corporatives;
- la réception des demandes dans le cadre des dépôts en continu;
- la sélection des immeubles qui seront mis à disposition dans le cadre des appels de candidatures;
- la prise en charge du processus administratif associé aux appels de candidatures, en collaboration avec le Service de la stratégie immobilière et le Service des affaires juridiques (préparation des cahiers d'appel, formation du comité technique et du comité d'évaluation des propositions);
- l'arrimage avec les arrondissements pour toutes les activités associées à la mise en œuvre de la Politique;
- le suivi de certaines conditions prévues aux actes de cession;
- le suivi et la mise à jour de la Politique.

Service de la stratégie immobilière

Le Service de la stratégie immobilière a, entre autres, la responsabilité des activités suivantes :

- L'analyse des immeubles municipaux réservés à l'habitation et destinés à la cession;
- La publication des appels de candidatures;
- La réception des propositions dans le cadre des appels de candidatures;
- La réalisation des transactions associées aux cessions des immeubles;
- Le suivi de certaines conditions prévues aux actes de cession.

Arrondissements

Afin de favoriser un ancrage de la Politique avec les besoins du milieu local, les arrondissements contribuent à la mise en œuvre de la Politique, notamment par le biais des actions suivantes :

- Participation à l'identification et à l'analyse des immeubles municipaux offerts dans le cadre de la Politique, en collaboration avec le Service de l'habitation et le Service de la stratégie immobilière;
- Participation à l'identification des besoins du milieu, notamment dans le cadre de la préparation des appels de candidatures, et en collaboration avec le Service de l'habitation;
- Collaboration avec le Service de l'habitation et le Service de la stratégie immobilière pour assurer l'exactitude des renseignements mis en ligne;
- Travail avec les organismes demandeurs et le Service de l'habitation afin de valider la faisabilité urbanistique des projets soumis et d'accélérer leur réalisation.

Entrée en vigueur

La Politique entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Glossaire

Les définitions proposées dans ce glossaire n'ont aucune valeur juridique et visent uniquement à faciliter et à rendre plus accessible la lecture de la présente Politique.

Au sens de la Politique et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Assujettissement au droit de préemption : Action permettant de soumettre un immeuble au droit de préemption.

Chantier Montréal abordable : Le Chantier Montréal abordable est une démarche concertée du milieu de l'habitation montréalais, menée à l'initiative de la Ville de Montréal et lancée à l'été 2022. Ce chantier a réuni des experts de divers horizons – secteurs privé, sans but lucratif, financier et municipal – pour élaborer un nouveau modèle d'intervention en habitation.

Comité d'évaluation : Le comité d'évaluation a la responsabilité d'évaluer les candidatures reçues dans le cadre des appels de candidatures, et ce, en fonction des critères d'évaluation établis dans les appels. Il émet ensuite ses recommandations aux instances de la Ville.

Comité technique : Le comité technique a la responsabilité d'effectuer une analyse de conformité de l'offre et de fournir au comité d'évaluation une préanalyse des critères objectifs sujets à évaluation.

Conciergerie : Bâtiment résidentiel de quatre étages et moins, sans ascenseur.

Coûts de valorisation : Coûts associés aux travaux importants qui permettent d'améliorer un immeuble au-delà de son état initial, de lui ajouter de la valeur (p. ex., ajouts d'infrastructures, déconstruction de bâtiments, décontamination, réparations et travaux majeurs).

Droit de préemption : Droit qui permet à la Ville d'acheter en priorité sur tout autre acheteur certains bâtiments ou terrains afin d'y réaliser des projets au bénéfice de la communauté.

Emphytéose : Droit permettant à une personne, pendant un certain temps, d'utiliser un immeuble appartenant à autrui et d'en tirer tous ses avantages, à la condition de ne pas en compromettre l'existence et à la charge d'y faire des constructions, ouvrages ou plantations qui augmentent sa valeur d'une façon durable.

Gré à gré : Caractérise une opération juridique dont les conditions essentielles ont été négociées par les parties, plutôt qu'imposées.

Immeuble : Terrain avec ou sans bâtiment construit dessus.

Indice d'équité des milieux de vie : L'indice d'équité des milieux de vie vise à localiser les milieux de vie cumulant des vulnérabilités urbaines afin de susciter la priorisation et la convergence des investissements municipaux. Cet indice représente les milieux qui cumulent les vulnérabilités sociales, économiques, environnementales, d'accès aux ressources de proximité, et d'accès aux ressources de culture, sport et loisir ainsi que de sécurité urbaine.

Mandataire : Personne qui a le mandat d'agir au nom d'une autre personne.

OBNL : Organisme à but non lucratif.

Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 : Le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM 2050) est le document maître par lequel la Ville annonce la forme urbaine et les réseaux de mobilité devant être déployés sur son territoire pour les 25 prochaines années. Il sert de cadre de référence pour entreprendre les actions, dans les limites des champs de compétences municipales, qui toucheront les modes de vie des Montréalaises et des Montréalais et qui viendront améliorer leur qualité de vie.

Plan Stratégique Montréal 2030 : Le Plan Stratégique Montréal 2030 vise à guider l'action municipale montréalaise jusqu'en 2030 sur la base de quatre grandes orientations auxquelles se rattachent 20 priorités d'actions.

Propriété superficiaire : Propriété qui se situe sur un terrain appartenant à une autre personne, la tréfoncière ou le tréfoncier.

Règlement pour une métropole mixte : Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041).

Servitude de conservation d'usage : Charge inscrite sur un immeuble qui oblige le propriétaire, de même que tout propriétaire subséquent, à maintenir la vocation sociale de l'immeuble en question.

Stratégie d'inclusion : Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

Valeur comptable : La valeur comptable correspond à la valeur de l'immeuble figurant aux états financiers de la Ville. Elle est établie sur la base du coût d'acquisition de l'immeuble, des coûts de valorisation associés et de toute dévaluation apportée.

Ville : La Ville de Montréal.

Crédits

Logements hors marché – Politique de cession d'immeubles municipaux est une publication du Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

Novembre 2024

Renseignements
Ville de Montréal
Service de l'habitation
303, rue Notre-Dame Est, 4e étage
Montréal (Qc) H2Y 3Y8
terrains.habitation@montreal.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024
978-2-7647-2010-3 (Imprimé français)
978-2-7647-2009-7 (Pdf français)

Le présent document est accessible sur le site Internet de la Ville de Montréal à Montréal.ca.

Ce document est imprimé au Canada sur du papier recyclé.

Montréal

Montréal.ca

VDM (2024-11-08) 1875-02

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.12

2024/11/21
16:00

(3)

Dossier # : 1248399001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Il est recommandé :

- d'adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social;
- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-14 11:42

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248399001**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017, le gouvernement du Québec a adopté la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (Projet de loi n. 121 modifiant notamment l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal). Cette loi a conféré à la Ville de Montréal le pouvoir d'exercer, sur tout ou partie de son territoire, un droit de préemption sur tout immeuble (art. 151.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, RLRQ, c. C-11.4, ci-après : « annexe C de la Charte »). Depuis le 10 juin 2022, les dispositions de la Charte de la Ville de Montréal ont été abrogées et remplacées par les articles 572.0.1 à 572.0.7 de la *Loi sur les cités et villes* , RLRQ, c. C-19. Ce sont ces nouvelles dispositions qui habilitent désormais la Ville à exercer un droit de préemption.

L'exercice de ce droit demande au préalable que la Ville ait défini, par règlement, les modalités d'exercice de ce droit, et qu'elle identifie, par résolution du conseil, les lots visés par l'exercice de ce droit.

Ainsi, le conseil d'agglomération a adopté, en mars 2020, le « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » afin de se doter d'un outil supplémentaire pour appuyer les démarches d'acquisition d'immeubles, en appui à la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021, à laquelle s'est ensuite ajouté le Chantier Montréal Abordable.

Depuis mars 2022, la Ville a élargi ce droit de préemption à toutes fins d'habitation, afin de répondre aux besoins de la population montréalaise, principalement en matière de logement abordable. Pour ce faire, un projet de règlement a été adopté par le conseil municipal pour permettre le recours au droit de préemption à des fins d'habitation, soit le « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins d'habitation. ».

Suivant l'adoption de ces règlements par la Ville, six phases d'assujettissement au droit de préemption ont été adoptées par les instances menant à l'assujettissement de plus de 550

lots à des fins d'habitation et de logement social. Depuis mars 2020, 88 lots ont fait l'objet d'un avis d'aliénation transmis à la Ville et 32 lots ont été acquis.

Dans ce contexte, le présent sommaire décisionnel propose au conseil d'agglomération l'adoption d'une résolution désignant un autre ensemble de lots à assujettir au droit de préemption aux fins de logement social.

En lien avec ce sommaire décisionnel, deux autres sommaires cheminent aux instances décisionnelles en parallèle :

- Un projet de résolution proposé au conseil municipal afin d'assujettir ces mêmes lots au droit de préemption aux fins d'habitation (sommaire 1243867006) ;
- Le projet de « Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013) » (1248399002). Ce projet de règlement vise à permettre aux instances de déléguer au comité exécutif le pouvoir d'exercice du droit de préemption aux fins de logement social pour ces nouveaux lots.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0401 – 20 juin 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG22 0580 - 22 septembre 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.

CG22 0663 - 28 octobre 2022 - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

CG22 0420 - 16 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social

CG22 0289 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CG22 0198 - 24 mars 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG20 0216 - 23 avril 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG20 0236 - 23 avril 2020 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG20 0141 - 26 mars 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social / Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG18 0468 - 23 août 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

DESCRIPTION

La présente résolution vise au total quatre (4) lots situés dans les arrondissements suivants :

- Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- Ville-Marie

L’assujettissement de ces lots au droit de préemption à des fins de logement social permettra à la Ville d’intervenir avec agilité pour répondre aux besoins d’un plus grand nombre de ménages en matière d’habitation.

L'octroi du mandat au Service des Affaires juridiques d'entreprendre les procédures requises permettra de mettre en œuvre le droit de préemption en procédant aux assujettissements. Cela inclut de notifier un avis d'assujettissement aux propriétaires des lots visés et d'inscrire ces avis au registre foncier du Québec.

L’assujettissement des lots au droit de préemption est valide pour une durée de 10 ans. Au cours de cette période, la Ville de Montréal peut acquérir un ou des lots assujettis, et ce, en priorité à une personne qui envisage d’acquérir le ou lesdits lots.

À la réception d'un avis d’intention d’aliéner un ou des lots assujettis de la part de son propriétaire, la Ville peut décider d’exercer son droit de préemption et d’acquérir ou d’y renoncer.

JUSTIFICATION

L’assujettissement de nouveaux lots au droit de préemption à des fins de logement social

accordera à la Ville une agilité accrue pour intervenir sur le marché et procéder, si opportun, à l'acquisition des lots assujettis dans le but de développer des logements sociaux. Il convient d'assujettir ces immeubles hautement stratégiques rapidement, de manière à pouvoir saisir les opportunités susceptibles de se présenter.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'assujettissement des lots ciblés au droit de préemption et la notification aux propriétaires d'un tel assujettissement n'impliquent pas de dépenses pour la Ville au-delà des frais administratifs afférents.

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville dans l'exercice du droit de préemption seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé et des conditions.

Ces acquisitions seront financées par les règlements d'emprunts de compétence d'agglomération RCG21-020 "Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements, sociaux afin d'ajouter le financement de travaux préparatoire", RCG24-029-1 "Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux afin d'ajouter le financement de travaux préparatoire" et RCG24-033 "Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux".

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. La grille d'analyse est incluse en pièce jointe.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (ADS+), notamment en agissant activement sur le manque de logements sociaux ; en assurant une offre en habitation qui soit accessible et diversifiée ; et en favorisant l'accès à un logement convenable pour toutes et tous.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce qu'il n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de cette résolution permettra d'assujettir au droit de préemption des immeubles offrant un potentiel intéressant pour le développement ou la préservation de logements sociaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie KIROUAC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Guy HÉNAULT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

Louis-Guy HÉNAULT, 14 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Olivier PAPINEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438-822-1566
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248399001
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7-* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 7- Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** ● **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** ● **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales** ● **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248399001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document joint a été validé par le Service des affaires juridiques.

FICHIERS JOINTS

1248399001 - Résolution (Agglo).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie KIROUAC
Avocate
Droit fiscal, évaluation et transactions financières
Tél : 514-442-8893

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Nicolas DUFRESNE
Chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL DÉSIGNANT LES IMMEUBLES SUR LESQUELS LE DROIT DE PRÉEMPTION EST EXERCÉ ET QUI POURRONT ÊTRE AINSI ACQUIS AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL

Attendu le *Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012)*, il est résolu :

1. d'assujettir au droit de préemption aux fins de logement social, pour une durée de dix (10) ans, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 740 825

1 741 260

1 741 262

2 162 264

2. de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

GDD 1248399001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-17 14:36

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248168001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement vise à régulariser l'occupation permanente par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue de deux parcelles du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, situées dans le Grand parc de l'Ouest et appartenant à la Ville de Montréal. Ces deux parcelles sont occupées respectivement par une tranchée de drainage et par la rue Zénon-Gareau.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la Ville de Montréal doit autoriser l'occupation du domaine public par l'adoption d'un règlement d'occupation à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1295 - Autoriser la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue à réaliser des travaux de drainage de la rue Zénon-Gareau sur un terrain appartenant à la Ville de Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lequel est situé à l'intérieur des limites du Grand Parc de l'Ouest dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'autorisation.
CG19 0478 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Développement immobilier Grilli inc., pour fins de parc, un terrain vacant, connu et désigné comme étant les lots mentionnés au dossier décisionnel, au cadastre du Québec, à proximité du chemin de l'Anse-à-l'Orme, dans la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, au prix de 5 100 000 $ plus les taxes applicables, soit 5 863 725,00 $, incluant les taxes, dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest. N/Réf. : 31H05-005-6314-01

DESCRIPTION

En 2019, la Ville de Montréal acquiert le lot 4 310 107 afin d'agrandir le Grand parc de l'Ouest. Ce lot est alors occupé en partie par la rue Zénon-Gareau, laquelle dessert le quartier résidentiel voisin à l'ouest.
Une servitude d'occupation temporaire datée du 17 novembre 1995, portant le numéro d'inscription 4 819 773, permet l'occupation d'une partie de la rue Zénon-Gareau par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et ce, jusqu'à la construction d'un nouveau quartier à l'est. Le quartier à l'est ne pourra être construit, car la Ville de Montréal affecte dorénavant ce terrain à des fins de parc régional. En conséquence, la Ville de Montréal doit remplacer la servitude temporaire par un règlement d'occupation permanente du domaine public qui correspond à l'emprise réelle de la rue Zénon-Gareau.

De plus, il est à noter qu'en 2020 la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue demande à la Ville de Montréal l'autorisation afin de construire une tranchée de drainage sur le lot 4 310 107 de la Ville de Montréal, près de la ligne séparative partagée avec les lots résidentiels de la rue Vallée.

Cette tranchée de drainage (construite en sous-terrain, recouverte et végétalisée) est conçue pour réduire l'accumulation d'eau sur les terrains résidentiels de la rue Vallée au moment de la fonte des neiges. Le comité exécutif de la Ville de Montréal a autorisé la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue à réaliser la tranchée de drainage par la résolution CE20 1295.

L'adoption d'un règlement d'occupation permanente du domaine public permet à la Ville de Montréal de régulariser à la fois la présence de la rue Zénon-Gareau et de la tranchée de drainage. Cette occupation est gratuite pour la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. La ville de Sainte-Anne-de-Bellevue doit toutefois entretenir à sa charge les deux ouvrages.

Il est à noter que la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue a pris connaissance du projet de règlement et en est satisfaite.

JUSTIFICATION

Le règlement d'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue permet de régulariser les occupations sur le lot 4 310 107 de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les responsabilités financières découlant de ce règlement incombent à la ville de Saint-Anne-de-Bellevue.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 parce qu'il traite d'une permission d'occupation au bénéfice de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de régulariser l'occupation du domaine public de la ville de Montréal par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement : Automne 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 820-7097
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Jérémie WATTERS
Chef de division

Tél : 514.872.6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2024-10-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1248168001**
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : *Adopter le Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			*X*
2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier n'est pas lié à une priorité du Plan stratégique. Ce dossier vise à régulariser une occupation du domaine public de la Ville de Montréal par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Sans objet.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Projet de permis d'occupation du domaine public

Sainte-Anne-de-Bellevue

Règlement de délimitation du Grand parc de l'Ouest

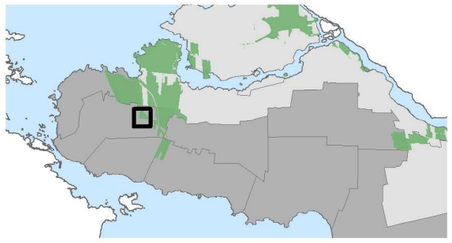
Grand parc de l'Ouest

Lot 4 310 107 :

Secteur de construction de la tranchée de drainage

Secteur de la voirie

Secteur naturel à conserver



Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

25 mars 2021

orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal, 20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Projet de reglement.doc

Annexe I plan description technique.pdf

Annexe I description technique.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION PERMANENTE DU DOMAINE PUBLIC PAR LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE AUX FINS D'UNE TRANCHÉE DE DRAINAGE ET D'UNE VOIE DE CIRCULATION SUR LE LOT 4 310 107 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu l'article 17 et le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

1. La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue est autorisée à occuper gratuitement de manière permanente le domaine public aux fins d'une tranchée drainante et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec, soit dans le Grand parc de l'Ouest, tel que délimité à l'annexe I du présent règlement.

L'autorisation visée au premier alinéa est conditionnelle au respect des conditions et des exigences prévues à l'annexe II du présent règlement.

2. En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et toute autre disposition réglementaire, la disposition du présent règlement prévaut.

3. Le présent règlement prend effet à la date d'inscription au bureau de la publicité des droits de l'acte d'extinction fait par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue de la servitude temporaire de passage publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 20 novembre 1995, sous le numéro d'inscription 4 819 773.

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue doit transmettre à l'autorité compétente, tel que définie à l'annexe II du présent règlement, une copie de l'acte d'extinction de ladite servitude temporaire dans les dix (10) jours de la signature de l'acte.

ANNEXE I
PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX 2024

GDD 1248168001

ANNEXE I
PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

1.1. « **Autorité compétente** » : la directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2. « **Emplacements** » : une partie du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, d'une superficie de 4 911,3 m^2 occupée par la rue Zénon-Gareau;

une partie du lot 4 310 107 dudit cadastre d'une superficie de 1 916,5 m^2 occupée par une tranchée drainante;

Lesquelles parties sont identifiées sur le plan accompagnant la description technique préparée par Alexis Bellerose, arpenteur-géomètre, le 13 mai 2024, sous le numéro 3189 de ses minutes (dossier 23394), dont une copie est jointe au présent règlement comme annexe I;

1.3. « **Ouvrages** » : une tranchée drainante et une voie de circulation avec fossés portant la dénomination de la rue Zénon-Gareau, incluant tout équipement ou accessoire utile à leur bon fonctionnement.

ARTICLE 2
CONDITIONS D'AUTORISATION

2.1. L'autorisation d'occuper de manière permanente le domaine public, accordée à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (ci-après « SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE ») par le présent règlement, doit se limiter aux Emplacements et doit respecter les termes et conditions des présentes.

2.2. L'autorisation comprend pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE l'autorisation de poser tout geste qu'elle jugera nécessaire et approprié afin de maintenir, réparer, remplacer, entretenir, exploiter ou démanteler les Ouvrages dans les Emplacements.

2.3. L'autorisation inclut également le droit pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE de circuler librement sur la rue Zénon-Gareau, d'y accéder et d'en sortir en tout temps à pied ou en véhicule.

À l'égard de la tranchée drainante, l'autorisation inclut le droit pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE de circuler à pied ou en véhicule en vue de son entretien, sa réparation ou son remplacement.

ARTICLE 3
FIN DE L'OCCUPATION

3.1. La perte totale, l'enlèvement définitif ou la destruction complète sans remplacement, de quelque façon que ce soit, des Ouvrages mettra automatiquement fin aux droits consentis par la présente autorisation. Lorsque l'enlèvement définitif est fait par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, celle-ci doit donner un préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours à l'Autorité compétente. Néanmoins, il est entendu qu'aucun préavis ne sera requis pour tout enlèvement définitif requis d'urgence. En ce cas, un avis sera transmis à cet effet par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE à l'Autorité compétente dans les dix (10) jours suivant l'intervention et les documents prévus à l'article 5.1 de la présente annexe seront transmis dès que possible.

3.2. De plus, la Ville de Montréal se réserve le droit, en tout temps, d'exiger l'enlèvement, l'abandon, le déplacement, la relocalisation ou la modification, aux frais de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, des Ouvrages, en cas de non-respect des obligations de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE créées aux termes des présentes ou si jugé nécessaire, dans l'intérêt public, par l'Autorité compétente. À cet effet, un préavis de cent quatre-vingts (180) jours doit être donné à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, à l'expiration duquel la présente autorisation d'occupation du domaine public prendra automatiquement fin. La Ville de Montréal se réserve toutefois le droit d'exiger, en cas d'urgence et dans des circonstances mettant en péril la santé ou la sécurité publique, toute modification jugée appropriée, et ce, à l'intérieur de tout délai justifié par l'urgence de la situation.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

4.1. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit assumer, pour toute la durée de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'entière responsabilité de tout dommage pouvant résulter de l'installation, de l'existence, de l'entretien ou de l'usage qui est fait des Ouvrages dans les Emplacements, qu'il s'agisse de dommages aux personnes ou aux biens publics ou privés ainsi que ceux pouvant être causés par ses employés ou ses entrepreneurs. À cet égard, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE tiendra la Ville de Montréal indemne, prendra fait et cause et la défendra contre toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, toute action qui pourrait lui être intentée et toute condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre la Ville de Montréal, y compris les frais et accessoire, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de la Ville de Montréal, ses employés ou ses entrepreneurs.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE tiendra la Ville de Montréal indemne de tout dommage causé aux Ouvrages par la Ville

de Montréal, ses employés ou ses entrepreneurs, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de ces derniers.

4.2. SAINT-ANNE-DE-BELLEVUE doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de l'occupation, une assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, les dommages matériels ainsi que pour les préjudices. Cette assurance responsabilité doit contenir un avenant désignant la Ville de Montréal comme assurée additionnelle pour tout sinistre ayant trait à l'occupation du domaine public et doit préciser qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un préavis écrit de trente (30) jours adressé à l'Autorité compétente. Elle doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation du domaine public et le montant doit en être indexé tous les cinq (5) ans afin que les montants souscrits donnent une protection équivalente à celle prévue aux présentes.

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra fournir à l'Autorité compétente, sur demande, la preuve qu'elle se conforme aux exigences du présent article.

4.3. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit entretenir et maintenir en bon état les Ouvrages, lesquels devront être sécuritaires pour l'environnement et pour le public.

4.4. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à maintenir les lieux occupés exempts de tous empiétements ou dépôts sauvages.

4.5. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à aménager à ses frais dans un délai de douze (12) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement et à entretenir une clôture sans ouverture ni porte sur la ligne mitoyenne du lot 4 310 107 du cadastre du Québec et des lots privés de la rue Vallée.

4.6. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à réaliser les opérations de déneigement de la rue Zénon-Gareau sans décharger ni pousser la neige dans les fossés ou au-delà des Emplacements. L'utilisation des sels de déglaçage est prohibée.

4.7. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à entretenir les fossés selon les normes applicables et les règles de l'art (notamment, selon la méthode du tiers inférieur).

4.8. La Ville de Montréal se réserve le droit d'entretenir, de remplacer, de reconstruire, de déplacer, de maintenir et d'exploiter les Ouvrages sur les Emplacements, et aux frais de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, si celle-ci fait défaut à ses obligations.

4.9. Trente (30) jours ouvrables avant le début de tous travaux de plantation de végétaux ou d'abattage d'arbres sur les Emplacements, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit soumettre à l'Autorité compétente le plan détaillé de plantation ou d'abattage.

Ce document devra être approuvé par l'Autorité compétente préalablement à l'exécution desdits travaux, agissant diligemment.

ARTICLE 5
TRAVAUX ULTÉRIEURS

5.1. Trente (30) jours ouvrables avant le début de tous travaux de réparation, de modification et de remplacement des Ouvrages ou de tous travaux d'enlèvement des Ouvrages, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit soumettre à l'Autorité compétente les documents suivants :

a) le plan préliminaire des travaux;

b) le plan de remise en état des lieux;

c) le calendrier d'exécution des travaux respectant les lois et règlements en matière de protection environnementale et notamment, la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch.22) et la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2);

d) un certificat d'assurance prouvant que SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE détient l'assurance- responsabilité requise et exigée conformément à l'article 4.2 de la présente annexe.

Ces documents devront être approuvés par l'Autorité compétente préalablement à l'exécution desdits travaux, agissant diligemment. Néanmoins, il est entendu qu'aucune approbation ne sera requise pour toute réparation urgente nécessitant une intervention immédiate de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE. En ce cas, un avis sera transmis à cet effet par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE dans les dix (10) jours suivant l'intervention et les documents y afférents seront transmis dès que possible.

Toute modification aux Ouvrages doit être exécutée par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, ou ses sous-contractants, à ses frais.

5.2. Dans les trente (30) jours suivant la fin des travaux, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra enlever des Emplacements tout débris et surplus d'excavation résultant des travaux effectués et devra, à ses frais, le remettre en état selon le plan de remise en état des lieux prévu à l'article 5.1 b) de la présente annexe. Toutefois, dans l'éventualité où certains travaux de remise en état ne pourraient pas être complétés dans le délai précité, compte tenu de la période hivernale, notamment la plantation de végétaux, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra compléter la remise en état des Emplacements dans un délai de trente (30) jours suivant la période de dégel fixée annuellement par le ministère des Transports applicable au territoire montréalais.

Il est entendu que la remise en état des Emplacements devra notamment inclure la réinstallation de tous les éléments du domaine public ayant été déplacés lors de la réalisation des travaux incluant notamment la réinstallation des éléments de signalisation et la remise en état des trottoirs et rues affectées par la réalisation des travaux.

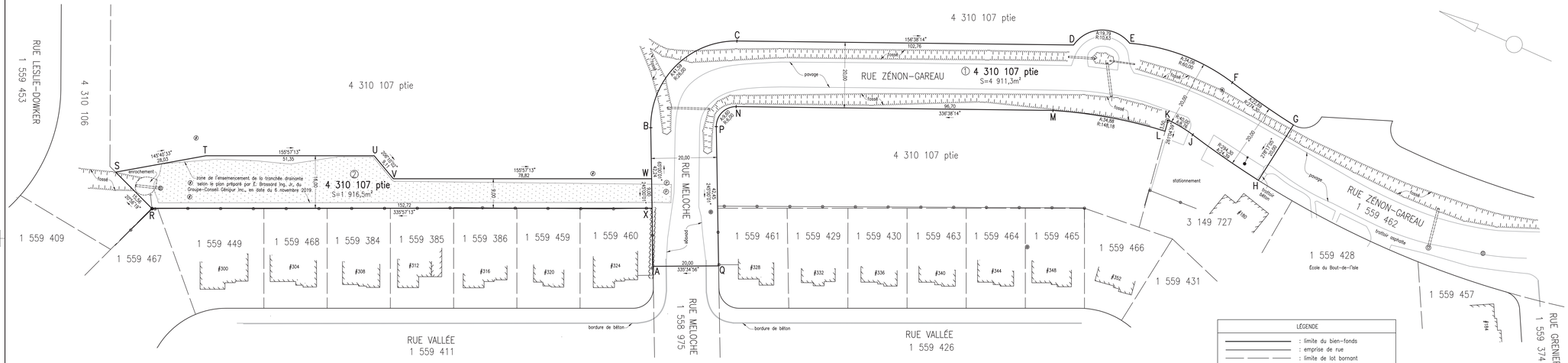
ARTICLE 6

PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES

6.1. Malgré les présomptions établies par les articles 955 et 957 du Code civil du Québec (ci-après le « C.c.Q. ») et malgré toutes les dispositions à l'effet contraire contenues aux articles 958, 959 et 961 du C.c.Q., la Ville de Montréal n'acquiert pas les Ouvrages par accession et elle ne sera aucunement tenue, à quelque moment que ce soit, de payer à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE quelque somme que ce soit à titre d'indemnité pour les impenses nécessaires, utiles ou d'agrément relativement aux Ouvrages, lesquels sont, pour les fins du présent règlement, réputés appartenir à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE.

ARTICLE 7
RENONCIATION

7.1. Si SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE est d'une quelconque manière troublée dans son occupation des Emplacements, elle n'aura aucun recours contre la Ville de Montréal, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE y renonçant expressément.



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S):

Deux parties du lot 4 310 107

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au nord-est de la
RUE VALLÉE
entre la
RUE LESLIE-DOWKER et la RUE GRENIER

FINS DU DOCUMENT:

Description technique pour fins de permis d'occupation du domaine public

NOTES: 1- Les biens-fonds devant être grevés d'un permis d'occupation du domaine public en faveur de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue sont identifiés par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1) pour les rues Meloche et Zénon-Gareau et par les lettres RSTUVWXR (article 2) pour la tranchée drainante.

2- Le levé a été effectué les 14 février, 12, 13, 14 et 27 avril 2023.

3- Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPO NAD83 SCRS (fuseau 8).

4- Le lot 4 310 107 est la propriété de "LA VILLE DE MONTRÉAL" en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 25 032 544.

5- Le lot 4 310 107 est considéré comme un parc faisant partie du Grand Parc de l'Ouest et est mentionné dans l'annexe 1 du Règlement relatif à l'établissement du Grand Parc de l'Ouest (RGC 19-026).

6- À moins d'indication contraire au plan, les servitudes et autres charges ne sont pas indiquées sur ce plan.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du garden du greffe commun.

Montréal, le 13 mai 2024

Préparé par: ALEXIS BELLEROSE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME DU ORIGINAL
Montréal, le 2024-06-07
Arpenteur

Minute N° 3189 Sceau

Références: Ce plan et le rapport qui l'accompagne font partie intégrante de la description technique.
Feuille(s) cartographique(s): 31H05-005-5013 et 31H05-005-5113 (31H05-010-3007 et 31H05-010-3107)

Dessin: M.Joyal

Arpenteur(e)-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER N° 23394 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

MUNICIPALITÉ:
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

PLAN N° V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

23394-D12WG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOTS	:	DEUX PARTIES DU LOT 4 310 107
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
ARRONDISSEMENT	:	NON APPLICABLE

Ces biens-fonds, situés au nord-est de la rue Vallée entre la rue Leslie-Dowker et la rue Grenier, sont indiqués par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1) et RSTUVWXR (article 2), tel que montré sur le plan V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE joint à la présente description technique.

Ils se décrivent comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparait sur le plan joint :

Les biens-fonds décrits sont pour des fins d'obtention d'un permis d'occupation du domaine public en faveur de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue sur une partie des rues Meloche et Zénon-Gareau et sur une tranchée drainante.

1.- Une partie du lot QUATRE MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE CENT SEPT (4 310 107 ptie).

De figure irrégulière,

Partant du point A, étant à l'intersection des lots 1 559 460, 4 310 107 et 1 558 975, étant la rue Meloche.

/2

De là, bornée au nord-ouest par le lot 1 559 460, par une partie du lot 4 310 107 (article 2) et par une autre partie du lot 4 310 107, et suivant une direction de 65°00'01" pour une distance de quarante-deux mètres et vingt-quatre centièmes (42,24 m) jusqu'au point B.

De là, bornée au nord par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de quarante et un mètres et cinquante-neuf centièmes (41,59 m) et ayant un rayon de vingt-six mètres (26,00 m) jusqu'au point C.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 156°38'14" pour une distance de cent deux mètres et soixante-seize centièmes (102,76 m) jusqu'au point D.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de dix-neuf mètres et soixante-dix-neuf centièmes (19,79 m) et ayant un rayon de dix mètres et soixante-trois centièmes (10,63 m) jusqu'au point E.

De là, bornée à l'est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de trente-quatre mètres et six centièmes (34,06 m) et ayant un rayon de soixante mètres (60,00 m) jusqu'au point F.

De là, bornée à l'est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de vingt-deux mètres et soixante-neuf centièmes (22,69 m) et ayant un rayon de deux cent soixante-quatorze mètres et trente centièmes (274,30 m) jusqu'au point G.

/3

De là, bornée au sud par le lot 1 559 462, étant la rue Zénon-Gareau, et suivant une direction de 278°17'05" pour une distance de vingt mètres (20,00 m) jusqu'au point H.

De là, bornée à l'ouest par le lot 3 149 727 et suivant un arc de cercle de vingt-quatre mètres et trente-neuf centièmes (24,39 m) et ayant un rayon de deux cent quatre-vingt-quatorze mètres et trente centièmes (294,30 m) jusqu'au point J.

De là, bornée à l'ouest par le lot 3 149 727 et suivant un arc de cercle de huit mètres et soixante-seize centièmes (8,76 m) et ayant un rayon de quarante mètres (40,00 m) jusqu'au point K.

De là, bornée au sud par le lot 3 149 727 et suivant une direction de 261°04'59" pour une distance de trois mètres et cinquante centièmes (3,50 m) jusqu'au point L.

De là, bornée à l'ouest par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de trente-quatre mètres et quatre-vingt-huit centièmes (34,88 m) et ayant un rayon de cent quarante-huit mètres et dix-huit centièmes (148,18 m) jusqu'au point M.

De là, bornée au sud-ouest par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 336°38'14" pour une distance de quatre-vingt-seize mètres et soixante-dix centièmes (96,70 m) jusqu'au point N.

De là, bornée sud par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de neuf mètres et soixante centièmes (9,60 m) et ayant un rayon de six mètres (6,00 m) jusqu'au point P.

/4

De là, bornée au sud-est par une partie du lot 4 310 107 et le lot 1 559 461, et suivant une direction de 245°00'01" pour une distance de quarante-deux mètres et quarante-cinq centièmes (42,45 m) jusqu'au point Q.

De là, bornée au sud-ouest par le lot 1 558 975, étant la rue Meloche, et suivant une direction de 335°34'56" pour une distance de vingt mètres (20,00 m) jusqu'au point de départ A.

Contenant une superficie de quatre mille neuf cent onze mètres carrés et trois dixièmes (4 911,3 m²).

2.- Une partie du lot QUATRE MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE CENT SEPT (4 310 107 ptie).

De figure irrégulière,

Partant du point R, étant à l'intersection des lots 4 310 106, 4 310 107 et 1 559 467.

De là, bornée à l'ouest par le lot 4 310 106 et suivant une direction de 20°56'19" pour une distance de quinze mètres et cinquante-six centièmes (15,56 m) jusqu'au point S.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 145°40'33" pour une distance de vingt-huit mètres et trois centièmes (28,03 m) jusqu'au point T.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 155°57'13" pour une distance de cinquante et un mètres et trente-cinq centièmes (51,35 m) jusqu'au point U.

/5

De là, bornée à l’est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 206°10'02" pour une distance de neuf mètres et onze centièmes (9,11 m) jusqu'au point V.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 155°57'13" pour une distance de soixante-dix-huit mètres et quatre-vingt-deux centièmes (78,82 m) jusqu'au point W.

De là, bornée au sud-est par une partie du lot 4 310 107 (article 1) et suivant une direction de 245°00'01" pour une distance de neuf mètres (9,00 m) jusqu'au point X.

De là, bornée au sud-ouest par les lots 1 559 460, 1 559 459, 1 559 386, 1 559 385, 1 559 384, 1 559 468, 1 559 449 et 1 559 467, et suivant une direction de 335°57'13" pour une distance de cent cinquante-deux mètres et soixante-douze centièmes (152,72 m) jusqu'au point de départ R.

Contenant une superficie de mille neuf cent seize mètres carrés et cinq dixièmes (1 916,5 m²).

Les directions mentionnées ci-haut sont des gisements en référence au système SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/6

Préparé à Montréal, le 13 mai 2024 sous le numéro 3189 de mes minutes au dossier 23394 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville de Montréal.

ALEXIS BELLEROSE
Arpenteur-géomètre

/cc

Plan : V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Dossier : 23394

Copie conforme à l'original

Montréal, le 2024-05-14

Arpenteur-géomètre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

Il est recommandé:
d'adopter le règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur les lots n'appartenant pas à la ville dans des parcs à caractère régional.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-24 07:44

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245517003**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations 2024-2033 adopté par le conseil municipal, l'administration a prévu des investissements dans le Programme de réhabilitation des berges, le Programme de Réhabilitation des parcs-nature et espaces riverains, ainsi que le Programme Grand Parc de l'Ouest.

Le Programme de réhabilitation des berges et le Programme Grand Parc de l'Ouest sont assujettis au Cadre de gouvernance et ont obtenu leur point de passage en Exécution.

Dans ces trois programmes, une partie des travaux prévus se trouvent sur des lots n'appartenant pas à la Ville ou n'ayant pas un bail couvrant minimalement la période d'amortissement des dépenses (20 ans) à la suite de la complétion des travaux. Ces conditions ne rencontrent pas les règles comptables de capitalisation des dépenses.

Les démarches pour régulariser ces situations sont en cours. Toutefois, pour assurer le respect de l'échéancier des travaux, les services professionnels et certains des travaux doivent être réalisés en parallèle à ces démarches de régularisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0225 – 18 avril 2024 : Règlement modifiant le Règlement autorisant un (1) emprunt de 13 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest (RCG 20-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 45 779 000 $.
CG24 0033 – 25 janvier 2024 : Adopter la stratégie de mise en valeur du Grand parc de l'Ouest.

CE22 9025020 – 19 octobre 2022 : Mandat d'exécution - Nouveau Programme de réhabilitation des berges.

CE22 1642 – 12 octobre 2022 : Autoriser la signature de deux (2) ententes de contributions financières en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (F.A.A.C.) du gouvernement du Canada.

CG21 021 – 30 septembre 2021 : Règlement autorisant un (1) emprunt de 2 100 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional.

CG20 0042 – 30 janvier 2020 : Adopter le Règlement autorisant un (1) emprunt de 13 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest.

CG17 0394 – 24 août 2017 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un (1) emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération (RCG 16-049).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un (1) règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un (1) emprunt de 25 386 000 $ pour financer des services professionnels et des travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville ou dont les baux sont à renouveler. Les dépenses permettront de réaliser des projets de réhabilitation de berges et d'aménagement de parcs.

Les projets en berges se situent dans le parc de l'Île de la Visitation.

Les projets en parc se situent dans le réseau des parcs-nature, notamment et sans s'y limiter, à ceux de l'Île-de-la-Visitation, du Ruisseau-De Montigny, de la Pointe-aux-Prairies, du Bois-de-Liesse, du Bois-de-Saraguay, de même que tous les secteurs du Grand parc de l'Ouest présents et à venir.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra d'obtenir les crédits nécessaires pour poursuivre les projets de réhabilitation des berges et d'aménagement de parcs, selon les échéanciers prévus au PDI et au cadre de gouvernance des programmes.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra également d'engager les subventions fédérales et provinciales déjà obtenues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des services professionnels et des travaux d'aménagement qui sont prévu au PDI 2024-2033 :

- En berges du Programme 34330 – Réhabilitation des berges pour un montant de 12 748 000 $;
- Dans les parcs du Programme 34333 – Réhabilitation des parcs-nature et espaces riverains pour un montant de 7 833 700 $;
- Dans les différents secteurs du Programme 32311 – Programme Grand Parc de l'Ouest pour un montant de 4 804 300 $.

Les travaux et services financés par ce règlement d'emprunt ne constituent pas des dépenses d'immobilisation et la période de financement est de cinq (5) ans. Le tableau ci-dessous présente la répartition sur cinq ans des dépenses prévues pour ce règlement

d'emprunt.
On y retrouve également la part applicable de la subvention du Gouvernement du Québec et du Gouvernement fédéral pour le Programme 34330 - Réhabilitation des berges.

Années	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Budget brut	1 478 000 $	14 121 000 $	2 105 000 $	4 915 000 $	2 767 000 $	25 386 000 $
Subvention FAAC	400 000 $	9 185 000 $				9 585 000 $
Budget Net	1 078 000$	4 936 000 $	2 105 000 $	4 915 000 $	2 767 000 $	15 801 000 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Orientation 1 :
- Accélérer la transition écologique, Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le budget de revenus et de dépenses n'est pas approuvé, les services professionnels ne seront pas réalisés selon les échéances prévues causant un impact négatif sur le début des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : 1er trimestre 2025;
2. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe CHALAND, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Valérie TREMBLAY-GRAVEL, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Clément ARNAUD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Mathieu DRAPEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jérémie WATTERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marie-Pascale RICHARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Marie-Pascale RICHARD, 23 octobre 2024
Valérie TREMBLAY-GRAVEL, 9 octobre 2024
Philippe CHALAND, 2 juillet 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe CHALAND
Chargé d expertise et de pratique - conseil

Tél : 514 546-3092
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Marie-Pascale RICHARD
Cheffe de division, par intérim - Gestion des parcs-nature, de la biodiversité et des berges

Tél : 514 220-1255
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - Gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 438 995-6030
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 236-5925
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : GDD 1245517003
Unité administrative responsable : Division Gestion des parcs-nature et de la biodiversité
Projet : 34330 Programme de réhabilitation des berges

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Orientation 1 :

Accélérer la transition écologique, priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Augmenter les plantations d'arbres et d'arbustes adaptés.

Adoucir le profil des rives et utiliser des techniques de génie végétal pour aménager des rives durables et capables de résister aux évènements climatiques.

Augmenter les accès aux parcs riverains et aux plans d'eau pour les citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Direction générale des finances municipales
et des programmes

PAR COURRIEL

Québec, le 3 décembre 2021

Maître Yves Saindon
Assistant-greffier
Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

N/Réf. : M601579

Monsieur,

Je vous informe que le règlement RCG 21-021 du Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, par lequel le conseil décrète un emprunt de 2 100 000 $, a été approuvé aujourd'hui conformément à la loi.

L'approbation de ce règlement ne dispense pas l'organisme d'obtenir, le cas échéant, tout permis, certificat, autorisation, approbation ou avis requis en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un programme d'aide financière.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Stéphane Martinez
Directeur général

Aile Chauveau, 1er étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2010
Télécopieur : 418 646-6941
www.mamh.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1245517003 - Aménagement de parcs et berges.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 386 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE BERGES DANS LES PARCS À CARACTÈRE RÉGIONAL

Vu le paragraphe 12º de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest (RCG 19-026);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ , le conseil de l'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 386 000 $ est autorisé afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional, le tout tel que décrit à l'annexe A du présent règlement.

2. Cet emprunt comprend les services professionnels et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

ANNEXE A
DÉPENSES RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE PARCS

_____

ANNEXE A
DÉPENSES RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE PARCS

	Parcs	**Services professionnels**	**Coût**	**Type de travaux**	**Coût**	**Total**
34330 – Programme de réhabilitation des berges 12 748 000 $	Île de la Visitation	Caractérisation des sédiments	73 000 $	Travaux de réhabilitation des berges Ph. 1	8 875 000 $	12 748 000 $
		Caractérisation environnementale et géotechnique Ph.2	101 000 $	Travaux de réhabilitation des berges Ph. 2	2 234 000 $	
		Conception Ph.1 et Ph.2 + plan et devis 100 % Ph.1	651 000 $			
		Demande ministérielle Ph.1	24 000 $			
		Surveillance travaux Ph.1	376 000 $			
		Plan et Devis 100% Ph. 2	160 000 $			
		Surveillance travaux Ph.2	254 000 $			
34333 - Programme de réhabilitation des parcs nature et espaces riverains 7 833 700 $	Île de la Visitation – Site des moulins	Services professionnels Ph.1 (fondations + sécurisation)	1 340 000 $	Travaux ph.1 (fondations + sécurisation)	4 000 000 $	7 833 700 $
	Tous les parcs nature	Services professionnels pour le maintien des actifs	373 965 $	Travaux pour le maintien des actifs	2 119 735 $	
32311 – Programme Grand Parc de l'Ouest 4 804 300 $	Grand sentier - Secteur de l'Anse-à-l'Orme (phase 1)	Services professionnels plan et devis / surveillance chantier / contrôle des matériaux	510 000 $	Travaux d'aménagement	2 330 000 $	4 804 300 $
	Grand sentier - secteur de l'île Bizard (phase 2)	Services professionnels plan et devis / surveillance chantier / contrôle des matériaux	360 000 $	Travaux d'aménagement	1 604 300 $	
Total						**25 386 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1245517003 - Parcs divs agglo.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-10-25 14:49

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248021005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1979, l'Entente entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) est un outil de collaboration et de planification qui permet aux partenaires de participer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques s'appliquant au territoire montréalais, au bénéfice des citoyennes et citoyens, dans une perspective de développement durable. Plus particulièrement, l'Entente de développement culturel de Montréal (EDCM) représente un véhicule financier important pour mettre en application la Politique de développement culturel de la Ville et un levier pour le développement de Montréal dans son rôle de métropole culturelle du Québec.
L'Entente 2024-2027 se déploie en fonction de l'année financière du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0555 du 24 octobre 2024 - Approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser l'assistant-greffier, Me Dominico Zambito, à signer cette entente pour et au nom de la Ville
CG21 0676 du 2 décembre 2021 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 11 678 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des

années antérieures à 2021.

CG21 0429 - 26 août 2021 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG20 0600 - 19 novembre 2020 - Approuver un projet d'avenant no 2 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) augmentant ainsi le budget total de l'Entente de 154 860 000 $ à 157 096 173 $

CG20 0417 - 27 août 2020 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine

CG18 0625 - 22 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 095 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018 »

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG18 0134 – 22 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

CG17 0032 – 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0220 – 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 22 825 222 $ afin d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets non capitalisables de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser des projets afin de:

- Soutenir la connaissance, la préservation, la restauration ou la mise en valeur du

patrimoine, incluant les paysages distinctifs.
- Développer une culture de la qualité architecturale et de l'urbanisme durable par la sensibilisation de la population et par la contribution des acteurs.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente de développement culturel concerne les services suivants :

- Axe 1 - Aménagement culturel du territoire : Service de la culture, Service de l'urbanisme et de la mobilité et Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports.
- Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers : Service de la culture, Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Service du développement économique.

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses non capitalisables de l'Entente.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente de développement culturel de Montréal de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et d'une partie reportée des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024 prévues au budget des différents services agissant comme parties prenantes à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder dix (10) ans.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

L'Entente de développement culturel de Montréal contribue au développement et au rayonnement de Montréal en améliorant la qualité des milieux de vie par une préservation et une mise en valeur du patrimoine, une présence de l'art public, une architecture et un design de qualité et des paysages distinctifs. Elle place les citoyennes et citoyens au cœur de ses interventions. Le développement et la diffusion des connaissances sont également des composantes essentielles à soutenir afin notamment d'assurer la découvrabilité de l'héritage de Montréal.

Le développement et la consolidation de lieux de diffusion municipaux, notamment les bibliothèques et le déploiement de l'art public, mettent de l'avant des pratiques innovantes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires (budget de fonctionnement seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : Mars 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Roxana ONOAE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514-318-9295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-09

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248021005

Unité administrative responsable : Service de la culture

Projet : Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Transition écologique - l'action 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. - l'action 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité. Solidarité, équité et inclusion			

- l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
- l'action 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Démocratie et participation
- l'action 10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision
- l'action 11 Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique
- l'action 13 Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international

Innovation et créativité
- l'action 15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- l'action 17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

Quartier
- l'action 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Métropole
- l'action 20 Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'entente de développement culturel de Montréal (EDCM) constitue un levier, pour le MCC et la Ville de Montréal (Ville), pour mettre en commun leurs connaissances et arrimer leurs actions afin de contribuer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques qui s'appliquent au territoire montréalais.

L'EDCM permet aux citoyennes et citoyens, bénéficiaires prioritaires de cette Entente, de contribuer à la qualité et à la vitalité culturelle de leurs milieux de vie et de renforcer leur sentiment d'appartenance grâce à la mise en valeur de leurs éléments identitaires. Les partenaires souhaitent intervenir de manière équitable sur le territoire et positionner la culture comme un outil pour la transition écologique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1248021005 - Entente développement culturel 2024-2027.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-15

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 825 222 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2024-2027 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2024

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 22 825 222 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027, conclue entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD 1248021005

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

Entente sur le développement culturel 2024-2027 (Extrait)				
		MCC	**Ville**	**Total MCC + Ville**
		Transfert	**BF**	
1	**Axe 1 - Aménagement culturel du territoire**			
1.1	**Patrimoine**			
1.1.1	Projets	950 001 $	950 001 $	1 900 002 $
1.1.2	Prog. Immeubles municipaux patrimoniaux	339 987 $	339 987 $	679 974 $
1.1.3	Prog. Subventions à la restauration	4 122 334 $	4 122 334 $	8 244 668 $
	Total Axe 1 - Aménagement culturel du territoire	**5 412 322 $**	**5 412 322 $**	**10 824 644 $**
2	**Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers**			
2.1	**Patrimoine**			
2.1.1	Recherches et diffusion	1 669 955 $	1 669 955 $	3 339 910 $
2.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**			
2.2.1	Recherches et diffusion	336 461 $	336 461 $	672 922 $
2.4	**Montréal - Ville Unesco de design**			
2.4.1	Programmes et projets	225 000 $	225 000 $	450 000 $
	Total Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers	**2 231 416 $**	**2 231 416 $**	**4 462 832 $**
	Total	**7 643 738 $**	**7 643 738 $**	**15 287 476 $**
	Report des années antérieures (2008-2024)			
	Service de la Culture			- $
	Bibliothèque St-Sulpice (aménagements)			4 000 000 $
	Service de l'Urbanisme et de la Mobilité			11 484 352 $
	Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports			370 866 $
	Reports totaux			**15 855 218 $**
	Total soldes des règlements d'emprunt 2018-2024 au 1 aout 2024			**8 317 472 $**
	Total règlement d'emprunt 2024-2027			**22 825 222 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248021005 - 39735 Agglo Culture.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roxana ONOAE
Agent comptable analyste
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.04

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 et d'ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 11:24

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245629002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 septembre 2021, le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) a été adopté. Celui-ci permet de mettre en œuvre le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, qui était auparavant régie par le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 20-018). Le budget total du programme pour la mise en œuvre de ces deux règlements est de 14,3 M$.
Ce programme de subvention est accessible aux entreprises d'économie sociale de l'ensemble de l'agglomération de Montréal et est composé de deux volets :

Volet 1 (acquisition) : subvention à l'acquisition d'un bâtiment par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière correspond à 40 % du coût d'acquisition, sans dépasser 400 000 $;
Volet 2 (rénovations) : subvention pour la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un bâtiment occupé par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière couvre 40 % des travaux admissibles ainsi que 50 % des honoraires de services professionnels (architecture, design, ingénierie, gestion de projet, urbanisme, archéologie ou experts-conseils), sans dépasser 400 000 $.

Une entreprise d'économie sociale peut soumettre une demande de subvention pour un même bâtiment à chacun de ces volets. Toutefois, la subvention totale ne pourra pas dépasser 400 000 $.

Le présent dossier décisionnel vise à modifier le règlement RCG 21-019, notamment afin de

bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 par l'utilisation du budget de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$) et ajouter une période d'admissibilité pour accepter de nouveaux projets d'économie sociale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0588 (19 octobre 2023) : Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

CG23 0468 (24 août 2023) : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement à hauteur de 3 000 000 $ afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2023.

CE22 1781 (2 novembre 2022) : Édicter une ordonnance en vertu de l'article 43 du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 500 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier en 2022 / Autoriser un virement de 500 000 $ du programme Artère en transformation vers le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale pour l'exercice financier 2022.

CG22 0352 (19 mai 2022) : adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) » (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

CE22 0607 (13 avril 2022) : bonifier de 800 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) et redistribuer l'enveloppe budgétaire du programme pour les années 2021 et 2022.

CG21 0633 (30 septembre 2021) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale ».

CE21 1393 (11 août 2021) : bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022.

CG20 0231 (23 avril 2020) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) ».

CE18 0916 (23 mai 2018) : approuver le plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale connaît un véritable succès et démontre le besoin des entreprises d'économie sociale pour un tel soutien.
En date du 24 octobre 2024, ce sont 163 dossiers qui ont été reçus. Parmi ceux-ci, 57 ont reçu le versement final de la subvention pour un investissement total de 35 065 461 M$ et des subventions versées de 9,8 M$. On relève 41 dossiers toujours admissibles qui pourraient recevoir une subvention.

La popularité de ce programme fait en sorte que pour l'année 2024, les budgets ont été presque entièrement engagés à l'exception d'un budget résiduel de 1 250 000 $ et les échéances déterminées par le règlement (31 octobre pour le volet 1 et 30 juin 2024 pour le volet 2) ne permettent plus de rendre admissibles de nouveaux projets. Toutefois, le besoin des entreprises d'économie sociale est toujours présent et les demandes de subvention continuent d'affluer. Il y a donc lieu de procéder à une bonification du budget total du programme à hauteur de 1 750 000 $ pour les années 2025-2026 et d'ajouter une période d'admissibilité afin de soutenir de nouveaux projets. Cette bonification sera couplée au budget résiduel du programme pour un total disponible d'au moins 3 M$ pour la nouvelle période d'admissibilité. À noter que le budget résiduel pourrait évoluer à la hausse à la suite du traitement prochain des demandes de versement.

Les fonds proviendront de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

En résumé, voici les modifications proposées au règlement RCG 21-019 :

- Bonification budgétaire : Augmentation de l'enveloppe du programme de 1 750 000 $ pour l'année financière 2025, couplé au budget résiduel
- Nouvelle Période d'Admissibilité :
  - Volet 1 (acquisition) : 6 janvier au 31 décembre 2025
  - Volet 2 (rénovations) : 6 janvier au 6 octobre 2025
- Échéances pour la réalisation des projets à la suite de l'admissibilité
  - Volet 1 (acquisition) : 6 mois après l'avis d'admissibilité et maximum jusqu'au 31 janvier 2026
  - Volet 2 (rénovations) : finalisation des travaux au 31 décembre 2027
- Fermeture du programme - 30 juin 2028
- Exclusions : entreprises disposant d'un réseau de plus de 4 succursales

JUSTIFICATION

La bonification budgétaire et l'ajout d'une période d'admissibilité sont nécessaires pour maximiser l'utilisation des fonds résiduels et soutenir les projets qui sont à risque de ne pas se réaliser, notamment à cause des échéances actuelles du programme. Cela permettra également de continuer à stimuler le développement économique social à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont fait l'objet d'une première approbation du comité exécutif le 11 mars 2020 (CE20 0346), puis de virements totalisant 4 000 000 $ approuvés par le comité exécutif le 11 août 2021 (CE21 1393). Une bonification et une redistribution de l'enveloppe budgétaire ont par la suite été approuvées par le comité exécutif le 13 avril 2022 (CE22 0607) puis une bonification de 500 000 $ a été approuvée par le comité exécutif le 2 novembre 2022 (CE22 1781). Enfin, en 2023, une bonification budgétaire de 3 000 000 $ a

été approuvée par le comité exécutif le 31 mai 2023 (CE23 0952).
Une nouvelle bonification budgétaire est proposée à hauteur de 1 750 000 $ pour l'exercice financier 2025, provenant de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal ainsi que dans le principe qui vise une collectivité au cœur du développement durable.
La grille d'analyse Montréal 2030 est insérée en pièce jointe du dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Une communication personnalisée aux requérants qui ont manifesté de l'intérêt d'appliquer dans l'attente de budgets supplémentaires;
- Une mise à jour de la page web du programme;
- Une communication aux partenaires, notamment aux arrondissements et aux pôles PME MTL afin de les informer et de les inciter à poursuivre la promotion du programme auprès de leurs clientèles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- **6 janvier 2025** : lancement de la nouvelle période d'admissibilité
- **4 octobre 2025 :** date limite pour soumettre une demande d'admissibilité pour la réalisation de travaux (volet 2)
- **31 décembre 2025 :** date limite pour procéder aux acquisitions de bâtiments (volet 1)
- **31 décembre 2027:** date limite pour réaliser les travaux de rénovation
- **30 juin 2028** : fin du programme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martel VICTOR
Commissaire au développement économique

Tél : 5142953650
Télécop. : 5145555555

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Patrick KILFOIL
Conseilleur économique

Tél : 514-868-7889
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245629002
Unité administrative responsable : Développement économique
Projet : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 150 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les modifications au règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) et au budget du programme permettront de continuer à soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaises, en leur offrant un soutien financier adapté à leurs besoins.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245629002 Règl. modif. RCG 21-019 économie sociale 20241031.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET À LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (RCG 21-019)

Vu les articles 10.1 et 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu l'article 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du_____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le préambule du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) est modifié par : l'insertion, après le septième attendu, de ce qui suit :

« Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271); ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « développement économique de la Ville de Montréal », des mots « ainsi que de la planification économique conjointe Ville de Montréal – ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) ».

3. L'article 3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **3.** La valeur totale maximale de l'aide financière qui peut être octroyée en vertu du programme de subventions prévu au présent règlement est de 10 050 000 $.

Pour les exercices financiers 2021 à 2024, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 8 300 000 $. Pour l'exercice financier 2025, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 1 750 000 $. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1.** Le présent règlement ne s'applique pas à une entreprise d'économie sociale qui exploite un réseau de succursales qui en compte plus de quatre. ».

5. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « au 31 octobre 2024 », des mots « mais antérieure au 6 janvier 2025 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° postérieure au 31 décembre 2025. ».

6. L'article 19 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « le 30 novembre 2024 », des mots « , si la date de l'acte de vente est antérieure au 1er novembre 2024 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° le 30 juin 2026, si la date de l'acte de vente est postérieure au 5 janvier 2025. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 37, de ce qui suit :

« **SECTION V**
DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE À COMPTER DU 6 JANVIER 2025

37.1. La présente section s'applique à toute demande présentée en vertu du présent volet prévu au présent chapitre à compter du 6 janvier 2025.

37.2. Les dispositions des sections I à IV du présent chapitre sont applicables compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exception des articles 21, 22, 35 et 36.

37.3. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027.

37.4. Le propriétaire ou le locataire peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet avant le 4 octobre 2025.

37.5. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

37.6. Si, en date du 31 mars 2028, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 32, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 6° de l'article 32, il doit rembourser, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus. ».

8. L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, avant le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 0.1° modifier l'article 2 du présent règlement afin d'ajouter la référence à une entente avec le gouvernement ou un programme du gouvernement lorsque le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3 du présent règlement est augmenté avec des sommes provenant d'une telle entente ou d'un tel programme ; »;

2° la suppression, dans le paragraphe 1°, des mots « lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement

ou d'un programme du gouvernement ou lorsqu'il s'agit de sommes résiduaires provenant des fonds affectés au programme prévu par le règlement RCG 20-018 »;

3° l'insertion, après le paragraphe 1°, des paragraphes suivants :

« 1.1° modifier le paragraphe 3° de l'article 8 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2025;

1.2° modifier le paragraphe 3° de l'article 19 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2026;

1.3° modifier l'article 37.3 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.4° modifier l'article 37.4 afin de prévoir une date postérieure au 4 octobre 2025;

1.5° modifier l'article 37.5 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.6° modifier l'article 37.6 afin de prévoir une date postérieure au 31 mars 2028; »;

4° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° modifier le paragraphe 3° de l'article 44 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2028. ».

9. Le paragraphe 3° de l'article 44 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 décembre 2024 » par « 30 juin 2028 ».

GDD 1245629002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245629002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.05

2024/11/21
16:00

(3)

Dossier # : 1248399002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé : Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-14 11:42

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248399002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel porte sur l'adoption du règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013), afin d'y inclure les quatre (4) lots du cadastre du Québec identifiés dans le projet de résolution décrit au sommaire décisionnel 1248399001. Ce sommaire décisionnel chemine parallèlement au présent dossier et ceux-ci seront soumis au conseil d'agglomération pour adoption.

Afin de permettre l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social sur ces quatre (4) lots, le présent sommaire décisionnel concerne le dépôt d'un avis de motion et d'un projet de règlement modifiant le « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013) ». Ce règlement doit être modifié chaque fois qu'une résolution désignant des nouveaux immeubles sur lesquels le droit de préemption de la Ville peut être exercé est adoptée, afin d'étendre à ceux-ci la délégation de pouvoirs au comité exécutif incluse au RCG 20-013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un

emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0401 – 20 juin 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG22 0580 - 22 septembre 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.

CG22 0663 - 28 octobre 2022 - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

CG22 0420 - 16 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social

CG22 0426 - 16 juin 2022 - Avis de motion et dépôt - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CG22 0289 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CG22 0198 - 24 mars 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG20 0216 - 23 avril 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social
CG20 0236 - 23 avril 2020 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG20 0141 - 26 mars 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social / Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG18 0468 - 23 août 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

DESCRIPTION

Le *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)* accorde au comité exécutif le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble qui est assujetti à ce droit ou d'y renoncer en requérant la radiation de l'inscription au registre foncier d'un avis d'assujettissement au droit de préemption. Ce règlement prévoit également une sous-délégation de ces pouvoirs à un fonctionnaire ou employé de la Ville lorsque l'immeuble assujetti est d'une valeur inférieure à 150 000 $.

Ce règlement désigne spécifiquement les immeubles pour lesquels l'exercice du droit de préemption est délégué au comité exécutif. Ainsi, il doit être modifié lors de chaque ajout d'immeubles à assujettir au droit de préemption effectué par résolution du conseil d'agglomération.

La présente modification du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)* vise donc à y ajouter les quatre (4) lots qu'il est proposé d'assujettir au droit de préemption à des fins de logement social et pour lesquels le dossier décisionnel chemine parallèlement à celui-ci (sommaire 1248399001).

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville dans l'exercice du droit de préemption seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé et des conditions.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 parce qu'il traite uniquement d'une délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération vers le comité exécutif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de mettre en place un mécanisme avantageux d'acquisition d'immeubles à des fins de logement social. La délégation de pouvoirs permettra au comité exécutif et à un fonctionnaire de la Ville, le cas échéant, d'exercer le droit de préemption et d'acquérir des immeubles qui autrement ne pourraient être achetés à l'intérieur des délais impartis par la *Loi sur les cités et ville s* .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie KIROUAC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Guy HÉNAULT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Olivier PAPINEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438-822-1566
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248399002
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7-* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 7- Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** ● **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** ● **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales** ● **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248399002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document joint a été validé par le Service des affaires juridiques.

FICHIERS JOINTS

1248399002 - Règl mod Règl délégation log social.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie KIROUAC
Avocate
Droit fiscal, évaluation et transactions financières
Tél : 514-442-8893

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Nicolas DUFRESNE
Chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-013-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL (RCG 20-013)

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG20-013) est modifié par le remplacement de « et à la résolution CG22 0790 adoptée le 22 décembre 2022; » par « , à la résolution CG22 0790 adoptée le 22 décembre 2022 et à la résolution CG24 XXXX adoptée le XX XXX 2024; ».

_____

GDD 1248399002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2024/11/21 16:00

(1)

Dossier # : 1245548004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-26 11:22

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245548004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) est un règlement de la Ville de Montréal qui régit le transport privé par taxi sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
L'entrée en vigueur, le 10 octobre 2020, de la *Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile* (RLRQ, c. T-11.2) (ci-après la « Loi »), venue remplacer la *Loi concernant les services de transport par tax i* (RLRQ, c. S-6.01), a eu pour effet de retirer à la Ville de Montréal le pouvoir de réglementer le transport par taxi sur son territoire et a, du même coup, rendu inopérant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0154 – 26 mars 2020 – Adoption du projet de Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);
CG17 0289 – 15 juin 2017 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG17 0061 – 23 février 2017 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG15 0576 – 24 septembre 2015 – Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009);

CG14 0375 – 21 août 2014 – Adoption de la Politique sur l'industrie du taxi de Montréal.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'adopter un règlement pour abroger le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) puisque la Ville n'a plus la compétence pour régir le transport rémunéré de personnes par automobile depuis l'entrée en vigueur de la Loi.

JUSTIFICATION

Les pouvoirs de la Ville en matière de transport rémunéré de personnes par automobile sur le territoire de l'agglomération se limitent à ceux qui lui sont délégués en application de la Loi et de ses règlements sur ce territoire. Depuis le 10 octobre 2020, la Ville de Montréal n'a plus sa compétence sur le développement de l'industrie du taxi et sa compétence réglementaire. Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) doit être abrogé en conséquence. Le champ de compétence de la Ville ne peut aller au-delà des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de l'article 212 de la Loi.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une démarche administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des affaires publiques et du protocole.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur du règlement à compter de la date de sa publication.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lili CLAES
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-26

Pascal LACASSE
chef(fe) de division

Tél : 5145660658
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél :
Approuvé le : 2024-09-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
directeur(-trice) - grands projets de transport en partenariat
Tél : 514-872-7092
Approuvé le : 2024-09-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245548004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s. o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** s. o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245548004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements
Objet :	Adopter le Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règlement abrogeant le Règl. sur le transport par taxi (RCG 10-009).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-09

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT SUR LE TRANSPORT PAR TAXI (RCG 10-009)

Vu la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, chapitre T-11.2);

Vu l'article 274 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 12 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du_____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) est abrogé.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD : 1245548004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-23 13:33

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247245001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La rue Sainte-Catherine
La rue Sainte-Catherine est la rue commerciale de Montréal par excellence. On y trouve la plus importante concentration de magasins au Canada et le plus grand regroupement de boutiques de mode et de prêt-à-porter au pays. Elle s'étend sur plus de dix (10) km et compte près de mille deux cent (1200) magasins, dont environ quatre cent cinquante (450) avec façade sur rue.

Le projet global de réfection de la rue Sainte-Catherine Ouest vise le secteur comprenant les tronçons entre l'avenue Atwater, à l'ouest et la rue De Bleury, à l'est. S'y ajoutent également, le square Phillips et ses rues avoisinantes. Les tronçons de la rue Sainte-Catherine qui traversent le centre-ville et le Quartier des affaires connaissent une grande concentration de magasins et de boutiques. On y trouve notamment plusieurs complexes commerciaux (La Baie, centre Eaton, complexe Les Ailes, Holt Renfrew, Ogilvy, le centre d'amusement Le Forum et le campus de l'Université Concordia).

Le projet Sainte-Catherine Ouest

La Ville de Montréal a entrepris en 2018 des travaux majeurs de réfection des infrastructures souterraines de cette portion de la rue Sainte-Catherine Ouest. Elle souhaite saisir l'opportunité qu'offrent ces travaux pour repenser cette artère montréalaise emblématique et réaliser des aménagements qui soutiendront son développement économique. Tout en reflétant son caractère unique et historique, le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest vise à relever les défis des prochaines décennies et à participer à la transformation du centre-ville. Dans cette perspective, les objectifs du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest sont les suivants :

- Mettre à niveau les infrastructures souterraines désuètes de façon à éviter des interventions majeures sur la rue pour les décennies à venir;
- Revoir l'aménagement urbain afin d'assurer la sécurité et la fonctionnalité de la

rue, et d’offrir aux usagers une expérience de vie rehaussée;
- Renforcer le caractère distinctif de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Ainsi, la Ville profite de l’opportunité qu’offre la réalisation des travaux d’infrastructures pour repenser cette artère emblématique pour réaliser de nouveaux aménagements de haute qualité, qui soutiendront son développement, tout en reflétant son caractère unique et historique.

Ce grand projet se réalise en plusieurs phases et lots de travaux. Soulignons que la phase 1 du projet fait l'objet d'un numéro investi distinct et de règlements d'emprunt distincts également. Le règlement d'emprunt en lien avec le présent dossier concerne la phase 2 du projet, laquelle s'étend entre les rues Mansfield et Atwater.

Phase 1 - rues De Bleury à Mansfield (no investi 75015)
Travaux déjà réalisés

- Réhabilitation de la conduite d’égout principale (égout collecteur) entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (2018)
- Travaux de la CSEM entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (2018)
- Lot 1A - Infrastructures : infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine du boulevard Robert-Bourassa à la rue Bleury (2019)
- Lot 2A - Décontamination des vespasiennes situées sous le square Phillips (2019)
- Lot 1A - Aménagement : Travaux d’aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (juillet 2019 à novembre 2020)
- Lot 1B - Infrastructures : Travaux d'infrastructures souterraines entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa - (mars à décembre 2020)
- Lot 1B - Aménagement : Travaux d’aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Mansfield (avril à novembre 2021)
- Lot 2D - Aménagement du square Phillips et de la rue Union : Travaux d'aménagement du square Phillips et de la rue Union (octobre 2020 à juin 2022)

Travaux à venir

- Lot 2E - Infrastructures et aménagement de la rue Place Phillips : à partir de 2027

Phase 2 - rues Mansfield à Atwater (no investi 75021)
Travaux en cours

- Lot 1A - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Mansfield et Peel, et de la rue Metcalfe, entre les rues Square Dorchester et Place Mount Royal (juillet 2023 à novembre 2025) + travaux connexes sur la rue Mansfield (réhabilitation d'aqueduc entre le boul. René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine et PCPR entre le boul. René-Lévesque et la rue Sherbrooke)

Travaux à venir

- Lots 1B & 2 - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre Peel et Saint-Marc (août 2025 à décembre 2030)
- Lot 3 - Travaux d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre Saint-Marc et Atwater (2030 à 2032)

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les dépenses des travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts et les services professionnels qui en découlent dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2

Le projet, dont la fin des travaux est prévue pour 2032, est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

Une carte localisant les tronçons concernées par le projet est fournie en pièce jointe de ce dossier.

Donnant suite à l'adoption du programme des immobilisations 2024-2033 par le conseil municipal, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les programmes et les projets y figurant, dont le projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0348 - 15 juin 2023 - Conclure une entente-cadre pour des services professionnels en ingénierie et en aménagement à la firme WSP Canada Inc.. pour des études d'avant-projet, de conception, de surveillance de travaux et d'assistance technique pour le projet Sainte-Catherine Ouest pour une durée de cent huit (108) mois, avec une option de prolongation de douze (12) mois . Dépense totale de 57 836 452,98 $, taxes incluses (contrat : 48 614 966,55 $ + variation de quantités : 1 006 031,25 $ + déboursés : 1 006 031,25 $ + indexation : 7 209 423,93 $) - Appel d'offres public 23-19107 - (2 soumissionnaires conformes) (GDD 1237231039)
CG23 0347 - 15 juin 2023 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands projets inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de construction de chaussées souple, de chaussées et de trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de CSEM, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine de Mansfield à Peel et Metcalfe de Square Dorchester à place Mount Royal. Dépense totale de 66 855 035,07 $ (contrat : 53 927 301,42 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 2 776 590,84 $ + ajustement du prix du carburant : 1 066 674,57 $+ contingences: 5 562 488,39 $ + incidences: 3 521 979,85 $), taxes incluses. Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 1 422 645,76 $ $, taxes incluses (contrat entente : 1 282 223,95 $ + contingences : 96 624,38 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 43 797,43 $) pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget de revenus et dépenses de 684 509,15 $, taxes incluses (contrat entente : 595 787,67 $ + contingences : 51 366,31 $ + enveloppe pour indexation du coût des matériaux : 35 615,44 $ + incidences : 1 739,73 $), pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente. Autoriser la conclusion d'un contrat gré à gré d'une valeur de 132 348,27 $, taxes incluses avec Énergir, fournisseur unique, pour le déplacement de leurs infrastructures (contrat entente : 119 113,44 $ + contingences : 13 234,83 $). Autoriser un budget de revenus et dépenses de 11 097,96 $, taxes incluses pour les travaux potentiels intégrés au contrat de l'entrepreneur et visés par le Règlement d'embellissement du domaine privé. Appel d'offres public 502601 - (2 soumissionnaires) (GDD 1237231010).

CG22 0284 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 457 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation et de remplacement des infrastructures souterraines du réseau primaire d'aqueduc prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1214223001).

CM22 0514 - 26 avril 2022 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 89 100 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue

Sainte-Catherine Ouest (GDD 1219429001).

CG22 0167 - 24 mars 2022 - Conclure une entente-cadre pour des services professionnels en ingénierie et en aménagement à la firme Fnx-Innov Inc. pour la surveillance de travaux pour le projet Sainte-Catherine et Peel pour une durée de soixante (60) mois. Dépense totale de 9 916 563,34 $, taxes incluses (contrat : 8 623 098,56 $ + contingences : 1 293 464,78 $) - Appel d'offres public 21-18966 - (2 soumissionnaires conformes) (GDD 1217231081).

CM21 0071 - 25 janvier 2021 - Accorder un contrat à Roxboro Excavation Inc, pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, de l'éclairage, des feux de circulation et du mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. - Projet rue Sainte- Catherine Ouest Lot 1B Aménagement. (Arrondissement Ville-Marie). Dépense totale de 12 118 384,42 $, taxes incluses (contrat: 9 661 000,00 $ + contingences: 1 535 686,42 $ + incidences: 921 698,00 $). Appel d'offres public 452840 - (4 soumissionnaires). (GDD 1207231071)

CM20 0817 - 25 août 2020 - Accorder un contrat à Ceveco inc. pour des travaux d'aménagement du Square Phillips et de l'avenue Union - Projet rue Sainte-Catherine Lot 2D, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 20 097 648,14 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439822 (2 soum.) / Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 440 842,02 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget de revenus et dépenses de 298 302,19 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat de l'entrepreneur pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente (GDD 1207231032)

CM20 0613 - 16 juin 2020 - Accorder un contrat de services professionnels en aménagement et ingénierie à la firme Lemay CO inc. pour la réalisation d'études de faisabilité, de conception et l'analyse technique pendant la réalisation de plans et devis pour les lots 1 et 2 de la phase 2 du projet Sainte-Catherine Ouest, entre les rues Mansfield et Saint-Marc. Dépense totale de 4 983 682,44 $, taxes incluses (contrat : 4 449 716,46 $ + contingences : 444 971,65 $ + déboursés : 88 994,33 $) - Appel d'offres public no 20–18091 (2 soumissions dont une seule conforme).(GDD 1207736001) durée de l'entente pour la période de juin 2020 à décembre 2024.

CG20 0233 - 23 avril 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 200 000 $ afin de financer les travaux de remplacement de la conduite d'aqueduc principale située sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1206707003).

CM20 0424 - 20 avril 2020 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 98 200 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement urbain et de remplacement des infrastructures souterraines sur une partie de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1206707002).

CG20 0130 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat à Loiselle Inc, pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de pistes cyclables et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Notre-Dame au boulevard René-Lévesque Ouest. Dépense totale de 30 771 307,91 $ (contrat: 24 333 333,28 $ + contingences: 2 527 467,79 $ + incidences: 3 910 506,84 $), taxes incluses. Appel d'offres public 412411 - 4 soumissionnaires conformes. Autoriser un budget de revenus de 223 862,32 $, taxes incluses (contrat entente : 203 511,20 $ + contingences : 20 351,12 $), pour les travaux de la STM intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par la STM en vertu de l'entente; Autoriser un budget de revenus de 297 574,99 $, taxes incluses (contrat entente : 270 522,72 $ + contingences : 27 052,27 $), pour les travaux de Bell intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente; Autoriser

un budget de revenus de 836 843,24 $, taxes incluses (contrat entente : 760 766,58 $ + contingences : 76 076,66 $), pour les travaux d'Énergir intégrés au contrat pour une dépense équivalente et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.(GDD 1207231008)

CG20 0075 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente (GDD 1197231078)

CG20 0072 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Peel, de la rue Smith à la rue Notre-Dame. Dépense totale de 25 895 606,80 $ (contrat: 20 563 542,96 $ + contingences: 2 169 404,05 $ + incidences: 3 162 659,78 $), taxes incluses. Appel d'offres public 412410 - 5 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 136 731,32 $, taxes incluses (contrat entente : 124 301,20 $ + contingences : 12 430,12 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 3 982,62 $, taxes incluses (contrat entente : 3 620,56 $ + contingences : 362,06 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente. (GDD 1197231074)

CM19 1014 - 16 septembre 2019 - Accorder un contrat à Consultants NCP inc. (Construction NCP) pour des travaux de décontamination des vespasiennes dans le square Phillips, dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (Lot 2A) dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 772 560,81 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 439820 (2 soum.) (GDD 1197231053)

CM19 0441 - 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aménagement côté jardin inc. pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue de Bleury (GDD 1197231021).

CG18 0680 - 20 décembre 2018 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses (GDD 1187595001);

CE18 1252 - 1er août 2018 - Autoriser la formation de consortium pour la réalisation de travaux inhérents à l'appel d'offres 333904 pour le projet Sainte-Catherine Ouest (GDD 1183820001);

CG18 0242 - 26 avril 2018 - Accorder un contrat au regroupement CIMA+ S.E.N.C. | Provencher Roy + Associés Architectes Inc. pour les services professionnels d'ingénierie et

d'aménagement urbain pour la réalisation d'études de faisabilité et d'un avant-projet préliminaire pour la phase 2 de la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Mansfield et Bishop. Dépense maximale totale de 896 066,41$, taxes, contingences et déboursés inclus (honoraires professionnels: 800 059,29 $ + déboursés (2%): 16 001,19 $ + contingences (10%): 80 005,93 $). Appel d'offres public no. 18-17109 (3 soumissions, 2 conformes) (GDD 1187313001);

CG17 0490 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses (GDD 1177595002);

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses (GDD 1175921001);

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (GDD 1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (GDD 1157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (GDD 1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (GDD 1156086001).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'adoption d'un règlement d'emprunt de 12 675 900 $ afin de financer des dépenses relevant de la compétence de l'agglomération dans le cadre de la phase 2 du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, laquelle s'étend entre les rues Mansfield et Atwater. Plus précisément, cet emprunt permettra de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Les interventions prévues incluent essentiellement le remplacement de conduites d'égouts et d'aqueduc primaires.

Soulignons que pour le projet, un partage des coûts entre différents payeurs est prévu de sorte que les coûts relevant des propriétaires d'actifs (ex: CSEM, Bell, Énergir, etc.) seront pris en charge par ceux-ci. Les autres dépenses relatives au projet relèvent des

compétences du Conseil municipal, celles-ci seront ainsi financées par des règlements d'emprunt distincts, en respect du partage des compétences en vigueur.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt visé par le présent dossier permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses prévues dans le cadre des prochaines étapes du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt de compétences d'agglomération, d'un montant de 12 675 900 $, servira à financer les dépenses des travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts et les services professionnels qui en découlent dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2 qui sont prévues au PDI 2024-2033. Les services et les travaux financés par le règlement d'emprunt visé constituent des dépenses en immobilisation. Les dépenses annuelles prévues au PDI 2024-2033 pour le projet sont réparties comme suit (en milliers de $ net de ristournes) :

	Ant.	2024	2025	2026	2027	2028	2029-2033	Total
75021 - Réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2 (Agglo.)	4 762	11 579	2 526	905	-	648	20 751	36 409

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG18 0018.

Ce règlement vise à financer des dépenses qui relèvent de compétences d'agglomération.

Il n'est pas prévu que ce règlement d'emprunt, finance des dépenses faisant l'objet d'une subvention.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et ce, en raison de sa nature et du type de décision recherchée. (voir grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence du règlement d'emprunt visé par le présent dossier, l'octroi du contrat de travaux du prochain lot du projet, prévu pour mai 2025, serait retardé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement d'emprunt au ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) : novembre 2024
Approbation par le MAMH
Prise d'effet: à compter de la date de la publication du règlement.

Octroi du premier contrat financé par le règlement : mai 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anjali MISHRA, Service des infrastructures du réseau routier
Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle

Lecture :

Anjali MISHRA, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon POULIOT-LAFORTE
charge(e)projet-grand projet

Tél : 514-242-8465
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
chef(fe) de division - grands projets

Tél : 438-872-3997
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : 514 229-6223
Approuvé le : 2024-09-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : 514 229-6223
Approuvé le : 2024-09-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247245001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Projet : Sainte-Catherine Ouest – Phase 2

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	*oui*	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S. O.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** S. O.			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			***X***
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Projet Sainte-Catherine Ouest - État d'avancement



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1247245001 - Réseaux primaires Sainte-Catherine Ouest.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-18

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 675 900 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉFECTION DES RÉSEAUX PRIMAIRES D'ACQUEDUC ET D'ÉGOUTS DANS LE CADRE DU PROJET SAINTE-CATHERINE OUEST

Vu les articles 19 et 26 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme des immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 675 900 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection des plans et devis et de surveillance des travaux, ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247245001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement de compétences d'agglomération, autorisant un emprunt de 12 675 900 $, afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1247245001 - 75021 SUM.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-19

Yves JACQUES
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1242937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

Il est recommandé :
1. d'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009).

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-09-30 10:57

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1242937003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

CONTENU

CONTEXTE

L'élimination et la valorisation des matières résiduelles de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières sont des activités qui relèvent d'une compétence d'agglomération puisqu'il s'agit d'une des matières énumérées à l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (R.L.R.Q., chapitre E-20.001) intéressant l'ensemble formé par les municipalités liées. Par ailleurs, chacune des seize (16) villes liées est compétente quant au service d'enlèvement des matières résiduelles sur son territoire.
Dans ce contexte, le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) a été adopté le 23 février 2017. Ce dernier assure la cohérence des interventions des municipalités liées et de l'agglomération quant aux différentes étapes liées à la gestion des matières résiduelles et permet de ne pas compromettre l'exercice des compétences d'agglomération.

Historiquement, le Règlement RCG 17-009 vise les activités liées à l'enlèvement et la disposition des :

- ordures ménagères;
- matières recyclables;
- matières organiques (résidus verts et alimentaires);
- résidus de construction, rénovation et démolition résidentiels;
- encombrants.

Par ailleurs, le règlement définit :

- les clientèles desservies;
- les matières acceptées;
- les quantités acceptées;
- le dépôt de matières résiduelles aux fins de leur valorisation ou de leur élimination.

La *Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective* (L.Q. 2021, c.5), sanctionnée le 17 mars 2021, a eu pour effet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2).

Le *Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles* (RLRQ, c. Q-2, r. 46.01) (ci-après « le Règlement ») issu de cette modification est entrée en vigueur le 7 juillet 2022. Le Règlement prévoit une modernisation du système de collecte sélective selon une approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) et transfère la responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables (GMR), de leur collecte jusqu'à leur valorisation, aux producteurs de ces matières. Depuis le mois d'octobre 2022, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l'organisme de gestion désigné (OGD) en application de la section I du Chapitre III du Règlement. ÉEQ assume ainsi au lieu et place des producteurs les obligations d'élaborer, de mettre en œuvre et de soutenir financièrement un système de collective sélective.

Dans le cadre de la modernisation de la collecte sélective, les producteurs, via ÉEQ, seront imputables de la performance du système mis en place. Toutefois, les municipalités vont conserver un rôle central, notamment l'octroi des contrats de collecte et de transport, mais sur la base d'un cahier des charges techniques approuvé par l'OGD. Les coûts de collecte/transport des matières recyclables par des entrepreneurs privés et associés au niveau de service approuvé par ÉEQ seront pris en charge à 100 % par ce dernier. La transition de la gouvernance de la gestion des matières recyclables s'est préparée graduellement depuis 2022 avec une prise d'effet progressive au 1er janvier 2025.

Selon le Règlement, les services de collecte/transport seront à la charge de l'OGD pour toutes les clientèles desservies selon l'échéancier suivant:

Au plus tard le 1er janvier 2025 : résidentiel, ICI assimilables au résidentiel, ICI déjà desservis, secteur de l'éducation;

Au plus tard, le 7 juillet 2027 : tous les autres commerces et institutions dont les universités;

Au plus tard, le 24 octobre 2028 : ensemble des lieux identifiés pour la génération hors foyer;

Au plus tard, le 7 juillet 2030 : toutes les industries.

Une entente de partenariat entre ÉEQ et la Ville de Montréal (ci-après « l'Entente») concernant les modalités de prise en charge des services de collecte et de transport au privé et de mise à disposition de points de dépôts de certaines matières recyclables dans les écocentres a été signée en janvier 2024, pour une durée de cinq ans à partir du 1er janvier 2025. L'Entente vient encadrer les modalités de collecte des matières recyclables et les rôles et responsabilités d'ÉEQ et de la Ville de Montréal dans la gestion des matières recyclables. Les éléments ciblés et différents du cadre actuel sont, sans s'y limiter : la liste des matières acceptées, les outils de collecte acceptés, leur volume et leur couleur, les modalités de prise en charge des outils de collecte, les conditions en vertu desquelles les surplus sont acceptés. La Ville de Montréal doit également modifier et adapter sa réglementation en

conformité avec les dispositions de l'Entente dans les douze (12) mois suivant l'entrée en vigueur de l'Entente.

Les autres villes liées de l'agglomération ont également signé des ententes ayant le même objectif avec ÉEQ mais dont les dispositions peuvent être différentes.

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif de recommander l'adoption du Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles.

Un autre dossier décisionnel (GDD 1242937002) a, quant à lui, pour objectif de recommander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les services de collecte (16-049) et le Règlement modifiant le Règlement intérieur de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0027 - 25 janvier 2024 - Approuver l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités de collecte et transport des matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective.
CG20 0407 - 27 août 2020 – Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025.

CG17 0058 - 23 février 2017 - Adopter le règlement intitulé « Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles ».

DESCRIPTION

Le règlement RCG 17-009 permet notamment d'harmoniser les matières acceptées dans chacune des collectes de matières résiduelles à l'échelle de l'agglomération. Dans le cas des matières recyclables, ÉEQ reprend la responsabilité d'harmoniser la liste des matières acceptées et les pratiques à l'échelle de la province. Les villes de l'agglomération de Montréal ont signé différentes ententes de partenariat avec ÉEQ. Ces ententes définissent les modalités de collecte des matières recyclables à partir du 1er janvier 2025 soit ; les clientèles desservies, les matières acceptées, et le type et le nombre de contenants de collecte acceptés par clientèle pour les matières recyclables. Les mentions de matières recyclables dans le Règlement RCG 17-009 ne sont donc plus requises.
Dans ce contexte, les modifications proposées sont d'abroger les éléments suivants, lesquels visent uniquement les règles de cohérence relatives aux matières recyclables :

-la définition des mots « de matières recyclables » dans la définition du mot « collecte » -la définition des mots « matières recyclables ».
-Le paragraphe 1° de l'article 2
-la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables » de l'annexe A

Le règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

JUSTIFICATION

Dès la 1er janvier 2025, ÉEQ sera entièrement responsable du tri, du conditionnement des matières recyclables collectées sur le territoire de l'agglomération. En signant des ententes de partenariat avec les villes liées de l'agglomération, ÉEQ a également fixé les règles

concernant les clientèles desservies, les matières acceptées et les quantités acceptées pour la collecte des matières recyclables dès le 1er janvier 2025.
Dans ce contexte, il est proposé d'abroger les règles de cohérence établies par le conseil d'agglomération concernant les matières recyclables dans le *Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)* puisqu'elles ne sont plus requises.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus particulièrement la priorité 5, soit : tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement modifiant le Règlement RCG 17-009 permettra d'harmoniser les normes et pratiques relatives à la clientèle desservie, la nature, ainsi que les quantités de matières recyclables acceptées lors de la collecte pour l'ensemble de l'agglomération, en cohérence avec les engagements de la Ville de Montréal pour respecter l'Entente avec ÉEQ.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1er janvier 2025: Entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 12 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie MAYER
Conseillère planification

Tél : 514 8763-8484
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-11

Maud F FILLION
chef(fe) de section - planification et developpement gmr

Tél : 438 820-5674
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
chef(fe) de division - soutien technique et infrastructures - matieres residuelles
Tél : 514-206-0797
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2024-09-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1242937003*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : *Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1242937003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règl. RCG 17-009_VF .docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate - Division droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-12

Alexandre AUGER
Chef de division et avocat
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION VISANT À FAVORISER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS EN CE QUI CONCERNE L'EXERCICE DES COMPÉTENCES RELATIVES AUX MATIÈRES RÉSIDUELLES (RCG 17-009)

Vu le paragraphe 6° de l'article 19 et les articles 55 et 56 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu que la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) a été modifiée par la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collective sélective (L.Q. 2021, chapitre 5) et sanctionnée le 17 mars 2021;

Vu que le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 46.01) est entré en vigueur le 7 juillet 2022;

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) est modifié par la suppression :

1° des mots « de matières recyclables » dans la définition du mot « collecte » ;
2° de la définition des mots « matières recyclables ».

2. Le paragraphe 1° de l'article 2 de ce règlement est abrogé.

3. L'annexe A de ce règlement est modifiée par la suppression de la catégorie 1 intitulée « Matières recyclables ».

4. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2025.

Conformément aux articles 115 et 118.95 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX

GDD : 1242937003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248994010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-26 09:43

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248994010**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 mars 2017, le conseil d'agglomération de Montréal a adopté le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC), afin de permettre la mise en œuvre d'un programme d'aide visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacles. Cette mise en œuvre visait à pallier le manque de ressources et de programmes disponibles pour soutenir le financement de travaux visant l'accès aux personnes en situation de handicap. Depuis 2017, la Ville de Montréal offre donc aux commerçants et aux propriétaires immobiliers de l'agglomération la possibilité de bénéficier du PAAC pour rendre accessibles universellement les bâtiments affectés à des activités commerciales.
En 2021, la Ville de Montréal à modifié ce programme pour inclure les services professionnels d'architectes, d'ingénieurs ou de technologues professionnels dans les éléments admissibles à la subvention, augmenter le maximum de subvention à 90 % du coût des travaux admissibles et ce jusqu'à un maximum de 15 000 $ au lieu de 10 000 $ initialement.

Il est souhaité que la Ville poursuive son soutien financier visant à rendre les bâtiments commerciaux ou leurs commodités sans obstacle tout en bonifiant le programme afin de le rendre plus attrayant et en adéquation avec les besoins des parties prenantes tels que les personnes à mobilité réduite ou les commerces de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0671 - 2 décembre 2021 : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) ».
CG21 0165 - 25 mars 2021 : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) ».

CG17 0115 - 30 mars 2017 : Adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le Programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) ».

DESCRIPTION

Les bonifications au programme consistent principalement à augmenter le montant de la subvention jusqu'à un maximum de 40 000 $, à ajouter des dépenses admissibles et à simplifier la procédure de dépôt de dossier.
Le Service du développement économique recommande donc de modifier le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) de façon à y apporter principalement les modifications suivantes :

- L'article 1 est modifié pour ajouter la définition de « norme de conception accessible CSA »
- La définition « travaux admissibles » est modifiée pour ajouter les dépenses admissibles suivantes :
    - installation d'un système de communication permettant de signifier une demande d'assistance pour l'utilisation d'une rampe ou d'une plateforme élévatrice;
    - installation ou l'adaptation de comptoir-caisse ou de vitrine accessible aux personnes en situation de handicap, à condition qu'ils soient immobilisés (Norme CSA B651 en vigueur);
    - installation de places assises et de mobiliers adaptés dédiés à la consommation sur place, à condition qu'elles soient immobilisées (Norme CSA B651 en vigueur);
    - les travaux d'amélioration de la circulation intérieure qui implique la signalisation et l'affichage et des travaux de peinture ou de marquage (Norme CSA B651 en vigueur).
- L'article 3 est modifié pour retirer la clause de non-admissibilité pour des bénéficiaires ayant un bâtiment qui ne répond pas aux normes de conception sans obstacles du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qui n'y répond pas après avoir subi une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacles;
- L'article 3 est modifié pour retirer la clause de non-admissibilité pour des travaux consistant en de la réparation ou du remplacement de mobilier ou d'équipement utilisés aux fins de l'exercice des activités du bénéficiaire, qu'ils soient immobilisés ou non.
- L'article 6 est modifié pour prolonger la période d'admissibilité jusqu'au 1er janvier 2027.
- L'alinéa 1 de l'article 6 est modifié pour retirer la nécessité que le bénéficiaire fournisse un document signé par un professionnel autorisé confirmant que le bâtiment répondait aux normes de conception sans obstacle du Code ou de la réglementation en vigueur au moment de sa construction ou qu'il y répondait après avoir subi une transformation pour laquelle le Code ou la réglementation en vigueur exigeaient une conception sans obstacle;
- L'article 8 est modifié pour porter à 18 mois le délai de réalisation des travaux à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande.
- L'article 11 est modifié pour augmenter le montant maximal de la subvention à 40 000 $.
- L'article 13 est modifié pour porter à 21 mois le délai pour que le bénéficiaire fournisse tous les documents requis en vertu de l'article 9.
- L'article 18.1 est ajouté pour permettre au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier :
    - la date limite à laquelle une demande de subvention peut être déposée en vertu de l'article 6.
    - modifier le montant maximal de la subvention établi en vertu de l'article 11.
    - modifier la définition de « travaux admissibles » prévue à l'article.

Ces modifications au règlement ont été recommandées en partie par l'organisme Kéroul dans le cadre d'un mandat de services professionnels. Ce mandat a aussi eu pour objectif de produire le guide « Des commerces accessibles et rentables pour vous! » diffusé au printemps

2024.

JUSTIFICATION

Le PAAC pourra poursuivre son objectif de favoriser une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de nos citoyens, ce qui est une préoccupation constante dans l'agglomération de Montréal. En devenant plus attrayant, avec la bonification du montant de la subvention jusqu'à un maximum de 40 000 $, l'ajout de dépenses admissibles et la simplification de la procédure de dépôt de dossier, le programme contribuera encore mieux à inclure les personnes ayant des incapacités et à valoriser leur rôle social et économique. Considérer les aînés et les personnes à mobilité réduite, reconnaître leur apport personnel et leur contribution au développement de notre communauté est le reflet d'un respect des différences et met l'emphase sur les capacités et le potentiel de chacun.
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) adopté en décembre 2021, précisait les crédits budgétaires suivants, prévus au budget du Service du développement économique jusqu'en 2026 : (dossier décisionnel 121119011).

Année	**Montant**	**Provenance**
2024	440 000 $	Réflexe 2 (transférable en 2025)
2025	200 000 $	Budget de fonctionnement du SDÉ
2026	70 000 $	Budget de fonctionnement du SDÉ
Total	**710 000 $**	

Une évaluation des fonds nécessaires à partir de 2026 sera effectuée au courant de l'année 2025 par le Service du développement économique, suite de l'évaluation de l'efficacité des modifications apportées au programme.

Cette prolongation du programme jusqu'en 2026 se fait donc sans impact sur le cadre financier du Service du développement économique et sans impact sur le cadre financier de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier décisionnel contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 4, 8, 18, 19, 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le projet de règlement n'était pas adopté, ceci aurait pour effet de ne pas permettre la reconduction du programme, qui vient à échéance le 31 décembre 2024, qui permet de contribuer directement à rendre les bâtiments accessibles universellement, c'est-à-dire permettre à toute personne, quelles que soient ses capacités, l'utilisation identique ou similaire, autonome et simultanée des services offerts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Service du développement économique prévoit de mettre à jour la page internet du programme et les outils de communication concernant le programme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas PELTIER
Commissaire au développement économique - Partenariats stratégiques

Tél : 438-827-5715
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-16

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 514-794-4186
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Eric LABELLE
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél :
Approuvé le : 2024-09-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248994010*
Unité administrative responsable : *Service du développement écénomique*
Projet : Modification du règlement du PAAC

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité : En rendant nos commerces plus accessibles à l'ensemble de la population montréalaise, nous permettons à toutes et tous de participer au développement économique de notre métropole en y faisant ses achats ou en y travaillant.

8. Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous : offrir un accès universel à nos commerces permet de lutter contre les discriminations et favorise l'autonomie d'une plus grande partie de la population montréalaise.

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire : ce projet permet de rendre plus équitable l'accès à nos commerces.

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Ce projet permet d'assurer l'accessibilité des commerces de proximité et favorise la qualité de vie de la population.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. En assurant un haut niveau d'accessibilité de ces commerces, la métropole n'en sera que plus attractive.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248994010

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1248994010 Règl. modif. RCG 17-011 20240920.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE À L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES (PAAC) (RCG 17-011)

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « directeur », de la définition suivante :

« « norme de conception accessible CSA » : la norme nationale du Canada pour la Conception accessible pour l'environnement bâti B651 de l'Association canadienne de normalisation; »;

2° l'insertion, dans la définition de « travaux admissibles » :

a) après les mots « commodités sans obstacles », des mots « pour la clientèle »;

b) après le paragraphe 6°, du paragraphe suivant :

« 6.1° l'installation d'un système de communication permettant de signifier une demande d'assistance pour l'utilisation d'une rampe ou d'une plateforme élévatrice; »;

c) après le sous-paragraphe c) du paragraphe 7°, des sous-paragraphes suivants :

« d) la signalisation et l'affichage respectant la norme de conception accessible CSA ;

e) des travaux de marquage au sol respectant la norme de conception accessible CSA ; »;

3° la suppression, dans le paragraphe 8° de la définition de « travaux admissibles », des mots « dédiée à la clientèle »;

4° l'insertion, dans la définition de « travaux admissibles », après le paragraphes 8°, des paragraphes suivants :

« 9° l'installation de comptoirs-caisses ou de vitrines adaptés ou la modification de comptoirs-caisses ou de vitrines afin de les rendre adaptés, à condition qu'ils respectent la norme de conception accessible CSA et qu'ils soient immobilisés ;

10° l'installation de mobilier adapté permettant la consommation dans le bâtiment de produits vendus par le propriétaire ou le locataire, à condition qu'il respecte la norme de conception accessible CSA et qu'il soit immobilisé; »;

5° l'insertion, après la définition de « travaux admissibles », de la définition suivante :

« « Ville » : la Ville de Montréal. ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression des paragraphes 2° et 5°.

3. Le premier alinéa de l'article 6 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement de « 2025 » par « 2027 »;

2° la suppression du sous-paragraphe d) du paragraphe 1°;

3° le remplacement, dans le sous-paragraphe c) du paragraphe 2°, des mots « b), c) et d) » par les mots « b) et c) ».

4. Le premier alinéa de l'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 12 » par « 18 ».

5. L'article 9 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 1.1° une certification signée par un professionnel autorisé confirmant que les travaux relatifs aux comptoirs-caisses, au mobilier adapté, à la signalisation et l'affichage et à la peinture et au marquage au sol qui ont été effectués respectent la norme de conception accessible CSA ; »;

2° l'insertion, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 5.1° le formulaire fourni par la Ville qui énumère les travaux et identifie ceux nécessitant un permis, dûment signé par un représentant autorisé de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée où se situe le bâtiment visé par les travaux admissibles; ».

6. Le troisième alinéa de l'article 11 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 15 000 $ » par « 40 000 $ ».

7. L'article 13 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « trois » par le mot « neuf ».

8. L'article 14 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le premier alinéa, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° rendre les travaux relatifs aux comptoirs-caisses, au mobilier adapté, à la signalisation et l'affichage et à la peinture et au marquage au sol conformes à la norme de conception accessible CSA. »;

2° après le premier alinéa, des alinéas suivants :

« Le directeur transmet un avis par courriel au bénéficiaire indiquant le motif de la suspension du paiement de la subvention.

Si, au plus tard six mois après la date de l'avis prévu au deuxième alinéa, le bénéficiaire n'a pas remédié au motif de la suspension du paiement de la subvention qui y était indiqué, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement. ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 18, de la section suivante :

« **SECTION VIII.1**
ORDONNANCES

18.1. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance :

1° modifier la définition de « travaux admissibles » prévue à l'article 1;

2° modifier la date limite à laquelle une demande de subvention peut être déposée en vertu de l'article 6;

3° retrancher l'un ou l'autre des documents énumérés à l'article 9 ou en exiger d'autres;

4° modifier le montant maximal de la subvention établi en vertu de l'article 11;

5° ajouter ou retirer un motif de suspension du versement de la subvention à l'article 14. ».

GDD 1248994010

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1249587003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

Il est recommandé :
D'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) joint à l'intervention du Service des affaires juridiques.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-09-30 12:16

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249587003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

CONTENU

CONTEXTE

Le 16 décembre 2010, la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») adopte sa première politique de gestion contractuelle. L'adoption d'une telle politique est une exigence alors requise par la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux* (LQ, 2010, c. 1) qui a introduit l'article 573.3.1.2 à la *Loi sur les cités et les villes* (RLRQ c C-19) (ci-après la « LCV »).

Cette première Politique de gestion contractuelle subit plusieurs modifications au cours des années suivant son adoption, notamment en 2011, 2012, 2013 et 2016. La dernière version de cette politique, datée du 23 août 2016, est devenue, le 1er janvier 2018, un règlement par le seul effet des articles 278 et 282 de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs* (LQ 2017, c 13) (ci-après la « Loi 122 »).
Par la suite, ce règlement a été modifié en 2018 et 2020.

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) (ci-après le « Règlement 18-024 ») a été modifié au mois de juin 2021 afin d'intégrer des mesures temporaires pour favoriser l'achat québécois. Ces mesures, prévues à la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant certaines dispositions* (2021, chapitre 7) visent les contrats comportant une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique.

Le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) a été adopté par le conseil d'agglomération le 17 juin 2021.

Le 6 juin 2024, la *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (ci-après le « PL57 ») a été adopté. L'article 44 du PL57, qui entrera en vigueur le 6 décembre 2024, prévoit des modifications à l'article 573.3 .1.2 de la *Loi des cités et villes* (ci-après la « LCV »), lesquelles impliquent des modifications au Règlement 18-024.

Ces modifications, visent les règles de passation des contrats qui comportent une dépense inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique et ont pour effet : 1) de rendre permanente l'obligation pour les municipalités de prévoir à leur règlement de gestion contractuelle des mesures favorisant les biens et les services québécois ou les fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui ont un établissement au Québec; 2) d'élargir cette obligation aux biens et services canadiens et aux fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui ont un établissement ailleurs au Canada; 3) d'intégrer ces mesures à celles qui visent à favoriser la rotation des cocontractants lors de l'octroi des contrats de gré à gré prévu au RGC 18-024.

Le présent sommaire décisionnel propose l'adoption du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de se conformer aux nouvelles obligations prévues au PL 57.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0411 du 17 juin 2021 (1214990002) - Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de prévoir des mesures favorisant les biens et les services québécois et les établissements au Québec.

CG20 0158 du 26 mars 2020 (1204184002) - 1) Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024). 2) Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle (RCG 18-025).

CG18 0387 du 21 juin 2018 (1184990002) - 1) Remplacer la version du Règlement sur la gestion contractuelle adoptée par le conseil d'agglomération le 25 août 2016 par le Règlement sur la gestion contractuelle joint au présent sommaire décisionnel. 2) Adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de gestion contractuelle afin que soit délégué au comité exécutif l'exercice de certains pouvoirs liés à l'application du Règlement sur la gestion contractuelle avec la possibilité que le comité exécutif les sous-délègue à un fonctionnaire.

DESCRIPTION

La modification proposée au Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) consiste en l'intégration de façon permanente de mesures favorisant les biens et les services québécois ou autrement canadiens et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec ou ailleurs au Canada aux fins de la passation de tout contrat qui comporte une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

Le présent dossier vise également à assouplir les conditions prévues au Règlement 18-024

visant à favoriser l'achat québécois et la rotation des cocontractants lors de l'octroi des contrats qui comportent une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

De plus, l'ordre des chapitres V et V.1 ainsi que des articles 33, 34 et 34.1 a été ajusté afin de permettre une meilleure compréhension des mesures applicables.

Le projet de Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) est joint au présent sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

L'article 44 du PL 57 entrera en vigueur le 6 décembre 2024.

Cet article stipule que les règlements municipaux sur la gestion contractuelle doivent inclure des mesures favorisant les biens et services québécois ou autrement canadiens, ainsi que les fournisseurs, assureurs et entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Ces mesures s'appliquent à tous les contrats dont la dépense est inférieure au seuil nécessitant une demande de soumissions publique et particulièrement dans le cadre des règles pour favoriser la rotation des fournisseurs.

L'adoption du présent Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) est nécessaire afin de se conformer à ces nouvelles exigences prévues à la LCV.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

L'achat local permet de réduire la consommation de carburant nécessaire pour transporter les produits, ce qui a une grande incidence sur la pollution de l'air et les changements climatiques. Il permet aussi la création d'emplois et le maintien de la main-d'œuvre, en plus de soutenir les commerces, les entreprises et les producteurs locaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les mesures pour favoriser l'achat québécois ou autrement canadien ne sont pas intégrées au RGC 18-024 au moment de l'entrée en vigueur de ces nouvelles obligations, le RGC 18-024 ne sera pas conforme à la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera diffusée afin d'informer les différentes unités de la Ville des modifications effectuées au Règlement sur la gestion contractuelle.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 octobre 2024

Avis de motion au conseil d’agglomération : 24 octobre 2024

Adoption du Règlement par le conseil d’agglomération : 21 novembre 2024

Entrée en vigueur du Règlement par publication: 6 décembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514-243-1825
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-29

El Mostafa RAKIBE
Chef de Division Gouvernance et normalisation

Tél : 514 868 0927
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yasmina BELLACHE
directeur(-trice)-architecture et developpement d'affaires
Tél : 514-868-3422
Approuvé le : 2024-09-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2024-09-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249587003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction architecture et développement d'affaires , Division gouvernance et normalisation
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024) afin de : 1) rendre permanentes les mesures favorisant l'achat québécois, 2) prévoir des mesures favorisant l'achat canadien; 3) assouplir certaines règles relatives à l'octroi des contrats de gré à gré comportant une dépense de 25 000$ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Reglement agglo gestion contractuelle.rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE (RCG 18-024)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 44 de la Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (2024, chapitre 24);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Les Chapitres V et V.1 du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) sont remplacés par les suivants :

« **CHAPITRE V**
MESURES POUR FAVORISER L'ACHAT QUÉBÉCOIS OU AUTREMENT CANADIEN

33. Pour tout contrat comportant une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, la Ville sollicite, s'il s'en trouve, au moins deux (2) fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs en mesure de réaliser le contrat qui offrent des biens ou services québécois ou autrement canadiens ou qui ont un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Cette obligation s'applique aux contrats conclus de gré à gré ainsi qu'aux contrats conclus à la suite d'un appel d'offres sur invitation.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque le contrat peut être conclu de gré à gré en vertu d'une exception prévue à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE V.1
CONTRATS DE GRÉ À GRÉ ET MESURES FAVORISANT LA ROTATION DES COCONTRACTANTS

34. Sous réserve du respect des mesures pour favoriser l'achat québécois ou autrement canadien prévues à l'article 33, la Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense de 25 000 $ et plus, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publiques.

Dans le cas où la Ville ne trouve pas de fournisseur, assureur ou entrepreneur qui répond aux critères de l'article 33, elle doit, pour conclure un contrat de gré à gré, s'assurer d'avoir sollicité au moins deux (2) fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs en mesure de réaliser le contrat.

34.1. Dans le cas où une unité d'affaires veut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 34 avec une personne avec laquelle elle a déjà conclu, au cours des derniers quatre-vingt-dix jours (90) jours, un contrat en vertu de cet article, la procédure ci-dessous doit être suivie :

1° solliciter au moins un (1) autre fournisseur, assureur ou entrepreneur en mesure de réaliser le contrat qui offre des biens ou services québécois ou autrement canadiens ou qui a un établissement au Québec ou ailleurs au Canada. Dans le cas où l'unité d'affaires ne trouve pas un tel fournisseur, assureur ou entrepreneur, solliciter au moins une autre personne en mesure de réaliser le contrat; et

2° la soumission du fournisseur, assureur ou entrepreneur avec lequel l'unité d'affaires a déjà conclu un contrat visé à l'article 34 doit être la plus basse.

34.2. Les articles 34 et 34.1 ne s'appliquent pas lorsque le contrat peut être conclu de gré à gré en vertu d'une exception prévue à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____2024.

GDD : 1249587003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)
- d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-07 09:15

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du plan d'action en commerce 2018-2022, le conseil d'agglomération de Montréal a adopté, en décembre 2018, un programme d'aide financière s'adressant aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ayant pour objectif de diminuer les impacts liés aux chantiers majeurs d'infrastructures. L'aide financière, pouvant atteindre jusqu'à 40 000 $ par exercice financier, est calculée en fonction de la perte réelle des commerçants. La perte de bénéfice brut des commerçants est calculée en comparant le bénéfice brut enregistré au cours de tout exercice financier qui a cours pendant un chantier, avec celui réalisé lors d'exercices financiers comparables avant le chantier. Le premier 5 % de la perte de bénéfice brut constaté pour un exercice financier n'est pas couvert par le programme de subvention.
Il a été constaté que le volume de demandes dans le cadre de ce programme a fortement augmenté sur le second semestre de l'année 2024. En effet, le foisonnement des chantiers majeurs à travers l'agglomération de Montréal a conduit à l'édiction de plusieurs ordonnances de désignation de secteurs affectés par ces travaux, portant la somme des paiements au-dessus de l'objectif budgétaire fixé en 2024.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal souhaite augmenter de 900 000 $, l'enveloppe budgétaire allouée au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le compte de l'exercice financier 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 0456 (27 mars 2024)
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « CT Bellechasse », « PVM Chabanel », « Station d'Iberville », « Station Rosemont », « Station Place-Saint-Henri», « Gouin Est - Prairie », « Pont Jacques-Bizard - Gouin Ouest », « Pont Jacques-Bizard - Cherrier », « Saint-Antoine Ouest - Saint-Jacques » et « Notre-Dame - 13e avenue ».

CE24 0456 (27 mars 2024)
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Waverly / Beaubien Ouest (Parc des Gorilles) », « Beaumont / Beaubien Ouest », « SRB Pie-IX Phase 2 », « Saint-Paul Ouest Phase 3A », « De la Montagne / William », « Pierrefonds Phase 2 » et « Rose-de-Lima / Saint-Antoine Ouest » / Édicter une ordonnance pour modifier l'ordonnance 59 qui précise la date de fin des travaux dans le secteur Sainte-Catherine (Hochelaga-Maisonneuve) en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG18-043).

CE23 1145 (5 juillet 2023)
Édicter en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), des ordonnances rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Sainte-Catherine Ouest Phase 2 », « Young - Phase 2 », « Guy - William », « Jean Talon / Pie-IX », « Jean-Talon / Iberville », « Place Saint-Henri » et « Van Horne » - Modifier, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances 21, et 59.

CG23 0363 (15 juin 2023)
Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » (RCG 18-043) / Réduire de 4 500 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2023 à 2025 en conséquence.

CE23 0600 (12 avril 2023)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), l'ordonnance numéro 33-2 jointe au présent dossier décisionnel afin de remplacer la date du « 19 mai 2021 » par la date du « 19 novembre 2021 » - Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), l'ordonnance numéro 42-1 jointe au présent dossier décisionnel afin de remplacer le Plan des limites du secteur « Laurentien-Lachapelle Phase 2 », identifié à l'Annexe A.

CE22 1780 (2 novembre 2022)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances numéros 73 et 74 jointes au présent dossier décisionnel afin de rendre applicable ce règlement dans les secteurs « Gilford » et « Jean-Talon / Viau » - Modifier l'ordonnance numéro 72, par l'ordonnance numéro 72-1 jointe au présent dossier décisionnel, édictée en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) par le remplacement de son annexe A.

CE22 1427 (31 août 2022)
Édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les ordonnances numéro 71 et 72 jointes au présent dossier décisionnel afin de rendre applicable ce règlement dans les secteurs « Jarry E. Phase 3 » et « Hochelaga ».

CG21 0226 – (22 avril 2021)
Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Bonifier de 1 200 000 $ et redistribuer annuellement l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Autoriser un virement budgétaire de 2 800 000 $ en provenance du budget alloué au PR@M-Industrie vers le budget alloué au Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2021 / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2022 à 2026 en fonction des nouvelles prévisions. CG18 0623 (20 décembre 2018) : Adopter le Règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme.

DESCRIPTION

La ville de Montréal souhaite ajouter un montant supplémentaire de 900 000 $ dans l'enveloppe budgétaire annuelle de 2 000 000 $ prévue pour le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs. Les fonds doivent provenir du budget 2024 du programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour lequel un sommaire décisionnel est également soumis aux instances.
Il est donc question d'obtenir l'autorisation du virement budgétaire de 900 000 $ de l'enveloppe annuelle de 2024 du programme de subvention forfaitaire vers le programme d'aide financière, afin de porter le budget annuel du ce dernier à 2 900 000 $ permettant de garantir les paiements sur le dernier trimestre de l'exercice 2024. Comme le règlement RCG 23-013 prévoit la valeur totale des subventions qui peuvent être octroyées, il est indispensable de le modifier pour pouvoir effectuer cette transaction.

JUSTIFICATION

Par ses objectifs qui demeurent inchangés, le programme d'aide financière s'inscrit dans les priorités du plan stratégique « Montréal 2030 » visant à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole à travers le soutien à la croissance des commerces. Cette responsabilité est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Or, le programme manque de budget pour le restant de l'année 2024, courant le risque de se compromettre. D'où la nécessité d'autoriser ce virement budgétaire.
La détermination du montant de la rallonge budgétaire demandé est basée sur une estimation des paiements à faire sur les trois derniers mois de l'année 2024. La somme des paiements cumulés et ceux en cours de traitement au 30 septembre 2024 est 1 945 891 $ ce qui ne laisse qu'un solde de 54 109 $ très insuffisant pour le restant de l'année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y a lieu d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ du montant annuel prévu en 2024 pour le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs vers le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2024.

MONTRÉAL 2030

Le Programme d'aide financière forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs répond à la priorité du plan stratégique « Montréal 2030 » qui vise une métropole vibrante. Le but est d'offrir à nos concitoyens des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie, tout en contribuant de manière efficace au maintien des activités des commerçants pendant la période de chantier majeur d'infrastructure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'une enveloppe complémentaire sur le dernier trimestre de l'année 2024, le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ne pourra être appliqué pendant cette période.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) : / Certification de fonds : ; Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN) / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etienne Narciss NYECK
Commissaire au devéloppement économique

Tél : 438-867-5842
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-880-0817
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1245581005**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques, Division des programmes et partenariats***
Projet : ***Autorisation d'un virement budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) au Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) afin d'effectuer des paiements pour le restant de l'exercice financier 2024.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En aidant les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245581005 Règl. modif. RCG 18-043 20240927.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 20 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de « 21,7 millions $ » par « 22,6 millions $ ».

_____

GDD 1245581005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245581005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245581005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

Il est recommandé :
- d'adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013);
- de réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-07 12:36

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245581004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

CONTENU

CONTEXTE

En 2023, la Ville de Montréal décidait de créer un programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, visant à accorder un support supplémentaire à travers le versement d'une subvention de 5 000 $ à tout établissement admissible situé dans un secteur affecté par des travaux majeurs sur le territoire de l'agglomération montréalaise.
Afin de mettre ce programme en oeuvre, une enveloppe budgétaire de 4 500 000 $ avait été allouée à ce programme, en provenance du budget du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour les exercices financiers 2023, 2024 et 2025, à raison de 1 500 000 $ de crédit budgétaire annuel. Bien que ce programme connaisse du succès auprès des commerçants affectés, il a été constaté qu'en date du 30 septembre 2024, moins de 30 % du budget prévu pour l'exercice 2024 avaient été consommés. Considérant le rythme de traitement des demandes et les paiements qui s'en suivent, nous estimons que ce montant de crédit budgétaire ne saurait être consommé en totalité au terme de l'exercice 2024.

Dans ce contexte, la ville de Montréal souhaite apporter des modifications au programme de subvention forfaitaire, afin de réduire de 900 000 $ le crédit budgétaire alloué à l'exercice 2024. Ceci fait l'objet du présent sommaire décisionnel, les fonds ainsi retirés seront alloués au programme d'aide financière aux établissement affectés par des travaux majeurs pour lequel un autre sommaire décisionnel sera soumis pour l'autorisation de virement requise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1057 - 26 juin 2024
Édicter des ordonnances, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux

majeurs (RCG 23-013), rendant applicable ce règlement dans les secteurs « CT Bellechasse », « PVM Chabanel », « Station d'Iberville », « Station Rosemont », « Station Place-Saint-Henri», « Gouin Est - Prairie », « Pont Jacques-Bizard - Gouin Ouest », « Pont Jacques-Bizard - Cherrier », « Saint-Antoine Ouest - Saint-Jacques » et « Notre-Dame - 13e avenue ».

CE24 0455 - 27 mars 2024
Édicter en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), des ordonnances rendant applicable ce règlement dans les secteurs « Beaumont / Beaubien Ouest », « SRB-PieIX Phase 2 », « De la Montagne / William », « Saint-Paul Ouest phase3A », « Pierrefonds Phase 2 », « Rose-de-Lima / Saint-Antoine Ouest » et « Van Horne » - Modifier l'ordonnance 3, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013).

CE23 2031 - 13 décembre 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 18, jointe au présent dossier décisionnel rendant applicable ce règlement au secteur « Waverly /Beaubien Ouest (Parc des Gorilles) » à partir du 20 décembre 2023, pour la période des travaux allant du 26 janvier 2023 au 17 mars 2025.

CE23 1699 - 1er novembre 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 17-1 jointe au présent dossier décisionnel pour modifier l'ordonnance 17 qui précise la date de début des travaux dans le secteur Sainte-Catherine Ouest (Phase 2).

CE23 1148 - 5 juillet 2023
Édicter, en vertu de l'article 16 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), l'ordonnance numéro 17, jointe au dossier décisionnel, rendant applicable ce règlement au secteur « Sainte-Catherine Ouest Phase 2 », à partir du 12 juillet 2023, pour la période des travaux allant du 24 juillet 2023 au 30 mai 2026.

CG23 0276 - 18 mai 2023
Adopter le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Réserver une somme de 4,5 M$ pour assurer le financement du programme.

CG23 0081 - 23 février 2023
Approuver la Planification économique conjointe (PEC) pour la période 2022-2025 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MEIÉ et la Ville.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal souhaite apporter des modifications au programme de subvention forfaitaire afin de réduire le crédit budgétaire alloué à l'exercice financier 2024 de 900 000 $. Les fonds ainsi retirés seront alloués au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, pour lequel nous estimons les paiements à faire sur le dernier trimestre de l'année 2024 largement au-dessus du solde budgétaire actuel.

Il est donc question de réduire le budget total alloué au programme de subvention forfaitaire de 900 000 $ à 3 600 000 $ tel que prévu initialement pour les exercices 2023, 2024 et 2025 cumulés, tout en maintenant un plafond de 600 000 $ de crédit budgétaire sur l'exercice 2024. Comme le règlement RCG 18-043 prévoit la valeur totale de l'aide financière qui peut être octroyée, il est indispensable de le modifier pour pouvoir effectuer cette transaction.

JUSTIFICATION

Par ses objectifs qui demeurent inchangés et identiques à ceux du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, le programme de subvention forfaitaire s'inscrit dans les priorités du plan stratégique « Montréal 2030 » visant à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole à travers le soutien à la croissance des commerces. Cette responsabilité est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Or, l'un des deux programmes est en manque de budget pour le restant de l'année 2024, au risque de se compromettre. D'où la nécessité d'adoption de cette modification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il y a lieu d'autoriser la réduction de 900 000 $ du budget annuel de 2024 pour le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, afin d'augmenter celui du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2024.

La réduction du budget de 2024 de 900 000$ à 600 000$ est basée sur une estimation des paiements autour de 55 000 $ en moyenne par mois sur les trois derniers mois de l'année 2024, considérant le solde actuel de l'enveloppe qui est de 425 000 $ au 30 septembre 2024.

MONTRÉAL 2030

Le Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs répond à la priorité du plan stratégique « Montréal 2030 » qui vise une métropole vibrante. Le but est d'offrir à nos concitoyens des artères commerciales, des quartiers et un centre-ville attrayants qui rehaussent la qualité de vie, tout en contribuant de manière efficace au maintien des activités des commerçants pendant la période de chantier majeur d'infrastructure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas approuver cette modification va créer un blocage dans le processus décisionnel d'autorisation d'une allocation supplémentaire de 900 000 $ au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs dont l'enveloppe budgétaire de 2024 est épuisée avant son terme.

À défaut de budget complémentaire sur le dernier trimestre de l'année 2024, le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ne pourra être appliqué pendant cette période.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en lien avec cette modification n'est nécessaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) : / Certification de fonds : ; Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN) / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier ; / Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etienne Narciss NYECK
Commissaire au developpement économique

Tél : 438-867-5842
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Steves BOUSSIKI SOM
chef(fe) de division - developpement economique

Tél : 438-880-2217
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dieudonné ELLA-OYONO

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO

directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-09-27

directeur(-trice) - mise en valeur des poles economiques
Tél :
Approuvé le : 2024-10-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1245581004**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques, Division des programmes et partenariats***
Projet : ***Modification du règlement et réduction de l'enveloppe budgétaire du programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.***

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En aidant les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245581004 règl modif RCG 23-013 - 20240927.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION FORFAITAIRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 23-013)

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 3 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) est modifié par le replacement de « 4,5 millions $ » par « 3,6 millions $ ».

_____

GDD 1245581004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245581004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245581004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-30

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

Il est recommandé au comité exécutif :
d'autoriser un virement de 2,5 M$ en provenance du budget de fonctionnement du Service du développement économique vers le Service de la culture, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

De recommander au conseil d'agglomération:

d'adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-10-09 09:25

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 b) maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, à travers le Service du développement économique et le Service de la culture, a mis sur pied en 2022 un programme d'aide à la réduction des nuisances sonores des salles de spectacles alternatives de moins de 400 places exerçant une activité de diffusion culturelle d'artistes professionnels ou de la relève reconnus par leurs pairs en arts de la scène. Ce programme est régi par le règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021) qui a permis de soutenir 11 salles dans les deux dernières années. Sa date de fin est prévue le 31 décembre 2024.
Dans le cadre de la politique de la vie nocturne, la Direction générale a mandaté le Service de la culture et le Service du développement économique, en collaboration avec le Service des affaires juridiques et les arrondissements, pour concevoir en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne, un nouveau programme de soutien financier dédié aux salles de spectacles indépendantes ayant des enjeux de cohabitation. Ce nouveau programme, en continuité du programme actuel, permettra un soutien plus élargi aux :

- salles de moins de 3000 places ayant un permis d'occupation valide, leur permettant de faire des études et des ouvrages issus des recommandations de ces études ;
- lieux de diffusion culturelle qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles par un permis d'occupation, mais qui font partie intégrante de l'écosystème culturel et artistique montréalais.

Le présent dossier décisionnel a pour objet de soumettre un projet de règlement dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau programme de subvention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0224 (18 avril 2024) - Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles alternatives (RCG 22-021);
CE22 1425 (31 août 2022) - Édicter, en vertu de l'article 45 du Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021) l'ordonnance numéro 1 jointe au présent dossier décisionnel afin de modifier l'annexe B du Règlement RCG 22-021 pour inclure l'ensemble du territoire des quatre arrondissements ciblés initialement;

CG22 0430 (16 juin 2022) - Adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives » (RCG 22-021);

CG20 0617 (19 novembre 2020) - Adopter le règlement modifiant le règlement RCG 20-025 « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19;

CG20 0343 (30 juin 2020) - Adopter le « Règlement sur la subvention relative à l'aide d'urgence pour les établissements de salle de spectacle et de cinéma indépendant dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 » (RCG 20-025);

CE19 0424 (13 mars 2019) - Édicter une ordonnance modifiant le Règlement sur la subvention relative à la mise à niveau numérique des salles de spectacle (17-086) aux fins de la poursuite du Programme de mise à niveau numérique des salles de spectacle.

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise l'octroi de subventions à des propriétaires ou à des locataires d'établissements des salles indépendantes de moins de 3000 places ainsi que les lieux de diffusion culturelle qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles par un permis d'occupation, mais qui font partie intégrante de l'écosystème culturel et artistique montréalais.

Organismes admissibles

- Être propriétaire (volet 1, 2 et 3) ou locataire exploitant (volet 2 et 3) d'un établissement non résidentiel ;
- Le propriétaire ou le locataire exploitant doit gérer un établissement qui a, durant l'année précédent l'année du dépôt de la demande, programmé et publié au minimum 35 spectacles ;
- L'exploitant doit posséder un certificat d'occupation valide ou avoir obtenu une résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI (projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble) ou d'usage conditionnel et s'engage à remettre le certificat d'occupation lors de la reddition de comptes.

Volets du programme

Le programme prévoit trois volets :
Volet 1 : Mise en conformité pour les lieux de diffusions non conformes à la réglementation

en matière d'urbanisme ;
Volet 2 : Réalisation des études acoustiques et d'optimisation sonores, préalable à la réalisation des ouvrages ;
Volet 3 : Mise en œuvre de recommandations prévues aux études pour les ouvrages qui incluent : les services professionnels, la réalisation des travaux et l'acquisition des équipements sonores.

Processus de mise en conformité
Le volet 1 du programme va permettre d'accompagner les organismes en soutenant certains frais liés au processus de mise en conformité. Une fois celui-ci terminé, ils pourront ensuite déposer leurs demandes aux volets 2 et 3, tout comme les salles qui sont déjà conformes. Le processus de mise en conformité permettra aux salles indépendantes d'exercer leurs activités de diffusion culturelle conformément aux lois et règlements en vigueur. Le requérant doit déposer une demande de mise en conformité au règlement de zonage applicable auprès de son arrondissement et fournir l'ensemble des documents et études demandés. Si la demande est approuvée par le Conseil d'arrondissement, un document attestant de la conformité de l'usage sera émis au requérant.

Montants de la subvention

Volet 1 : Mise en conformité
Le montant de la subvention correspond à 100% du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 30 000 $.

Pour les organismes visés par le processus de mise en conformité, la subvention sera faite en un seul versement sous forme de remboursement sur l'ensemble des tarifs, frais et autres dépenses en lien avec l'ensemble de la démarche. Si la demande de mise en conformité n'est pas concluante, le requérant ne pourra pas être remboursé et ne sera pas éligible aux volets 2 et 3 du programme.

Volet 2 : Études
Le montant de la subvention correspondra à 90 % du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 15 000 $.

Volet 3 : Ouvrages
Le montant de la subvention correspondra à 90 % du coût réel des dépenses pour un montant maximal de 120 000 $ pour les salles de moins de 400 places et de 370 000 $ pour les salles de 400 à 2999 places.

JUSTIFICATION

L'adoption du projet de règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places permettra d'améliorer la cohabitation en :

- Contribuant à la réduction des nuisances sonores liées à leurs activités ;
- Permettant une gestion sonore optimale ;
- Favorisant la quiétude dans les secteurs résidentiels adjacents à des lieux accueillants des activités de diffusion culturelle.

Ce projet de règlement permettra également de pérenniser les salles de spectacles étant donné leur rôle important dans l'écosystème culturel et artistique montréalais en :

- S'assurant de la mise en conformité des lieux de diffusion qui ne sont pas reconnus comme des salles de spectacles, mais qui font partie intégrante de la vie culturelle montréalaise ;

- Permettant aux salles indépendantes d'exercer leurs activités de diffusion culturelle conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- Améliorant les modèles d'affaires des salles qui sont devenues conformes, créant des opportunités d'ouverture vers d'autres sources de financement ;
- Permettant des activités de diffusion culturelle sans être menacés de fermeture pour cause de bruit ou autres enjeux liés à l'exploitation des lieux ;
- Soutenant une offre culturelle de proximité et accessible afin de soutenir la vitalité culturelle et économique des quartiers ;
- Soutenant la relève émergente et consolidant l'écosystème culturel en créant un vecteur de professionnalisation des artistes et de développement de leurs publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser un virement budgétaire total de 2.5 M$ du Service du développement économique vers le Service de la culture, selon la répartition annuelle suivante:

Années	**2025**	**2026**	**2027**	**Total**
Transfert non récurrent à prévoir au Service de la culture	1,1 M$	1,2 M$	0,2 M$	2,5 M$

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.
Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

L'adoption du règlement concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, comme prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la vision Montréal 2030 en soutenant la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (orientation 4, priorité 15) et en offrant à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (échelle quartier, priorité 19).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du projet de règlement permettra de :

- Agir sur les enjeux grandissants de cohabitation à Montréal ;
- Assurer la pérennité des salles de spectacles et lieux de diffusion culturelle dont les activités bénéficient à toutes les Montréalaises et Montréalais et qui sont également une source d'attractivité touristique pour la ville ;
- Élaborer des plans de gestion sonore pour les exploitants des salles de spectacles, incluant la gestion de la relation entre les acteurs culturels et les résidents.

La non-adoption du projet de règlement pourrait avoir comme effet :

- L'augmentation de plaintes suite à une mauvaise cohabitation ;
- La fermeture des lieux fragilisant davantage le milieu des spectacles émergents, ce qui pourrait, à moyen et long terme, nuire au rayonnement de la métropole sur le plan culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée avec le Service des ressources humaines et des communications en lien avec la politique de la vie nocturne ainsi que le nouveau programme de réduction des nuisances sonores.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le CE: 16 octobre 2024
Annonce publique : 16 octobre 2024
Approbation par le CM : 21 octobre 2024
Approbation par le conseil d'agglomération:

- Avis de motion et dépôt : 24 octobre 2024
- Adoption du règlement : 21 novembre 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie BOCHET, Service du développement économique
Thomas PELTIER, Service du développement économique
Steves BOUSSIKI SOM, Service du développement économique

Lecture :

Steves BOUSSIKI SOM, 5 septembre 2024
Thomas PELTIER, 29 août 2024
Valérie BOCHET, 23 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jozef FLEURY-BERTHIAUME
conseiller(-ere) en planification

Tél : 514
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-21

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - soutien au développement culturel

Tél : 514 245-3544
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Elsa MARSOT
directeur(-trice)-developpement culturel
Tél :
Approuvé le : 2024-10-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-08

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : 1248080003
Unité administrative responsable : *Service de la culture, Direction du développement culturel*
Projet : *Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places ayant des enjeux de cohabitation en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la vision Montréal 2030 en soutenant la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire (orientation 4, priorité 15).*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En lien avec les priorités Montréal 2030, le projet prévoit les résultats suivants:* *Présenter des spectacles accessibles pour le milieu de la relève ainsi qu'aux artistes de la diversité contribuant à la découvrabilité des talons ainsi qu'au rayonnement de la métropole.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML&AGT - 1248080003 - Règlement subv grandes salles spectacle 20241007.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-07

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate

Tél : 514-589-7591
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE À LA RÉDUCTION DES NUISANCES LIÉES AU BRUIT GÉNÉRÉ PAR LES SALLES DE SPECTACLE INDÉPENDANTES DE MOINS DE 3000 PLACES

Vu les articles 82 et 86 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : la modification d'une étude nécessaire à la conformité réalisée par un spécialiste en acoustique ou un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore afin d'y ajouter les éléments requis pour qu'elle constitue une étude acoustique ou une étude d'optimisation du système de sonorisation;

« coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : le coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe h) du troisième alinéa de l'article 15, avant les taxes;

« coût estimé des études » : le coût estimé des études, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe h) du troisième alinéa de l'article 15, avant les taxes;

« coût estimé des ouvrages » : le coût estimé des ouvrages, tel que soumis par l'exploitant en vertu du paragraphe 2º du deuxième alinéa de l'article 31, avant les taxes;

« coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité » : coût de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, réellement payé par l'exploitant, avant les taxes;

« coût réel des dépenses relatives à la conformité » : le coût des dépenses relatives à la mise en conformité réellement payé par le propriétaire avant les taxes;

« coût réel des études » : le coût des études réellement payé par le requérant, avant les taxes;

« coût réel des ouvrages » : le coût des ouvrages réellement payé par le requérant, avant les taxes;

« demande de PPCMOI » : une demande aux fins d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble présentée à l'instance compétente par un exploitant en vertu d'un règlement adopté par le conseil d'un arrondissement ou le conseil d'une municipalité reconstituée et visé aux articles 145.36 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

« demande d'usage conditionnel » : une demande d'autorisation d'un usage conditionnel présentée à l'instance compétente par un exploitant en vertu d'un règlement adopté par le conseil d'un arrondissement ou le conseil d'une municipalité reconstituée et visé aux articles 145.31 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

« dépenses relatives à la conformité » : les tarifs, frais et autres dépenses exigés par un arrondissement ou une ville reconstituée dans le cadre de la démarche de la mise en conformité de la salle de spectacle indépendante à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme, notamment :

1° les tarifs exigés aux fins d'études préliminaires relatives à la demande de PPCMOI ou à la demande d'usage conditionnel;

2° les tarifs exigés aux fins de l'étude de la demande de PPCMOI ou de la demande d'usage conditionnel;

3° les tarifs exigés pour l'étude des plans;

4° les frais exigés aux fins de la publication d'avis publics;

5° les honoraires professionnels relatifs à une étude nécessaire à la conformité;

6° les honoraires professionnels relatifs à la production d'un certificat de localisation;

« directeur » : le directeur du Service de la culture ou son représentant;

« équipement » : un élément matériel ou une solution logicielle du système de sonorisation et dont la fonction est uniquement la réduction, le contrôle, la mesure ou l'enregistrement des niveaux sonores générés par le système de sonorisation de la salle de spectacle indépendante, notamment un limiteur de niveau sonore, un sonomètre ou des rideaux acoustiques;

« étude acoustique » : une étude réalisée par un spécialiste en acoustique et qui a pour but d'évaluer l'impact actuel de la salle de spectacle indépendante sur l'environnement sonore avoisinant et d'identifier des solutions pour limiter les risques de nuisances sonores, ou une mise à jour d'une telle étude dans le cas où elle a été réalisée plus de 12 mois avant le dépôt de la demande de subvention présentée en vertu de l'article 15 du présent règlement et dont le rapport comprend les éléments exigés à l'article 1 de l'annexe A;

« étude nécessaire à la conformité » : une étude relative à l'acoustique ou une étude visant à optimiser le système de sonorisation exigée par un arrondissement ou une ville reconstituée dans le cadre de la démarche de mise en conformité de la salle de spectacle indépendante à l'usage prescrit par la réglementation applicable en matière d'urbanisme;

« étude d'optimisation du système de sonorisation » : une étude réalisée par un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore et qui a pour but d'évaluer le système de sonorisation actuel et d'identifier des solutions pour limiter et contrôler les niveaux sonores générés par le système de sonorisation, ou une mise à jour d'une telle étude dans le cas où elle a été réalisée plus de 12 mois avant le dépôt de la demande de subvention présentée en vertu de l'article 15 et dont le rapport comprend les éléments exigés à l'article 2 de l'annexe A.

« études » : l'étude acoustique, dont le rapport comprend les éléments exigés dans la section I de l'annexe A, et l'étude d'optimisation du système de sonorisation, dont le rapport comprend les éléments exigés dans la section II de l'annexe A;

« évaluation acoustique post réalisation des ouvrages » : une évaluation effectuée par un spécialiste en acoustique après la réalisation des ouvrages qui a pour but d'évaluer l'impact de la salle de spectacle indépendante sur l'environnement sonore immédiat avoisinant, de déterminer les niveaux sonores maximums et de recommander notamment les ajustements techniques aux systèmes de son, la bonne disposition du matériel de diffusion sonore et l'ajustement des réglages si nécessaire;

« exploitant » : une personne morale, propriétaire ou locataire d'un immeuble, qui exploite une salle de spectacle indépendante comprise dans celui-ci;

« locataire » : une personne morale qui occupe un local en vertu d'un bail valide pour une durée minimale restante de 2 ans au moment du dépôt de la demande de subvention présentée en vertu des articles 7, 15 ou 31;

« ouvrages » : les six éléments suivants dont les trois premiers doivent faire l'objet d'au moins une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité :

1° les services professionnels requis pour les travaux et rendus par un architecte, un ingénieur ou un designer dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises;

2° les travaux visant à réduire les nuisances liées au bruit, conformes au Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2) et aux règlements applicables et si le type de travaux le requiert, exécutés par un entrepreneur détenant une licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

3° l'acquisition et l'installation d'équipements;

4° les services professionnels d'un spécialiste en acoustique ou d'un spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore requis durant l'exécution des travaux aux fins d'assurer la mise en œuvre d'une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

5° les services professionnels requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

6° les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

« plan de gestion sonore du bruit » : un plan réalisé par un spécialiste en acoustique aux fins de la mise en œuvre par l'exploitant des recommandations contenues dans l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages et qui comporte au minimum des dispositions au sujet des aspects suivants de la gestion sonore :

1° des moyens de contrôle et de suivi continu et en temps réel des niveaux sonores générés à l'intérieur de la salle;

2° des moyens de communication interne et de sensibilisation des employés et des sous-traitants à l'enjeu des nuisances sonores;

3° une stratégie de communication avec la clientèle et au besoin, avec le voisinage;

4° des actions et des dispositifs à mettre en place pour préserver l'audition du public et des employés;

« programmation culturelle en arts de la scène » : une programmation culturelle de spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson, d'arts du cirque, d'humour ou de variétés, par des artistes ou organisations professionnels ou de la relève, reconnus par leurs pairs et offrant leur service en contrepartie d'une rémunération, à l'exclusion de :

1° spectacles-bénéfice ou caritatifs;

2° spectacles de nature corporative ou privée;

3° karaokés;

« propriétaire » : un propriétaire, au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), d'un immeuble qui comporte une salle de spectacle indépendante;

« requérant » : un exploitant dont la demande de subvention a été déclarée admissible;

« salle de spectacle indépendante » : établissement de moins de 3000 places qui offre une programmation culturelle en arts de la scène régulière, annoncée publiquement et accessible au grand public;

« spécialiste en acoustique » : professionnel dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec qui :

1° détient un diplôme en acoustique ou une qualification équivalente;

2° a un minimum de trois ans d'expérience pertinente en acoustique du bâtiment et en métrologie acoustique;

« spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore » : professionnel dont l'entreprise est domiciliée au Québec selon son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec qui :

1° détient un diplôme en diffusion sonore ou en sonorisation ou une qualification équivalente;

2° a un minimum de trois ans d'expérience pertinente en conception de système de sonorisation pour contrôler les nuisances sonores et en métrologie acoustique;

« Ville » : la Ville de Montréal.

CHAPITRE II
APPLICATION

2. Le présent règlement met en place un programme de subventions en vue de réduire les nuisances sonores des salles de spectacle indépendantes et d'encourager une gestion efficace du bruit.

Le présent programme de subventions comporte trois volets :

1° le volet 1, qui vise à soutenir financièrement le propriétaire dans sa démarche de mise en conformité de la salle de spectacle indépendante comprise dans son immeuble à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme;

2° le volet 2, qui vise à soutenir financièrement l'exploitant aux fins de la réalisation des études;

3° le volet 3, qui vise à soutenir financièrement l'exploitant aux fins de la mise en œuvre de recommandations prévues aux études par la réalisation des ouvrages.

CHAPITRE III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Pour être admissible au volet 1 du présent programme, le propriétaire doit démontrer que la programmation culturelle en arts de la scène relative à la salle de spectacle indépendante située dans son immeuble comportait, durant l'année précédant celle du dépôt de la demande, au moins 35 spectacles programmés et publiés.

Pour être admissible aux volets 2 et 3 du présent programme, l'exploitant doit exploiter une salle de spectacle indépendante dont la programmation culturelle en arts de la scène remplit les mêmes critères que ceux prévus au premier alinéa.

4. Dans le cas où une unité d'évaluation comporte plusieurs salles de spectacle indépendantes, il est octroyé une seule subvention au propriétaire dans le cadre du volet 1 du présent programme, pour l'ensemble des salles de spectacles indépendantes situées dans celle-ci.

Dans le cas où l'exploitant occupe plusieurs salles de spectacle indépendantes situées dans une même unité d'évaluation, il est octroyé une seule subvention dans le cadre des volets 2 et 3 du présent programme, pour l'ensemble des salles de spectacles indépendantes situées dans celle-ci.

CHAPITRE IV
EXCLUSIONS

5. Aucune subvention n'est octroyée à un exploitant :

1° qui est l'une ou l'autre des personnes suivantes ou dont la salle de spectacle indépendante se trouve dans une unité d'évaluation inscrite au nom de l'une ou l'autre des personnes suivantes :

a) la Couronne du chef du Canada, l'un de ses mandataires ou une société d'État fédérale;

b) l'État, l'un de ses mandataires ou une société d'État;

c) la Ville ou une municipalité reconstituée;

d) un centre de services scolaire, une commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel, un établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (RLRQ, chapitre I-17);

e) une personne morale sans but lucratif titulaire d'un permis de tenir un établissement d'enseignement privé délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1);

f) un établissement agréé aux fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé ou un établissement dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (RLRQ, chapitre M-25.1.1);

g) une institution religieuse;

2º dont la salle de spectacle indépendante est ou est située dans un musée, une galerie d'art, un centre d'interprétation ou un centre culturel;

3º qui a reçu du Conseil des arts et des lettres du Québec une aide financière en soutien à sa mission pour l'exercice financier 2024-2025 ou tout exercice financier postérieur déterminé par le Conseil des arts et des lettres du Québec;

4° qui a cessé ses activités commerciales de façon permanente, est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-36) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3) ou a déposé un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en vertu de cette loi;

5º qui a été déclaré admissible ou a reçu une subvention dans le cadre du Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle alternatives (RCG 22-021).

6. Aucune subvention n'est octroyée pour :

1° des dépenses relatives à la conformité effectuées avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

2° des dépenses effectuées avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu du paragraphe 1º de l'article 16 ou du paragraphe 1º de l'article 32;

3° des dépenses effectuées après le 31 décembre 2027;

4° des dépenses faisant l'objet d'une subvention gouvernementale ou municipale;

5° des services professionnels pour des études d'impact des équipements mécaniques, des études d'acoustique interne ou de conception et d'optimisation du système de sonorisation visant uniquement à améliorer les conditions acoustiques à l'intérieur de la salle.

CHAPITRE V
VOLET 1 – MISE EN CONFORMITÉ À L'USAGE PRESCRIT PAR LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE D'URBANISME

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION

7. Un propriétaire peut obtenir une subvention afin de financer les démarches ayant mené à la mise en conformité ou entreprises en vue de la mise en conformité de la salle de spectacle indépendante comprise dans son immeuble à l'usage prescrit par la réglementation en matière d'urbanisme, en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° un document établissant qu'il est le propriétaire de l'immeuble où se situe la salle de spectacle indépendante visée par la demande selon l'inscription au registre foncier;

2° dans le cas où le propriétaire n'est pas une personne physique, une copie de ses statuts constitutifs;

3° son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

4° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

5° la programmation culturelle en arts de la scène, tenue dans la salle de spectacle indépendante visée par la demande et indiquant le nombre de spectacles professionnels programmés et publiés, pour l'année précédant celle du dépôt de la demande et pour l'année en cours au moment du dépôt de la demande;

6° le permis d'alcool émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec indiquant la capacité maximale de la salle de spectacle indépendante ou, dans le

cas où aucun permis d'alcool n'a été émis à l'égard de la salle de spectacle indépendante, tout autre document émis par un organisme public et qui indique la capacité maximale de cette salle;

7° une copie des factures et autres pièces démontrant le coût réel des dépenses relatives à la conformité;

8° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 7º, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

9° la liste des documents exigés par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée dans le cadre de la démarche relative à la mise en conformité;

10° l'un ou l'autre des documents suivants :

a) une copie du certificat d'occupation pour la salle de spectacle indépendante visée par la demande délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée;

b) une lettre de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée autorisant la présence de cette salle sur son territoire lorsqu'un certificat d'occupation n'est pas requis;

c) une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI qui autorise les activités de la salle de spectacle indépendante;

d) une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande d'usage conditionnel de la salle de spectacle indépendante.

8. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 7, approuve la demande et transmet au propriétaire un avis par courriel en indiquant le montant de la subvention pour le volet 1, calculée selon les dispositions prévues aux articles 11 et 12;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet au propriétaire par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

9. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 8, le propriétaire doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet au propriétaire l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise le propriétaire par courriel.

10. Le propriétaire dont la demande de subvention est approuvée par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 8 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du volet 1 pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visée par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

11. Le montant de subvention à verser au propriétaire pour le volet 1 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 100 % du coût réel des dépenses relatives à la conformité;

2° 30 000 $.

12. Le montant de la subvention est déterminé sur la base des factures, reçus et autres pièces justificatives reçus en vertu de l'article 7.

13. À la suite de l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 8, la subvention est versée au propriétaire.

CHAPITRE VI
VOLET 2 - ÉTUDES PRÉALABLES À LA RÉALISATION DES OUVRAGES

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

14. Dans le cas où une subvention a été versée à un propriétaire dans le cadre du volet 1 pour des dépenses relatives à une étude nécessaire à la conformité, aucune demande ne peut être présentée en vertu du volet 2 si cette étude constitue une étude acoustique ou une étude d'optimisation du système de sonorisation.

15. Un exploitant peut obtenir une subvention afin de financer la réalisation des études en vertu du volet 2 en présentant une demande à cet effet.

Dans le cas où une subvention a été versée dans le cadre du volet 1 pour des dépenses relatives à une étude nécessaire à la conformité, l'exploitant peut obtenir une subvention

en vertu du volet 2 afin de financer la bonification de cette étude, en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants, s'ils n'ont pas été transmis à la Ville dans le cadre du volet 1 du présent règlement :

1° si la demande est faite par un propriétaire :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande selon l'inscription au registre foncier;

b) l'un ou l'autre des documents suivants :

i. une copie du certificat d'occupation pour la salle de spectacle indépendante visée par la demande délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée;

ii. une lettre de l'arrondissement ou de la municipalité reconstituée autorisant la présence de cette salle sur son territoire lorsqu'un certificat d'occupation n'est pas requis;

iii. une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI relative à cette salle;

iv. une copie de la résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande d'usage conditionnel relative à cette salle;

c) une copie de ses statuts constitutifs;

d) son état de renseignements au Registre des entreprises du Québec;

e) un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

f) la programmation professionnelle en arts de la scène, tenue dans la salle de spectacle indépendante visée par la demande et indiquant le nombre de spectacles professionnels programmés et publiés, pour l'année précédant celle du dépôt de la demande et pour l'année en cours au moment du dépôt de la demande;

g) le permis d'alcool émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec indiquant la capacité maximale de la salle de spectacle indépendante

ou, dans le cas où aucun permis d'alcool n'a été émis à l'égard de la salle de spectacle indépendante, tout autre document émis par un organisme public et qui indique la capacité maximale de cette salle;

h) un document qui présente le coût estimé des études;

i) un document qui présente le coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, le cas échéant;

2° si la demande est faite par un locataire :

a) une copie du bail indiquant qu'il est locataire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande pour une durée restante minimale de 2 ans au moment du dépôt de la demande;

b) les documents décrits aux sous-paragraphes b) à i) du paragraphe 1°.

16. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 15, déclare la demande admissible et transmet à l'exploitant un avis d'admissibilité par courriel en indiquant le montant maximal de la subvention pour le volet 2, selon les dispositions prévues à l'article 19;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 15 est manquant, transmet à l'exploitant par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

17. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 16, l'exploitant doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet à l'exploitant l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 16.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise le demandeur par courriel.

18. L'exploitant dont la demande de subvention est déclarée admissible par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 16 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du présent volet pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visée par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

19. Le montant maximal de subvention à verser au requérant pour le volet 2 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 90 % du coût estimé des études ou du coût estimé de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

2° 15 000 $.

20. Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est supérieur à leur coût estimé, le calcul du montant de la subvention prévu à l'article 19 est majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10 %, sans dépasser le montant prévu au paragraphe 2º de l'article 19.

Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est inférieur à leur coût estimé, le montant de subvention à verser au requérant pour le volet 2 est égal à 90 % de leur coût réel, sans dépasser le montant prévu au paragraphe 2º de l'article 19.

SECTION III
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

21. À la suite de l'envoi de l'avis prévu au paragraphe 1º de l'article 16, le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 50 % du montant maximal de la subvention pour le volet 2 en fournissant au directeur par courriel les documents suivants :

1° un document démontrant que les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité ont débuté, notamment une facture, un contrat signé avec le spécialiste en acoustique ou le spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore ou un rapport préliminaire de l'une ou l'autre des études;

2° les curriculum vitae des spécialistes qui réaliseront les études.

22. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 21, le directeur approuve et effectue le premier versement de la subvention conformément à cet article.

23. Si les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité ne sont pas complétées, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versée en vertu de l'article 22 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

24. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité sont complétées et qu'elles ne présentent aucune recommandation sans justification sauf dans la mesure où, selon le spécialiste, aucune solution ne permet de réduire les risques de nuisances sonores, le requérant ne peut soumettre de demande dans le cadre du volet 3 et doit rembourser tout montant de subvention versé pour le volet 2 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

25. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité sont complétées, celui-ci peut présenter une demande pour obtenir le second versement pour le volet 2 en fournissant par courriel au directeur les documents suivants :

1° une copie des factures et autres pièces détaillant les services rendus et démontrant le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

2° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 1°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance;

3° le rapport des études ou de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité, comprenant les éléments prévus à l'annexe A.

26. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 25, le directeur approuve le second versement qui équivaut au solde de la subvention pour le volet 2 et en informe le requérant par courriel.

Lorsque le coût réel des études ou le coût réel de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité est inférieur au montant du premier versement de la subvention versé en vertu de l'article 22, le montant de la subvention est calculé en fonction du second alinéa de l'article 20.

27. Lorsque le requérant ne présente aucune demande dans le cadre du volet 3 ou lorsque la demande qu'il présente dans le cadre du volet 3 est déclarée inadmissible ou est refusée en vertu des articles 32 ou 33, il est déchu de son droit d'obtenir le second versement de la subvention versé dans le cadre du volet 2 en vertu de l'article 26 et doit le rembourser dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

CHAPITRE VII
VOLET 3 – MISE EN ŒUVRE DE RECOMMANDATIONS PRÉVUES AUX ÉTUDES

SECTION I
DEMANDE DE SUBVENTION ET ADMISSIBILITÉ

28. Lorsque les études ou la bonification d'une étude nécessaire à la conformité effectuées dans le cadre du volet 2 ne présentent aucune recommandation pour le motif qu'aucune

solution ne permet de réduire les risques de nuisances sonores, le requérant ne peut soumettre de demande dans le cadre du volet 3.

29. Aux fins de l'obtention d'une subvention en vertu du volet 3, l'exploitant doit acquérir et installer au minimum un équipement de mesure ou de contrôle sonore lorsque cela fait partie des recommandations de l'étude acoustique ou de la bonification d'une étude nécessaire à la conformité.

30. Les ouvrages doivent être complétés au plus tard le 31 juillet 2027.

31. L'exploitant peut obtenir une subvention afin de financer les ouvrages en présentant une demande à cet effet.

La demande doit être présentée par courriel au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° au moins une soumission, ventilée poste par poste, des ouvrages visés par la demande de subvention incluant une offre de service pour chacun des services professionnels suivants :

   a) les services professionnels en acoustique ou en sonorisation et en diffusion sonore requis durant les travaux aux fins d'assurer la mise en œuvre d'une recommandation présentée dans l'une ou l'autre des études ou dans la bonification d'une étude nécessaire à la conformité;

   b) les services professionnels relatifs à la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

   c) les services professionnels relatifs à la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

2° un document qui présente et justifie le coût estimé des ouvrages;

3° des photographies du lieu où les travaux seront effectués ou du lieu où les équipements seront installés;

4° un document attestant formellement que le propriétaire de la salle de spectacle indépendante consent aux travaux, lorsque la demande est présentée par un locataire.

32. Dans les 40 jours ouvrables suivant la réception d'une demande de subvention, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 31, déclare la demande admissible et envoie à l'exploitant un avis d'admissibilité par courriel en

indiquant le montant maximal de la subvention pour le volet 3, selon les dispositions prévues à l'article 35;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 31 est manquant, transmet au demandeur par courriel un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

33. À compter de la date d'envoi d'un avis de non-conformité en vertu du paragraphe 2º de l'article 32, l'exploitant doit, dans un délai de 10 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

Sur réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur transmet à l'exploitant l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 32.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande de subvention est refusée et le directeur en avise l'exploitant par courriel.

34. L'exploitant dont la demande de subvention est déclarée admissible par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 32 ne peut subséquemment présenter une autre demande ni obtenir une autre subvention en vertu du volet 3 pour une salle de spectacle indépendante située dans la même unité d'évaluation et qui n'était pas visé par la demande initiale.

SECTION II
MONTANT DE LA SUBVENTION

35. Le montant maximal de subvention qui peut être versé au requérant pour le volet 3 est égal au moindre des montants suivants :

1° un montant égal à 90 % du coût estimé des ouvrages sans dépasser :

a) 30 000 $ pour l'acquisition d'équipements s'il s'agit d'une salle de moins de 400 places et 60 000 $ pour l'acquisition d'équipements s'il s'agit d'une salle de 400 à 2999 places;

b) 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

c) 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

2° les montants suivants :

a) pour une salle de spectacle de moins de 400 places, un montant de 120 000 $ incluant la subvention prévue aux articles 22 et 26 , sans dépasser :

i. 30 000 $ pour l'acquisition d'équipements;

ii. 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

iii. 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit;

b) pour une salle de spectacle de 400 à 2999 places, un montant de 370 000 $ incluant la subvention prévue aux articles 22 et 26 , sans dépasser :

i. 60 000 $ pour l'acquisition d'équipements;

ii. 10 000 $ pour les services professionnels mentionnés au sous-paragraphe a) du paragraphe 1º de l'article 31 et ceux requis pour la réalisation de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

iii. 5 000 $ pour les services professionnels requis pour la réalisation du plan de gestion sonore du bruit.

36. Lorsque le coût réel des ouvrages est supérieur à leur coût estimé, le montant de la subvention est majoré du pourcentage de dépassement constaté, jusqu'à concurrence de 10%, sans dépasser les montants prévus au paragraphe 2º de l'article 35.

Lorsque le coût réel des ouvrages est inférieur à leur coût estimé, le montant de subvention à verser au requérant pour le volet 3 est égal à 90% de leur coût réel, sans dépasser les montants prévus au paragraphe 2º de l'article 35.

SECTION III
CONDITIONS ET MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
PREMIER VERSEMENT

37. À la suite de l'envoi de l'avis prévu au paragraphe 1º de l'article 32, le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 60 % du montant maximal de la subvention pour le volet 3 en fournissant au directeur par courriel une preuve du début des ouvrages, notamment, un contrat signé ou un bon de commande indiquant la date du début des ouvrages.

38. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 37, le directeur approuve et effectue le premier versement de la subvention conformément à cet article.

SOUS-SECTION 2
SECOND VERSEMENT

39. Le requérant peut présenter une demande de paiement équivalent à 20 % du montant maximal de la subvention pour le volet 3 lorsque 50 % des ouvrages sont réalisés, en fournissant au directeur par courriel les documents suivants :

1° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux;

2° une copie des factures détaillées poste par poste des fournisseurs démontrant qu'au moins 50 % des ouvrages sont réalisés;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 2°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance.

40. Lorsque le requérant s'est conformé aux dispositions de l'article 39, le directeur approuve et effectue le second versement de la subvention conformément à cet article.

SOUS-SECTION 3
DERNIER VERSEMENT

41. Lorsque les ouvrages sont complétés, le requérant peut présenter au directeur par courriel, au plus tard le 30 novembre 2027, une demande de paiement du dernier versement de la subvention en fournissant les documents suivants :

1° un document qui atteste de la date de la fin des travaux signé par l'entrepreneur responsable de leur exécution;

2° une copie des factures et autres pièces détaillant les ouvrages réalisés et démontrant leur coût réel, qui n'ont pas été fournis antérieurement;

3° la preuve d'acquittement, autrement que par paiement comptant, de chacune des factures mentionnées au paragraphe 2°, notamment une copie de chèque encaissé, une copie de traite bancaire, un relevé de compte bancaire ou un relevé de carte de crédit, à l'exclusion d'un reçu, d'une facture annotée ou d'une quittance, qui n'a pas été fournie antérieurement;

4° un document synthèse des ouvrages détaillant, pour chacune des factures soumises, le nom du fournisseur, le montant total avant taxes, le mode de paiement et une référence à la preuve d'acquittement;

5° une copie de tous les permis requis aux fins des travaux, qui n'ont pas été fournis antérieurement;

6° des photographies montrant les travaux réalisés et les équipements installés;

7° lorsqu'une résolution du conseil d'arrondissement ou de la municipalité reconstituée approuvant la demande de PPCMOI ou une résolution approuvant la demande d'usage conditionnel a été fournie en vertu du volet 1 ou du volet 2, une copie du certificat d'occupation en vigueur pour la salle de spectacle indépendante délivré par l'arrondissement ou la municipalité reconstituée si celle-ci n'a pas été fournie antérieurement dans le cadre des demandes présentées en vertu du présent programme;

8° une attestation de conformité de la réalisation d'une partie ou de l'ensemble des recommandations du rapport de l'étude acoustique signée par un spécialiste en acoustique;

9° une copie de l'évaluation acoustique post réalisation des ouvrages;

10° une copie du plan de gestion sonore du bruit;

11° un document démontrant la réalisation d'au moins une action en transition écologique énumérée à l'annexe B;

12° un document démontrant la réalisation d'au moins trois actions qui constituent de bonnes pratiques en gestion sonore parmi celles énumérées à l'annexe C.

42. Lorsque le requérant s'est conformé à l'article 41, le directeur approuve et effectue le dernier versement qui équivaut au solde de la subvention pour le volet 3.

Lorsque le coût réel des ouvrages est inférieur au montant de la subvention versé en vertu des articles 38 et 40, le montant de la subvention est calculé en fonction du deuxième alinéa de l'article 36 et le requérant doit rembourser la différence dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

43. Lorsqu'en date du 30 novembre 2027, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu de l'article 41, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du volet 3. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention pour le volet 3 versé en vertu des articles 38 et 40 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

44. Lorsque les ouvrages ne sont pas complétés en date du 31 juillet 2027, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention pour le volet 3 et il doit rembourser tout montant versé pour le volet 3 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

45. Le versement de toute subvention pour le volet 3 est suspendu tant que le requérant est en défaut de rendre les travaux conformes au Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2) et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux, dans le cas où ils ont été exécutés en dérogation de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamées à la Ville en compensation de la suspension de la subvention.

Si, en date du 31 octobre 2027, les ouvrages réalisés ne sont pas conformes, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention pour le volet 3 et il doit rembourser tout montant versé pour ce volet dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

46. Le directeur peut, à toute heure raisonnable, effectuer une inspection de la salle de spectacle indépendante visée par une demande de subvention.

47. Le directeur peut consulter les registres comptables du requérant et obtenir sur demande auprès de celui-ci, et ce sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention et le respect du présent règlement.

48. Le requérant ne peut s'opposer à une inspection de la salle de spectacle indépendante visée par sa demande ou refuser de donner suite à une demande du directeur formulée en vertu de l'article 46 sous peine d'annulation de toute subvention prévue au présent règlement. Dans un tel cas, tout montant versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

49. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude aux fins de l'application du présent règlement entraîne l'annulation de toute subvention prévue à celui-ci. Dans un tel cas, tout montant de subvention versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet et le requérant ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

50. Le requérant doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif aux ouvrages, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par la Ville, du fait que la réalisation de son projet a bénéficié d'une subvention de la Ville.

51. En cas de changement du propriétaire ou du locataire de la salle de spectacle indépendante pour laquelle une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu du paragraphe 1º de l'article 16 ou du paragraphe 1º de l'article 32 et que le versement de la subvention n'est pas encore approuvé en vertu des articles 22, 26, 38, 40 ou 42, le nouveau propriétaire ou locataire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire ou le locataire précédent, s'il assume les mêmes obligations prévues au présent règlement.

52. En cas de changement du propriétaire ou du locataire de la salle de spectacle indépendante visée par la demande de subvention dans les cinq ans suivant la date à laquelle le solde de la subvention est versé en vertu de l'article 42, toute subvention versée en vertu du volet 2 et du volet 3 est annulée et doit être remboursée au comptant à la Ville par le requérant dans les 30 jours suivant l'avis transmis par courriel par le directeur à cet effet, sauf si le nouveau locataire ou le nouveau propriétaire maintient les usages de la salle de spectacle indépendante.

CHAPITRE IX
ORDONNANCES

53. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier les articles 7, 15 et 31 afin de supprimer, d'ajouter ou de modifier les documents qui y sont exigés;

2° modifier le paragraphe 3º de l'article 54 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027 et modifier les dates prévues au paragraphe 3º de l'article 6 ainsi qu'aux articles 30, 41, 43, 44 et 45 en conséquence;

3° modifier l'annexe A, l'annexe B ou l'annexe C du présent règlement;

4° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE X
FIN DU PROGRAMME

54. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date déterminée par ordonnance, selon le paragraphe 4° de l'article 53;

3° le 31 décembre 2027.

ANNEXE A
ÉTUDES

ANNEXE B
ACTIONS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ANNEXE C
BONNES PRATIQUES DE GESTION SONORE

GDD 1248080003

ANNEXE A
ÉTUDES

SECTION I
ÉTUDE ACOUSTIQUE

1. Les informations suivantes doivent être intégrées dans le rapport de l'étude acoustique :

1° la méthodologie de l'étude incluant le ou les critères acoustiques utilisés pour quantifier les risques de nuisances sonores;

2° la description des caractéristiques pertinentes du bâtiment et des dispositions existantes mises en place pour limiter et contrôler les nuisances sonores (notamment le plan, l'emplacement d'espaces voisins à risque, l'emplacement d'ouvrants ou de sas);

3° la description des activités et des évènements de la salle de spectacle indépendante susceptibles de générer des nuisances sonores;

4° la description des caractéristiques pertinentes du système de sonorisation (notamment le plan avec la localisation des haut-parleurs et le mode d'accrochage des enceintes);

5° la caractérisation ou l'évaluation des niveaux sonores générés dans la salle;

6° la caractérisation de l'isolation acoustique de la salle de spectacle indépendante ou des espaces voisins à risque, incluant les chemins de transmission du bruit entre deux espaces;

7° à partir des éléments exigés aux paragraphes 5° et 6°, l'évaluation des niveaux sonores provenant de la salle de spectacle indépendante dans le ou les espaces à risque;

8° l'évaluation des risques de nuisances sonores et de non-conformité au règlement sur le bruit ou au règlement sur les nuisances sonores applicable à l'endroit où est situé la salle de spectacle indépendante visée par la demande de subvention;

9° les recommandations sur les solutions permettant de réduire les risques de nuisances sonores. Si le spécialiste en acoustique n'identifie aucune solution à cet égard, il doit en faire mention et le justifier.

SECTION II
ÉTUDE D'OPTIMISATION DU SYSTÈME DE SONORISATION

2. Les informations suivantes doivent être intégrées dans le rapport de l'étude d'optimisation du système de sonorisation :

1° la méthodologie de l'étude incluant le ou les critères acoustiques utilisés pour mesurer les risques de nuisances sonores;

2° la description des caractéristiques pertinentes du système de sonorisation (notamment le plan avec la localisation des haut-parleurs, le mode d'accrochage des enceintes, l'utilisation et les réglages d'équipements ou de solutions logicielles favorisant le contrôle des niveaux sonores);

3° les recommandations sur les solutions permettant de réduire les risques de nuisances sonores notamment l'optimisation et la localisation des éléments matériels du système de sonorisation, les sélections et réglages d'équipements ou de logiciels favorisant le contrôle des niveaux sonores. Si le spécialiste en sonorisation et en diffusion sonore n'identifie aucune solution à cet égard, il doit en faire mention et le justifier.

ANNEXE B
ACTIONS EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1.	Utiliser du papier contenant des fibres post-consommation
2.	Bannir les bouteilles d'eau en plastique à usage unique (pour les artistes, les employés et le public)
3.	Utiliser des coupons vestiaire réutilisables (ex. en plastique) plutôt que des coupons à usage unique (ex. en carton)
4.	Utiliser des piles rechargeables pour les micros ou les walkies-talkies
5.	S'assurer de donner, de prêter ou de vendre les équipements techniques désuets
6.	S'informer sur les possibilités de réparation des équipements électroniques avant de les remplacer
7.	Augmenter l'utilisation d'équipements mutualisés
8.	Installer des îlots de tri à deux ou trois voies (déchet, recyclage, compostage) dans les salles communes, les loges et les halls d'accueil et mettre en place un affichage (par exemple au moyen de pictogrammes, d'indications écrites ou de système de couleurs)
9.	Mettre à la disposition du personnel ou de la clientèle des équipements dédiés à la récupération des contenants consignés pour qu'ils soient rapportés chez les détaillants ou donner à un organisme à but non lucratif (consigne sociale)
10.	Offrir au moins un point de dépôts pour la clientèle ou les employés pour les équipements électroniques, déchets électroniques, piles ou cartouche d'encre afin qu'ils soient acheminés vers des installations appropriées pour être reconditionnés ou recyclés
11.	Aller déposer le matériel non réutilisable (par exemple, des retailles de bois, des parties de métal) à l'écocentre ou à une autre entreprise récupérant ces matières
12.	Proposer un don volontaire aux spectateurs pour la compensation de l'émission des gaz à effet de serre
13.	Mettre en place de l'affichage afin de sensibiliser à l'économie d'énergie ou à l'économie d'eau
14.	Passer de l'éclairage incandescent à l'éclairage DEL

15.	Utiliser des produits d'entretien ménager écoresponsables
16.	Mentionner l'engagement en écoresponsabilité sur le site Internet
17.	Faire 2 publications par année sur les réseaux sociaux pour partager les actions responsables
18.	Fournir une boîte à suggestions aux employés et au public afin d'améliorer les pratiques environnementales

ANNEXE C
BONNES PRATIQUES DE GESTION SONORE

1.	Installer et régler des équipements et/ou des logiciels de traitement audio tel que des processeurs audios avec des fonctions de limiteurs, compresseurs et égalisateurs
2.	Installer et régler le système de mesure des niveaux sonores à l'intérieur de la salle
3.	Augmenter le nombre d'enceintes avec un système de multidiffusion (réduction des niveaux sonores dans certaines zones critiques de la salle)
4.	Découpler les sources sonores de leur support
5.	Contrôler la directivité des basses fréquences
6.	Suivre, en continu et en temps réel, les niveaux sonores générés à l'intérieur de la salle
7.	Réaliser des mesures acoustiques ou des tests d'écoute à l'extérieur de la salle ou dans les logements voisins
8.	Sensibiliser les employés et les sous-traitants à l'enjeu des nuisances sonores
9.	Former les employés au sujet de la réglementation et des principaux risques de nuisances sonores spécifiques à la salle de spectacle indépendante
10.	Mettre en place un affichage pour le personnel concernant les limitations de niveau sonores et la procédure de contrôle
11.	Mettre en œuvre une stratégie de communication avec le voisinage
12.	Participer à toute démarche de médiation initiée par un des services de la Ville
13.	Mettre en œuvre des actions pour préserver la santé auditive du public et des employés notamment par la mise à disposition des protections auditives, l'affichage des niveaux sonores ou d'informations relatives aux risques pour l'audition

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248080003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division soutien au développement culturel
Objet :	Adopter le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places en adéquation avec les orientations de la politique de la vie nocturne / autoriser un virement de 2,5 M$ provenant du budget de fonctionnement du Service du développement économique réparti sur les années 2025, 2026 et 2027.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1248080003 - Virement Service de la culture.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-10

Habib NOUARI
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 44.01

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1233422001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

Il est recommandé :
1. de déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement P-RCG 14-029-7 modifiant le Schéma;

2. d'adopter, sans changement, le règlement RCG 14-029-7 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029) »;

3. d'autoriser le greffier de la Ville à transmettre à la ministre des Affaires municipales, ainsi que la Communauté métropolitaine de Montréal, le règlement et ses annexes, ainsi que sa résolution d'adoption.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-07 15:42

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 21 mars 2024 Séance tenue le 21 mars 2024	Résolution: CG24 0164

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » et de son document d'accompagnement / Tenue d'une consultation publique / Délégation de pouvoir au greffier de la Ville

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération;

2- d'adopter le document d'accompagnement ci-joint intitulé : « Tableau indicatif de la nature des modifications »;

3- de demander l'avis à la ministre des Affaires municipales conformément à l'article 50 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU);

4- de mandater la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour tenir les assemblées publiques de consultation nécessaires sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

5- de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l'heure et le lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal de toute assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l'adoption du règlement pour faire suite au présent projet de règlement, et d'inclure dans l'avis public à publier dans un journal diffusé sur le territoire le résumé prévu au deuxième alinéa de l'article 53.3 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU).

Adopté à l'unanimité.

43.01 1233422001
/sb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Règlement P-RCG 14-029-7

Signée électroniquement le 22 mars 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1233422001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, le Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

Description

Le conseil d'agglomération a adopté le 21 mars 2024 le projet de règlement P-RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération (Schéma) (CG24 0164). L'objectif de ce projet de règlement est d'assurer la compatibilité du Schéma avec le Plan régional des milieux humides et hydriques de l'agglomération de Montréal (PRMHH) :

- en harmonisant des éléments de contenu du Schéma avec le PRMHH et le Plan nature et sport;
- en identifiant les milieux humides d'intérêt au Schéma;
- en intégrant des objectifs spécifiques à la protection des milieux humides d'intérêt ainsi que des dispositions au document complémentaire.

Ce projet de règlement vient également adapter le contenu visant le paysage humanisé de la partie ouest de L'Île-Bizard afin de prendre en considération le nouveau statut de premier paysage humanisé. Comme requis par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement P-RCG 14-029-7 a été tenue le 10 septembre 2024 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Le procès-verbal et le suivi de l'assemblée publique sont en pièces jointes au présent addenda.

Recommandation

Considérant que le projet de règlement fut reçu favorablement lors de l'assemblée

publique de consultation et qu'aucun élément du procès-verbal ne justifie la modification du projet de règlement, il est recommandé d'adopter, sans changement, le règlement RCG 14-029-7 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

Étapes subséquentes

- Transmission par le greffier du règlement et ses annexes à la ministre des Affaires municipales pour examen de sa conformité aux orientations gouvernementales, ainsi qu'aux arrondissements, aux municipalités reconstituées et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération.
- Transmission par le greffier du règlement et ses annexes à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour examen de conformité et approbation, le cas échéant, au Plan métropolitain d'aménagement et de développement.
- Entrée en vigueur du règlement conformément aux dispositions de l'article 53.11.14 de la LAU.
- Publication d'un avis par le greffier indiquant l'entrée en vigueur du règlement.
- Transmission du règlement entré en vigueur aux arrondissements, aux municipalités, aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération et à la CMM (art. 53.11 de la LAU).
- Adoption du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications qui devront être apportées aux règlements d'urbanisme (art. 53.11.4 de la LAU).
- Transmission du règlement et du document d'accompagnement aux arrondissements, aux municipalités reconstituées et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération (art. 53.11.4 de la LAU).
- Adoption de tout règlement de concordance (art. 58 de la LAU).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CHARBONNEAU
conseiller(-ere) en amenagement

438-820-2748
Tél :
Télécop. : -

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation

Modification proposée au schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour prendre en compte le Plan régional des milieux humides et hydriques, ainsi que des mesures de protection pour les milieux humides

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Mardi 10 septembre 2024 à 14 h

À la salle des Armoiries de l'hôtel de ville de Montréal et en webdiffusion

Présences	**Mme Marie Plourde, présidente** Conseillère de la Ville, arrondissement Le Plateau Mont-Royal **Mme Paola Hawa, vice-présidente** Mairesse de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue **M. Dimitrios Jim Beis** Maire, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro **M. Alex Norris** Conseiller de la Ville, arrondissement Le Plateau Mont-Royal **Mme Magda Popeanu** Conseillère de la Ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Absences	**M. Pierre Lessard-Blais** Maire, arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve **M. Peter J. Malouf** Maire de la Ville de Mont-Royal
Personnes invitées	**M. Robert Beaudry**, conseiller de la Ville dans l'arrondissement de Ville-Marie et responsable de l'urbanisme, de l'OCPM et de l'itinérance au comité exécutif de la Ville de Montréal **Mme Laurence Lavigne Lalonde**, mairesse de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et responsable des grands parcs, du Mont-Royal et du parc Jean-Drapeau au comité exécutif de la Ville de Montréal **Mme Marie Lafontaine**, cheffe de section Biodiversité, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports **Mme Candice Baan**, conseillère en aménagement, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports **Mme Caroline Lépine**, cheffe de division, Division de la planification urbaine, Service de l'urbanisme et de la mobilité **M. Stéphane Charbonneau**, conseiller en aménagement, Division de la planification urbaine, Service de l'urbanisme et de la mobilité

1. Ouverture de l'assemblée et mot de bienvenue

La présidente de la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal, Mme Marie Plourde, déclare l'assemblée ouverte à 14 h 01. Elle souhaite la bienvenue aux personnes du public présentes et à celles qui écoutent la séance grâce à la webdiffusion.

La présidente se présente et invite les commissaires à se présenter à leur tour. Elle excuse l'absence de deux commissaires. Elle souligne la présence des responsables politiques du dossier au comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Robert Beaudry et Mme Laurence Lavigne Lalonde, ainsi que celles des personnes représentant le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et le Service de l'urbanisme et de la mobilité.

La présidente décrit l'objectif de l'assemblée portant sur la modification proposée au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal (ci-après, le schéma) pour prendre en compte le Plan régional des milieux humides et hydriques, ainsi que des mesures de protection pour les milieux humides, soit le projet de règlement RCG 14-029-7. L'assemblée publique est une étape obligatoire vers l'adoption, par le conseil d'agglomération, des modifications qui sont proposées au schéma.

2. Adoption du projet d'ordre du jour

La présidente résume le déroulement de l'assemblée et invite les commissaires à procéder à l'adoption de l'ordre du jour.

Sur une proposition de Mme Paola Hawa, appuyée par M. Dimitrios Jim Beis, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Modification proposée au schéma pour prendre en compte le Plan régional des milieux humides et hydriques, ainsi que des mesures de protection pour les milieux humides

- Mot de M. Robert Beaudry, responsable de l'urbanisme au comité exécutif de la Ville de Montréal, et de Mme Laurence Lavigne Lalonde, responsable des grands parcs, du Mont-Royal et du parc Jean-Drapeau

Mme Marie Plourde invite le responsable du dossier au comité exécutif de la ville de Montréal, M. Robert Beaudry, à prononcer le mot d'introduction.

M. Beaudry remercie les personnes présentes et décrit la vision proactive pour la protection des milieux humides adoptée avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (ci-après, le PRMHH). Il fait mention de la détermination politique à défendre ces écosystèmes et à les restaurer, certains étant en très mauvais état. Il termine en rappelant qu'il faut considérer les bâtiments déjà construits et la crise du logement, ainsi qu'être conscients que ces changements ont des impacts dans la vie des Montréalais et Montréalaises. Il propose d'établir des critères pour répondre aux besoins des citoyens d'une manière réfléchie et de travailler de façon collective, avec les paliers de gouvernements supérieurs, pour construire un avenir durable.

La présidente remercie M. Beaudry et Mme Lavigne Lalonde pour leur présence et cède la parole aux personnes-ressources des services.

- Présentation du dossier par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et le Service de l'urbanisme et de la mobilité

Mme Caroline Lépine, cheffe de division à la Division de la planification urbaine au Service de l'urbanisme et de la mobilité, introduit la présentation en résumant les raisons de la modification proposée. Elle précise que le projet de règlement RCG 14-029-7 concerne l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal.

Mme Candice Baan, conseillère en aménagement au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, poursuit la présentation en décrivant la démarche d'élaboration du PRMHH, le portrait des milieux humides et hydriques sur le territoire de Montréal et le diagnostic porté. L'exercice a permis de dégager les engagements de conservation et de les concilier avec la planification du territoire. Le plan d'action comporte 18 actions à mettre en œuvre sur une période de dix ans, dont la mise en place d'aires de protection de 30 mètres autour des milieux humides et hydriques.

M. Stéphane Charbonneau, conseiller en aménagement à la Division de la planification urbaine du Service de l'urbanisme et de la mobilité, explique le détail des modifications prévues par le projet de règlement RCG 14-029-7. Ainsi, des éléments sont modifiés ou remplacés afin d'harmoniser le contenu du schéma avec le PRMHH et le Plan nature et sport et de refléter dans le schéma la teneur des engagements. La carte 14 — Milieux naturels est modifiée par des ajouts.

La modification a également pour objectif d'identifier les milieux humides d'intérêt au schéma. La carte 15.1 — Milieux humides d'intérêt, est modifiée en conséquence. La modification intègre des objectifs et des dispositions spécifiques à la protection des milieux humides d'intérêt, aux articles 8 et 14 à 17.

Enfin, le contenu du schéma est adapté afin qu'il reflète le statut provisoire de protection du paysage humanisé de la partie ouest de L'Île-Bizard et la poursuite des démarches visant à obtenir, du gouvernement du Québec, un statut permanent.

M. Stéphane Charbonneau présente les effets des modifications proposées par le projet de règlement RCG 14-029-7 sur les territoires concernés. Ceux-ci devront, entre autres, ajouter à leur réglementation d'urbanisme le contenu de la carte 15.1 — Milieux humides d'intérêt ainsi que les dispositions de l'article 4.4.4, les définitions de milieu humide, d'aire de protection et d'étude de caractérisation, ainsi que l'annexe XVIII — Étude de caractérisation.

Mme Caroline Lépine conclut en présentant les étapes suivantes du processus menant à l'adoption du règlement RCG 14-029-7 par le conseil d'agglomération et son entrée en vigueur.

La présidente remercie les personnes-ressources pour la présentation. Elle annonce une pause au cours de laquelle les personnes qui le souhaitent sont invitées à s'inscrire à la période de questions du public, par écrit à distance ou encore en présence.

4. Période de questions du public

L'assemblée reprend à 15 h 11. La présidente décrit le fonctionnement de la période de questions du public. Elle accorde ensuite la parole aux personnes qui souhaitent intervenir, en commençant par le citoyen présent dans la salle.

Questions / commentaires du public	Réponses du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de l'urbanisme et de la mobilité
M. Normand Lapointe: Indique qu'il a déposé une carte aux commissaires. Sa question est relative aux milieux humides situés à l'intérieur de la forêt Fairview. Présente la forêt Fairview, qui s'étend sur plus de 43 hectares dans le nord-ouest de la ville de Pointe-Claire. Selon Canards illimités, la forêt contient trois milieux humides, dont deux dans les sections ouest, et un dans la section nord-est. La forêt abrite des espèces uniques et 37 espèces en péril et en voie de disparition. Elle comprend trois groupes d'arbres centenaires sur plus de huit hectares. Un espace est identifié comme un peuplement rare, qui abrite une richesse particulière en matière d'espèces arboricoles, floristiques et fauniques. Affirme que ces constatations corroborent les désignations faites sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal en 2002. Rappelle que la forêt est un milieu humide agissant comme une barrière contre le bruit, la pollution et le vent, et qu'elle absorbe les pluies excessives comme une éponge. Préserver l'intégrité de la forêt est crucial pour la lutte contre les changements climatiques. Demande si la CMM protégera les deux milieux humides dans la forêt Fairview et agrandira son aire de protection à 50 mètres ou plus pour la protection de son écosystème, qui inclut des arbres centenaires et qui abrite des espèces arboricoles, floristiques ou fauniques désignées ou susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	Remercie pour la carte déposée et le travail très enrichissant. Affirme que la question vise plus spécifiquement le partenaire métropolitain, soit la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Ce boisé est sous la protection d'un règlement de contrôle intérimaire (RCI) métropolitain et est considéré comme un milieu naturel d'intérêt métropolitain. La CMM est en cours d'adopter un plan métropolitain d'aménagement du territoire. Ce qui est actuellement en RCI devrait se retrouver dans le plan métropolitain. À la suite de l'adoption du plan métropolitain, il faudra arrimer le schéma d'aménagement pour intégrer les conditions de protection minimales prévues par la CMM. Il est même possible que l'approche soit bonifiée au niveau montréalais. Le Service ne peut pas répondre quant aux intentions de la CMM, en particulier sur la notion des 50 mètres autour des milieux humides, mais sera attentif à ce qui s'ensuivra de ses travaux et que les outils soient adaptés en conséquence. La présidente indique que le document soumis par M. Lapointe sera déposé sur la page web de la Commission dédiée à l'assemblée et disponible pour consultation. Elle invite également le citoyen à déposer son document dans le cadre des consultations publiques sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD) tenues par la CMM. Ces consultations débuteront autour du mois de novembre. Le document sera pertinent dans ces travaux.
M. Normand Lapointe: Vu les derniers événements de pluies abondantes et subites, notre communauté a besoin de créer des zones tampons pour absorber ces déluges. Ceux-ci créent des inondations résidentielles, des dommages à nos infrastructures, des coûts énormes à notre société et mettent en danger la	Les milieux humides peuvent avoir un effet contributif. Il y a également d'autres dispositions et aspects dans le schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour encadrer ces enjeux. Ainsi, la carte sur les îlots de chaleur, au document complémentaire, contient une disposition qui permet de prévoir des

santé et la sécurité des personnes et des biens. Les milieux humides, les forêts et les parcs agissent comme un tampon pour le ruissellement des eaux. Au contraire, les stationnements, les bâtiments de grande surface, les réseaux routiers et l'ensemble de nos infrastructures créent une contrainte et un surplus d'eau dans notre réseau pluvial et créent des débordements et des inondations. Demande si la CMM va incorporer dans son schéma l'obligation de faire des aires tampon pour tous ces bâtiments et infrastructures, et l'installation de bassins de rétention ou citernes pour réduire le ruissellement causé par ces événements incontrôlables pour la protection des gens et de leurs biens.	mesures réglementaires pour favoriser la perméabilisation des sols. Avec l'augmentation des épisodes de pluie, on pourra intégrer de nouvelles mesures lors d'une révision du schéma d'aménagement pour répondre aux enjeux des changements climatiques.

La présidente remercie le citoyen pour les questions et pour le travail qu'il a effectué en amont à l'assemblée. Elle procède ensuite à la lecture des questions reçues par le biais du formulaire disponible en ligne, selon l'ordre de leur réception.

Questions / commentaires du public	**Réponses du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de l'urbanisme et de la mobilité**
M. Luc Denis, architecte pour Développements Pierrefonds inc. : Nous avons un projet en cours de planification dans Pierrefonds-Roxboro. Notre plan prévoyait conserver plus de 95 % de ces milieux humides et hydriques. Certaines parcelles situées en périphérie des milieux humides et hydriques étaient prévues pour être utilisées pour permettre l'aménagement de rues d'accès nécessaires au projet. Avec la création d'une zone de protection de 30 mètres des milieux humides et hydriques, il sera impossible de maintenir le plan d'ensemble actuel. Serait-il possible d'obtenir des exemptions qui permettraient : • D'annuler les milieux humides de moins de 100 mètres carrés ?	On comprend bien ce que signifient les enjeux pour le développement lorsque de nouvelles modalités apparaissent. La modification proposée aujourd'hui est un arrimage. Ainsi, les milieux humides sont déjà identifiés dans le PRMHH; la modification les encadre et les protège dans le schéma d'aménagement. On n'ajoute pas de nouveaux milieux humides à protéger. Un assouplissement comme demandé par le citoyen serait très discrétionnaire. Prévoir des mesures d'adaptation qui permettraient de laisser en pan des milieux humides en fonction d'une compensation n'est pas l'approche préconisée ni retenue. Il ne s'agit donc pas d'une avenue probante actuellement. Il reste l'éventualité de démontrer, par une étude de caractérisation, la non-existence des milieux humides qui posent un problème à

• D'annuler les milieux humides pour l'aménagement de rues d'accès nécessaires au projet ? Les compensations pourraient se faire par l'obligation de recréer sur le site une aire protégée d'une superficie double de la superficie de l'aire des milieux humides perdus.	l'aménagement. Si ce ne sont pas des parties de lots impactées par le milieu humide, les restrictions pourraient être levées pour cette partie de terrain lorsque le schéma d'aménagement sera intégré dans la réglementation d'urbanisme. A contrario, si l'étude de caractérisation démontre qu'il y a plus de milieux humides que ceux identifiés à la carte, cela deviendra les nouvelles contraintes applicables à ce terrain.
M. Gilbert Dupuis : Depuis 20 ans, j'essaie de développer mes neuf terrains acquis durant les 15 années précédentes. Les discussions ont été longues avec l'arrondissement, la ville centrale puis les banques (15 ans). Finalement, je n'ai pas eu le financement. J'ai un acheteur, mais on découvre que je suis en milieu humide. Si on ne peut pas construire les 40 unités de logement prévues, il s'agit donc d'une forme d'expropriation pour le bien public. Qui va effectuer le rachat de mes terrains ?	Le contexte législatif a été modifié en décembre dernier afin de rendre conséquente la possibilité d'apporter de telles mesures de protection pour des fins de protection environnementale et de milieu naturel. Il s'agit d'une démarche légitime et légale. Il est toujours possible de procéder à une étude de caractérisation pour déterminer si le milieu humide est présent ou pas. Ne sachant pas la localisation précise des terrains ni le contexte, il est difficile de répondre avec précision. Il existe des programmes d'acquisition à des fins d'agrandissement du réseau des grands parcs; il pourrait y avoir des possibilités à ce niveau. La présidente précise qu'il est possible de demander aux arrondissements ou aux villes liées d'accompagner pour faire ces démarches.

La présidente remercie les personnes qui ont posé une question.

5. Période de questions et de commentaires des commissaires

La présidente invite les membres de la Commission qui le souhaitent à prendre la parole.

Questions et commentaires des commissaires	**Réponses du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de l'urbanisme et de la mobilité**
M. Dimitrio Jim Beis: À la page 17 de la présentation, on parle de milieux humides exclus du plan. À la page 31, on parle des milieux humides situés dans le domaine hydrique ou une zone inondable	Il s'agit sensiblement de la même chose. Dans un cas, qui relève plutôt du domaine hydrique et des terres de l'État, la carte vient illustrer les milieux humides situés dans les terres de l'État. Dans l'autre cas, des précisions sont apportées et quelques milieux supplémentaires situés en zone

qui ne sont pas visés par ces mesures à cause de l'encadrement réglementaire provincial. Demande si on parle de la même chose dans ces deux cartes. Il y a des restrictions sur ce qu'on peut construire dans les milieux humides. Demande s'il y a des mesures de protection permanentes pour protéger les secteurs résidentiels en bordure des milieux humides. Y a-t-il des exceptions ? Si l'arrondissement ou la ville veulent absolument, avec l'appui du gouvernement, du ministère de l'Environnement ou autre, construire des mesures de protection dans les milieux humides, est-ce possible ? Demande si le Service a calculé les milieux humides, y compris leurs aires de protection, partout à Montréal, et s'il existe un inventaire. Demande si on connait les impacts lorsque des aires de protection appartiennent à un promoteur ou à un développeur, ou sont situées dans des zones développables. Demande ce que change l'ajout de l'aire de protection au niveau de leur portrait de construction sur ces terrains.	inondable sont exclus [Carte 15.1 du schéma]. Actuellement, on n'a pas de prise réglementaire avec le régime transitoire. Lorsque le cadre permanent sera adopté par le gouvernement du Québec, les municipalités pourraient être plus restrictives et les arrondissements et les villes liées pourraient opter pour des mesures de protection supplémentaires. Le Service n'a pas relevé d'enjeux évidents quant à des empiètements de milieux humides pour le déploiement d'installations potentielles de mesures de protection permanente. Il semble toujours possible d'éviter de se localiser dans un milieu humide ou dans un littoral. Le cadre permanent du gouvernement du Québec proposera une autre approche, avec, entre autres, un passage obligé par des audiences publiques. Le ministre de l'Environnement, à sa discrétion, pourra approuver ou pas des projets d'OPI [ouvrage de protection permanent contre les inondations]. À ce moment, nous devrons nous plier aux décisions du ministère de l'Environnement. Rappelle qu'on ne prévoit pas de mesures additionnelles au schéma pour les milieux humides en zone inondable. Ce seront les autorisations environnementales qui auront plein droit. Affirme que les terrains visés, dont la plupart de ceux situés dans les aires de protection, n'étaient pas développables de plein droit non plus. En sus de la modification au schéma, le régime d'encadrement réglementaire gouvernemental demeure en vigueur [et s'applique à tous les terrains comprenant un ou des milieux humides]. Même si on accordait une dérogation, le soumissionnaire devrait obtenir une autorisation ministérielle pour un remblaiement et une compensation en vertu de la *Loi sur la conservation des milieux humides*. La zone tampon permet d'assurer une protection des milieux humides, même les plus petits, surtout lorsqu'ils sont proches les uns des autres. Sans aire de protection, il n'est pas possible de protéger un milieu humide. Donne l'exemple de l'empiètement d'une maison limitrophe à un milieu humide; avec le drainage, on assèche le milieu humide. Le 30 mètres n'est pas

	optionnel, mais requis pour la protection des milieux humides. Confirme qu'un inventaire des milieux humides est fait et est disponible. Les données qui concernent les milieux humides et leur aire de protection sont compilées. Cependant, puisque ces données ne sont pas requises dans le PRMHH, elles ne sont pas publiées.

La présidente remercie les personnes-ressources pour leur travail immense, qui se poursuivra dans les prochaines étapes.

6. Clôture de l'assemblée

La présidente indique que le procès-verbal de l'assemblée sera déposé lors d'une prochaine séance du conseil d'agglomération par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, en vue de l'adoption de la modification proposée au schéma, avec ou sans changement. Le procès-verbal sera ensuite accessible sur la page dédiée à cette assemblée de consultation.

Elle remercie les personnes élues, le personnel de la ville des différents services et les personnes qui ont pris part à l'assemblée publique de consultation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 h 34.

(original signé)

_____

Marie Plourde
Présidente

(original signé)

_____

Virginie Harvey
Coordonnatrice — soutien aux commissions permanentes

Suivi des questions soulevées lors de l'assemblée publique du 10 septembre 2024 sur le projet de RCG 14-029-7

Suivi des questions – RCG 14-029-7

Questions	Réponses lors de l'assemblée	Réponses complémentaires
Questions du public		
M. Normand Lapointe: Indique qu'il a déposé une carte aux commissaires. Sa question est relative aux milieux humides situés à l'intérieur de la forêt Fairview. Présente la forêt Fairview, qui s'étend sur plus de 43 hectares dans le nord-ouest de la ville de Pointe-Claire. Selon Canards illimités, la forêt contient trois milieux humides, dont deux dans les sections ouest, et un dans la section nord-est. La forêt abrite des espèces uniques et 37 espèces en péril et en voie de disparition. Elle comprend trois groupes d'arbres centenaires sur plus de 8 hectares. Un espace est identifié comme un peuplement rare, qui abrite une richesse particulière en matière d'espèces arboricoles, floristiques et fauniques. Affirme que ces constatations corroborent les désignations faites sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal en 2002. Rappelle que la forêt est un milieu humide agissant comme une barrière contre le bruit, la pollution et le vent, et qu'elle absorbe les pluies excessives comme une éponge. Préserver l'intégrité de la forêt est crucial pour la lutte contre les changements climatiques. Demande si la CMM protégera les deux milieux humides dans la forêt Fairview et agrandira son aire de protection à 50 mètres ou plus pour la protection de son écosystème, qui inclut des arbres centenaires et qui abrite des espèces arboricoles, floristiques ou fauniques désignées ou susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.	Remercie pour la carte déposée et le travail très enrichissant. Affirme que la question vise plus spécifiquement le partenaire métropolitain, soit la Communauté urbaine de Montréal (CMM). Ce boisé est sous la protection d'un RCI [règlement de contrôle intérimaire] métropolitain et est considéré comme un milieu naturel d'intérêt métropolitain. La CMM est en cours d'adopter un plan métropolitain d'aménagement du territoire et ce qui est actuellement en RCI devrait se retrouver dans le plan métropolitain. Affirme qu'à la suite de l'adoption du plan métropolitain, il faudra arrimer le schéma d'aménagement pour intégrer les conditions de protection minimales prévues par la CMM. Il est même possible que l'approche soit bonifiée au niveau montréalais. Le Service ne peut pas répondre quant aux intentions de la CMM, en particulier sur la notion des 50 mètres autour des milieux humides, mais sera attentif à ce qui s'ensuivra de leurs travaux et que les outils seront adaptés en conséquence. La présidente indique que le document soumis par M. Lapointe sera déposé sur la page web de la Commission dédiée à l'assemblée et disponible pour consultation. Elle invite également le citoyen à déposer son document dans le cadre des consultations publiques sur le Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal (PMAD) tenues par la CMM. Ces consultations débuteront autour du mois de novembre. Le document sera pertinent dans ces travaux.	Aucun complément requis.

M. Normand Lapointe: Vu les derniers événements de pluies abondantes et subites, notre communauté a besoin de créer des zones tampons pour absorber ces déluges. Ceux-ci créent des inondations résidentielles, des dommages à nos infrastructures, des coûts énormes à notre société et mettent en danger la santé et la sécurité des personnes et des biens. Les milieux humides, les forêts et les parcs agissent comme un tampon pour le ruissellement des eaux. Au contraire, les stationnements, les bâtiments de grande surface, les réseaux routiers et l'ensemble de nos infrastructures créent une contrainte et un surplus d'eau dans notre réseau pluvial et créent des débordements et des inondations. Demande si la CMM va incorporer dans son schéma l'obligation de faire des aires tampon pour tous ces bâtiments et infrastructures, et l'installation de bassins de rétention ou citernes pour réduire le ruissellement causé par ces événements incontrôlables pour la protection des gens et de leurs biens.	Les milieux humides peuvent avoir un effet contributif. Il y a également d'autres dispositions et aspects dans le schéma d'aménagement pour encadrer ces enjeux. Ainsi, la carte sur les îlots de chaleur, au document complémentaire, contient une disposition qui permet de prévoir des mesures réglementaires pour favoriser la perméabilisation des sols. Avec l'augmentation des épisodes de pluie, on pourra intégrer de nouvelles mesures lors d'une révision du schéma d'aménagement pour répondre aux enjeux des changements climatiques.	Aucun complément requis.
M. Luc Denis, architecte pour Développements Pierrefonds inc. : Nous avons un projet en cours de planification dans Pierrefonds-Roxboro. Notre plan prévoyait conserver plus de 95 % de ces milieux humides et hydriques. Certaines parcelles situées en périphérie des milieux humides et hydriques étaient prévues pour être utilisées pour permettre l'aménagement de rues d'accès nécessaires au projet. Avec la création d'une zone de protection de 30 mètres des milieux humides et hydriques, il sera impossible de maintenir le plan d'ensemble actuel. Serait-il possible d'obtenir des exemptions qui permettraient : • D'annuler les milieux humides de moins de 100 mètres carrés ? • D'annuler les milieux humides pour l'aménagement de rues d'accès nécessaires au projet ? Les compensations pourraient se faire par l'obligation de recréer sur le site une aire protégée d'une superficie double de la superficie de l'aire des milieux humides perdus.	On comprend bien ce que signifient les enjeux pour le développement lorsque de nouvelles modalités apparaissent. La modification proposée aujourd'hui est un arrimage. Ainsi, les milieux humides sont déjà identifiés dans le PRMHH; la modification les encadre et les protège dans le schéma d'aménagement. On n'ajoute pas de nouveaux milieux humides à protéger. Un assouplissement comme demandé par le citoyen serait très discrétionnaire. Prévoir des mesures d'adaptation qui permettraient de laisser en pan des milieux humides en fonction d'une compensation n'est pas l'approche préconisée ni retenue. Il ne s'agit donc pas d'une avenue probante actuellement. Il reste l'éventualité de démontrer, par une étude de caractérisation, la non-existence des milieux humides qui posent un problème à l'aménagement. Si ce ne sont pas des parties de lots impactées par le milieu humide, les restrictions pourraient être levées pour cette partie de terrain lorsque le schéma d'aménagement sera intégré dans la réglementation d'urbanisme. A contrario, si l'étude de caractérisation démontre qu'il y a plus de milieux humides que ceux identifiés à la carte, cela deviendra les nouvelles contraintes applicables à ce terrain.	Aucun complément requis.

M. Gilbert Dupuis : Depuis 20 ans, j'essaie de développer mes neuf terrains acquis durant les 15 années précédentes. Les discussions ont été longues avec l'arrondissement, la ville centrale puis les banques (15 ans). Finalement, je n'ai pas eu le financement. J'ai un acheteur, mais on découvre que je suis en milieu humide. Si on ne peut pas construire les 40 unités de logement prévues, il s'agit donc d'une forme d'expropriation pour le bien public. Qui va effectuer le rachat de mes terrains ?	Le contexte législatif a été modifié en décembre dernier afin de rendre conséquente la possibilité d'apporter de telles mesures de protection pour des fins de protection environnementale et de milieu naturel. Il s'agit d'une démarche légitime et légale. Il est toujours possible de procéder à une étude de caractérisation pour déterminer si le milieu humide est présent ou pas. Ne sachant pas la localisation précise des terrains ni le contexte, il est difficile de répondre avec précision. Il existe des programmes d'acquisition à des fins d'agrandissement du réseau des grands parcs; il pourrait y avoir des possibilités à ce niveau. La présidente précise qu'il est possible de demander aux arrondissements ou aux villes liées d'accompagner pour faire ces démarches.	Aucun complément requis.
Questions des commissaires		
M. Dimitrio Jim Beis: À la page 17 de la présentation, on parle de milieux humides exclus du plan. À la page 31, on parle des milieux humides situés dans le domaine hydrique ou une zone inondable qui ne sont pas visés par ces mesures à cause de l'encadrement réglementaire provincial. Demande si on parle de la même chose dans ces deux cartes. Il y a des restrictions sur ce qu'on peut construire dans les milieux humides. Demande s'il y a des mesures de protection permanentes pour protéger les secteurs résidentiels en bordure des milieux humides. Y a-t-il des exceptions? Si l'arrondissement ou la ville veulent absolument, avec l'appui du gouvernement, du ministère de l'Environnement ou autre, construire des mesures de protection dans les milieux humides, est-ce possible ? Demande si le Service a calculé les milieux humides, y compris leurs aires de protection, partout à Montréal, et s'il existe un inventaire. Demande si on connait les impacts lorsque des aires de protection appartiennent à un promoteur ou à un développeur, ou sont situés dans des zones développables. Demande ce que change l'ajout de l'aire de protection au niveau de leur portrait de construction sur ces terrains.	Il s'agit sensiblement de la même chose. Dans un cas, qui relève plutôt du domaine hydrique et des terres de l'État. La carte vient illustrer les milieux humides situés dans les terres de l'État. Dans l'autre cas, des précisions sont apportées et quelques milieux supplémentaires situés en zone inondable sont exclus (carte 15.1 au Schéma). Fait remarquer qu'actuellement, on n'a pas de prise réglementaire avec le régime transitoire. Lorsque le cadre permanent sera adopté [par le gouvernement du Québec], on pourrait être plus restrictif (les municipalités) et les arrondissements et les villes liées pourraient opter pour des mesures de protection supplémentaires. Le Service n'a pas relevé d'enjeux évidents quant à des empiètements de milieux humides pour le déploiement d'installations potentielles de mesures de protection permanente. Il semble toujours possible d'éviter de se localiser dans un milieu humide ou dans un littoral. Le cadre permanent du gouvernement du Québec proposera une autre approche, avec, entre autres, un passage obligé par des audiences publiques. Le ministre de l'Environnement, à sa discrétion, pourra approuver ou pas des projets d'OPI [ouvrage de protection permanent contre les inondations]. À ce moment, nous devrons nous plier aux décisions du ministère de l'Environnement. Rappelle qu'on ne prévoit pas de mesures additionnelles au schéma pour les milieux humides en zone inondable. Ce seront les autorisations environnementales qui auront plein droit.	Aucun complément requis.

	Affirme que les terrains visés, dont la plupart de ceux situés dans les aires de protection n'étaient pas développables de plein droit non plus. En sus de la modification au schéma, le régime d'encadrement réglementaire gouvernemental demeure en vigueur et s'applique à tous les terrains comprenant un ou des milieux humides. Même si on accordait une dérogation, le soumissionnaire devrait obtenir une autorisation ministérielle pour un remblaiement et une compensation en vertu de la Loi sur la conservation des milieux humides. La zone tampon permet d'assurer une protection des milieux humides, même les plus petits, surtout lorsqu'ils sont proches les uns des autres. Sans aire de protection, il n'est pas possible de protéger un milieu humide. Donne l'exemple de l'empiètement d'une maison limitrophe à un milieu humide; avec le drainage, on assèche le milieu humide. Le 30 mètres n'est pas optionnel, mais requis pour la protection des milieux humides. Confirme qu'un inventaire des milieux humides est fait et est disponible. Les données qui concernent les milieux humides et leur aire de protection sont compilées. Cependant, puisque ces données ne sont pas requises dans le PRMHH, elles ne sont pas publiées.	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.01

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1233422001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

Il est recommandé :

1. d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »;

2. d'adopter le document d'accompagnement.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-02-19 07:59

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1233422001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, doit adopter un plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) en vertu de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés (RLRQ, chapitre C-6.2, ci-après la « Loi sur l'eau »). À cet effet, un projet de PRMHH est soumis aux instances parallèlement au présent dossier (voir le sommaire décisionnel 1239723001).
Conformément à la Loi sur l'eau, la Ville de Montréal doit assurer la compatibilité du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) avec le PRMHH pour assurer une cohérence dans la prise de décision en matière d'aménagement du territoire. Elle doit également prendre les mesures de contrôle intérimaire appropriées selon les règles prévues par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1 ci-après la « LAU »). À ce titre, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a été sollicité pour rédiger un projet de modification du Schéma. Le SUM a également rédigé une résolution de contrôle intérimaire et un règlement de contrôle intérimaire (voir le sommaire décisionnel 1233422003). Ces mesures de contrôle intérimaire visent à prévenir toute intervention pouvant porter atteinte à la conservation des milieux humides identifiés d'intérêt dans le PRMHH et peuvent être adoptées avant l'adoption d'un projet de modification du Schéma en lien avec le PRMHH si une résolution du conseil d'agglomération exprime l'intention d'adopter prochainement un tel projet de règlement. C'est ce qui a été fait en l'espèce. Les mesures de contrôle intérimaire adoptées par le conseil d'agglomération demeureront effectives jusqu'à l'entrée en vigueur des règlements modifiant la réglementation d'urbanisme par concordance avec la présente modification du Schéma.

Le PRMHH vient identifier les milieux humides qui sont d'intérêt pour la collectivité et précise ceux qui nécessitent un encadrement réglementaire conséquent afin de favoriser leur protection ou leur restauration. Pour assurer la protection de ces milieux humides sur le territoire de l'agglomération suivant le plan d'action du PRMHH, des modifications doivent être apportées au Schéma. Rappelons qu'un PRMHH est un document de réflexion stratégique qui vise à intégrer la conservation des milieux humides et hydriques à la planification de l'aménagement du territoire, en favorisant un développement durable et structurant. Réalisé par une MRC, ou une ville agissant à ce titre, comme en l'espèce, il requiert la consultation de certains acteurs du milieu. Par ailleurs, la vision stratégique véhiculée par le Schéma tient à une approche résolument axée sur la préservation du patrimoine naturel. Les priorités environnementales visent notamment la protection et la mise en valeur des milieux naturels, la sauvegarde de la biodiversité et la réduction des risques associés aux changements climatiques, dans un contexte de plus en plus urbanisé. Il est donc pertinent que le Schéma contribue à la protection des milieux d'intérêt écologique plus vulnérables que sont les milieux humides.

Par ailleurs, des changements additionnels sont proposés afin d'intégrer les modifications apportées aux lignes directrices du Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal, ciblant la conservation des milieux naturels tels que spécifiés dans le Plan nature et sport (2021) produit par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

D'autres changements sont apportés au Schéma afin de tenir compte de certaines mises à jour, notamment le statut de paysage humanisé de L'Île-Bizard.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0046 – 2024-01-25 - Adoption du Règlement de contrôle intérimaire relatif à la protection des milieux humides – sommaire décisionnel 1233422003.

- CG23 0754 – 2023-12-21 – Adoption d'une résolution intitulée « Résolution exprimant l'intention d'adopter prochainement un projet de règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal », afin de protéger les milieux humides en vue de l'adoption du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération - sommaire décisionnel 1233422003.
- CG23 0753 – 2023-12-21 – Adoption d'une résolution de contrôle intérimaire relative à la protection des milieux humides – sommaire décisionnel 1233422003.
- CG23 0036 - 2023-01-26 - Approbation des lignes directrices révisées du Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal ainsi que de l'inscription de trois grands parcs à ce répertoire - sommaire décisionnel 1228165001.

- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Projet de règlement modifiant le Schéma :
Le projet de règlement modifiant le Schéma, tel que joint au présent sommaire décisionnel, vise les objectifs suivants :

- **Prendre en compte le PRMHH et le Plan nature et sport dans les éléments de contenu.**

Les éléments de contenu sont révisés dans « Introduction », « La vision stratégique », aux

sections « L'adaptation aux changements climatiques par la lutte contre les îlots de chaleur, le verdissement et la gestion des eaux pluviales » de l'orientation 2.1 du chapitre 2, « Les territoires d'intérêt écologique » et « Le paysage et la Trame verte et bleue » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 et à la sous-section intitulée « La zone agricole et ses activités » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire », en fonction des éléments d'information et des orientations au PRMHH. Par ailleurs, les cartes 14 et 41 sont mises à jour avec les nouvelles délimitations des milieux humides et hydriques présentées dans le PRMHH. Enfin, des éléments de bibliographie sont ajoutés.

- **Identifier des milieux humides d'intérêt.**

La section « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 est bonifiée par l'ajout de la carte 15.1 - Les milieux humides d'intérêt. Cette carte présente les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer, tels qu'identifiés dans le PRMHH. Ces milieux humides sont visés par des objectifs spécifiques et de nouvelles dispositions dans le document complémentaire. La carte 15.1 montre également les milieux humides d'intérêt pour une utilisation durable, tels qu'identifiés dans le PRMHH. Il est à noter que les milieux humides à protéger ou à restaurer situés dans une rive, un littoral ou une zone inondable ne sont pas représentés sur cette carte puisqu'ils sont protégés par la réglementation provinciale découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).

- **Intégrer des objectifs spécifiques à la protection des milieux humides d'intérêt.**

Des objectifs sont ajoutés au Schéma afin d'affirmer les intentions de la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, à l'égard de la protection des milieux humides d'intérêt. À la section « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2, deux objectifs visant à assurer la protection et à favoriser la restauration des milieux humides d'intérêt sont inclus. À la sous-section intitulée « La zone agricole et ses activités » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire », un objectif est également ajouté pour favoriser la préservation des milieux humides en zone agricole par leur utilisation durable.

- **Intégrer au document complémentaire des dispositions nécessaires à la préservation des milieux humides d'intérêt.**

La préservation des milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer est prévue par l'ajout de dispositions au document complémentaire. Ces dispositions visent d'abord à prohiber tout usage, toute construction, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants et tout morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection. Cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations dans le but de :

- ne pas s'opposer aux équipements et infrastructures d'intérêt régionaux ou métropolitains projetés;
- permettre des activités favorables à la mise en valeur des milieux humides;
- limiter les impacts sur les propriétés résidentielles riveraines dont l'usage devrait avoir une incidence moindre sur le milieu humide, considérant leur présence au moment de la réalisation du diagnostic au PRMHH.

Des assouplissements à cette interdiction sont prévus afin de permettre un empiètement d'un usage, d'une construction ou d'un ouvrage dans l'aire de protection d'un milieu humide sous certaines conditions. Ces assouplissements visent exclusivement les terrains non construits et ils sont encadrés de manière à réduire la vulnérabilité du milieu humide en cas de développement d'un usage, d'une construction ou d'un ouvrage à proximité.

Il est à noter que le choix de conservation des milieux humides d'intérêt a été effectué, au PRMHH, en tenant compte de l'avis de différents services municipaux et partenaires locaux.

Ainsi, les milieux humides pour lesquels la protection ne pouvait être assurée, considérant les autorisations accordées par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), les ententes ou projets de développement avancés ou les priorités municipales, ont été analysés et désignés comme « menacés ». Conséquemment, ce projet de règlement ne vise pas ces milieux humides.

- **Apporter des ajustements administratifs en cohérence avec les modifications mentionnées précédemment.**

Des définitions sont introduites dans le Schéma afin de favoriser une compréhension commune de certains termes, soit les termes « aire de protection d'un milieu humide », « étude de caractérisation », « milieux humides », « milieux humides et hydriques » et « utilisation durable ». De plus, le terme « restauration » est précisé pour prendre en compte la restauration écologique d'un écosystème.

Des ajustements sont apportés aux dispositions sur les espèces de plantes envahissantes afin de prendre en compte la nouvelle approche de protection des milieux humides d'intérêt.

Enfin, une annexe est ajoutée au Schéma pour venir préciser les conditions qu'une étude de caractérisation doit remplir. Ces conditions sont celles du MELCCFP. Ainsi, on favorise la réalisation d'étude cohérente avec les attentes et exigences du MELCCFP. Rappelons que, sauf exceptions, toutes interventions dans un milieu humide ou à proximité de celui-ci sont également régies par les règlements du MELCCFP en lien avec la LQE.

Document d'accompagnement :

En vertu de l'article 53.11.4 de la LAU, le document d'accompagnement indique la nature des modifications qu'une municipalité ou un arrondissement devra apporter, advenant la modification du Schéma, à son plan d'urbanisme et à l'un ou l'autre de ses règlements d'urbanisme. Ce document indique également tout règlement d'urbanisme que la municipalité ou l'arrondissement devra adopter, le cas échéant. Le document d'accompagnement, joint au présent sommaire décisionnel, prend la forme d'un tableau résumant les modifications apportées au Schéma, soit à ses orientations et à son document complémentaire, dont une municipalité ou un arrondissement doit tenir compte pour modifier, le cas échéant, sa réglementation afin de la rendre conforme au Schéma à la suite de l'entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma.

JUSTIFICATION

La modification au Schéma concernant le contenu est recommandée considérant les éléments suivants :

- Assurer une harmonisation terminologique entre le Schéma et les nouvelle lignes directrices du Répertoire des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité de l'agglomération de Montréal.
- Assurer un arrimage entre les éléments de contenu du PRMHH et le Schéma, tel que prévu par la Loi sur l'eau.
- Mettre à jour la délimitation des milieux humides et hydriques sur les cartes 14 et 41.
- Intégrer les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer par l'ajout de la carte 15.1.

La modification au Schéma concernant le document complémentaire est recommandée pour les motifs suivants :

- Assurer un arrimage entre la stratégie de conservation des milieux humides inscrite au PRMHH et l'encadrement réglementaire découlant du document complémentaire au

Schéma.
- Favoriser la préservation des milieux humides d'intérêt, considérant les « services écologiques et environnementaux » que les milieux humides représentent (biodiversité, perméabilisation des sols, rétention des eaux, îlot de fraîcheur).
- Le respect des obligations légales découlant de la Loi sur l'eau.
- Le respect de l'objectif d'accroître la part des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité à 10 % du territoire de l'agglomération.

Par ailleurs, une démarche de concertation a été menée tout au long du processus d'élaboration de l'encadrement réglementaire à inscrire au document complémentaire du Schéma. Cette concertation impliquait les services et les partenaires municipaux locaux concernés ainsi que les partenaires des paliers supérieurs, soit des représentants des différents ministères concernés et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature et du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des modifications proposées au Schéma est nécessaire afin d'assurer la compatibilité avec le PRMHH. Cet arrimage entre le Schéma et le PRMHH est exigé par la Loi sur l'eau. De plus, les modifications proposées permettront la mise en place d'outils réglementaires visant la protection des milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et de leur aire de protection. Ces outils favoriseront la protection et la mise en valeur des milieux naturels, la sauvegarde de la biodiversité et la réduction des risques associés aux changements climatiques. Ces modifications contribueront notamment à éviter les développements incompatibles avec la vision du Schéma axée sur le développement durable.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une consultation publique, comme prévu par la loi (LAU).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion et adoption par le conseil d'agglomération d'un projet de règlement modifiant le Schéma et de son document d'accompagnement.
2. Transmission du projet de règlement modifiant le Schéma et de la résolution d'adoption à la ministre des Affaires municipales, en sollicitant son avis sur la modification proposée, et transmission à chaque organisme partenaire.
3. Assemblée publique de consultation sur la modification du Schéma par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal.
4. Adoption par la Commission sur le schéma du procès-verbal de l'assemblée publique.
5. Adoption par le conseil d'agglomération, avec ou sans changement, du règlement

modifiant le Schéma.
6. Transmission du règlement et de la résolution d'adoption à la ministre des Affaires municipales pour examen de sa conformité aux orientations gouvernementales et à la CMM pour examen de conformité au Plan métropolitain d'aménagement et de développement ainsi que transmission aux autres organismes partenaires pour information.
7. Entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma : à la date la plus tardive entre l'émission de l'avis gouvernemental et la délivrance du certificat de conformité de la CMM.
8. Publication par le greffier de la Ville d'un avis dans les journaux indiquant l'entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma.
9. Adoption du document d'accompagnement, et, si inchangé, par renvoi à celui adopté en même temps que le projet de règlement modifiant le Schéma, et transmission d'une copie aux organismes partenaires avec le règlement modifiant le Schéma.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie LAFONTAINE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Daniel MATHIEU, Service du développement économique
Nicolas DEDOVIC, Direction générale

Lecture :

Marie LAFONTAINE, 17 novembre 2023
Daniel MATHIEU, 16 novembre 2023
Nicolas DEDOVIC, 16 novembre 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CHARBONNEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438-820-2748
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-11-13

Caroline LÉPINE
cheffe de division

Tél : 514 872-3163
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél :
Approuvé le : 2023-11-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2023-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1233422001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Planification urbaine.
Projet : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : "Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision"
Priorité 19 : "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins".
Priorité 20 : "Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole".

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 :

La modification proposée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, ainsi que les mesures de contrôle intérimaires, permettront de protéger les milieux humides d'intérêt et, par le fait même, de placer ceux-ci au cœur de la prise de décision en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Priorité 19 :

Les citoyens et citoyennes de l'agglomération de Montréal bénéficieront d'un cadre de vie amélioré grâce à la préservation des milieux humides et des services écologiques qui y sont associés.

Priorité 20 :

L'encadrement réglementaire proposé contribuera à la mise en en valeur des milieux naturels d'intérêt que sont les milieux humides, favorisant ainsi au rayonnement de la métropole au Québec en matière de protection de la biodiversité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1233422001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en oeuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

20240207 - Reglement Schéma-ArrimagePRMHH.docx

ANNEXE A - CARTE 14_240212.pdf

ANNEXE B - CARTE 15.1 INTITULÉE « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ».pdf

ANNEXE C_FIGURE 1.1.pdf

ANNEXE D - CARTE 41_240213.pdf

20240215 - ANNEXE E - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE.docx

20240207 - Tableau indicatif des modifications (MH).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-02-16

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

Alexandre AUGER
Avocat, Chef de division par intérim
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 14-029-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

ATTENDU que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029, ci-après le « schéma ») est entré en vigueur le 1er avril 2015;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 15 de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés (RLRQ, chapitre C-6.2, ci-après la « Loi sur l'eau »), la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, doit préparer un plan régional des milieux humides et hydriques (ci-après le « PRMHH »);

ATTENDU qu'en vertu de l'article 53 de la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques (L.Q. 2017, chapitre 14), la Ville de Montréal devait transmettre son PRMHH au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après le « MELCCFP ») au plus tard le 16 juin 2022;

ATTENDU qu'en vertu d'une entente intervenue entre la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, et le MELCCFP, ce dernier lui a accordé un délai supplémentaire pour lui transmettre son projet de PRMHH;

ATTENDU que le conseil d'agglomération a, par la résolution numéro [*insérer le numéro de résolution*], adopté le [*insérer la date d'adoption*] le projet de PRMHH;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 15.5 de la Loi sur l'eau, la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, doit veiller à assurer la compatibilité du schéma avec le PRMHH et proposer toute modification utile au schéma en vue de mieux assurer cette harmonisation;

ATTENDU que le paragraphe 11° du premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1, ci-après la « LAU ») prévoit qu'un schéma doit identifier toute partie de territoire où l'occupation du sol est soumise à des contraintes pour des raisons notamment de protection environnementale;

ATTENDU qu'une modification au schéma est requise afin que certaines des mesures présentées au PRMHH et favorisant la préservation des milieux humides et hydriques puissent prendre forme sur le territoire;

Vu les articles 5, 6, 47 et 264.0.3 de la LAU;

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ....., le conseil d'agglomération décrète :

1. La dernière phrase du troisième paragraphe de la sous-section intitulée « Aux sources du contenu du schéma d'aménagement et de développement » de la section intitulée « Introduction » du schéma est remplacée par les phrases suivantes :

> « En matière d'environnement, il propose d'assurer la protection et la mise en valeur des bois et corridors forestiers métropolitains et des milieux humides. Enfin, avec l'adoption du Plan régional des milieux humides et hydriques (Plan régional), le schéma doit prévoir des mesures adaptées aux milieux humides et hydriques visés par la stratégie de conservation du Plan régional. ».

2. Le premier paragraphe de la sous-section intitulée « Le patrimoine, les territoires d'intérêt écologique et le paysage – Mettre en place la Trame verte et bleue » de la section 1.2 intitulée « La vision stratégique » du chapitre 1 du schéma est modifié par le remplacement des phrases « L'agglomération comprend un ensemble de territoires dont l'intérêt tient à la fois à leur géographie et à l'évolution de l'urbanisation. En considérant les aires aquatiques et les surfaces terrestres, les aires protégées représentent actuellement 17 % du territoire de l'agglomération. Le schéma propose d'accroître les superficies terrestres d'aires protégées de 5,8 % à 10 %, ce qui haussera d'autant les milieux naturels protégés sur le territoire de l'agglomération et soutiendra la réalisation de l'objectif de 17 % d'aires protégées du territoire de la CMM. À cet égard, le schéma vise tout particulièrement la protection des bois et corridors forestiers métropolitains, des mosaïques de milieux naturels, de même que des rives et littoraux à dominance naturelle. » par les phrases suivantes :

> « L'agglomération comprend un ensemble de territoires dont l'intérêt tient à la fois à leur géographie et à l'évolution de l'urbanisation. En considérant les aires aquatiques et les surfaces terrestres, les milieux naturels protégés représentent actuellement 17 % du territoire de l'agglomération. Le schéma propose d'accroître les superficies terrestres de milieux naturels protégés à 10 %. À cet égard, le schéma vise tout particulièrement la protection des bois et corridors forestiers métropolitains, des mosaïques de milieux naturels, des rives et littoraux à dominance naturelle ainsi que des milieux humides et hydriques. ».

3. Le deuxième paragraphe de la sous-section intitulée « Les eaux pluviales et les risques d'inondation » de la section intitulée « L'adaptation aux changements climatiques par la lutte contre les îlots de chaleur, le verdissement et la gestion des eaux pluviales » de l'orientation 2.1 du chapitre 2 du schéma est modifié par le remplacement des mots « Les pratiques de gestion optimale » par les mots « La protection des milieux naturels, dont les milieux humides, ainsi que les pratiques de gestion optimale ».

4. La sous-section intitulée « La mise en valeur des territoires d'intérêt écologique » de la section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 du schéma est modifiée par :

1° le remplacement du premier paragraphe par le suivant :

« Les territoires d'intérêt écologique déterminés par le schéma sont indiqués aux cartes 15 - Territoires d'intérêt écologique et 15.1 - Milieux humides d'intérêt. Ces territoires comprennent :

- Les écoterritoires;
- Les mosaïques de milieux naturels;
- Les bois et les corridors forestiers métropolitains inscrits au PMAD pour leur contribution importante à la biodiversité et à la canopée de l'agglomération;
- Les milieux naturels protégés en raison de leur valeur écologique et sociale reconnue;
- Les rives et le littoral à dominance naturelle;
- Les parcs locaux comprenant des milieux naturels d'intérêt;
- Les milieux humides d'intérêt. »;

2° l'insertion, après la phrase « Voir la carte 15 - Territoires d'intérêt écologique », des paragraphes suivants :

« Voir la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt

Les milieux humides d'intérêt déterminés au schéma ont été identifiés d'intérêt au Plan régional, dont le projet a été adopté par le conseil d'agglomération en 2024. Selon le cas, les choix de conservation appliqués pour ces milieux sont la protection, la restauration ou l'utilisation durable en zone agricole. Le Plan régional vise l'atteinte de l'objectif d'aucune perte nette de milieux humides et hydriques d'ici à 2033, en respect de la Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques (L.Q. 2017, chapitre 14). »;

3° la suppression de la phrase suivante :

« La majorité des territoires d'intérêt écologique sont concentrés à l'intérieur d'aires protégées, lesquelles représentent, en 2014, 5,8 % de la surface terrestre de l'agglomération. »;

4° le remplacement de la phrase « Voir la carte 42 - Aires protégées, à l'annexe I (carte jointe à titre indicatif) » par la phrase suivante :

« Voir la carte 42 - Milieux naturels protégés, à l'annexe I (carte jointe à titre indicatif) »;

5° le remplacement de la carte 14 intitulée « Milieux naturels » par la carte jointe en annexe A au présent règlement;

6° l'insertion, après la carte 15 intitulée « Territoires d'intérêt écologique », de la carte 15.1 intitulée « Milieux humides d'intérêt » jointe en annexe B au présent règlement.

5. Le second paragraphe intitulé « Les milieux humides » de l'encadré intitulé « Les milieux naturels » de la section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 du schéma est modifié par le remplacement des phrases « Il est à noter qu'au moins les trois quarts des milieux humides de l'agglomération sont déjà protégés parce qu'ils se trouvent soit à l'intérieur des limites d'une aire protégée, soit dans le domaine hydrique (non constructible). Environ 22 % des milieux humides qui ne sont pas encore protégés sont situés dans les écoterritoires ou les mosaïques de milieux naturels pour lesquels des mesures sont prévues au document complémentaire. » par les phrases suivantes :

« Selon le Plan régional, 89 % des milieux humides de l'agglomération de Montréal sont d'intérêt pour la protection ou la restauration et, dans un contexte agricole, 8 % pour une utilisation durable. Ces milieux humides ont été retenus puisqu'ils répondent à certains critères dont une superficie supérieure à 4 487 mètres carrés et la présence d'un minimum de milieu naturel adjacent. Les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer indiqués à la carte 15.1 doivent faire l'objet de mesures de protection prévues au document complémentaire. À noter que les milieux humides situés dans le domaine hydrique ou une zone inondable ne sont pas visés par ces mesures puisqu'ils sont protégés par l'encadrement réglementaire provincial. ».

6. Les définitions présentées dans un encadré de la section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 du schéma sont modifiées par :

1° l'insertion, avant la définition de « l'aire protégée, une définition », des définitions et de la note de référence en bas de page suivantes :

« Les milieux naturels, une définition
On qualifie de naturels des milieux dans lesquels l'environnement paysager, la biodiversité et les processus écologiques n'ont pas été altérés de manière permanente ni à long terme par les activités humaines, qui maintiennent leur capacité de se régénérer et où la présence humaine ne modifie pas le paysage

de manière importante ni ne le domine. Les milieux naturels de Montréal, situés à l'intérieur comme à l'extérieur des parcs existants, incluent les bois, les friches, les milieux humides (étang, marais, marécage, tourbière) et hydriques (cours d'eau, lac). Ils présentent différentes strates végétales (herbacée, arbustive, arborescente). (Plan nature et sport (2021), adapté de Bureau de normalisation du Québec (BNQ), 2003).

La protection des milieux naturels, une définition
Les milieux naturels protégés bénéficient d'un ensemble de moyens visant à maintenir l'état et la dynamique naturels des écosystèmes et à prévenir ou atténuer les menaces à la biodiversité. La protection inclut des mesures d'intensité variable et de tout ordre, tant des aménagements physiques (clôture, sentiers de surveillance, etc.), des outils légaux (statut d'aires protégées, désignation d'espèces, etc.), des ressources humaines (tournée d'inspection par des agents de protection, etc.) que de la sensibilisation. La protection peut intégrer certaines activités propres à l'entretien des sites naturels (Limoges et al., 2013)[49.1].

49.1. Limoges, B., Boisseau, G., Gratton, L. et Kasisi, R. (2013). Terminologie relative à la conservation de la biodiversité in situ. Le Naturaliste canadien, 137 (2), 21–27. Disponible en ligne : https://doi.org/10.7202/1015490ar »;

2° le remplacement de la définition de « l'écoterritoire » par la suivante :

« L'écoterritoire
Un écoterritoire est une zone où se trouvent des espaces naturels d'intérêt écologique dont la protection a été jugée prioritaire, des milieux naturels protégés existants (grands parcs, réserves naturelles, etc.) ainsi que des espaces urbanisés. Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, dix écoterritoires ont été établis par la PPMVMN. »;

3° le remplacement de la définition de « les mosaïques de milieux naturels » par la suivante :

« Les mosaïques de milieux naturels
Une mosaïque de milieux naturels regroupe au moins deux types de milieux naturels. Ces milieux s'inscrivent dans la continuité d'un milieu naturel protégé et contributif à la biodiversité ou sont situés dans des secteurs pauvres en milieux naturels ou, encore, présentent un attrait esthétique. La protection par mosaïque de milieux naturels est une approche qui permet d'envisager les interrelations entre les divers éléments du paysage et de composer des aménagements présentant un réel potentiel d'intégration des milieux naturels à la trame urbaine. »;

4° la suppression de la définition de « Fondement et objectif d'un plan de conservation ».

7. La section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 du schéma est modifiée par :

1° le remplacement du paragraphe « En considérant les aires de concentration d'oiseaux aquatiques situées sur les grands plans d'eau, lesquelles sont reconnues comme aires protégées, le territoire de l'agglomération de Montréal atteint déjà la cible de 17 % pour la protection de l'aire totale de son territoire terrestre et aquatique (voir la carte 42 – Aires protégées). Les propositions du schéma visent à ce que la superficie terrestre des aires protégées atteigne 10 %, contribuant ainsi davantage à l'atteinte de l'objectif du PMAD. » par le paragraphe suivant :

« En considérant les aires de concentration d'oiseaux aquatiques situées sur les grands plans d'eau, lesquelles sont reconnues comme aires protégées, le territoire de l'agglomération de Montréal atteint déjà la cible de 17 % pour la protection de l'aire totale de son territoire terrestre et aquatique (voir la carte 42 – Milieux naturels protégés). Les propositions du schéma visent à ce que la superficie terrestre des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité atteigne 10 %, contribuant ainsi davantage à l'atteinte de l'objectif du PMAD. »;

2° le remplacement, dans le paragraphe « La désignation des milieux naturels d'intérêt continue également de s'appuyer sur la notion de réseau écologique qui distingue les zones noyaux, les zones tampons et les couloirs écologiques. », des mots « couloirs écologiques » par les mots « corridors écologiques »;

3° le remplacement, dans la figure 1 intitulée « Le réseau écologique », des mots « Le couloir écologique » par les mots « Le corridor écologique »;

4° le remplacement du paragraphe « Une approche semblable à celle employée pour les écoterritoires encadrera la protection et la mise en valeur des mosaïques de milieux naturels et sera appuyée par l'élaboration d'un plan de conservation. » par les paragraphes suivants :

« Une approche semblable à celle employée pour les écoterritoires encadrera la protection et la mise en valeur des mosaïques de milieux naturels et sera appuyée par un engagement de protection.

Les milieux humides d'intérêt pour la protection et la restauration, indiqués à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, s'appuient également sur la notion de réseau écologique. Ainsi, la zone noyau réfère au milieu humide et la zone tampon réfère à l'aire de protection qui borde la zone noyau. Plus précisément, l'aire de protection d'un milieu humide est située tout autour du milieu humide et, lorsqu'elle est naturelle, elle peut servir de « tampon » en protégeant la zone noyau des agents stressants externes. Ces agents stressants sont habituellement associés aux changements d'origine humaine dans

l'utilisation des terres et comprennent la sédimentation, les contaminants, le bruit, la lumière, les perturbations physiques ainsi que l'introduction et la propagation des espèces envahissantes[51.1].

51.1. Quand l'habitat est-il suffisant ? Service canadien de la faune (Environnement Canada), 3e édition, 2013. »;

5° l'insertion, avant le paragraphe débutant par « Enfin des interventions devront aussi être menées », de la figure 1.1 intitulée « Milieu humide et son aire de protection » jointe en annexe C au présent règlement.

8. L'objectif et son intitulé liés à l'orientation « Assurer la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt écologique » de la section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 du chapitre 2 du schéma sont remplacés par les objectifs et l'intitulé suivants :

« OBJECTIFS

- Accroître à moyen terme la part des milieux naturels protégés et contributifs à la biodiversité à 10 % du territoire et davantage, à plus long terme
- Assurer la préservation des milieux humides d'intérêt
- Assurer la restauration et la création de milieux humides ».

9. Les interventions proposées par le schéma relativement à l'orientation « Assurer la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt écologique » de la section intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » de l'orientation 2.3 de son chapitre 2 sont modifiées par le remplacement :

1° de la deuxième proposition par la suivante :

« Pour une municipalité comprenant un territoire d'intérêt écologique indiqué à la carte 15 – Territoires d'intérêt écologique, prévoir des mesures de protection des milieux naturels; »;

2° dans la troisième proposition, des mots « aires protégées » par les mots « milieux naturels protégés ».

10. Les interventions proposées par le schéma relativement aux orientations débutant par « Assurer la pérennité du massif du mont Royal et de la silhouette du centre des affaires en tant que composantes emblématiques du paysage » de la section intitulée « Le paysage et la Trame verte et bleue » de l'orientation 2.3 de son chapitre 2 sont modifiées par le remplacement de la proposition « Poursuivre la démarche visant à obtenir du gouvernement du Québec un statut de paysage humanisé pour la partie ouest de l'île Bizard, en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre c-61.01); » par la suivante :

« Poursuivre la démarche visant à obtenir du gouvernement du Québec un statut permanent de paysage humanisé pour la partie ouest de L'Île-Bizard, en vertu de

la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (RLRQ, chapitre c-61.01) faisant suite au décret et à l'arrêté du ministre de l'Environnement en date du 2 septembre 2021 conférant un statut provisoire de protection à titre de paysage humanisé projeté de L'Île-Bizard; ».

11. Les principes de mise en valeur de la trame verte et bleue présentés par le schéma relativement aux orientations débutant par « Assurer la pérennité du massif du mont Royal et de la silhouette du centre des affaires en tant que composantes emblématiques du paysage » de la section intitulée « Le paysage et la Trame verte et bleue » de l'orientation 2.3 de son chapitre 2 sont modifiés par le remplacement, au troisième principe, des mots « aires protégées » par les mots « milieux naturels protégés ».

12. La sous-section intitulée « La zone agricole et ses activités » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifiée par :

1° le remplacement, au premier paragraphe, des mots « aires protégées » par les mots « parcs et espaces protégés »;

2° l'insertion, avant le paragraphe débutant par « Conformément aux orientations gouvernementales », du paragraphe suivant :

« L'adoption du Plan régional en 2023 vient mettre en lumière la présence des milieux humides dans la zone agricole. Identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, ceux-ci contribuent à la mise en valeur du paysage agricole, en plus d'enrichir la diversité écologique. Le Plan régional prévoit que la conservation de ces milieux humides, dans un contexte d'exploitation agricole, est possible en privilégiant une utilisation durable de ces milieux. Cependant, une meilleure connaissance des enjeux reliés aux milieux humides et hydriques en milieu agricole est nécessaire afin d'assurer un arrimage entre les parties prenantes. ».

13. L'encadré de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifié par l'insertion, après le texte intitulé « Des sols et un climat propices à l'agriculture », du texte suivant :

« UTILISATION DURABLE
L'utilisation durable est une utilisation d'une ressource biologique ou d'un service écologique ne causant pas ou peu de préjudices au milieu ou à l'environnement, ni d'atteinte importante à la biodiversité. L'utilisation durable peut inclure ou non des activités de prélèvement. S'il y a prélèvement, celui-ci n'excède pas la capacité de renouvellement de la ressource biologique, c'est-à-dire qu'elle est prélevée en prenant soin de ne pas causer un déclin continu de sa population ou une atteinte importante à sa santé. Par ailleurs, qu'il y ait prélèvement ou non, l'utilisation durable d'une ressource ne doit pas affecter de façon substantielle les espèces ou les fonctions écologiques pouvant être

touchées indirectement par cette activité. (*Les plans régionaux des milieux humides et hydriques - Démarche d'élaboration*, MELCC, 2019). ».

14. Les objectifs liés à l'orientation « Protéger et mettre en valeur la zone et les activités agricoles en misant sur la multifonctionnalité de l'agriculture » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma sont modifiés par l'ajout de l'objectif suivant :

«

- Favoriser la conservation des milieux humides d'intérêt, entre autres, par une utilisation durable de ces milieux ».

15. L'avant-dernier paragraphe de la sous-section intitulée « Les seuils de densité » de la section 3.2 intitulée « La densité d'occupation » du chapitre 3 du schéma est modifié par l'insertion, après le quatrième élément, de l'élément suivant :

«

- La partie d'un terrain comprise à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection indiqué à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt; ».

16. La sous-section intitulée « Les définitions » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire » du chapitre 4 du schéma est modifiée par l'insertion :

1° avant la définition de « Camping », de la définition suivante :

« Aire de protection d'un milieu humide
Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte 15.1 - Les milieux humides d'intérêt. »;

2° après la définition de « Dépérissement irréversible d'un arbre », de la définition suivante :

« Étude de caractérisation
Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe XVIII - Étude de caractérisation d'un milieu humide. ».

17. La section 4.4 intitulée « Les territoires d'intérêt écologique » du chapitre 4 du schéma est modifiée par l'insertion :

1° à la disposition 4.4.3 intitulée « Interdiction d'espèces de plantes envahissantes », après les mots « carte 15 - Territoires d'intérêt écologique

», des mots « , ou d'un milieu humide d'intérêt indiqué à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt »;

2° après la disposition 4.4.3 intitulée « Interdiction d'espèces de plantes envahissantes », de la disposition suivante :

« 4.4.4 Dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et à leur aire de protection

Les municipalités et arrondissements doivent intégrer dans la réglementation d'urbanisme les dispositions suivantes :

4.4.4.1 Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection

Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, indiqués à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants et tout morcellement de lot sont interdits, sauf :

- un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;
- un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;
- un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;
- aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;
- aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;
- aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;
- aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;
- aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection;
- un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

    - dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;
    - dans l'aire de protection, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
    - dans l'aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;
- une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes :
    - la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public;
    - la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
    - les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol;
- la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans l'aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment;
- la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :
    - le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
    - le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;
- la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiquée à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.

Malgré ce qui précède, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiqué à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et

une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

4.4.4.2 Empiètement dans une aire de protection d'un milieu humide

Malgré la disposition 4.4.4.1, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

- la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;
- le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;
- les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;
- une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;
- les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

4.4.4.3 Analyse des projets visés par la disposition 4.4.4.2

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir que, préalablement à la délivrance d'un permis ou d'un certificat pour l'exercice d'un usage ou pour la construction ou la transformation d'un bâtiment visé par la disposition 4.4.4.2, une évaluation discrétionnaire du projet soit faite sur la base des objectifs et des critères suivants :

Afin de maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection, le projet doit :

- prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignée des milieux humides et de l'aire de protection;
- préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;
- favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides;

Afin de valoriser les éléments d'intérêts naturels et de favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet, ce dernier doit :

- préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;
- proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents;

Afin de favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité, le projet doit :

- maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;
- préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes;

Afin de préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration, le projet doit :

- préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;
- préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.

Le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir, aux fins de l'évaluation discrétionnaire du projet prévue par la présente disposition, le dépôt d'une étude de caractérisation.

4.4.4.4. Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection

Sauf pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiqué à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, qui est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, ainsi que pour les constructions et les ouvrages accessoires, la réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'une demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage, la construction ou la transformation d'un bâtiment ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt, doit être accompagnée d'une étude de caractérisation.

Malgré le premier alinéa, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir que la délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt.

18. Le glossaire du schéma est modifié par :

1° le remplacement de la définition de « Milieux humides » par la suivante :

« Milieux humides
Un écosystème dont le sol est saturé d'eau ou inondé pendant une période suffisamment longue pour influencer la nature du sol et la composition de la végétation. Ces milieux sont caractérisés notamment par des sols hydromorphes ou une végétation dominée par des espèces hygrophiles. Ce sont les marais, les marécages, les étangs et les tourbières. »;

2° l'insertion, après la définition de « Milieux humides », de la définition suivante :

« Milieux humides et hydriques
Lieux d'origine naturelle ou anthropique qui se distinguent par la présence d'eau de façon permanente ou temporaire, laquelle peut être diffuse, occuper un lit ou encore saturer le sol et dont l'état est stagnant ou en mouvement. Lorsque l'eau est en mouvement, elle peut s'écouler avec un débit régulier ou intermittent. Un milieu humide est également caractérisé par des sols hydromorphes ou une végétation dominée par des espèces hygrophiles. Sont notamment des milieux humides et hydriques :

1° un lac, un cours d'eau;

2° les rives et le littoral d'un lac ou d'un cours d'eau tels que définis par règlement du gouvernement;

3° les zones inondables d'un lac ou d'un cours d'eau ainsi que les zones de mobilité d'un cours d'eau établies conformément à la section V.1 du chapitre IV du titre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) et dont les limites sont diffusées par le gouvernement ou, lorsque cette délimitation n'a pas été établie, telles que définies par règlement du gouvernement;

4° un étang, un marais, un marécage et une tourbière.

Les fossés de voies publiques ou privées, les fossés mitoyens et les fossés de drainage, tels que définis aux paragraphes 2° à 4° du premier alinéa de

l'article 103 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), ne constituent pas des milieux humides et hydriques. »;

3° le remplacement de la définition de « Restauration » par la suivante :

« Restauration
Un ensemble d'actions qui visent à redonner à un lieu ou à une de ses composantes, un état antérieur d'intégrité dans le but d'en révéler davantage les valeurs patrimoniales. Pour un milieu naturel, il s'agit d'une opération visant à remettre dans son état d'origine un écosystème terrestre ou aquatique altéré ou détruit généralement par l'action de l'humain. ».

19. La bibliographie du schéma est modifiée par l'insertion :

1° dans la section intitulée « Lois et règlements provinciaux », après la référence « *Décret 1229-2005, 8 décembre 2005*, [Québec], Éditeur officiel du Québec, 2005. », de la référence suivante :

« *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et favorisant une meilleure gouvernance de l'eau et des milieux associés*, RLRQ, chapitre C-6.2, à jour au 27 août 2023, [Québec], Éditeur officiel du Québec, 2023. »;

2° dans la section intitulée « Publications de la Ville de Montréal », après la référence « *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal*, 2013, 80 p. », des références suivantes :

« *Plan nature et sport*, Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, 2021, 41 p.

Plan régional des milieux humides et hydriques de l'agglomération de Montréal, Montréal, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, 2023, 234 p. »;

3° dans la section intitulée « Autres publications », après la référence « DUPRAS, J. « Gérer le bruit et le développement du territoire », *Air*, vol. 7, nº 3, 2011, p. 8-9. », des références suivantes :

« DY, Goulwen, Myriam MARTEL, Martin JOLY et Geneviève DUFOUR TREMBLAY, *Les plans régionaux des milieux humides et hydriques - Démarche d'élaboration*, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction de la protection des espèces et des milieux naturels et Direction de l'agroenvironnement et du milieu hydrique, Québec, 2018, 75 p. [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/milieux-humides/plans-regionaux/guide-plans-regionaux.pdf

ENVIRONNEMENT CANADA, *Quand l'habitat est-il suffisant?*, 3e édition, 2013. »;

4° dans la section intitulée « Autres publications », après la référence « JOLY, M., S. PRIMEAU, M. SAGER et A. BAZOGE. *Guide d'élaboration d'un plan de conservation des milieux humides,* première édition, Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, 2008, 68 p. », de la référence suivante :

« LACHANCE, D., G. FORTIN et G. DUFOUR TREMBLAY (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional*, version décembre 2021, Québec, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf »;

5° dans la section intitulée « Autres publications », après la référence « LAREAU CARPENTIER, F. *Résumé de recherche : évaluation et cartographie de la vulnérabilité à la chaleur dans l'agglomération de Montréal,* sous la direction d'Yves Baudouin, Géomatique 2011, Montréal, UQAM et Centre de sécurité civile, 2011, 4 p. », de la référence suivante :

« LIMOGES, B., G. BOISSEAU, L. GRATTON et R. KASISI (2013). *Terminologie relative à la conservation de la biodiversité in situ*. Le Naturaliste canadien, 137 (2), 21–27. Disponible en ligne : https://doi.org/10.7202/1015490ar ».

20. La carte 41 intitulée « Milieux humides classifiés et cours d'eau intérieurs » de l'annexe I du schéma est remplacée par la carte jointe en annexe D au présent règlement.

21. Le titre de la carte 42 intitulée « Aires protégées » de l'annexe I du schéma est remplacé par le suivant :

« Milieux naturels protégés ».

22. Le schéma est modifié par l'ajout, après l'annexe XVII intitulée « Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires », de l'annexe XVIII intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide » jointe en annexe E au présent règlement.

ANNEXE A

XX-XXX/16

CARTE 14 INTITULÉE « MILIEUX NATURELS »

ANNEXE B
CARTE 15.1 INTITULÉE « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE C
FIGURE 1.1 INTITULÉE « MILIEU HUMIDE ET SON AIRE DE PROTECTION »

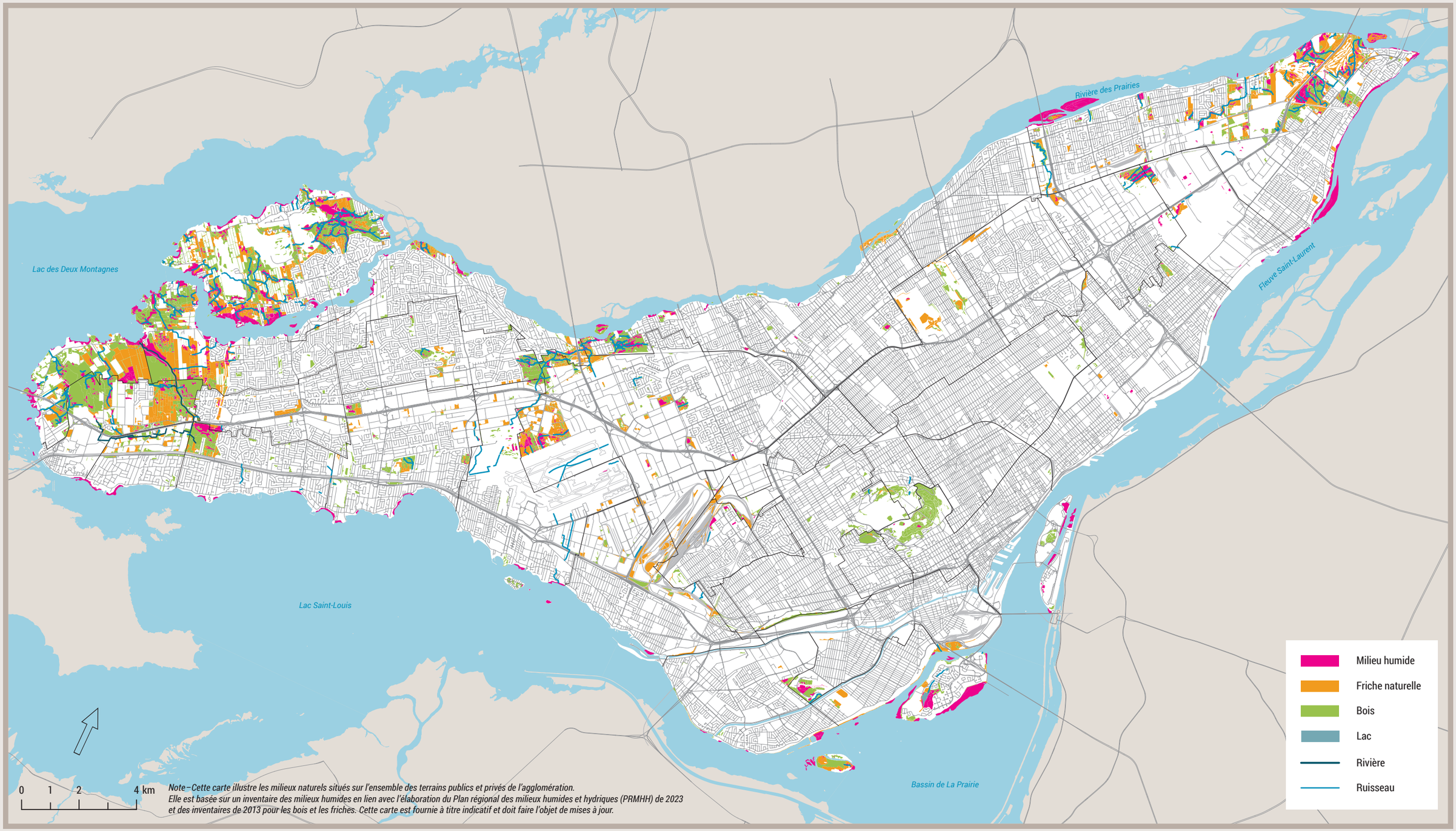
ANNEXE D
CARTE 41 INTITULÉE « MILIEUX HUMIDES CLASSIFIÉS ET COURS D'EAU INTÉRIEURS »

ANNEXE E
ANNEXE XVIII INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

L'avis public relatif à l'entrée en vigueur de ce règlement a été affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1233422001

Carte 14 – Milieux naturels



Note – Cette carte illustre les milieux naturels situés sur l'ensemble des terrains publics et privés de l'agglomération. Elle est basée sur un inventaire des milieux humides en lien avec l'élaboration du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de 2023 et des inventaires de 2013 pour les bois et les friches. Cette carte est fournie à titre indicatif et doit faire l'objet de mises à jour.

CARTE 15.1 INTITULÉE « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

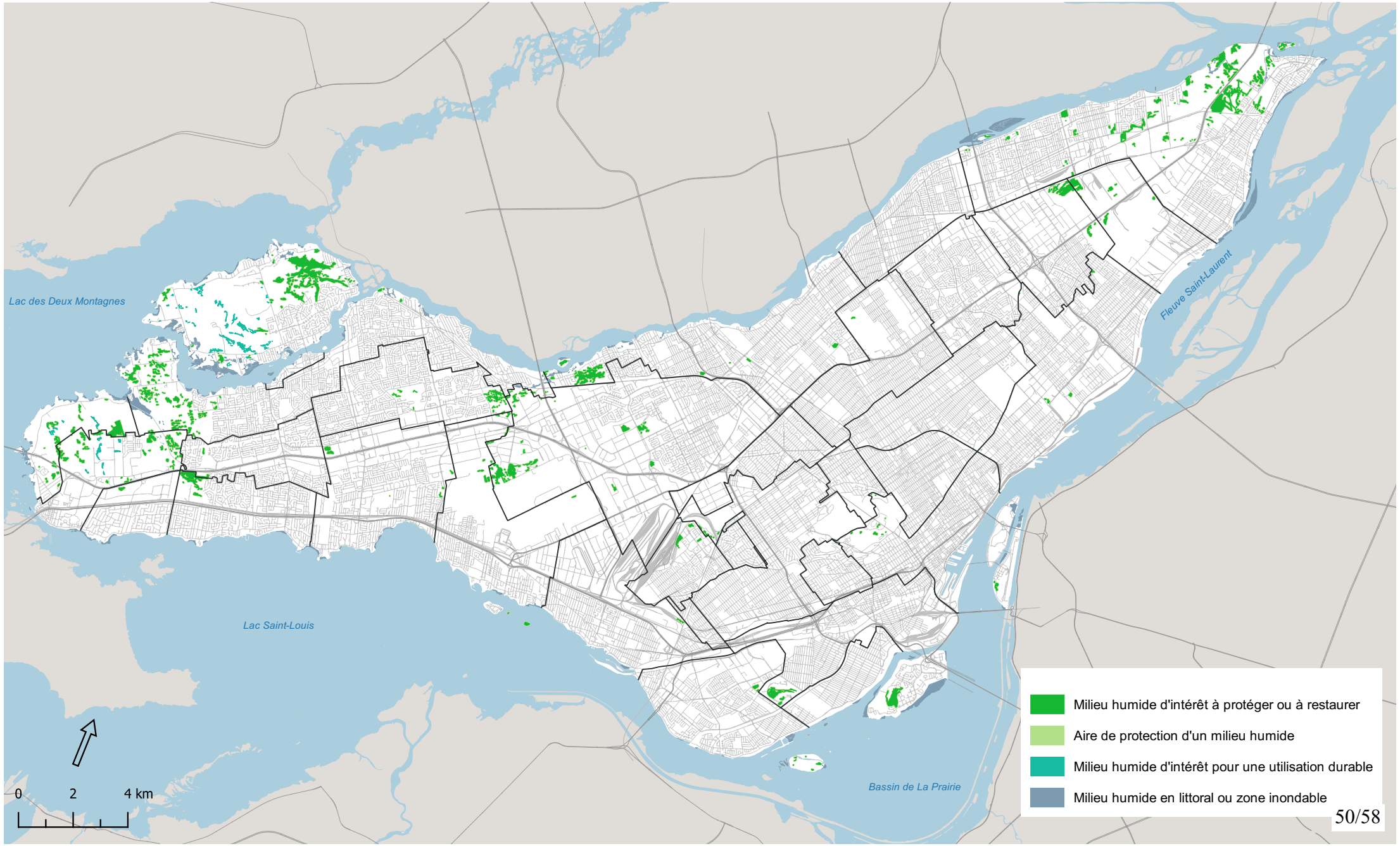
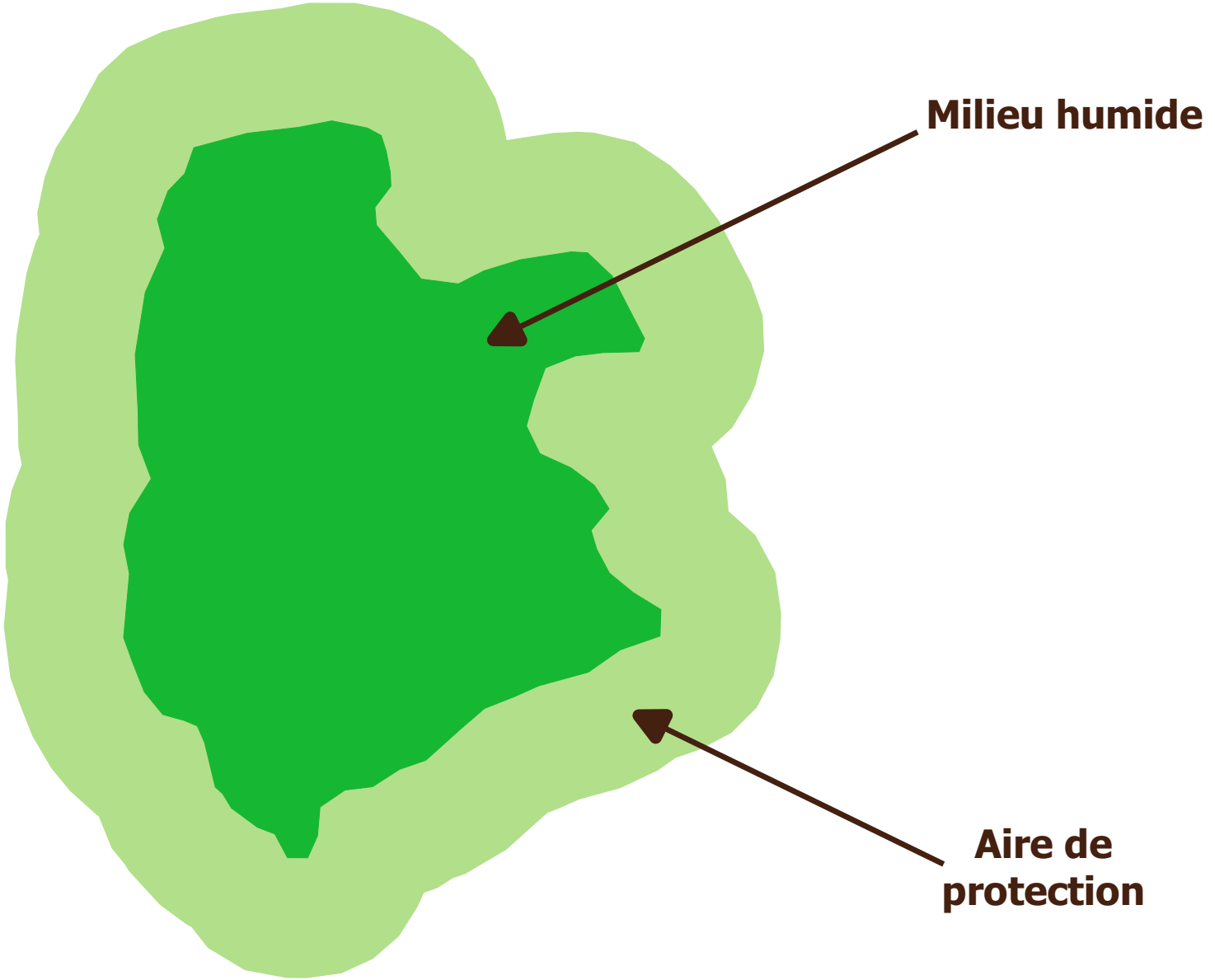
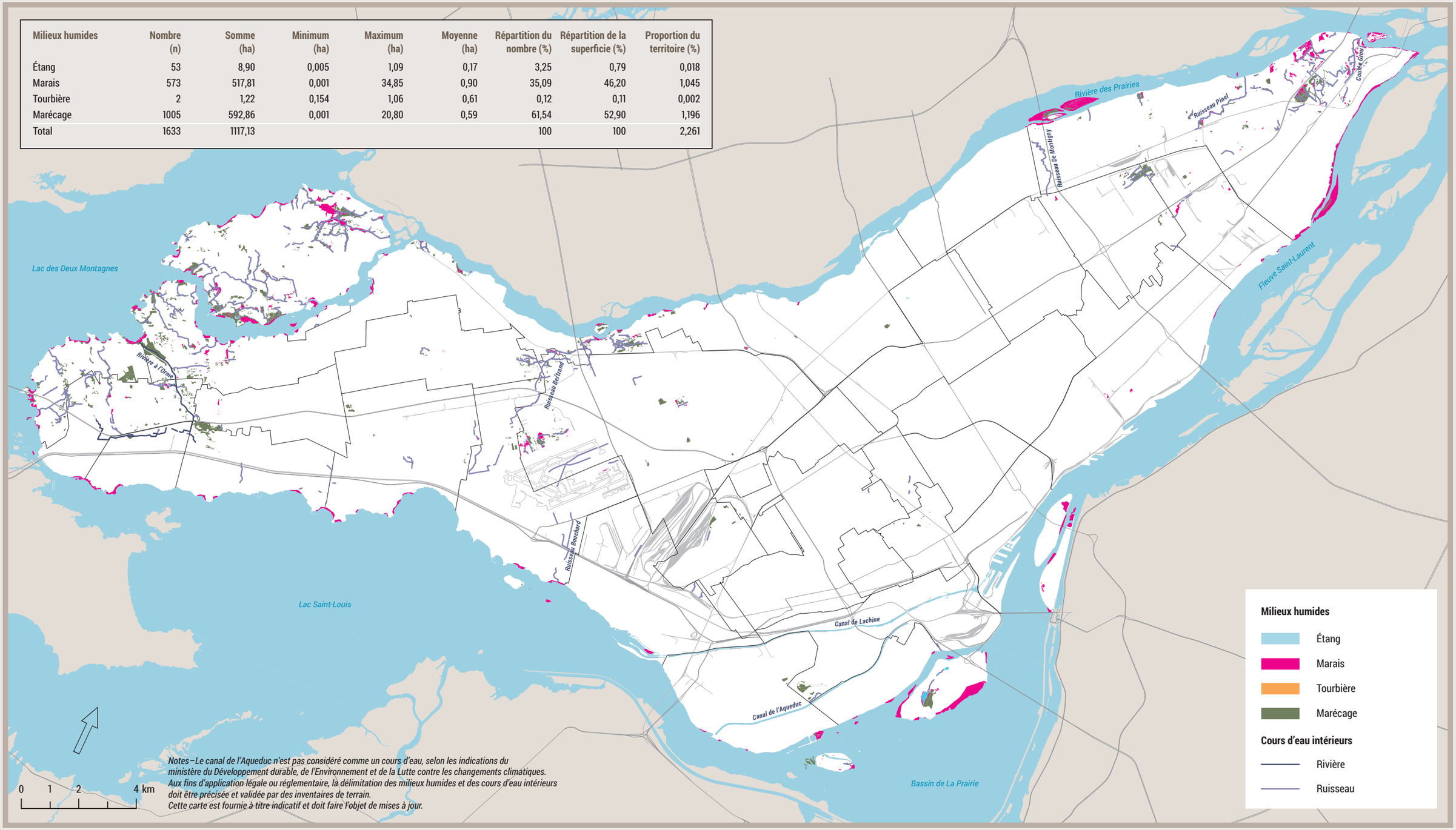


FIGURE 1.1 - MILIEU HUMIDE ET SON AIRE DE PROTECTION



Carte 41 – Milieux humides classifiés et cours d'eau intérieurs

Milieux humides	Nombre (n)	Somme (ha)	Minimum (ha)	Maximum (ha)	Moyenne (ha)	Répartition du nombre (%)	Répartition de la superficie (%)	Proportion du territoire (%)
Étang	53	8,90	0,005	1,09	0,17	3,25	0,79	0,018
Marais	573	517,81	0,001	34,85	0,90	35,09	46,20	1,045
Tourbière	2	1,22	0,154	1,06	0,61	0,12	0,11	0,002
Marécage	1005	592,86	0,001	20,80	0,59	61,54	52,90	1,196
Total	1633	1117,13				100	100	2,261



Notes – Le canal de l'Aqueduc n'est pas considéré comme un cours d'eau, selon les indications du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Aux fins d'application légale ou réglementaire, la délimitation des milieux humides et des cours d'eau intérieurs doit être précisée et validée par des inventaires de terrain. Cette carte est fournie à titre indicatif et doit faire l'objet de mises à jour.

ANNEXE XVIII - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions 4.4.4.3 et 4.4.4.4 du document complémentaire.

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

   Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :
   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :
   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;

5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;

C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :

A. Leur superficie;

B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);

C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;

D. La description du type de drainage et de la pente;

E. La nature du sol (hydromorphe ou non);

F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;

G. Les indicateurs hydrologiques;

H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :

A. La hauteur moyenne des peuplements;

B. L'âge des peuplements arborescents;

C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);

E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :

A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :

A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);

À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);

B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029) (RCG 14-029-X)

TABLEAU INDICATIF DE LA NATURE DES MODIFICATIONS

PLANS ET RÈGLEMENTS D'URBANISME

Le tableau résume les modifications au contenu des orientations ainsi qu'aux dispositions du document complémentaire dont une municipalité ou un arrondissement doit tenir compte pour modifier le cas échéant sa réglementation afin de la rendre conforme au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Les modifications apportées aux orientations et aux dispositions réglementaires indiquées au tableau s'appliquent à une municipalité ou à un arrondissement identifié par son numéro de référence dans une des deux colonnes : Applicables aux plans ou Applicables aux règlements.

Numéros de référence des municipalités et des arrondissements

1 - Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 2 - Arrondissement d'Anjou 3 - Ville de Baie-D'Urfé 4 - Ville de Beaconsfield 5 - Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 6 - Ville de Côte-Saint-Luc 7 - Ville de Dollard-des-Ormeaux 8 - Cité de Dorval 9 - Ville de Hampstead 10 - Ville de Kirkland 11 - Arrondissement de L'Île Bizard–Sainte-Geneviève 12 - Ville de L'Île-Dorval 13 - Arrondissement de Lachine 14 - Arrondissement de LaSalle 15 - Arrondissement de Le Plateau-Mont-Royal 16 - Arrondissement de Le Sud-Ouest 17 - Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 18 - Ville de Montréal-Est	19 - Arrondissement de Montréal-Nord 20 - Ville de Montréal-Ouest 21 - Ville de Mont-Royal 22 - Arrondissement d'Outremont 23 - Arrondissement de Pierrefonds – Roxboro 24 - Ville de Pointe-Claire 25 - Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 26 - Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie 27 - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue 28 - Arrondissement de Saint-Laurent 29 - Arrondissement de Saint-Léonard 30 - Village de Senneville 31 - Arrondissement de Verdun 32 - Arrondissement de Ville-Marie 33 - Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension 34 - Ville de Westmount 35 - Ville de Montréal

RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ORIENTATIONS ET AUX DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE PAR LE RÈGLEMENT	MUNICIPALITÉS OU ARRONDISSEMENTS VISÉS PAR LES OBJECTIFS OU DISPOSITIONS	
	APPLICABLES AUX PLANS D'URBANISME	**APPLICABLES AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME**
MODIFICATIONS AUX ORIENTATIONS DU SCHÉMA		
À l'orientation « Assurer la protection et la mise en valeur des territoires d'intérêt écologique »		
- Ajout de la carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt		1 à 8, 10, 11, 13, 14, 16 à 18, 21, 23 à 25, 27 à 33
- Milieux humides d'intérêt et leur aire de protection		1 à 8, 10, 11, 13, 14, 16 à 18, 23 à 25, 27 à 33
MODIFICATIONS AU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE		
À la section 4.4 Les territoires d'intérêt écologique		
- Ajustement à la disposition 4.4.3 Interdiction d'espèces de plantes envahissantes, pour inclure les milieux humides d'intérêt		1 à 8, 10, 11, 13, 14, 17, 18, 23 à 25, 27 à 33
- Ajout des dispositions 4.4.4.1, 4.4.4.2, 4.4.4.3 et 4.4.4.4 visant les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection (sous la disposition 4.4.4)		1 à 8, 10, 11, 13, 14, 17, 18, 23 à 25, 27 à 33

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 44.02

2024/11/21 16:00

(1)

Dossier # : 1233422002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire

Il est recommandé :
1. de déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement P-RCG 14-029-6 modifiant le Schéma;

2. d'adopter, avec changements, le règlement RCG 14-029-6 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029) » tel que joint (documents juridiques) au sommaire addenda, avec ses annexes (intervention - service des affaires juridiques);

3. d'autoriser le greffier de la Ville à transmettre à la ministre des Affaires municipales, ainsi qu'à la Communauté métropolitaine de Montréal, le règlement et ses annexes, ainsi que sa résolution d'adoption.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-07 15:41

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 21 décembre 2023 Séance tenue le 21 décembre 2023	Résolution: CG23 0773

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » et de son document d'accompagnement, afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire / Tenue d'une consultation publique / Délégation de pouvoir au greffier de la Ville

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

ADOPTION DE PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire »;

2- d’adopter le document d’accompagnement intitulé « Tableau indicatif de la nature des modifications : plans et règlements d’urbanisme »;

3- de demander l'avis à la ministre des Affaires municipales conformément à l'article 50 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU);

4- de mandater la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour tenir les assemblées publiques de consultation nécessaires sur le territoire de l’agglomération de Montréal sur le projet de règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);

5- de déléguer au greffier de la Ville les pouvoirs de fixer la date, l’heure et le lieu sur le territoire de l’agglomération de Montréal de toute assemblée publique de consultation à tenir aux fins de l’adoption du règlement pour faire suite au projet de règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), et d’inclure dans l’avis public à publier dans un journal diffusé sur le territoire le résumé prévu au deuxième alinéa de l’article 53.3 de la *Loi sur l’aménagement et l’urbanisme* (LAU).

Adopté à l'unanimité.

43.01 1233422002
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Règlement P-RCG-14-029-6

Signée électroniquement le 22 décembre 2023

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1233422002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire

CONTENU

CONTEXTE

Description

Le conseil d'agglomération a adopté le 21 décembre 2023 le projet de règlement P-RCG 14-029-6 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération (Schéma) (CG23 0773). Les objectifs de ce projet de règlement sont :

- de transposer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme dans le contexte législatif au Schéma;
- d'intégrer le REM et ses aires TOD afin d'être conforme au PMAD modifié;
- d'ajuster les grandes affectations du territoire pour permettre, entre autres, des activités requises dans les parcs régionaux;
- de retirer des dispositions visant les rives, le littoral et les zones inondables.

Comme requis par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement P-RCG 14-029-6 a été tenue le 6 septembre 2024 par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Des questions visant à préciser deux éléments de contenus au Schéma ont été notés au procès-verbal, questions menant aux ajustements suivants :

- préciser le terme « camping » afin de comprendre qu'il s'agit d'une activité récréative (art. 4, 4° et 5°);

- ajouter des éléments de liaison entre la section sur la densité et les autres sections du Schéma afin de référer clairement aux exigences de protection des milieux naturels (art. 7, 4°).

Le procès-verbal et le suivi de l'assemblée publique sont en pièces jointes au présent addenda. De plus, la version modifiée du règlement P-RCG 14-029-6 et ses annexes sont en pièces jointes juridiques.

Recommandation

Considérant que :

- le projet de règlement fut reçu favorablement lors de l'assemblée publique de consultation;
- des questions visant à préciser deux éléments de contenus au Schéma ont été notés au procès-verbal, justifiant une modification du projet de règlement;

il est recommandé d'adopter, avec changements, le règlement RCG 14-029-6 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

Étapes subséquentes

- Transmission par le greffier du règlement, tel que joint au sommaire addenda (documents juridiques), et ses annexes (intervention - Service des affaires juridiques) à la ministre des Affaires municipales pour examen de sa conformité aux orientations gouvernementales, ainsi qu'aux arrondissements, aux municipalités reconstituées et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération.
- Transmission par le greffier du règlement et ses annexes à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour examen de conformité et approbation, le cas échéant, au Plan métropolitain d'aménagement et de développement.
- Entrée en vigueur du règlement conformément aux dispositions de l'article 53.11.14 de la LAU.
- Publication d'un avis par le greffier indiquant l'entrée en vigueur du règlement.
- Transmission du règlement entré en vigueur aux arrondissements, aux municipalités, aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération et à la CMM (art. 53.11).
- Adoption du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications qui devront être apportées aux règlements d'urbanisme (art. 53.11.4 de la LAU).
- Transmission du règlement et du document d'accompagnement aux arrondissements, aux municipalités reconstituées et aux MRC dont le territoire est contigu à celui du territoire de l'agglomération (art. 53.11.4 de la LAU).
- Adoption de tout règlement de concordance (art. 58 de la LAU).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CHARBONNEAU
conseiller(-ere) en amenagement

438-820-2748
Tél :
Télécop. : -

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 14-029-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

ATTENDU que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029, ci-après le « schéma ») est entré en vigueur le 1er avril 2015;

ATTENDU qu'en vertu des changements apportés par la Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions (L.Q. 2023, chapitre 12), des éléments de contenu explicatifs du contexte législatif présents au schéma doivent être modifiés;

ATTENDU qu'en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, a compétence à l'égard des parcs régionaux;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Conservation » du schéma ne permettent pas à la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, d'exercer pleinement ses pouvoirs dans ses parcs régionaux tel que prévus par les articles 115 et 116 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) et que l'exercice de ces pouvoirs permettrait de contribuer à une saine gestion des parcs régionaux tout en favorisant leur fréquentation par la population à des fins récréatives et éducatives;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » ne permettent pas aux sociétés responsables de l'administration des parcs Jean-Drapeau et Olympique de déployer l'ensemble des activités et usages prévus dans leur programmation ou plan directeur respectif et que ces activités visent à favoriser la fréquentation de ces parcs de destination métropolitaine et internationale;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » sont imprécises quant aux composantes autorisées pour le parc Frédéric-Back, un parc dédié à une mission environnementale particulière comprenant des activités de captage et de transformation des biogaz, de traitement du lixiviat et de compostage;

ATTENDU que le Réseau express métropolitain (ci-après le « REM ») est un réseau de transport collectif structurant d'envergure métropolitaine, qu'il est en cours de réalisation et que son déploiement a débuté à l'été 2023 sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU que la Communauté métropolitaine de Montréal (ci-après la « CMM ») a modifié son Plan métropolitain d'aménagement et de développement du territoire (ci-après le

« PMAD ») le 10 juillet 2018 par le règlement 2018-73 afin d'y intégrer des éléments de contenu relatifs au REM;

ATTENDU que la modification apportée au PMAD consiste, entre autres, en l'ajout d'aires TOD et en un rehaussement de la densité résidentielle souhaitée dans les aires TOD des stations du REM;

ATTENDU qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) (ci-après la « LAU ») le schéma doit être conforme au PMAD;

ATTENDU que la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable a été abrogée le 1er mars 2022 avec l'entrée en vigueur du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations (chapitre Q-2, r. 32.2) (ci-après le « Régime transitoire »).

ATTENDU que la protection des rives, du littoral et des zones inondables est maintenant régie par l'encadrement réglementaire gouvernemental découlant du Régime transitoire et que celui-ci a préséance sur la règlementation d'urbanisme;

ATTENDU que la présence de dispositions réglementaires devenues inopérantes dans la réglementation d'urbanisme est non souhaitable et que le schéma doit rendre possible leur abrogation;

Vu les articles 5, 6, 47 et 264.0.3 de la LAU;

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ....., le conseil d'agglomération décrète :

1. Les deuxième et troisième paragraphes de la sous-section intitulée « Un contenu fixé par la loi » de la section intitulée « Introduction » du schéma sont remplacés par les suivants :

« Le schéma doit notamment porter sur les éléments suivants :

- Les grandes orientations de l'aménagement du territoire ainsi que les objectifs, cibles et mesures assurant ou favorisant sa mise en œuvre;
- L'organisation du territoire;
- Les grandes affectations du territoire;
- Le périmètre d'urbanisation et les densités d'occupation;
- Toute partie d'un périmètre d'urbanisation devant faire l'objet d'une consolidation de façon prioritaire;
- L'organisation du transport;
- Les besoins projetés en matière d'habitation;
- Les grands projets d'infrastructures et d'équipements utiles ou nécessaires à la poursuite des orientations et des objectifs et à l'atteinte des cibles définis;

- La planification de l'aménagement d'une manière compatible avec la protection, la disponibilité et la gestion intégrée de la ressource en eau;
- Toute partie du territoire ou tout immeuble présentant un intérêt d'ordre historique, culturel, esthétique ou écologique;
- Tout lac ou cours d'eau qui présente un intérêt d'ordre récréatif;
- Toute partie de territoire où l'occupation du sol est soumise à des contraintes pour des raisons de sécurité publique ou de protection environnementale ou en raison de sa proximité avec un lieu ou une activité, réelle ou éventuelle, qui soumet l'occupation du sol à des contraintes liées à la sécurité publique, à la santé publique ou au bien-être général.

Le schéma doit aussi comprendre un document complémentaire qui prévoit des règles, des critères ou des obligations quant au contenu de tout règlement d'urbanisme que les villes et les arrondissements peuvent adopter en vertu de la LAU, notamment quant au fait qu'un tel règlement doit être adopté et doit contenir des dispositions au moins aussi contraignantes que celles prévues au document complémentaire. ».

2. La carte 3 intitulée « Concept d'organisation spatiale » de la section 1.3 intitulée « Le concept d'organisation spatiale » du chapitre 1 du schéma est remplacée par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

3. La section 2.2 intitulée « Soutenir le dynamisme de l'agglomération et du centre de la métropole » du chapitre 2 du schéma est modifiée par :

1° le remplacement de la carte 8 intitulée « Pôles économiques de l'agglomération de Montréal » par la carte jointe en annexe B au présent règlement;

2° la suppression, dans le sous-paragraphe « Du projet de bonification du transport collectif dans le corridor du pont Champlain (à l'étude) » de la sous-section intitulée « Des réseaux de transport structurants pour la localisation des pôles d'activité », des mots « (à l'étude) »;

3° le remplacement de la carte 9 intitulée « Grands projets d'infrastructure en transport collectif » par la carte jointe en annexe C au présent règlement.

4. La section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifiée par :

1° la modification de la carte 20 intitulée « Grandes affectations du territoire » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe D au présent règlement;

2° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La description des grandes affectations », de la première phrase de la définition de « Conservation » par la suivante :

« Le territoire de l'agglomération comprend des parcs régionaux, des grands parcs, des parcs locaux, des terrains municipaux ainsi que des milieux naturels protégés par

un organisme non municipal qui présentent des éléments d'intérêt écologique, paysager et patrimonial à préserver et à mettre en valeur. »;

3° la suppression, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la deuxième phrase de la définition de « Conservation »;

4° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la définition d'« Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive » par la suivante :

« Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive
Équipements récréatifs qui nécessitent des aménagements légers, et leurs bâtiments accessoires, utilisés pour les activités récréatives extensives, pratiquées généralement à l'extérieur. Les aménagements, équipements et bâtiments accessoires génèrent peu d'impacts sur le milieu environnant. Il s'agit notamment d'un chalet d'accueil, d'un centre d'interprétation ou d'exposition, d'un poste d'observation, d'un belvédère, d'un kiosque, d'une voie de promenade, d'une piste de randonnée pédestre ou cyclable, d'une plage, d'une aire de détente, d'une aire de jeu, d'une aire de pique-nique, d'une aire de camping récréatif à faible impact sur l'environnement, d'un bâtiment de service ou à des fins communautaires ou d'éducation (par exemple, agricole), d'une aire d'entreposage pour les besoins d'entretien du site ainsi que d'un stationnement et de ses voies d'accès.

Parmi les bâtiments accessoires figurent les bâtiments abritant une ou des activités commerciales d'offre alimentaire ou de services complémentaires aux usages récréatifs (ex. location d'équipement de plein air) qui permettent aux usagers.gères de se restaurer et pratiquer les activités de plein air sur place ainsi que les bâtiments abritant des activités administratives. »;

5° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la définition d'« Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive » par la suivante :

« Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive
Activités récréatives intensives pratiquées sur des espaces extérieurs nécessitant des aménagements importants ou à l'intérieur de bâtiments d'envergure. Ces aménagements et bâtiments nécessitent des modifications substantielles des sites, de la topographie et du couvert végétal. Il peut s'agir d'un golf, d'un terrain sportif, d'une piscine, d'un bassin, d'une plage, d'une marina, d'un terrain de jeu, d'une aire de camping récréatif, etc. »;

6° la modification, dans le tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », de la grande affectation du territoire « Conservation » par l'ajout de la phrase suivante :

« Se trouvent notamment dans cette grande affectation du territoire, des parcs régionaux, certains grands parcs et parcs locaux, des terrains municipaux, de même que des milieux naturels protégés par un organisme non municipal. »;

7° l'ajout, dans les composantes autorisées de la grande affectation du territoire « conservation » présentées au tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », de la composante et du paragraphe suivants :

«

- Commerce (incluant restauration et hébergement) ou bureau dans les parcs régionaux

  Des activités commerciales (incluant la restauration et l'hébergement) ou de bureau de faible incidence compatibles avec la préservation et la mise en valeur de la biodiversité et des espaces naturels peuvent être autorisées dans les parcs régionaux. Cette compatibilité repose sur les critères suivants : avoir une faible empreinte au sol, contribuer à la mise en valeur du patrimoine bâti, favoriser l'accès à la nature et à la pratique d'activités de récréation extensive ou d'agriculture urbaine et éviter toute atteinte à la biodiversité et aux espaces naturels. »;

8° l'ajout, dans les composantes autorisées de la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » présentées au tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », des composantes suivantes :

«

- Commerce ou bureau dans les parcs Olympique et Jean-Drapeau
- Équipement majeur de valorisation et d'élimination de matières résiduelles dans le parc Frédéric-Back ».

5. Le premier paragraphe de la sous-section intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est remplacé par le suivant :

« Le schéma avait déjà fait siennes les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI), en vigueur en 2005, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Avec l'entrée en vigueur du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations (chapitre Q-2, r. 32.2), le 1er mars 2022, la PPRLPI a été abrogée. De plus, les activités dans le littoral, la rive et les zones inondables sont maintenant régies par l'encadrement réglementaire gouvernemental, lequel a préséance sur la règlementation d'urbanisme. Conséquemment, les dispositions du document complémentaire qui visaient les mêmes objets que ceux de l'encadrement réglementaire gouvernemental ont été abrogées. ».

6. La sous-section intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifiée par le remplacement de l'intervention « Des mesures sont prévues au document complémentaire. » par la suivante :

« L'identification des zones inondables est prévue au document complémentaire. ».

7. La section 3.2 intitulée « La densité d'occupation » du chapitre 3 du schéma est modifiée par :

1° la modification de la carte 31 intitulée « Aires TOD du PMAD » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe E au présent règlement;

2° la modification de la carte 32 intitulée « Modulation de la densité résidentielle » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe F au présent règlement;

3° la modification de la carte 33 intitulée « Densité résidentielle » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe G au présent règlement;

4° l'ajout, après le 2e paragraphe de la sous-section intitulée « Les objectifs de densification », des phrases suivantes :

« En cohérence avec l'ensemble des orientations d'aménagement du territoire, ces objectifs visent les endroits où la fonction résidentielle est autorisée. Également, ces objectifs peuvent exclure plusieurs milieux d'intérêt patrimonial ou écologique ou de contraintes naturelles. ».

8. La sous-sous-section intitulée « Rappel des dispositions habilitantes de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* » de la sous-section intitulée « Le contexte juridique » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire » du chapitre 4 du schéma est remplacée par la suivante :

« Rappel des dispositions habilitantes de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*

Art. 6 : Le schéma contient un document complémentaire qui prévoit des règles, des critères ou des obligations quant au contenu de tout règlement d'urbanisme qu'une municipalité peut adopter en vertu de la LAU, notamment quant au fait qu'un tel règlement doit être adopté et doit contenir des dispositions au moins aussi contraignantes que celles prévues au document complémentaire.

Le document complémentaire doit notamment obliger l'adoption de dispositions réglementaires visées au paragraphe 7.1° du deuxième alinéa de l'article 115 à l'égard de tout lac ou de tout cours d'eau déterminé conformément au paragraphe 10° du deuxième alinéa de l'article 5. ».

9. Les définitions de « Littoral » et de « Rive » de la sous-section intitulée « Les définitions » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire » du chapitre 4 du schéma sont abrogées.

10. La disposition 4.8.2 intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » du chapitre 4 du schéma est modifiée par la suppression :

1° dans la sous-section intitulée « Lacs et cours d'eau assujettis », du paragraphe suivant :

«

- Les cours d'eau ainsi que les lacs sont visés par l'application des dispositions relatives aux rives et au littoral. »;

2° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives aux rives »;

3° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives au littoral »;

4° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives à la plaine inondable »;

5° de la sous-section intitulée « Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une plaine inondable »;

6° de la sous-section intitulée « Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation ».

11. Les sigles du schéma sont modifiés par l'insertion, après le sigle « RDD », du sigle « REM Réseau express métropolitain ».

12. Le glossaire du schéma est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « Ouvrage de génie civil d'intérêt », des définitions suivantes :

« Parc Frédéric-Back
Le parc Frédéric-Back est un parc métropolitain dédié à l'environnement, à la culture, aux loisirs et aux sports. Ancien site d'enfouissement, ce parc comprend des équipements majeurs de valorisation et d'élimination de matières résiduelles.

Parc Jean-Drapeau
Le parc Jean-Drapeau est un parc administré par la Société du Parc Jean-Drapeau. Ce parc est composé notamment des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, situées dans le fleuve Saint-Laurent, de part et d'autre du pont Jacques-Cartier.

Parc Olympique
Le parc Olympique est un site de destination qui comprend, entre autres, les installations olympiques, le stade Saputo, le Biodôme, le Planétarium et le centre

Pierre-Charbonneau. Il est délimité par la rue Sherbrooke, l'avenue Pierre-De Coubertin, le boulevard Pie-IX et la rue Viau, soit le quadrilatère déterminé par la Loi sur la société de développement et de mise en valeur du parc olympique (RLRQ, chapitre S-10.2).

Parcs régionaux
Les parcs régionaux sont des parcs à l'égard desquels le conseil d'agglomération a compétence en vertu de l'article 19 (12º) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001). Ils comprennent, notamment, les parcs suivants :

Grand parc de l'Ouest
Parc-nature de l'écoterritoire de la falaise
Parc-nature des Sources
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny. »;

2° l'insertion, après la définition de « Réseau écologique », de la définition suivante :

« Réseau express métropolitain
Projet de Réseau express métropolitain (REM) qui vise la mise en œuvre d'un nouveau réseau de système léger sur rail (SLR) électrifié de 67 km comportant 26 stations et une station potentielle permettant de relier la Rive-Sud au centre-ville de Montréal, via le nouveau pont Champlain, ainsi qu'à relier la Rive-Nord, Laval et l'ouest de l'île de Montréal au centre-ville de Montréal, via l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau. ».

13. L'annexe 1 du schéma est modifiée par le remplacement de :

1° la carte 34 intitulée « Équipements de santé d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe H au présent règlement;

2° la carte 35 intitulée « Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain » par la carte jointe en annexe I au présent règlement;

3° la carte 36 intitulée « Équipements culturels d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe J au présent règlement;

4° la carte 37 intitulée « Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe K au présent règlement;

5° la carte 38 intitulée « Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe L au présent règlement;

6° la carte 39 intitulée « Mesures préférentielles pour bus » par la carte jointe en annexe M au présent règlement.

ANNEXE A
CARTE 3 INTITULÉE « CONCEPT D'ORGANISATION SPATIALE »

ANNEXE B
CARTE 8 INTITULÉE « PÔLES ÉCONOMIQUES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL »

ANNEXE C
CARTE 9 INTITULÉE « GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE EN TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE D
EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »

ANNEXE E
EXTRAIT DE LA CARTE 31 INTITULÉE « AIRES TOD DU PMAD »

ANNEXE F
EXTRAIT DE LA CARTE 32 INTITULÉE « MODULATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE G
EXTRAIT DE LA CARTE 33 INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE H
CARTE 34 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS DE SANTÉ D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE I
CARTE 35 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS D'ÉDUCATION D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN »

ANNEXE J
CARTE 36 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS CULTURELS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE K
CARTE 37 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET RÉCRÉATIFS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE L
CARTE 38 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS DE TOURISME D'AFFAIRES D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE M
CARTE 39 INTITULÉE « MESURES PRÉFÉRENTIELLES POUR BUS »

L'avis public relatif à l'entrée en vigueur de ce règlement a été affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1233422002

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation

Modification proposée au schéma d'aménagement et de développement de Montréal : Changements apportés à l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables ainsi qu'aux grandes affectations du territoire; intégration du REM et d'aires TOD au schéma

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Vendredi 6 septembre 2024 à 9 h 30

À la salle des Armoiries de l'hôtel de ville de Montréal et en webdiffusion

Présences	**Mme Marie Plourde, présidente** Conseillère de la Ville, arrondissement Le Plateau Mont-Royal **Mme Paola Hawa, vice-présidente** Mairesse de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue **M. Alex Norris** Conseiller de la Ville, arrondissement Le Plateau Mont-Royal **Mme Magda Popeanu** Conseillère de la Ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce **M. Pierre Lessard-Blais** Maire de l'arrondissement Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Absences	**M. Dimitrios Jim Beis** Maire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro **M. Peter J. Malouf** Maire de la Ville de Mont-Royal
Personnes invitées	**Mme Caroline Lépine**, cheffe de division, Division de la planification urbaine, Service de l'urbanisme et de la mobilité **M. Stéphane Charbonneau**, conseiller en aménagement, Division de la planification urbaine, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Le quorum est atteint.

1. Ouverture de l'assemblée et mot de bienvenue

La présidente de la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal, Mme Marie Plourde, déclare l'assemblée ouverte à 9 h 35. Elle souhaite la bienvenue aux personnes présentes à la salle des Armoiries et à celles qui écoutent la séance grâce à la webdiffusion.

La présidente se présente et invite les commissaires à se présenter à leur tour. Elle excuse l'absence d'un commissaire. Elle souligne la présence des personnes représentant le Service de l'urbanisme et de la mobilité, Mme Caroline Lépine et M. Stéphane Charbonneau.

Elle décrit ensuite l'objectif de l'assemblée portant sur la modification proposée au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal (ci-après, le schéma) contenue dans le projet de règlement RCG 14-029-6. Mme Plourde explique que l'assemblée publique est une étape obligatoire vers l'adoption, par le conseil d'agglomération, du projet de règlement. Enfin, elle indique qu'une période de questions suivra la présentation et qu'un formulaire en ligne est disponible pour les questions et les commentaires des personnes qui suivent l'assemblée par la webdiffusion.

2. Adoption du projet d'ordre du jour

La présidente résume le déroulement de l'assemblée et invite les commissaires à procéder à l'adoption de l'ordre du jour.

Sur une proposition de M. Pierre Lessard-Blais, appuyée par Mme Paola Hawa, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité comme présenté.

3. Modification proposée au schéma : Changements apportés à l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables ainsi qu'aux grandes affectations du territoire; intégration du REM et d'aires TOD au schéma

- Mot de M. Robert Beaudry, responsable de l'urbanisme au comité exécutif de la Ville de Montréal

Mme Marie Plourde avise l'assemblée que le responsable politique du dossier au comité exécutif de la ville de Montréal, M. Robert Beaudry, ne peut pas être présent à l'assemblée. Elle cède la parole à Mme Caroline Lépine, cheffe de division, ainsi qu'à M. Stéphane Charbonneau, conseiller en aménagement, qui procèdent à la présentation du dossier.

- Présentation du dossier par le Service de l'urbanisme et de la mobilité

Mme Caroline Lépine introduit la présentation et explique les raisons de la modification au schéma. Il faut d'abord y transposer les changements apportés à *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) dans le contexte législatif. La modification permet en outre d'intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et ses aires *Transit-oriented Development* (TOD). Des ajustements doivent être apportés aux grandes affectations du territoire en ce qui concerne les parcs régionaux, les parcs de destination métropolitaine et des secteurs spécifiques. Enfin, les dispositions découlant de la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable doivent être retirées du schéma.

Mme Lépine précise que le projet de règlement RCG 14-029-6 vise l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal, bien que certains éléments ne s'appliquent qu'à des portions du territoire.

À l'aide d'une présentation projetée à l'écran, M. Stéphane Charbonneau détaille les éléments composant le projet de règlement. L'intégration du REM et des aires TOD au schéma se reflète notamment aux cartes 3, 8, 9, 31, 32 et 33, qui touchent le concept d'organisation spatiale, les aires

TOD du Plan métropolitain d'aménagement de Montréal (PMAD), la modulation de la densité résidentielle et la densité résidentielle. Le REM et ses aires TOD sont de plus intégrés aux cartes 34 à 39.

À la suite d'une intervention d'un citoyen présent dans la salle, la présidente suspend l'assemblée. Celle-ci reprend à 10 h.

M. Stéphane Charbonneau poursuit la présentation en expliquant les ajustements apportés aux grandes affectations du territoire. Ainsi, l'affectation « Conservation » est précisée par l'ajout des éléments parcs régionaux, terrains municipaux et milieux naturels protégés. De même, la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive » est élargie afin de permettre des bâtiments accessoires générant peu d'impact sur le milieu environnant, comme une aire de camping. Une aire en affectation « Industrie », située dans la ville de Montréal-Est et une aire en affectation « Dominante résidentielle », située dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sont transformées en des aires d'affectation « Conservation », alors qu'une aire en « Dominante industrielle », dans la ville de Kirkland, est transformée en dominante résidentielle.

Enfin, M. Charbonneau explique que conserver les éléments référant à la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable n'est plus opportun, puisque la législation québécoise a changé. Les dispositions y référant sont donc retirées.

M. Charbonneau termine en mentionnant les effets des modifications proposées par le projet de règlement RCG 14-029-6 sur les territoires concernés. Ces effets sont illustrés aux cartes 20, 32 et 33 impliquant une modulation de la densité résidentielle dans des arrondissements montréalais et des villes liées.

Mme Caroline Lépine conclut la présentation en décrivant les étapes suivantes du processus menant à l'adoption du projet du règlement, avec ou sans modification, par le conseil d'agglomération, et à la mise en œuvre du règlement.

La présidente remercie les personnes-ressources du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour la présentation. Elle annonce une pause au cours de laquelle les personnes qui le souhaitent sont invitées à s'inscrire à la période de questions du public, par écrit à distance ou encore en présence.

4. Période de questions du public

L'assemblée reprend à 10 h 35. La présidente présente le fonctionnement de la période de questions du public. Elle accorde ensuite la parole aux personnes qui souhaitent intervenir, en commençant par celles qui sont présentes dans la salle et selon l'ordre d'inscription. Elle rappelle que les questions doivent être en lien avec la modification présentée pendant l'assemblée.

Questions / commentaires du public	Réponses du Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mme Geneviève Lussier, Sauvons la Forêt Fairview : Pose une question relative à la carte 31, sur les zones TOD, les espaces naturels et écologiques, les milieux humides, les mosaïques de milieux naturels qui se trouvent dans ces zones TOD, et particulièrement la zone Fairview et les grands parcs. Affirme que la densification de certaines zones est une décision judicieuse du point de vue écologique, mais qu'il n'est pas judicieux de permettre la destruction de ces espaces naturels situés à l'intérieur de ces zones. Rappelle que nous sommes loin des objectifs de 30 % de protection des espaces naturels dans le grand Montréal. Demande quelles considérations sont prises pour assurer que les réglementations sur les espaces naturels et les milieux humides situés dans ces zones TOD soient cohérentes, que la proximité des espaces naturels soit considérée dans les seuils de densité, et que ces espaces naturels soient protégés en permanence. En sous-question, Mme Lussier demande de préciser si les actions à prendre incombent à la municipalité ou encore à la Ville ou à l'agglomération de Montréal.	Rappelle la préoccupation, au schéma d'aménagement, de s'assurer que les milieux naturels puissent demeurer protégés. C'est pour cette raison qu'il est possible d'exclure des territoires du seuil de densité. Il est difficile, dans un document de planification, de tout présenter sur une seule carte. Il faut voir le document comme étant composé de différentes couches desquelles il faut faire une lecture transversale. Il y a des niveaux de densité intégrés, mais il y a également des cartes où sont identifiés des milieux naturels. Dans la section sur la densité, il y a une liste d'éléments présents au schéma qui permet à une municipalité ou à un arrondissement d'exclure certains terrains des objectifs de densification et donc du seuil exigé dans une aire TOD. En réponse à la sous-question : dans un premier temps, c'est à la municipalité de déterminer la façon dont elle va intégrer les éléments modifiés à sa réglementation. Cependant, l'agglomération de Montréal doit donner un certificat de conformité pour tout règlement modifié. Ce certificat assure que l'ensemble des éléments du schéma sont pris en considération, ce qui inclut la carte des milieux naturels d'intérêt.
M. Normand Lapointe : Se prononce sur la protection des rives et sur la mise en valeur du patrimoine naturel et paysager. Les parcs riverains ont une importance pour la communauté et ces aires doivent être réservées, protégées, préservées et mises en valeur pour leur valeur patrimoniale, historique et naturelle. Le site de la pointe Claire est un exemple de ce type de valeur. Un des quatre premiers villages de l'île de Montréal, fondé au 17e siècle, il contient un moulin à vent datant de 1708, le couvent de la congrégation Notre-Dame datant de 1867 et le site de l'église Saint-Joachim. Depuis le départ	La grande affectation « Grand [espace vert] ou récréation » se trouve déjà au schéma d'aménagement. Dans ce contexte, on peut déjà inclure des parcs en rive. Il est difficile de répondre précisément à la question posée sans avoir la spécificité du territoire mentionné. Par contre, ces territoires pourraient être identifiés et éventuellement être intégrés au schéma. Ce sont des éléments qui pourront être regardés pour de futures modifications. En réponse à la sous-question : Des réglementations sont prévues pour l'entretien des bâtiments. Pour ce qui est de l'occupation de bâtiments déjà construits, la modification proposée

de la congrégation, en 2014, et après 230 ans dans la communauté, il y a eu plusieurs spéculations à propos de ce site. En sous-question, M. Lapointe explique que le site a subi une dégradation majeure depuis que les sœurs de Notre-Dame ont quitté, il y a plusieurs années. Demande si on peut faire quelque chose pour s'assurer que ces bâtiments historiques soient protégés et entretenus.	permet, dans des espaces de parcs régionaux ou métropolitains, d'élargir les usages. Pour des bâtiments situés dans des aires où les milieux naturels sont protégés, la modification vise à ouvrir la possibilité d'occuper ces bâtiments par des usages compatibles avec le milieu.
M. André Gravel, citoyen d'Ahuntsic-Cartierville / Sault-au-Récollet : Demande si le projet de règlement qui sera éventuellement adopté par l'agglomération donnera des outils supplémentaires ou des pouvoirs supplémentaires pour l'aménagement des rives. Explique que le comité de citoyens duquel il fait partie a pour objectif d'aménager une promenade le long de la rivière [Gouin] à partir du pont Papineau vers l'ouest jusqu'au métro ou à l'école Sophie-Barat. Les élus municipaux d'Ahuntsic ont d'ailleurs demandé un aménagement. S'inquiète du temps que cet aménagement prendra. Réfère à la page 31 de la présentation. Au bout de la rue Fort-Lorette se trouve un terrain acquis par la Ville il y a quelques années et où des travaux d'archéologie sont en cours. Souligne que l'église de la Visitation, au bord de la rivière, est la plus vieille église de Montréal, en plus d'être magnifique. Remercie la paroisse de permettre aux citoyens de circuler sur le sentier à proximité de l'église. En sous-question, M. Gravel demande si la réponse concerne aussi Hydro-Québec, qui a jeté dans la rivière un amoncellement de grosses roches pour protéger les rives et consolider les murets. Il n'y a pas eu de BAPE à ce sujet; les premiers travaux ont été faits en vertu d'une loi d'urgence. La ville ou l'agglomération peut-elle discuter de façon raisonnable avec Hydro-Québec ?	Le fait d'abroger la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable allège la réglementation. Le contexte a changé : tout ce qui encadre les zones en rive, les zones inondables et le littoral n'est plus sous la responsabilité immédiate des municipalités. C'est le nouveau cadre réglementaire du ministère de l'Environnement qui a préséance et qui s'applique. C'est donc le cadre permanent à l'étude au gouvernement du Québec qui pourra apporter des éléments de réponse quant à de nouveaux outils ou pouvoirs. Sans se prononcer sur les projets que prévoient les partenaires des grands parcs, on peut affirmer que la flexibilité permise par la modification favorisera la réhabilitation des bâtiments actuels et leur préservation. En réponse à la sous-question : Les discussions avec les partenaires gouvernementaux sont toujours souhaitables. La réglementation municipale et d'agglomération ne s'applique pas à Hydro-Québec, qui est un organisme gouvernemental. Conséquemment, la Ville n'a pas le plein contrôle de ses outils pour encadrer les activités d'Hydro-Québec ou du ministère des Transports. Par contre, il faut noter qu'ils sont aussi liés au cadre réglementaire du ministère de l'Environnement. Invite à communiquer avec Hydro-Québec pour trouver réponse à ces questions.

M. Gravel affirme en terminant que les éléments de densification, de logements sociaux et de transport en commun qu'on trouve dans la modification sont une très bonne chose pour la population.	
M. Jean Duval : Affirme que le parc Jean-Drapeau est administré par la Société du parc Jean-Drapeau et est composé notamment des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, situées dans le fleuve Saint-Laurent, de part et d'autre du pont Jacques-Cartier. Réfère à la page 30 de la présentation, sur les ajustements apportés aux grandes affectations du territoire. Tente de comprendre le replacement de la définition de la composante « Installation, équipements ou aménagement de récréation extensive ». Un quai longe l'île Sainte-Hélène, qui fait face à Montréal; il reçoit la navette fluviale de Longueuil — Île-Ste-Hélène — port de Montréal. Demande ce qui est proposé pour ce quai et craint que des développements futurs soient mis en péril. Demande si la modification empêchera la construction de marinas ou de ports sur les îles Notre-Dame ou Sainte-Hélène. En sous-question, M. Duval affirme que le port de la navette fluviale est situé dans l'arrondissement Ville-Marie, tout comme la marina de La Ronde. Demande si on peut exclure la marina de La Ronde, par exemple, avec de tels règlements.	L'objectif de la modification n'est pas de restreindre les possibilités, mais de viser certaines localisations du territoire et d'élargir les opportunités qui peuvent être intégrées à la réglementation. Il s'agit d'un cadre général qui devra se traduire dans la réglementation adoptée par les conseils d'arrondissements et les conseils municipaux des municipalités visées. Ce sera donc à l'arrondissement d'encadrer les projets. Le schéma permet l'ensemble des composantes; un arrondissement pourrait décider d'autoriser ou de ne pas autoriser toutes ces composantes. Une partie du pouvoir réglementaire demeure aux instances. On ajoute des définitions des parcs pour inclure des composantes qui s'adressent spécifiquement à certains parcs, comme le parc Jean-Drapeau et le Parc Olympique. On a préféré procéder par une définition plutôt que par une carte, qui est plus flexible si les limites du parc sont agrandies, par exemple. Le but est de favoriser le déploiement des plans directeurs de ces partenaires. Pour ce qui touche les quais et les ports, cela relève du Port de Montréal, un organisme fédéral. La modification ne vient pas restreindre ce type d'activités. En réponse à la sous-question : L'objectif n'est pas de viser et d'interdire des projets. Si un arrondissement modifie sa réglementation et décide de retirer un usage, il faut aussi considérer les protections par droit acquis. La modification proposée aujourd'hui vise à permettre un cadre dans lequel les arrondissements et les municipalités peuvent déterminer, à même leur réglementation, ce qui peut être autorisé.

La présidente remercie les citoyens pour leurs questions et commentaires. Elle procède ensuite à la lecture de la question reçue par le biais du formulaire disponible en ligne.

Question ou commentaire	Réponse du Service de l'urbanisme et de la mobilité
André Boisvert, citoyen : Je pense que la modification de la carte 20 ne montre pas adéquatement le remplacement de l'affectation du territoire « Industrie » par « Conservation » dans le secteur du parc-nature du Bois d'Anjou. La zone ajoutée est incomplète. Selon ma connaissance du dossier, il y a aussi une friche étroite (ancien chemin) le long de Montréal-Est qui est manquante et il y a aussi une zone au sud du boulevard métropolitain qui était prévue pour l'agrandissement du parc. Pourquoi la carte 20 ne reflète-t-elle pas une décision du conseil d'agglomération ?	La modification proposée aujourd'hui concerne les terrains pour lesquels il y a eu des interventions ou des ententes. Ce sont des échanges avec la Ville de Montréal-Est qui ont permis d'identifier les terrains qui sont maintenant de propriété publique, ce qui permet de les intégrer dans l'affectation « Conservation ». Propose de reprendre la question et de faire des validations pour s'assurer qu'il n'y a pas de terrains qui ont été oubliés.

La présidente clôt la période de questions des citoyennes et citoyens.

5. Période de questions et de commentaires des commissaires

La présidente invite les commissaires qui le souhaitent à prendre la parole à tour de rôle.

Questions et commentaires des commissaires	Réponses du Service de l'urbanisme et de la mobilité
Mme Paola Hawa : Demande si, en modulant les densités dans les zones TOD, surtout dans l'aile ouest de l'île de Montréal, les exceptions prévues au schéma d'aménagement en ce qui concerne les milieux humides, la conservation et les mosaïques de milieux naturels sont reconduits dans l'amendement numéro 6 du schéma. Rappelle qu'un objectif prévu au schéma est d'accroitre les superficies terrestres d'aires protégées de 5,8 % à 10 % et de soutenir l'objectif de la CMM, soit d'atteindre 17 % d'aires protégées sur le territoire de la CMM. En sous-question, demande s'il est possible d'ajouter un lien entre les chapitres qui traitent	Les exclusions concernant les seuils de densité pour les milieux naturels ne sont pas touchées par la modification. Elles pourront continuer à être appliquées par les arrondissements et les municipalités liées qui devront faire la concordance au règlement RCG14 029-6 lorsque celui-ci sera entré en vigueur. L'intention de protéger le plus de milieux naturels possible est maintenue, d'où l'ajout de nouvelles aires en affectation « Conservation » surtout dans la portion est du territoire. En réponse à la sous-question : ce sont des précisions qu'il est possible d'insérer à différents endroits dans les chapitres pour faire la référence entre chacune des sections.

de densité et d'aires de conservation, pour référer clairement aux exigences en termes de protection des milieux naturels.	
M. Alex Norris : S'intéresse à l'augmentation des seuils minimaux de densité dans les TOD situés près du mont Royal, et notamment Édouard-Montpetit et Canora. Demande si l'impact de l'augmentation de la densité sur les vues à partir ou vers le mont Royal, en particulier par Édouard-Montpetit, qui est sur le flanc du mont Royal, a été analysé. En sous-question, demande si cela couvre les vues vers le flan nord, ou seulement certaines vues à partir du centre-ville et du fleuve. De mémoire, au Plan de protection du mont Royal, il y a moins de protection des vues vers le flan nord.	Au document complémentaire du schéma d'aménagement, il y a une disposition concernant les vues vers le mont Royal et du mont Royal. De la même manière que les milieux naturels, il faut la voir comme étant composée de différentes strates. Bien qu'on exige des seuils de densité, ils ne peuvent pas venir contrer les vues. L'objectif est de s'assurer qu'on maintient les vues; il s'agit d'une obligation qu'on retrouve dans le document complémentaire et qui doit se traduire dans les règlements des arrondissements et des villes liées. En réponse à la sous-question : Au document complémentaire du schéma, on réfère aux vues qui se retrouvent au Plan de protection du mont Royal.
M. Alex Norris : Réfère à la page 30 de la présentation et demande de préciser la définition du terme « aires de camping ».	Il n'y a pas de définition de camping intégrée à la modification, mais il faut le comprendre comme une activité récréative de camping. On est dans une énumération d'activités récréatives dans ce contexte.
Mme Madga Popeanu : Tient à souligner et à remercier les services pour leur travail. Ce n'est pas une mince affaire d'assurer la concordance entre les lois, nos règlements, les compétences de la ville de Montréal, des arrondissements et de l'agglomération. C'est un travail de fond qui exprime une volonté des Montréalaises et Montréalais de développer et de densifier près des axes structurants de transport collectif, tout en protégeant nos milieux humides, nos parcs et la nature. Affirme qu'il s'agit d'une étape importante dans le développement de Montréal. Remercie les personnes-ressources et toute l'équipe qui a travaillé avec elles.	

La présidente conclut la période de questions et de commentaires des membres de la Commission.

6. Clôture de l’assemblée

La présidente indique que le procès-verbal de l’assemblée sera déposé lors d’une prochaine séance du conseil d’agglomération par le Service de l’urbanisme et de la mobilité, en vue de l’adoption de la modification RCG 14-029-6 proposée au schéma, avec ou sans changement. Le procès-verbal sera ensuite accessible sur la page dédiée à cette assemblée de consultation.

Elle invite les personnes intéressées à participer à la prochaine assemblée de la consultation de la Commission sur le schéma d’aménagement et de développement de Montréal, prévue le mardi 10 septembre 2024.

Mme Plourde remercie le personnel de la ville, ses collègues commissaires ainsi que toutes les personnes ayant posé une question ou émis un commentaire lors de l’assemblée.

L’ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h 05.

(original signé)

_____

Marie Plourde
Présidente

(original signé)

_____

Virginie Harvey
Coordonnatrice — soutien aux commissions permanentes

Suivi des questions soulevées lors de l'assemblée publique du 6 septembre 2024 sur le projet de RCG 14-029-6 et présentation des modifications proposées découlant du compte-rendu

Suivi des questions – RCG 14-029-6

Questions	Réponses lors de l'assemblée	Réponses complémentaires
Questions du public		
Mme Geneviève Lussier, Sauvons la Forêt Fairview : Pose une question relative à la carte 31, sur les zones TOD, les espaces naturels et écologiques, les milieux humides, les mosaïques de milieux naturels qui se trouvent dans ces zones TOD, et particulièrement la zone Fairview et les grands parcs. Affirme que la densification de certaines zones est une décision judicieuse du point de vue écologique, mais qu'il n'est pas judicieux de permettre la destruction de ces espaces naturels situés à l'intérieur de ces zones. Rappelle que nous sommes loin des objectifs de 30 % de protection des espaces naturels dans le grand Montréal. Demande quelles considérations sont prises pour assurer que les réglementations sur les espaces naturels et les milieux humides situés dans ces zones TOD soient cohérentes, que la proximité des espaces naturels soit considérée dans les seuils de densité, et que ces espaces naturels soient protégés en permanence. En sous-question, Mme Lussier demande de préciser si les actions à prendre incombent à la municipalité ou encore à la Ville ou à l'agglomération de Montréal.	Rappelle la préoccupation, au schéma d'aménagement, de s'assurer que les milieux naturels puissent demeurer protégés. C'est pour cette raison qu'il est possible d'exclure des territoires du seuil de densité. Il est difficile, dans un document de planification, de tout présenter sur une seule carte. Il faut voir le document comme étant composé de différentes couches desquelles il faut faire une lecture transversale. Il y a des niveaux de densité intégrés, mais il y a également des cartes où sont identifiés des milieux naturels. Dans la section sur la densité, il y a une liste d'éléments présent au schéma qui permet à une municipalité ou à un arrondissement d'exclure certains terrains des objectifs de densification et, donc, du seuil exigé dans une aire TOD. En réponse à la sous-question : dans un premier temps, c'est à la municipalité de déterminer la façon dont elle va intégrer les éléments modifiés à sa réglementation. Cependant, l'agglomération de Montréal doit donner un certificat de conformité pour tout règlement modifié. Ce certificat assure que l'ensemble des éléments du schéma sont pris en considération, ce qui inclut la carte des milieux naturels d'intérêt.	Aucun complément requis.

M. Normand Lapointe : Se prononce sur la protection des rives et sur la mise en valeur du patrimoine naturel et paysager. Les parcs riverains ont une importance pour la communauté et ces aires doivent être réservées, protégées, préservées et mises en valeur pour leur valeur patrimoniale, historique et naturelle. Le site de la pointe Claire est un exemple de ce type de valeur. Un des quatre premiers villages de l'île de Montréal, fondé au 17e siècle, il contient un moulin à vent datant de 1708, le couvent de la congrégation Notre-Dame datant de 1867 et le site de l'église Saint-Joachim. Depuis le départ de la congrégation, en 2014, et après 230 ans dans la communauté, il y a eu plusieurs spéculations à propos de ce site. En sous-question, M. Lapointe explique que le site a subi une dégradation majeure depuis que les sœurs de Notre-Dame ont quitté, il y a plusieurs années. Demande si on peut faire quelque chose pour s'assurer que ces bâtiments historiques soient protégés et entretenus.	La grande affectation « Grand espace vert ou récréation » se trouve déjà au schéma d'aménagement. Dans ce contexte, on peut déjà inclure des parcs en rive. Il est difficile de répondre précisément à la question posée sans avoir la spécificité du territoire mentionné. Par contre, ces territoires pourraient être identifiés et éventuellement être intégrés au schéma. Ce sont des éléments qui pourront être regardés pour de futures modifications. En réponse à la sous-question : Des réglementations sont prévues pour l'entretien des bâtiments. Pour ce qui est de l'occupation de bâtiments déjà construits, la modification proposée permet, dans des espaces de parcs régionaux ou métropolitains, d'élargir les usages. Pour des bâtiments situés dans des aires où les milieux naturels sont protégés, la modification vise à ouvrir la possibilité d'occuper ces bâtiments par des usages compatibles avec le milieu.	Aucun complément requis.
M. André Gravel, citoyen d'Ahuntsic-Cartierville / Sault-au-Récollet : Demande si le projet de règlement qui sera éventuellement adopté par l'agglomération donnera des outils supplémentaires ou des pouvoirs supplémentaires pour l'aménagement des rives. Explique que le comité de citoyens duquel il fait partie a pour objectif d'aménager une promenade le long de la rivière [Gouin] à partir du pont Papineau vers l'ouest jusqu'au métro ou à l'école Sophie-Barat. Les élus municipaux d'Ahuntsic ont d'ailleurs demandé un aménagement. S'inquiète du temps que cet aménagement prendra. Réfère à la page 31 de la présentation. Au bout de la rue Fort-Lorette se trouve un terrain acquis par la Ville il y a quelques années et où des travaux d'archéologie sont en cours. Souligne que l'église de la Visitation, au bord de la rivière, est la plus vieille église de Montréal, en plus d'être magnifique. Remercie la paroisse de permettre aux citoyens de circuler sur le sentier à proximité de l'église.	Le fait d'abroger la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable allège la réglementation. Le contexte a changé : tout ce qui encadre les zones en rive, les zones inondables et le littoral n'est plus sous la responsabilité immédiate des municipalités. C'est le nouveau cadre réglementaire du ministère de l'Environnement qui a préséance et qui s'applique. C'est donc le cadre permanent à l'étude au gouvernement du Québec qui pourra apporter des éléments de réponse quant à de nouveaux outils ou pouvoirs. Sans se prononcer sur les projets que prévoient les partenaires des grands parcs, on peut affirmer que la flexibilité permise par la modification favorisera la réhabilitation des bâtiments actuels et leur préservation.	Aucun complément requis.

En sous-question, M. Gravel demande si la réponse concerne aussi Hydro-Québec, qui a jeté dans la rivière un amoncellement de grosses roches pour protéger les rives et consolider les murets. Il n'y a pas eu de BAPE à ce sujet; les premiers travaux ont été faits en vertu d'une loi d'urgence. La ville ou l'agglomération peut-elle discuter de façon raisonnable avec Hydro-Québec ? M. Gravel affirme en terminant que les éléments de densification, de logements sociaux et de transport en commun qu'on trouve dans la modification sont une très bonne chose pour la population.	En réponse à la sous-question : Les discussions avec les partenaires gouvernementaux sont toujours souhaitables. La réglementation municipale et d'agglomération ne s'applique pas à Hydro-Québec, qui est un organisme gouvernemental. Conséquemment, la Ville n'a pas le plein contrôle de ses outils pour encadrer les activités d'Hydro-Québec ou du ministère des Transports. Par contre, il faut noter qu'ils sont aussi liés au cadre réglementaire du ministère de l'Environnement. Invite à communiquer avec Hydro-Québec pour trouver réponse à ces questions.	
M. Jean Duval : Affirme que le parc Jean-Drapeau est administré par la Société du parc Jean-Drapeau et est composé notamment des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, situées dans le fleuve St-Laurent, de part et d'autre du pont Jacques-Cartier. Réfère à la page 30 de la présentation, sur les ajustements apportés aux grandes affectations du territoire. Tente de comprendre le replacement de la définition de la composante « Installation, équipements ou aménagement de récréation extensive ». Un quai longe l'île Sainte-Hélène, qui fait face à Montréal; il reçoit la navette fluviale de Longueuil — Île-Ste-Hélène — port de Montréal. Demande ce qui est proposé pour ce quai et craint que des développements futurs soient mis en péril. Demande si la modification empêchera la construction de marinas ou de ports sur les îles Notre-Dame ou Sainte-Hélène. En sous-question, M. Duval affirme que le port de la navette fluviale est situé dans l'arrondissement Ville-Marie, tout comme la marina de La Ronde. Demande si on peut exclure la marina de La Ronde, par exemple, avec de tels règlements.	L'objectif de la modification n'est pas de restreindre les possibilités, mais de viser certaines localisations du territoire et d'élargir les opportunités qui peuvent être intégrées à la réglementation. Il s'agit d'un cadre général qui devra se traduire dans la réglementation adoptée par les conseils d'arrondissements et les conseils municipaux des municipalités visées. Ce sera donc à l'arrondissement d'encadrer les projets. Le schéma permet l'ensemble des composantes; un arrondissement pourrait décider d'autoriser ou de ne pas autoriser toutes ces composantes. Une partie du pouvoir réglementaire demeure aux instances. On ajoute des définitions des parcs pour inclure des composantes qui s'adressent spécifiquement à certains parcs, comme le parc Jean-Drapeau et le Parc Olympique. On a préféré procéder par une définition plutôt que par une carte, qui est plus flexible si les limites du parc sont agrandies, par exemple. Le but est de favoriser le déploiement des plans directeurs de ces partenaires. Pour ce qui touche les quais et les ports, cela relève du Port de Montréal, un organisme fédéral. La modification ne vient pas restreindre ce type d'activités. En réponse à la sous-question : L'objectif n'est pas de viser et d'interdire des projets. Si un arrondissement modifie sa réglementation et décide de retirer un usage, il faut aussi considérer les protections par droit acquis. La modification proposée aujourd'hui vise à permettre un cadre dans lequel les arrondissements et les municipalités peuvent déterminer, à même leur réglementation, ce qui peut être autorisé.	Aucun complément requis.

André Boisvert, citoyen : Je pense que la modification de la carte 20 ne montre pas adéquatement le remplacement de l'affectation du territoire Industrie par Conservation dans le secteur du parc-nature du Bois d'Anjou. La zone ajoutée est incomplète. Selon ma connaissance du dossier, il y a aussi une friche étroite (ancien chemin) le long de Montréal-Est qui est manquante et il y a aussi une zone au sud du boulevard métropolitain qui était prévue pour l'agrandissement du parc. Pourquoi la carte 20 ne reflète-t-elle pas une décision du conseil d'agglomération ?	La modification proposée aujourd'hui concerne les terrains pour lesquels il y a eu des interventions ou des ententes. Ce sont des échanges avec la Ville de Montréal-Est qui ont permis d'identifier les terrains qui sont maintenant de propriété publique, ce qui permet de les intégrer dans l'affectation « Conservation ». Propose de reprendre la question et de faire des validations pour s'assurer qu'il n'y a pas de terrains qui ont été oubliés.	Validations : La carte des grandes affectations du SAD comprend la modification RCG 14-029-4. Les autres terrains qui auraient été identifiés pour le parc-Nature du Bois-d'Anjou ne figurent pas dans la présente demande. Aucune modification additionnelle à apporter au SAD.
Questions des commissaires		
Mme Paola Hawa : Demande si, en modulant les densités dans les zones TOD, surtout dans l'aile ouest de l'île de Montréal, les exceptions prévues au schéma d'aménagement en ce qui concerne les milieux humides, la conservation et les mosaïques de milieux naturels sont reconduits dans l'amendement numéro 6 du schéma. Rappelle qu'un objectif prévu au schéma est d'accroitre les superficies terrestres d'aires protégées de 5,8% à 10 % et de soutenir l'objectif de la CMM, soit d'atteindre 17% d'aires protégées sur le territoire de la CMM. En sous-question, demande s'il est possible d'ajouter un lien entre les chapitres qui traitent de densité et d'aires de conservation, pour référer clairement aux exigences en termes de protection des milieux naturels.	Les exclusions concernant les seuils de densité pour les milieux naturels ne sont pas touchées par la modification. Elles pourront continuer à être appliquées par les arrondissements et les municipalités liées qui devront faire la concordance au règlement RCG14 029-6 lorsque celui-ci sera entré en vigueur. L'intention de protéger le plus de milieux naturels possible est maintenue, d'où l'ajout de nouvelles aires en affectation « Conservation », surtout dans la portion est du territoire. En réponse à la sous-question : ce sont des précisions qu'il est possible d'insérer à différents endroits dans les chapitres pour faire la référence entre chacune des sections.	Aucun complément requis pour la première question. À la sous-question : Proposition d'ajouter des précisions dans la section 3.2 La densité d'occupation du chapitre 3 (voir plus loin dans le document à la section concernée).

M. Alex Norris : S'intéresse à l'augmentation des seuils minimaux de densité dans les TOD situés près du mont Royal, et notamment Édouard-Montpetit et Canora. Demande si l'impact de l'augmentation de la densité sur les vues à partir ou vers le mont Royal, en particulier par Édouard-Montpetit, qui est sur le flanc du mont Royal, a été analysé. En sous-question, demande si cela couvre les vues vers le flan nord, ou seulement certaines vues à partir du centre-ville et du fleuve. De mémoire, au Plan de protection du mont Royal, il y a moins de protection des vues vers le flan nord. Réfère à la page 30 de la présentation. On réfère aux aires de camping. Demande de préciser la définition de ce terme.	Au document complémentaire du schéma d'aménagement, il y a une disposition concernant les vues vers le mont Royal et du mont Royal. De la même manière que les milieux naturels, il faut le voir comme de différentes strates. Bien qu'on exige des seuils de densité, ils ne peuvent pas venir contrer les vues. L'objectif est de s'assurer qu'on maintient les vues; il s'agit d'une obligation qu'on retrouve dans le document complémentaire et qui doit se traduire dans les règlements des arrondissements et des villes liées. Au document complémentaire du schéma, on réfère aux vues qui se retrouvent au Plan de protection du mont Royal. Il n'y a pas de définition intégrée à la modification, mais il faut le comprendre comme une activité récréative de camping. On est dans une énumération d'activités récréatives dans ce contexte.	Aucun complément requis pour la première question. À la sous-question : On proposition d'ajouter le terme « récréatif » après le terme « camping » dans les 2 définitions afin d'assurer ce niveau de précision pour ce terme.

Modifications proposées au RCG 14-029-6

Le compte-rendu de l'assemblée publique qui a été tenue le 6 septembre 2024 présente deux éléments qui ont mérité une attention plus particulière. La première concerne le sens à donner au terme « camping » qui est ajouté par le projet de RCG 14-029-6 aux définitions des composantes « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive » et « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ». La seconde concernant la difficulté de discerner dans l'application des objectifs de densification les éléments exclus de l'application de ces objectifs.

Dans le but de clarifier le type d'activité de camping qui est proposée à la modification du SAD, il est proposé d'ajouter le qualificatif de récréatif (en rouge). Le projet de RCG 14-029-6 est donc modifié comme suit :

À l'article 4, en ajoutant le terme « récréatif » après le terme « camping » dans la définition proposée de la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive ».

> « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive
>
> Équipements récréatifs qui nécessitent des aménagements légers, et leurs bâtiments accessoires, utilisés pour les activités récréatives extensives, pratiquées généralement à l'extérieur. Les aménagements, équipements et bâtiments accessoires génèrent peu d'impacts sur le milieu environnant. Il s'agit notamment d'un chalet d'accueil, d'un centre d'interprétation ou d'exposition, d'un poste d'observation, d'un belvédère, d'un kiosque, d'une voie de promenade, d'une piste de randonnée pédestre ou cyclable, d'une plage, d'une aire de détente, d'une aire de jeu, d'une aire de pique-nique, d'une aire de camping récréatif à faible impact sur l'environnement, d'un bâtiment de service ou à des fins communautaires ou d'éducation (par exemple, agricole), d'une aire d'entreposage pour les besoins d'entretien du site ainsi que d'un stationnement et de ses voies d'accès.
>
> Parmi les bâtiments accessoires figurent les bâtiments abritant une ou des activités commerciales d'offre alimentaire ou de services complémentaires aux usages récréatifs (ex. location d'équipement de plein air) qui permettent aux usagers.gères de se restaurer et pratiquer les activités de plein air sur place ainsi que les bâtiments abritant des activités administratives. »

À l'article 5, en ajoutant le terme « récréatif » après le terme « camping » dans la définition proposée de la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ».

« Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive

Activités récréatives intensives pratiquées sur des espaces extérieurs nécessitant des aménagements importants ou à l'intérieur de bâtiments d'envergure. Ces aménagements et bâtiments nécessitent des modifications substantielles des sites, de la topographie et du couvert végétal. Il peut s'agir d'un golf, d'un terrain sportif, d'une piscine, d'un bassin, d'une plage, d'une marina, d'un terrain de jeu, d'une aire de camping récréatif, etc. »

Afin de clarifier l'application des objectifs de densification et de rappeler les éléments exclus de l'application de ces objectifs, il est proposé d'ajouter une phrase explicative à la fin du paragraphe présentant les objectifs de densification. Le projet de RCG 14-029-6 est donc modifié comme suit :

En ajoutant le paragraphe 4 à l'article 7 qui vient ajouter, après le 2e paragraphe de la sous-section intitulée « Les objectifs de densification » de la section 3.2 intitulée « La densité d'occupation » du chapitre 3 du schéma, les phrases suivantes (en rouges) :

« LES OBJECTIFS DE DENSIFICATION

Le territoire se découpe en trois grands secteurs, pour lesquels les objectifs de densification, illustrés à la carte 32 – Modulation de la densité résidentielle, sont les suivants :

- Consolider la compacité urbaine du territoire central de l'agglomération ;
- Soutenir l'intensification et la diversification des activités urbaines dans les secteurs prioritaires, en périphérie du territoire central ;
- Raffermir l'urbanisation des extrémités de l'agglomération.

Le schéma vise ainsi à favoriser la croissance résidentielle aux abords des stations de métro et des gares de train, conformément aux orientations gouvernementales ainsi qu'à l'objectif du PMAD d'orienter 40 % de la croissance des ménages vers les points d'accès au réseau de transport collectif.

En cohérence avec l'ensemble des orientations d'aménagement du territoire, ces objectifs visent les endroits où la fonction résidentielle est autorisée. Également, ces objectifs peuvent exclure plusieurs milieux d'intérêt patrimonial ou écologique ou de contraintes naturelles. »

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 44.02

2024/11/21
16:00

(1)

Dossier # : 1233422002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

Signé par Claude CARETTE **Le** 2023-11-22 17:51

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1233422002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 b) concilier la protection de l'environnement et du patrimoine bâti avec le développement économique, social et culturel
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu des changements apportés en juin 2023 par la Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions (L.Q. 2023, chapitre 12), des éléments de contenu explicatif du contexte législatif présents dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) doivent être modifiés afin d'assurer une cohérence avec le nouveau contenu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU). De plus, les modifications apportées à la LAU réaffirment l'obligation de conformité du Schéma à l'égard du Plan métropolitain d'aménagement et de développement du territoire (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
En vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, a compétence à l'égard des parcs régionaux. Les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Conservation » du Schéma ne permettent pas à la Ville de Montréal d'exercer pleinement ses pouvoirs dans ses parcs régionaux comme prévu par les articles 115 et 116 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1). L'exercice de ces pouvoirs permettrait de contribuer à une saine gestion des parcs régionaux tout en favorisant leur fréquentation à des fins récréatives et éducatives.

Par ailleurs, les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire

« Grand espace vert ou récréation » ne permettent pas aux sociétés responsables de l'administration des parcs Jean-Drapeau et Olympique de déployer l'ensemble des activités et usages prévus dans leur programmation ou plan directeur respectif. Ces activités visent à favoriser la fréquentation de ces parcs récréatifs de grande envergure et contribuent à répondre aux orientations et objectifs du Schéma. De plus, on relève au sein des parcs régionaux la présence de bâtiments d'intérêt patrimonial qui sont sous-occupés, voire inoccupés, et dont la vocation d'origine était de nature commerciale, comme par exemple un centre d'hébergement et de détente.

Pour le parc Frédéric-Back, les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » sont imprécises par rapport à ce parc unique. Le parc Frédéric-Back est un parc dédié à une mission environnementale particulière comprenant des activités de captage et de transformation des biogaz, de traitement du lixiviat et de compostage, et cette particularité devrait être inscrite dans l'affectation.

La Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) a été abrogée le 1er mars 2022 avec l'entrée en vigueur du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations (chapitre Q-2, r. 32.2) (Régime transitoire). La protection des rives, du littoral et des zones inondables est maintenant régie par l'encadrement réglementaire gouvernemental découlant du Régime transitoire. Cet encadrement provincial a préséance sur la réglementation d'urbanisme. La présence d'articles réglementaires devenus inopérants dans la réglementation d'urbanisme est source de confusion et, par le fait même, non souhaitable. En ce sens, le Schéma doit rendre possible leur abrogation.

Enfin, en 2018, la CMM a modifié le PMAD, par le règlement 2018-73, afin d'y intégrer des éléments de contenu relatifs au Réseau express métropolitain (REM). Cette modification au PMAD consiste, entre autres, en l'ajout d'aires TOD et en un rehaussement de la densité résidentielle prescrite dans les aires TOD des stations du REM. Avant l'adoption du règlement 2018-73 de la CMM, le conseil d'agglomération de Montréal avait adopté, le 14 décembre 2017, une résolution reconnaissant la conformité du REM aux orientations et objectifs du Schéma (CG17 0567). Considérant l'absence d'enjeu de conformité et l'évolution éventuelle du projet de REM, le Schéma n'a pas été modifié à la suite de l'entrée en vigueur de la modification du PMAD. Le projet de REM est maintenant rendu à l'étape de sa réalisation et, même, de son déploiement pour l'antenne Rive-Sud. Conséquemment, les imprécisions quant à la localisation de certaines stations étant maintenant résolues, il est possible de modifier le Schéma pour assurer sa conformité au PMAD et prendre en compte les nouvelles exigences de densification aux abords des station du REM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0567 - 2017-12-14 - Approbation de la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du projet du Réseau électrique métropolitain soumis par CDPQ Infra - sommaire décisionnel 1172622009.

- CG15 0055 - 2015-01-29 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.

DESCRIPTION

Projet de règlement modifiant le Schéma :
Le projet de règlement modifiant le Schéma, tel que joint au présent sommaire décisionnel, vise les objectifs suivants :

Prendre en compte les changements apportés à la LAU dans les éléments de contenu explicatif du contexte législatif
Les éléments de contenu présentés à la sous-section « Un contenu fixé par la loi » de la section intitulée « Introduction » ainsi qu'à la sous-sous-section « Rappel des dispositions habilitantes de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme » de la sous-section « Le contexte juridique » sont modifiés afin de reprendre le contenu en vigueur dans la LAU.

Intégrer le REM et ses aires TOD afin d'être conforme au PMAD modifié
Des éléments de contenu du Schéma sont modifiés pour intégrer le REM. Entre autres, le réseau du REM est ajouté aux cartes du Schéma sur lesquelles est indiqué le réseau de train de banlieue. Par la même occasion, la ligne de train de banlieue Deux-Montagnes est remplacée par l'antenne Deux-Montagnes du REM. Les cartes visées par cette modification sont les cartes suivantes :
• Carte 3 – Concept d'organisation spatiale;
• Carte 8 – Pôles économiques de l'agglomération de Montréal;
• Carte 9 – Grands projets d'infrastructure en transport collectif;
• Carte 31 – Aires TOD du PMAD;
• Carte 32 – Modulation de la densité résidentielle;
• Carte 33 – Densité résidentielle;
• Carte 34 - Équipements de santé d'intérêt métropolitain et d'agglomération;
• Carte 35 - Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain;
• Carte 36 - Équipements culturels d'intérêt métropolitain et d'agglomération;
• Carte 37 - Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt métropolitain et d'agglomération;
• Carte 38 - Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt métropolitain et d'agglomération;
• Carte 39 - Mesures préférentielles pour bus.

De plus, les aires TOD identifiées dans le PMAD sont ajoutées aux cartes 31 et 32, avec la prescription de densité correspondante au PMAD. Il est à noter que la modification au Schéma retient la localisation réelle de la station Kirkland du REM et l'aire TOD correspondante, ce qui diffère de la localisation inscrite dans le PMAD. En effet, dans le PMAD, la station est localisée plus à l'est, telle qu'elle était planifiée initialement.

Enfin, la prescription de densité résidentielle à la carte 33 est également ajustée en fonction du PMAD pour certaines aires identifiées dans les villes de Kirkland, de Pointe-Claire et de Sainte-Anne-de-Bellevue ainsi que dans les arrondissements de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Pierrefonds-Roxboro. Rappelons que ces changements apportés à la densité résidentielle sont nécessaires afin de rendre le Schéma conforme au PMAD.

Apporter les ajustements requis aux grandes affectations
La grande affectation du territoire « Conservation » est modifiée par l'ajout de la composante « Commerce (incluant restauration et hébergement) ou bureau dans les parcs régionaux » afin de permettre les activités requises dans les parcs régionaux, tout en insérant des critères de compatibilité dans l'affectation de manière à prévenir toute atteinte aux milieux naturels. Cette composante n'est donc autorisée que pour les parcs régionaux. La présence de bâtiments d'intérêt patrimonial, sous-occupés ou vacants, au sein des parcs régionaux génère une préoccupation quant à leur préservation. La présence de ces bâtiments offre un potentiel pour améliorer l'expérience des visiteurs, en permettant une occupation de ceux-ci de type commercial. Des ajustements sont apportés à la description de cette affectation afin d'y préciser la présence des parcs régionaux. Par cohérence, la définition de la composante « Conservation » est modifiée pour retirer la phrase précisant la présence des parcs régionaux, ceux-ci ne se trouvant pas dans toutes les aires de grande affectation du territoire où cette composante est autorisée.

Les définitions des composantes « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive » et « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive » sont modifiées afin d'y inclure des éléments de précision et des exemples additionnels.

La grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » est modifiée par l'ajout des composantes « Commerce ou bureau dans les parcs Olympique et Jean-Drapeau » et « Équipement majeur de valorisation et d'élimination de matières résiduelles dans le parc Frédéric-Back » afin de reconnaître et d'autoriser l'ensemble des activités actuelles ou prévues pour ces parcs.

Enfin, la carte 20 – Grandes affectations du territoire est modifiée afin d'ajouter deux aires en affectation du territoire « Conservation » et une aire en affectation du territoire « Dominante résidentielle ». Situées dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles et dans la ville de Montréal-Est, les nouvelles aires en « Conservation » sont requises pour confirmer la protection des milieux humides qui s'y trouvent. Ces aires étant composées de terrains municipaux, aucune incidence négative n'est prévue sur les citoyens. Située dans la ville de Kirkland, la nouvelle aire en affectation « Dominante résidentielle » est requise afin de permettre la mise en œuvre du futur plan particulier d'urbanisme de la station REM annoncé par la Ville de Kirkland, répondant ainsi à l'objectif 1.1 du PMAD, soit « orienter 40 % de la croissance des ménages aux points d'accès du réseau de transport en commun métropolitain structurant » en favorisant l'intégration d'un aménagement de type TOD dans la planification détaillée réalisée par la Ville de Kirkland. En l'absence d'usage de type industriel dans cette aire et dans les secteurs avoisinants, ce changement à l'affectation est sans incidence sur les occupations actuelles dans cette aire.

Retirer les dispositions découlant de la PPRLPI
Les éléments de contenu présentés à la sous-section « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du Schéma sont modifiés afin de présenter l'évolution législative concernant l'encadrement réglementaire des rives, du littoral et des zones inondables ainsi que l'abrogation de la PPRLPI.

En cohérence avec l'abrogation de la PPRLPI, le document complémentaire du Schéma est modifié par la suppression des définitions de « Littoral » et de « Rive » de la sous-section intitulée « Les définitions » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire ». La disposition 4.8.2 « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » est modifiée par la suppression des dispositions suivantes :
• Dispositions relatives aux rives;
• Dispositions relatives au littoral;
• Dispositions relatives à la plaine inondable;
• Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une plaine inondable;
• Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation.

De plus, la sous-section intitulée « Lacs et cours d'eau assujettis » est modifiée afin d'assurer la cohérence avec la suppression des dispositions concernées. Ces changements ne comportent aucune incidence et ne visent qu'à rendre le Schéma plus permissif envers les arrondissements et les municipalités reconstituées en rendant possible la simplification de leur réglementation d'urbanisme concernant les rives, le littoral et les plaines inondables.

Il est à noter qu'en vertu de l'article 2 du Régime transitoire, l'identification des zones inondables repose sur l'identification qui est faite de ces zones dans le Schéma, ou dans le règlement de contrôle intérimaire de la CMM concernant les plaines inondables et les territoires à risque d'inondation (2019-78), en date du 25 mars 2021. Ainsi, pour l'application du Régime transitoire, le Schéma doit maintenir l'identification des zones inondables.

Apporter des ajustements administratifs en cohérence avec les modifications précédentes
Des définitions sont ajoutées dans le Schéma afin de favoriser une compréhension commune de certains termes et territoires, soit les termes « Parc Frédéric-Back », « Parc Jean-

Drapeau », « Parc Olympique », « Parcs régionaux » et « Réseau express métropolitain ». De plus, le sigle du REM est ajouté à liste des sigles dans le Schéma.

Document d'accompagnement
En vertu de l'article 53.11.4 de la LAU, le document d'accompagnement indique la nature des modifications qu'une municipalité ou un arrondissement devra apporter, advenant la modification du Schéma, à son plan d'urbanisme et à l'un ou l'autre de ses règlements d'urbanisme. Ce document indique également tout règlement d'urbanisme que la municipalité ou l'arrondissement devra adopter. Le document d'accompagnement, joint au présent sommaire décisionnel, prend la forme d'un tableau résumant les modifications apportées au Schéma, soit à ses orientations et à son document complémentaire, dont une municipalité ou un arrondissement doit tenir compte pour modifier, le cas échéant, sa réglementation afin de la rendre conforme au Schéma à la suite de l'entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma.

JUSTIFICATION

La modification au Schéma concernant le contenu est recommandée considérant les éléments suivants :
● Assurer une harmonisation terminologique entre le Schéma et la LAU.
● Intégrer les éléments de contenu cartographique au Schéma pour le REM.
● Mettre à jour le contexte réglementaire applicable aux rives, au littoral et aux zones inondables en lien avec le Régime transitoire.
● Intégrer les définitions requises pour la compréhension des modifications apportées au Schéma.

La modification au Schéma concernant les grandes affectations du territoire est recommandée pour les motifs suivants :
● Permettre les activités qui favorisent la fréquentation des parcs régionaux ainsi que des parcs récréatifs de grande envergure que sont les parcs Olympique et Jean-Drapeau. De plus, ces activités sont requises pour la mise en œuvre des programmes et plans directeurs de ces parcs.
● Autoriser des activités commerciales requises pour la revalorisation des bâtiments d'intérêt patrimonial présents dans ces parcs.
● Favoriser la préservation des milieux humides d'intérêt et des milieux naturels présents dans les aires identifiées pour la conservation.
● Répondre aux orientations et objectifs du PMAD et du Schéma visant les aire TOD et aux objectifs du plan particulier d'urbanisme de la station REM de Kirkland, par la création d'une nouvelle aire en affectation du territoire « Dominante résidentielle ».

La modification au Schéma concernant les cartes sur la densité d'occupation du territoire est recommandée pour les motifs suivants :
● Permettre que le Schéma devienne conforme au PMAD tel que modifié en 2018 par l'ajout du réseau du REM et des aires TOD correspondantes.
● Respecter les nouvelles obligations découlant des modifications apportées à la LAU en juin 2023.

La modification au Schéma concernant le document complémentaire est recommandée pour les motifs suivants :
● Répondre aux orientations gouvernementales en prenant acte de l'abrogation de la PPRLPI et de l'entrée en vigueur du Régime transitoire, le 1er mars 2022, rendant obsolète la disposition 4.8.2 sur la protection des rives, du littoral et des plaines inondables.
● Permettre aux arrondissements et aux municipalités reconstituées de simplifier leur réglementation d'urbanisme et, conséquemment, de retirer les articles visant la gestion des rives, du littoral et des zones inondables, considérant la préséance du Régime transitoire.

Par ailleurs, une démarche de concertation a été menée auprès des principaux partenaires concernés par les modifications aux grandes affectations du territoire, à savoir le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, la Société du parc Jean-Drapeau, les arrondissements de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles et de Ville-Marie, les villes de Kirkland et de Montréal-Est, ainsi que des partenaires des paliers supérieurs, soit des représentants du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la CMM.

Enfin, considérant la nature des modifications demandées au Schéma, il n'est pas requis de prévoir des mesures de contrôle intérimaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature et du type de décision recherchée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des modifications proposées au Schéma rendra celui-ci conforme au PMAD.
L'adoption des modifications proposées au Schéma pour les grandes affectations du territoire est requise afin :
• de favoriser la mise en place d'activités prévues ou programmées dans les parcs régionaux et dans les parcs Olympique et Jean-Drapeau;
• de contribuer à la mise en valeur tant de ces parcs que des bâtiments d'intérêt patrimonial qui y sont présents;
• de favoriser la préservation des milieux naturels et humides;
• de favoriser la mise en œuvre d'une planification locale arrimée avec les orientations et objectifs pour une aire TOD.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le présent dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une consultation publique, comme prévu par la loi (LAU).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion et adoption par le conseil d'agglomération d'un projet de règlement modifiant le Schéma et de son document d'accompagnement.
2. Publication par le greffier de la Ville de Montréal d'un avis de la date de l'adoption du projet de règlement modifiant le Schéma et transmission d'une copie du projet de règlement et de la résolution d'adoption à la ministre des Affaires municipales, en sollicitant son avis, et à chaque organisme partenaire.
3. Assemblée publique de consultation sur la modification du Schéma par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal.
4. Adoption par la commission permanente du procès-verbal de l'assemblée publique.
5. Adoption par le conseil d'agglomération, avec ou sans changement, du règlement modifiant le Schéma.

6. Transmission du règlement à la ministre pour examen de sa conformité aux orientations gouvernementales et à la CMM pour examen de sa conformité au PMAD ainsi que transmission aux autres organismes partenaires pour information.
7. Entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma : à la date la plus tardive entre l'émission de l'avis gouvernemental et la délivrance du certificat de conformité de la CMM.
8. Publication par le greffier de la Ville d'un avis dans les journaux indiquant l'entrée en vigueur du règlement modifiant le Schéma.
9. Adoption du document d'accompagnement, et, si inchangé, par renvoi à celui adopté en même temps que le projet de règlement modifiant le Schéma, et transmission d'une copie aux organismes partenaires avec le règlement modifiant le Schéma.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jérémie WATTERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Anne DESAUTELS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Anne DESAUTELS, 17 novembre 2023
Jérémie WATTERS, 16 novembre 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2023-11-13
Stéphane CHARBONNEAU Conseiller en aménagement	Caroline LÉPINE cheffe de division
Tél : 438-820-2748 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-3163 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél :
Approuvé le : 2023-11-22

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2023-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1233422002
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Planification urbaine
Projet : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : "Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision"
Priorité 19 : "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins".
Priorité 20 : "Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole".

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 :

La modification proposée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, permettront de rehausser la protection des milieux humides d'intérêt dans certains secteurs du territoire, par leur affectation en « Conservation ».

Priorité 19 :

La modification proposée au Schéma permettra le déploiement de services connexes à la mission de conservation des milieux naturels et de récréation dans les parcs régionaux, rehaussant par le fait même leur fréquentation par les citoyens et citoyennes de l'agglomération de Montréal.

Priorité 20 :

La modification proposée contribuera à la mise en en valeur des bâtiments patrimoniaux situés dans les parcs régionaux en leur permettant une requalification indispensable à leur occupation et à leur entretien.

L'identification du REM au Schéma vient reconnaître cette infrastructure structurante de transport en commun entièrement électrique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1233422002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Planification urbaine
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

20231114 - Reglement Schéma-Affectations-AiresTOD-PPRLPI.docx

ANNEXE A - CARTE 3.pdfANNEXE B - CARTE 8.pdfANNEXE C - CARTE 9.pdf

ANNEXE D_EXTRAIT DE LA CARTE 20.pdfANNEXE E_EXTRAIT DE LA CARTE 31.pdf

ANNEXE F_EXTRAIT DE LA CARTE 32.pdfANNEXE G_EXTRAIT DE LA CARTE 33.pdf

ANNEXE H - CARTE 34.pdfANNEXE I - CARTE 35.pdfANNEXE J - CARTE 36.pdf

ANNEXE K - CARTE 37.pdfANNEXE L - CARTE 38.pdfANNEXE M - CARTE 39.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2023-11-16

Alexandre AUGER
Avocat, Chef de division par intérim
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 14-029-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029)

ATTENDU que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029, ci-après le « schéma ») est entré en vigueur le 1er avril 2015;

ATTENDU qu'en vertu des changements apportés par la Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions (L.Q. 2023, chapitre 12), des éléments de contenu explicatifs du contexte législatif présents au schéma doivent être modifiés;

ATTENDU qu'en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, a compétence à l'égard des parcs régionaux;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Conservation » du schéma ne permettent pas à la Ville de Montréal, par son conseil d'agglomération, d'exercer pleinement ses pouvoirs dans ses parcs régionaux tel que prévus par les articles 115 et 116 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) et que l'exercice de ces pouvoirs permettrait de contribuer à une saine gestion des parcs régionaux tout en favorisant leur fréquentation par la population à des fins récréatives et éducatives;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » ne permettent pas aux sociétés responsables de l'administration des parcs Jean-Drapeau et Olympique de déployer l'ensemble des activités et usages prévus dans leur programmation ou plan directeur respectif et que ces activités visent à favoriser la fréquentation de ces parcs de destination métropolitaine et internationale;

ATTENDU que les composantes actuellement autorisées dans la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » sont imprécises quant aux composantes autorisées pour le parc Frédéric-Back, un parc dédié à une mission environnementale particulière comprenant des activités de captage et de transformation des biogaz, de traitement du lixiviat et de compostage;

ATTENDU que le Réseau express métropolitain (ci-après le « REM ») est un réseau de transport collectif structurant d'envergure métropolitaine, qu'il est en cours de réalisation et que son déploiement a débuté à l'été 2023 sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU que la Communauté métropolitaine de Montréal (ci-après la « CMM ») a modifié son Plan métropolitain d'aménagement et de développement du territoire (ci-après le

« PMAD ») le 10 juillet 2018 par le règlement 2018-73 afin d'y intégrer des éléments de contenu relatifs au REM;

ATTENDU que la modification apportée au PMAD consiste, entre autres, en l'ajout d'aires TOD et en un rehaussement de la densité résidentielle souhaitée dans les aires TOD des stations du REM;

ATTENDU qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) (ci-après la « LAU ») le schéma doit être conforme au PMAD;

ATTENDU que la Politique de protection des rives, du littoral et de la plaine inondable a été abrogée le 1er mars 2022 avec l'entrée en vigueur du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations (chapitre Q-2, r. 32.2) (ci-après le « Régime transitoire »).

ATTENDU que la protection des rives, du littoral et des zones inondables est maintenant régie par l'encadrement réglementaire gouvernemental découlant du Régime transitoire et que celui-ci a préséance sur la règlementation d'urbanisme;

ATTENDU que la présence de dispositions réglementaires devenues inopérantes dans la réglementation d'urbanisme est non souhaitable et que le schéma doit rendre possible leur abrogation;

Vu les articles 5, 6, 47 et 264.0.3 de la LAU;

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du ....., le conseil d'agglomération décrète :

1. Les deuxième et troisième paragraphes de la sous-section intitulée « Un contenu fixé par la loi » de la section intitulée « Introduction » du schéma sont remplacés par les suivants :

« Le schéma doit notamment porter sur les éléments suivants :

- Les grandes orientations de l'aménagement du territoire ainsi que les objectifs, cibles et mesures assurant ou favorisant sa mise en œuvre;
- L'organisation du territoire;
- Les grandes affectations du territoire;
- Le périmètre d'urbanisation et les densités d'occupation;
- Toute partie d'un périmètre d'urbanisation devant faire l'objet d'une consolidation de façon prioritaire;
- L'organisation du transport;
- Les besoins projetés en matière d'habitation;
- Les grands projets d'infrastructures et d'équipements utiles ou nécessaires à la poursuite des orientations et des objectifs et à l'atteinte des cibles définis;

- La planification de l'aménagement d'une manière compatible avec la protection, la disponibilité et la gestion intégrée de la ressource en eau;
- Toute partie du territoire ou tout immeuble présentant un intérêt d'ordre historique, culturel, esthétique ou écologique;
- Tout lac ou cours d'eau qui présente un intérêt d'ordre récréatif;
- Toute partie de territoire où l'occupation du sol est soumise à des contraintes pour des raisons de sécurité publique ou de protection environnementale ou en raison de sa proximité avec un lieu ou une activité, réelle ou éventuelle, qui soumet l'occupation du sol à des contraintes liées à la sécurité publique, à la santé publique ou au bien-être général.

Le schéma doit aussi comprendre un document complémentaire qui prévoit des règles, des critères ou des obligations quant au contenu de tout règlement d'urbanisme que les villes et les arrondissements peuvent adopter en vertu de la LAU, notamment quant au fait qu'un tel règlement doit être adopté et doit contenir des dispositions au moins aussi contraignantes que celles prévues au document complémentaire. ».

2. La carte 3 intitulée « Concept d'organisation spatiale » de la section 1.3 intitulée « Le concept d'organisation spatiale » du chapitre 1 du schéma est remplacée par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

3. La section 2.2 intitulée « Soutenir le dynamisme de l'agglomération et du centre de la métropole » du chapitre 2 du schéma est modifiée par :

1° le remplacement de la carte 8 intitulée « Pôles économiques de l'agglomération de Montréal » par la carte jointe en annexe B au présent règlement;

2° la suppression, dans le sous-paragraphe « Du projet de bonification du transport collectif dans le corridor du pont Champlain (à l'étude) » de la sous-section intitulée « Des réseaux de transport structurants pour la localisation des pôles d'activité », des mots « (à l'étude) »;

3° le remplacement de la carte 9 intitulée « Grands projets d'infrastructure en transport collectif » par la carte jointe en annexe C au présent règlement.

4. La section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifiée par :

1° la modification de la carte 20 intitulée « Grandes affectations du territoire » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe D au présent règlement;

2° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La description des grandes affectations », de la première phrase de la définition de « Conservation » par la suivante :

« Le territoire de l'agglomération comprend des parcs régionaux, des grands parcs, des parcs locaux, des terrains municipaux ainsi que des milieux naturels protégés par

un organisme non municipal qui présentent des éléments d'intérêt écologique, paysager et patrimonial à préserver et à mettre en valeur. »;

3° la suppression, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la deuxième phrase de la définition de « Conservation »;

4° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la définition d'« Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive » par la suivante :

« Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive
Équipements récréatifs qui nécessitent des aménagements légers, et leurs bâtiments accessoires, utilisés pour les activités récréatives extensives, pratiquées généralement à l'extérieur. Les aménagements, équipements et bâtiments accessoires génèrent peu d'impacts sur le milieu environnant. Il s'agit notamment d'un chalet d'accueil, d'un centre d'interprétation ou d'exposition, d'un poste d'observation, d'un belvédère, d'un kiosque, d'une voie de promenade, d'une piste de randonnée pédestre ou cyclable, d'une plage, d'une aire de détente, d'une aire de jeu, d'une aire de pique-nique, d'une aire de camping à faible impact sur l'environnement, d'un bâtiment de service ou à des fins communautaires ou d'éducation (par exemple, agricole), d'une aire d'entreposage pour les besoins d'entretien du site ainsi que d'un stationnement et de ses voies d'accès.

Parmi les bâtiments accessoires figurent les bâtiments abritant une ou des activités commerciales d'offre alimentaire ou de services complémentaires aux usages récréatifs (ex. location d'équipement de plein air) qui permettent aux usagers.gères de se restaurer et pratiquer les activités de plein air sur place ainsi que les bâtiments abritant des activités administratives. »;

5° le remplacement, dans la sous-section intitulée « La définition des composantes », de la définition d'« Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive » par la suivante :

« Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive
Activités récréatives intensives pratiquées sur des espaces extérieurs nécessitant des aménagements importants ou à l'intérieur de bâtiments d'envergure. Ces aménagements et bâtiments nécessitent des modifications substantielles des sites, de la topographie et du couvert végétal. Il peut s'agir d'un golf, d'un terrain sportif, d'une piscine, d'un bassin, d'une plage, d'une marina, d'un terrain de jeu, d'une aire de camping, etc. »;

6° la modification, dans le tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », de la grande affectation du territoire « Conservation » par l'ajout de la phrase suivante :

« Se trouvent notamment dans cette grande affectation du territoire, des parcs régionaux, certains grands parcs et parcs locaux, des terrains municipaux, de même que des milieux naturels protégés par un organisme non municipal. »;

7° l'ajout, dans les composantes autorisées de la grande affectation du territoire « conservation » présentées au tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », de la composante et du paragraphe suivants :

«

- Commerce (incluant restauration et hébergement) ou bureau dans les parcs régionaux

  Des activités commerciales (incluant la restauration et l'hébergement) ou de bureau de faible incidence compatibles avec la préservation et la mise en valeur de la biodiversité et des espaces naturels peuvent être autorisées dans les parcs régionaux. Cette compatibilité repose sur les critères suivants : avoir une faible empreinte au sol, contribuer à la mise en valeur du patrimoine bâti, favoriser l'accès à la nature et à la pratique d'activités de récréation extensive ou d'agriculture urbaine et éviter toute atteinte à la biodiversité et aux espaces naturels. »;

8° l'ajout, dans les composantes autorisées de la grande affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation » présentées au tableau 2 intitulé « Les huit grandes affectations du territoire de l'agglomération de Montréal », des composantes suivantes :

«

- Commerce ou bureau dans les parcs Olympique et Jean-Drapeau
- Équipement majeur de valorisation et d'élimination de matières résiduelles dans le parc Frédéric-Back ».

5. Le premier paragraphe de la sous-section intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est remplacé par le suivant :

« Le schéma avait déjà fait siennes les dispositions de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI), en vigueur en 2005, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Avec l'entrée en vigueur du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations (chapitre Q-2, r. 32.2), le 1er mars 2022, la PPRLPI a été abrogée. De plus, les activités dans le littoral, la rive et les zones inondables sont maintenant régies par l'encadrement réglementaire gouvernemental, lequel a préséance sur la règlementation d'urbanisme. Conséquemment, les dispositions du document complémentaire qui visaient les mêmes objets que ceux de l'encadrement réglementaire gouvernemental ont été abrogées. ».

6. La sous-section intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » de la section 3.1 intitulée « Les grandes affectations du territoire » du chapitre 3 du schéma est modifiée par le remplacement de l'intervention « Des mesures sont prévues au document complémentaire. » par la suivante :

« L'identification des zones inondables est prévue au document complémentaire. ».

7. La section 3.2 intitulée « La densité d'occupation » du chapitre 3 du schéma est modifiée par :

1° la modification de la carte 31 intitulée « Aires TOD du PMAD » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe E au présent règlement;

2° la modification de la carte 32 intitulée « Modulation de la densité résidentielle » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe F au présent règlement;

3° la modification de la carte 33 intitulée « Densité résidentielle » tel qu'il est illustré sur l'extrait de cette carte joint en annexe G au présent règlement.

8. La sous-sous-section intitulée « Rappel des dispositions habilitantes de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* » de la sous-section intitulée « Le contexte juridique » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire » du chapitre 4 du schéma est remplacée par la suivante :

« Rappel des dispositions habilitantes de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*

Art. 6 : Le schéma contient un document complémentaire qui prévoit des règles, des critères ou des obligations quant au contenu de tout règlement d'urbanisme qu'une municipalité peut adopter en vertu de la LAU, notamment quant au fait qu'un tel règlement doit être adopté et doit contenir des dispositions au moins aussi contraignantes que celles prévues au document complémentaire.

Le document complémentaire doit notamment obliger l'adoption de dispositions réglementaires visées au paragraphe 7.1° du deuxième alinéa de l'article 115 à l'égard de tout lac ou de tout cours d'eau déterminé conformément au paragraphe 10° du deuxième alinéa de l'article 5. ».

9. Les définitions de « Littoral » et de « Rive » de la sous-section intitulée « Les définitions » de la section intitulée « Le rôle du document complémentaire » du chapitre 4 du schéma sont abrogées.

10. La disposition 4.8.2 intitulée « La protection des rives, du littoral et des plaines inondables » du chapitre 4 du schéma est modifiée par la suppression :

1° dans la sous-section intitulée « Lacs et cours d'eau assujettis », du paragraphe suivant :

«

- Les cours d'eau ainsi que les lacs sont visés par l'application des dispositions relatives aux rives et au littoral. »;

2° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives aux rives »;

3° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives au littoral »;

4° de la sous-section intitulée « Dispositions relatives à la plaine inondable »;

5° de la sous-section intitulée « Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une plaine inondable »;

6° de la sous-section intitulée « Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation ».

11. Les sigles du schéma sont modifiés par l'insertion, après le sigle « RDD », du sigle « REM Réseau express métropolitain ».

12. Le glossaire du schéma est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « Ouvrage de génie civil d'intérêt », des définitions suivantes :

« Parc Frédéric-Back
Le parc Frédéric-Back est un parc métropolitain dédié à l'environnement, à la culture, aux loisirs et aux sports. Ancien site d'enfouissement, ce parc comprend des équipements majeurs de valorisation et d'élimination de matières résiduelles.

Parc Jean-Drapeau
Le parc Jean-Drapeau est un parc administré par la Société du Parc Jean-Drapeau. Ce parc est composé notamment des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, situées dans le fleuve Saint-Laurent, de part et d'autre du pont Jacques-Cartier.

Parc Olympique
Le parc Olympique est un site de destination qui comprend, entre autres, les installations olympiques, le stade Saputo, le Biodôme, le Planétarium et le centre Pierre-Charbonneau. Il est délimité par la rue Sherbrooke, l'avenue Pierre-De Coubertin, le boulevard Pie-IX et la rue Viau, soit le quadrilatère déterminé par la Loi sur la société de développement et de mise en valeur du parc olympique (RLRQ, chapitre S-10.2).

Parcs régionaux
Les parcs régionaux sont des parcs à l'égard desquels le conseil d'agglomération a compétence en vertu de l'article 19 (12º) de la Loi sur l'exercice de certaines

compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001). Ils comprennent, notamment, les parcs suivants :

Grand parc de l'Ouest
Parc-nature de l'écoterritoire de la falaise
Parc-nature des Sources
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny. »;

2° l'insertion, après la définition de « Réseau écologique », de la définition suivante :

« Réseau express métropolitain
Projet de Réseau express métropolitain (REM) qui vise la mise en œuvre d'un nouveau réseau de système léger sur rail (SLR) électrifié de 67 km comportant 26 stations et une station potentielle permettant de relier la Rive-Sud au centre-ville de Montréal, via le nouveau pont Champlain, ainsi qu'à relier la Rive-Nord, Laval et l'ouest de l'île de Montréal au centre-ville de Montréal, via l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau. ».

13. L'annexe 1 du schéma est modifiée par le remplacement de :

1° la carte 34 intitulée « Équipements de santé d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe H au présent règlement;

2° la carte 35 intitulée « Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain » par la carte jointe en annexe I au présent règlement;

3° la carte 36 intitulée « Équipements culturels d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe J au présent règlement;

4° la carte 37 intitulée « Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe K au présent règlement;

5° la carte 38 intitulée « Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt métropolitain et d'agglomération » par la carte jointe en annexe L au présent règlement;

6° la carte 39 intitulée « Mesures préférentielles pour bus » par la carte jointe en annexe M au présent règlement.

ANNEXE A
CARTE 3 INTITULÉE « CONCEPT D'ORGANISATION SPATIALE »

ANNEXE B
CARTE 8 INTITULÉE « PÔLES ÉCONOMIQUES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL »

ANNEXE C
CARTE 9 INTITULÉE « GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE EN TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE D
EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »

ANNEXE E
EXTRAIT DE LA CARTE 31 INTITULÉE « AIRES TOD DU PMAD »

ANNEXE F
EXTRAIT DE LA CARTE 32 INTITULÉE « MODULATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE G
EXTRAIT DE LA CARTE 33 INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE H
CARTE 34 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS DE SANTÉ D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE I
CARTE 35 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS D'ÉDUCATION D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN »

ANNEXE J
CARTE 36 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS CULTURELS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE K
CARTE 37 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET RÉCRÉATIFS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

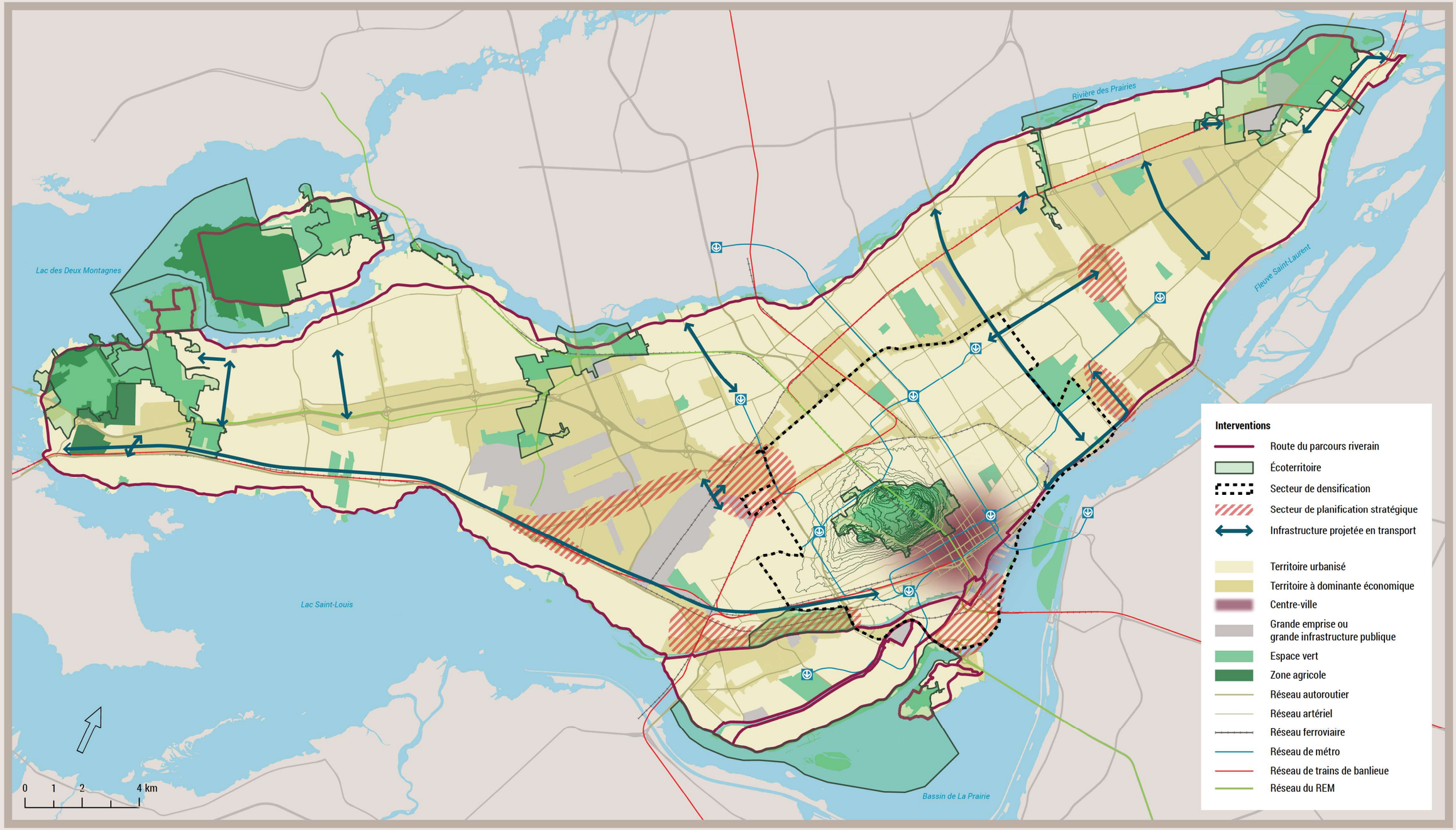
ANNEXE L
CARTE 38 INTITULÉE « ÉQUIPEMENTS DE TOURISME D'AFFAIRES D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN ET D'AGGLOMÉRATION »

ANNEXE M
CARTE 39 INTITULÉE « MESURES PRÉFÉRENTIELLES POUR BUS »

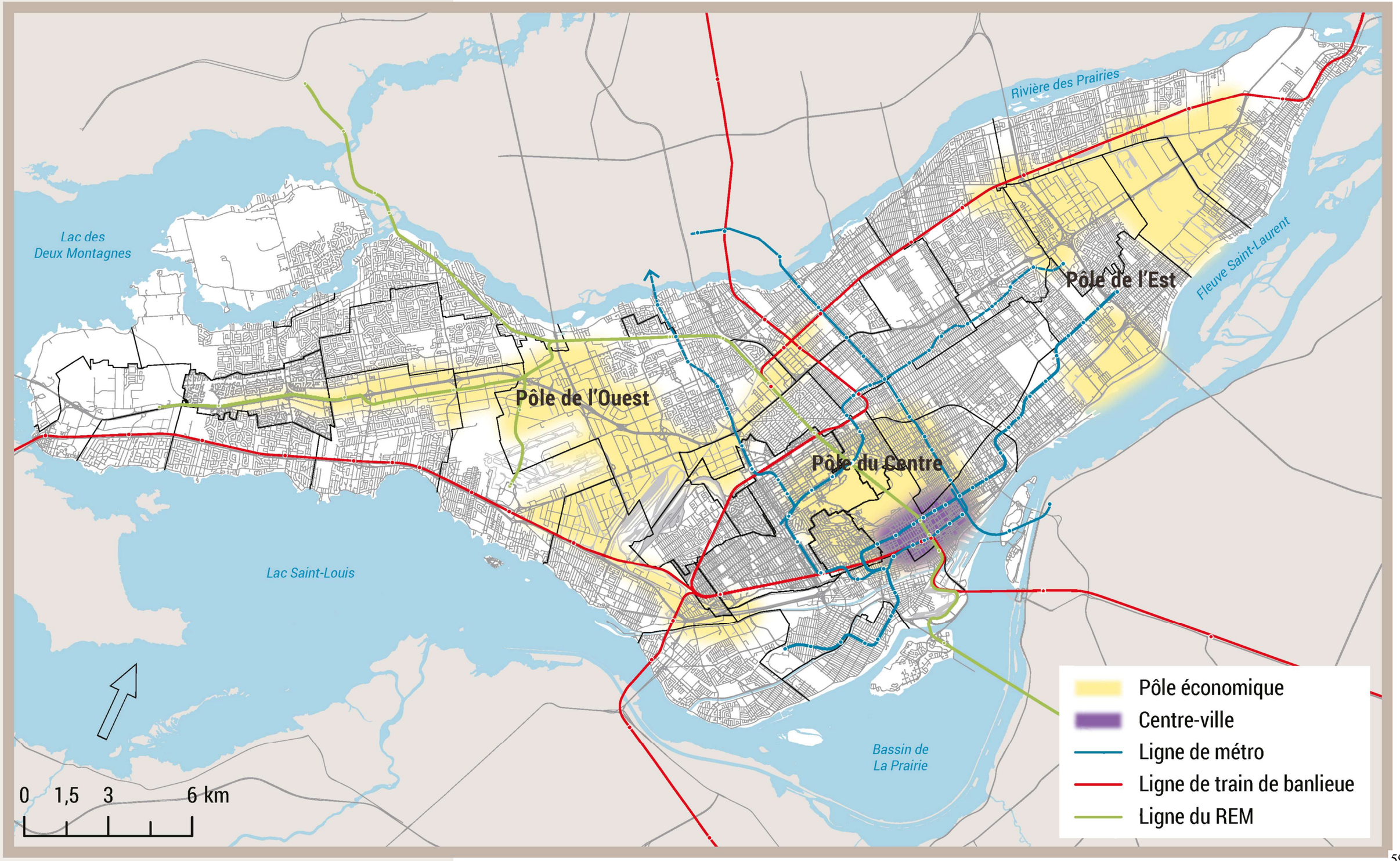
L'avis public relatif à l'entrée en vigueur de ce règlement a été affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1233422002

Carte 3 – Concept d'organisation spatial



Carte 8 – Pôles économiques de l'agglomération de Montréal



Carte 9 – Grands projets d'infrastructure en transport collectif

Mesures préférentielles pour bus à l'étude (STM)

1 Boulevard Saint-Charles
2 Boulevard Brunswick
3 Boulevard Hymus
4 Boulevard des Sources
5 Boulevard de la Côte-Vertu
6 Boulevard Thimens
7 Boulevard Cavendish*
8 Chemin Queen-Mary
9 Rue Sherbrooke vers centre-ville
10 Rue Saint-Jacques
11 Boulevard De La Vérendrye
12 Rue Wellington
13 Boulevard de l'Acadie
14 Boulevard Saint-Laurent
15 Rue Saint-Denis
16 Rue Saint-Hubert
17 Rue Fleury Est
18 Rue Jarry
19 Rue Bélanger
20 Avenue Papineau
21 Boulevard Lacordaire
22 Boulevard Langelier
23 Boulevard des Galeries-d'Anjou
24 Boulevard Louis-H.-La Fontaine
25 Rue Sherbrooke Est
26 Rue Hochelaga
27 Rue Notre-Dame Est
28 Boulevard Maurice-Duplessis

Mesures préférentielles pour bus à l'étude (AMT)

29 Autoroute 40 Ouest
30 Autoroute 13
31 Boulevard Henri-Bourassa
32 Autoroute Bonaventure
33 Autoroute 40 Est
34 Rue Sherbrooke Est

Projet en voie de réalisation

A Implantation d'un service rapide par bus (SRB) sur l'axe Pie-IX

Projets à l'étude

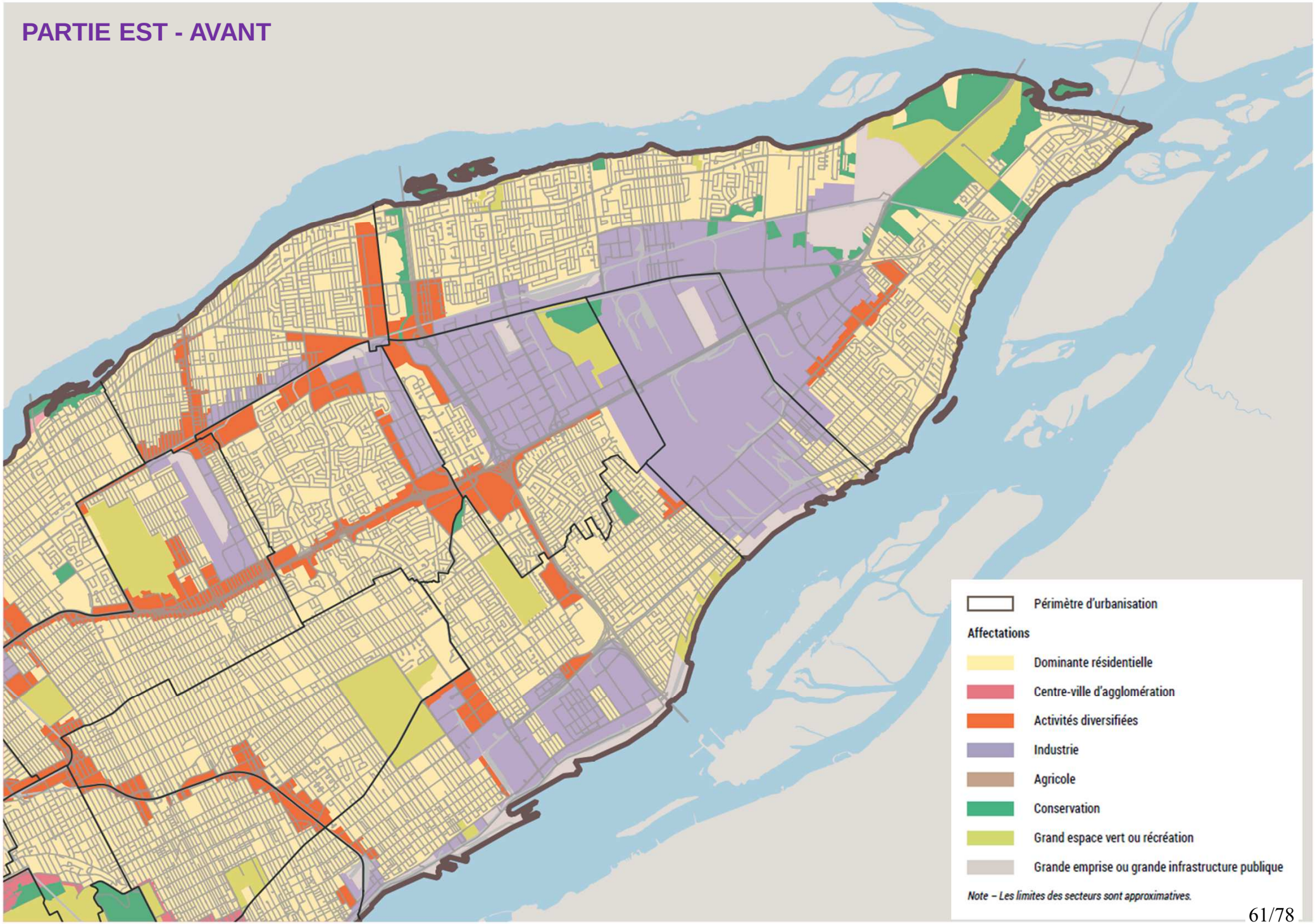
B Prolongement de la ligne bleue du métro vers Anjou
C1 Prolongement du SRB dans l'axe Henri-Bourassa
C2 Prolongement du SRB dans l'axe Notre-Dame
D Prolongement de la ligne orange du métro
E Bonification de l'offre de transport collectif dans le corridor du pont Champlain vers le centre-ville
F Implantation de nouveaux systèmes de train (SLR ou tram-train) entre le centre-ville et l'ouest de l'île



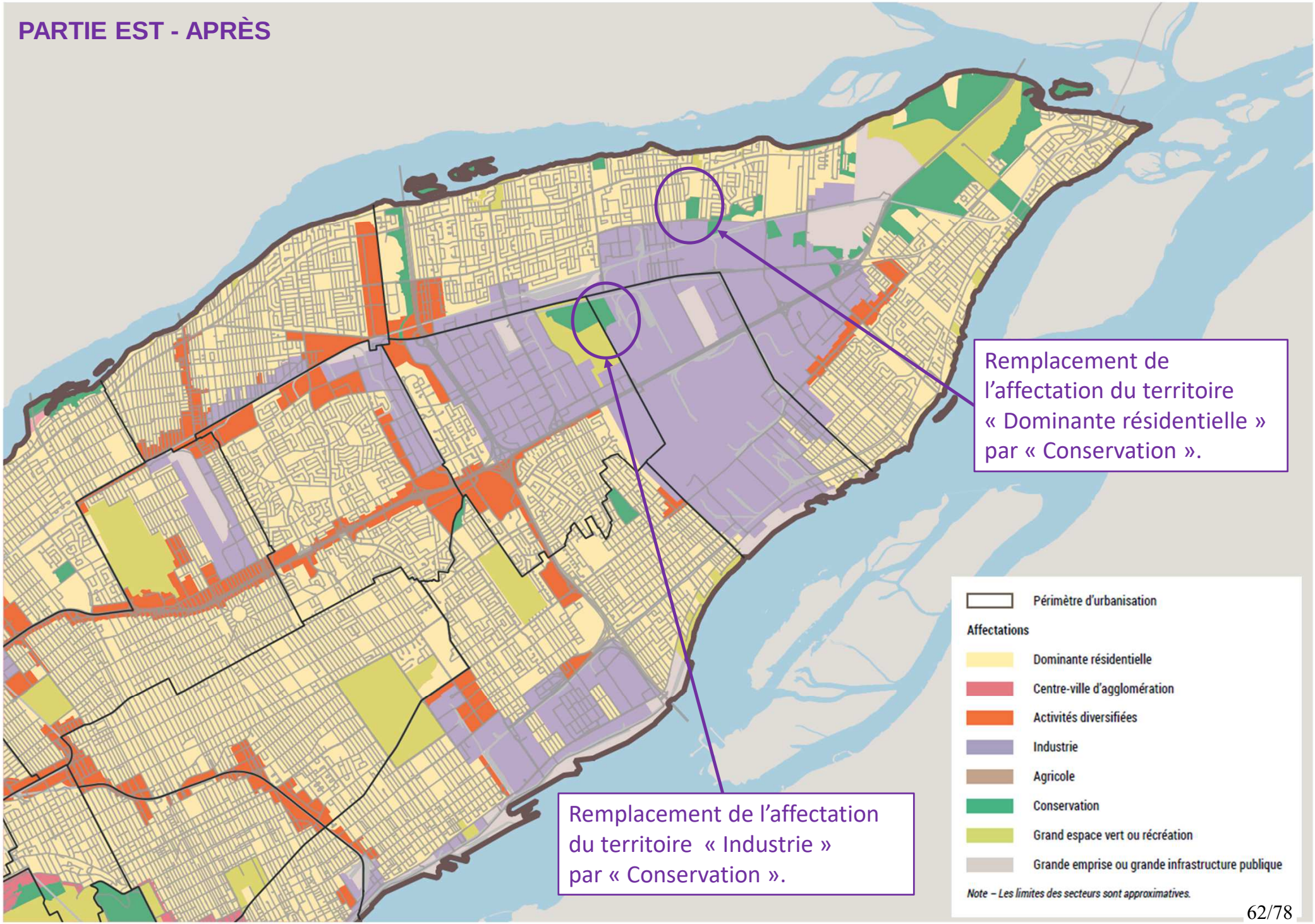
* Projet en lien avec le raccordement du boulevard Cavendish

EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »

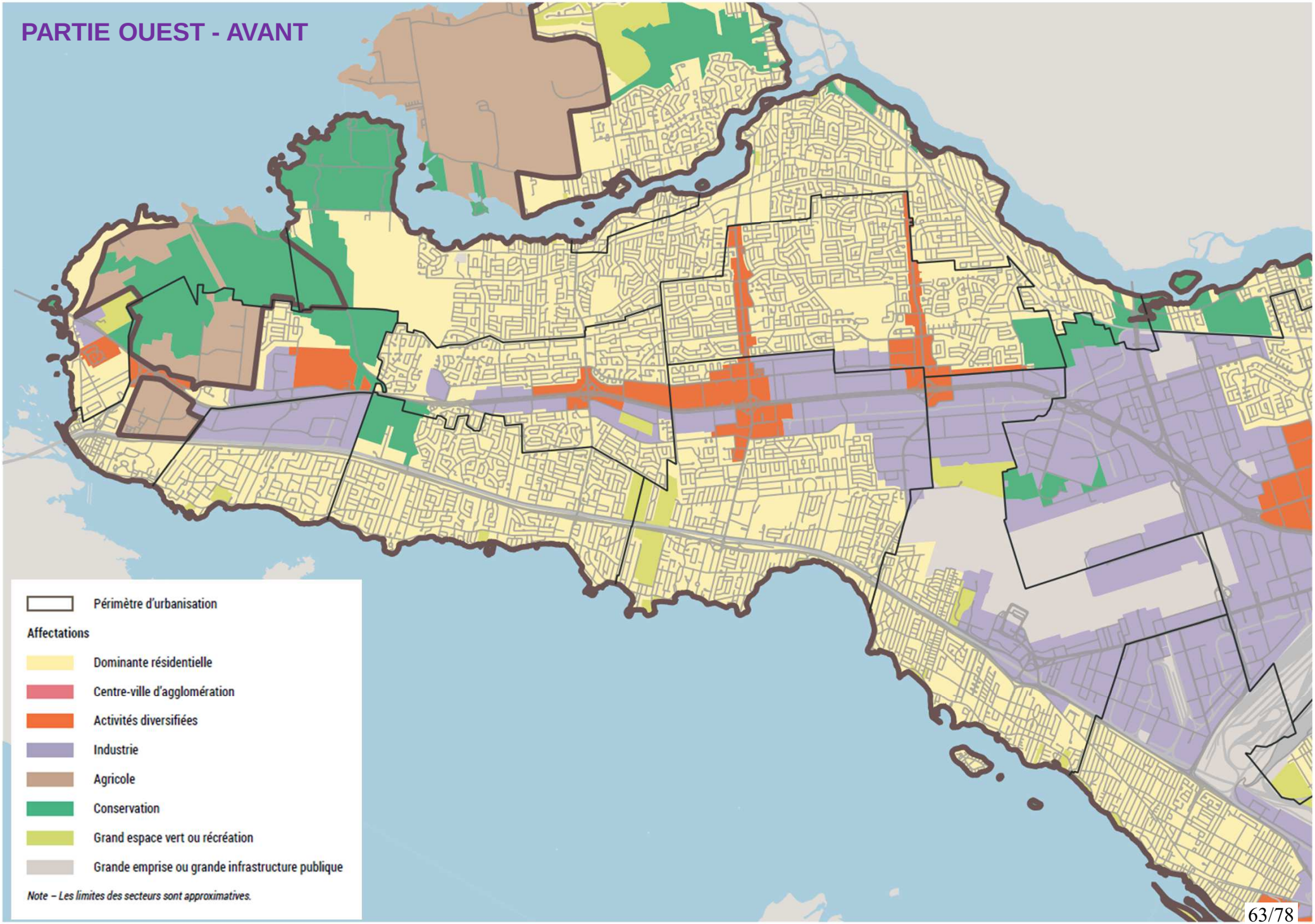
PARTIE EST - AVANT



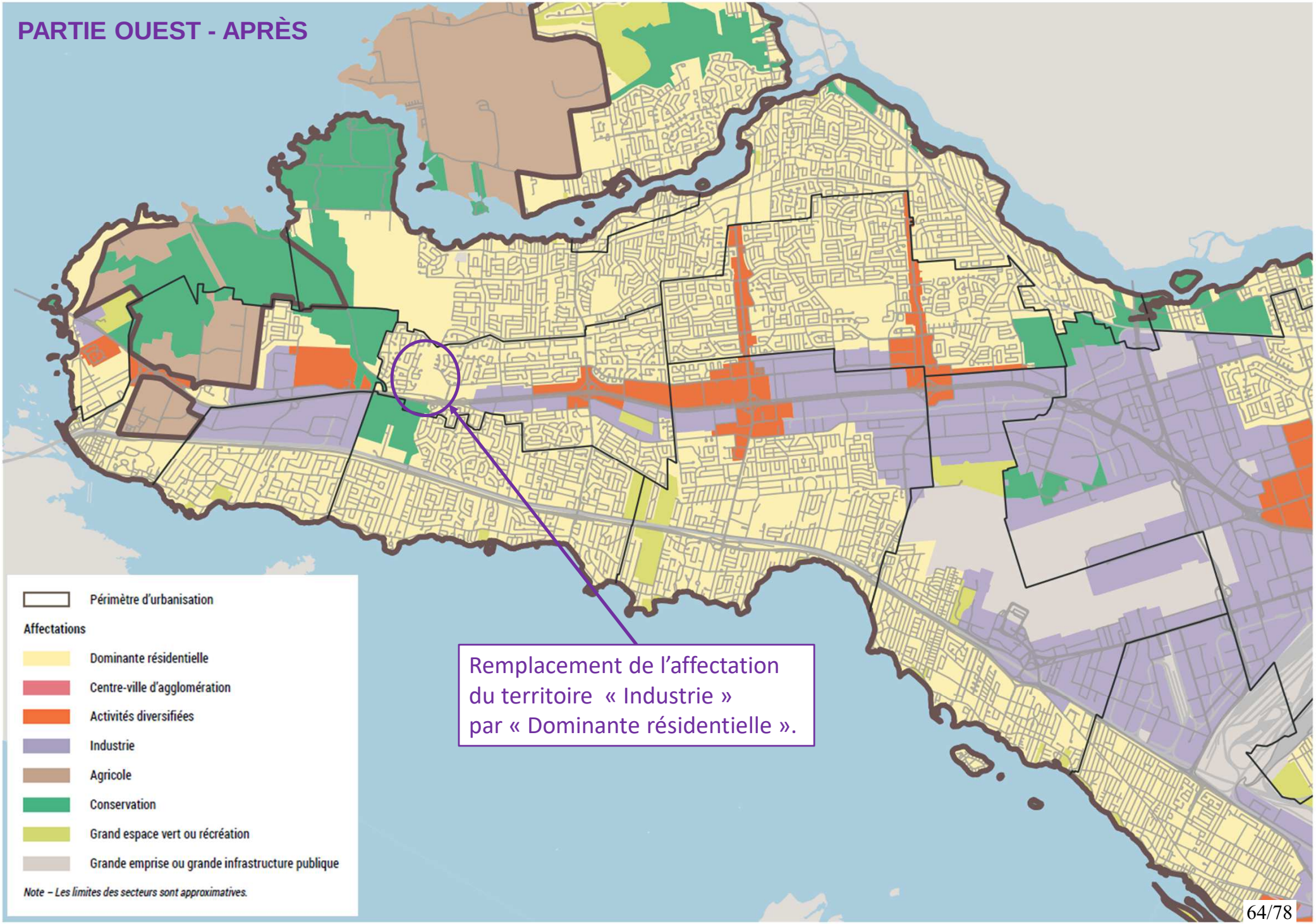
EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »



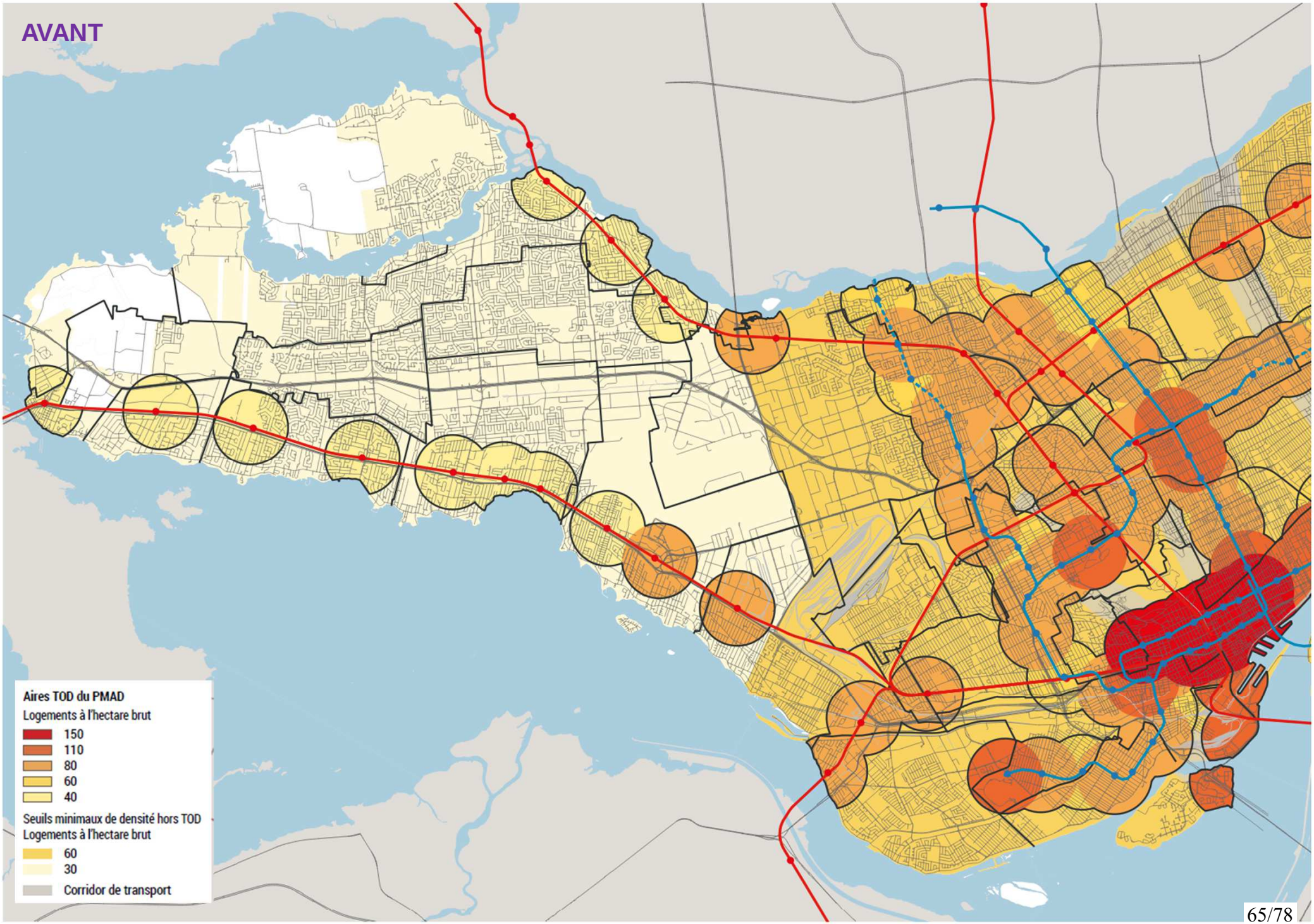
EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »



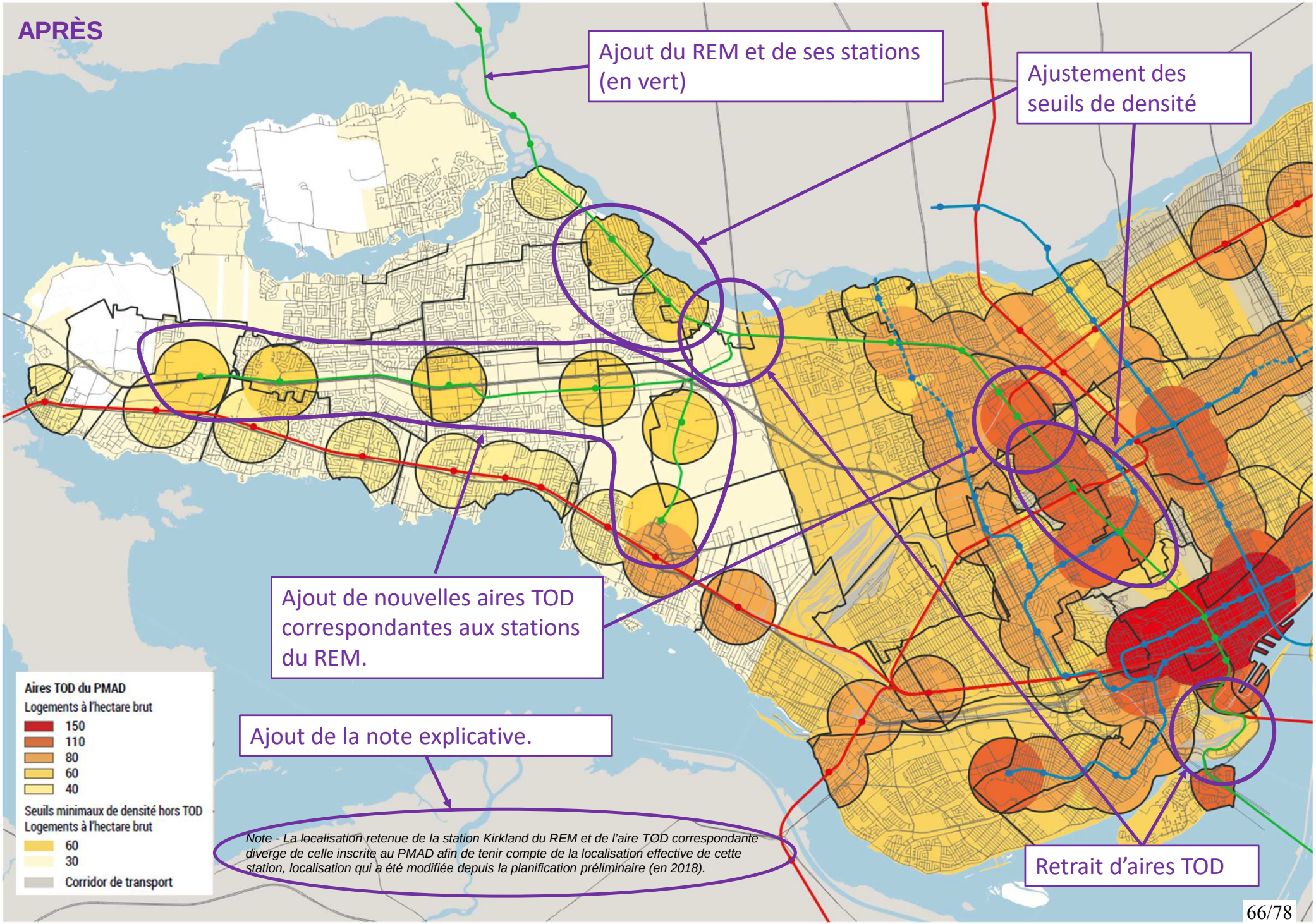
EXTRAIT DE LA CARTE 20 INTITULÉE « GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE »



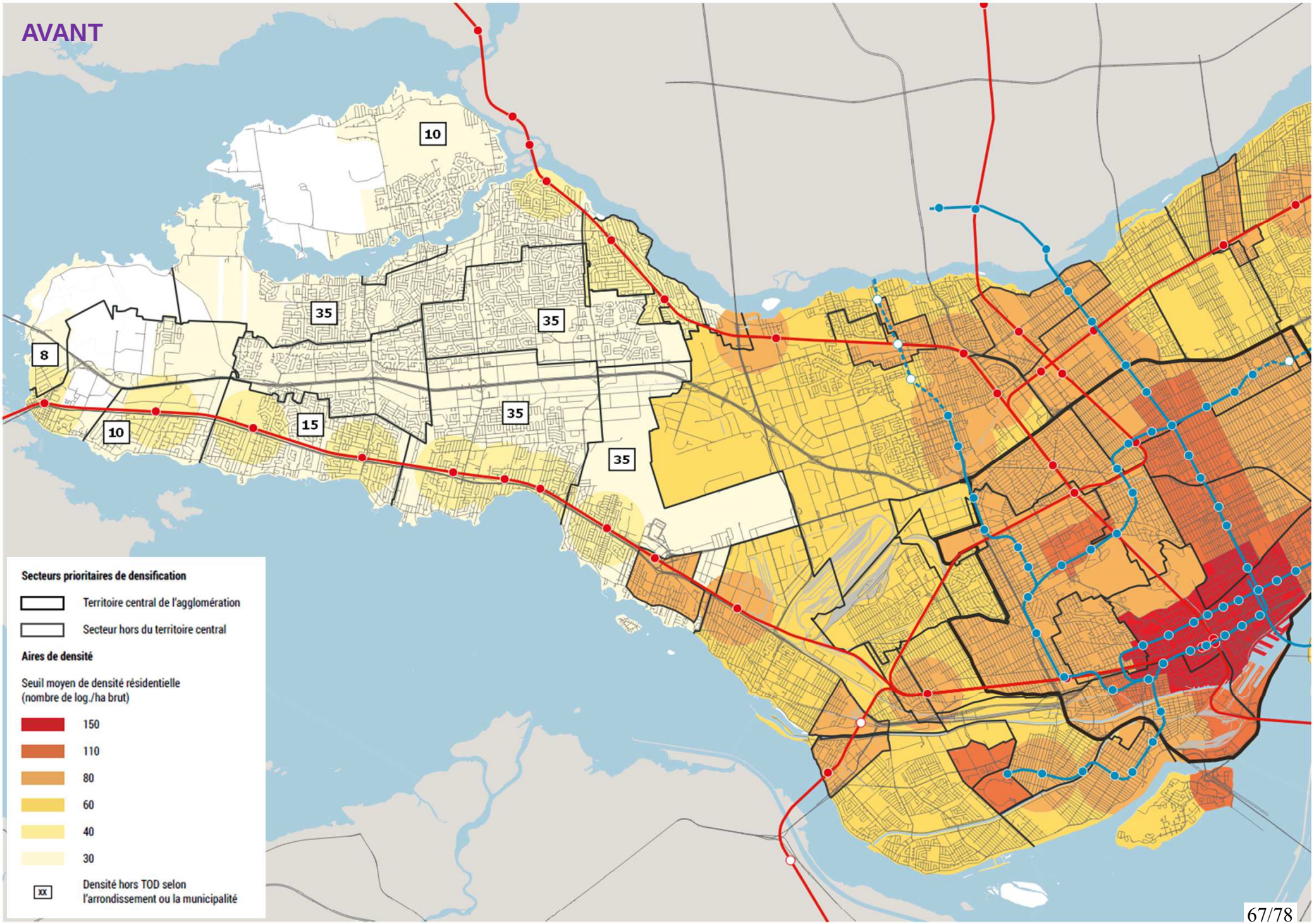
EXTRAIT DE LA CARTE 31 INTITULÉE « AIRES TOD DU PMAD »



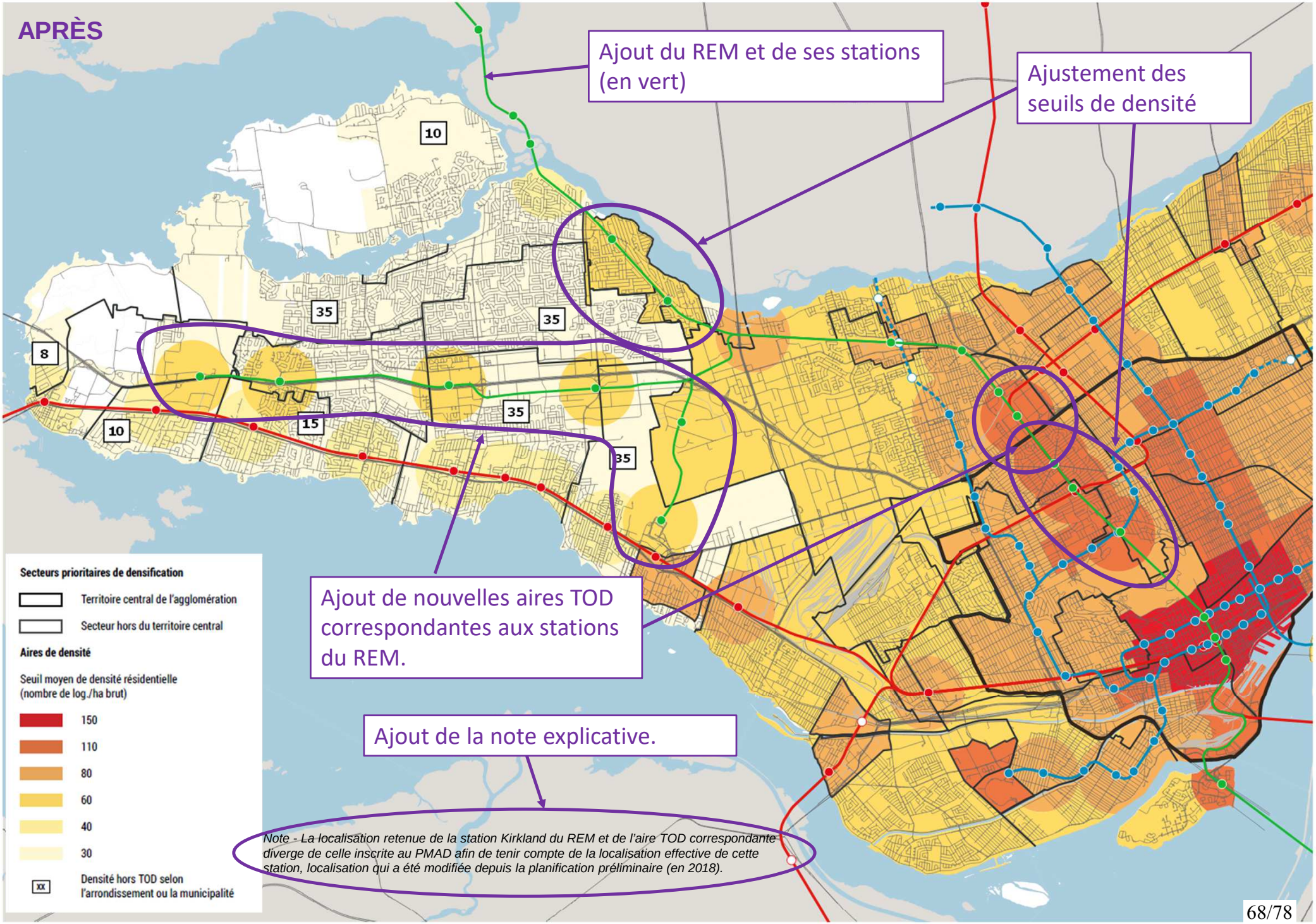
EXTRAIT DE LA CARTE 31 INTITULÉE « AIRES TOD DU PMAD »



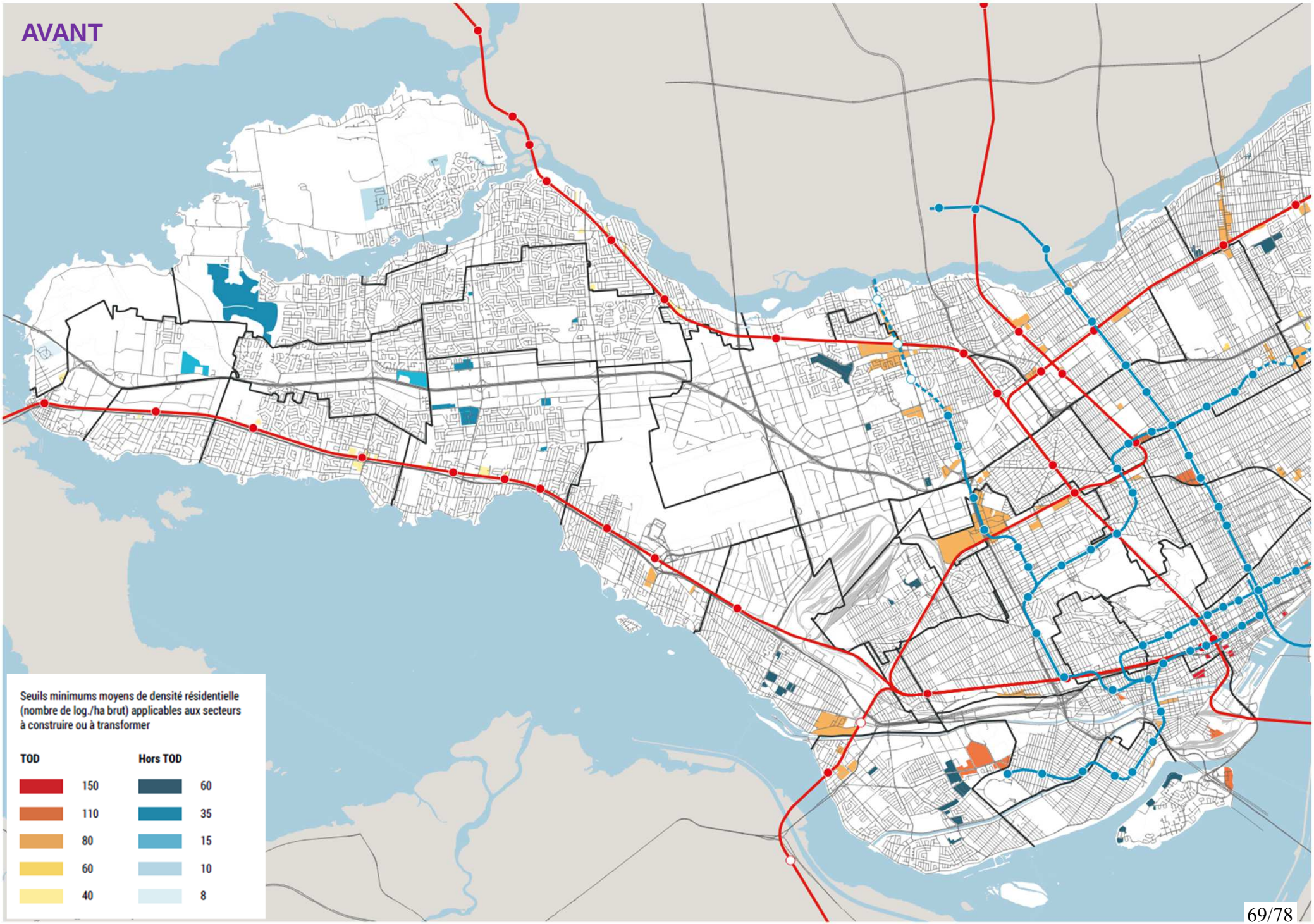
EXTRAIT DE LA CARTE 32 INTITULÉE « MODULATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »



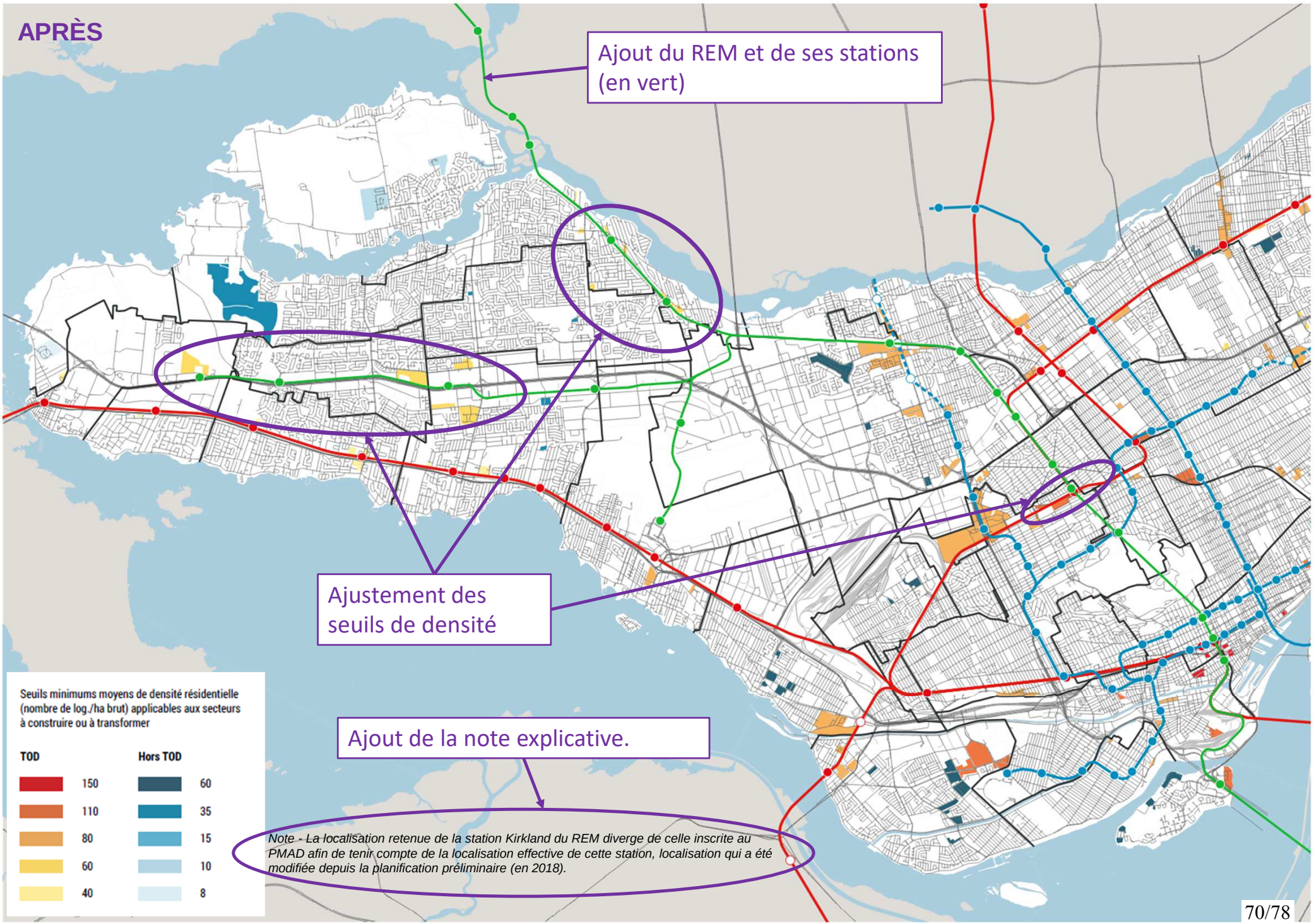
EXTRAIT DE LA CARTE 32 INTITULÉE « MODULATION DE LA DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »



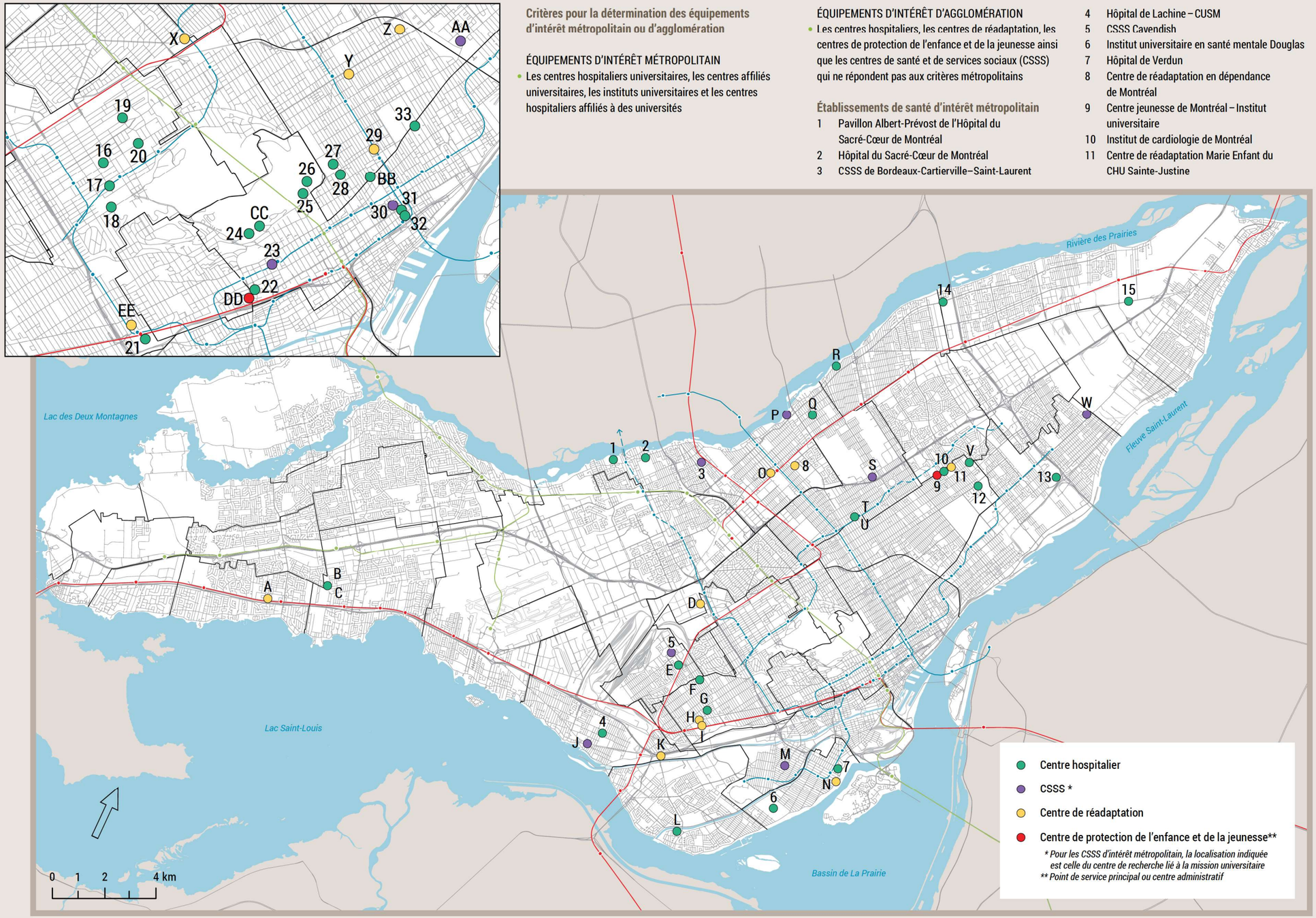
EXTRAIT DE LA CARTE 33 INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »



EXTRAIT DE LA CARTE 33 INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »



Carte 34 – Équipements de santé d'intérêt métropolitain et d'agglomération



Critères pour la détermination des équipements d'intérêt métropolitain ou d'agglomération

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN

- Les centres hospitaliers universitaires, les centres affiliés universitaires, les instituts universitaires et les centres hospitaliers affiliés à des universités

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT D'AGGLOMÉRATION

- Les centres hospitaliers, les centres de réadaptation, les centres de protection de l'enfance et de la jeunesse ainsi que les centres de santé et de services sociaux (CSSS) qui ne répondent pas aux critères métropolitains

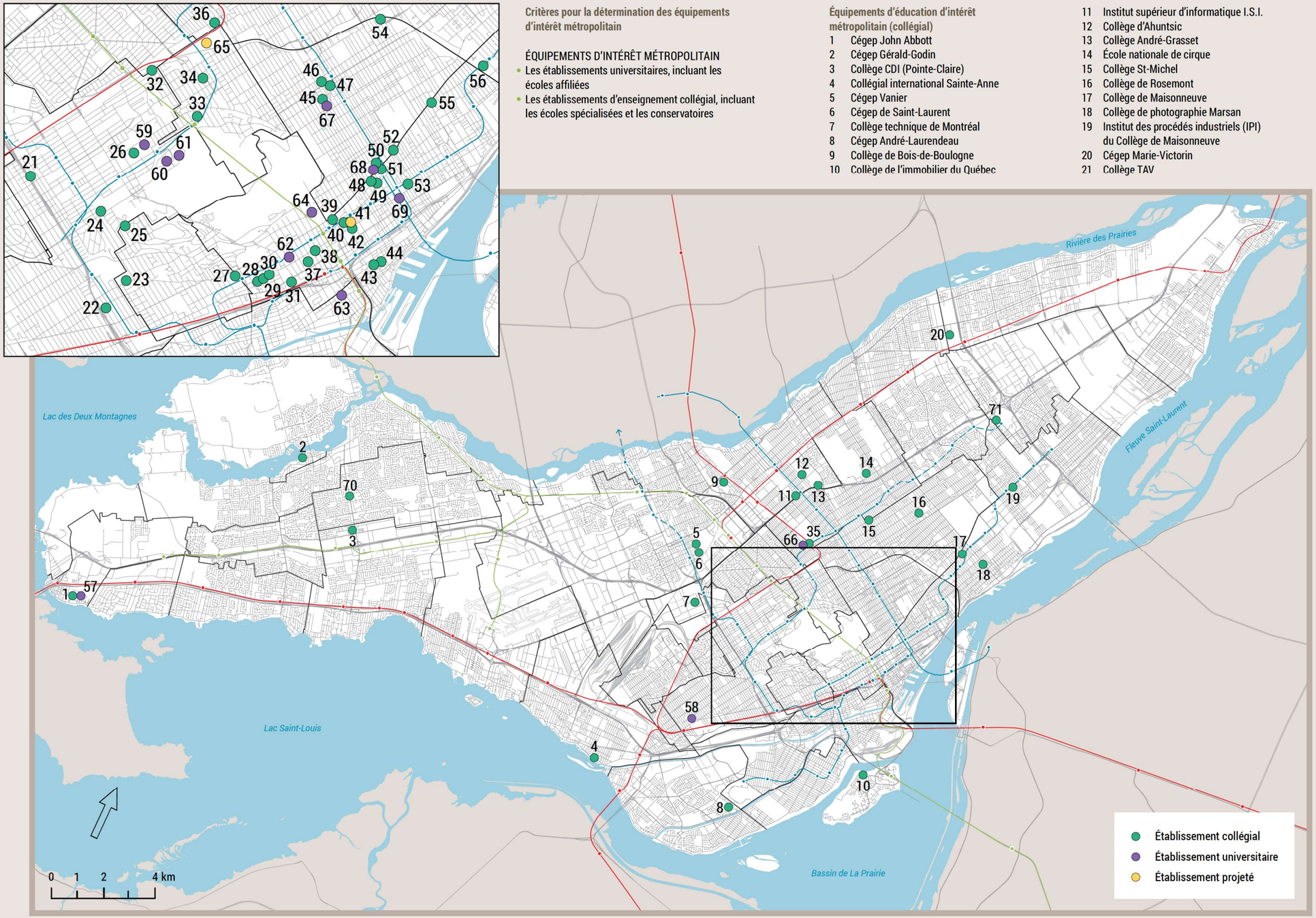
Établissements de santé d'intérêt métropolitain

1 Pavillon Albert-Prévost de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
2 Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
3 CSSS de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent
4 Hôpital de Lachine – CUSM
5 CSSS Cavendish
6 Institut universitaire en santé mentale Douglas
7 Hôpital de Verdun
8 Centre de réadaptation en dépendance de Montréal
9 Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire
10 Institut de cardiologie de Montréal
11 Centre de réadaptation Marie Enfant du CHU Sainte-Justine
12 Hôpital Maisonneuve-Rosemont
13 Institut universitaire en santé mentale de Montréal
14 Hôpital Rivière-des-Prairies
15 Institut Philippe-Pinel de Montréal
16 Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis
17 Centre hospitalier de St. Mary
18 Institut universitaire de gériatrie de Montréal
19 Institut de réadaptation Gingras-Lindsay-de-Montréal
20 Centre hospitalier universitaire (CHU) Sainte-Justine
21 Centre universitaire de santé McGill (CUSM) – site Glen
22 Hôpital de Montréal pour enfants – CUSM
23 CSSS de la Montagne
24 Hôpital général de Montréal – CUSM
25 Hôpital Royal-Victoria – CUSM
26 Hôpital neurologique de Montréal – CUSM
27 Hôtel-Dieu – CHUM
28 Institut thoracique – CUSM
29 Institut Raymond-Dewar
30 CSSS Jeanne-Mance
31 Hôpital Saint-Luc – CHUM
32 Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) – site du centre-ville
33 Hôpital Notre-Dame – CHUM

Établissements de santé d'intérêt d'agglomération

A Centre de réadaptation de Portage
B Hôpital général du Lakeshore
C CSSS de l'Ouest-de-l'Île
D Centre Miriam
E Hôpital Mont-Sinaï
F Hôpital Richardson
G Hôpital Catherine Booth de l'Armée du Salut
H Centre de réadaptation MAB-Mackay
I Centre de réadaptation Constance-Lethbridge
J CSSS de Dorval-Lachine-LaSalle
K Centre de réadaptation de l'Ouest de Montréal
L Hôpital de LaSalle
M CSSS du Sud-Ouest–Verdun
N Havre-Jeunesse
O CRDITED de Montréal
P CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord
Q Hôpital Fleury
R Hôpital Marie-Clarac
S CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel
T Hôpital Jean-Talon
U CSSS du Cœur-de-l'Île
V Hôpital Santa Cabrini
W CSSS de la Pointe-de-l'Île
X Centre de réadaptation en dépendance du Nouveau Départ
Y Atelier le Fil d'Ariane
Z Centre de réadaptation Lucie-Bruneau
AA CSSS Lucille-Teasdale
BB Hôpital de réadaptation Villa Medica
CC Hôpital Shriners pour enfants (Québec)
DD Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw
EE Maison Elizabeth

Carte 35 – Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain



Critères pour la détermination des équipements d'intérêt métropolitain

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN
- Les établissements universitaires, incluant les écoles affiliées
- Les établissements d'enseignement collégial, incluant les écoles spécialisées et les conservatoires

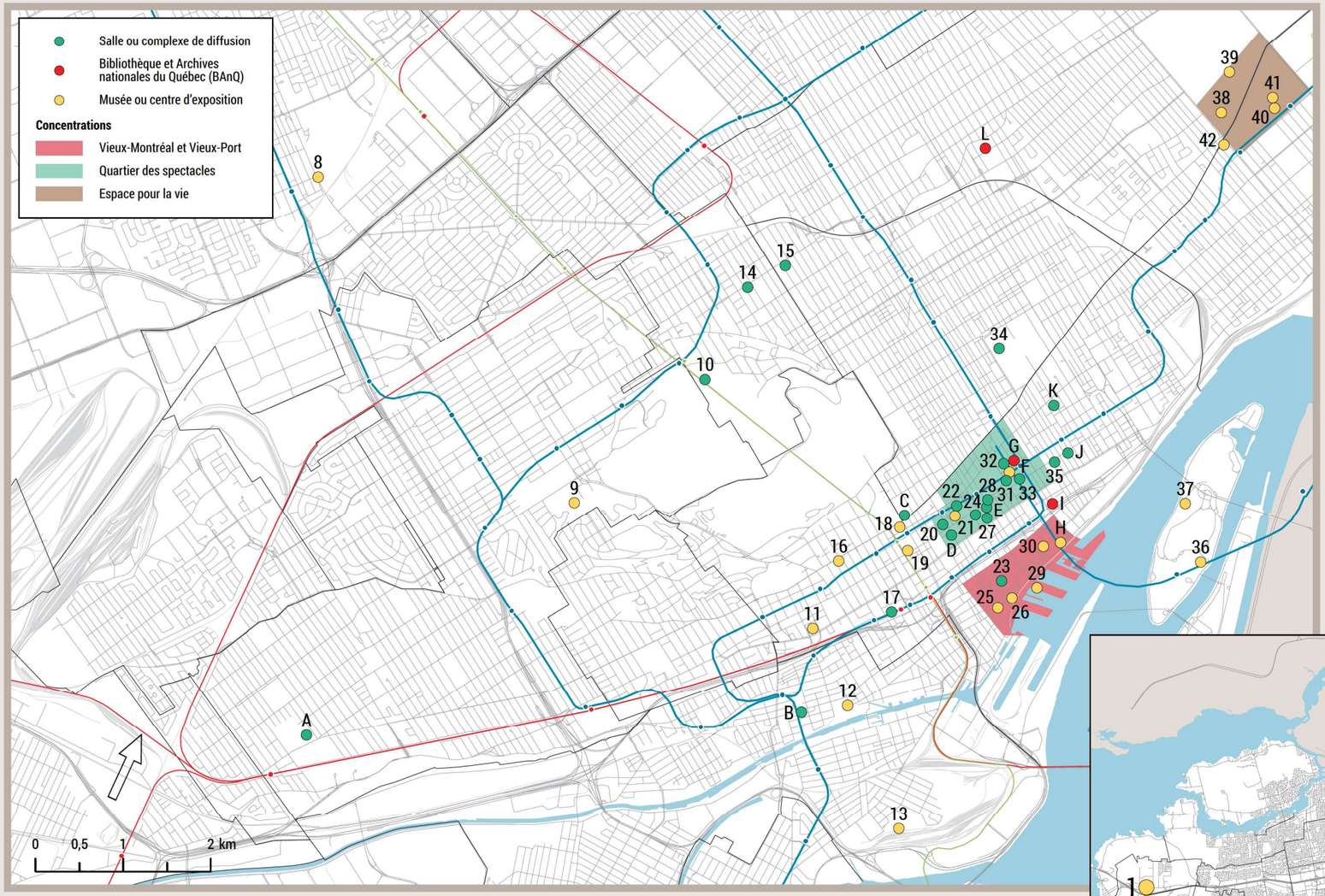
Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain (collégial)

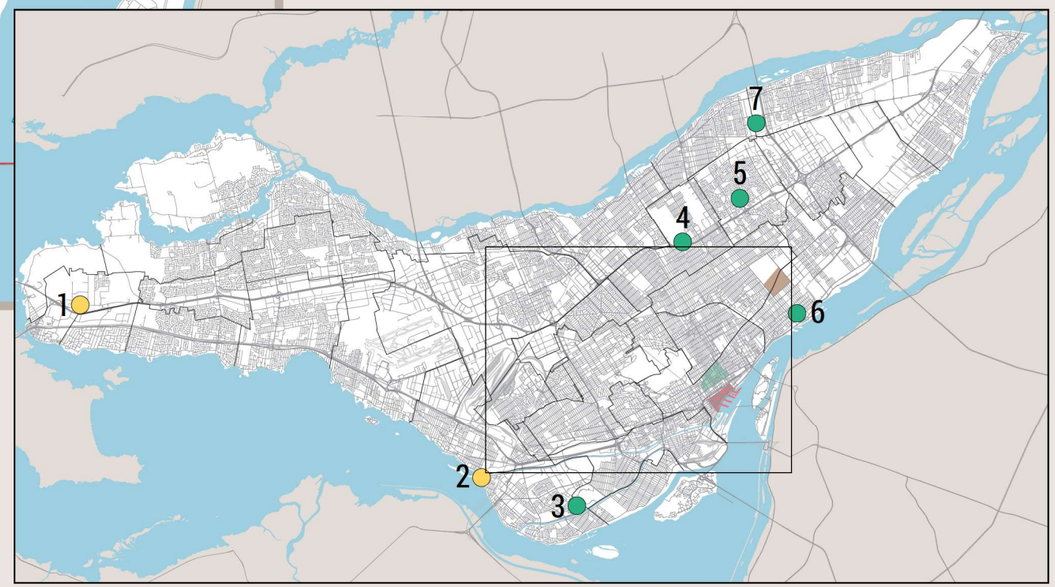
1 Cégep John Abbott
2 Cégep Gérald-Godin
3 Collège CDI (Pointe-Claire)
4 Collégial international Sainte-Anne
5 Cégep Vanier
6 Cégep de Saint-Laurent
7 Collège technique de Montréal
8 Cégep André-Laurendeau
9 Collège de Bois-de-Boulogne
10 Collège de l'immobilier du Québec
11 Institut supérieur d'informatique I.S.I.
12 Collège d'Ahuntsic
13 Collège André-Grasset
14 École nationale de cirque
15 Collège St-Michel
16 Collège de Rosemont
17 Collège de Maisonneuve
18 Collège de photographie Marsan
19 Institut des procédés industriels (IPI) du Collège de Maisonneuve
20 Cégep Marie-Victorin
21 Collège TAV
22 Collège Centennale
23 Collège Marianopolis
24 Collège international Marie de France
25 Collège international des Marcellines
26 Collège Jean-de-Brébeuf
27 Collège Dawson
28 Collège Inter-Dec
29 Collège LaSalle
30 École du Show-Business
31 Collège Herzing
32 Collège Ellis à Montréal
33 École de musique Vincent-d'Indy
34 Collège Stanislas
35 Collège d'enseignement en immobilier
36 Conservatoire Lassalle
37 Collège O'Sullivan de Montréal
38 Collège Canada
39 Institut Trebas
40 Collège CDI (centre-ville)
41 École de danse contemporaine de Montréal (projetée)
42 École de danse contemporaine de Montréal
43 Institut d'enregistrement du Canada
44 École de sténographie judiciaire du Québec
45 Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
46 École nationale de théâtre du Canada
47 École supérieure de ballet du Québec
48 Cégep du Vieux Montréal
49 Institut des métiers d'art (IMA) du Cégep du Vieux Montréal
50 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
51 Collège Salette
52 Collège April-Fortier
53 Musitechnic Formation
54 École nationale du meuble et de l'ébénisterie à Montréal
55 École nationale de l'humour
56 Institut Teccart
70 Cégep Gérald-Godin–Formation continue et services aux entreprises
71 Collège CDI (Anjou)

Équipements d'éducation d'intérêt métropolitain (universitaire)

57 Université McGill – Campus Macdonald
58 Université Concordia – Campus Loyola
59 École des hautes études commerciales de Montréal (HEC)
60 Université de Montréal – Campus de la montagne
61 École Polytechnique de Montréal
62 Université Concordia – Campus Sir George Williams
63 École de technologie supérieure (ETS)
64 Université McGill – Campus du centre-ville
65 Université de Montréal – Campus Outremont (projeté)
66 École des arts numériques, de l'animation et du design (NAD)
67 École nationale d'administration publique (ENAP) – Campus Montréal
68 Institut national de recherche scientifique (INRS) – Centre Urbanisation Culture Société
69 Université du Québec à Montréal (UQAM)

Carte 36 – Équipements culturels d'intérêt métropolitain et d'agglomération





Équipements culturels d'intérêt métropolitain

1 Zoo Ecomuseum
2 Musée de Lachine
3 Théâtre Desjardins
4 TOHU et Cité des arts du cirque
5 Centre Leonardo da Vinci
6 Théâtre Denise-Pelletier
7 Salle Désilets (Cégep Marie-Victorin)
8 Musée des Maîtres et Artisans du Québec
9 Musée de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal
10 Salle Claude-Champagne (Université de Montréal)
11 Centre canadien d'architecture
12 L'Arsenal
13 Maison Saint-Gabriel
14 Théâtre Outremont
15 Théâtre Rialto
16 Musée des beaux-arts de Montréal
17 Centre Bell
18 Musée McCord
19 Musée Grévin
20 Centre Cinéma Impérial
21 Musée d'art contemporain de Montréal
22 Place des Arts (incluant la Maison symphonique)
23 Centaur Theatre
24 Théâtre du Nouveau Monde
25 Centre d'histoire de Montréal
26 Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire
27 Monument-National
28 Métropolis
29 Centre des sciences de Montréal

Critères pour la détermination des équipements d'intérêt métropolitain ou d'agglomération

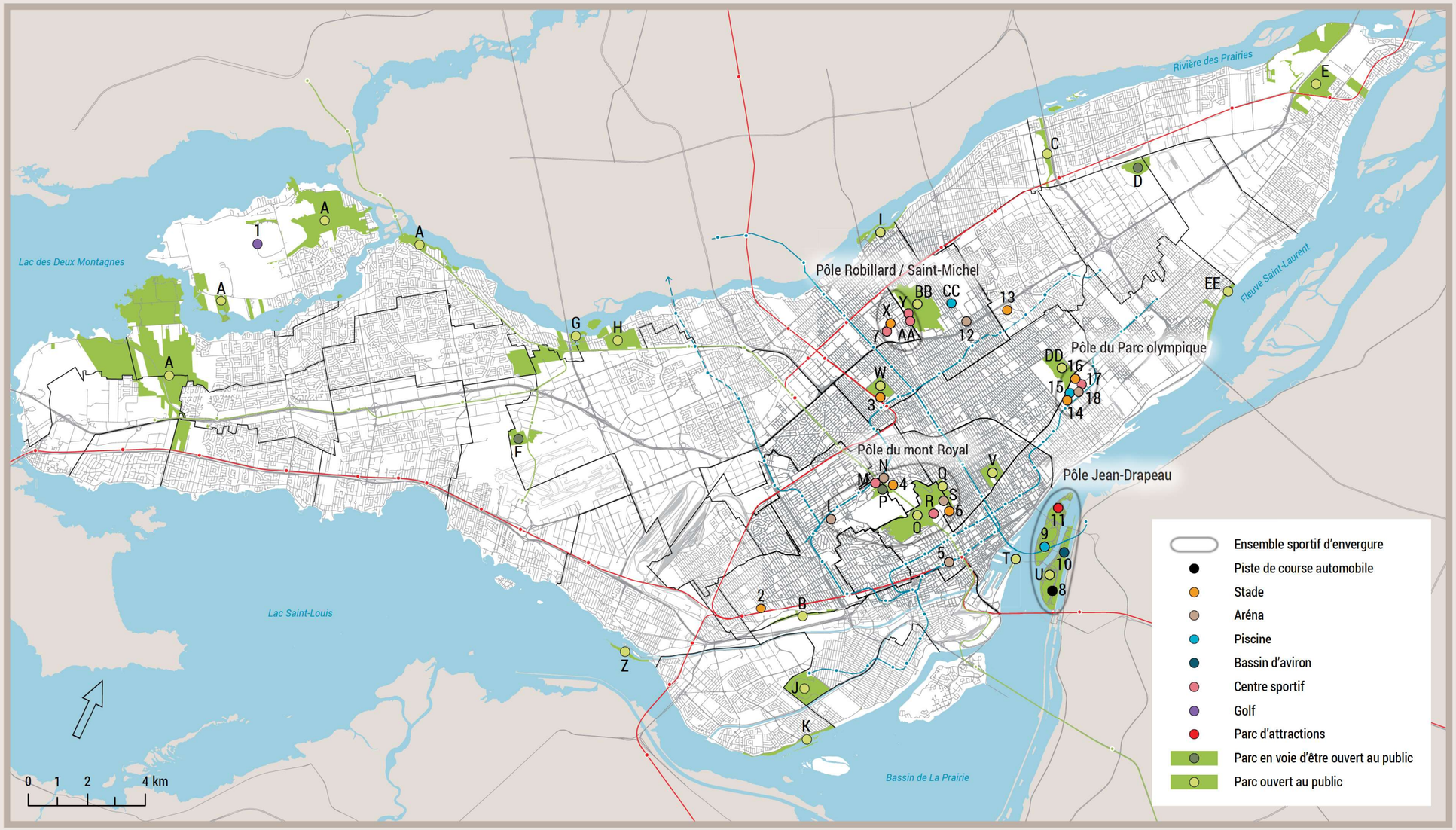
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN

- Les salles ou complexes de diffusion ayant une capacité de 650 sièges et plus
- Les musées ou centres d'exposition ayant une superficie de 1 000 m² et plus (excluant les salles de spectacle)

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT D'AGGLOMÉRATION

- Les salles ou complexes de diffusion ayant une capacité de 550 à 649 sièges (la salle principale d'un complexe doit avoir une capacité minimale de 425 sièges)
- Les musées ou centres d'exposition ayant une superficie de 600 m² à 999 m²
- Les installations de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

Carte 37 – Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt métropolitain et d'agglomération



Critères pour la détermination des équipements d'intérêt métropolitain ou d'agglomération

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN

- Les équipements sportifs d'excellence ayant une capacité de 500 sièges et plus et accueillant des compétitions nationales et internationales
- Les parcs d'attractions attirant un million de visiteurs et plus par année

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT D'AGGLOMÉRATION*

- Les parcs, ouverts au public ou en voie de l'être, relevant du conseil d'agglomération en vertu de l'article 19 (12°) de la *Loi sur les compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) ou en vertu du décret 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal
- Les équipements sportifs et les parcs, ouverts au public ou en voie de l'être, inscrits à l'annexe D de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)
- Les équipements à caractère unique
- Les équipements d'une capacité de 500 sièges et plus faisant partie de l'un des quatre ensembles sportifs d'envergure

Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt métropolitain

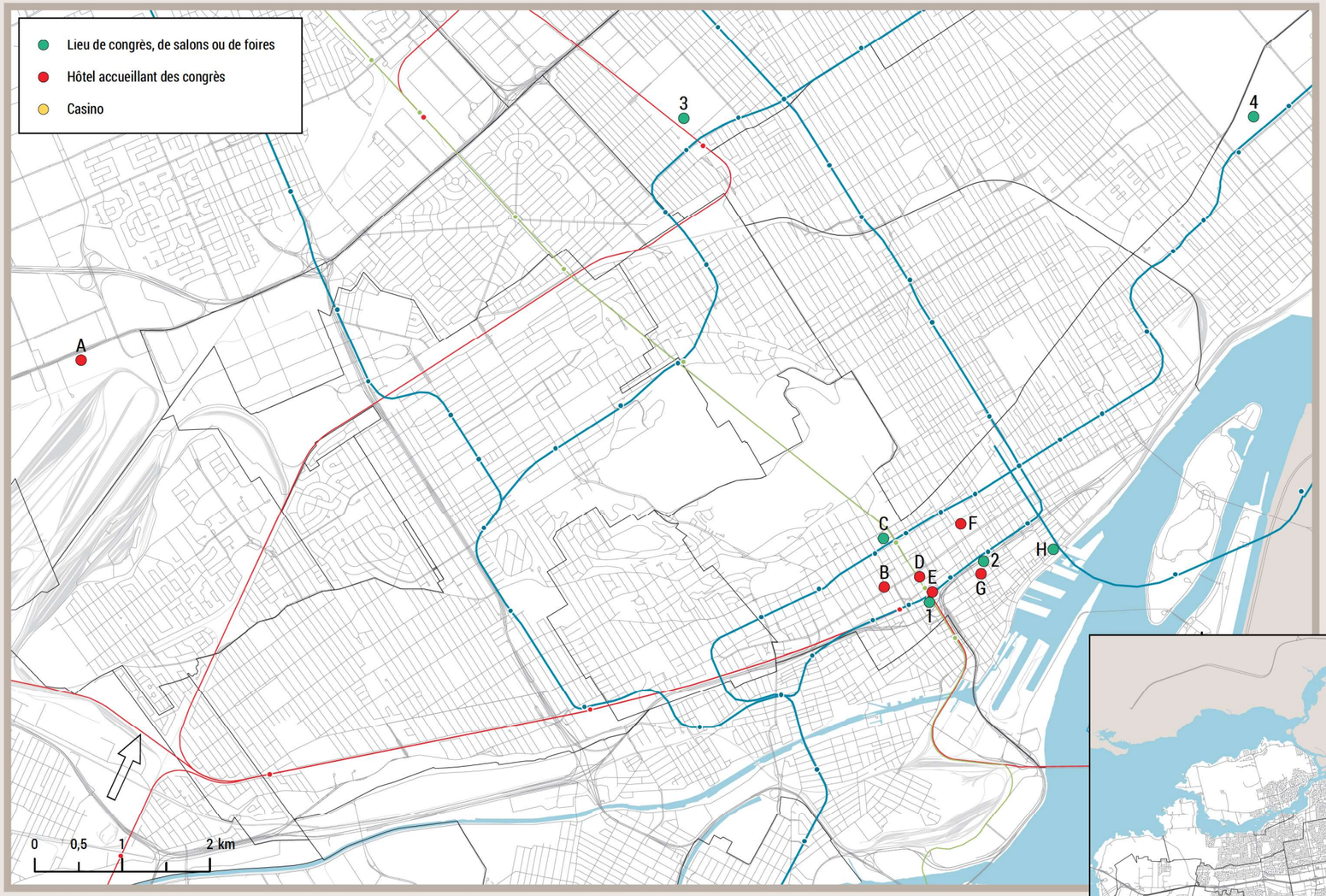
1 Club de golf Royal Montréal
2 Stade de l'Université Concordia
3 Stade Uniprix et Centre de tennis du parc Jarry

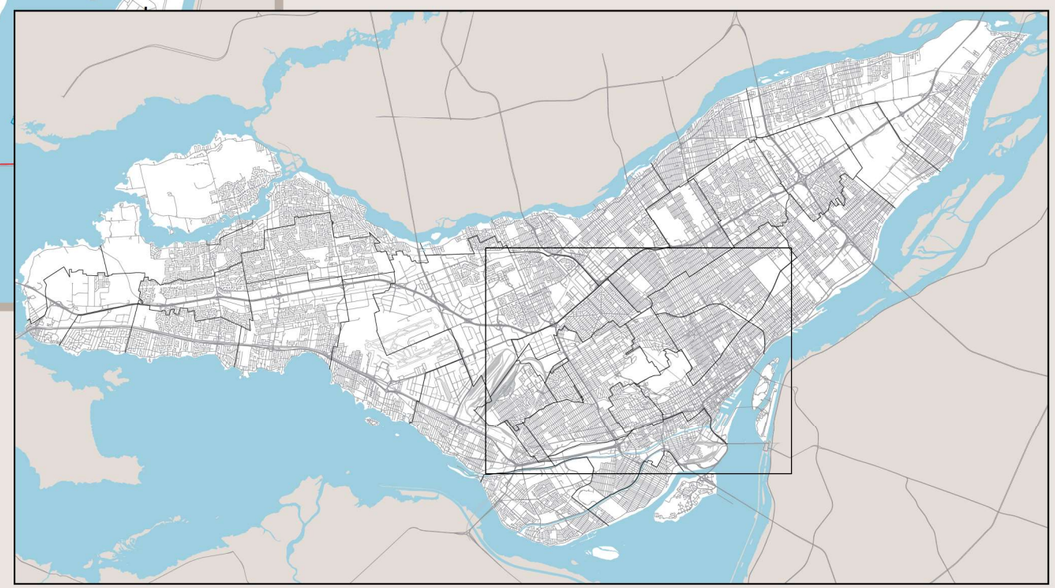
Équipements sportifs et récréatifs d'intérêt d'agglomération

A Grand parc de l'Ouest
B Parc-nature de l'écoterritoire de la falaise
C Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
D Parc-nature du Bois-d'Anjou
E Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies
F Parc-nature des Sources
G Parc-nature du Bois-de-Liesse
H Parc-nature du Bois-de-Saraguay
I Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
J Parc Angrignon
K Parc des Rapides
L Aréna du Collège Notre-Dame
M Centre multisports du CEPSUM
N Stade d'hiver du CEPSUM
O Parc du Mont-Royal
P Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne
Q Parc Jeanne-Mance
R Centre sportif de l'Université McGill
S Stade d'hiver de l'Université McGill
T Parc de Dieppe
U Parc Jean-Drapeau
V Parc La Fontaine
W Parc Jarry
X Stade du Complexe sportif Claude-Robillard
Y Le Taz
Z Parc René-Lévesque
AA Centre de soccer du Complexe environnemental de Saint-Michel
BB Complexe environnemental de Saint-Michel (parc Frédéric-Back)
CC Piscine Georges-Vernot
DD Parc Maisonneuve
EE Parc de la Promenade-Bellerive
4 Terrain extérieur du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)
5 Centre Bell
6 Stade Percival-Molson
7 Complexe sportif Claude-Robillard
8 Circuit Gilles-Villeneuve
9 Complexe aquatique de l'île Sainte-Hélène
10 Bassin olympique d'aviron et de canoë-kayak
11 La Ronde
12 Aréna Saint-Michel
13 Stade du parc Hébert
14 Stade olympique
15 Centre sportif du Parc olympique (CSPO)
16 Stade Saputo
17 Centre Pierre-Charbonneau
18 Aréna Maurice-Richard

* Sauf s'ils répondent aux critères d'intérêt métropolitain.

Carte 38 – Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt métropolitain et d'agglomération





Critères pour la détermination des équipements d'intérêt métropolitain ou d'agglomération

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN

- Les équipements de tourisme d'affaires pour la tenue de congrès, de salons ou de foires commerciales comptant 5 000 m² et plus

ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT D'AGGLOMÉRATION

- Les équipements de tourisme d'affaires pour la tenue de congrès, de salons ou de foires commerciales dont la superficie se situe entre 2 500 m² et 4 999 m²
- Le Casino de Montréal

Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt métropolitain

1 Place Bonaventure–halls d'exposition
2 Palais des congrès de Montréal
3 Stade Uniprix
4 Stade olympique de Montréal

Équipements de tourisme d'affaires d'intérêt d'agglomération

A Hôtel Crowne Plaza Montréal Aéroport
B Hôtel Le Centre Sheraton Montréal
C Centre Mont-Royal
D Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth
E Hôtel Hilton Montréal Bonaventure
F Hôtel Hyatt Regency Montréal
G Hôtel Le Westin Montréal
H Marché Bonsecours
I Casino de Montréal

Carte 39 – Mesures préférentielles pour bus



Mesures préférentielles pour bus actuelles (MPB)

1 Boulevard Saint-Jean
2 Autoroute 40
3 Boulevard de la Côte-Vertu
4 Chomedey–boulevard Laurentien–boulevard Marcel-Laurin
5 Rue Grenet
6 Autoroute 20
7 Chemin de la Côte-de-Liesse
8 Rue Notre-Dame Ouest
9 Rue Saint-Patrick
10 Rue Airlie
11 Boulevard Newman
12 Rue Sherbrooke Ouest
13 Rue Marc-Cantin
14 Pont Champlain
15 Rue Carrie-Derick
16 Pont Victoria–rue des Irlandais
17 Approche terminus centre-ville
18 Rue de la Commune Est et Ouest
19 Boulevard René-Lévesque Est et Ouest
20 Rue Sainte-Catherine Ouest
21 Chemin de la Côte-des-Neiges
22 Avenue du Parc
23 Rue Sherbrooke Est et Ouest (centre-ville)
24 Boulevard Saint-Joseph Est
25 Boulevard Rosemont
26 Rue Beaubien Est
27 Boulevard Crémazie Est
28 Rue Sauvé Est
29 Pont Viau
30 Boulevard Henri-Bourassa Est
31 Avenue Papineau
32 Boulevard Saint-Michel
33 Boulevard Pie-IX
34 Rue Jean-Talon Est
35 Rue Viau
36 Boulevard Léger
37 Autoroute 25
38 Rue De Boucherville
39 Rue Sherbrooke Est (Mercier)
40 Rue Sherbrooke Est (RDP-PAT)

RÈGLEMENT MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029) (RCG 14-029-X)

TABLEAU INDICATIF DE LA NATURE DES MODIFICATIONS

PLANS ET RÈGLEMENTS D'URBANISME

Le tableau résume les modifications au contenu des orientations et des objectifs dont une municipalité ou un arrondissement doit tenir compte pour modifier le cas échéant sa réglementation afin de la rendre conforme au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Les modifications apportées aux orientations et objectifs indiquées au tableau s'appliquent à une municipalité ou à un arrondissement identifié par son numéro de référence dans une des deux colonnes : Applicables aux plans ou Applicables aux règlements.

Numéros de référence des municipalités et des arrondissements

1 - Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville 2 - Arrondissement d'Anjou 3 - Ville de Baie-D'Urfé 4 - Ville de Beaconsfield 5 - Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 6 - Ville de Côte-Saint-Luc 7 - Ville de Dollard-des-Ormeaux 8 - Cité de Dorval 9 - Ville de Hampstead 10 - Ville de Kirkland 11 - Arrondissement de L'Île Bizard–Sainte-Geneviève 12 - Ville de L'Île-Dorval 13 - Arrondissement de Lachine 14 - Arrondissement de LaSalle 15 - Arrondissement de Le Plateau-Mont-Royal 16 - Arrondissement de Le Sud-Ouest 17 - Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 18 - Ville de Montréal-Est	19 - Arrondissement de Montréal-Nord 20 - Ville de Montréal-Ouest 21 - Ville de Mont-Royal 22 - Arrondissement d'Outremont 23 - Arrondissement de Pierrefonds – Roxboro 24 - Ville de Pointe-Claire 25 - Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 26 - Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie 27 - Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue 28 - Arrondissement de Saint-Laurent 29 - Arrondissement de Saint-Léonard 30 - Village de Senneville 31 - Arrondissement de Verdun 32 - Arrondissement de Ville-Marie 33 - Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension 34 - Ville de Westmount 35 - Ville de Montréal

RÉSUMÉ DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCHÉMA	MUNICIPALITÉS OU ARRONDISSEMENTS VISÉS PAR LES ORIENTATIONS OU OBJECTIFS	
	APPLICABLES AUX PLANS D'URBANISME	APPLICABLES AUX RÈGLEMENTS D'URBANISME
3.1 Affectation du territoire		
Carte 20 - Grandes affectations du territoire		
- Ajout d'aires en grande affectation « Conservation »	18 et 35	18 et 25
- Ajout d'aires en grande affectation « Dominante résidentielle »	10	10
3.2 Densité d'occupation du territoire		
Carte 32 - Modulation de la densité résidentielle		
- Rehaussement du seuil moyen de densité résidentielle	3, 4, 7, 8, 10, 24, 27 et 35	1, 3 à 5, 7, 8, 10, 21 à 24, 27 et 28
Carte 33 - Densité résidentielle		
- Rehaussement du seuil minimum moyen de densité résidentielle	10, 24, 27 et 35	5, 10, 23, 24 et 27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2024/11/21
16:00

(2)

Dossier # : 1245491002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

Il est recommandé :

d'approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 », le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. 30.01);

d'approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-10-30 19:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245491002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronique GIRARD-EXTERNE
STM

Tél : 4384023315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-30

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante

Tél : 4384023315
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante
Tél :
Approuvé le : 2024-10-30

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S/O*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S/O*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033, pour ajouter dans la section autorisée du secteur réseau de bus le projet « ACTE phase 1» pour un montant total de 84 162 311 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement autorisant un emprunt de 73 264 326 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers pour un terme de cinq (5) ans pour financer le projet «ACTE phase 1».

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale de 7 326 432 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE-Finances, appro., aff. juri., normes et conformité et trésorerie

Julie Deschênes
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Nom : Julie Deschênes

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Nicole Barezi*
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)

☐ Rehausser l'expérience employé dans une STM qui favorise l'engagement
☐ Améliorer l'expérience de la clientèle et son attachement envers la STM
☑ Accroître la performance et l'agilité de nos activités

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2030 cette recommandation vise-t-elle:

Rehausser l'expérience employé dans une STM qui favorise l'engagement - Évoluer vers une STM plus humaine, plus performa

Accroître la performance et l'agilité de nos activités - Livrer les projets pour transformer le service et moderniser nos actifs

Accroître la performance et l'agilité de nos activités - Innover et viser l'efficience et la performance

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2030

Modification du Programme des immobilisations 2024-2033
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1), il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2024-2033.

Autorisation d'emprunt
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO 2030). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans ses objectifs de croissance de la performance et de l'agilité de ses activités.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)*

Autorisation et octroi de contrat

Présidence (cochez si requis) ☐ Vice-présidence (cochez si requis) ☐

Direction générale :

GED:

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 28 05 2024
Comité : Comité suivi des actifs Date: (jj/mm/an) 05 07 2024

Est-ce qu'il y a eu une déclaration d'intérêt pour ce dossier nécessitant l'application de la DS-APP-008 : Oui ☐ Non ☐

Démarche, solution proposée et conclusion Négociations effectuées à l'égard du prix (si applicable) Oui ☐ Non ☐

La STM entreprend un virage vers l'électrification de son parc de bus en vue d'une complète transition avant 2040. Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante de bus électriques, le projet ACTE phase 1 met en place les adaptations et les fondations technologiques requises pour les 30 bus électriques déjà en exploitation et ceux qui seront acquis en 2025-2026.

Globalement, l'exploitation des bus électriques n'est pas soutenue convenablement actuellement par les systèmes de gestion en place (Hastus, SAP, SAEIV et autres), et plusieurs composantes technologiques sont manquantes pour assurer un déploiement à grande échelle.

Le projet vise:
- La mise en place des adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- La mise en place des adaptations technologiques pour le secteur entretien bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS)*;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2030 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD-1-Viser la carboneutralité et contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD-5-Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseillère Corporative projets
Nom : cynthia Samson

Service : Trésorerie et Investissements
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Informations financières[1] ☑ *S/O*

SEULEMENT pour les projets associés au PI
N° de demande d'achat :

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[2]
Centre			
Compte			
Ordre interne / OTP			
Réseau activité			
Règlement d'emprunt			
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat			

1. Les montants sont arrondis au dollar près.

2. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Montant total 0 $

Ventilation des coûts[3] ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2024	2025	2026 et suivantes[5]	Total
(A) Base[4]	0 $	0 $	0 $	0 $
(B) TPS	0 $	0 $	0 $	0 $
(C) TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0 $	0 $	0 $	0 $
(E) Ristourne TPS et TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(F) Montant net (D – E)	0 $	0 $	0 $	0 $

3. Les montants sont arrondis au dollar près.

4. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.

5. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien à l'exploitation et aux projets de la Direction finances et performance financière, ce projet a été ciblé pour une subvention selon les modalités du programme SOFIL à un taux de 95% des montants admissibles.

Cette qualification devra être confirmée par le MTMD. Une demande de subvention sera déposée au MTMD sous peu. Les dépenses non admissibles anticipées sont de l'ordre de 15% sur le coût global de projet de 84 162 311 $.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorerie : *Julie Deschênes*
Signé avec ConsignO Cloud (23/08/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-221 Adaptations des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE phase 1)

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Ce projet vise (suite):
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques), et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

*Les livrables de la phase 1 permettent de se doter des capacités minimales requises. Toutefois, les solutions visant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) seront déployées dans la totalité des neuf centres de transports de la STM.

Aspects financiers
Le coût complet du projet est de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 73 264 326 $ et de 10 897 985 $ au budget spécial d'exploitation (BSE).

Dépenses capitalisables	73 235 475 $
Frais financiers	28 851 $
Total RE	**73 264 326 $**
BSE	10 897 985 $
Coût complet du projet	**84 162 311 $**

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

CONTENU

CONTEXTE

La STM entreprend un virage vers l'électrification de son parc de bus en vue d'une complète transition avant 2040. Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante de bus électriques, le projet ACTE I (Adaptation des capacités technologiques pour l'électrification) met en place les adaptations et les fondations technologiques requises pour l'arrivée des bus électriques débutant en 2025.

À la suite du projet pilote du CT Stinson, la STM a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des bus électriques avec les systèmes actuels seront difficiles, voire impossibles. Il faut donc agir prestement pour se doter des capacités minimales requises.

Le projet ACTE I est requis pour accueillir les premiers bus électriques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **28/05/2024**: Comité GPP – Porte 2 : Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet de 84 162 311 $ incluant 10 897 985 $ en BSE pour permettre la réalisation des travaux proposés.
- **05/07/2024 :** Comité CSA : Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget.

DESCRIPTION

ACTE I met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des 30 autobus électriques déjà en exploitation et des 186 autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026.

La STM possède neuf centres de transport (CT) (8 dépôts bus et 1 centre pour le Transport adapté), et deux usines pour l'entretien majeur des bus. ACTE I met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT.

Le projet ACTE I et ses livrables présentent :

- Adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques ;
- Adaptations technologiques pour le secteur entretien bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques ;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) *****
- Déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses ;
- Mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- Optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques), et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

Les livrables intitulés « Solutions technologiques » seront livrés de 2025 à début 2027 afin de répondre aux besoins d'affaires minimalement requis avec l'arrivée des premiers bus électriques incluant la mise en place des adaptations des systèmes existants (Hastus, SAP, SAEIV, etc.) et des fondations technologiques.

* Les livrables pour acquérir une nouvelle solution de gestion du stationnement Bus (DMS) et de localisation des bus en temps réel (RTLS) sont pour l'ensemble des CT pour les années 2025 à 2030. Contrairement aux autres livrables, il ne s'agit pas uniquement de faire le minimum requis.

D'autres adaptations technologiques seront requises pour l'exploitation d'un plus grand nombre de bus électriques. Plus spécifiquement quand le seuil de 40 bus électriques par CT sera atteint. De futures itérations seront à prévoir (ACTE II, etc.) pour donner suite au projet ACTE I pour être en mesure de supporter un plus grand nombre de bus électriques afin d'atteindre les objectifs du PEV 2030.

Voici les composantes apportant de la valeur à la performance du système « bus » pour assurer la pérennité du service et mettre en place les fondations essentielles à l'intégration de nouvelles technologies vers l'électrification :

- Gestion des alarmes centralisées : Surveiller la surchauffe des batteries, les infrastructures de recharge et les écarts d'autonomie;
- Rehausser la couverture Radiofréquence (RF) dans 2 CT;
- Gestion de l'entretien : Rendre disponibles les caractéristiques et l'état de charge pour supporter les diagnostics des bus et chargeurs (alarmes et indicateurs). Permettre la planification et les interventions nécessaires sur les bus, chargeurs et bornes de recharge. Générer de premiers tableaux de bord par CT;
- Livraison du service : ajuster le service selon l'autonomie des bus et assurer l'application des mesures de régulation selon la disponibilité et la charge des bus (détours planifiés, ajustements, remplacement);
- Planification et exploitation du service : pouvoir tenir compte des caractéristiques d'autonomie des groupes et types de véhicules électriques et optimiser la planification d'une flotte mixte de bus;
- Analytique libre-service : mettre à disposition les données bus et chargeurs et offrir les capacités pour du libre-service analytique (ingestion de données, transformation, modélisation, publication de KPI et rapports);
- Fondation Intégration : mettre en place une plateforme d'intégration pour faciliter l'échange de données et de services entre les différents systèmes et applications de l'organisation. Garantir la disponibilité, la confidentialité et la conformité des actifs informationnels (cybersécurité).

JUSTIFICATION

Dans le cadre de sa démarche globale d'électrification de son réseau de surface, la STM démarre en 2019, un projet pilote de démonstration de 30 bus électriques au CT Stinson. Ce projet permet d'initier une meilleure connaissance de la technologie de recharge, d'appréhender l'impact sur les opérations au sein d'un centre de transport, sur l'entretien des véhicules, sur la planification du réseau et sur son exploitation.

Le pilote au CT Stinson a permis de mettre en lumière l'importance des éléments suivants:-

- Les différents systèmes technologiques utilisés dans les activités quotidiennes sont adaptés à un contexte d'opération d'une flotte de bus à carburant uniquement;
- La nécessité d'accroître la qualité des données (données de recharge, données d'autonomie des bus, etc.) et leur disponibilité (état de dormance du bus) et d'une intégration des données d'électrification au sein des outils de la planification du réseau ainsi que dans la gestion des systèmes accompagnant les opérations quotidiennes au sein d'un CT;
- La nécessité d'une mise en place du système de supervision de la recharge ainsi que la disponibilité de ressources en matière de technologies informatiques (TI) pour son intégration adéquate aux opérations;

Globalement, l'exploitation des bus électriques n'est, à ce jour, pas soutenue convenablement par les systèmes de gestion en place à la STM (Hastus, SAP, SAEIV et autres), et plusieurs composantes technologiques sont manquantes pour assurer un déploiement à grande échelle (plusieurs CT avec une masse critique de bus électriques et une diversité de chargeurs de différents fournisseurs).

L'absence d'un système d'information intégré pour soutenir les processus d'affaires liés au stationnement, au ravitaillement, aux affectations de véhicules est la cause principale de la situation actuelle.

La gestion quotidienne des bus, dès leur arrivée dans un centre de transport et jusqu'à leur départ en exploitation, comporte plusieurs processus manuels. Le manque de visibilité (due aux données qui se retrouvent dans plusieurs systèmes) et la complexité des divers critères entrainent:

- De la difficulté à satisfaire les exigences de l'exploitation (assigner le meilleur bus à la ligne/tournée).
- Une utilisation kilométrique non optimale des véhicules qui augmente les coûts d'entretien préventif ainsi que l'usure prématurée des véhicules.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers court terme inclus. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 73 264 326 $, d'un montant de 10 897 985 $ au budget spécial d'exploitation.

Règlement d'emprunt (RE)	73 264 326 $
Budget spécial d'exploitation (BSE)	10 897 985 $
Coût complet du projet STM	**84 162 311 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

À la suite d'une évaluation du dossier par la Direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTMD qui confirmera cette qualification.

Le pourcentage des dépenses non admissibles est de 15% (12,1 M$ sur le coût complet de 84,2 M$).

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

Subventions et contributeurs:

PROGRAMME (SUBVENTIONS)	R-221	%	TOTAL M$	STATUT ET COMMENTAIRES
SOFIL 5	Gouv. du Québec comptant	95 %	68,5 M$	En attente de la confirmation de l'enveloppe et des modalités de ce programme par le MTMD.
	STM (ville de Mtl) dette	5 %	3,6 M$	
NON ADMISSIBLES	STM (ville de Mtl) dette	100 %	1,2 M$	
TOTAL GOUV. DU QUÉBEC COMPTANT			68,5 M$	
TOTAL STM (VILLE DE MTL) DETTE			4,8 M$	
MONTANT TOTAL AU RE			**73,3 M$**	

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Ce projet contribue aux objectifs suivants du Plan stratégique organisationnel 2030 :

- 1.3 Évoluer vers une STM plus humaine, plus performante et plus durable
- 3.2 Livrer les projets pour transformer le service et moderniser nos actifs
- 3.3 Innover et viser l'efficience et la performance

Ce projet est un prérequis à l'électrification du réseau et à l'exploitation d'une flotte de bus électriques.
Il est recommandé d'inscrire le programme qui les regroupe au portefeuille dans la catégorie « Amélioration et Développement ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à deux des neuf chantiers du Plan de développement durable 2030.

- Chantier 1 : Viser la carboneutralité et contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques
- Chantier 4 : Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

Contribution au Plan accessibilité universelle
En positionnant le bon bus au bon endroit, le DMS permet de s'assurer que les bus avec rampes sont assignés aux bonnes lignes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

ACTE I se focalisera sur les adaptations minimales, nous n'anticipons pas de défis majeurs à cet égard.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	*Adaptations des Capacités Technologiques pour Électrification I (ACTE I)*	**Date**	30 juillet 2024
Numéro	R-221	**Montant**	RE : 73 264 326 $

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Présentation au comité GPP	28 mai 2024
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	4 septembre 2024
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Décembre 2024
Activités de mise en œuvre (MEO)	2025-2030
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Mai 2030

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 4 septembre 2024

au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2024-097 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-221 AUTORISANT UN EMPRUNT DE SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $) POUR FINANCER LE PROJET « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » POUR UN TERME DE CINQ (5) ANS ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2024-2033

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, la Société entreprend un virage vers l'électrification de son parc d'autobus, en vue d'une complète transition avant l'année 2040;

ATTENDU qu'un projet pilote au centre de transport Stinson a eu lieu et la Société a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des trente (30) bus électriques, déjà en exploitation avec les systèmes actuels, seront difficiles et qu'elle doit agir prestement pour se doter des capacités minimales requises pour permettre l'exploitation de ces autobus et ceux qui seront acquis dans le futur;

ATTENDU que la Société possède neuf (9) centres de transport (CT) (huit (8) dépôts de bus et un (1) centre pour le transport adapté), et deux (2) usines pour l'entretien majeur des bus. Le projet met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS), ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT;

ATTENDU qu'afin de répondre à ces besoins, la Société met sur pied le projet « Adaptation des Capacités Technologiques pour l'Électrification 1 » (ci-après « ACTE 1 »);

ATTENDU que de façon générale, le projet met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des trente (30) autobus électriques déjà en exploitation et des autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet a pour objectifs les livrables suivants :

- Les adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- Les adaptations technologiques pour le secteur entretien de bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) dans la totalité des CT;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques) et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » doit être ajouté à la rubrique « Secteur bus » au « Programme des immobilisations 2024-2033 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés, à même le présent règlement d'emprunt, est estimé à **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)**, incluant les taxes nettes de

ristournes et les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations et que si un montant indiqué à celle-ci, pour un des éléments mentionnés, s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1 (collectivement le « règlement R-091 »), permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU que nonobstant l'article 3.3 du règlement R-091, aucune somme provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement ne pourra faire l'objet de remboursement dans le fonds général de la Société, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

VU le rapport de la directrice exécutive – Finances, approvisionnement, affaires juridiques, normes et conformité et trésorerie

ET CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice générale

PROPOSÉ par monsieur Sylvain Ouellet
APPUYÉ par monsieur Éric Alan Caldwell

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre PI 2024-2033, afin d'ajouter le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » sous la rubrique « Secteur bus » pour un montant total de 84 162 311 $, taxes nettes de ristournes et frais financiers inclus;

2° d'adopter le « Règlement R-221 autorisant un emprunt de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour financer le projet « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 », pour un terme de CINQ (5) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et la secrétaire corporative de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX** DOLLARS (7 326 432 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

RÈGLEMENT R-221

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $) POUR FINANCER LE PROJET « ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 » POUR UN TERME DE CINQ (5) ANS

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son entreprise, la Société entreprend un virage vers l'électrification de son parc d'autobus, en vue d'une complète transition avant l'année 2040;

ATTENDU qu'un projet pilote au centre de transport Stinson a eu lieu et la Société a réalisé que la planification, l'entretien et l'exploitation des trente (30) bus électriques, déjà en exploitation avec les systèmes actuels, seront difficiles et qu'elle doit agir prestement pour se doter des capacités minimales requises pour permettre l'exploitation de ces autobus et ceux qui seront acquis dans le futur;

ATTENDU que la Société possède neuf (9) centres de transport (CT) (huit (8) dépôts de bus et un (1) centre pour le transport adapté), et deux (2) usines pour l'entretien majeur des bus. Le projet met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS), ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT;

ATTENDU qu'afin de répondre à ces besoins, la Société met sur pied le projet « Adaptation des Capacités technologiques pour l'Électrification 1 » (ci-après « ACTE 1 »);

ATTENDU que de façon générale, le projet met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des trente (30) autobus électriques déjà en exploitation et des autobus électriques qui seront acquis en 2025-2026;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet a pour objectifs les livrables suivants :

- Les adaptations technologiques facilitant la planification et la régulation des nouveaux bus électriques;
- Les adaptations technologiques pour le secteur entretien de bus qui faciliteront la planification et les interventions d'entretien nécessaires sur les infrastructures de recharge et les nouveaux bus électriques;
- La mise en place d'un nouveau système de gestion de dépôt (DMS) et un système de localisation des bus en temps réel (RTLS) dans la totalité des CT;
- Le déploiement des données d'électrification dans l'analytique libre-service facilitant la consommation de données opérationnelles des bus électriques via des tableaux de bord et analyses diverses;
- La mise en place des adaptations technologiques requises pour la surveillance des infrastructures de recharge et des nouveaux bus électriques;
- L'optimisation dans la gestion de stationnement, le ravitaillement (système de chauffage pour les bus électriques et le carburant pour les bus thermiques) et la gestion des affectations des bus aux lignes/tournées;
- À faciliter les activités d'entretien (automatisation des tâches, augmentation de la productivité et l'utilisation plus efficace des bus);
- À assurer et améliorer la sortie de véhicules (caractéristiques de véhicules respectées, diminution des délais de sortie dus à l'entretien et des coupures de service qui en résultent).

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet **« ADAPTATION DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES POUR L'ÉLECTRIFICATION ACTE-1 »** doit être ajouté à la rubrique « Secteur bus » au « Programme des immobilisations 2024-2033 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés, à même le présent règlement d'emprunt, est estimé à **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $),** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter ce ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations et que si un montant indiqué à celle-ci, pour un des éléments mentionnés, s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1 (collectivement le « règlement R-091 »), permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU que nonobstant l'article 3.3 du règlement R-091, aucune somme provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement ne pourra faire l'objet de remboursement dans le fonds général de la Société, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-221 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter pour un terme d'une durée de **CINQ (5) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **SOIXANTE-TREIZE MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT-SIX DOLLARS (73 264 326 $),** dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'Annexe 1 jointe pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas celle prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **SEPT MILLIONS TROIS CENT VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT TRENTE-DEUX DOLLARS (7 326 432 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 4 SEPTEMBRE 2024

Éric Alan Caldwell
Signé avec ConsignO Cloud (06/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

ÉRIC ALLAN CALDWELL
Président du conseil d'administration

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/09/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

NICOLE BAREZI
Secrétaire corporative

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

R-221	Montant estimé R-221 *	Total Projet*
A) 202311_N - Adaptations capacités Techno. Électrification ph 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	35 309 092 $	
Biens et services	22 758 182 $	
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :	**58 067 274 $**	**67 319 544 $**
Taxes nettes de ristournes	1 135 064 $	1 147 533 $
Contingences / risques	10 353 673 $	11 471 139 $
Inflation	3 679 464 $	4 195 244 $
Sous-total avant frais financiers :	**73 235 475 $**	**84 133 460 $**
Frais financiers	28 851 $	28 851 $
Total :	**73 264 326 $**	**84 162 311 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ces livrables s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre livrabke prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Adaptations des Capacités Technologiques pour l'Électrification

ACTE I



Présentation au conseil d'administration

4 septembre 2024

Table des matières

- Mise en contexte
- Objectifs
- Portée
- Échéancier
- Budget
- Prochaines étapes

Mise en contexte

- Comme vous le savez, la STM entreprend un virage vers l'électrification de sa flotte de bus en vue de l'atteinte de la carboneutralité des opérations complète d'ici 2040.
- L'électrification ne vient pas simplifier les opérations de la STM. La technologie vient jouer un rôle essentiel pour absorber une part de la complexité en intégrant et automatisant des processus et des fonctions.
- Pour soutenir l'intégration, l'entretien et l'exploitation d'une flotte mixte avec une fraction grandissante d'autobus électriques, le projet ACTE I met en place les ajouts, les adaptations et les fondations technologiques requises.
- Le projet pilote d'électrification du Centre de transport (CT) Stinson a permis de constater que l'utilisation des systèmes dans leurs formes actuelles pour la gestion d'une flotte aussi importante de bus électriques sera difficile et inefficace.
- Dans le contexte où la STM continue à diversifier la composition de son parc d'autobus (avec l'arrivée des bus électriques). L'optimisation de la gestion des bus dans ses centres de transport devient une nécessité afin de mieux contrôler les coûts d'entretien et mieux satisfaire les demandes de l'exploitation.



Objectifs

- S’assurer que les nouveaux bus électriques s'intègrent bien aux systèmes TI existants pour accueillir les premiers bus électriques
- Mettre en place de solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans les centres de transport afin d'automatiser les activités et optimiser les coûts d'exploitation dans les CT.
- Mettre à niveau, adapter et configurer les applications métiers STM
- Intégrer le système de gestion de la recharge (CMS) dans l'écosystème TI
- Monter en puissance de façon itérative la fondation technologique afin d’intégrer les données bus et les données chargeurs dans les systèmes métiers de la STM
- Acquérir et configurer des applications de visualisation et gestion des alarmes
- Collecter et enrichir les données bus et chargeurs pour permettre l'analytique et l’aide à la prise de décision (« approche data-driven »)

Portée

- ACTE I met en place les adaptations technologiques minimalement requises pour l'exploitation des 30 bus électriques déjà en exploitation et des 186 bus électriques qui seront acquis en 2025-2026.
  - D'autres adaptations technologiques seront requises pour l'exploitation d'un plus grand nombre de bus électriques. Plus spécifiquement quand le seuil de 40 bus électriques par CT sera atteint.
- ACTE I met en place les solutions permettant la gestion du stationnement des bus (DMS) ainsi que la localisation des bus (RTLS) dans la totalité des CT.

Portée - Capacité d'affaires par grands livrables

Planification du réseau

- Offre de transport avec flotte mixte et assignations chauffeurs
- Optimiser le nombre d'autobus en fonction de l'énergie et du temps de recharge
- Planification du service en fonction de l'énergie et du temps de recharge (calibrage)
- Planification des activités de recharge (calibrage)
- Détours planifiés vs capacité de recharge
- Analyse de données électrification pour la planification
- Historique de consommation de kW/h des bus par trajet improductif, par tournée, par heure de service

Livraison du service

- Affectation véhicules/ chauffeurs (calibrage)
- Alertes utilisation kilométrique, SoC
- Suivi de l'autonomie restante et du niveau de la batterie
- Alarmes problèmes de recharge et d'autonomie
- Vue intégrée pour la gestion des alarmes pour surveiller l'état des systèmes et des véhicules
- Gestion des entraves vs autonomie

Gestion de l'entretien des équipements et Bus

- Caractéristiques des véhicules électriques (modèle, manufacturier, version, année, etc.)
- Caractéristiques des chargeurs (modèle, manufacturier, version, etc.)
- Planifications des interventions sur les bus électriques
- Disponibilités des véhicules électriques
- Disponibilités des chargeurs
- Défauts techniques batteries bus
- Gestion des inspections bus électriques
- Planifications des interventions sur les chargeurs

Logistique dans les centres de transport

- Suivi des activités d'entretien pour une meilleure conciliation avec la livraison du service
- Automatisation du « préconditionning »
- Gestion du stationnement affectation des places de stationnement automatisée
- Vue intégrée pour la gestion des alarmes pour surveiller l'état des chargeurs et des bus
- Gestion du stationnement connaître l'emplacement des bus en temps-réel dans les CT
- Gestion de la sortie affectation aux lignes/ tournées automatisée
- Planification des activités de recharge automatisée
- Affectation automatisée des bus aux bornes de recharge dans le CT

Gestion de la recharge

- Supervision des équipements de recharge
- Affichage autonomie Affichage temps de recharge
- Liste des alarmes Liste des indicateurs
- état de branchement état en recharge état full charge charge en erreur
- Affichage KPI opérationnels de la recharge
- Autorisation et gestion de la priorité de recharge vs états cibles planifiés

Télémétrie Bus

- Odomètre énergie consommée état de charge (SoC) état santé batterie (SOH) kWh température batterie élevée info sur état de charge bus état batterie ID bus
- Données brutes Télémétrie Bus
- Affichage KPI opérationnels composantes électriques
- Affichage KPI opérationnels composantes mécaniques

Technologie

- Mise en place des outils libre-service analytique pour analyse de données électrification
- Mise en place de la plateforme d'intégration Cloud et ses capacités fonctionnelles
- Cybersécurité pour les nouveaux systèmes TI et équipements dans CT
- Intégration des données Bus et données chargeurs dans les systèmes métiers et opérations
- Rehaussement serveurs, stockage et intégration Infonuagique Azure
- Rehaussement réseau Wi-Fi dans les CT (CT Anjou, CT St-Laurent)
- Mise en place plateformes technologiques et infrastructures CT DMS et RTLS
- Intégrations technologiques DMS et RTLS avec systèmes métiers

Adaptations & Technologies

DMS & RTLS

MAN Hastus

Télémétrie

Fondation Analytique

A prioriser pour 2025

A prioriser pour 2026

A prioriser pour 2027

Échéancier



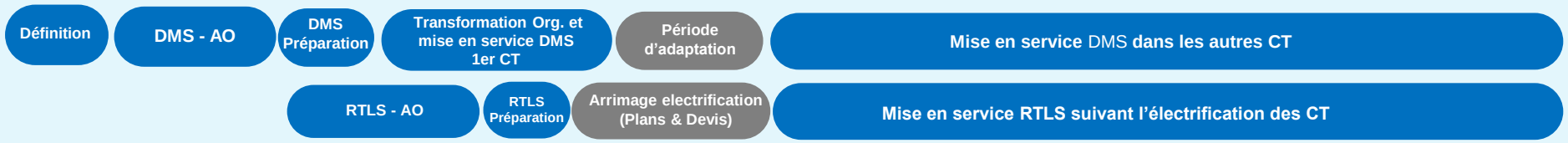
ACTE I

Solutions technologiques

Plan 2025-2027 - Premiers Bus électriques et début d'électrification des CT

- Livraisons 2025
- Livraisons 2026
- Livraisons 2027

Gestion optimisée des CT



Budget

Le coût complet du projet est évalué à 84 162 311 $ (incluant contingences, inflation, frais financiers et taxes nettes de ristournes), dont 73 264 326 $ d'investissements capitalisables financés par règlement d'emprunt (soit 85% des coûts du projet) et 10 897 985 $ financés par le budget spécial d'exploitation (soit 15% des coûts du projet).

PROGRAMME DE FINANCEMENT : Adaptation des capacités technologiques pour l'électrification (ACTE 1 et GOCT) 202311_N

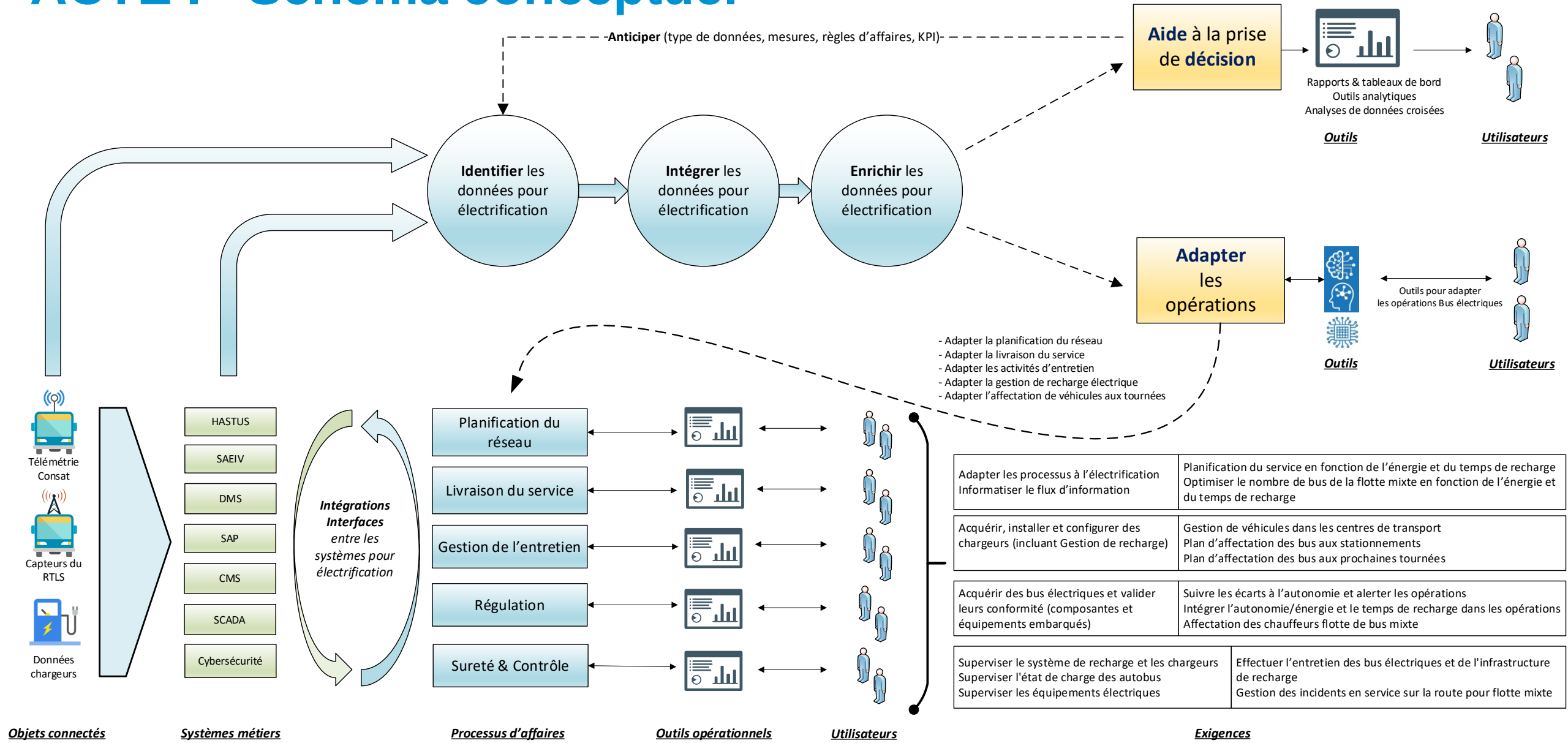
	Solde 2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Coût total
Définition									
140505.L0 Définition de projet	**2 853 312 $**	**967 373 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**3 820 685 $**
140505.L0.00 Définition - Gestion optimisée des Centres de transport	934 236 $	150 507 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 084 743 $
140505.L0.0A Définition solutions technologiques	567 032 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	567 032 $
140505.L0.1A Solutions technologiques - Préparation pour la réalisation	1 010 773 $	506 880 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 517 653 $
140505.L0.1A Études GO CT	341 271 $	309 986 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	651 257 $
Réalisation									
140505.L1 Solutions technologiques	**- $**	**2 916 795 $**	**10 353 655 $**	**8 492 603 $**	**1 790 439 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**23 553 492 $**
140505.L1.1B Solutions pour la gestion de la surveillance et communications	- $	184 146 $	330 182 $	399 572 $	- $	- $	- $	- $	913 900 $
140505.L1.1C Solutions pour la gestion des centres de transports	- $	265 929 $	617 590 $	644 013 $	29 949 $	- $	- $	- $	1 557 482 $
140505.L1.1D Solutions pour la gestion de l'entretien	- $	- $	812 877 $	746 023 $	- $	- $	- $	- $	1 558 900 $
140505.L1.1E Solutions pour la gestion de la livraison de services	- $	276 827 $	568 150 $	739 962 $	171 840 $	- $	- $	- $	1 756 779 $
140505.L1.1F Solutions pour la planification et exploitation du service électrifié	- $	199 504 $	300 133 $	14 043 $	- $	- $	- $	- $	513 680 $
140505.L1.1G Solutions pour l'ajout de données d'électrification à l'analytique et le libre service	- $	1 003 677 $	2 098 523 $	1 723 523 $	724 119 $	- $	- $	- $	5 549 842 $
140505.L1.1H Mise en place/adaptations de la fondation intégration	- $	784 173 $	1 289 404 $	196 202 $	- $	- $	- $	- $	2 269 780 $
140505.L1.1M Mise à niveau Hastus (Électrification)	- $	117 830 $	2 324 496 $	614 564 $	- $	- $	- $	- $	3 056 890 $
140505.L1.1N Intégration données télémétrique	- $	- $	- $	527 910 $	357 743 $	- $	- $	- $	885 653 $
140505.L1.1S Sécurité	- $	- $	- $	637 869 $	- $	- $	- $	- $	637 869 $
140505.L1.1Y Intégration opérationnelle ACTE I	- $	84 708 $	1 445 840 $	1 224 111 $	202 315 $	- $	- $	- $	2 956 975 $
140505.L1.S2 Transfert à l'exploitation - ACTE I	- $	- $	566 459 $	1 024 810 $	304 473 $	- $	- $	- $	1 895 741 $
140505.L2 Gestion optimisée des Centres de transport	**- $**	**166 123 $**	**5 015 889 $**	**9 348 078 $**	**8 309 346 $**	**7 006 231 $**	**4 761 874 $**	**201 968 $**	**34 809 509 $**
140505.L2.00 Préparation et AO	- $	128 552 $	41 582 $	- $	- $	- $	- $	- $	170 134 $
140505.L2.02 Système de Gestion de dépôts Bus - DMS	- $	- $	2 439 147 $	2 920 208 $	2 030 797 $	916 184 $	694 648 $	50 741 $	9 051 725 $
140505.L2.04 Système de Localisation des bus dans les CT - RTLS	- $	- $	235 037 $	1 267 739 $	903 102 $	1 071 780 $	770 568 $	- $	4 248 225 $
140505.L2.10 Infrastructure pour le RTLS	- $	- $	124 713 $	797 797 $	1 002 070 $	980 929 $	482 290 $	- $	3 387 800 $
140505.L2.30 Transformation de processus pour GOCT	- $	- $	507 619 $	593 690 $	354 845 $	- $	- $	- $	1 456 154 $
140505.L2.70 Transfert en exploitation des systèmes	- $	- $	- $	- $	- $	562 282 $	207 968 $	- $	770 250 $
140505.L2.80 Acquisition et mise en service du DMS	- $	- $	717 144 $	1 071 099 $	1 094 183 $	1 071 099 $	1 046 476 $	- $	5 000 000 $
140505.L2.81 Acquisition et mise en service du RTLS	- $	- $	275 878 $	1 629 977 $	1 665 105 $	1 629 977 $	799 063 $	- $	6 000 000 $
140505.L2.90 Formation et gestion de changement	- $	37 571 $	674 769 $	1 067 570 $	1 259 245 $	773 980 $	760 860 $	151 227 $	4 725 222 $
Gestion									
140505.GP Gestion du projet	**- $**	**609 001 $**	**967 516 $**	**985 805 $**	**885 592 $**	**540 905 $**	**568 325 $**	**578 715 $**	**5 135 859 $**
140505.GP.00 Direction du projet - GOCT	- $	123 994 $	212 210 $	216 456 $	219 583 $	225 014 $	239 400 $	121 531 $	1 358 189 $
140505.GP.02 Direction du projet - Solutions technologiques	- $	138 568 $	236 240 $	240 973 $	132 431 $	- $	- $	- $	748 211 $
140505.GP.04 Planification et gestion de coûts	- $	93 534 $	159 393 $	162 583 $	164 165 $	97 678 $	105 131 $	53 323 $	835 807 $
140505.GP.06 Gestion financiere des projets	- $	99 872 $	101 869 $	103 907 $	105 988 $	54 053 $	55 132 $	56 237 $	577 059 $
140505.GP.08 Secrétaire de projet	- $	10 402 $	17 476 $	17 659 $	17 693 $	10 220 $	10 905 $	5 467 $	89 821 $
140505.GP.09 Direction portefeuille entretien	- $	77 428 $	131 752 $	134 390 $	135 894 $	44 524 $	47 920 $	24 373 $	596 281 $
140505.GP.10 Bureau transformation électrification	- $	65 203 $	108 575 $	109 837 $	109 837 $	109 417 $	109 838 $	53 893 $	666 600 $
140505.GP.CP Clôture de projet	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	179 842 $	179 842 $
Audit de vérification Subventionnable 0,01%	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	84 049 $	84 049 $
Autres									
	- $	**638 463 $**	**3 419 125 $**	**4 666 729 $**	**3 301 740 $**	**2 665 421 $**	**1 997 991 $**	**153 297 $**	**16 842 766 $**
TNR	- $	48 067 $	217 605 $	250 691 $	242 673 $	234 215 $	154 283 $	- $	1 147 533 $
Contingence 20%	- $	536 079 $	1 715 017 $	1 430 507 $	401 804 $	81 136 $	85 249 $	74 200 $	4 323 992 $
Contingence 15%	- $	33 225 $	1 024 244 $	1 908 093 $	1 709 871 $	1 448 089 $	983 231 $	40 394 $	7 147 147 $
Inflation 2,5%	- $	- $	454 532 $	1 077 406 $	947 392 $	901 982 $	775 228 $	38 704 $	4 195 244 $
Frais financiers	- $	21 092 $	7 728 $	31 $	- $	- $	- $	- $	28 851 $
Total projet	**2 853 312 $**	**5 297 754 $**	**19 756 185 $**	**23 493 215 $**	**14 287 118 $**	**10 212 557 $**	**7 328 190 $**	**933 980 $**	**84 162 312 $**

Annexe

Lexique

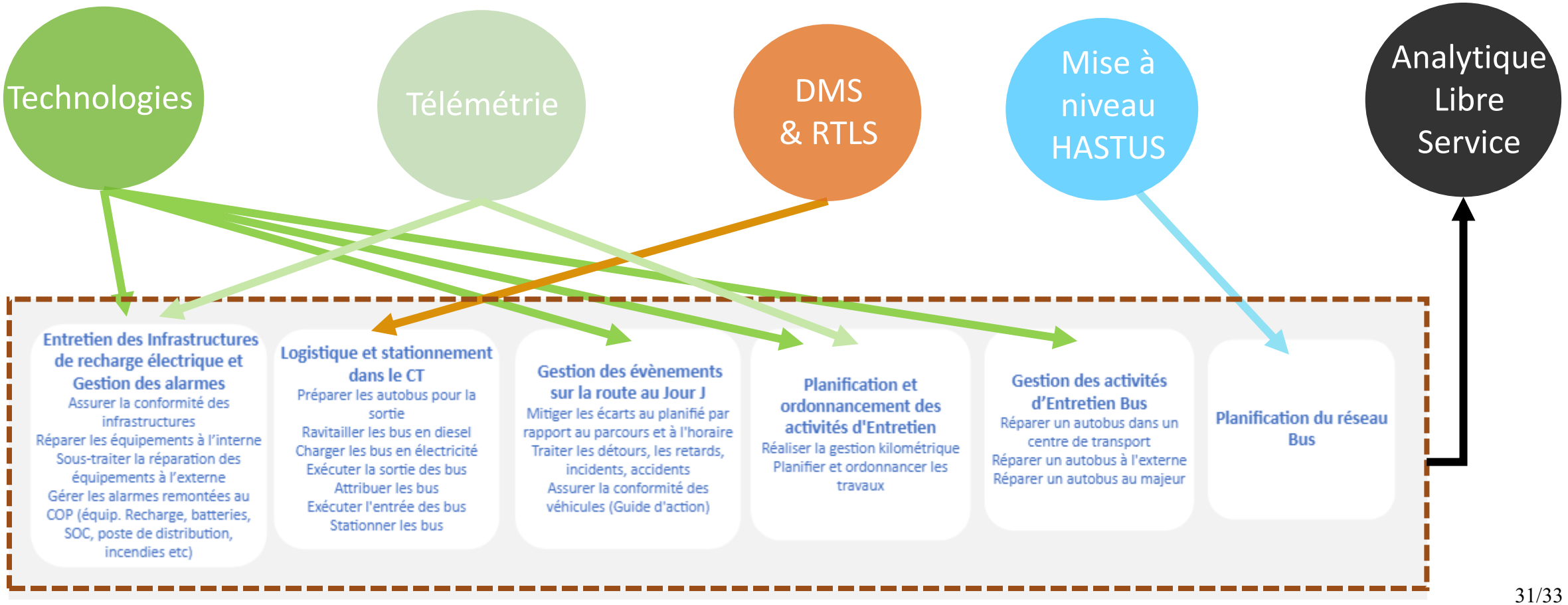
- **COP :** Centre Opérationnel Principal
- **CMS :** Charging Management System
- **CT :** Centre de transport
- **DMS :** Depot Management System (Système de gestion des CT)
- **FALS :** Fondation Analytique et Libre Services
- **GOCT :** Gestion Optimisée des CT(solutions DMS & RTLS pour la gestion du stationnement, assignation du meilleur bus, améliorer les activités de recharge, de gestion kilométrique, d'entretien, etc.)
- **IBBG**: International Bus Benchmarking Group
- **LDS :** Livraison du Service Bus
- **MAN Hastus :** Mise à niveau Hastus (Solution logicielle pour la planification et optimisation du service d'une flotte mixte, ajustements aux horaires, etc.)
- **PDR :** Planification du Réseau
- **RTLS :** Real Time Localisation system (Système de Localisation bus dans les CT)
- **SAEIV :** Système d'aide à l'exploitation et information voyageurs
- **SCADA :** Supervisory Control And Data Acquisition
- **SOC :** State Of Charge (État de charge des véhicules électriques)
- **SOH :** State Of Health (État de santé des batteries des véhicules électriques)
- **Télémétrie :** Collecte de données sur l'état du bus (ex : SOC, SOH, etc.).

ACTE I - Schéma conceptuel



Les grands livrables – tous interreliés

Le projet **ACTE I** est découpé en grands livrables afin que tous les besoins soient répondus tout en bénéficiant des équipes de réalisation les mieux outillés pour y arriver. L'arrimage entre ces grands livrables est primordial, car les mêmes processus d'affaires touchent plusieurs livrables



ACTE I vs objectifs PEV 2030

Pour un processus donné, les modifications au processus est souvent lié à la quantité de véhicules à gérer dans le processus.

Certains processus sont à adapter lors de la livraison du premier véhicule de la flotte, certain lors de la livraison d'une certaine quantité dans un centre de transport.

Une solution technologique peut être adéquate lorsque le nombre de véhicule est relativement bas dans la flotte et ne plus l'être une fois un seuil critique atteint dans un centre de transport.

Le défi principal est de s'assurer de la disponibilité des véhicules pour le service usagers. Le nombre maximum de véhicules nécessaires pour le service usagers se trouve en pointe AM ou pointe PM. Au de la "base" de véhicules requis, les véhicules requis pour les pointes ont des sorties véhicules d'une durée limité. Durant cette période de pointe on a donc besoin de plusieurs véhicules (jusqu'à 100% des véhicules du CT requis) mais pendant une courte période de temps. Entre les pointes environ 50% des véhicules sont requis pour offrir le service usagers.

Pourquoi un véhicule électrique change les choses?
Premièrement l'autonomie du véhicule restreint la durée (ou le kilomètre parcouru) durant laquelle le véhicule peut offrir du service usagers en continu. Deuxièmement, l'activité de recharge des véhicules ont une durée non négligeable.

Pour réaliser les objectifs du PEV 2030, nous avons besoin des projets ACTE I (2024-2027) et ACTE II (2027-2030)

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

R-221	Montant estimé R-221 *	Total Projet*
A) 202311_N - Adaptations capacités Techno. Électrification ph 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	35 309 092 $	
Biens et services	22 758 182 $	
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :	**58 067 274 $**	**67 319 544 $**
Taxes nettes de ristournes	1 135 064 $	1 147 533 $
Contingences / risques	10 353 673 $	11 471 139 $
Inflation	3 679 464 $	4 195 244 $
Sous-total avant frais financiers :	**73 235 475 $**	**84 133 460 $**
Frais financiers	28 851 $	28 851 $
Total :	**73 264 326 $**	**84 162 311 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ces livrables s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre livrabke prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Point 51.01

Nommer M. Alex Bottausci à titre de membre du conseil d'administration de la Communauté métropolitaine de Montréal, en remplacement de M. Beny Masella

Aucun document ne sera livré.